



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

1230

R. 2977 d. 162
N.S. 53



1230

P. 3977 d. 162
N.S. 53

LE
CORRESPONDANT

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ENFURTH, 1.

LE
CORRESPONDANT

RECUEIL PÉRIODIQUE

RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE

— SCIENCES —

LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS

TOME QUATRE-VINGT-NEUVIÈME

DE LA COLLECTION

NOUVELLE SÉRIE — TOME CINQUANTE-TROISIÈME

PARIS

CHARLES DOUNIOL ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

29, RUE DE TOURNON, 29

1872



LE

CORRESPONDANT

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

EN 1872

I

Le 8 février 1871, la France ne possédait plus ni armée, ni territoire, ni argent, ni gouvernement.

L'armée régulière formée sous l'empire avait été condamnée par l'empire à capituler à Sedan et à Metz. Les troupes improvisées sous la dictature républicaine, la dictature républicaine les avait perdues. Une méprise de M. Gambetta avait précipité l'armée de la Loire vers une défaite inévitable ; un oubli de M. Jules Favre dans la conclusion de l'armistice avait livré sans défense l'armée de l'Est ; l'armée de Paris enfin, après avoir attendu cinq mois des secours et des vivres, venait de rendre ses armes et les forts. La moitié du territoire était envahie, et malgré les efforts du général Chanzy dans l'Ouest, du général Faiderbe au Nord, la portion qui ne l'était pas n'offrait plus aucun obstacle à l'invasion.

N. SÉR. T. LXXI (LXXXIX^e DE LA COLLECT.), 1^{re} LIV. 10 OCTOBRE 1872.

1

L'argent des impôts, l'argent des emprunts était dévoré; l'État n'avait plus de ressource qui lui fût propre, il vivait au jour le jour, sur le crédit de la Banque.

Un gouvernement de hasard, sans titre et sans loi, avait pu disposer de nous sans nous, et jamais la longue série de nos expériences révolutionnaires n'avait présenté un si étonnant exemple de la patience publique, que la soumission obtenue d'un bout à l'autre du territoire par ce dictateur d'aventure qui avait pu dissoudre les comices électoraux déjà convoqués, briser dans la commune et le département, comme dans l'État, tout pouvoir électif, refuser à la nation dont il jouait l'existence tout représentant et tout organe; et tandis qu'il demandait à tous le dernier homme et le dernier écu, faire du pouvoir la proie d'un seul parti¹, et de quel parti! Ce n'est pas le calomnier, assurément, que d'affirmer qu'il n'était dans le pays ni le plus nombreux, ni le mieux préparé à gouverner.

A peine quelques rares républicains, les meilleurs², avaient-ils refusé une part dans cette confiscation des droits du peuple, aimant mieux, quand ils le pouvaient, prendre un fusil et se battre en soldats. Leur exemple n'avait pas été contagieux, et je rougirais de rappeler à qui nous avons obéi, si notre résignation, préparée d'ailleurs par notre long engourdissement sous l'empire, n'avait eu pour excuse la défense nationale. Les vrais patriotes alors se souciaient peu de disputer le pouvoir à qui le voulait prendre; ils disputaient le territoire à l'ennemi, et les hommes qui déclaraient ne point désespérer de la patrie, qui nous en promettaient l'intégrité, quels qu'ils fussent, devaient tout obtenir. Mais, les malheureux! ils ne savaient

¹ « Dans le cours des rapports que j'ai eus avec M. Gambetta à Paris et plus tard, j'ai toujours jugé qu'il avait un ardent patriotisme; mais il portait en lui deux défauts originels incurables : ayant à invoquer pour l'œuvre de salut commun que nous poursuivions le concours de toutes les volontés, de tous les esprits, de tous les cœurs, il était persuadé que, pour utiliser ce grand effort, il fallait superposer à cet effort même un parti qui en devait être le directeur. »

(M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères : C'est très-vrai.)

Je le lui ai dit, quand il nomma à Paris les maires provisoires, je le lui ai dit quand à la même époque il nomma les préfets dans les départements, l'assurant qu'il allait tout perdre au lieu de tout sauver.

(M. le ministre des affaires étrangères : C'est très-vrai !)

(Discours du général Trochu, séance du 14 juin 1871.)

² Il faut citer à leur tête : le président de l'Assemblée nationale, M. Grévy, puis MM. Victor Lefranc, Bethmont, Lanfrey, sans oublier non plus les préfets qui ont refusé de s'associer soit à la dissolution des conseils généraux, soit au décret rendu par M. Gambetta, contre la liberté des élections : MM. Mestreau, Christophe, Delorme, Lenoël.

pas plus faire la guerre que la paix ! Le tout-puissant et très-médiocre personnage dont les déclamations furieuses avaient empêché M. Thiers de traiter quand Paris tenait encore, et qui, le lendemain de l'armistice, parlait de lutte à outrance, était celui-là même qui enseignait aux troupes à se défier de leurs chefs, réduisait le brave Bourbaki au désespoir, brisait l'épée du vainqueur de Coulmiers ; et quand enfin, de harangue en harangue et de désastre en désastre, la France lui tomba des mains, il lui avait coûté, pour son compte, une province et 4 milliards¹.

Nous croyions alors n'avoir plus rien à perdre, nous nous trompions. Le gouvernement de la défense nationale nous légua, à la suite de la guerre étrangère, la guerre civile. En s'effondrant sous ses propres divisions en même temps que sous le poids accablant de nos derniers revers, il laissait Paris livré à une bande de scélérats, les provinces à une nuée d'administrateurs incapables ou indignes.

La France allait-elle donc périr ?

Elle avait attesté sa force vitale, si j'ose ainsi parler, en survivant à la ruine de toute organisation politique ou militaire, en tenant cinq mois, sans chefs ni armées, contre la plus redoutable puissance de l'Europe. La lutte, même sans espoir, étant devenue impossible, elle l'attesta d'une autre manière en élisant l'Assemblée nationale.

Jamais élection n'avait été si soudaine et plus spontanée, et, si l'on veut en déterminer le vrai caractère, il faut reconnaître que ce jour-là le peuple, secouant le joug d'un gouvernement éphémère, et ne recevant d'ailleurs d'aucun parti aucun mot d'ordre, chercha partout, par un instinct d'honneur, pour signer la paix les hommes qui s'étaient le mieux battus, par un instinct de salut, pour réparer nos maux les hommes qui n'en étaient pas responsables, les hommes purs de toutes les fautes qui avaient enfanté les désastres. C'est à ce titre que M. Thiers, l'infailible censeur et de l'empire et de la dictature républicaine, le patriote qui avait soutenu la paix et la liberté contre Napoléon III, la paix et le respect des droits de la nation contre M. Gambetta², M. Thiers fut élu dans vingt-huit collèges.

¹ « Ceux qui ont fait la guerre nous ont condamnés à la dépense nécessaire de quatre milliards ; ceux qui l'ont prolongée plus tard ont doublé le désastre et la dépense. » (Discours de M. Thiers, 20 juin 1871.)

² « Oui, messieurs, nous étions tous révoltés, je l'étais comme vous tous contre cette politique de fous furieux qui mettaient la France dans le plus grand péril... Pour moi, j'ai lutté autant qu'on le pouvait à Tours et à Bordeaux contre cette prétention antinationale, atroce par ses résultats, arrogante, insolente, de vouloir, à quelques-uns qu'on était, se substituer à tous, contre la France même, quand il s'agissait de son salut. (Très-bien ! très-bien ! Nouveaux applaudissements.)

(Discours de M. Thiers, 8 juin 1871.)

Voilà pourquoi aussi on a pu remarquer que les légitimistes, tenus par leurs principes à l'écart des gouvernements d'aventure et précipités sur les champs de bataille par leur patriotisme chevaleresque, arrivaient à Bordeaux plus nombreux que notre génération ne les avait jamais vus dans la vie publique. A vrai dire, image fidèle de la France, cette Assemblée n'appartenait en propre à aucun parti. Dès le premier jour, il fut manifeste que rien n'y serait décidé que par un libre accord entre des hommes séparés par la diversité des antécédents et des souvenirs, rapprochés par le naufrage. Ses résolutions pourraient porter aussi loin que s'étendrait cet accord, pas au delà. Il y avait d'ailleurs bien des traits communs à la plupart de ces hommes divers : l'horreur du désordre, le goût des réformes, l'amour de la liberté¹, la foi en Dieu et dans sa Providence ; ajoutez le désintéressement et l'inexpérience : le désintéressement, vertu rendue facile, en vérité, par nos malheurs, car comment songer à soi quand on avait tant de choses, et de si cruelles, à exiger du pays ? l'inexpérience, résultat inévitable de la longue interruption de la vie publique. Durant vingt ans, la végétation d'une terre jusque-là féconde en hommes s'était arrêtée ; tous nos grands parlementaires, sauf un seul, avaient achevé leur course avant qu'il eût été donné à leurs héritiers de commencer leur apprentissage. Inconnus les uns aux autres, nous entrions sans guide dans la carrière. Et quelle carrière ! un mandat sans limite, des sacrifices sans mesure ; au début, une paix aussi désastreuse qu'indiscutable ; aussitôt après une insurrection plus détestable et plus terrible qu'aucune autre ; devant nous, à Paris, la Commune triomphante et maîtresse ; derrière nous, dans les grandes villes, la Commune préparée et menaçante ; tout autour les Prussiens immobiles, ne lâchant pas leur proie ; enfin, pour faire face à tant de périls, il faut que je le répète encore, pas d'armée, pas d'argent, pas d'administration, pas d'institutions, rien que nous seuls.

Vingt mois se sont écoulés : nous avons marché nous heurtant de toutes parts à des ruines, et maintenant la commune est vaincue ; pour la première fois, depuis quatre-vingts ans, une insurrection maîtresse de la capitale ne l'a pas été de la France ; l'ordre matériel est partout assuré, l'armée se refait, le territoire s'évacue ; la patrie est mutilée, mais elle subsiste, elle revit, elle travaille, elle acquitte, sans paraître appauvrie, une rançon calculée pour l'écraser, et son crédit étonne l'Europe. Qui donc, ami ou ennemi, s'attendait à une si prompte convalescence ? Certes la guérison n'est pas complète en-

¹ « Cette assemblée est une des plus libérales que j'aie jamais vues... Elle est plus libérale que moi. » (M. Thiers, 27 avril et 8 juin 1871.)

core, l'avenir est incertain, et quand je considère ce qui nous reste à faire, je demeure effrayé; mais si, regardant en arrière, je mesure le chemin parcouru, je bénis Dieu des ressources de mon pays, et je reprends confiance dans son inépuisable et souple vigueur.

À Dieu, d'abord, en effet, à Dieu, qui a frappé ce pays non pour le perdre, mais pour le régénérer; à lui-même, ensuite, à son tempérament, à son génie, qui plie et rebondit comme l'acier, est due cette sorte de résurrection. Mais les médecins, à qui le grand et cher blessé s'est livré au sortir des mains des charlatans et des empiriques, qui l'ont recueilli sanglant, épuisé, et veillent aujourd'hui sur sa marche chancelante, ont-ils donc trompé sa confiance? évidemment, non. L'auraient-ils perdue? Il arrive parfois aux malades les mieux traités de se fatiguer de leur convalescence; à mesure qu'ils se raniment, ils sentent davantage ce qu'ils souffrent, s'irritent de languir encore et, dans leur impatience, seraient tentés de changer de régime et de médecin. Tentation dangereuse, et que le dévouement le plus désintéressé doit combattre; car elle expose ceux qui s'y abandonnent à de mortelles rechutes. Au fond, je ne crois pas la France prête à s'y abandonner; je n'aperçois guère de citoyens disposés à donner congé à l'Assemblée nationale, si ce n'est ceux qui la redoutaient d'avance, n'ont rien épargné pour empêcher son avènement, et sont, en effet, tombés devant elle. Mais les conservateurs, qui l'ont élue et ne lui pardonneraient pas de se dissoudre aujourd'hui, souffrent trop volontiers qu'on la discrédite. Prompts à se décourager eux-mêmes, ils la laissent trop volontiers taxer d'impuissance, sans prendre assez garde qu'elle ne peut rien qu'avec leur appui. Voyons donc franchement ce qu'a fait cette Assemblée. Déjà plusieurs de ses membres ont rendu compte de leur conduite à leurs électeurs. Avec la juste autorité qui leur appartient, ils ont apprécié les actes importants auxquels ils ont pris part. Pour moi je voudrais à mon tour et venant le dernier, comme un simple témoin des travaux de l'Assemblée, en exposer l'ensemble, travaux d'affaires et travaux politiques, mesures urgentes et réformes en vue de l'avenir. Dans cette revue rétrospective, je n'éviterai pas de répéter ce qui a été dit avant moi beaucoup mieux que je ne le saurais dire. Mais peut-être n'est-il pas inutile de répéter et de ressasser ce qui s'est fait à la Chambre pour entrevoir ce qui peut et doit se faire encore.

II

Quand je parle des actes de l'Assemblée, je ne voudrais pas séparer d'elle ce qui a été son premier ouvrage : le gouvernement de M. Thiers. Il existe par elle, elle agit par lui. Ceux qui cherchent à les opposer l'un à l'autre, allèguent, il est vrai, que les suffrages des électeurs avaient dicté d'avance le choix de la Chambre, et que, en réalité, M. Thiers est l'élu du peuple et non de ses collègues. Je n'ai pas à contester qu'en cette circonstance, comme en toute autre, l'Assemblée ait déféré au vœu du pays. Mais ce vœu du pays, que signifiait-il donc alors ? à quels noms associait-il, à quelle politique destinait-il le futur président de la république ? M. Thiers a été partout inscrit sur les mêmes listes que nous tous conservateurs, choisi par les mêmes électeurs pour combattre les mêmes hommes, pour accomplir les mêmes choses. Aux yeux de la France et de l'Europe, la majorité conservatrice prenait possession du pouvoir, en y portant son chef. Qu'on cesse donc de chercher à l'autorité de M. Thiers une origine distincte de l'Assemblée.

Quant aux actes du président, il est manifeste qu'il n'a rien pu qu'elle n'ait voulu, rien qu'elle n'ait ou imposé ou consenti. Combien de gens, pourtant, rapportent à M. Thiers tout le bien qui s'est accompli, imputent à l'Assemblée le mal dont nous souffrons encore ! Ceux qui tiennent un tel langage croient servir la république ; ceux qui l'écoutent cèdent sans le vouloir à un vieux penchant monarchique. Accoutumée à un chef unique, la France se cherche un dictateur dès qu'elle n'a plus de roi ; elle n'échappe à l'autorité royale que pour incliner vers ce qui en est à la fois la contrefaçon précaire et l'exagération funeste : le gouvernement personnel. Aucun orateur dans l'opposition n'a mieux signalé que M. Thiers les vices et les périls du gouvernement personnel ; aucun homme d'État aux affaires ne devrait être plus propre à en déshabituer son pays ; et jamais, enfin, le pouvoir exécutif n'a semblé, par son institution même, plus dépendant et plus subordonné qu'aujourd'hui. Si, malgré tout cela, néanmoins, il paraît encore agir seul, ou bien si l'on essaye de l'opposer au pouvoir souverain dont il émane, de tourner le bras contre la tête, il importe que cette illusion soit dissipée, cette manœuvre déjouée. Voilà pourquoi je voudrais signaler ici ce qui, dans l'œuvre commune de réparation et de salut, est dû spécialement à l'Assemblée, à son initiative, à son contrôle, quelquefois à son abnégation. Non que je veuille par là méconnaître l'action du

gouvernement et ses services : j'essaye seulement de remettre en lumière ce que d'autres laissent dans l'ombre.

Au début de notre carrière, j'admire par exemple ce qu'il a fallu au chef du pouvoir exécutif de résolution, de patience et d'activité pour bloquer la Commune dans Paris, attendre des forces avant de l'attaquer, refaire ces forces et frapper à coup sûr. Je ne conteste pas davantage ce qu'il a déployé d'adresse pour tenir en suspens les radicaux de province, tandis qu'il canonnait les radicaux de la capitale ; conjurer sur plusieurs points l'explosion de l'incendie, et n'avoir pas à l'éteindre partout à la fois. Mais il me paraît juste de rappeler aussi l'attitude de l'Assemblée gardant intact, sans provocation ni concession à la révolte, sans emportement ni défaillance, le dépôt de la souveraineté nationale. Je la vois encore, le jour où les maires de Paris, s'inspirant de la vieille tradition révolutionnaire, lui apportèrent à signer une transaction avec cette Commune devant laquelle la plupart d'entre eux devaient capituler le lendemain. Ils pouvaient nous croire désarmés ; ils n'avaient trouvé ni autour d'eux, ni même sur la route de Paris à Versailles, de soldats prêts au combat. Ils entrèrent dans une de nos tribunes aux cris tumultueux de : *Vive la république !* avec la théâtrale arrogance des « délégués du peuple » qui se montraient aux heures de troubles à la barre de la Convention. L'accueil qu'ils reçurent leur apprit promptement qu'ils se méprenaient ; ils se retirèrent, doutant peut-être si les représentants de la France triompheraient des maîtres de Paris, mais assurés qu'ils ne fléchiraient pas. Le droit de la nation à disposer librement d'elle-même a été sauvegardé, et quel que soit le gouvernement sous lequel elle doive s'abriter un jour, la fermeté de ses mandataires l'a préservée des coups de violence et de surprise.

Après la défaite de la Commune, deux grandes mesures ont achevé de rendre au pays non-seulement l'ordre, mais la sécurité matérielle : la dissolution des gardes nationales ; le maintien du gouvernement hors Paris. La première de ces deux mesures a ôté à la guerre civile ses cadres ; la seconde a soustrait aux émeutes leur objet. L'une et l'autre sont dues à l'initiative parlementaire. Si l'Assemblée est venue à Versailles sur l'indication de M. Thiers, ce n'est pas sur sa proposition qu'elle a résolu d'y rester. Si le gouvernement a dissous les gardes nationales, on doit lui en savoir d'autant plus de gré, qu'il ne l'a fait ni sans appréhension, ni sans répugnance ; il redoutait des troubles ; il n'a pas eu à les réprimer, et aujourd'hui il s'applaudit sans doute d'avoir heureusement exécuté ce qu'a fermement voulu l'Assemblée.

III

L'ordre rétabli, rien n'était plus urgent que le règlement de nos finances. Il fallait créer des ressources égales aux charges sans exemple qui nous avaient été léguées.

Un emprunt de cinq milliards était nécessaire au rachat du territoire. Quelles recettes lui donner en gage ? Comment en assurer le service et remettre ensuite le budget en équilibre ? Le gouvernement a demandé d'abord cinq cents, ensuite six cents, enfin sept cents millions de taxes nouvelles ; il les a obtenues du patriotisme de l'Assemblée.

La répartition laborieuse de charges si lourdes a provoqué, il est vrai, de longs et vifs débats. Mais d'où est donc venue la difficulté principale ? De la prédilection du gouvernement pour l'impôt des matières premières et de sa résistance à tout impôt imaginé pour remplacer celui qu'il préconisait. Tels qu'il les avait présentés d'abord, les droits sur les matières premières auraient formé la plus importante de nos nouvelles recettes ; tels qu'il les a obtenus, ils ne figurent plus qu'à titre d'appoint dans le budget. Je regrette toutelois, pour ma part, qu'après les avoir d'abord repoussés, l'Assemblée les ait enfin acceptés. Car les débats qui ont suivi son premier vote et précédé le dernier n'ont fait autre chose à mes yeux que montrer davantage la difficulté d'établir et de percevoir les surtaxes de douane et l'incertitude de leur produit. Que ceux qui les avaient adoptées d'abord, ne les aient pas repoussées plus tard, je le conçois. Mais ceux qui les avaient rejetés, c'est-à-dire la plupart des députés de la gauche, représentants attirés des populations industrielles, partisans théoriques du libre échange, ont-ils donc changé de manière de voir ? Nullement ; ils ont seulement changé de conduite. En hiver, ils votaient conformément aux vœux de leurs commettants et à leurs propres opinions économiques ; en été, ils ont voté selon le désir du président. Reste à savoir quel prix ils ont attendu de cette complaisance. Mais il est dès à présent avéré que les députés de la gauche ont sacrifié ce qu'ils estimaient l'intérêt de l'industrie française à un intérêt de parti. Les conservateurs au contraire, quelles que fussent d'ailleurs leurs préférences pour le libre échange ou la protection, ont refusé jusqu'à la fin de transformer une question d'affaire en question politique. Mandataires des campagnes pour la plupart, députés ruraux comme on les a nommés, ils avaient avant tout à stipuler pour l'agriculture ; ils ont donc voulu

que l'industrie payât sa part des charges nouvelles, et c'était justice¹. Mais de quelle manière devait-elle payer ? Sur cette question secondaire à leurs yeux, le plus grand nombre à tort ou à raison n'était pas disposé d'avance à contester les projets du gouvernement, et voilà comment M. Thiers, gardant d'un côté les suffrages obtenus d'abord, acquérant de l'autre ceux qui lui manquaient, a pu enfin l'emporter. A son succès ont également concouru la constance des membres de la droite et le revirement des membres de la gauche.

Si l'on considère d'ailleurs non plus dans une seule de ses parties mais dans son ensemble ce budget des recettes, on y reconnaît la forte et juste empreinte de la majorité conservatrice et rurale. A peine ai-je besoin de rappeler l'impôt sur le revenu, et tout ce qui lui ressemblait, écarté. D'autres pays où règne encore la paix sociale le supportent impunément : dans notre patrie telle que les révolutions nous l'ont faite, il courrait risque de livrer les fortunes privées à l'inquisition et à l'arbitraire des partis. C'eût été « un impôt de discorde, » a pu dire M. Thiers, aux applaudissements de la majorité ; il a fallu chercher d'autres ressources.

J'ai quelquefois entendu regretter qu'on n'ait pas purement et simplement doublé les impôts existants au lieu d'en inventer de nouveaux ; d'autres fois, au contraire, qu'on n'ait pas entrepris une réforme générale de notre système financier. Je crois ces deux critiques mal fondées. Accroître uniformément les impôts établis, c'eût été aggraver leur disproportion, surcharger la terre déjà trop grevée de l'aveu de tous et la surcharger d'avantage précisément là où elle payait le plus. Qui ne sait, en effet, combien l'impôt foncier est inégal ? Une telle mesure aurait pu être prise à Bordeaux, mais à condition d'être remplacée à bref délai par une répartition plus équitable ; on a cherché cette répartition immédiatement ou du moins aussitôt que la chute de la Commune nous a permis de nous occuper de nos finances. On l'a cherchée sans esprit de système il est vrai : les besoins pressants s'accommodent mal de théories et d'expériences ; on l'a cherchée en soupesant tour à tour en quelque sorte tous les impôts qui pouvaient, sans fléchir, supporter une surcharge, en passant successivement en revue tous les signes extérieurs de la richesse, toutes les jouissances que procure l'aisance et qui la manifestent au dehors. Pour atteindre tous les revenus, on a frappé toutes les dépenses.

¹ Les représentants de l'industrie l'ont toujours reconnu. Voyez la déclaration apportée à la tribune, le 19 janvier, par M. Lucien Brun, et les protestations de la plupart des industriels qui ont pris part au débat, soit avant le 19 janvier, soit au mois de juillet dernier. Voyez, notamment, les paroles si nettes de M. Feray.

Ainsi ont été élevés peut-être avec excès les impôts de consommation. A leur suite la taxe des patentes, acquittée par le négociant, répercutée sur le consommateur, sera révisée et augmentée, en épargnant toutefois ce qui courrait risque d'être écrasé : le petit commerce et la petite industrie. Le travail du plus grand nombre, l'agriculture, qui payait avant nos malheurs les trois quarts de l'impôt sans former pourtant les trois quarts de la richesse, l'agriculture devait être ménagée : l'impôt foncier n'est pas accru. Non pas qu'il ne soit rien demandé à la fortune immobilière : l'élévation des droits de timbre et d'enregistrement la frappe quand elle est acquise et se transmet ; l'impôt sur les baux, rendu obligatoire, de facultatif qu'il était jusqu'à présent, porte sur le revenu de la terre quand elle n'est pas possédée par qui la cultive ; mais quand, au contraire, elle appartient au cultivateur, ce revenu de la terre, qui se confond alors avec le labeur du propriétaire, est préservé des charges nouvelles. Enfin pour la première fois, les revenus de la fortune mobilière, formée et grandie depuis la création de notre système financier, sont atteints d'une taxe directe.

Ces deux derniers impôts, l'impôt sur les baux et l'impôt sur les valeurs mobilières, peuvent être signalés à ceux qui reprochent à l'Assemblée de n'avoir point tenté de réforme fiscale. En exigeant l'enregistrement des baux à ferme, elle a fourni une base fixe à l'évaluation des immeubles ; elle a, non pas accompli, mais préparé l'égalité proportionnelle des impôts immobiliers. En frappant les valeurs mobilières, elle a tout au moins commencé de rétablir devant le fisc l'équilibre entre les deux sources de la richesse nationale. Ce dernier impôt n'a point passé sans obstacle ; présenté mais non soutenu par le gouvernement, il était désapprouvé par le président de la république, faut-il rappeler pour quel motif ? il devait éloigner les capitaux du marché français. Le merveilleux succès de l'emprunt a sans doute aujourd'hui dissipé cette crainte ; elle peut être mise à côté de celle qu'inspirait d'avance le désarmement des gardes nationales.

Il serait à souhaiter que le gouvernement ne se fût jamais trompé d'une autre manière et que ses méprises ne nous exposassent point à des mécomptes. Le ministère des finances vient d'avouer que le revenu des impôts indirects est notablement inférieur à ses évaluations¹. Mais il se hâte d'ajouter que ce déficit, « inévitable dans le premier établissement d'impôts nouveaux, » ne sera point permanent ;

¹ Impôts et revenus indirects. Comparaison des produits du premier semestre de 1872 avec les évaluations votées au budget de cet exercice. Diminution totale : 88,597.000 francs. *Journal officiel* du 14 septembre. Note du ministre des finances.

il rappelle, non sans raison, qu'une somme considérable, réclamée par lui à titre d'excédant, est destinée à le contrebalancer, et il persiste à considérer les votes de 1872 comme suffisant pour assurer dans un prochain avenir notre équilibre financier¹. Acceptons cette dernière assurance comme une garantie contre de nouvelles demandes d'impôts, et si, néanmoins, l'équilibre promis nous échappait encore, ce n'est plus par des accroissements de charges, c'est par des économies qu'avant tout il faudrait le poursuivre. L'Assemblée a rempli la première partie de sa tâche financière, elle a créé les ressources; il lui reste la seconde, réviser et, s'il se peut, réduire les dépenses. Elle s'y est préparée déjà dans ses bureaux et ses commissions; aussitôt après son retour, elle va s'y appliquer tout entière, et sans relâche.

IV

Quoi qu'il en soit, on peut dès à présent l'affirmer, nos finances se rétablissent et leur rétablissement signale le retour de l'ordre, du crédit et du travail. Si la Chambre s'était proposé seulement de panser les plaies du pays, ce résultat pourrait lui suffire. Mais elle voulait et devait davantage: elle avait sa guérison à entreprendre, et, pour cela, c'était trop peu d'effacer sur le corps sanglant et mutilé du noble vaincu les traces extérieures de l'invasion et de la révolution; il fallait encore remonter aux sources profondes du mal et changer le régime qui avait énervé le malade; il fallait, selon la belle expression du général Trochu, prendre sur nous-mêmes notre première revanche. Différer cette revanche, c'était nous résigner à déchoir; la tenter, c'était déjà nous relever.

L'Assemblée l'a tenté. A côté des mesures urgentes, elle a mis la main aux réformes durables, et ces réformes elle les a entreprises seule; tout occupé de sa tâche de chaque jour, le gouvernement les a quelquefois contestées, jamais proposées². A aucune époque depuis 1789, si je ne me trompe, il n'était donc sorti de l'initiative parlementaire tant de projets et de si considérables. Malgré la diversité des hommes qui les préparent, un même esprit les anime tous, un esprit

¹ « L'équilibre financier, ... est donc en progrès visible, et tout prouve que, voté en 1872, il sera pratiquement réalisé dans le courant de 1873. » Même note officielle.

² Sauf pourtant la loi sur les tribunaux de commerce et la loi sur le jury, présentées par M. Dufaure, ministre de la justice, et la loi sur l'instruction primaire, présentée par M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique. Mais si l'on s'en rapporte à la discussion préalable des bureaux, il y a peu de chance que le projet de M. Jules Simon soit adopté par l'Assemblée.

que j'oserais définir : libéral, viril et chrétien ; libéral, cette assemblée souveraine, plus attaquée qu'aucun pouvoir l'ait jamais été peut-être, n'a pas encore porté une seule loi d'exception ; viril et chrétien, provoquer l'effort de chacun pour le salut de tous, voilà partout et par-dessus tout ce qu'elle se propose, et c'est pourquoi, qu'il s'agisse des écoles ou de l'armée, chaque fois qu'elle rencontre devant elle la plus haute puissance morale qui soit sur la terre, la religion, elle ne la traite point en suspecte, selon le vœu des démagogues, mais, au contraire, selon l'exemple des peuples qui savent rester maîtres d'eux-mêmes, elle lui ouvre libre carrière¹.

Ainsi, trois mots suffisent pour marquer quels principes inspirent l'œuvre législative accomplie ou préparée par la Chambre. Mais combien il serait plus difficile et plus long d'exposer dans son étendue et sa variété cette œuvre même ! Propagation et liberté de l'enseignement primaire², propagation et liberté de l'enseignement supérieur³, liberté d'association⁴, condition des ouvriers, rapports des ouvriers et des patrons⁵, organisation judiciaire, tribunaux de commerce⁶, jury⁷, magistrature⁸, réorganisation du conseil d'État, tous les problèmes sont abordés, sinon résolus. Le public ne sait point assez quel labeur opiniâtre se poursuit au sein des commissions parlementaires. Pour en donner une idée complète, il faudrait d'ailleurs ne pas se borner aux projets de loi, il faudrait rappeler aussi les grandes enquêtes ouvertes sur la Commune⁹, sur les marchés passés durant la guerre¹⁰, sur le gouvernement de la dé-

¹ Des membres appartenant à des partis politiques très-divers ont été l'organe de ce sentiment : qu'il me suffise de rappeler les éloquentes paroles de M. Berthauld au sujet des associations religieuses, de M. Bethmont et du colonel Rampon dans la discussion de la loi militaire, et, dernièrement encore, celles que M. Ducuing a adressées à ses électeurs.

² La commission de l'enseignement primaire, présidée par Mgr l'évêque d'Orléans, a déposé son rapport et son projet de loi. Rapporteur : M. Ernoul.

Rapporteur : M. Laboulaye. Ce rapport n'est pas encore déposé.

⁴ Le projet de loi préparé par une commission que présidait M. Édouard Charbon a subi une première lecture. Rapporteur : M. Berthauld.

⁵ Proposition de M. Pelletreau-Villeneuve sur les grèves et coalitions. Le rapport n'est pas encore déposé. Enquête sur la condition des ouvriers, proposée et présidée par M. le duc d'Audiffret-Pasquier.

⁶ Loi présentée par M. Dufaure, garde des sceaux, et votée sur le rapport de M. Batbie.

⁷ Projet de loi présenté par M. Dufaure, garde des sceaux. Rapporteur : M. Desjardins.

⁸ Proposition de M. Berenger, etc. Le projet de loi présenté par une commission que préside M. Piou a été mis en délibération. Rapporteur : M. Bidard.

⁹ Commission présidée par M. le comte Daru. Rapporteur général : M. Delpit. Cette enquête est publiée en 3 volumes in-4°.

¹⁰ Commission présidée par M. le duc d'Audiffret-Pasquier. Rapporteurs : MM. Ricart, de Saint-Victor, Jozon, etc.

fense nationale¹, investigations longues et patientes d'où sont sorties déjà, d'où doivent sortir encore une lumière et une justice vengeresses.

Mais laissons de côté tous les travaux qui ne sont pas achevés, tous les projets qui ne sont pas encore discutés et votés. Signalons seulement deux grandes lois que l'opinion publique réclamait comme le début de cette revanche à l'intérieur, la seule à prendre aujourd'hui : la loi militaire et la loi départementale.

Après nos désastres, notre ancien système de recrutement, déformé d'ailleurs par l'empire avec tout le reste, était condamné. Comme les victoires de la France avaient jadis imposé la conscription à tous les États du continent, ainsi les triomphes de la Prusse leur imposent aujourd'hui le service obligatoire. Est-ce un bienfait ? J'ai, quant à moi, peine à l'admettre ; mais c'est une épreuve, peut-être même une expiation, capable de régénérer le peuple qui l'accepte avec générosité. Comment accorder pourtant, au sein d'une société aisée et laborieuse, d'une démocratie jalouse à l'excès de tout privilège, comment accorder cet enrôlement universel avec les exigences des carrières libérales et même du travail agricole et industriel ; en un mot, avec la civilisation tout entière ? Comment l'accorder aussi avec la bonne éducation des soldats, dont on ne peut évidemment prolonger le temps de service qu'en limitant leur nombre ? Accroître sans mesure la quantité des troupes, n'est-ce pas inévitablement diminuer leur qualité ? La grande commission parlementaire² qui a préparé et soutenu la loi n'a point méconnu ces difficultés. L'expérience seule montrera si elle les a toutes heureusement surmontées ; si, justement soucieuse de perpétuer en quelque sorte l'ancienne armée et de préparer une armée nouvelle, de rassurer le gouvernement, qui redoutait les innovations, et de satisfaire le sentiment public qui les réclamait, elle n'a pas mêlé ensemble quelques dispositions contradictoires. Au surplus, la loi de recrutement doit être complétée par la loi d'organisation militaire et par les règlements administratifs qui se préparent aujourd'hui ; alors seulement pourront être exactement mesurées les charges que cette loi impose au pays. Mais dès à présent il convient de reconnaître que ses auteurs n'ont du moins laissé de côté aucun des éléments du problème si complexe qui se posait devant eux, et que leur profond et ingénieux patriotisme s'est appliqué à le résoudre sous toutes ses faces. C'est un hommage que leur doivent tous

¹ Commission présidée par M. Saint-Marc Girardin. On assure que son travail est achevé et va paraître vers la fin de cette année.

² Présidée par M. de Lasteyrie. Rapporteur de la loi de recrutement : M. le marquis de Chasseloup-Laubat.

les témoins de leurs efforts, et que leur rendent volontiers ceux qui ont contesté quelques-unes de leurs propositions. Quand même certaines portions de leur œuvre devraient donc être remaniées plus tard, ce qu'il ne faudra jamais décourager, calomnier ni renier, c'est l'esprit de dévouement et de sacrifice, supérieur à tout esprit de parti, qui a fait souhaiter et vouloir le service obligatoire par l'élite de la société française; ce qu'il faudra maintenir toujours, c'est le double principe sur lequel se fonde la loi : la communauté des devoirs patriotiques attachés à la qualité de citoyen, la diversité des fonctions militaires répondant à la variété des professions et des aptitudes.

A la différence de la loi militaire, la loi départementale est déjà mise en pratique. Notre défaillance intérieure sous l'empire et après sa chute l'a provoquée. Elle a eu pour résultat de livrer aux élus du département la gestion des intérêts départementaux; pour but, de multiplier sur toute la face du territoire les foyers d'indépendance et de vie, et par là de susciter et former des hommes. Elle devait avoir pour résultat, si l'on en croyait ses détracteurs, d'introduire partout l'anarchie administrative. Eh bien, l'expérience est faite aujourd'hui; elle s'est faite, avouons-le, dans des conditions singulièrement défavorables; les époques d'ébranlement politique se prêtent mal à l'inauguration des libertés locales, et il n'est pas de liberté mise aux mains des radicaux qu'ils ne soient capables de briser en en abusant. Et pourtant, entre l'autorité centrale, représentée par les préfets, et les nouveaux pouvoirs issus des conseils généraux, les conflits n'ont éclaté à peu près nulle part. Presque partout les commissions départementales ont fait les affaires du département, et n'ont pas fait autre chose¹. L'avenir seul montrera tous les avantages de la loi nouvelle; les fruits qu'on en espère ne sont pas de ceux qui mûrissent en une saison. Mais dès à présent il est permis d'affirmer qu'elle n'a pas les inconvénients qu'on redoutait. L'Assemblée n'a pas à se repentir de l'avoir portée.

Il faut maintenant qu'elle la complète par une loi communale.

¹ Il est vrai que, dans le conflit qui a éclaté entre la commission des Bouches-du-Rhône et M. de Kératry, l'autorité centrale a paru avoir le dessous, mais c'est parce que le gouvernement n'a pas voulu, tandis que l'Assemblée était réunie, user des armes que la loi mettait à sa disposition. Avec le concours de l'Assemblée il aurait pu, non-seulement casser, mais remplacer la commission départementale qui dépassait ses droits.

Encore moins faut-il imputer à la loi de décentralisation les récentes adresses des conseils ou des conseillers généraux, puisqu'elles n'ont pu être signées qu'en violant, ou plutôt en tournant cette loi, qu'elles sont une imitation de toutes celles que nous avons pu lire sous l'empire, et qu'enfin elles ont été encouragées par les billets trop courtois de M. Barthélemy Saint-Hilaire.

En exposant ce qu'a fait la Chambre, nous ne devons point perdre de vue ce qui lui reste à faire et, selon nous, elle n'aurait pas achevé sa tâche, elle n'aurait pas réorganisé et remis sur pied le pays si elle se séparait sans l'avoir pourvu de fortes et saines institutions municipales. La liberté ne peut s'établir dans l'État tant que l'ordre n'est pas assuré dans les communes ; or il ne l'est pas quand les plus grandes d'entre elles sont livrées en proie à qui n'est nullement intéressé à leur prospérité, à leur sécurité. Ajoutons que cette loi municipale est l'indispensable préliminaire d'une loi d'élections. Non pas que les conditions de l'électorat communal et de l'électorat politique soient nécessairement identiques, non : mais qui ne voit que l'exercice régulier du suffrage universel dépend avant tout d'une bonne organisation des municipalités ?

Viendra enfin le moment de la débattre, cette loi d'élections, couronnement des travaux législatifs, testament de l'Assemblée. Ce moment n'est point arrivé et je n'ai nulle prétention d'indiquer ici d'avance comment devront être résolues les questions que nous devons alors aborder. Mais il n'est pas difficile d'apercevoir comment elles se poseront, comment elles se posent déjà dans l'esprit de tout Français soucieux de l'avenir de son pays. Le suffrage universel devenu subitement, il y a vingt-quatre ans, la base de notre droit public, ne s'est encore jamais exercé d'une manière normale. Il n'a été libre que dans les crises suprêmes, en face des questions de vie ou de mort ; dans les temps calmes il a toujours été contraint. A quelles conditions pourra-t-il donc avoir enfin une existence à la fois indépendante et régulière ? Voilà le problème qui n'est pas résolu et qu'il faudra bien qu'on résolve ; car si l'électorat a cessé d'être la fonction d'une seule classe, s'il est devenu un droit attaché à la qualité de citoyen, il n'est pas au monde un seul droit ou public ou privé, naturel ou civil, dont l'exercice soit dispensé de toute garantie de discernement et de capacité. Ce sont les despotes et les démagogues qui n'en demandent aucune au droit de suffrage ; ils le veulent sans règle pour l'égarer et l'asservir. Les vrais conservateurs et les vrais libéraux, au contraire, appellent ces garanties. Quand ils ne les font pas consister dans une participation quelconque aux charges publiques¹, ils les cherchent, ceux-ci dans un certain degré d'instruction², ceux-là dans la maturité de l'âge³, dans la fixité du domicile⁴, ou bien en-

¹ Voir, à ce sujet, un travail de M. Paultre, député de la Nièvre.

² Voir la plupart des projets sur l'enseignement obligatoire.

³ La loi militaire, en interdisant le vote à tous les soldats sous les drapeaux, recule jusqu'à vingt-cinq ans l'âge où voteront le plus grand nombre des citoyens. Il a déjà été proposé de fixer cet âge uniformément pour tous.

⁴ MM. le duc de Broglie, Léon Say et Paul Bethmont ont proposé de distin-

core dans un droit d'examen préalable et de présentation des candidatures légalement déféré aux principaux citoyens¹ ; tous conviennent que, pour rester libre, le suffrage universel a besoin d'être réglé.

La loi qui le règlera marquera le terme où s'arrêtera la carrière de la présente Assemblée.

V

J'ai parlé jusqu'ici de la tâche et de l'œuvre législative de l'Assemblée ; je n'ai pas parlé de son action politique, de la direction qu'elle s'est efforcée de donner ou qu'elle a laissé prendre soit au gouvernement, soit à l'esprit public. Il faut l'avouer, c'est à cet égard qu'elle est le plus défavorablement jugée et paraît le plus inégale à sa mission ; c'est quand les regards se tournent vers l'avenir où s'achemine l'État que s'élèvent, soit au sein de la Chambre, soit autour d'elle, les inquiétudes et les récriminations, les malentendus et les équivoques. Essayons, non point de dissiper d'un souffle tous ces nuages, mais de les regarder en face et d'expliquer, s'il se peut, comment ils se sont formés.

La Chambre avait deux devoirs à remplir en même temps : préparer un gouvernement définitif, inspirer et soutenir le gouvernement temporaire établi par elle.

Préparer un gouvernement définitif ! Nous étions convenus à Bordeaux de réorganiser le pays avant de le constituer. Mais nul parmi nous, à quelque parti qu'il appartint, monarchique ou républicain, nul n'admettait assurément que la France dût rester sans constitution. Ajourner cette constitution, c'était sagesse ; ne pas la prévoir eût été folie ; la faire dépendre du choix de la nation, c'était patriotisme ; ne pas se tenir prêt à offrir à la nation celle qu'on estimait la meilleure, c'eût été trahison.

Les hommes monarchiques ont voulu se tenir prêts sans rien précipiter. Ils ont redouté, s'ils laissaient de leur côté la patrie sans perspective d'avenir, qu'elle fût abandonnée aux humiliants hasards d'une surprise et d'un coup de main. Ils savaient que, dans un pays naturellement monarchique, de ces surprises et de ces coups de

guer, en ce qui concerne l'électorat municipal, entre les citoyens nés dans la commune et ceux qui s'y établissent ultérieurement, et, pour ces derniers, de subordonner le droit de vote à trois ans de domicile.

¹ *Vues sur le gouvernement de la France*, par feu le duc de Broglie. Chap. III. Voyez aussi l'Étude de M. le marquis de Castellane, député du Cantal, sur le suffrage universel.

main sortent des Césars, tandis que la vraie monarchie, la monarchie traditionnelle et représentative, héréditaire et constitutionnelle, ne peut être relevée que par l'accord libre et réfléchi des bons citoyens. Voilà dans quelles pensées, sans agiter le pays, sans soulever aucun débat prématuré, sans bruit et sans relâche, ils ont poursuivi l'union parmi les conservateurs, ils l'ont sollicitée dans la maison royale, n'attendant rien d'ailleurs que du vœu de la nation, librement exprimé par ses mandataires. Que cet effort, où tant de réserve et d'abnégation se mêlait à tant de constance, ait été méconnu, travesti, calomnié, qu'importe à ceux qui l'ont tenté ? Ils savent attendre sans se décourager ; l'avenir justifiera leur prévoyance.

Mais en même temps qu'ils s'occupaient de l'avenir, les partisans de la monarchie envoyés en si grand nombre à la Chambre avaient à prendre souci du présent. Ils ne devaient pas, pour donner au malade un meilleur régime, provoquer une crise capable de compromettre sa convalescence ; ils ne le devaient pas surtout en face de l'étranger encore campé sur notre territoire. Le pouvoir précaire qu'ils avaient contribué à instituer avait besoin de leur concours pour l'accomplissement de sa tâche, et droit d'y compter. Ont-ils manqué à cette obligation ? Quelle est la mesure capable de rassurer la France que n'ait soutenue leur parole ou leur vote ? Quel jour, en quelle circonstance, à quel propos ont-ils interrompu, entravé l'œuvre de M. Thiers, ébranlé son gouvernement ? Deux fois depuis que M. Rivet a pris soin de consolider ce gouvernement, le président de la république a jeté sa démission comme enjeu dans la mêlée¹ et deux fois c'était en face des votes ou des dispositions de la gauche. Les démarches ou les paroles de quelques membres de la droite ont pu parfois les compromettre eux-mêmes ; quand ont-elles compromis l'État ? Qu'on le dise, ou bien qu'on n'accuse pas de la rupture du pacte de Bordeaux ceux contre qui on voudrait le rompre aujourd'hui. Qu'on sorte enfin des allégations vagues, des imputations dérisoires, ou bien qu'on cesse de signaler à d'aveugles et ingrates défiances d'honnêtes gens qui n'ont jamais violenté ni trompé leur pays, de bons citoyens sans le concours desquels aucun parti conservateur ne peut se former désormais pour tenir tête à la révolution radicale.

Et non-seulement l'Assemblée, obligée parfois de se contenir elle-même et d'opposer à des provocations inattendues une longanimité méritoire, n'a jamais ébranlé le gouvernement de M. Thiers, elle a fait plus : elle n'a jamais empiété sur lui. Sans être liée par aucune

¹ M. Thiers a donné sa démission après le vote du 19 janvier sur l'impôt des matières premières ; dans les débats sur la loi militaire, il a annoncé qu'il la donnerait si l'Assemblée réduisait à moins de cinq ans la durée du service.

constitution, cette Assemblée souveraine a respecté dans la personne de son mandataire révocable toutes les attributions normales, toutes les prérogatives habituelles du pouvoir exécutif.

Je ne saurais, en effet, quoi qu'on en ait dit, voir un empiétement dans la nomination des conseillers d'État par l'Assemblée, puisque ces conseillers doivent l'assister elle-même au moins autant qu'ils assistent le gouvernement, préparer ou compléter les lois qu'elle vote et par conséquent être imbus de l'esprit qui les inspire. Je n'aperçois que deux commissions parlementaires qui se soient immiscées dans les fonctions propres au pouvoir exécutif : la commission des grades et la commission des grâces. Qui oserait s'en plaindre ? Toutes deux l'ont fait sur la demande formelle du gouvernement, et parce qu'à lui seul il se sentait inégal à une tâche en effet sans exemple. La commission des grades a révisé et épuré tous les cadres de l'armée, restauré sa hiérarchie, mis un terme aux dissentiments qui menaçaient de la déchirer, rendu vigueur aux règles de la discipline et de l'honneur¹, et si la bonne tenue de nos régiments commence à nous consoler aujourd'hui, il faut en remercier cette commission en même temps que le président de la république et le ministre de la guerre. La commission des grâces a suivi et soutenu la justice dans une opération jusque-là sans précédent ; le procès de trente mille insurgés : il a fallu son calme et ferme courage pour assurer en la tempérant la répression judiciaire et la maintenir sans emportement à l'abri de toute défaillance.

Par là, par la commission des grades et par la commission des grâces, l'Assemblée a bien prouvé qu'elle ne reculait devant aucun labeur, ni devant aucune responsabilité, et pourtant elle a eu la sagesse de ne pas retenir en ses mains la puissance exécutive, de la déléguer et, l'ayant déléguée, de n'en rien reprendre. Pouvant être une Convention, elle ne l'a pas voulu.

Louable réserve, assurément ; car la confusion des pouvoirs mène à la tyrannie, et il n'est pas de pire tyrannie que celle des Assemblées. Qu'on y prenne garde pourtant, si les deux pouvoirs doivent demeurer distincts, il n'importe pas moins qu'ils marchent unis. S'il ne convient pas plus d'administrer que de négocier du haut de la tribune, il faut que l'esprit de l'administration soit conforme à l'esprit de la Chambre, que l'une et l'autre se montrent au pays sous le même aspect, avec mêmes vues, mêmes tendances, et, par conséquent, mêmes amis, mêmes adversaires. Or, qu'en est-il aujourd'hui ? L'accord éclate-t-il à tous les regards ? Oui, si l'on se

¹ Cette commission a été présidée par le général Changarnier. Un rapport de M. Witt est la seule trace de ses travaux dans les documents parlementaires ; mais il en résume très-bien l'esprit et en fait pressentir l'excellent résultat.

reporte à l'origine du gouvernement de M. Thiers, institué précisément pour mettre de côté ceux qu'il appelait alors les mauvais républicains, c'est-à-dire les hommes qui avaient confisqué le pouvoir depuis le 4 septembre¹. Non, si l'on tient compte du langage et de l'attitude récente de ces hommes qui, dans les élections, se sont fait passer pour amis de M. Thiers, à la mairie du Havre et ailleurs, ont porté à M. Thiers les hommages recueillis auparavant par M. Gambetta et, dans les conseils généraux, enfin, confient à M. Thiers leurs vœux, contre qui? contre l'Assemblée.

En caressant ainsi le pouvoir, avaient-ils donc changé d'instincts aussi bien que d'allures? Avaient-ils cessé d'être radicaux et jacobins? La plupart des républicains de la veille ont-ils cessé de l'être? Hélas! même avant les invectives, les déclamations et les menaces qui viennent de s'échapper de leurs banquets, l'illusion n'était pas permise : la république dont ils ont voulu fêter l'avènement au 22 septembre est celle de Quatre-vingt-treize.

Que de tels hommes aient fait au gouvernement la sanglante injure de compter sur lui pour leur frayer passage, que le suffrage universel s'abuse jusqu'à ne pas distinguer toujours entre eux et lui, et se soit imaginé ça et là les soutenir en les portant, il y a là manifestement un désordre et un péril. S'il était opportun de rechercher à qui en remonte la responsabilité, peut-être ni le pays, ni l'Assemblée, ni le gouvernement, ne seraient-ils trouvés sans reproche.

Il faudrait accuser le pays d'avoir trop peu soutenu ses mandataires, après qu'il leur avait imposé la plus immense, la plus ingrate et la plus redoutable tâche; non pas qu'il ait changé, comme on le veut dire; au fond, il est conservateur aujourd'hui comme hier; aujourd'hui comme hier, il entend qu'on le mette, de quelque manière que ce soit, à l'abri des révolutions; mais voulant être sauvé, il s'est trop promptement lassé de travailler lui-même à son propre salut; et la majorité conservatrice, retombant dans l'inertie qu'avait entretenue l'empire, a laissé le champ libre à la minorité radicale.

Il faudrait confesser qu'à son tour l'Assemblée, par crainte d'abuser de sa puissance, a laissé douter de sa volonté; qu'embarrassée

¹ « Vous avez songé à une seule chose : à enlever le pouvoir..... aux despotes qui prétendaient retenir la France dans leurs mains. (*C'est cela! Très-bien! au centre et à droite.*)..... Vous avez voulu ôter la république aux mauvais républicains; vous n'avez pas voulu renverser la République.

Il fallait changer l'administration; vous vouliez la donner à des conservateurs libéraux. » (*Discours de M. Thiers, 8 juin 1871.*)

de sa souveraineté, elle n'a pas exercé, jusqu'ici, toutes les prérogatives d'un simple parlement ; car la distinction des pouvoirs n'empêche ni ne dispense un parlement d'avoir une politique, de la manifester et de l'imposer à l'administration qu'il contrôle.

Il faudrait reconnaître enfin que le gouvernement, au lieu de vouloir s'appuyer sur un grand parti parlementaire homogène et solide, a trouvé plus commode de se tenir en équilibre entre les diverses fractions de l'Assemblée, de pencher tantôt à droite tantôt à gauche, en jetant dans la balance le chef de l'État en personne, et de se composer ainsi sur chaque question une majorité souple, hétérogène et changeante. Cette politique, en effet, a rendu plus facile l'exécution de quelques-uns de ses desseins, et jusqu'ici c'était vraiment merveille de voir comment les radicaux s'apprivoisaient rien qu'en écoutant M. Thiers prononcer le nom de la république autrement que ne semblait le comporter le pacte de Bordeaux. Mais qu'est-ce donc, en vérité, que la république entendue et pratiquée de la sorte, sinon dans le présent le pseudonyme d'un gouvernement personnel, et pour l'avenir le passeport du jacobinisme ?

Quoi qu'il en soit, nous avons mieux à faire que nous abandonner réciproquement à des plaintes rétrospectives. Le danger qui nous menace est de ceux que le pays, la Chambre, le gouvernement ne sauraient braver qu'en fermant les yeux. Qu'ils les ouvrent et ils s'accorderont à le conjurer. Le moment n'en est-il pas venu ? Si j'en crois certains symptômes, si je prête l'oreille à certaines harangues, les radicaux ont jeté le masque, leur patience s'est lassée ; bientôt, sans doute, va se lasser envers eux la tolérance de l'administration. N'est-il donc pas temps qu'il se forme, pour leur tenir tête, une majorité compacte et résolue ? ou plutôt elle est formée, elle s'est prononcée sur toutes les questions d'ordre public et d'ordre social, elle a marqué de son empreinte souveraine toutes les lois conservatrices et libérales dont nous venons de présenter le tableau ; il ne lui manque, pour faire croire en elle, que de prendre ou reprendre le pouvoir, et pour cela pas n'est besoin, en face de l'étranger victorieux qui n'a pas encore abandonné notre territoire, de provoquer une crise gouvernementale, de proclamer demain la république ou la monarchie, non ; il suffit, dans l'état de choses actuel, de pratiquer le gouvernement parlementaire¹ d'accord avec le premier parlementaire de France investi du pouvoir exécutif ; il suffit d'un

¹ Le 31 août 1871, en proclamant M. Thiers président de la république, l'Assemblée a déclaré vouloir « assurer le maintien des principes parlementaires, tout à la fois la sauvegarde et l'honneur du pays. » Quatrième considérant du décret relatif à l'organisation du pouvoir exécutif.

ministère en qui la majorité conservatrice soit personnifiée, qui se concertent avec elle et fasse peur à ses ennemis.

Avec cela le sort de la France ne sera point fixé, sans doute, mais son plus proche péril sera écarté ; nous lui aurons assuré, non pas un avenir, mais un lendemain. Ce n'est pas tout, c'est quelque chose, c'est assez pour mériter l'effort commun des conservateurs, et bien fous seraient ceux qui, dans leur empressement à disputer le lointain avenir, dédaigneraient de se soucier d'abord du lendemain qui les menace, car ce lendemain peut tout perdre. Une Assemblée française, qui n'a pas le pouvoir exécutif avec elle, tombe tôt ou tard discréditée et désarmée, et si l'Assemblée actuelle vient à succomber, en effet, devant ses adversaires, si, sous le regard encore avide de nos impitoyables vainqueurs, le flot montant de la démagogie la balaye, que deviendra la France ?

Cette Assemblée a pu mêler à ses services des erreurs et des fautes, elle en pourra mêler encore ; mais il doit être permis au plus humble de ses membres de le dire : à l'heure où nous sommes, la défendre et la respecter c'est défendre et respecter la patrie malheureuse.

C. DE MEAUX.

L'ALLEMAGNE

ET LES GERMANISANTS FRANÇAIS

M. Saint-René Taillandier, *Œuvres complètes*. — M. Legrelle, *La France et la Prusse devant l'histoire*. — Hillebrand, *Œuvres diverses*.

Il y a quelques semaines, un moraliste profond qui est en même temps un éminent écrivain, M. Caro, dans un intéressant volume consacré aux graves questions de l'heure présente, nous montrait le double courant de l'opinion en Europe sur la Prusse : l'un, celui d'une enthousiaste sympathie, qui remonte au livre de *l'Allemagne* de madame de Staël ; l'autre, celui de la critique et d'une clairvoyante sévérité, lequel vient de Henri Heine. Par malheur, les deux voix, quoique dignes d'une autorité au moins égale, n'ont pas eu le même crédit auprès du public français. Dans notre pays, malgré nos goûts railleurs, on aime fort à admirer ; aussi les phrases éloquentes de madame de Staël ont eu plus d'auditeurs que les prophétiques avertissements du poète de Francfort. Au moment où madame de Staël écrivait, l'Allemagne longtemps vaincue et humiliée avait l'air d'une victime ; cela suffisait pour aveugler un peu l'âme généreuse de l'illustre opposante. Il est certain que, au fond, *l'Allemagne* de madame de Staël n'est qu'un pamphlet un peu long contre la France impériale ; c'est en haine de l'Empereur et de l'empire qu'elle aime l'Allemagne ; elle va même jusqu'à la préférer à la France. Cela seul aurait dû mettre les lecteurs en garde contre l'éloquente et passionnée critique. Mais en France nous sommes ainsi faits : l'opposition à toutes les autorités et à tous les pouvoirs est toujours la bienvenue ; nous lui passons tout et quelque chose encore, ce quelque chose res-

semblât-il à ce que les Allemands appelleraient l'antipatriotisme. Au contraire, H. Heine, un vrai Allemand pourtant, et d'un libéralisme qui paraît à bon droit effrayer madame de Staël, a beau nous aimer jusqu'à nous dire la pensée tout entière et même l'arrière-pensée de ses compatriotes à notre endroit ; il a beau nous montrer ce lourd et hypocrite teutonisme de la Prusse se préparant dans l'ombre et *réparant le gigantesque marteau de Thor pour écraser cette France*, qu'il aime si fort et dont il dit que le métier de fantôme et de revenant à Paris serait plus gai que celui d'homme en vie et en santé à Berlin ; il a beau nous donner l'antidote du livre de madame de Staël, et, pour que son antidote soit plus vite populaire, il a beau lui mettre la même étiquette ; rien n'y a fait. Nous n'avons pas cru à celui qui nous estimait au point de nous faire sur son pays les plus complètes confidences ; nous n'y avons pas cru, et nous avons eu tort.

Nous voulions rester sous le charme du livre de madame de Staël ; cette réhabilitation de l'Allemagne, qu'elle avait commencée, devait être reprise en sous-œuvre par les esprits les plus élevés, par les intelligences les plus droites et les plus honnêtes, et ce pauvre Henri Heine en fut pour ses frais de prophétie ; il ne fut pas plus heureux que l'hirondelle avertissant les étourneaux, ou que Cassandre donnant des avis aux Troyens.

C'est même un piquant chapitre de critique semi-littéraire, semi-morale, que l'histoire de nos sympathies — j'allais dire de notre engouement — pour l'Allemagne depuis un demi-siècle, et, dans ce chapitre, l'alinéa le plus curieux est bien, sans contredit, celui qui concerne le rôle des publicistes ou, pour parler plus exactement, des germanisants dans cette agitation de l'esprit français en faveur d'un pays pour lequel, instinctivement, il a toujours eu une sorte de répulsion naturelle.

N'oublions pas qu'au seizième et au dix-septième siècles l'Allemagne existe à peine pour nous : alors notre pays n'entend parler d'elle que de loin en loin ; ses reîtres, ses lansquenets, son pédantisme et la capacité des buveurs allemands obtiennent en passant une mention dans la grande littérature du dix-septième siècle ; elle a bien autre chose à faire que de s'occuper des barbares. Savoir l'allemand, à cette époque, était chose presque inouïe ; il n'y avait guère que Saint-Simon qui fût capable d'une pareille singularité. C'était le temps où l'ingénieur Bouhours écrivait une piquante dissertation sur la question de savoir si un Allemand peut avoir de l'esprit.

C'était bien impertinent, si l'on veut, mais c'était tout à fait français.

Au dix-huitième siècle, Frédéric II donna, malheureusement pour

notre pays, une éclatante réponse à la question qu'avait posée le spirituel jésuite. Leibnitz eut la bonne fortune d'être loué par Fontenelle ; mais Frédéric II et Leibnitz ne servirent nullement à la réhabilitation de l'esprit allemand près de l'esprit français. Notre pays, qui se voyait lourdement imité dans ses goûts, dans ses plaisirs et surtout dans ses vices, ne put se décider à prendre l'Allemagne au sérieux, même après la Théodicée de Leibnitz, même après la journée de Rosbach et après la guerre de Sept ans.

Voltaire avait essayé de s'acclimater à la civilisation prussienne ; on sait comment avait fini cet essai loyal soi-disant, et le grand-duc ni son pays n'eurent à se féliciter de ce qui s'en suivit. Les Mémoires de Voltaire, le rôle grotesque que le grand railleur attribue, chez *Candide*, aux natifs de Westphalie, depuis ceux qui sont élevés dans le château de Thunder-ten-Tronck jusqu'au docteur Pangloss, tout cela ne fit qu'ajouter au ridicule dont on affublait volontiers chez nos pères les descendants d'Arminius. Cette dédaigneuse répulsion est d'autant plus à remarquer qu'à la même époque l'Angleterre, qui avait été bien plus longtemps, et pour des causes bien plus profondes, l'objet de notre antipathie, bien qu'en 1763 elle nous eût enlevé le Canada et les Indes, devint chez nous aussi populaire qu'un peuple de race germanique peut l'être chez un peuple de race latine. L'anglomanie ne connut plus de bornes à un certain moment, et la correspondance de Grimm aussi bien que le journal de Collé sont unanimes sur ce point et abondent en anecdotes, toutes plus piquantes les unes que les autres, au sujet de cet enthousiasme souvent maladroit, et qui en tout cas n'allait pas jusqu'à comprendre Shakespeare.

Il est à remarquer que c'est par deux protestants, j'allais dire par deux étrangers, par madame de Staël, fille du Genevois Necker, et par Benjamin Constant, que la France a été initiée au germanisme ; car l'auteur d'*Adolphe*, dans la préface de sa traduction du *Walstein* de Schiller, nous donnait un avant-goût des idées chères à l'école romantique, et magnifiait le théâtre allemand aux dépens du théâtre français, qu'il ne comprenait pas assez peut-être, parce que l'élévation morale lui faisait défaut et, qu'après tout, pour comprendre ce grand langage et ces nobles crises de la tragédie française, il ne suffit pas d'être un sceptique intelligent et d'avoir été conseiller d'État pendant les Cent Jours, ou même d'avoir été le meneur du parti révolutionnaire pendant la longue et déloyale guerre qu'il fit à la Restauration. Tout cela ne donne ni le goût ni le sens moral, sans lequel on ne comprend rien à l'art classique. Il faut avouer, d'ailleurs, que notre profond éloignement pour la langue allemande a singulièrement favorisé les promoteurs de paradoxes

sur l'Allemagne. Aujourd'hui, à peine sur cent personnes qui ont reçu une éducation libérale trois ou quatre comprennent à fond l'allemand, et une douzaine au plus sont en état de l'épeler ; il y a un demi-siècle et, pour nous rapprocher de l'heure présente, il y a vingt ans, c'était bien pis : l'ignorance du public était presque universelle et complète ; un homme vraiment compétent sur les lettres ou sur les affaires si compliquées de l'Allemagne était un personnage aussi rare qu'un hébraïsant ou qu'un indianisant ; les germanisants étaient une petite tribu à part : ils se connaissaient, ils s'entendaient entre eux pour faire de l'admiration mutuelle et collective ; le public les laissant faire et dire, il ne se méfiait pas d'eux. D'ailleurs c'était un fort honnête homme que M. Lœwe Weymar, et les trois ou quatre adeptes qui à sa suite nous parlaient de l'Allemagne dans la *Revue de Paris* du docteur Véron ou en tel autre lieu plus ou moins littéraire.

Parmi ces germanisants, qui nous contaient ainsi ce qu'ils voulaient sur cette fabuleuse région dont ils étaient les uniques explorateurs, il est juste de remarquer M. Edg. Quinet. Il est un de ceux qui ont cru à l'Allemagne. MM. Michelet et Philarète Chasles en parlaient bien parfois avec quelque sympathie ; mais ils étaient trop fins et de tempérament trop français pour être dupes du germanisme. Au contraire M. Edg. Quinet, chez qui la naïveté s'allie volontiers à l'obscurité, se retrouvait chez lui en Allemagne. Sa préface de *Herder* est un chef-d'œuvre de galimatias ; j'ai essayé de la relire il y a quelque temps, et cela de bonne foi, sans parti pris, je n'en ai pas compris un traitre mot. Je me demande l'effet que dut produire cette préface de structure germanique sur les lecteurs intelligents d'alors. J'espère bien que ni M. Guignaut, ni Philarète Chasles, ni Lœwe Weymar, ni Ampère n'y entendirent rien. Je viens de nommer les plus illustres des germanisants : M. Guignaut venait de traduire la *Symbolique* de Creutzer, Lœwe Weymar les *Contes d'Hoffmann* ; Philarète Chasles et Ampère, dans leur chaire et aux *Débats*, nous parlaient de l'Allemagne avec esprit et feu : ils nous disaient ce qu'ils voulaient, et, comme cela ne nous forçait pas d'apprendre l'allemand, nous ne demandions pas mieux que de les croire sur parole. Il y a les lacunes les plus singulières dans les renseignements que nous fournit sur l'Allemagne la première école de nos germanisants. Aussi on se demande comment il se fait que jamais, ni dans les journaux ni dans les revues, mais ce qui s'appelle jamais, nos publicistes d'alors n'aient pris corps à corps devant le public cette convoitise de l'Alsace et de la Lorraine qui depuis soixante ans fait le fond du teutonisme. Cette convoitise s'était manifestée dès le traité de Paris : la Russie ni l'Angleterre ne l'avaient encouragée, mais la Prusse n'y

avait pas renoncé. Les Allemands en faisaient si peu mystère, que dans la préface de *la Germania*, en 1845, H. Heine ne craignait pas de dire en toutes lettres à ses compatriotes qui lui reprochaient de trop aimer les Français, de leur céder trop volontiers les provinces rhénanes, et surtout de ne pas guerroyer assez vaillamment pour rendre l'Alsace et la Lorraine à la grande Allemagne : *Quant à l'Alsace et à la Lorraine, je ne puis pas les incorporer aussi facilement que vous à l'empire allemand. Les gens de ce pays tiennent fortement à la France, à cause des droits civiques qu'ils ont gagnés à la Révolution française, à cause de ces lois d'égalité et de ces institutions libres qui flattent l'esprit de la bourgeoisie, bien que cela laisse encore beaucoup à désirer pour l'estomac des grandes masses. Les Lorrains et les Alsaciens se rattacheront à l'Allemagne quand nous finirons ce que les Français ont commencé, le grand œuvre de la Révolution, la démocratie universelle... quand nous aurons chassé la misère de la surface de la terre, quand nous aurons chassé le servilisme de partout, quand nous aurons rendu sa dignité au peuple déshérité ; alors ce n'est pas seulement l'Alsace et la Lorraine, mais la France, mais l'Europe entière, qui viendront à nous. Oh ! oui, alors le monde entier sera allemand, s'il y a encore une Allemagne en ce temps-là.*

Encore une fois, comment nos germanisants ne nous ont-ils jamais rien dit de tout cela ? Ce n'était un mystère que pour eux... et pour nous.

N'oublions pas d'ailleurs qu'à la même époque le théâtre de Goethe nous était pour la première fois révélé par un habile traducteur, M. Stapfer, l'oncle, je crois, du spirituel humoriste qui dernièrement vient de si bien juger M. Victor Hugo et sa modestie. M. de Barente nous donnait Schiller, avec la manière d'en profiter, dans une magistrale introduction. L'Académie française paraissait écouter ces bruits venus d'outre-Rhin en recevant M. Lebrun, l'éloquent et original auteur de cette *Marie Stuart* qui semblait imitée de l'allemand, et qui était devenue une œuvre si française entre les mains de l'harmonieux novateur. Quelques années plus tard, l'illustre compagnie accordait des prix à M. Marmier, à la baronne de Carlowitz, qui eux aussi traduisaient des livres importants et y mettaient des préfaces où, naturellement et comme il convient à tout traducteur, ils sur-faisaient leur auteur et nous disaient que, dans notre littérature, nous n'avions rien de comparable à l'écrivain qu'ils nous présentaient. Après tout, ils faisaient leur métier ; nous seuls sommes les vrais coupables. De notre ignorance de la langue allemande découlent toutes nos erreurs sur l'Allemagne : nous nous en sommes rapportés aux journalistes, aux traducteurs et à leurs préfaces.

Seulement dans notre pays, chaque fois qu'on fait une sottise,

qu'il y a un engouement un peu ridicule pour quelqu'un ou pour quelque chose, il y a toujours, grâce à Dieu, une sorte d'avertissement qui nous est donné, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre ; de sorte que, si nous tombons du côté où nous penchons, nous pouvons nous dire que c'est bien notre faute, que c'est nous qui l'avons voulu.

Cela ne guérit pas ceux qui se sont cassé les reins ; mais enfin cela les aide à rentrer en eux-mêmes quand ils sont sur le lit de souffrance et que le médecin les exhorte à la résignation.

Il y eut donc, à la fin, un réveil vers 1845 ou 1848. Le *Journal des Débats* eut alors la bonne fortune de confier la rédaction de sa partie étrangère à un homme d'intelligence clairvoyante et de haute probité politique, Alexandre Thomas, que peu de personnes connaissent aujourd'hui, mais que n'oublieront jamais ceux qui ont eu l'honneur d'être de ses amis. Je le vois encore, cet homme au cœur vaillant et chaud, au lendemain des journées de Février, versant des larmes sincères devant ce recul que la civilisation libérale venait de faire, grâce aux barbares de l'intérieur déchaînant sur nous cet esprit révolutionnaire qui, semblable à un chien enragé, mord les gens, les rend fous, et finit par en faire des insurgés de Juin ou des soldats de la Commune. Il entrevoyait déjà la carmagnole d'Olympio, qu'il allait livrer à la risée des honnêtes gens. Qu'eût-il dit, mon Dieu, s'il eût vu son képi légendaire ? s'il eût vu revenir au pinacle tous les fruits secs de 1848 ? Mais ne parlons que de ses articles des *Débats* et des nombreuses et profondes études qu'il consacra à l'Allemagne et à ses hommes politiques. C'est lui qui, le premier, fit justice des phrases de madame de Staël sur la candeur des Allemands ; il y mit une âpreté que nous ne comprenons qu'avec effort aujourd'hui, mais qui fut une véritable surprise pour le public d'alors. Alexandre Thomas ne fut dupe d'aucun mensonge allemand ni en Autriche, ni surtout en Prusse. Mais il n'eut pas le temps de dire tout ce qu'il avait sur le cœur, à ce sujet. Le coup d'État en l'exilant, en le condamnant aux dures nécessités de l'exil et à la polémique souvent démosthénienne du *Bulletin français*, interrompit le redressement de l'opinion française sur l'Allemagne, sur sa politique et ses idées, qu'il avait si bien comprises. Heureusement, un ami allait reprendre sa tâche, et continuer sous une forme philosophique et littéraire ce que Thomas avait commencé en polémiste et en publiciste conservateur.

Cet ami, c'était M. Saint-René Taillandier, le premier, par l'importance de son œuvre, de nos germanisants.

Écrivain plein de mesure dès ses débuts, et qui n'a, pour ainsi dire, pas connu les tâtonnements de l'inexpérience, profes-

seur en tout temps très-populaire dans une des villes les plus intelligentes du Midi, le nouveau publiciste, qui avait longtemps séjourné en Allemagne, avait tout ce qu'il fallait pour être l'introducteur de l'Allemagne devant le grand public. Il était libéral au meilleur sens du mot, au sens où ce mot eût été un éloge sous la Restauration aussi bien que sous le régime qui l'a suivi : car son libéralisme se composait de respect et de sympathie pour les idées honnêtes et généreuses, et pour ceux qui les professent en toute sincérité et sans arrière-pensée. Le seul défaut qu'on eût pu souhaiter à M. Saint-René Taillandier, c'était peut-être d'avoir un peu plus mauvaise opinion de l'humanité, et de se méfier des paroles du prochain, surtout quand il est allemand, encore plus que de ses actes. Cet optimisme de notre publiciste tient à mille qualités charmantes de cœur et d'esprit, à une générosité chrétienne que je ne me sens pas la force de condamner. Elle tient aussi à ceci, qu'il y a en lui un poète qui se cache, mais ne disparaît pas toujours sous le prosateur.

Le premier ouvrage de M. Saint-René Taillandier avait été un poème, un peu mystique d'inspiration, *Béatrice*. Le Dante avait été son inspirateur, le Dante de la *Vita nuova*; dans ce livre de début, les beaux vers n'étaient pas rares. De ce commerce avec la muse des douces pensées, il lui est toujours resté un fonds de bienveillance et de courtoisie intellectuelle qui a pu tromper beaucoup de gens. Oui, M. Saint-René Taillandier, dans sa jeunesse, a été poète; en tout temps il a adoré la poésie. C'est à son foyer qu'est mort ce pauvre Brizeux. H. Heine portait à M. Taillandier l'affection la plus profonde et la plus respectueuse. Les poètes lui savaient gré de montrer un si curieux intérêt pour leurs sentiments et leurs idées, alors qu'il semblait surtout le propagateur des sévères conceptions de la philosophie ou de la littérature politique.

Mais laissons tout ce qui ne tient pas à notre sujet, et n'étudions en M. Saint-René Taillandier que le germanisant apprenant au public français ce que celui-ci avait tant d'intérêt à savoir. M. Saint-René Taillandier, disions-nous, est certainement celui qui nous a le plus souvent et le plus à fond parlé de l'Allemagne. Pourtant son œuvre est facile à résumer. En réalité, le docte publiciste n'a eu en vue que trois résultats. Avant tout, il a voulu et poursuivi, par tous les moyens dont il disposait, le triomphe du spiritualisme dans les lettres, et il a passé sa vie à combattre son éternel ennemi, qui avait trouvé dans l'hégélianisme une sorte de rajeunissement. Il a donc couru sus à tous les matérialismes du roman, du drame et de l'école qui pullulaient en Allemagne.

Mais en poursuivant le matérialisme, il s'est bientôt trouvé face à

face avec un autre adversaire, avec la démagogie, cette digne fille du matérialisme, qui a eu de si beaux jours en Allemagne vers 1848, et à qui un si bel avenir est encore réservé, grâce à M. de Bismark et aux doctrines, renouvelées de Machiavel, qui se rattachent à lui. La démagogie a donc été, pour parler comme on fait aujourd'hui, le second objectif de M. Saint-René Taillandier.

Quant au troisième but qu'il a toujours eu en vue, ç'a été, si je puis ainsi parler, la fraternité des littératures européennes. Il n'a pas tenu à M. Saint-René Taillandier que depuis longtemps la langue et les lettres allemandes aient dans notre système d'études classiques une part sinon égale aux lettres anciennes, à tout le moins plus en rapport avec notre intérêt et nos besoins. On ne l'a pas écouté, et l'on n'a pas eu lieu de s'en féliciter. Pour lui, toujours attentif, il suivait d'un regard intelligent et curieux tout ce qui se pensait, tout ce qui se disait d'intéressant au delà du Rhin, et il nous en faisait part.

On reconnut tout d'abord combien cette vigilance était active et perspicace dans l'histoire de la jeune Allemagne. Ce recueil d'essais, composés pendant quatre ans pour une grande revue en ce temps-là très en vogue, était dédié précisément à ce vaillant Alexandre Thomas, alors en disgrâce près des vainqueurs de 1848, et dont, pour cette raison, M. Saint-René était plus que jamais l'ami. Le publiciste ne craignait pas de dire que la jeune Allemagne, en somme, n'était, à bien des égards, qu'une plaisanterie un peu lourde et un peu longue à l'usage d'un peuple qui s'y prête. « En somme, concluait le docte historien, la jeune Allemagne et la jeune école hégélienne, l'une avec sa frivolité d'emprunt, l'autre avec sa violence démagogique, ont renié l'éternel génie de leur pays. Elles ont attaqué le spiritualisme. C'est là une polémique folle. Le spiritualisme ne saurait périr nulle part; comment serait-il jamais affaibli dans le pays de Kant et de Schiller? »

Dans cette jeune Allemagne, M. Saint-René Taillandier ne désarmait qu'en faveur de Henri Heine; mais qu'il avait raison d'être impitoyable à ces tristes successeurs d'Édouard Gans et de Børne, qui allaient devenir les grands hommes du 1848 tudesque!

Seulement peut-être croyait-il un peu trop à la sincérité du spiritualisme allemand, qui est tout superficiel, et qui s'accorde très-bien avec les convoitises les moins philosophiques.

L'auteur de *La jeune Allemagne* allait nous remettre sous les yeux, dans ses *Études sur la révolution en Allemagne*, la plupart des hégéliens qu'il avait déjà eu l'occasion de nous signaler précédemment. Cette fois, malgré sa bienveillance ordinaire, il parle haut et ferme à ces aveugles qui lui reprochent de prendre trop au sérieux les

périls de ces obscurs systèmes. « Ce sont eux, dit-il, qui manquent de clairvoyance. Comment donc ont-ils fait pour ne pas entendre ces cris de rage, ces clameurs forcenées, ces hennissements de la matière. Comment n'a-t-elle pas retenti à leurs oreilles cette formidable invective de Bossuet, qui n'a jamais été mieux justifiée qu'ici : « Ah ! malheur à la terre, malheur à la terre, encore un coup malheur à la terre d'où sort continuellement une si épaisse fumée. »

Et M. Saint-René Taillandier finit en conviant l'esprit allemand à se retremper dans le spiritualisme chrétien. Au milieu de la confusion générale, au milieu des incertitudes et des angoisses d'un siècle si profondément ébranlé, il lui montre ce qu'il croit le fond de l'âme germanique, pour que l'Allemagne se retrouve et revienne à elle-même. Ce livre n'a qu'un tort à mes yeux, il est trop généreux. Sans doute, l'auteur préfère l'Autriche à la Prusse, c'est déjà quelque chose ; mais il a le tort de ne pas regarder jusqu'au fond de leur âme ces Teutons, auxquels il souhaite si ardemment le sentiment religieux et libéral.

Il y a, d'ailleurs, des passages, écrits dès 1848, bien curieux et qui, aujourd'hui, sont plus que jamais remplis d'enseignements. « Il y a désormais trois Allemagnes : l'Autriche, la Prusse et le groupe des États secondaires. Ni la Prusse n'est aussi faible, ni l'Autriche n'est aussi forte qu'on pourrait le supposer d'après les circonstances récentes. Toutes deux elles ont besoin de cette troisième partie de l'Allemagne, dont il est impossible de ne pas tenir compte. Si l'Allemagne ne respecte pas les lois impérieuses que lui fait sa situation ; si des intelligences téméraires veulent, soit au profit de la Prusse, soit pour la gloire des Habsbourg, violer des droits vivants, et ressusciter ce qui est mort, il n'y aura que troubles, anarchie, créations impuissantes, prolongement sans fin d'une crise funeste. »

Espérons que M. Taillandier a prophétisé juste, aussi bien que Henri Heine, le jour où il écrivait au docteur des démagogues et des athées du Nord : « Sachez que le jour où se fera la révolution allemande, on verra que la révolution française n'a été qu'une églogue. »

Dans ces *Études sur la révolution en Allemagne*, nous assistons aux débuts oratoires de M. de Bismark, s'écriant « qu'il est de la Marche de Brandebourg, du sol même où la monarchie prussienne a été bâtie et cimentée avec le sang, et que cela lui suffit pour ne pas vouloir que son roi devienne le vassal de la fédération démocratique, présidée par M. Simon de Trèves. »

Bien des passages analogues donnent un singulier attrait à ces deux volumes.

Dans celui qui a pour titre : *Histoire et philosophie religieuse*, le publiciste abonde de plus en plus dans ce spiritualisme cordial, qui

est si contraire au génie allemand. Il faut voir comme il dit son fait à Gervinus et à tous ces teutomanes, qui ne demanderaient pas mieux que de croire que, si Dieu a créé le monde, ç'a été pour la glorification de l'Allemagne du Nord, je dis du Nord, car dans les États allemands catholiques on a plus de modestie.

C'est là aussi que nous voyons tout le patriotisme intellectuel qu'il y a chez M. Saint-René Taillandier, et qui est l'âme de son apostolat en faveur des littératures étrangères. Pour bien étudier et bien comprendre l'Allemagne, il veut que nous soyons deux fois Français. « Ces conseils, en effet, ces indications que nous allons demander à une race différente de la nôtre, c'est à l'esprit français de les contrôler avec rigueur. Finesse, précision, rectitude, tous les instruments de notre génie s'aiguisent et se perfectionnent dans ce travail. Quoi donc ! on serait moins Français parce qu'on obéirait à l'esprit intelligent et expansif de la France ! »

A la bonne heure : voilà dans quelle mesure il est permis d'être germanisant, et non pas comme semblent faire certains écrivains, depuis la guerre, en copiant tout de l'Allemagne, sa pédagogie, son pédantisme, sa curiosité pour les niaiseries qui ont l'air d'être graves.

Rien n'est antipathique comme tout cela à l'esprit si élevé de notre publiciste. Il faut lire le beau morceau sur la mission intellectuelle et morale du dix-neuvième siècle, pour voir combien M. Saint-René Taillandier répugne naturellement aux idées absolues et exclusives qui sont trop ordinaires aux admirateurs à outrance de l'esprit allemand. C'est même une chose singulière de voir comme son impartialité craint de donner dans aucun excès. Ainsi M. Saint-René Taillandier aime Henri Heine parce que c'est un grand poète, parce que c'est le plus Français des Allemands ; mais sa sympathie ne l'aveugle pas. Ouvrez le volume des *Écrivains et poètes modernes* (1861), il n'hésite pas à voir dans Henri Heine le représentant des maladies morales de notre temps, le poète fantastique de l'hégélianisme et de toutes les théories qui aboutissent à la destruction de la personnalité humaine. Les âmes religieuses reliront avec fruit les études consacrées à l'austère Sealsfield et à Jérémie Gotthelz, le mâle chrétien.

Mais, à dire ma pensée tout entière, de ces nombreux travaux que M. Saint-René Taillandier a consacrés à l'Allemagne, le plus agréable, le plus instructif et aussi le plus populaire, c'est la *Correspondance de Gœthe et de Schiller*, en deux volumes, qui datent, si mes souvenirs sont exacts, de 1858 ou 1859.

Peut-être Gœthe nous est-il montré sous un jour trop favorable : aujourd'hui nous ne sommes plus aussi complaisants à l'égoïste sé-

renité du poète olympien. Nous aimons mieux Schiller, plus Français de cœur et d'esprit. M. Saint-René Taillandier fait comme nous. Ce qui donne le plus vif intérêt à cette correspondance, ce ne sont pas les lettres échangées entre ces deux chercheurs d'originalité, c'est l'affectueuse sympathie que ressent pour eux celui qui nous les présente, ce sont les pages émues et respectueuses que leur consacre le doux critique. La bienveillance souffle et circule entre ces lettres d'un intérêt parfois plus académique qu'universel, et cela n'est pas un ornement inutile à la prose des deux poètes. M. Taillandier a eu la main heureuse dans ses coupures : nombre de ces lettres étaient beaucoup trop germaniques pour le lecteur français.

En effet, nous ne pouvons prendre de l'Allemagne qu'à petite dose, et encore faut-il, quand on nous en sert, y mettre un certain arrangement. Le commentaire vaut donc mieux que le texte. Goethe et Schiller, dans leur laboratoire intellectuel, dans le *pensoir*, comme eût dit Aristophane, n'ont qu'à se louer de l'art avec lequel leur interprète nous les a parfois dérobés.

. Nous assistons à la jeunesse de Goethe et à la maturité de Schiller. Nous voyons leur instinctive antipathie jusqu'au jour où, sous prétexte que la science les a rapprochés, commence une liaison voulue, destinée à produire certains effets psychologiques sur la galerie, et où il entre bien de l'apparat et du spectacle, surtout du côté de Goethe.

L'histoire de cette amitié, qui date de 1794, doit une partie de son charme aux développements que lui a consacrés M. Taillandier. On voit jour par jour, heure par heure comment, par l'échange des idées entre ces deux Dioscures de la pensée, se sont formées ces œuvres laborieusement simples d'*Hermann et Dorothee*, et aussi la grande trilogie de *Wallenstein*.

Tout cela c'est le triomphe de la volonté, du parti pris et suivi, et parfois aussi du procédé. Il n'y a presque rien de trouvé au fond de toute cette littérature allemande; mais c'est une nation où l'on sait vouloir, c'est quelque chose.

Le deuxième tome est tout plein de Schiller. La sympathie y déborde, et pourtant la critique n'y manque pas : M. Taillandier est plus sévère que madame de Staël aux laborieuses combinaisons de Schiller, et il a bien raison.

Schiller mourut en 1805; son amitié échappa aussi aux déceptions inévitables avec un égoïste comme Goethe, et qui étaient d'ailleurs presque fatales entre deux natures aussi dissemblables.

Des livres comme cette Correspondance sont de vrais services rendus au public et aux lettres. C'est dans cette mesure qu'il est bon que la jeunesse française s'approche de l'esprit allemand. Les admi-

rer davantage ce serait trop ; les admirer moins ce ne serait pas assez.

Que des délicats comme M. Schérer fassent aujourd'hui de nombreuses et justes réserves, qu'ils mettent des sourdines à l'enthousiasme pour Goethe, je ne le trouve pas mauvais, au contraire, c'est même ce que je souhaite ; mais ces sévères écrits ne populariseront pas la langue ni la poésie allemande. Or, il faut que par la poésie de l'Allemagne nous arrivions à sa prose, à sa philosophie si elle en a une ; il faut, en un mot, que nous sachions ce qu'elle a sous la mamelle gauche. M. Saint-René a donc, cette fois encore, travaillé dans l'intérêt de cette expansion littéraire qui n'a rien d'international, car elle ne peut, entre des mains comme les siennes, que nous ramener à notre vrai naturel.

De tous les livres de M. Taillandier, sa *Correspondance de Goethe* et son *Maurice de Saxe*, qui est un si intéressant chapitre de notre histoire nationale, sont les plus populaires. Il faut savoir gré à l'éminent biographe de nous avoir rendu dans toute sa vérité ce sympathique personnage. C'est une restitution faite à la France que celle de cette héroïque figure. Aussi le public met-il ce livre encore au-dessus de *Madame d'Albani*, cette délicate et romanesque esquisse si pathétiquement curieuse d'un bout à l'autre.

Après ces deux publications, M. Saint-René Taillandier, professeur très-gouté à la Sorbonne, fut appelé à un grand emploi administratif dans l'Université. Il vient, me dit-on, de le quitter. Le grand personnel qu'il administrait avec une loyale et bienveillante impartialité le regrettera vivement. A partir de 1869, ses *Essais sur l'Allemagne* vont avoir un autre caractère. Il va désormais s'occuper, non plus seulement de l'Allemagne, mais de ses ennemis. Dès lors un instinct l'avertit que les peuples qui n'aiment pas l'Allemagne, et dont l'Allemagne parle avec dédain, méritent que la France les regarde avec sympathie.

Voilà qui est bien caractéristique dans le livre sur la Serbie, qui a paru cette année-ci seulement, mais qui a été composé dès 1869 ; Aussi je livre ce passage sans commentaire aux réflexions du lecteur : « C'est un orgueil propre à l'Allemagne, dit M. Taillandier, et surtout à la Prusse, de croire à sa prééminence morale sur les races, et cet orgueil prend un caractère particulier, surtout quand il s'agit des Slaves. On dirait que les puritains de la Prusse espèrent justifier par là les iniquités dont ils sont les complices envers la Pologne. Partout où le Germain est en contact avec le Slave, disent-ils, le Slave doit s'effacer devant le Germain, comme les qualités superficielles s'effacent devant les vertus solides. Aux Slaves les apparences trompeuses, les élans qui ne durent pas ; aux Allemands le travail, la constance, en un mot la moralité.

M. Taillandier n'est pas dupe de ce pharisaïsme prussien ; il rappelle vertement à l'ordre M. Léopold Ranke, l'historien de la Serbie, et l'on croirait, à l'entendre, quoique tout ceci ait été écrit avant 1870, qu'il sent que l'orgueil berlinois, en parlant des Slaves, pense à notre pays. En tout cas, le publiciste qui révèle à notre ignorance les populations slaves et madgyares mérite que nous l'écoutions avec une curiosité passionnée. Car, hélas ! ce n'est pas seulement la géographie, comme disait Goethe, que nous ignorons, c'est surtout notre temps, notre siècle, *recentium incuriosi*, indifférents que nous sommes aux événements contemporains qui se passent loin de nos yeux. Eh bien, à l'est de l'Europe, entre l'Allemagne et la Turquie, il y a pour le jour où nous aurons contracté avec la Russie cette alliance étroite qui est conforme à ses intérêts autant qu'aux nôtres, pour le jour où nous aurons laissé rendre Constantinople au christianisme (car, après tout, pourquoi nous occuper de l'Angleterre ? est-ce que l'Angleterre ne nous pas laissé écraser en se croisant les bras ?), pour ce jour-là, dis-je, Dieu tient en réserve d'héroïques populations qui seront le contre-poids entre la Russie complétée et l'Allemagne rentrée dans de justes proportions ; elles seront aussi, pour la revanche, un énergique appoint. Ce jour-là, les Serbes, les Hongrois, les Bohèmes formeront une grande confédération sous l'empire tutélaire de Habsbourg ; ce jour-là il y aura véritablement un empire de l'Est, *Oestreich*, et la Prusse ne pourra plus rêver, comme aujourd'hui, l'hégémonie de l'Europe entière, sous prétexte que la race germaine seule est faite pour les grandes choses, et que seule elle a cet esprit de suite qui rend les peuples maîtres du présent et de l'avenir.

Ce sont de nobles races, après tout, que celles chez lesquelles, à un moment donné, éclosent des hommes comme Kara-Georges et Milosch Obrenowich, les deux héros serbes de 1804 et de 1830. En lisant leur éloquent historien, nous nous croirions parfois en pleine Iliade. Et Mérimée, s'il vivait encore, serait, à tous les égards, enchanté du livre de M. Taillandier.

Pour moi, ce qui m'en platt encore plus que la valeur littéraire, c'est que je sens que dans ce pays révélé à notre ignorance il y aura tôt ou tard de grands mouvements qui ne seront pas inutiles à notre chère France, et qui l'aideront à se relever. On voit qu'il y a de ce côté un gros point noir pour la Prusse.

Ce sentiment consolateur, on l'éprouve aussi en lisant les *Drames et Romans de la vie littéraire* du même publiciste, et pourtant il n'y a rien d'héroïque ni de grandiose dans ces histoires empruntées à la réalité, voire même au réalisme le plus poignant. On est heureux de voir que cette Prusse qui fait tant de bruit de ses prétendues vertus,

elle aussi, elle a sa bohème littéraire tout comme nous, et cette bohème est une immense région qui va des châteaux aux brasseries. Espérons que les naturels de cette vaste région arriveront, eux aussi, aux affaires dans leur pays, et ce jour-là nous n'aurons plus rien à envier ni plus rien à craindre de l'Allemagne.

On pense bien que, malgré sa bienveillance, M. Taillandier n'a pu échapper aux colères patriotiques que les événements de 1870 justifient trop; il est véritablement éloquent quand il s'écrie : « Ah! quand je songe à tant d'hypocrisie et de férocité; quand je vois ces armées d'espions dix ans à l'avance précéder les armées régulières; quand je me retrace ce système de terreur sauvage, intitulé droit de la guerre par les casuistes berlinois; quand je pense aux prêtres fusillés, aux paysans assassinés, aux femmes brûlées; quand je me souviens de ce Werder, incendiant la cathédrale et anéantissant la bibliothèque de Strasbourg; quand mon esprit se reporte à Paris bombardé, aux serres du Muséum détruites, au Louvre menacé; quand je vois tous ces gentilshommes voler, piller, emplir leurs poches, bourrer leurs sacs, charger leurs fourgons, et avec quelle méthode, quels scrupules de teneurs de livres; quand l'idée me vient que les chefs de la politique allemande avaient la main dans l'émeute du 31 octobre, dans la tentative du 22 janvier, dans l'insurrection du 18 mars... Quand je me dis que ce peuple de France, si bon, si généreux, si prompt à oublier le mal, est condamné à des haines qu'il n'oubliera pas, quand je me représente la civilisation retardée par l'Allemagne pour plus de cent ans, ô Prusse abhorrée, je t'applique à toi seule ces paroles terribles que le plus humain et le plus tendre des poètes, le doux Virgile, adressait à la race entière des scélérats : « Non, eussé-je cent langues, cent bouches, une voix de fer, non jamais je ne pourrai dire tous les crimes que tu as commis, tous les genres de supplice que tu as mérités. »

Voilà donc le chemin qu'a parcouru cet esprit bienveillant et sympathique, qui appartenait tout entier à l'art, à la philosophie, à la morale. Au moins, M. Taillandier n'a pas été dupe, car depuis son entrée dans la vie littéraire il a toujours, et sans trêve ni merci, guerroyé contre les mauvaises doctrines religieuses, philosophiques, politiques ou littéraires dont l'Allemagne était rongée; et en agissant ainsi, c'était moins à elle qu'à nous qu'il songeait. Mais il savait l'électricité contagieuse du mal moral, et il nous le signalait, à nous, comme aux Allemands; car ce qui était son idéal, c'était cette union de toutes les forces civilisatrices, disponibles en Europe, pour arrêter la marche des deux fléaux destructeurs qui s'appellent le matérialisme et la démagogie. C'est pour cela qu'il aurait voulu que tous les bons esprits en France fussent au courant

des idées de l'Allemagne et de ses aspirations. C'avait été aussi le rêve d'Alexandre Thomas. M. Taillandier a été plus heureux que lui ; grâce à lui, ceux qui avaient des yeux n'ont eu qu'à les ouvrir, ceux qui avaient des oreilles n'ont eu qu'à écouter. Certes, le jour où l'Académie française accueillera ce galant homme, elle ne fera que donner un digne successeur à Ampère, à ce cœur généreux et chaud, dévoué de cœur, lui aussi, à la fraternité des littératures.

M. Taillandier est certainement le premier, par l'importance, de nos publicistes germanisants. Il a par devers lui au moins douze ou quinze volumes à la fois sérieux et agréables. Les autres germanisants sont loin d'avoir un bagage aussi considérable. Aussi me bornerai-je à les mentionner en passant. MM. Laboulaye et Renan ne nous parlent de l'Allemagne qu'à propos d'autre chose. Ils ont eu longtemps des illusions sur la science des Allemands, peut-être les ont-ils encore. Les maîtres allemands ne sont pas ce que nous croirions, à nous en rapporter à ces deux illustres partisans de la science rhénane. Sauf quelques rares exceptions, ils manquent de clarté et de méthode ; et les jeunes gens qui, après avoir étudié en Allemagne, viennent prendre chez nous les grades supérieurs de la licence, du doctorat ou de l'agrégation, sont toujours entachés de cette indélébile obscurité et, je dois le dire, sont, en général, de médiocres professeurs. M. Schérer, lui aussi, a souvent parlé de l'Allemagne, mais à propos des intérêts du protestantisme ; et s'il en a eu trop bonne opinion, il l'expie maintenant, et en fait volontiers son *mea culpa*. Dernièrement, il a écrit sur Goethe les meilleures pages qui soient sorties de sa plume. Sainte-Beuve, dans ses excellents lundis, n'a jamais rien écrit de plus net, de plus rigoureusement vrai, à tous les égards.

Parmi les germanisants qui ont beaucoup parlé de la Prusse, mais nous ont peu éclairé sur son compte, une mention particulière est due à M. Karl Hillebrand, qui a déjà par devers lui cinq ou six volumes d'*Essais*. Les *Débats* l'adoptèrent alors qu'il fut question de nous faire accepter l'unité prussienne. Aujourd'hui, cet écrivain est rentré dans l'ombre, et il n'est pas vraisemblable qu'il reparaisse de longtemps dans la mêlée politique et littéraire. Son premier ouvrage, une traduction d'Otfried Müller, était précédé d'une lourde introduction, à la fin de laquelle il appelait ses compatriotes à la vie politique, leur disant que l'âge héroïque de la science était passé, qu'il fallait aujourd'hui des choses plus pratiques. Tout cela était bien singulier dans une préface d'Otfried Müller. Le public français ne la lut guère, il applaudit de confiance et passa outre. L'ouvrage le plus connu de ce germanisant, c'est *La Prusse contemporaine*. C'est une longue série d'articles insérés aux

Débats, entre 1866 et 1868. Voici en quels termes l'apprécie M. Legrelle, un de nos jeunes germanisants, qui, lui, n'a pas d'illusions sur l'Allemagne, qu'il a étudiée *de visu*. « Dans ce volume, dit M. Legrelle, l'auteur enseigne que la Prusse est essentiellement libérale, qu'elle a été « *forcée* » par la Diète, en 1866, à tirer son épée du fourreau, que tout commandait la neutralité au Hanovre, à la Basse, etc., la neutralité ! c'est-à-dire la violation du devoir fédéral. Le coq gaulois flairait, sans manifester la moindre répugnance, ces boulettes d'opium, et quelquefois même en faisait sa pâture. Rien, il est vrai, n'était plus propre à l'endormir que cet ouvrage, dont la vertu dormitive a quelque chose de vraiment fantastique. » (Legrelle, *La France et la Prusse devant l'histoire*, p. 49.)

Je reprocherai autre chose encore à M. Karl Hillebrand, c'est de ne pas nous avoir dit un traitre mot de la diplomatie allemande, à ses divers degrés : de la diplomatie au grand jour, d'abord ; et surtout de cette diplomatie occulte, qui procède en s'infiltrant dans nos administrations, dans nos salons, et qui, à un moment donné, produit pour la Prusse les résultats que nous savons.

Évidemment, il y a là une lacune considérable à combler. Dans son second ouvrage, *Sur la réforme de l'enseignement supérieur*, l'auteur propose de supprimer toutes nos écoles, l'École polytechnique, Saint-Cyr, etc., et de leur substituer des facultés au grand complet. M. Duruy, qui avait confié une mission en Allemagne à l'auteur de ce plan, le trouva bizarre, dit-on, et cela l'empêcha d'être nommé professeur dans une de nos grandes écoles.

Et telle est la légèreté du public, son peu de clairvoyance, qu'il ne trouvait pas du tout étrange qu'un Allemand naturalisé vint nous offrir de pareils conseils, et critiquer ainsi le pays qui l'adoptait ! M. Hillebrand était un ancien libéral de 1848, qui avait, disait-on, souffert en Allemagne pour la liberté ; et quoiqu'il y ait dans *La Prusse contemporaine* un chapitre plein de caresses pour M. de Bismarck, il passait un peu pour un martyr du despotisme.

Ce n'est pas M. Legrelle qu'on eût si facilement converti à un enthousiasme peu justifié. M. Legrelle, si j'en juge par le volume, intitulé : *La France et la Prusse devant l'histoire*, est un esprit très-fin, très-perspicace, très-honnête ; il est de l'école d'Alexandre Thomas et de M. Saint-René Taillandier. Son livre est le développement de cette pensée de Montesquieu, « que le véritable auteur de la guerre n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui la rend nécessaire ; » car, preuves en main, il établit ce fait, et cela bien avant qu'eussent paru les livres de MM. Benedetti et de Gramont, c'est que la guerre avec la France n'a été pour la Prusse que la plus délicieuse des contrariétés et la surprise la plus passionnément attendue du monde ; à

telles enseignes, que la Prusse, avant que la France eût déclaré la guerre, avait déjà rappelé son ambassadeur.

M. Legrelle, par son bon esprit, semble appelé à un bel avenir dans la presse sérieuse. Il connaît bien et les hommes et les choses. Sa diction est vive et spirituelle; elle l'est même un peu trop parfois. Qu'il se tienne prêt, les grandes questions vont se dérouler bientôt, non-seulement celles relatives à l'Allemagne, mais aussi celles qui nous touchent de bien plus près, et qui se rapportent à la réforme des études.

Depuis qu'on a eu le malheur de lâcher la fameuse phrase qui dit que Sadowa était la victoire des instituteurs, c'est une maladie dans notre pays d'imiter, de copier l'Allemagne. MM. Bréal, Baudry, G. Perrot, et d'autres encore, par exemple ce solide et piquant esprit de M. G. Boissier qu'on est bien surpris de voir se prêter à de pareilles réclames, car le mot de réclamation est trop indulgent, sous prétexte qu'ils connaissent les petites misères de l'Université, lui crient sur tous les tons de se mettre à l'école de l'Allemagne ou plutôt de la Prusse. N'allons pas si vite; car, je l'espère, même en y tâchant beaucoup, nous ne deviendrons jamais de bons Allemands. Efforçons-nous simplement de tirer tout le parti possible de nos qualités natives et même, s'il se peut, de nos défauts. Réformons-nous, mais, pour Dieu, ne faisons plus de révolutions. Ne croyons pas que les grandes générations du dix-septième et du dix-huitième siècles aient été si mal élevées qu'on nous le dit; ne renonçons pas à nos plus nobles traditions. Les Rollin, les Joubert, les Leclerc, les Patin, les Saint-Marc Girardin, les Guigniaut et tous les doctes maîtres que je ne puis nommer ici, tous ces hommes-là valent bien, j'imagine, les célébrités universitaires de Berlin, de Göttingue et autres lieux, où l'on déblatère contre la France et où l'on fait moins bien que chez nous.

Quel si grand besoin avons-nous de faire de nos enfants des petits Teutons, d'en faire des archéologues dès la mamelle? Est-ce pour voir arriver cet avenir vengeur, après lequel nous soupirons? Comptons sur Dieu, comptons sur les passions humaines, comptons sur ce défaut de mesure, qui est le vice originel des Allemands, et des Prussiens en particulier.

Ce n'est pas la France qui aura la peine de prendre la revanche de la guerre de 1870; c'est l'Allemagne révolutionnaire qui nous vengera de l'Allemagne pillarde et perfide. Oh! elle est toujours vraie la ballade que le vieux chantre du teutonisme, Maurice Arndt, jetait comme une prophétie, il y a déjà de longues années: « O peuples! écoutez. Vous aussi, rois allemands, si vous le pouvez encore, écoutez-moi! Nous touchons au quatrième acte de la grande

tragédie épique de l'Europe et de l'Allemagne. Le premier acte, ce sont les années 1813 et 1815; le second, c'est 1850; le troisième, c'est 1848... Quand sera représenté le cinquième? je n'en sais rien; mais prenez garde au dénouement, ô rois de l'Allemagne, il n'est peut-être pas bien loin. Si vous me dites : — Que viens-tu nous prophétiser là, vieux corbeau blanchi par la neige des ans? d'où te vient tant d'audace, vieux plébéien? qu'est-ce que ce cinquième acte dont tu menaces les princes et les rois? — Non, non, je ne menace pas, j'avertis avec calme et avec paix...; je n'agite pas devant vous des signes prophétiques et terribles, c'est Dieu lui-même qui vous menace avec les signes de sa colère. »

C'est à la France que l'Allemagne doit cette unité qui nous a été si funeste; c'est à nous aussi qu'elle devra l'esprit révolutionnaire, lequel, cette unique fois, sera bon à quelque chose, car il nous vengera plus et mieux que nous n'oserions l'espérer. Oui, sur ce sol imprégné de matérialisme hégélien, où n'a jamais fleuri l'esprit de mesure, où la générosité est inconnue, notre quatre-vingt-treize, nos journées de Juin, la Commune, tout cela sera vite dépassé; la férocité native et systématique, la misère, plus sinistre conseillère encore, auront alors leurs grands jours en Allemagne. Et peut-être nous trouverons-nous trop vengés. Mais il faut espérer qu'alors la France se croisera les bras, et regardera avec calme, et sans le moindre apitoiement, le grand spectacle de cette immense ruine. Ce jour-là, laissons passer la justice d'en haut, qui souvent punit le crime des pères par le malheur des fils. Laissons, comme dit Henri Heine, laissons les tisserands silésiens *tisser le linceul de la vieille Allemagne, mêler à leur tissu mainte malédiction*. Et jusqu'à ce que sonne cette heure vengeresse, que nos publicistes livrent tout simplement l'Allemagne à elle-même, à son orgueil, à toutes les mauvaises passions qui dorment dans son sein, et que la moindre circonstance suffit à réveiller; ne pensons plus qu'à nous, qu'à nos devoirs; ne poussons de cri d'alarme que quand la France ou les peuples qui l'aiment et n'en sont pas jaloux sont en péril, quand chez eux ou quand chez nous le sens patriotique et moral vient à fléchir; en un mot, ne soyons plus, comme l'ont été trop longtemps et trop souvent nos publicistes libéraux, dupes de ces généreux et sympathiques instincts qu'a exploités le pharisaïsme teutonique, et dont il a fait arme pour nous jouer et pour préparer dans l'ombre les men songes et les ruses qui, contre un peuple loyal, sont des engins d'un effet plus sûr encore que les canons Krupp, ou que la science diplomatique du prince de Bismark.

En un mot, et pour conclure, que nos germanisants s'occupent moins désormais de ce qui se passe en Allemagne dans les hautes

sphères intellectuelles; qu'ils ne croient plus que sous bénéfice d'inventaire aux aspirations religieuses et philosophiques des gens d'Allemagne; qu'ils aient toujours l'œil sur les livres usuels et pratiques des Allemands; qu'ils suivent d'un regard investigateur ce qui se fait là-bas en géographie, en histoire, en politique, en stratégie, voilà le devoir pressant. Que si en Allemagne il paraît quelque bonne méthode qui simplifie bien l'étude de la langue allemande, clarifions-la encore pour la rendre plus utile à notre jeunesse. Quand nous mettrons les écrivains allemands entre ses mains, surtout gardons-nous de l'engouement. En France, nous avons mieux que les Goethe et les Schiller, qui sont les meilleurs de l'Allemagne; lisons-les cependant, assimilons-nous tout ce qu'ils ont de bon, pour joindre leurs qualités aux nôtres. Les Allemands n'ont qu'une seule vertu, la patience, la volonté suivie, qui fait qu'un peuple devient puissant parce qu'il fait croire à sa force : *possunt quia posse videntur*. Nous aussi, le jour où nous le voudrons, nous aurons cette qualité d'apparat et de montre; ne la dédaignons pas, et si nous gardons les nôtres avec soin, celles de la vieille France, en un mot, si nous continuons de croire à nous et à Dieu, Dieu ne nous manquera pas, et il saura bien amener l'heure propice aux vues de sa justice et aux intérêts les plus sérieux, les plus immuables de la civilisation occidentale.

F. COLINCAMP.

THER MIDOR

DEUXIÈME SÉRIE

MARIE-THÉRÈSE ET DAME ROSE

PREMIÈRE PARTIE

LES JACOBINS DE LA BANLIEUE

VI¹

LE FRÈRE DE DAME ROSE ET L'ENFANT ARISTOCRATE.

— Ah ! dit Jacques Bry², je vois ce que c'est. Ce qui cause ce tumulte sont les voisins d'Endymion Piqueprune, ces deux êtres peut-être astucieux, peut-être fous, en tous cas vraiment bizarres qui demeurent à la *Ferme de Vilbon*, entre le château du même nom, habité par ce Piqueprune, et la *grange Dame-Rose*, là à la lisière méridionale du bois.

— Ah ! bon ! tu veux dire Pierre-Liéven Monbayard, le frère de la belle Rose et son voisin le musicien. Je l'attendais en effet ce matin, ce Liévin Monbayard. Il doit me rapporter une réponse d'où dépend mon bonheur. Hé ! Jacques, continua Pourvoyeur, avec un ricanement ironique qui essayait en vain de dissimuler l'ardeur sincère et étrangement passionnée du sentiment que cette âme

¹ Voir le *Correspondant* du 25 septembre 1872.

² C'est par erreur que le personnage Pierre-Jacques Bry, ancien clerc d'huisier, ancien garçon fouetteur du collège de Navarre, a été nommé Trois-Septembre à la neuvième ligne de la page 1153 du numéro précédent. C'est bien l'hercule Agricola qui portait le surnom de Trois-Septembre.

basse et féroce éprouvait tout en maudissant cette faiblesse, hé ! Jacques, tu entends, tout mon bonheur ! Apprends, toi, coquin, à parler plus respectueusement d'un homme qui aura l'honneur d'être mon beau-frère, et qui, à ce titre, peut, dans un mois, être appelé à commander les armées de Maximilien. Il n'est ni astucieux, ni complètement fou, ou plutôt il a des moments d'égarement et d'humeur sombre. C'est un brave, mais une âme sans ressorts énergiques. Il était sergent aux gardes-françaises, et je te raconte en quelques mots son histoire, bien que je puisse t'imposer, sans discussion et sans phrases, de respecter et révérer un homme qui me touchera de si près quand j'aurai épousé dame Rose. Il était donc sergent aux gardes-françaises et c'était déjà un brave, mais incapable de s'élever à la hauteur du génie de la Révolution. Sa sœur Rose, créature pure et vertueuse, qui avait naturellement toutes les fiertés d'une âme républicaine, et qui, pour des raisons dont je n'ai pu percer le mystère, détestait avec rage l'aristocratie, sa sœur Rose, te dis-je, l'enflamma de son ardeur patriotique. C'est à elle peut-être que l'on doit la prise de la Bastille, où elle entra la première, à la tête des gardes-françaises et du peuple qu'elle avait illuminé par les appels de son impérieux génie. C'est elle encore qui conduisit le peuple, les Fédérés et la Garde nationale, à l'attaque du 10 août, elle toujours, et vertueuse et escortée par son frère alors capitaine. Mais tu sais cela, hé ! Pierre-Jacques Bry.

— Oui ou non, si tu veux, répondit le drôle en clignant des yeux, mais ce que je ne sais pas, c'est la suite, à moins que tu veuilles que je le devine, auquel cas le génie de la liberté, dont tu es l'enfant chéri, m'illuminera sans doute.

— Ne tentons pas l'épreuve pour cette fois, et prends garde de devenir trop malin. Le gouvernement républicain aime la candeur dans les subalternes. Je te parlais du 10 août, c'est à partir de ce moment où le tyran fut renversé que Rose parut tourner à l'indulgentisme. On dit que ce fut à la suite des dégoûts dont l'abreuva cette autre Rose, aussi célèbre qu'elle, sa rivale en gloire et en patriotisme, mais non en pudeur, Rose Lacombe, la présidente des *Républicaines révolutionnaires*. Mais je crois plutôt, continua Pourvoyeur d'un air sombre, que déjà l'infâme girondin Descluziers commençait à exercer sur elle son influence de vil modéré. Elle voulut arrêter son frère sur la pente des augustes destinées de la Révolution. Il se révolta, aidé par le souffle puissant du sans-culottisme, contre cette influence jusque-là respectée. Il fut un de ceux qui opérèrent dans les prisons en septembre 1792. Toutefois il n'avait pas l'âme à la hauteur de l'attitude majestueuse des Maillard et autres vénérables exécuteurs de la volonté du peuple en cette prestigieuse

circonstance, et il se fatigua plus vite que ses compagnons de punir les aristocrates prisonniers. Qu'arriva-t-il ensuite? Je l'ignore. Je sais seulement qu'il tomba dans cet état de bizarrerie où tu le vois. Mais pourquoi ces clameurs et ces rires qui continuent?

— Ah! c'est l'autre, tu sais, ce musicien insensé qui va chantant ou proclamant et qui s'est donné la mission de convoquer, au son de la guitare, les ci-devant internés ici. Eh bien, à ce que je vois, Pierre Monbayard a affublé d'une autre guitare ce jeune louveteau qu'il a sauvé dans les prisons lors de ces massacres de septembre, ce fils d'aristocrates qu'il a adopté pour l'élever selon les principes de la démocratie et faire respirer à sa jeunesse l'encens d'un pur civisme sans-culotte. Je suppose qu'il veut lui faire exécuter un duo avec l'autre vieilleux, ce qui excite la joie et les acclamations du peuple. Mais le voilà, il se dirige par ici, suivi de son louveteau.

Quelques instants après, la porte poussée violemment et enfoncée plutôt qu'ouverte s'ouvrit. Elle livra passage à un homme de taille moyenne et bien prise, dont les membres et toute l'habitude du corps indiquaient plutôt la légèreté, la vivacité, la prestesse que la force. Ses yeux noirs, ronds, à fleur de tête, sa face rondelette, ses traits fins figuraient à l'imagination une nature légère, étourdie, hardie et pourtant faible, dont toute l'énergie tenait de l'emportement. Mais en voyant aujourd'hui les cent rides qui zébraient cette figure amaigrie, les plis profonds de ce front jadis si ouvert, l'expression sombre et la fierté de ce regard autrefois si riant, on se demandait ce que les événements, l'excitation démesurée de la volonté, la vanité exaltée avaient fait de lui. On se demandait surtout ce que la brusque pratique du commandement et l'exercice, cette part de tyrannie que la Révolution offrit aux Français de la basse classe comme une récompense même de la bassesse, de l'ignorance et de la violence, avaient pu faire de cette nature foncièrement bonne, simple et si admirablement créée, comme toute nature du populaire français, pour s'embellir ou grandir par la discipline. Était-il devenu féroce, brutal, lâche, imbécile comme une grande partie des prolétaires parisiens d'alors? Était-il atteint de quelque-une de ces étranges monomanies que les accidents de cette époque développèrent en tant de cerveaux?

Il était vêtu d'un vieil habit de garde national de 1792, usé, repris, mais bien brossé, habit bleu à collet rouge, à revers blancs; il portait veste longue et culottes blanches, les longues guêtres noires, le sabre pendu à un vieux baudrier de cuir fauve. Il était tête nue, ses cheveux courts et hérissés lui donnaient un air sauvage. On disait qu'il passait parfois des journées, des nuits, des semaines entières dans la forêt de Meudon, dans les bois du voisi-

nage. De fait, maint promeneur attardé ou matinal, l'avait rencontré tapi derrière les buissons, au bord des halliers, grondant, menaçant, pérorant, gesticulant le sabre en main, au grand effroi du passant qu'il n'avait jamais paru voir.

Quand il entra dans la pièce où se tenaient le prince républicain et son confident, il s'arrêta brusquement, jeta un regard fixe sur les deux personnages, et il se baissa comme pour écouter quelque bruit qui vint des chambres voisines. Il se redressa en frissonnant et revint vers la porte d'entrée.

— Viens ici, l'enfant-aristocrate, cria-t-il d'une voix rauque.

Un petit garçon entra, un pauvre être pâle, maigre, chétif, à peine vêtu. Un pantalon de toile grise trop long tombait en s'effilochant dans des sabots trop grands et semblait vouloir remplacer les bas qui manquaient ; une chemise de grosse toile et un bonnet rouge, gras et sale complétaient le costume. L'enfant, qui avait réellement douze ans, paraissait en avoir à peine dix tant il était grêle, mais son regard froid et impassible était celui d'un homme. Il y avait quelque chose de frappant dans cette petite créature, à la face rigide, à l'œil doux et impassible, et dont le corps mince se redressait si fièrement dans ses haillons. On sentait là une volonté ferme, une obstination noble, une réflexion précoce. Le pauvre petit être était soumis à une tyrannie odieuse qu'il ne pouvait ou ne voulait fuir, mais qui ne l'écrasait pas, dont il méprisait l'instrument et les coups, et à laquelle il savait être supérieur. Il semblait que cette réflexion virile et ce noble orgueil fussent inscrits dans cette étrange ride qui coupait transversalement ce petit front.

L'enfant, en entrant, avait jeté un regard indifférent, sans curiosité, sans mépris, sans colère, sur les trois personnages, et il attendit impassible.

— Va dans ce petit coin, aristocrate, lui cria Monbayard de sa voix rauque. Toi, — et il prit Jacques Bry par le bras et le poussa violemment vers la partie de la pièce où l'enfant s'était rendu, — toi qui as la figure d'un vil comédien, va avec lui et apprends-lui une belle chanson d'amour de l'Ancien régime. Mais prends garde, car tu as la figure d'un hideux coquin, prends garde qu'il y ait quelque chose de vilain dans cette chanson, je te couperais la langue. La musique me fait bien, dit-il en passant la main sur son front, la bonne musique gaie et dansante du temps passé.

Pourvoyeur regardait le nouveau venu d'un œil tantôt défiant, tantôt railleur. En ce temps où tout ce qui n'était pas ignoble était forcé de prendre un masque, où tout ce qui était ignoble était occupé à chercher à lire sous ce masque, en ce temps aussi où la folie avait frappé, non-seulement sur les victimes, mais sur les bourreaux mé-

mes plus de coups qu'elle n'avait encore jamais fait, ce maître des inquisiteurs révolutionnaires se demandait tantôt si Monbayard jouait un rôle, tantôt jusqu'à quel point il était devenu fou.

— N'oublie pas, enfant-aristocrate, continuait Monbayard d'une voix plus douce, qu'il est juste que tu serves aux plaisirs de la démocratie. Quand tu l'auras bien servie et que tu auras ainsi expié un peu de tes crimes féodaux, je verrai, je te l'ai promis, si tu es digne d'être soldat et de mourir pour la patrie. Tu l'appelles Liévin, comme moi, et c'est pour cela que je t'ai sauvé, Liévin de Mimont. Ton père et les parents étaient châtelains, c'est-à-dire des monstres. Je les ai connus, c'étaient des monstres, comme toute l'infâme aristocratie de notre pays du Boulonnais, de la France et du monde. Eh bien, ton père est fou, dans ce moment ; ta sœur est mariée avec un cabaretier sans-culottes. Tu n'as donc pas à espérer de redevenir jamais châtelain. Tâche pour lors d'être un bon domestique de la démocratie et je te promets que tu seras soldat. Apprends une belle chanson, je l'apprendrai ces coups d'escrime que tu désires tant connaître.

L'enfant était resté immobile et comme indifférent. Mais quand Jacques Bry se fut approché, il le regarda fixement, puis lui dit à voix basse :

— Sais-tu le nom du cabaretier qui a épousé ma sœur ? Dame Rose m'a dit que c'était vrai que ma sœur avait été maltraitée et dame Rose ne ment pas.

— Oui, je le sais.

— Dis-le-moi, je te donnerai un louis d'or.

— Qu'est-ce que ça peut te faire ? D'ailleurs, où est-il, ton louis d'or ?

— Il est caché. Mais c'est dit. Quand tu voudras parler, je te le donnerai. Je le jure, foi d'aristocrate. Si ce n'est pas toi qui le dis, ce sera un autre. J'ai le temps ; je suis si petit et je ne sais pas encore bien me battre.

Puis il reprit sa pose indifférente, tandis que Jacques éclatait de rire, et il resta muet devant toutes les questions, toutes les plaisanteries que l'ancien domestique du collège de Navarre faisait. Il ne semblait même pas les entendre, et on eût pu croire qu'il essayait plutôt de suivre la conversation engagée entre Pourvoyeur et Liévin Monbayard.

— Eh bien, citoyen capitaine, avait dit le premier, as-tu fait ma commission auprès de la belle citoyenne Rose, ta sœur ? lui as-tu remis ma lettre ?

— Oui, répondit celui-ci d'un air renfrogné.

— Et, demanda Pourvoyeur avec une légère émotion, qu'est-ce qu'elle a répondu ?

— Elle a déchiré la lettre sans la lire et elle en a jeté les morceaux avec mépris.

— Ah ! fit le président, dont les joues déjà rouges s'empourprèrent. Il me semble que j'éprouverais du plaisir...

Il grinça des dents, serra les poings, et sa phrase s'acheva en un murmure indistinct. Mais il reprit vite l'apparence du sang-froid.

— Continue, dit-il. Qu'est-ce que tu as fait ensuite ?

— J'ai tenu ma promesse, j'ai insisté. Elle m'a regardé alors dédaigneusement et elle m'a dit : « Va dire à ce misérable qui déshonore la République et qui ferait regretter les plus impurs tyrans, va lui dire que la Rose de la Liberté ne le craint pas. Elle pense à lui comme on pense à un immonde reptile ; et pour montrer le cas que je fais de son amour et de ses menaces, dis que demain, dès l'aube, je m'en irai à Paris annoncer à nos amis mon mariage avec Louis-Victorien Descluziers, tandis que Victorien, de son côté, ira l'annoncer à Robespierre lui-même. » Puis elle m'a chassé.

— Et tu t'es laissé chasser ?

— J'ai peur d'elle, murmura Liévin d'une voix sombre. Il y a deux êtres dont j'ai peur, murmura-t-il, elle et le Sagamore. Mais je ne tremblerai pas toujours.

— Bon, tout cela, dit Pourvoyeur en ricanant. L'histoire romaine nous apprend ce que deviennent les Sabines ; on les enlève et elles s'humanisent. Mais toi, que vas-tu faire maintenant ? tu sais ce que je t'ai promis ?

— Je tiendrai mes promesses comme tu tiendras les tiennes, répliqua vivement Liévin. Tu m'as juré que tu me livreras cette belle aristocrate Marie-Thérèse qui loge chez la centenaire Capeluche.

— Oui, dit Pourvoyeur avec son ignoble sourire, tu veux l'épouser comme le vertueux Marat épousa sa femme, *à la face du soleil, un jour qu'il faisait beau.*

— Que t'importe, répondit le fou avec gravité. Je sais ce qu'elle est et j'ai juré que je mettrai à mes pieds tous les aristocrates de ma province, et cela, Rose l'a juré aussi. Alors tiens ta promesse, je tiendrai la mienne. Je veux que ma sœur soit ta femme, parce que tu es un misérable et que je ne rougirai pas en ta présence, tandis que Victorien Descluziers est un homme austère que je serais obligé de respecter. Livre-moi celle qu'on nommait chez nous mademoiselle Marie-Thérèse de Lugnières, livre-la-moi ce soir, demain je tuerai Victorien, je l'ai promis, et je verrai couler son sang.

Il s'arrêta et regarda autour de lui ; il se baissa de nouveau comme s'il écoutait et se releva en frissonnant. Ses yeux étaient devenus ha-

gards, ses joues avaient pâli sous la couche de hâle qui les couvrait.

— Du sang ! murmura-t-il d'une voix rauque, du sang !... N'entendez-vous pas des cris de femmes et d'enfants, des chansons patriotiques, là, derrière la muraille. Ah ! ça ira ! ça ira ! du sang... je vois bien du sang, Mais les cris ! c'est plus horrible encore. Ah ! comme il coule, ... il passe sous les portes. Le voilà, il baigne mes guêtres, le sang ! il me poursuit !

Il tira son sabre, bondit vers la muraille et y mesura quatre fois la hauteur de son arme.

— Il y en avait haut comme cela, des cadavres, à la Force, en septembre, murmura-t-il. Tous sans tête, et de ces cous ouverts coulait du sang, du sang ! Ah ! que de sang ! Et cet enfant, tout rouge, là, caché derrière les cadavres. Qu'est-ce qu'il faisait là, ce petit Liévin de Mimont, à la Force, au 3 septembre ? Ah ! je l'ai pris. Le sang avait monté jusqu'à mes genoux. J'ai tué deux citoyens qui voulaient m'empêcher de l'emporter et l'égorger. Et me voilà. Eh ! enfant-aristocrate, dis si ce n'est pas vrai.

Mais en dirigeant son regard vers la fenêtre près de laquelle se trouvait l'enfant, il s'arrêta brusquement, et sa voix devint plus rauque encore :

— Ah ! le voici, celui qui ne voulait pas tuer et qui regardait tuer les jeunes filles. C'est lui qui a fait sauver mademoiselle de Lugnières. Ah ! ne lui dis pas qu'elle lui a échappé et qu'elle est ici. Il me la prendrait, et je te tuerais, misérable Pourvoyeur !

Il agita son sabre d'un air menaçant vers la fenêtre ouverte, dans l'embrasure de laquelle un profil fier venait de se dessiner en paraissant s'avancer vers l'entrée de la maison.

VII

UN FILS DE LOUIS XV ET UN MUSICIEN.

Quelques instants après, un personnage de haute, élégante et vigoureuse stature, ouvrit d'un coup de pied la porte de la pièce où se trouvaient nos personnages. Mais à peine eut-on le temps de l'apercevoir. Montbayard s'était jeté sur lui. L'élan avait été tellement violent, l'attaque tellement inattendue, que, bien que le survenant fût renommé dans tout Paris pour sa force herculéenne, bien que la troupe des gardes du corps de Robespierre et les gens de main des Jacobins et de la Commune aimassent à voir en lui une

belle incarnation de l'irrésistible vigueur de la Révolution, il fut renversé.

— Scélérat, hurlait Montbayard, vil bâtard d'un tyran, du plus corrompu de tous les tyrans ! toi, plus corrompu encore que ton père Louis XV, je te connais bien. Tu veux me prendre ma fiancée Marie-Thérèse ! Tu es mort.

L'homme renversé avait en vain fait effort pour se relever. La pointe du sabre qui cherchait sa gorge effleurait son épaule, lorsqu'un nouveau personnage vint paraître à la fenêtre, attiré peut-être par les cris de Montbayard. On ne distinguait nul trait du visage, on voyait seulement un vieux chapeau de paille, entouré de cent rubans flétris et de fleurs fraîches. Puis on entendit, joué sur la guitare, l'air doux et mélancolique de la chanson : « *Je l'ai planté, je l'ai vu naitre.* » Bientôt sur ce même air une voix fraîche et vibrante chanta l'une de ces *romances* sentimentales qui étaient alors à la mode en même temps que le bruit de la guillotine.

Vous qui vantez l'amour fidèle,
Cœurs sensibles et généreux,
Venez admirer le modèle
D'un amour tendre et malheureux.

En entendant cet air et cette romance, Montbayard se redressa légèrement et desserra les doigts qui tenaient l'inconnu à la gorge. Celui-ci essaya de se soulever, et sa main chercha ses pistolets ou son stylet, que la violence de sa chute avait fait sauter de sa ceinture. Montbayard s'en aperçut et resserra ses doigts. La tête ornée du chapeau de Némorin continua :

A peine au printemps de son âge,
L'ingénue et belle Bobi
Par les nœuds d'un doux mariage
Est unie à son jeune ami.

Cette fois Montbayard se releva d'un bond, et avant que son antagoniste se fût redressé sur le coude, il avait sauté par la fenêtre. La voix s'éloigna en continuant sa chanson :

Mais, ô malheur, à l'instant même
Qu'elle va passer dans ses bras,
L'amant qui l'adore et qu'elle aime
Sent les atteintes du trépas.

Le petit Liévin, en voyant son étrange protecteur sauter par la fenêtre, s'avança vers la porte. Il s'arrêta un instant devant l'étranger, lui jeta un regard froid et impassible, mais d'une étrange pénétration, puis se baissa et ramassant subtilement et sans que per-

sonne le vit un petit poignard très-effilé et à garde carrée que ce personnage avait laissé tomber pendant la lutte de Montbayard, il le cacha entre sa chemise et sa peau, et disparut. La chanson devenait de moins en moins distincte :

Sous le coup fatal il succombe,
On le porte au dernier séjour ;
Bobi le suit, et sur sa tombe
Elle habite depuis ce jour.

Pourvoyeur avait considéré la scène précédente avec un sourire de satisfaction. Mais aussitôt que Montbayard fut éloigné, il se précipita vers l'étranger comme pour l'aider et le relever. Celui-ci le repoussa, se redressa, et d'une voix sèche et sonore, d'une de ces voix qui semblent faites en même temps pour le commandement et la raillerie, il lui dit :

— Tu ne t'es pas trop pressé de venir à mon aide, Pourvoyeur. C'était un concurrent de moins, mon garçon, hé ! si j'avais été tué, et un concurrent qui vaut un maître, n'est-ce pas, drôle ! Il me prend je ne sais quelle envie de chanter sur ton dos le *Te déon* raboteux. Mais ce sera pour plus tard, faquin. Je vois sur ta face de Basile révolutionnaire que tu te réjouis de mon aventure. Si je pouvais croire, mouche de ruisseau, que tu y fusses pour quelque chose, je te ferais faire le plongeon. Mais Maximilien et moi nous avons encore besoin de toi pour quelques jours ! Après quoi, pitoyable chenapan, je ferai couvrir ton nez de pichenettes par un essaim tout entier de vieilles tricoteuses, ta digne parenté, plat-pied démocratique ; — mais voilà deux mots qui font double emploi, — et je te ferai jeter dans les boues puantes de la Bièvre.

Et, sans s'inquiéter de la fureur folle du vaniteux tyran, il alla ramasser ses pistolets dans les jambes de Pourvoyeur.

— Tiens, mon stylet a disparu ! Me l'aurais-tu volé ? coquin de basse fosse ! Qu'importe, je te le laisse. Je le remplacerai par celui de la calomnie dont vous autres, plats-gueux démocratiques — encore un double emploi — m'avez appris le maniement et où je suis passé votre maître. Tiens, dit-il en regardant Pierre-Jacques Bry, qui s'effaçait de son mieux, quelle est cette autre face patibulaire. Je veux gager que c'est ton secrétaire. Il a une mine de scribe de galère.

Il alla tranquillement vers l'ancien huissier, le prit sous les bras et le portant, comme il eût fait d'un enfant, au-dessus de la fenêtre, il le laissa tomber dehors. Puis, fermant la croisée, il revint vers Pourvoyeur.

— Ton peuple, prince de banlieue, me fait l'effet d'être curieux, il y avait déjà vingt têtes qui s'avançaient toutes réjouies à la pensée

que j'allais te donner les étrivières. Les sujets d'un roi ou d'un jacobin sont toujours les mêmes, d'une ingratitude ineffable ! Maintenant, qu'est-ce que ce fou furieux, qui travaillait de si bonne grâce, hé ! à me couper la gorge, voulait dire avec Marie-Thérèse. As-tu ici une jeune fille noble de ce nom-là ?

— Je ne m'occupe pas des jeunes filles, répondit Pourvoyeur en grondant.

— Tant pis pour toi, rustre immonde.

— Et j'imagine que ce n'est pas pour que je te renseigne sur quelque pécore d'aristocrate que Robespierre, en un moment comme celui-ci, t'a envoyé vers moi ?

L'étranger éclata de rire.

— Me voilà donc l'ambassadeur de Robespierre, dictateur français, auprès de très-haut et puissant Pourvoyeur, prince de Meudon ! Tiens, mais au fait, c'est vrai ! ce que c'est que de nous ! Robespierre à qui j'eusse peut-être confié mes enfants à fouetter, et Pourvoyeur qui eût été honoré de laver ma vaisselle ! Donc, c'est vrai, Maximilien m'a donné une commission pour toi et il paraît même que de cette commission dépendent la vie de Robespierre et le succès de ses projets pour après-demain. Mais crois-tu donc, pauvre sot, que je fais passer les affaires, la vie, le salut de Maximilien et de la République avant mes fantaisies et mon intérêt !

Cette fois, c'était trop fort. Pourvoyeur, quelque avili, tyrannique et ambitieux qu'il fût, avait un fond de sincérité, il s'était enivré des grands mots qu'il avait appris à prononcer et, son intérêt personnel aidant, il en était venu à croire à la sainteté de la démocratie, à la divinité de la République ; il partageait la superstition qu'il avait contribué à créer. Il représentait en cela un type commun alors, et sans l'existence duquel cette époque est incompréhensible.

A force de se livrer à l'ivresse de l'enthousiasme, les chefs de la démocratie étaient restés comme *alcoolisés* d'enthousiasme, et ils adoraient sérieusement l'idole d'argile qu'ils avaient pétrie. Quant à la populace démocratique, comme on lui avait enlevé tout autre culte, tout autre occasion de vénérer, de respecter, d'adorer, elle avait fait de la Révolution son Dieu, et des maîtres révolutionnaires des pontifes vénérés.

En voyant toucher à ces objets de son respect, en entendant traiter si légèrement les choses saintes, le salut de la République et de Robespierre, Pourvoyeur perdit patience. Il mit la main à son sabre.

— Tiens, tiens, dit l'étranger, un simulacre de courage ! ce n'est pas possible ! Je gage que cela ne va pas continuer.

Et avec une hauteur indicible, avec une tranquillité et une insolence que rien ne peut rendre, il s'avança vers le président du Comité révolutionnaire et lui tira l'oreille. Pourvoyeur poussa un cri, se recula, enleva son sabre du fourreau et revint vers son ennemi. Celui-ci, les bras croisés, la bouche railleuse, le regard inquisiteur comme s'il assistait à un spectacle, resta immobile. Le président, lancé sur l'étranger, lui porta la pointe du sabre à l'épaule sans que celui-ci bougeât. Puis Pourvoyeur hésita, et, avec un geste de fureur, il jeta son arme sur le sol et la piétina dans l'accès d'une rage qui se sentait impuissante.

— Je le savais, dit l'étranger. Tu me hais comme tu n'as jamais rien détesté, — et tu as pourtant le cœur bien porté à la haine, — et tu n'oses pas me toucher. Veux-tu que je te débrouille les pensées qui ont traversé ton immonde cervelle, plat-gueux ? Elles se résument toutes en ceci : Si je le tue, Maximilien, défiant comme il est, croira que c'est uniquement par jalousie que je l'ai fait périr et pour me débarrasser d'un rival d'influence et de faveur. Quoi que je puisse affirmer, il ne voudra pas croire que son favori est indigne et qu'il l'a insulté devant moi, lui, Maximilien, Maximilien lui-même et la République ; non, quoi que je puisse affirmer, Robespierre ne croira rien contre son favori, il me prendra en haine, et, dès lors, non-seulement je perds les chances de grande fortune que me promet l'amitié du futur dictateur, mais je m'expose presque sûrement à la guillotine, car Maximilien est implacable pour ceux de ses serviteurs qui abusent ou se montrent indignes de sa faveur.

Il éclata de rire.

— N'est-ce pas du premier bon, continua-t-il, de voir ces misérables, non-seulement se couper le col les uns aux autres, mais trembler l'un après l'autre sous le coup de la Terreur qu'ils ont créée, dont ils sont les agents et dont ils se croient les maîtres.

Il enveloppa Pourvoyeur d'un regard hautain et méprisant.

— Au moins, reprit-il, tu m'as prouvé que si tu es une brute et un lâche, tu n'es pas un imbécile. Je t'emploierai dans les ambassades, mon garçon, quand j'aurai renversé du pied l'escabeau qui me sert à monter, et par cet escabeau j'entends Maximilien, ton Dieu, pour qui je créerai un ministère, le ministère de la canaille. Allons, espèce, reprends tes esprits, je te donne cinq minutes. Sur-tout, tâche de te rappeler ce qui concerne cette Marie-Thérèse dont ce fou, ton complice, a parlé.

Et pirouettant sur ses talons, il se promena de long en large, sifflant l'air de la Monaco, baillant et chassant de l'ongle quelques grains de poussière qui miroitaient sur sa carmagnole en fin drap bleu de ciel. Un gilet tricolore à larges revers, qui laissait voir une

fine chemise de batiste sur laquelle pendaient les bouts d'une cravate en dentelle de Malines; un bonnet rouge, d'un tissu extrêmement fin; des culottes en peau d'un grain très-menu, d'une nuance jaunâtre, d'une souplesse extraordinaire, et dont le porteur laissait dire volontiers qu'elles étaient en peau humaine; des bottes à retroussis jaunes, à talons ornés d'éperons; enfin une ceinture rouge qui soutenait un beau sabre de cavalerie et une paire de pistolets à crosses damasquinées d'argent complétaient son costume.

Il le portait avec une grande aisance, et il passait pour le plus beau et le plus élégant des révolutionnaires. Les Jacobins le chérissaient à cause de sa beauté, dont ils étaient naïvement fiers. Il est vrai que Barbaroux, l'Antinoüs de la Gironde, si fier de ses succès auprès des belles et si exposé aux vivacités de l'admiration de Manon Phlipon, femme Roland, avait souvent considéré avec colère ce type de beauté noble auprès duquel il se voyait tel qu'il était réellement, un bon, grand, gros bourgeois, uniquement fait pour ravir les cœurs de toutes les Manon, de toutes les Phlipon et de toutes les femmes Roland.

A côté de Pourvoyeur, un autre type, lui, un représentant du prolétariat et de la force démocratique, notre étranger symbolisait mieux encore la beauté, la force, la distinction de ces mâles races que produit l'aristocratie quand elle sort à peine de l'exercice du commandement militaire et qu'elle n'est pas encore tombée dans la courtisanerie.

Il était de fort haute taille. Son visage reproduisait cet admirable, ce fier et délicat profil de Louis XV, mais plus net, plus accusé, poussé en énergie, et toute cette face, qui rappelait les traits de jeunesse de l'avant-dernier roi, était rendue plus frappante encore par un teint plus vif, par un rayon plus ardent dans l'œil brun, par toutes les qualités qu'avaient pu joindre à la beauté royale les grâces vigoureuses d'un riche et noble sang méridional.

Ce personnage était bien, en effet, un fils naturel de Louis XV. Il était, au moment où nous le présentons au lecteur, âgé de plus de trente-cinq ans. Il y avait en lui des élans étranges que l'on n'a pas bien expliqués, des luttes intérieures qui s'étaient toujours résolues dans le sens d'une aide considérable apportée à la Révolution. Il avait eu en ses mains le sort de Louis XVI et on pouvait le considérer comme le principal, le véritable assassin de l'honnête roi. Il paraissait, depuis lors, avoir rompu avec tous ces combats intimes qui avaient rendu, au début de la Révolution, sa physionomie si curieuse à étudier.

Il était devenu un des plus énergiques favoris, gardes du corps et conseillers de Robespierre. Celui-ci estimait en ce courtisan d'é-

nergiques qualités qu'il n'avait pas lui-même. Et ce favori du maître commun était arrivé à faire taire la jalousie dans la petite et grande cour de Maximilien, à dominer parmi les forts gourdins du numéro 366 de la rue Saint-Honoré, comme parmi les Jacobins, en portant à l'excès tous les vices qui distinguaient les uns et les autres. Il avait poussé aussi à l'extrême tous les défauts de sa race, de son sang et en avait détruit soigneusement toutes les qualités. Il prétendait que la Révolution avait déchaîné la bête humaine, et il affirmait que la victoire définitive appartiendrait à la plus déchaînée de toutes les bêtes. Il joignait à cette théorie d'émancipation universelle une intelligence hors ligne, un sang-froid complet, une habileté rare, une force et une beauté admirées. Il ne dissimulait pas qu'il succéderait à la République après que les républicains auraient fini de la tuer, mais il avait soin de ne jamais parler franchement de ses projets que quand ses paroles ne devaient pas être répétées ou, répétées, ne pourraient pas être tenues pour sincères.

On le connaissait sous le nom de Vingt-et-un-Mai, de capitaine Tambour, de citoyen Front, selon qu'on voulait faire allusion à tel ou tel de ses exploits révolutionnaires¹.

— Eh bien, bon drille, dit-il en regardant attentivement Pourvoyeur, es-tu revenu à tes coquinerie ordinaires? Il me semble que ton odieux visage est rentré dans sa laideur habituelle, sans supplément de rage. Voyons, et cette jeune fille?

— Je n'aurais, pour me venger et te faire entrer en rage, dit Pourvoyeur d'une voix sombre, qu'un mot à dire, qu'un nom à prononcer, le nom de l'avant-dernier Capet.

— Ne le dis pas! cria l'homme en bondissant sur lui et en lui saisissant les bras avec une force qui fit pousser un cri au vigoureux démocrate. Raille-moi, insulte-moi, je te le permets, tant je te méprise; mais pas cela, pas ce nom! Tu ne saurais comprendre pourquoi, misérable drôle! Pas un mot de cela, ou tu es mort! J'étranglerais Maximilien lui-même, quelque besoin que j'aie de ce marchepied! Mais — et sa voix perdit peu à peu de son âpreté, pour reprendre la légèreté railleuse, le son métallique qui lui étaient habituels — les deux qui restent encore au Temple, le fils et la fille de Louis XVI, le petit-fils et la petite-fille de l'autre, sont ma part de la victoire dans trois jours. Robespierre me les a promis, et dans trois jours, dans quatre jours (car il faudra bien un jour pour savourer

¹ Ce personnage a fait souche d'honnêtes gens et je tais son nom, qui est de bonne noblesse d'Auvergne. Les historiens de la Révolution parlent peu de cet enfant naturel de Louis XV. J'ai pu pourtant réunir des renseignements certains sur cet homme — monstre ou vengeur? — dont la situation m'avait frappé. Il est bien vrai que sans lui Louis XVI aurait pu être sauvé.

ma vengeance), l'on pourra dire ce que l'on voudra. J'aurai perdu mon unique faiblesse, je serai invulnérable; j'aurai vengé la honte de ma mère.

— Soit. Mais retiens-le, moi aussi je veux me venger, me venger de tes injures, répliqua Pourvoyeur de sa voix toujours rude, et en regardant son antagoniste en dessous, à la façon de la bête enchaînée qui gronde sans oser attaquer.

— Tu as bien tort de le dire, triple sot. On fait ces choses-là, on ne les dit pas. Va, je crains bien que tu ne paraisses pas même bon à être ambassadeur. Voyons ! Et cette jeune fille ?

Pourvoyeur secoua la tête.

— Je te dis, drôle, s'écria son interlocuteur, que j'ai des vues sur elle, des vues que tu peux bien connaître. Je veux l'épouser, il faut que je l'épouse.

— Tu es marié, tu as un fils, et tu dis que tu ne crains pas ma vengeance ?

— Niais ! Je veux donc épouser Marie-Thérèse de Lugnières, et il y a longtemps que j'ai fait cet arrangement-là. Je l'avais vue ; elle me plaisait. Elle était richissime. Je l'ai sauvée de la Force, pendant que toi et tes pareils égorgiez une foule de vicilles femmes et de vieux abbés. J'étais encore jeune alors. Elle pleurait tellement, à l'idée de laisser là-bas, exposé à tes coups, un enfant, Liévin de Mimont (son parent), qu'on avait pris comme elle aux Tuileries, et emprisonné avec elle, que, voulant lui plaire, je rentrai pour sauver l'enfant. Je ne le trouvai plus, et quand je revins à l'endroit où j'avais laissé et caché la jeune fille, l'oiseau était envolé. S'était-elle sauvée ? avait-elle été reprise et égorgée ? J'ai fait quelques recherches sans résultat, mais je n'ai jamais oublié Marie-Thérèse de Lugnières ! Marie-Thérèse n'est pas un nom bien commun, et c'est celui que cet homme a prononcé ici au moment où j'entrais.

Pourvoyeur continuait de secouer la tête.

— Je suis bon prince, tu vois ; je t'explique les choses par le menu ; fort bon prince, eh ! eh ! quand on a besoin des gens ! Je ne te dis pas que cette enchanteresse me plaît, pourtant c'est vrai. Mais parler d'un tendre sentiment à une face pareille, pouah ! Je ne te dis pas non plus qu'elle est destinée à être prodigieusement riche. Tu comprendrais mieux cela ; mais que peut faire la fortune...

— A un homme qui doit posséder la France entière ? dit ironiquement Pourvoyeur.

— Justement ; tu comprends les choses... Voilà l'ambassade qui remonte sur l'eau, beau sire. Mais, outre qu'avec des coquins comme toi et les tiens, qui dominez la situation actuelle, et à qui l'on a toujours à demander quelque ignoble service, il faut avoir de quoi

graisser la patte, j'ai besoin de cette riche fille pour mieux tromper ton dieu Maximilien.

— Ah! fit Pourvoyeur, qui reprenait peu à peu son sang-froid. Et tu crois, citoyen Front, que je vais ainsi te fournir des armes pour plonger Robespierre et la république dans l'abîme?

— Niais! Je veux bien essayer de te prouver que tu dois le faire; puis, si tu ne me les fournis pas, ces armes, je te les prendrai. Tu sais quel est le plan de Maximilien. Il veut continuer à habituer la populace à ne voir que lui seul; il veut se trouver au pouvoir suprême sans y être arrivé. Me comprends-tu? Il veut qu'on l'y voie sans qu'on l'ait vu y marcher. Il croit que le bon peuple démocratique n'est pas encore assez habitué à le voir à la tête et seul en avant. Il a la ténacité et la patience de l'ambition anglaise, et il a bien étudié la vie de son compatriote Cromwell, ce monsieur de Roberspierre. Il a donc décidé, en attendant mieux, que la France sera régie par un conseil de gouvernement dont Maximilien sera le président. Saint-Just aura l'exécutif, Couthon l'extérieur. Et voilà le triumvirat en apparence, la dictature en réalité. Robespierre, qui songe à l'avenir, et qui veut avoir une cour et une noblesse démocratique dont tu seras, coquin, eh! eh! si je le permets, sent bien que ce ne sera pas en volant les biens des aristocrates, en les éparpillant et en les donnant à de sales vilains magots comme toi, qu'il reformera une société décente. Il faut faire venir ces biens aux mains des amis de Robespierre, sans les gaspiller, et par des moyens usités et de bon ton, comme de tuer les pères et les frères et de faire épouser les filles et héritières à des gens d'esprit que l'ambition aura ralliés à mon dit seigneur le président du conseil du gouvernement de la république française. Pouah! comme si un titre aussi long avait quelque chose de français! Ne trouves-tu pas, Pourvoyeur, que ce qu'il y a de plus répugnant dans tous ces révolutionnaires, c'est leur cuistrerie et leur pédantisme lourdaut? Mais je reviens, et je te dis que Maximilien désire me voir épouser cette jeune fille, parce qu'elle est riche; moi je n'y répugne pas, à cause de cela, et parce qu'elle m'a séduit. Puis (et voilà le fin du fin), en me voyant prendre cette belle épouse, qui me rendra un des riches propriétaires de France, ton Maximilien, qui est défiant, s'imaginera qu'il n'a rien à craindre de mon ambition, quand il me verra si bien gorgé, tandis que si je restais un pauvre sire, jamais il ne me croirait assez simple pour vouloir en demeurer là? Me comprends-tu? m'écoutes-tu?

— Je t'écoute comme si nous étions unis par le titre sacré de frère, Vingt-et-un-Janvier, et je te comprends autant que la créature éveillée brusquement peut comprendre le soleil qui lui brûle les yeux. Mais — et je le jure sur les mânes de Barra et de Viala, et de

tous les martyrs de la liberté—cette jeune vierge n'est pas ici. Cette Marie-Thérèse dont parlait ce fou furieux, tu te rappelles qu'il la nommait sa femme, c'est une paysanne coquine qui a rendu ce soldat fou à force de jalousie. Quant à cette jeune aristocrate dont tu es épris, je crois bien me souvenir de ton aventure, et je te jure par le bonnet auguste de la liberté que la prochaine décade ne se passera pas sans que j'aie retrouvé ses traces.

Vingt-et-un-Janvier jeta sur son interlocuteur un regard railleur; puis son visage redevint impassible.

— Et maintenant, continua Pourvoyeur, veux-tu me dire quelle est cette commission dont Maximilien t'a chargé pour moi? Elle doit être importante, pour qu'il ait dérangé un homme comme toi, à une heure aussi matinale. Hâte-toi. Tu le sais, les moments sont précieux. Il faut tout préparer pour que décadi prochain, dans trois jours, Maximilien trouve tous ses ennemis sans force et abattus. J'ai ici à suivre une trame importante, et j'ai promis à la démocratie de Meudon, dont j'ai besoin d'enflammer le zèle, un discours que je vais prononcer, et qui va enthousiasmer sa sensibilité.

— Tu as raison, Pourvoyeur. Voici le billet que Robespierre m'a donné pour toi.

Il lui remit un papier plié, non cacheté. Pourvoyeur ne put s'empêcher de tressaillir et ses yeux s'illuminèrent de joie, en voyant cette petite écriture, naturellement rondelette et régulière, que les circonstances avaient rendue aiguë, fiévreuse, impatiente, sans qu'elle pût perdre complètement pourtant ses allures formalistes et réglées. Robespierre avait vraiment quelque chose de saint et de vénérable pour ces natures brutales, grossières, exaltées, corrompues et dévouées qui l'approchaient; et il est difficile de rendre tout ce que Pourvoyeur avait souffert en entendant maltraiter son idole par les railleries de ce muscadin.

Il s'était promis d'en tirer une rude et raffinée vengeance, et il s'était tu à force d'énergie morale, en comprenant qu'il avait les bras liés par l'infatuation de Robespierre en faveur de ce faux républicain.

Le billet contenait ces mots :

« Le capitaine Tambour te dira de quoi il s'agit. Sois actif, zélé et habile. Le salut de la république et le mien, le tien et celui de tous les bons patriotes, dépendent de la réussite. Je compte sur toi, Pourvoyeur.

« ROBESPIERRE. »

Pourvoyeur plia le précieux billet d'une main qui tremblait d'aise, et il le plaça entre chemise et chair avec un geste à la fois pieux et

fier; puis relevant son front, qui respirait l'ardeur et la résolution :

— Parle, Vingt-et-un-Janvier. Je suis prêt à tout. Oublions nos querelles, pour nous rappeler seulement que nous avons à sauver Maximilien et la république. J'estime ton courage et ta haine des Capets. Parle, dis-moi quelle est cette commission. Je jure de réussir !

— Quelle commission? répondit Vingt-et-un-Janvier avec un flegme railleur. Je le jure sur les mânes de Barra et de Viala, et de tous les martyrs de la liberté, j'ignore de quoi tu veux parler. Je crois bien me souvenir que Maximilien m'a parlé de quelque chose te concernant, et je te jure par le bonnet de la liberté que la prochaine décade ne se passera pas sans que j'aie retrouvé ses traces.

Il éclata en un rire si franc et si insolent, et cette réponse était tellement inattendue, que l'Observateur de l'esprit public resta un instant abasourdi.

— Triple niais! continua l'autre en s'éloignant. As-tu entendu nommer un procureur nasillard, qui ne parlait jamais mieux du nez que quand il se préparait à mentir et à voler plus outrageusement que d'habitude? Vous autres, vils orateurs d'égout, cuistres de démocratie, vous vous décelez vous-mêmes, et quand on vous entend employer les mots les plus sonores et les plus pompeux de votre grotesque vocabulaire, on peut gager que vous allez redoubler d'hypocrisie. Quand tu as invoqué le bonnet de Viala et les mânes de la liberté, j'ai eu la certitude que tu connais cette jeune fille.

— Mais, s'écria Pourvoyeur avec angoisse, si cette jeune fille était nécessaire à la réussite de nos plans. Suppose qu'elle est indispensable, comme un appât dans une souricière.

— Adieu. Quand tu auras retrouvé cet appât, je retrouverai la commission.

Il continua son chemin. Arrivé à la porte, il se retourna. Pourvoyeur l'ajustait avec son pistolet, mais d'une main hésitante.

— Tu me manqueras, mon garçon, et tu empireras tes affaires. J'ai déjà éveillé la méfiance de Maximilien, et au premier geste que tu fais contre moi, tu seras convaincu d'hébertisme! Et penser que la France a été jouée et gagnée par des nigauds de cette trempe!

Il sortit de la maison en éclatant de rire, regarda avec une gaieté impertinente cette petite assemblée d'ouvriers hébétés, de paysans prudents et de bourgeois craintifs, qui se grillaient au soleil et parlaient respectueusement à mi-voix, en attendant qu'il plût à Pourvoyeur de venir débiter le discours promis.

— Après tout, murmura-t-il, voilà la France; et dès lors, pourquoi les Robespierre et les Pourvoyeur ne la domineraient-ils pas?

Il se dirigea vers son cheval qu'il avait confié à la garde d'un ci-

toyen. Le citoyen avait cédé son poste à un enfant porteur d'une guitare, qui attacha sur Vingt-et-un-Janvier un regard étrange. Celui-ci donna à l'enfant un assignat d'une livre que le petit porte-guitare jeta dans la poussière, et un coup de pied à Jacques Bry, qui rôdait autour de l'animal. Il sauta lestement en selle et se précipita au galop dans la route qui descendait vers le Val.

Quand il eut perdu Meudon de vue, il quitta la route et conduisit son cheval au pas dans les sentiers tracés au milieu des vignes. Il marcha quelque temps en regardant à droite et à gauche, puis il sauta à bas de sa monture. Il venait d'apercevoir à mi-côte une excavation qui existe encore aujourd'hui, et qui, alors comme aujourd'hui encore, était obstruée d'arbrisseaux, de ronces, et abritée par les branches tombantes de cerisiers et de marronniers poussant sur la déclivité.

Il prit son cheval par la bride et le conduisit jusqu'au fond de l'excavation. Il le caressa, lui parla, le bouchonna avec des branches, et remonta. Il s'orienta un instant, et, courbant sa grande taille, il regagna les abords du bourg.

Il se cacha dans un enclos abandonné qui avoisinait l'église, et duquel, avec quelques précautions, on pouvait voir ce qui se passait devant la porte de Pourvoyeur.

Quelques instants après qu'il avait eu quitté la maison de ce dernier, on avait vu apparaître au bas de la rue des Princes le Sagamore, marchant de son pas rapide, et le regard à terre, comme un homme qui suit des traces invisibles pour tout autre. Il suivait une piste en effet : il avait rencontré en chemin Vingt-et-un-Janvier. A son aspect, après avoir constaté la route que paraissait vouloir suivre le cavalier, il était retourné sur ses pas et s'en revint vers Meudon, à la suite de l'homme.

Il s'arrêta à la maison de Pourvoyeur, et sans rien dire, sans demander nul renseignement, toujours l'œil baissé, il s'éloigna et fit ce qu'on nommerait, s'il s'agissait d'un chien de chasse, une randonnée. Il arriva à la place où le cheval avait été tenu en bride.

Il trouva là l'enfant à la guitare, celui que Montbayard appelait l'aristocrate. L'enfant fixa sur Sagamore son regard si étrangement froid, et qui s'adoucit pourtant après s'être arrêté quelque temps sur la face énigmatique du garde-bois. Il paraissait évident que ces deux êtres n'étaient pas étrangers l'un à l'autre. Pourtant l'homme ne demanda rien, l'enfant ne prononça pas un mot. Sagamore reconnut la direction qu'avait prise le cheval et la suivit.

VIII

COMMENT ON PARLAIT AUX RÉPUBLICAINS EN CE TEMPS-LÀ.

Pourvoyeur était resté comme hébété après la sortie du favori de Robespierre.

— Il est plus fort que moi ! murmura-t-il. Mais patience, il fera bien un jour quelque imprudence. D'ailleurs je vais rendre aujourd'hui à Robespierre assez de services pour qu'il ne doute plus de moi, pour qu'il m'estime, et pour pouvoir parler haut à mon tour. Mais cette commission, cette chose que je dois faire, et qui, faite ou non, doit sauver ou perdre la situation ! Voyons, voyons, ne perdons pas le sens. J'ai deux mesures à prendre immédiatement : cacher cette jeune aristocrate aux yeux de cet homme immoral, puisque cette jeune fille est nécessaire pour attirer ici un homme qui est peut-être un des chefs de la faction monarchique et de la Conspiration de l'étranger ; en second lieu, il faut avertir Maximilien.

Il ouvrit la fenêtre et appela le secrétaire-greffier.

— Tu vas, dit-il, ordonner, au nom de la république, à la ci-devant Marie-Thérèse Lugnières, qui demeure chez la centenaire Capeluche, de ne pas sortir de chez elle pour quelque cause que ce soit, ou la mort. Puis tu me trouveras un émissaire sûr à envoyer immédiatement à Paris. Moi, je vais parler au peuple. Annonce aux citoyens assemblés que je sors à l'instant même.

Quand Pourvoyeur reparut sur le pas de sa porte, une bonne partie du bourg était rassemblée. Il avait suffi pour cela d'indiquer que le proconsul le désirait, qu'il allait parler ; et parmi ceux que la curiosité ou le patriotisme n'eût pas appelés, aucun n'osa manquer à la convocation. Faire faute d'obéir eût été s'exposer sûrement à être taxé pour le moins d'égoïsme, d'indifférentisme, et de manque de zèle, d'amour pour la Révolution. On entraît dès lors dans la catégorie des suspects, sous cette classification qui menaçait de milliers de citoyens en prison ou à la guillotine : *On était suspect d'être suspecté d'incivisme.*

Éleuthérophile était revenu. Il se tenait respectueusement devant la porte, en attendant que le président du Comité révolutionnaire sortît, pour lui rendre compte de sa mission.

— Eh bien ? demanda Pourvoyeur à mi-voix.

— Citoyen président, le vieillard vénérable a été reçu.

— Par qui ?

— Par une femme entre deux âges qui porte sur ses traits les signes de l'austérité plus que les traces augustes de la maternité.

— Ah ! oui, la vieille servante Manon. Et prends garde de m'induire en erreur, il y va du salut de la patrie et du tien ; veille donc bien à tes paroles. Ici le moindre signe est d'une importance suprême. Qu'a-t-elle dit ? quel geste a-t-elle fait en voyant le vieillard ? Réfléchis bien, et montre-moi si tu es un observateur digne de servir la république dans les plus hautes fonctions, ou un simple pédant bon pour être régent dans une école de village.

— Eh bien, dit Éleuthérophile après quelque réflexion, oui, il me semble bien que la femme austère a laissé échapper un de ces gestes que la surprise arrache à l'émotion, et que la prudence contient, mais trop tard pour que l'œil de l'homme doué du génie de la perspicacité ne puisse le saisir, et en conclure, par un effort de son jugement, et en tirant la conclusion d'un dilemme soulevé dans sa judiciaire, par le geste échappé au premier mouvement de...

— En un mot, la vieille servante a reconnu le vieillard, et elle a voulu cacher qu'elle le connaissait ?

— Tel est du moins l'argument, la thèse, ou plutôt l'hypothèse, qu'un esprit sagace, profond et persp...

— C'est bien, Éleuthérophile ; tu n'es pas entièrement imbécile. J'en sais assez. Va reprendre ta place.

Le ci-devant maître ès arts s'éloigna courbant le front, qu'il releva bientôt. Il avait depuis longtemps bu toute honte, et depuis longtemps aussi la fierté avait cédé la place au lâche désir de vivre, fût-ce dans la boue et dans le mépris, fût-ce au milieu des coups et des insultes.

La figure de Pourvoyeur s'était illuminée. Sa perspicacité allait être récompensée. Les faits se déroulaient comme il l'avait supposé. Il se voyait déjà tenant les fils, ces fils qu'il avait devinés avant même d'entrevoir le premier nœud d'attache, les fils de cette double conspiration qui mettait en danger la république. Il se voyait donnant le pouvoir suprême à son idole, à Robespierre, qui le récompensait en partageant avec lui la puissance, la toute-puissance ! Il avait momentanément oublié le capitaine Tambour.

— Citoyens, s'écria-t-il d'une voix sonore, Meudon est une petite cité ; mais dès aujourd'hui elle va prendre sa place dans les annales des nations, et l'impérissable histoire va la confier, de sa voix d'airain, à la postérité la plus reculée. Meudon va devenir le salut de la France.

« Ne me demandez pas encore de vous dire exactement comment cela arrivera ; je puis seulement déchirer un coin du voile, car

les aristocrates, ces êtres dont l'âme est un tissu d'horreurs, seraient assez lâches pour profiter des renseignements que je donnerais, assez vils pour m'écouter, afin de sauver leur tête immonde, vouée à la guillotine. D'ailleurs, ces serpents rampant dans l'ombre sont assez astucieux pour envelopper leurs trames de voiles qui les cachent à l'œil vertueux des sans-culottes simples et candides.

« Mais le génie de la liberté a illuminé mon esprit. Oui, c'est le génie de la république qui a entr'ouvert pour moi qui suis, comme vous le savez, son enfant chéri, c'est lui qui a entr'ouvert pour mes yeux les portes de l'ancre où toutes les factions réunies, les royalistes, les fayettistes, les fédéralistes, les alarmistes, les brissotins, les hébertistes, les dantonistes, les bourdons, les modérantistes, les indulgents, les accapareurs, forgent les stylets de la ruse et de la calomnie, qui doivent servir à égorger la république et les bons sans-culottes, ces êtres purs comme l'air qu'on respire dans les campagnes.

« Que dis-je, le génie de la liberté ! que dis-je, le génie de la république ! C'est le génie lui-même de Robespierre qui m'a illuminé, ce puissant, auguste et vertueux génie, en qui se sont incarnés les deux autres génies de la Liberté et de la République. »

Testard devint rouge de colère. Il ouvrit les lèvres comme pour protester contre cette extravagante idolâtrie, qui tendait à déifier Maximilien, après avoir divinisé la Liberté. Mais il y avait déjà quelque temps, du reste, qu'elle avait commencé à se répandre, et elle gagnait du terrain, appuyée qu'elle était sur l'instinct monarchique, qui est essentiel à l'âme française, et qui demande toujours un sauveur.

Le maire de Meudon vit donc bien que la divinisation de Maximilien n'excitait dans l'auditoire aucun sentiment, même d'étonnement ; et quoiqu'il fût sincèrement républicain, quoiqu'il fût naturellement brave, et qu'il vit bien clairement poindre l'aube de la dictature, il se mordit les lèvres et courba la tête sous la terreur.

Pourvoyeur le regardait d'un air railleur et agressif, qui développait la colère dans l'âme de Testard, et peut-être celui-ci allait-il se laisser aller à quelque protestation qui l'eût perdu. Pourvoyeur l'espérait, et il comptait se débarrasser ainsi d'un homme qui pouvait le gêner au milieu des événements qu'il supposait devoir se passer prochainement à Meudon.

Un homme déjà mûr, mais au teint frais, à la figure ronde, à l'œil ouvert et riant, quitta l'extrémité du groupe où il se tenait solitaire. Il s'avança vers Pourvoyeur, chacun s'écartant avec une précipitation qui n'était pas sans mélange de dégoût, et comme si l'on eût craint d'être touché, effleuré par lui. L'homme qui était, du reste, fort

proprement vêtu d'une carmagnole de fin drap roussâtre et de culottes en peau exactement pareilles à celles que portait le capitaine Tambour, continuait son chemin en souriant, sans paraître apercevoir ces marques d'effroi et de répulsion.

— Citoyen président, je t'applaudis et je demande à te donner l'accolade fraternelle, en témoignage d'admiration pour l'éloquence avec laquelle tu parles conformément aux principes. En effet, qu'est-ce que disent les principes : le peuple ne peut se tromper. Et cela est si vrai, que les ennemis mêmes du peuple, comme le vil Hérault-Séchelles, qui a glissé dernièrement son nez d'aristocrate à la petite fenêtre, l'a écrit : « La force du peuple et la raison, c'est la même chose. » Or, qu'est-ce qu'écrivaient au divin Robespierre les sans-culottes Peys et Roupillon, président et secrétaire du tribunal révolutionnaire de Saint-Calais, le 15 nivôse dernier : « Robespierre, colonne de la République, protecteur des patriotes, génie incorruptible, montagnard éclairé, qui voit tout, prévoit tout, déjoue tout, et qu'on ne peut tromper et séduire. » Tu le vois, citoyen président, c'est le peuple dans sa sagesse et dans sa force qui a parlé par la voix des illustres citoyens Peys et Roupillon, mes amis de Saint-Calais, et je dis qu'il est dès lors conforme aux principes de considérer Maximilien comme une incarnation de l'Être Suprême, puisque le peuple a constaté qu'il prévoit tout et voit tout, ce qui est l'attribut de la Divinité.

— Sempronius Boudin, dit Pourvoyeur avec une majesté qui n'était pas sans sévérité, tu connais ma faiblesse pour toi, n'en abuse pas. Je consens à te donner l'accolade fraternelle, d'abord parce que tu dis des choses sages, ensuite parce que tes amis, à Saint-Calais, Peys et Roupillon, doivent être de purs et vertueux sans-culottes, mais surtout pour honorer en toi le civisme et l'humanité. Tu es, en effet, le directeur de cette tannerie de peau humaine, fondée ici à Meudon par le citoyen Pélaprat, et visitée le 14 août 1793, approuvée par une commission de la Convention, par la Commission des moyens extraordinaires pour la défense du pays. Tu as ainsi su te mettre au-dessus des vils préjugés de l'Ancien régime, et tu as rendu un service à la France et à l'humanité, en utilisant une matière restée inutile.

— Et dont on fait, cria Sempronius, en frappant sur ses culottes, une étoffe merveilleuse, qui défie toute concurrence de la part des vaches, des chamois et même des porcs, qui étaient jusqu'ici en possession de l'empire des peaux, et que nous avons détrônés.

— Sempronius, prends garde, tu m'interromps encore. Je disais qu'il y a dans ce pays des préjugés contre toi, à cause même des services que tu as rendus à l'humanité. On paraît vouloir te fuir.

Citoyens de Meudon, cela sent le fanatisme, l'intolérance, toutes les superstitions, et je le déclare contraire à l'Égalité, à la Fraternité. Maintenant que j'ai fait cette déclaration, malheur à ceux qui traiteraient désormais Sempronius comme un lépreux. Il n'y a plus désormais d'autres lépreux que les aristocrates.

— Moi, je donne l'exemple, dit l'hercule Agricola, qui revenait en trébuchant. Sagamore m'avait bien secoué, mais sans trahison; j'ai été prendre quelques chopines, et me voilà prêt à mourir de nouveau pour la patrie, Robespierre et Pourvoyeur, et je le prouve en embrassant ce mangeur de charogne.

Sempronius, toujours souriant, fendit de nouveau la foule, qui, malgré les regards menaçants de Pourvoyeur, continua de s'écarter devant lui. Le président allait lancer de plus violentes foudres contre le fanatisme. Un murmure assez fort, et le mouvement des citoyens placés à l'extrémité du groupe, et qui se retournaient vers le bas de la rue des Princes, le vinrent distraire. Il porta ses regards de ce côté.

— Voilà l'Anglais ! l'Anglais, l'Anglais ! murmurait la foule.

Le personnage ainsi désigné s'avancait tranquillement, suivi d'un chien marchant gravement sur ses talons, et le maître semblait aussi indifférent que l'animal à ces murmures qui accueillaient son arrivée.

Il s'approcha de l'extrémité du groupe, donna silencieusement une rude poignée de main à Sempronius, le seul de toute cette foule qu'il parût connaître et estimer, et il se tint immobile, dans la posture d'un curieux intelligent, qui se prépare à écouter avec une attention complète une leçon offrant un intérêt de premier ordre.

C'était un homme jeune encore, grand et maigre, à l'attitude roide, au regard fixe et intelligent. Sa longue figure fine et de la pâleur rosée qui distingue les blonds, son menton carré, sa bouche large, aux dents blanches, aux lèvres pâles et pleines pourtant, ses paupières sillonnées de larges veines bleues, mais surtout l'expression de son visage d'un flegme presque marmoréen, eussent attiré l'attention en tout temps et dans les milieux les plus intelligents. A Meudon, où il était tombé brusquement quelque quinze jours auparavant, et où il paraissait être dans une position équivoque, qui n'était ni l'internement ni la pleine liberté, il était déjà devenu légendaire.

Quand on le voyait passer, marcher lentement, mais la tête droite, l'air réfléchi et l'œil froidement inquisiteur, avec ses grandes bottes à retroussis jaunes, ses culottes de peau de daim, son gilet ajusté, son frac marron coupé carré, et son chapeau rond à forme basse, placé sur ses cheveux rougissants, très-légèrement

poudrés et rassemblés en une petite queue presque toujours immobile, il n'était homme, femme ou enfant qui ne s'arrêtât pour le regarder, en le maudissant. Car ce beau, doux et hospitalier pays de France s'était mis tellement en dehors des lois de toute société et de toute humanité, que l'étranger le plus inoffensif était nécessairement inquiété, par le mépris et la haine qu'il prenait de ce peuple et que ce peuple prenait de lui.

Mais cet Anglais était protégé contre la haine des sans-culottes champêtres par une protection puissante, qui n'était autre que celle de Robespierre, protection occulte, d'ailleurs, et bien dissimulée. Comment et pourquoi? quelles relations existaient entre Samuel Vaughan, jeté, à ce qu'il prétendait, sur les côtes françaises par un naufrage, et Robespierre? C'est ce que nous expliquerons plus tard.

Pourvoyeur croyait, du reste, être le seul habitant de Meudon, et peut-être le seul Français, à connaître ces relations. Et Maximilien lui avait dit, d'une façon énigmatique, que cet Anglais, il le mettait sous sa protection en même temps que sous sa surveillance, car si ce personnage était actuellement ami de Robespierre, il pouvait être, à un moment donné, son plus cruel ennemi.

Samuel Vaughan devait donc être considéré par Pourvoyeur en même temps comme un allié, comme un otage, comme un être bien-faisant et un être dangereux, tout à la fois comme le plus vertueux des hommes et un vil intrigant. Il ne devait pas être molesté, au contraire très-respecté. Son existence serait inconnue aux Comités, à la Convention, et il ne quitterait Meudon que pour venir, à la brune, à Paris, chez Maximilien. Sa correspondance serait d'ailleurs saisie et apportée aux mains de Robespierre. Tels étaient les ordres donnés par ce dernier.

En voyant arriver l'étranger, Pourvoyeur sentit sa verve s'accroître. Cet Anglais n'était-il pas un agent, un espion déguisé de Maximilien, de ce dieu, sans doute, mais de ce dieu de la défiance et de l'inquisition. En outre l'espion, ainsi que plusieurs autres des gardes-du-corps de Robespierre, avait pu deviner quelles négociations celui-ci avait entamées avec cet Anglais; et, dans son grossier dévouement, il croyait que le meilleur aide à donner au futur dictateur était de le vanter à outrance en présence de ce personnage.

— Oui, oui, reprit-il, les illustres citoyens Peys et Roupillon, dont tu es le pur organe, Sempronius, ont raison; et ce qu'ils disent, toutes les trompettes de la Renommée française le répètent dans un concert majestueux, qui réjouit les mânes les plus lugubres. La confiance dont m'honorent l'auguste législateur Couthon et le grand citoyen Duplay, amis du vertueux Maximilien, m'ont permis

de saisir quelques-uns des sons de cette musique civique. Qu'est-ce que disait la Société populaire de Manosque, district de Forcalquier, le 23 prairial dernier : « Robespierre, toi qui éclaires l'univers, fécond créateur, tu régénères ici-bas l'humanité. » Déjà, le 7 mars 1792, la Société populaire de Caen lui écrivait : « Robespierre, père du patriotisme, tu es à ton poste pour défendre tes enfants du Calvados, poursuivis par les stylets de la calomnie. » C'est en 1792 encore qu'on disait déjà qu'il réunit en lui « l'énergie d'un Spartiate et l'éloquence d'un Athénien. » Avant cela encore, en 1790, l'immortel Saint-Just ne lui avait-il pas écrit : « Vous que je ne connais que, comme Dieu, par des merveilles... Je ne vous connais pas, mais vous êtes un grand homme. » C'est sur ces paroles que commença entre ces deux grands hommes l'amitié qui doit régénérer l'univers. Oui, toute la France le sent. Vous avez appris comment ce sage vieillard de Ville-Égalité, autrefois Château-Thierry, lui écrivait, le 30 prairial dernier : « Je vous regarde comme le messie que l'Être Éternel nous a promis pour réformer toute chose. » Et le citoyen Dathé, de Joigny, lui disait aussi : « Tu es la pierre de l'angle du superbe édifice de notre constitution, ne confie qu'à toi-même l'exécution de ton plan. » Car, ainsi qu'on lui écrivait de Paris, en floréal dernier : « Admirable Robespierre, flambeau, colonne, père protecteur du peuple, la couronne, le triomphe vous sont dus, et vous seront déférés, en attendant que l'encens civique brûle sur les autels que nous vous élèverons. » Un autre lui écrit : « J'ai le projet de te placer au ciel, à côté d'Andromède... Sage législateur, la patrie, la nature, la Divinité, te doivent une triple couronne. »

Pourvoyeur s'arrêta et jeta un regard perçant sur l'Anglais, qui restait attentif, mais immobile, et sans que sa longue et impassible figure remuât un muscle.

— Eh bien, reprit-il, vous savez comment un jeune monstre, couvert d'opprobres, Cécile Renaut, à peine âgée de quinze ans, et déjà vomie par les ondes du Styx, et revêtue du fiel des Furies, se présenta, en prairial dernier, à la porte de cette pierre angulaire de notre édifice social, armée d'une paire de ciseaux homicides et d'un paquet de chemises qui décelaient ses intentions féroces. La République eût dû lui faire subir un résumé de toutes les tortures inventées pendant tous les siècles par les plus ingénieux tyrans. La République est une tendre mère, elle se contenta de la guillotiner. Mais, pour consoler le génie de la Justice et rassurer l'humanité épouvantée par la douceur de cette punition, on lui adjoignit toute sa famille et une foule d'ennemis naturels de la Liberté, au nombre de cinquante-deux. Vous les avez vus passer, le 29 prairial, pour

aller *monter sur madame*, revêtus de chemises rouges, comme des parricides. Si bien que quand ils eurent éternué dans le sac patriotique, les vertueux sans-culottes soulagèrent leur sensibilité, épouvantée par l'horreur de cette monstrueuse tentative d'assassinat, en disant joyeusement que c'était *la journée des cardinaux*.

Il s'arrêta encore. Il promena un regard attentif sur le groupe, regardant ses auditeurs l'un après l'autre, comme s'il eût voulu constater qu'il n'avait autour de lui nul traître, ou peut-être pour saisir sur quelque visage un signe de trahison, et il continua plus lentement.

— Or, savez-vous, dignes et purs citoyens, dont l'âme ignore le vautour du remords, parce qu'elle fut toujours républicaine, savez-vous quel était le scélérat qui machina ce crime inconnu jusqu'ici dans les fastes de l'impartiale histoire. Élie Lacoste vous l'a dit, dans le rapport qu'il lut, à la Convention, sur la grande Conspiration de l'Étranger. Eh bien, ce scélérat, ce monstre, fils d'une Parque plutôt que d'un membre du sexe enchanteur auquel nous devons tous les charmes de la vie, c'était un de ces esclaves superbes, frivoles et aristocrates, à qui leur parure et leur faste cachaient leur abaissement, avant que les sans-culottes les leur eussent arrachés. C'était, il faut prononcer ce nom immonde, bien qu'il doive salir une bouche sans-culottes, c'était, je le dirai donc, le ci-devant baron de Batz, le dernier boulevard de la royauté et de l'aristocratie.

Agricola poussa un rugissement, qui fut repris en chœur par tous les assistants.

— Et savez-vous la nouvelle que je veux vous apprendre, et ce qui doit inscrire le nom de Meudon sur l'airain de la postérité. Ce lâche Batz n'a pas osé affronter la justice du peuple. Il ne comprit pas qu'il avait là un moyen d'expier ses forfaits et de fuir le vautour du remords que vous ignorez. Il vit, il continue ses trames. Il les a tissées jusqu'ici. Je veux l'y prendre aujourd'hui même. Silence, Agricola, silence, Sempronius, ne réveillez pas des échos liberticides qui sont près d'ici, et qui iraient peut-être redire à ce scélérat : Monstre, prends garde à toi ; fuis de nouveau la justice de Pourvoyeur, des vertueux habitants de Meudon et de la Patrie. Taisez-vous. Mais ce soir préparez-vous tous, préparez-vous à tout.

IX

LES INTERNÉS DE LA TERREUR.

Le bruit de la caisse municipale dont on entendait, depuis quelque temps déjà, les roulements dans le haut du village, devint plus distinct. Pourvoyeur s'interrompit. Le tambour s'approcha. Un roulement plus fort couvrit tout bruit. Le roulement cessa, et l'on entendit la voix aiguë de Pierre-Jacques Bry, qui joignait à ses fonctions de courtisan et d'officier municipal celles de crieur public :

« Le maire de Meudon

« Rappelle aux citoyens et aux ci-devants internés dans la commune, conformément aux décrets de germinal et de floréal de cette deuxième année de la République française, une, indivisible, ou la mort, que, conformément aux usages suivis dans toutes les communes des environs de Paris, chez lesquelles on a interné la peste de l'aristocratie, et après en avoir conféré avec le citoyen Germiniac, législateur auguste, rapporteur du Comité de l'agriculture, il a pris l'arrêté suivant :

« Vu la rareté des bras dans les campagnes, vu que les ci-devants et ci-devantes ont tous des bras pour travailler et une santé florissante;

« Attendu que sous un régime aussi juste que celui sous lequel nous vivons, la patrie ne veut pas nourrir et avoir à sa charge un tas de fainéants;

« Considérant que les ci-devants ne doivent pas invoquer la liberté, d'abord parce que toutes les lois sont suspendues jusqu'à la paix, et ensuite parce qu'il est absurde de penser que la Révolution a été faite pour les nobles, tandis qu'elle l'a été contre eux; qu'ainsi ils ne peuvent se prévaloir des bienfaits qu'elle a répandus, parmi lesquels la liberté est au premier rang; qu'ainsi encore c'est au tour des bons citoyens à jouir, et que c'est trop juste après tant d'années de servitude;

« Considérant que le maire de Meudon ne peut que dénoncer ces idées aux législateurs afin qu'ils avisent en conséquence, mais que sans réduire les ci-devants en esclavage, ce qui, comme il est dit, est l'office de la Convention, il peut faire prévaloir les idées d'égalité et d'agriculture;

« Le maire de Meudon décrète que, tous les citoyens devant être

pleins d'estime pour les cultivateurs des campagnes, l'emploi qu'ils font de leur temps les rendant dignes de la vénération de toutes les classes de la société, et tous les citoyens leur devant le respect que les enfants doivent à leur père ;

« Tous les ci-devants et ci-devantes, internés à Meudon, feront la moisson avec les paysans, qui sont priés de ne pas se montrer cruels comme ils en auraient le droit, à cause de la féodalité, mais seulement dignes et fiers, après quoi les ci-devants couperont la fougère, et les ci-devantes iront glaner pour les pauvres.

« PIERRE TESTARD.

« *Vu et approuvé par le Comité de surveillance,*
« POURVOYEUR. »

Cette publication, qui mettait si naïvement à nu l'âme, les remords, les subtilités, les contradictions de notre Testard, fut écoutée attentivement. Puis, comme le bas de la rue des Princes était la dernière station pour les annonces officielles, le tambour battit un ban, mit sa caisse sur l'épaule, et se mêla à la foule des citoyens qui applaudissaient à grands cris ce cours ambulante de philosophie politique.

— Minos et Rhadamanthe, sur leurs sièges, dans le royaume de Pluton, n'eussent pas mieux parlé, dit Eleuthérophone au maire Testard, qui fit un geste brusque, rougit et regarda la face plate-ment rêveuse du maître ès arts, pour savoir si celui-ci le voulait applaudir ou amèrement critiquer. Mais la physionomie hébétée qui se réveillait çà et là par des soubresauts d'effarement, cette physionomie de l'homme intelligent qui s'est lâchement laissé asservir par la populace terroriste, ne disait rien.

— C'est ainsi, hurla Sempronius Boudin, que les illustres citoyens Peys et Roupillon doivent parler en ce moment-ci à Saint-Calais même.

L'Anglais fixa son regard pénétrant et immobile sur le visage de son voisin. Il se demandait sans doute si ce personnage, en qui il voyait un homme vraiment utile et un grand savant avec sa tannerie de peaux humaines, portait un masque ou était un bouffon politique. Mais cette physionomie de l'homme spirituel qui lutte de malice avec la brute terroriste ne disait rien.

Puis, comme s'il fallût qu'en ce temps le grotesque se mêlât sans cesse à l'horrible, et que la vraie folie succédât à cette folie volontaire de l'enthousiasme, de l'utopie, de la férocity, un son de guitare succéda au son de la caisse, et rendit vivement l'air de la chanson, si souvent redite avant la Révolution, *A l'abri des traits de l'amour*. La voix que nous avons déjà entendue chantait, au mi-

lieu des ignobles murmures démagogiques qui servaient d'écho à l'odieuse proclamation, une joyeuse chanson d'amour :

Tant que la nature instruira
Philomèle à chanter sa peine,
Petits oiseaux, l'on vous verra
Deux à deux voler dans la plaine.
Tant que le papillon vivra,
Tant qu'il sera des tourterelles,
Le papillon voltigera,
Les colombes seront fidèles.

Toute la foule se retourna vers le haut de la rue, en criant et en applaudissant. L'on vit apparaître, dansant les pas du menuet et de la gavotte, sautant et lançant les jetés battus, l'homme en guenilles qui portait un chapeau couvert de fleurs flétries. Il paraissait s'être donné la mission d'avertir et de conduire les ci-devants internés, au son de la guitare, quand l'heure était venue de se présenter à la maison commune.

C'était un spectacle qui réjouissait, chaque jour, et sans le lasser, le civisme du peuple de Meudon. Les chefs lui permettaient cette récréation patriotique, et on laissait au fou musicien de se livrer à ces ébats, parce qu'ils tendaient à humilier et à ridiculiser le troupeau des scélérats aristocrates.

On vit s'avancer, par groupes de deux ou trois personnes, une vingtaine d'individus des deux sexes et de tout âge. Ils marchaient gravement, silencieusement, les yeux baissés, n'osant ni se saluer, ni se sourire, ni regarder aux fenêtres, ni même faire signe de se connaître ou de se reconnaître, tant ils avaient à craindre qu'on ne les accusât de tramer une conspiration, de chercher à apitoyer les âmes faibles et, en résumé, de préparer l'égorgement des patriotes meudoniens et la perte de la République.

Parmi eux, on reconnaissait madame Durand-Maillane, mère du député, l'un des chefs du Marais à la Convention ; le marquis de Saint-Just et sa femme Anna d'Orville, qui seule osait regarder autour d'elle, comme si elle cherchait déjà les éléments de ce roman révolutionnaire qu'elle devait publier en l'an XIII (1805) ; M. de Petit-Val, sa mère, ses sœurs, son fils, son beau-frère ; la comtesse du Roure et ses filles, madame de Marans, la mère, qui s'avancait toujours voilée, tant elle redoutait sa parfaite ressemblance avec Marie-Antoinette ; son fils ; deux étrangers, un gentilhomme espagnol, et un négociant hollandais qui était venu offrir à la République cent mille barils de farine, contenant 18 millions de livres, poids de marc, et qu'on avait arrêté comme agent de Pitt chargé de rappeler au peuple qu'il mourait de faim.

Le triste cortège s'avavançait.

Tant qu'au printemps l'on trouvera
 Sur les buissons roses nouvelles,
 Leur destin le plus doux sera
 De mourir sur le sein des belles.
 Tant qu'Atropos épargnera
 De mes ans la course rapide,
 Ma mémoire conservera
 Le nom cher d'Adélaïde.

— Tais-toi, fou, cria Testard en s'avavançant vers la troupe.

Mais quoiqu'il fut réellement un homme intègre et honnête, quoi qu'il fût réellement convaincu qu'en persécutant l'aristocratie il remplissait un grand devoir patriotique, un sourire méchant errait sur ses lèvres minces et un rayon de vanité satisfaite sortait de ses petits yeux gris, aux paupières bridées. Il se sentait grandir par l'abaissement de cette troupe de nobles. Toutefois il essaya de donner à ses traits boursoufflés, à sa figure rougeaude et vulgaire une expression de gravité magistrale.

— Citoyens et citoyennes, — je vous donne avec bienveillance ce nom honorable dont vous êtes indignes, — vous savez à quelles conditions la République a bien voulu vous laisser la vie, qu'elle avait le droit et peut-être le devoir de vous retirer, car c'est le principe de toute société de se débarrasser de ses ennemis, comme c'est le principe de tout corps de se débarrasser de toute maladie. Or toute âme aristocrate, élevée dans les idées féodales, est nécessairement l'ennemie de la démocratie et c'est un vice dangereux dans un corps républicain. Nous savons bien que beaucoup de vos semblables se cachent, soit ici, soit ailleurs, nous savons où ils sont et ce qu'ils sont, quoi que nous fassions signe de l'ignorer, et nous en purgerons le sol de la liberté. Vous, du moins, soit que vous ne l'ayez pas pu ou voulu, vous ne vous êtes pas cachés. La République, dans sa magnanimité, vous en a tenu compte. Vous vivez encore. Mais elle a voulu se garantir de vos haines perfides. Elle vous a interdit, par la loi du 27 germinal de l'an II^e de la République, une, indivisible, démocratique et impérissable, — impérissable, vous l'entendez, — de séjourner dans Paris, les places fortes ou frontières. Elle a bien voulu vous donner des *lettres de passe* révocables à sa volonté, qui vous permettent de demeurer dans les environs de Paris, mais à ces conditions, que je dois vous rappeler souvent et que la loi de floréal a précisées : Vous devez vous présenter une fois le jour, — et j'ai décidé que ce serait deux fois, à cause du voisinage des bois propices aux trames scélérates des contre-révolutionnaires, — au Conseil général de la commune, ou à

la maison commune, les jours où, par hasard, le Conseil général, quoique permanent, ne siégerait pas. Vous ne devez pas vous éloigner d'un quart de lieue de votre demeure. Vous ne devez vous trouver, soit chez vous, soit à la promenade, plus de trois ensemble. Vous devez, à la queue des marchands, être servis les derniers de viande, de pain, de savon, de chandelles, de sucre s'il en reste encore quand les autres citoyens sont servis, etc., etc. Le tout sous peine d'être mis en prison, internés dans vos demeures, vos biens et châteaux confisqués, vos lettres de passe annulées, et vos personnes à la disposition immédiate du Comité révolutionnaire de votre commune. J'espère que vous reconnaissez la justice et la bienfaisance de la République, qui, plus douce qu'aucun gouvernement ne le fut jamais, laisse l'existence à ses mortels ennemis.

Les auditeurs de Pourvoyeur applaudirent. Quant aux nobles, ils étaient restés immobiles, impassibles.

— Dis donc, citoyen maire, cria le bruyant Agricola, tu parles bien, mais tu es un homme sensible jusqu'à la faiblesse. Regarde la citoyenne Marans. Je me demande pourquoi tu autorises cette insolence aristocratique de porter un voile en présence du peuple souverain. Hé! Éleuthérophile, toi qui es savant.

— C'est contraire aux principes et à l'égalité, murmura le lâche pédant.

— D'ailleurs, il y a longtemps que nous n'avons vu le portrait de l'Autrichienne, cria l'habile démagogue Pourvoyeur, s'ennuyant de son silence qui diminuait son importance et désirant émouvoir quelque trouble propre à dissimuler l'absence de Marie-Thérèse.

— C'est cela, à bas l'Autrichienne, hurla Jacques Bry.

— Commandant Pluc, et toi, Endymion Piqueprune, vous paraissiez liés à cette motion patriotique, dit Pourvoyeur avec une ironie cruelle.

— A bas l'Autrichienne, crièrent tout d'un élan les deux esclaves de la Terreur.

— A mort l'Autrichienne, continua la foule. Voyons son visage et lapidons son portrait.

Le fils de madame de Marans, frère garçon de treize ans, pâlit, ses yeux s'emplirent de colère. Il fit un mouvement pour s'avancer. Une main l'arrêta sournoisement. C'était celle de Sempronius, que l'Anglais continuait de regarder avec un redoublement de fixité.

— D'abord, cria le savant préparateur de peau humaine, moi, je m'y oppose à ce qu'on lapide, et les illustres citoyens Peys et Roupillon, de Saint-Calais, s'y opposeraient comme moi, car, après tout, les pierres, ça abîme les peaux. Fusiller, guillotiner, fort bien, ça c'est propre. Mais, je vous le demande, citoyens : M'aimez-vous?

Oui. Alors vous ne pouvez pas vouloir ruiner mon commerce avec vos maudits cailloux.

— Non, non, cria le bon peuple en riant.

— A mort l'Autrichienne, hurlait toujours Jacques Bry.

M. de Petit-Val s'avança, malgré les efforts de sa mère qui le suppliait à voix basse et avec larmes de se tenir en paix. Il était pâle, mais sa voix était ferme.

— Citoyen maire, dit-il, vous nous parlez de la justice et de la loi. Je vous le demande, est-ce juste et légal que nous soyons injuriés et maltraités comme nous le sommes chaque jour en nous rendant en ces lieux où vous nous forcez de venir.

— Tu demandes si c'est juste et légal que l'on vous insulte? Un autre te trouverait insolent d'oser adresser la parole à un magistrat républicain, moi je crois que nous devons imiter l'exemple de magnanimité de la République, et au lieu de te faire arrêter comme suspect, je te réponds. Je te réponds que c'est juste, mais que ce n'est pas légal.

— Oh! fit l'Anglais. — C'était le premier murmure qu'il eût fait entendre. — Très-intéressant! n'est-ce pas monsieur le savant Can... Cannibale, dit-il en s'adressant à Sempronius.

— Oui, reprit Testard, il est juste que le peuple se venge de toutes les insolences, de toutes les tortures que la féodalité lui a fait souffrir depuis des siècles. Mais comme le législateur ne l'a pas décrété et qu'il nous a donné seulement le droit de vous suspecter, de vous dénoncer, de vous arrêter, et de vous emprisonner, il n'est pas légal de vous insulter et de vous lapider. Citoyens, rappelez-vous que la loi ne connaît que deux instruments de mort : la hache et le fusil.

— Tu tournes à l'hypocrisie de l'indulgentisme, Testard, dit ironiquement Pourvoyeur. Va demander aux illustres citoyens Carrier, de Nantes; Fouché et Collot d'Herbois, de Commune-Affranchie, ci-devant Lyon; et Maignet, de Bédouin, ce qu'ils pensent de ta théorie.

— Que m'importent tes jugements, Pourvoyeur, dit Testard avec colère. Nous nous reverrons de près...

— Avec le bourreau entre nous deux, dit le président en ricanant.

— Et savoir lequel de nous deux regardera l'autre par le vasistas patriotique, répliqua le maire.

— Oooh! très-curieux le riposte! Et la petite fenêtre, très-joli, monsieur le Anthrope...

— Phage, dit le citoyen joyeux.

— Mais, continua brusquement Testard, le nombre des ci-devants n'est pas au complet.

— Eh! qu'importe le détail! Tu emprisonneras les délinquants qui manquent à l'appel et tu les enverras à Fouquier-Tinville, il leur procurera une voiture pour se rendre à leur poste. Hè! hé!

— Ha! ha! une voiture! la charrette de la guillotine, dit Jacques Bry, que Pluc et Endymion s'empressèrent d'applaudir, et dont le rire s'étendit comme un écho dans toute la foule.

— Non, dit le maire. Il faut qu'ils viennent, ou que je sache pourquoi?

Pourvoyeur s'apprêtait à répondre, lorsque deux jeunes femmes, vêtues d'un jupon court en grosse bure, d'un casaquin de coton et d'un bonnet de toile, accoururent et s'arrêtèrent essouffées devant le maire.

— Qui êtes-vous, demanda celui-ci?

— Nous sommes, dit l'une d'elles, les deux filles du marquis de Brion. Nous vous prions de nous excuser si nous sommes en retard. Mais le besoin de gagner notre vie nous a forcées à nous faire lavandières, et nous sommes en ce moment occupées à faire la lessive chez M. Piqueprune, au château de Villebon, qui est un peu éloigné d'ici.

— Je le constate, dit Endymion.

— Tais-toi, imbécile, dit Pourvoyeur, prends garde que je ne te dénonce comme leur complice. Ne vois-tu que ce sont des *apitoyeuses*, et qu'elles cherchent à amollir l'âme des bons sansculottes sensibles et simples, en faisant croire qu'elles meurent de faim et que l'aristocratie en est tombée si bas qu'on peut lui pardonner. Comme si cette engeance vomie par le Styx n'était pas prête à aider tous ses membres et comme si elle n'avait pas enseveli dans ces oubliettes qui servaient autrefois de lieu de prison et de torture pour le pauvre peuple, tout l'or de la République.

— Mon Dieu, monsieur, dit Adèle, l'ainée des demoiselles de Brion, belle et vigoureuse jeune fille à l'œil ferme, aux traits nobles, à la physionomie moqueuse...

— Dis « citoyen, » louve d'aristocratie, et tutoie-moi.

— Mon Dieu, si vous saviez combien peu nous tenons à la vie, vous comprendriez combien peu nous redoutons vos gros mots. Je continuerai donc à ne pas vous tutoyer, et je vous remercie de la permission que vous me donnez de ne pas vous appeler monsieur. Je voulais vous dire que ce n'est pas pour notre agrément que nous lavons le linge du citoyen Piqueprune, puisque vous m'assurez que c'est un citoyen.

— Scélérate, je lui ferai payer la peine de son insolence.

— A votre aise. Je suppose que nous trouverons d'autres citoyens aimant la propreté et détestant le linge sale. Mais comme

je ne suis pas fâchée de causer un peu avec les grands de ce monde... nouveau, laissez-moi vous dire, pour achever, que nous avons mieux aimé recourir à nos bras qu'à l'aumône pour vivre. Vous savez bien, d'ailleurs, que vous nous interdisez toute relation avec nos parents et nos amis. Si nous avions eu l'idée de recourir à l'obligeance des femmes de la bonne compagnie qui sont, comme nous, internées ici, vous n'auriez pas tardé à nous accuser de conspirer contre votre précieuse vie et contre la sûreté de cette auguste cité de Meudon.

— Bravo, c'est bien parlé, cria la voix de Paul Pourvoyeur, accoudé à la fenêtre de la maison paternelle.

— Ooooh! dit l'Anglais qui semblait prendre goût à la conversation. Cette belle jeune femme, c'est la seule homme que j'avais rencontré en France. C'est une créature très-spirituelle, monsieur le mangeur de chair hou, hou...

— Maine, dit Sempronius avec un sourire poli.

— Malheureux enfant, s'était écrié Pourvoyeur.

— C'est cela, dit Testard avec un demi-sourire railleur, fais la leçon à ton fils. Cela ne nous regarde pas, — quant à présent, Pourvoyeur. — Mais tout compte fait, il manque encore une ci-devante. Son absence est assez remarquable, et je serais coupable de ne pas constater que la plus belle de ces citoyennes manque à l'appel. Elle ne demeure pas loin. Il faut que je sache pourquoi elle a failli à son devoir civique.

— Ta, ta, ta, dit Pourvoyeur en qui la présence de ce fils si cher et si dangereux, si compromettant et si compromis, produisit l'effet, ordinaire, d'abattre momentanément l'arrogance paternelle, les enfants sont des enfants, hé, Testard!

— Excepté les nôtres, dit à mi-voix Petit-Val, qui sont des monstres.

— Et si cette jeune fille est absente...

— Il faut qu'elle vienne. La loi le veut et aussi l'égalité.

— Je te dis que nous avons des affaires autrement graves à débattre. Il faut que je finisse mon discours avant de me rendre à Paris où Maximilien et des intérêts sacrés m'appellent pour le salut de la République. J'ai à parler à ces ci-devants. N'est-ce pas, peuple éclairé, vertueux et patriote.

— Oui, oui, cria la foule.

— Parle-leur. C'est ton droit. Mais je veux faire exécuter la loi, et je ne comprends pas...

— Tu n'as pas besoin de comprendre. J'en référerai à Maximilien. Je m'oppose...

— Oppose-toi aux propos aristocrates de ton fils, Pourvoyeur. La-dessus aussi j'en référerai au Comité de Salut public.

— Misérable indulgent, qui l'introduis lâchement dans la vie privée des plus purs patriotes, avant qu'il soit trois jours, tu porteras sur l'échafaud ta langue expiatoire. Mais je l'ai dit, j'ai des raisons de salut public pour m'opposer à la présence de cette scélérate, et je m'y oppose.

— Tes raisons ne sont pas la loi. Et quand ce serait la dernière fois, dussé-je mourir pour la justice et la République, moi, représentant de la loi, je la ferai exécuter. Secrétaire-greffier...

— Je m'y oppose, vil intrigailleur, cria Pourvoyeur en trépiignant et en saisissant la poignée de son sabre, et j'ai le droit de le faire. Que dit la loi du 14 frimaire? le sais-tu?

— Je le sais, et je n'ai pas besoin d'injures pour avoir raison. Elle dit en propres termes — ah! je connais mes droits et les tiens — elle dit : « Les municipalités et les comités de surveillance sont chargés concurremment de l'exécution des mesures du Comité de Sûreté générale. »

— Eh bien! tu le vois, la loi dit : *concurremment*, donc mon droit est égal au tien.

— Oui, pour l'exécution des mesures, tu entends, et non pour en empêcher l'exécution.

Un murmure approuvateur, léger et craintif, mais perceptible, montra que l'opinion tournait du côté du maire.

— Ainsi, continua celui-ci encouragé, nous devons tous deux aider le Comité de sûreté générale. Mais nous ne pouvons le remplacer. Tu n'as pas l'intention, je suppose, de remplacer la Convention. Si tu le veux, dis-le. Sinon, sache que toi comme moi, nous sommes les instruments de la loi et non les auteurs de la loi. Or les lois de germinal et de floréal sont claires!

Testard triomphait. Le murmure d'approbation était devenu plus intense. Pourvoyeur se sentait pris dans les liens de cette logique. Il n'osait pas encore, ouvertement, du moins, attaquer l'autorité de la Convention et du Comité. Il se tut en grinçant des dents. Bientôt son visage reprit cet aspect rusé qui alternait avec l'expression de la colère. Il pensait, et c'était l'apaisement à toutes ses fureurs : Dans trois jours, je serai le maître absolu, au-dessus de toute loi, et j'inventerai pour tous ces scélérats des vengeances effroyables.

— Va donc, secrétaire-greffier, dit le maire, je t'en requiers, au nom de la municipalité, va chez la centenaire Capelucho, sache pourquoi la citoyenne Marie-Thérèse Lugnières n'est pas venue, et si elle n'est morte, amène-la, au nom de l'égalité, afin que le der-

nier mot de ces ci-devants soit celui-ci : « Le maire de Meudon fut toujours un homme juste. »

— Et moi, je me moque de ce que diront les ci-devants, ce n'est pas l'opinion des ennemis de la République que je recherche, et en avouant que tu le fais, Testard, tu montres ce que tu es et tu signes ton acte d'accusation pour le Tribunal révolutionnaire, mais, Pierre-Jacques Bry, au nom du Comité de surveillance de cette commune, je te délègue pour accompagner le secrétaire et voir à ce que tout se passe bien.

Il lui fit un signe de l'œil. L'ex-fouetteur de Navarre approcha et dit à mi-voix à son seigneur suzerain :

— J'ai bien passé l'inspection dans le voisinage, comme tu me l'as dit, je suis sûr que le capitaine Tambour, ce scélérat qui m'a fait filer par une fenêtre, hé! hé! — Jacques Bry avait aussi peu de rancune que de dignité, — comme une balle de paume, hé! hé! a bel et bien quitté Meudon.

— Pourtant tâche de décider la jeune aristocrate à ne pas venir ici. Ce ne sera pas difficile.

Les deux délégués partirent en courant.

X

OU POURVOYEUR ACHÈVE UN DISCOURS REMPLI D'ÉRUDITION.

Pourvoyeur promena son regard sur cette troupe d'aristocrates vaincus, enchaînés par la Terreur, et livrés sans défense à toutes les avanies, à toutes les insultes, en un mot, à la merci de chacun de leurs innombrables tyrans.

Nous l'avons déjà indiqué, et c'est une des plus saisissantes remarques à faire sur la période révolutionnaire, les Montagnards, les chefs de la démocratie, avaient enivré de si féroces paradoxes cette tourbe ignorante, vaniteuse, envieuse, souvent lâche, toujours bête et insolente des Jacobins, que ceux-ci, après avoir fait la révolution au nom de la fraternité et de l'humanité, en étaient venus à voir très-sincèrement, dans tout contradicteur politique, un scélérat méritant extermination, et dans les plus radicaux de ces contradicteurs, dans les nobles, dans les prêtres, une bande de bêtes fauves, puantes et venimeuses, ne touchant plus par un seul point à l'humanité.

A l'époque où nous sommes, après les nobles et après les prêtres, les riches, les lettrés, les négociants et les artistes étaient déjà entrées dans cette troupe bestiale et fave, marquée pour la chasse

et l'extermination, et qu'on pouvait et devait se réjouir de faire souffrir avant de lui porter le dernier coup.

Cette mise hors de l'humanité de tout ce qui n'était pas ardemment républicain peut seule expliquer la froide cruauté dans ce peuple français, si renommé pour sa délicatesse et sa douceur.

En y ajoutant la soif du sang que donne le sang; le *delirium tremens* que donne à l'esprit l'usage général et social du paradoxe; et le caractère épidémique que prend la folie en temps de révolution, c'est-à-dire quand les cerveaux sont débridés, les plus faibles intelligences émancipées et les plus vaniteuses âmes *dédisciplinées*, nous aurons les quatre causes sans lesquelles l'extravagance, le grotesque et l'horreur de la Terreur sont incompréhensibles.

C'était donc avec un sentiment de joie sereine que Pourvoyeur promenait ses regards haineux sur ce groupe d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants, qui étaient abandonnés à ses insultes et qu'il allait pouvoir torturer un peu en attendant deux jours, après lesquels il les pourrait tuer. Sa joie était si pleine et si pure que son dur visage s'éclaircit et qu'il en oublia les ennuis que venait de souffrir sa vanité.

— Puisque tu as envoyé le secrétaire-greffier là où ton obstination le voulait, Testard, — et je te promets que ton obstination ne sera pas de longue durée, dit Pourvoyeur, tandis qu'un rire amer et silencieux courait sur ses ignobles lèvres — les ci-devants, leurs femmes et leurs petits, (personne ne bougea dans le groupe, qui n'avait plus que le mépris et le silence pour armes), se trouvent là à rien faire, et ne peuvent pas aller signer sur le registre dont ce secrétaire est gardien. Je vais en profiter pour leur dire quelques mots qui leur donneront le regret de quitter cette humanité à laquelle les sans-culottes et l'éminent citoyen Maximilien préparent de si augustes destinées. La loi le permet-elle, citoyen maire de Meudon?

— La loi les emprisonne, les désarme, les punit, mais elle ne les oblige pas à écouter ton éloquence ou tes injures, dit celui-ci, en tournant le dos et en se portant à l'extrémité de la foule.

— Possible, répartit vivement le président, mais comme le premier qui voudrait témoigner quelque mépris pour les louanges de la République que je vais chanter serait légalement envoyé, dès demain, au Tribunal révolutionnaire et décrété à l'instant même d'arrestation par le Comité de surveillance de Meudon, je crois que la loi les engage à m'écouter attentivement.

— Moi, dit mademoiselle Adèle de Brion, j'ai une question à poser, avant de savoir si j'ai intérêt à vous écouter ou non.

— Parle, scélérate, et parle bien, ou sinon...

— Encore des menaces ! Mais je vous le dis, et vous le savez, ma sœur et moi, nous sommes seules au monde, nous sommes fatiguées de laver les cravates du citoyen Piqueprune et des autres citoyens. Vous nous rendriez un grand service en nous débarrassant de cet office, fût-ce au prix de la guillotine. Si vous croyez qu'on est heureux de vivre ! Nous ne vous craignons pas, et réservez vos menaces pour ceux qui ont des époux, des enfants ou des maris.

— Maintenant tais-toi, vipère, ou sinon, je te fais fouetter.

— Non pas vivante, au moins, dit la jeune fille en se redressant et en jetant un regard tellement sombre au proconsul, que le souvenir de Charlotte Corday traversa son esprit.

— Citoyenne, s'écria le bon Endymion, je devine ce que vous voulez dire. Vos journées vous seront payées comme si vous aviez travaillé chez moi sans quitter.

La jeune fille haussa les épaules, se détourna et son regard tomba sur le visage de l'Anglais qui la dévorait du regard.

— Ooh ! dit-il, cette belle femme, c'est un très-grand général ! la plus belle homme de guerre, monsieur le char...

— Cutier, conclut l'homme joyeux avec sa complaisance habituelle.

L'Anglais quitta pour la première fois son immobilité, et fit quelques pas pour trouver une place qui le rapprochât de la jeune fille. Celle-ci vit ce mouvement, un rayon moins terne sortit de son regard ferme et pourtant si morne. Puis elle se retourna vers le proconsul Pourvoyeur, comme si elle voulait encore chercher à l'irriter. Un serrement de main de sa sœur l'arrêta. Que voulait-elle et que cherchait-elle ? Se sentait-elle blessée de la suffisance insolente de ce rustre, et se trouvant pauvre, enchaînée, esclave, mais supérieure à toutes ces misères, et dans son dédain suprême pour ce chef sauvage d'une tribu de barbares démocratiques, voulait-elle lui montrer que la dignité d'une âme noble est au-dessus de toutes les atteintes ? Peut-être y avait-il de cela et de ce sentiment des esclaves lettrés qui se réjouissent d'exaspérer finement un tyran ignorant et grossier. Mais elle représentait surtout une des maladies caractéristiques de ce temps-là : l'absolu dédain, la fatigue de la vie.

Elle était trop chrétienne pour vouloir le suicide, même indirectement, et elle avait toujours résisté à l'idée de crier : Vive le roi ! cri qui l'aurait en deux jours débarrassé de cette laide, lassante et inutile vie, mais qui eût aussi compromis toutes ses compagnes d'esclavage. Elle se bornait à dire haut ce qu'elle pensait, dans la limite bien étroite où la tyrannie le permettait, et la seule joie

qu'elle éprouvât encore était de voir ces singes révolutionnaires, comme elle disait, bouffis d'importance et de sottise, sauter et s'agiter sous la pointe d'un mot piquant.

Pourvoyeur appela à son aide le rêve de triomphe qui surnageait dans son imagination : il se rappela que dans trois jours Robespierre serait le maître unique et incontesté de la France et pourrait doter ainsi chacun de ses serviteurs de la toute-puissance dictatoriale. Il oublia de nouveau ces piqures d'épingles qui, depuis le matin, blessaient sa vanité. Il détourna de mademoiselle de Brion ses petits yeux rouges, qui redevinrent pétillants de malice, de cruauté satisfaite et aussi d'intelligence. D'ailleurs ce n'était pas seulement par instinct de férocité, mais aussi par habileté diplomatique qu'il songeait à resserrer autour de ces aristocrates les liens de la terreur.

Il prévoyait pour le soir même, pour la nuit prochaine, une expédition qui amènerait peut-être une lutte, et il voulait abaisser plus encore par la frayeur l'âme de ces ci-devants afin de leur enlever jusqu'à l'envie de prendre part à l'affaire.

— Ci-devants et ci-devantes, dit-il avec emphase, c'est à vous que je parle, puisque tout en étant des monstres couverts d'opprobres, des êtres mis hors la loi de l'humanité, vous avez encore, pour m'entendre, des organes que la nature vous a donnés comme si elle voulait faire croire aux simples et vertueux sans-culottes que vous êtes des hommes.

« Je vous annonce que vous êtes naturellement et nécessairement sur les marches de l'échafaud. Vous y êtes nés, en naissant aristocrates, et tout ce que peut faire pour vous la magnanimité de la République, c'est de vous y laisser toujours sans vous faire monter plus haut, je veux dire jusqu'à la plate-forme expiatoire où le niveau démocratique appelle à grands cris vos têtes.

Attendrissement d'Agricola et murmure approbateur de la foule.

— Vous savez bien que c'est vrai. C'est la justice et la loi. Vous savez bien qu'il ne se passe pas de jour qu'on n'envoie éternuer dans le sac des monstres d'aristocrates condamnés seulement sur cette accusation : « Prévenu d'être l'ennemi du peuple. » Cela suffit et bien justement. Il n'y a pas de contestation là-dessus. Or vous êtes les ennemis du peuple; vous ne pourriez non plus le contester.

— Peut-on du moins essayer, dit mademoiselle de Brion à haute voix.

— Tais-toi, vipère, répliqua Pourvoyeur avec colère, ou je te fais bâillonner.

— Très-belle ! très-belle, murmura l'Anglais.

— Et ne venez pas chercher à nous attendrir, ci-devants et ci-devantes, en vous efforçant d'enlacer les âmes sensibles des vertueux

patriotes dans les trames de votre hypocrisie. Ne dites pas que vous êtes des femmes, des enfants et des vieillards. Ce n'est pas vrai, vous calomniez ce ciel pur dont vous ternissez l'azur par vos mensonges empestés, vous n'êtes tous que des scélérats.

Agricola sentit que son attendrissement commençait à se fondre en larmes d'admiration et Éleuthérophile ainsi qu'Endymion crurent sage de saisir leurs mouchoirs.

— Ne dites pas que vous fûtes parfois vertueux, charitables, bons pères et bons époux. Je veux bien reconnaître que c'est vrai pour quelques-uns d'entre vous; mais ils n'en sont que plus coupables, car leur vertu pourrait adoucir la haine que tout patriote doit avoir contre l'aristocratie. D'ailleurs, qu'importe? Ne savez-vous pas ce que Tallien reconnaissait dernièrement à Bordeaux : « Les vertus républicaines n'ont rien de commun avec les vertus civiles. » Qu'importe donc que vous soyez bons pères, fils, époux, intègres et bienfaisants, si vous n'êtes pas républicains? Et qu'est-ce que disait ce jeune et vertueux ami de Robespierre, Julien fils, qui succéda à Tallien, à Bordeaux : « Si votre père, votre mère, votre femme, vos enfants ne sont pas révolutionnaires, quittez-les, chassez-les, dénoncez-les; vous devez à la République de les faire périr. » C'est encore lui qui disait — et n'oubliez pas que c'est un ami de l'éminent Maximilien, ainsi voyez quelle autorité acquiert sa parole : — « C'est un outrage à la Révolution que de parler des torts des révolutionnaires. » Combien de fois n'avez-vous pas commis ce crime! Vous voyez donc bien que vous ne sauriez échapper au sort que vous avez mérité.

« D'ailleurs il faut du sang. C'est une vérité politique incontestable et qu'on ne saurait nier sans vouloir se déclarer effrontément un monstre d'aristocratie et un assassin du peuple. Toutes les autorités de la Montagne, alors qu'elle était pure, sont d'accord là-dessus. Au commencement de la Révolution, quand les idées étaient déjà sages, on disait : « L'arbre de la liberté est un arbre qui pousse en tout pays, mais qu'on ne peut cultiver qu'avec les Droits de l'homme. C'est une belle phrase pour le temps; mais tout ça, maintenant, c'est des sottises, bonnes pour renverser les tyrans couronnés. Aujourd'hui Tallien nous dit : « Il ne suffit pas de planter des arbres de la liberté, il faut, pour qu'ils reprennent et qu'ils vivent, les arroser de sang! » C'est Julien fils, encore, qui dit : « La liberté ne doit avoir que des matelas de cadavres. » Enfin, mon ami Tascherot, le fidèle gardien du vertueux Maximilien, n'écrivait-il pas : « Que le sang descendant des échafauds forme une nouvelle mer rouge sur laquelle nous autres Jacobins nous puissions mettre à la voile pour aller conquérir la liberté et la porter au loin dans un autre endroit! »

— S'ils commençaient dès aujourd'hui, dit à mi-voix mademoiselle de Brion, à se transporter au loin, ces Jacobins !

— Oh ! oh ! très-sage, peut-être, murmura l'Anglais, et comme si ces mots étaient pour lui une révélation inattendue il tomba en de profondes réflexions.

— Vous voyez donc bien, ci-devants, qu'il faut du sang. Toutes les autorités sont d'accord là-dessus. Vous le reconnaissez. Et où le prendra-t-on, ce sang ? Chez les sans-culottes, les républicains, les démocrates ? ce serait absurde de le croire, puisque c'est en leur faveur que ce sang coule, et puisque c'est eux qui sont chargés de verser ce sang scélérat et expiatoire. Vous voyez donc bien que vous êtes condamnés sans rémission, aristocrates, par les principes et par la justice.

Un applaudissement universel, auquel Testard lui-même se laissa entraîner, salua l'admirable logique de ce raisonnement contre lequel, en effet, nulle des idées consacrées alors n'offrait le moindre élément de contradiction.

Mais, du milieu de ce bruit louangeur, on entendit une voix claire qui chantait avec une âpre ironie le cinquième couplet de l'hymne républicain, si connu sous le nom de *la Versaillaise* :

Peuples qui géissez sous un joug tyrannique
Venez voir le Français à sa fête civique,
Comparez vos terreurs à la sérénité
Des enfants de la liberté.
Comparez à vos fers nos guirlandes légères
Que porte en s'embrassant tout un peuple de frères,
Vous ne reconnaitrez, en détestant les rois,
Que l'amour des vertus et l'empire des lois.

C'était Paul Pourvoyeur qui s'était de nouveau mis à la fenêtre de la maison paternelle, et qui, avec sa physionomie railleuse, chantait cet hymne présentant un si étrange contraste avec les faits et les principes qu'invocait son père.

— Ouï, s'écrie celui-ci d'une voix forte, mon fils m'a compris. Il vous dévoile l'avenir, l'avenir qui attend la démocratie et l'humanité quand le dernier des aristocrates aura été pendu avec les boyaux des derniers des fanatiques. Alors il n'y aura plus de riches, tout le monde le sera.

— Et, s'écria énergiquement Adèle de Brion, qu'est-ce qui lavera les chausses du citoyen Piqueprune ?

Pourvoyeur répondit quelques mots qu'un murmure intense empêcha d'entendre, et tous les regards, distraits de l'orateur, se tournèrent de nouveau vers le haut de la rue des Princes.

CHARLES D'HÉRICHAULT.

La suite prochainement.

L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LES ALLIANCES EN 1789 ET LES ORIGINES DE LA PREMIÈRE COALITION¹

Les premiers travaux de l'Assemblée nationale, le serment du Jeu de paume, la prise de la Bastille, la nuit du 4 août et la Déclaration des droits, ces mots de liberté et d'affranchissement, jetés à des oreilles déshabituées de les entendre, avaient éveillé de vives sympathies, mêlées à quelques craintes, dans toutes les nations de l'Europe. En Angleterre, le chef du parti whig, le grand orateur Fox, affirmait que la révolution française était le plus grand événement et le meilleur des temps modernes. En Allemagne, le vieux philosophe Kant pleurait de joie à la nouvelle du mouvement parisien; et à Saint-Petersbourg on s'embrassait dans les rues, en apprenant la nouvelle de la chute de la Bastille. La satisfaction publique n'était ni moins grande ni moins expressive à Bruxelles, à Liège et dans les ports de la Hollande.

Pour les partisans des réformes, les lettrés, les philosophes, les élèves des universités, les membres des sociétés secrètes alors répandues dans toute l'Europe, l'œuvre des législateurs français était le signe d'un renouvellement général et d'une ère nouvelle. L'utopie était dans l'air. Cependant, l'émotion des esprits fut en 1789 bien moins générale et bien moins vive qu'on ne l'a dit.

¹ Voir *le Correspondant* du 10 avril 1872.

Comme tout ce qui commence, on ne savait ce que deviendrait la révolution française ; pour le plus grand nombre, elle n'était qu'un accident local dans le grand drame qui se poursuivait en Europe. Personne ne prévoyait qu'elle affecterait les pensées, les sentiments et les intérêts du monde entier, encore moins que, par ses abominables excès, elle compromettrait pour longtemps les idées de liberté et de progrès. Les gouvernements eux-mêmes étaient sans craintes. Ils ne comprirent pas tout d'abord l'importance et la véritable portée du mouvement, et ne crurent pas que la commotion s'étendrait jusqu'à eux. Ils ne virent dans ce qui se passait à Versailles qu'une explosion de difficultés et de discordes intestines, très-fâcheuses pour le gouvernement français, et qui le mettraient pour quelque temps, des années peut-être, dans l'impuissance de s'intéresser aux affaires du continent. Le gouvernement britannique et son alliée, la Prusse, ne pouvaient pas désirer une occurrence plus favorable pour la poursuite de leurs desseins communs ; une fois la France retirée de la lutte, personne ne pouvait empêcher ces deux puissances de faire la loi dans toute l'Europe. C'est ce que voyaient fort bien les amis de la France, mais l'Autriche plus que tous les autres, parce qu'elle était alors engagée dans une guerre sur le Danube, et que la révolte des provinces belges paralysait encore une partie de ses forces. L'impératrice de Russie, Catherine II, avait des appréhensions analogues, et pour des motifs pareils.

Il faut bien le dire, l'attitude des réformateurs français n'était pas faite pour déromper ces conjectures de l'Europe. Exclusivement occupés de théories abstraites, et tout entiers à la poursuite de leurs chimères, ils s'inquiétaient fort peu de politique et d'équilibre européen ; ils songeaient trop à faire le bonheur terrestre de tous les hommes, pour ne pas mépriser profondément le détail mesquin et terre à terre des rapports internationaux ; n'avaient-ils pas l'espérance que le signal donné par eux serait promptement suivi, et qu'une ère de paix, de prospérité, de bonheur général serait la conséquence de leurs réformes ? La Déclaration des droits était faite pour les habitants des deux mondes. L'humanité remplaçait la patrie.

Une dure expérience ne tarda pas à déromper les princes de l'Europe et les réformateurs français. Les rois apprirent à leurs dépens que la Révolution était leur ennemie, et qu'elle prétendait passer la frontière ; les révolutionnaires reconnurent que les institutions attaquées par eux avaient encore de profondes racines dans la population, parce qu'elles étaient l'œuvre des siècles, et presque partout adaptées aux caractères et aux mœurs des nations. Mais les yeux ne s'ouvrirent que plus tard, et le mot de Cromwell fut encore

une fois vrai : « On ne va jamais si loin que quand on ne sait où l'on va. »

Toute l'année 1789, et la [plus grande partie de 1790, l'attention des cabinets européens se porta presque entièrement sur la guerre qui sévissait à l'orient, entre la Russie et l'Autriche, d'une part, la Turquie et la Suède, de l'autre. La vraisemblance était même que la lutte deviendrait générale, et que les diverses puissances s'y engageraient. C'était l'espérance de la Prusse ; et, dans ce but, le premier ministre Herzberg cherchait partout des ennemis à l'Autriche et à la Russie. La position de Joseph II était devenue critique. Fidèle à son alliance avec la czarine, il avait fait un grand effort sur le Danube, et cherché à rétablir la paix publique en Hongrie, mais sans prendre aucune mesure pour couvrir ses frontières du nord contre une attaque de la Prusse. Miné par les soucis et par la maladie, il ne fit que languir pendant toute l'année 1789. La révolte des provinces belges acheva d'user le reste de ses jours.

I

RÉVOLUTION BELGE ; ALLIANCE DE LA PRUSSE AVEC LA TURQUIE ET LA POLOGNE.

Malgré l'apparente pacification de 1787, les Belges étaient restés inquiets. Le clergé, les commissions permanentes des États provinciaux, le Conseil de Brabant, l'Université de Louvain, les corporations des trois grandes communes de Bruxelles, Anvers et Gand, étaient en lutte journalière avec le comte de Trautmansdorff, nouveau gouverneur. Entretienue par les prêtres et par la noblesse dans les campagnes, par la bourgeoisie dans les villes, la fermentation des esprits n'avait fait que s'accroître. Des troubles avaient même éclaté à Malines et à Louvain par suite de la fermeture des séminaires diocésains, et l'âme du mouvement, van der Noot, s'était sauvé en Angleterre pour échapper à la prison. Au mois d'octobre 1788, l'irritation prit un caractère plus aigu. Les États de Hainaut refusèrent les subsides d'une manière absolue ; dans le Brabant, ils ne furent votés que par la noblesse et le clergé. A ces preuves de mauvais vouloir Joseph II répond par des mesures énergiques, mais arbitraires. Les États de Hainaut sont dissous, le conseiller pensionnaire de Mons est jeté en prison dans la citadelle d'Anvers, la charte fondamentale de la province est annulée, et l'Empereur déclare qu'il entend désormais gouverner cette province comme un pays conquis. Dans le Brabant, une ordonnance impé-

riale supprime la *joyeuse entrée*, la députation des États et tous les privilèges politiques de la province. Mesure bien imprudente à l'égard d'un pays éminemment traditionnel, si voisin de la France, et lorsque la Prusse n'attendait qu'une occasion favorable pour se mêler à la querelle et susciter de nouveaux embarras à l'Autriche¹.

Cette occasion était venue. Van der Noot n'était pas resté oisif dans son exil. A Londres, il est vrai, le premier ministre Pitt avait refusé de l'entendre. Mais en Hollande il avait trouvé un accueil tout différent. Guillaume V était entré en pourparlers avec la cour de Berlin sur la conduite à tenir dans la prévision très-probable d'une révolte des provinces belges. Herzberg et son roi étaient gagnés d'avance aux propositions du stathouder. Ils virent la possibilité de porter un coup sensible à l'Autriche, et demandèrent au gouvernement britannique de prêter appui aux efforts communs de la Prusse et de la Hollande pour empêcher les provinces belges de se livrer à la France, dans le cas probable où elles s'affranchiraient de la domination autrichienne. Pitt n'avait aucun sentiment hostile contre l'Empereur, mais l'idée d'une annexion de la Belgique à la France lui était antipathique, comme à toute l'Angleterre, et il promit son concours.

Sur ces entrefaites, l'émotion produite en France par la chute de la Bastille et la nuit du 4 août avait gagné la Belgique. Dans toutes les villes et dans une partie de la noblesse, les idées de liberté, d'affranchissement et de progrès trouvèrent de nombreux adeptes, enthousiastes et résolus. C'est ce qui détermina la formation d'un second parti national, aussi hostile à l'Empereur que le parti religieux, mais avec des tendances différentes. Ce parti eut pour chef Vonck, un avocat au conseil souverain de Brabant, comme l'était van der Noot. Tandis que les chefs du parti catholique, réfugiés à Breda, sur le territoire hollandais, investissaient van der Noot de pleins pouvoirs pour traiter avec les puissances, Vonck, à l'aide des membres de la société secrète *Pro aris et focis*, préparait tout pour un soulèvement immédiat, sans tenir compte de la diplomatie.

Ces deux partis, les *statistes* ou catholiques, et les *vonckistes* ou patriotes, comme on les appelait, n'étaient unis que par un sentiment commun de haine contre l'Autriche; sur tout le reste ils étaient divisés. Les *statistes* défendaient les anciennes libertés belges, et par-dessus tout les franchises de l'Église catholique, compromises ou niées par les réformes de Joseph II. Les *vonckistes*

¹ Voir pour l'insurrection belge le livre de M. de Bourgoing : *Histoire diplomatique de l'Europe pendant la révolution française*, excellent ouvrage auquel nous avons beaucoup emprunté.

étaient en pleine sympathie avec les chefs de la révolution française, la Fayette, Duport, les Lameth, Mirabeau. Ils voulaient à la fois affranchir leur pays des institutions du passé et de la domination autrichienne.

Vonck avait cherché à s'entendre avec les réfugiés de Breda, pour préparer un soulèvement général. Mais les *statistes* étaient d'avis d'attendre la décision du gouvernement prussien, avant d'engager la lutte avec les troupes impériales, et ils repoussèrent les ouvertures qui leur étaient faites. Cependant, Vonck persista dans ses premières intentions. D'accord avec le gouvernement révolutionnaire de Liège (cette ville libre venait de chasser son évêque), il envoya dans la petite ville de Hasselt, sur le territoire liégeois, un comité de patriotes, avec la mission d'y organiser les volontaires qui devaient envahir la Belgique. Ces rassemblements furent poursuivis par les troupes autrichiennes, et cherchèrent un refuge sur le territoire hollandais, où le comité de Breda ne put s'empêcher de leur distribuer des secours. Un vieux soldat flamand, van der Meersch, ancien officier au service de la France, puis de l'Autriche, se mit à leur tête, et, peu de jours après, Vonck les ayant rejoints, les insurgés entrèrent en Belgique, divisés en deux colonnes, 28 octobre 1789. Le même jour, un manifeste, signé par van der Noot, déclarait, au nom du peuple brabançon, Joseph II déchu de ses droits de souveraineté sur le duché, et tous ceux qui lui avaient prêté serment dégagés de leur parole.

Les deux corps d'insurgés, encore mal équipés et peu aguerris, furent obligés, après quelques escarmouches, de repasser la frontière. Mais le comité de Breda ayant appris que la ville de Gand était dégarnie de troupes, fit repartir les volontaires et les dirigea sur cette grande ville. Dès qu'ils apparurent sous les murs de la cité, les bourgeois et les corps d'ouvriers, comme au temps des ligues flamandes, se soulevèrent pour la défense de leurs privilèges et chassèrent la garnison autrichienne. La Flandre tout entière se mit en révolte. D'autres insurgés se dirigèrent sur le Hainaut. En vain Trautmandorff publia coup sur coup des édits qui supprimaient le séminaire général, rétablissaient les États, le Conseil de Brabant, la *joyeuse entrée*, et promettaient une amnistie à tous ceux qui se soumettraient dans le délai d'un mois, les principaux chefs étant seuls exceptés, le mouvement suivit son cours. Les troupes autrichiennes étaient en petit nombre; elles eurent peur d'être bloquées au milieu d'un pays ennemi, sans retraite possible. Bruxelles s'insurgea, et les autorités autrichiennes se retirèrent en grand désordre sur la place forte de Luxembourg (11 décembre 1789). Peu de temps après, 18 décembre, le comité de Breda, van der Noot en tête, entra en

triomphe dans la capitale du Brabant. Sans perdre de temps, les États de toutes les provinces (à l'exception du Luxembourg, encore occupé par les Autrichiens) proclament la déchéance de Joseph II et prennent possession de la souveraineté, malgré la protestation de quelques démocrates. Sur la convocation des États de Brabant (7 janvier 1790), une assemblée des États-Généraux belges, composée des députés de tous les États provinciaux, se réunit, et quatre jours après sa première séance, elle promulguait un acte d'union fédérale. La puissance souveraine était attribuée au congrès des États belges, mais restreinte aux services d'intérêt général, la guerre, l'armée, les alliances, la représentation diplomatique. Chaque province conservait le gouvernement de ses affaires intérieures, ses magistratures et ses fonctionnaires locaux. Van der Noot devint ministre de la république, et son *alter ego*, l'abbé van Espen, secrétaire d'Etat.

La Prusse aurait voulu déterminer l'Angleterre et la Hollande à reconnaître immédiatement l'indépendance des provinces belges et à intervenir d'une manière efficace en leur faveur. Déjà même elle avait envoyé des officiers à Bruxelles pour instruire les volontaires. Mais Pitt ne tenait pas à s'engager dans une pareille aventure. La crainte d'une intervention française le rendait circonspect. Sur la proposition de la Hollande, il fut admis entre les trois puissances alliées qu'aucune d'elles n'interviendrait dans les affaires de la Belgique, à moins d'une demande de l'Empereur, et en cas d'urgence. Au fond, la triple alliance se souciait fort peu des Belges. Le stathouder de Hollande espérait s'agrandir à leurs dépens. La Prusse cherchait, avant tout, l'affaiblissement de l'Autriche, et l'Angleterre tenait à empêcher toute annexion du pays à la France.

Cette crainte n'était pas sans un certain fondement. La Fayette était à cette époque l'homme le plus puissant de France. Depuis la guerre d'Amérique, il détestait l'Angleterre et le prince d'Orange. Son ambition était d'entrer un jour à Amsterdam en vainqueur, « après avoir plongé dans un marais le stathouder. » Il avait des intelligences en Belgique avec les chefs du parti démocrate ou patriote, Vonck, le comte de la Mark et les autres. Sans doute il lui était désagréable de voir le clergé, la noblesse et les corporations ouvrières diriger la révolution belge ; mais, après tout, c'était l'émancipation d'un peuple, et à ce titre, le héros de la liberté américaine ne pouvait pas ne point l'aimer¹. Le gouvernement français, il est vrai, était trop ami de l'Autriche et trop fidèle à ses engagements pour susciter des embarras à l'Empereur. M. de Montmorin, sondé par van der Noot sur les

¹ Voir sur cette question les *Mémoires de la Fayette*.

dispositions de la France, ne lui fit qu'une réponse évasive et refusa d'entrer en rapports officiels avec le congrès belge. En même temps, il donnait le conseil à Joseph II de faire les plus larges concessions. Ce dernier ne demandait pas mieux. Affaibli par la maladie, et se sentant mourir, il aurait désiré mettre fin aux troubles de la Belgique le plus vite possible. C'est pourquoi, sur son ordre, le duc et la duchesse de Saxe-Teschén, de leur retraite de Bonn, adressèrent aux États provinciaux une lettre dans laquelle ils promettaient de rétablir sans aucune réserve l'ancien pacte fondamental. Le pape lui-même, à la demande de Joseph II, s'adressait à l'archevêque de Malines, le cardinal de Frankenberg, pour lui demander de s'interposer auprès des Belges en faveur de leur souverain. Mais les États persistèrent, et l'archevêque ne voulut pas s'engager à faire ce qu'on lui demandait. Ce fut le dernier coup porté à Joseph II. Le 20 février 1790, il expirait, après avoir envoyé, de son lit de mort, un dernier adieu et des félicitations à ses troupes victorieuses des Turcs. Quelques jours avant sa mort, dans une conversation avec le prince de Ligne, il avait dit : « Votre pays m'a tué. Gand pris a été mon agonie, et Bruxelles abandonné, ma mort. Quelle avanie pour moi ! J'en meurs. Il faudrait être de bois pour que cela ne fût pas. » Une de ses dernières paroles peint encore mieux le profond découragement dans lequel il était tombé : « Je voudrais, dit-il, qu'on inscrivit sur ma tombe : « Ci-gît un souverain dont les intentions étaient pures, » mais qui a eu le malheur de voir échouer tous ses projets. »

L'histoire est restée sévère pour le fils de Marie-Thérèse. Les intentions pures ne suffisent pas à faire les bons souverains ; il faut encore leur adjoindre la justice des desseins, l'esprit pratique qui tient compte des circonstances, la modération et la mesure en tout. Joseph II avait mené l'Autriche au bord de l'abîme et fait à l'Église catholique une blessure qui saigne encore.

Au moment où l'empereur d'Allemagne succombait à la peine, le gouvernement prussien achevait de nouer les intrigues qui devaient lui donner une grande partie de l'Europe pour complice dans sa lutte contre la Russie et la maison d'Autriche. Le 30 janvier 1790, M. de Dietz, son plénipotentiaire à Constantinople, signait un traité d'alliance avec la Turquie. Dans cet acte, rédigé en termes ambigus, la Prusse s'engageait « à déclarer prochainement la guerre à la Russie et à l'Autriche, et à ne cesser les hostilités que d'accord avec la Porte, et après lui avoir fait obtenir une paix qui non-seulement la mit en sûreté du côté de la mer, mais encore préservât Constantinople de la crainte d'une invasion maritime. » De son côté, la Turquie promettait de « ne faire la paix qu'autant que la Prusse, la Suède et la Pologne y seraient comprises, de s'efforcer d'obtenir la restitution

de la Gallicie par l'Autriche, enfin de ne traiter avec la Russie que sous la médiation de l'Angleterre et des Provinces-Unies¹. »

Comme on peut croire, la Prusse s'intéressait aussi peu à l'empire ottoman qu'à la Belgique. Au fond, Herzberg était d'avis de laisser à la Russie et à l'Autriche une partie de leurs conquêtes sur le Danube et en Bessarabie, mais à la condition d'un équivalent pour la Prusse. Dans ses plans, la Russie restituerait à la Suède ses districts de la Finlande, et l'Autriche, la Gallicie à la Pologne. En échange, la Pologne céderait à la Prusse les villes de Danzig et de Thorn, et la Suède ce qui lui restait de la Poméranie. Quant aux Turcs, ils n'auraient qu'à remercier la Prusse de les avoir préservés d'un démembrement imminent. C'est pourquoi Herzberg avait fixé un délai de cinq mois pour la ratification du traité, et il espérait bien employer ce temps à d'utiles négociations.

A la fin de mars, le gouvernement prussien signait avec la diète de Varsovie une convention analogue. Dès le printemps de 1789, l'envoyé polonais à Berlin, le prince Joseph Czartoriski, avait demandé non-seulement au roi Frédéric-Guillaume de renouveler la garantie d'intégrité territoriale donnée par Frédéric II à la république lors du premier partage, mais encore de s'entendre avec l'Angleterre et la Hollande pour obtenir d'elles la même garantie. Le roi fit bon accueil à ces propositions. Il promit de s'entendre avec ses alliés, et, afin de cimenter une alliance active entre la Prusse et la Pologne, il envoya auprès de la diète un de ses meilleurs diplomates, l'Italien Lucchesini. Le traité fut signé le 29 mars. Les deux puissances promettaient de faire tout leur possible pour se garantir et se conserver leurs possessions. La Prusse s'engageait, en cas d'attaque de l'Autriche ou de la Russie, à fournir 14,000 fantassins, et la Pologne 8,000 cavaliers avec 4,000 hommes d'infanterie. Au besoin, le contingent serait porté à 30,000 hommes pour la Prusse et à 20,000 pour la Pologne. Il était en outre convenu que, si quelque puissance que ce soit voulait « à titre d'actes et stipulations précédentes quelconques, ou de leur interprétation, se mêler des affaires intimes de la république de Pologne, le roi de Prusse, si ses bons offices pour prévenir les hostilités par rapport à une telle prétention n'avaient pas leur effet, reconnaitrait ce cas comme celui de l'alliance et assisterait alors la république aux termes du traité. » Dans le cours des négociations, Lucchesini avait offert à la diète un remaniement des tarifs commerciaux favorable à la Pologne, en échange de Danzig et de Thorn. Mais la diète refusa de consentir à un nouvel amoin-

¹ *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I.

drissement du territoire national, et pour le moment la Prusse n'insista pas.

Herzberg touchait au but de sa politique. Il était parvenu à isoler l'Autriche, après avoir fomenté la révolte de ses provinces, et il se disposait à lui porter un coup décisif par une intervention directe de la Prusse dans la guerre, quand l'avènement de Léopold et les intrigues victorieuses du parti féodal et religieux à Berlin renversèrent tous ses projets et le firent disparaître de la scène publique.

II

CONGRÈS DE REICHENBACH.

RAPPROCHEMENT DE L'AUTRICHE ET DE LA PRUSSE.

Le successeur de Joseph II dans les domaines héréditaires de la maison d'Autriche était son frère l'archiduc Léopold. Grand-duc de Toscane depuis vingt-cinq ans, il s'était fait une réputation européenne par la sagesse de ses lois, et il passait pour le modèle des souverains. Transporté de Florence à Vienne, il trouvait l'Autriche dans une situation critique et sur le penchant de sa ruine : une guerre laborieuse avec les Turcs, la révolte des Pays-Bas et de la Hongrie, l'attitude provocante de la Prusse, des embarras de toute sorte et sur tous les points. Mais son nom était déjà une force. Il se mit à l'œuvre avec sagesse, avec calme, avec autant de modération que de vigueur, sans folle précipitation et sans faiblesse. A l'intérieur, il rompit avec les vues irréalisables de son frère et désarma les mécontents par d'habiles concessions faites à propos ; à l'extérieur, il était trop de sa race pour reculer devant les périls, mais, au lieu d'imiter Joseph II, qui brusquait tout, il fit la part des circonstances et mit à profit les divisions de ses adversaires ; nullement guerrier, il n'aspirait pas aux conquêtes et ne désirait que la paix. Il l'obtint honorable.

Comme le nœud de la situation était à Berlin, un rapprochement de l'Autriche et de la Prusse mettait fin à la crise. Sans doute, Herzberg, en vrai disciple de Frédéric II, était un ennemi haineux de l'Autriche. Il n'y avait avec lui aucune concession, aucune garantie sérieuse à espérer. Mais Frédéric-Guillaume II était animé de sentiments moins hostiles ; prince indécis et faible, il n'était pas incapable d'un bon mouvement et cédait volontiers aux impressions du moment. Si l'on parvenait à le séparer de son premier ministre, bien des causes de

conflit seraient écartées et la crise se dissiperait d'elle-même. C'est pourquoi le chef de la maison d'Autriche entreprit d'entrer en relations directes avec Frédéric-Guillaume, pendant que Kaunitz et Herzberg poursuivraient au grand jour leurs négociations, sur le vieux mode diplomatique. Au même moment, par un de ces hasards heureux qui ont tant de fois servi l'Autriche, le parti qui, depuis l'avènement du nouveau roi, minait le terrain sous les pieds de Herzberg, redoublait d'efforts à Berlin et finissait par triompher.

Rien de curieux et de triste en même temps comme l'histoire de ces intrigues. On sait que la secte des illuminés avait pris un grand développement dans toute l'Allemagne et que sa prétention était de renverser les institutions sociales, religieuses et politiques, pour restituer à l'homme sa perfection originelle. En opposition avec ces anarchistes s'éleva la secte des théosophes ou visionnaires. Leurs doctrines, pareilles à celles d'un grand nombre de mystiques, permettaient d'allier à un vague sentiment religieux des mœurs dissolues, et convenaient à des âmes faibles. Frédéric-Guillaume les avait adoptées. Ce prince, resté jusqu'à la mort du grand Frédéric en dehors des affaires, avait cherché à se distraire dans les excitations et les plaisirs de tout genre qui s'offraient à lui, puis il avait gémi du vide et de la monotonie de son existence, et avait demandé aux rêveries des philosophes un stimulant pour son esprit. Depuis qu'il était roi, son grand délassement était de faire évoquer les morts en sa présence, dans les soupers intimes de Potsdam, et de converser avec les grands hommes de l'humanité¹.

C'est ainsi que, dès le commencement du règne, les visionnaires avaient pris une grande part au gouvernement intérieur de la monarchie, et que le colonel Bischoffsverder, un des principaux chefs de la secte, était devenu le compagnon et le familier indispensable du prince. Bischoffsverder, mystique et visionnaire, se rattachait en politique au parti féodal. Déjà il avait obtenu que le roi romprait avec l'indifférence cynique de Frédéric II à l'égard des croyances et des opinions religieuses. La presse était soumise à une censure sévère, et insulter ou nier Dieu n'était plus tenu pour une marque d'esprit. Mais Frédéric-Guillaume tenait encore pour la politique de son ministre. Les progrès de la révolution française achevèrent le travail des théosophes. Herzberg, qui, en fait de croyances, était de la religion de son ancien maître, voyait avec plaisir le développement de l'anarchie en France, d'autant plus qu'elle le mettait à l'aise dans ses combinaisons arbitraires et machiavéliques. Mais Frédéric-Guillaume était roi, et il ne pouvait apprendre sans colère ni appréhen-

¹ *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I.

sion les outrages prodigués à Louis XVI. Il se demanda si son devoir n'était pas, au lieu de pousser l'Autriche à bout, d'amener un rapprochement entre les deux puissances et de réprimer la démagogie parisienne.

A partir de ce moment (on était dans les premiers mois de 1790), la grande situation de Herzberg fut perdue. Bischoffsverder triomphait, et le parti féodal avec lui. Léopold était instruit de tout. Un diplomate autrichien qui avait une grande part dans la confiance du prince de Kaunitz, le baron Spielmann, s'aboucha avec Bischoffsverder, et il fut convenu que le roi de Prusse entrerait en relations secrètes avec Léopold.

Les souverains échangèrent donc leurs vues et discutèrent si l'Autriche rendrait ce qu'elle avait conquis sur les Turcs, ou si elle accepterait le plan d'échange de Herzberg. Le chef de la maison d'Autriche proposa de rétablir la paix avec la Turquie, en prenant pour base la paix de Passarowitz de 1718, et par conséquent la Porte rendrait à l'Autriche tout ce que celle-ci lui avait abandonné par le traité de Belgrade en 1739, la partie occidentale de la Valachie jusqu'à l'Aluta, Belgrade et quelques parties de la Bosnie et de la Servie. Frédéric-Guillaume II, qui n'avait pas encore ratifié le traité conclu avec la Turquie, répondit par une contre-proposition. Il demandait ou le rétablissement du *statu quo ante bellum*, ou le retour aux limites de Passarowitz, à la condition, pour Léopold, de changer son alliance offensive avec la Russie en alliance défensive, et de restituer la plus grande partie de la Galicie à la Pologne, en dédommagement de Danzig et de Thorn, qui deviendraient prussiens. Dans ce dernier cas, le roi de Prusse s'engageait à ne pas reconnaître l'indépendance des provinces belges, et à donner sa voix au roi de Hongrie, lors de l'élection à l'empire.

Léopold aurait accepté le *statu quo ante bellum*, mais son orgueil de prince autrichien se refusait à l'agrandissement de la Prusse, et la correspondance entre les deux princes fut interrompue pendant quelque temps.

L'affaire de Nootka, entre la Grande-Bretagne et l'Espagne¹, était alors discutée au Parlement britannique et à l'Assemblée nationale de France, et l'on ne savait pas encore si la guerre n'éclaterait point entre les puissances maritimes. La seule possibilité de cette guerre rendit du nerf à la politique autrichienne. Léopold, qui

¹ La possession de la baie de Nootka, sur la côte occidentale de l'Amérique du Nord, avait soulevé un conflit entre l'Espagne et l'Angleterre; par suite du pacte de famille, la France était tenue de porter appui à l'Espagne en cas de guerre.

n'avait pas hésité un instant à répudier toute idée de conquête en Turquie plutôt que d'accorder un pouce de terrain à la Prusse, déclara, dès les premiers jours de mai, à l'ambassadeur anglais qu'il voulait la paix sur le même pied qu'autrefois, et qu'il ne demandait aux Turcs que la ville d'Orsowa pour la régularisation de ses frontières; qu'alors il rendrait à la Belgique son ancienne constitution, et qu'il pensait, en agissant ainsi, satisfaire à tous les droits légitimes; mais que, si on le forçait à faire la guerre, il abandonnerait à la France une partie de la Belgique, comme prix de son alliance.

L'Angleterre fut décidée sur-le-champ. Il était contraire à ses intérêts commerciaux d'abandonner Danzig à la Prusse, et la crainte de voir la France s'étendre en Belgique ne lui permettait pas la moindre hésitation. La Hollande suivit son exemple et se déclara, comme elle, prête à accéder aux propositions de l'Autriche. Cependant le roi de Prusse, une fois convaincu que l'Assemblée nationale de France ne ferait pas la guerre avec l'Angleterre, revint en apparence au plan de Herzberg et fit une démonstration militaire contre l'Autriche et la Russie. Il disposa une armée sur les frontières de la Lithuanie pour tendre la main aux troupes polonaises; une autre prit ses campements dans la Silésie, prête à envahir l'Autriche, et le roi se rendit lui-même en grand appareil au quartier général de cette dernière armée. Toutefois, il avait repris sa correspondance avec Léopold et, avant de livrer le règlement de leur différend au hasard de la guerre, il convint avec lui de réunir un congrès à Reichenbach, petite ville de la Silésie prussienne.

Léopold, qui était sûr des puissances maritimes, avait eu l'air de ne céder qu'à regret à la demande d'un congrès; mais cette demande comblait, au fond, ses vœux les plus chers. A la fin de juin, deux diplomates autrichiens, le prince de Reuss et le baron de Spielmann, arrivèrent au camp prussien et ouvrirent à Reichenbach des négociations publiques avec Herzberg.

Ce dernier, qui ne connaissait pas la véritable situation de l'Autriche, ni même les intentions secrètes de son souverain, exposa son plan d'échange¹. L'Autriche rendrait à la Pologne, non plus la Gallicie tout entière, mais les importantes salines de Wieliczka; en retour, elle recouvrerait quelques districts de la Valachie et de la Croatie ottomane; la Prusse acquerrait Danzig et Thorn. Enfin,

¹ *Histoire de l'Europe pendant la révolution française*, 3^e édit. allemande. On ne peut lire cet ouvrage de M. de Sybel avec trop de soin, il est rempli, pour nous Français, de révélations bien inattendues et qu'on chercherait en vain dans nos histoires de la révolution.

le roi de Hongrie assurerait aux Belges, s'ils consentaient à rentrer sous sa domination, leur ancienne constitution avec une amnistie générale. Les négociateurs autrichiens remirent, au nom du prince archi-chancelier, une note et un contre-projet identique quant aux principes, et qui ne différait du programme prussien que sur quelques points secondaires. Ils exigeaient les limites de Passarovitz et, de plus, certains districts de la Croatie ou la place forte de Choczim avec son territoire. Herzberg se croyait sûr du succès. Mais le même jour, 13 juillet, les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, à peine arrivés au congrès, s'opposèrent de la manière la plus formelle à la conclusion du traité sur des bases pareilles. Leur alliance, dirent-ils, ne reposait que sur le maintien complet des anciennes divisions territoriales avant la guerre, et il leur serait impossible de s'associer à une politique qui aurait un autre programme en vue. En ce moment, arrivait aussi de Varsovie le marquis de Lucchesini. Il annonça qu'une vive opposition se manifestait en Pologne contre la cession de Danzig et de Thorn, et que la Diète, à l'instigation du parti russe, venait de décider que toute cession de territoire était un crime de haute trahison. Cette nouvelle, confirmée par le plénipotentiaire polonais Jablonowski, fit la plus vive impression sur le roi Frédéric-Guillaume. Sa première ardeur était déjà passée. Il n'avait pas la froide et tenace persévérance des princes de sa race. Son imagination mobile et malade passait volontiers d'un rêve à un autre. En voyant les obstacles s'accumuler devant lui, il crut que Herzberg l'avait engagé dans une mauvaise politique, et il adopta les vues anglaises. La gloire de dicter, comme arbitre de l'Orient, la paix à trois empereurs, lui paraissait encore plus grande et plus belle si la Prusse ne recevait aucun accroissement immédiat de territoire. Herzberg reçut l'ordre de repousser les plans d'échange de Kaunitz et d'insister pour le maintien du *statu quo ante bellum*. Ce fut un coup de théâtre. Les ambassadeurs autrichiens affectèrent une grande irritation et une vive inquiétude. Le roi parut croire qu'ils refuseraient, et il exprima à Herzberg la pensée qu'il fallait se préparer à combattre pour la bonne cause. Mais Herzberg savait à quoi s'en tenir, et il secoua tristement la tête. Huit jours après, Léopold faisait parvenir son adhésion empressée et Herzberg apposait bien à regret sa signature aux actes qui consommaient la ruine de son système politique (27 juillet 1790).

C'était la négociation directe entre les deux souverains qui avait tout fait. Comme les deux puissances n'étaient pas en guerre, il n'y avait pas lieu à un traité proprement dit, mais à un simple échange de déclarations. Par la sienne, l'Autriche consentait à la

paix avec la Turquie, en prenant pour base le *statu quo* et en se réservant d'obtenir quelques rectifications de frontières; dans le cas où la czarine resterait en guerre avec la Porte, le gouvernement de Vienne pratiquerait la neutralité et garderait en dépôt la place de Choczim pour la restituer, à la paix, aux Turcs. La contre-déclaration de la Prusse, en prenant acte des engagements de l'Autriche, réservait, pour la Turquie, le droit de ne modifier le *statu quo ante bellum* que de son plein gré; dans le cas où le Grand Seigneur accorderait quelques avantages à l'Autriche, un équivalent serait donné à la Prusse. C'est tout ce que Herzberg avait pu obtenir. Un congrès se rassemblerait à Sistova pour travailler sous la médiation des alliés à la conclusion d'une paix définitive entre les Autrichiens et les Turcs. Un autre congrès des puissances réglerait, à la Haye, les conditions de la rentrée des Autrichiens dans les provinces belges. L'Angleterre et la Hollande signèrent un acte de garantie des déclarations échangées.

Telles furent les conventions de Reichenbach. Le roi Frédéric-Guillaume pouvait s'attribuer la gloire d'avoir imposé à l'Autriche ses volontés. Mais, comme l'ambassadeur américain à Paris, Morris, écrivait à cette occasion à son gouvernement : « Bien que ce soit la Prusse qui ait dicté le traité de Reichenbach, elle a été complètement mystifiée. » Ce fut l'opinion générale en Europe. L'Autriche échappait à une menace de guerre, sans rien perdre et sans accroissement de sa rivale. La Prusse, au contraire, avait abandonné la Turquie, et elle s'entendait accuser de trahison par la Hongrie, la Belgique et Liège. Le roi de Suède, Gustave III se hâta de signer la paix avec Catherine II, et les Polonais n'eurent plus que du mépris pour la perfidie prussienne.

III

CONGRÈS DE SISTOVA. NEGOCIATIONS SECRÈTES ENTRE L'EMPEREUR ET LE ROI DE PRUSSE.

Léopold avait employé les derniers mois de 1790 à la consolidation de l'Autriche. Élu empereur d'Allemagne à Francfort, le 30 septembre, il s'était fait couronner roi de Hongrie en novembre pendant que son général, le vieux Bender, entraît sans coup férir dans Bruxelles et mettait fin à l'insurrection belge¹. Il ne lui restait qu'à signer la paix avec les Turcs.

¹ Voir dans M. de Bourgoing la fin de l'insurrection belge. Le mouvement national échoua par suite de la division qui s'était glissée entre les statistes et les

La petite ville bulgare de Sistova sur le Danube, était le lieu désigné pour les négociations. L'ouverture du congrès se fit le 2 janvier 1791. Comme les puissances avaient admis à Reichenbach que la paix entre l'Autriche et la Turquie se ferait sur les bases du *statu quo ante bellum*, personne ne s'attendait à de bien longues discussions, et le congrès n'était guère qu'une affaire de forme. Ce fut tout le contraire qui arriva. L'alliance de l'Autriche avec la Russie durait encore, et Catherine II ne voulait pas entendre parler de paix sans conquête. Elle avait repoussé avec hauteur les ouvertures des puissances du Nord et déclaré que si Léopold retirait ses troupes de la Valachie pour la restituer aux Turcs, elle prendrait elle-même possession de cette province, en vertu de son traité avec Joseph II, et comme une conquête faite en commun par les armées autrichiennes et russes. C'était son droit et Léopold n'entendait pas le contester. Il était bien résolu à ne pas recommencer la guerre, il tenait encore moins à rompre avec la Russie et à réveiller le mécontentement des Hongrois par une paix précipitée avec les Turcs¹. Il éleva donc des prétentions inattendues. Dès la seconde séance du congrès, son plénipotentiaire, le baron Herbert Rathkeal, prétendit que le *statu quo* ne concernait pas seulement la frontière des deux pays, mais encore toutes les questions relatives au droit des gens. En conséquence, il exigeait, non sans hauteur, le renouvellement des anciens traités entre l'Autriche et la Turquie, notamment du traité de 1783 qui garantissait de toute insulte des corsaires barbaresques les navires de commerce impériaux, ainsi que du sened (édit du 24 février 1784) par lequel le sultan avait permis aux Autrichiens de faire le commerce et de naviguer par mer et sur les rivières dans toutes les provinces et sur tous les rivages de l'empire ottoman. Les trois puissances consentirent à ces demandes de l'Autriche. Herbert soutint alors qu'une mention formelle du congrès de Reichenbach et de la médiation des trois puissances était inutile, et qu'en tout cas, son gouvernement la repousserait dans le nouveau traité avec les Turcs, par un sentiment d'honneur facile à comprendre.

Cette fois il n'était plus possible de s'entendre. Les envoyés des trois puissances déclarèrent qu'avant d'admettre ces prétentions, ils

vonckistes. La perfidie de la Prusse acheva de perdre les Belges. Sont-ils bien guéris de leur vieil engouement pour la bonne foi prussienne?

¹ Les Hongrois étaient fort hostiles aux conventions de Reichenbach, et ils se montraient pleins d'ardeur dans la guerre contre les Turcs. Pour calmer leurs susceptibilités, Léopold adjoignit au baron Herbert le prince Esterhazy dans les négociations de Sistova.

Voyez M. Sayous, *Histoire des Hongrois de 1790 à 1815*. Paris. Germer-Baillière, 1872.

avaient besoin de consulter leurs gouvernements respectifs (10 janvier). Les travaux du congrès furent suspendus pendant quelques mois.

Ce fut à cette époque que Herzberg, inquiet du progrès croissant de ses ennemis à Berlin, chercha par une intervention armée en France à flatter les nouveaux sentiments de son maître, dans l'espérance de le ramener sur d'autres points à la vieille politique de la Prusse. Il lui proposa d'offrir à Louis XVI un corps de quatre-vingt mille hommes pour renverser l'Assemblée nationale et rétablir l'ordre en France. Comme prix de ce service, Frédéric-Guillaume ne demanderait au roi de France que de rompre avec l'Autriche et de signer avec la Prusse un traité d'alliance. Étroitement unies, les deux puissances seraient les arbitres du continent. L'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Goltz, fit dans ce sens une proposition formelle au gouvernement français dans les derniers jours de janvier. Par malheur pour Herzberg, ni le roi ni ses ministres, ni surtout Marie-Antoinette, n'étaient pas d'humeur à se brouiller avec l'empereur. M. de Montmorin déclina les offres de la Prusse. Mais cet échec n'affaiblit pas chez Frédéric-Guillaume l'intérêt qu'il portait aux affaires de France. Il ne servit qu'à rapprocher ce prince de l'Autriche¹.

Cependant la guerre se poursuivait toujours entre les Russes et les Turcs. Ces derniers avaient éprouvé de grands revers, et le fameux Souvaroff leur avait pris la place forte d'Ismail après un assaut terrible. Une marche de ce général sur Constantinople était possible. Ce fut alors que le sultan se décida pendant qu'il était encore temps, à faire valoir son alliance avec la Prusse, et au commencement de mars il adressait à Berlin une demande de secours. La Prusse fit part de cette complication inattendue à ses alliés, et sans perdre de temps les trois puissances activèrent leurs préparatifs de guerre, bien résolues à protéger les Turcs par tous les moyens en leur pouvoir. Dans les ports anglais, les armements furent doublés de manière à permettre le prochain envoi d'une première flotte dans la Baltique et d'une autre dans la mer Noire. La Hollande prit des mesures analogues. En Prusse, les généraux et les corps de troupes qui devaient envahir la Russie furent désignés et tenus prêts à marcher. Pourtant Frédéric-Guillaume ne voulait pas commencer les hostilités sans savoir quelle serait l'attitude de l'Autriche, et cette puissance, comme on le pense bien, hésitait à se prononcer. Léopold, il est vrai, s'était engagé à Reichenbach à signer la paix avec les Turcs, mais son premier mi-

¹ M. de Sybel, si bien renseigné et si exact d'ordinaire, ne dit rien de cette proposition. Cependant il aurait pu en trouver les preuves dans les Archives du Ministère des affaires étrangères.

nistre, Kaunitz, avait distingué d'une manière précise la guerre contre la Turquie de la guerre contre les Russes, et avant de promettre la neutralité de son gouvernement, il avait mis pour condition expresse que la Prusse ne chercherait aucun avantage pour elle-même dans une rupture avec la Russie ; et comme Herzberg prétendait réserver les droits de son gouvernement à une indemnité pour les frais de la guerre, si elle avait lieu, Kaunitz avait répondu : « Nous devons protester contre toute réserve de ce genre ! »

Pendant que la situation était ainsi tendue, les progrès de l'anarchie en France décidèrent l'empereur à faire quelques concessions. Malgré sa répugnance à intervenir dans les affaires intérieures du royaume, il lui était impossible de ne pas s'intéresser à la reine Marie-Antoinette, sa sœur, et pour rester libre de ses mouvements dans l'Occident, il devait se dégager de l'alliance russe et établir des rapports amicaux avec la Prusse ; son ambassadeur à Berlin, le prince de Reuss, était en rapports suivis avec Bischoffsverder, et les dispositions secrètes du roi lui étaient connues. Quelque temps après l'interruption des conférences de Sistova, dans une conférence particulière avec Frédéric-Guillaume, il témoigna du désir qu'éprouverait l'empereur de nouer avec la Prusse des rapports de confiance, ajoutant qu'une négociation directe entre les deux princes en dehors de leurs ministres, serait le meilleur moyen d'arriver à ce rapprochement. Le roi de Prusse s'attendait à cette ouverture, et peut-être même l'avait-il provoquée. Sur-le-champ et sans prévenir son premier ministre, il fit partir pour l'Autriche le colonel Bischoffsverder afin d'obtenir des explications plus précises sur les sentiments de l'empereur. Le choix de l'envoyé disait tout :

Léopold était alors dans ses provinces d'Italie. Il accueillit fort bien le confident du roi, d'autant plus qu'il le savait incapable de résister à la séduction. Bischoffsverder devint immédiatement le plus fervent adepte de l'empereur et le partisan résolu d'une alliance entre les deux États. Il blâma la politique brouillonne et astucieuse de Herzberg qui tenait l'Europe dans une fièvre perpétuelle. A quoi Léopold répondit qu'il serait bien facile d'arriver à une situation meilleure. « A Vienne aussi, dit-il, j'ai mon Herzberg, comme vous avez à Berlin mon Kaunitz, si nous voulons une sérieuse amitié, il faut éloigner ces deux hommes¹. »

Bischoffsverder était tout à fait de cet avis. L'empereur lui parla ensuite des dangers qui menaçaient l'Europe et témoigna de son ardent désir d'aplanir le plus promptement possible les dernières difficultés dans une entrevue personnelle avec le roi de Prusse ; puis

¹ M. de Sybel, *Histoire de l'Europe*, t. I.

il congédia le colonel après l'avoir comblé de caresses et lui avoir remis une lettre écrite de sa main pour Frédéric-Guillaume.

Bischoffsverder revint tout rempli d'espoir, et il fit partager sans peine ses ardentes convictions à Frédéric-Guillaume. Mais les hommes d'État prussiens étaient moins enthousiastes. Après avoir cherché tant de fois et par tant de moyens à perdre l'Autriche, tout ce qui venait de Vienne leur était suspect, et ils ne pouvaient croire à l'honnêteté d'un gouvernement qu'ils avaient constamment trompé ou calomnié. Avant de s'engager, il leur fallait des actes et non des paroles. Ils pensèrent donc que l'empereur devait montrer d'abord son bon vouloir par une prompte conclusion de la paix avec les Turcs et par une politique plus accentuée à l'égard de la Russie. Frédéric-Guillaume prit alors le parti de poursuivre par des voies secrètes les relations commencées avec Léopold, et de conspirer en quelque sorte contre son propre gouvernement.

Seul de tous les ministres, le vieux Finkenstein fut mis dans le secret, à cause de ses attaches avec le parti religieux et parce qu'on avait besoin de lui pour faire connaître aux alliés de la Prusse, l'Angleterre et la Hollande, les dispositions pacifiques de l'empereur, et pour se concerter avec elles sur les meilleurs moyens d'en tirer avantage.

Finkenstein envoya sans retard une note confidentielle de ce qui se passait au gouvernement britannique. L'occasion ne pouvait être mieux choisie. Ce message inattendu tirait William Pitt d'un grand embarras, peut-être même d'une crise ministérielle. Par suite de la demande de secours faite par les Turcs, il avait présenté le 28 mars un message royal au Parlement pour demander l'autorisation d'augmenter les forces maritimes de l'Angleterre dans la prévision d'une rupture avec la Russie, et ce document avait soulevé un violent orage; autant l'opinion publique s'était montrée favorable l'année précédente à une guerre contre l'Espagne et contre ses riches colonies d'Amérique, autant elle était hostile à une rupture avec la Russie. Le commerce de la mer Baltique était alors très-productif pour l'Angleterre, et la prévision des dangers qui le menaçaient souleva de toutes parts les plus violentes réclamations. D'ailleurs, si l'on ne voulait pas tenir compte des plaintes du commerce, était-il bien utile de prendre parti pour des mahométans contre des chrétiens et bien prudent de s'engager dans une guerre difficile au moment où le progrès des idées révolutionnaires en France pouvait mettre en feu tout l'Occident et tout le centre de l'Europe.

Le parti whig avec ses chefs, Burke et Fox, unis pour la dernière fois, soutint le mouvement populaire, et, ce qui était plus significatif, une partie notable des torys votèrent contre le gouvernement. Devant

une telle manifestation du sentiment public, le ministère n'hésita pas à revenir sur ses premiers desseins. Pitt retira une note menaçante qui était déjà rédigée contre la Russie, et fit savoir à Berlin qu'à Londres le gouvernement ne pouvait pas résister à l'expression de la volonté publique. En même temps, le duc de Leeds, secrétaire d'État pour les affaires étrangères, quittait le ministère et avait pour successeur celui des membres du cabinet qui s'était le plus opposé dans le conseil à une rupture avec la Russie, lord Grenville. Ce dernier entreprit de conclure, sans retard, un accommodement pacifique avec Catherine II, et à peine instruit des intentions pacifiques de l'Autriche, il fit partir en toute hâte pour l'Italie le jeune comte Elgin (19 avril), afin de proposer à l'empereur une alliance défensive avec l'Angleterre et ses alliées, si l'Autriche voulait agir auprès de la czarine pour obtenir la paix telle que la désirait le gouvernement britannique. Comme Bischoffswerder, le comte Elgin était sans titre officiel, parce que lord Grenville se fiait aussi peu à Kaunitz que Léopold au comte Herzberg, et qu'il désirait traiter avec l'empereur sans l'intermédiaire des diplomates autrichiens¹.

Cette prompte démarche du gouvernement anglais eut un écho immédiat à Berlin. Le 1^{er} mai, les chefs du parti féodal, les comtes Schulenburg et Alvensleben entrèrent au ministère. Le premier, comme président du conseil de guerre et de cabinet, le second en qualité de secrétaire adjoint des relations extérieures. Herzberg conserva encore son portefeuille jusqu'au 5 juillet suivant, mais sans crédit dans le conseil et sans accès auprès de Frédéric-Guillaume. Les nouveaux conseillers du roi n'étaient pas moins hostiles à l'Autriche que ne l'était Herzberg, et autant que ce ministre, ils tenaient à l'agrandissement de la Prusse. Mais, comme ils n'avaient pu arriver au pouvoir qu'en flattant Frédéric-Guillaume de la perspective d'être le vengeur de la majesté royale et le restaurateur des principes sociaux, l'alliance de l'empereur était nécessaire à leurs desseins, au moins pour un certain temps, et ils n'éprouvèrent aucune répugnance à faire les premières démarches.

Le 3 mai, Schulenburg présentait à son maître, de concert avec le vieux Finkenstein, un mémoire qui devait décider de la politique future de la Prusse. Dans ce document remarquable, Schulenburg expliquait au neveu du grand Frédéric « que s'il restait encore des doutes sur les intentions de Léopold à l'égard des Turcs, et que, si une alliance avec l'Autriche n'était pas nécessaire au gouvernement prussien, néanmoins l'espérance de s'assurer la neutralité de l'empereur dans l'éventualité d'une guerre avec la Russie et

¹ M. de Sybel, *Hist. de l'Europe*, t. I.

avec les jacobins français, était un avantage de telle importance qu'il suffisait pour justifier l'alliance projetée ; qu'en conséquence, le gouvernement prussien ne pouvait que se réjouir de la mission secrète donnée à lord Elgin, car elle concourrait au même but que la négociation commencée par Bischoffsverde ; qu'il était en outre désirable pour l'honneur de la Prusse de ne pas avoir l'air de marcher à la remorque de l'Angleterre dans les relations avec l'empereur, tandis qu'il lui était facile de traiter immédiatement avec l'Autriche et de faciliter elle-même au gouvernement britannique l'accès de cette alliance ¹. »

Les deux ministres proposèrent ensuite de faire connaître au prince de Reuss les dispositions amicales de la Prusse, mais à la condition de n'en informer que l'empereur personnellement. Le roi Frédéric-Guillaume accepta des deux mains les propositions de ses ministres, et il fit faire une communication secrète du mémoire au prince de Reuss. Ce dernier ne vit aucun moyen, dans la situation personnelle où il se trouvait, de donner suite à l'affaire sans instruire le prince de Kaunitz, son chef, de ce qui se passait, et le gouvernement prussien, comprenant bien que Léopold ne prendrait jamais une résolution si importante à l'insu de ses ministres, n'insista plus sur la condition du secret à garder. Les graves événements qui se passaient à Varsovie achevèrent de le décider, et le 12 mai, la demande officielle d'une alliance entre les deux gouvernements partait de Berlin pour Vienne ; le neveu du conquérant de la Silésie et du héros de la guerre de Sept ans, offrait au fils de Marie-Thérèse l'appui des armées prussiennes contre les ennemis de l'Autriche et contre les perturbateurs de la paix publique en Europe !

Voyons ce qui s'était passé en Pologne pour inspirer de si vives frayeurs à la Prusse.

IV

CONSTITUTION POLONAISE DU 3 MAI 1791.

En 1788, le peuple polonais, dans un dernier effort qui ne fut pas sans gloire, avait entrepris un grand travail de reconstitution politique et sociale. Mais les obstacles étaient énormes. Après trois années laborieuses, l'œuvre n'avancait que très-lentement. Déjà la diète s'était prorogée deux fois, et c'est à peine si quelques lois organi-

¹ *Hist. de l'Europe pendant la révolution française, t. I.*

ques étaient votées, comme par exemple la loi sur les États provinciaux ou diétines, et la loi qui réglait les droits de la bourgeoisie. Cette lenteur excessive était due à deux causes principales. La première et la plus importante venait du dehors; elle tenait aux intrigues de la Russie pour empêcher la formation d'une majorité forte et compacte dans la diète; la seconde était intérieure, les grands seigneurs étant en partie hostiles au rétablissement de l'hérédité monarchique, les uns par ambition personnelle, les autres par attachement à la liberté absolue de leurs ancêtres, à ce *liberum veto* qui leur faisait dire : *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*. Le langage de la Prusse et de l'Angleterre qui avaient garanti à la république l'intégrité de son territoire, contribuait encore à rassurer les patriotes et à leur faire croire qu'ils pouvaient à loisir réformer leurs lois, et qu'un long avenir leur appartenait; que pouvaient-ils craindre en effet de la Russie, s'ils avaient l'alliance de la Prusse et de ses satellites la Suède et la Turquie, avec la Grande-Bretagne et la Hollande pour réserve? Au lieu d'être exposée à de nouvelles agressions, c'était la Pologne qui, par son accession à la ligue contre Catherine II, pouvait faire pencher la balance, et décider comme dans l'ancien temps, du sort de tout l'Orient. Telles étaient les chimères dont se repaissait encore à la veille d'une catastrophe finale ce peuple malheureux. Pourtant l'obstination du gouvernement prussien à offrir la Gallicie qui ne lui appartenait pas en échange de la basse Vistule avait donné quelques craintes aux Polonais. Le congrès de Reichenbach suivi de conséquences si importantes et si imprévues, acheva de leur ouvrir les yeux. Ils comprirent que la Prusse les avait trompés et ils éprouvèrent une vive irritation contre cette puissance. Aucun patriote ne voulut plus se fier aux promesses qui venaient de Berlin. L'Autriche gagna ce que perdait la Prusse. En prince avisé, Léopold attirait à Vienne et recevait avec empressement les Polonais de haute naissance, tandis que ses ministres et ses agents officieux s'attachaient à démasquer les intrigues prussiennes. C'est ainsi que Kaunitz malgré sa vieille et persévérante tendresse pour la Russie, instruisait en mars 1791, le nonce de Pologne à Vienne des desseins secrets médités à Saint-Pétersbourg et à Berlin contre l'intégrité de la république. La nouvelle était prématurée pour le moment, puisque la Prusse songeait alors plus que jamais à une guerre contre la Russie, mais elle était accompagnée de tant d'indices et venait après tant de désillusions qu'elle fit une profonde sensation sur les esprits. Il y eut dès lors un parti autrichien très-fort en Pologne et les patriotes espérèrent trouver dans Léopold l'appui qu'ils avaient demandé les années précédentes à la Prusse.

Cette fois, les Polonais étaient dans le vrai. Un des points fondamentaux de la politique impériale était l'affermissement de la Pologne. Le plan de Léopold était généreux, et il fait honneur à sa clairvoyance. Le voici en substance : « La couronne de Pologne redeviendrait héréditaire et serait rendue aux électeurs de Saxe qui l'avaient déjà occupée pendant soixante ans. A l'avenir les deux dignités, l'électorat et le royaume, seraient fondus de telle sorte que l'électeur de Saxe fût toujours en même temps roi de Pologne¹. »

L'adoption de ces vues aurait fondé l'équilibre des puissances de l'Est. Entre la Prusse protestante et la Russie grecque orthodoxe, pénétrant par la Saxe jusqu'au cœur de l'Allemagne et s'étendant vers l'Asie jusqu'au Dniéper, se serait formée une monarchie de 12 à 15 millions de sujets au moins, la plupart slaves et catholiques. Appuyé sur l'alliance de l'Autriche, cette monarchie avec une population double de la Prusse et un territoire plus fertile, aurait réduit cette puissance à un rôle inférieur et fini par lui enlever ses récentes acquisitions. Quant à la Russie, séparée de l'Europe par une barrière de peuples slaves solidement appuyée sur l'Allemagne et l'Autriche, elle aurait poursuivi en paix ses projets d'agrandissement en Asie et jusqu'à l'Océan pacifique.

Il est probable en outre que Léopold n'oubliait pas les intérêts dynastiques de l'Autriche, et que dans sa pensée comme l'électeur de Saxe n'avait qu'une fille, cette dernière devait épouser un archiduc, et que ce dernier serait le véritable fondateur de la nouvelle dynastie.

Ce plan offrait de grandes difficultés, mais ce n'était pas une pure utopie, et l'histoire moderne a vu des combinaisons politiques moins sensées réussir complètement. En 1791 la Pologne transformée, — défendue par un puissant voisin, — avait encore chance de vivre. Il n'a fallu rien moins que la révolution française et sa folle déclaration de guerre à l'Autriche pour amener la ruine définitive de ce pays.

Les bienveillantes dispositions de l'empereur avaient rempli les Polonais d'une grande espérance. Les patriotes comprirent que le moment était venu et qu'il fallait terminer au plus vite l'œuvre de la réforme nationale pour ne point donner le temps à la Russie de faire la paix avec les Turcs et d'intervenir dans leur pays. Le maréchal de la diète, Malachowski, Ignace Potocki, grand-maréchal de Lithuanie, Hugues Kolontay, recteur de l'université de Cracovie, le prince Adam

¹ Voyez M. de Sybel.

Czartoriski et leurs autres chefs sondèrent le roi et le trouvèrent disposé à les suivre. Avec une volonté faible, Stanislas-Auguste n'était pas dépourvu d'intelligence, et il avait le désir de faire oublier par ses actes les honteux souvenirs du premier partage de la Pologne ; il comprenait du reste que lutter contre les vœux de la nation n'était pas sans périls pour sa personne. S'il se mettait au contraire à la tête du parti national, il acquerrait du coup une grande popularité et réduisait au silence ses nombreux adversaires. D'accord avec les patriotes, il prit donc la résolution de brusquer les choses et de soumettre à la diète un projet de constitution qui serait voté séance tenante par acclamation. C'est ce qui eut lieu. Dans la soirée du 2 mai, tous les membres du parti national se réunirent au palais Radzivil pour entendre la lecture du projet royal, et après l'avoir accueilli avec des transports de joie, ils engagèrent par écrit leur parole de le voter sans opposition et sans discussion. Cependant des bruits vagues avaient transpiré et le parti russe se préparait depuis quelques jours à une lutte désespérée. Mais les mesures étaient prises pour empêcher une émeute. Dès le point du jour, 3 mai, les abords de la diète furent occupés par les troupes, et le roi suivi d'une nombreuse escorte militaire, se rendit en grand appareil à la salle des séances. Au lieu de l'ordre du jour, il ordonna de lire une communication du ministre des relations extérieures. Il résultait des rapports envoyés par les nonces polonais à Vienne, à Londres et dans les principales cours de l'Europe que la Russie et la Prusse méditaient de nouveaux plans de partage, et que la Prusse en particulier, voulait s'emparer immédiatement de la basse Vistule ; que dans ces circonstances les gouvernements amis de la diète n'hésitaient pas à lui conseiller le vote immédiat des réformes constitutionnelles. Une vive agitation s'était répandue dans toutes les parties de l'assemblée à la lecture de ces pièces. Malgré les murmures du parti russe, le roi reprend la parole pour proposer à la diète l'adoption immédiate d'une constitution en douze articles, et il donne en même temps lecture de ces articles : règlements sur la situation des paysans, droits politiques garantis à la bourgeoisie, formation de deux chambres et d'un ministère indépendant, abolition du *liberum veto*, hérédité de la couronne dans la maison de Saxe ; tout ce qui pouvait amener une transformation complète de la Pologne, était affirmé et établi dans ce travail à la fois net et précis. Les paroles du roi sont accueillies par des acclamations presque générales ; en vain les rares partisans de la Russie font des efforts surhumains pour empêcher le vote d'avoir lieu ; après sept heures de tumulte bien plus que de véritable discussion, l'assemblée accepte la constitution. Le roi jure de la maintenir séance tenante, et

les députés se rendent à la cathédrale pour prêter ce serment à leur tour. Il n'y eut que douze opposants. L'âme de la nation avait parlé. La Pologne avait une constitution¹.

L'on a parfois prétendu ne voir dans ce qui s'était passé à Varsovie, le 3 mai 1791, qu'une imitation puérile de la séance du 20 juin 1789 à Versailles et de la nuit du 4 août. C'est une grande erreur. En 1791, la Pologne était revenue, comme le reste du continent et comme l'Angleterre, de ses premières sympathies pour les révolutionnaires français. Le temps n'était plus où la diète faisait demander aux philosophes français leur avis sur les lois qui convenaient le mieux à la Pologne. Tandis qu'en France le tiers état, après s'être engagé à donner une constitution au pays, n'avait tenu compte ni du passé de la France, ni de ses véritables intérêts, et avait avili la royauté ; en Pologne, c'était le roi qui avait fait la constitution et rétabli l'hérédité monarchique. Les deux pays s'étaient engagés sur deux routes parallèles, mais en sens contraire. Le but atteint était tout différent.

Si l'on veut comparer la constitution du 3 mai avec les lois anarchiques qui, depuis les *pacta conventa* de 1572, formaient le droit public de la Pologne, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'elle était l'œuvre de vrais patriotes et de sages réformateurs. Ce fut le jugement des esprits impartiaux. En Angleterre, non-seulement Fox lui donna son approbation réfléchie, mais Burke lui-même, cet éloquent adversaire des innovations françaises, s'en déclara l'admirateur, parce qu'elle conciliait dans la mesure du possible les droits de l'autorité et les droits de la liberté. Il est vrai que Catherine II et la Prusse virent dans cette même constitution le triomphe des idées anarchiques, et que leurs gouvernements la dénoncèrent à l'Europe comme l'œuvre des passions les plus subversives et comme une copie de la constitution française. Mais Catherine II et la Prusse étaient dans leur rôle. Il leur fallait déshonorer la Pologne, afin de l'asservir plus sûrement. Mais répétons-le encore : la constitution polonaise n'était ni jacobine ni subversive de tout ordre social. Elle était conservatrice et nationale. Son modèle était à Londres, et non à Paris. La révolution française a eu pourtant une action redoutable sur elle ; elle ne l'a pas suscitée, mais elle l'a empêchée de vivre.

Le vote du 3 mai causa une extrême surprise à l'étranger. Mais nulle part l'irritation ne fut plus vive qu'à Berlin. Herzberg était en-

¹ Voyez sur la question polonaise MM. de Sybel et de Bourgoing. On comprend fort bien l'irritation du premier contre les Polonais, mais on ne voit pas trop pourquoi il appelle la constitution du 3 mai « un coup d'État. »

core ministre. Il espéra un instant que cet incident lui rendrait sa grande influence sur le roi. Le 6 mai, il fit proposer à son maître par le conseil des ministres un rapport alarmant sur la nouvelle constitution polonaise. La Prusse, était-il écrit, dans cet étrange document, courrait le plus grand danger si une monarchie héréditaire s'établissait à Varsovie et à Dresde, parce qu'elle tomberait tôt ou tard entre les mains d'un prince russe ou autrichien, et que la Prusse ne pourrait empêcher ce malheur ; mais, même sans prévoir l'avenir de si loin, l'existence d'une Pologne forte et unie avec la possession de la basse Vistule, serait un obstacle permanent au libre développement de la monarchie prussienne, et jamais, à Berlin, on ne pourrait, sans trahir les intérêts du pays, songer à signer un traité de paix et d'alliance avec un pareil voisin. Il fallait donc prendre sur-le-champ un parti énergique et le soutenir au besoin par la force ; faire savoir à Varsovie et à Dresde, comme à toute l'Europe, que la constitution du 3 mai était une menace contre la Prusse, et que l'on n'accepterait jamais à Berlin le rétablissement de l'hérédité monarchique en Pologne¹.

Au moins Herzberg avait le mérite de la franchise. Il était de l'école et l'un des plus habiles disciples en diplomatie de Frédéric II. A ses yeux, l'intérêt prussien primait le droit, et un peuple étranger n'était libre de réformer ses institutions qu'autant que ce changement était favorable à la Prusse ; s'il préférait sa propre sécurité à toute autre considération, ce n'était plus un peuple, ce n'était qu'un « ramassis d'intrigants, » d'autant plus dangereux qu'ils étaient plus rapprochés de Berlin. Frédéric-Guillaume n'avait pas d'autres principes de droit que son ministre ; mais, pour le moment, ses vues s'étaient portées sur d'autres points. L'idée que Dieu l'avait destiné à sauver le roi Louis XVI et à s'agrandir dans l'Ouest hantait alors son esprit, et l'emplissait de douces illusions. Il n'admit pas les objurgations de Herzberg. D'ailleurs, la Prusse était bien moins libre de ses mouvements qu'il plaisait au vieux ministre de l'affirmer, et à trop afficher sa colère, le gouvernement prussien risquait de tout compromettre sans avantage dans le présent. La perspective d'une guerre avec la Russie préoccupait alors tous les esprits. On ne savait encore si Catherine II accepterait les propositions qui lui étaient faites, et si, dans quelques semaines, la Prusse ne serait pas obligé de faire marcher contre elle toutes ses forces. Dans une telle situation et dans l'ignorance où l'on était des véritables sentiments de l'empereur, rompre avec la Pologne et la pousser dans les bras de l'Autriche, était péril-

¹ Voyez M. de Sybel.

leux. Entre deux périls, l'un imminent et l'autre qui ne regardait que l'avenir, l'hésitation n'était pas possible, et le gouvernement prussien prit la détermination de n'élever pour le moment aucune réserve contre la nouvelle constitution polonaise. Frédéric-Guillaume exprima, le 8 mai, au nonce polonais Jablonowski, sa profonde satisfaction de ce qui s'était fait à la diète, et il fit renouveler cette assurance à Varsovie et à Dresde par ses ministres. Mais quatre jours après, il faisait partir pour Vienne une demande formelle d'alliance, et transmettait à son plénipotentiaire à Sistova l'ordre de reprendre les négociations avec l'Autriche, et de renoncer à toute garantie dans le nouveau traité.

Léopold, du reste, n'avait pas attendu les ouvertures pacifiques de la Prusse pour s'engager avec lord Elgin à signer sans retard la paix avec les Turcs. Il voyait dans l'extension de la puissance russe jusqu'aux embouchures du Danube une menace directe contre la domination autrichienne sur les Slaves du Sud et les Hongrois, et enfin contre l'empire. L'alliance de Joseph II avec la czarine, disait-il à l'envoyé anglais, était une faute. L'Autriche ne doit pas laisser grandir la Russie, et lui ouvrir le chemin de Constantinople serait une trahison véritable contre l'Europe. Dans ces mêmes épanchements avec lord Elgin, il se plaignait de n'être pas encore parvenu à rassurer la Prusse, malgré toute sa bonne volonté, et il exprimait le désir de revoir l'excellent colonel Bischoffsverder. Ce désir, transmis à Berlin, fit une joyeuse impression sur le roi. Le 25 mai, il convoqua le vieux Finkenstein et Schulenburg à une conférence secrète au château de Charlottenbourg et leur exprima l'intention où il était d'envoyer une nouvelle fois le colonel Bischoffsverder auprès de l'empereur. Cette démarche ne pouvait déplaire aux deux ministres. Il fut résolu que le comte Alvensleben serait mis dans la confidence. On prévint le prince de Reuss et Kaunitz de l'arrivée prochaine du colonel auprès de l'empereur, et des propositions qu'il était chargé de lui soumettre.

Bischoffsverder quitta Berlin le 28 mai, accompagné des vœux ardents et des espérances du roi. Ses instructions officielles établissaient, de la manière la plus précise, les vues actuelles de la Prusse. Il devait exposer que le roi Frédéric-Guillaume n'avait pas répondu jusqu'alors aux demandes de l'empereur, par suite des difficultés soulevées par Kaunitz dans la question turque; mais, du jour où la paix serait signée à Sistova, la Prusse serait prête à conclure une alliance avec l'Autriche; d'avance, elle s'engageait à garantir les possessions actuelles de la Pologne. Le nom même de

l'électeur de Saxe ne pouvait que lui être agréable. Seulement sa fille, l'infante de Pologne, ne pourrait, dans aucun cas, épouser un prince des trois puissances voisines. Il y aurait même lieu de préciser cette réserve dans un article particulier du traité d'alliance. Pour ce qui regardait ce traité en lui-même, la première condition exigée par la Prusse était que la Russie en fût exclue et que l'empereur s'engageât, en termes formels, à rester neutre dans le cas où le gouvernement prussien déclarerait la guerre à la Russie¹. En outre, le colonel devait assurer à l'empereur que le roi désirait ardemment avoir une entrevue personnelle avec lui, et proposer, pour cette entrevue, le château de plaisance des électeurs de Saxe, à Pilnitz, près Dresde.

Un incident faillit renverser tous ces projets. Dans l'ignorance où il était des intentions réelles de l'empereur, Kaunitz avait répondu aux ouvertures prussiennes du 12 mai, que l'Autriche était fort disposée à signer une alliance avec la Prusse, mais à la condition d'y admettre la Russie. « Nous ne pouvons, disait-il, nous séparer de la Russie; c'est la seule puissance qui nous permette de nous agrandir. » Un mémoire plus étendu développait les revendications que l'Autriche n'avait cessé de faire sur Orsowa et sur un district croate traversé par l'Unna, et Kaunitz établissait que le *stat quo*, admis par l'Autriche au congrès de Reichenbach, ne pouvait s'entendre que du *statu quo* tel qu'il aurait dû exister avant la guerre, et non tel qu'il existait réellement. Ce langage subtil fit une pénible impression à Berlin. Les ministres furent persuadés que Kaunitz n'avait pu exprimer que la pensée de l'empereur, et pendant quelques jours, on crut tout rompu. Les Turcs se refusant à céder Orsowa, les plénipotentiaires autrichiens se retirèrent à Bucharest. De tous les points de la Hongrie, des réserves et des renforts accouraient pour augmenter les bataillons autrichiens sur le Danube. Des masses imposantes de troupes se concentraient sur les frontières de la Bohême et de la Moravie. En même temps à Berlin, les ordres étaient donnés pour l'entrée en campagne de quatre-vingt mille hommes dès les premiers jours de juillet. Le roi lui-même était résolu, ou paraissait résolu à ne pas céder. Ce ne fut qu'une alerte. Bischoffswerder, arrivé à Milan, où se trouvait alors l'empereur, était parvenu, sans beaucoup de travail, à le rassurer sur les intentions de la Prusse, et le soir de sa première

¹ Les instructions secrètes de Bischoffswerder l'autorisaient à tenir un langage encore plus conciliant. Il pouvait même signer des préliminaires d'alliance avec l'empereur sans tenir compte des Turcs. C'est ce qu'il fit du reste.

entrevue, 11 juin, il écrivait à son gouvernement : « Dieu soit loué, toutes les difficultés sont aplanies, l'empereur donne l'ordre de conclure sans restriction à Sistova, et l'entrevue de Pilnitz est acceptée. »

Après avoir menacé l'Orient d'une conflagration générale, la crise entre l'Autriche et la Prusse était conjurée et recevait une solution provisoire. Plus encore que les derniers événements de Pologne, la question française avait hâté ce rapprochement. C'est ce que nous verrons dans un prochain article avec l'histoire des intrigues de la Prusse pour faire de l'empereur d'Allemagne le complice et la victime de son ambition.

A. GRANCOLAS.

UNE ASCENSION

AUX PICS DU DAUPHINÉ

Arrière, gais paysages, jardins de roses faits pour les favoris de la mollesse ! À moi les rochers où repose le flocon de neige... les rochers escarpés, sauvages et majestueux !

BRON (*Lachin-y-gair*).

Quittons pour quelque temps, si vous le voulez bien, notre tumultueux Paris. Transportons-nous en Dauphiné, à l'entrée de la vallée du Graisivaudan, au pied des derniers mamelons du massif de la Grande-Chartreuse, à Grenoble, en un mot. Vous aimeriez, sans doute, à visiter la ville, les forts, les environs ; mais nous sommes pressés, ce sera pour une autre fois. Montons dans cette humble diligence ; fermons tout soigneusement et livrons-nous au sommeil, si les cahots nous le permettent, car nous en avons pour la nuit à voyager...

Qu'est-ce ? On s'arrête, on délèle ; nous sommes arrivés, c'est le bourg d'Oisans. Il est quatre heures du matin ; la journée s'annonce radieuse. Nous sommes au cœur des montagnes de l'Oisans, pays fameux pour ses sites sauvages, ses chamois et ses intrépides chasseurs. Un déjeuner substantiel ne nous fera pas de mal ; il est commandé, préparé, servi, pris : nous partons.

Une petite rivière se présente ; c'est la Romanche, nous la traversons. Nous dépassons successivement, sans presque nous donner le temps de regarder, les villages de Venosc et de Saint-Christophe, et nous atteignons enfin un hameau nommé les Étages, à 1,595 mètres d'élévation.

Ici, il faut s'arrêter. Levez les yeux : en face de nous, à l'extrémité de la vallée dont elle termine la perspective, une montagne

se dresse, noirâtre, ardue, hérissée de pointes, inaccessible en apparence, dominant tout autour d'elle : c'est la Barre des Écrins.

La Barre des Écrins ou Pointe des Arsines, improprement appelée Grand Pelvoux, ne vous était probablement point connue, même de nom, jusqu'à ce jour : elle ne l'est, en effet, presque pas en France, et pourtant elle mérite de l'être. Avant l'annexion de la Savoie, c'était vraiment la reine de nos montagnes. Haute de 4,103 mètres, d'après les observations de l'état-major français, elle prend sa place à côté du géant des Alpes et des premiers sommets de la Suisse, tels que le mont Rose, le Cervin, le Finsteraarhorn, la Jungfrau, etc... Les pics nombreux et élevés, les splendides glaciers qui l'entourent de toutes parts, comme pour la défendre contre les regards profanes et les tentatives indiscrètes, lui composent une cour magnifique, au charme de laquelle s'ajoutait encore il y a plusieurs années un autre prestige : nul pied humain n'avait violé alors la neige virginale qui couvre son front. En 1862, pourtant, les puissantes barrières qui la protégeaient avaient été franchies : le hardi et savant voyageur anglais, M. Tuckett, l'avait contemplée de près et en avait déclaré l'ascension possible. Le 26 août de la même année, MM. Matthews et Bonney cherchaient à justifier cette déclaration, et venaient échouer à 143 mètres au-dessous de la cime. Enfin, le 25 juin de l'année 1864, M. Whymper, aujourd'hui l'unique voyageur survivant de la catastrophe du mont Cervin, accompagné de MM. A.-W. Moore et Horace Walker, ses amis, parvenait, après de longs et énergiques efforts racontés par lui-même, d'une façon très-attachante, dans l'*Alpine-Journal* (mars 1866), à poser son pied triomphant sur la montagne domptée.

Cette dernière ascension m'était complètement inconnue, et lorsque je me déterminai, en juillet 1867, à tenter l'épreuve, je croyais avoir affaire à un géant vaincu : l'idée de gravir le premier jusqu'à la cime cette montagne éminemment française, souriait à mon patriotisme. Pourquoi suis-je arrivé trop tard ?

Quoi qu'il en soit, deux guides de Chamounix, qui, deux fois déjà m'ont conduit au sommet du mont Blanc, Jean Carrier, auteur d'un magnifique plan relief du géant des Alpes qu'il a gravi plus de trente fois, et Alexandre Tournier, jeune encore d'âge, mais vieux d'expérience et d'habileté, m'étaient venus rejoindre à Chambéry avec cordes, haches, couvertures et tout l'attirail usité et indispensable en pareille occurrence. Grenoble, le bourg d'Oisans, Venosc, Saint-Christophe nous virent passer tour à tour et s'étonnèrent de notre accoutrement et de nos projets. Nous eûmes bientôt atteint les Étiages, et, sans nous y arrêter, poursuivîmes jusqu'à la Bérarde.

Arrivée au-dessous des Écrins, la vallée dont je parlais tout à

l'heure tourne brusquement à droite avec le Vénéon, vers le sud-est, tandis qu'à gauche, dans la direction du nord, s'ouvre le vallon des Étançons d'où le Montriond descend. Au point de jonction des deux torrents, et dans l'angle qu'ils forment, on aperçoit un groupe de sept à huit pauvres cabanes, entourées de quelques maigres pièces de seigle, que des enceintes de pierres défendent contre l'envahissement des galets roulés par les eaux : c'est la Bérarde.

Rien de plus sauvage que la nature au sein de laquelle se trouve comme perdue cette petite agglomération d'habitations humaines. De tous côtés l'on ne découvre que rochers nus, sombres et escarpés, que crêtes aiguës et déchiquetées, que glaciers suspendus aux flancs des montagnes, d'où ils semblent toujours prêts à se précipiter. Les sommets, que ne protège plus depuis longtemps aucune végétation, subissent, sans défense, l'action incessante et destructive des agents atmosphériques. Dans cette guerre sans trêve où l'avantage définitif ne leur reste jamais, ils s'amoindrissent chaque jour, et si leur puissante masse n'en paraît pas sensiblement diminuée, il n'y a qu'à regarder à leurs pieds pour mesurer l'étendue de leur défaite. Bloc par bloc, parcelle par parcelle, ils croulent depuis des siècles dans les vallées qu'ils remplissent de leurs décombres. Le sol a disparu sous les débris entassés. Les eaux se frayent péniblement un passage entre les amas de ruines, qui les dérobent souvent à la vue, et sous lesquels leur triste murmure semble être le râle funèbre de quelque Titan écrasé. Le voyageur est presque constamment obligé de cheminer sur des rocs éboulés de toute grandeur et de toute forme, tandis que d'autres, semés au-dessus de lui, sur des pentes où ils paraissent à peine retenus, sont pour lui comme une menace perpétuelle. Les glaciers eux-mêmes, en certains endroits, et parfois sur un parcours très-considérable, cachent entièrement leur surface sous un linceul de pierres, qu'ils emportent avec eux dans leur marche lente mais continue ; pareils, en quelque sorte, à ces réprouvés de l'Enfer de Dante, condamnés à se traîner misérablement et sans relâche sous de pesantes chappes de plomb. N'étaient le gémissement des eaux ou les mugissements du vent qui se brise contre les cimes ; le cri plaintif de quelque marmotte réfugiée dans un trou du roc ou le croassement de quelqu'un des rares corbeaux qui hantent ces solitudes ; les bêlements confus et affaiblis des brebis que des pâtres, venus de la Camargue et de la Crau, amènent chaque année sur les maigres gazons épars çà et là dans les gorges les plus retirées, ou la vision rapide d'un chamois qui gravit à la course, dans le lointain, des pentes neigeuses, on se croirait transporté sur une planète inconnue, sur un monde détruit, où le mouvement et la vie se sont éteints à jamais sous l'étreinte glaciale de la mort.

Une des chaumières blotties, pour ainsi parler, les unes contre les autres, au centre du désert que je viens de décrire, celle des guides Rodier, bien connue des membres de l'Alpine-Club, reçoit les voyageurs, et nous offrit à nous-mêmes sa modeste mais cordiale hospitalité. Une couche de paille pour la nuit ; pour les repas du lait, des œufs, des pommes de terre, de vieux lard et de mauvais vin, voilà, si l'on y joint une soupe à la farine qui constitue une véritable spécialité, tout le confortable qu'on y trouve. Malgré cela, j'y ai passé, retenu par l'incertitude du temps, quelques journées qui ne manquaient pas de charme. Il me souviendra longtemps, en particulier, d'une soirée qui s'est gravée dans ma mémoire comme un ravissant petit tableau d'intérieur rustique : C'était un dimanche, dans la vaste cheminée le feu flambait joyeusement. A un des coins de l'âtre, sur un tas de menu bois, l'aîné des garçons, âgé de dix ans à peine, s'était endormi, fatigué de ses courses dans la montagne, et rêvant, sans doute, à quelque rocher escaladé, à quelque oiseau aperçu, à quelque racine découverte pendant la journée. Sur sa figure paisible, empreinte déjà de ce sérieux que donne la contemplation journalière des grandes scènes de la nature, se jouaient capricieusement, comme autant de douces caresses, les reflets rougeâtres de la flamme. J'enviais ce tranquille sommeil, cette profonde quiétude des sens et de l'âme, que n'a encore troublée nulle tempête, et sur laquelle le regard de Dieu et celui des anges se reposent avec complaisance et amour. A l'autre coin, assis sur un vieil escabeau, le cadet, un lutin de sept à huit ans, attachait sur moi des yeux vifs et curieux qui ne me quittaient pas d'une minute, tandis qu'un sourire de contentement s'épanouissait sur ses lèvres toutes les fois que je le regardais moi-même. Entre lui et un berceau grossier se tenait accroupi et grommelant un petit chien-loup, aux poils noirs et rudes, au museau effilé, à l'œil ardent et sauvage. Dans son fauteuil, non loin du foyer, le vieux grand-père, vigoureux encore, causait avec mes guides, parlant avec une naïve fierté et la complaisante proximité de son âge, de ses exploits alpestres, et des voyageurs qu'il avait conduits et parfois sauvés. Le père, debout, l'écoutait avec un placide visage et un large sourire. La mère, enfin, balançait dans ses bras son dernier né, encore dans les langes, en lui fredonnant une chanson dans le patois du pays.

Et moi, je m'enivrais silencieusement de cette scène charmante dans sa simplicité et sa fraîcheur.

C'était le 14 juillet au soir. Le lendemain, nous quitions la Bérarde pour nous rendre à Ville-Vallouise, village de 1,265 âmes, d'où nous comptons pouvoir faire plus commodément l'ascension proje-

tée. Cette course préliminaire devait en outre nous briser à la fatigue, chose très-importante en pareil cas.

La Bérarde est située au nord-ouest, Ville-Vallouise au sud-est du massif du Pelvoux, dont les Écrins sont le principal sommet, et qui se trouve ainsi placé entre ces deux localités comme une formidable barrière. Voici, à grands traits, la configuration de ce massif dans la partie qui nous occupe. Du nord au sud, d'abord, court une arête de rochers continue et relativement mince, d'une élévation moyenne de 3,000 mètres, et dont les contre-forts descendent dans la vallée de la Bérarde jusqu'à la rive droite du Vénéon. Cette ligne forme, entre la Bérarde et Ville-Vallouise, le partage des glaciers et des eaux. Sur elle viennent s'appuyer à angle droit, par leur extrémité occidentale, quatre gigantesques murs équidistants, parallèles, presque égaux en longueur et allant de l'est à l'ouest. Ce sont, en commençant par le nord, premièrement une série de pics innombrés ou tout au moins dont j'ignore les noms ; en second lieu, les Écrins eux-mêmes (4,103 mètres) ; en troisième lieu, la chaîne compacte de l'Aile Froide (3,925 mètres) et du Pelvoux (3,954 mètres) ; en quatrième et dernier lieu, la crête des Bœufs rouges. Le vaste espace enfermé entre ces murailles énormes est occupé par des glaciers qui tous débouchent à l'est ou au sud-est, et dont les principaux sont, à partir du sud, le glacier de Sélé ; le glacier Noir et le glacier Blanc. On peut se représenter grossièrement cet ensemble sous la forme d'un immense parallélogramme rectangulaire, allongé du nord au sud, divisé dans le sens de sa largeur en trois parties égales, et auquel manquerait un des grands côtés, celui de l'est. Les lignes figureraient, si je puis parler ainsi, la charpente rocheuse, les blancs tiendraient le lieu des glaciers.

Tel était l'obstacle qu'il nous fallait surmonter. Trois chemins s'offraient à nous, tous trois franchissant le côté long du rectangle, et suivant ensuite les glaciers de l'autre versant. L'un, celui du col de Sélé, longe la base méridionale de l'Aile Froide et du Pelvoux, et passe par le glacier de Sélé. L'autre, celui du col de la Tempe (3,756 mèt.) côtoie au sud la pointe des Arsines, et passe par le glacier Noir. Le troisième, enfin, celui du col des Écrins, contourne le côté nord de la même montagne, et passe par le glacier Blanc. C'est incontestablement le plus difficile, bien qu'il ne le soit qu'en un seul endroit. C'est toutefois celui que nous choîsîmes. La face des Écrins qu'il permet de voir étant celle que nous voulions attaquer, et, de fait, la seule accessible, nous trouvions, à le prendre, l'avantage de pouvoir étudier un peu d'avance notre terrain. Il mérite, au reste, comme on le verra, d'être suivi pour lui-même.

. En conséquence, le 15 juillet, à quatre heures du matin, nous nous mettions en marche, ayant en tête Rodier qui devait porter les provisions jusqu'au pied du col. Nous avions à gagner le névé ou plateau supérieur du glacier de Bonne-Pierre, en traversant d'abord la moraine frontale de ce glacier. Cette moraine offre un aspect tout différent de celui que présentent d'ordinaire les moraines de ce nom. Elle forme une sorte d'immense talus en éventail. D'une grande longueur, d'une inclinaison considérable, surmontée par un vaste glacier environné de hauts sommets, elle est sillonnée à chaque printemps par de nombreux torrents qui la ravinent profondément, et remuent de fond en comble les débris dont elle se compose.

Nous la gravâmes obliquement, dépassant le front du glacier que sa partie inférieure, fortement crevassée, ne permet pas d'aborder immédiatement, et que nous commençâmes à longer sur une haute moraine latérale dont la crête le domine, pendant 1 kilomètre environ, de 15 ou 20 mètres. Jusqu'ici, on le voit, le chemin, n'avait rien de bien attrayant. Heureusement une discussion qui s'éleva entre Rodier et mes guides, je ne sais à propos de quoi, vint nous faire oublier les ennuis de la route. Elle ne portait rien moins que sur les relations de mouvement qui existent entre le soleil et notre planète. Rodier était pour la vieille opinion ; mes guides défendaient les conclusions de l'astronomie moderne. Mais ils avaient beau déployer toutes les ressources de leur éloquence et accumuler arguments sur arguments, leur contradicteur ne lâchait pas un pouce de terrain. — « Le soleil immobile ? disait-il, avec une superbe expression d'incrédulité. Allons donc ! Après tout, personne n'y a été voir. Et puis, ajoutait-il, en manière de démonstration irrésistible, et de l'air d'un homme qui porte un coup décisif à ses adversaires, et puis, si la terre tournait, est-ce que les montagnes resteraient en place comme elles font ? » Il n'y eut pas moyen de le faire démordre de là.

Tout en discutant, nous étions entrés de plain-pied sur une mer de glace qui n'a pas moins de 5 kilomètres de long, sur un demi-kilomètre de large, et nous avions pénétré dans le vaste cirque qui l'alimente. Bientôt nous nous assîmes pour déjeuner. Il était huit heures.

Le déjeuner achevé, et après avoir serré la main à Rodier qui redescendait, nous nous remîmes en marche pour le col. En face de nous, dans le haut rempart circulaire qui nous entourait, se laissait voir une étroite échancrure vers laquelle montait, roide en diable, une de ces pentes de glace unies, plus ou moins concaves et resserrées entre des rochers, qu'on appelle *couloirs*. Celle-ci allait en di-

minuant de largeur de la base au sommet, où les deux lignes convergentes que formaient ses bords n'étaient plus séparées que par un fort léger intervalle. Les rochers qui la limitaient tantôt s'abaissaient assez doucement jusqu'à elle, et tantôt l'encaissaient entre deux parois à pic. Elle aurait eu en certains endroits plus de 60 degrés de pente que je ne m'en étonnerais pas, bien que je n'aie pu le mesurer scientifiquement. Il faut avoir vu de ces chemins-là pour s'en faire une petite idée, et y avoir passé soi-même pour s'en faire une idée complète, et pour se persuader en même temps qu'il est possible de s'en servir. Nous n'abordâmes pas celui-ci de front. Les rochers de gauche offrant une assez belle apparence, nous résolûmes de les escalader pendant un certain temps. Comme nous en approchions, un des gants fourrés de Carrier lui échappa et nous donna un léger spécimen de l'effrayante facilité de locomotion sur ces pentes, en même temps que l'avis muet, mais éloquent, de prendre nos précautions pour ne pas l'imiter. Les rochers étaient (à l'inverse de bien des gens et même d'autres rochers dont je parlerai plus tard) ce qu'ils paraissaient, c'est-à-dire excellents. Après les avoir gravis près d'un quart d'heure, nous débouchâmes sur le couloir recouvert en cet endroit d'une couche de neige assez épaisse et consistante. Longeant, pour ainsi parler, la rive gauche, nous fîmes bonne partie de la route, lentement à la vérité, mais sans difficultés notables. Bientôt nous reprîmes les rochers, pour les abandonner définitivement un peu plus loin. La chose, ici, devenait sérieuse ; la glace apparaissait à nu presque partout. « Fâs d's égrâts, fâs-lous bons ! » (fais des degrés et fais-les bons) cria Carrier à Tournier, dans son patois savoyard, et Tournier de se mettre à l'œuvre de toute la vigueur de son bras, et de nous fabriquer en zigzags de profondes entailles selon toutes les règles de l'art. Nous n'avancions plus qu'avec une extrême lenteur. A ce moment fondit sur nous du haut du col, comme pour nous repousser des royaumes où il règne sans obstacle, un vent impétueux et glacial qui nous coupait la respiration, et nous transissait jusqu'aux os. C'était chose à coup sûr peu commode, mais qui pourtant ne manquait pas d'un certain charme à cause même de sa singularité, que de se trouver au milieu de cette rainure de plus en plus étroite, le visage fouetté sans relâche par de violentes rafales, les pieds plantés dans la glace, les mains fermes sur l'*alpenstock*, voyant plonger au-dessous de soi une longue pente vertigineuse, n'apercevant sur sa tête que les brouillards qui couvraient les hauteurs, la mince échancrure terme de nos efforts, et par delà, du moins à ce qu'il semblait, plus rien que le vide.

Cependant le col approchait peu à peu, et, à onze heures, nous le

franchissions, joyeux, après deux heures de marche depuis notre première halte, si toutefois l'on peut appeler marche une telle manière d'avancer. Tout danger était dès lors passé. Déjà les sacs avaient été débouclés, et quelques provisions étalées, lorsqu'une rafale soudaine, plus furieuse que toutes les précédentes, s'abattit sur nous, nous culbuta presque les uns sur les autres, et roula devant elle sur la neige, pas loin heureusement, provisions et sacs. C'était le dernier effort et comme l'expression du dépit et de la rage de notre invisible mais puissant ennemi, qui nous laissa désormais paisibles possesseurs du champ de bataille.

Nous nous trouvions en face d'un vaste cirque, ceint à notre droite par les Écrins, derrière nous par la crête que nous venions de franchir, et à notre gauche par une série de pics secondaires. L'arène de ce cirque, si je puis parler ainsi, est formée par le névé de l'En-cula, auquel le glacier Blanc, que nous avons à parcourir, sert d'écoulement. Le glacier Blanc, qui justifie parfaitement son nom, est, à mon avis, un des plus beaux glaciers qu'il soit possible de voir. Prenant naissance au pied des Écrins, à plus de 3,000 mètres de hauteur, il se précipite dans la vallée du nord-nord-ouest au sud-sud-est par deux chutes considérables, que sépare un second plateau, et qui, différentes d'aspect, offrent toutes deux de remarquables beautés.

On a comparé fréquemment les glaciers à des fleuves et à des mers. C'est avec raison, et il existe entre les uns et les autres de nombreux rapports. Sans parler de la marche continue des glaciers, de la flexibilité avec laquelle ils se moulent à leur lit, de leur action sur les roches qu'ils strient, polissent ou entraînent, comme l'eau entraîne, polit ou ronge celles de ses rives, je me borne à leur aspect extérieur, à leur simple physionomie.

D'ordinaire, leur partie supérieure forme des plaines immenses d'une neige fine et poudreuse, éclatante de blancheur. La surface d'une nappe d'eau paisible n'est pas plus unie et ne réfléchit pas mieux les rayons du soleil. Si celui-ci n'a fait que caresser légèrement pendant le jour la superficie de ces plateaux, de façon que le pied y enfonce à peine, c'est une volupté réelle que de les parcourir. Le plus moelleux tapis ne saurait donner une idée du plaisir qu'on éprouve à cheminer sur ce sol dont la blancheur virginale est un autre attrait.

Un peu plus loin la scène change ; un vent léger a passé, dirait-on, sur les ondes d'argent ; elles se sont soulevées en petites vagues innombrables qui multiplient leurs crêtes aiguës sous les pas du voyageur, et semblent danser en scintillant tout autour de lui.

Puis se produit une dépression subite, considérable : le glacier désorganisé devient comme furieux ; il se précipite, brisé en masses énormes qu'on croirait voir se poursuivre et chercher à s'écraser tour à tour. C'est une véritable cascade de glace, une cataracte figée, un chaos suspendu et menaçant.

Plus bas encore, le glacier paraît reprendre en partie son calme. Un niveau général s'établit ; on voit surgir de larges ondulations, des lames basses et parallèles, aux cimes arrondies, pareilles à celles qui rident la face de l'Océan lorsque sa colère commence à gronder, ou lorsque les mouvements tumultueux qui ont soulevé son sein viennent seulement de disparaître, laissant après eux longtemps encore le trouble et une sourde agitation.

Puis les lames se rapprochent, se pressent ; leurs crêtes s'aiguisent. Une dernière chute se fait. Le glacier se brise encore ; il se hérisse de blocs de toute forme, cubes, pyramides, aiguilles. C'est la mer en fureur, ce sont les vagues désordonnées qui, dans toutes les directions, se gonflent, se poursuivent, se poussent, se heurtent, surplombent, s'écroulent, rejaillissent, et lancent vers le ciel leur blanche écume.

Ces divers phénomènes se retrouvent, avec des modifications accidentelles, dans la plupart des grands glaciers. Nous pûmes aisément les observer en descendant le glacier Blanc ; car, à part la chute finale, qui offre chez lui des caractères spéciaux, il les réunit presque tous d'une façon remarquable, en sorte qu'en les décrivant, je l'ai à peu près décrit. Cette descente, du reste, est facile, et ne demande pas de longs détails. Le névé traversé, ce qui exige environ une heure, on longe sur des rocs et des pentes de neige, pour éviter la première chute de séracs, la rive gauche du glacier, jusqu'à ce que l'on atteigne le second plateau. On passe alors facilement à l'autre bord, où une moraine et des rochers assez raides conduisent bientôt dans la vallée du Banc. Là, on jouit d'un coup d'œil dont Joanne a fait, dans l'itinéraire du Dauphiné, un tableau si réussi, qu'il y aurait prétention à le vouloir refaire. On me permettra donc de le citer textuellement. « On se trouve au point de rencontre du glacier Noir et du glacier Blanc, étranglés tous les deux à leur extrémité inférieure entre deux parois de rochers verticaux. A l'endroit où ils s'effleurent par leurs moraines latérales, ces deux glaciers offrent un contraste absolu, et peut-être que nulle part dans les Alpes on ne pourrait mieux étudier tous les phénomènes que présentent ces étranges fleuves de glace, sur lesquels les savants discutent depuis si longtemps sans pouvoir s'entendre. Vu de la plaine de débris qui s'ouvre entre les deux moraines, et que parcourt le ruisseau du Banc, le glacier Noir est tellement chargé de détritiques de toute es-

pèce, qu'il semble une immense coulée de boue parcille à celles que vomissent les volcans de Java : on ne reconnaît la nature de sa masse que par les crevasses béantes dans lesquelles s'engouffrent incessamment, avec un bruit sourd, des blocs de pierre et des trainées de cailloux. A la base du glacier s'appuie l'effroyable moraine, composée de fragments de roches tombées de toutes les montagnes avoisinantes; des ruisseaux boueux s'échappent de cet amas de blocs, et se traînent lentement à travers les débris de la plaine. De l'autre côté, le glacier Blanc, presque entièrement libre de rochers, se termine par de gigantesques degrés et appuie sur le sol des contre-forts verticaux qui le font ressembler à une patte de lion. Les assises sont d'un blanc pur, çà et là rayées de rouge et de jaune d'or; de son arche médiane, admirablement cintrée, s'échappe l'affluent principal du Banc, aux eaux d'un blanc laiteux... En face du confluent des deux glaciers, le mont Pelvoux se dresse, ainsi qu'une flèche gothique hérissée de clochetons, et portant dans ses anfractuosités des champs de glace très-courts, mais très-épais, ressemblant à des marches massives de marbre blanc. »

Quelque imposant que fût ce spectacle, nous ne pûmes lui consacrer que fort peu de temps. L'heure s'avancait, et nous étions loin encore de Ville-Vallouise. Il fallut partir. Je n'ai pas le dessein de décrire le reste de la route. Cette route, au reste, n'eut rien de remarquable pour nous qu'un rapide incident qui ne laissa pas toutefois que de nous émouvoir. L'espèce de sentier que nous suivions sur des débris accumulés se trouva coupé, à un certain endroit, par un énorme bloc à surface unie, inclinée vers le torrent, et lavée par un filet d'eau. Un second bloc, non moins grand, surplombait au-dessus du premier, et l'intervalle qui les séparait l'un de l'autre n'était pas assez considérable pour qu'on pût le franchir sans se courber. Le sentier se continuait-il de l'autre côté? c'est ce que nous ignorions. Carrier s'avança pour l'examiner : mais à peine eut-il fait deux pas, qu'il glissa sur la pierre polie et humide. Je le crus un moment perdu. A un mètre au plus, le roc plongeait à pic dans les eaux profondes et mugissantes. Ni mains ni bâton ne pouvaient rien pour l'arrêter, et nous-mêmes, si près de lui, spectateurs impuissants, le voyions entraîné irrésistiblement sur cette pente fatale. Mais avec une présence d'esprit admirable, il se mit incontinent à piétiner tout en glissant, et, bien qu'emporté malgré lui, sut se diriger adroitement de côté vers une saillie légère du roc, qui le retint au bord même du gouffre. Ce petit drame ne demanda pas une minute.

Point n'est besoin, je pense, d'ajouter que nous jugeâmes inutile d'essayer à notre tour notre adresse et notre sang-froid sur ce pas difficile, et que nous tournâmes prudemment l'obstacle. Deux jours

après, nous repassâmes au même lieu : le roc était sec, et la traversée se fit aisément.

A huit heures du soir, après une journée de quatorze heures de marche, nous arrivâmes à Ville-Vallouise. Nous y reçûmes l'accueil le plus prévenant et le plus empressé de la part du propriétaire de l'hôtel du Kiosque, un ex-zouave, franc, jovial, actif, et arrivé, disait-il, tout fraîchement du Sahara pour nous servir.

En traversant l'immense névé du glacier Blanc, nous avons pu, malgré les brouillards, obtenir une éclaircie sur les Écrins, et nous ne les avons pas jugés inabordables. Une promenade à Briançon nous donna quelque repos et nous rejeta jusqu'au 17. A cette date, nous partîmes de Ville-Vallouise, munis de provisions pour plusieurs jours ; parvenus au premier plateau du glacier Blanc, et celui-ci traversé, nous choisîmes notre gîte sur les rochers voisins, non loin sans doute de l'abri dit « hôtel Tuckett, » que nous ne pûmes découvrir.

A peine arrivés, notre premier soin fut de chercher et d'arracher des racines de genièvre destinées à entretenir notre feu. Nous en trouvâmes, mais en petite quantité. Une enceinte de pierres, construite à la hâte, compléta notre domicile improvisé.

Ces préliminaires achevés, on s'occupa du foyer. Nous savions déjà qu'il n'y a pas de feu sans fumée ; mais nous en eûmes ce soir-là, aux dépens de nos yeux et de nos poumons, une démonstration fort complète, je vous assure, et même surabondante. C'est à peu près tout ce que nous pûmes tirer de nos racines de genièvre.

On se rejeta sur le souper. Nous nous étions payé le luxe d'un canard dauphinois ; mais le misérable, je ne sais pourquoi ni comment, peut-être par couleur locale, se trouvait saupoudré de quantité de petits granules pierreux qui auraient fait les délices d'une autruche, mais dont ne s'accommodaient que médiocrement nos palais et nos estomacs, tout affamés qu'ils fussent.

Tant d'émotions, toutes plus agréables les unes que les autres, nous avaient merveilleusement disposés au sommeil. Je me hâtai d'installer quelques thermomètres, et, nous enveloppant de couvertures, collés les uns contre les autres, pour obtenir quelque chaleur, nous nous endormîmes aussi paisiblement qu'Alexandre la veille d'Arbelles, ou que Condé la veille de Rocroy, pardon de la comparaison.

A quatre heures du matin, le 18, nous quittons, après un léger déjeuner, notre soi-disant abri, qui, par un temps de pluie, ne nous eût pas abrités du tout, et à six heures et quart nous atteignons le plateau supérieur du glacier Blanc. A sept heures cinq nous tou-

chions à la base des Écrins, et nous avions devant nous, prêt au combat, notre redoutable adversaire.

C'est qu'il était armé de pied en cap, et avait fière contenance ! Des murs de neige et des séracs croulants nombreux en défendaient les abords, menaçant d'écraser sous leur masse les téméraires qui chercheraient à les franchir. Une crevasse énorme, moins redoutable toutefois que les années précédentes, on verra plus loin pourquoi, formait le second retranchement et cerclait presque complètement la partie supérieure de la montagne, que, d'ordinaire, elle isole et détache en quelque sorte de sa base. Derrière ces remparts se dressait orgueilleusement le colosse, la poitrine couverte d'une cuirasse épaisse de glace dure et glissante, les épaules armées et hérissées de lames rocheuses, aiguës, tailladées en scie, et la tête droite, relevée d'un air de majestueux défi ; mais il avait affaire à forte partie : nous étions bien décidés à ne reculer que devant l'impossibilité absolue, et la lutte s'engagea aussitôt.

M. Whympers, dans le numéro de l'*Alpine-Journal*, déjà cité, compare en gros et assez justement, ce me semble, les Écrins à une immense pyramide triangulaire : une face tombe perpendiculairement sur le glacier Noir et offre, dit-il, un des précipices les plus abrupts des Alpes, et certes M. Whympers se connaît en précipices. L'autre face regarde la Bérarde, et c'est la moins accusée. La troisième, enfin, descend sur le glacier Blanc et forme un angle assez modéré jusqu'à ce qu'on soit aux abords du sommet. C'est cette dernière face que nous gravissions.

Des détours prudemment calculés sur les premières pentes, névés faciles, nous débarrassèrent des murs de neige et des séracs. La grande crevasse qui avait arrêté, en 1862, M. Matthews et ses compagnons dans leur tentative, et que M. Whympers avait dû, à la descente, franchir en sautant, était, en plusieurs endroits, comblée par la neige abondante du dernier hiver. Nous la passâmes sans peine vers la gauche. Jusqu'ici tout allait bien ; les avant-gardes étaient vaincues ; restait le géant en personne, et la lutte prit un autre aspect.

Nous nous trouvâmes sur ce que j'appelais tout à l'heure la cuirasse du colosse, c'est-à-dire sur une pente de glace dure, d'une très-forte inclinaison, dans laquelle il fallait tailler à chaque pas des degrés avec la hache. Tournier se mit à cette rude besogne. Nous montions ainsi lentement vers la gauche avec des précautions extrêmes, car, dès lors, un seul faux pas, un mouvement inopportun, pouvaient être fatal à tous les trois, et à certains endroits l'eussent sûrement été. Ce fut un des moments les plus pénibles : encore à l'ombre, forcés de garder longtemps immobiles, tandis que se frayait

la route, nos pieds dans les entailles de glace et nos mains sur les alpenstocks, le corps souvent dans une position très-incommode qu'il ne fallait pas songer à changer, sous peine de glisser et de se précipiter au bas de la montagne; nous eûmes beaucoup à souffrir du froid et de la fatigue. Mais ce fut aussi un de ces moments d'âpre volupté, où, sentant notre vie suspendue à un fil, et sachant en même temps que ce fil est en nos mains, qu'il dépend de notre sang-froid, de notre habileté, de la sûreté de notre pied et de notre œil de l'y maintenir intact, nous éprouvons quelque chose de ce sentiment étrange, mis par Schiller sur les lèvres de Guillaume Tell : « Je ne jouis vraiment de la vie que si, chaque jour, je la conquiers sur un péril nouveau. »

Obliquant toujours à gauche, nous rencontrâmes une espèce d'angle sortant de la montagne, qui fut très-difficile à tourner; il fallut tailler littéralement un sentier, presque une rainure dans la glace, et abattre, de cette dernière, une masse énorme. Au delà, même raideur de la pente; nous commençons à trouver la chose abusive, lorsqu'en levant la tête, au bout de quelques instants, nous aperçûmes, au-dessus de nous et assez près, des rochers noirâtres dont les plus voisins émergeaient à peine de la glace. Cela nous fit l'effet d'une ancre de salut, et nous montâmes aussi directement que possible jusqu'à eux.

Une ancre de salut ! c'était presque un écueil de perdition qu'il eût fallu dire. Une pente de plus de 50 degrés, c'est déjà quelque chose. Mettez qu'elle soit en glace raisonnablement lisse, passe encore; mais faites-lui succéder des rochers presque droits, offrant peu de saillies, ou du moins des saillies très-peu saillantes, recouverts en outre, pour plus de commodité, d'une mince couche de verglas luisant et scintillant; des rochers, enfin, sous une apparence robuste, désagréés, pourris par la gelée, cédant sous la main, alors qu'on s'y attend le moins, et pour tout résumer en deux mots, assez peu raisonnables, comme dit spirituellement, en parlant de certains de leurs frères, M. Whympers, pour ne vouloir ni se laisser tenir, ni tenir eux-mêmes, la plaisanterie devient trop forte, la taquinerie passe les bornes, cela tourne au mauvais vouloir, à la malignité, à la vexation. C'était pourtant le fait de ces rochers, et de presque tous ceux de cette coquine de montagne.

Ai-je besoin, après cela, de vous décrire tous nos efforts pour les gravir (car nous les gravâmes)? Ai-je besoin de nous peindre à vos yeux, nous tirant, nous poussant, nous hissant les uns les autres, et nous accrochant enfin le plus souvent à des creux en projet, à des intentions de ressauts et à des soupçons de reliefs? Eh bien, nous n'étions pas encore au bout, ni même au plus beau de nos peines.

Une *cheminée*, qui se présenta sur ces entrefaites, nous parut un problème insoluble. Elle n'était pas bien haute, mais elle était lisse, lisse à ne pas faire un pli; quelque chose de phénoménal dans le genre, de quoi nous étonner enfin, nous qui croyions ne devoir plus nous étonner de rien! Longtemps nous la considérâmes avec stupeur. Puis Tournier me regarda, je regardai Carrier, et Carrier nous regarda tous les deux, et dans chacun de ces regards se dessinait un point d'interrogation formidable. Pourtant il fallait passer par là ou redescendre : on y passa, comment ? je ne me charge pas de le dire, je ne l'ai pas encore compris. Peu de temps après l'arête de gauche de la montagne fut atteinte, il n'y avait plus qu'à la suivre.

Quand je dis qu'il n'y avait plus qu'à la suivre, cela ne signifie nullement que ce fût chose facile, vous pouvez aisément en juger. Figurez-vous une crête étroite, mais si étroite que, dit M. Whympier, on se demande de quel côté tomberait un bloc qu'on essaierait d'y placer en équilibre. Figurez-vous cette crête bordée, d'une part, d'un joli précipice à pic d'environ 1,000 mètres, donnant sur le glacier Noir, de l'autre par la gentille pente de glace vive que vous connaissez. Figurez-vous cette crête, non pas unie mais dentelée dans tous les sens et de toutes les manières, de telle sorte qu'il soit impossible de la suivre d'une façon continue, mais qu'il faille sans cesse descendre un peu de côté sur la face oblique de la montagne. Figurez-vous, entre ces dentelures, des lits de neige formant une corniche fragile au-dessus du glacier Noir, et cette corniche percée à jour parfois, laissant apercevoir sous elle l'effrayante profondeur de l'abîme. Figurez-vous encore les rocs formant cette crête, pourris à un tel point que le plus expérimenté montagnard ne saurait avancer dessus sans détacher presque continuellement des blocs de toute taille. Enfin, représentez-vous, marchant sur cette crête, trois hommes attachés par la ceinture à la même corde, d'environ 4 en 4 mètres, corde qu'il faut constamment empêcher de s'accrocher aux moindres pointes, et maintenir tendue à un degré qui ne soit ni insuffisant ni excessif, et vous comprendrez quelles précautions inouïes, quelle attention infatigable et incessante, quel ensemble et quelle précision dans les mouvements demande une telle situation.

Cela dura plus d'une heure et demie. Plusieurs sommets secondaires se présentèrent successivement, le véritable fuyait toujours. Ce ne fut qu'à deux heures de l'après-midi que nous l'atteignîmes. L'ascension nous avait coûté en tout dix heures, dont au moins cinq de lutte acharnée et sans trêve.

C'est mon habitude, lorsque j'ai vaincu quelque haut sommet, de

me mettre à deux genoux, et de remercier Dieu de la protection qu'il m'a accordée et de la magnificence des spectacles qu'il me donne de contempler. Je n'y manquai pas cette fois, et la chose en valait la peine : un horizon splendide, un de ces horizons uniques des hautes cimes se déroulait sous nos yeux.

Le mont Blanc apparaissait en face, dominant la foule des montagnes au-dessus desquelles on le voit dresser peu à peu, à mesure qu'on s'élève, sa tête altière, et conservant, malgré la distance, toute la netteté et tout le prestige de ses proportions colossales. A ses côtés, le Buet à blanche coupole d'une part ; de l'autre le farouche Cervin, tristement célèbre, le vaste mont Rose, et plus près le Grand-Paradis et la Grivola se distinguaient aisément. Le Viso venait ensuite, empreint, dans son isolement, d'un cachet de fière et dédaigneuse grandeur. Puis, plus près encore, de l'autre côté du glacier Noir, le massif Pelvoux, la sombre Aile-Froide, par delà le glacier Blanc, celui de la Plate et celui du Clôt des cavales, l'aiguille hardie de la Meije, et tout autour, enfin, la multitude des monts secondaires, vagues immenses d'une mer sans bornes, qui semblent tantôt onduler doucement, tantôt se dresser menaçantes et écumeuses, sous leurs crêtes de glace, et rouler de tous les points de l'horizon. Tout cela dans une atmosphère d'une pureté parfaite, et sous les rayons d'un soleil que ne voilaient pas les plus légères vapeurs. Vraiment c'était beau et c'était grand ! Orbe de feu roulant triomphalement dans l'espace et l'inondant de ses clartés ; douceur indicible, profondeurs mystérieuses, incommensurables de l'azur céleste, transparence lumineuse de l'air ; éclat du rayon d'or, ce joyeux sourire de la nature, sur la face ridée et noirâtre des vieux rochers ; scintillements brillants, reflets moirés, pureté exquise des neiges ; brumes immobiles des vallées et des plaines semblables à autant de lacs bleuâtres ; et puis, au milieu de toutes ces splendeurs, sous ce firmament arrondi comme la voûte d'un palais immense, sous les flots de lumière de cette lampe flamboyante et inextinguible, suspendue par la main de l'Éternel, tous ces pics couronnés, assis dans leur gloire comme une assemblée de rois et de vieillards augustes, drapés dans les larges plis de leurs manteaux d'argent et présidés par le plus auguste et le plus grand d'entre eux ; lui, surtout, le vieux mont Blanc, le monarque de tous ces monarques, le géant par excellence parmi tous ces géants, déployant avec une sorte de calme assurance, et comme s'il avait conscience de ses droits à une prééminence incontestée, ses formes amples et vigoureuses, ses contours tantôt arrondis mollement, tantôt énergiquement brusques, et ramenant toujours à soi les regards par je ne sais quel charme magique de plus complète et plus puissante beauté ; quel ensemble sublime, quelle

indescriptible harmonie ! Quel reflet de la face du Très-Haut, quelle glorieuse image de la majesté, de la toute-puissance, de l'inaltérable paix, de la béatitude infinie de celui dont, suivant le grand saint Paul, le monde visible nous révèle l'invisible beauté !

Comment refaire ce tableau ? Comment exprimer ce vaste et harmonieux mélange d'or, d'argent et d'azur, coupés de teintes plus sombres, et tantôt tranchant l'un sur l'autre, mais sans crudité aucune ; tantôt admirablement nuancés, fondus doucement l'un dans l'autre, et défiant le regard le plus exercé de discerner leur commune limite ? Comment retracer la netteté, l'énergie, la hardiesse, la grâce, la prodigieuse variété de toutes ces lignes ? Comment rendre surtout l'élan de ces milliers et milliers de cimes qui semblent se soulever toutes à la fois pour obéir à la voix de celui qui les appela dans les airs ?

C'est en présence de ces choses qu'on voudrait se sentir poète. C'est en présence de ces choses qu'on souhaiterait d'avoir la harpe et le génie inspiré d'un David, pour donner à tous ces êtres une voix humaine, pour faire tressaillir toute poitrine et tout cœur aux accents de cet hymne universel, pour ravir de joie et d'admiration toute oreille et toute âme !

J'ai dit comme j'ai pu ce que j'avais devant moi à cette heure mémorable. Dirai-je ce qu'on ressent sur cette cime, alors que, de ce monde ouvert à la vue, s'échappent de toutes parts comme de magnétiques influences qui vous pénètrent tout entier. L'air âpre des hautes régions, auquel on s'est habitué déjà, n'opprime plus la poitrine, tout en continuant d'activer la vie. Le bien-être des sens, que rien ne choque et rien ne trouble, se joint au bien-être de l'âme, que tout élève et transporte. La paix règne au dedans comme au dehors. On est monté trop haut pour que les bruits de la terre puissent vous atteindre ; un silence absolu vous enveloppe et vous étreint. Il n'est rompu qu'à de rares intervalles par la chute de quelque sérac formant avalanche, et dont la détonation subite ne fait que rendre plus imposant et plus solennel le calme profond qu'elle trouble, et qui l'a bien vite absorbée.

Ce n'est pas assez du silence, il y faut joindre encore l'isolement le plus complet. Il est des sommets très-élevés — le mont Blanc, par exemple — d'où l'on aperçoit encore les habitations des hommes, amoindries, il est vrai, écrasées par leur énorme disproportion avec ce qui les entoure, perdues dans l'espace immense, devenues presque imperceptibles, mais là pourtant, toujours là, pour nous rappeler aux petitesse, aux mesquineries, au prosaïsme des passions et des intérêts quotidiens. A la cime des Écrins, rien de semblable n'attire le regard ni ne le blesse ; pas un vestige, si mince soit-il, ne trahit,

dans tout cet horizon que la vue embrasse, le travail ou la présence d'une créature humaine, disons plus, d'une créature animée, quelle qu'elle soit ; on se croirait seul au monde, seul en face de la nature et de Dieu.

Après nous être livrés quelque temps tout entiers à la contemplation de ces merveilles grandioses, nous nous assîmes et partageâmes le modique repas qui restait au fond de nos havresacs. C'est à peine si d'abord je pus couper mon pain. Telle avait été la continuité de nos efforts, que ma main droite, crispée sans interruption, pendant de longues heures, sur mon alpenstock, était en proie à des crampes douloureuses.

Nous demeurâmes, tout compris, une heure et demie sur la cime, ou, plus exactement, près de la cime, véritable pointe rocheuse couverte en partie de neige et de glace, taillée à pic d'un côté, de l'autre en forte pente, et se reliant, ainsi qu'il a été dit, à droite et à gauche, à des crêtes aiguës. Le reste de ce temps fut employé à faire quelques expériences météorologiques, à dresser avec des fragments de roc une de ces petites pyramides commémoratives appelées, dans la langue des montagnes, « bonshommes de pierre, » à planter un bâton muni d'une sorte de drapeau, bâton apporté à grand'peine par Carrier, qu'il avait gêné considérablement tout le long de la route ; enfin à écrire nos noms sur un papier placé ensuite dans une bouteille soigneusement close et enfouie. Après quoi, il fallut songer à la descente.

J'avoue en toute franchise que ce ne fut pas sans une certaine inquiétude que nos pensées se tournèrent de ce côté. La montée, on l'a vu, n'avait pas été précisément commode, et avait exigé une prudence extrême ; or on sait qu'à la descente, les difficultés et les périls doublent. On comprendra mieux, du reste, nos préoccupations, lorsqu'on aura entendu l'aveu que fait M. Whympier lui-même. « Je confesse, dit-il, que si n'importe qui m'était venu dire alors : — « Whympier, vous êtes bien fou d'être venu ici. » J'aurais répondu avec humilité : « Ce n'est que trop vrai. » Et si mon interlocuteur eût ajouté : « Jurez que si vous arrivez sain et sauf au bas de cette montagne, vous n'en gravirez plus aucune. » J'incline à croire que j'aurais prêté le serment. »

« Je suis si loin, ajoute-t-il, d'engager personne à réitérer l'expédition, que je désire consigner ici, comme ma conviction, que si affligé et si misérable que puisse avoir été un homme, s'il se trouve sur la pointe des Écrins après une tombée de neige nouvelle, il passera vraisemblablement par des épreuves et des calamités cent fois plus terribles que toutes celles qu'il aura pu déjà traverser. »

Descendre par la route que nous avions prise en montant ne souriait à aucun de nous. Chose étrange, même effet s'était produit chez M. Whympier et ses compagnons. Seulement, eux venus par l'arête de droite, lui préférèrent pour le retour celle de gauche. Pour nous, qui étions venus par celle de gauche, nous opinâmes à la descente pour celle de droite. C'est dire que les deux chemins ne valaient guère mieux l'un que l'autre.

En effet, l'arête de droite ressemblait terriblement à celle de gauche. Après avoir suivi quelque temps — peu de temps — la première, on s'engagea sur une espèce de couloir neigeux à pente formidable, juste ce qu'il nous fallait pour arriver en bas le plus vite possible — il n'y avait qu'un danger, celui d'y arriver trop vite. — Une idée sublime vint à Tournier : il se mit à reculons, le visage tourné contre la pente, et solidement fixé des mains au rocher. Alors, enfonçant vigoureusement, et à plusieurs reprises, la pointe du pied droit dans la neige, il y pratiqua un trou profond. Allongeant ensuite la jambe gauche un peu plus bas, il fit avec le pied gauche la même opération ; puis il la réitéra du pied droit un peu plus bas encore, et ainsi de suite. Nous venions après lui, Carrier et moi, et, à reculons comme lui, étreignant d'une main l'alpenstock profondément enfoncé, nous introduisions successivement les pieds et l'autre main dans les cavités qu'il avait creusées. Il ne fallait rien moins que l'excellent état de la neige pour que cette manœuvre fût possible. Qu'on se figure celle-là ou trop douce, et cédant sous le poids d'un de nous, ou trop dure et trop glissante pour fournir un point d'appui suffisant, et l'on comprendra aisément ce qui fût arrivé. Cette descente quasi perpendiculaire dura près d'une heure ; puis la grande crevasse fut de nouveau, et aussi facilement que la première fois, franchie sur un autre point. On retrouva les névés ; à cinq heures, on était au pied des Écrins, à six heures, de retour au gîte.

La seconde nuit se passa, à peu de chose près, comme la première. Le lendemain, nous nous rendions à la Bérarde par le glacier Noir et le col de la Tempe, avec un vent épouvantable qui nous fit d'autant plus apprécier le temps superbe de la veille et l'heureux succès de notre expédition.

Telle fut cette course, qui comptera parmi mes meilleurs souvenirs de montagne. J'y ai trouvé tout ce qui fait pour moi le charme de semblables excursions : solitudes immenses, glaciers magnifiques, séracs imposants, vastes névés, cimes hardies, vues variées et splendides, dangers réels sans doute, mais heureusement surmontés.

Quel dommage que le pays qui renferme de telles beautés soit si peu visité ! Quel dommage que cette nature sévère, âpre, triste même

et désolée, mais empreinte aussi de tant de majesté et de grandeur, cette nature tout originale, et dont le pendant complet ne se retrouve ni dans les Pyrénées, ni dans la Savoie, ni dans la Suisse, soit si peu connue, même de ceux qui sont nés près d'elle.

On en donne pour raison l'absence dans ces montagnes du confort que la grande majorité des touristes apprécie tant ailleurs ; et ceux qui s'intéressent au Dauphiné appellent de tous leurs vœux l'heureux jour où cette contrée ne le cédera, sous ce rapport, à aucune autre. Pour moi, je le regrette d'avance. Une chaumière dans laquelle on a reçu la franche hospitalité des campagnes, où l'on a vécu quelques jours de la vie frugale et paisible des cœurs simples, droits et religieux qu'elle abrite ; un pauvre presbytère dont le curé — comme tel que je pourrais nommer — a mis spontanément à la disposition du voyageur inconnu table, lit et soins empressés ; même la simple anfractuosité du roc où l'on s'est blotti pour la nuit et où l'on a grelotté pendant son sommeil, sont choses qui se gravent dans l'âme en traits autrement durables et doux que le bien-être d'un luxueux hôtel. Si l'on y revient jamais, on est heureux de les revoir ; on sent que désormais ils font en quelque sorte partie de nous-mêmes. Ce sont de ces souvenirs qui ne s'effacent plus, parce que, comme disait, je crois, Topffer, le cœur, plus encore que la mémoire, en a la garde.

H. VINCENT.

LA TRAITE DES COULIES CHINOIS

L'histoire de l'esclavage, dans les sociétés modernes, est bien connue. On sait quels efforts persévérants ont été faits, surtout depuis le commencement de ce siècle, pour la répression de la traite et l'abolition de l'esclavage, et quels ont été les résultats, — encore incomplets, — de ces efforts. L'Angleterre a eu le mérite d'accomplir, avant nous, cette grande réforme : dans les colonies françaises, l'esclavage, résistant, pendant trente ans, aux attaques d'hommes aussi généreux qu'illustres, à la tête desquels était M. le duc de Broglie, ne fut supprimé qu'en 1848 : bien que plusieurs nations aient, depuis ce temps, suivi notre exemple, cette odieuse institution subsiste encore sur quelques points du globe : bientôt, nous l'espérons, elle aura cessé de vivre, et on est heureux d'ajouter que cette victoire définitive de la civilisation sera due, pour une bonne part, à un comité français dont les membres n'ont cessé, depuis longues années, de travailler par la parole, par la plume et même par des démarches près des gouvernements récalcitrants, à l'émancipation des derniers esclaves dans les nations chrétiennes. Parmi les membres de ce comité, comment ne pas citer, outre M. Laboulaye, deux noms chers à cette Revue : M. Albert de Broglie, qui ne pouvait manquer de suivre, sur ce point comme sur tant d'autres, les glorieuses traditions paternelles, et le regrettable M. Cochin, dont le bel ouvrage sur *l'Abolition de l'esclavage* a si bien mis en lumière les inconvénients économiques, en même temps que l'immoralité de cette institution toute païenne?

Mais qu'on y prenne garde : les mauvaises institutions sont comme ces plantes nuisibles et trop vivaces qui poussent des rejetons à côté de la tige qu'on a coupée, et dont on ne peut, qu'à grand'peine, purger complètement le sol. Condamné par le christianisme et par tous les hommes de bien, aboli par une grande

partie des nations civilisées, le commerce des esclaves a essayé de revivre sous un autre nom et sous une autre forme. Au lieu de prendre ses victimes parmi les nègres des côtes d'Afrique, il les choisit aujourd'hui parmi les Chinois pauvres, obligés de chercher du travail à l'étranger. Au lieu de s'appeler la « traite des noirs, » il prend le nom d' « émigration des coulies. » Sauf ces différences, le sort des coulies, engagés par un contrat dont nous ferons connaître les termes et la portée, ressemble singulièrement à celui des esclaves; et le trafic des Chinois, la « traite des jaunes, » comme on l'appelle, n'est pas moins abominable que la traite des noirs. Ceux qui voudront bien lire ce travail, en seront promptement convaincus.

Nous ne sommes pas, — heureusement, — les premiers à protester contre cet odieux trafic des coulies. Plusieurs voix, déjà, se sont élevées pour le flétrir : M. de Beauvoir, dans le récit de son voyage à Macao¹, a dépeint, en termes émouvants, la condition misérable des émigrants chinois. A diverses reprises, nous citerons son témoignage autorisé. Plusieurs fois, la même question a été agitée au Parlement anglais. Dans la séance du 16 février dernier, notamment, deux membres de la Chambre des communes, MM. Hughes et William Fowler, ont interpellé sur ce sujet le gouvernement anglais. D'autres protestations se sont fait entendre, et nous aimons à penser que nos agents diplomatiques, dans leur correspondance avec le ministre des affaires étrangères, ne sont pas les derniers à plaider la cause des malheureux coulies. — Jusqu'ici, ces efforts sont demeurés sans résultats sérieux. Seul, le gouvernement des États-Unis s'est honoré en interdisant à ses nationaux le commerce et le transport de ces nouveaux esclaves; mais les autres nations ont toléré, quelques-unes même ont encouragé ce détestable trafic. Nous avons, sous les yeux, des documents nouveaux qui révèlent tous les abus auxquels donne lieu l' « émigration des coulies. » C'est un devoir, croyons-nous, de faire connaître au public, telle que ces documents l'exposent, la condition affreuse des émigrants chinois, engagés par contrat, et de réclamer, une fois de plus, des réformes aussi promptes qu'énergiques.

Mais avant de raconter quel est le sort du coulie, depuis son engagement par contrat, dans un port de Chine, jusqu'à son arrivée dans certaines colonies, il est indispensable de rappeler comment cette émigration des coulies a pris naissance, et quels efforts ont été faits, jusqu'ici, pour les régler.

¹ *Voyage autour du monde*. Tome II, Java, Siam et Canton.

I

On sait que la Chine est le pays le plus peuplé du monde : autant qu'en ont pu juger ceux qui l'ont visitée, elle compte de trois cents à cinq cents millions d'habitants, et sa population s'accroît de un pour cent, c'est-à-dire de trois à cinq millions par année ! Les ressources du pays ne répondent pas à ce nombre prodigieux d'habitants : le sol, fertile dans certaines régions, est improductif, en beaucoup d'autres. Aussi la misère est telle, dans les dernières classes de la société, que beaucoup de Chinois meurent, chaque année, faute de nourriture, et que d'autres ne reculent devant rien pour apaiser la faim qui les torture : on a vu parfois, dit M. de Beauvoir, des mendiants aller dérober les têtes des suppliciés pour les manger !

C'est à cette misère indescriptible, causée par l'excès de population, qu'il faut surtout attribuer le meurtre ou l'exposition de tant de nouveau-nés, le développement inouï de la piraterie le long des côtes, les crimes de toute sorte, tellement fréquents que, dans ce pays où la peine de mort, il est vrai, est facilement appliquée, il y a plus de dix mille exécutions par an.

Réduits à une telle pauvreté, obligés de faire des efforts surhumains pour se procurer les choses les plus indispensables à l'existence, les Chinois doivent naturellement être portés à quitter leur pays, afin de chercher, à l'étranger, les moyens de vivre et de s'enrichir. Depuis longtemps, ils ont envahi les ports des contrées qui environnent la Chine, et comme ils ont toujours été patients, laborieux, infatigables et économes, ils y ont réussi dans toutes leurs entreprises. Après la guerre de 1842, qui a mis la Chine en relation avec les puissances de l'Occident, les habitants de cet empire eurent l'idée d'aller tenter la fortune dans les pays chrétiens, même les plus éloignés. La pacification de la Californie par les Américains et la découverte des mines d'or dans les colonies anglaises d'Australie, les attirèrent surtout vers ces deux vastes contrées.

Dès 1852, un agent anglais, M. White, écrivait de Macao, qu'« en dépit des règlements du Céleste-Empire qui prohibent l'émigration, les Chinois quittent volontiers leur pays et sont prêts à aller partout où ils ont chance de gagner leur vie. » Depuis cette époque, l'émigration a pris, chaque année, un nouveau développement, et aujourd'hui, on formerait une nation si l'on groupait en un seul pays ces innombrables « coulies » qui se sont répandus

sur vingt points du globe, en Californie ou à Java, en Australie ou à Singapour, au Pérou ou à Manille, dans les Indes orientales ou à Cuba, afin d'y chercher un travail rémunérateur.

Parmi ces coulies, il en est un certain nombre qui ont pu trouver autour d'eux, ou emprunter à des parents déjà installés et enrichis à l'étranger, la somme nécessaire pour acquitter le prix de leur traversée et les dépenses de l'émigration. Ces coulies sont appelés « les émigrants libres. » — Mais d'autres, — malheureusement en trop grand nombre, — ne peuvent payer les frais de leur voyage à l'étranger : ils s'entendent alors avec un agent d'émigration auquel ils vendent, moyennant une somme déterminée, et pour un certain nombre d'années, leur personne et leur travail. En d'autres termes, ils s'engagent, par contrat, à faire, pendant plusieurs années, et avec un salaire presque nul, tous les travaux que leur commandera le maître, encore inconnu d'eux, auquel l'agent d'émigration les expédiera, ou, pour parler plus exactement, les REVENDRA. Ces émigrants sont ordinairement désignés sous le nom d'« émigrants par contrat. »

Il importait d'autant plus de distinguer ces deux catégories d'émigrants, que nous ne parlerons pas, dans ce travail, des émigrants libres. Ceux-ci peuvent être plus ou moins bien accueillis, plus ou moins bien traités, dans le lieu où ils vont s'établir : mais, en général, leur condition ne diffère pas sensiblement de celle des autres ouvriers, commissionnaires ou commerçants du pays. On verra combien plus misérable est la situation des coulies engagés par contrat.

Du jour où elles entrèrent en relations avec la Chine, les puissances occidentales s'empressèrent d'encourager l'émigration. Outre que leurs colonies qui, pour la plupart, manquaient de bras, avaient intérêt à recevoir de nouveaux travailleurs, ces puissances comprirent que le flux et le reflux des migrations chinoises serait le meilleur moyen de faire pénétrer dans le Céleste-Empire les principes de la civilisation chrétienne, et que les coulies, en revenant en Chine, y rapporteraient des idées nouvelles qu'un siècle entier de négociations diplomatiques n'aurait pas fait accepter aux mandarins.

Mais, en même temps qu'elles se montraient favorables à l'émigration, les puissances occidentales avaient le devoir de protéger l'émigrant chinois, d'assurer, à son départ de Chine, pendant la traversée, et à son arrivée aux colonies, le respect de sa liberté et la protection de sa personne. On va voir combien peu de gouvernements ont fait d'efforts en ce sens, et combien a été faible, jusqu'ici, le résultat de ces efforts.

Le 25 octobre 1860 fut conclue, entre la France et la Chine, la convention de Pékin, additionnelle au traité de Tien-Tsin. L'art. 9 de cette convention, relatif à l'émigration des coulies chinois, est ainsi conçu :

« Il est convenu, entre les hautes parties contractantes, que, dès que les ratifications du traité de Tien-Tsin auront été échangées, un édit impérial ordonnera aux autorités supérieures de toutes les provinces de l'empire de permettre à tout Chinois qui voudrait aller dans les pays situés au delà des mers pour s'y établir ou y chercher fortune de s'embarquer, lui et sa famille, s'il le veut, sur des bâtiments français qui se trouveront dans les ports de l'empire ouverts au commerce étranger.

« Il est convenu aussi que, dans l'intérêt de ces émigrés, pour assurer leur entière liberté d'action et sauvegarder leurs intérêts, les autorités chinoises compétentes s'entendront avec le ministre de France en Chine, pour faire les règlements qui devront assurer à ces engagements, toujours volontaires, les garanties de moralité et de sûreté qui doivent y présider. »

Les négociations entre la France et la Chine, pour la rédaction des règlements dont parlait cet article 9, restèrent pendantes jusqu'en 1866 : durant ces six années, l'émigration se fit, d'après des règlements provisoires, édictés par les commissaires-alliés à Canton, et maintenus en vigueur, jusqu'à la publication des règlements définitifs.

Le 5 mars 1866, une convention fut enfin signée à Pékin entre la France, l'Angleterre et la Chine. Cette convention fixait la durée de l'engagement à cinq années. Après ce délai, l'émigrant avait droit à la somme nécessaire pour assurer son rapatriement : s'il contractait un second engagement de cinq ans, ce qu'il était toujours libre de faire, il recevait une prime équivalente à la moitié du prix de son passage en Chine, et c'était seulement à l'expiration de ce deuxième engagement qu'il obtenait la somme destinée à assurer son retour dans sa patrie. — Le travail des coulies, pendant la durée de leur contrat, ne devait jamais être de plus de six jours sur sept, et de plus de neuf heures et demie par jour.

Cette convention n'était pas parfaite, sans doute, et prêtait le flanc à plus d'une critique. Cependant, malgré ses défauts, elle eût réalisé un progrès sérieux, et accordé une certaine protection aux coulies chinois : nous allons dire pourquoi elle n'a pas été exécutée.

Une fois signée par les représentants de la France, de l'Angle-

terre et du Céleste-Empire, cette convention fut promulguée comme loi de l'empire, par le gouvernement chinois. Au contraire, dès qu'elle fut connue en France et en Angleterre, les intéressés élevèrent des réclamations : ils trouvaient que la convention était trop onéreuse pour les planteurs. Aujourd'hui, disaient-ils, sous le régime des engagements de huit ans, avec douze heures de travail par jour, et un salaire de quatre piastres par mois, sans droit au rapatriement, le planteur des colonies ne réalise qu'un mince bénéfice sur le travail des coulies qu'il a achetés. Si l'engagement est réduit à cinq ans, le travail à neuf heures et demie par jour, et si le propriétaire doit payer le rapatriement, il devra, ou renoncer à avoir des coulies, ou réduire de moitié, au moins, leur salaire mensuel : dans les deux cas, un coup fatal serait porté à l'émigration chinoise.

Par suite de ces réclamations, la convention ne fut ratifiée ni par la France, ni par le gouvernement anglais, et ces deux puissances s'adressèrent à la Chine pour obtenir la révision des dispositions regardées comme trop désavantageuses pour les planteurs. Différentes modifications furent préparées, à Londres et à Paris; mais le gouvernement chinois répondit que son honneur était intéressé au maintien d'une convention qu'il avait signée et promulguée comme loi d'empire, et que, dès lors, la révision du traité de 1866 était impossible.

Ainsi la convention, regardée comme valable par le gouvernement chinois, est considérée comme nulle par la France et l'Angleterre. Que résulte-t-il de là? C'est que toute opération d'émigration régulière est devenue impossible. L'émigration irrégulière, c'est-à-dire la traite, en a profité.

Nous avons maintenant à étudier comment se pratique cette traite des coulies, et quel est le sort des émigrants chinois, soit dans les agences d'émigration, soit sur les bâtiments, pendant la traversée, soit dans les colonies où ils sont envoyés.

II

Le foyer principal de la traite des coulies est la presqu'île de Macao : c'est là qu'il faut nous transporter pour voir comment se fait cet infâme commerce.

Macao, situé à l'embouchure de la rivière de Canton, est régi par un gouverneur portugais, bien que la Chine n'ait jamais reconnu

au Portugal la propriété absolue de cette presqu'île, et ait prétendu pendant longtemps, y exercer une certaine autorité. On pourrait comparer cette colonie à certains animaux métis qui ont tous les vices des espèces dont ils tiennent, sans aucune de leurs qualités : « Sorte de sangsue apposée au colosse chinois, cet établissement amphibie, écrit M. de Beauvoir¹, n'a jamais été bien délimité dans ses éléments organiques... Ni portugais pur, ni chrétien, ni bouddhiste, hésitant entre ses gouverneurs portugais et ses mandarins tenaces, sans cesse en lutte,... Macao n'a acquis une assiette véritable que depuis les efforts du vaillant Ferreiro de Amaral, mais le vieux fonds de pourriture d'une origine bâtarde est difficile à balayer d'un seul coup. »

Ce « vieux fonds de pourriture » sera d'autant plus difficile à balayer qu'une colonie anglaise, Hong-Kong, située en face de Macao, de l'autre côté de l'embouchure de la rivière de Canton, a attiré à elle, grâce à l'activité et aux capitaux de la Grande-Bretagne, tout le commerce avec la Chine, dont Macao était autrefois le centre. Privé de cette source honnête d'enrichissement, l'antique comptoir portugais se rabat sur les trafics les moins honorables, les spéculations les plus équivoques. Les maisons de jeu, remplies de « grecs » de la pire espèce, abondent à Macao : les criminels qui fuient la justice chinoise y trouvent un refuge ; les gens suspects, sans scrupule et sans morale, composent une partie notable de la population. Personne, mieux que ces gens, n'était propre à faire la traite des coulies : c'était à Macao que cet odieux commerce devait naturellement prendre racine et se développer.

Examinons avec les détails, souvent si douloureux, dont ce sujet est rempli, comment s'opère « l'émigration » qui mérite à trop juste titre, le nom de « traite des coulies. » Il nous faut d'abord étudier la situation du coulie avant son embarquement, et voir : 1° comment sont recrutés les émigrants ; 2° comment ils sont traités dans les agences d'émigration ; 3° après quelles formalités ils signent le contrat qui les met, pendant de longues années, à la discrétion d'un maître inconnu.

2° *Recrutement des coulies.* — On sait par quels moyens ceux qui faisaient autrefois la traite des nègres se procuraient leur « marchandise. » Des vaisseaux étaient postés près du littoral de l'Afrique ; des hommes dressés à cette chasse faisaient tout à coup une descente sur la côte et surprenaient de malheureux nègres, sans défense, qu'ils embarquaient aussitôt et allaient vendre aux colonies : ou bien, profitant de guerres perpétuelles entre les tribus africaines, guerres

¹ *Java, Siam et Canton*, page 397.

qu'ils entretenaient à dessein, les marchands de nègres achetaient à la tribu victorieuse les hommes qu'elle avait battus et faits prisonniers.

Le recrutement des émigrants chinois s'opère exactement par les mêmes moyens. Dans les provinces du sud de la Chine où les guerres intestines sont continuelles, les captifs sont vendus à des acheteurs d'hommes qui ont des agents en croisière, le long des côtes : — Souvent aussi les pirates innombrables qui infestent les côtes de la Chine, surprennent à l'improviste de pauvres pêcheurs et les vendent. — L'existence des maisons de jeu, à Macao, fournit une autre ressource aux acheteurs de coulies. Des entrepreneurs chinois et européens attirent dans ces établissements de malheureux joueurs qui, après avoir perdu plus qu'ils ne possédaient, sont obligés, pour s'acquitter, de se vendre à leurs créanciers ; ceux-ci les livrent aussitôt, moyennant finances, aux agents d'émigration¹.

L'individu qui, par l'un de ces moyens, a « décidé » des Chinois à émigrer, et qui les amène dans les « barracons » ou entrepôts d'émigrants, reçoit pour lui 40 ou 50 francs, quelquefois une plus forte somme ; trois cents francs environ sont remis au vendeur.

Plus d'un lecteur refusera peut-être d'ajouter foi à ces détails, on les croira, du moins exagérés. Et cependant, comment douter un seul instant de leur exactitude ? L'affirmation de M. de Beauvoir *qui a vu lui-même, à Macao, ce qu'il raconte*, suffirait déjà pour convaincre bien des incrédules. Mais le témoignage de M. de Beauvoir n'est pas isolé ; pour s'en convaincre on peut consulter les documents relatifs au commerce des coulies, que le gouvernement anglais a communiqués, il y a quatre ans, à la Chambre des lords et à la Chambre des communes². Une lettre, entre autres, signée de deux agents de l'Angleterre, à Hong-Kong, est, à tous égards, digne d'attention³. « A Macao, disent les auteurs de la lettre, la traite donne lieu à des excès odieux..... Il y a peu de temps, des Annamites ont été enlevés de vive force, ainsi que des coulies des bords du Yong-Tzi, transportés au quartier général de la traite, et là, vendus comme esclaves, autrement dit obligés de signer des engagements de travail en pays lointain, au moment où, éloignés de leurs parents et de leurs amis, mourant de faim, ils étaient à la merci de barbares dont ils ne comprenaient même pas la langue. Dès que ces contrats furent devenus, par l'apposition du sceau gouvernemental, formels et irré-

¹ M. de Beauvoir. Ouvrage cité, page 387.

² Correspondances échangées, en 1867, entre le gouverneur de Hong-Kong et le *Colonial office*, et distribuées au Parlement.

³ Lettres de MM. John Smale, chief-justice, et James Whittall au gouverneur de Hong-Kong (27 juin 1867).

vocables, le prix de ces malheureuses victimes fut payé aux misérables qui les avaient enlevés. »

Pareils récits ont-ils besoin de commentaires?

De 1848, époque à laquelle a commencé, à Macao, le commerce des coulies, jusqu'en 1856, le gouvernement portugais a souffert, sans le condamner, les abominables modes de recrutement que nous avons signalés. En 1856, des mesures furent prises pour régler l'émigration ; mais elles passèrent inaperçues. Les abus devinrent tels, que le gouvernement chinois lui-même s'émut. En 1858, il fit exécuter deux courtiers d'émigrations, et jusqu'en 1863, il défendit tout recrutement d'émigrants.

En 1863, l'émigration recommença, et, cette fois, les autorités portugaises essayèrent de l'entourer de garanties ; elles prirent certaines mesures préventives, surtout en ce qui concerne les courtiers d'émigration, les maisons où sont déposés les coulies avant l'embarquement, et enfin la police des navires. — Nous examinerons plus loin les règlements portugais sur les deux derniers points, et nous verrons combien ils sont insuffisants. En ce qui touche les courtiers, les règlements portent qu'il n'y aura qu'un nombre limité de courtiers patentés, payant pour leur patente, 100 piastres par an et donnant un cautionnement de 200 piastres. Ces courtiers ne sortent pas de Macao ; ils ont des agents recruteurs dans de nombreuses communes.

Est-il besoin de dire que ces mesures n'empêchent presque aucun abus ? Ajoutons qu'à côté des courtiers patentés, il y a des courtiers interlopes qui se jouent de tous les règlements, tantôt en enlevant de vive force des coulies qui ne veulent pas émigrer, tantôt en se concertant avec des coulies, échappés d'un dépôt, qu'ils présentent successivement dans plusieurs dépôts, moyennant une part de leurs nouvelles primes.

Au reste, pour juger l'ensemble de la législation portugaise sur les coulies, nous ne saurions mieux faire que de citer un autre extrait de la lettre des deux agents anglais au gouverneur de Hong-Kong :

« Nous consentons, disent-ils, à admettre qu'en théorie, la législation des autorités portugaises sur les coulies, est irréprochable.... Mais il faut bien ajouter que ces autorités sont trompées par l'accomplissement apparent de leurs ordonnances.... Les règlements mêmes qui ont pour but de protéger le coulie contre la fraude et la violence, sont, avec une détestable habileté, transformés en pièges pour le tromper plus sûrement. Ils donnent un encouragement direct aux pirates qui infestent les côtes de la Chine, parce que dès qu'ils se sont conformés à la lettre du règlement, ils rejettent sur

les autorités officielles la responsabilité de la séquestration des coulies. »

Les partisans de la traite des coulies ont prétendu qu'il fallait attribuer à la jalousie de l'Angleterre contre Macao le langage sévère de ses agents. Mieux vaudrait prouver que les allégations de ces agents sont fausses et les faits, cités par eux, inexacts : malheureusement cette preuve est encore à faire.

Nos lecteurs sont suffisamment édifiés, croyons-nous, sur la manière dont s'opère le recrutement des coulies. — Suivons maintenant le coulie dans le « barracon » où il est censé entrer volontairement, et voyons ce qu'il y devient, jusqu'au jour de son embarquement.

2° *Séjour des coulies dans les barracons.* — Une fois recrutés, les coulies sont amenés dans les entrepôts de l'émigration, appelés *barracons* ; ils y restent jusqu'à leur embarquement. Qu'est-ce que ces *barracons*, et comment les coulies y sont-ils traités ?

Les rapports, dressés par les agents du gouvernement portugais, parlent longuement de la surveillance que les autorités exercent sur ces établissements, et des garanties que présente cette surveillance : les maisons de dépôt, où se réunissent les émigrés avant de s'embarquer, ne peuvent, disent-ils, être ouvertes sans une autorisation spéciale du gouvernement... Chaque établissement a un directeur, mais il est ouvert au nom et sous la responsabilité d'un des agents d'émigration. Il y a, à Macao, environ quinze établissements de cette sorte. Le gouvernement a le droit de fermer, quand il lui plaît, ces établissements. Un employé, appelé surintendant de l'émigration, va visiter alternativement tous les dépôts...

En lisant ces lignes, comme tous les autres rapports de ce genre, ne serait-on pas tenté de croire que, grâce aux soins du gouvernement portugais, les coulies sont bien traités dans les *barracons* ? Il n'en est rien, hélas ! et si nous voulons avoir une idée exacte de ce que sont ces infâmes entrepôts de la traite des coulies, il nous faut faire un nouvel emprunt à M. de Beauvoir et reproduire, au moins en partie, la description du *barracon* qu'il a visité à Macao :

« La première boutique du marchand d'hommes chez lequel nous entrons se présente sous les dehors les plus riants : des terrasses ornées de fleurs, des salons à meubles d'acajou ; ce sont les salles de réception pour les fonctionnaires. Un petit bureau dans un coin, avec des piles de gros livres usés, vient seulement nous rappeler que c'est là que se fait « l'enregistrement de la chair humaine. » Les murs sont couverts de tableaux représentant les fortunés navires destinés à transporter les cargaisons de « fils du ciel » sous le soleil meurtrier des plantations de Cuba ou dans les puits fétides de

guano du Pérou. Je regrette d'avoir à dire que le pavillon français se montre beaucoup trop dans ces tristes annonces.

« Au premier abord, cela paraît donc magnifique. Mais nous apercevons de longs corridors où, de droite et de gauche, sont entassés, dans des hangars, tous les Chinois en partance pour l'émigration. Ils sont là, attendant le départ, la figure décomposée, le corps aux couleurs blêmes, à peine vêtus de guenilles pourries, ils portent le cachet le plus hideux de la misère sale, et gisent dans la plus abominable infection... En promenant mes regards vers ces pauvres êtres pâles, empestés, déguenillés, qui gisent là, autour de nous, sur les planches de ces chenils appelés *barracons*, je ne puis vous dire combien mon cœur se serre! »

Après le portrait des coulies, vient le portrait du maître de l'établissement :

« Le Portugais, demi-nègre, qui nous promène dans ses magasins, a bien le véritable aspect d'un marchand de chair humaine : il est gros, huileux, trapus et court ; le nez est épaté, l'œil farouche, la barbe sale, et il a entre les mains un énorme gourdin à esclaves!... C'est tout dire. »

« Il me semble, ajoute plus loin M. de Beauvoir, que j'entendrai toujours les coups secs et affreux dont j'ai vu frapper le dos d'hommes vendus par escouade, entrant et sortant à l'instar de troupeaux de moutons qu'on mène aux champs... ou à l'abattoir. »

On s'est indigné, et avec raison, des traitements que subissaient les nègres esclaves aux colonies ; on s'est préoccupé autrefois, avec raison également, du sort des condamnés détenus dans certaines prisons. Les esclaves ou les condamnés ont-ils jamais été plus maltraités que les coulies dans les *barracons* ?

3° *Formalités qui précèdent l'embarquement des coulies.* — Si le gouvernement portugais souffre avec une faiblesse déplorable que les coulies soient recrutés par la violence et la ruse et traités moins bien que des bêtes de somme par les propriétaires des *barracons*, il faut reconnaître qu'il a *essayé* de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les coulies quittaient volontairement la Chine. — Voyons quelles formalités doivent précéder l'embarquement des coulies ; nous rechercherons ensuite si ces formalités garantissent, d'une manière sérieuse, la liberté de l'émigrant.

A Macao, un employé portugais, appelé surintendant de l'émigration, va visiter un jour tous les dépôts, et, le lendemain, il se rend à la maison de ville. — Dans les dépôts, il interroge les émigrants nouvellement arrivés et leur demande s'ils sont venus de leur propre mouvement, s'ils savent où on les enverra. — Le lendemain, ces

mêmes coulies sont menés à la maison de ville, appelée *le Sénat*, où le corrégidor leur demande à son tour, en présence du surintendant de l'émigration et par l'entremise d'un interprète, si c'est de leur propre volonté qu'ils vont émigrer. Il leur lit ensuite, en chinois, les conditions auxquelles ils s'engagent à partir. Malgré les vengeances terribles auxquelles s'exposent ceux qui refusent de partir, on voit souvent un coulie sur cinq déclarer qu'il veut rester en Chine (combien y en aurait-il, si la liberté du choix pour eux était absolue?). — Ceux qui persistent dans la volonté d'émigrer sont renvoyés au *barracon*. Six jours après (et pendant ces six jours les coulies ne sont pas sortis du *barracon*) le magistrat portugais leur renouvelle les mêmes questions.

Un ou deux mois s'écoulent d'ordinaire avant l'embarquement. Deux fois, pendant ce délai, le même magistrat interroge de nouveau les coulies. Si leur réponse est toujours affirmative, ils reçoivent chacun des vêtements neufs, une malle et huit piastres à titre d'avance; après quoi, ils sont embarqués. A bord du navire, les mêmes questions leur sont encore adressées par le capitaine du port, qui ira aussi, le jour du départ, s'assurer que tout est en règle.

La veille du départ, le contrat, rédigé en chinois et en espagnol, est signé par l'agent d'émigration, par le Chinois, s'il sait écrire, et par le magistrat portugais appelé corrégidor. Lorsque le coulie doit partir sur un navire espagnol, à destination d'une colonie espagnole (ce qui est le cas le plus fréquent), le consul d'Espagne donne également sa signature. Pour ces différentes signatures, l'agent d'émigration doit cinq piastres aux autorités portugaises et 1/5^e de piastre au consul.

Nous avons sous les yeux plusieurs exemplaires de contrats signés par des coulies. Sauf quelques différences de détail, ils se ressemblent tous et contiennent les mêmes clauses que M. de Beauvoir a très-fidèlement résumées en ces termes :

« Je m'engage à travailler douze heures par jour, pendant huit ans, au service du possesseur de ce contrat, et à renoncer à toute liberté pendant ce temps. — Mon patron s'engage à me nourrir, à me donner quatre piastres (20 fr.) par mois, à me vêtir et à me laisser libre le jour de l'expiration de ce contrat. »

Chaque coulie embarqué est vendu environ 750 francs; c'est, le plus souvent, le représentant de l'agence espagnole de navigation qui l'achète. — On se souvient que le maître du *barracon* l'avait payé 300 francs et avait donné 40 et 50 francs à l'agent recruteur : il gagne donc 400 francs par tête d'émigrant.

Pour éviter que les coulies ne s'échappent des *barracons*, après avoir touché le prix de leur engagement, et n'aillent s'engager une

seconde fois dans un autre entrepôt d'émigrants, moyennant une nouvelle prime, on avait imaginé de ne les laisser au dépôt que pendant un jour. Aussitôt qu'ils avaient affirmé au magistrat portugais leur volonté de partir, on les embarquait immédiatement sur le navire, où ils attendaient quelquefois, pendant deux ou trois mois, le moment du départ. — Cette façon de procéder a présenté de graves inconvénients. Livrés à l'ennui, souvent à un désespoir violent, pendant ces longs mois d'attente, ils jouaient leur prime pour se distraire, ou bien ils étudiaient la disposition du navire qu'ils connaissaient à fond lorsqu'il levait l'ancre : de là la fréquence des révoltes dont nous parlerons plus loin, révoltes qui toutes ont eu lieu en vue des côtes de Chine.

Nous avons examiné, dans tous leurs détails, les précautions prises par le gouvernement portugais pour s'assurer que les coulies ne sont pas embarqués malgré eux. Ces précautions assurent-elles la liberté de l'émigrant ? Nous n'hésitons pas à répondre : Non.

D'abord, certaines autorités (et nous avons leur témoignage sous les yeux) reconnaissent que trop souvent la fraude et la corruption empêchent ces mesures de produire leur effet : trop souvent, à la maison de ville, des interprètes, payés pour mentir, dénaturent la réponse du coulie, ou bien l'agent d'émigration produit des courtiers, gagnés à l'avance, qui répondent à la place des émigrants véritables. D'autres fois, le capitaine du port fait des visites trop rapides à bord du navire en partance et ne s'aperçoit pas de l'embarquement frauduleux des coulies qui n'ont pas été interrogés par-devant les autorités. De leur côté, les mandarins, gagnés par des pots-de-vin, n'exercent pas la surveillance que leur prescrivent les règlements chinois. Enfin, beaucoup de navires, partis de Macao avec une cargaison d'émigrés régulièrement interrogés avant le départ, jettent l'ancre un peu plus tard, près d'une des îles qui bordent les côtes de Chine, et là des pirates leur livrent une nouvelle cargaison de coulies enlevés par les moyens que nous avons déjà racontés.

Voilà comment sont éludées toutes les prescriptions de l'autorité portugaise.

En supposant même que ces fraudes ne se produisent pas et que les ordonnances du gouvernement portugais soient régulièrement exécutées, quelle valeur faut-il attacher aux réponses affirmatives des émigrants interrogés ? Sont-ils vraiment libres de refuser de partir ? Non. Sans doute, quelques-uns d'entre eux ont le courage de ne pas mentir ; mais à quoi s'exposent-ils ? Comme le dit avec trop de raison M. de Beauvoir, « trois intéressés, commissionnaires, créanciers et mandarins, s'acharneront sur eux avec toutes les horreurs de la plus implacable vengeance. Traqués et torturés, mourant de peur

et de faim, ils retomberont presque forcément sous leur joug odieux et sous leurs coups meurtriers. »

La vérité est qu'une fois lancé dans le « barracon » par le commissionnaire qui a reçu une prime à cet effet, le coulie n'est plus libre d'émigrer ou de rester en Chine. En vain on lui demande à plusieurs reprises : « Voulez-vous partir ? » Plus il reste dans le « barracon, » plus il perd son indépendance. Sa dette envers l'agent d'émigration qui le loge et le nourrit augmente chaque jour. Alors, s'il refuse de s'embarquer comme homme libre, « tournant dans un cercle vicieux, il devra, pour payer sa dette, partir après s'être constitué l'esclave de cet entrepreneur¹. »

Ainsi, sauf de rares exceptions, le coulie recruté par les courtiers devient forcément un émigrant, c'est-à-dire un esclave : son sort est fixé le jour du recrutement.

III

Comment les coulies, une fois embarqués sur un navire, sont-ils traités pendant toute la durée de leur voyage ?

Les règlements de Macao s'occupent de la police des navires : ils portent qu'aucun navire à voiles ne peut sortir du port avec des émigrants à destination de Cuba, ou d'une autre colonie, que du 1^{er} septembre au 1^{er} avril. Le consignataire du navire doit déposer un cautionnement de 1,000 piastres jusqu'à ce qu'il ait présenté le certificat constatant l'arrivée et le débarquement des émigrants aux colonies. Le navire doit avoir à son bord un médecin et une pharmacie. Le nombre des émigrants qu'il doit contenir est ainsi fixé : un émigrant par 2 mètres cubes, si l'entrepont reçoit l'air et la lumière par des ouvertures suffisantes pratiquées dans le bord du bâtiment, et par des pompes de ventilation ; — un émigrant par 2 mètres cubes $\frac{1}{2}$, s'il n'y a que des pompes de ventilation ; — un émigrant par 3 mètres cubes, s'il n'y a ni ouvertures ni pompes.

Telles sont les dispositions principales des règlements relatifs au transport des « Celestials » aux colonies. Mais sur ce point, comme sur tant d'autres, il faut au texte des règlements opposer la pratique, et, après avoir dit comment les choses devraient se passer, montrer comment elles se passent réellement.

Il n'est pas toujours facile de trouver des capitaines de navire qui se chargent de conduire au Pérou ou à Cuba les émigrants chinois.

¹ M. de Beauvoir, ouvrage cité, page 393.

Une révolte et des massacres à bord, ou tout au moins des scènes de violence continuelles, telle est la perspective offerte à celui qui embarque sur son navire une cargaison de « Celestials. » Il y a là de quoi faire réfléchir les moins timides. Cependant l'espérance d'un gain de 500 francs environ par chaque coulie débarqué vivant aux colonies séduit quelques capitaines de navire et les décide à entreprendre ce périlleux voyage. Un nombre aussi considérable que possible de coulies sont alors entassés à fond de cale, comme du bétail, sans air et presque sans lumière. C'est ainsi qu'ils sont, sous les tropiques, une traversée de deux, trois, et quelquefois quatre mois ! Leur nourriture est souvent malsaine, toujours insuffisante. Est-il étonnant que des épidémies éclatent fréquemment parmi eux, et qu'ils périssent par centaines avant d'arriver à Cuba ou au Pérou ? On est navré en songeant à la proportion dans laquelle ces infortunés succombent pendant les traversées. Les derniers navires français qui ont fait la traversée de Macao à la Havane avaient à bord à peu près deux mille coulies ; et à Cuba on a considéré, paraît-il, comme merveilleux qu'il n'en soit mort, pendant le voyage, qu'une centaine environ ! Quelle est donc la mortalité sur les navires espagnols et italiens, dont les capitaines ne pêchent pas, dit-on, par excès d'humanité ? Quelle est-elle surtout, lorsque la peste et le typhus, hôtes habituels de ces navires, éclatent parmi les malheureux passagers ?

Faut-il s'étonner que, traités en général avec moins de soin que des bêtes de somme, les coulies se montrent si cruels quand ils se révoltent ? Rien d'horrible comme la fréquence et surtout les détails de ces séditions. M. de Beauvoir, qui visitait la Chine en 1867, parle d'une soixantaine de révoltes qui ont éclaté depuis quelques années ! S'ils triomphent dans leur attaque contre l'équipage, les coulies devenus, par les tortures de la faim et de la soif, de véritables bêtes féroces, massacrent impitoyablement tous ceux qui ne sont pas leurs complices. S'ils succombent dans la lutte, les canons du navire sont tournés contre eux, chargés à mitraille, et les exterminent tous sans merci !

L'histoire d'une seule révolte fera juger de l'atrocité de toutes les autres : c'est le récit du naufrage de la *Martha*, publié à Hong-Kong en janvier 1867. « Les coulies paraissaient animés d'un tel désespoir en perdant de vue les côtes de la Chine, qu'ils durent être confinés dans la cale, tandis qu'un sur vingt étaient, en otages, attachés dans les barres de perroquet. La nuit, la crainte d'une émeute avait fait semer sur le pont une centaine de biscatiens armés de pointes, destinés à les empêcher de faire irruption, leurs pieds nus devant se blesser sur ces projectiles. Néanmoins ils rompirent les écoutes,

tuèrent dix hommes, garrottèrent les autres, et manœuvrèrent si mal qu'après cinq jours ils firent naufrage : une moitié périt dans la mer ; deux matelots seuls se sauvèrent et racontèrent cette tragédie, qui glace d'épouvante ! »

Ce qui rend plus fréquents encore ces horribles drames, c'est l'embarquement à bord des navires de pirates déguisés en émigrants chinois, qui deviennent les chefs naturels de l'émeute, et font éclater la révolte au moment où d'autres pirates, leurs complices, arrivent dans des jonques pour attaquer le vaisseau. Il est peu de dangers que les capitaines de navires redoutent à l'égal de celui-là. C'est pour le prévenir, que le capitaine du port doit faire l'inspection de chaque navire qui va lever l'ancre. Cette précaution étant, comme nous l'avons vu, insuffisante, les autorités portugaises recommandent que les navires chargés de transporter des coulies soient construits et armés de telle sorte que toute révolte soit, ou rendue impossible, ou sûrement comprimée. Elles veulent qu'il y ait sur la dunette de bons fauconneaux à pivot, toujours chargés à mitraille, pour balayer le pont, et que l'équipage soit composé d'hommes robustes, bien payés, sachant l'emploi auquel le navire est destiné, et disposés à se battre, s'il le faut. Elles insistent enfin sur la nécessité de n'autoriser aucun capitaine de navire à transporter plus de deux cent cinquante à trois cents coulies.

Quand on sait à quelles scènes tragiques a donné lieu le transport des coulies, on ne saurait trop féliciter les États-Unis qui, à la suite de la mission de M. Burlingame, envoyé du Céleste-Empire en 1868, ont interdit, par une loi, aux citoyens des États-Unis le transport ou le louage des Chinois engagés par contrat.

A l'origine, les navires anglais se chargeaient, comme ceux des autres nations, du transport des coulies. Des abus nombreux furent commis. La correspondance de lord Clarendon et de sir John Bowring en 1854 mentionne d'abominables détails sur les sévices dont les Chinois conduits, sous pavillon anglais, aux Iles Chinchas, furent victimes, au point de se suicider pour échapper à leur sort ! Aujourd'hui l'Angleterre a réformé tous ces abus. Elle a commencé par interdire aux navires anglais de transporter des engagés par contrat à Cuba, au Pérou, et dans toutes les colonies où l'on sait que les coulies sont traités en esclaves. Bientôt après, en 1869, le gouverneur de Hong-Kong a pris, sur l'invitation du *Colonial-Office* de Londres, une mesure plus radicale : il a défendu qu'aucun coulie partît de Hong-Kong sur d'autres vaisseaux que les vaisseaux anglais, et pour toute destination autre qu'une colonie anglaise, où la condition des Célestiaux n'a, comme on le verra, rien de très-rigoureux.

Pourquoi notre gouvernement n'a-t-il pas encore suivi cet

exemple ? Trop souvent, on voit à la Havane ou aux îles Chincha des navires français débarquer de nombreux coulies, à côté des navires portugais, italiens et espagnols. Quand finira ce scandale ? quand prohibera-t-on cet odieux transport sous pavillon français ? La France a-t-elle oublié qu'en fait d'humanité et de générosité, elle n'est pas habituée à recevoir des leçons de l'Angleterre ?

IV

Les Chinois qui émigrent librement abondent, comme on le sait, sur de nombreux points du globe, à Singapour, à Java, en Australie, à San Francisco, etc., etc., où ils exercent les métiers de portefaix, commissionnaires, ouvriers de mines. Ils accaparent en outre presque tout le petit commerce.

Les émigrants par contrat sont pour la plupart envoyés dans l'île de Cuba ou au Pérou. On n'en voit qu'un petit nombre à la Guyane française, à la Guyane anglaise et au Chili. A Cuba, ils sont principalement chargés de travaux agricoles dans les plantations. Au Pérou, ils extraient le guano des vastes puits des îles Chincha.

Une fois la traversée terminée, les coulies — ou plutôt ceux qui survivent — sont débarqués et exposés en vente. Ici se reproduisent, avec leurs détails les plus navrants, toutes les scènes des marchés d'esclaves, tant de fois et si fidèlement racontées, qu'il serait inutile d'y revenir. « Selon la saison, les besoins de la culture ou l'encombrement de la marchandise, dit M. de Beauvoir, les « fils du Ciel » sont en hausse ou en baisse, comme la farine, le café ou les bœufs. On fait donc là des coups de bourse sur les arrivages ; mais en général, la cote est de 350 dollars (1,750 francs). Ainsi, depuis le bouge de Macao jusqu'à la plantation de sucre de Cuba ou à la roche de guano, le coulie a passé de la valeur de 300 francs à celle de 1,750 francs, partagée entre les mains de ceux qui l'ont « entrepris, » c'est-à-dire 50 francs pour l'embaucheur, 400 francs pour le « barracon, » 500 francs pour le capitaine, et 500 francs pour l'agence de vente à destination. »

On se souvient qu'avant son départ de Chine, le coulie s'est engagé par contrat, devant les autorités de Macao, à travailler douze heures par jour, pendant huit ans, au service du maître qui l'achètera lors de son débarquement. Pendant ces huit années il renonce à toute liberté. Le contrat porte, d'autre part, que le patron s'engage à

le nourrir, à lui donner 4 piastres (20 francs) par mois¹, à le vêtir, et à le laisser libre le jour de l'expiration du contrat.

On le voit, en supposant même (ce qui arrive rarement) que le patron observera à la lettre les engagements mentionnés dans le contrat, le coulie n'en est pas moins devenu pendant huit ans la bête de somme de celui qui l'a acheté. Pendant huit ans il sera traité comme un esclave, même plus mal qu'un esclave ; car le maître a intérêt à ménager les forces d'un esclave qu'il gardera jusqu'à sa mort, tandis que celui qui achète pour huit ans seulement un coulie a intérêt à le surmener pendant ce temps, à en tirer tout le travail possible, au risque de le laisser infirme et épuisé à l'expiration du contrat !

Examinons successivement le sort des coulies à Cuba et au Pérou. Est-il besoin de répéter que nous ne donnerons aucun détail qui ne soit affirmé par des lettres ou documents signés de témoins autorisés, résidant sur les lieux, et auxquels leur position même commande l'impartialité ?

Les coulies à Cuba. — L'importation des coulies à Cuba a commencé vers 1845. Depuis cette époque jusqu'en 1860, dix-sept mille coulies environ avaient été envoyés dans cette île.

En 1860, un nouveau décret ouvrit plus largement encore les portes de Cuba aux Chinois. Ce décret fut mal accueilli par la population de l'île, qui crut que l'immigration des coulies allait tuer l'esclavage².

« Ou bien, disait le journal *el Horizonte* du 19 juillet 1860, on bien le gouvernement veut abolir l'esclavage à Cuba, et en ce cas le décret est efficace, car le travail servile devenant plus cher que le travail des Chinois, sera impossible ; mais en ce cas le décret manque de franchise ; ou bien il veut, comme le dit le préambule, amener dans l'île le nombre de bras nécessaire pour que sa prospérité ne décroisse pas, et dans ce cas le décret agit précisément en sens contraire de ses intentions ; car l'importation de Chinois faux, violents, avides, corrompus, pressés de revenir dans leur patrie, produira le désordre, l'appauvrissement, et diminuera la prospérité. La base de la richesse de l'île est la servitude : elle vit par elle et avec elle. »

Quelque douloureux qu'il soit de voir ces dernières lignes écrites par des chrétiens, il est plus douloureux encore d'ajouter que, loin

¹ Bien que quatre piastres valent 20 fr. de notre monnaie, il ne faut pas oublier que, vu le prix élevé de presque tous les objets aux colonies, ce salaire est presque nul et représente un salaire de moins de 10 fr en France.

² Voir dans l'ouvrage de M. A. Cochin sur *l'Abolition de l'esclavage*, le chapitre intitulé : l'Esclavage à Cuba.

de détruire l'esclavage à Cuba, l'importation de coulies dans cette île a greffé un nouvel esclavage sur le premier.

Ainsi, traités par leurs maîtres avec moins de ménagements que les esclaves, les Chinois sont haïs de la population tout entière. On voit quel doit être leur sort à Cuba.

Ce n'est pas tout. Il est curieux de savoir comment les autorités espagnoles de Cuba interprètent les termes du contrat signé par les coulies à Macao. Ce contrat porte qu'après l'expiration des huit années d'engagement, *le coulie sera libre et pourra continuer à vivre de son travail, sauf à justifier qu'il a un emploi*. Le gouvernement espagnol explique cette clause en ce sens que *après huit ans, l'engagé doit, ou retourner à ses frais en Chine, ou faire un nouveau contrat semblable au premier, pour une durée de cinq ans au moins, avec un salaire plus fort sans doute que le précédent, mais qui n'excède pas 8 piastres par mois, alors même que le nouveau maître consentirait à un salaire plus élevé*. Il est impossible de violer d'une manière plus manifeste les droits accordés aux coulies par leurs contrats !

Si ces conditions prescrites par lui ne sont pas remplies, le gouvernement espagnol s'empare des coulies, les loue ou les engage d'office, ou bien les emploie pour les travaux publics, concurremment avec les forçats ou les nègres esclaves de l'État !

Un fait récent montrera mieux que tout autre comment les autorités espagnoles traitent les coulies. Au mois d'octobre 1871, l'administration se décida subitement à faire exécuter dans le sens indiqué plus haut les règlements sur les coulies, qui depuis quelque temps restaient inappliqués. Une nuit, il fit arrêter à domicile tous les Chinois qui ne purent justifier d'un contrat non expiré, et les envoya tous en prison, sans s'inquiéter de savoir s'ils avaient ou non un établissement et un emploi lucratif ! Un grand nombre de ces malheureux furent employés aux travaux publics ; d'autres furent réclamés par leurs patrons et consentirent à se réengager, moyennant 8 piastres par mois, alors que beaucoup d'entre eux recevaient auparavant un salaire cinq ou même dix fois plus élevé.

Rien de plus illusoire que la faculté accordée au coulie de retourner à ses frais en Chine, après l'expiration du contrat. Il est très-rare qu'à Cuba, le Chinois ait pu, en huit ans, économiser les frais de son rapatriement. Nous savons déjà que 4 piastres ne représentent pas la moitié, peut-être même le quart d'une somme de 20 francs en France. Ce salaire de 4 piastres par mois que reçoit le Chinois est cinq ou six fois moins fort que celui des affranchis employés aux travaux des champs. Comment, sur une somme aussi modique, épargner le prix d'un voyage en Chine, qui ne coûte pas moins de 500 à 700 francs ? Ajoutons que les occasions de retourner en Chine sont

rares. Aussi, en disant que le coulie devra, s'il ne veut être engagé de nouveau, s'être embarqué pour la Chine dans les soixante jours à dater de l'expiration de son contrat, le gouvernement espagnol semble avoir pris à tâche de rendre son rapatriement impossible.

Il y a plus : alors même qu'il a su épargner la somme nécessaire pour payer son retour en Chine et trouvé un vaisseau pour le rapatrier, le malheureux « Celestial » ne peut encore se flatter de revoir ses foyers et sa famille : il suffit d'un caprice des autorités cubaines pour le retenir dans l'île et le prolonger pendant de longues années dans la servitude. Pour le prouver, il nous suffira de citer quelques lignes de la lettre qu'un correspondant de Cuba adressait, le 10 août dernier, à un journal américain, le *New-York Times* :

« Il y a peu de jours, 900 coulies chinois étaient entassés dans le lieu qu'on appelle « les Fossés, » à la Havane : la plupart d'entre eux attendaient le moment de retourner en Chine ; ils avaient rempli leur engagement et travaillé pendant cinq dures années, dans différentes plantations de sucre. Au mépris de toute justice, plus de quatre cents de ces malheureux, — chez lesquels l'amour de la patrie est plus fort que chez aucun autre peuple de la terre, — furent enlevés de vive force à différents planteurs pour servir comme esclaves, pendant six autres années. Lorsqu'on songe aux souffrances que ces créatures infortunées ont à endurer, à leurs travaux si pénibles, surtout pendant le temps de la fabrication du sucre, à la grande quantité de ceux qui meurent chaque année, tués par la fatigue et les maladies gagnées dans les plantations, on mesure bien vite l'étendue du crime commis par les hommes qui ont condamné les coulies à cette affreuse destinée ! »

Telle est, dans ses traits principaux, la situation des coulies à Cuba. Leur sort n'est pas plus heureux, ainsi qu'on va le voir, au Pérou.

Les coulies au Pérou. — Les coulies envoyés en 1850 au Pérou sont employés le plus souvent à l'extraction du guano aux îles Chincha. Presque tous les hommes libres reculeraient devant ce travail si pénible. Les engagés par contrat sont à peu près les seuls auxquels on puisse l'imposer ; aussi sont-ils très-recherchés au Pérou, où ils affluent de plus en plus chaque année. De 1862 à 1864, l'immigration chinoise avait à peine porté sur 10,000 individus. En 1871, 11,880 coulies ont débarqué au Pérou. On peut évaluer à 200,000 le nombre des Chinois établis actuellement dans ce pays, et si la progression observée dans les dernières années ne s'arrête pas, leur nombre s'élèvera, avant 1880, à plus d'un demi-million.

L'empressement que mettent les coulies à se rendre au Pérou ne

peut s'expliquer que par l'ignorance où on les tient du sort affreux qui les attend. Nulle part leur condition n'est plus misérable qu'aux îles Chinha. L'extraction du guano est, par suite de la profondeur des puits et de l'odeur fétide de ces engrais, un des ouvrages les plus durs, les plus repoussants et les plus dangereux qu'on puisse imaginer. Si l'on veut avoir une idée des périls que court l'ouvrier employé au guano, il faut connaître le récit, fait par un témoin oculaire, d'un des accidents les plus fréquents. Un voyageur au Pérou raconte qu'il a vu un malheureux Chinois entraîné avec sa charge dans le tube resserré, long d'au moins 100 mètres, où l'on verse du haut des roches le guano, qui va ainsi directement dans la cale du navire. Le coulie fut littéralement broyé pendant le trajet. A son arrivée dans le navire, il était réduit en poussière! Et ce sont là des accidents auxquels on est trop habitué pour s'en émouvoir!

Dans les plantations des campagnes, la condition des Chinois n'est guère moins pénible. Le correspondant péruvien d'un journal anglais écrivait naguère que les « Celestials » y étaient à peine nourris, indignement logés, et traités en général avec la plus grande dureté. La plupart d'entre eux succombent avant l'expiration de leur contrat; ceux qui survivent à un labeur surhumain de huit années ont presque toujours perdu leurs forces, ou contracté des infirmités qui les rendent désormais incapables de travailler.

Quand on connaît ces détails, on ne s'explique qu'à trop bien pourquoi des révoltes de coulies éclatent fréquemment dans les « haciendas. »

Les Chinois employés dans les villes sont relativement moins à plaindre que ceux des campagnes; parfois même quelques-uns d'entre eux arrivent à réaliser des économies qui leur permettent de s'établir plus tard pour leur compte. Mais le cas est rare, et il faut se garder de dire : *Ab uno disce omnes*.

Les misères auxquelles sont exposés les coulies du Pérou ont attiré plusieurs fois l'attention du cabinet de Pékin. Le prince Kong a invité ses compatriotes à lui faire parvenir leurs plaintes, et l'appel qu'il leur a récemment adressé a trouvé de l'écho dans la presse de Lima. Toutefois aucune réforme sérieuse n'a été opérée. Quant aux travailleurs des campagnes, ils n'ont pas même entendu parler de cette intervention du gouvernement chinois : leur sort reste toujours aussi misérable.

Nous avons dit plus haut qu'un petit nombre de coulies engagés par contrat se rendait à la Guyane française et surtout à la Guyane anglaise. Les Anglais, en effet, ont cherché à recruter des coulies pour la Guyane, par l'intermédiaire d'agents spéciaux du gouvernement de leur colonie. Les conditions qu'ils offrent à ces coulies sont

meilleures que partout ailleurs. Ils leur payent le voyage de Chine à la Guyane, leur donnent une prime de 10 à 15 piastres sur leurs gages futurs; ils leur promettent, outre le logement et la nourriture, les soins médicaux et le même salaire qu'aux autres ouvriers de la même catégorie, c'est-à-dire 2 à 4 shillings (2 fr. 50 à 5 fr. par jour) pour les hommes, 1 à 2 shillings (1 fr. 25 à 2 fr. 50 pour les femmes), $\frac{2}{3}$ de shilling (85 cent.) pour les enfants. La durée du contrat ne dépasse pas cinq ans; le coulie a la faculté de se racheter moyennant une somme qu'il peut aisément, s'il est économe, épargner en deux années.

Malgré ces conditions favorables, l'émigration à la Guyane est délaissée pour deux causes. D'abord, presque aucun coulie n'est encore revenu de la Guyane dans sa patrie, et les Chinois sont portés à considérer ce pays comme un pays perdu. — En outre, les agents anglais ont ordre de ne jamais dépasser 25 piastres pour le courtage, tandis que les agents recruteurs pour Cuba et le Pérou, vont, comme on le sait, jusqu'à 40 ou 60 piastres; les courtiers les préfèrent naturellement.

On connaît maintenant le sort de l'émigrant chinois avant son départ de Chine, pendant la traversée et dans les colonies. Les coulies que n'a pas tués un travail de douze heures par jour, dans les puits de guano ou les plantations des tropiques, cherchent à revenir au pays natal. S'ils ont pu, à l'expiration de leur contrat, travailler librement, le salaire de ce travail, très-rémunérateur aux colonies, leur permet d'amasser d'assez fortes épargnes, avec lesquelles ils vivront ensuite aisément en Chine. — Mais combien le sort de ces privilégiés est rare! combien il en est peu qui reviennent enrichis dans leur patrie! La plupart du temps, les coulies succombent à la fatigue, et meurent prématurément chez le maître qui les a engagés. Ceux-là aussi retournent en Chine, — mais dans leur cercueil! Le Chinois, en effet, tient par-dessus tout, à reposer après sa mort, dans la terre de ses ancêtres; s'il meurt en pays étranger, sa suprême ambition est que ses restes soient ramenés dans sa patrie. Aussi, chaque année, une foule de cercueils sont-ils rapportés en Chine: à San Francisco, où les coulies dépassent le nombre de 50,000, un navire spécialement chargé de ce service transporte chaque année en Chine les corps de ceux qui sont morts loin de leur pays natal. — C'est en pensant à cette coutume, que quelque propriétaire de coulies, habitué à traiter les « Célestials » comme une marchandise, a dit cette phrase brutale: « Nous recevons le Chinois brut et vivant: nous le rendons manufacturé et mort. »

V

Les excès qui déshonorent l'émigration des coulies sont encore peu connus : cependant, outre les protestations qu'ils ont déjà soulevées dans la presse et dans le public, ils ont fait l'objet de réclamations de la part de quelques puissances, notamment l'Angleterre et peut-être aussi la France. Les gouvernements auxquels s'adressaient ces réclamations, ont répondu qu'en effet, on pouvait, sur certains points, améliorer la condition du coulie, lui accorder, par exemple, le droit au rapatriement, et supprimer la clause qui l'oblige, lors de l'expiration de son contrat, à former un nouvel engagement ou à regagner son pays dans un délai de soixante jours. Telles sont les réformes de détail qu'ils ont proposées... sans les accomplir, du reste. Les puissances étrangères ont eu le tort de ne pas insister davantage.

Avons-nous besoin de dire combien, à nos yeux, toutes les réformes de détail seraient insuffisantes ? — Non, les abus odieux dont nous avons fait un tableau plutôt incomplet que chargé appellent, exigent des réformes radicales ; on l'a montré plus haut ; c'est dans le mode de recrutement, dans la première opération du trafic, que réside surtout le mal : c'est donc par la racine qu'il faut couper l'arbre malfaisant qui s'appelle « l'émigration par contrat. »

L'opinion publique ne sera pas satisfaite tant que les principales puissances civilisées ne se seront pas entendues pour prohiber l'exportation des coulies engagés par contrat à servir, dans un pays éloigné, un maître qu'ils ne connaissent pas. Le jour où ces puissances auront conclu un semblable accord et seront décidées à le faire exécuter, elles auront porté un coup mortel aux modes actuels de recrutement des coulies, aux barracons et à tout ce qui rappelle, à s'y méprendre, la traite des noirs. — L'émigration libre substituée aux engagements par contrat, le travail libre au travail esclave, voilà les réformes qu'il faut enlever d'assaut, malgré tant de résistances intéressées, et dont il faut assurer le bienfait, dans l'avenir, aux coulies qui partent pour la Havane ou le Pérou. — Le Chinois réussit et prospère en Australie, à San Francisco, à Singapour, partout où son travail est libre, comme celui des autres ouvriers, et où le prix de ses services est réglé par les lois économiques de l'offre et de la demande : pourquoi le même sort ne lui serait-il pas assuré à Cuba ou au Pérou ?

Le 17 février dernier, le lendemain du jour où la question des

coulies, fut agité au Parlement anglais par M. Fowler, le *Times* publiait un excellent article dont nous tenons à reproduire la conclusion :

« Bien que nous n'osions dire qu'aucun Anglais n'est impliqué dans les scandales du trafic, cependant il est certain qu'officiellement et comme nation, l'Angleterre en a maintenant les mains pures...

« ...Aussi, c'est plutôt pour l'étranger qu'a parlé M. Fowler, les faits généralement peu connus qu'il a rappelés ne seront pas oubliés...

« ...Si le gouvernement intervenait pour faire la guerre à ces pratiques, elles auraient bientôt pris fin. Le commerce des coulies est fait sur certains points bien connus de la côte chinoise. Les Portugais, à Macao, paraissent être les grands coupables. Lord Enfield assure que le gouvernement a fait, plusieurs fois, mais inutilement, des remontrances à Lisbonne. Si cela est, il faut croire que les remontrances n'ont pas été assez vives. Pourrait-on comprendre que la plus grande puissance maritime et commerçante de l'univers, qui, à elle seule, fait plus d'affaires avec la Chine que toutes les autres nations du monde réunies, ne pût pas, d'accord avec le gouvernement chinois lui-même, trouver le moyen d'empêcher les excès commis par les aventuriers qui hantent les établissements portugais? Si les autorités chinoises, qui sont certainement désireuses de protéger leurs peuples, sont assistées par l'Angleterre, elles réussiront à faire des règlements qui rendent la traite impossible. »

Ce que le *Times* dit à l'Angleterre, on peut le dire à la France, on peut le dire à toutes les puissances civilisées. Qu'elles s'entendent pour vouloir la suppression de la traite des coulies, et cette traite sera impossible! Combien de temps hésiteront-elles encore à comprendre que, de ce côté, un grand devoir leur est imposé, et qu'en tardant à l'accomplir, elles méconnaissent, non-seulement les principes chrétiens qu'elles professent toutes, mais les lois les plus sacrées de la morale, de la justice et de l'humanité?

Les défenseurs de la traite des coulies objecteront que le contrat est utile à l'émigrant, à cause de l'éloignement du pays où il veut se rendre; qu'il lui assure du pain, dès le jour de son arrivée. En d'autres termes, c'est dans l'intérêt des coulies qu'on les exploite! — Mais, répondrons-nous, comment les émigrants libres qui débarquent dans des pays presque aussi éloignés, à San-Francisco ou en Australie, par exemple, font-ils pour trouver, aussitôt qu'ils sont arrivés, les moyens de travailler et de vivre? On n'a jamais dit qu'ils aient eu de la difficulté à obtenir de l'ouvrage et un salaire avantageux. Pourquoi en serait-il autrement au Pérou ou à Cuba?

On dira également que supprimer le système des engagements

par contrat, c'est rendre l'émigration impossible pour les coulies pauvres, qui ne peuvent payer les frais de leur voyage. — Répondons d'abord que mieux vaudrait empêcher le départ de quelques émigrants que de tolérer une institution qui engendre les excès les plus odieux ; mais il y a plus : rien ne prouve que la suppression des contrats doive empêcher le départ d'aucun émigrant. Serait-il donc impossible de créer, dans les ports de la Chine, des caisses de secours pour les émigrants sans ressources, ou de leur faire obtenir, par des institutions de crédit, à des conditions que nous n'avons pas à examiner ici, l'avance de leurs frais de voyage qu'ils rembourseraient ensuite avec les premiers mois du salaire gagné aux colonies ? Il peut y avoir là, dans la pratique, quelques difficultés de détail ; mais, à coup sûr, elles ne sont pas insolubles : il suffit, pour le prouver, de citer l'exemple des émigrants de Hong-Kong. De 1861 à 1866, 37,364 émigrants se sont rendus de Hong-Kong en Californie ou en Australie ; la plupart d'entre eux, n'ayant pas de quoi payer leur voyage, se sont embarqués aux frais d'amis, de parents ou de compatriotes, qui ont su prendre les garanties nécessaires pour assurer le remboursement de leurs avances¹.

Affirmons donc hardiment qu'on ne peut combattre par aucun argument sérieux la suppression des engagements par contrat : l'émigrant, plus que tout autre, y est intéressé, non-seulement pour échapper aux mauvais traitements qu'il subit dans les *barracons* et pendant son long esclavage aux colonies, mais aussi parce que le travail libre lui assurera des salaires cinq ou six fois plus forts, et lui permettra ou de rentrer en Chine au bout de quelques années, avec des épargnes suffisantes, ou de s'installer, s'il le préfère, aux colonies et d'y vivre dans l'aisance.

Cette grande réforme que nous réclamons n'est pas, sans doute, la seule qu'il y ait à opérer en faveur des coulies chinois. — Nous n'ignorons pas, par exemple, que jusqu'ici, la disproportion entre les émigrants des deux sexes a été inouïe, que, dans quelques pays, sur 30,000 coulies émigrants, on a compté à peine 500 femmes, quelquefois *moins de dix*, et que l'impossibilité, pour ces coulies, de contracter mariage, a engendré parmi eux l'immoralité la plus dégoûtante². C'est là un fait grave, un état de choses auquel il faut por-

¹ Lettre du gouverneur de Hong-Kong au duc de Buckingham. Hong-Kong, 5 juillet 1867.

² Le Chinois consentirait à se marier hors de sa nation. On voit à Bornéo et aux Philippines un grand nombre de métis chinois. Mais dans nos colonies, on est peu disposé à épouser des coulies, et la condition des femmes, en Chine, rend leur émigration difficile. « Les correspondances anglaises, dit M. Cochin, sont pleines, à cet égard, des plus curieux renseignements, parfaitement conformes aux dires de

ter remède. Nous savons aussi que ces émigrants chinois n'ont pas plus de religion qu'ils n'ont de mœurs et de famille, et qu'à l'étranger comme en Chine ils vivent en païens; qu'il y a là, pour les pays où ils résident, un danger social, danger qu'accroît le progrès incessant de l'émigration chinoise et qui ne peut être combattu qu'au moyen de la plus active propagande chrétienne. — Mais là où les coulies sont encore de véritables esclaves, ne faut-il pas les rendre hommes libres avant de chercher à les convertir? Comment parler de la morale chrétienne à ceux qui, contrairement aux préceptes du christianisme, sont encore assimilés à des bêtes de somme, à des instruments de travail? — Avant tout, il faut donc supprimer le transport des engagés par contrat, c'est-à-dire la traite des coulies. Cette réforme nécessaire, urgente, sera promptement réalisée, nous l'espérons si elle est réclamée, avec une infatigable persistance par tous ceux qui ont à cœur la défense et le triomphe des bonnes causes!

ANATOLE LANGLOIS.

nos missionnaires. Le Chinois tient à avoir des ancêtres, et par suite, à laisser des enfants. Mais la parenté féminine n'est rien à ses yeux : l'infanticide des petites filles est très-commun; leur vente pour la prostitution n'a rien qui choque; les femmes s'achètent et le mariage n'est qu'un marché : un grand nombre est esclave. Aucun autre moyen, au témoignage de M. White, pour s'en procurer aux colonies que d'en acheter. Mais on comprend que sir John Bowring se soit opposé énergiquement à ce trafic. On comprend aussi quelle immoralité entraîne l'émigration des Chinois sans famille. On applaudit donc de bon cœur à ce langage de sir Georges Bonham : « Si on ne trouve aucun moyen d'obtenir une émigration « des femmes, celle des hommes doit cesser aussitôt. La morale et les devoirs « qu'elle impose nous le recommandent; » et à ces paroles du duc de Newcastle, écrivant au gouverneur des colonies : « Si la proportion des sexes ne peut être rétablie, il faut qu'un terme soit mis à l'émigration, quelque regrettable que « puisse être cette nécessité. »

LA QUESTION GÉNEVOISE

Le 20 septembre dernier, le Conseil d'État de Genève (c'est le nom que porte dans ce canton le pouvoir exécutif) a déclaré :

1° Qu'il cesse de reconnaître M. Mermillod comme curé de la paroisse catholique de Genève, et que l'autorité ecclésiastique diocésaine est invitée à lui donner un successeur ;

2° Qu'il est interdit à M. Mermillod de faire, soit directement, soit par procuration, aucun acte du ressort de l'Ordinaire, comme aussi aucun acte en qualité de vicaire général de l'évêque du diocèse, ni comme chargé à *un titre quelconque* de l'administration des paroisses catholiques du canton. MM. les curés sont invités à se conformer à cet arrêté, c'est-à-dire à cesser d'obéir, au spirituel, à M. Mermillod, comme délégué de l'évêque du diocèse.

Le traitement affecté au clergé catholique de la ville de Genève est supprimé « jusques au rétablissement, dans la paroisse, d'un état de choses régulier. »

Les arrêtés ci-dessus changent brusquement un état de choses qui existe à Genève depuis sept ans, et cela, sans que le gouvernement impute à M. Mermillod aucun acte contre l'ordre établi. Le Conseil d'État lui reproche uniquement d'avoir refusé de renoncer au *mode de vivre* qui fonctionnait si paisiblement, depuis 1865, entre l'État de Genève et l'Église catholique du canton.

En effet, jusqu'à l'avènement de M. Carteret aux fonctions de président de la république de Genève, l'État et l'Église vivaient en paix dans ce canton : c'est M. Carteret qui change tout cela et qui déclare la guerre à l'Église. Les hostilités ne viennent pas de M. Mermillod ; elles viennent de M. Carteret. Qu'on veuille bien ne pas l'oublier.

Or le droit est-il du côté de M. Carteret ?

Examinons :

Que dit le Conseil d'État ?

Il convient que, par une lettre du 23 décembre 1864, l'évêque du diocèse a informé le Gouvernement genevois qu'il avait accordé (lui évêque) le titre et les pouvoirs de vicaire général à M. Mermillod, curé de Genève, *lequel venait d'être élevé à la dignité épiscopale sous le titre d'évêque d'Hébron, auxiliaire de Genève.*

Dès 1864, le gouvernement était donc officiellement informé, soit de la dignité épiscopale conférée à Mgr Mermillod, soit des nouveaux pouvoirs qu'il tenait de l'autorité ecclésiastique compétente. A cet égard, le Conseil d'État ne peut alléguer qu'il a été trompé.

A partir de 1865, le Gouvernement de Genève a traité directement *et exclusivement* avec M. Mermillod de toutes les affaires ecclésiastiques du canton, et notamment de toutes les nominations aux fonctions de curé. Cela n'est pas contesté. Quel mal en est-il résulté ? Aucun. Est-il survenu quelque changement dans la situation, depuis 1865 ? Rien ne le prouve.

Mais, dit-on, le Conseil d'État n'a jamais *accepté* la qualification d'évêque auxiliaire donnée à M. Mermillod, et, dès 1865, il a fait connaître à l'évêque du diocèse que le Gouvernement ne prendrait en considération les actes que le curé de Genève accomplirait dans le domaine des attributions épiscopales, qu'autant que ces actes seraient faits au nom de l'évêque diocésain *et d'après ses directions personnelles et spéciales*. Or le Conseil d'État actuel prétend que M. Mermillod agit d'après sa direction propre, et non d'après celle de Mgr Marilley, évêque de Lausanne et de Genève ; d'où il conclut que la nomination d'un évêque en qualité de vicaire général de l'autorité diocésaine a eu pour conséquence « de créer un état de choses qui tend à l'établissement d'un évêché *de fait* dans le canton. »

Comme on le voit, c'est un procès *de tendance* qu'intente à M. Mermillod le Conseil d'État de Genève. Les prédécesseurs de M. Carteret ont toléré pleinement l'exercice des pouvoirs de vicaire général conférés à M. Mermillod ; M. Carteret déclare ne plus vouloir lui reconnaître cette qualité désormais. En a-t-il le droit ? Voilà la question.

M. Mermillod a fait remarquer au Conseil d'État que jamais le Gouvernement n'a émis la prétention d'être consulté par l'évêque de Lausanne sur le choix de l'ecclésiastique qu'il plaît à ce prélat de désigner pour exercer les pouvoirs de vicaire général dans le canton de Genève. M. Carteret, mis personnellement en demeure de contester ce point de fait, est demeuré muet. Or M. Mermillod ne prétend pas exercer, quant à l'administration des paroisses catholiques du canton de Genève, d'autres pouvoirs que ceux de vicaire général

de l'évêque de Lausanne : il est donc en règle vis-à-vis de l'État.

Mais il y a ici une question plus haute. Quels sont les droits de l'Église en matière spirituelle? L'Église n'est-elle pas, au spirituel, une société autonome, c'est-à-dire une société qui se gouverne elle-même suivant des lois qui lui sont propres? L'État n'est-il pas incompétent, en thèse générale, pour s'immiscer dans le gouvernement de l'Église? « L'État, a dit M. Guizot, est laïque; l'ordre temporel est son domaine; l'ordre spirituel ne lui appartient pas¹. »

Quand le premier missionnaire de l'Évangile a prêché la bonne nouvelle à Rome, il n'a pas demandé l'*exequatur* de Claude, ni celui de Néron. Or Claude, or Néron, c'était l'État. L'État moderne ne saurait aspirer, certes, à un pouvoir plus étendu que celui des Césars romains. Tous les premiers papes, tous les premiers évêques, durant de longs siècles, ont été nommés en dehors de toute entente entre l'Église et l'État. Tel est le droit normal.

Il en a été ainsi en France jusqu'à François I^{er}. En 1517, c'est-à-dire il y a trois siècles et demi, il intervint entre le roi de France et le Saint-Siège un concordat, c'est-à-dire un contrat synallagmatique, en vertu duquel le Pape s'obligeait à ne nommer évêque en France que des ecclésiastiques présentés par le Roi. Mais, constatons-le bien, c'était là un état de choses alors absolument nouveau, un état de choses exceptionnel, un véritable privilège concédé par le Souverain Pontife aux rois très-chrétiens. Depuis, il y a eu d'autres concessions analogues faites à d'autres chefs d'États, mais toujours en vertu d'un traité spécial conclu sous une forme solennelle et clairement synallagmatique, toujours en vertu d'un concordat. Or qu'est-ce qu'un concordat, sinon une dérogation au droit ancien de l'Église? Partout où il n'est pas intervenu un concordat, l'Église est donc restée sous l'empire de son droit primordial, qui est demeuré le droit commun. Partout où il n'y a pas de concordat (et c'est le cas de Genève), le Pape crée ou modifie des diocèses, le Pape fait des évêques sans en référer aux gouvernements.

Nous en avons eu de nos jours un grand exemple. Il y a quelques années, Pie IX a divisé l'Angleterre catholique en diocèses, et à ces diocèses il a donné des évêques, tout cela sans consulter le gouvernement anglais, sans même lui en donner avis. Lord Russell était alors premier ministre; il prétendit bien, il est vrai, qu'en se permettant un pareil acte, le Pape empiétait sur la souveraineté de la reine Victoria, mais, en définitive, il reconnut qu'il n'y pouvait quoi que ce fût, et il a laissé les élus du Pape exercer sur les sujets ca-

¹ Discours de M. Guizot, du 20 avril 1872, à la Société pour l'instruction primaire parmi les protestants de France.

tholiques de Sa Majesté la juridiction épiscopale, sans autre interdiction que celle de prendre le titre des sièges occupés par des évêques de l'*Eglise établie*. Pie IX en a usé dans le royaume des Pays-Bas comme il avait fait en Angleterre, et le roi des Pays-Bas a eu, lui aussi, le bon esprit de fermer les yeux sur ce qu'il ne pouvait empêcher. Pie IX, enfin, a créé un grand nombre de diocèses dans les États-Unis d'Amérique, et il a modifié la circonscription de plusieurs des diocèses antérieurement établis, le tout sans avoir l'idée d'en référer préalablement au gouvernement des États-Unis, et sans que ce gouvernement ait eu la pensée de s'offenser de cette façon d'agir du Souverain Pontife. Le gouvernement britannique, le gouvernement néerlandais, le gouvernement américain ont-ils eu à s'en repentir?

Dira-t-on que les choses se sont passées ainsi parce que le budget de l'Angleterre et celui des États-Unis ignorent l'existence du clergé catholique? Je répondrai qu'en Belgique le budget reconnaît le clergé catholique romain, sans que pour cela le gouvernement s'immisce en quoi que ce soit dans la nomination des évêques et des curés. Et pourquoi cela? Parce qu'il n'y a pas de concordat entre le Saint-Siège et la Belgique. La question budgétaire n'est donc ici d'aucune considération; elle est étrangère au débat. Y a-t-il un concordat? Tout est là. S'il y en a un, il doit être exécuté, jusqu'à ce qu'il ait été révoqué d'un commun accord. S'il n'y a pas de concordat, l'Eglise reste indépendante au spirituel, elle pourvoit comme elle le juge convenable aux besoins religieux des fidèles. Voilà le droit.

Mais, dit-on à Genève, vous oubliez le bref de 1819.

Pas le moins du monde. Je ne fais qu'énoncer la doctrine consacrée par le bref. Ce document, en effet, commence par ces mots :

« Entre les charges les plus importantes de notre apostolat, l'une des principales est celle des diocèses distribués dans tout l'univers, PUISQU'IL EST DE NOTRE SUPRÊME POUVOIR et de notre sagesse de leur assigner de nouvelles limites ou de changer celles qui existent, *selon qu'ayant égard aux temps et aux circonstances, nous reconnaissons ces changements avantageux aux fidèles.* » est-ce clair? Est-il là question d'une entente préalable entre le saint-siège et les gouvernements? est-ce que le Pape a entendu s'engager à ne jamais rien faire pour le gouvernement des paroisses catholiques du canton de Genève, que ce qui aurait été préalablement agréé par les protestants ou les librepenseurs du canton? est-ce qu'une pareille interprétation du bref ne serait pas l'absurdité même?

On insiste néanmoins; on nous dit : Figurez-vous que, sans en avoir dit un mot à M. Thiers, Pie IX nomme un évêque de Saint-

Dens et soustraie l'arrondissement de ce nom à la juridiction de l'archevêque de Paris. Je réponds d'abord que tel n'est point le cas du canton de Genève. Il n'existe point, en effet, d'acte du Saint-Siège qui érige ce canton en un diocèse *séparé du siège de Lausanne*; Mgr Marilley est toujours évêque de Genève, et, le 22 septembre, à Saint-Maurice, il en prenait encore publiquement la qualité.

J'ajoute, en second lieu, et cela est capital, qu'il n'y a nulle parité entre la France, qui est régie par le concordat de 1801, et la Suisse, qui n'a pas de concordat avec le Saint-Siège.

Le *Journal de Genève* se donne la peine de prouver que le bref de 1819 n'a pas été une concession purement spontanée du Saint-Siège; que cette concession a été désirée et demandée par le Gouvernement de Genève, par la Confédération Suisse, par toutes les grandes puissances de l'Europe (la France exceptée). Je crois qu'il faudrait en excepter aussi l'Angleterre. Mais qu'est-ce que cela prouve? Sans doute, il y a eu des négociations : Genève priait, ses prières étaient appuyées par celles de la Prusse, et Rome, néanmoins, s'est laissé longtemps prier. Vous lui demandiez une faveur *toute gratuite*, et Rome a fini par vous l'accorder : voilà le vrai ; mais d'une faveur à un contrat, il y a un abîme.

Or c'était bien une faveur que vous demandiez. Les plénipotentiaires de Genève l'avaient alors en toutes lettres. « Genève, disaient-ils, n'a-t-elle pas quelques droits à la *bienveillance* du Saint-Père, et ne peut-elle pas espérer une *GRACE* aussi légère que celle que nous sollicitons ? »

Et cette faveur de la part de Rome était, redisons-le, toute gratuite. Car le culte catholique avait acquis droit de cité à Genève par le concordat de 1801. Les traités de Vienne en avaient imposé le maintien ; ils avaient même stipulé pour le curé de Genève un traitement annuel de 5,000 francs. Ainsi l'existence publique du catholicisme à Genève était reconnue et assurée, lors même que les catholiques de la ville et du canton eussent continué d'appartenir au diocèse de Chambéry. Cela ne souffrait aucune difficulté. Rome n'avait donc quoi que ce fût à gagner à distraire les catholiques genevois de la juridiction de l'évêque de Chambéry pour les placer sous la houlette pastorale d'un évêque suisse. Il y avait au contraire dans l'annexion des paroisses genevoises à un diocèse suisse un danger palpable : c'est qu'il était possible au Gouvernement helvétique d'exercer en certains cas, sur un évêque sujet de ce gouvernement une pression à laquelle eût échappé tout à fait l'évêque de Chambéry. Il n'y avait donc pas là cet échange de concessions et d'avanta-

¹ Lettre de MM. Pictet et d'Yvernois, en date du 10 juin 1815.

Les *ges mutuels* qui est le but et qui forme la base de tout concordat. Je le répète, Genève sollicitait de Rome une concession purement gratuite ; et c'est là ce qui exclut toute idée d'une convention, d'un traité entre Pie VII et l'État de Genève.

Le cabinet de Turin résista longtemps à cette concession ; le clergé de Genève y répugnait ; l'archevêque de Chambéry refusa jusqu'au bout de donner son consentement. Enfin, après deux ans de négociations, Rome passa outre, et le bref de 1819 fut accordé. Rien de plus, rien de moins.

Qu'est-ce qu'un bref ? C'est « une lettre adressée de la part du Pape à des particuliers ou à des communautés, pour leur accorder des dispenses ou des indulgences, ou simplement pour leur donner des marques d'affection ¹. » En d'autres termes, un bref est la forme la moins solennelle que puisse revêtir la manifestation écrite des intentions du Souverain Pontife. IL N'Y A JAMAIS EU DE CONCORDAT SOUS FORME DE BREF.

Le concordat de 1801, comme tous les traités, porte les signatures des plénipotentiaires respectifs des puissances entre lesquelles il est intervenu.

Ici rien de semblable. Le bref du 20 septembre 1819 est une lettre adressée par le cardinal Consalvi, au nom du Pape, à qui ? Au Gouvernement de Genève ? non pas. Au nonce de Sa Sainteté en Suisse. Ce bref décrète que les paroisses catholiques du canton de Genève sont distraites du diocèse de Chambéry et incorporées au diocèse de Lausanne. L'exécution du bref est confiée au nonce. Et en effet, c'est un délégué du nonce qui se rendit à Fribourg, lieu de la résidence de l'évêque de Lausanne, pour mettre ce prélat en possession de la juridiction qui lui était conférée sur les paroisses genevoises. Le même délégué se rendit à Genève pour dresser acte de l'incorporation de ces paroisses au diocèse de Lausanne. Tout cela est significatif. En tout ceci, l'Église seule paraît, l'Église seule agit.

Et de la part de l'État que se passe-t-il ?

En France, le concordat de 1801 fut communiqué au Corps législatif et déclaré loi de l'État par la loi du 18 germinal an X. A Genève, il n'y eut nulle communication du bref de 1819 au Corps législatif, ce qui eût été, certes, indispensable s'il s'était agi d'un concordat. Seulement, le Conseil d'État fit inscrire le bref dans les registres de l'État, afin, dit l'arrêté officiel, *qu'il puisse recevoir sans délai sa pleine exécution*. Voilà tout. Certainement le Conseil d'État était le maître d'accepter ou de refuser le bref ; mais, en le déclarant exécutoire sans réserve aucune, il n'en changeait assurément pas le caractère,

¹ Bergier, *Dictionnaire de théologie*.

et il n'en avait nullement la pensée. Le bref n'en demeurerait donc pas moins un acte « de la plénitude du pouvoir apostolique » (ce sont les termes mêmes de Pie VII). Le Pape n'avait pris à aucun égard envers la Suisse l'engagement que, par l'article 2 du concordat de 1801, il avait contracté envers la France, je veux dire l'engagement de s'entendre au préalable avec le gouvernement, quant aux innovations qu'il pourrait faire dans la circonscription des diocèses.

Vainement le *Journal de Genève* se prévaut-il de ce que le bref de 1819 déclare que ses dispositions demeureront stables à jamais. C'est là ce que les jurisconsultes appellent une *clause de style*, qui n'a jamais enchaîné la plénitude de l'autorité pontificale; et la preuve, c'est que des termes tout à fait semblables se lisent dans la bulle du 3 décembre 1801, qui avait incorporé Genève au diocèse de Chambéry, ce qui n'a nullement empêché Pie VII de détacher de ce dernier diocèse les paroisses genevoises, pour les annexer au diocèse de Lausanne. Il ne faut point avoir deux poids et deux mesures : si la formule en question lie les mains au Pape, Pie VII n'avait pas le droit de soustraire à la juridiction de l'évêque de Chambéry les églises du canton de Genève; en conséquence, le bref de 1819 serait un acte nul et de nul effet, un acte que le *Journal de Genève* ne saurait invoquer. Est-ce assez insoutenable?

Ainsi donc, point de concordat entre Rome et Genève¹; par conséquent, nulle assimilation possible de l'état de choses qui existe en France avec celui qui existe en Suisse, et, par suite, nulle obligation pour le Pape de s'entendre avec la diète fédérale ni avec le Gouvernement du canton, soit avant de conférer la dignité épiscopale au curé de Genève, soit avant d'engager Mgr Marilley à déléguer à M. Mermillod, à titre de vicaire général et d'évêque auxiliaire, l'administration ecclésiastique des paroisses genevoises. Le Saint-Siège ne créait point pour lui un diocèse de plus; il donnait seulement au vicaire général de Lausanne, chargé d'administrer le canton de Genève, des moyens de plus de faire le bien. Le gouvernement n'avait à s'en plaindre à aucun titre.

Aussi le Saint-Siège ne s'en est-il point caché. Le 23 décembre 1864, Mgr Marilley a officiellement notifié au Conseil d'État de Genève ce nouvel état de choses. Il s'en est suivi un mode de vivre qui n'a donné lieu à aucune collision entre les deux pouvoirs, à aucune agitation dans les esprits, durant six ans. Le Gouvernement de

¹ Cela était si bien compris ainsi en 1819, que les députés de Genève, MM. Schmidmeyer et de Roches essayèrent de faire du bref le point de départ d'une négociation nouvelle et cherchèrent à en faire la base d'une convention avec la Nonciature. Mais l'internonce déclina toutes les ouvertures qui lui furent faites en ce sens.

Genève n'a donc pas de motif avouable pour détruire ce mode de vivre.

Qu'allègue, en effet, le Gouvernement de Genève? il dit qu'il veut être le maître chez lui. Le maître en quoi? apparemment le maître dans la sphère politique. Eh bien, il l'est, il l'est pleinement. En effet, en quoi la présence de Mgr Mermillod, à Genève, et son action spirituelle sur les catholiques portent-elles atteinte à la souveraineté de l'État en matière temporelle? Est-ce que le gouvernement anglais n'était plus le maître chez lui parce qu'il y avait à Londres un homme supérieur, le cardinal Wiseman, auquel les catholiques obéissaient au spirituel en sa qualité d'archevêque de Westminster? Mais M. Carteret n'entend pas seulement être le maître chez lui, il veut l'être chez les autres; il veut s'immiscer, lui protestant ou libre-penseur, dans le régime *intérieur*, dans le gouvernement *spirituel* des paroisses catholiques du canton; il prétend qu'elles ne reconnaissent d'autre supérieur ecclésiastique que celui qu'il aura reconnu lui-même. Il agit comme Louis XIV, qui, sous prétexte d'être le maître chez lui, révoquait l'édit de Nantes.

Eh bien, en agissant de la sorte, M. Carteret provoque de gaieté de cœur une agitation dont il ne verra pas la fin. N'a-t-il pas, dès à présent, contre lui, tous les évêques de Suisse, tous les catholiques genevois (tous ceux, du moins, qui vont à la messe), bien plus, tous les catholiques de l'Europe? Le succès des souscriptions ouvertes en France et en Belgique pour l'Eglise de Genève montre assez à quel point la politique de M. Carteret est réprouvée dans ces deux pays. Est-il besoin de rappeler comment elle a été jugée par la presse française? Je sais très-bien que M. Carteret fait de cette affaire une affaire de parti. Je sais qu'un de ses amis a dit à la tribune : « Nous ne sommes pas dans une question de droit; nous sommes dans une question de majorité. » Je sais que le Grand Conseil de Genève discute, en ce moment même, un projet de loi qui enlève aux catholiques la propriété de leurs presbytères et de leurs églises. Je sais qu'on parle de donner aux citoyens genevois, *qui n'en usent pas*, le droit de nommer les curés. Eh bien, j'ose prédire à M. Carteret qu'il ne trouvera pas un prêtre qui accepte d'être curé à ce prix! J'ose lui prédire, de plus, que tout ce qu'il fera sera vain. En effet, plus de pareilles lois seront exécutées, plus elles seront exécrées des catholiques. En d'autres termes, plus elles seront exécutées, plus elles seront impuissantes. « Le catholicisme, comme l'a dit Montalembert, a une

¹ Je ne citerai pas seulement *l'Union et le Monde*, mais *le Français*, *le Journal de Paris*, *la Liberté*, *l'Ordre*, *le Moniteur universel*.

force que vous n'avez pas ; il a la force morale. Il a, sur les consciences et sur les âmes, un empire auquel vous ne pouvez prétendre, et cet empire est immortel ; il est invincible. Il n'y a pas dans l'histoire un plus grand spectacle, et un plus consolant, que les embarras de la force aux prises avec la faiblesse. Oui, dans toute lutte contre l'Église, il vient un moment où cette lutte devient insupportable au genre humain, un moment où celui qui l'a engagée tombe devant la réprobation unanime de l'humanité. Cette lutte, sachez-le bien, n'a jamais porté bonheur à personne *depuis que l'histoire existe.* »

Rappelez-vous la Révolution française. Elle aussi a confisqué les presbytères ; elle a de plus fermé les églises ; elle a mis les prêtres hors la loi. Cela a duré dix ans, de 1791 à 1801. Et au bout de dix ans, Mirabeau était mort, Robespierre était mort, le Directoire était étouffé dans la boue, et Bonaparte, celui qu'on a nommé la Révolution faite homme, ne vit d'autre moyen de pacifier la France que de s'entendre avec le Pape, de rouvrir les églises, et de signer le Concordat.

N'eût-il pas mieux valu commencer par là ?

FOISSET.

MÉLANGES

L'ÉTAT MAÎTRE DE PENSION

Par le P. LESCŒUR, de l'Oratoire. 2^e édition. — Douniol, édit.

Le P. Lescœur publie une seconde édition de sa brochure contre les internats universitaires. Cette réimpression témoigne de l'intérêt qu'a excité la question et atteste chez nous, à l'endroit de l'avenir moral des enfants, une préoccupation qu'on n'avait guère il y a quelques années et où il est juste de reconnaître un progrès. Personne se serait-il demandé, il y a trente ans, si le gouvernement avait les conditions requises pour diriger un pensionnat? Cela semblait évident et ne faisait pas question. Puisqu'on lui reconnaissait le droit de donner l'enseignement, n'était-il pas naturel qu'on lui attribuât aussi les qualités nécessaires pour donner l'éducation? Distinguaient-on même bien entre ces deux choses, et mettait-on bien quelque différence entre élever et instruire? Cela est douteux. Pour les masses, instruction et éducation étaient mots synonymes. Aujourd'hui, nous avons là-dessus des idées plus nettes, et nous commençons à comprendre que, pour être apte à l'une des deux tâches, on ne l'est pas essentiellement pour l'autre. Le succès de la brochure du P. Lescœur en est la preuve. C'est, en effet, à établir que l'État ne saurait donner l'éducation, et, par conséquent, tenir des pensionnats, qu'elle est consacrée, ainsi que nous l'avons dit quand nous en avons parlé ici la première fois.

Nous ne nous abusons pas toutefois sur l'effet qu'elle a pu produire. Sans doute, les internats universitaires garderont longtemps encore leur clientèle, grâce à l'indifférence d'un trop grand nombre de pères de famille pour l'âme de leurs fils, et grâce surtout aux moyens d'attraction que ces établissements possèdent dans les *bourses* mises à leur disposition;

mais, dès aujourd'hui, leur cause est jugée. Leurs vices fondamentaux et irremédiables ont trouvé, à côté de celle du P. Lescœur, des dénunciations qui ne sont pas suspectes, car elles sortent de l'Université même et sont signées d'hommes aussi haut placés dans l'estime que dans la hiérarchie du corps auquel ils appartiennent.

C'est donc à bon droit qu'après avoir cité ces témoignages, le P. Lescœur s'écrie, dans la préface qu'il a placée en tête de la nouvelle édition de sa brochure : « Pères de famille, si vous voulez que vos enfants reçoivent une éducation digne de ce nom, ne confiez pas vos enfants aux internats de l'Université ; car l'Université elle-même vous déclare qu'elle ne la donne pas. L'Université elle-même vous déclare que l'engagement pris par l'État d'élever les enfants que vous lui confiez, l'État ne le peut pas tenir et ne le tient pas. — Sur ce point capital, ajoute-t-il, le seul que j'aie eu en vue, on peut dire que j'ai cause gagnée ; et c'est à tous les partis, à tous les camps, à toutes les croyances que la force de l'évidence arrache aujourd'hui la réprobation la plus formelle d'une des applications les plus funestes du principe cher à la révolution : celui de l'État enseignant. »

Mais tout en reproduisant son travail intégralement tel qu'il l'a publié d'abord, l'éloquent oratorien a eu à cœur de répondre à des insinuations qu'on ne lui a pas épargnées et de protester contre les secrets motifs qu'on lui a prêtés. En attaquant les internats de l'Université, n'a-t-il pas eu au fond l'intention de recommander ceux du clergé ? La dénonciation des uns n'est-elle pas l'apologie indirecte des autres ? A ses yeux, le terme d'éducation laïque n'est-il pas synonyme d'éducation athée ? Loin de lui cette confusion odieuse que les ennemis de l'Église prêtent perfidement aux catholiques en général et aux prêtres en particulier. Le P. Lescœur s'inscrit en faux et avec une vive indignation contre cette calomnieuse accusation : « Jamais, dit-il, jamais, même au temps de sa plus grande puissance, l'Église n'a dit à ceux qui voulaient se mêler d'enseigner : Il faut préalablement que vous revêtiez une soutane noire ou blanche ; il faut que vous soyez liés par des vœux religieux ou engagés dans les ordres sacrés. Eh ! comment l'Église aurait-elle pu parler ainsi, elle qui se déclare l'amie, l'avocate des droits de la famille, elle qui voudrait assurer au père de famille seul, s'il était possible et dans la mesure du possible, l'éducation de ses enfants ? L'Église n'a jamais dit : L'éducation laïque est mauvaise, l'éducation cléricale est la seule bonne. Elle se borne à dire et nous répétons après elle : Toute éducation qui va à nier les droits des parents, à détruire la sainte influence de la famille, est mauvaise ; toute instruction qui veut faire abstraction des croyances religieuses, eût-elle d'ailleurs tous les mérites, est au moins insuffisante et ordinairement funeste ; toute éducation qui est antichrétienne est détestable, ruineuse pour l'individu, pour la famille, pour la société. Voilà la seule thèse soutenue par l'Église, et c'est la seule aussi que nous voulions défendre. »

Loin de vouloir déprécier l'intervention laïque dans l'œuvre de l'éducation, il l'invoque au contraire, ne serait-ce qu'à cause des avantages résultant de sa concurrence pour les établissements dirigés par les ecclésiastiques séculiers ou religieux. Il montre en effet cette concurrence régnant dans le passé et produisant de merveilleux effets.

Mais c'est plus qu'à voir renaître cette rivalité féconde que le P. Lescœur aspire ; c'est à voir se rétablir le concours, ancien aussi, de l'élément laïque et de l'élément ecclésiastique dans le même établissement, concours dont le collège Stanislas à Paris et ceux de Juilly, de Pontlevoy, etc., en province, offrent de si glorieux et de si heureux exemples. Ces exemples se multiplieront bientôt, c'est l'espoir du P. Lescœur, et tout au moins son vœu.

« La concurrence à tous les degrés, et aussi, quand les préjugés révolutionnaires qui nous paralysent seront affaiblis, le concours des laïques et des clercs, des religieux et des séculiers sous toutes les formes, la liberté partout, l'enseignement rigoureusement séparé de la politique, l'État protégeant, encourageant, sans l'entraver jamais, l'essor de toutes les forces intellectuelles, est-ce donc là, dit-il, une utopie, et faudra-t-il attendre un siècle pour revenir à une situation que l'expérience de toutes les sociétés civilisées, de tous les siècles antérieurs nous montre de beaucoup la plus féconde, je dirai la seule féconde, pour le progrès moral et intellectuel de l'humanité ? »

Nous l'avons dit, quand nous avons parlé pour la première fois de l'écrit que réimprime le P. Lescœur, son réquisitoire contre les internats de l'Université n'en est pas un contre les internats en eux-mêmes. Sur ce point, l'auteur renouvelle aujourd'hui sa déclaration en appuyant ses sentiments à l'égard de cette institution, bonne en elle-même et même nécessaire en certains cas, sur de nouvelles et fortes raisons. Mais ce à quoi il a tenu surtout en exposant son opinion à l'endroit des internats, c'est à venger l'Église du reproche qui lui a été fait, un peu légèrement, d'avoir fourni, dans ses établissements calqués sur la règle des monastères, le modèle de ces internats corrupteurs de l'Université qui sont devenus un sujet de scandale et d'alarmes pour tous les hommes qui les connaissent à fond. Déjà un savant jésuite, le R. P. Clair, avait montré à quel point cette incrimination est contredite par l'histoire. Le P. Lescœur, en reprenant sur ce chapitre la justification de l'Église, lui a donné une nouvelle évidence.

P. DOUHAIRE.

Cette année encore, le *Correspondant* a été couronné par l'Académie française dans la personne de plusieurs de ses rédacteurs et pour des

travaux très-divers. A côté du roman de *Fleurange* figure parmi les livres auxquels ont été décernées les premières récompenses, le curieux et savant ouvrage de M. Rambosson, *les Lois de la vie*, réunion d'études physiologiques et morales que avons données ici pour la plupart dans le cours des années 1868, 1869 et 1870, et qui furent alors si remarquées.

Pas plus que *Fleurange*, dont les éditions se succèdent de près, *les Lois de la vie* n'ont affaire de recommandation. Nous croyons cependant utile de rappeler ce dernier livre, si plein d'observations et de conseils utiles, et dont l'auteur publie une édition nouvelle (1 vol. in-8, librairie Didot) avec des améliorations et des additions importantes. Comme le dit M. Rambosson, les circonstances où nous nous trouvons prêtent à ce travail une véritable opportunité, car les lois de la vie sont intimement liées à celles de la morale, et l'on ne viole pas les unes sans que les autres n'en souffrent.

P. D.

QUINZAINES POLITIQUES

9 octobre 1872.

On voudrait respirer quelque temps, sans avoir à disputer du gouvernement de la France. On ne le peut : autour de soi, qui n'entend retentir, comme dans une sorte de débat bruyant et perpétuel, les mots de république et de monarchie ? La France n'est pas dans une de ces heures de loisir, c'est-à-dire de paix prospère, où les nations se sentent vivre, à l'abri d'un pouvoir haut et serein : elle s'aperçoit dans un état continu de changement et de variations ; elle voit chaque jour le présent se dissoudre dans un avenir inconnu, sans qu'elle sache mieux ce qu'elle devient ; et voilà pourquoi, lasse et toujours agitée, inquiète et aspirant au repos, elle songe plus que jamais au lendemain, plus que jamais elle se demande comment elle va s'assurer définitivement les biens de l'ordre et de la liberté. Quels sont les desseins, lointains ou non, de M. Thiers ? que fera l'Assemblée ? la République peut-elle vraiment être conservatrice ? Les sages et les patriotes de tous les partis, s'inclinant sous la nécessité, en accepteront-ils le régime comme un moyen immédiat et possible, légitime dès lors, de sauvegarder la société et l'indépendance nationale ? faut-il craindre que l'ancien dictateur de Tours ne reprenne nos frères destinées entre ses mains violentes, et, derrière lui, le fantôme qui, du champ de bataille de Sedan, emporta l'empire en prison et en exil, n'est-il pas prêt à reparaitre ? Ces questions sont le tourment de toutes les âmes. M. Laboulaye disserte doctement sur les constitutions, et, théoricien chimérique, se confie, pour tout régler, aux décrets d'un plébiscite ; M. Albert Desjardins, avec la sagacité d'un moraliste, constate les fautes, la faiblesse ou l'impuissance de nos partis : on lit, et de ces études trop abstraites on trop délicates pour les esprits en ce moment émus, on court aux après discussions auxquelles donnent lieu les incidents et les dis-

cours qui sont un commencement d'action politique ou qui préparent la décision suprême.

Ce sont les radicaux qui, pendant cette quinzaine, ont occupé tout entière l'attention publique ; et presque pas un jour ne s'est passé sans que leurs déclamations ou leurs pratiques révolutionnaires aient produit une alarme. A Chambéry, il faut interdire un banquet, public sous les apparences d'une fête privée, où M. Gambetta vient célébrer cette fratricide république de 1792 qui prit pour loi la Terreur ; et ce banquet, par un artifice ingénieux, se donne bientôt à Grenoble sous les auspices du même souvenir. A l'Arbresle, les sectaires du radicalisme s'écrient, dans un festin du même genre : « Nous ne reconnaissons d'autre Dieu que la science ! » Pauvres ignorants, qui ne peuvent savoir que la science, c'est en réalité la connaissance de Dieu trouvée par l'homme en lui-même et dans le monde ! pauvres insensés qui ne peuvent concevoir ce que serait une république d'athées ! A Villeurbanne, un orateur radical péroré en ces termes : « Si la hache de 93 a frappé les nobles, le temps est proche où cette hache doit s'abattre sur les bourgeois pour les punir de leur trahison et de leur injustice envers le peuple. » A Avignon, une bande de solidaires, sous la conduite même des radicaux les plus connus de la ville, font en procession une démonstration d'impiété, que la population d'ailleurs ne voit passer qu'avec dégoût. A Saint-Rémy, la population radicale s'ameute autour de M. Mistral-Bernard, élu pour la troisième fois conseiller général malgré les arrêts intéressés du conseil général. A Montbéliard, le préfet ferme un cercle où a pénétré un étranger qui s'est fait applaudir pour une diatribe proférée contre le gouvernement, l'Assemblée et le catholicisme. A la Ciotat, au Cateau, à Besançon, à Montpellier, des manifestations grotesques d'irrégion ou de démagogie troublent la paix dans les églises ou sur les places. A Meyrueis, un maire et un adjoint sont destitués pour avoir été « moralement complices d'une agression contre le commissaire de police. » A Saint-Junien, à Toul et à Limoges, le conseil municipal réclame la dissolution de l'Assemblée et l'amnistie ; on annule les vœux politiques qu'ont formulés illégalement ceux d'Avignon, de Carpentras et de Figeac. A Nice et à Bougie, ailleurs encore, les radicaux vont huer les soldats ou les assaillir dans les rues. A Nantes, ils accueillent les pèlerins de Lourdes avec une sauvage intolérance : ils se ruent avec des insultes et des coups sur des gens inoffensifs qui reviennent de prier, sur des prêtres, sur des religieuses, sur des femmes. Tel est le spectacle qu'ils nous ont présenté, pendant quinze jours, dans le débordement de leurs mauvaises passions, ici contenus à temps par le gouvernement, là retenus trop tard, partout

trop ménagés, de tous côtés offrant aux regards de l'observateur les signes de l'anarchie dans les mœurs et dans les idées.

L'armée, selon les circonstances, est un objet de haine ou de flatterie pour les radicaux. M. Gambetta a ses généraux, on le sait ; on n'ignore pas non plus qu'à Tours, ce fut par une politique captieuse qu'il distribua les grades avec une démocratie plus que prodigue. Il ne nous étonnait donc pas qu'à Grenoble cinq officiers allassent s'asseoir au banquet de M. Gambetta, et, rangés parmi ses partisans, approuvassent avec eux ce qu'il a dit tout haut contre l'Assemblée, tout bas contre M. Thiers : nous n'en étions pas surpris, instruits comme nous l'étions des efforts et des moyens à l'aide desquels M. Gambetta, dans l'armée de la Loire, avait séduit la reconnaissance ou trompé le jugement d'un certain nombre. Le ministre de la guerre, comme l'atteste une note insérée au *Journal officiel*, a sévèrement et justement puni les officiers, ainsi oublieux des devoirs d'impartiale réserve et de prudence honnête auxquels les oblige la discipline et les invite l'honneur. Pourquoi le gouvernement serait-il plus indulgent pour ces maires, vraiment contempteurs du principe d'autorité, qui osent lui porter les doléances des radicaux irrités qu'on envoie dans leurs murs, pour un grand commandement militaire, un général suspect à leurs yeux d'aimer l'ordre avec énergie ? Qui pourrait gouverner dans un pays où ces plaintes irrespectueuses paraîtraient un droit et deviendraient une habitude ? Ne faut-il pas à la fois défendre que, dans la société civile, on attente à la dignité de l'armée, et que, dans l'armée, on attente à la sécurité de la société civile ? Rien n'importe plus que de bien régler les rapports de l'une et de l'autre : en ce moment, on n'y peut veiller avec un soin trop jaloux. Le général Ladmirault rappelait, il y a quelques jours, aux officiers généraux qu'il recevait, quelle obéissance simple, exacte et dévouée, l'armée doit à la loi : c'est aux bons citoyens à se rappeler eux-mêmes quels égards et quels hommages ils doivent, de leur côté, à cette armée vaillante et fidèle, qui garde pour nos enfants le trésor de la patrie. Bien coupable est le langage de ceux qui l'excitent à suivre leur faction ou leur parti ! Son désintéressement politique est l'une des dernières vertus par lesquelles la France puisse se sauver. Combien faut-il donc regretter que M. le général Billot ait prononcé à Argentat (Corrèze) des paroles comme celles-ci : « Je veux une armée républicaine et non prétorienne ! » Non, l'armée ne doit être ni républicaine ni monarchique : elle a pour premier devoir de vaincre l'ennemi, que ce soit avec Condé à Rocroy, à Valmy avec Kellermann, à Austerlitz avec Napoléon ; elle n'a pas plus à porter dans la guerre civile les drapeaux d'un tribun que d'un prince : son unique mission, c'est d'être le soldat de la patrie et de la loi. Député et général,

M. Billot aurait dû comprendre ces naïves et nobles vérités. Il se vante, lui, d'être « républicain sans épithète ! » Qu'a-t-il besoin d'attribuer à l'armée l'ornement de l'adjectif politique qu'il préfère aujourd'hui ?

Ces mêmes radicaux qui voudraient intimider ou corrompre la foi de l'armée n'ont pas cessé, depuis dix jours, de déployer devant le pays toutes les séductions ou les terreurs de leur éloquence. On savait déjà que leur libéralisme ne consiste guère qu'à crier librement : Vive la république ! on a pu remarquer, le 22 septembre, avec quel orgueil sinistre ils se cherchent dans l'histoire des ancêtres dont la mémoire épouvante à la fois la paix publique et la liberté. Pendant qu'à Paris M. Robinet buvait en l'honneur de la Convention, les plus grands déclamateurs du parti la célébraient ailleurs : M. Edgard Quinet à Pornic, M. Louis Blanc et M. Victor Hugo d'au delà la Manche. Entre autres déclarations faites d'un ton sonore, M. Edgar Quinet affirme que « le décret de 1792 nous gouverne depuis quatre-vingts ans. » Sans parler du fantastique calcul qui lui permet de multiplier ainsi les onze années qu'ont duré nos deux républiques, contentons-nous de mentionner ces treize siècles de royauté où la France s'est agrandie et illustrée. Au surplus, dans ce discours où M. Edgard Quinet s'est plus écouté lui-même qu'on n'a pu l'entendre, une seule phrase vaut la peine qu'on la lise : « La nation française, a-t-il dit en énumérant les projets d'une vice-présidence, d'une seconde Chambre et d'un renouvellement partiel, la nation française, tant qu'on lui laissera le suffrage universel, trouvera le moyen d'échapper aux pièges. » Ne jugez-vous pas étrange la situation où nous sommes, à en croire nos orateurs radicaux ? Avec les moyens que M. Edgar Quinet appelle des « pièges, » on s' imagine, au centre gauche, que M. Thiers fonde la république ; avec ces mêmes moyens, les radicaux assurent qu'il ne la fonde pas... M. Louis Blanc glorifie à son tour l'idée républicaine. Il la plaint d'avoir été « combattue, sous Louis-Philippe, avec persistance et violence. » Facile oubli de M. Louis Blanc ! Il ne se souvient déjà plus que quatre fois, dans les années de 1832, 1834 et 1839, les républicains s'insurgèrent et livrèrent bataille au pouvoir, à la loi, à la France paisible et libre. M. Louis Blanc gémit aussi qu'en juin 1848, la république ait été « vaincue. » Nous laissons à l'histoire le soin de rappeler combien lui-même, par ses doctrines et ses excitations, a contribué à l'horreur de cette guerre sociale ; qu'il nous suffise de constater aujourd'hui qu'il n'en a pas l'effroi et qu'il en place la date parmi les tentatives de la république idéale. Oh ! comme ces apologies sont pour M. Thiers et pour nous de graves et clairs avertissements ! Quant à M. Victor Hugo, la lettre qu'il a fait lire, le

22 septembre, au restaurant de l'honorable M. Bonvalet, montre sur-tout par quel art la langue française lui sert à dire de grands riens. Si les radicaux comprennent comment « à l'antique monarchie qui est le passé vivant, et vivant de la vie terrible des morts » ils peuvent opposer « un rayon d'aurore, » il faut les féliciter de leur esprit : ils sont dignes de converser avec leur prophète. Pour nous, à qui ce galimatias est inintelligible, il nous semble que M. Victor Hugo, comme M. Edgar Quinet, n'a parlé nettement que dans la menace. Écoutez : « Je porte un toast à l'amnistie qui fera frères tous les Français, et à la république qui fera frères tous les peuples... » Écoutez, dans vos tombes sanglantes, vous, martyrs de la Commune ! écoutez, ruines de Paris, dans vos cendres et vos décombres ! La république radicale pardonne à vos assassins, à vos incendiaires. Et vous aussi, écoutez, nations heureuses d'Angleterre, de Belgique et de Hollande, qui aimez et respectez vos traditions et vos lois ! écoutez, rois et ministres, dont la France malheureuse sollicite l'alliance : la république radicale vous promet son règne et ses constitutions...

Le discours que M. Gambetta a prononcé à Grenoble a eu plus de retentissement ; et pour qui l'aura étudié, c'est plus qu'une suite de mots emphatiques : l'homme et le chef de parti y parlent dans la voix éclatante de l'orateur. Facilement, on reconnaît dans ces longues et molles périodes, dans ces phrases vagues, dans ces pensées banales ou incohérentes, un tribun amoureux d'éloquence cadencée, un rhéteur de place publique. Mais considérez bien dans ce discours le révolutionnaire qui le débite : il y a dans M. Gambetta deux ou trois personnages incomplets, ou qui ne savent pas être tout à fait eux-mêmes, ici un violent, là un politique, ailleurs un niais. Il contredit tout à coup par orgueil ce qu'il vient de dire par habileté ; tantôt il a l'accent du charlatan, tantôt le ton du bel esprit ; ou bien c'est un parleur naïf, trahissant son secret, étalant des explications ridicules. Vaniteux, il est caressant aussi : il sait flatter. Il mêle la duperie à la brutalité, le mensonge de la dissimulation à la vérité de l'impudence : il recommande le respect de la loi, et avoue les ruses qu'il emploie pour la tromper ; il vante les bienfaits de l'ordre, et trouble à dessein le cœur de la foule ; il outrage et se targue de modération, tour à tour hypocrite et grossier ; il insulte au lieu de prouver, à la manière même du populaire, qui remplace si volontiers le raisonnement par l'injure ; il se montre avide d'applaudissements autant que de pouvoir. Il mêle en lui la simplicité du bon garçon, l'astuce du diplomate, la force insolente du démagogue et la pompe théâtrale de l'histriion. Tous ces traits, on les voit réunis dans son discours de Grenoble, comme naguère, au temps de sa

dictature, on les retrouvait éparés dans ses dépêches et ses proclamations. Vous en souvient-il? C'était cette même duplicité de langage, cette rédonante déclamation, ces téméraires injures, à l'heure douloureuse où, blessée et tombée, la France semblait près de mourir devant lui, cette France qui n'était pour lui que le gladiateur de la république.

On a surtout remarqué dans le discours de M. Gambetta la déclaration de guerre qu'il y fait plus ou moins discrètement à M. Thiers. Quelque expurgée qu'en ait été la troisième édition, celle de *la République française*, les insolences et les menaces y paraissent encore assez. C'est à M. Thiers qu'il impute vraiment « les misérables et odieuses mesures » qui l'empêchaient, le 22 septembre, de donner publiquement, au banquet de Chambéry, le régal de son éloquence. C'est M. Thiers qu'il a en vue parmi « ces quinze à vingt habiles diseurs qui gouvernaient la monarchie parlementaire, » et dont le gouvernement lui paraît suranné « dans le monde nouveau de la démocratie française. » C'est à M. Thiers qu'il adresse le reproche de causer, par sa sévérité préventive, sinon « le désordre matériel, » du moins « le désordre moral. » A M. Thiers, comme à nous, ce trop significatif avertissement : « Le pays est avec nous, et il le proclame à chaque occasion qu'il lui est donné de le faire. Nous avons donc pour nous la loi, le titre, nous aurons la chose bientôt. Nous n'avons qu'à laisser écouler les heures et les minutes. Tous les jours on peut marquer les pas qui sont faits vers le but, et ce but, on y touchera bientôt. » C'est de M. Thiers que ses auditeurs riaient, à ces paroles : « On est passé à ce qu'on a appelé l'essai loyal de la république, mais de la république sans républicains... L'essai loyal de la république, c'est là un mot parfaitement bien fait pour dire le contraire de ce qu'il exprime. » Enfin, ne se pourrait-il pas que M. Thiers se trouvât, aux yeux de M. Gambetta, parmi « ces gens de Versailles, » avec qui il n'y a plus rien, dit-il, « à espérer, à tenter, » et que, par conséquent, les radicaux et leur ancien dictateur songent à remplacer par eux-mêmes?

M. Gambetta, dans son discours, n'a poussé que des cris de haine. Cette Assemblée, qui est venue réparer par ses services les fautes de sa folle et criminelle incapacité, il l'appelle « un cadavre, » il veut qu'on lui jette « une dernière pelletée ; » cynique injure, qu'on ne peut pas trop s'étonner d'entendre dans un pays dont l'Assemblée représente la souveraineté ; outrage alarmant, qui donne une idée des craintes qu'il faudrait concevoir si les radicaux, même modérés comme M. Gambetta prétend toujours l'être, avaient contre la loi autant de force qu'ils ont peu de respect pour elle. Il n'y a pas moins de colère insensée dans le mot méprisant dont il se sert pour

bafoyer les hommes, abusés peut-être, mais honorables et sincères qui, comme M. Casimir Périer, renoncent à leurs préférences et à leurs souvenirs en faveur de la république de M. Thiers, de la république conservatrice. « Ignoble comédie ! » s'écrie M. Gambetta ; et, non content de les accueillir avec une telle bienvenue dans cette république qu'il nous dépeignait naguère comme un séjour d'agréable hospitalité et de douce tolérance, il a enseigné à ses partisans les moyens de les en écarter : il a prié ses amis de dresser avec soin des listes de proscription électorale où seraient désignés tous les ci-devant monarchistes, eussent-ils répudié leur ancienne erreur. A ces précautions de vindicte républicaine, on a reconnu l'esprit des jacobins, cet exclusivisme, qui, ne trouvant rien d'assez pur dans l'humanité politique du temps, bannit d'abord, emprisonne bientôt et tue ou laisse tuer pour purifier la république. M. Gambetta jure, dira-t-on, qu'il n'est pas jacobin. Soit. Mais pourquoi commence-t-il par penser comme eux, s'il ne veut pas agir selon leur néfaste exemple ? Que peut devenir une république tout habitée par le soupçon et la défiance ? Lui-même serait-il longtemps maître des sectaires qu'il aurait imbus des leçons qu'il vient de répandre dans les esprits à Grenoble ? Quelque excuse qu'il ose jamais en offrir, les maximes de M. Gambetta ont paru tirées de la tradition terrible ou ridicule de 1793 ; il n'a pas seulement prouvé qu'il n'était pas un homme d'État, il n'a pas seulement cessé de feindre la modération, il a surtout révélé le principe de sa témérité révolutionnaire, il en a indiqué l'objet : l'effroi a donc été légitime.

Cet effroi, que les financiers ont manifesté à la Bourse et dont on a pu observer l'émotion dans le jugement des journalistes officiels, n'a-t-il pas été excessif ? Peut-être. Qu'on y réfléchisse pourtant : M. Gambetta, que la France condamnait dans ses votes du 8 février, et qui goûtait oisivement son repos dans l'ombre silencieuse de Saint-Sébastien, à l'heure où les canons de la Commune tonnaient de Paris sur la patrie humiliée et malheureuse ; M. Gambetta, rentré dans l'Assemblée pour s'y montrer soumis à M. Thiers et plus ministériel qu'on ne l'était toujours au centre gauche ; M. Gambetta jette son masque de sagesse, il reprend sa voix et sa foudre ; l'homme s'est montré tel qu'il est, sa fortune redevient audacieuse ; et, grâce à lui, grâce à nous et au gouvernement, sa faction a maintenant l'apparence d'un parti. Pourquoi ? Les causes en sont complexes. La principale, c'est que les convoitises sociales le suivent. Quiconque aspire dans le vague à un changement ; quiconque est remuant et se trouve enchaîné dans l'ordre et la loi ; quiconque est révolutionnaire, à bon escient ou sans le savoir, se dévoue à M. Gambetta : M. Gambetta personnifie ainsi les

destinées et les passions de la démagogie. Or ce rôle, il faut en convenir, l'état de république y est fatalement propice, parce que la populace, ignorante ou avide, se plaît à voir dans ce régime l'idéal assouvissement de ses désirs ou de ses besoins, tandis qu'à ses yeux la monarchie semble habituée à les contenir. En second lieu, le suffrage universel décerne le premier rang dans une république : le candidat d'aujourd'hui est demain le prince du peuple. M. Gambetta ne serait que ministre dans une monarchie parlementaire : outre la surveillance de la Chambre, l'arbitrage du roi servirait à modérer sa puissance. Dans la république, il peut devenir souverain lui-même, et il porte dans la présidence, dictatorial ou non, la doctrine en même temps que la faveur de la foule. Voilà le secret de la frayeur dont le discours de M. Gambetta a été le prétexte et l'occasion. Plaise à Dieu que la démagogie ne s'érige pas, grâce à cette facilité, en gouvernement légal ! Mais il est aisé de voir combien est grand le devoir de prévoyance et d'énergie auquel les conservateurs sont tenus, dès ce moment.

Dans l'émotion qu'a produite le discours de M. Gambetta, il y a comme un témoignage qui vérifie la justesse des conseils plusieurs fois donnés dans le *Correspondant* aux partis et au pays. Lorsque nous recommandions l'union à tous les hommes modérés et clairvoyants que l'esprit parlementaire anime dans l'Assemblée, nous leur disions : « Ne vous divisez pas pour des mots ; portez sur les institutions votre attention et votre effort ; vous vous accorderez, car tous vous voulez un régime qui, monarchique ou républicain, garantisse l'ordre et la liberté. Organisez donc ce régime, en vous faisant les uns aux autres d'honnêtes et patriotiques concessions. Le premier péril de la France, c'est le radicalisme, cette démagogie dont les désordres ont pour fin nécessaire ou le despotisme d'un César ou l'invasion d'un conquérant. » Ce langage n'a pas toujours été compris. Quelques-uns répondaient : « Apportez-nous d'abord une profession de foi républicaine. Cette pièce bien et dûment enregistrée dans notre histoire, nous l'opposons à M. Gambetta, nous le réduisons au silence : nous lui aurons pris le mot magique que les masses courent entendre dans ses discours. » Et, se laissant de cette espérance, ces mêmes hommes ménageaient dans M. Gambetta le républicain, qu'ils prétendaient distinguer du radical ; ils accordaient, pour ainsi dire, à sa personne ou à ses partisans la protection de l'équivoque : on le constatait avec étonnement dans une élection du Nord et dans le vote relatif aux marchés scandaleux de M. Naquet ; ils permettaient même à M. Louis Blanc de les montrer placés à l'une des ailes de cette armée républicaine qui, dans le dénombrement fait par lui,

comptait les coupables et les complices de la Commune ; ils laissaient enfin leurs journaux, à Paris comme dans les départements, favoriser, par certaine connivence, plus d'une des opinions de la démagogie.

Eh bien, nous le demandons à plus d'un de nos contradicteurs, avions-nous raison ? nos avertissements étaient-ils sages ? étaient-elles vaines nos prévisions ? Des conservateurs toute leur vie dévoués aux principes de la monarchie constitutionnelle se sont tout à coup déclarés républicains. Leur déclaration change-t-elle rien aux fureurs du radicalisme ? M. Gambetta a-t-il témoigné le moindre plaisir à les voir entrer dans le temple ? Non. Il a signifié que ces convertis lui paraissaient des apostats ; il veut que le peuple des électeurs, au grand jour de son jugement dernier, connaisse les noms, inscrits à l'avance sur des registres, de ces repentis qui ne se seront amendés qu'*in extremis* ; il annonce qu'ils doivent faire pénitence aux portes de l'église ; il les exclut déjà en imagination, et sans doute, si son règne arrive, cette sentence d'exclusion se réalisera. D'autre part, voici que le journal officiel du centre gauche, *le Bulletin conservateur républicain*, conjure M. Thiers de faire enfin ce que, le 20 juin, lui demandaient les délégués du centre droit et de la droite : il le presse de désavouer devant la France inquiète toute alliance, tout pacte, tous rapports avec les radicaux et M. Gambetta. En vérité, ce n'était pas la peine de tant blâmer M. de Broglie, M. Saint-Marc Girardin et les autres délégués, pour concevoir bientôt la même idée et pratiquer la même conduite !

Ces incidents et ces discours laissent un enseignement, ce semble, aux bons citoyens de tous les partis honorables. Le radicalisme convoite la France : qu'ils s'unissent pour la préserver ! Qu'ils se persuadent bien, devant la patrie et Dieu, qu'il y a pour le citoyen une vertu d'abnégation dans la politique, comme pour le soldat sur le champ de bataille ! qu'ils tiennent compte de l'heure critique où se trouve la vie de la France ! que la crainte de perdre la société et la nation soit plus forte en leur âme que l'espoir de créer le gouvernement de leur choix ! qu'ils aient surtout pour préoccupation la défense de l'ordre et la réorganisation du pays ! La république de M. Thiers est moins que jamais celle de M. Gambetta. En vain M. Gambetta essayera-t-il, à Annecy ou ailleurs, d'offrir à M. Thiers d'égoïstes et tardives louanges pour rentrer en grâce auprès de lui. Il a parlé à Grenoble et tout le monde l'a compris. Son radicalisme s'est laissé voir dans toute son effrayante sincérité, et nous n'avons vraiment pas trop à nous en plaindre : l'effet le plus manifeste de son discours, c'est d'avoir rendu plus facile, en même temps que plus nécessaire, l'accord de M. Thiers et des conservateurs.

Hélas! tel est en nous le sentiment de nos maux, tel est le cercle étroit où les destinées de la France semblent s'être resserrées, qu'à peine regardons-nous au delà de nos frontières. Il n'y a pas en Europe aujourd'hui, à part la pauvre Pologne, plus qu'à demi renfermée au tombeau, une nation plus attristée ou même plus malheureuse que la nôtre. Le Danemark jouit, dans la souffrance même de la spoliation qu'il a subie, de je ne sais quelle gloire intérieure qu'il doit à sa paix civile, à ses mœurs, à son gouvernement. L'Angleterre, près de reprendre sa fierté en Europe, se sent libre au moins des calamiteux embarras de la démagogie : autour d'un trône respecté, les ministres et le parlement font les affaires du pays selon sa volonté et son intérêt; hier, le chancelier de l'Échiquier annonçait un nouvel excédant de recettes, un bénéfice de 100 millions. La Hollande, cette ancienne république qui a trouvé le repos en devenant une monarchie parlementaire, se fortifie, sous l'œil menaçant de M. de Bismark : pour la troubler dans cette préparation, point de révolutionnaires; elle ne s'est presque pas aperçue que les députés de l'Internationale fussent venus tenir leurs états généraux à la Haye, dans la dispute et la haine mutuelle. La Suède voit mourir son roi, un prince ami de la France : son frère lui succède, le pouvoir s'est transmis sans secousse. La Prusse poursuit le cours de son ambitieuse et prévoyante politique : à Brunswick, elle négocie la possession éventuelle du duché; en Bavière, elle rétablit son influence; elle perfectionne ses armements dans les loisirs de sa victoire. L'Autriche elle-même répare peu à peu ses forces : il n'y a pas eu de Commune à Vienne après Sadowa. La Russie, qui semble immobile dans son immensité, travaille tranquillement à sa grandeur : déjà la révision du traité de Paris la console de la guerre de Crimée. Dans l'état d'infortune, d'incertitude et d'isolement où nous sommes, et que cette comparaison nous rend plus douloureux encore, puisse au moins la France voir bientôt ses fils plus unis, plus laborieux, plus dociles et plus prudents!

Le-gérant : CHARLES DOUNIOL.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

LIBRAIRIE DE BRAY ET RETAUX, ÉDITEURS

83, rue Bonaparte, à Paris.

COURS ÉLÉMENTAIRE D'INSTRUCTION CHRÉTIENNE

OU EXPOSITION ET PREUVES DE LA DOCTRINE CHRÉTIENNE

A L'USAGE DES MAISONS D'ÉDUCATION, DES CATÉCHISMES DE PERSÉVÉRANCE ET DES
FAMILLES CHRÉTIENNES.

Par M. L.-P. MAROTTE, vicaire-général de Verdun.

4^e édition, revue, corrigée et augmentée conformément aux canons du Concile du Vatican.

Un fort volume in-8. 4 fr.

ABRÉGÉ DU MÊME OUVRAGE

5^e édition, revue, corrigée et augmentée conformément aux canons du Concile du Vatican.

Un volume in-18. 1 fr. 60, et cartonné, 1 fr. 75.

On trouve dans ce *Cours d'instruction chrétienne* une heureuse distribution des matières, une méthode simple et claire, du raisonnement et de la doctrine, de l'exactitude et de la concision. Le savant et modeste auteur n'écrit que pour instruire, il va droit au but, évite les explications délayées, les amplifications déclamatoires qui laissent l'esprit vide et le cœur froid. Il pose nettement les questions, y donne en peu de mots une réponse convenable, dont il fait voir la vérité et la justesse, en l'appuyant de ses preuves principales, au moyen d'une argumentation serrée.

A l'appui de cette appréciation, nous citerons le jugement de la *Bibliographie catholique* : « Ce livre est un *cours complet* de théologie, embrassant le dogme, la morale, les sacrements et la prière. C'est une analyse substantielle de matières traitées dans les séminaires, et qui demandent des études approfondies. Ici, point de phrases, point de développements oratoires, mais méthode, exactitude, clarté, solidité, brièveté. Pas de livre plus utile et aux pasteurs des âmes, obligés d'enseigner aux peuples l'origine de la religion, ses preuves, ses mystères, ses préceptes, et à ceux qui voudront étudier dans leur ensemble les vérités de la foi. Les chefs de famille, les maîtres et les maîtresses de la jeunesse auront un guide sûr, sous la conduite duquel ils feront parcourir à leurs enfants ou à leurs élèves tout le domaine de la religion, sans crainte de les égarer jamais. »

Les juges eux-mêmes de la doctrine ont parlé, et l'ouvrage de M. l'abbé Marotte est approuvé par trois évêques, qui déclarent qu'on ne saurait trop le répandre.

« Connaissance approfondie de la théologie dogmatique et morale, dit Mgr de Strasbourg, définitions exactes, précises, style clair et facile, telles sont les qualités qui, selon moi, distinguent cet excellent livre, qui le mettent à la portée de toutes les intelligences, et qui le feront accueillir avec empressement, je n'en doute pas, dans les maisons d'éducation, dans les familles chrétiennes, et par toutes les personnes qui ont un désir sincère de s'instruire de ce qu'il leur importe de savoir et de pratiquer pour mériter le bonheur éternel. »

De son côté, Mgr l'évêque de Verdun écrit : « Ce cours d'instruction chrétienne que Notre Vénéré prédécesseur recommandait à si bon droit en 1852, a obtenu depuis vingt années un succès toujours croissant. Et pourtant les bons ouvrages sur le même sujet se sont multipliés. C'est qu'il est difficile de donner à l'exposition du dogme plus de clarté, et à l'exposition de la morale plus de précision que n'a fait le docte et pieux auteur de ce livre. — Nous désirons donc qu'il soit plus que jamais le manuel des familles qui veulent garder intacts le trésor de la foi et celui des vertus chrétiennes. »

Les désirs des éminents prélats ont été en partie satisfaits. L'ouvrage est arrivé rapidement à la quatrième édition; il a été adopté après mûr examen, et de préférence à d'autres livres bien connus, par un grand nombre de petits séminaires, de pensionnats des frères des Écoles chrétiennes, de maisons laïques d'éducation et de pensionnats religieux. Rien ne lui a manqué pour être connu des pères de famille. Il a eu les honneurs d'une vigoureuse attaque de *l'Opinion nationale*, qui le signalait comme un modèle d'abêtissement; *le Réveil* l'a mis à l'index des livres penseurs et des fortes têtes du parti soi-disant socialiste, preuve évidente pour nous que le livre a frappé fort et juste, et qu'il renferme exactement la vraie doctrine de l'Église.

A ce livre si utile de nos jours, M. l'abbé Marotte a eu la bonne pensée de joindre un *Abrégé en forme de catéchisme pour les enfants*.

« Nous ne pouvons qu'applaudir à la pensée qu'a eue l'auteur du *Cours complet* d'en donner au public un abrégé par demandes et par réponses, dit Mgr de Verdun. Sous cette forme, cet ouvrage rendra de nouveaux services. La doctrine qu'il contient pas- sera, par la mémoire, dans les jeunes intelligences, et s'y fixera, comme un fonde- ment solide, pour toute la vie. »

Catéchisme de la foi et des mœurs chrétiennes, par M. DE LANTAGES, supérieur du séminaire du Puy; précédé d'une Notice sur la Vie de l'auteur. Nouvelle édition, considérablement améliorée, avec approbation de plusieurs Evêques. 1 fort volume petit in-8°. 3 50

Exposition de la doctrine chrétienne, par le R. P. BOUGEANT, S. J. Nouvelle édition, revue, corrigée et considérablement augmentée, par Mgr DABOY. 2 vol. in-8°. . . 8 »

Vraie politesse (la), à l'usage des maisons d'éducation, par madame de MASSIEU. 5^e édit., revue et augmentée de traits nouveaux. 1 vol. in-18. 80 c.

Ce traité complet sur la politesse, basée sur les principes de la charité chrétienne, se divise en quatre parties : 1^o la politesse du cœur; 2^o la politesse de l'esprit; 3^o la politesse du langage; 4^o la politesse des manières; il remplit une lacune signalée souvent par des personnes vouées à l'éducation. — Le plan de ce livre est tout à la fois neuf et naturel, le style précis, clair, d'une simplicité qui n'exclut pas l'élégance.

LE FRANÇAIS

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Ce journal, qui a atteint sa cinquième année d'existence, a obtenu la notoriété et l'autorité auxquelles lui donnent droit le caractère sérieux de sa rédaction, la sûreté et la variété de ses informations. *Le Français* est devenu un des organes les plus considérés de l'opinion conservatrice libérale. Il répond parfaitement à son titre, et défend avec autant de persévérance que d'énergie les principes de religion et de liberté dans l'intérêt desquels il a été fondé.

Le Français publie le compte rendu analytique des séances de l'Assemblée nationale; tous les mardis, un compte rendu de l'Académie des sciences; tous les samedis, une revue agricole; toutes les semaines, de nombreux articles de littérature, de science, de beaux arts, etc., etc. — En ce moment, *le Français* publie un roman historique : *le Crime de 1804*, par M. GOURDON DE GENOUILLAC.

PREMIER PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS	DÉPARTEMENTS
Trois mois. 15 fr.	Trois mois. 16 fr.
Six mois. 30	Six mois. 31
Un an. 58	Un an. 58

On s'abonne par lettre affranchie avec un mandat sur la poste.

Rédaction et Administration, 20, rue Bergère, à Paris.

LIBRAIRIE ADRIEN LE CLERE ET C^{ie}

ÉDITEURS DE N. S. P. LE PAPE ET DE L'ARCHEVÊCHÉ DE PARIS.

39, rue Cassette, Paris.

DISCOURS ET CONFÉRENCES SUR L'ÉDUCATION

Par le R. P. CAPTIER

DOMINICAIN DU TIERCE-ORDRE-ENSEIGNANT, FONDATEUR ET PRIEUR DE L'ÉCOLE ALBERT-LE-GRAND,
A ARCEUIL,

MASSACRÉ LE 25 MAI 1871

PRÉCÉDÉS DE SON ORAISON FUNÈBRE

Par le R. P. ADOLPHE FERRAUD, prêtre de l'Oratoire.

Un vol. in-18 jésus elzévirien. — Prix, *franco*. 4 fr.

Ces discours ont été prononcés soit aux distributions de prix d'Oullins et d'Arcueil, soit aux assemblées générales de la Société d'éducation. Ces conférences ont été données en 1870, dans la salle du Cercle catholique. Malgré les lacunes que devait laisser dans une telle œuvre la mort tragique et prématurée de l'auteur, on y rencontre un véritable traité d'éducation chrétienne.

Nous disons à dessein *éducation chrétienne*, car le P. Captier tenait ces deux mots pour inséparables. Et certes, personne n'a mieux compris leur sens profond, leur immense portée, les obligations qu'ils imposent aux maîtres, les garanties qu'ils offrent aux jeunes gens, aux familles, à la société. Le prieur d'Arcueil, dont les sauvages du dix-neuvième siècle ont versé le sang généreux, était un éducateur de premier ordre. Il l'était par la vocation, par l'étude, par l'expérience, par le zèle sacerdotal et apostolique. Il s'était voué, dès sa vingtième année, au service de l'enfance et de la jeunesse; il avait médité toutes les théories de l'enseignement; il avait sondé toutes les tendances et tous les besoins de notre époque: il connaissait le but et les meilleurs moyens de l'atteindre; il y allait avec cette prudence, cette abnégation, ce calme enthousiasme, qui distinguent le prêtre et le saint. Point d'exclusivisme dans les idées, rien d'âpre, rien d'étroit; mais une vaste synthèse, illuminée d'un rayon du ciel, et éclairant à son tour les moindres détails de la vie. « L'école, pour nous, disait-il, n'est qu'une continuation « ou une extension de la famille. Nous y recevons l'enfant pour nous dévouer à lui en « l'aimant, pour l'élever et le grandir, faire de lui un homme, et le rendre alors à qui « nous l'a confié. L'école ainsi conçue doit avoir, comme la famille, un intérieur doux, « gracieux et égayé, un intérieur où la loi du travail et de l'obéissance soit adoucie par « les plus suaves affections, par les fêtes les plus épanouies. Il faut à l'école un nom, « des souvenirs, des sympathies, un honneur domestique, qui relient tous les membres « en un même corps solidaire » (p. 102). On ne saurait assurément rêver un idéal qui réponde mieux aux légitimes désirs des parents, et donne à leur tendresse une plus entière satisfaction. — Mais la famille n'est pas tout: la société a des droits sur la formation de ses membres. Le culte de la patrie aura sa place dans l'enseignement du maître. Il se résumera dans ces trois points, qui comprennent tous les autres: aimer son pays avec intelligence, le servir avec courage, l'honorer par son caractère. La parole du P. Captier est toujours émue quand il s'agit de la France. De tels accents, une telle morale, une si vive préoccupation de l'avenir, méritaient bien la haine des révolutionnaires. — Enfin, au-dessus de la famille et de la patrie, la religion veille, attend les âmes et leur demande sa part. Pour le dominicain, le collège sera donc avant tout un asile religieux. L'élève qui lui arrive est « un petit envoyé du bon Dieu; » il le reçoit au nom de Celui qui a dit: « Laissez venir à moi les petits enfants. » Il sait qu'en faisant de lui un chrétien, il sert à la fois tous les grands intérêts de la vie domestique et de la vie sociale. Le P. Lacordaire avait dit: « Les intérêts de l'Eglise sont ceux de l'humanité, les intérêts de l'humanité sont ceux de l'Eglise; le christianisme, dont l'Eglise « est le corps vivant, n'est parvenu à un si haut degré de puissance qu'à cause de la « fusion profonde qui existe entre lui et l'humanité; » le P. Captier souscrit à sa pensée et la continue, en déclarant que « tout est chrétien dans la bonne éducation nationale, et que tout est national dans la bonne éducation chrétienne » (p. 163).

(Extrait de la *Bibliographie catholique*, septembre 1872.)

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME QUATRE-VINGT-HUITIÈME

(CINQUANTE-DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE ¹)

¹ Nota. — Les noms en capitales grasses sont ceux des collaborateurs du Recueil dont les travaux ont paru dans ce volume; les autres, ceux des auteurs ou des objets dont il est question dans les articles. ABRÉVIATIONS : — C. R., compte rendu; — Art., article.

Annuaire de l'homme d'État. V. capitaine Somerville. 525.

ARRAUD (Léon). L'histoire de France racontée à mes petits-enfants. Art. 565.

ARRAUD (Simon). La légende dorée, de Longfellow. Art. 142.

Benoist. *Œuvres de Virgile*. Texte latin avec commentaire. 1168.

Biré (Edmond). *Dialogues des vivants et des morts*. 1173.

Bismarck (M. de) et les catholiques allemands. V. G. A. Heinrich. 304.

Boissien (Arthur de). *De chute en chute*. Lettres d'un passant. 393.

Byron (la jeunesse de lord). V. comte de Jarnac. 1094.

Captier (le R. P.). *Discours et conférences sur l'éducation*. 389.

CARNÉ (comte de), de l'Acad. fr. Le chemin de la vérité. Art. 578.

Céphalonie, Naxie et Terre-Neuve, par M. Gobineau. C. R. 798.

Chambrier (J. de). *Marie-Antoinette, reine de France*. 786.

CHAMPAGNY (comte F. de), de l'Acad. fr. Discours au collège de Juilly. 783. — Congrès de l'enseignement chrétien. Art. 985.

Charaux. *La méthode morale*. 975.

Chemin (le) de la vérité. V. comte de Carné. 578.

CHEVALIER (Alexis). La civilisation égyptienne, d'après les découvertes les plus récentes. Art. 449.

¹ Cette table et la suivante doivent se joindre au numéro du 25 septembre 1872.

- Chute (de) en chute.* Lettres d'un passant, par Arthur de Boissieu. C. R. 393.
- Civilisation (la) égyptienne. V. Alexis Chevalier. 449.
- Clotilde de Surville et ses éditeurs. V. Jules Levallois. 539.
- Collins (Wilkie). *Mari et femme.* 1170.
- Commune (la) il y a deux mille ans. V. Auguste Nisard. 329.
- Compagnie (la) de Jésus, conservée en Russie après 1772*, par le P. Gagarin. C. R. 789.
- Congrès de l'enseignement chrétien. V. comte F. de Champagny. 985.
- COURCY** (Alfred de). La querelle du capital et du travail. 2^e art. 10 juillet. 125.
- Daniel Defoë, sa vie et son temps. V. W.-H. Robinson. 63.
- David Livingstone et l'Afrique équatoriale. V. Ernest Faligan.
- DELARC** (abbé O.). *Discours et conférences sur l'éducation*, par le R. P. Captier. 389.
- Delpit (Martial). *Le 18 mars.* 598.
- Dialogues des vivants et des morts*, par M. Edmond Biré. C. R. 1173.
- Discours de M. de Champagny au collège de Juilly. 783.
- Discours et conférences sur l'éducation*, par le R. P. Captier. C. R. 389.
- Douce-Amère. *Nouvelle.* V. G. de Parisal.
- DOUHAIRE** (P.). 25 juillet. — *Mélanges. Les journaux politiques en Espagne depuis la dernière révolution.* Art. 387.
- 10 août. — *Histoire du règne de Louis XIV*, par M. Gaillardin. 600.
- *M. Henri Martin et son Histoire de France*, par M. H. de l'Espinois. 604.
- 25 août. — *Marie-Antoinette, reine de France*, par M. J. de Chambrier. 786.
- *La Compagnie de Jésus conservée en Russie après la suppression de 1772*, par le P. Gagarin. 789. —
- Ivan le terrible, ou la Russie au seizième siècle*, traduit du russe par le prince de Galitzin. 791. — *De la prédication sous Henri IV*, par M. l'abbé Lezat. 792. — *Paris, ses organes, ses fonctions, sa vie*, par M. Maxime Du Camp. 796. — *Céphalonie, Nazie et Terre-Neuve*, par M. Gobineau. 798.
- 25 septembre. — *Histoire d'Allemagne.* Tome I. Origines de l'Allemagne et de l'empire germanique, par M. Zeller. 1165. — *Œuvres de Virgile*, texte latin, avec commentaire, par M. Benoist. 1168. — *Mari et femme*, par M. Wilkie Collins. 1170. — *Dialogues des vivants et des morts*, par M. Edmond Biré. 1173. — *Histoire du 105^e bataillon*, par M. Vincent d'Indy. 1176.
- DOUMIOL** (Charles). V. Quinzaine politique. 10 août. 607. — 25 août. 799. 10 septembre. 989. — 25 septembre. 1178.
- Du Camp (Maxime). *Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie.* 796.
- Espinois (H. de l'). *Henri Martin et son Histoire de France.* 604.
- État (de l') de la France au lendemain du 18 brumaire. V. Félix Rocquain. 617.
- FALIGAN** (Ernest). David Livingstone et l'Afrique équatoriale. 1^{er} art. 10 septembre. 837. — 2^e art. 25 septembre. 1001.
- Favart et Gluck. V. Adolphe Jullien. 914.
- FOISSET.** Le comte de Montalembert, 2^e art. 25 juillet. 201. — 3^e art. 10 septembre. 869.
- FOURNEL** (Victor). Les œuvres et les hommes. Art. 25 août. 752.
- Gagarin (le P.). *La Compagnie de Jésus conservée en Russie après la suppression de 1772.* 789.
- GAILLARD** (Léopold de). V. Quinzaine politique. 10 juillet. 191. — 25 juillet. 395.
- Gaillardin. *Histoire du règne de Louis XIV.* 600.

Galitzin (le prince). *Ivan le terrible, ou la Russie au seizième siècle*. Traduction. 791.

GERMINY (comte Eugène de). Société générale d'éducation et d'enseignement. Art. 591.

Gobineau. *Céphalonie, Nazie et Terre-Neuve*. 798.

Gymnastique (de la) dans l'éducation libérale. V. Victor de Laprade. 1145.

HEINRICH (G.-A.). M. de Bismarck et les catholiques allemands. 25 juillet. Art. 304. — 10 août. Un professeur d'autrefois dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Art. 584. — 25 septembre. Le jubilé séculaire de l'université de Munich. Art. 1158.

Henri Martin et son Histoire de France, par M. H. de l'Espinois. C. R. 604.

HÉRICHAULT (Ch. d'). Thermidor. 2^e série. 1^{er} art. 25 septembre. 1114.

Histoire d'Allemagne, tome I, par M. Zeller. C. R. 1165.

Histoire (l') de France racontée à mes petits-enfants. V. Léon Arbaud. 565.

Histoire du 105^e bataillon, par M. Vincent d'Indy. C. R. 1176.

Histoire du règne de Louis XIV, par M. Gaillardin. C. R. 600.

Indy (Vincent d'). *Histoire du 105^e bataillon*. 1176.

Ivan le terrible, ou la Russie au seizième siècle, traduit du russe par le prince Galitzin. C. R. 791.

JARNAC (comte de). La jeunesse de lord Byron. Art. 1094.

Jeunesse (la) de lord Byron. V. comte de Jarnac. 1094.

Journaux (les) politiques en Espagne depuis la dernière révolution. V. P. Douhaire. 387.

Jubilé (le) protestant de 1859. V. Ad. Perraud. 724.

Jubilé (le) séculaire de l'université de Munich. V. G.-A. Heinrich. 1158.

JULLIEN (Adolphe). Favart et Gluck. Art. 914.

LACOMBE (H. de). La politique française en Allemagne et en Italie de 1740 à 1748. Art. 235.

LACROLET (Armand). Éloge de Vauban. Art. 894.

LAPRADE (Victor de), de l'Acad. fr. De la gymnastique dans l'éducation libérale. Art. 1145.

LARGY (R. de). Le 13 vendémiaire. Art. 5.

Le 18 mars, par M. Martial Delpit. C. R. 598.

Légende (la) dorée de Longfellow. V. Simon Arnaud. 142.

LEVALLOIS (Jules). Clotilde de Surville et ses éditeurs. Art. 539.

LÉVY (Albert). L'unité des mesures et la conférence internationale. Art. 1067.

Lézat (l'abbé). *De la prédication sous Henri IV*. 792.

Libération (la). V. A. de Malarce. 381.

Livingstone (David). V. Ernest Faligan.

LORENZIE (Louis de), de l'Acad. fr. Les Mirabeau. 7^e art. 10 septembre. 929.

Longfellow. La légende dorée. V. Simon Arnaud. 142.

Maladie (la nouvelle) de la vigne. V. Arthur Mangin. 982.

MALARGE (A. de). La libération. Art. 381.

MANGIN (Arthur). *Revue scientifique*. 10 juillet. 177. — 25 août. 773. — 10 septembre. La nouvelle maladie de la vigne. 982.

Mari et femme, par M. Wilkie Collins. C. R. 1170.

Marie-Antoinette, reine de France, par M. J. de Chambrier. C. R. 786.

MARSAULT. Metz et la Lorraine depuis la paix. Art. 409.

Mélanges. V. A. de Malarce. 381. — V. P. Douhaire. 387. — V. l'abbé O. Delarc. 389. — V. A. de Boissieu. 393. — V. G. A. Heinrich. 584. — V. comte Eugène de Germiny. 591. — V. Martial Delpit. 598. — V. comte

- de Champagny. 783, 985. — V. Félix Robiou. 975. — V. Arthur Mangin. 982.
- Méthode (la) morale*, par M. Charaux. C. R. 975.
- Metz et la Lorraine depuis la paix. V. Marsault. 409.
- Mirabeau (les). V. Louis de Loménie.
- Montalembert (le comte de). V. Foisset.
- NISARD** (Auguste). La Commune il y a deux mille ans. Art. 329.
- Œuvres (les) et les hommes*. V. Victor Fournel.
- Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie*, par M. Maxime Du Camp. C. R. 796.
- PARSEVAL** (G. de). Douce-Amère. *Nouvelle*. 25 juillet. 271. — 10 août. 482. — 25 août. 643. — 10 septembre. 866.
- PERRAUD** (Ad.), de l'Oratoire. Le premier synode général des protestants en France et la confession de foi de 1559. Art. 351. — Le jubilé protestant de 1859. Art. 724.
- Poésie (la) populaire en Italie. V. comte de Puymaigre. 41.
- Politique (la) française en Allemagne et en Italie de 1740 à 1748. V. H. de Lacombe. 235.
- Prédication (de la) sous Henri IV*, par M. l'abbé Lezat. C. R. 792.
- Professeur (un) d'autrefois dans l'Allemagne d'aujourd'hui. V. G. A. Heinrich. 584.
- PUYMAIGRE** (comte de). La poésie populaire en Italie. Art. 41.
- Querelle (la) du capital et du travail. V. Alfred de Courcy. 125.
- QUINZAINE POLITIQUE**. 10 juillet : La France il y a cinquante-quatre ans. 191. — La part du czar Alexandre. 192. — La France redevenue grande puissance. 194. — La nouvelle convention du traité de Francfort. 196. — Le rapport de M. de Broglie. 197. — Une conspiration. 198. — M. Tirard et ses amis. 199.
- 25 juillet : Le calendrier républicain. 395. — La prise de la Bastille. 396. — M. Gambetta à la Ferté-sous-Jouarre. 399. — Vote de l'impôt sur les matières premières. 401. — L'emprunt et les feuilles radicales. 403. — Silence à l'esprit de parti! 404.
- 10 août : Réalisation de l'emprunt. 607. — Les vraies causes du succès de l'emprunt. 608. — L'intérêt de l'Europe lié au nôtre. 609. — Les leçons du passé. 611. — L'équivoque dans les rapports de M. Thiers avec l'Assemblée et le pays. 612. — Attitude de l'Assemblée pendant la session. 614. — Mort du duc de Guise. 615.
- 25 août : Les distributions de prix et la politique. M. Léon Say, préfet de la Seine, au collège Chaptal. 799. — Les députés de la majorité en face de leurs électeurs. 800. — Les hommes sans opinions et sans parti. 801. — Entrevue des trois empereurs. 802. — La France et la Pologne. 803. — Les desseins de M. de Bismarck et leurs difficultés. 805. — L'importance de l'entrevue de Berlin. 807.
- 10 septembre : Les conseils généraux. 989. — La complaisance de certains préfets. 991. — La commission permanente. 992. — Résultats de cette institution. 993. — La France et la République. 994. — Le centre gauche et son manifeste. 996. — Les attentats des radicaux. 998. — Ce qui se passe à l'étranger. 999.
- 25 septembre : M. Thiers à Trouville et au Havre. 1178. — Les réponses de M. Barthélemy Saint-Hilaire. 1179. — La lettre de M. de Carayon-Latour. 1181. — Celles de M. Casimir Périer et de M. le duc de Broglie. 1182. — La consultation politique de M. Laboulaye. 1184. — La Lorraine et l'Alsace au 1^{er} octobre prochain. 1187. — L'Angleterre en 1872. 1188.

REVUE CRITIQUE. V. P. Douhaire.

REVUE SCIENTIFIQUE. V. Arthur Mangin.

Rio (M.) et l'art chrétien. V. Ernest de Tottot. 1036.

ROBINSON (W. H.). Daniel Defoë, sa vie et son temps. Art. 63.

ROBIEU (Félix). *La méthode morale*, par M. Charaux. 975.

ROCQUAIN (Félix). De l'état de la France au lendemain du 18 brumaire. Art. 617.

Société générale d'éducation et d'enseignement. V. comte Eugène de Germiny. 591.

SOMERVILLE (capitaine). L'annuaire de l'homme d'État. Art. 523.

Synode (le premier) général des protestants en France. V. Ad. Perraud. 351.

Terreur (la). V. H. Wallon.

Thermidor. *Deuxième série*. V. Ch. d'Héricault.

TOYTOT (Ernest de). M. Rio et l'art chrétien. Art. 1036.

Unité (l') des mesures et la conférence internationale. V. Albert Lévy. 1067.

Vauban (Éloge de). V. Armand Lagrolet. 894.

Vendémiaire (le 13). V. R. de Larcy. 5.

Virgile (*Œuvres de*). Texte latin, avec commentaire, par M. Benoist. C. R. 1168.

WALLON (H.), de l'Institut. La Terreur. 8^e art. 10 juillet. — 9^e et dernier art. 25 août. 685.

Zeller. *Histoire d'Allemagne*. Tome I. Origines de l'Allemagne et de l'empire germanique. 1165.

TABLE

DU TOME CINQUANTE-DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(QUATRE-VINGT-HUITIÈME DE LA COLLECTION.)

1^{re} LIVRAISON — 10 JUILLET 1872

Le 13 vendémiaire, par M. R. DE LARCY.	5
La poésie populaire en Italie, par M. le comte DE PUTMAIGRE.	41
Daniel Defoë, sa vie et son temps, par M. W.-H. ROBINSON.	63
La Terreur. — V. Le tribunal révolutionnaire de Paris, par M. H. WALLON, de l'Institut.	92
La querelle du capital et du travail. — II. par M. ALFRED DE COURCY.	125
La légende dorée, de Longfellow, par M. SIMON ARNAUD.	142
Revue scientifique, par M. ARTHUR MANGIN.	177
Quinzaine politique, par M. LÉOPOLD DE GAILLARD.	191

2^e LIVRAISON — 25 JUILLET 1872

Le comte de Montalembert. — II. Art et archéologie. — Histoire de sainte Élisabeth, par M. FOISSET.	201
La politique française en Allemagne et en Italie de 1740 à 1748, par M. H. DE LACOMBE.	235
Douce-amère, par M. G. DE PARSEVAL.	271
M. de Bismarck et les catholiques allemands, par M. G.-H. HEINRICH.	304
La Commune il y a deux mille ans, par M. AUGUSTE NISARD.	329
Le premier synode général des protestants de France, et la confession de foi de 1559, par M. AD. PERRAUD, de l'Oratoire.	351

TABLE DES MATIÈRES.

1190

Mélanges : La libération, par M. A. DE MALARGE.	381
— Les journaux politiques en Espagne, depuis la dernière révolution, par M. P. DOUHAIRE.	387
— Discours et conférences sur l'éducation, par le R. P. Captier, par M. l'abbé O. DELARC.	389
— De chute en chute. — Lettres d'un passant, par Arthur de Boissieu.	395
Quinzaine politique, par M. LÉOPOLD DE GAILLARD.	395

3^e LIVRAISON — 10 AOUT 1872

Metz et la Lorraine depuis la paix, par M. MARSAULT.	409
La civilisation égyptienne, d'après les découvertes les plus récentes, par M. ALEXIS CHEVALIER.	449
Douce-amère. — Suite, par M. G. DE PARSEVAL.	482
L'annuaire de l'homme d'État, par M. le capitaine SOMERVILLE.	523
Clotilde de Surville et ses éditeurs, par M. JULES LEVALLOIS.	539
L'histoire de France racontée à mes petits-enfants, par M. LÉON ARBAUD.	565
Le chemin de la vérité, par M. le comte DE CARNÉ, de l'Académie française.	578
Mélanges : Un professeur d'autrefois dans l'Allemagne d'aujourd'hui, par M. G.-H. HEINRICH.	584
— Société générale d'éducation et d'enseignement. — École libre de hautes études, par M. le comte EUGÈNE DE GERMINY.	591
— Le 18 mars, par M. Martial Delpit, par M. L. G.	598
Revue critique, par M. P. DOUHAIRE.	600
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	607

4^e LIVRAISON — 25 AOUT 1872

De l'état de la France au lendemain du 18 brumaire, par M. FÉLIX ROQUAIN.	617
Douce-amère. — Suite, par M. G. DE PARSEVAL.	645
La Terreur. — V. Le tribunal révolutionnaire de Paris. — Fin, par M. H. WALLON, de l'Institut.	685
Le jubilé protestant de 1859, par M. AD. PERRAUD, de l'Oratoire.	724
Les œuvres et les hommes. — Courrier du théâtre, de la littérature et des arts, par M. VICTOR FOURNEL.	752
Revue scientifique, par M. ARTHUR MANGIN.	773
Mélanges : Discours de M. de Champagny au collège de Juilly.	783
Revue critique, par M. P. DOUHAIRE.	786
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	799

5^e LIVRAISON — 10 SEPTEMBRE 1872

Le comte de Montalembert: — M. de Montalembert homme politique (1835-1848), par M. FORSET.	809
David Livingstone et l'Afrique équatoriale, par M. ERNEST FALIGAN.	837
Douce-amère. — Fin, par M. G. DE PARSEVAL.	866
Éloge de Vauban, par M. ARMAND LAGROLET.	894
Favart et Gluck, par M. ADOLPHE JULLIEN.	914
Les Mirabeau. — VII, par M. LOUIS DE LOMÉNIE, de l'Académie française.	929
Mélanges : La méthode morale, par M. Charaux, par M. FÉLIX ROBIOU.	975
— La nouvelle maladie de la vigne, par M. ARTHUR MANGIN.	982
— Congrès de l'enseignement chrétien, par M. le comte F. DE CHAMPAGNY, de l'Académie française.	985
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	989

6^e LIVRAISON — 25 SEPTEMBRE 1872

David Livingstone et l'Afrique équatoriale, par M. ERNEST FALIGAN.	1001
M. Rio et l'art chrétien, par M. ERNEST DE TOYTOT.	1036
L'unité des mesures, et la conférence internationale, par M. ALBERT LÉVY.	1067
La jeunesse de lord Byron, par M. le comte DE JARNAC.	1094
Thermidor. — Deuxième série, par M. CH. D'HÉRICAULT.	1114
Le jubilé séculaire de l'université de Munich, par M. G.-A. HEINRICH.	1158
De la gymnastique dans l'éducation libérale, par M. VICTOR DE LAPRADE, de l'Académie française.	1145
Revue critique, par M. P. DOUHAIRE.	1165
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	1178

LE 1^{ER} OCTOBRE EN LORRAINE .

I

UN COMPLÉMENT. — LA SITUATION MISE A JOUR

On m'assure que les lecteurs du *Correspondant* ont accueilli avec bienveillance mon modeste travail¹ sur la situation de la Lorraine depuis la paix. Peut-être penseront-ils que l'ensemble des informations que j'ai pu leur soumettre appelait un complément, et que les incidents amenés par l'échéance du délai d'option méritaient aussi d'être mentionnés. Je vais donc, en m'efforçant d'éviter les redites, esquisser le récit de la crise que le 30 septembre a close, au moins dans ses manifestations extérieures. Nous aborderons ensuite le sujet plus douloureux encore du 1^{er} octobre. Je ne crois pas m'abuser en espérant que ces tristes confidences resserreront encore le lien qui unit, malgré tout, à la patrie française, les deux provinces-sœurs que le fait brutal de la conquête en a momentanément séparées. Leur consolation réside surtout dans les sentiments fraternels que leur malheur inspire à la France. Elles savent bien qu'elles sont, outre les milliards exigés par la rapacité prussienne, la rançon vivante d'un désastre national sans précédent; mais les Alsaciens et les Lorrains que les implacables nécessités de la vie retiennent au foyer natal, comme ceux qui le quittent pour retrouver la patrie perdue, ont besoin d'être soutenus dans l'épreuve qu'ils affrontent. Ils ne sont donc pas indifférents aux récits qui font connaître leurs souffrances ou notent les témoignages de leur patriotisme. C'est ainsi que toute voix, même inconnue et sans autorité, comme la mienne, est écoutée de ceux sur qui elle appelle la sympathie, comme de ceux qu'elle essaye d'informer.

¹ *Metz et la Lorraine depuis la paix*, livr. du 10 août 1872.

N. SÉR. T. LIII (LXXXIX^e DE LA COLLECT.). 2^e LIV. 25 OCTOBRE 1872.]

Puisque cette tribune hospitalière veut bien encore donner la parole à la pauvre Lorraine et m'accepter pour son truchement, je vais rapidement reprendre mon premier récit où je l'ai quitté, et mettre à jour la situation que nous a faite la fatale échéance.

Chaque jour qui passe confirme ce qui a été dit du contraste existant entre la supériorité de l'organisation militaire des Allemands et l'insuffisance de leurs aptitudes et de leur pratique administratives. Les affaires se traînent plutôt qu'elles ne marchent, et les litiges paraissent sans issue, parce que les retards apportés aux solutions sont sans limites. Je citerai quelques faits à l'appui.

Par le traité de Francfort, l'Allemagne s'est chargée de liquider tous les intérêts financiers ayant un caractère collectif, et cependant ce qui concerne les monts-de-piété, les caisses d'épargne, la caisse de retraite, etc., reste en suspens. La Prusse doit aussi rembourser les cautionnements versés, à quelque titre que ce soit, par des Alsaciens-Lorrains sous le régime français. Les hauts fonctionnaires allemands ont fait, dès l'année dernière, aux ayants droit, des appels fréquents et réitérés. Ils ont déposé leurs pièces à Strasbourg, au siège du gouvernement des deux provinces. Quelques-uns mieux avisés, il faut le dire, n'ont pas tenu compte de l'avis, ont porté leurs réclamations au Trésor français et s'en sont bien trouvés. Les autres attendent encore et attendront longtemps. Cependant, il y a là des intérêts importants.

Mais voici qui est plus grave. Toujours, aux termes du traité de Francfort, l'Allemagne est substituée à l'État français pour le paiement des pensions dues aux Alsaciens-Lorrains non optants. J'en connais dans ce cas qui n'ont pu obtenir le paiement de leurs arrérages, et qui ont dû élire provisoirement domicile en France, pour pouvoir donner quittance. Peut-être le service des pensions paraît-il lourd au Trésor prussien, mais surtout il exige des règles de comptabilité et des habitudes de régularité que repousse l'inertie des fonctionnaires tudesques. Aussi, m'assure-t-on ici et de plusieurs côtés, que la chancellerie prussienne est en instance auprès du gouvernement français pour être déchargée d'une obligation coûteuse et pénible. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que des non-optants ont dû se rendre en France pour toucher le dernier trimestre de leur pension.

Quand notre malheureux pays est devenu officiellement allemand par le droit de la force, nous ne nous doutions pas que la grande invasion qui nous a dénationalisés en préparait de plus petites qui, pour être moins terribles, n'en sont pas moins prodigieusement agaçantes. Je veux parler des marches, contre-marches et logements militaires qui, sous prétexte de manœuvres d'automne,

couvrent littéralement le pays de canons et d'uniformes, et remplissent nos maisons de garnisaires incommodes. Et cela a duré des semaines!

En plusieurs lieux, le troupier allemand s'est montré exigeant, parfois même agressif. Dans un de nos vignobles, un citoyen de Metz vit sa maison des champs littéralement assiégée par une troupe avinée de Saxons. Cela dura longtemps et cela devenait insupportable. A bout de patience, notre concitoyen sauta sur un fusil de chasse et cingla les... reins du plus tapageur d'un coup de menu plomb. Vous jugez du tapage!

Il y eut enquête, interrogatoire, déposition de témoins. Mais comme le premier mot du magistrat instructeur au coupable avait été celui-ci : — Avez-vous opté? et que la réponse avait été négative, on espère que l'instance en restera là. Ah! s'il avait été optant... Mais il faut pourtant que les Allemands s'habituent à savoir que, même en pays conquis, charbonnier est maître chez lui!

Ces petites guerres ont dépensé plus de salpêtre que Gravelotte et Saint-Privat. C'étaient des stratégies sans fin et des retentissements à tout assourdir. Mais voici ce qui arriva.

Non loin du village des Étangs, un corps prussien et un corps bavarois se faisaient face. L'un des deux devait nécessairement déloger l'autre. Mais les soldats finissaient, des deux côtés, par prendre la chose au sérieux, et aucun des deux partis ne voulait céder le terrain. Tout à coup, quelques hommes rugirent, puis tombèrent dans les rangs prussiens. Ils étaient blessés, sanglants. Quelques soldats bavarois, échauffés par cette lutte factice, se souvenant peut-être de 1866, avaient introduit des cailloux dans leurs cartouches. On ramena dans deux fourgons, à Metz, les victimes de cette félonie. Mais qui ne sait que Prussiens et Bavares sont des frères ennemis... qui ont toujours un compte à régler.

Ces manœuvres se sont étendues sur un périmètre considérable. Elles se renouvelleront tous les ans. Quelle perspective pour les gens qui comptaient sur la villégiature pour s'épargner la vue des casques à pointe!

J'ai cependant, de ce côté, un acte de justice à accomplir. On a dit des officiers allemands qu'ils étaient des traîneurs de sabre, et, pour ma part, j'ai vu parfois jaillir l'étincelle sur nos pavés au choc de leur acier rebondissant. Ont-ils été sensibles au reproche, ont-ils reçu des ordres? Le fait est que maintenant leur arme est, d'ordinaire, modestement fixée au ceinturon et n'irrite plus nos échos.

Maintenant, un mot des indemnités. On sait qu'une commission supérieure avait été instituée pour réviser les décisions des com-

missions locales. Mais il était facile de prévoir que cette nouvelle organisation, redresseuse des torts, n'existerait qu'à l'état de menace, et se garderait de fonctionner. La vérité est, qu'une fois annoncée, elle a fait parler d'elle le moins possible, qu'elle n'a cassé aucune décision de ses devancières, et n'a fait rendre gorge à personne. Il aurait fallu, pour cela, commencer des enquêtes, poursuivre des investigations et rendre des arrêts qui eussent fait perdre un temps bien mieux employé... à se reposer.

Seulement, tout paiement fut arrêté net. Or il y avait deux natures d'indemnités : celles qui s'appliquaient à la destruction ou détérioration (réelle ou prétendue) des immeubles, à l'enlèvement des chevaux et voitures, etc.; puis l'indemnité afférente à la perte des récoltes, soit sur pied, soit par voie de réquisition... Et c'est cette catégorie intéressant les petites gens, les plus pauvres parmi les indemnitaires, qui est restée jusqu'ici en souffrance...

Mais la politique raffinée de la Prusse a voulu séduire d'abord les gros hères de village, croyant avoir, ensuite, bon marché de la tourbe. Elle a dépensé en grand seigneur prodigue, sans daigner contrôler les demandes les plus extravagantes, allant même superbement au-devant des réclamations, mais excitant à plaisir les passions cupides, et déchaînant les haines de clocher, jusqu'au jour où elle a compris, par les plaintes des parties lésées, surtout par les dénonciations anonymes, digne fruit d'un tel machiavélisme, que ceux qu'elle enrichissait se moquaient d'elle en empochant ses écus!

Ainsi, les indemnités qu'on pourrait appeler de l'ordre somptuaire ont pris le pas sur les dédommagements les plus légitimes et dus aux pauvres gens dont la guerre avait dévoré la subsistance. Puis, changeant de système, et croyant que la menace lui réussirait mieux que l'excès des largesses, l'habileté prussienne a suspendu le paiement des indemnités les plus équitables, laissant clairement entendre qu'il serait le prix de la docilité et de l'obéissance. En effet, renvoyer le paiement après le 1^{er} octobre, n'était-ce pas annoncer qu'on l'accorderait aux familles dont les enfants resteraient au pays, et qu'il serait refusé aux autres?

C'est ainsi du moins que tout le monde l'a compris et j'ajoute que cette éventualité n'a intimidé personne. Il n'en est pas demeuré un conscrit ou un mineur de plus au foyer paternel. Dans une classe où l'argent monnayé se gagne si difficilement et pour laquelle il a tant d'attrails, un tel désintéressement est la plus grande leçon qu'ait pu recevoir l'orgueil allemand ; pour moi, je l'avoue, il a été, dans une certaine mesure, inattendu, et je fais amende honorable des doutes qu'il a pu m'inspirer. Nulle considération, nulle appréhen-

sion n'a pu faire surmonter l'horreur qu'excite généralement parmi nos populations rurales la perspective, pour le père et la mère, de voir leur fils sous l'uniforme prussien, pour les enfants de porter les armes contre la vraie patrie !

Il est toujours dangereux pour qui veut garder ses illusions de trop analyser le ressort des résolutions humaines. Cependant, ici, l'examen le plus approfondi est à l'honneur de ces populations réfractaires à l'absorption étrangère. Sans doute, la crainte des brutalités auxquelles est exposé le soldat allemand a éperonné les répulsions de notre jeunesse. Mais dans cette appréhension même, il y a un instinct de dignité qui la relève et l'ennoblit, et dans le parti pris qui accepte l'exil, il y a une virilité qui témoigne de l'excellence de la race et de son droit à une destinée meilleure !

Quant aux indemnités du pauvre, nous verrons si, après l'échéance du 1^{er} octobre, elles seront oui ou non acquittées, si elles seront refusées à ceux qui leur ont préféré la liberté de leurs enfants. Ah ! les Allemands les garderaient toutes si elles devaient être le prix de la soumission au vainqueur !

Une question délicate et anxieuse a soulevé bien des polémiques, donné lieu à des interprétations bien diverses. Dans quelle mesure les émigrés pourront-ils revenir dans les deux provinces, auront-ils besoin d'une autorisation spéciale, d'un permis de séjour ? On a déjà des informations à cet égard. Un optant ayant fait demander à la direction de police de Metz, par un intermédiaire, quelles formalités il fallait remplir pour revenir momentanément dans la ville, voici la réponse : — Si l'optant se rend chez une personne de sa famille ou dans son ancien logis, il a trois jours pour faire sa déclaration à l'autorité. S'il descend dans un hôtel, c'est le jour même de son arrivée que cette déclaration doit être faite. En outre, il doit se munir, en France, d'un passe-port pour l'étranger, visé par les autorités consulaires allemandes.

Tel est l'ukase rendu ou la jurisprudence adoptée... pour le moment. Mais le dépit et la colère ont sans doute dicté tant de rigueur. Dans leur intérêt même, les Allemands reviendront forcément à des pratiques plus hospitalières.

II

LES DÉPARTS.

La progression des départs, dans les villes lorraines, a été conforme à ce qui a été publié ici, dans la livraison du 10 août. L'effort

principal s'était déjà manifesté dès avant cette date. Metz qui au 25 juin, ne comptait plus que 30,000 habitants, dont 13,000 Allemands, est réduite aujourd'hui à 12,000 Français, dont beaucoup, d'ailleurs, ont des projets de départ ultérieur. Il y a des liquidations à faire, des intérêts à régler. Quand tout sera, autant que possible, sauvegardé, les retardataires viendront réclamer à la France leur nationalité. Donc, rien de nouveau, de ce côté, mais où je m'accuse d'avoir erré dans mes prévisions, c'est en ce qui concerne l'émigration rurale. Je n'avais pas prévu, je l'avoue, un mouvement aussi accentué et aussi irrésistible. Il est vrai qu'il ne s'est décidé, avec une énergie communicative parmi les jeunes, que dans les deux derniers mois du délai d'option. Je croyais à un élan de départ intense, sans doute, mais limité. Il se trouve qu'après les travaux de la moisson, il a pris des proportions inattendues. Il semble qu'une commotion électrique ait frappé toutes les poitrines et que le même souffle patriotique ait incliné toutes les âmes. Jusqu'à la sinistre échéance, nos pauvres gens des campagnes n'ont pas voulu croire que la domination prussienne pût se maintenir jusqu'au 1^{er} octobre.

Rien ne saurait exprimer l'horreur qu'inspire à notre jeunesse la pensée seule de revêtir l'uniforme de nos vainqueurs. Diverses causes ont contribué à surexciter ce sentiment de répulsion. D'abord, les Allemands ont eu le grand tort d'instruire leurs recrues sur nos places publiques. Des regards curieux et des cœurs palpitants suivaient avec un intérêt anxieux ces noviciats en plein air dont les néophytes recevaient force bourrades de leurs initiateurs. Le caporal prussien n'est pas tendre et l'officier a la main vive. Tous deux n'hésitent pas à malmener de la voix et du geste la maladresse récalcitrante. Ces scènes de brutalité soulevaient les cœurs des jeunes spectateurs et l'indignation s'en exhalait dans des récits, exagérés peut-être, mais partout colportés.

- Une lugubre histoire qui fit le tour des fermes et des ateliers y fut accueillie par un frisson de colère et de haine et ne contribua pas peu à fixer les irrésolutions... Un riche fermier lorrain persuada à son fils qui voulait émigrer de contracter dans l'armée allemande un de ces engagements d'un an, tolérés par la loi militaire, à la condition que le jeune engagé s'habillera, s'équipera et se nourrira à ses frais. Cédant aux instances paternelles, le jeune homme se résigna à coiffer le casque à pointe et fut soumis aux exercices ordinaires. Mais un caporal instructeur, d'autres disent un officier, rudoya à plusieurs reprises la recrue qui, peu endurante de son naturel, finit par se laisser aller à la colère. Un jour, frappé ignominieusement et devenu fou de rage, il se rua sur son persécuteur, son supérieur,

bélas ! et le tua d'un coup de baïonnette. Il put encore écrire à sa famille : « Je vais passer devant un conseil de guerre et mon sort n'est pas douteux... Adieu ! C'est vous, mon père, qui l'aurez voulu ! » L'histoire éclata sur le pays comme une trainée de poudre. Elle est lamentable, mais est-elle bien authentique ? J'ai essayé d'en fixer les dates et les noms et n'ai pu y parvenir. Qu'importe ? Le conte, devenu légende, fit son chemin et son œuvre.

A une répulsion décidée pour un drapeau ennemi et une éducation militaire ignoble se joignait aussi un sentiment confus, mais très-réel, d'amour pour la France. Rester, c'était *se faire prussien* et *se faire prussien*, c'était accepter le déshonneur. Aussi l'entraînement, parmi les jeunes, fut-il emporté, inouï. De telle sorte qu'il n'est que vrai de dire que ceux qui partent, ou plutôt sont partis, forment la règle, et ceux qui restent, l'exception. Il est tel centre de population dont tous les jeunes gens au-dessous de vingt ans, tous, absolument tous, ont quitté le pays. Il est d'autres localités, en plus petit nombre et surtout dans la partie française, où quelques-uns seulement ont déjà pris le chemin de l'exil. En résumé, même les non-partants subissent en frémissant l'horrible nécessité qui se dresse devant eux et qu'ils n'ont pas l'énergie de briser par la fuite, et ce qu'il faut dire bien haut, c'est que la Prusse, en Lorraine du moins, ne compte pas un annexé qui accepte volontairement son joug. D'ailleurs, parmi les jeunes gens qui restent, il n'en est presque point qui ne soient décidés, ils l'affirment du moins, à se dérober le jour où ils seront appelés sous l'étendard allemand. Le jeune homme qui avouerait être désigné à franchir le pas n'oserait plus se montrer.

Ce ne sont pas seulement les jeunes hommes aptes au service dans un délai rapproché, dans un an, dans deux ans, qui ont résolument quitté leurs foyers. Des enfants de seize, de quinze, de douze ans même les ont abandonnés, craignant de ne plus pouvoir, plus tard, exécuter leurs projets de fuite. Mais ce qu'il y a de plus admirable, peut-être, que la résolution virile de cette jeunesse, c'est l'acquiescement courageux, je pourrais dire héroïque, des vieux parents. Il en est peu, très-peu, pour ma part je n'en connais pas, qui aient mis opposition au départ de leurs enfants. Tous en souffrent, non pas seulement dans leurs affections, mais dans leurs intérêts, car la richesse du paysan, c'est le travail précoce de la jeune famille. Quelques-uns perdent leur gagne-pain, et il en est qui sont, à la lettre, réduits à la mendicité. Mais leurs fils soldats prussiens ! Cette idée relève tous les courages et si elle ne sèche pas toutes les larmes, elle coupe court à toutes les hésitations.

La menace même n'a pas de prise sur nos braves habitants des campagnes. Les agents allemands avertissaient en vain que les pa-

rents des réfractaires seraient rendus responsables de la désertion de leurs fils et seraient passibles d'une amende de cinquante à mille thalers. Cette perspective même est restée généralement impuissante sur le cœur du travailleur rural, pétri cependant du sentiment de la propriété. J'ai entendu dire à une pauvre, très-pauvre femme, mère d'un conscrit de vingt ans, son seul soutien : Mon fils prussien ! j'aime mieux qu'ils me prennent ma dernière chemise !

J'aurais mille traits de ce genre à rapporter. Pour moi, je m'arrête étonné et respectueux devant cette explosion du sentiment français dans ces cœurs et ces intelligences que j'aurais été tenté d'y croire moins accessibles. Ce sont ces mêmes hommes qui jadis déposaient obéissants dans l'urne électorale le nom du candidat que les préfets leur désignaient. Il y a là, sans doute un contraste, mais qui me paraît tout à l'honneur des classes rurales.

Ce n'est pas seulement la jeunesse qui a donné la mesure de son exécration pour la domination étrangère, un grand nombre de familles campagnardes, surtout dans la Lorraine allemande, n'ont pu se résoudre à l'accepter. Tous les bourgs, tous les villages, ont fourni leur contingent d'émigrés, partant à l'aventure, abandonnant leurs moyens ordinaires d'existence, fuyant comme devant un incendie, et n'obéissant en réalité qu'à un entraînement de haine, aveugle peut-être, mais ne manquant pas de grandeur dans son irréflexion. Ces pauvres gens chargeaient sur des charrettes, même sur des brouettes traînées à bras, leurs vieilles literies et leurs misérables meubles et partaient à la grâce de Dieu. On les rencontrait par les chemins, sérieux, pensifs, mais dans leurs yeux brillait la flamme des fortes résolutions ; on les interrogeait, on leur demandait : — Où allez-vous ? et ils répondaient : — En France ! et si l'on insistait, si on essayait de leur faire comprendre que, sans asile assuré d'avance, sans ressources immédiates, sans moyens de travail certain là où ils poseraient leur tente, ils se vouaient pour longtemps, pour toujours peut-être, à une existence précaire et tourmentée, ils n'avaient qu'une réponse, invariable comme leur pensée : — *Nous ne voulons pas mourir prussiens.*

Toujours le mot ! On a vu des moribonds s'arracher de leur lit, se faire traîner expirants vers la frontière, et mourir heureux parce qu'ils reposeraient en terre française. Ainsi, les jeunes ne voulaient pas vivre, les vieux ne voulaient pas « mourir prussiens. » Dans la semaine qui a clos le délai final on voyait le jour, les chemins sillonnés de ces pauvres attelages d'émigrés et le soir, aux abords des villages, les véhicules dételés et les campements organisés. Devant un tel spectacle, rappelant les temps bibliques, qui n'eût été saisi, à la fois, d'admiration et de pitié ?

Courcelles-Chaussy, un bourg de moins de quinze cents âmes, a sa population diminuée de quarante de ses plus anciennes familles, représentant chacune au moins quatre personnes, adultes ou enfants. Gorze, qui s'intitule ville, et qui ne compte pas deux mille habitants, Gorze située presque à la limite de la nouvelle frontière, a perdu une centaine de ses ménages de toute condition. Saint-Avold, une petite cité de langue allemande, en a quatre-vingts de moins, quoique moins peuplée encore. J'indique ces trois centres comme offrant une moyenne qui représente à peu près l'ensemble des départes en Lorraine.

Cette émigration répond à un courant d'opinion dont l'intensité s'est seulement révélée dans les dernières semaines. Comme les natures plus cultivées, de pauvres paysans ont ressenti l'humiliation de la défaite, et n'ont pu se faire à la honte de subir un joug étranger. Ainsi, à la grandeur des épreuves a correspondu l'énergie des caractères ; fouettée par le malheur, l'âme humaine revêt de dignité les plus humbles intelligences et donne ainsi le témoignage de la divinité de son origine !

Dans les deux provinces, c'est par centaines de mille que les émigrants sont partis, beaucoup sans accomplir les formalités de l'option, attendant la dernière heure, acceptant tout, jusqu'aux humiliations de la mendicité, pour ne pas vivre sur une terre devenue allemande, pour retrouver la France et y mourir. Une nation qui fournit de tels exemples et montre une telle force morale est-elle destinée à périr ?

III

LES FAITS RELIGIEUX.

Les populations lorraines ne laissent pas échapper une occasion de manifester, avec un élan qui grandit tous les jours, la sincérité et même l'exaltation du sentiment catholique dont elles sont animées. Elles s'associent, avec un zèle vraiment touchant, à toutes les initiatives pieuses où la pensée de Dieu est unie au souvenir de la patrie perdue, elles s'ingénient à donner aux fêtes traditionnelles de l'Église un éclat nouveau et prémédité. En bien des circonstances, ce retour à la foi des ancêtres, déjà signalé ici, a éclaté avec une puissance qui a certainement déconcerté nos nouveaux maîtres, car j'ai pu lire dans les feuilles au service de M. de Bismark que l'Alsace et la Lorraine étaient la vraie patrie de l'ultramontanisme ; un bien gros mot, l'ultramontanisme, qu'on semble n'avoir introduit

•

dans la langue politique que pour en forcer le sens et justifier les plus odieuses persécutions.

Pour éviter la monotonie, je ne mentionnerai que sommairement les solennités accomplies dans ces derniers temps, et qui toutes témoignent de la foi vive de notre pauvre peuple. Je citerai d'abord, comme la plus ancienne en date, la bénédiction publique de la statue de Notre-Dame de Tantonville. L'image vénérée surmonte un rocher qui, lui-même, domine la contrée où se sont livrées deux des plus grandes batailles du siècle, Gravelotte et Saint-Privat. Cette pieuse cérémonie est le résultat du vœu et le témoignage de la reconnaissance des habitants de Rezonville qui, le 16 août 1870, au plus fort de la mêlée, surpris et enfermés dans un cercle de mort, ont conjuré la mère du Sauveur de les préserver ; leur prière a été exaucée. Leur village servait d'objectif aux deux armées qui s'en disputaient avec acharnement la possession, une pluie de fer et de feu le menaçait d'une destruction absolue, et cependant il resta debout, et pas un de ses habitants ne périt dans l'action. Aussi, tous attribuèrent leur salut à l'intervention miraculeuse de Celle qu'ils avaient invoquée, à qui ils avaient promis de rétablir sur le roc de Tantonville l'antique image de pierre que les iconoclastes révolutionnaires en avaient précipitée, au temps de la Terreur ; c'est ce vœu qui s'est accompli au milieu d'un immense concours de pèlerins venus de loin et accourus de tout l'alentour ; l'inauguration eut le caractère le plus imposant. Cette immense foule agenouillée et palpitante, cette hymne de gratitude et d'amour s'élevant aux lieux mêmes qui avaient vu la profanation, le Dieu vivant s'élevant tout à coup dans les airs, planant sur cet horizon immense, sur cette terre inondée naguère de tant de sang humain et faisant descendre sur elle la bénédiction et la paix... quel tableau ! quelles émotions ! des frémissements couraient dans cette assistance courbée, des bruits de sanglots étouffés s'en dégageaient : c'était vivifiant et grandiose ! Il y eut là une de ces commotions puissantes qui rendent comme tangible notre âme immortelle, tant l'empreinte qu'elle reçoit est forte et indestructible.

Au 15 août, la procession du vœu de Louis XIII a offert le plus beau et le plus consolant spectacle. Sous le régime français, les processions étaient assez modestes, et ne groupaient qu'un concours restreint et comme timoré. Quel contraste cette année ! Sans accord préalable, sans appel direct, la population tout entière a suivi le clergé ou s'est agenouillée sur son passage. Derrière l'image de Marie, l'évêque, la mitre en tête et la crosse pastorale à la main, vit accourir à ses côtés toutes les notabilités de la ville, tous les hommes qui, par le rang, la position ou les lumières, sont comme les raci-

nes et l'autorité morale d'une grande cité. Mêlés à l'élément populaire, ils lui donnaient l'exemple d'une piété qui brave le respect humain et s'affirme pour être une leçon en même temps qu'un hommage. La fête du 15 août a été le digne pendant de la fête du Saint-Sacrement. Même entrainement, même affluence, mêmes démonstrations de foi et d'amour, avec quelque chose de nouveau et d'inspiré. Notre vénérable prélat était radieux au milieu de ces cœurs fidèles, en si parfaite communauté avec lui d'aspirations et de zèle chrétien. Il comprenait que cette foule était bien à lui, parce qu'elle était à Dieu, et sa bénédiction était celle d'un père qui voit pressés autour de lui, et remplis de tendresse, ses enfants bien-aimés. La veille et le jour de la fête, le cantique touchant : *Salvez-nous, Marie !* retentit sous les immenses et splendides arceaux de notre cathédrale, et ce chant, si fort en situation, fut répété avec un élan général et un accent vibrant qui remua tous les cœurs. Louis XIII avait voué la France à Marie, les Messins, en s'associant au vœu du pieux monarque, en célébrant la fête de la reine des anges, faisaient encore acte d'amour envers la patrie tant regrettée !

Au 7 septembre, autre commémoration, celle-ci ne rappelant plus nos gloires passées, mais nos malheurs d'hier. Le 7 septembre était l'anniversaire du jour où le monument funèbre élevé au polygone Chambière en l'honneur de nos soldats morts pour la France avait été inauguré l'année dernière. Mais ce fut la municipalité, je le dis en son honneur, qui voulut qu'une cérémonie religieuse sanctifiât ce douloureux et patriotique mémorial. Une grand'messe fut chantée à l'église cathédrale, et, après l'office, le maire et le conseil municipal qui y avaient assisté en corps précédèrent au champ du repos la foule immense qui avait répondu à leur appel. Tous nos demeuraient là, émus mais heureux de l'hommage qu'ils allaient rendre aux mânes des braves qui avaient donné leur vie, vainement hélas ! pour le salut de la patrie et de la cité. Sur tous les fronts un rayonnement austère, à toutes les boutonnieres une branche d'immortelles. Mais point de cris, point de provocations ; une attitude digne qui commandait le respect. Là encore, là surtout, la foi religieuse s'associait saintement à l'amour de la France.

A Sarreguemines, à Boulay, à Borny, à Saint-Privat, partout où le sang français a coulé et où de glorieux morts dorment leur dernier sommeil, les commémorations eurent un caractère profondément religieux et sagement patriotique, enseignement que devraient méditer les énergumènes qui font la guerre aux manifestations de la foi.

Parlerai-je de la journée du 19 septembre, où de tous les points de la Lorraine s'acheminèrent de longs cortèges de pèlerins vers la chapelle érigée près de Metz, à Notre-Dame de la Salette ? Le fait que ce

nom rappelle n'est pas article de foi, *in dubiis libertas*. Mais quelle que soit l'opinion qu'un catholique puisse avoir sur cette dévotion spéciale, elle sera toute empreinte de respect et de sympathie. Il ne verra dans les solennités populaires dont certains faits réputés d'ordre surnaturel sont l'occasion, qu'une manifestation de foi naïve et sincère. L'empressement pieux avec lequel la fête de Notre-Dame de la Salette fut célébrée dans nos environs est un témoignage de plus de la recrudescence de la foi sous l'éperon de nos malheurs et l'épreuve de nos châtiments.

Je parle d'épreuve. L'une des plus cruelles pour notre cité déchue est le complément de déchéance amené par la suppression de la maison d'éducation de Saint-Clément. Sans exagération aucune, ce triste incident s'éleva à la hauteur d'un malheur public. Il n'eut d'un peu consolant que de faire éclater la popularité réelle et touchante dont étaient entourés, à Metz, les dignes instituteurs qui avaient fondé cette école, dont la carrière fut si courte mais si brillante ou plutôt si bienfaisante. Saint-Clément supprimé à Metz, par l'effet d'une politique que l'histoire jugera sévèrement, nos pères de famille, les maîtres de Saint-Clément eux-mêmes, purent croire un instant que l'œuvre si bien commencée pourrait être continuée, au delà de la nouvelle frontière sur une terre française. C'était une transplantation cruelle sans doute, mais n'imposant que des fatigues dont le zèle des dignes instituteurs viendrait facilement à bout. De généreuses initiatives leur offraient un asile au château d'Haroué, appartenant à la princesse de Craon-Beauveau; à Frouard, une autre splendide et vaste demeure était également mise à leur disposition avec un parc immense.

Pourquoi ces généreuses intentions ne purent-elles aboutir? Pourquoi cette chance de reprise d'une œuvre de préservation et de salut social demeura-t-elle frappée de stérilité?

L'évêché de Nancy protège une institution florissante, celle de la Malgrange. A-t-on craint que l'établissement des Pères lui portât préjudice, et le prélat a-t-il voulu la préserver d'une si redoutable concurrence. Cette crainte, bien que légitime, a paru regrettable aux catholiques de Metz.

IV

LES LOIS DE PERSÉCUTION EN LORRAINE.

Leur application s'est bornée jusqu'ici à l'expulsion des pères jésuites, qui était d'ailleurs inévitable, par suite du vote d'ostracisme

qui englobait tout l'ordre en Allemagne. Les pères rédemptoristes de Teterchen ont dû aussi se disperser; mais les mesures ont été exécutées avec des formes de modération relative. Tandis que les maisons des jésuites d'Alsace étaient fermées inopinément, brutalement, en quelque sorte *manu militari*, qu'aucun délai n'était accordé aux religieux, et qu'il leur était fait défense de confesser, d'administrer les sacrements et de célébrer le saint sacrifice, avec l'aggravation significative que cette prohibition inouïe serait affichée à la porte de leur église, à Metz, toute rigueur de ce genre leur fut épargnée, et c'est en douceur, et officieusement, que le R. P. supérieur fut averti de la mesure qui frappait son école. Le président de la Lorraine, qui voulut lui-même l'en instruire, lui fit même entendre qu'il pouvait effectuer à l'époque ordinaire la rentrée des classes, sauf à les interrompre au mois de février prochain, terme de rigueur. Proposition inacceptable à coup sûr, mais qui témoignait d'un certain bon vouloir. Je m'avance peut-être beaucoup, mais j'exprime une conviction très-arrêtée, en disant que c'est à contre-cœur que le comte d'Eulenburg dut faire exécuter à Metz la loi de proscription inspirée par M. de Bismark et votée par les libéraux du Reichsrath, qui aiment et pratiquent la liberté à Berlin autant et de la même façon que leurs émules les radicaux français.

Quant aux autres ordres religieux enseignants, nulle intimation ne leur a encore été adressée. Les instituteurs congréganistes de l'un et l'autre sexe continuent — ou peuvent continuer — à tenir leurs écoles; mais les maisons destinées à l'éducation des filles, comme Sainte-Chrétienne, le Sacré-Cœur, la Visitation, ont perdu une grande partie de leurs élèves des classes aisées, par suite de l'émigration.

Les frères de la Doctrine chrétienne n'ont pas encore été inquiétés, et leurs écoles sont toujours fréquentées par les enfants du peuple (assez rares, du reste), qui sont restés dans nos villes et nos villages. L'institut de Beauregard (près Thionville) dirigé par des frères, vaste et magnifique établissement qui ne comptait pas moins de cinq cents élèves avant la guerre, a annoncé publiquement, même par la voie de l'affiche et des journaux, la rentrée de ses classes.

A quoi tiennent ces facilités et ces ménagements, qui font contraste avec les rigueurs déployées dans la Prusse proprement dite?

A plusieurs causes, dont la meilleure, sans doute, est que les autorités allemandes seraient dans l'impossibilité absolue de remplacer — en Lorraine au moins — par des maîtres laïques à eux les instituteurs congréganistes. Elles reculent devant l'extrémité où elles s'accuseraient de laisser la jeunesse croupir dans l'ignorance la plus absolue. Elles ne le pourraient pas même, le voudussent-elles, car l'instruction est obligatoire en Allemagne, et l'obligation lie aussi

bien le gouvernement que les chefs de famille. C'est faute de pouvoir rendre l'enseignement laïque, qu'ils lui laissent provisoirement son caractère religieux.

Mais d'autres causes encore empêchent en Lorraine l'application stricte des lois de proscription. Elles ont si mal réussi tout près de notre frontière du Nord, c'est-à-dire dans la Prusse rhénane, que la politique de Berlin hésite à les faire fonctionner dans leur sévérité sur une terre qui lui est si hostile. On ne sait pas assez en France quelle opposition formidable rencontrent dans l'Allemagne catholique les mesures de persécution si follement votées par un parlement esclave. Ce qu'on ignore surtout, c'est que cette opposition est autrement énergique dans la Prusse même que dans les États qui, comme la Bavière, sont apostoliques et romains, mais ont à redouter la colère de leur suzerain. Ce qui le prouve assez, c'est l'échec récent des tentatives faites pour organiser à Munich un cabinet particulariste, c'est-à-dire opposé aux vues de M. de Bismark contre le catholicisme.

En Prusse, au contraire, l'opposition marche bannières déployées. Je ne parlerai pas des ligues de défense qui s'organisent à Cologne, dans d'autres grandes villes encore, et qui se ramifient dans tous les centres de population rhénans, ce serait m'éloigner de mon sujet; mais j'y rentre en donnant quelques courts et significatifs détails sur ce qui se passe dans la province prussienne la plus proche, à quelques lieues de nous; car la situation que je vais expliquer a, je le crois fermement, une influence directe sur notre propre destinée.

A Merzig, par exemple, la première ville prussienne, située à quelques kilomètres de notre frontière, les écoles des frères et des sœurs ont été brusquement fermées, et les maîtres et maîtresses chassés grossièrement. Mais ces écoles se tenaient dans une dépendance de la maison du curé, et le curé a signifié au landrath (sous-préfet) que sa demeure pouvait recevoir des écoles ayant l'attache religieuse, mais qu'elle demeurerait fermée à des institutions laïques. Et il l'a fait comme il l'a dit.

A Saarlouis, la résistance a un caractère plus prononcé et plus grave, parce qu'elle émane d'un corps constitué par l'élection. Comme à Merzig et ailleurs, les congréganistes ont été expulsés; mais les locaux qu'ils occupaient sont une propriété de la ville, et le conseil municipal a déclaré par un vote qu'il ne les livrerait pas à des maîtres institués en haine de la religion. Le conseil municipal de Saarlouis ne ressemble en rien, on le voit, à nos édilités libres-penseuses qui refusent tout subside aux instituteurs du peuple, quand ils portent une soutane et prêchent la morale du Christ à leurs élè-

ves. Mais puisque, dans un pays foncièrement catholique comme la France, de pareils dénis de justice sont possibles, pourquoi, chez une nation comme la Prusse, dont la majorité des citoyens et le souverain sont protestants, une minorité généreuse ne donnerait-elle pas des exemples contraires ?

Cette résistance des catholiques rhénans à l'oppression sera facilement brisée, dira-t-on. Peut-être. Mais si elle l'est, si le gouvernement prussien s'entête dans son plan d'hostilité agissante contre l'élément religieux, catholique ou non, la situation ira en s'empirant, et pourra mener M. de Bismark très-loin. Sans fléchir devant l'abus persistant de la force, les esprits s'exaspéreront, et les conséquences pourront avoir une extrême gravité.

Dans les provinces catholiques de la Prusse, en effet, la majorité électorale n'est point du tout acquise à la politique actuelle de Berlin. Dans le cercle actuel de Saarlouis, pour nous en tenir à ce terrain spécial, une élection récente a suffisamment indiqué les forces respectives des partis. Le candidat de M. de Bismark, qui ne disposait pas seulement des voix gouvernementales, mais qui avait aussi à sa dévotion les suffrages des radicaux, tous et partout les mêmes, a été outrageusement battu par le candidat catholique. Ce dernier a trouvé une majorité de cinq mille voix contre les trois mille réunies à grand'peine par la coalition.

Les forces catholiques sont donc moralement fort respectables, et elles sont prépondérantes sur plusieurs points. Il y a évidemment à compter avec elles, et il y aurait imprudence et peut-être péril prochain à les trop braver. On sait tout cela à Berlin. On y est mal satisfait de la campagne entreprise pour combattre le sentiment religieux des populations. Mais si le brûlot, en éclatant, n'a fait du mal, en terre prussienne, qu'à ceux qui l'ont lancé, on paraît, avec raison, peu disposé à en essayer l'effet sur un terrain nouveau et réfractaire. On ne m'ôtera pas de l'idée que l'attitude des catholiques du Rhin n'influe heureusement sur les agissements de Berlin à l'égard du catholicisme en Lorraine.

V

LES OPTANTS DE LA DERNIÈRE HEURE. — LA NÉCROPOLE MESSINE
AU 1^{er} OCTOBRE.

Les autorités allemandes étaient loin de prévoir l'extension que prendrait l'élan des départs. Elles en sont consternées, car elles

comprennent quel grave échec en résulte pour la politique prussienne. La violence faite aux sentiments de deux provinces éclate maintenant à tous les yeux. En face de l'Europe et du monde, il est avéré que, sous prétexte d'appliquer le droit de conquête, un grand crime social a été commis. Au jour des redressements, le martyr de toute une population se dressera comme une protestation vengeresse contre la barbarie d'un vainqueur implacable. Le stigmate de nos douleurs apparaîtra devant le tapis vert des congrès futurs comme un argument sans réplique contre les abus de la force. Mais, dès aujourd'hui, l'attitude des Alsaciens et des Lorrains devant leurs nouveaux maîtres n'honore pas seulement la France, mais l'humanité tout entière.

Les Allemands s'attendaient, dans une certaine mesure, à ce qu'ils nomment la désertion dans les villes, mais ils ne soupçonnaient pas la force du mouvement d'opinion qui l'a déterminée. Dernièrement, le président de la Lorraine ayant l'occasion d'entretenir un membre de l'édilité messine lui demandait comment, dans une ville si peuplée, l'aspect des rues était si peu animé. — La population, en effet, était de 50,000 âmes en 1870, dit le conseiller municipal, mais aujourd'hui... — Aujourd'hui, reprit vivement le président, elle a perdu quinze mille habitants au plus... — Dites qu'elle en compte à peine douze mille, monsieur le président. — C'est impossible ! Je me ferai renseigner, d'ailleurs. — Vous ne trouverez ces renseignements vrais qu'à la mairie et ce sont ceux que je vous apporte !

Ainsi, le président lui-même ne connaissait pas, parce qu'on le lui cachait, le chiffre réel des départs. Il en est encore aux indications fournies par la direction de police qui n'accuse qu'un peu plus de trois mille options, représentant moins de vingt mille optants.

Mais l'émigration des campagnes a bien autrement ému nos maîtres. Ils ont tout fait pour l'enrayer. Ils ont pratiqué la menace, ils ont fait vibrer la corde de l'intérêt ; mais ils parlaient à des sourds volontaires ! Combien de nos villages où l'on montre au doigt les jeunes gens au-dessous de vingt ans qui sont restés ! et parmi les rares demeurants, beaucoup sont impropres au service militaire. Il sera dur de recruter le contingent parmi les boiteux, les borgnes et les rachitiques. La population alsacienne-lorraine est maintenant unique au monde ; elle ne compte guère que des vieillards et des adultes ; la jeunesse en est absente. Toute une génération, celle qui est la fleur, la promesse, l'espoir, a disparu. Que sera l'avenir dans nos campagnes et dans nos villes dont les rejetons sont transplantés ? La dépopulation complète est en germe dans cette situation sans précédents. Si les deux provinces ne font pas bientôt retour à la

France et ne rappellent pas les exilés, c'est pour elles la ruine grandissante, la stérilité inévitable, le désert sans limites !

Tout a été dit sur l'affluence des optants aux mairies et dans les bureaux de la police allemande. Je m'abstiendrai, à cet égard, de récits que chacun connaît, qui feraient double emploi avec ceux que la presse française et étrangère a compendieusement recueillis. Je me bornerai à quelques particularités qui concernent Metz et qui sont moins connues. Ici, comme partout, l'encombrement final a été grand. Impossible de répondre à tant de demandes à la fois. Aussi, les postulants, en remettant leurs papiers, recevaient-ils des numéros d'ordre pour attendre leur tour. Le travail des bureaux, rude épreuve pour les habitudes de *far niente* germanique, a dû ainsi s'achever en dehors des heures réglementaires.

Mais pourquoi un si grand nombre d'optants ont-ils attendu au dernier moment ?

Le croirait-on ? C'est parce que les illusions populaires ont persisté jusqu'au bout et que la délivrance était attendue de jour en jour, d'heure en heure. Aujourd'hui encore la foi demeure, elle n'a rien perdu de son énergie, elle est indestructible. Interrogez, à l'heure où j'écris, un Messin resté malgré lui à son travail et à son ménage... d'où les fils sont partis, il vous dira en clignant de l'œil : — Décidément, c'est pour le 22 octobre ? — Pourquoi ce jour plutôt qu'un autre ? Mais à quoi bon le demander ? le brave homme vous raconterait quelque bourde, habillerait de son mieux quelque chimère... passons.

Les employés chargés de recevoir les déclarations n'avaient pas toujours le bon goût d'enregistrer les options en silence. Ils s'informaient volontiers du comment et du pourquoi, mais ils s'attiraient parfois de vertes répliques. A un vieillard qui venait opter pour son fils et pour lui, le fonctionnaire prussien demandait quel intérêt si pressant l'obligeait à quitter ses foyers... — Voulez-vous, dit énergiquement le vieux père, que mon fils que voilà, s'il servait chez vous, tire des coups de fusil à son frère aîné qui sert la France ?

La note gaie résonnait aussi parfois dans cette antichambre de l'exil. — Et vous, mon ami, pourquoi nous quittez-vous ? disait le même questionneur à un jeune gaillard, carré des épaules et légèrement poudré à blanc... — Parce que je suis boulanger, donc ! — Mais quel rapport... — Quel rapport ?... Faites-moi donc le plaisir de me dire ce que peut faire un boulanger comme moi avec des gens comme vous qui mangent leur viande sans pain ?

La galerie, bien entendu, partit d'un bel éclat de rire ; mais il est fort à croire que l'Allemand ne comprit ni cette hilarité ni la saillie gauloise qui l'avait fait naître.

Il y eut ici et là en ville quelques pressions exercées sur de pauvres diables qui voulaient opter malgré tout. On les engageait à réfléchir, on leur imposait un délai pour la délivrance du certificat. Un pensionnaire de l'hospice, entre autres, eut toutes les peines du monde à obtenir le sien, et il résista opiniâtrément à toutes les suggestions. L'opposition qu'il rencontra avait, après tout, des motifs plausibles. Il y avait vraiment démence de la part de ce pauvre homme, presque octogénaire, pouvant difficilement se tenir sur ses jambes, à quitter son asile pour quémander le pain de l'exil... Mais cette démence et celle de tant d'autres n'a-t-elle pas des côtés sublimes?

Tandis qu'on se pressait dans les bureaux de la police, on se bousculait, — pardon, pour l'énergie du mot, — à la gare. Dès avant le jour, les abords en étaient assiégés, obstrués ; il fallait, en moyenne, trois heures pour obtenir un billet à l'unique guichet ouvert. Que de gens durent attendre au lendemain pour trouver place dans les trains interminables, dans les wagons bondés !

Mais si la gare regorgeait, la ville se vidait, à la lettre. L'impression qu'a laissée en moi la vue de ces rues désolées est ineffaçable. Les jours précédents, on voyait encore les véhicules traînant les meubles au chemin de fer, on entendait le bruit des marteaux clouant les caisses, comme les croque-morts clouant les cercueils. Des voyageurs au pas hâtif circulaient encore, éveillant quelques échos. Mais le 1^{er} octobre, plus rien. Sous un ciel bas et brumeux une cité morne, déserte, où il semblait que la peste eût passé. Partout des magasins abandonnés, des devantures marquées à la craie des recenseurs, des maisons aux persiennes hermétiquement closes, des passants rares rasant les murs et n'osant se regarder, comme honteux d'être encore là. L'absence de mouvement, de vie, une sorte de suspension du rouage social, l'idée vague d'une immense horloge arrêtée sur une heure fatale.

Et tout à coup, dans ce silence, le bruit du canon retentit ; des étendards, hissés au faite des monuments, firent flotter les flammes tricolores de la Confédération allemande, à côté des lugubres couleurs prussiennes mi-partie blanc et noir. Ce qui restait de cœur français bondit. Était-ce donc une insulte à leurs douleurs, une provocation de victorieux sans vergogne ? Beaucoup le crurent et le croient encore ; mais, pour l'honneur de l'Allemagne, tous se trompaient : ces démonstrations extérieures célébraient l'anniversaire de la naissance de l'impératrice-reine Augusta. Mais la coïncidence n'est-elle pas malheureuse ?

Tel fut le 1^{er} octobre, à Metz, et dans la journée une nouvelle grave, et ajoutant une tristesse aux autres tristesses, se répan-

dit dans la ville : pour inaugurer la situation nouvelle, le président de la Lorraine avait, obéissant aux ordres de son gouvernement, demandé le serment d'allégeance aux membres du tribunal de commerce. Tous avaient refusé et tous étaient en interdit. Quel symptôme !

On tremblait que la même exigence ne fût imposée à l'édilité, et cependant, deux semaines auparavant, le nombre des conseillers municipaux avait été complété par l'élection, et ils n'avaient eu qu'à répondre affirmativement à la formule suivante :

« Je promets de remplir en honneur et en conscience les fonctions qui me sont confiées. »

Mais pourquoi le tribunal de commerce, produit, lui aussi, de l'élection, était-il tenu à la prestation d'un serment que réprouve la conscience ? Et pourquoi choisir ce jour de deuil pour lui intimer un pareil ordre ? N'était-ce pas le point de départ et comme le prélude d'une situation aggravée ?

Que deviendra la cité, si son administration municipale et sa justice consulaire sont en dissolution ? Voilà ce que chacun se demandait ; voilà les tristes impressions qui ont encore assombri les heures où s'est accomplie la fatale échéance.

Le 30 septembre 1872 a scellé le Lazare lorrain dans sa tombe. Qu'il en arrachera ? A quand la résurrection ?

VI

QUESTION FINALE.

Cela durera-t-il ? Le flot de l'invasion du Nord se retirera-t-il laissant à leurs aspirations, à leurs préférences, à leurs vœux les deux provinces qu'il a pour un temps submergées ? Pour moi, la réponse n'est pas douteuse. Les conquêtes rapides sont toujours éphémères. Ce qu'on a appelé les grandes agglomérations portent en elles, dès leur naissance, le germe destructeur qui les dissoudra : elles font violence au génie de l'homme qui n'admet rien de rectiligne et qui ne veut l'unité que dans la diversité.

Depuis que le monde a une histoire, elle nous montre les peuples se combattant, se pénétrant, se séparant, mais finissant toujours par se tracer des frontières qui répondent à l'antagonisme des goûts, des aptitudes et des passions nées des différences climatiques et de

bien d'autres causes. La famille, en effet, est le type éternel, le type par excellence de la sociabilité humaine, et tout se modèle sur elle. Une nation n'est qu'une grande famille, mais la pensée ne saurait concevoir deux ou trois familles seulement se partageant le globe, une famille unique encore moins.

Si les passions de l'homme, et aussi le besoin de la diffusion, de la communication, de la lutte, du mieux être expliquent les grandes migrations armées, l'instinct non moins puissant du particularisme ramène les peuples à tracer entre eux des lignes de démarcation. Le génie guerrier d'un homme peut soumettre de vastes territoires à sa nomination, mais la moyenne de l'intelligence humaine ne saurait suffire à l'exercice d'un si immense développement d'autorité. L'infirmité de notre nature se meut dans un cercle qu'elle ne franchit jamais qu'avec des hommes rares et spéciaux. Après eux, et parfois même de leur vivant, ce qu'ils ont accompli de gigantesque se distend, les éléments disparates qu'ils ont juxtaposés se désagrègent. C'est comme une machine d'un mécanisme trop compliqué et qui a besoin de trop de rouages, qu'un seul se casse sous un fonctionnement nécessairement trop laborieux, et tout se détraque.

Où sont les effrayantes dominations de César, de Charlemagne, de Gengis-Khan, de Charles-Quint, de Napoléon ?

Le temps qu'elles ont employé à disparaître est toujours en rapport avec le temps qu'il a fallu pour les accomplir. La loi est constante. Rome a mis plusieurs siècles à s'agglomérer et plusieurs siècles aussi à se fondre. Mais les conquêtes improvisées d'Alexandre n'ont pas duré plus que lui. Cinquante ans après Charlemagne, ses successeurs avaient tronçonné et dénaturé l'immense empire qu'il avait mis un demi-siècle à affermir. Napoléon a grandi pendant dix ans, mais sept ou huit années ont suffi pour le précipiter. Toujours la même corrélation de durée entre les deux phases ascendante et descendante.

La Prusse échapperait-elle à cette loi de proportion dont les victorieux sont justiciables ? Il y a de fortes raisons de croire qu'elle en fournira, au contraire, l'application la plus éclatante.

Chaque peuple, à son tour, a régné sur la terre.

a dit un poète. Le règne de la Prusse sera vraisemblablement le plus court de tous, car il participera aux conditions d'existence des temps dévorants que nous traversons. L'invention récente de certains agents

matériels a modifié profondément les rapports des hommes entre eux. La vapeur et l'électricité ont donné des ailes à ce qu'il y a d'inquiet, de mobile, de capricieux, de flottant dans le genre humain. Sans doute l'humanité s'habitue à ces facilités et à ces expansions nouvelles et les assouplira au besoin non moins impérieux en elle, de trêve réparatrice et de repos conservateur. Mais l'époque actuelle est toute à l'enivrement de ces conquêtes sur l'inconnu. Elle joue avec ces armes récemment forgées au risque de les retourner quelquefois contre elle-même. La grandeur passagère de la Prusse coïncide, malheureusement pour elle, avec l'emploi désordonné de ces nouveaux et puissants leviers de changements, de transformations, de chasses-croisez.

La Prusse possède une admirable organisation militaire, qu'avec sa traditionnelle lenteur elle a mis un demi-siècle à parfaire, mais toutes, absolument toutes ses forces vives sont là. Elle est inférieure aux grandes puissances des deux continents, à l'Angleterre, à la France, aux États-Unis, sous tous les autres rapports. Elle n'a pas la ténacité entreprenante des races anglo-saxonnes et la ductilité du sang français, qui active le travail et fonde la vraie puissance. Ses moyens d'échange et de production ne sont pas à la hauteur du haut rang qu'elle occupe ou qu'elle usurpe en Europe. Elle n'a eu qu'une grande inspiration, mais qui appartient aux plus mauvais côtés de la science économique. Son Zollverein, en effet, qui semble une concession purement fiscale, rentre, au fond, dans le cercle de ses pré-occupations constantes. Il a été la préparation aux agrandissements prémédités et il est resté une machine de guerre.

La Prusse, et c'est ici que nous entrons dans le vif de la question, a une belle et formidable armée, mais elle ne possède pas ce qu'on a très-justement appelé le nerf de la guerre. Or, dans les temps modernes, le dernier mot de la victoire n'appartient pas aux gros bataillons, mais aux gros sacs d'écus qui peuvent les solder et les entretenir. Il faut l'or qui arme et aiguise le fer assez longtemps pour lui laisser porter les derniers coups. L'Angleterre l'a bien prouvé dans sa lutte finalement victorieuse contre le génie du premier Napoléon.

Si la Prusse est pauvre et malgré ses rapines gigantesques condamnée à rester pauvre, c'est qu'elle n'est ni sobre, ni économe sur un sol naturellement stérile. De plus, la race germanique manque de nerf et d'entrain au travail. Demandez à nos cultivateurs lorrains pourquoi ils n'ont profité nulle part de la permission accordée aux soldats prussiens d'être employés dans leurs fermes aux travaux de la moisson. Ils répondront tous : — Nous manquons de bras,

c'est trop vrai, mais l'Allemand a peu de cœur à l'ouvrage et il coûte plus qu'il ne rapporte.

Cet arrêt de l'expérience est sans appel. Ces enfants du Nord, un peu inertes et sans ressort, travaillent moins en consommant davantage. Là est le secret de leur pauvreté et du manque de ressources de leurs gouvernements.

Comparons, sous ce point de vue, la nation allemande avec la nation française. Toutes deux sont à peu près égales en population, soit, en compte rond, quarante millions d'âmes des deux parts. Sur ces quarante millions, écartons les non-valeurs, les vieillards qui ne travaillent plus, les enfants qui ne travaillent pas encore. Ne prenons dans l'un et l'autre pays que quinze millions d'ouvriers. Si quinze millions d'Allemands travaillent seulement pour dix centimes de moins et consomment pour dix centimes de plus, par tête et par jour, que les quinze millions de Français, voyez la différence des résultats.

Quinze millions de centimes font vingt fois trois millions de francs par jour. Multipliez cette somme par le nombre, même réduit à trois cents, des jours ouvrables, et vous arrivez, pour l'année, à un total de neuf cents millions. C'est plus des deux tiers du budget de la Prusse.

Par an, neuf cents millions de plus en France et neuf cents millions de moins en Allemagne mettent en présence une nation pauvre et une nation riche.

Ces chiffres sont arbitraires, dira-t-on. C'est vrai, mais ils reposent sur une observation acquise, sur un fond incontestable de vérité, et ils n'expriment même qu'un minimum très-au-dessous de la réalité. Il est absolument incontestable que la France est riche par l'activité du travail et par l'épargne, et que l'Allemagne l'est beaucoup moins par l'inertie naturelle à sa race et par l'excès de sa consommation.

On l'a bien vu dernièrement : le même crédit public qui n'a pas, après Sadowa, souscrit en entier l'emprunt prussien de cinq cents millions, l'emprunt de la victoire, a huit à dix fois dépassé le chiffre des trois milliards de l'emprunt français, l'emprunt de la défaite.

Qu'en conclure ? C'est que la Prusse est condamnée à toujours vaincre ou à se démanteler comme un château de cartes. C'est que la victoire d'aujourd'hui n'est destinée qu'à obtenir les subsides qui prépareront la victoire de demain. Les cinq milliards de l'indemnité passeront en constructions de citadelles, en achats de canons, en transformations de l'armement, sans que le pays en retire un avantage, sans qu'un atome d'aisance nouvelle ait récom-

pensé ses sacrifices. Et quand le dernier thaler aura payé la dernière pierre d'une courtine ou le dernier affût Krupp, il faudra recommencer la guerre, rien que pour maintenir la position acquise. Car les ressources propres font défaut pour entretenir un état militaire si gigantesque et si coûteux. Mais cette monstrueuse partie aura une fin, et cette fin est d'autant plus proche, que le besoin sera plus pressant d'en précipiter les coups. Qui ne sait que le plus petit échec est l'écroulement de tout, et qui peut dire qu'en poursuivant cette martingale vertigineuse la Prusse soit de taille à faire sauter l'Europe?

Qu'il surgisse, demain, à Paris, un pouvoir réparateur, en possession de l'autorité morale et du prestige traditionnel, qui rassure à la fois les souverains et leur inspire le respect; ce jour-là, le déclin d'une fortune surfaite sera déjà commencé. — Si j'étais le roi de France, disait, il y a un siècle, le plus grand des Prussiens, il ne se tirerait pas, en Europe, un coup de canon sans ma permission!

MARSAULT.

L'ÉMIGRATION EUROPÉENNE

DANS LES DEUX AMÉRIQUES

Friedrich Kapp, *Geschichte der deutschen Einwanderung in Amerika*. — Le baron A. van der Straten Ponthoz, *Recherches sur la situation des émigrants aux États-Unis de l'Amérique du Nord*; — *Das Ausland*, 1871-1872. — *Bolletino consolare*, pubblicato per gli Affari esteri di S. M. il re d'Italia. — *Statistiques officielles*, etc.

L'époque actuelle est un temps d'inquiétude générale. On se trouble, on s'agite, on rêve, on attend, on espère, on se désespère. Personne n'est en repos. Assurément ni la stabilité politique, ni la vitalité des institutions, ni la moralité ne gagnent à cette disposition malade, et, ce qui est pis encore, il est impossible de prévoir le moment où le mal venant sur son décours paraîtra s'approcher de sa fin. Eût-on quelques idées à cet égard, idées absolument théoriques en tous cas et uniquement appuyées sur des hypothèses et des appréciations de sentiment, on ne saurait deviner au milieu de quelles circonstances se produira la transformation, et si les sociétés actuelles seront ramenées de la sorte à la santé ou acheminées vers une atonie, prodrome de maladies plus mauvaises.

C'est une des expressions, une des formes de cette souffrance commune que nous allons examiner ici. Elle est trop marquée et trop importante pour n'avoir pas attiré l'attention ; mais chaque jour, elle se développe davantage et les faits nouveaux qu'elle présente, l'extension qu'elle gagne, la rapidité avec laquelle elle se propage, invitent à la considérer sans relâche et rendent constamment utile un surcroît d'informations.

L'émigration européenne, et principalement celle qui se transporte dans les deux Amériques est aujourd'hui très-généralisée. A

l'exception de la Russie, il n'est pas de contrée sur notre continent qui n'y prenne une part active. La France s'en était tenue jusqu'à ce jour assez indépendante ; elle commence à imiter ses voisins. Indifférente et même répugnant aux déplacements de la population, depuis les essais très-libres et très-heureux qui, sous Louis XIII, ont si bien réussi au Canada et dans l'Acadie, depuis les tentatives forcées et si lamentables qui, vers le milieu du dix-huitième siècle ont entraîné tant de misérables sur les rives du Mississipi et les y ont laissés périr, la France restait obstinément chez elle. A peine quelques Basques allaient-ils chercher à la Plata un emploi passager de leur force et de leur industrie ; la plupart revenaient dans leurs montagnes après quelques années passées dans ces terres lointaines. Aujourd'hui, l'idée de l'expatriation renaît en bien des lieux et semble devoir, d'ici à peu d'années, se répandre parmi les classes agricoles. En ce qui concerne les autres États de l'Europe, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, le mal, si on veut considérer ainsi l'expatriation, le bien, si on est optimiste, est déjà effectué et rien ne semble plus naturel à l'opinion publique. Les gouvernements en ont pris leur parti ; les législations s'en sont occupées et s'en occupent journellement, non pour empêcher, mais pour régler. Il s'agit de constater ici l'état actuel des choses, et, autant que possible, d'apprécier les résultats qui en découlent et les conséquences de toutes sortes qui se laissent apercevoir.

Ces résultats, ces conséquences sont de nature fort mêlée. Certains économistes les déclarent très-favorables à l'Europe ; d'autres sont d'un avis tout contraire. Il s'agit d'exposer, aussi exactement que possible, l'ensemble des faits et l'état où en est la question. Les conclusions définitives ne peuvent se passer de cette étude.

I

Nous avons dit que tous les États de l'Europe prennent part, aujourd'hui, à l'émigration dans les Amériques. Naturellement, la mesure, d'après laquelle ils opèrent, dépendant du chiffre de leurs populations respectives, ils entrent dans la lice avec des forces inégales, et la valeur de ce que chacun donne ne se doit pas apprécier par le chiffre de l'exportation humaine seulement. En se plaçant au point de vue américain, il est clair que ceux qui envoient le plus de monde sont à considérer comme en voie d'acquérir la plus grande part d'influence dans la balance des races ou des variétés de races du

nouveau monde ; mais, pour estimer justement, quant au pays même de provenance, la valeur absolue de ce que ces pays perdent d'habitants, il convient de tenir compte non-seulement de ceux qui partent, mais aussi de ceux qui restent, et de se préoccuper également du mouvement circulaire, par lequel un nombre quelconque de voyageurs revient, après une absence plus ou moins prolongée, à son point de départ. Malheureusement des données de quelque exactitude sont généralement défaut pour établir d'une manière satisfaisante les mouvements intérieurs de l'émigration.

On dresse, à ce sujet, de nombreuses statistiques : tant sur les lieux de débarquement que dans les ports de départ, on recherche avec assez de soins les moyens d'atteindre à l'exactitude. Néanmoins, il s'en faut que les calculs soient établis sur des bases irréprochables. L'émigrant, précisément parce qu'il est émigrant, est un élément assez fugace. Il s'éloigne de son lieu natal, annonçant l'intention de se rendre à un point quelconque, en suivant tel itinéraire. A peine en chemin, ses idées changent ; il voulait aller loin ; il y renonce et ne passe pas la mer. Il voulait s'embarquer à Lübeck ; il tourne sur le Havre : il voulait se rendre à New-York ; il se décide pour la Plata ; enfin, comme nous l'avons dit, sa résolution de ne jamais revenir était annoncée ; au bout d'un an, il est de retour.

On conçoit qu'il est impossible de suivre avec une exactitude complète tant de causes de perturbation. D'ailleurs, on aurait tort de croire que ces causes n'opèrent que sur des unités ou sur des groupes peu considérables. Il suffira de faire remarquer qu'en certaines circonstances tel essai de colonisation venant à échouer, des centaines d'hommes sont détruits par la misère, radicalement détruits et ne sauraient, en conséquence, garder leur place dans ce qu'on attribue à l'accroissement de la population au sein de laquelle ils ont été transportés.

En faisant ces réserves sur la valeur intrinsèque de la statistique appliquée à l'émigration, on doit cependant quelque confiance aux chiffres allégués. Seulement il faut aussi les soumettre au contrôle des faits. Cela admis, on peut espérer de se faire une idée relativement exacte de l'importante question dont il s'agit.

Les Suisses ont eu quelque peine à entrer dans le courant de l'émigration américaine, et cela, parce qu'ils étaient accoutumés dès longtemps à ne pas rester chez eux ; mais ils avaient des destinations acquises. Le service militaire les portait volontiers en France, en Italie, en Hollande, partout où trouvaient à s'employer les soldats mercenaires, et des capitulations bien faites assuraient des avantages considérables non-seulement à ceux d'entre eux qui portaient le mousquet, mais aux marchands et aux ouvriers natio-

naux venus à leur suite. Quelque temps même après que les conventions militaires avaient été abrogées et que le gouvernement fédéral en avait répudié le principe, les privilèges économiques auxquels elles avaient donné naissance subsistaient dans certains pays, de façon à équivaloir à des tarifs protecteurs pour l'industrie helvétique, et cet état de choses n'a cessé que peu à peu pour s'évanouir complètement devant le système généralisé des traités de commerce.

Alors les Suisses se sont résignés à gagner le nouveau monde, puisque l'ancien ne leur accordait plus de faveurs exceptionnelles et les gouvernements cantonaux ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour déterminer et consolider ce changement de vocation. Sur ce point, ces gouvernements ont suivi une ligne de conduite toute différente de celle qui est encore préférée par les autres cabinets de l'Europe, à l'exception peut-être de celui de Londres en ce qui concerne les Irlandais. Encore l'Angleterre n'a-t-elle pas affiché autant que la Suisse le vif désir de voir le plus grand nombre possible de ses enfants abandonner la patrie sans esprit de retour.

Les communes helvétiques ont favorisé l'émigration dans le nouveau continent, préférablement à celle qui avait lieu de toute ancienneté soit en Italie, soit en France, soit en Allemagne, et la raison avouée en a été qu'elles répugnaient à voir revenir dans leur sein les individus dont elles avaient espéré une fois être débarrassées pour toujours. Rien n'est plus concevable qu'une pareille déclaration, d'après l'organisation des communes suisses. Là existe parmi les membres des municipalités une solidarité beaucoup plus étroite que partout ailleurs ; les bourgeois sont astreints à prendre soin de leurs nécessiteux, à s'occuper de leurs malades, à donner, tous et chacun, ce que réclament les besoins des uns et des autres. La grande et principale préoccupation des administrations communales, est donc de diminuer le poids des charges et en même temps de répartir sur un moins grand nombre de têtes les revenus de chaque ayant droit. Partage du bois de chauffage, partage du produit de la terre municipale, partage même de l'argent provenant des ventes constituées, ces opérations sont d'autant plus fructueuses pour chacun qu'il y a moins d'habitants dans la localité et surtout moins de pauvres.

Sous l'empire de ces préoccupations, les administrations locales devenaient, sur plusieurs points, de véritables agences d'émigration, et il faut le dire les plus sâres et les plus honorables de toutes, car, malgré leur désir de se délivrer de leurs indigents, on n'est aucunement autorisé à suspecter la parfaite loyauté des moyens employés par elles ; ce fut là, ce fut auprès des magistrats et par leur

intermédiaire, que le citoyen suisse, en volonté de s'expatrier, alla chercher les informations indispensables. On le renseigna sur les chances de succès, dans tel ou tel territoire, d'après sa profession, d'après l'expérience. On fit plus ; on lui avança l'argent du voyage et dans la période écoulée entre 1849 et 1866, le comité fédéral a dépensé en faveur de l'émigration près de 500,000 francs : c'est que, tous les cantons, moins cinq, Zurich, Thurgovie, les deux Rhodes, d'Appenzell, Genève et Vaud, portent un intérêt très-direct et prennent une part active à cette opération vexatoire.

Toutefois quelques-uns des États y mettent des restrictions. Où la population est faible, ne comptant guère que 15,000 habitants, on exige avant de quitter le pays, la libération du service militaire ; mais la dispense peut s'obtenir. Schwitz, par une disposition assez illusoire, demande aux émigrants de posséder quelques ressources et d'être ainsi garantis contre la mauvaise fortune sur la terre étrangère ; Unterwald veut de la moralité, une bonne santé ; le Valais, le Tessin, Fribourg et Bâle obligent à l'insertion d'un avis dans le journal officiel du canton indiquant que telle personne a l'intention de quitter le pays dans quinze jours ou un mois. Cette prescription ayant pour but de mettre les créanciers à l'abri des fugues d'un débiteur malhonnête est plus sérieuse et, probablement, plus réellement exécutée que les autres. Ce qui vaut mieux, ce sont les nombreuses précautions prises contre les fraudes et les friponneries des agences d'émigration ; on les taxe, on les surveille, on emploie tous les moyens possibles pour soustraire ces gens du pays à leur rapacité et à leur mauvaise foi. Mais, en définitive, de quels éléments se compose surtout l'émigration suisse ? A part un nombre restreint de personnes aisées, la majeure partie consiste en indigents ou en futurs indigents dont les communes tiennent à se débarrasser. Le conseil fédéral n'eut donc pas lieu d'être surpris, quand il reçut du gouvernement de Washington des plaintes amicales, mais positives, sur la conduite peu recommandable de la majorité des émigrants suisses. Outre que les sentiments moraux de ces personnes présentaient de regrettables lacunes, il était constaté aussi que leur état sanitaire et la mesure de leurs forces physiques laissait à désirer : en d'autres termes, on s'apercevait que les cantons suisses avaient simplement, sous une forme particulière, transporté ou déporté aux États-Unis le contenu de leurs hôpitaux et de leurs maisons de refuge. A raisonner administrativement, la combinaison est irréprochable ; elle a réussi, elle continue à réussir ; et, supplémentairement, les prolétaires, ainsi déplacés, trouvent dans les sociétés de bienfaisance formées par leurs compatriotes plus heureux, à New-

York, à la Nouvelle-Orléans, au Havre, même à Bâle des secours et des ressources que leur lieu d'origine, s'il y fussent restés, ne leur aurait probablement pas fournis.

L'émigration suisse ne se limite pas aux États-Unis, bien que là soit son rendez-vous principal. Depuis quelques années elle se dirige aussi vers le Brésil. Jusqu'à présent, les résultats obtenus n'ont pas été considérables, bien que des établissements formés aux environs de Pernambouc soient réellement florissants. Il serait à souhaiter que les familles qui ont réellement la volonté de se créer un avenir, se dirigeassent plus que par le passé vers un pays qui, comme le Brésil, offre des ressources incomparables, où le climat, surtout dans l'intérieur, est au-dessus de tout éloge et où les hommes honnêtes et laborieux font bien leurs affaires.

Dans la république Argentine, on rencontre encore quelques Suisses. Ils ont fondé un établissement à 3 kilomètres du village de Basadero, à 35 lieues de Buenos-Ayres, et y ont fait fortune. On en compte plusieurs qui possèdent de 200 à 300,000 francs. En 1868, ils formaient un noyau de 805 personnes, auxquelles s'étaient adjoints 277 Français, 170 Italiens et 67 Allemands. Aujourd'hui, le nombre total des habitants a presque triplé, favorisé par le commerce du Rio Parana. Cependant tous les nouveaux-venus ne sont pas des Suisses d'origine.

En 1851, on estimait le nombre total des émigrants venus des cantons helvétiques répandus sur l'ensemble des territoires américains à environ 6,695 ; en 1857 on le portait à 12,058. Dans ces deux calculs on ne tenait pas compte de plusieurs groupes existant entre autres dans la République orientale, et surtout des individus isolés qui se rendent en Amérique, soit en partant directement de la Suisse, soit après avoir résidé plus ou moins longtemps dans d'autres pays d'Europe. Quoi qu'il en puisse être, dans un espace de six ans à peu près, le chiffre de l'émigration helvétique avait plus que doublé. Il est probable, en tenant compte de toutes les circonstances ambiantes, que le total actuel ne doit pas être inférieur à une trentaine de mille âmes, sinon plus. Nous pensons qu'il est nécessaire de repousser comme exagérée une autre supputation d'après laquelle le nombre des émigrants suisses était de 8,000 par année : 120,000 personnes auraient quitté leur pays depuis 1857, ce qui, sur une population de 2,500,000 âmes environ, donnerait une perte vraiment considérable.

Le Portugal est généralement considéré comme à peu près sur le même rang que la Suisse, quant à l'importance de son émigration américaine. C'est surtout sur le Brésil que ce trop-plein se déverse.

Malgré le peu de sympathie montré théoriquement par les habitants de l'empire tropical à leurs anciens dominateurs, un fond commun d'habitudes et l'extrême libéralité des lois locales, la douceur des mœurs, la communauté de langue, n'ont jamais cessé d'attirer les Portugais vers la terre de Costa-Cabral. Ce sont principalement les paysans des environs d'Oporto et les gens des îles Açores, qui arrivent annuellement en masses assez compactes (8,000 âmes à peu près) dans les ports impériaux. Cette race, recommandable par sa vigueur, son courage au travail, son esprit d'économie, sa frugalité extraordinaire, peut se comparer, sous bien des aspects, à nos Auvergnats. Elle ne recule devant aucune fatigue. Les porteurs d'eau, les hommes de peine, des artisans de toute espèce, sortent, à Rio-de-Janeiro comme à Bahia, des rangs de ces Portugais. Les autres se répandent dans les campagnes, et se louent comme travailleurs agricoles aux fazendeiros. Ils s'emploient dans les cafés, car ils supportent la chaleur comme les nègres et font d'ailleurs beaucoup plus d'ouvrage que ceux-ci, fournissant ainsi la preuve que le travail des blancs est parfaitement possible, en bien des lieux, sous les latitudes chaudes. Lorsque le Portugais a fait quelques économies, il ne change en rien ses habitudes; il continue, lui, sa femme et ses enfants, à se nourrir avec la même sobriété, à se contenter du logement le plus exigü, et souvent le moins attirant. Les économies lui sont faciles, et c'est ainsi qu'il arrive fréquemment à de hautes situations. Naturalisé Brésilien, il obtient des décorations, un titre, une place au parlement, les honneurs du *grande do Imperio*. Ce ne sont pas là des faits que l'on puisse appeler rares; la majeure partie des émigrants portugais arrivent à une notable aisance. On ne peut pas calculer à moins de 150,000 le nombre qui s'en trouve au Brésil, et probablement cette estimation est-elle de beaucoup trop basse. D'après les statistiques, les chiffres des deux dernières périodes décennales additionnés produiraient un total de 160,000 âmes. A la vérité, certains travailleurs retournent dans la mère-patrie lorsqu'ils ont atteint un état de prospérité suffisant à leurs désirs; mais c'est le petit nombre, et en outre, il faut tenir compte des émigrations antérieures à 1863, qui n'ont pas laissé que d'apporter beaucoup de résidents fixés désormais et à tout jamais dans le pays. C'est pourquoi nous maintiendrons le chiffre de 150,000, donné plus haut, en le reconnaissant inférieur à la vérité. La population totale du Portugal est de 3 millions et demi en bloc.

On a remarqué sans doute qu'une différence sensible existe entre les causes et la nature de l'émigration portugaise d'une part, et de l'autre les mobiles et les effets de l'émigration suisse. Dans ce der-

nier pays, une majorité d'indigents va chercher une terre lointaine et inconnue, pour débarrasser d'elle-même la mère-patrie, qui, de son côté, ne désire pas les conserver.

Ces indigents mêmes, devenus riches, ne seront jamais utiles à leur pays d'origine, ne fût-ce qu'en en consommant préférablement les produits. Ainsi les Suisses américains restent des non-valeurs pour leurs compatriotes d'Europe. Les Portugais émigrés au Brésil deviennent, au contraire, très-précieux pour leurs anciens foyers. Sans parler des rapatriés, ceux qui ne retournent jamais attirent l'importation portugaise, activent le mouvement des capitaux entre les deux pays, servent, par la nécessité des transports constants, à augmenter la force et l'activité de la marine nationale, et procurent ainsi des ressources et des avantages considérables à une foule de leurs compatriotes, qui, de la façon la plus honorable, n'ont d'autre vocation et d'autre emploi que ceux qui leur sont fournis par l'émigration nationale.

La Belgique, avec sa population de 4 millions et demi d'âmes, sa très-grande agglomération — puisqu'elle ne compte pas moins de 155 habitants par kilomètre carré — devait fournir de nombreux éléments d'émigration, car le paupérisme y sévit cruellement, et c'est une opinion générale qu'un pareil état de choses détermine chez ceux qui souffrent un goût prononcé pour changer de place. On ne saurait pourtant trouver en Belgique la confirmation de cette théorie ; les agriculteurs y sont fortement attachés au sol, et il n'est pas question parmi eux d'aller chercher fortune au loin. Probablement l'histoire de la malheureuse tentative faite en 1841 à Saint-Thomas de Guatemala a glacé pour longtemps les courages. Un millier de Belges avait consenti à s'y rendre. En 1843, 211 avaient succombé aux privations de tous genres, et le reste aurait péri de même jusqu'au dernier homme, si en 1847 le gouvernement de Bruxelles n'avait pris le parti de réclamer son monde et de le rapatrier. Ainsi, à défaut d'agriculteurs, les agences d'émigration ne trouvent à embaucher que des ouvriers plus ou moins habiles, plus ou moins honnêtes et prudents. Il n'est donc pas extraordinaire que la Belgique ait résisté à la tentation offerte par la république de San-Salvador, qui lui proposait pour chaque famille 49 hectares de terrain, la naturalisation et la liberté de conscience ; par Nicaragua, qui, voulant des Belges à tout prix, leur donnait 60 hectares par tête, et en plus, 25 à chaque famille ; par Costa-Rica, qui dans ses promesses ne mettait absolument aucune limite. Les Belges se contentèrent, comme par le passé, d'émigrer isolément et de se répandre dans les villes du nouveau monde, préférablement aux campagnes. Ils réussirent médiocrement. En 1851, ils avaient débarqué aux États-Unis

6,080 émigrants; 1853 en vit arriver 13,261; en 1860, le chiffre total était revenu à 9,339. Quelques Belges commencent à visiter les contrées de la Plata. En 1862, on n'en trouva là qu'une cinquantaine; en 1863 et 1864 ce chiffre avait doublé. Il a certainement suivi une certaine progression, indiqué par l'accroissement de prospérité des républiques de cette région; mais il est probable que les Belges habitant actuellement Buenos-Ayres, Montevideo, ou les cités, grandes et petites, dépendances de ces deux capitales, viennent plutôt des États-Unis, d'où ils se détachent un à un, que de la mère-patrie. Un certain nombre d'émigrants de la nationalité ici examinée se rendent aussi au Brésil. Généralement ils y restent, et pour peu qu'ils montrent d'activité ils y réussissent. La raison en est simple, c'est que les salaires y sont élevés et les moyens de vivre abondants pour les gens de conditions et de prétentions médiocres. D'ailleurs le gouvernement y cherche de toute façon à attirer et à fixer les bons travailleurs, et dans les conditions excellentes et solides où l'administration brésilienne s'établit de plus en plus, et qui diffèrent du tout au tout de la situation précaire et tourmentée ordinaire aux pays révolutionnés placés autour de l'empire, il est compréhensible que les colons belges, comme les autres, se dirigent chaque jour davantage vers un point si favorisé. En somme, et pour tous les pays d'Amérique, on n'est pas loin de la vérité en acceptant comme assez exact le chiffre de 8,000 âmes en moyenne pour représenter l'émigration annuelle des Belges. En présence d'une population totale de 4 millions et demi d'habitants, ce chiffre est certainement peu de chose, relativement à ce qui s'observe en Suisse et en Portugal. D'ailleurs, comme dans le premier de ces pays, l'émigration ne produit guère d'autre avantage que celui d'être débarrassé de l'émigrant.

L'Espagne possède, comme le Portugal, une émigration qu'on peut dire spéciale, car elle se dirige principalement sur ses anciennes colonies. Au Mexique, elle compte environ 50,000 des siens; elle en a 4 ou 500 en Colombie, un millier au Chili, 2 à 3,000 sur le territoire argentin; 16,000, peut-être jusqu'à 20,000, tant à Buenos-Ayres qu'aux environs; 30,000 au Venezuela, provenant surtout de travailleurs agricoles venus des Canaries. En face de ce total, montant à plus de 100,000 âmes, la statistique des États-Unis ne compte que 16,000 Espagnols établis sur le territoire de la république; encore n'est-il pas bien certain qu'un nombre assez considérable de ces prétendus Espagnols ne soient simplement provenus des contrées sud-américaines. On évalue à 8,000 individus, en moyenne, le déplacement annuel de la variété hispanique. Ce serait un chiffre très-exagéré, si on entendait l'appliquer à la population de la Péninsule;

mais il reste très-admissible, parce qu'il comprend surtout les Canariens. Du reste, l'Espagnol en lui-même a de grandes qualités comme émigrant, surtout l'Espagnol originaire des provinces du Nord, le Catalan, le Galicien. Ce sont là des hommes robustes et d'une rare énergie, propres à supporter toutes les fatigues et toutes les privations. Il est digne de remarque que la moyenne de 8,000 émigrants par année, que nous venons d'adopter d'après les statistiques officielles, s'appliquant à une population de 16 millions d'âmes attribuée au royaume catholique, se trouve démontrer que l'émigration espagnole est, relativement à l'émigration belge, comme 1 est à 4, et à l'émigration suisse comme 1 est à 8. Cependant l'état d'agitation où se complaisent nos voisins d'au delà des Pyrénées, devrait, au gré de plusieurs théoriciens, amener le goût des déplacements. Les circonstances économiques — assez malheureuses également, et, dans tous les cas, inférieures de beaucoup à celles où vivent la Suisse et la Belgique — pourraient aussi y contribuer. Enfin, les questions religieuses auraient pour effet, sur plusieurs points, de déplacer des groupes de zélateurs et de les entraîner hors de leur pays. On voit cependant que ces causes réunies n'opèrent que très-faiblement, ou mieux, n'opèrent pas du tout, puisque la presque totalité des émigrants espagnols appartiennent aux Canaries et font partie d'un courant régulier, établi depuis de longues années, qui porte les travailleurs des îles à aller chercher de l'emploi sur le continent occidental, pour revenir ensuite dans leurs foyers en plus ou moins grand nombre. Ainsi l'Espagne, qui semble réunir le plus de causes favorables à l'expatriation, et qui de plus a été jadis, de tous les pays européens, celui qui a fourni le plus d'habitants aux pays d'outremer, puisque des parties notables de l'Amérique n'ont été peuplées que par elle, subit aujourd'hui une action tout opposée, et n'accorde que peu de recrues à la demande des terres lointaines.

II

Maintenant se présente le mouvement italien. Il n'a pris une importance sérieuse que depuis peu d'années. Les gouvernements anciens y répugnaient, et l'avaient soumis à des entraves qui le paralysaient. Les papiers de légitimation se donnaient peu ; les personnes en volonté de partir ne pouvaient en quelque façon s'échapper que une à une. Ce n'étaient donc que des voyageurs isolés qui abordaient en Amérique. Relativement aux États-Unis, le grand nombre ne s'y

est jamais porté. On y rencontre pourtant des Italiens, et même assez fréquemment, mais ils sont errants. La plupart exercent des professions qui ne les attachent pas au sol. Les uns sont médecins, les autres mouleurs, et gagnent leur vie à exécuter des ouvrages en plâtre pour les bâtisses ou pour les statuaires. Ils parcourent les villes en vendant des figurines et d'autres menus objets du même genre. Les plus avisés abordent avec plus ou moins de succès le commerce des marbres. Mais surtout parmi les émigrants italiens les musiciens ambulants abondent; ils voyagent par troupes plus ou moins nombreuses, allant de côté et d'autre, ou plutôt ils vagabondent et se montrent d'une façon médiocrement respectable à New-York, à Philadelphie, comme à San-Francisco et dans les districts des mines, faisant le désespoir de leurs compatriotes plus sérieux. C'est une situation fâcheuse, que d'être représenté pour une si forte partie par de pareils spécimens de la nationalité. Toutefois, les économistes américains sont, en général, moins sévères qu'on ne pourrait s'y attendre dans leur jugement sur les Italiens. Ils reconnaissent à ce peuple des qualités considérables : une intelligence prompte et active, une grande douceur de caractère qui les fait aimer, un esprit d'ordre et d'économie remarquable, une facilité complète à apprendre les langues étrangères et à se plier aux mœurs, aux idées, aux institutions des peuples chez lesquels ils vivent. Ils sont sobres, et c'est là une vertu rare parmi les Anglo-Saxons, très-édifiés de l'apercevoir. Sous d'autres rapports, des reproches assez vifs contre-balancent ces éloges. On signale chez les Italiens une moralité relativement basse, un souci médiocre de la dignité personnelle, et peu de goût pour l'instruction. En somme, la statistique américaine fait un cas médiocre de cet élément pour le peuplement des territoires; et en effet, l'éparpillement qui lui est propre a rendu impossible jusqu'ici d'établir des chiffres même approximativement exacts, quant à ce qui en arrive annuellement dans les États-Unis, et, par conséquent, quant au total de ce qui y est fixé à demeure. Toutefois on met en avant, et seulement sans doute pour n'avoir pas de lacune dans la supputation générale des nationalités européennes fournissant des habitants à l'Union, une somme de 11 à 12,000 Italiens.

Proportions gardées, la Colombie en a attiré bien davantage. Ils y sont au nombre de 4,000 environ, et là s'occupent d'agriculture, ce qu'ils ne font guère dans le Nord. Au Chili, l'émigration est insignifiante, et ne compte guère plus de 500 personnes, musiciens et autres, mais point d'agriculteurs. Il en est de même au Brésil; néanmoins les Italiens s'y portent davantage, et principalement à Rio-de-Janeiro, où on en rencontre quelques milliers, dont plusieurs

exercent la profession de merciers ambulants et pénètrent au loin dans l'intérieur de l'empire. Ce commencement de concentration, destiné bien certainement à augmenter, est dû jusqu'ici uniquement à ce fait que Rio-de-Janeiro est une étape sur la route de la Plata, et bien des gens, fatigués du voyage ou se laissant gagner aux conseils de ceux de leurs compatriotes établis déjà dans la capitale brésilienne, renoncent à aller plus loin, et restent. On en voit aussi sur ce point qui, n'ayant pas réussi à Montevideo et à Buenos-Ayres, reviennent de ces deux villes, dans l'espérance d'être plus heureux.

Pourtant les républiques de la Plata sont le véritable rendez-vous de l'émigration italienne. C'est là que celle-ci se porte de préférence, et en nombre particulièrement considérable. C'est là surtout qu'elle déploie des qualités actives et un véritable esprit de suite dans ses efforts. Aussi les résultats obtenus sont-ils déjà notables.

L'émigration vers l'extrémité méridionale de l'Amérique avait déjà lieu vers le commencement de ce siècle, exercée presque uniquement par les Gênois. Les autres peuples de l'Italie n'y prenaient qu'une part tout à fait insignifiante. D'abord ces Gênois, marins ou spéculateurs, s'étaient dirigés sur le Brésil et ils commençaient à y réussir d'une manière peu commune, lorsque des années fatalement marquées par une invasion extraordinaire de la fièvre jaune vinrent les frapper et créer des vides dans leurs rangs. Ils se découragèrent et, pour la plupart, passèrent alors à la Plata.

Vers 1834, le consulat sarde à Montevideo commença à sentir la nécessité d'établir des registres matricules pour ses nationaux. Depuis ce temps, le mouvement d'affluence a augmenté année par année. Les Gênois et les habitants des localités de la côte ligurienne arrivèrent en si forte proportion qu'aujourd'hui encore leur dialecte est le plus répandu sur les rives du Parana, bien que pour peu de temps, sans doute, la concurrence des autres variétés de la langue italienne devienne chaque jour plus puissante. Après les Gênois se montrèrent les Lombards ; après les Lombards, les Romagnols et les gens des duchés de Modène, de Parme et de Toscane ; à partir de 1859, les Napolitains commencèrent à abonder, et désormais ils sont les plus nombreux de tous : sur 100 émigrants 20 sont gênois, 15 lombards, 15 romagnols ou romains, 50 napolitains. Ce mouvement est devenu d'une extrême importance pour la mère-patrie. Il a développé singulièrement l'activité maritime, donné lieu à l'établissement de compagnies nombreuses et riches, et favorisé beaucoup les armateurs. Aujourd'hui un émigrant se rend à la Plata pour 170 fr. et même moins. Le résultat obtenu est celui-ci : l'année 1869 a vu arriver à Montevideo seulement : en juillet, 1,024 Italiens, en août 947, en septembre 649, en octobre 894 et en novembre

1,108. Si on compare ces chiffres aux chiffres correspondants de 1867, on trouve pour les mêmes mois les arrivages suivants ; en juillet 605, en août 805, en septembre 271, en octobre 320, en novembre 693. Ainsi en deux ans, un total de 2,694 émigrants s'est élevé à 3,622, ce qui produit une différence de 928. Nul doute que la progression ne se soit marquée davantage depuis lors et on en verra tout à l'heure les raisons.

Nous n'avons encore parlé que de la partie de cette région appartenant à la république orientale. La confédération Argentine n'est pas moins attrayante pour les gens de la Péninsule. Aussi se partagent-ils à peu près également entre ces deux groupes de républiques. Avant d'en venir au second, donnons une idée aussi nette que possible de l'importance de l'immigration à Montevideo ; nous prendrons d'abord le chiffre des sommes perçues par le consulat italien pour frais d'actes notariés et autres pendant la période quinquennale écoulée de 1865 à 1869. Ce chiffre monte à 179,297 fr. 01 c. et comporte une augmentation de 18,134 fr. 92 c. sur les années précédentes. En outre, le mouvement général de la marine de commerce italienne sur la rade de Montevideo pendant la même période produit un total de 1,025 navires, jaugeant 298,345 tonnes, et portant 12,367 hommes d'équipage pour les entrées, et, pour les sorties, de 1,024 navires jaugeant 289,357 tonnes, montés par 12,588 hommes. Un calcul assez plausible porte à 60,000 le chiffre des Italiens établis dans la république orientale. Observons maintenant ce qui se passe dans les pays situés sur l'autre rive du fleuve, nous sommes induits à conclure qu'il y en a au moins autant chez les Argentins, car on admet généralement que leur nombre dans la capitale de la confédération n'est pas inférieur à 30,000 ; ce qui permet d'admettre qu'une quantité égale, pour le moins, se trouve répandue dans l'intérieur du pays. Ainsi, il y aurait, sur les deux rives du Parana et dans la région de l'Uruguay, à tout le moins 120,000 Italiens domiciliés. Mais il faut insister sur ce point que la situation des choses ne permet guère d'établir un calcul satisfaisant. Les Italiens ne font inscrire sur les registres consulaires ni les enfants, ni les vieillards, ni les femmes, ni les hommes résidant à l'intérieur, ni tous les hommes qui, pour une raison ou pour une autre, se targuent du titre de « hijos del paes », fils du pays, prétention fort à la mode parmi les étrangers et surtout les Italiens et les Français résidant à la Plata. En outre, beaucoup d'émigrants débarquent à Montevideo, et les capitaines des navires portent leurs passe-ports à Buenos-Ayres, où on ne les voit jamais paraître ; enfin des déplacements perpétuels rendent tout calcul statistique extrêmement laborieux et peu assuré. Nous pensons, toutefois, que l'impression commune des personnes qui ont pu se faire

une idée propre de l'émigration italienne à la Plata est que le chiffre de 120,000 âmes n'atteint pas de bien loin à la réalité.

L'Italien se marie volontiers à la Plata et il épouse d'ordinaire une fille métisse, produit d'Espagnol et d'Indienne. On estime à 75 pour 100 environ le nombre des étrangers vivant dans de pareilles unions et les hommes originaires de la Péninsule italique fournissent à ce calcul 50 pour 100. Cependant le dixième de l'émigration italienne se compose de femmes qui trouvent, d'ailleurs, facilement à être mariées, quand elles ne le sont pas déjà et qui acceptent également des compatriotes ou des étrangers, soit Espagnols, soit Français. De cet état des habitudes il résulte que l'Italien perd promptement l'usage de sa langue maternelle, s'assimile vite aux indigènes et devient un véritable habitant du pays; toutefois, il est curieux de remarquer que le Napolitain résiste mieux que les natifs des autres provinces du royaume à cet entraînement. Il ne se fait pas aisément à l'idée d'une expatriation définitive; rarement il épouse une fille du lieu. Sa profession de préférence est celle de mercier ambulant; quelquefois il se met au service d'un estanciero, et, montant à cheval, s'habillant comme un gaucho, il garde les troupeaux dans la pampa. Son esprit d'économie est poussé presque aussi loin que celui du couly chinois; il vit avec vingt centimes par jour, met de côté cinq francs, et, pour ne pas perdre la journée du dimanche, s'établit sur une place publique ou va en ville brosser les souliers, vendre de l'eau-de-vie, des liqueurs, et, à l'occasion, jouer de la vielle. Son courage est soutenu dans ce terrible régime par l'idée fixe de s'en retourner en Calabre.

La façon dont les émigrants sont reçus et traités dans les deux confédérations de la Plata est la même quant au système absolument bienveillant, mais diffère un peu dans la pratique. Buenos-Ayres dispose d'un territoire immense et fort peu habité; la générosité est donc facile sur ce point et l'État se montre libéral en concessions foncières; à Montevideo il n'en est pas de même, la propriété publique étant là relativement restreinte. On s'y borne à bien recevoir les nouveaux arrivants. Quand ceux-ci ont pris soin de prévenir à l'avance la Commission chargée de veiller sur eux, on paye leurs frais de débarquement. S'il y a lieu, on les loge et on les entretient jusqu'à ce qu'ils aient trouvé quelque emploi, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de la Commission administrative.

La meilleure de toutes les conditions pour réussir à la Plata, ce n'est pas, absolument parlant, de ne rien posséder du tout, mais c'est du moins de n'employer ce qu'on possède qu'à son propre soutien et à celui de sa famille; mais il ne faut pas compter sur la puissance du capital pour se faire place et se créer des

succès rapides. On a remarqué qu'en général les spéculateurs se ruinent dans ce pays ; qu'acheter une estancia entourée de vastes terrains, s'y livrer en grand, à l'aide de méthodes perfectionnées, à l'élève du bétail, c'est courir à une perte certaine, et qu'il faut posséder à un degré éminent l'expérience de la place de Montevideo et de celle de Buenos-Ayres pour risquer, sans imprudence, de s'y jeter dans les grandes affaires. Il est encore à noter que les employés de commerce, les avocats, les hommes de lettres, les journalistes y réussissent mal et ne sauraient se créer que des situations précaires et toujours médiocres. Les maîtres de musique et les médecins ont de meilleures chances.

Pour être tout à fait sûr de réussir, il convient d'arriver sur le port avec des bras robustes et une ferme volonté d'en tirer parti. Ce que l'on estime au premier rang, ce sont les agriculteurs, et surtout s'ils sont mariés et ont des enfants. Dans ce cas-là, ils ont à choisir entre les directions qu'ils veulent prendre ; on les demande au Paraguay, comme dans tous les États du Sud. Après ceux-ci, en ordre de mérite, viennent les maçons, les hommes de peine, les horlogers, les modistes, les tailleurs, les servantes et les cuisinières ; les salaires varient entre 5 fr. et 15 fr. 60 par jour, et il n'y a réellement jamais de chômage pour ceux qui n'en veulent pas.

Placés dans de pareilles conditions, les Italiens arrivent généralement au succès, et on constate avec plaisir que le niveau de leur moralité s'élève sensiblement. Ils sont considérés d'une façon plus favorable qu'aux États-Unis et s'établissent plus volontiers d'une manière permanente. Le temps n'est pas loin où ils formeront la majeure partie de la population ; car la race espagnole, fortement mêlée au sang indien sur beaucoup de points, est en décroissance, et les guerres civiles et la mauvaise administration contribuent à l'éteindre. Si l'on considère maintenant quels sont les motifs qui engagent les Génois, les Lombards, les Napolitains, les Romagnols à émigrer, et surtout à émigrer dans une proportion chaque année plus considérable, on ne trouve pas à alléguer des raisons aussi simples que le font la plupart des statisticiens. La situation politique n'y est assurément pour rien. Il suffit d'avoir entretenu quelques-uns des passagers embarqués sur les paquebots qui, de Gênes, de Naples ou de Marseille font le voyage de Montevideo ou de Buenos-Ayres pour savoir que tous sont indifférents aux affaires de la mère-patrie ou en acceptent complètement les tendances. L'élévation des impôts peut contrarier certains intérêts particuliers, mais quand ce fait n'est pas accompagné de violences, ce qui n'a nullement lieu dans les temps actuels, il se supporte et il a généralement pour conséquence d'élever proportionnellement le prix

de la main-d'œuvre et celui des denrées ; aussi l'ouvrier et le paysan en souffrent-ils moins que le rentier ; désormais, il n'y a pas là de quoi renvoyer les gens de leurs foyers, et nulle part on n'a signalé cet ordre de changement comme produisant l'émigration. L'Italien d'aujourd'hui est peu touché de susceptibilités confessionnelles ; ce n'est donc pas la question religieuse qui le chasse de chez lui. D'ailleurs, on a pu voir dans les pages précédentes que l'habitude de se transporter en Amérique a commencé avant tout démêlé entre le gouvernement nouveau et le Saint-Siège. On est donc réduit à chercher dans les préoccupations personnelles des émigrants les véritables motifs que ne donnent pas les remarques faites sur la situation commune.

Ces préoccupations s'expliquent de tout temps pour les Gênois et pour les Napolitains par le voisinage de la mer ; de là vient leur esprit d'aventure. Le déplacement a commencé par réussir à quelques-uns ; l'exemple a fait le reste ; de proche en proche, la tentation s'est répandue et a gagné en force. L'esprit de sociabilité, si puissant chez la race latine et surtout dans son rameau méridional, a contribué à grouper les familles sous un même désir, sous une même idée. Les membres isolés de ces familles ont peu à peu attiré autour d'eux des recrues fort bien disposées par les exhortations de leurs correspondants, surtout par l'attrait de l'argent qu'ils envoient chaque année, et qui ne monte pas à moins de 2 millions de francs, ayant par derrière, en dépôt à la banque de Buenos-Ayres, seule, une somme qui, en 1863, était déjà de 11,329,840 fr., appartenant uniquement à des Italiens. Les voisins attentifs se sont laissé entraîner les uns après les autres par des arguments si démonstratifs. Aujourd'hui le mouvement est donné, et chaque année il devient plus considérable pour que, à mesure que les Italiens se trouvent réunis en plus grand nombre sur un point, ils y réussissent naturellement davantage, et, s'étendant dans les États de l'intérieur, ayant gagné le Venezuela, tendant aujourd'hui vers le Chili, ils ont désormais une abondance de promesses sérieuses à faire miroiter aux yeux des habitants de la mère-patrie et des résultats plus beaux à leur présenter. Il n'est pas douteux que l'émigration italienne ira toujours en s'accroissant, parce que chaque Italien, subissant dans son pays natal une gêne plus ou moins grande, entend près de lui une voix quelconque habile à lui conseiller l'émigration comme un moyen sûr d'obtenir l'aisance à laquelle il aspire. Dans l'état actuel des choses, la population totale de la Péninsule étant de 22 millions et le chiffre de ceux qui s'en détachent se pouvant estimer à 15,000 par an, on voit, du reste, en tenant compte du chiffre des naissances et de celui des décès inférieur au précédent, que, de longtemps encore, rien qui ressemble

à un dépeuplement ne menace le nouveau royaume. Les hommes d'État de Rome et de Florence n'ont donc qu'à s'applaudir de ce qui se passe.

III

Cette question est plus controversée dans les pays scandinaves. Depuis longtemps, les Norvégiens ont commencé à se transporter en Amérique. Leur habitude de la navigation a certainement contribué à développer cette tendance, au moins autant que chez les Génois. Aujourd'hui, ils fournissent de nombreux matelots à la marine marchande et aux vaisseaux de guerre des États-Unis, seule partie du nouveau continent où ils se rendent volontiers. Une autre cause, de nature confessionnelle, a également, dans ces dernières années, agi sur eux et, plus particulièrement, sur les basses classes de la société danoise. Les missionnaires mormons ont exercé dans les deux pays, en Suède, de même qu'en Écosse, une influence singulière, et, surtout parmi les gens de peine et les servantes de Copenhague, ces religionnaires ont fait de nombreuses recrues. Les femmes de cette catégorie ont accueilli avec plus de goût que de scrupule l'idée d'abandonner le pays natal pour devenir au loin, non pas les salariées mais les épouses des colons aisés, même au prix d'être plusieurs à partager le gouvernement du foyer domestique. La stabilité d'une pareille existence paraît avoir séduit beaucoup plus ces imaginations que son caractère insolite ne les a effrayées et il en résulte qu'il faut compter les doctrines de Bingham-Young et de ses disciples pour quelque chose dans le mouvement de l'émigration scandinave. Accidentellement, les récoltes insuffisantes de quelques mauvaises années y ont contribué aussi : le goût des aventures, et des aventures maritimes par-dessus tout, qui ne s'est guère affaibli dans les trois nations fières jadis d'avoir fourni les rois des mers et leurs équipages, a complété les moyens d'entraînement.

De causes politiques on ne saurait en apercevoir aucune. Les institutions sont des plus libérales dans les trois royaumes. L'administration est généralement bonne, l'état économique satisfaisant ; il n'existe rien sur ces territoires qui ressemble à des haines de classes ; les passions hostiles sont si peu développées et manquent à tel point de tout aliment que les sectes socialistes et leur suprême expression moderne, l'Internationale, ne peuvent guère s'y implanter qu'à l'état de théories dont certains esprits turbulents se repaissent, mais que la masse des populations repousse avec un dédain absolu.

Il faut donc s'en tenir aux trois causes énumérées plus haut pour rendre compte de l'émigration scandinave. Cette appréciation est confirmée d'une manière curieuse par l'étude pratique que vient de faire de la question un journaliste suédois, correspondant de l'*Afton-Bladet*. Cet observateur s'est mis en relations directes avec des émigrants et les a interrogés sur les motifs de leur expatriation. Il ne s'est pas contenté d'aborder ses interlocuteurs sur le port ou dans les auberges ; il s'est embarqué avec eux sur un navire de Gothembourg, l'*Orlando*, parti au mois de mai dernier avec 350 passagers allant à Liverpool dans le but de s'embarquer pour les États-Unis. La première personne avec laquelle il est entré en conférence a été un vieillard d'environ soixante ans, accompagné de quatre enfants et de sa femme. Cet homme allait rejoindre ses deux fils aînés établis depuis quatre ans déjà en Amérique, et il racontait que ces jeunes gens avaient trouvé tout d'abord à s'engager comme domestiques avec un salaire annuel de 600 rixdales, tandis qu'en Suède ils n'en gagnaient que cinquante en travaillant maintes fois de quatre heures du matin à dix heures du soir. Après trois ans de séjour, ils avaient réalisé assez d'économies pour devenir acquéreurs d'une ferme de 60 acres, et, en outre, envoyer à leur père 1,000 rixdales pour les frais de son voyage. Une vieille femme, gravement atteinte d'une maladie de poitrine, exposait, à son tour, que ses quatre fils établis aux États-Unis lui avaient envoyé un billet de voyage afin qu'elle pût les rejoindre. Elle se montrait tout à fait heureuse et priait Dieu de lui permettre de vivre seulement jusqu'à ce qu'elle eût revu ses enfants. Une autre femme d'environ quarante ans était accompagnée de quatre garçons et filles encore en bas âge. Son mari l'avait devancée en Amérique. Pour se mettre en état de partir, il avait dû vendre des effets et contracter un emprunt. Au bout de huit mois de séjour il avait remboursé le prêteur, et, depuis lors, contribué de 640 rixdales à l'entretien et au bien-être de sa famille. Enfin, quelques semaines auparavant, il avait envoyé les billets de voyage pour sa femme et ses quatre enfants, plus une lettre de change de 60 rixdales. Un jeune paysan de la province de Sinoaland, aux traits accusés et énergiques, pourvoyait aux frais de sa traversée au moyen de la vente de son bien et de quelques avances faites par des amis. Le correspondant de l'*Afton-Bladet* lui assura qu'il aurait trouvé de l'emploi en Suède. Il en convint, et même on lui avait offert un salaire passable, 150 rixdales par an. — Alors, pourquoi avez-vous abandonné la patrie ? — Je ne pouvais rien mettre de côté pour l'avenir. — Mais comment savez-vous que vous serez plus heureux en vous expatriant ? — Plusieurs personnes de ma paroisse sont passées en Amérique ; au bout de peu d'années on a vu leurs parents

recevoir d'elles de l'argent et des billets de voyage. Où monsieur a-t-il appris, continua le paysan avec amertume, qu'un pauvre hère de paysan suédois ait jamais réussi à rassembler assez d'argent pour en expédier à ses parents à l'étranger et, à plus forte raison, se soit créé une position qui lui ait permis de les prendre avec lui? — Une autre famille offrait une situation toute différente de celles des émigrants qui précèdent. Elle était composée du mari, de la femme, de deux grandes filles et de trois garçons, possédait, par la vente d'un bien-fonds et de ses meubles, 5,000 rixdales dont elle emportait avec elle 2,000, les 3,000 restants devant lui être envoyés en raison de ses besoins ultérieurs. Ce n'était donc ni la misère ni même la gêne qui la portait à abandonner la Suède; c'était uniquement le désir d'assurer un avenir aux trois garçons. Pris dans leur ensemble, tous les passagers de l'*Orlando* donnaient les mêmes réponses; ni la politique, ni la pression administrative n'étaient pour rien dans leur expatriation. Les femmes isolées et les enfants, sans exception aucune, étaient appelés par un mari, un père, des frères aînés ou un fiancé, partis les premiers afin de préparer la situation.

Ces détails, peut-être un peu minutieux, font connaître à merveille le point essentiel de la question. L'intérêt économique est le grand pivot actuel de l'émigration en Amérique, et ce que les paysans suédois, embarqués sur l'*Orlando*, ont raconté, les Portugais des Açores, les Espagnols des Canaries, les Napolitains, les Suisses pourraient le dire et le diraient certainement d'eux-mêmes, si on les interrogeait. Le désir constant d'améliorer la situation matérielle est un écueil chez tout le monde, et ce qui le ranime et l'excite, ce qui le généralise, c'est l'appel constant des émigrants anciens, désireux, par un sentiment fort naturel, de rassembler autour d'eux le plus de parents, d'amis, de connaissances et de compatriotes possible. C'est ainsi que les Italiens se concentrent surtout dans la Plata et les Scandinaves aux États-Unis, et particulièrement à Chicago où se rendent de préférence les Danois, les Suédois et les Norvégiens que n'appelle pas Salt-Lake-City.

En 1868, la Suède a vu partir 22,681 personnes; en 1869, 14,343. L'émigration scandinave tout entière paraît avoir été d'environ 30,000 âmes. Ici une observation est nécessaire et va jeter dans la question un utile élément d'examen. Le chiffre de la population suédoise, pour 1867, était de 4,195,681 âmes. En 1871, la statistique officielle en a donné 4,204,177, ce qui comporte une augmentation de 8,396 sur le chiffre de 1867. Or 28,000 habitants avaient émigré dans la période 1867-1871; il faut donc que la différence en plus ait été produite par le nombre supérieur des naissances comparé à celui des décès, ce qui a effectivement eu lieu, et,

en outre, que, parmi les émigrants, un certain nombre ait fait retour dans la mère-patrie. Il n'est pas douteux que cette conséquence ne soit également exacte, et voici comment elle se produit.

Les Suédois qui sortent du pays, souvent même avec l'intention de pousser jusqu'en Amérique, ne vont pas si loin. Beaucoup s'arrêtent en Danemark, où ils trouvent de l'ouvrage, et les travaux du port de Kiel en appellent et en utilisent une quantité notable. Ce sont ces gens-là qui, par leur retour plus ou moins durable en Suède, contribuent beaucoup à grossir, puis, comme on vient de le voir, à abaisser le chiffre des émigrants; et, non-seulement ils reviennent, mais ils rapportent d'ordinaire avec eux des capitaux acquis par leur travail à l'étranger, ce qui favorise d'autant le capital national. On voit que, contrairement aux craintes manifestées depuis quelque temps, il n'y a pas lieu ici de se préoccuper de l'émigration comme pouvant amener un dépeuplement. Les chiffres réduisent à néant de pareilles appréhensions. Il en est absolument de même, relativement à la Norvège. Voici le relevé des départs pour la période quinquennale écoulée entre 1865 et 1871 : en 1865, 4,000 partants; en 1868, 13,200; en 1869, 18,000, en 1870, 14,800; en 1871, 11,985. Comme on le voit, la progression n'est pas plus constante ici que dans l'émigration anglaise; mais comparons ces chiffres à ceux de la population du royaume, pour la même période : en 1865, 1,702,000 habitants; 1868, 1,730,000; 1869, 1,733,000; 1870, 1,742,000; 1871, 1,755,000. Ici la progression est constante, soutenue, et, proportionnellement, très-forte. Il y a plus, l'augmentation est tout à fait normale; elle résulte du nombre annuel des naissances et de son excédant sur celui des décès. En 1867, cet excédant est de 19,640; en 1868, de 19,924; en 1869, de 19,924; en 1870, de 22,204. De pareils chiffres sont concluants et font plus que dissiper toutes les appréhensions que le goût de se rendre en Amérique a pu faire naître sur l'avenir de la Norvège.

L'émigration française est malheureusement loin de présenter, à bien des égards, les caractères moraux et sérieux, ou à tout le moins l'esprit résolu du travail de l'émigration scandinave. Si l'on fait abstraction des Basques, on y rencontre en très-petit nombre des gens dont les intentions dérivent d'un esprit de droiture et d'honnêteté. Quoi qu'on en ait pu dire, les Français ne sont pas moins propres que les autres peuples à fournir des colons dignes d'estime et pouvant prétendre légitimement au succès. On en a vu les preuves à d'autres époques; mais le temps actuel n'assiste à rien de semblable, et force est de convenir que les économistes américains, extrêmement sévères dans leurs jugements sur nos expatriés, n'ont que trop de faits à alléguer à l'appui de leur opinion. Ces observa-

teurs reprochent à nos nationaux d'être constamment préoccupés du besoin de faire fortune en quelques mois, sans travail, et par conséquent par le premier moyen venu qui ne saurait être que mauvais; d'éprouver une soif de plaisirs et de jouissances qui les portent à dépenser étourdiment ce qu'ils gagnent, et même ce qu'ils n'ont pas gagné encore; de se montrer le plus souvent aux populations parmi lesquelles ils se sont transportés sous les dehors d'une misère méritée et avec des apparences d'aventuriers débraillés, plus propres à faire naître la répugnance que la sympathie. Il faut avoir le courage d'avouer l'exactitude de ce triste portrait. C'est l'image trop vraie de la plupart des Français errants dans les deux Amériques. Ces malheureux y réussissent difficilement : d'une part parce qu'ils ont l'horreur de toute peine et rêvent constamment des coups de dés merveilleux qui vont les mettre à même de retourner immédiatement en France avec des capitaux considérables; d'autre part, parce qu'ils sont imbus de la conviction inébranlable de leur supériorité absolue sur les gens qui les entourent. Ils les considèrent résolument comme des inférieurs voués à leur exploitation; rarement un serrurier français consent à passer pour tel, il se déclare mécanicien, et le mécanicien se donne pour ingénieur. Si, prenant au sérieux de telles prétentions, on consent à employer ceux qui les étalent dans les qualités qu'ils réclament, il arrive nécessairement qu'on ne les appelle pas deux fois. Alors ils s'aigrissent, se répandent en discours violents contre le pays où ils sont et contre ses habitants qui ne se font pas aimer. Au bout de peu d'années ils s'éloignent, n'ayant rien fait d'utile, ni laissé d'autre trace que le souvenir de leur turbulence.

Mais nous avons admis tout à l'heure une exception honorable en faveur d'un groupe, celui des Basques. Sans manquer à la vérité, on peut y joindre les émigrants des montagnes de l'Arriège, ceux du pays de Vaucluse et des contrées de la Drôme. Là se trouvent de bons travailleurs, paisibles, sérieux et qui se font compter. En somme, on peut estimer à 10 ou 15,000 par an le chiffre des émigrants français.

Un certain nombre se rend aux États-Unis; peu s'y consacrent à l'agriculture; la plupart exercent des professions urbaines : ils sont cafetiers, acteurs, négociants en nouveautés, chapeliers, marchands de modes. La même tendance à ce genre d'occupation se retrouve à Rio-de-Janeiro. Là, les Français, au nombre de 20 à 30,000 pour tout l'empire brésilien, rendent peu de services à l'État qui les accueille et encore moins à eux-mêmes. A la Plata, on observe une situation et un spectacle plus satisfaisants : concurremment avec les Italiens se trouvent les Basques et ce qu'il y a de mieux parmi les

hommes venus de nos départements. Une partie travaille dans les saladeros ou boucheries de Montevideo et de Buenos-Ayres, d'autres se font marachers et réussissent dans la culture des arbres fruitiers. Plusieurs sont colporteurs et parcourent les provinces intérieures des deux républiques une balle sur le dos ; enfin, les plus hardis s'établissent dans les petites localités ou remontent les fleuves, pénètrent jusqu'au Paraguay, fondent des maisons de commerce, s'occupent d'importation et d'exportation et se font compter à Pagrande, à Rosario, comme à l'Assomption. Sur ce dernier point, le renversement du président Lopez a délivré les étrangers d'un joug véritablement épouvantable : les avanies, la prison, les tortures, la mort, donnée avec une facilité dont on ne peut avoir aucune idée, était le régime sous lequel les émigrants ont vécu pendant des années trop longues. Les consuls eux-mêmes n'étaient nullement à l'abri des fureurs d'un maniaque sanguinaire, dont certains journaux d'Europe ont cependant oru devoir prendre le parti ; heureusement il en a été fait justice, et nos nationaux comme les autres travailleurs européens, vaquent désormais librement à leurs affaires sur le territoire paraguayen. On ne peut guère calculer à moins de 40 ou 50,000 le nombre des Français établis aujourd'hui dans la république Argentine ; 30,000 environ résident à Montevideo et sur le territoire de l'État oriental, ce qui produit un total approximatif de 70 à 80,000 âmes. Le nombre des femmes, et par suite des enfants, est peu considérable ; de toutes manières, l'émigration française est loin d'égaler en importance, même sur ce point préféré par elle, l'émigration italienne. Il importe encore de remarquer que les Basques sont généralement animés de l'esprit de retour, et qu'après quelques années employées à servir dans les saladeros ou ailleurs, ils regagnent leurs montagnes avec un petit pécule. Ils ne constituent donc pas, à proprement parler, un élément de colonisation. Toutefois, depuis peu d'années, plusieurs, parmi eux, ne reparaissent dans leur pays que pour s'y marier et reviennent ensuite à leurs habitudes et à leurs affaires de la Plata. Bien que cette région soit le lieu principal d'établissement pour les Français, d'autres parties de l'Amérique du Sud, comme le Brésil dont il vient d'être question tout à l'heure, les ont vu aussi, à différentes époques, faire des tentatives plus ou moins heureuses. Dans l'Amérique centrale, M. Surey avait essayé naguère de fixer un certain nombre d'hommes échappés aux journées de juin. Costa-Rica avait montré du bon vouloir et assez de libéralité pour faciliter cette entreprise. Tout a échoué, comme on pouvait s'y attendre. La Colombie présentait un terrain plus favorable. En 1867, on y comptait plus de 6,000 Français. Au Pérou, ils sont assez clair-semés ; le Chili en a 2,000 environ ; la Bolivie, théâ-

tre des expériences agricoles de M. Bridoux, ne semble pas avoir répondu aux espérances des spéculateurs. Au Venezuela, on compte environ 6 à 7,000 Corses. Ce pays, remarquablement fertile, serait, au point de vue de l'émigration européenne, dans des conditions excellentes, si, par malheur, la guerre civile qui y sévit à la façon d'une maladie endémique, ne rendait tout développement difficile et chanceux. Pour résumer ce qui précède, on ne saurait, jusqu'à ce jour, accorder aux émigrants de nation française, dans les deux Amériques, un chiffre supérieur à 250,000 âmes, ce qui, en présence des 37 millions d'habitants que comptait la mère-patrie jusqu'en 1870, est assurément bien faible. Aussi longtemps que nos nationaux continueront à visiter le nouveau monde en aventuriers, et avec la ferme intention de ne pas former d'établissement définitif, il en sera ainsi. Évidemment, des gens menant une existence précaire, et se trouvant toujours dans des circonstances qu'ils considèrent comme transitoires, ne peuvent encourager leurs parents et leurs amis à venir les rejoindre, et, s'ils le faisaient, ils seraient dans l'impossibilité de donner crédit à leurs exhortations par des envois d'argent. Or on a remarqué plus haut que c'est précisément cet enrôlement mutuel qui fait la force et la véritable raison d'être des autres émigrations. Rien ne pourra donc, à ce défaut, favoriser le déplacement des Français. Il ne faut pas induire de ce fait que nos populations resteront à tout jamais immobiles et réfractaires à l'attrait du voyage transatlantique. Une telle incapacité ne s'expliquerait pas. Ce que les Italiens exécutent si volontiers, il n'y a nul motif pour que nos paysans et nos ouvriers ne s'y portent de même. C'est l'impulsion seule qui se fait attendre, et elle viendra certainement. Nous avons rencontré nous-même, il y a deux ans, sur un paquebot de la Plata, des hommes originaires de Saint-Lô, y retournant, et annonçant l'intention d'y réunir leur famille et de les transporter, avec ceux de leurs amis qui voudraient se joindre à la caravane, dans les environs de Montevideo, où eux-mêmes s'étaient déjà créé une situation. Il ne faudra qu'un certain nombre d'entraînements de cette espèce, pour que la France se trouve de proche en proche avoir pris la place qui semble devoir lui appartenir dans le mouvement général de l'émigration européenne. Quoi qu'on en ait pu dire, ce n'est pas là un de ces phénomènes résultant de l'esprit de race. Toutes les races également savent se déplacer, réussissent ou échouent, non pas en vertu de lois résultant de la forme de leur caractère spécial, mais uniquement d'après les circonstances au milieu desquelles elles opèrent, et surtout d'après la façon dont elles en modifient, utilisent, neutralisent ou subissent l'empire. Les exemples acquis de cette vérité sont nombreux. Sans revenir sur les

triomphes des colonisateurs normands au Canada et en Acadie, Saint-Domingue a fourni les plus brillants résultats de l'esprit d'entreprise ; la Martinique et la Guadeloupe de même ; enfin les Italiens, que l'on aurait pu supposer les moins propres des hommes à obtenir des situations avantageuses sur une terre lointaine, montrent ce dont ils sont capables en ce genre par leur situation à la Plata, et, plus encore, par les perspectives avantageuses que leur activité et leur sagesse leur ouvrent chaque jour dans ces parages.

IV

L'émigration britannique a paru, à un certain moment, réaliser des proportions vraiment gigantesques : de 1847 à 1866, les calculs les plus modérés trouvent au moins quatre millions de sujets anglais dans l'Union américaine ; de 1847 à 1854, la moyenne annuelle ne donne pas moins de 305,600 âmes, et, il faut le répéter, cette estimation n'atteint pas à la vérité. Il faut joindre à ce chiffre le peuplement rapide des colonies anglaises du Nord ; ces territoires ont attiré à eux, dans ces derniers temps, un surcroît d'habitants venus de la métropole, qui, pour la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Canada, Terre-Neuve et les dépendances, ne saurait s'estimer à moins de 400,000 âmes ; de sorte que l'on doit porter à 500,000 personnes environ le chiffre annuel des déserteurs de la mère-patrie.

Il y a cependant des observations à faire. Un tel mouvement s'est concentré presque tout entier dans les États-Unis. S'il est exact de dire qu'on rencontre environ 7,000 sujets anglais dans la Colombie, l'essai de colonisation tenté vers 1859 dans la république de l'Équateur n'a pas réussi. Au Pérou, depuis 1851, on n'entend plus parler de l'établissement de Pozuzu, et celui de Talambo a misérablement échoué ; 2,000 Anglais, tout au plus, essayent de vivre au Chili ; 4,000 habitent les régions de la Plata, et n'essayent pas de disputer le terrain aux Italiens et aux Français ; on n'en voit guère au Brésil, et non plus au Venezuela. De sorte que tous les groupes cités ici, et additionnés, ne produisent que 13,000 âmes, chiffre insignifiant en présence du total formidable présenté par les États-Unis. Mais l'examen des éléments constitutifs de cette colonisation demande à être fait avec quelque soin, et l'on y découvre des faits dignes de remarque. L'Angleterre proprement dite fournit peu d'émigrants ; sa population ne se montre pas plus disposée que la nôtre à chercher fortune

en Amérique; les Ecossais et les Irlandais portent au loin le nom britannique. Ici la situation économique est certainement le véhicule qui emmène tant de gens hors de leur demeure native. On peut admettre que pour l'Irlande surtout il y a eu, il y a encore un mouvement comparable à un exode. Le peuple quitte ses anciens foyers pour toujours. Il ne peut pas vivre chez lui, ou il y vit mal. Un éternel dissentiment avec ses voisins d'Angleterre, une incompatibilité d'humeur bien établie, des fautes mutuelles, des défauts qui, chez l'un comme chez l'autre, s'entre-choquent à angles aigus, produisent une séparation considérée par les économistes comme également avantageuse aux deux partis. C'est là une appréciation portant sur les intérêts matériels uniquement. Au point de vue plus général d'une politique prévoyante, on est tenté d'y faire des réserves, quand on considère que les Irlandais, partant de chez eux brouillés avec leur patrie, donnent naissance à des enfants américains, chez qui la haine de l'Angleterre est encore bien supérieure à celle de leurs parents, et arrive, au moyen des exagérations et de l'exaltation ordinaire à la descendance milésienne, jusqu'aux excès les plus extraordinaires d'imaginations démontées. Une première application de ces sentiments fâcheux a déjà été tentée dans l'affaire des fénians. Il est à craindre que d'autres explosions du même genre ne se produisent; surtout, on doit s'attendre à ce que les citoyens américains d'origine irlandaise exercent à la longue une influence fâcheuse sur les relations de leur nouveau pays avec l'Angleterre.

L'émigration britannique est du reste en décroissance; et ce fait se conçoit aisément, puisque les Irlandais qui étaient de trop, et les Écossais placés à peu près dans le même cas, sont déjà partis. Désormais on en verra de moins en moins s'éloigner. Un jour tout cessera, ou à peu près. On a observé que le grand empressement à partir s'est surtout manifesté de 1847 à 1854; depuis lors, en 1863, une recrudescence a eu lieu, sans pourtant atteindre aux proportions de l'élan antérieur; désormais le ralentissement devient de plus en plus sensible. Il faut mettre en ligne de compte la part que l'Australie réclame désormais dans le mouvement britannique, et voudra chaque jour plus grosse. En somme cependant, le Royaume-Uni se resserre sur lui-même; il ne s'épand plus au dehors, et cela est vrai du sujet traité ici comme de la politique extérieure de son gouvernement. En 1870, il n'est sorti des ports anglais que 122,401 émigrants en tout, un peu plus du tiers de la moyenne calculée pour le mouvement annuel pendant la période de 1847 à 1854; et dans ce chiffre sont compris, non-seulement les expatriés à destination des deux Amériques, mais aussi tous ceux qui vont en Australie ou à d'autres destinations. Dès lors, la proportion actuelle des départs,

qui nous intéresse, tombe au quart de ce qu'ils étaient naguère.

Maintenant se présente, en dernier lieu, l'émigration allemande, primée jadis par le mouvement irlandais, mais qui de jour en jour gagne en force et en activité, s'organise avec une puissance inconnue jusqu'à ce temps, et soulève par tous les États germaniques des inquiétudes pour l'avenir, des appréhensions passionnées, souvent une indignation véritable. Dans ces derniers mois surtout, le nombre des émigrants a notablement augmenté; les provinces orientales en fournissent en grand nombre. Il semble aux esprits troublés des observateurs que rien, que personne ne restera. Ce ne sont pas seulement les pauvres qui s'éloignent; ce sont surtout les paysans aisés et même les riches. En même temps que les bras se dérobent à l'agriculture nationale, les capitaux se soustraient au mouvement des affaires allemandes. On s'irrite; de nombreuses pétitions arrivent au parlement fédéral, et le mettent en demeure d'opposer une digue légale au fléau. Voici, autant qu'on peut s'en rendre compte avec un certain degré d'exactitude, l'état de la question.

Le port de Hambourg a vu de 1866 à 1869 s'embarquer pour les États-Unis principalement, mais aussi pour le Brésil, la Plata, 161,265 émigrants. Dans la même période, les navires de Lübeck en avaient transporté aux mêmes destinations 256,800. Les relevés de compte existant à Brême, pour le temps écoulé de 1822 à 1869, y en donnent 1,149,582. Nous ignorons ce que les bâtiments d'Amsterdam, du Havre et de Liverpool ont pu en recueillir, mais le total doit en être considérable. En 1867, on supposait que le déplacement annuel des Allemands vers les deux Amériques n'était pas au-dessous de 200,000 âmes. Depuis cette époque, on peut hardiment porter le chiffre à 300,000. Le point principal où jusqu'ici les Allemands se sont portés de préférence sont les États-Unis. Ils y dépassent 3 millions. Il en existe au Mexique, mais en petit nombre; au Chili 10,000; à la Plata 3 ou 4,000; au Brésil 60,000 pour le moins, et leurs deux principaux établissements de Sainte-Catherine et de Saint-Maur offrent de tels avantages, y réussissent d'une manière si complète, grâce à la protection libérale et parement bienfaisante du gouvernement impérial, que sans aucun doute, avant peu d'années, l'émigration germanique, surtout celle qui part des pays catholiques, se dirigera de préférence sur des points où se rencontrent d'une manière unique une paix profonde, une sécurité absolue, des terrains d'une fertilité incomparable, et un climat aussi sain, doux, tempéré, qu'on le saurait imaginer. Nous avons visité nous-même la colonie de San-Juan, formée de Tyroliens et de Bavares; il nous est facile de comprendre l'attrait que les descriptions, envoyées par les colons à ceux de leurs parents et de leurs amis demeurés

dans l'ancien séjour, doivent exercer sur les imaginations. Il est incontestable que le paysan aisé de San-Juan est plus heureux que son similaire d'Allemagne, et la comparaison établie dans le détail des faits, par l'homme pratique qui a connu la seconde situation, et qui jouit actuellement de la première, doit évidemment porter tous les gens de village, sous les yeux desquels elle est placée par un de leurs anciens compagnons en qui ils ont toute raison d'avoir confiance, à vendre ce qu'ils ont, pour aller partager au plus vite, non-seulement des réalités séduisantes, mais encore des espérances solides et très-supérieures.

Ce sont les lettres de ce genre qui, nous en sommes bien parfaitement convaincu, et nous le répétons, jouent le rôle le plus considérable dans la rapide propagation de la passion voyageuse en Allemagne, comme partout ailleurs, sauf l'Irlande. On ne doit pas en excepter tout à fait l'Écosse. Quoi qu'on puisse prétendre, ce n'est pas communément à une cause politique ou économique qu'il faut s'adresser pour avoir le mot de l'émigration; c'est surtout à ces lettres lues, colportées, commentées avec faveur dans toutes les auberges, à tous les foyers. On se défie des agents des compagnies colonisatrices, et on a raison; on n'accorde pas une foi implicite aux petits livres, aux manuels répandus à profusion dans les campagnes pour propager l'idée si favorable aux intérêts des armateurs hanséatiques; mais quand la signature d'un père, d'un frère, d'un cousin garantit un succès inespéré; quand ce cousin se déclare transformé de journalier misérable en propriétaire, et de paysan en bourgeois riche qui va devenir un jour sénateur de la Pensylvanie, ou toute autre chose d'également considérable, les gens les plus prudents, les plus circonspects se laissent emporter, et les familles s'en vont. On aurait beau, comme certaines personnes le conseillent, fonder ou développer la grande industrie dans les provinces de Prusse et dans la Poméranie, perfectionner ailleurs le système du prêt foncier, recourir, en un mot, aux moyens, aux expédients que la science suggère pour améliorer les situations agricoles, ce serait sans doute très-sagement agir à d'autres égards; mais quant à empêcher l'émigration, on n'y parviendrait nullement.

Est-elle d'ailleurs aussi désastreuse pour l'Allemagne que beaucoup d'esprits — et d'ailleurs de bons esprits — l'imaginent? On est en droit d'en douter. En admettant que la population des pays germaniques dépasse 41 millions, ce qui est garanti par la statistique officielle pour 1871, la proportion entre 300,000 partants et ce total considérable restera toujours beaucoup au-dessous de ce qu'on la voit être pour le chiffre des exilés volontaires de la Suisse, du Portugal et de la Belgique relativement au nombre total des habitants de ces

derniers pays ; et là on ne s'effraye nullement de ce qui passe à Berlin pour un fléau. En outre, il est un décompte assez important à faire. Tout ce que l'on comprend sous le nom d'émigration allemande dans les différents ports d'embarquement n'a pas un droit égal à cette qualification. Beaucoup de Slaves de la Bohême, de l'Autriche, de la Pologne, prennent aussi la résolution du départ. On a grand'peine à les distinguer des Allemands ; cependant il importe de ne pas maintenir la confusion. Dans beaucoup de cas, un Slave qui s'expatrie fait place à un colon de l'Ouest, et c'est autant de gagné pour la germanisation, bien loin qu'il y ait lieu de la trouver en perte. Ce qui est arrivé dans le pays de Posen, où annuellement l'élément polonais a perdu du terrain et continue à en perdre, a eu pour conséquence une émigration — slave généralement — dirigée vers l'Amérique, et passant là, d'une manière tout à fait erronée, pour émigration des envahisseurs. Encore une fois, ce n'est pas un tel jugement qu'il faut porter. Une autre considération grave est celle-ci : les esprits dangereux pour la tranquillité des États ne débute jamais par des préoccupations politiques. Les principes qui finissent un jour par les rendre plus ou moins gênants, plus ou moins redoutables, résultent de leur situation personnelle, inférieure en avantages à l'étendue de leurs convoitises. Chez chaque homme, en tous pays, le tempérament forme le fond des idées ; c'est là ce qui, un jour, entraîne les gens vers les pentes glissantes. Ils sont ardents, ils sont ambitieux, ils sont inquiets ; qu'ils émigrent, et ils trouvent un emploi naturel, utile, souvent fécond, de leurs dispositions natives. On remarque généralement que l'émigrant d'Allemagne se montre aux États-Unis, et dans les autres républiques américaines, démocrate emporté, radical arrogant, amoureux des théories d'émancipation les plus avancées. Sans les volontaires allemands, il n'est pas certain que le Nord eût pu avoir raison des confédérés du Sud ; dès lors, supposons ces esprits véhéments établis partout ail, leurs que sur le continent nouveau ; restituons-les par la pensée à l'empire fédéral ; il est fortement à supposer que les hommes d'État de Berlin, de Munich, de Stuttgart, auront bien des soucis de plus et des embarras qu'aujourd'hui ils ignorent. En admettant que sur les 300,000 émigrants annuels on ne doive prélever que 20,000 turbulents, ce qui est assurément une proportion assez faible, il n'est pas indifférent pour l'Allemagne de se débarrasser chaque année de 20,000 insurgés futurs. Et, en supposant même qu'il fallût n'en compter que 10,000 ou que 5,000, encore devrait-on s'en applaudir. Les populations romanes ont pris l'habitude de considérer les agglomérations transrhénanes comme composées de gens endormis, lourds, paisibles, volontiers rêveurs et faciles à mener. Ces apprécia-

tions ne seraient exactes, en tout cas, que dans une mesure très-étroite, et elles deviennent radicalement fausses parce qu'elles oublient, parce qu'elles nient l'existence très-réelle de dispositions naturelles et acquises fort opposées. Oui, sans doute, l'Allemand ne fait montre ni de la vivacité italienne, ni de la prompte compréhension française, et pour le mettre en mouvement il faut des raisons qu'il juge sérieuses. Mais quand il est en face de pareilles raisons, et qu'il s'en est pénétré, il ne s'arrête plus et court aux extrêmes. Nous sommes disposés à croire que c'est l'organisation postérieure à 1807, l'organisation du général de Scharnhorst, qui a rendu l'Allemand soldat. C'est la plus absolue des erreurs. L'Allemand est essentiellement soldat, sa nature étant didactique et portée à l'absolu autant dans la réalité que dans le rêve; il est né militaire, et d'autant plus que, recherchant les aventures, non pas pour leur éclat, mais pour leur but, et ne pensant nullement à jouer avec les faits et à s'en amuser, mais au contraire à les presser comme des oranges, pour en tirer ce qu'il en veut, il comprend d'instinct la nécessité de la discipline, et s'y soumet comme à la condition par excellence de tout succès positif. L'histoire entière de l'Allemagne porte témoignage de ces dispositions. Les premières milices régulières des Européens ont été celles des chevaliers teutoniques; elles valaient mieux, étaient plus fortement organisées que la fameuse infanterie des archers anglais, dont on a tant vanté les mérites au moyen âge. Un écrivain arabe des croisades remarque que les Sarrasins craignaient les hommes de Barberousse, parce qu'ils étaient ordonnés et tenaces dans leurs attaques. Les États du seizième siècle ont recherché le service des lansquenets et des reîtres. Incontestablement, les fureurs, les ravages à fond, les dépopulations de la guerre de Trente ans, se seraient tempérées, si les Allemands avaient eu des dispositions natives moins soldatesques, et surtout ne se seraient pas montrées, si à ce moment l'émigration avait pu se faire. C'était si bien le dérivatif indiqué pour le caractère de la nation et pour l'état des circonstances, que l'on y pensa. On fit plus, on conçut un plan, on le fit agréer par un puissant protecteur, on le publia. Les événements seuls arrêtaient le succès de l'entreprise. L'inventeur était un certain Flamand nommé Peter Usselinx. Il soumit ses vues à Gustave-Adolphe, qui les agréa. On les fit connaître au public par un écrit intitulé *Argonautica Gustaviana*, imprimé à Francfort en 1633, par Kaspar Röstel. Le roi de Suède avait souscrit à l'entreprise pour 400,000 thalers d'Empire; le duc de Poméranie, les villes de Stralsund et de Stettin s'empressaient d'offrir leur concours. Il s'agissait de former une grande compagnie. Mais le roi mourut à Lutzen, et tout fut abandonné. Nul doute que si les émigrations avaient com-

mencé dès ce moment, elles n'eussent entraîné avec elles bien des soldats de Tilly, de Bernard de Weimar, de Wallenstein, et des autres chefs; elles eussent un peu détourné la source si épouvantablement abondante des recrues qui, par un phénomène rare en tous autres pays, ne put jamais tarir, et une somme considérable de malheurs eût été bien certainement épargnée. Aujourd'hui, l'opinion publique au delà du Rhin s'arrête surtout à considérer la perte que subit la population en paysans riches, en familles de travailleurs respectables. Il n'est pas à nier que, dans un mouvement de cette importance, tout ne saurait être profit. Pour se guérir d'une maladie inflammatoire, il faut savoir se résigner à perdre des forces; mais, les choses bien considérées, nous ne pensons pas qu'en cette occasion il y ait vraiment à se plaindre. Et quand nous aurons ajouté aux considérations diverses qui précèdent l'énorme mouvement de capitaux, l'extension de crédit à laquelle l'émigration donne lieu, la prospérité des villes hanséatiques qui, pour une partie notable, en dépend; l'augmentation sensible du matériel et du personnel de la marine de commerce, ce qui conduit directement à accroître les forces navales de l'État, nous aurons complété un ensemble de raisons qui, suivant nous, doivent porter plutôt les hommes pratiques de l'Allemagne à se féliciter de l'émigration qu'à en calculer tristement les quelques désavantages. Enfin, nous n'ajouterons plus qu'un mot: en 1867, la population totale de l'Allemagne était de 40,106,954 âmes, suivant les documents officiels; la continuité croissante de l'émigration n'empêchait pas qu'au 1^{er} décembre 1871, cette même population était montée à 41,058,139, accusant ainsi une augmentation quand même de 951,185 habitants, soit 1 million, ce qui s'explique à merveille dans un pays où le rapport des naissances aux décès s'établit ainsi: pour les premières, 1 sur 24 habitants; pour les secondes, 1 sur 34.

Donc il est d'évidence, non-seulement morale, mais matérielle, que l'émigration ne dépeuple pas l'Allemagne.

V

Le sentiment le plus commun sur l'importance de l'émigration européenne est, parmi les Américains des deux parties du continent, qu'on ne saurait la porter à moins de un million d'âmes par an; encore faut-il ajouter, disent-ils, que ce chiffre s'accroît. On ne saurait accorder une confiance absolue à cette appréciation, et nous som-

mes porté à la croire exagérée. Elle s'est formée, semble-t-il, en présence de certaines affluences extraordinaires qui ont eu lieu dans les temps, par exemple, où les Irlandais se portaient en masse vers le nouveau monde ; mais des débordements si anormaux ne se reproduisent pas à perpétuité. Cependant, puisque le chiffre d'un million est accepté généralement comme réel au delà de l'Atlantique, on peut, sous toutes réserves, l'admettre, et il en résulterait, pour peu qu'il restât stationnaire ou encore que les augmentations accidentelles fussent compensées par les années peu productives, que l'Europe perdrait cent millions d'habitants par siècle. Les pays qui concourent à cette perte étant représentés par une population actuelle de 240 millions à peu près, et le chiffre des décès pouvant être considéré comme compensant à peu près celui des naissances, il se formerait des vides nombreux, et, par suite, quelque chose qui pourrait s'appeler dépopulation en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse, ici plus tôt, là plus tard, ici plus complètement, là d'une façon moins radicale ; mais, en somme, dépopulation partout dans un temps donné. Regardons les choses de plus près encore : sans insister outre mesure sur le chiffre plus ou moins exact d'un million d'émigrants par année, considérons s'il est probable que, dans son ensemble, le mouvement se ralentira ; cela n'est pas à croire. Dans les dernières années, le transfert des passagers en Amérique ne se faisait pas sans difficultés notables, et surtout des abus effroyables se commettaient. Dernièrement l'emploi des navires à vapeur ou au moins des bâtiments mixtes, pour ce genre d'opérations, avait mis fin à bien des horreurs. On ne voyait plus, comme jadis, c'est-à-dire dans le premier quart de ce siècle, les émigrants assimilés à des nègres de traite par les armateurs, par les capitaines, et entassés dans les entre-ponts des navires où il leur était défendu de bouger, où ils ne pouvaient respirer et où on leur marchandait l'eau. Ces cruautés ont disparu à peu près. Cependant il n'y a pas longtemps, non plus, que les entrepreneurs de convois s'arrangeaient de manière à rationner leurs malheureux passagers, et beaucoup mouraient en route. A l'arrivée, des spéculateurs non moins rapaces les attendaient ; on les rançonnait, on les dépouillait, et cependant ces exemples si multipliés, que tous les journaux en retentissaient, n'ont jamais arrêté personne. Désormais les agences d'émigration, surveillées par les gouvernements, soumises à des lois et des prescriptions spéciales, ne peuvent se livrer à ces honteuses pratiques. Dans plusieurs pays, en Suède, par exemple, on a établi des associations de personnes décidées à s'expatrier, qui, elles-mêmes, font office d'agents, chacun partant à son tour. Il ne faudrait, pas toutefois, s'imaginer qu'il ne se commet plus rien de répréhensible

dans cet ordre d'affaires. Des spéculations révoltantes se poursuivent encore sous les yeux de l'administration impuissante, sans doute, à y porter remède; le détail est vrai, rebutant, et il faut se borner à à n'en citer qu'une : c'est le recrutement de jeunes filles qui a lieu principalement dans la contrée rhénane et dont Hambourg est le principal entrepôt. Ces malheureuses sont dirigées, pour la majeure partie, sur la Californie et les pays miniers. On les loue, ou plutôt on les vend à des entrepreneuses qui, par troupes de quinze à vingt, les mènent parcourir les régions les plus désertes du Far-West aurifère. De profession avouée ce sont des danseuses. Elles font la fortune des auberges où elles attirent les aventuriers et où elles les retiennent jusqu'à ce qu'elles les aient dépouillés de leurs dernières pépites. Les excès, les débauches, les scènes de violences et de meurtres dont la présence de ces femmes est l'occasion ont été décrites par le journalisme allemand à plusieurs reprises. L'exportation des coulies chinois, cependant bien horrible encore, n'a rien de plus révoltant.

Il ne faut pas se le dissimuler, d'ailleurs, l'Amérique, quoi qu'en puissent dire les admirateurs enthousiastes qui se sont voués à son culte, n'est pas, absolument parlant, le temple de la vertu et du bonheur. L'énergie, la fermeté, le courage sous toutes les formes et dans toutes les mesures s'y rencontrent assurément en constante action, et, du commencement de l'année à la fin, on y produit des choses effectives; mais c'est au prix de bien des efforts et de beaucoup de rapacité, de férocité, de vilenie. La corruption des caractères et des mœurs est aussi intense dans cette cuve en fermentation qu'elle le peut être partout ailleurs; qu'on en soit bien assuré, cette opulence de perversité, de cette perversité sénile précisément que les louangeurs des États-Unis en particulier ont l'habitude de reprocher aux capitales de l'ancien monde, s'étale arrogamment dans les retraites les plus écartées, dans les camps les plus obscurs de la Nevada et de l'Orégon. C'est tout à fait à bon droit que l'on a inventé, à New-York, cet adage : Quand un Américain s'est bien conduit sur cette terre, Dieu l'envoie à Paris.

Néanmoins, somme toute, les émigrants risquent chaque jour de moins en moins de se heurter à la ruine. Ils arrivent libres, ils restent libres; leur destinée est généralement dans leurs mains, s'ils veulent travailler; s'ils sont industriels, s'ils sont intelligents, il est manifeste que les bonnes chances passent de leur côté. Dans leur lutte contre la fortune, ils doivent finir par dompter l'ange et toutes les nouvelles qu'ils donneront d'eux-mêmes, de leur situation et des promesses de l'avenir à leur endroit devenant chaque jour plus rassurantes, plus attirantes, il semble manifeste que leurs déclarations

attireront un surcroît d'émules à leurs côtés. Ces correspondances d'émigrés et l'influence qu'elles exercent nous semblent, comme nous l'avons déjà dit et répété, constituer la cause principale de l'émigration. Plus ce mode d'encouragement s'étendra, plus on s'expatriera, et la sphère du mouvement gagnera de proche en proche, de sorte qu'aucun pays de l'Europe ne saurait y échapper.

Dans la série de tableaux que nous venons de tracer, trois pays européens fournissent surtout des citoyens nouveaux à l'Amérique : l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne. Incontestablement cette dernière contrée doit être placée en première ligne quant à ce qui concerne l'élévation du chiffre auquel atteignent ses émigrants ; mais il importe de prendre de garde que sa supériorité actuelle ne s'exerce pas de cette seule manière.

L'Allemagne produit moins que tous les autres pays de ces déclassés, qui ne quittent leur résidence native que pour changer de place, se soustraire à la responsabilité de leurs actes ou chercher de l'eau trouble afin d'y pêcher n'importe quoi. Les Italiens ont leurs musiciens errants et leurs chevaliers de toutes les industries ; les Irlandais fournissent une cohorte assez formidable de ces braves garçons à longues jambes, à grandes dents, qui n'ont pour unique profession qu'un vaste appétit et un couteau dans la poche ; les Allemands ouvriers hors de chez eux font peu de ces picaros. Voici, en gros, comment se partage la somme de leur émigration : des gens de peine, ne possédant d'autre ressource que leur bras, et qui vont en Amérique en essayer un placement lucratif ; c'est, naturellement, le grand nombre. Ces gens se prêtent à tous les emplois, ne refusent aucun labeur contre rémunération, et lorsque quelques économies leur permettent de s'élever d'un degré sur l'échelle sociale, ils entreprennent un petit commerce. Les hommes de cette catégorie appartiennent à un corps d'état, tailleurs, bottiers, menuisiers ou boulangers sont à peu près certains de résultats avantageux, et parviennent même souvent à une richesse comparative. L'autre catégorie, non moins importante que la première, quant au chiffre, se compose d'agriculteurs ; ce sont de beaucoup les plus appréciés des émigrants dans tous les Etats du nouveau monde, et on fait ce qu'on peut pour les attirer. Ces gens restent ordinairement serrés les uns contre les autres, se mêlant peu aux nationalités différentes, travaillant par leurs procédés propres, et heureux de la plus grande mesure d'isolement possible. Ils conservent l'usage de leur langue, et, en somme, demeurent extérieurement comme intérieurement des Allemands dans tout le sens du mot. Cette observation ne s'appliquerait pas à la classe précédente et elle serait également inexacte à propos des Italiens, des Français, des Belges, des Suisses. Tous ces peuples

perdent leur langue à la première génération ; l'émigrant lui-même, au bout de peu d'années de séjour dans un pays d'Amérique, en a pris, en grande partie, les habitudes ; tandis que l'agriculteur allemand continue absolument à être ce qu'il était à son arrivée. La troisième classe, la classe supérieure, celle qui est la plus restreinte, se compose de négociants, de commis de commerce, de médecins et d'artistes, particulièrement de maîtres de musique et de chant. Ce n'est pas sans un certain étonnement qu'on voit les premiers occuper de jour en jour un rang plus considérable dans les villes de l'Union, et, fait plus saillant encore, remplacer les Français, les Anglais, les Américains eux-mêmes sur les autres places des deux continents américains. A la Plata même, à Montevideo où les Italiens, et principalement les Génois, ces fils aînés du négoce sont cependant établis sur un pied si solide, ce sont les maisons allemandes qui tiennent le haut du pavé ; elles ont absorbé graduellement les maisons anglaises. A Rio-de-Janeiro, la tendance est la même. On en dit autant du Mexique. Si l'on réfléchit qu'avant la guerre de 1870 les Allemands, chez nous-mêmes, dans la plupart de nos ports, dans nos centres industriels, jouaient un rôle déjà considérable et qui allait encore s'agrandissant ; si, de plus, on se rend compte que les relations du Japon avec l'Europe viennent à se concentrer de plus en plus dans des mains germaniques, on trouvera utile, sans doute, de se rendre un compte quelconque d'un phénomène social si particulier. Les qualités d'assiduité et de patience du commis allemand sont, probablement, pour beaucoup dans ce succès ; le développement intellectuel y est pour davantage. Cet homme, avant de quitter son pays, y a reçu une éducation dirigée vers le but qu'il se proposait d'atteindre ; nous avons eu occasion de nous entretenir avec un certain nombre de personnes de cette catégorie : toutes possédaient des connaissances géographiques exactes et détaillées sur les pays qu'elles habitaient ; toutes elles en avaient appris la langue, elles en pouvaient dénommer les produits sous les rapports les plus divers, on leur en avait fait toucher le fort et le faible. C'est là assurément un élément considérable de succès, et il n'est pas extraordinaire que cette application, judicieusement faite, de la science aux faits positifs de la vie du commerçant et du spéculateur, mette ceux qui en possèdent les éléments dans la situation la plus favorable pour tenir tête à leurs rivaux. Jusqu'à présent les Anglais, les Américains, pas plus que nous, ne semblent s'être préoccupés de cette vérité. Il est vraisemblable que s'ils veulent, que si nous voulons, nous aussi, considérer que la nature même des choses, dans un siècle de concurrence illimitée, impose à chacun l'obligation de s'armer de son mieux pour réussir, nous trouverons et ils trouveront aussi

quelque jour le moyen de faire pencher de nouveau la balance de l'autre côté.

Quoi qu'il en doive advenir, la situation actuelle de l'émigration européenne dans les deux Amériques est telle que nous venons d'en tracer le tableau. Nous ne pensons pas que, pour le moment du moins, elle expose l'ancien monde à aucun péril. Toutefois, il ne faudrait pas non plus se dissimuler que des circonstances encore inconnues pourraient élargir le cours du fleuve, augmenter le volume de ses eaux et, précipitant son cours, emporter vers les plages occidentales plus de monde qu'il ne nous conviendrait. Si des guerres considérables devaient se renouveler, si l'état des sociétés devait fatiguer outre mesure, décourager, écœurer les générations, des routes sont toutes tracées pour sortir de peine, il ne faut pas l'oublier; et qui sait dans quelles proportions, jusqu'à présent inusitées, pourraient s'opérer les déplacements? Encore une fois, rien actuellement n'oblige à craindre de pareilles éventualités, et les chiffres cités plus haut ne les annoncent pas; mais il est un fait supérieur et digne de ne pas être mis en oubli. Par une loi générale, les multitudes humaines se sont constamment étendues sur le globe assigné à leur existence, en marchant de l'est à l'ouest, et avec elles les civilisations gravitent dans ce sens. Quelques tourbillonnements partiels ont pu se produire dans la longue durée de l'histoire; ils n'ont pas prévalu contre le principe essentiel et leur signification reste minime. Si les Américains prétendent que cette loi s'exécute aujourd'hui en leur faveur, on peut, on doit leur répondre que les données présentes ne le démontrent pas; s'ils affirment qu'elles leur deviendront un jour, bientôt, plus favorables, c'est matière à discussion, question de sentiment, et chacun, là-dessus, est en droit de garder son avis; ce qui reste indéniable, c'est que la Perse a succédé à l'Inde, la Grèce macédonienne à la Perse, Rome à la Grèce, l'Europe moderne au monde ancien; enfin, que, de nos jours, la vie semble se cristalliser chez nous, tandis que sur la double voie des deux océans elle bouillonne.

Comte DE GOSNÉAU.

THERMIDOR

DEUXIÈME SÉRIE

MARIE-THÉRÈSE ET DAME ROSE

PREMIÈRE PARTIE

LES JACOBINS DE LA BANLIEUE

XI

MARIE-THÉRÈSE

Le ciel était d'une pureté parfaite, quelques nuages diaphanes ternissaient seuls l'azur et gagnaient paresseusement l'horizon septentrional. Le vent orageux qui devait régner si violemment dès le jour suivant, paraissait vouloir rester dans les hauteurs, occupé à poursuivre mollement ces dernières brumes. Mais la chaleur était déjà grande, et quoique la matinée fût encore peu avancée, le soleil embrasait les champs et les bois de ses plus vives ardeurs. Les contrastes d'obscurité et de lumière étaient tranchés comme ils le sont en plein midi, les lignes d'ombre se découpaient et se profilaient avec une netteté qu'elles ne présentent guère que dans les climats de l'Orient. Les arêtes de tous les objets étaient vives, les effets de lumières puissants et le noir des recoins où le soleil n'atteignait pas était aussi opaque que l'auréole jetée sur les objets éclairés était lumineuse et resplendissante.

La rue des Princes, étroite, encaissée, irrégulière, en pente roide,

¹ Voir le *Correspondant* des 25 septembre et 10 octobre 1872.

présentait ces contrastes avec une rigueur de ligne et une ardeur de couleur admirable pour un œil d'artiste, mais saisissante même pour cette masse grossière qui entourait le maître Jacobin. Il fallait seulement qu'un objet nouveau, brillant, inattendu, vint se placer dans ce cadre si vivement composé d'éclat fulgurant et d'obscurité profonde et en révélât à la foule toute l'originalité.

A l'une des roides sinuosités de la rue, l'ombre opaque de la voie étroite était brusquement coupée par un flot de puissante lumière ouvrant une large brèche à travers l'ouverture créée par la jonction d'une ruelle latérale. C'est là que venait d'apparaître une forme svelte et blanche.

Cette forme, qui rappelait vaguement à ces lourdes imaginations les fées légendaires, les vierges idéales, tous les êtres diaphanes dont les jours de leur enfance avaient été bercés, traversa ce ruisseau de lumière splendide qui était comme encaissé entre deux rives sombres, et le fantôme angélique disparut dans l'obscurité. On eût pu croire que l'on avait vu, dans un rêve, une apparition adorable et charmante, l'ombre de quelqu'une de ces jeunes filles que le couteau républicain retranchait chaque jour du nombre des vivants. Mais, une seconde fois, le spectre ravissant apparut dans un rayon de soleil qui se précipitait dans la rue par une porte de jardin entr'ouverte. Ce fut comme un éclair.

Puis la rue s'élargit, les maisons semblèrent moins serrées l'une contre l'autre, le soleil régna en maître et le fantôme, la fée, l'ange apparut dans sa forme précise, plus charmante encore que tous les rêves qu'elle avait suggérés à l'imagination.

Svelte, légère et animée d'une joie intérieure qui faisait rayonner son visage et donnait à sa démarche comme un ressort divin, elle accourait vers cette foule ignoble qu'elle semble illuminer et transformer par un reflet céleste.

— Voilà la citoyenne Lugnières, elle n'a pas attendu une seconde invitation pour venir, et elle n'a même pas voulu écouter Pierre-Jacques Bry qui voulait la détourner d'obéir à la loi, cria le secrétaire-greffier.

Marie-Thérèse s'était arrêtée un instant, en arrivant, à quelques pas du groupe. Et ainsi, dans le nuage d'or qui l'entourait comme d'une tunique idéale, hésitant un moment, à l'aspect de cette foule nombreuse et hostile qu'elle semblait apercevoir pour la première fois, oscillant dans sa course brusquement arrêtée par un léger émoi, agitant doucement la tête et les épaules comme un jeune arbre flexible dont le vent fait branler le sommet, elle était si belle que le murmure d'étonnement se changea en cris contenus d'admiration.

Elle était vêtue d'une robe en fourreau, en toile de coton blanc

garnie de mousseline; un ample fichu de gaze couvrait le cou, le sein et venait se nouer par derrière, au-dessus d'un ruban de soie blanche qui serrait légèrement la taille. Les manches de la robe s'arrêtaient au-dessus du coude, et l'avant-bras, ainsi que la paume de la main, étaient protégés par des manches mobiles, en basin blanc. De dessous un large chapeau de paille tombaient une masse de cheveux noirs descendant en boucles fermes et épaisses jusque sur l'épaule.

Marie-Thérèse était de moyenne stature, mais sa taille était si élancée, tous ses mouvements si vifs, si aisés, son port si svelte, sa démarche si légère et si onduleuse, qu'elle semblait grande. Son col un peu long, aux gracieuses courbures, soutenait une tête fine, aux joues rondelettes, et qui, avec les couleurs rosées que la course avait données à son teint d'un blanc mat, eut paru trop mignonne, sans les fermes contours de ses lèvres. Il y avait aussi, dans ses grands et admirables yeux noirs ombragés de longs cils, une expression de gravité réfléchie qui relevait la douceur gentille de l'ensemble des traits. Le chapeau cachait son petit front merveilleusement modelé, et surtout ces sourcils si longs, si déliés, si régulièrement arrondis — la seule chose dont la jeune fille, aux temps plus heureux des naïves confidences, eût avoué qu'elle était fière. — Mais c'était surtout par l'ensemble de son être, par un attrait mystérieux et ravissant qui sortait de tout elle-même comme le parfum de son âme, que la jeune fille était enchanteresse.

— Ma chère, chère Marie-Thérèse, s'écria Adèle de Brion en se précipitant vers elle, j'espère qu'on ne m'accusera pas de conspirer la perte de la Convention si je t'embrasse.

— Chut, dit vivement et à voix basse Marie-Thérèse, c'est pour ce soir, mon mariage, tu sais. Et il faut que je ne fâche en rien ces gens-ci, de peur qu'ils ne m'emprisonnent. Aussi, comme je suis accourue docilement !

Elle s'avança vivement, puis hésita entre Pourvoyeur et Testard, qu'elle regardait l'un après l'autre, en se demandant quel était le plus puissant et celui à qui elle devait surtout parler. Il lui parut que Pourvoyeur, étant le plus laid, le plus repoussant, le plus farouche, devait vraisemblablement être le plus important dans ce nouveau monde révolutionnaire.

— Monsieur, dit-elle, — et je vous demande pardon si je ne vous donne pas le nom qui vous appartient ou vous convient, — on m'avait assuré que je ne devais pas sortir aujourd'hui, mais aussitôt qu'on m'est venu donner l'ordre contraire, je me suis hâtée de me rendre où la loi m'appelle.

— C'est très-bien, jeune et aimable citoyenne, répondit Pour-

voyeur d'une voix dont le ton bienveillant surprit l'assemblée. Le grand Maximilien, dont l'âme est généreuse, n'a pas décrété l'extermination absolue des aristocrates qui sauraient comprendre, aimer et respecter la république et les républicains. Moi-même, instruit par ce grand homme, comme dit l'hymne auguste que chantait mon fils tout à l'heure, je voulais user de générosité à ton égard. Je pensais qu'avec de si faibles bras, tu ne ferais pas grand'besogne. J'avais donc voulu t'épargner, par une chaleur pareille, la fatigue inutile de travailler dans les champs ; mais le citoyen maire a cru que le salut de la patrie exigeait que tu ailles couper aujourd'hui des fougères.

— Ah ! monsieur le maire, dit Marie-Thérèse en se tournant vers Testard, je ne vous en veux pas. Je sais qu'il faut obéir à la loi, et je ne veux pas surcharger quelqu'un de ma besogne.

— D'ailleurs, dit Paul Pourvoyeur, qui avait quitté la fenêtre à l'aspect de la jeune fille et qui était sorti de la maison, il y a moyen d'arranger tout : j'irai travailler à votre place, mademoiselle, vous rentrerez chez vous, et je vous demanderai, pour tout remerciement, de vouloir bien penser qu'on me passera sur le corps avant de vous atteindre.

— Je vous remercie bien, monsieur ; mais je ne suis pas si impotente. Et d'ailleurs, demanda-t-elle avec une légère angoisse, est-ce que je cours donc un grand danger, pour que vous vouliez me venir en aide ? Ah ! grand Dieu ! protégez-moi, conclut-elle en pâlisant, en poussant un cri déchirant, et en montrant de son bras raidement tendu un nouveau personnage qui s'avavançait.

Il venait de derrière l'église, maintenant Maison commune, vers laquelle s'avavançait, pour signer au registre, le petit groupe des nobles persécutés. Ils tressaillirent en voyant le personnage, et se détournèrent en signe de mépris quand il passa près d'eux.

— Voilà Vingt-et-un-Janvier, l'homme qui est à la fois Judas et Caïn, dit à sa sœur la vaillante Adèle de Brion. Je serais heureuse de mourir en crachant au visage de ce traître.

Mais le personnage ne parut rien voir, rien entendre. Il se dirigea vers Marie-Thérèse, qui le regardait venir avec l'effroi de l'oiseau sous l'aile du milan. Il s'approcha d'elle, et, s'inclinant d'un geste noble et courtois qui tranchait avec la rusticité de tout cet entourage, il dit à voix basse :

— Mademoiselle, vous oubliez que je vous ai déjà sauvée une fois, à La Force. Avec une grande ingratitude et une grande imprudence, vous m'avez quitté. Peu d'heures après, à l'hôtel de Toulouse, vous étiez de nouveau en danger de mort. Ne fuyez pas les hommes sur la renommée que leur fait la foule imbécile... N'avez-vous pas,

continua-t-il en lui jetant un regard inquisiteur, tel de vos amis calomnié et poursuivi, lui aussi, par la multitude?

Marie-Thérèse tressaillit. Un demi-sourire de triomphe erra sur les lèvres de *Vingt-et-un-Janvier*.

— Eh bien, conclut-il à tout hasard, c'est celui-là même qui m'envoie pour vous protéger; car votre vie ici est en danger... Attendez-moi!

Avant que la jeune fille eût pu lui répondre, il la quitta, s'avança vivement vers *Pourvoyeur* l'ainé, et le poussant par l'épaule, il le mena hors de la foule jusqu'à la muraille de sa maison, contre laquelle, de son côté, Paul vint s'appuyer tout rêveur.

XII

COMMENT VINGT-ET-UN-JANVIER ENLEVA MARIE-THÉRÈSE

— Ah! rustaud, dit *Vingt-et-un-Janvier* au président, tu as voulu me tromper! Un coquin comme toi, avec ta tête de mangeur de boudins et ton esprit de filou moutonnier qui n'est jamais sorti des égouts de Paris, vouloir lutter avec un brave grivois qui a battu la Calabre! Tu mériterais que je couvre ton immonde joue d'une pluie de giroflées à cinq feuilles! Mais tu t'es préparé plus de chicotin que de sucre, et je vais me venger horriblement. D'abord, tu ne sauras pas la mission que Robespierre m'a donnée pour toi; et comme il faut, sous peine de faire échouer toute l'entreprise, qu'elle soit remplie d'ici à une heure, Maximilien ne te pardonnera jamais de lui avoir fait manquer une conspiration si bien ourdie, et d'où tu devais, du reste, retirer si grand bénéfice, puisque j'ai entendu dire que l'on devait commencer par te nommer maire de Paris.

Pourvoyeur sentit l'angoisse qui commençait à lui mordre le cœur; mais il ne se rendit pas encore.

— Tu as, continua l'aventurier, tu le sais, vilain singe, bien des ennemis auprès de Maximilien. Tout ce qui est là un peu propre et décent se sent, d'instinct, plein de mépris pour un sacripan sans foi comme toi. Les Duplay te méprisent; les dévotés de Robespierre, et la Chalabre, leur abbesse, en tête, te méprisent; tu dégoûtes l'amie de Maximilien, la Marianne Duplay; son frère, le fou et le gardien de celui-ci, Fidèle Bailli, ne peuvent te voir passer sans cracher de dégoût. Moi seul je te soutenais, par amour de la coquinerie. Dis, veux-tu m'aider à enlever cette jeune fille?

— Écoute-moi, capitaine. Demain, je te la porterai moi-même dans ta chambre; aujourd'hui c'est impossible. Je ne veux rien te cacher. Voici pourquoi. Je suis sur la trace d'une conspiration de la plus grande importance. J'en dois saisir les fils à l'aide de cette jeune fille. Je crois qu'elle doit se marier ce soir. Je suis arrivé, à force de génie, à deviner que celui qui doit l'épouser est un chef royaliste, peut-être le fameux Batz lui-même, le chef insaisissable de la faction de l'Étranger et le porteur de ces papiers, tu sais, que Robespierre payerait au prix de son sang et du nôtre.

— Et c'est pour des imaginations plus ou moins vagues que tu sacrifies un ordre clair? Va, tu ne seras jamais bon qu'à être un huissier!... A quoi te sert donc la terreur et la révolution, pauvre niais, si tu ne peux empêcher que le bruit de cet enlèvement se répande avant demain? Mais qu'importe. Je te dis ceci : j'aurai cette fille malgré toi. Je vais commencer par dire à Maximilien que tu as mieux aimé satisfaire tes ignobles passions que d'obéir à son ordre. Maximilien est défiant; il exige de ses serviteurs une docilité d'esclave. Tu sais quel empire j'ai sur lui; il me croira. D'ailleurs, en ce moment, je suis plus que son bras droit : je suis ses deux bras. Tu es perdu avant ce soir même. Adieu ta souricière.

Pourvoyeur serra les poings, grinça des dents. Il n'y avait rien à répondre aux arguments, ou plutôt aux menaces du capitaine. Tout ce qu'il disait là était vrai ou vraisemblable. Tout d'un coup la face du jacobin se détendit : pourquoi ne tromperait-il pas ce scélérat qui abusait ainsi de la situation, et ne ferait-il pas une promesse qu'il reprendrait aussitôt qu'il connaîtrait la commission dont Maximilien avait chargé pour lui Vingt-et-un-Janvier.

— Eh bien, dit-il d'un air maussade, si tu veux me promettre de ramener cet appât avant la nuit close, je vais t'aider à l'emporter. Je le jure.

— Et sur quoi? Il me faut un gage.

— Sur ma tête.

— Ce n'est pas riche. Mais tu n'as rien de mieux, faquin. Baisse-toi, écoute. Il y a ici un Anglais. Maximilien dit que tu le connais. Cet Anglais peut être dangereux, ou du moins peut le devenir. Maximilien, qui aime à éloigner le péril plutôt qu'à l'affronter, et qui ne veut s'avancer dans l'entreprise commencée qu'avec toutes chances de succès, ne veut pas laisser à cet Anglais des lettres qui pourraient fournir à ses adversaires des Comités des arguments terribles et victorieux. Il faut donc (tu écoutes, plat-pied?) que cet étranger soit adroitement assommé (mais non tué) hors de chez lui. Pendant qu'il se remettra, tu enverras dans sa demeure faire une perquisition et tu feras saisir tous les papiers, que tu enverras chez Duplay. Dirige

tout, sans paraître, afin qu'on ne puisse accuser Robespierre, qu'on sait être ton maître. Tu as compris ?

— Oui, dit Pourvoyeur en réfléchissant.

— Et tu consens à m'aider à enlever immédiatement cette fille ?

— Mais moi je m'y oppose, cria Paul Pourvoyeur en bondissant et en sautant à la gorge du capitaine, moi, Paul Pourvoyeur !

— Misérable enfant ! s'écria le père ; imbécile qui viens te mettre à la traverse de tous mes projets et me désarmer au moment où j'allais...

— Reprendre ta promesse, triste drôle !... Je le supposais, dit le vigoureux soldat, qui n'avait pas eu de peine à repousser l'enfant et à le jeter dans la poussière. Eh bien, soit. Tu as juré sur ta tête. Je prends celle de ton fils !

Et tirant son pistolet, il ajusta le jeune homme.

— Arrête ! cria le père, qui devint pâle. Je le sauverai à tout prix. Attends une seconde, par pitié ! Tu vas voir.

Et élevant sa voix, qui tremblait, et sans quitter de l'œil le pistolet qui menaçait cette chère tête, il s'écria :

— Citoyens, je jure par le bonnet sacré de la liberté et sur le nom même du vertueux Maximilien Robespierre, que ce que ce citoyen va exécuter, c'est par l'ordre exprès du Comité de Salut public. Malheur à celui qui s'y opposerait ! conclut-il en voyant toujours ce terrible pistolet braqué sur le jeune homme, qui se relevait lentement. En agissant ainsi il se ferait mettre hors la loi.

Chacun de ceux qui arrivaient au secours de Pourvoyeur recula avec effroi.

— Cela suffit, dit ironiquement Vingt-et-un-Janvier. Mais retiens ce chien qui paraît vouloir encore, à son dam, se jeter dans mes jambes. Je suis généreux. Tiens, voilà un papier qui servira à te garantir de tout. C'est un blanc-seing que Maximilien m'a remis pour toi. Il est signé par tout le Comité de Salut public et contresigné Robespierre ; afin qu'il soit toujours valable ; car les autres signatures ne vaudront bientôt plus rien.

Il s'avança alors vers Marie-Thérèse qui, perdue dans son angoisse, ne voyant ni un aide, ni un conseil, ni un lieu de refuge, et frappée, du reste, par les paroles que l'équivoque personnage lui avait dites, était restée le regard fixé sur le groupe où il lui semblait que se décidait sa destinée.

Vingt-et-un-Janvier lança dans la direction du bas de la montagne un sifflement long et aigu ; puis se baissant vers la jeune fille :

— Mademoiselle, dit-il, j'étais bien renseigné, et vous étiez ici en danger. Celui qui devait venir ce soir (il prononça ces mots lente-

ment et en fixant son regard dans les yeux de la jeune fille, qui devint toute rouge) votre fiancé, en un mot, — vous voyez que j'ai le mot du guet — m'a envoyé pour vous retirer de ce danger. Vous savez qu'il ne peut se montrer avant ce soir, et il a pensé que vous auriez confiance en moi, qui déjà vous ai sauvée dès le début des massacres de septembre. De nouveaux massacres vont commencer, mais cette fois, non plus des nobles dans les prisons, mais des nobles dans les champs où on les a parqués.

— Cela, c'est vraisemblable, dit Adèle de Brion, qui était revenue en toute hâte de la Maison commune, où elle était allée signer sur le registre, et qui, avec son audace habituelle, s'était approchée de son amie et de cet homme que l'on paraissait redouter. Mais toutefois vous n'enlèverez pas mon amie sans son consentement, je vous l'affirme.

— Et même avec son consentement vous ne l'enlèverez pas, dit Testard qui, après un instant d'hésitation, s'avança.

Marie-Thérèse était restée muette et indécise.

— Vraiment ! dit railleusement le capitaine. Et qui es-tu, pour t'y opposer, toi, petit homme aux yeux de porc ?

— Je suis le maire de cette commune, insolent, et je répons de cette ci-devant qui est internée ici avec une lettre de passe, conformément à la loi de germinal, sous ma responsabilité et mon autorité.

— Eh bien ! maire de cette commune, apprends que ta responsabilité cesse là où ton autorité disparaît. Tu as entendu ce que t'a débité ton compère Pourvoyeur : Ordre du Comité de Salut public, et n'oublie pas qu'on se met hors la loi en y résistant.

— Mais, répliqua Testard, qui enrageait et baissa pourtant le ton, n'est-ce pas aux gendarmes, aux agents habituels, aux porteurs d'ordres, que les missions des Comités sont et doivent être confiées ?

— Crois-tu ? Je veux bien porter au Comité l'expression de ton blâme. Le Comité chargera Fouquier-Tinville de t'expliquer ses raisons, maire de cette commune... Mais, continua le personnage en regardant avec quelque inquiétude du côté du bas de la montagne, il faut que tu sois plus ingénu qu'il ne convient à un magistrat de hameau, pour croire que Héron, agent général du Comité de Salut public, je le veux bien, ou bien l'un des chefs de chacune de ses bandes, Coulongeon, Lesueur, Quéneau, Toutin, Rigogne, Bois-Marat, ou quelqu'un des soldats de ces chefs, pourra exécuter un ordre du Comité, et que moi je ne le pourrai pas ?

— Qui es-tu ? dis-le donc.

— Je suis le capitaine Vingt-et-un-Janvier, et si tu veux en savoir davantage, demain le président Dumas pourra te chanter mes louanges au Tribunal révolutionnaire.

Testard recula, tandis que les plus audacieux du bourg, Agricola, Jacques Bry, le petit Liévin de Mimont, l'enfant *Aristocrate* qui venait de rentrer dans la foule, Sempronius Boudin, et l'Anglais lui-même, se rapprochaient pour mieux voir cet homme, célèbre dans les fastes révolutionnaires.

En ce moment, le cheval du capitaine accourut en bondissant. Le front de l'homme se rasséréna. C'est à peine s'il remarqua que les rênes étaient cassées, comme si la bonne bête, après avoir été saisie et liée, avait dû faire des efforts vigoureux pour se dégager.

— Tu as bien tardé, César, dit le capitaine en se mettant légèrement en selle.

Puis, se baissant, il saisit Marie-Thérèse sous les bras et la leva jusque sur le pommeau de la selle.

En se sentant ainsi soulevée, la jeune fille, qui était restée jusqu'à comme hébétée, revint à elle.

— Au moins, dit-elle, celui que vous m'avez désigné vous a donné un gage auquel je puisse prendre foi ?

— Il est trop pressé et trop en danger.

— Au moins, dites-moi son nom, continua la jeune fille en commençant à se débattre.

— Eh ! repartit brusquement Vingt-et-un-Janvier, ne savez-vous pas que je ne dois pas le nommer ?

— Nommez-le, il le faut ! dit Marie-Thérèse éperdue.

— Eh bien, puisque vous le voulez, c'est le baron de Batz.

— A l'aide ! laissez-moi ! cria la jeune fille en se débattant. Messieurs, citoyens, au secours !... C'est un traître et un menteur !... Adèle ! Ah ! mon Dieu ! Sauvez-moi ! Sainte Vierge, ne me protégez-vous pas ?

Le capitaine, maniant son cheval avec les jambes, serra les bras autour de la femme et domina ses mouvements. Adèle de Brion sauta à la bride, qui, brisée, lui vint dans les mains. Un mouvement de l'épaule de l'animal la repoussa rudement dans les bras de l'Anglais qui venait à son aide.

— Aôh ! dit-il, très-brave cavalière ! Excusez si j'ai vous touchée. Je suis tremblant de humilité et de respect.

Adèle le repoussa et courut après le cavalier. Celui-ci forçait son cheval à ouvrir les rangs de la foule qui s'était amassée aux cris de la jeune fille. Il jurait, blasphémait, excitait l'animal assourdi par les clameurs de la femme qu'il portait. La bonne bête ne comprenait rien à ce mur humain qui s'ouvrait à grand peine en grondant devant elle.

Toutefois le capitaine était presque dégagé, lorsqu'un autre cavalier, dont les cris semblaient activer la course, accourut au grand

galop. Il sauta à bas de cheval et vint résolument se mettre devant César en levant la main comme s'il le voulait saisir aux naseaux.

C'était un homme d'une quarantaine d'années, d'une taille haute, d'une figure régulière et belle, d'une physionomie grave, réfléchie, assez imposante. Ses traits, presque austères et souvent chargés de tristesse, étaient adoucis par l'expression d'un œil bleu rempli de sérénité et de bienveillance.

Il était, sans pouvoir passer pour un muscadin, vêtu avec assez d'élégance. Il portait le chapeau rond à haute forme pointue, à bords retroussés; une cravate de mousseline brodée retombait sur une fine chemise et sur les larges revers d'un gilet blanc s'arrêtant aux hanches où il serrait le haut des culottes de soie noire; une paire de bottes atteignait les boucles d'argent qui serraient ces culottes au-dessous du genou. Une redingote de fin casimir noir et à revers extrêmement larges recouvrait le tout.

— Qui es-tu? demanda-t-il d'une voix ferme et mâle? que signifient ces cris et cette jeune vierge que tu tiens là comme un milan qui saisit sa proie.

— Je ne crois pas que je sois un milan, du moins cela m'étonnerait, répliqua le capitaine avec son imperturbable ironie. Mais je m'en rapporte à toi sur cette jeune vierge. Qui je suis, n'étant pas un milan? Tu me connais bien, Victorien Descluziers, nous nous sommes vus jadis souvent, chez Maximilien, quand tu n'avais pas quitté la République pour l'indulgentisme, je suis Vingt-et-un-Janvier.

La pauvre Marie-Thérèse, épuisée par l'émotion et par la lutte, presque sans voix, et quasi évanouie, ne luttait plus contre son ravisseur que par des soubresauts convulsifs.

— Oui, répliqua Victorien Descluziers, tu rendis de grands services à la République et tu portas à la tyrannie et au trône des Capets le coup mortel. Le fis-tu, entraîné par l'amour sacré de la patrie et le noble enthousiasme de la liberté ou poussé par des sentiments moins purs? Qu'importe, je n'ai pas à te juger. Ne me juge pas non plus et ne me calomnie pas en m'appelant indulgent. Après tout, l'opinion peut m'accuser, mais je n'ai de compte à rendre qu'à l'Être suprême, à ma conscience, à la Convention et à la postérité qui nous jugera tous deux et nous punira ou nous récompensera...

— Bon; bon! dit le capitaine, je m'en fie donc à la postérité pour me punir. Mais je n'attendrai pas si longtemps ma récompense. Place donc, fais-moi place.

Et voyant que la jeune fille était décidément évanouie, il la soutint du bras gauche, et du droit il tira son sabre.

XIII

QUATRE TÊTES RÉPUBLICAINES.

Descluziers n'avait pas bougé.

— Je te demande quel est ton droit, dit-il de sa voix toujours calme et forte. Réponds-moi, ou je t'accuse d'être un brigand, un voleur de grand chemin, et je te fais arrêter par la garde nationale de cette commune.

Vingt-et-un-Janvier, qui se préparait à enlever son cheval, s'arrêta. Il promena sur Victorien et autour de lui un regard de défi et de dédain vraiment superbes.

— Mon droit, le voici, — et il montra son sabre. — C'est le seul qui reste respectable, magistrat imbécile, qui crois à la loi parce que, après avoir renversé presque toutes les lois, il te plaît d'en conserver une pour la représenter fructueusement. Mon droit ! Ne sais-tu pas que la Révolution, et la Convention, son interprète, ont suspendu tous les droits jusqu'à la paix, jusqu'à ce qu'elles aient exterminé tous leurs ennemis. Il n'y a plus d'autre droit que la force, te dis-je. Toi, tu l'exerces la force, à l'aide des gendarmes, comme un avocat, moi, avec mon sabre, comme un soldat.

Victorien était resté muet, comme atterré sous l'insolence de cette effrontée déclaration.

— D'ailleurs, demande à celui-ci, ton compère en magistrature, à ce vil Pourvoyeur, de quel droit j'agis. Il te nommera le seul et unique droit, supérieur à tout, souverain de toute la force de la souveraineté du peuple qui est infailible, il te nommera le Comité de Salut public.

— C'est impossible, le Comité n'a pas pu te donner une telle mission, répliqua Victorien d'une voix qui avait retrouvé toute sa force.

Puis, une pensée douloureuse, la pensée de cette effroyable tyrannie de laquelle on pouvait tout attendre lui traversa l'esprit, et d'un ton anxieux il demanda à Pourvoyeur :

— Est-ce vrai ?

Celui-ci s'était approché. Il jeta un regard sombre sur son rival Descluziers, et pourtant son plan, que cet enlèvement déjouait, lui tenait au cœur. Il se demandait si maintenant que son fils était à l'abri, il ne ferait pas bien d'oublier le serment prêté et d'aider Victorien à reprendre la jeune fille. Testard, honteux de son moment de

faiblesse, s'était rapproché lui aussi de son ami, de son oracle, Descluziers.

Il y eut un moment de silence. La plupart des nobles internés avaient dû s'éloigner. Mais la foule des habitants du village s'était accrue. Tous attendaient avec une impatience fiévreuse. Paul, assisté par Endymion, se remettait du coup qu'il avait reçu. Éleuthérophile, hébété mais toujours pédant, songeait à l'étymologie du mot thermidor, sur laquelle il allait pérorer. Jacques Bry et quelques autres des plus *vertueux* sans-culottes s'étaient mis à quartier. Pluc, au contraire, et Agricola, moins vertueux, mais plus braves, se tenaient aux côtés du président du Comité révolutionnaire. Adèle de Brion s'était approchée sournoisement de son amie évanouie dont elle touchait le bas de la robe. Le bizarre Sempronius et l'excentrique Anglais, les seuls qui parussent avoir gardé le sang-froid de l'observation, regardaient cette scène avec une curiosité ardente.

Ils trouvaient, en effet, dans les quatre personnages actifs de cette scène, le résumé des types révolutionnaires.

Le premier, Victorien Descluziers, était un de ceux-là qui avaient tant honoré les premières heures de la Révolution et dans lesquels semblait s'être incarnée la généreuse ardeur de l'opinion d'alors. Sa tendresse pour la République, il la tenait du pur enthousiasme de la liberté, d'un sincère amour pour l'humanité. Il s'était peut-être laissé étourdir par la sonorité des mots et des images; la virilité même de son âme avait servi à aveugler son intelligence; et parce qu'il comprenait aisément la grandeur et la beauté des nobles maximes de la liberté, il ne s'était pas demandé si leur application était utile ou possible et si la masse de l'humanité pouvait et devait se conduire par elles. Son esprit avait pu s'enivrer de paradoxes grandioses, son jugement manquer d'ampleur, il pouvait pousser jusqu'à la sottise ou la folie la haine de tout ce qui rappelait la monarchie; mais nulle basse passion, nul intérêt ne la dirigeaient; nulle de ces lâches peurs démocratiques qui courbèrent peu à peu jusqu'à la couardise, l'hypocrisie et le mensonge les plus énergiques cœurs, ne l'avaient atteint. Il était toujours prêt à donner sa vie pour la République, divine idole; il sentait toujours sa fureur s'allumer aux seuls mots de monarchie et d'aristocratie, mais il avait perdu confiance dans les hommes chargés de mener le char de cette idole. Il commençait à voir qu'elle n'était pas la blonde Cérès, nourricière des humains, ni Minerve, mère des nobles conceptions et des ardeurs généreuses. Ce char était celui dont lui avait parlé jadis Lally Tollendal, le char de Jaggernath qui s'avance vers le gouffre sur une litière de corps humains.

Sa vive tendresse pour dame Rose, aussi et plus ardemment ré-

publicaine qu'il ne l'était lui-même, avait contribué, d'une curieuse façon que nous expliquerons, à le faire réfléchir et hésiter dans son exaltation.

Le second, Testard, caractère ferme, intelligence droite mais sans portée, obstinément cantonnée dans un petit coin de la vérité et ne pouvant comprendre qu'il y avait à côté et au delà une autre nuance de la vérité, une autre série de droits et de devoirs, Testard avait adopté la République avec passion parce qu'il détestait la noblesse; et il détestait la noblesse, non-seulement comme une organisation dangereuse pour l'application des grands instincts humains de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, mais il la détestait surtout parce qu'il l'enviait. Ainsi, descendant intellectuellement et moralement au-dessous de son ami Victorien, il représentait bien cette moyenne bourgeoisie qui s'était attachée à la République parce qu'elle paraissait satisfaire un idéal de justice et de bonne organisation sociale, mais aussi parce qu'elle caressait sa vanité et son envieuse haine. Ainsi sa bonté naturelle devenait aisément rigueur implacable contre des ennemis qui étaient en même temps ceux de la loi, de l'opinion publique et de Testard. Aussi, encore moins désintéressé, moins ferme que Descluziers, il était homme, après avoir lutté quelque temps avec courage contre la férocité démagogique, à courber la tête et peut-être à hurler avec les autres en espérant de meilleurs jours.

Si ces deux-là représentaient les deux périodes par lesquelles la Révolution avait passé, le troisième symbolisait bien celle où elle était arrivée. Pourvoyeur était le type de ces prolétaires qui furent, non pas les inventeurs ni les conducteurs de ce char de Jaggernath, mais les infatigables, crédules et résolues bêtes de somme qui le menaient, et qui le menaient en le traînant douloureusement, mais vers le but où leur intérêt seul les poussait. Intelligent autant que son ignorance, son âme basse, ses préjugés populaires le permettaient; poussant la ruse jusqu'au génie; courageux et pourtant féroce comme les lâches; passionné pour l'égalité qu'il exploitait et qui lui servait à monter au-dessus du niveau qu'il cherchait à abaisser le plus possible pour s'élever d'autant plus aisément, ce républicain de faubourg était dédaigneux de la liberté qu'il ne comprenait pas et dont il n'avait pas besoin : il demandait seulement à être quelque chose dans une tyrannie, à gouverner despotiquement et licencieusement quelques hommes sous un maître; il n'avait ni foi ni loi, sauf cette superstition, propre au peuple français, de croire absolument et aveuglément en un homme. Il était le vrai modèle du jacobin, du sans-culottes, du républicain de la Terreur qu'il exploitait avec une conviction imbécile qui n'avait d'égale que la satisfaction sanguinaire de sa férocité.

Le quatrième de ces hommes, à côté de ces trois représentants du passé et du présent de la République, était celui qui allait l'escamoter et en gouverner l'avenir. Vingt-et-un-Janvier était un condottiere qui s'était mis dans les fourrés de la démocratie pour y gagner, soit à main armée, soit à l'aide de toute ruse, de tout scepticisme, de toute mauvaise foi, de quoi satisfaire son ambition ou ses passions. Ses mobiles n'étaient pas tous bas, et il était lui-même d'un esprit hardi, d'un cœur inaccessible à la crainte, mais, encore une fois, sans conviction, sans opinion, il exploitait la République et il rêvait d'en hériter après en avoir vécu. Il était l'homme de main, l'inspiration hardie de Robespierre, qui se croyait son maître et qui n'était que son avocat, son bouffon. Vingt-et-un-Janvier voyait en Maximilien le porte-paroles, le rhéteur qui est nécessaire pour abêtir la démocratie en attendant que le général ambitieux soit assez célèbre et assez fort pour hériter du sophiste.

! XIV

OU SAGAMORE REPARAIT.

Chacun, ai-je dit, dans cette foule attendait avec anxiété la réponse de Pourvoyeur, qui paraissait devoir décider du sort de plusieurs des personnages présents. Celui-ci se demandait ce qui offrait le plus d'utilité pour lui de la vérité ou du mensonge. La vérité lui parut plus fructueuse.

— Le capitaine Tambour a menacé la vie de mon fils, j'ai dit tout ce qu'il a voulu. La vérité est qu'il n'a aucune mission du Comité de Salut public.

— Tant pis pour ton fils, dit tranquillement le capitaine, en serrant plus énergiquement la pauvre Marie-Thérèse, toujours évanouie.

Il agita son grand sabre, et avec ses jambes il fit faire à son cheval divers mouvements brusques à droite et à gauche, qui élargirent le cercle refermé autour de lui.

— Citoyens, cria Victorien d'une voix énergique, au nom de la loi, arrêtez-le.

Une ondulation s'opéra dans la foule. Testard, Pourvoyeur, Pluc, Agricola, se précipitèrent auprès de Descluziers, qui n'avait pas quitté la tête du cheval. L'Anglais se rapprocha d'Adèle, qui tenait toujours le bas de la robe de la jeune fille évanouie.

Mais le capitaine, d'un mouvement puissant des jambes, enleva la

bonne bête qui se cabra, en agitant les pieds de devant. Le cercle s'ouvrit.

— Mon Dieu, cria Adèle, ayez pitié d'elle. Tuez-la par pitié. Elle est perdue. Ah ! tuez-la.

Elle venait d'apercevoir dans le champ voisin, en face d'elle, un homme armé d'un fusil, qui mettait quelque chose en joue dans le groupe.

Un coup retentit. L'homme au fusil disparut. Un tumulte de cris d'effroi et d'étonnement, un nuage de poussière soulevée, dans cette route desséchée, par les mouvements de cent personnes s'agitant fiévreusement, s'élevèrent. Pendant un instant, on ne sut ce qui s'était passé.

Ce qui dominait tout le bruit, c'était la voix perçante du fou-musicien, qui, exalté sans doute par le tapage, chantait, en dansant frénétiquement, une romance galante de la baronne du Bourdic :

Je refusais au jeune Iphis
De me rendre dans le bocage,
Je refusais, mais je rougis,
Peut-on promettre davantage...

On le chassa. Le tumulte s'apaisa, la poussière s'envola. On put essayer de se rendre compte de ce qui venait de se passer. Le cheval était étendu immobile, un léger filet de sang coulait de son front. L'Anglais soutenait Adèle de Brion.

Victorien, Testard, Pluc, se relevaient du sol où ils avaient été jetés.

Vingt-et-un-Janvier, debout, adossé contre un pan de muraille, le pistolet d'une main, le sabre de l'autre, fixait sur le groupe de ses adversaires un regard vif et moqueur. Marie-Thérèse avait disparu.

Au moment où le capitaine, sentant que son cheval manquait sous lui, avait instinctivement ouvert les bras pour sauter plus aisément, la jeune fille avait été reçue par Adèle de Brion, qui plia sous le fardeau. Au même instant, un homme vigoureux, fendant la foule, s'était précipité, avait enlevé Marie-Thérèse, qu'il avait étendue sur son épaule, et, chargé de ce fardeau, il s'était élancé dans la direction du bois.

Sagamore — c'était lui qui avait tiré le coup de fusil — s'avancait tranquillement vers le cheval étendu.

— Misérable, cria le capitaine, que la colère sembla saisir pour la première fois, c'est toi qui as assassiné mon pauvre César. Et il ajusta le garde-chef.

Sagamore tourna vers lui sa face impassible et sa prunelle morne.

— Il avait un trop vilain maître, dit-il de sa voix rauque. Et il fit un bond de côté, au moment où l'autre lâchait son coup de pistolet.

Quant au capitaine, il avait habilement saisi le moment de trouble qu'avait de nouveau occasionné le coup de pistolet. Il bondit jusqu'au cheval qui avait amené Victorien, il renversa l'enfant qui le tenait en bride, et sauta lestement en selle.

— Au revoir, imbéciles, cria-t-il. Pourvoyeur, tu as tué ton fils.

— Feu, feu, tous, feu ! hurla celui-ci.

Mais l'officier avait enfoncé ses éperons dans les flancs du cheval. L'animal partit comme le vent, escorté par le bruit d'une dizaine de pistolets qui tirèrent, mais sans paraître avoir atteint ni le cheval ni le cavalier.

— Piqueprune, cria de nouveau Pourvoyeur, conduis les citoyens agent national et maire là, au bas de la colline, chez la citoyenne Lathuille ; elle possède une voiture légère et un cheval vigoureux. Vous ne tarderez pas à arriver à Paris, conclut-il, en s'adressant à ces deux personnages, dont il tenait à se débarrasser, et vous arriverez à temps chez Robespierre, pour l'édifier sur le compte de ce scélérat et sur ce qui vient de se passer.

Victorien et Testard, encore un peu étourdis, se mirent en marche sous la conduite du petit poète.

— Mademoiselle, disait l'Anglais, je rendrai à vous votre amie, avec le secours de *Love*, qui est de la très-bonne espèce des chiens blood-hound, qui retrouvent les traces des nègres et de tout le monde universel. *Love*, venez ici.

Et prenant respectueusement des mains d'Adèle la ceinture de Marie-Thérèse, qui s'était détachée au milieu de la lutte, il la présenta au chien. Celui-ci flaira le ruban, puis fixa ses petits yeux sur Adèle. Il ne comprenait pas bien ce qu'on voulait de lui. Mais l'intelligence parut lui venir, et, après avoir encore flairé la ceinture, il se mit à courir en rond, en traînant sur la terre ses longues oreilles.

— Quand il aura trouvé le commencement de la trace, il aboiera et il suivra la maîtresse de la ceinture jusqu'au bout du monde.

— Ah ! dit Pourvoyeur, qui venait d'échanger quelques mots avec Jacques Bry et Agricola, ton chien est si savant. Tiens, tiens... Je croyais que c'était une fable que ces histoires de nègres retrouvés par des chiens.

— Je parlais pas à vous, répliqua froidement l'Anglais, qui se détourna.

— Tant mieux. Mais, moi, je te parle, et je te dis que la patrie a besoin de ta bête, et je la mets en réquisition, au nom de la loi.

Love, après avoir en vain cherché dans la poussière, releva le nez, et il commença à laisser échapper un petit grondement qui indiquait une série de réflexions commençant par le doute, mais qui se

terminèrent bientôt en certitude. Il lança alors un hou, hou qui témoignait encore de quelques arrière-pensées, et qui devint enfin un yok, yok, plein d'affirmation et de confiance. Il partit d'un pas lent dans la direction du bois.

— Arrêtez cet animal, cria Pourvoyeur, et apportez-le-moi !

Une bande de petits paysans eut bientôt saisi Love, qui n'opposa, du reste, aucune résistance. Mais Samuel Vaughan s'avança d'un pas raide, et, distribuant très-vigoureusement quelques coups de poing, il renversa deux ou trois enfants.

— C'est parfait, s'écria Pourvoyeur. Agricola, va, pour la République, mon garçon.

L'hercule se précipita, et de son bras formidable il asséna sur la tête de l'Anglais, surpris, un coup qu'il redoubla, et qui jeta l'homme évanoui dans la poussière.

— C'est bien ça. Maintenant, Agricola, pose cet étranger à l'ombre, loin des maisons, en face de la Maison commune. Voilà, citoyens de la petite mais illustre cité de Meudon, comment la République punit les rebelles. Mais comme celui-là était encore ignorant de la sagesse de nos lois, la France lui pardonnera et ne le punira pas davantage. Qu'il reste donc là étendu comme un exemple de la justice républicaine... Que chacun des habitants de cette commune rentre chez lui immédiatement, sous peine d'être déféré au Comité révolutionnaire. Tenez-vous prêts tous à agir ce soir. Toi, Agricola, tu as bien mérité de la patrie ; comme récompense civique, et en guise de couronne triomphale, je te donne la garde de ce chien. Toi, Pluc, tu vas t'asseoir là, à l'ombre de la Maison commune, et veiller à ce que personne ne s'approche de cet Anglais. Mais tu le laisseras s'éloigner quand il sortira naturellement de son évanouissement.

« Toi, Jacques Bry, dit-il à mi-voix, tu vas prendre les deux plus vertueux sans-culottes du comité, et tu iras faire une perquisition exacte des papiers de cet étranger. Tu me les enverras à Paris, tu sais où. Il vous est permis de boire le vin de Pitt, à la confusion des despotes coalisés, mais vertueusement et sans rien dérober de précieux. Pour moi, je vais à Paris, auprès du vertueux Maximilien. Cette journée va décider peut-être des destinées de la république !

Il rentra chez lui, derrière son fils, qui vint bientôt se mettre aux aguets derrière le rideau d'une fenêtre qui donnait sur la rue.

Bientôt cette rue tout à l'heure si bruyante devint silencieuse. Pluc fumait immobile, et attentif comme une sentinelle sous les armes. En face de lui, de l'autre côté du chemin, le corps de Samuel, agité par quelques soubresauts, était étendu. Un peu plus loin, le cadavre du cheval gisait. Adèle de Brion s'était mise à la

recherche de son amie. Sempronius était parti le dernier, en jetant un regard de pitié sur le personnage évanoui.

Quelques instants après son départ, Sagamore revint du haut du bourg; il s'agenouilla auprès de la tête du cheval, et mesurant l'espace qui séparait de chacun des yeux la blessure que sa balle avait faite au front de l'animal, il haussa les épaules.

— J'avais pourtant voulu frapper juste entre les deux yeux, et il y a plus d'une ligne de différence.

Pendant ce temps, il considérait tout autour de lui d'un œil prudent. Puis il se releva, lança un regard inquisiteur sur Pluc, sans paraître voir l'étranger.

— Hébété, murmura-t-il en secouant la tête. Sergent Pluc, dit-il de sa voix rauque.

Celui-ci se redressa étonné.

— Tu criais bien : *Vive le roi !* à l'attaque d'Yorktown.

Le vieux soldat se mit à trembler, et regarda autour de lui d'un air effaré. Sagamore secoua de nouveau le front, lança comme un regard de regret sur l'Anglais étendu.

— Le salut est peut-être là, dans la poche de cette redingote, pensa-t-il.

Il hésita encore, considéra de nouveau la physionomie bouleversée du vieux soldat, et il s'éloigna décidément dans la direction de Paris.

Le silence devint plus profond encore. Le soleil versait sur la route le flot de ses rayons brûlants; et l'on n'entendit bientôt plus, à travers le murmure confus envoyé par le bourg, que le chant des oiseaux, célébrant, eux aussi, les fêtes de leur république dans les jardins voisins, et le bourdonnement des insectes qui, féroces comme les hommes, tournoyaient, ivres de sang, autour de la blessure du cheval mort.

XV

UNE AGNÈS DE CE TEMPS-LÀ.

Peu de temps après, on vit descendre de la rue des Princes une jolie fille, fort simplement vêtue d'une jupe légère, d'un pierrot en basin et d'un bonnet rond. C'était, comme on disait alors, Hébé dans sa fraîcheur; mais quand elle levait brusquement les yeux, on eût dit qu'un voile se levait aussi, qui laissait deviner un esprit hardi, effronté, ambitieux, capable de toute hypocrisie, de tout mensonge.

Quand elle fut arrivée, avec sa démarche indifférente, au coin de la maison de Pourvoyeur, elle se retourna brusquement, promena autour d'elle un regard qui essayait de paraître indifférent. Elle ne vit pas Paul Pourvoyeur qui, à son aspect, ferma vivement le rideau de la fenêtre derrière lequel il continua de l'observer; le commandant Pluc paraissait ne pas exister pour elle; le corps étendu la fit tressaillir et comme hésiter. Puis, d'un mouvement inattendu, tant il fut prompt, elle se lança dans la maison du président du comité.

Celui-ci paraissait attendre quelqu'un avec une impatience qui se traduisait en jurements. Quand il vit la jeune fille entrer, sa figure se dérida, ses vilains yeux essayèrent de prendre une expression de tendresse, et sa voix devint mielleuse. La jeune fille, aussitôt entrée, et avec la brusquerie d'un ressort qui se détend, se mit à fondre en larmes.

— Voyons, mon aimable enfant, et je pourrais dire ma digne épouse, que signifient ces pleurs? Je n'ai pas le temps. Je t'attendais avec une vive impatience. Tu sais qu'il faut que je sois à Paris avant onze heures. Parle, que veux-tu? Tu dis avoir des choses importantes à me dire. Parle, et parle vite! Dans quelques jours, Geneviève, toi qui as si bien mérité de la patrie...

Geneviève essuya énergiquement ses yeux, et elle dit, d'une voix aigre et sèche, la seule chose déplaisante qu'il y eût en cette gentille fillette :

— C'est toujours la même chose! Eh bien, je ne veux plus me faire de la peine pour vous, et je ne veux plus vous servir dans vos méchancetés.

— Hein! dit Pourvoyeur, d'une voix qui reprit son apreté ordinaire.

— Oui, vous m'avez trompée, vous m'avez épouvantée, vous m'avez séduite. Vous m'avez dit mille choses, qui me paraissaient belles, sur la patrie et contre les aristocrates. Vous m'avez dit que j'avais bien mérité de la patrie. Vous m'avez juré que je serais votre épouse, vous me l'avez juré sur la puissance de la Nature et le bonnet auguste de la Liberté, en me disant que c'étaient des serments sacrés pour vous, et qui engageaient comme nos prêtres autrefois. Alors vous m'avez fait commettre tous les crimes. J'ai trompé et vendu et ma tante Manon, et la centenaire Capeluche, et les deux vieilles religieuses, et mademoiselle Marie-Thérèse, et bien d'autres. Celles-là m'ont nourrie, élevée; elles m'aiment bien, elles sont bonnes pour moi, et je vous les ai livrées pour les faire mourir. Je n'ai rien retiré de tous ces crimes. Je vis dans l'inquiétude, et je suis dans les remords. La patrie dont j'ai bien mérité, à ce que vous dites, ne m'a rien donné pour mes mérites, et je ne suis pas encore votre

femme. Eh bien, c'est aujourd'hui que tout doit se décider, et je puis encore tout empêcher. Je ne vous dirai rien, et je vais aller tout avouer.

— Ah ! dit Pourvoyeur, en tressaillant. Et si, pour me venger, je te faisais prendre, emprisonner et guillotiner.

— Vous m'avez habituée à cette idée, elle ne me fait plus peur. D'ailleurs, je mourrais contente d'avoir réparé le mal envers ces bonnes gens-là, et surtout contente d'avoir empêché et puni un monstre trompeur et infidèle comme vous. Ah ! j'ai entendu parler de dame Rose, et de votre amour pour elle.

— Je t'ai déjà dit et montré que ce sont des sottises et des mensonges. Qu'est-ce que dame Rose, pour être comparée à une jolie fille comme toi ? Voyons, explique-toi. Que veux-tu ? mais parle !

— Ce que je veux ! Ah ! vous m'avez appris vos ruses et vos déliances. Voilà ! Qu'est-ce qui me dit que vous n'êtes pas un hypocrite, et que quand vous n'aurez plus besoin de moi vous ne me ferez pas prendre comme servante d'aristocrate, et guillotiner comme aristocrate moi-même. Eh bien, je veux ce papier dont vous avez parlé si souvent, et à l'aide duquel on est acquitté, quoi qu'on ait pu faire.

— Un blanc-seing ? C'est ça seulement qui t'inquiète, dit Pourvoyeur avec un redoublement de douceur. Tu es une ingrate, ma bien-aimée épouse. Ce blanc-seing, je l'ai justement demandé pour toi à Robespierre, qui n'ignore pas tes vertus patriotiques et ta qualité d'épouse d'un homme comme moi. Je dois arriver prochainement aux plus hautes places, où je te ferai asseoir à côté de moi... Tiens, prends. Petite coquine, pensait-il, je saurai bien le reprendre ce soir, avant que tu en aies pu faire usage.

Il lui tendit le blanc-seing que Vingt-et-un-Janvier lui avait remis. Geneviève le saisit d'une main fiévreuse, le regarda bien attentivement, le serra soigneusement, puis se précipita au cou de Pourvoyeur, en lui demandant, avec cent paroles tendres, pardon de ses soupçons.

— Maintenant, voilà ce que je sais, et je crois que ça en vaut la peine. Il est venu ce matin un vieux prêtre chez nous. On l'attendait pour marier mademoiselle avec son fiancé. Je ne sais pas bien tout, parce qu'il me semble qu'on commence à se défier de moi. Mais c'est ce soir que le mariage aura lieu. Le fiancé doit être averti de se tenir prêt par des signes qui sont, comme tu sais, tracés sur les murs des Carmes, rue de Vaugirard. Qu'est-ce que ces signes, et qu'est-ce qui les a tracés ? Je ne sais pas. Mais aujourd'hui, à deux heures, à la barrière d'Enfer, ou à trois heures, à la barrière Vaugirard, ma tante Manon, déguisée en maraîchère, doit aller dire au

fiancé que c'est pour ce soir. Elle m'a envoyée rôder dans le village, pour voir s'il n'y a rien d'extraordinaire ni apparence de soupçon. Tu vois bien, mon cher époux, que je pouvais tout empêcher, et que je n'ai qu'un mot à dire.

— Eh ! demanda Pourvoyeur, tu es bien sûre que ce futur est un des chefs royalistes ! tu m'avais promis de tâcher de savoir son nom. Voyons, n'est-ce pas Batz, le baron de Batz ?

— Oui, répondit Geneviève, après quelque hésitation, ce doit être ça, j'ai entendu sûrement ce nom-là.

Après de nouveaux embrassements, ces deux fiancés, d'après la loi de la Terreur, se séparèrent, tous deux se félicitant de leur hypocrisie. Pourvoyeur, surtout, tandis qu'il gagnait Paris en toute hâte, se réjouissait de sa fourberie. Il eût été bien étonné, si on lui avait dit qu'à ce jeu de duperie entre lui, le roi des espions, le maître des habiles, le docteur des coquins, et une jeune paysanne de dix-huit ans, c'est lui qui était dupé.

Geneviève s'était précipitée comme une flèche hors de la maison de Pourvoyeur.

Paul, quelque temps après, mit le nez à la porte et sortit, à son tour. Il gagna le bois, entra par une brèche dans le parc réservé du château, et monta le long de la muraille jusqu'à un vieux chêne, dont les branches retombaient presque sur cette muraille, en face de la cour de la dernière maison, en haut de la rue des Pierres. Il grimpa dans l'arbre, et de là lança un caillou, recouvert d'un papier, dans celle des fenêtres de la maison qui était la plus rapprochée du mur, puis il s'éloigna précipitamment.

Geneviève avait pris la première ruelle qui descendait du château sur la rue des Princes, ruelle parallèle à cette rue des Pierres, dans la dernière maison de laquelle demeurait la maîtresse de notre Agnès, la centenaire Capeluche, — et c'était dans l'une des fenêtres de cette maison même que Paul Pourvoyeur venait de lancer le caillou et le billet.

Geneviève, toujours alerte, gagna à travers les jardins le haut de la rue des Pierres, et elle arriva, après avoir pris de nouvelles précautions, dans la cour de derrière de la maison inhabitée qui faisait face à la demeure de dame Capeluche, et où nous avons vu entrer l'Iroquois.

C'est bien lui, en effet, qui vint ouvrir une porte donnant sur le jardin, et à laquelle la jeune fille avait frappé doucement.

— Eh bien, dit-il, après avoir introduit la jeune fille dans l'intérieur de la maison, as-tu bien manœuvré, comme je t'en avais tracé le plan stratégique, avec tous les virements de bâbord et tribord, en conséquence des mouvements de l'ennemi ?

— Oui, mon oncle, mais vous savez bien ce qui me fait agir. Vous m'avez dit que votre chef, Sagamore, comme vous l'appellez, et qui me paraît fier et beau, avec ses vilains habits, comme un seigneur du temps où j'étais toute petite, me trouvait, moi aussi, une jolie fille, et qu'il m'aimait, mais qu'il ne voulait ni me le dire, ni le montrer, parce qu'il suspectait mes relations avec cet odieux Pourvoyeur.

— Exact comme une montre marine, ma fille; et, comme on dit généralement sur tous les rivages du globe universel où j'ai porté mes pas, la caque sent toujours le hareng.

— Alors je vous ai dit que je voyais ce vilain chien pour ne pas être guillotinée et pour le tromper. Et vous m'avez demandé pour preuve de vous rapporter un papier dont M. Sagamore avait besoin. Pourtant, jamais il ne m'a regardée, pas plus hier qu'auparavant. Il passe près de moi sans me voir. Comment peut-il savoir que je suis jolie et m'aimer, comme vous me l'assurez, et comment pourra-t-il jamais m'épouser, s'il ne me parle pas?

— Jeune fille, répondit l'Iroquois en se redressant avec quelque solennité, je te l'ai dit, et ce que j'ai dit c'est dit, n'étant pas avocat, bailli, conseiller, ou autre support de l'autre de Thémire, comme on dit, mais un fils de Mars et d'Amphitrite; suffit. Sagamore, c'est sa manière; il a beaucoup voyagé, et il connaît tout; il voit sans regarder, c'est sa manière de voir; il parle sans ouvrir la bouche, c'est sa manière de se faire comprendre. Il aime et il se marie, sans qu'on en sache rien, pas même la femme qu'il épouse. Un beau jour il me dira : l'Iroquois, c'est cette jolie fille-là. Assez, suffit. Et au plus prochain autel tu seras marquise. Car Sagamore est un grand seigneur. Donne-moi ce papier, et laisse-moi faire le reste. Foi d'Iroquois, aide-nous à couler bas cette gabarre de république, où il n'y a place que pour les coquins, et tu auras la récompense que tu désires, foi de fils de Mars.

Un peu en hésitant, Geneviève remit au soldat le blanc-seing.

— Maintenant, dit celui-ci, adieu. Il faut que je retourne à mon poste. Tu sais quand et où tu peux me revoir, si tu as quelques signaux à me communiquer. Dérape vivement, et n'oublie pas que je suis ton cousin et non pas ton oncle. Et cela vaut mieux pour toi. Mais assez, suffit, et marche droit, ou sinon... nonobstant, aie confiance en Sagamore.

Le brave Iroquois se tut. Il sentit que son honnête esprit se perdait au milieu des ruses dont les ambitieuses illusions de la jeune fille lui avaient donné l'idée. Il avait inventé cet amour de Sagamore pour Geneviève, dont il avait fait l'espion de Pourvoyeur, comme celui-ci avait fait de la fillette l'espion de Marie-Thérèse.

La jeune cousine était bien le type de ces jolies filles de bas étage qui devaient faire une si grande fortune sous le Directoire. Ouvrières ou servantes, émancipées par la Révolution, elles étaient bercées par les légendes républicaines, qui leur montraient qu'en partant de rien, avec beaucoup de savoir-faire on arrivait à tout. Sans pudeur, sans vergogne, sans aucun sens moral, naïves, ignorantes et crédules au début, mais d'une grande finesse naturelle, elles étaient destinées, sans autre ressort que la convoitise et l'ambition folle, à s'élever au faîte de la société française, pour peu qu'elles tombassent aux mains d'un habile agioteur, d'un heureux millionnaire, ou d'un brave soudard, qui, au lieu d'en faire leur maîtresse, en faisaient leur femme, en comptant sur les facilités du divorce.

Geneviève, bien qu'un peu troublée dans son amour pour Sagamore, dont la fière et bizarre prestance et les merveilles racontées par l'Iroquois l'avaient séduite, rentra chez sa maîtresse Capeluche, en se demandant si elle serait une marquise avec Sagamore, ou la maîtresse de Paris avec Pourvoyeur.

Pendant ce temps, Samuel Vaughan avait peu à peu recouvré ses sens. Ses membres s'étaient agités; de brusques soubresauts, accompagnés de cris inarticulés, avaient révélé au commandant Pluc qu'il revenait à la vie. Bientôt il avait regardé autour de lui d'un œil vague, et il avait vainement essayé de se soulever. Il était retombé et était resté longtemps immobile. Il avait fait de nouveaux efforts pour se redresser. Il était parvenu à se mettre sur son coude. Longtemps encore était-il resté, reprenant ses esprits, puis rêveur, puis réfléchi. La mémoire lui était revenue tout entière. Il avait fait un geste brusque, comme un homme qui vient tout à coup de comprendre une chose inexplicable jusqu'ici. Il avait porté la main à la poche de sa redingote. Il avait constaté que son portefeuille lui avait été enlevé. Pourtant un sourire de triomphe éclaira sa longue figure flegmatique, qui était devenue livide.

Il se leva enfin, et d'un pas traînant il s'avança lentement, bien lentement. Pluc, esclave de sa consigne, le voyant debout et en marche, quitta sa muraille, et s'éloigna à la recherche de Paul Pourvoyeur.

Après avoir fait une centaine de pas loin des maisons, Samuel se laissa tomber, et, s'adossant à un talus, il resta là.

Quelque temps se passa encore. Midi était sonné, le silence et le calme étaient plus intenses encore. Le soleil descendait plus brûlant dans la vallée de la Seine, qui se déroulait aux pieds du blessé; l'atmosphère écrasait plus lourdement tout ce qui respirait sous les cieux. Les oiseaux se taisaient, cachés sous les feuilles des vieux arbres du parc de Mesdames; seuls, les grillons, les abeilles et les

insectes redoublaient leurs cris et leurs murmures, harmonieux comme une mélodie lointaine. Du village, nul bruit ne sortait, les habitants dévorant, en rêvant aux mystérieuses aventures promises pour le soir, la maigre pitance que la République leur dispensait.

Une vieille femme, vigoureuse encore, portant une hotte, et vêtue comme les paysannes des environs de Paris, avec la jupe courte, la casaque de cotonnade, et le madras roulé autour de la tête, traversa la route. Elle s'arrêta brusquement en voyant l'homme à demi étendu.

— C'est encore un tour de ces gueux de démocrates, murmura-t-elle, je le parierais. Eh bien, tant pis, foi de Manon, je ne laisserai pas mourir un chrétien sans lui porter aide.

Elle s'approcha.

— Ce sont ces gens-là, dit-elle en montrant la Maison commune, qui vous ont mis dans cet état-là, mon pauvre homme ?

Le blessé fit un signe affirmatif.

— Ce doit être un brave homme, alors, murmura-t-elle de nouveau. Êtes-vous d'ici ? reprit-elle.

Il secoua la tête.

— Alors, mon pauvre homme, reprit-elle, je ne vous laisserai pas mourir sur les grands chemins du roi, comme si vous étiez de la clique républicaine. Il en arrivera ce qui pourra. Mais mourir pour mourir, il vaut mieux être pris par ces vilains-là en faisant le bien. Appuyez-vous sur moi et venez. Je serai à trois heures à la barrière de Vaugirard, au lieu d'être à deux heures à la barrière d'Enfer, pensa-t-elle.

Et, le conduisant lentement par les chemins presque déserts du haut du village, elle le mena à la porte de sa maîtresse, la vieille dame Capeluche.

Arrivée là, elle rencontra Adèle de Brion, qui sortait prudemment de la maison.

— Ma pauvre Manon, dit celle-ci, ta jeune maîtresse a disparu ; et elle lui raconta en quelques mots les incidents du matin.

Manon restait comme hébétée. L'Anglais la regardait attentivement, et parfois il se tournait vers mademoiselle de Brion, en laissant échapper les plus bizarres exclamations d'admiration. Tout à coup il parut prendre un parti.

— Soyez en paix, dit-il, je joue que je la retrouverai. Je le joue sur la beauté de mademoiselle et sur la gratitude que je vous dois.

Manon se retourna vivement.

— C'est un Anglais, dit-elle, un païen ! Vous avez tout de même l'air d'un brave homme. Mademoiselle, faites entrer cet homme-là chez nous, et soignez-le. Ces coquins viennent de le maltraiter. Moi,

à tout hasard, dit-elle tout bas à Adèle, je vais à mon rendez-vous avec le vicomte de Lozembrune, et je l'avertirai de ce qui se passe, si les méchantes gens me permettent de lui parler.

Elle reprit la route de Paris, tandis que Samuel, rougissant, exalté, entraînait, appuyé sur le bras de mademoiselle de Brion, dans la maison, en murmurant :

— Ooh ! quelle douceur ! J'ai juré que je la retrouverai, ou bien je la vengerai ; je tiens dans mon main les destins de votre patrie et le cou de Robespierre.

DEUXIÈME PARTIE

LES CI-DEVANT

I

UNE MAISON D'ARISTOCRATE

Tout en haut de l'une de ces ruelles qui descendent en pente roide des murs du parc de Meudon à la rue des Princes, à l'extrémité la plus éloignée du centre du bourg, à l'endroit où cette ruelle que nous avons nommée la rue des Pierres vient heurter cette muraille du parc, une maisonnette se tenait très-propre, et comme toute fière de son habit de pierres de taille.

Cette solidité et cette recherche exceptionnelle de construction lui donnait un air aristocratique, à côté des habitations plus humbles et beaucoup plus négligées du voisinage. Or, pour les maisons comme pour les hommes, une tournure non vulgaire c'était alors une apparence dangereuse, et qui attirait aux unes comme aux autres la haine, l'envie, la méfiance, les menaces d'incendie comme les menaces de guillotine. Guerre aux châteaux, paix aux chaumières, c'était le mot que la Convention avait effrontément applaudi. Mais depuis longtemps déjà cette effronterie dans la haine avait été dépassée. *Guerre aux châteaux* s'était transformé fort tranquillement en *guerre aux maisons*, comme *mort aux aristocrates* s'était fait *mort aux bourgeois*, *mort aux riches*, *mort aux artistes*, *mort aux penseurs*, *mort aux gens intelligents*, *mort aux gens graves*, *mort aux marchands*, *mort aux hommes propres*. Pour les maisons comme pour les

hommes, il n'y avait plus que la boue qui fût respectable, et qui pût avoir *la paix*.

Enfin, cette maison avait dans son histoire, peu connue du reste, une légende qui sentait non pas le négociantisme, non pas même l'aristocratie, mais mille fois plus, qui sentait la tyrannie. Les vieilles gens racontaient qu'elle avait été bâtie pour abriter, sous les plus humbles apparences, les amours du Grand-Dauphin, fils de Louis XIV. Mais était-ce le commencement de ses amours avec mademoiselle Choin; étaient-ce, au contraire, ses infidélités, quand il fut devenu l'époux morganatique de cette Maintenon des champs, que ces murs devaient cacher? Les avis étaient partagés et les récits obscurs.

Comment donc une telle maison était-elle protégée contre les chances de destruction? C'est qu'elle était défendue par la vanité locale, par l'amour-propre révolutionnaire; et surtout elle était sous la plus puissante égide qui existât en ce temps si horrible mais si curieux; elle était *sous l'égide de la rhétorique*.

La propriétaire de cette maison était la plus vieille femme de la République française. Elle était si riche d'années, qu'on ajoutait, comme il arrive toujours aux millionnaires, encore à ses richesses : le peuple de Meudon lui donnait cent vingt ans; la vérité est qu'elle en avait cent quatre. Toute la contrée était fière d'elle, comme d'un monument glorieux. Sa renommée, qui n'avait pas dépassé jusqu'en ces derniers temps la banlieue parisienne, était devenue française et, au dire de tous, européenne. A la fête de la Vieillesse, le 30 brumaire dernier, dame Capeluche avait consenti à être présentée à la Convention, qu'elle avait frappée d'étonnement par son aspect et ses paroles. Il avait été décidé qu'elle était l'être humain le plus âgé de la France et de l'Europe. Or, au moment où toutes les vertus étaient à l'ordre du jour, au moment où le respect de la vieillesse était prêché par les disciples de Jean-Jacques, maîtres actuels de la langue et de l'opinion, comme une des plus précieuses conquêtes de la Révolution sur l'Ancien régime; comment guillotiner la créature qu'on avait signalée à l'admiration de la nation et de l'univers, comme le suprême représentant de la Vieillesse! Liberté, Égalité, Fraternité! c'étaient des mots, des thèses philosophiques, donnant lieu à discussion, à distinction, à interprétation, et l'on pouvait supprimer son voisin, en criant : *Vive la liberté!* et en voyant même dans cette suppression une preuve de sa propre liberté. La vieillesse était un fait. On avait bien guillotiné la maréchale de Mouchy, qui avait quatre-vingt-quatre ans, qui était impotente et sourde, sous prétexte qu'elle avait, étant en prison, conspiré pour exterminer tous les sans-culottes.

De plus, cette vieille Capeluche était étrange. Elle avait des souvenirs, des mots, des idées, que les auditeurs ne comprenaient pas, mais où l'on parlait de rois maltraités, de seigneurs suppliciés, et où les jacobins flairaient les impressions qui leur étaient chères.

Aussi, quoique cette vieille femme, à côté de ces récits démocratiques, se vantât d'avoir été la nourrice de l'avant-dernier tyran; quoiqu'elle eût offert publiquement un refuge à une femme aristocrate; quoiqu'elle fût plus que soupçonnée de renfermer dans sa maison d'autres aristocrates encore, qu'on disait être des ex-nonnes; quoiqu'elle fût accusée de faire dire parfois la messe, et de recevoir de temps en temps la visite des ci-devant internés à Meudon et autres contre-révolutionnaires, Pourvoyeur lui-même n'avait pas osé la faire arrêter.

Toutefois, cet obstacle, si légèrement qu'il s'opposât aux fantaisies, à l'omnipotence de sa tyrannie, l'exaspérait; il avait résolu de faire assassiner sourdement cette vieille aristocrate, contre laquelle l'assassinat ordinaire, public, et organisé sous le nom de Tribunal révolutionnaire, ne semblait pouvoir rien. Il lui avait pourtant octroyé encore un jour à vivre, car il avait besoin d'elle et de sa maison pour cette nuit du 7 au 8 thermidor.

Avant de partir pour Paris, il avait très-particulièrement recommandé qu'on ne surveillât aucunement cette maison, et que l'on ne parût pas s'inquiéter de ceux qui y pourraient entrer durant tout cette après-midi. Enfin, l'on devait tout faire pour augmenter la confiance des conspirateurs qui avaient établi là la fabrique de leurs trames.

L'ordre du président du Comité révolutionnaire avait été suivi avec cette servile docilité que les Français, si volontiers rebelles contre les pouvoirs justes et bienveillants, accordent sans réserve aux misérables qui veulent bien prendre la peine de les tyranniser outrageusement. La servilité même, cette fois comme toujours, dépassa le but. Le haut de la rue des Pierres était déserté. Ce n'était jamais, du reste, un point bien fréquenté.

La maison de la centenaire était complètement séparée de toutes les autres habitations de la rue. A sa droite, je veux dire à la gauche du passant qui regardait la porte, elle les laissait à environ cinquante pas au-dessous d'elle, et la distance qui les séparait était occupée par des groseilliers, des arbres fruitiers rabougris, poudreux, sans feuillage comme sans fruits, et par des apparences de verdure, qui semblaient indiquer de vagues tentations de jardinage. Ce spectre de jardin dépendait, en effet, de la maison. Mais comme depuis longtemps les clôtures en bois avaient servi à réchauffer les patriotes jacobins du pays, comme les fruits se parta-

geaient entre les jeunes sans-culottes du voisinage, et comme il n'eût pas été facile de prouver aux commères patriotes de la commune que les légumes d'un jardin d'aristocrate ne leur appartenaient pas, Manon, qui était aussi sage que brave, et qui réservait son énergie pour les grandes occasions, cultivait ses plates-bandes avec désinvolture, et uniquement pour qu'on ne l'accusât pas d'incivisme, en ne plantant pas des légumes que les citoyens avaient l'habitude de voler.

De l'autre côté, les champs commençaient avec leurs vignes, leurs cerisiers, leurs buissons, leurs clôtures, avec les taillis couvrant les pentes de l'abrupte colline que montait la rue des Pierres, et tout en haut de laquelle était bâti le château.

Entre ces champs et ce jardin, la maison présentait sur la rue sa petite façade percée d'une porte entre deux fenêtres, défendues par de vieux barreaux de fer. Il n'y avait pas d'étage. Mais comme sa corniche était assez élevée au-dessus du haut des fenêtres, comme le toit était très-haut, on pouvait supposer qu'il y avait sur le derrière de la maison plus de développement et une autre façade plus élevée.

On n'en voyait rien. Les deux côtés de la maison étaient sans nulle ouverture, et se continuaient jusqu'à la muraille du parc par deux murs élevés qui enclosaient avec cette muraille et cette façade de derrière, si l'on peut dire, une petite cour d'une douzaine de pas carrés.

La clôture était donc parfaite, et à moins d'entrer par la porte — ou par les fenêtres, — on ne pouvait s'introduire chez la centenaire qu'en escaladant les murs de la cour ou du parc. Au temps jadis, on assurait que ce n'était pas merveille si cette demeure était si bien fermée, et l'on disait qu'il y avait à l'intérieur bien des dispositions mystérieuses et des cachettes introuvables. Mais la vie de la vieille Capeluche et de Manon, sa servante et parente, avait toujours été si grave et si simple, que ces bruits avaient disparu depuis longtemps. Pourvoyeur, non plus qu'aucun des janissaires de son proconsulat, ne semblait en avoir eu connaissance.

La maison Capeluche n'avait qu'une voisine, bien humble et bien muette, une petite chaumière, située presque en face d'elle, de l'autre côté de la rue. On disait que cette cabane appartenait à un des gardes de la forêt, qui n'y venait jamais, aimant mieux coucher à la belle étoile. On ne se rappelait pas avoir jamais vu ouverts la porte et le volet verroulu qui en défendait l'unique fenêtre. Le derrière de cette chaumière était ombragé par des arbres touffus, par d'épais buissons, et communiquait avec les champs.

C'est par là que, marchant, à l'ombre des buissons et sous les

arbres, de son pas aussi léger que le vol de l'oiseau, le bizarre Sagamore s'avancait, vers le milieu de l'après-midi de ce 7 thermidor. Quand il fut arrivé près de la chaumière, il se coula dans un buisson, dont il écarta légèrement les branches, et il regarda attentivement et l'aspect extérieur de la cabane et tout le voisinage. Puis il s'inclina en fermant les yeux, et il écouta.

Le bruit du bourg arrivait à peine jusqu'à lui. Il lança dans l'air l'aigu sifflement du loriot. Une tête apparut à la fenêtre mansardée qui donnait sur la cour, et éclairait le grenier de la cabane. Sagamore quitta son buisson, et s'avança vers la cour, avec une série de précautions qui semblaient ne l'abandonner jamais. Il entra par cette même porte de derrière qui avait déjà donné entrée à Geneviève, et qui se referma sur lui.

II

OU SAGAMORE SORT DE SON NUAGE

Sagamore entra dans une petite pièce humide et obscure au rez-de-chaussée, celle qui donnait sur la rue. Les trous du volet en bois plein qui fermait la fenêtre, permettaient de voir, sans être vu, tout ce qui se passait aux abords de la maison Capeluche, et laissaient passer quelques minces rayons de lumière. L'Iroquois avait suivi son chef, et se tenait debout derrière lui, le regardant avec un mélange de tendresse et de respect, d'admiration et de gravité, qui ne ressemblait en rien à la joyeuse et insouciant désinvolture de ses manières ordinaires.

Sagamore restait muet, immobile, le regard vague et le front penché. L'Iroquois fit un pas pour le mieux voir, et, à la lumière d'un rayon de soleil qui tombait sur le visage de son chef, il constata sur son visage une expression de tristesse inquiète et découragée qui ne lui était pas habituelle.

— Ce n'est pas pour vous commander, chef, dit-il d'une voix insinuante, car si je suis le fils de Mars, vous êtes son propre frère, de même en connaissance suffisante avec les charmes d'Amphitrite, et quand vous me dites : « Jacques, va là-bas ! » j'y vais, sans demander pourquoi ; « Fais ça ! » je le fais. Vous me dites : « Tire ! » je tire, et je tirerais sur le nez camus de la Convention comme sur une cible. Vous me diriez : « Mets le feu à Paris ! » je l'y mettrais ; et pour ce qui serait d'aller prendre Robespierre au milieu de ses gardes-du-corps, à la barbe de Tacherot, qui est un Hercule,

comme on dit, autrement dit le bourreau des crânes et autres malins, quoi ! je le prendrais par le plus extrême fondement de ses culottes de nankin, et je l'amènerais ficelé dans sa cravate jusqu'en haut du grand hêtre de l'Hermitage ci-devant de Villebon. Si ce n'est que ça, parlez, une, deux, trois ! mais parlez, car je dis que ça fait du bien de soulager sa conscience, même pour un qui n'aime pas à jacasser, oui ça réchauffe, de débiter ce qu'on a sur le cœur à un quelqu'un qui donnerait sa vie et en surplus ses quatre-z-yeux pour vous.

— Tu as raison, mon ami Jacques, répondit Sagamore, en le regardant avec une bienveillance tendre, qui fit battre le cœur du soldat. Tu es aussi confiant que brave et fidèle à ton vieux compagnon, car bien que je n'aie pas encore quarante ans, voilà longtemps déjà que nous avons fait ensemble nos premières armes, et nous nous sommes trouvés tous deux à des affaires où nous avons laissé quelque peu du nôtre.

Et, avec un sourire fugitif, il toucha son front, si bizarrement recouvert d'un bonnet de toile, sous sa grande perruque noire.

— Oui, reprit-il, tu vas où je te dis d'aller, sans jamais demander ni raisons ni explications. Il est bien juste que je te dévoile un peu de ma conduite.

— Oh ! dit le soldat-matelot, d'un ton insouciant, ce n'est pas que je sois curieux et que je tiennne à savoir les raisons de votre conduite. Vous les savez. Qu'est-ce que l'Iroquois a besoin de plus ? Une tête pour quatre bras, c'est assez ! Et nous voyons aujourd'hui que quand il y a tant de pilotes à la barre, le navire va en perdition à tous les diables. Ce que j'en disais, c'est parce qu'il n'y a rien qui soulage, après une goutte de rhum, comme un brin de conversation.

— Vois s'il n'y a pas de surprise à craindre.

D'un saut, l'homme sortit de la chambre, tandis que Sagamore collait son œil à une fente du volet.

— Pas la plus petite embarcation à l'horizon, dit Jacques en rentrant. Ç'a été comme ça toute la journée ; et les environs sont si tranquilles pour un pays de mendiants, de caïmans, d'espions et de traîtres, comme est devenu mon village de Meudon, que je m'en sens tout inquiet. Cela rentre bien avec ce que j'ai entendu murmurer dans le pays, et qui donnerait l'idée qu'on prépare quelque coup de force et de trahison contre les gens de la maison vis-à-vis.

Sagamore inclina la tête comme un homme qui approuve et à qui, du reste, l'on n'apprend rien de nouveau. Il retomba un instant dans sa rêverie, puis secoua le front.

— Sais-tu ce qui me rend soucieux, Jacques ? Je ne puis chasser

cette impression de mon esprit. Est-ce ce brillant soleil ? Est-ce l'inexplicable lâcheté de tout ce pays, de toute cette France, et de ses plus énergiques représentants ? Sais-tu, Jacques, quel désir me presse ? Je voudrais être encore dans nos forêts d'Amérique, et reprendre cette vie sauvage que je maudissais tant alors, que j'ai quittée en courant mille dangers, et qui me paraît si belle, si brillante, si heureuse, si riante à cette heure !

— Heu, heu, dit Jacques, les Indiens et la famine ! Pour des arbres, il y en avait de beaux et beaucoup, et des braves gens aussi. Mais c'était mal arrangé pour les repas, chef, et aussi pour la protection des citoyens ; hé ! hé ! vous vous en souvenez, Sagamore.

Celui-ci secoua la tête, et il reprit après quelques instants de réflexion, en fermant les yeux, comme s'il voulait échapper à quelque vision importune.

— Je n'ai rien à t'apprendre du temps passé, mon ami. Tu étais avec moi, dans ma compagnie d'artillerie, dès les premières luttes de l'Indépendance américaine. Le hasard et l'esprit d'aventure t'avaient mené là où j'étais venu moi-même, précédant l'armée de mes compatriotes, et guidé par un sincère amour de la liberté. Tu te rappelles combien Ségur et ce pauvre Lozembrune me raillaient doucement, Lozembrune surtout... Ils m'appelaient un être bizarre, parce que je supportais impatiemment qu'on me nommât comte ou même monsieur. J'exigeais qu'on m'appelât simplement Thomas du Plessis-Mauduit. Cela n'empêcha pas qu'il ne s'établît entre nous des liens de vive tendresse, basés sur l'estime réciproque.

— Je le crois bien, chef. Qu'est-ce qui aurait pu ne pas vous estimer ! On disait entre nous, soldats, qu'on ne savait pas si vous étiez plus savant ou plus brave. Nos bas officiers racontaient que vous étiez un jour parti à pied pour un pays étranger qu'on nomme *Graissa*, à ce qu'on dit, pour bien savoir la place de deux armées ennemies, à une bataille de... Plateau.

— Platée ! mon vieux camarade ; et je gagnai un petit écu. Car c'est à la suite d'un pari et d'une discussion sur cette place que j'avais entrepris ce voyage.

— Et cette autre fois, quand vous vous êtes introduit dans le camp des Anglais, en arrachant leurs palissades, pour le reconnaître.

— Oui, dit du Plessis-Mauduit avec insouciance ; et le sourire qui avait animé son froid visage, à la pensée de ce pédestre voyage scientifique, disparut quand il s'agit de cet exploit, qui avait pourtant émerveillé toute l'armée franco-américaine. Je voulus pousser jusqu'au bout mes principes ; et la guerre pour la liberté américaine, terminée à peu près, j'allai à Saint-Domingue. Nous nous retrouvâmes là. Tu sais encore comment les nègres me récompén-

sèrent. Ils essayèrent de m'assassiner. On crut qu'ils avaient réussi. Pour le monde entier, pour mes amis, pour ma famille, je suis mort. J'ai lu mon acte de décès, et j'ai vu ma tombe. Tu me sauvas pourtant; tu me guéris. Nous parvinmes à gagner l'Amérique du Nord, où, après avoir couru mille dangers, et avoir laissé presque ma tête au poteau du supplice, je fus adopté par une des tribus des Sioux, et proclamé chef.

— Et moi, pour lors je me fis Sioux, où 'on m'appela *le Siffleur*, je ne sais pas pourquoi, tandis que je comprenais bien votre surnom, Sagamore, *la flèche qui vole*.

— Et que de peines n'eûmes-nous pas quand, après plusieurs années, l'amour de la patrie nous dévora le cœur, et ne nous laissa plus aucun repos! Enfin, nous revînmes en France. Mon rêve s'était réalisé. La liberté régnait. Ah! combien je sentis mon cœur déchiré. Mes maîtres les philosophes avaient annoncé, — et je le croyais fermement, — qu'avec la royauté disparaîtraient les haines, l'insolence, la corruption. La Révolution n'avait apporté que toute honte, toute lâcheté, toute folie, l'avilissement de toutes les âmes, l'exaltation de toutes les bassesses, le règne de l'ignorance, et une corruption, une hypocrisie, une tyrannie, mille fois plus odieuse que tout ce qu'on racontait des plus mauvais temps de la barbarie, de la féodalité et de la superstition.

— C'est bien ça, dit flegmatiquement l'Iroquois.

— Je sentis le découragement et le désespoir! Je perdais le but de toute ma vie et l'aliment de toutes mes idées!

— Un navire sans boussole, quoi! et qui s'en va en perdition sur le sein d'Amphitrite!

— Je songeai à me tuer, au sein même de la Convention, en maudissant les tyrans et la liberté. Puis, me relevant un peu, je pensai aller faire casser ma tête insensée dans les rangs de l'armée française, qui, au moins, elle, tout en obéissant aux ordres des despotes conventionnels, était brave en face de l'ennemi. Mais je me relevai tout à fait. Je me dis que ce n'était pas assez pour réparer le mal que j'avais pu faire en prêchant les idées dont ces monstres avaient tiré leur pouvoir et notre honte. Je voulus rester ici pour guetter le moment de les détruire. Je jurai que je sacrifierais tout à ce plan, et que, ne m'appartenant plus, j'oublierais tout pour éviter de me compromettre. C'est pourquoi, Jacques, tu m'as vu toujours si prudent. Je me suis caché sous ce costume, et dans cette position, où j'ai pu sourdement organiser un petit corps de gens braves et qui me sont dévoués. Oh! parfois, j'ai bien souffert de cette dissimulation. J'ai pu protéger et sauver d'honnêtes gens, mais je ne l'ai fait que quand cela était possible, sans donner

aux terroristes la preuve directe et irrécusable que j'étais l'ennemi des jacobins. Aujourd'hui encore, je t'ai recommandé de veiller sur la fille de M. de Lugnières, un de mes vieux amis; je me suis promis de protéger de mon mieux le pauvre Vulmer de Lozembrune, que j'ai reconnu aujourd'hui à Paris, dormant au coin d'une borne, et qui (j'en ai maintenant la certitude) est celui que mademoiselle de Lugnières attend ce soir, celui, en même temps, que Pourvoyeur et ses jacobins guettent pour le saisir au moment où il accourra ici, auprès de sa fiancée; pourtant l'un et l'autre, qui sont avec toi ce que j'ai jamais eu de plus cher au monde, je les abandonnerai, si je ne puis les protéger sans compromettre, sans dévoiler et sans anéantir Thomas du Plessis, qui doit tout son être, sa vie, comme ses sentiments, à la destruction de la Terreur.

Il resta un instant muet. Son austère visage s'était animé, et ses yeux mornes brillaient maintenant d'un éclat fiévreux.

— Tout ça c'est bien parlé; et, d'ailleurs, c'est bien, si c'est comme vous le désirez, dit Jacques, qui ne voulait pas laisser son chef sur ces pensées qu'il savait lui être surtout douloureuses. Mais vous m'aviez promis de me dire ce qui vous a ramené de Paris, avec un visage tout désespéré.

— Ah! j'avais eu un instant l'espoir que j'allais pouvoir travailler énergiquement et au grand jour à cette besogne, à la destruction du tyran. Les Montagnards savent que je ne suis pas sans influence, et ils me croient un des leurs, c'est-à-dire l'ennemi de Robespierre, mais l'ami de la Terreur, qu'ils feraient seulement passer des mains de Maximilien dans les leurs. Ils m'avaient donc convoqué chez le juré Roussillon, à l'hôtel Lameth, cul-de-sac Notre-Dame-des-Champs, où ils se réunissaient aujourd'hui à midi pour comploter la chute du tyran.

— Eh bien, quoi! c'est déjà un joli commencement. Il n'y a rien de plus beau que de voir les crocodiles se manger la queue en famille, comme dit...

— Les lâches! les lâches! murmura Thomas du Plessis, aussi lâches à subir cette insupportable tyrannie qu'ils ont été braves à combattre la débonnaire autorité du roi; aussi lâches à courber la tête qu'ils ont été hardis à prendre par centaines et par milliers celles des vieillards, des prisonniers, des femmes et des enfants.

Sagamore restait immobile, mais son teint toujours si uniforme se constellait de plaques rouges, et c'était pour Jacques un signe d'une telle exaltation, qu'il chercha à rompre cette conversation.

— Bah! Sagamore. Tout ça, comme disait Christophe Colomb, ça m'est d'un autre hémisphère. Et, conséquemment, je m'en lave

les mains, et ça m'est indifférent... Vous continuerez, chef, à me dire : Fais ci et ça, et je le ferai comme par-devant. Quand nous en aurons assez de ce bosquet et de ce jardinet, qu'ils appellent une forêt, la forêt de Meudon, nous irons revoir les Sioux. Voilà.

— Non, Jacques, dit gravement Thomas du Plessis, je risque ta vie comme la mienne, il faut que tu saches pourquoi.

— Chef, répliqua Jacques avec sévérité, vous oubliez mes droits, mes droits à votre amitié.

— Non, mon vieux camarade, je sais que tu as aventuré cent fois ta vie sur un signe de moi. Mais je puis être pris ou tué, il faut que tu connaisses bien la position pour achever ce que j'ai commencé. Écoute attentivement, je serai bref. Les Montagnards ont appris que Robespierre veut frapper un coup pour détruire la Montagne, seule puissance qui puisse vouloir mettre obstacle à ses projets de dictature. Le reste de la Convention est, comme la France, tellement habituée à trembler devant les Comités de Salut public et de Surveillance générale, et devant les chefs de la Montagne, que Robespierre croit n'avoir à faire qu'une seule chose : se mettre en place des Comités et de la Montagne. Il sera, en un clin d'œil, maître de la France, tant la place a été bien préparée pour une tyrannie dictatoriale, la plus violente, la plus sauvage, la plus solide, et la plus respectée en même temps, qu'on ait jamais vue ou rêvée. Et pour se mettre à la place des Comités et de la Montagne il ne veut même pas les détruire, il croit, là encore, qu'il lui suffira d'en guillotiner quelques membres pour achever d'énervier les autres. Tu me comprends bien, Jacques ! Eh bien, qu'est-ce que tu aurais fait si tu avais été un Montagnard ?

— Sauf respect, j'aurais commencé par tordre le cou au citoyen Robespierre, et l'on aurait vu, foi de fils de Mars !

— Eux, ils ont commencé par se mettre aux genoux de Robespierre, et ils lui ont demandé, il y a quelque temps, la paix, que celui-ci a accordée à grand'peine, et en devenant plus haineux que jamais. Aussi, bien que les membres du Comité de Surveillance aient annoncé publiquement à la Convention qu'il n'y avait nulle ombre de dissentiment entre eux et ceux du Comité de Salut public, où Robespierre domine, ou plutôt semble dominer (car on se perd au milieu de toutes ces misérables querelles de vanité, qui divisent nos tyrans sans adoucir leur férocité), je te dis donc que, malgré ces annonces publiques, les bruits ont persisté. Les Montagnards ont pris peur. Ils se sont réunis aujourd'hui chez un juré, ennemi de Robespierre, et ils ont convoqué quelques hommes énergiques, en qui ils ont confiance, comme Heurtevent, le cabaretier des gardes-françaises, d'Ossonville, agent élevé du Comité de Surveillance, quel-

ques autres et moi, que mes relations avec du Barran, membre de ce Comité, ont mis en évidence.

— Bon, dit Jacques, les voilà réunis avec de braves gens. Allons, un peu de courage, tas de gueux !

— Non, les misérables ne cherchaient pas à sauver la France, pas même la République, ils ne cherchaient qu'à sauver leur tête. Voilà ce qui est arrivé. Des conspirateurs, royalistes à ce que j'ai pu voir (et sûrement mon ami Vulmer de Lozembrune en est avec son compagnon le baron de Batz — tu m'as souvent entendu parler de tout cela —), ont pu saisir de très-importants papiers chez Robespierre. Ils en ont fait connaître quelques-uns à nos Montagnards. Ces papiers prouvent bien deux choses : que Maximilien est en relation avec l'Angleterre, et qu'il veut se débarrasser de quelques ennemis. Eh bien, les lâches, par peur d'engager la lutte, aiment mieux se persuader que ces renseignements sont trop vagues.

— Sauf respect, c'est comme les autruches, que je les ai vues, qui mettent leur nez dans leurs ailes, dans l'espérance qu'en ne voyant pas les coups pleuvoir elles ne les sentiront pas.

— Exactement, Jacques. Chacun espère que son voisin seul est menacé et que lui échappera, et ils font semblant de croire que Maximilien ne menace pas la République. Ils demandent pour marcher qu'on leur montre la liste des trente proscrits, des trente Montagnards, que Robespierre a marqués pour la mort, liste que les conspirateurs inconnus prétendent avoir par devers eux. Ah ! si nous pouvions, par l'intermédiaire de Lozembrune, dont je compte me faire reconnaître demain, avoir ces papiers, il me semble que je sauverais la France.

— C'est bien, chef, dit l'Iroquois, avec un gros rire, si jamais je les trouve en me promenant dans les bois, où faudra-t-il les porter ?

Sagamore le regarda gravement.

— Si tu les trouves, dit-il, et que je sois tué ou empêché, tu les porteras chez Tallien, à son domicile, au Marais, rue de la Perle, n° 460 ; chez Legendre, à son domicile, rue de Beaune ; chez Bourdon (de l'Oise), à son domicile, rue des Pères, faubourg Germain, n° 15, ou chez le citoyen Thuriot, que tu trouveras le plus souvent hors de chez lui, rue des Fossés-Bernard, section des Sans-Culottes, n° 1220, chez une amie.

— C'est dit, répliqua Jacques ; car, comme a dit Christophe Colomb, il n'y a que les montagnes qu'on ne rencontre pas. Il signifiait : sur la mer, à ce que je suppose, car sur la terre on ne manque pas d'en rencontrer.

— Mais, continua Thomas du Plessis-Mauduit, qui avait retrouvé tout son flegme et son calme glacial, je suis décidé à une chose,

pour toi comme pour moi. Si Robespierre l'emporte (et ce doit être décadé prochain, 10 thermidor, après-demain, que sera proclamée sa dictature), primidi, 11 thermidor, Robespierre sera mort. C'est ce fusil-ci qui le frappera entre les deux yeux. Toi, tu te chargeras de son dauphin et futur héritier, Saint-Just. Les autres ne sont pas à craindre. Après le coup, nous jetterons nos armes; et, pour montrer que nous sommes des juges et non des assassins, nous nous rendrons à la Convention, si l'on ne nous a pas mis en mille pièces, ce qui est probable.

— Probable, chef, répéta tranquillement l'Iroquois. C'est entendu. D'une façon ou d'une autre, Saint-Just sera fini, primidi prochain, foi de fils de Mars. C'est sacré.

Et par un reste d'habitude de marin de l'ancien régime, il des-
sina dans l'air, avec son pouce, un signe de croix.

— Maintenant que s'est-il passé ici pendant mon absence?

— La jeune fille de votre ami a été enlevée après que vous l'avez eu débarrassée de son enleveur.

— Je le sais.

— Et personne dans le pays ne connaît celui qui l'a enlevée.

— Je le connais, dit Sagamore. Et, demanda-t-il avec quelque émotion, elle n'est pas revenue depuis?

— Non.

Une légère pâleur envahit les joues de Sagamore.

— Pauvre enfant, murmura-t-il! Dieu sait ce qui a pu lui arriver entre de telles mains! Mais, conclut-il d'une voix plus sèche et rude, nous ne nous appartenons pas. Nous ne pouvons faire pour eux, j'entends pour Vulmer, pour elle, et pour les honnêtes gens qui demeurent là en face, que des efforts bien prudents et bien vains, sans doute! Quoi encore?

— La petite coquine m'a remis ce que vous désiriez, un blanc-seing du Comité de Salut public.

— Bien, donne-le-moi. Et puis?

— Il est entré là mademoiselle de Brion, et l'Anglais blessé et amené par Manon, qui est repartie aussitôt. J'ai vu rôder aux alentours le fils de ce gueux de Pourvoyeur. C'est tout.

Thomas du Plessis réfléchit pendant quelque temps. Puis il fit signe à Jacques, — il avait assez parlé pour un jour, — et tous deux sortirent avec grandes précautions.

Une fois arrivés dans la ruelle des Pierres, ils ne se cachèrent plus. Ils descendirent vers la rue des Princes.

Ils étaient à peine au milieu de la ruelle, qu'ils furent arrêtés par un petit rassemblement. Un homme de haute taille, aux cheveux hérissés, le visage dégouttant de sueur, aux prunelles flamboyantes,

aux vêtements déchirés et salis de poussière, retenait par le bras une vieille femme, portant un panier rempli de légumes. Il lui adressait des paroles entrecoupées, véhémentes, peu intelligibles, ou, du moins, que la femme faisait signe de ne pas comprendre.

— Oui, disait l'homme d'une voix tantôt furieuse, tantôt suppliante, oui, on me l'a dit... C'est bien toi... La maison où tu demeures renferme une jeune aristocrate... Attends... Marie, oui, Marie-Thérèse, oui, ah ! mon Dieu, oui... Seigneur. Réponds, je t'en supplie. Est-ce vrai?... Réponds. Elle attend son mari... aujourd'hui, ce soir. Réponds. Est-ce vrai ? un blond..., une grande barbe blonde. Aristobule des Piques ! Réponds ! Ah ! j'ai livré dans ma folle jalousie... ma femme et mon enfant ! Réponds ! Existe-t-elle, cette jeune fille ? Oui, je les ai livrés au Tribunal révolutionnaire, ma femme et mon enfant ! Mais je puis, je veux les sauver, quand je devrais...

— Citoyen Heurtevent, dit Sagamore, en se plantant devant lui et en fixant sur lui son œil impassible, que dis-tu ? que fais-tu ? Laisse cette vieille femme. Es-tu un homme ? viens, je te donnerai tous les renseignements. Viens.

Il lui prit le bras. Heurtevent se laissa conduire, en regardant Sagamore d'un air hébété. Manon, c'était la vieille femme, disparut prestement et regagna sa maison.

CHARLES D'HÉRICAUT.

La suite prochainement.

LA

FORTUNE PUBLIQUE ET PRIVÉE

EN ANGLETERRE

National income, by Dudley Baxter. — *Statistics of the board of trade*. — *Statistique de l'industrie française* (enquête de la Chambre de commerce). — *Tableau général du commerce de la France*. — *Statistique de la France* (agriculture, enquête de 1862). — *Statistique de la France*, par M. Block, etc., etc.

La statistique est une science beaucoup plus en honneur chez nos voisins que chez nous. Ils ne se contentent pas, comme nous le faisons, de quelques chiffres et de quelques données; ils veulent se rendre un compte exact de tous les faits sociaux, de ceux qui ont rapport à la vie intellectuelle et morale aussi bien que de ceux qui concernent la vie matérielle.

De ces études et de ces recherches ils ont déduit des lois inconnues; ils leur doivent des enseignements utiles. Le curieux, le politique, le moraliste puisent également à cette source féconde.

La statistique est en effet une science qui ne fait que de naître, et qui est destinée à prendre dans le domaine des choses de l'esprit une importance capitale. On sera étrangement surpris, un jour, du peu de cas que l'humanité a fait si longtemps de cet enseignement. Des solutions inattendues, et propres à résoudre les problèmes politiques les plus compliqués, ressortiront de cette collection de faits, grâce au simple rapprochement de quelques chiffres. Pour n'en citer qu'un exemple, et un des plus grossiers, les famines qui désolaient jadis le monde avec une périodicité en apparence inévitable, sont en grande partie conjurées aujourd'hui par la statistique. Savoir combien chaque nation produit de blé par an, connaître par conséquent les be-

soins et les ressources de chacune d'elles, n'est-ce pas donner au commerce les indications indispensables pour lui permettre de puiser aux greniers trop remplis et de fournir à ceux qui sont vides? Nous savons à peu près le nombre d'hectolitres de blé que la France consomme par an; nous possédons une statistique judiciaire très-exacte; nous connaissons le tonnage de nos marchandises et le chiffre de nos importations et de nos exportations; enfin nous suivons tant bien que mal les progrès très-lents de l'instruction publique. Joignez à cela le mouvement de la population, et vous aurez la nomenclature à peu près complète des communications que le gouvernement veut bien nous faire tous les dix ans sur l'état moral et matériel du pays.

C'est quelque chose, mais c'est loin d'être assez. Si, par exemple, vous demandez à un haut employé du ministère des finances ou du commerce, voire même au ministre lui-même, à combien il estime le revenu annuel de la France, vous recevrez les réponses les plus discordantes. Les uns vous parleront de 25 milliards, d'autres de 20, d'autres de 15, d'autres de 12. Je me souviens d'une discussion fort sérieuse au Corps législatif, où des hommes qui semblaient également compétents estimaient, l'un à 15 milliards, et l'autre à 7, les produits agricoles annuels. Et, sans cette contradiction, nos honorables députés eussent considéré comme avéré aussi bien le premier chiffre que le second. Non-seulement ils n'avaient à cet égard aucune notion, mais même ne semblaient éprouver aucun embarras et aucun regret de leur ignorance.

Vous trouverez cependant, de temps à autre, dans le discours d'un ministre, une indication vague sur ce sujet. Les économistes s'en occupent. Des hommes distingués, tels que M. Block, ont étudié la question et tenté de la résoudre; mais ils se plaignent à l'envi de ne pouvoir arriver qu'à des résultats très-imparfaits, le gouvernement ne mettant à leur disposition que des données incertaines et peu détaillées. Aussi sont-ils obligés de recourir aux méthodes les plus singulières, aux expédients les plus ingénieux, mais, par cela même, les plus délicats et les plus sujets à erreur, pour arriver à des chiffres qui varient de plus du quart. Sur ce point, je le répète, il existe pourtant une sorte de lueur crépusculaire. Mais si l'on pousse la curiosité plus loin, et qu'on vienne interroger les maîtres de la science sur la manière dont se répartit le revenu annuel de la France entre les différentes classes de la société; si on demande, par exemple, à combien s'élèvent, bon an mal an, les salaires de la grande et de la petite industrie, combien de gens possèdent un revenu donnant l'aisance, combien peuvent être classés parmi les riches, ils vous répondent, d'un air désolé, que jamais l'État ne s'étant préoccupé de semblables

détails, et, en particulier, étant incapable à lui seul d'arriver à aucune constatation sérieuse, ils ne savent pas, ils ne peuvent savoir.

On dirait vraiment qu'il n'y a là qu'une curiosité indiscrette et puérile; cependant il est fréquemment question de l'impôt sur le revenu, des ressources que l'on pourrait en tirer; on évalue à 150 millions environ la contribution qu'il pourrait fournir, en l'établissant sur le pied de 5 pour 100. Le public s' imagine que le gouvernement, les commissions de la Chambre, les économistes eux-mêmes, ont à cet égard des notions certaines. Il n'en est rien, et je mets au défi M. Pouyer-Quertier, M. Thiers et M. Casimir Périer de nous dire si la France compte quarante mille, quatre-vingt mille ou cent mille personnes possédant plus de 10,000 francs de revenu.

Cette constatation est-elle donc si difficile? Je ne le pense pas. Les peuples les plus riches et les plus avancés en civilisation sont ceux chez lesquels une recherche de cette nature est la plus aisée, bien qu'ils soient, par le fait même de leurs richesses, ceux qui ont le plus d'articles à fournir à cette prodigieuse addition. Il en est de ces nations fortunées comme des grandes maisons de banque et de commerce dont la comptabilité, quoique immense, est plus claire et mieux tenue que celle d'un humble détaillant.

En tête de ces peuples favorisés se trouve l'Angleterre. Nulle autre nation n'a un commerce aussi étendu, une industrie aussi active et des capitaux plus considérables à créer ou à dépenser. Nulle autre, néanmoins, n'a ses livres tenus plus à jour. Le Royaume-Uni est le seul où l'on puisse établir, non un bilan exact de la fortune publique, mais une approximation à peu près sérieuse de la production annuelle de l'industrie et de l'agriculture.

Ces recherches ont été faites par différents écrivains, sans parler des ministres et des hommes d'État qui sont venus apporter au parlement le résultat de leurs investigations.

Les documents sont nombreux, les points de repère assez faciles, grâce à l'*income tax*; bref, l'Angleterre sait aujourd'hui d'une façon satisfaisante ce qu'elle gagne et ce qu'elle dépense.

En écrivant ces lignes, nous avons sous les yeux un tableau fort ingénieux, tracé par un des économistes les plus estimés de la Grande-Bretagne. Je regrette, en vérité, de ne pouvoir montrer au lecteur cette vivante et singulière image de la richesse publique chez nos voisins. Imaginez-vous une sorte de pyramide teintée en rose et reposant sur une base colorée en bleu. Cette pyramide est coupée par des lignes transversales qui se terminent par un chiffre à chacune de leurs extrémités. Les tranches du cône ainsi séparées par ces lignes figurent : la première, la classe des capitalistes possédant

125,000 francs, et plus, de revenu annuel. C'est le sommet de la pyramide. La seconde tranche, les possesseurs de 25,000 francs de rente, et plus, jusqu'à 125. La troisième, ceux qui jouissent de 7,500 francs de rente jusqu'à 25,000. La quatrième, les capitalistes ayant de 2,500 francs de revenu jusqu'à 7,500. La cinquième, enfin, les petits rentiers ayant 1,200 francs de revenu, et plus, jusqu'à 2,500. Telles sont les divisions de la pyramide. La base étroite et allongée figure le travail manuel, la classe des prolétaires travaillant de leurs mains. La première tranche indique que huit mille cinq cents personnes possèdent chacune 125,000 francs de rente et plus. La totalité de leur revenu est estimée à 3,153 millions. La seconde montre que quarante-huit mille personnes seulement ont un revenu qui varie de 25,000 à 125,000 francs, donnant un total de 2 milliards environ. La troisième comprend cent soixante-dix-huit mille personnes possédant 2,100 millions. La quatrième, un million de personnes environ fournissant 2,700 millions. La dernière, composée de quinze cent mille personnes, possède 2 milliards. Quant à la base, elle comprend onze millions de prolétaires, dont les gains annuels produisent 8 milliards. La totalité de ces revenus et de ces gains donne 20 milliards environ.

Nous avons tenu à suivre exactement le plan de l'auteur anglais. Il vous initie brusquement au résultat de ses longues recherches en plaçant en tête de son ouvrage cette planche coloriée, *ce pic de Ténériffe*, comme il le dit lui-même, de la fortune publique de l'Angleterre. Plus tard il vous expliquera comment il est parvenu à établir ce bilan d'une façon à peu près rigoureuse, ce que signifie au juste ce total de vingt milliards et les conséquences économiques qui ressortent de son travail.

Nous ne nous étendrons pas longuement sur les procédés d'investigation de M. Baxter ; il nous suffira de dire que l'*income tax* lui fournit en premier lieu un élément très-sérieux d'appréciation. On sait qu'en Angleterre tous les possesseurs d'un revenu supérieur à cent livres sterling sont tenus à déclarer leur revenu, et que sous ce nom de *revenu* sont compris aussi bien les gains du commerçant et les honoraires des médecins et des hommes de loi que les rentes ou les fermages du capitaliste. Mais cette déclaration fort imparfaitement contrôlée et laissée à l'arbitraire de l'intérêt particulier ne saurait être admise que sous bénéfice d'inventaire.

Assez exacte, en général, en ce qui concerne les fermages et les loyers, parce que la constatation de la fraude en pareille matière serait facile, elle est très-suspecte lorsqu'elle s'applique aux gains et aux profits. Tel commerçant ou tel médecin pour faire illusion sur sa clientèle, déclare au delà de ce qu'il gagne, tel autre plus

économe ou plus assuré de son renom médical ou industriel diminue, en revanche, le chiffre de ses affaires.

Quelques exemples en fourniront la preuve. Vingt-huit personnes furent expropriées à Londres lors de la construction de *Cannon street*. Lorsqu'il fallut établir l'indemnité à laquelle elles avaient droit, elles évaluèrent leurs profits annuels à douze cent mille francs : leur déclaration d'*income tax* n'était que de deux cent vingt-cinq mille, et le jury leur alloua sept cent mille francs. M. Baxter a tenu compte de ces dissimulations qu'il estime en général à seize pour cent en Angleterre et à dix pour cent en Écosse et en Irlande.

Dans l'évaluation du montant des salaires des ouvriers, l'élément fourni par l'*income tax* ne se retrouve plus, mais en revanche les appréciations sont infiniment plus aisées. On connaît les salaires de chaque corps de métier, et le nombre des ouvriers, hommes femmes ou enfants. Les grèves si fréquentes chez nos voisins viennent à chaque instant fournir des chiffres rigoureux pour une industrie tout entière, enfin la question ouvrière est si brûlante de l'autre côté du détroit que des enquêtes parlementaires faites avec le plus grand soin projettent la lumière jusque dans les ateliers les plus retirés, jusqu'au fond des mines les plus profondes. Travail des femmes, travail des enfants, chômages, maladies fournissent autant de volumes dans les curieuses collections qu'on nomme une enquête parlementaire.

Enfin pour justifier complètement à l'égard du lecteur français les calculs de M. Baxter, il nous suffira de dire qu'ils concordent avec les chiffres solennellement fournis au Parlement par le chancelier de l'Échiquier, l'illustre M. Gladstone, un des hommes d'État de l'Angleterre qui s'est le plus occupé, par goût et par devoir de charge, de cette grave question, le montant de la fortune publique.

Acceptons donc le tableau de M. Baxter tel qu'il nous le montre et examinons plus en détail les faits curieux qu'il nous révèle.

En premier lieu et à prendre son ingénieuse pyramide par le haut on reste stupéfié. Huit mille cinq cents personnes possèdent entre elles trois milliards cent cinquante-trois millions de revenu ce qui donne en moyenne à chacun 570,000 livres de rente. Les moins riches de *cette tranche* possèdent 125,000 livres de rente, les plus opulents, tels que lord Bute ou le marquis de Westminster, ont plus de sept millions de revenu annuel. Tout un état social nous est aussi révélé en trois chiffres. Si les choses ont leurs larmes comme dit le poète latin, les chiffres n'ont-ils pas aussi leur lyrisme ? N'entrevoit-on pas au travers de cette sèche mention : — trois milliards répartis entre huit mille favorisés, — le luxe prodigieux, la domination irrésistible, l'orgueil humain dans son expression la plus altière, le

contraste inouï de l'opulence extrême et de l'extrême misère, ici la dépopulation des campagnes transformées en parcs ou en prairies, et par suite l'agglomération effroyable du prolétariat industriel dans les villes, là au contraire le paysan n'ayant pas la fabrique ou la mine pour ressource et réduit à prendre à bail un demi-hectare de terrain avec une hutte de torchis en guise de ferme, et une bêche en manière de charrue¹.

En descendant de ces hauteurs où l'air est si vif qu'il vous étouffe, arrêtons-nous sur la seconde section du pic. Là nous nous trouvons en présence de la fortune moyenne ; celle qui nous est connue en France, les revenus de vingt à cent mille francs à peu près. Quarante-huit mille personnes, avons-nous dit, rentrent dans cette catégorie. Elles possèdent entre elles toutes deux milliards. Notre étonnement ici sera inverse. Quoi il n'y a en Angleterre que quarante-huit mille millionnaires, et petits millionnaires même, car la moyenne ne donne à chacun que quarante mille livres de rente ? Une des erreurs les plus répandues en France consiste à surévaluer étrangement la fortune des riches ; et je suis certain que l'on étonnerait étrangement M. Tolain et les mutuellistes de son école, en lui prouvant qu'en totalisant les revenus de toutes les personnes possédant en France plus de quinze mille livres de rente on n'atteindrait pas une somme de deux milliards. Il importe encore de faire observer que la première tranche de M. Baxter n'existe pour ainsi dire pas en France. Cette classe ne formerait même pas un petit rocher à l'extrémité de la pyramide².

Mais revenons au travail de M. Baxter.

Quarante-huit mille personnes ont un revenu qui donne l'aisance ou qui constitue même la richesse, mais non l'opulence. C'est la haute bourgeoisie anglaise, la masse des commerçants, des négociants, des rentiers. Relativement peu de propriétaires fonciers. On ne possède pas en Angleterre telle bagatelle que trente ou quarante mille francs de rente en fonds de terre, où du moins ces propriétaires forment l'exception ! Donc cette haute bourgeoisie satisfait ses goûts de campagne au moyen d'un cottage et de quelques acres de terrains situés dans le voisinage d'une grande cité, mais la majeure partie de la vie se passe derrière un comptoir, à un office ou dans un square.

¹ Voir le curieux ouvrage de M. Lynch : *Realities of Irish life*.

² Je ne crois pas qu'il y ait mille Français jouissant de plus de cent vingt-cinq mille livres de rente. Les recherches auxquelles je me suis livré à cet égard, me permettent d'affirmer que la totalité de leurs revenus ne dépasse guère trois cents millions. La section au-dessous, au contraire, est considérable et ne diffère pas sensiblement de la section similaire en Angleterre.

Descendons encore. Nous voici parvenus aux revenus moyens.

Cent soixante-dix-huit mille personnes jouissent de sept mille cinq cents francs à vingt-cinq mille francs de rente et possèdent entre elles toutes deux milliards de francs de rente. Cette classe ou tranche, renferme la bourgeoisie inférieure, les employés, les officiers de bas grade, le moyen commerce, le clergé. Il en est peu parmi eux qui soient des *rentiers*, c'est-à-dire, ainsi que nous l'entendons en France, des oisifs vivants de leurs rentes. Une fortune aussi minime, et en général une famille très-nombreuse ne permettent pas l'oisiveté. Tous ces gens travaillent. La rente de leur capital, lorsqu'ils en ont un, n'est qu'un des éléments de leur revenu.

Un million vingt-six mille personnes jouissent d'un revenu supérieur à cent livres sterling (2,500 francs) et inférieur à trois cents (7,500 francs). Elles réunissent deux milliards sept cent millions de francs entre elles toutes. Les observations que nous avons faites précédemment s'appliquent avec plus de justesse encore à cette catégorie. Enfin la dernière classe, celle qui comprend les possesseurs de quinze cents à deux mille cinq cents francs de rente, n'appartient pour ainsi dire pas à la bourgeoisie, fermiers, contre-maîtres, négociants au détail, petits employés titulaires de rentes viagères, ouvriers enrichis, tels sont ceux qui la composent.

Au-dessous s'étend cette base teintée en bleu, large mais de faible hauteur, qui figure le prolétariat ou plutôt le salariat ; onze millions d'êtres humains la composent. Dans ce nombre sont compris les femmes comme les hommes¹. Ouvriers des manufactures, servantes, paysannes enrôlées dans les gangs², house-maids, aussi bien que les mineurs, les artisans de toute sorte, les soldats, les marins, tous ceux enfin qui vivent du travail de leurs bras et qui ne possèdent pas d'épargnes ou du moins d'épargnes s'élevant à 1,200 francs de rente. Leur salaire moyen est plus considérable que celui des travailleurs de toutes les autres nations sauf les États-Unis. Il s'élève à 750 francs par an, ce qui donne, à deux cents cinquante journées de travail par an, 3 francs par jour. Ce salaire néanmoins ne représente pas une plus grande source de jouissances que celui du travailleur français ou belge. La vie anglaise est chère. Un grand nombre d'ou-

¹ Cette observation, au reste, s'applique à toutes les catégories que nous avons énumérées.

² On nomme ainsi ces bandes de femmes et d'enfants enrôlés par les entrepreneurs et se rendant chez les fermiers au moment des grands travaux agricoles pour les exécuter plus rapidement que ne le peuvent faire chez nous les ouvriers à l'année ou les paysans de villages voisins. La troupe part du bourg voisin, fait quatre ou cinq kilomètres pour aller, autant pour revenir. Elle n'est composée que de femmes ou de garçons âgés de moins de quinze ans.

vriers mangent de la viande, tous prennent du thé plusieurs fois par jour, la dépense faite chez le boucher et l'épicier enlève à l'artisan l'excédant apparent de ses gains, et si l'on objecte que cette dépense représente une jouissance, nous répondrons qu'il faut tenir compte du climat, qui exige, sous peine de mort, une alimentation très-substantielle, riche en azote ou en carbone. On ne saurait, ce me semble, considérer un appétit plus exigeant comme une source plus grande de satisfactions.

Vingt milliards trois cent cinquante-deux millions. Voilà donc le revenu annuel total des trois royaumes. En chiffres ronds, de dix milliards appartiennent aux classes riches ou aisées, dix milliards aux ouvriers ou aux petits capitalistes ne possédant que 1,200 francs de rente. La ligne des cent livres sterling, observe M. Baxter, peut être appelée la ligne équatoriale de la fortune publique en Angleterre.

À la vue de ce singulier et instructif tableau, une sorte d'inquiétude s'impose à l'esprit de ceux mêmes auxquels les doctrines socialistes inspirent le plus d'horreur. Huit mille personnes possèdent le sixième du revenu total de l'Angleterre. Ne serait-il pas désirable que cette richesse exorbitante fut répartie plus également? N'y a-t-il pas abus dans cette agglomération prodigieuse? Si ces huit mille personnes se trouvaient réduites à ne posséder, par exemple, que cent mille livres de rente chacune, les deux milliards ainsi répartis entre les autres catégories de citoyens, et surtout parmi les travailleurs, ne les enrichiraient-ils pas d'autant au profit de la communauté? Au point de vue de l'économie politique, c'est là une erreur capitale, sans parler même de l'injustice et de l'impossibilité de la répartition.

Nous verrons plus loin que les trois milliards possédés par la haute aristocratie représentent, pour une portion assez notable, des salaires distribués par huit mille répartiteurs d'une espèce particulière! Mais autre chose est de savoir si les grandes fortunes sont nuisibles, ou si le monopole de la terre n'est pas un abus et une cause de démoralisation. L'Angleterre est incontestablement menacée par l'accumulation des biens-fonds dans les mains de son aristocratie, le danger ne provient pas de ce que l'aristocratie est riche, mais de ce que cette richesse est presque exclusivement constituée par la terre.

Les substitutions anglaises ont eu un résultat très-différent, selon qu'on considère l'Angleterre proprement dite ou l'Irlande.

Dans la plus grande des Iles Britanniques, les substitutions ont dépeuplé les campagnes, agrandi les fermes et substitué les prairies aux terres à blé. En Irlande, elles ont amené une division dé-

sastreuses des exploitations agricoles et l'agglomération des populations rurales. Résultat absolument opposé et dû cependant à la même cause : le paysan ne possède plus le sol. Là où l'ouvrier agricole a pu s'éloigner sans être exposé à mourir de faim, il est parti. Le grand propriétaire, loin d'y perdre, y a gagné. Il ne garde dans son voisinage qu'un échantillon de paysannerie, pour l'agrément et pour la montre. Jolis cottages, habités par des familles robustes et satisfaites. Maison d'école modèle, presbytère élégant, église gothique en bon état, tel est le tableau riant qu'un riche propriétaire peut se donner à peu de frais, à la condition de n'avoir autour de lui, que des gardes, des jardiniers et des ouvriers à l'année.

Le paysan véritable est parti, il s'est rendu à la ville manufacturière la plus proche. Il travaille dans une usine. Sa femme et ses filles continueront, il est vrai, à s'occuper de travaux champêtres pendant deux mois de l'année environ. Mais elles partiront chaque matin avec leurs compagnes, au nombre de deux ou trois cents, sous la conduite d'un entrepreneur, sorte de contre-maitre d'esclaves. Elles feront 8 kilomètres pour aller, 8 kilomètres pour revenir, sarcleront sans relâche pendant dix heures, s'épuiseront à ce travail qui dépasse leurs forces. L'école, le ménage, la santé, tout en souffrira, mais au point de vue économique, le résultat sera irréprochable, car une plus grande somme de produits aura été obtenue à meilleur compte.

Tandis qu'en Angleterre et en Écosse la grande propriété a fini par dépeupler les campagnes au profit des districts manufacturiers, en Irlande, au contraire, le paysan n'a pas pu devenir artisan, parce que les usines sont rares et les mines peu abondantes. La substitution a produit néanmoins ses effets désastreux, le paysan, vendant peu à peu sa terre, de propriétaire est devenu manœuvre et surtout fermier.

Mais quel fermier, hélas ! fermier d'un acre (un demi-hectare), avec une redevance de vingt-cinq francs par an, payée au prix des plus grandes privations.

La situation est devenue si intolérable, qu'à plusieurs reprises, les grands propriétaires ont été obligés de déporter leurs fermiers en Amérique, et je me sers à dessein du mot de déportation, car le malheureux fermier était obligé de choisir entre le renvoi, qui était la mort ou l'émigration, préparée, facilitée et payée, il est vrai, par le propriétaire. Ce n'était pas seulement par philanthropie que les grands seigneurs irlandais s'imposaient un si lourd sacrifice (le voyage de chaque émigrant leur revenait à près de cent cinquante francs), c'était en même temps une spéculation bien entendue, car

la taxe des pauvres, et les non-valeurs des fermages, réduisaient leurs revenus à zéro.

En dépit de ce remède héroïque, la situation d'un grand propriétaire irlandais est toujours fort périlleuse. Il paye souvent de sa vie le mécontentement et les souffrances des paysans. De là l'absentéisme, nouvelle source de misère, d'oppressions et de violences.

Mais ce ne sont pas les maux dont souffre l'Angleterre ou les périls qui la menacent qui forment l'objet de cette étude. C'est un inventaire qui nous occupe. Cet inventaire, avons-nous dit, s'élève à une somme totale de vingt milliards. Que signifie ce chiffre?

Il est évident qu'il est plus élevé que la valeur annuelle des produits britanniques, que des doubles emplois le grossissent.

Par exemple, les rentes des particuliers qui ont leur fortune placée en fonds de l'État ne représentent pas une richesse du pays, puisque, tout au contraire, elles ne sont autre chose qu'une dette nationale. Mais, en dehors même de cet article qui mérite d'occuper sa place dans le chapitre des déductions, il en est d'autres plus importants, et dont nous devons dire quelques mots.

Procédons par des exemples particuliers, nous nous ferons mieux comprendre.

X... a 100,000 livres de rente en terre. C'est-à-dire qu'il a troqué pour 100,000 francs, des produits agricoles contre de l'argent. Ne nous occupons pas de la forme plus commode qu'a revêtue son revenu, et supposons que ces 100,000 francs soient des sacs de blé restés en sa possession. Il veut dépenser son revenu, il échangera donc une portion de ses sacs de blé contre d'autres produits : viande, légumes, voitures, etc. Jusque-là, aucune déduction à faire. Il a fourni ses produits, on lui a rendu des produits. Mais il paye les services d'un grand nombre de domestiques qui ne sont pas employés à la production de son blé. Il paye 10,000 francs de gages de la sorte, par exemple. Là apparaît une déduction importante à faire dans le total des revenus. Cette même somme de 10,000 francs figure dans les 20 milliards : 1° au compte de X...; 2° à celui de ses domestiques, et cependant ces 20,000 francs ne représentent réellement que 10,000 francs de blé.

Un médecin, un juge, un soldat, un gendarme, ne produisent pas, dans le sens propre du mot, leurs revenus font donc double emploi avec ceux des producteurs qui leur ont fourni de quoi se vêtir, se loger et s'habiller.

Parmi ceux qui vivent ainsi du surplus de la production, sans lui fournir leur part, les uns sont utiles, les autres nuisibles. La faute, au reste, leur est moins imputable qu'à ceux qui les emploient. Si

un grand propriétaire consacre son revenu à solder cinquante mille journées de terrassiers, mais que ce travail n'ait d'autre emploi que les embellissements d'un parc, il est certain que cet amateur de l'art des jardins aura fort mal dépensé son argent; qu'il aura enfoui en terre une somme précieuse de travail humain. C'est ainsi que les frais d'une guerre sont une perte sèche pour une nation, c'est ainsi que le développement du luxe peut être une cause d'appauvrissement pour un peuple. Heureusement, les mauvais emplois de la richesse sont rares et de peu d'importance. Les trois milliards de l'aristocratie anglaise se dépensent, pour la plus grande partie, de la façon la plus utile. Les avares mêmes sont une fortune, aussi bien pour leur pays que pour leurs héritiers. Mettre de côté, du moment où on n'enfouit pas des guinées dans une cassette, genre d'avarice passé de mode, c'est fournir des instruments de travail à ceux qui en manquent, c'est rendre des capitaux disponibles et les mettre en circulation¹.

Ce qui est vrai de cette aristocratie dont l'opulence est sans égale dans le monde, l'est *a fortiori* des classes moyennes. Celles-là n'ont pas même la possibilité d'abuser de leurs richesses. Un possesseur de 20 ou 30,000 livres de rente n'est pas le maître de faire des folies. Lorsqu'il a payé l'éducation de ses enfants, son loyer, sa nourriture et les gages d'un domestique peu nombreux et indispensable, pour qu'il conserve la libre disposition de son temps, il lui reste une bien faible somme, et ce capitaliste-là n'abusera jamais ou presque jamais.

M. Baxter fait observer avec raison que la servante d'un juge ou d'un médecin est un ouvrier aussi utile à la société qu'un mineur ou qu'un laboureur. Elle rend possible la création de produits qui en valent bien d'autres : la justice et la santé.

Néanmoins, et quelle que soit l'utilité sociale de ceux qui ne fournissent pas directement à la communauté des produits d'ordre matériel, il importe de distinguer leurs profits, gains ou revenus, de

¹ Le mécanisme de l'épargne est une des découvertes les plus simples en apparence, et cependant le plus longtemps ignorées de la science économique. Un avaré est, sans le savoir et sans le vouloir, un bienfaiteur de l'humanité. Il est facile de s'en rendre compte, il emploie son épargne à acheter ou des capitaux ou des biens-fonds. Celui qui vend se trouve ainsi en possession d'un capital disponible. Lors même que ce vendeur ferait le emploi de son argent en rente s'il a vendu de la terre, ou en terre s'il a vendu de la rente; peu importe, il dégage soit directement, soit indirectement, une somme de capitaux qui trouve toujours à la fin un emploi industriel. Mais, dira-t-on, l'avare en dépensant son revenu au lieu de le placer, l'aurait dépensé en salaires. Sans doute, dans un cas comme dans l'autre l'épargne ou la dépense se traduiront en salaires. Mais toutes les probabilités sont pour que les salaires de l'épargne soient mieux employés que ceux de la dépense.

ceux des véritables producteurs, afin de se bien rendre compte du montant des sommes à retrancher du revenu brut de l'Angleterre.

En suivant les règles établies par le plus grand nombre des économistes, il faudrait diviser la population adulte d'une nation en deux classes. Les producteurs et les non producteurs. La première classe comprend les propriétaires¹, les marchands, les industriels et les ouvriers de toute sorte, hommes ou femmes. La seconde renferme les infirmes, les employés de l'État, les militaires, les hommes adonnés aux professions libérales, les mendiants, les domestiques de luxe et les rentiers de l'État. Cette distinction est tant soit peu arbitraire, quoique généralement adoptée. Les économistes admettent, il est vrai, que le même homme peut avoir un double caractère : être producteur pour une partie de son revenu, et non-producteur pour une autre. La difficulté ne gît pas là. Mais où commence le rôle de la production, où finit-il ? Un chimiste est-il un producteur ? Non, dira-t-on, pas plus qu'un mathématicien ou qu'un astronome, et cependant, s'il découvre l'aniline, s'il extrait de la houille des couleurs qui vont faire la richesse de plusieurs industries, lui refuserez-vous la modeste qualité de producteur ?

Mais, à l'inverse, tel commerçant, tel intermédiaire qui n'apporte, en réalité, qu'une utilité très-contestable dans le placement d'une marchandise, l'appellerez-vous producteur, parce que les gains de son industrie entreront pour une part dans le prix des produits qu'il vend ou qu'il fait vendre ?

C'est afin de résoudre cette difficulté que M. Baxter propose d'introduire une troisième catégorie, qu'il appelle celle des *auxiliaires*. C'est la classe qui travaille, mais qui, à proprement parler, ne fournit pas à la communauté des produits, qui ne lui apporte qu'une utilité morale, qu'une facilité, qu'un plaisir. A ce point de vue, un détaillant doit être classé parmi les auxiliaires. Le rôle de la production est terminé quand le produit a été mis à la portée des consommateurs.

Mais si, pour s'épargner inutilement quelques minutes ou quelques pas, celui-ci s'adresse au détaillant, on ne saurait classer parmi les producteurs un intermédiaire qui ne procure qu'une utilité aussi restreinte. Autre exemple : une compagnie de chemin de

¹ Il ne serait pas juste de refuser à un propriétaire foncier la qualité de producteur parce qu'il loue ses terres. Les arrangements qui interviennent entre lui et ceux qu'il emploie ne concernent que lui seul. On ne saurait où s'arrêter dans cette voie si l'on voulait n'appeler producteur que celui qui a travaillé de ses mains à la confection de son produit. A ce compte-là un manufacturier, un entrepreneur et même souvent un gros fermier comme ceux de Brie ne serait pas un producteur.

fer est productrice en tant qu'elle transporte des marchandises ou des voyageurs de commerce; elle est auxiliaire dans ses trains de plaisir ou dans ses transports de touristes. Les magistrats, les artistes, les professeurs, etc., font ainsi partie de la classe des auxiliaires.

Cette classification adoptée : producteurs, auxiliaires, non-producteurs, on observera que le sommet du cône (les possesseurs de 125,000 francs de rente et plus) est principalement producteur¹; la base (les travailleurs manuels) l'est tout entière; les sections moyennes renferment en proportion variée des producteurs, des auxiliaires et des non-producteurs, mais ceux-ci étant exclusivement des rentiers de l'État.

Après avoir ainsi établi la part que chacune de ces classes prélève sur le revenu total de l'Angleterre, après avoir indiqué la source habituelle de leurs revenus, après avoir montré que certains revenus, dérivés les uns des autres sous forme de rentes, salaires ou profits, font des doubles emplois dans l'addition générale, il nous reste à chercher quel est le chiffre vrai du revenu de la Grande-Bretagne. En d'autres termes, à quelle somme faut-il ramener les 20 milliards qui expriment, non la richesse réelle, mais la richesse apparente des Anglais.

Mais, d'abord, que faut-il entendre par cette expression : le revenu d'une nation? Sur ce point encore, les économistes ne sont pas unanimes.

Les uns désignent ainsi la somme totale des produits annuels amenés à leur état de perfection, c'est-à-dire prêts à être consommés ou échangés au delà des frontières. Les autres, distinguant entre les différents produits, prétendent que l'on ne doit faire entrer en ligne de compte que ceux qui sont destinés à la nourriture ou au vêtement des hommes, tous les autres produits ne servant, en quelque sorte, qu'à se procurer ceux-ci.

Cette dernière théorie est celle de M. Baxter. Voici comment il la résume :

« Une nation dépense presque entièrement ses revenus à nourrir et à vêtir ses membres. Une manufacture de tapis, par exemple, ne fait, en réalité, qu'échanger une partie de son avoir en tapis contre une certaine quantité de céréales, et une autre partie de cet avoir contre une certaine quantité de vêtements. »

Cette théorie est ingénieuse, et si on ne la pousse pas à l'extrême, elle peut être adoptée. Ce que veut dire M. Baxter est ceci : ceux

¹ Il ne faut pas oublier que les 8,500 possesseurs des 125,000 francs de rente et plus (le sommet du cône) sont principalement de grands propriétaires fonciers, ou de grands manufacturiers.

qui ne fabriquent pas des objets de première nécessité vivent, en définitive, sur le travail et les produits des autres. Il faut que le laboureur produise plus de blé qu'il n'en consomme pour faire vivre tous ceux qui se livrent à d'autres métiers, et lorsque ces derniers ont payé leur vêtement et leur nourriture, il ne leur reste presque aucun surplus. L'objet qu'ils ont fabriqué n'est donc, en définitive, que la représentation à peu près exacte de la quantité de blé qu'il leur a fallu pour vivre ou de vêtements qui leur a fallu pour se vêtir. D'où il faudrait conclure que pour établir le véritable revenu annuel d'une nation, il suffirait de connaître la quantité et le prix du blé, de la viande, des légumes et des vivres, des vêtements et des outils annuellement consommés.

Mais cette simplification n'est-elle pas tout au contraire une complication. Qu'est-ce que le vêtement, qu'est-ce que la nourriture. Où commence la ligne de démarcation ; où s'arrêtera-t-elle ? Par ce mot de vêtement, ne dois-je pas entendre également le couvert, l'abri, aussi indispensable à l'homme qu'une blouse ou qu'un pantalon. Ce n'est pas tout. Le vêtement ne comprend-il pas tout ce qui a servi à le produire, machines, combustible et railways. C'est ainsi que M. Baxter l'entend, et la classification qu'il propose lui semble si peu pratique qu'il ne la mentionne, je crois, que comme un paradoxe économique, et qu'il se hâte de rentrer dans le chemin battu et d'évaluer la richesse annuelle de la nation anglaise au moyen des produits de son industrie, de quelque nature qu'elle soit.

« La nation anglaise, nous dit-il, fabrique environ douze milliards et demi de calicot, de vêtements, de machines, de grains et *autres produits*. C'est là le fruit de son travail industriel pendant douze mois. Il doit être porté pour sa plus grande partie au crédit des producteurs comme revenu, c'est de lui que toute sa population doit vivre. Les Anglais échangent entre eux une portion de cette richesse, ils en mangent une partie, ils s'habillent avec une autre partie, ou ils la vendent aux autres nations, la transforment en numéraire, et mettent ainsi de côté des épargnes et du capital. Mais les classes auxiliaires et non productives se nourrissent presque exclusivement sur le fonds commun, et c'est ainsi que leurs revenus sont portés en double dans la balance de l'addition matérielle. Il importe de distinguer ces deux classes et de classer ainsi quel est le revenu primitif et vrai de la nation.

« Les catégories de revenu qu'il s'agit de distinguer, sont :

« 1° *Les revenus des classes productrices*. Revenus qui ont pour origine l'agriculture, les mines, les manufactures, le commerce en gros, les propriétés ou les capitaux possédés à l'étranger par des sujets anglais.

« 2° *Les revenus de la classe auxiliaire.* Revenus provenant des maisons, des transports et du commerce de détail.

« 3° *Les revenus des classes non productrices*, qui ont pour base les salaires de l'État, les professions libérales, la domesticité et les rejets de l'État.

« Une fois ces distinctions établies, il est facile d'établir la proportion du revenu total du Royaume-Uni, qui doit être attribuée à chacune des trois classes.

« En voici le tableau :

CLASSES PRODUCTRICES, AUXILIAIRES ET NON PRODUCTRICES

Royaume-Uni, 1867.

1° Classes productrices :	Montant du revenu.
Agriculture 4,144,100,000	} . . 11,990,750,000
Mines et manufactures, etc. 7,846,650,000	
2° Classes auxiliaires 4,900,000,000	
3° Classes non productrices 3,459,250,000	
	<hr/> 20,550,000,000

« Ainsi le revenu annuel et en gros de la nation est de 20 milliards 350 millions, ou 800 millions plus élevé que le montant total de la dette nationale.

« Les revenus de la production qui proviennent de l'agriculture et des manufactures, sont de 12 milliards, et peuvent être considérés comme des gains de première main.

« La classe auxiliaire possède un revenu de 5 milliards, dû en partie à des gains de première main, en partie à des profits de seconde main, pris et payés sur ces gains primitifs.

« La classe qui ne produit pas possède un revenu de 3 milliards 500 millions, entièrement de seconde main et prélevés sur les gains originaires.

« Le revenu net du Royaume-Uni, c'est-à-dire la production qui fait vivre toute la nation sur laquelle elle se nourrit, s'habille, paye des taxes et des dépenses, peut être évalué entre 13 milliards 1/2 à 15 milliards. Les revenus de seconde main, qui donnent au revenu national une amplitude exagérée et qui sont prélevés sur les gains de première main, s'élèvent de 6 milliards à 6 milliards 1/2. »

15 milliards environ, tel est le revenu réel de l'Angleterre, c'est-à-dire le total de ses produits annuels de toutes sortes. Ces 15 milliards sont fournis pour un tiers par l'agriculture, pour les deux tiers par l'industrie. Quant aux cinq milliards qui complètent le chiffre de 20 milliards que M. Baxter nous avait indiqué comme composant le revenu apparent de la Grande-Bretagne, ce sont les

doubles emplois ou la circulation, selon le terme que l'on préférera, qui les fournissent, ce sont les classes auxiliaires qui les prélèvent sur le fonds commun. A qui les empruntent-elles? A ceux qui les possèdent, aux classes productrices, ouvrières ou propriétaires qui payent aux auxiliaires leurs services d'*ordre moral* avec une portion de leurs produits. La classe ouvrière a annuellement 8 milliards de salaires, les propriétaires ou manufacturiers ont 7 milliards de revenu, dans quelle proportion les prolétaires et les propriétaires se partagent-ils la remise faite aux auxiliaires? Voilà ce qu'il est difficile de préciser exactement. Il est probable cependant que ce sont les classes productrices élevées qui supportent la plus grande partie du fardeau¹.

15 milliards. Voilà, certes, un formidable actif. Aucune autre nation du globe ne possède, relativement à sa population, une semblable richesse, et cependant nos voisins, en présence de cette accumulation prodigieuse de produits de toute nature, sont loin d'éprouver les sentiments d'orgueil et de satisfaction que nous pourrions leur supposer. Est-ce l'appréhension que son trésor même inspire à un avare? est-ce une convoitise plus grande? Non, c'est la conscience très-nette d'une situation extrêmement périlleuse. Dans ces 15 milliards l'agriculture n'entre que pour un tiers, le reste est le fruit de l'industrie et du commerce. C'est dire que la Grande-Bretagne est tributaire de l'étranger pour une portion considérable de son avoir, et qu'une guerre malheureuse qui fermerait ses ports, moins que cela, un progrès industriel accompli chez les nations ses rivales, la priverait de ses débouchés commerciaux et la réduirait à ses ressources propres. Or, lorsqu'une nation envoie au loin les produits de son sol ou de son industrie, que demande-t-elle en retour? Est-ce de l'argent? Non, assurément. Ce qu'elle réclame, ce sont des vivres ou des vêtements, et c'est en cela que M. Baxter a raison lorsqu'il nous dit qu'un peuple ne travaille qu'en vue de s'assurer ce qui est nécessaire à le nourrir et à le couvrir. Le reste est fort peu de chose. Ces cotonnades, cette houille, ces fers, ces machines que la Grande-Bretagne expédie sur tous les points du globe, ils achètent quoi? Du bétail, des légumes, du thé, du vin et surtout du pain. Sans ses richesses minérales, sans son industrie merveilleuse, l'Angleterre mourrait de faim à la lettre, son sol n'est pas capable de la nourrir. Un calcul d'arithmétique bien simple va rendre cette vérité évidente. Les 5 milliards de produits agricoles divisés par les 50 millions

¹ Ceci revient à dire que ce sont les gens riches qui font principalement vivre les professeurs, les artistes, les médecins, les avocats, les juges, etc., etc. Vérité incontestable.

d'habitants du Royaume-Uni, donnent par chaque individu 166 francs, c'est-à-dire quelque chose comme 45 centimes par jour. Nos voisins sont-ils en droit d'espérer qu'une culture plus étendue et de nouveaux procédés augmenteraient sensiblement cette récolte insuffisante? Hélas non ! De tous les travaux auxquels se livrent les hommes, l'agriculture est celui où la limite du progrès est le plus près d'être atteinte, et nulle part l'agriculture n'est plus perfectionnée que dans les trois royaumes.

On comprend donc la tristesse et les sombres pressentiments des économistes anglais, quand le bilan de leurs affaires leur révèle cette vérité désolante que la plus riche nation du globe est sérieusement menacée de devenir la plus misérable. Un jour, les Chinois, les Japonais ou les Indiens apprendront à tisser leur coton ; sous peu les Belges, les Français ou les Allemands fabriqueront eux-mêmes leurs fers.

Dans un avenir peu éloigné, il restera donc seulement à l'Angleterre, pour se procurer les denrées que son sol lui refuse et que le chiffre de sa population exige, quelques matières premières et ses houilles. Ces dernières constituent la véritable richesse de nos voisins, celle qu'il n'est donné à aucune nation européenne de leur disputer. Mais la houille elle-même s'épuise. Dans leur anxiété, nos voisins ont compté, comme un avaré compte son trésor, ce qui leur reste de tonnes à extraire. Ils ont admis dans leurs calculs que les progrès de la science enseigneraient à leurs mineurs le moyen de descendre à des profondeurs où aujourd'hui la vie humaine est impossible, ils ont estimé tous ces débris, toutes ces scories que jadis ils rejetaient dédaigneusement, ils ont imaginé des bancs encore inconnus, et, en dépit de ces chances favorables, de ces progrès, de ces économies, ils ont trouvé que dans trois siècles le charbon, ce pain noir des trois royaumes, serait entièrement épuisé.

La prospérité commerciale et financière que leur révèle la balance de leurs affaires, leur apparaît donc comme le dernier rayonnement du soleil à son déclin. Leur organisation sociale profondément modifiée, leur influence politique annulée, leur prestige évanoui, tout annonce une Angleterre nouvelle réduite en puissance, en richesses, en gloire et en vertus. Le vieux tronc s'épuise, et ce sont les rameaux transplantés au delà de l'Océan qui prouveront au monde, dans quelques siècles, la prodigieuse vitalité, l'admirable sève de la souche primitive.

II

Le lecteur qui aura parcouru ces pages s'adressera ici, à coup sûr, une question qui naît du sujet lui-même. Il est sans doute fort curieux de connaître, se dira-t-il, le revenu de l'Angleterre, mais il serait beaucoup plus intéressant de savoir quel est celui de la France. L'étude de la richesse publique chez nos voisins perdrait une grande partie de son utilité et de son intérêt, si elle ne servait pas de point de comparaison avec la nôtre.

J'ai déjà, au début de ce travail, indiqué que nous ne pouvions pas connaître exactement notre actif et notre passif : que les données nous manquaient, non par la faute de nos savants, mais par celle de l'administration française.

À défaut de chiffres précis, nous pouvons cependant fournir quelques indications.

La seule statistique qui soit faite en France d'une façon remarquable est la statistique agricole¹. Elle est très-complète, bien tenue à jour, très-suffisamment exacte, et nous devons, pour être juste,

¹ Il y a plusieurs méthodes employées pour évaluer les produits agricoles, elles donnent des variations énormes dans les chiffres des rendements, mais ces différences ne proviennent que de la manière d'envisager les produits. Les uns estiment tous les produits, même ceux qui ne servent qu'à en fabriquer d'autres. Ils estiment par exemple le travail des animaux, le fumier de ferme, les pailles, les semences, etc. Ils arrivent de la sorte à établir le chiffre fantastique de quinze milliards. Mais c'est un procédé semblable à celui qui consisterait à estimer : 1° le blé; 2° la farine; 3° le pain. La statistique officielle n'est pas entièrement exempte de ce défaut. Elle évalue à 10 milliards les produits agricoles. Mais dans ce chiffre sont compris : les semences, les pailles qui font le fumier et les herbes et les céréales consommées par les animaux de ferme. J'ai suivi une autre méthode. J'ai compté : 1° tout ce qui sort du bois de la ferme ou de la chaumière pour être porté ou amené au marché; 2° tout ce qui est consommé en nature par le paysan ou le fermier pour sa nourriture. À l'inverse de la statistique officielle, j'ai donc compté la viande, la vente des animaux, etc.; mais j'ai retranché les semences, les pailles, les céréales farineux ou betteraves consommés par les animaux de ferme. C'est ainsi que j'ai obtenu, en me servant des chiffres de la statistique officielle, la somme de 7,640 millions. À l'égard des salaires des ouvriers agricoles, voici les données de mon calcul :

Agriculteurs adultes, huit millions, gagnant en moyenne 400 francs par an, à 2 francs par jour et 220 journées d'ouvrage.

Femmes ou filles adultes d'agriculteurs, huit millions, gagnant en moyenne 140 francs par an, à 1 franc par jour et 172 journées d'ouvrage.

Enfants en âge de travailler, deux millions, gagnant en moyenne 103 francs par an, à 80 centimes par jour et 129 journées d'ouvrage.

reconnaître que rien d'aussi bien fait n'existe en Angleterre. Nous savons donc ce que la terre produit, nous ignorons ce que l'industrie rapporte. La production agricole nous est connue à l'aide de données positives, la production manufacturière par des approximations, des à peu près, des hypothèses. Une obscurité plus grande règne encore sur la distribution des fortunes entre les différentes classes de la société française ; en dehors des cotes foncières et des patentes, nous manquons à cet égard des premiers éléments d'information.

Essayons cependant de coordonner les quelques faits qui sont à notre connaissance, et d'en tirer les déductions les plus simples¹.

Les produits agricoles livrés à l'industrie, à la consommation des hommes et à celle des animaux s'élèvent à 8 milliards environ.

Ce sont huit millions de cultivateurs adultes qui les obtiennent. Ces huit millions de cultivateurs représentent une population totale de vingt millions d'âmes environ.

Enfin, les gains de ces cultivateurs, en les ramenant à un salaire journalier, et en y joignant ceux de leurs femmes et de leurs enfants, s'élèvent à 4 milliards 2 ou 300 millions. La part de l'agriculture ainsi faite, il s'agit d'établir celle de l'industrie.

J'estime que les produits industriels amenés à leur état de perfection, c'est-à-dire prêts à être utilisés, consommés ou exportés, sans subir d'autres transformations, s'élèvent à la somme de 8 milliards.

Ainsi, 8 milliards pour l'agriculture, 8 milliards pour l'industrie.

Cette parité entre les deux natures de produits n'est pas une rencontre fortuite : nous le verrons tout à l'heure.

Nous avons dit que les données qui pouvaient servir à évaluer avec un degré raisonnable de certitude les produits industriels étaient vagues et peu nombreuses.

Il en est un cependant sur lequel nous sommes complètement renseignés : c'est le chiffre de la population qui se consacre aux travaux de la grande et de la petite industrie. Nous connaissons également le taux des salaires des différentes catégories de travailleurs, le nombre moyen des journées de chômage, la valeur de travail des femmes et des enfants.

Sur les 37 millions de Français, 10 millions et demi appartiennent aux populations industrielles.

Les salaires annuels des hommes, des femmes et des enfants réu-

¹ La seule statistique industrielle que le gouvernement nous ait récemment donnée est celle de Paris. La chambre de commerce de Paris, a publié en 1860, un travail consciencieux sur l'état de l'industrie dans le département de la Seine en 1860. Nous trouverons dans cette enquête des indications précieuses et qui jettent quelque lumière sur l'industrie générale du pays.

nis forment la somme de 4,200 millions environ ¹. Nous retrouvons encore ici une somme équivalente à celle des salaires agricoles. Seulement elle est répartie entre un plus petit nombre d'individus.

Les derniers chiffres que nous venons de donner ont un degré suffisant de certitude. Or nous croyons que la somme des salaires d'une industrie nous indique approximativement la valeur des produits de cette industrie. Il est évident qu'il y a un rapport constant et nécessaire entre le prix de la main-d'œuvre et celui de l'objet fabriqué. Ce rapport, selon nous, est de la moitié. Cette assertion peut sembler étrange au premier abord ; car dans toutes les vérifications que nous pouvons faire journellement, nous voyons la main-d'œuvre n'entrer que pour un cinquième ou un sixième dans le prix du produit. A cet égard, l'enquête de la chambre de commerce de Paris nous donne des renseignements précieux. Pour chaque corps d'état elle indique le salaire annuel de l'ouvrier et la moyenne de la production de cet ouvrier. Nous savons ainsi qu'un ouvrier qui gagne 1,000 francs par an a fait un travail d'une valeur de 4 ou 5,000 francs. A prendre les choses ainsi superficiellement, la main-d'œuvre pourrait être évaluée à 15 ou 20 pour 100 du produit ; mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que le produit parisien, amené, en général, à son dernier degré de transformation, a subi déjà cinq, six, quelquefois dix manipulations successives, toutes frappées du droit de la main-d'œuvre. Cette accumulation de travail se retrouve dans le prix des matières, dites premières, qui ont servi à fabriquer le produit ou qui entrent dans sa composition. A ces 20 pour 100 de l'ouvrier parisien il faut donc ajouter les 20 pour 100 de toutes les industries antérieures. Aussi, de même que nous ne faisons pas trois produits agricoles du blé, de la farine et du pain, les 8 milliards de produits n'expriment dans notre travail que la valeur totale des produits achevés. Nous ne compterons pas la houille, si elle a servi à fabriquer de l'acier, ni l'acier, s'il a été transformé en cordes in-

¹ En 1851, on comptait en France { 3,780,000 ouvriers et patrons, tant dans la grande que dans la petite industrie.
2,261,000 ouvrières.

Ce qui constituait, en y joignant les enfants, une population ouvrière de 9,904,000 individus.

Depuis 1862, ce n'est pas estimer trop haut l'augmentation de la population ouvrière que de l'évaluer à 200,000 ouvriers et 250,000 ouvrières, défalcation faite des Alsaciens-Lorrains. Je porte la journée moyenne des hommes à 3 francs, celle des femmes à 2 francs, celle des enfants à 75 centimes. Le nombre des journées d'ouvrage à 250 pour les hommes et les apprentis, à 200 pour les ouvrières. Ce chiffre de deux cent-cinquante journées d'ouvrage n'est pas trop minime ; car il faut tenir compte des ouvriers âgés de plus de soixante ans. C'est le calcul, du reste, admis dans les enquêtes du parlement anglais.

strumentales, ni les cordes elles-mêmes, lorsqu'elles font partie d'un instrument.

Comment, dira-t-on, établir toutes ces distinctions? Directement, répondrai-je, cela est impossible; indirectement, cela offre moins de difficultés.

S'il nous était donné de connaître le budget de chaque Français, si nous pouvions savoir ce que chacun de nous dépense en nourriture et en produits industriels, il est évident qu'une simple addition nous indiquerait et le chiffre de la production agricole et celui de la production industrielle.

Ce que nous ne pouvons faire pour chaque individu, nous pouvons le faire pour des types : choisir, par exemple, un ouvrier dans les conditions ordinaires de travail et de salaire, un paysan, un bourgeois aisé, un millionnaire. Leur budget est facile à établir, et nous pourrions très-légitimement conclure d'un cas particulier bien choisi à la règle générale. Il serait très-aisé de prouver ainsi : 1° que la consommation des denrées alimentaires entre au moins pour les trois cinquièmes dans le budget des ouvriers agricoles ou industriels; 2° qu'une famille composée de quatre personnes, et possédant un revenu de 2, 3 ou 4,000 francs, dépense au moins la moitié de ce revenu à se nourrir; 3° qu'au sommet de l'échelle, un père de famille riche de 50,000 livres de rente (le millionnaire classique de Scribe), consacre au moins 12,000 francs à sa table, son éclairage et son chauffage. Le reste de son revenu n'est même pas dépensé en objets industriels, un quart au moins sert à faire vivre les classes auxiliaires, professeurs, juges, acteurs et ministres.

Ainsi l'immense majorité des Français dépense une somme plus forte en produits agricoles qu'en produits manufacturés; une minorité importante partage son revenu par portions à peu près égales entre ces deux chapitres de dépense; le très-petit nombre, au contraire, a davantage recours à l'atelier qu'à la ferme.

Ces derniers formant l'exception, il doit en résulter que la nation consacre un peu plus de la moitié de son travail à sa nourriture. C'est ce qui a lieu en effet; car n'oublions pas qu'une partie de nos produits industriels ne sert qu'à acheter des denrées agricoles *exotiques*.

Nous avons vu précédemment que sur 15 milliards (valeur des produits anglais), 5 seulement étaient attribués à l'agriculture. Nous pouvons en conclure hardiment que 3 milliards environ, provenant de la vente des marchandises anglaises exportées, sont consacrées à l'achat de vivres que le sol anglais ne produit pas¹.

¹ En effet, nous voyons dans le tableau des douanes que l'Angleterre a importé en 1867, des denrées alimentaires pour une somme de 2,859,000,000 francs.

Les peuples que nous appelons arriérés ou pauvres ne travaillent guère que pour s'assurer le boire et le manger ; mais on peut, je crois, poser la règle que, dans l'état actuel de notre civilisation, les nations les plus riches, l'Angleterre et les États-Unis, dépensent la moitié de leur revenu, c'est-à-dire de leur travail, à se procurer des denrées alimentaires.

En résumé, le travail de l'Angleterre peut s'évaluer à 15 milliards de francs, celui de la France à 16 ou 17.

Remarquons seulement que les 15 milliards de nos voisins se répartissent entre 30 millions d'hommes, et les 17 attribués à la France entre 37 millions d'habitants.

Nous avons pu, à l'aide de la statistique agricole, du recensement de la population et de certaines enquêtes, évaluer à peu près la somme à laquelle s'élève notre production agricole, manufacturière et industrielle ; nous pourrions encore, à la rigueur, déduire de ces chiffres le revenu brut de la France. Les doubles emplois, la rente publique, les créances hypothécaires, prélèvement des classes auxiliaires et non productrices sur le travail des producteurs, doit former une somme d'environ 5 ou 6 milliards. Ce sont ces 5 milliards qui font vivre les employés de l'État, les militaires, les artistes, les professeurs, les marchands au détail, le clergé, les magistrats, les domestiques et les simples rentiers, tous ceux qui ne produisent pas dans le sens strict du mot. Nous n'avons pas besoin de répéter ici ce que nous avons déjà dit plus haut, c'est que ce prélèvement des auxiliaires, ou autres, est non-seulement équitable, mais encore indispensable au fonctionnement d'une société civilisée. Les non-producteurs fournissent, pour la plupart, des produits d'ordre moral infiniment plus utiles qu'une ligne de chemin de fer ou qu'un service de bateaux transatlantiques.

Ce chiffre de 5 milliards, un peu hypothétique, nous devons en convenir, nous est fourni par la comparaison de l'Angleterre. On se souvient que les économistes anglais, et M. Baxter entre autres, que nous avons pris pour guide, ont une double base pour appuyer leurs calculs. D'une part, ils connaissent par l'*income tax* les revenus de chaque classe ; le total leur donne le revenu brut de leur nation ; de l'autre, ils savent, comme nous pouvons le savoir, à combien s'élèvent les produits de leur agriculture et ceux de leur industrie. C'est ainsi qu'ils nous disent : Les Anglais ont entre eux tous 20 milliards de revenu annuel ; leurs produits agricoles et industriels valent 15 milliards, donc les 5 milliards de différence entre les deux chiffres représentent les revenus qui font double emploi.

Nous autres, nous n'avons que la seconde de ces données ; mais elle nous suffit pour conclure que la somme des doubles emplois, nom-

mée en général la circulation, doit être sensiblement analogue à celle de nos voisins, parce que nos produits sont égaux aux leurs. Notre dette, élément important de cette circulation, est égale aujourd'hui à la dette anglaise; notre budget est à peu près semblable. L'analogie, si complète sur tant de points, est probablement complète.

En regard du tableau anglais traçons donc le tableau français.

Angleterre.

Produits agricoles.	5,000,000,000
Produits manufacturés.	10,000,000,000
Circulation.	5,359,000,000
Total.	20,559,000,000

France.

Produits agricoles.	7,500,000,000
Produits manufacturés.	8,000,000,000
Circulation.	5,500,000,000
Total.	21,000,000,000

DISTRIBUTION DU REVENU DE LA NATION ENTRE LES DIFFÉRENTES CLASSES

Angleterre,

Salaires des classes : Ouvriers.	8,111,000,000
Revenu des classes auxiliaires et non productrices. Circulation, doubles emplois.	5,552,000,000
Revenu fictif de la nation.	
Revenu des classes productrices, moyennes et élevées.	6,889,000,000
Total.	20,552,000,000

France.

Salaires des classes ouvrières.	8,600,000,000
Revenu des classes auxiliaires et non productrices. Circulation, doubles emplois.	6,000,000,000
Revenu fictif de la nation.	
Revenu des classes productrices, moyennes et élevées ainsi que de la classe ouvrière, ses salaires déduits.	6,400,000,000
Total.	21,000,000,000

Ces tableaux comparatifs nous montrent : 1° que la France est aussi riche que l'Angleterre ; 2° que son sol lui fournit les produits alimentaires, la moitié à peu près de ces produits de toute nature, tandis que l'Angleterre a un besoin impérieux de ses échanges

pour subvenir à l'insuffisance de ses denrées alimentaires; 3° que le salaire des travailleurs représente environ les trois cinquièmes de la production en France comme en Angleterre; 4° que les classes ouvrières en Angleterre ne possèdent que leur travail, tandis qu'en France, sur les six milliards quatre cents millions représentant le revenu des classes productrices, il faut prélever une part qui revient aux travailleurs en dehors de leur salaire. Nous dirons plus loin à combien cette part s'élève.

Nous ne pouvons malheureusement mettre en regard que les chiffres. Il eût été du plus grand intérêt de tracer une figure analogue au *pic de Ténériffe* de M. Baxter. Établir combien la France possède de capitalistes jouissant de deux mille, cinq mille, vingt mille et cent mille francs de revenu. Mais hélas ! nous sommes forcés de convenir de notre ignorance.

Une seule donnée nous est fournie par la statistique officielle. Nous connaissons le nombre, la valeur, la moyenne des cotes foncières à différentes époques.

On sait qu'une cote foncière est la notification faite au contribuable de la part d'impôt foncier qui lui incombe dans la commune où sont situées ses propriétés bâties ou non bâties. Le nombre de ces cotes est de quatorze millions et leur produit est de trois cent millions de francs. Les cotes sont plus nombreuses que les propriétaires (7,800,000) parce que ceux-ci sont astreints à recevoir autant de cotes qu'ils ont de propriétés situées dans des communes différentes. On évalue en moyenne l'impôt foncier au dixième du revenu net, en sorte qu'une cote de cent francs, par exemple, suppose un revenu de mille francs. Le revenu net imposable inférieur au revenu réel est estimé à trois milliards deux cent millions.

Le relevé des cotes par catégorie a été fait plusieurs fois. Examinons en premier lieu les cotes les plus élevées.

En 1835, on comptait en France treize mille cotes de mille francs et au-dessus, en 1842 il en existait seize mille, en 1855 quinze mille huit cents.

Il n'est pas probable que le nombre de ces cotes maximum ait considérablement augmenté depuis le dernier recensement, puisque de 1842 à 1855, loin d'augmenter, elles diminuent.

D'après ces données il semble qu'on peut établir que la France ne compte guère plus de seize mille personnes jouissant de plus de dix mille livres de rente en maison ou en fonds de terre.

Ces cotes additionnées produisent à l'État vingt-six millions, qui représentent, pour ceux qui les payaient, un revenu total de deux cent soixante millions de revenu ou en moyenne, seize mille livres de rente par personne. Un calcul d'arithmétique bien simple démon-

trerait en outre que les possesseurs de cent mille livres de rente en terre ou en maison ne peuvent pas être plus de huit cents.

Lors de la discussion qui eut lieu cet hiver à la Chambre au sujet de l'impôt sur le revenu, les chiffres cités plus haut ont été fournis par le ministre des finances et les conséquences qu'il en a déduites sont celles que je viens de rapporter.

Il ne faudrait pas néanmoins s'imaginer que l'on est, grâce à ce moyen, en possession d'une donnée certaine. L'autorité d'un ministre, quelque respectable et surtout respectée qu'elle soit en France, n'est pas toujours un sûr garant des faits. Dans le cas présent, le nombre des cotes de mille francs n'indique pas exactement celui des propriétaires qui payent cette quotité d'impôt. Ce nombre doit être réduit d'une part, augmenté de l'autre : réduit, parce que plusieurs cotes peuvent s'accumuler sur la tête du même propriétaire selon qu'il possède des biens-fonds dans plusieurs communes ou que dans une commune le percepteur lui délivre plusieurs bulletins, augmenté parce que l'on peut payer mille francs d'impôt foncier, sans avoir une cote de mille francs.

Dans l'impossibilité où nous sommes, et où M. le ministre se trouve comme nous, de rectifier les erreurs, acceptons les chiffres de la statistique officielle, et supposons, ce qui ne doit pas être très-loin de la vérité, que les erreurs en plus et en moins se compensent.

Nous pourrions figurer ainsi un tableau analogue à celui de l'économiste anglais.

Cotes de 1,000 fr.) Possesseurs de dix mille livres de rente et plus		
en biens-fonds.		15,870
(— 500 fr.) Possesseurs de cinq mille livres de rente		
jusqu'à dix mille.		36,862
(— 300 fr.) Possesseurs de trois mille livres de rente		
jusqu'à cinq mille.		59,884
(— 100 fr.) Possesseurs de mille francs de rente		
jusqu'à trois mille.		568,651

Mais ce tableau ne renferme que des propriétaires fonciers, en regard il faudrait pouvoir placer la répartition des revenus provenant de l'industrie, du commerce ou des ventes, entre les classes moyennes ou élevées.

A cet égard notre ignorance est absolue.

Nous savons bien qu'en 1847 deux cent mille électeurs censitaires payaient deux cents francs au moins de contributions directes ou de droit de patente.

A cette époque on pouvait dire que la France ne comptait à peu près que deux cent mille personnes possédant soit en terres, soit en

maisons, soit en bénéfices industriels, plus de deux mille francs de revenu.

Mais depuis lors, si les revenus fonciers ne se sont accrus que dans une proportion connue et assez faible, les revenus commerciaux et industriels ont presque triplé.

En 1847, les importations et exportations (commerce général) s'élevaient au chiffre de deux milliards six cent millions ; en 1868 elles ont atteint près de huit milliards.

L'impôt des patentes qui rapportait trente millions environ sous Louis-Philippe produit aujourd'hui au Trésor près de soixante-dix millions.

Nous pouvons donc conclure de ces chiffres que les industriels et les commerçants ont dû s'enrichir et se multiplier dans une proportion énorme, mais comment partagent-ils leurs gains, voilà ce que nous ignorons. C'est une somme de trois milliards et demi à répartir entre les grands et les petits industriels.

Sur les *auxiliaires*, sur les non-producteurs ou rentiers, nul renseignement de quelque valeur.

Mais il semble qu'une analogie assez rationnelle peut nous amener à conclure que ce qui se passe et ce qui a été constaté en Angleterre doit avoir lieu en France, étant données les mêmes circonstances.

Un industriel, son commis, ses ouvriers doivent recueillir de leur capital, de leur temps et de leur travail un bénéfice semblable de chaque côté du détroit, en tenant compte bien entendu, des exigences du climat et du prix des denrées alimentaires.

Nous serions donc en droit de dire que les bénéfices de l'agriculture et de l'industrie doivent se répartir à peu près de même en Angleterre et en France entre ceux qui produisent. Mais lorsque l'on fait entrer dans le problème l'élément du capital acquis, l'obscurité reparait.

En d'autres termes, le propriétaire foncier et l'industriel nous sont connus ; le capitaliste reste dissimulé.

En Angleterre, point de petite et moyenne propriété foncière ; en France, peu de riches possesseurs du sol, quelques centaines tout au plus. Les propriétaires moyens, et j'entends par là les possesseurs de trois ou quatre mille livres de rente en terre sont même relativement peu nombreux ; mais il suffit de parcourir une grande ville : Paris, Lyon ou Marseille, de s'informer du nombre et du prix des loyers de première classe pour se convaincre que la France compte dans son sein un nombre respectable de millionnaires.

Ces grandes fortunes sont presque toutes en portefeuille. Nous ne pouvons pas établir leur nombre, mais nous pouvons indiquer la limite supérieure de ce nombre.

Cette limite, elle nous est fournie par la comparaison avec l'Angleterre, et nous l'évaluons à cinquante mille à peu près.

La manière dont le revenu de la France et celui de l'Angleterre se décomposent en revenus individuels va nous en fournir la preuve :

France.

Salaires des ouvriers ou paysans.	8,600,000,000
Revenu en maisons ou en terre possédés par les sus-dits (cotes de 1 fr. à 100 fr.). . . }	1,500,000,000
Revenu des classes moyennes et supérieures jusqu'à 125,000 francs de rente. . . }	10,000,000,000
Grosses fortunes.	300,000,000
Total.	<u>21,000,000,000</u>

Angleterre.

Salaires des ouvriers ou paysans.	8,111,000,000
Revenus en biens fonds des sus-dits. . . .	Mémoire.
Revenu des classes moyennes et supérieures jusqu'à 125,000 francs de revenu. . . }	9,100,000,000
Grosses fortunes.	3,153,000,000
Total.	<u>20,364,000,000</u>

Ces tableaux comparatifs nous montrent d'une part que nos paysans possèdent quinze cent millions de revenus qui n'ont pas leurs similaires en Angleterre, d'autre part, que la haute aristocratie britannique jouit de plus de trois milliards de revenu et que la classe qui pourrait lui être assimilée en France ne touche que trois cents millions par an.

En Angleterre, on trouve neuf milliards à partager entre les classes moyennes, en France, onze milliards à peu près. Tout nous indique qu'il se passe pour les revenus industriels français quelque chose d'analogue à ce qui existe pour les revenus fonciers, que les petites fortunes forment un total supérieur à celui des grandes et que si l'Angleterre ne compte que quarante-huit mille personnes, possédant plus de 25,000 livres de rente et moins de 125,000, on ne court pas' risque de se tromper en indiquant le chiffre de cinquante mille comme le maximum du nombre des individus de la même catégorie en France.

Tels sont les seuls renseignements dignes de foi que nous ayons pu recueillir sur la distribution du revenu national entre les différentes classes de la société française. Comparés à ceux que nous donne M. Baxter, ces renseignements sont peu nombreux et vagues. J'espère néanmoins que le lecteur trouvera dans notre travail les

principales notions qui ont été recueillies jusqu'à ce jour et qu'il lui aurait fallu chercher dans un grand nombre de publications différentes.

De tous les faits relatés dans ces tableaux comparatifs, le plus curieux assurément est celui qui est relatif à la possession du sol. L'*income tax* nous apprend que le territoire de la Grande-Bretagne est l'apanage à peu près exclusif de huit mille grands seigneurs et que le paysan anglais ne possède pas. Les cotes foncières nous montrent, à l'opposé, le paysan français propriétaire du tiers de notre sol, et des bourgeois aisés, en nombre très-considérable, se partageant les deux autres tiers à l'exclusion d'une aristocratie foncière si peu nombreuse qu'elle ne mérite pas de figurer dans les chiffres d'une statistique.

Était-il nécessaire, au reste, pour constater ce fait, de consulter les livres, de compulsuer les documents, d'interroger les économistes? N'aurait-il pas suffi de monter dans un wagon et de regarder par la portière? A peine avez-vous dépassé la banlieue de Londres que la vie humaine semble se retirer de ces champs et de ces prairies qu'embrasse votre regard. Le travail de l'homme se montre partout, il est vrai, et sous son aspect le plus savant, mais l'homme lui-même est absent. De loin en loin, quelques maisons d'exploitation, pas de village, pas même de château, celui-ci se cache d'ordinaire au fond du parc jaloux. En France, au contraire, le touriste anglais qui a passé le détroit, doit être étonné de cette mesquine apparence de la terre rapiécée comme un vêtement de pauvre, grâce à nos petits champs, de grandeur, de culture et de couleur variées à l'infini. Au pied de chaque coteau il aperçoit un village, et presque dans chaque champ un être humain penché sur la terre, homme, femme ou enfant. Qu'il aille au Nord, au Midi, à l'Est ou à l'Ouest, le même spectacle s'offre à ses yeux. Ce qui lui apparaît peut-être comme le signe de notre pauvreté est, au contraire, notre force, notre orgueil, notre richesse et notre espoir. M. de Tocqueville, dans son dernier et admirable livre, nous montre la France de nos pères semblable à cet égard à la France de M. Thiers. Nous poussons trop loin peut-être cette passion du sol qui amène parfois un morcellement fâcheux, mais à tout prendre la somme du bien l'emporte incontestablement sur celle du mal.

Si nos ouvriers industriels sont inférieurs à leurs confrères britanniques en salaires, en bien-être et en bon sens, nos paysans n'ont point leurs pareils en Angleterre. Ils sont ouvriers et propriétaires à la fois. Les plus pauvres possèdent une maison et un jardin. Le sentiment de la propriété tempère en eux les jalousies de classes. C'est grâce à cette heureuse alliance du travail manuel et de la pos-

session du sol que le paysan français fait preuve depuis soixante ans de cette sagesse qui a été notre salut et qui le sera peut-être encore.

Je dis peut-être, car c'est à l'homme des champs que s'adresse de préférence aujourd'hui la propagande révolutionnaire. Le prêtre, le soldat et le paysan sont nos trois sauvegardes. Chasser l'un, désarmer l'autre et pervertir le troisième, voilà le plus sûr moyen de triompher.

Quel étrange triomphe ! quelle singulière victoire ! Dans l'inventaire que nous avons fait de nos richesses, nous avons montré que nulle nation n'était en droit de se dire notre supérieure, que l'Angleterre elle-même n'aligne pas plus de milliards que nous sur les colonnes de son inventaire. Nous avons pu entendre dans la bouche même de ses économistes l'aveu des inquiétudes que leur causait le peu de solidité de cette opulence. Mais ne nous enorgueillissons pas trop. Si la richesse des Anglais est précaire au point de vue économique, elle est fortement assise au point de vue social ; la nôtre, au contraire, facile à conserver, aisée à accroître si nous n'avions à redouter que l'épuisement de nos mines ou la rivalité de nos voisins, la nôtre, elle dépend, hélas ! de ce qu'il y a de plus fragile en ce monde, du caprice populaire. Qu'un vote imprudent s'échappe des urnes au prochain automne et la voilà qui s'écroule !

Nous sommes sur le terrain économique et nous ne désirons point en sortir ; mais à ce point de vue même très-étroit se représente-t-on les ruines causées par une nouvelle révolution. Restreignons-nous encore et n'envisageons qu'un petit coin du tableau.

Nous avons le papier-monnaie et nous l'avons, hélas ! pour longtemps. S'imagine-t-on la dépréciation de ce papier le lendemain du jour où le citoyen Duportal aurait jeté par les fenêtres de l'hôtel de ville son prédécesseur, le citoyen Gambetta ?

Ce jour-là, il n'y aurait pas d'assignats à craindre, l'assignat serait fait. Le paysan arrivant sur le marché avec sa viande ou son blé et auquel on remettrait en échange un morceau de papier, créance douteuse sur un gouvernement suspect, se hâterait de troquer son assignat contre quelque chose de plus solide. Mais lorsqu'il verrait le prix d'une blouse, d'une charrue ou d'une paire de souliers varier d'une semaine à l'autre et d'une boutique à l'autre, selon la dernière nouvelle de Paris ou le degré de confiance du marchand, il se refuserait bientôt à troquer de la viande ou du pain contre un chiffon sali. Il exigerait de l'or, et comme nul ne pourrait lui en donner, il resterait au village, se bornant à faire du pain avec son blé et du fromage avec son lait. Il essaierait de vivre de la sorte, attendant des jours meilleurs, appauvri, sans doute, mais nourri.

Quant à l'ouvrier des villes, les premiers jours de fièvre et d'orgie passés, sa situation ne tarderait pas à devenir intolérable. De travail, de salaire, d'échanges, il ne serait plus alors question. Travaille-t-on lorsque l'on manifeste, qu'on monte sa garde, qu'on surveille et emprisonne le bourgeois, et qu'on fait et défait des gouvernements ou des municipalités ? Cependant il faudrait vivre. Sans doute, les ateliers nationaux, la solde de la garde civique, en un mot, la haute paye révolutionnaire ne seraient pas refusés au courageux enfant du peuple, au travailleur émancipé. Mais dans quelle monnaie, de grâce, s'acquitterait-on envers lui ? En papier, et de ce papier nul emploi, pas même la possibilité d'une orgie au cabaret. C'est alors que les municipalités terrifiées par les menaces ou les violences de leurs prétoriens affamés seraient forcées d'avoir recours à la seule ressource dont elles pourraient disposer : aux distributions en nature. Mais ce pain, ce vin, cette viande, comment se les procurer ? le mode, hélas ! est bien connu, les Prussiens nous l'ont cruellement enseigné. Ce mode, c'est la réquisition. On cerne un village, on rend le maire responsable sur sa vie, on dévalise l'étable, la grange ou la bergerie, et, la besogne faite, on remet fièrement à ses victimes un morceau de papier, un *bon* en ajoutant : nous ne sommes pas des voleurs !

Dieu préserve cette France si riche en milliards et si pauvre en bon sens d'une pareille liquidation !

COMTE G. DE LUDRE.

LE DÉTACHEMENT DE LA PATRIE

Dans le grand mouvement des idées qui marqua la fin du dix-huitième siècle, au milieu des troubles immenses de notre révolution sociale, une doctrine déjà bien ancienne, mais redevenue alors neuve, tant elle était oubliée, fut tout d'un coup proclamée en France. Un Allemand, voyageur philosophe, Jean-Baptiste Clootz, se faisant, disait-il, l'orateur, le champion, l'ambassadeur du genre humain, répétait que le monde est notre patrie commune, que tous les peuples sont appelés à former une famille de frères.

L'instinct des nationalités ne devait pas être ébranlé par ces prédictions, et la haine de peuple à peuple ne se montra que trop dans les longues guerres qui ensanglantèrent l'Europe, sous la République et sous le premier Empire.

Cette fraternité universelle que rêvait le baron allemand devait rencontrer plus tard d'autres adeptes.

Lorsque la haine du nom français eut sa première explosion au delà du Rhin, dans les vers enflammés de Becker, un grand poète répondit à ces colères par un chant demeuré célèbre :

Et pourquoi nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes et ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu ?
De frontières au ciel voyons-nous quelques traces ?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu ?
Nations ! mot pompeux pour dire barbarie !
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie :
L'égoïsme, la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas !¹

Ainsi chantait la muse sereine de Lamartine, et ces vers firent vibrer alors chez plusieurs le sentiment qui l'animait lui-même. Sept

¹ Lamartine, *La Marseillaise de la Paix*.

ans après, quand vint la deuxième République, un hymne populaire répétait par les milles voix de la foule que les peuples étrangers sont des frères pour les Français. Une guerre sans pitié nous a montré ce que valait le rêve de la fraternité universelle; et pourtant, au lendemain de nos désastres, quand les plaies de la patrie saignent encore, l'idée de Clootz et de Lamartine vient reparaitre tout d'un coup parmi nous, transformée et inattendue.

Devant cette nouvelle affirmation d'un sentiment que de terribles leçons semblent autoriser à regarder comme une aspiration prématurée, sinon comme une pure utopie, il ne sera pas sans quelque intérêt d'en examiner l'histoire, les manifestations intermittentes et diverses, de chercher dans l'étude du passé quelles peuvent être, pour l'idée cosmopolite, les chances cachées de l'avenir.

I

Je la vois naître chez les Grecs, dès le cinquième siècle avant notre ère.

Au dire de Cicéron¹, de Plutarque², d'Arrien³, Socrate se serait déclaré citoyen du monde. Démocrite⁴, Diogène⁵, Théodore⁶, Cratès⁷ enseignaient de même que l'univers est la patrie de l'homme.

En même temps, et sous une autre forme, un mot dont l'auteur est demeuré inconnu reproduisait, et si l'on peut le dire, matérialisait la même pensée : « La vraie patrie, disait-on, est le lieu où nous trouvons le bien-être⁸. »

Telle fut la vaine semence jetée, au cinquième siècle, sur une terre où le patriotisme avait enfanté tant de prodiges.

Lorsque saint Paul expliqua aux Athéniens assemblés dans l'Aréopage, le mystère de la résurrection, l'étonnement fut grand sans doute, car la doctrine était nouvelle⁹; mais le dogme qu'annonçait l'apôtre des gentils répondait à un instinct secret des âmes, à l'es-

¹ *Tuscul.* V, 35.

² *De Exil.* c. 5. Ed. Reiske, t. VIII, [p. 600.

³ *Epict. Dissert.* I, 9.

⁴ Stobæus, *Florileg.* IV, 7.

⁵ Diogen. Laert. *Diogen.* Éd. Ménage, VI, 63.

⁶ Diogen. Laert. *Aristipp.* II, 99.

⁷ Diogen. Laert. *Hipparch.* VI, 98.

⁸ Euripid. apud Stob. *Florileg.* Éd. Gaisford, t. II, p. 78; Aristoph. *Plut.* vers 1151; Cic. *Tuscul.* V, 35.

⁹ *Acta Apost.* xvii.

poir d'une vie meilleure. L'idée chrétienne grandit, fructifia, et nous pouvons en suivre de siècle en siècle la rapide diffusion.

Il n'en fut pas ainsi de la pensée jetée dans le monde aux temps antiques. Depuis l'âge où elle vit le jour, bien des années s'écoulaient sans qu'elle reparaisse et la rareté même des mentions postérieures à sa première apparition semble montrer qu'elle n'y survécut guères que comme une curiosité philosophique. Je ne la retrouve, pour ma part, qu'au premier siècle avant notre ère, et dans une pièce de l'*Anthologie grecque* où un Syrien proclame, à l'exemple des vieux philosophes, que l'univers est notre patrie commune¹. Puis le silence se fait encore, et c'est seulement après un bien long intervalle qu'Épictète² et Plutarque³ le répètent à leur tour.

Tels sont les derniers païens grecs chez qui je trouve un écho de la doctrine attribuée à Socrate.

Si, d'après ce que mes recherches m'ont permis de voir et de constater, le sentiment qui nous occupe va s'oubliant, au lieu de se répandre, je ne saurais m'en étonner, car l'examen des textes antiques montre nettement à quel degré l'opinion commune réagit contre l'idée philosophique.

Alors que celle-ci fut émise, les lois ajoutaient aux peines édictées contre les traîtres et les sacrilèges, l'interdiction d'être ensevelis dans leur patrie.

Dès le septième siècle, les restes d'un roi d'Arcadie, supplicié comme traître aux alliés de son peuple, avaient été jetés hors de la frontière⁴. Nul n'échappait à ce châtiment suprême, et ceux-là même qu'on reconnaissait coupables après leur mort pouvaient être exhumés et rejetés du sol natal.

Ainsi avait-on fait à Athènes pour les ossements des impies qui, au mépris du droit d'asile, avaient égorgé devant les autels les malheureux partisans de Cylon⁵.

Le plaidoyer de Lycurgue contre Léocrate fournit encore une preuve importante de l'application de la loi : « Phrynicus, rapporte l'orateur, avait été tué la nuit, auprès de la fontaine des Saules, par Apollodore et Thrasybule ; ses amis, arrêtant les assassins, les avaient jetés en prison. Le peuple, instruit de ce qui s'était passé, les en tira, employa la torture, et examinant soigneusement l'affaire, il découvrit que Phrynicus trahissait la patrie et que ses meurtriers étaient injustement détenus. Sur le rapport de Critias, on

¹ *Sepulchralia*, n° 417.

² Arrian. *Epict. Dissert.* I, 9, 1.

³ *De Exilio*, c. 5, t. VIII, p. 600.

⁴ Pausan. IV, 22. Cf. Plut. *De sera num. vind.*, t. VIII, p. 168, 169.

⁵ Thucyd. I, 126 ; Plut. *De sera num. vind.*, t. VIII, p. 169 ; Pausan. VII, 25.

rendit un décret ordonnant que le mort serait accusé de trahison, et que, si le fait était prouvé, le corps serait exhumé et jeté hors de l'Attique, afin que le sol de la patrie ne recouvrit pas même les restes d'un misérable, traître à son pays et à sa ville. On décida également que celui qui défendrait le mort, après qu'il aurait été condamné, serait frappé de la même peine. Greffier, dit l'orateur, prends le décret et donnes-en lecture. Puis il ajoute : Juges, vous venez d'entendre ; les ossements d'un traître ont été exhumés et rejetés hors de l'Attique. Aristarque et Alexiclès ont été mis à mort pour l'avoir défendu, et l'on n'a pas permis que leurs restes fussent ensevelis dans le pays¹. »

Certes des « citoyens du monde, » comme les sophistes parlaient alors, se fussent peu émus de savoir en quel lieu reposeraient leurs cendres et, si le sentiment émis par l'école philosophique eût dominé le prétendu préjugé de l'attachement à la patrie, la loi serait devenue sans force et s'en fût trouvée comme abolie.

Il n'en est point ainsi ; au cinquième siècle, le cadavre du roi Pausanias est jeté hors du territoire de Sparte² ; les restes de Thémistocle ne peuvent être rapportés dans l'Attique³. La même interdiction atteint des exilés, Antiphon, Archéptolémus qui ne seront ensevelis, prononce le Démarque, ni dans l'Attique, ni dans aucun des pays qui lui appartiennent⁴.

Le procès des généraux vainqueurs au célèbre combat des Arginus atteste encore le maintien de la même règle. « Jugez-les, disait le défenseur, jugez-les suivant la loi qui punit la trahison et le sacrilège. Elle veut que les traîtres à la patrie, que les ravisseurs des choses saintes soient déferés à la justice, et que si le crime est constant, ils soient ensevelis hors du pays⁵. »

Cette disposition se retrouve entière au quatrième siècle. Nous le voyons en même temps par la condamnation d'Hypéride⁶ et par le célèbre discours qu'écrivit ce grand orateur pour être prononcé par Lycophron : « Permettez, y dit l'accusé, permettez que j'appelle quel qu'un de mes parents, de mes amis, qui me puisse venir en aide, à moi votre concitoyen, sans habitude de la parole et qui ne combats pas seulement pour ma vie, ce qui ne saurait inquiéter l'homme de cœur, mais pour ne pas être jeté en exil et privé de reposer après ma mort dans le sol de la patrie⁷. »

¹ *Orat. contra Leocrat.* § 111.

² *Ælian. Var. hist.*, IV, 7.

³ *Thucyd.* L. 138 ; *Corn. Nepos, Themistocl.* in fine.

⁴ *Plutarch. Orat. vitæ. Antiphon.*

⁵ *Xenoph. Hellen.* I, 7.

⁶ *Plutarch. Orat. vitæ, Hyperid.*

⁷ *Pro Lycophr. defensio.* § 14. (*Orat. Attici*, éd. Didot, t. II, p. 418.)

Quelques années après, l'ingratitude des Athéniens prononça contre Phocion cette peine redoutable¹ qui s'appliquait encore quatre siècles plus tard, comme l'atteste Dion Chrysostome².

Telles sont les principales marques de la persistance d'une loi rigoureuse à l'excès et qui aurait dû s'effacer et disparaître, si elle n'eût rencontré dans les mœurs, dans le sentiment public, la raison de son maintien et de sa vitalité.

Être banni à jamais de la patrie, savoir que l'on mourra loin d'elle et que, même après le trépas, il ne sera pas donné d'y reposer, c'était là en effet une pensée que l'on ne pouvait envisager froidement. En vain quelques-uns répétaient-ils que la véritable patrie de l'homme est le lieu qui le nourrit³, que partout s'ouvre également la sombre voie qui conduit aux enfers⁴, l'opinion réagissait contre un pareil enseignement. Les décrets, les monuments publics⁵, les traditions de l'histoire et de la mythologie, tout le passé rappelait aux Grecs et les devoirs envers le sol natal, et la douleur de ceux qui ne pouvaient espérer y reposer.

Au premier rang des écrivains illustres qui l'exposaient aux yeux de tous, figurent les grands tragiques athéniens.

Sophocle met en scène Électre pleurant le sort d'Oreste, mort sur une terre étrangère⁶. En même temps que lui, Euripide peint aux yeux des Grecs les douleurs de Polynice exilé :

« Être privé de sa patrie, dit Jocaste à son fils, est-ce un grand mal ?

« Très-grand, et plus grand même à souffrir qu'on ne saurait l'exprimer.

« L'espérance, dit-on, soutient l'exilé.

« Son regard est souriant, mais le mal s'éternise.

« La patrie, je le vois, est chère à tous les cœurs.

« Plus chère que tu ne saurais le dire⁷. »

Ainsi parlent Jocaste et le prince ; et, plus tard, quand Polynice est frappé mortellement, sa dernière pensée le reporte vers le sol natal : « O ma mère, ô ma sœur, dit-il, ensevelissez-moi dans ma patrie. Apaisez la cité irritée contre moi, et qu'au moins je sois recouvert, après ma mort, par la terre qui m'a vu naître⁸. »

¹ Plutarch. *Phoc.* in fine.

² *Rhodiaca*, Orat. XXXI, éd. de Paris, p. 336.

³ Voir ci-dessus, p. 311, note 8.

⁴ Diog. Laert. *Anaxag.* *Arcesil.*, II, 10 ; V. 31. Cic. *Tuscul.* I, 43.

⁵ Pausan. *Messen.* 22. Plutarch. *Orat. vitæ.* *Antiphon.*

⁶ *Electr.* Vers 864 et suivants.

⁷ Eurip. *Phœnissæ*, vers 387 et suivants.

⁸ Vers 1147 et suivants. Voir encore l'*Anthologie grecque*, *Sepulchralia*, n° 359.

Contre ceux qui répétaient le triste adage « la vraie patrie est le lieu qui nous donne les biens matériels, » l'orateur Lysias trouvait des accents émus et indignés. « Les hommes qui, nés citoyens, voient la patrie dans chaque lieu où l'on rencontre le bien-être, la satisfaction des besoins de la vie et l'abondance, ceux-là, disait-il, seront insoucians du bien public et ne songeront qu'à leur propre intérêt. Pour eux, la patrie, c'est leur fortune et non pas leur cité¹. »

Voilà pour les Grecs du cinquième siècle, et les âges suivants montrent quel peu d'action avait exercé la doctrine du cosmopolitisme.

Par deux fois, Diogène Laerce rapporte que l'exil fut reproché comme une honte au philosophe de Sinope². De même qu'autrefois Anaxagore³, le célèbre cynique répond par un trait de sophiste; mais je doute que l'ingénieuse réplique de ce « citoyen du monde » ait pu faire admettre que la condamnation, le malheur et le deuil fussent pour ceux-là même qui demeuraient au sein de leur cité natale. La vérité n'est pas dans une semblable argutie et je la reconnais moins dans les consolations imaginées par les philosophes, que dans les plaintes de ceux qu'ils trouvent pleurant le malheur de mourir à l'étranger⁴.

« Je repose bien loin de la terre d'Italie, écrivait-on plus tard sur une tombe, je repose loin de ma patrie et cela est, pour moi, encore plus amer que la mort⁵. » De longues années se passent, et le poète Diodore rappelle la triste fin de Thémistocle « enseveli, dit-il, dans une terre étrangère, sous une pierre qui n'est pas athénienne⁶. »

Deux fois encore, après l'ère chrétienne, Plutarque constate que l'exil est regardé et reproché comme un opprobre. C'est, à ses yeux, un préjugé qu'il repousse comme indigne du sage⁷; mais si grand que puisse être l'effort de ce clair et charmant esprit, avec quelque soin qu'il s'appuie de l'opinion des anciens philosophes, le cœur de l'homme gardera le noble don que lui a fait le Créateur, et la patrie lui demeurera éternellement chère et sacrée.

Un traité attribué à Lucien qui, d'ailleurs, raillait, comme on le sait, le cosmopolitisme de Diogène⁸, résume en quelques lignes les

¹ *Advers. Philon.* (Orat. Attici, éd. Reiske, t. V, p. 872.)

² Diogen. Laert. *Diogen.* VI, 49.

³ Diogen. Laert. *Anaxag.* II, 10.

⁴ Diogen. Laert. *Anaxag.* II, 8.

⁵ *Anthol. græca. Sepulchralia*, n° 715.

⁶ *Anthol. græca. Sepulchralia*, n° 74.

⁷ *De Exilio*, t. VIII, p. 366 et 394.

⁸ *Vitarum auctio.* § 8 et 9.

protestations des Grecs contre cette froide doctrine. « Les jeune gens aiment leur pays, mais les vieillards, dont l'esprit est plus mûr, ressentent cette affection plus vivement encore. Chacun d'eux souhaite et s'efforce de venir mourir dans sa patrie ; il aspire à confier ses restes au sol qui l'a nourri, à reposer dans le sépulcre de ses pères. C'est en effet une immense malheur que d'expirer et de laisser ses ossements sur une terre lointaine. Chacun s'empresse de retourner dans ses foyers, comme Ulysse, l'insulaire, qui dédaigne une vie de plaisirs et refuse même l'immortalité pour être enseveli dans cette chère Ithaque dont la fumée lui semble plus brillante que le feu qui luit chez l'étranger ¹. »

II

Ce ne sera pas, pour ainsi dire, entièrement quitter la Grèce que d'examiner au même point de vue le sentiment d'un Israélite d'Alexandrie.

Philon recommande au sage de répondre à qui le menacera de l'exil : « L'univers est ma patrie ². »

C'est le philosophe hellénisant qui parle ici, et non pas le Juif ; chez ses frères en religion, comme chez les Grecs, le sentiment public repoussait la doctrine du cosmopolitisme.

La tradition même en faisait une loi. Jacob et Joseph n'avaient-ils pas ordonné que leurs ossements fussent rapportés d'Égypte dans le pays de Chanaan ³ ?

Près de deux siècles avant le Christ, un prêtre indigne, Jason, mourut à l'étranger. « Ce fut là, dit le livre des Machabées, une juste punition de l'homme qui, lui-même, avait exilé tant de malheureux ⁴. »

Aux yeux des Juifs, ainsi que pour les Grecs, c'était donc un suprême malheur que d'être enseveli hors de la terre natale. Nous en retrouvons plus tard une autre preuve. Quand Titus assiégea Jérusalem, un généreux désespoir mit les armes aux mains de tous. Hommes et femmes montrèrent, dans la défense, un même acharne-

¹ *Patriæ encomium*, § 8, 9, 11, 12.

² *Liber quisquis virtuti studet*. Ed. Mangey, t. II, p. 468.

³ *Genes.*, XLVII, 29, 30 ; L, 24.

⁴ II *Machab.* v, 9.

ment; il s'agissait de périr ou de garder le sol paternel. « S'il leur fallait devoir l'abandonner, écrit Tacite, la vie devenait pour eux plus insupportable que la mort ¹. »

III

Cependant que disparaissait la Grèce, une autre nation a grandi. Avec les arts, les sciences des vaincus, leur philosophie a pénétré chez la race victorieuse, et la vieille doctrine du cosmopolitisme tentera quelques pas sur la terre romaine.

Cicéron est le premier Latin qui répète et approuve le mot attribué à Socrate, ainsi que le fameux adage : *Patria est ubicumque est bene*. L'exil, dit-il en commentant les paroles des philosophes grecs, l'exil n'est rien pour le sage qui ne peut être frappé qu'injustement; et d'ailleurs, quel cas faire d'une ville d'où l'on chasse les honnêtes gens? Ceux-là ne sauraient être exilés, car il n'est point de lieu où la vertu n'ait place ².

Le même mépris de l'exil reparait dans ces vers des Fastes où le poète nous montre Carmenta s'efforçant de consoler son fils banni de l'Arcadie :

Omne solum forti patria est, ut piscibus æquor,
Ut volucris vacuo quidquid in orbe patet³.

Mais ici l'influence des Grecs est peut-être marquée mieux encore, car ces vers élégants ne sont rien autre chose qu'une imitation du distique d'Euripide : « Le ciel dans toute son étendue s'ouvre devant l'oiseau de Jupiter; de même la terre tout entière est la patrie de l'homme de cœur ⁴. »

C'est aussi sous la même influence que parle Sénèque, élevé par un maître de l'école d'Alexandrie ⁵.

Dans sa *Consolatio ad Helviam*, le philosophe, banni de Rome, réunit et rapporte tous les arguments imaginés par les Grecs, depuis les plus anciens jusqu'à Plutarque, pour enseigner le mépris de l'exil. Ce n'est, dit-il, qu'un de ces changements de lieu qu'acceptent

¹ Hist. V, 15. Voir encore, pour ne rien négliger, un passage du livre attribué à Hégésippe, *De bello judaico et urbis Hieros. excidio*, l. IV, c. 12. (Bibl. vet. Patrum. Lugd., t. V, p. 1177.)

² Tuscul. V, 37; *Pro Milone*, 37.

³ Ovid. Fast., I, 393.

⁴ Stob. Serm. 38. Ed. Gaisford, t. II, p. 88.

⁵ Epist. XLIX.

si facilement les hommes ¹; il suffit aux bannis d'emporter avec eux leurs vertus ²; ce n'est point un malheur que d'être privé de sa patrie; le sage la retrouve partout ³. Puis, pour répondre à l'objection qui reparaisait sur toutes les lèvres, Sénèque ajoute que la honte ne s'attache pas toujours à l'exilé ⁴.

Je n'aurai point à faire de longs efforts pour montrer combien peu l'opinion acceptait ces spécieuses rêveries.

Les trois hommes que je viens de citer, Cicéron, Ovide et Sénèque seront les premiers à m'en fournir les preuves.

En vain, dans la *Consolatio ad Helviam*, l'orgueil du stoicien se raidit contre une affliction trop réelle. La tradition d'école qui le soutient d'abord s'évanouira devant la prolongation du mal. A celui-là même, qui fut l'honneur de Rome par ses nobles écrits comme par sa mort, l'exil arrachera des cris de faiblesse et de douleur. Sénèque ne trouvera, pour en exprimer les angoisses, d'autres expressions que celles des légendes funéraires. « Le bannissement, dit-il, c'est le tombeau. O terre de Corse, sois douce aux exilés ensevelis dans ton sein : sois légère aux cendres de ces malheureux descendus vivants dans le sépulcre ⁵. Le coin où je suis enterré, dit-il ailleurs, a vu souvent la clémence impériale venir exhumer et rendre à la lumière du jour des infortunés sur lesquels s'accumulaient des années de misères ⁶. » Aussi baise-t-il les pieds de Claude qu'il supplie. Pour consoler de la perte d'un fils l'homme puissant dont il implore l'appui, il veut, dit-il, verser avec lui ce que l'exil lui a laissé de larmes ⁷.

Que le cœur d'Ovide n'ait pas parlé, dans les vers où il reproduit le distique d'Euripide, je n'en veux d'autres preuves que ses écrits mêmes : la page immortelle des Tristes où le poète peint le déchirement de son départ pour l'exil ⁸; le passage des Pontiques où il s'écrie : « Souvent j'implore le trépas ; souvent aussi je le supplie de m'épargner, afin que la terre des Sarmates ne recouvre pas mes restes ⁹. » C'est encore lui qui parle, et bien lui-même, lorsque, racontant la douleur d'Ariane abandonnée, il lui met à la bouche cette plainte : « Mon âme infortunée s'envolera sous un ciel étranger ¹⁰. »

¹ C. VI.

² C. VIII.

³ C. IX.

⁴ C. XIII.

⁵ *Epigrammata*, I. Cf. Philon, *In Flaccum*, § 19.

⁶ *Consol. ad Polyb.*, c. 32.

⁷ *Consol. ad Polyb.*, c. 21.

⁸ *Trist.* I, 3.

⁹ I. *Pont.* II, 59.

¹⁰ *Heroid.* X, 121.

Cicéron, que j'ai nommé d'abord, n'est pas plus fidèle aux doctrines qu'étaient ses traités d'apparat. Sa vraie pensée se montre dans une lettre familière où, sollicitant Marcellus exilé de faire appel à la clémence de César, il lui expose que son éloignement même peut le désigner à la proscription et mettre son existence en péril : « Quant à moi, lui dit-il, si la mort me menaçait, j'aimerais mieux l'attendre dans ma patrie, dans ma maison, que sur une terre lointaine et étrangère. Telle est également la pensée de tous ceux qui t'aiment¹. »

Les textes se présentent en foule à qui veut connaître la fortune qu'obtint, chez les hommes de race latine, la doctrine du cosmopolitisme.

Nous ne voyons partout que sinistres paroles sur le malheur d'être exilé, d'être enseveli hors de sa patrie, que vœux pour échapper à ces cruelles misères. Ici, c'est une plainte sur le sort de Caton dont Rome n'a pas reçu les cendres² ; là, une imprécation contre Annibal que les dieux ont poussé au delà des Alpes, afin, dit le poète, qu'un sol ennemi se refermât sur ses os ; ailleurs, c'est une femme redoutant d'être ensevelie dans la contrée où elle est retenue captive ; ce sont des soldats tremblant à la pensée de périr sur une terre lointaine³. Dans la Thébaïde de Stace, un vieillard s'écrie : « Puissé-je, un jour, reposer dans le pays de mes ancêtres⁴. » Lorsque Sénèque, banni de Rome, s'efforce de persuader à sa mère Helvia que l'exil n'a pas d'amertume, c'est, dit-il, contre le sentiment commun qu'il invoque les consolations de la philosophie⁵. Chez les païens du troisième siècle, ainsi que l'attestent en même temps et les Actes de saint Pionius et l'histoire de saint Cyprien, vivre ou mourir hors de son pays est regardé comme un cruel malheur⁶.

Une fable que rapporte Macrobe fait voir combien la tradition s'accordait, sur ce point, avec l'opinion commune. « Hercule, dit-il, après avoir triomphé de Géryon, et ramenant en vainqueur, à travers l'Italie, les troupeaux qu'il lui avait enlevés, jeta dans le Tibre, du haut du pont que nous nommons maintenant Sublicius, des figures d'homme en nombre égal à celui des compagnons qu'il avait perdus dans son voyage. Il voulait que le courant du fleuve, charriant dans la mer ces simulacres, les rendit à la terre paternelle, à défaut des corps de ceux qui n'étaient plus⁷. »

¹ *Epist.* IV, 7. Voir encore le discours *Pro Milone*, c. 38.

² Burmann, *Anthol.*, t. I, p. 402.

³ *Sil. Ital. Punic.*, II, 573 ; IV, 77 ; X, 545.

⁴ III, 212.

⁵ *Consol. ad Helviam*, c. 5 in fine.

⁶ *Acta S. Pionii*, § 18. (Ruinart, *Acta sincera*, éd. de 1713, p. 149) ; Pontius, *Vita S. Cypriani*, c. 11.

⁷ *Saturnal.* I, 11.

Comme les autres textes de l'antiquité païenne, les inscriptions témoignent de l'attachement à la patrie. La mention de la mort à l'étranger s'y trouve fréquemment, en effet, parmi les plaintes sur le sort des défunts¹; souvent aussi les marbres des idolâtres mentionnent la translation de cendres pieusement rapportées sur la terre paternelle². Être ramenés, après la mort, dans le pays qui vous a vu naître, tel était le commun désir de ceux qu'elle venait surprendre loin de leur foyer. Aussi lorsque Octave dénonça au sénat le testament étrange déposé par Antoine aux mains des Vestales, signalait-il surtout à l'indignation la volonté qu'exprimait son rival d'être transporté en Égypte, quand bien même il viendrait à mourir dans sa patrie³.

Chez les Romains, ainsi que chez les Grecs, une loi ancienne impose aux bannis, comme une peine suprême, de n'être point ensevelis dans leur pays⁴. Rappelée par le jurisconsulte Marcien et admise trois siècles plus tard dans le Digeste⁵, cette disposition prouve, par sa reproduction même, que le cours des temps n'avait rien fait gagner dans les esprits à la doctrine du cosmopolitisme.

Ainsi devait se montrer l'inanité de cet orgueil philosophique qui avait fait dire à Sénèque, niant les douleurs d'un exil qui devait le désespérer un jour : « Les sages cassent le plus souvent les décisions de l'opinion vulgaire⁶. »

IV

Parmi les anciens philosophes, un seul semble avoir entrevu le point par lequel les âmes généreuses pouvaient être accessibles à la doctrine de l'oubli du sol natal. Au milieu de ces froides maximes qu'ils se plaisaient à répéter, se dégage une parole singulière par le temps où elle fut prononcée, et que l'on dirait inspirée par un instinct de prescience.

A quelqu'un qui lui reprochait d'oublier son pays, de se désinté-

¹ Boldetti, *Osservazioni*, p. 441 ; Bertoli, *Le Antichità d'Aquileja*, p. 198 ; Henry, *Recherches sur les antiquités des Basses-Alpes*, p. 33 ; Lersch, *Central Museum*, II, p. 41 ; Canat, *Inscriptions antiques de Châlon-sur-Saône*, p. 31.

² Gruter, 578, 1 ; Passionei, *Iscriz. ant.*, p. 71, n° 51 ; Neigebaur, *Dacien*, p. 171 ; Comarmond, *Musée lapid. de Lyon*, p. 355 ; Léon Renier, *Inscr. de l'Alg.*, n° 1169.

³ Plutarch. *Marc. Anton.* § 58 ; Cf. Dio Cass., L, c. 3 et 4.

⁴ Cic. *Pro Milone*, 38.

⁵ *Dig.*, I, 2, *De Cadaveribus punitorum*, L. XLVIII, tit. 13.

⁶ *Consol. ad Helviam*, c. V.

resser des affaires publiques, Anaxagore répondit, en montrant le ciel : « Pensez mieux de moi ; j'ai grand souci de ma patrie¹. »

Tel me semble être le seul point de contact entre la pensée de détachement formulée par la philosophie et celle que devait inspirer le christianisme.

Le début d'une lettre adressée par un païen à saint Augustin, fera ressortir, tout d'abord, la profonde dissemblance des deux doctrines. « Je t'ai écouté volontiers, écrit Nectarius au saint évêque, lorsque tu nous invitais à honorer, à servir le Dieu suprême : j'ai accueilli avec joie tes paroles, quand tu nous persuadais de lever les yeux vers la patrie céleste ; car tu ne parlais pas, si je t'ai compris, d'une cité enceinte de murs, ni de celle que les dissertations des philosophes nous disent être commune à tous, et qui comprend tout l'univers. Tu nous désignais celle que le grand Dieu habite, et avec lui les âmes des justes, celle où toutes les lois aspirent et tendent par des routes, par des sentiers divers, celle que les paroles ne sauraient définir, mais qu'il pourrait nous être donné d'entrevoir par la pensée². »

Dès le premier siècle, l'Épître à Diognète avait tracé ce portrait du fidèle : « Les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par le pays, ni par le langage, ni par les mœurs. Ils sont, selon que l'a voulu le sort, répandus dans les cités des Grecs comme dans celles des barbares, et suivant, pour le vêtement, pour les choses de l'existence matérielle, les usages de leurs compatriotes, ils offrent, à nos yeux, le spectacle incroyable et merveilleux de leur façon de vivre. Ils habitent leur patrie, mais comme des étrangers. Toute région étrangère leur est une patrie, toute patrie une région étrangère³. »

Pour Tertullien qui, plus tard, appuiera sur cette pensée⁴, le christianisme, c'est la vérité, étrangère en ce monde, et qui voit, dans le ciel, sa patrie, son espérance et sa gloire⁵.

Ce ne sont pas là de vaines doctrines, et que l'on puisse oublier, comme le fit Sénèque ; les fidèles les proclament au prix de leur sang. En voyant sainte Sabine amenée, à Smyrne, devant le tribunal, un païen lui crie : « Ne pouvais-tu donc mourir dans ta patrie ? — Qu'appelles-tu ma patrie ? » réplique la martyre⁶. Comme elle, devant le proconsul, les autres saints oublieront leur pays natal, et lorsque, suivant la règle, au début de l'interrogatoire, le magistrat

¹ Diog. Laert. *Anaxag.*, II, 7.

² S. August. *Epist.* CIII, § 2 (Augustino Nectarius).

³ *Epist. ad Diognet.*, c. 5.

⁴ *Apolog.* 58.

⁵ *Apolog.* 1.

⁶ *Acta S. Pionii*, § 18. (Ruinart, *Acta sincera*, p. 149.)

les sollicitera de répondre sur ce point, ils opposeront ou le silence, ou cette seule parole : « Je suis chrétien ¹. » « Celui-là qui répond ainsi, dit saint Chrysostome, a tout déclaré à la fois, patrie, profession, famille; le fidèle n'appartient à aucune cité de la terre, mais à la Jérusalem céleste. « L'apôtre l'a dit : notre mère, c'est « la libre Jérusalem d'en haut ². »

Ainsi parlait, en Orient, vers la fin du quatrième siècle, l'illustre évêque d'Antioche. Cent ans après, dans le fond du Norique, un apôtre du Christ, saint Séverin, faisait entendre les mêmes enseignements.

On cherchait, sans oser le lui demander, dans quel pays était né cet homme, si grand devant Dieu.

Un prêtre italien, Pirménus, se hasarda pourtant un jour à parler, comme au nom de tous. — « Maître vénéré, lui dit-il, quelle est la contrée d'où le Seigneur a daigné tirer, pour l'envoyer à nous, une si grande lumière? — Séverin répondit d'abord avec enjouement : — Si tu me prends pour un esclave fugitif, hâte-toi donc de préparer de l'argent pour le prix de mon rachat, lorsque l'on viendra me réclamer. — Puis il ajouta d'un air grave : — Que sert-il au serviteur de Dieu de dire son pays ou sa descendance. Mieux vaut se taire, pour éviter tout mouvement de vain orgueil. Puissé-je, quant à moi, m'y soustraire, en faisant le bien avec l'aide du Christ, afin de mériter de m'asseoir à sa droite et d'être inscrit au nombre des citoyens de la patrie d'en haut ³. »

L'une des pages les plus touchantes que nous ait laissées le saint évêque d'Hippone, s'inspire de la même pensée. C'est le récit des derniers moments de sa mère expirant loin de son pays.

« Où étais-je? » dit sainte Monique sortie d'un long évanouissement. « Puis nous voyant accablés de douleur, elle ajouta : — Vous ensevelirez ici votre mère. Je gardais le silence et je retenais mes larmes. Mon frère dit alors quelques mots comme pour faire comprendre que la mort semblerait moins amère dans la patrie que sur un sol étranger. Elle entendit; son visage devint sombre, ses yeux parurent reprocher à mon frère une pareille pensée; et, s'adressant à moi : — Tu vois ce qu'il dit, reprit-elle; — puis, nous parlant à tous les deux : — Laissez mon corps en quelque lieu que ce soit, et ne vous troublez pas; tout ce que je vous demande, c'est de vous souvenir de moi, à l'autel du Seigneur, partout où vous vous trouverez. — Quand elle m'avait dit, poursuit saint Augustin, le jour de

¹ Voir mon *Manuel d'épigraphie chrétienne*, p. 5 à 8.

² *Homil. in S. Lucianum*, édit. Montfaucon, t. II, p. 528.

³ *Vita S. Severini Noricorum apostoli*, auctore Eugyppto. (*Epist. auctoris ad Paschasium diaconum*. Bolland. 8 jan.)

l'entretien que nous eûmes près de la fenêtre : — Que fais-je maintenant ici-bas ? — j'avais déjà compris qu'elle ne désirait pas mourir dans sa patrie. J'appris plus tard que, dans le temps de notre séjour à Ostie, comme elle s'entretenait, un jour, avec quelques-un de mes amis, elle leur parlait, avec une confiance maternelle, du mépris de l'existence, du bonheur de mourir. Eux, s'étonnant, mon Dieu, de voir, dans une femme, cette vertu que vous lui aviez donnée, lui demandaient si elle ne craignait pas de laisser sa dépouille loin de sa cité natale. Elle répondit : — Rien n'est éloigné de Dieu ; je n'ai pas à craindre qu'à la fin des siècles, il ne me reconnaisse pas pour me ressusciter¹. »

A côté de ces actes de foi profonde, de cette pieuse confession de l'inanité des choses humaines, le dévouement au pays natal vivait, ardent et généreux, chez les fils de l'Église. Rien de matériel, je le répète, ne se mêlait pour eux au détachement de ce qui est périssable ; nul d'entre eux n'enseignait l'oubli d'une contrée pour une autre contrée ; nul d'entre eux ne subordonnait, comme nous l'avons vu faire chez les païens, l'amour de la patrie à la possession des biens d'ici-bas. Leur renoncement s'inspirait d'un sentiment plus haut ; partout ils savaient, disaient-ils, retrouver Dieu et se rapprocher du ciel par la prière².

L'attachement au sol paternel pouvait et devait garder sa place dans des cœurs nourris d'une telle pensée. L'Église le rappelait elle-même, car au moment où l'oubli des liens terrestres semble avoir fait tant de progrès dans les âmes, saint Ambroise dit, comme autrefois les plus dévoués enfants de la Grèce et de Rome : « Le citoyen doit se tenir plus heureux de conjurer les dangers de la patrie que d'échapper lui-même à un péril³. » Savoir le pays sauvé, dût-on mourir pour lui, tel est le vœu d'un autre évêque⁴.

Les actes répondent à ces paroles.

En même temps qu'elle enseigne à lever les regards vers la cité d'en-haut, l'Église condamne et frappe les lâches qui abandonnent les aigles romaines⁵ ; quand viennent les jours de l'invasion, ses ministres s'honorent de rester au poste du péril dans les villes assiégées⁶ ou courent au premier rang de ceux qui tentent d'arrêter

¹ S. August. *Confess.* IX, 41.

² Cf. S. August. *Sermo* 309 *in nat. S. Cypr. mart.* I, § 2.

³ *De Offic. ministr.* III, 3, 23.

⁴ Synesius, *Epistola* 107.

⁵ *Concil. Arelatense*, I, n° 314, c. 3. Voir, sur ce texte, mon *Manuel d'épigraphie chrétienne*, p. 15.

⁶ S. August. *Epist.* 228, § 8 (Honorato).

les barbares¹ ; et, si nous retrouvons alors chez quelques hommes ce triste affaissement qui avait autrefois saisi les Romains lorsque Varus et ses légions tombèrent sous les coups des hordes garmaines², ce n'est point que les pasteurs des âmes se soient épargnés pour montrer l'exemple.

Au premier rang, nous voyons les évêques. N'est-ce pas Sidoine Apollinaire qui s'éprenant d'une piété filiale pour la ville des Arvernes dont il était le pasteur, jetait le cri d'alarme, lorsque les Goths menaçaient ses remparts ? N'appelait-il pas de toutes les forces de son âme, de son patriotisme, le retour du noble Ecdicius qui, nous dit-il, brisa et traversa, avec une poignée de cavaliers, les masses profondes des barbares qui avaient investi la place ? N'est-ce pas lui qui, au lendemain d'un siège vaillamment soutenu, écrivait à un évêque de Marseille ces mots que, dans notre chère et généreuse cité, nul ne saurait lire sans quelque émotion : « Ces étrangers qui bloquaient nos murailles et que nous avons souvent fait trembler dans leur camp, ont été impuissants à nous épouvanter. Nous avons bravé le dénûment, la flamme, le fer, l'épidémie ; nous avons versé le sang ennemi, sans aliments pour réparer nos forces. Eh bien, s'il nous fallait encore, pour sauver notre indépendance, soutenir un siège, combattre, souffrir de nouveau la famine, nous saurions le faire avec joie³. »

Sur la terre d'Afrique, même courage, même exemple pour relever les cœurs. Alors que l'invasion menace la Cyrénaïque et que les soldats tremblants se cachent dans les montagnes, les prêtres soulèvent les paysans et les mènent de l'église au combat. Le diacre Faustus saisit une pierre, tue un barbare, s'empare de ses armes et renverse les ennemis. Synésius, l'évêque, se multiplie ; il fait forger des lances, des épées, fabrique des arcs, demande à Sèleucie des flèches légères et rapides ; le tronc des oliviers sauvages lui fournit des massues. « Nous n'avons pas de boucliers, dit-il, mais nos haches brisent ceux des barbares et la partie redevient égale. » Il vit sur les remparts et fait construire, pour les protéger, des machines de guerre. Préparer ainsi la défense ne suffit pas à son courage ; il recommande ses enfants à son frère, puis monte à cheval et court à l'ennemi. « Le sang des Lacédémoniens, dit-il, coule dans mes veines et je me souviens du vieux mot de Sparte : cherche la mort dans la mêlée et la mort te fuira⁴. »

¹ Synesius, *Epist.* 88, 107, 108, 113, 122, 125.

² Dio. Cass. *Cæsar August.* VI, 23.

³ Sidon. Apoll., I. III, *Epist.* 3. Ecdicio ; I. VII, *Ep.* 7, Domino Papæ Græco

⁴ Synesius, *Epist.* 88, 108, 113, 121, 125, 132.

V

Voilà ce que, chez les anciens, j'ai pu retrouver jusqu'à cette heure, sur les attaques dirigées contre l'attachement à la patrie, sur la persistance de ce saint amour.

Il n'a pas fléchi devant les leçons de ces illustres philosophes dont les doctrines eurent, parmi les païens, un retentissement si vaste. Il n'a pas fléchi, dans les temps de trouble et de défaillance où croula l'édifice de la grandeur romaine. Dieu n'avait pas voulu permettre que ce sentiment, l'un des plus nobles qu'il eût placés en nous, pût disparaître de nos cœurs.

Si l'heure n'en était pas venue, si la ruine du monde ancien n'a pu entraîner cette autre ruine, si le détachement de la patrie n'a pu alors s'accomplir dans les âmes, l'épreuve est faite et ceux-là qui le voudront exalter à leur tour passeront oubliés et dédaignés comme le sophiste inconnu qui le premier osa penser et dire : « Notre véritable patrie est le lieu où nous trouvons le bien-être. »

Avoir su conserver intact, au milieu de tant de révolutions, à travers tant de siècles écoulés, le trésor du patriotisme, ce fut l'honneur des anciens, ce sera le nôtre ; nul de notre temps ne voudrait, ne saurait oublier la noble parole de celui qui fut à la fois un homme de bien et un grand philosophe : « L'amour de la patrie mène à la bonté des mœurs et la bonté des mœurs mène à l'amour de la patrie¹. »

EDMOND LE BLANT.

¹ Montesquieu, *Esprit des lois*, l. V, c. 2.

LA QUESTION DES PÈLERINAGES

LOURDES, LA SALETTE, ETC.

Pourquoi craindre d'écrire ces mots? Pourquoi ne pas reconnaître qu'il se produit au milieu de nous un grand fait, une grande manifestation — puisque c'est le terme usité aujourd'hui — une manifestation et de la miséricorde de Dieu et de la piété des hommes; un fait (nous ne pouvons pas prévoir l'avenir), mais un fait qui contient peut-être le germe de notre guérison.

Est-ce qu'on a peur du surnaturel? Mais après tout (quoique je ne vienne faire ici ni philosophie ni théologie), après tout, qui croit en Dieu croit au miracle. S'il y a un Dieu, il est tout-puissant; s'il est tout-puissant, il peut se passer des causes secondes, comme il peut s'en servir; il peut faire des miracles aujourd'hui, comme jadis il a fait le miracle de la création. Il n'est pas besoin pour cela d'être catholique ni d'être chrétien; tous tant que nous sommes, chrétiens, païens, mahométans, idolâtres, déistes même (quand leur déisme a été sérieux), tous, dans les siècles passés, nous avons cru au surnaturel.

Chose étrange! on ne veut pas croire au surnaturel, et on en a peur. « Il se fait un miracle à votre porte, allez-y voir. — Non. Je me garderai bien d'y aller, de raisonner, de discuter, d'examiner. — Et pourquoi? — Parce que j'ai, *à priori*, la conviction qu'il n'y a pas de miracles. — Mais alors, quel inconvénient à y regarder? Si nous nous trompons, vous nous démentirez... » Mais non; au fond, cette conviction négative dont vous vous vantez, vous la sentez si faible que vous avez toujours peur pour elle : le moindre examen, le moindre fait la troublerait; vous ne voulez pas la risquer à une telle épreuve. Allez, vous croyez au surnaturel plus que vous ne voulez y croire.

Du reste, je ne viens pas discuter des faits sur lesquels l'Église peut ne s'être pas encore définitivement et canoniquement prononcée, mais que les témoignages les plus graves, les incidents les plus propres à amener la lumière, la décision épiscopale enfin — et une décision précédée d'un long examen et d'une attention circonspecte — recommandent à notre conviction. En pareille matière, on peut le dire, l'Église est plus défiante que la raison humaine. Ce que, comme catholiques, nous ne sommes peut-être pas encore obligés de croire, comme hommes raisonnables, depuis longtemps nous le croyons.

Mais ce n'est pas sur ce côté de la question que je veux m'arrêter. Ce que je voudrais surtout examiner aujourd'hui, c'est, à côté et à la suite de l'œuvre de Dieu, l'œuvre des hommes; après la manifestation de la toute-puissance, la manifestation de la foi. Au milieu des douleurs et des hontes des dernières années, dans cette grande et humiliante défaillance de notre pays, nous n'avions pas eu de peine, nous chrétiens, à reconnaître les causes du mal et à proposer le remède. Le mal, depuis longtemps, était manifeste pour nous; nous savions bien que tous les sentiments élevés qui peuvent habiter le cœur de l'homme se tiennent les uns les autres, et, par leur racine, tiennent à Dieu; nous savions que l'on n'ébranle pas la foi en Dieu sans ébranler plus ou moins tout ce qui est honneur, loyauté, justice, vertu, amour de la famille, amour de la patrie; nous savions cela, et nous l'avions redit mille fois. Et, connaissant le mal, nous connaissions aussi le remède. Le remède, c'était le retour à ce Dieu qu'on avait abandonné; c'était l'affluence autour de ces autels depuis longtemps désertés: le remède, c'était la France croyante; par suite, la France généreuse, forte, équitable, plus capable et d'obéissance et de liberté, et de monarchie, et de république; c'était le patriotisme renaissant par la foi. Mais ce remède, on n'en voulait pas; le malade, accablé, mais non instruit par ses souffrances, au lieu de la coupe amère qui devait le guérir, reprenait la coupe emmiellée qui l'avait déjà empoisonné. Nous attendions la lumière, la raison, le réveil; et la lumière ne se levait pas pour notre pauvre pays, et la raison ne revenait pas à cette tête égarée, et cet endormi ne se réveillait pas. Serait-ce aujourd'hui le réveil?

Voyez! il y a une France révolutionnaire. Celle-là court aux harangues d'un tribun qui hier était roi, et qui prétend être roi demain (car, en général, on ne prêche la république que pour être roi de la république). Là, c'est la haine, c'est la folie, c'est l'ivresse qui domine; on ne rêve que révolution, destruction, pillage. Pas une idée, je ne dirai pas saine et vraie, mais seulement nette et précise; à vrai dire, pas une idée; des mots, rien que des mots, plus ou moins

sonores et résonnants en certaines bouches, chez la plupart vulgaires et avinés. On prétend être républicain, et ce qu'on déteste le plus, c'est la liberté. On prétend être l'avenir, et on n'évoque autre chose que le hideux passé de 1793. On prétend... Non, on ne prétend plus être patriote ; car on a déclaré que « Vive la France ! » est un cri séditieux ; et, en face de l'invasion étrangère, on s'est empressé de ne pas la combattre ; on s'est empressé au contraire, de dénoncer, de calomnier, d'insulter, de combattre, d'assassiner ceux qui la combattaient.

A côté de cette France révolutionnaire, il y a aussi une France indifférente ; oui, c'est triste à dire, une France indifférente, en face des désastres et des humiliations qui pèsent sur nous ; une France que les Prussiens en Lorraine et en Champagne, M. Gambetta à Grenoble, et à Paris l'insurrection encore palpitante, ne gênent pas autrement dans leurs affaires et n'attristent pas autrement dans leurs plaisirs ; une France et un Paris qui se montrent, à l'heure qu'il est, aussi futiles et dévergondés que le fut jamais la France et le Paris de l'empire ; qui ont repris tous leurs spectacles, tous leurs bals publics, tous leurs cafés chantants ; qui vont faire achever, pour leur satisfaction, le Nouvel Opéra, ce chef-d'œuvre de folie et de mauvais goût. Voyez-vous ? disent-ils, le passé est passé. Nos maisons se relèvent, nos rues sont repavées, nos murailles sont reblanchies à la chaux ; plus de trace bientôt ni des obus prussiens ni du pétrole révolutionnaire ; le pétrole, mais est-ce qu'il a jamais existé ? Les Prussiens ! la Commune ! qu'est-ce que cela ? Histoire ancienne, légende, fable ! peu importe. Ne voyez-vous pas qu'on recommence à gagner de l'argent et à se donner du plaisir ? Cela durera plus ou moins de temps, mais profitons-en. Qu'il y ait eu des malheurs, des guerres civiles, des incendies, des massacres, c'est possible, mais c'est fini ; embrassons-nous ; les victimes sont enterrées, oublions-les et amnistions les assassins ; que personne ne prononce une parole de deuil, de regret, d'indignation, d'inquiétude... jusqu'au jour où le tonnerre tombera et nous écrasera de nouveau.

Mais, grâce à Dieu, ni cette haine, ni cette indifférence ne sont le lot de tous. A côté de la France révolutionnaire et de la France insouciant, il y a une autre France. Il y a, à des degrés divers, une France sincèrement conservatrice, honnête, chrétienne, catholique ; et, celle-là, ce m'est une joie et une espérance de la voir se réveiller. Celle-là n'est ni la France des clubs ni la France des cafés chantants. Elle, c'est une mère, une Rachel, qui, dans sa demeure désolée, pleurerait ses enfants tombés sous le fer de l'ennemi et ne voulait pas être consolée parce qu'ils n'étaient plus ; cette France-là portait silencieusement le deuil de son honneur amoindri et de son territoire

mutilé : elle priait, elle priait tout bas, comme il arrive trop souvent quand nul ne prie autour de nous. Mais, ces derniers jours venus, elle a trouvé qu'elle avait quelque chose de plus à faire. Il est des moments où le deuil doit être public et où la prière doit parler tout haut. Quand la France anti-chrétienne, pour employer le langage du jour, *s'affirme* si bruyamment ailleurs, la France chrétienne, elle aussi, n'a-t-elle pas le droit de *s'affirmer*? On lui conteste ce droit, je le sais bien ; mais elle l'a et elle le garde. Elle laisse d'autres aller, s'ils le veulent, vénérer saint Garibaldi dans ces provinces où il a fait tant de bien aux Prussiens et tant de mal à la France. Elle va, elle, librement, modestement, sans bruyants appels, sans tumulte, mais aussi sans dissimulation et sans honte, adorer Dieu et prier Marie en des lieux où il a plu à Dieu de donner aux hommes, par la bouche de Marie, des paroles d'avertissement ou d'espérance. Elle part comme partaient ses aïeux, les pèlerins du moyen âge ; elle rapportera, au lieu de la gourde et des coquilles, le chapelet à gros grains sur ses épaules. Elle arrive comme eux, par centaines et par milliers d'hommes, plus nombreuse encore, puisque Dieu, dans sa bonté, lui a donné la vapeur et les chemins de fer pour qu'elle vint plus en foule et plus vite ; si Dieu a donné des ailes à la piété, pourquoi ne s'en servirait-elle pas ? — Cela ne se faisait pas de notre temps, diront quelques vieillards ; la piété, alors, ne volait point, car elle n'avait point d'ailes ; on priait à Paris où à Nantes, dans sa chapelle ou dans sa chambre, bien chaudement, bien silencieux et bien coi. Jamais nous n'avons vu de tels pèlerinages. — Oui, sans doute ; mais jamais aussi nous n'avions vu de tels malheurs. Jamais, depuis que nous sommes au monde, la France, l'Europe même n'avait été aussi cruellement frappées dans le présent, aussi épouvantablement menacées dans l'avenir. Vous nous reprochez de faire ce qui, de notre vivant, ne s'était pas fait encore ! Que voulez-vous ? nous dirons à notre tour : c'est le progrès. Les pèlerinages qui étaient la piété du passé, mais d'un passé depuis trop longtemps oublié, vont peut-être ressusciter et seront la piété de l'avenir. Il y a, pour revenir à cet usage de nos aïeux négligé par nos pères, et des motifs nouveaux, de trop justes motifs, hélas ! — (n'est-il pas bon de prier en masse lorsqu'en masse on est frappé ?) — et des facilités nouvelles, puisque Dieu a fait de l'eau et de la flamme les palefrois de ses pèlerins, — et enfin de nouvelles et spéciales invitations du ciel, puisqu'il vient de donner aux voyageurs chrétiens de nouveaux rendez-vous.

Sans doute, vous aimeriez que la prière se tint coi chez elle et qu'il n'en fut jamais question au dehors ; vous pourriez alors dire qu'elle n'existe plus. Mais, lorsqu'avec des centaines et des milliers

d'hommes, elle couvre les routes et les chemins de fer, qu'elle va ainsi s'agenouiller et chanter en plein soleil, en face des Alpes ou des Pyrénées, il vous faut bien confesser qu'elle existe. Il faut même confesser qu'elle a quelque peu de zèle, d'abnégation et d'ardeur; car, si populaires que vous prétendez être, vous n'en obtiendrez pas autant des dévots de la révolution ou de ce qu'on appelle la *libre-pensée*. Et, prenez-y garde : demain, peut-être, il vous faudra confesser qu'elle n'est pas si impuissante et qu'elle ne prie pas toujours en vain.

Quant à moi, je reviens de Lourdes ; un devoir personnel de reconnaissance pour le passé et de sollicitude pour l'avenir m'y avait amené. Mais en y venant, je ne sentais pas tout entière comme je l'ai sentie depuis, cette sympathie chrétienne et française qui, presque au même moment, des Alpes à l'Océan et du Rhin aux Pyrénées, ébranlait tant de milliers d'âmes. Nous ne nous connaissions pas les uns les autres, nous arrivions par des routes différentes ; dans cette communauté, si peu sociable en général, du voyage en chemin de fer, quelques-uns avaient commencé à se connaître et à s'entendre ; mais, en descendant de wagon, tous se sont trouvés frères. C'étaient des branches d'une même famille qui s'étaient de proche en proche rejointes aux différentes stations de la route et qui, au rendez-vous commun, achevaient de s'unir et de se confondre. Pendant trois jours, cinquante mille hommes, plus ou moins, de toutes conditions et de toutes provinces, ont vécu de la même pensée, ont parlé le même langage, ont chanté les mêmes chants. Bien souvent, hélas ! ce qui réunit les hommes, c'est moins un amour commun qu'une haine commune ; les clubs de la révolution ont-ils un autre lien que la haine ? Ici au contraire on pensait à ce qu'on aime ; on ne pensait point à ceux qui haïssent ; les adversaires eux-mêmes étaient oubliés, la France antichrétienne n'existait plus pour nous.

Mais ce qui existait toujours, et ce qui était plus que jamais présent à notre pensée, c'était notre mère, c'était la France. Nous étions venus prier pour tout ce qui nous était cher ; comment ne pas prier pour notre patrie ? Surtout en ce temps où le patriotisme, répudié par les partis révolutionnaires et relégué par eux côte à côte avec la religion parmi les vieilleries du passé, est par suite devenu plus que jamais un sentiment chrétien. On peut donc le dire, nulle réunion d'hommes n'a été plus française que celle-là, parce qu'en même temps et avant tout elle était chrétienne. On ne se rangeait pas là autour de ces étendards politiques qui sont toujours plus ou moins le drapeau d'un parti ; on se rangeait autour de ces pieuses bannières de nos églises, de nos diocèses, de nos sanctuaires qui venaient, d'un coin ou de l'autre de la France, mettre en commun

les prières, les adorations, les demandes, les sollicitudes de la France entière. Et les bannières voilées de deuil d'Alsace et de Lorraine marchaient, en tête, saluées sur leur passage par des applaudissements mêlés de larmes, pour montrer que nous tenons toujours pour nos frères ceux que les traités ne nous permettent plus d'appeler nos concitoyens. On ne chantait pas là cette honteuse *Marseillaise*, l'hymne des tueries de 1793 et des humiliations de 1870, ce chant néfaste qu'un peu de vergogne nationale devrait faire rentrer au fond de toutes les poitrines ; non, mais on aimait à redire des refrains dont la poésie nous importe peu, mais des refrains où revenait sans cesse le nom de la France, l'amour de la France, la prière pour la France ; et alors les voix devenaient plus sonores, les cœurs et les poitrines s'animaient, le chant retentissait avec plus d'amour. Et quand il s'est agi de donner une voix commune et une expression solennelle aux sentiments qui étaient dans tous les cœurs et qui montaient à toutes les lèvres, ce fut d'abord l'archevêque d'Auch avec des paroles que le public lira bientôt, je l'espère, et dont je ne saurais redire l'accent plein de foi et de piété, plein aussi d'amour du pays et de patriotique douleur. C'était là le vrai, le sincère, le tendre et affectueux patriotisme sans forfanterie, sans bravade, sans fol orgueil ; nous le savons trop, l'orgueil ne nous sied plus. Le vénérable archevêque parlait ainsi à dix ou vingt mille hommes, il fallait bien que les dix mille hommes lui répondissent. Leur cœur était trop plein pour ne pas le faire. Ils ne lui ont pas répondu par des acclamations violentes, tumultueuses, discordantes, comme les font entendre le plus souvent les réunions populaires, mais par des paroles où il avait été facile d'exprimer d'avance la pensée de tous parce que la pensée de tous était celle de chacun, par des acclamations solennelles pour l'Église, pour Pie IX, pour la France. « A notre infortunée patrie, disaient-ils, brisée de douleurs pour la multitude de ses fautes, grâce, paix, et universel rétablissement en Jésus-Christ ! Amen ! Amen ! »

Je ne voulais pas faire le récit de ces scènes qui ont été racontées ailleurs, et qui le seront encore ; je ne voulais que redire les réflexions qu'elles ont amenées en moi ; mais je me suis laissé entraîner. Ce qu'elles ont produit en moi, c'est l'espérance. Depuis longtemps je me tiens en garde contre l'espérance ; nous avons passé par de si amères déceptions ! Mais, en face de cette scène, du magnifique soleil qui l'éclairait, de ces belles Pyrénées qui élevaient leurs neiges splendides autour de nous, de ces milliers d'hommes qui se pressaient autour de la tribune épiscopale, d'autres milliers d'hommes disséminés sur les hauteurs et qui s'unissaient à nous du geste et du regard, je me suis pris à espérer. Il y avait là tant d'âmes, et dans le nombre, de si belles âmes, qui s'offraient à Dieu pour ces

trois causes inséparables, l'Église, le Pape et la France! Il y avait tant de prêtres qui apportaient les vœux de milliers de fidèles laissés derrière eux; tant de saintes filles qui étaient venues, fortes de l'immolation qu'elles avaient faite d'elles-mêmes, implorer la miséricorde de Dieu; tant de mères de familles qui portaient dans leur cœur ou le deuil des enfants qu'elles n'ont plus ou les craintes de l'avenir pour les enfants qui leur restent. Il y avait tellement, selon l'expression d'un témoin, « un élan de foi à soulever les Pyrénées; » il y avait en un mot un tel concours d'âmes, d'invocations, d'amour, d'espérance, et il y avait en même temps une place si bien marquée du doigt de Dieu pour la prière et la prière confiante, que, je le répète, je me suis pris à espérer. Le cœur de la France battait là si large, si tendre, si noble, si unanime! Quand y a-t-il eu, depuis le temps des croisades et de Jeanne d'Arc, une telle manifestation et une manifestation aussi chrétienne du peuple français?

Oui, j'aime à le redire, le fait est nouveau, inouï, au moins en notre siècle. Ce fait là est une des conquêtes de notre civilisation, et, puisque les chemins de fer l'ont rendu possible, remercions-en les chemins de fer. Le pèlerinage par milliers d'hommes sera une des gloires du dix-neuvième siècle et peut-être un instrument de son salut. Car on ne s'en tiendra pas à ce qui a été fait. Les âmes savent maintenant le chemin de Lourdes, de la Salette, d'Issoudun. Elles y retourneront, comme elles y sont allées en ces derniers jours, paisibles, modestes, pacifiques, portant partout (tous les témoins peuvent le dire) l'édification et la paix, nulle part l'agitation et le désordre. Rien n'a été plus paisible que Lourdes et la Salette; rien n'aurait été plus paisible que Nantes et Grenoble, si les pèlerins y eussent été seuls pour faire tumulte. — Elles y retourneront, malgré les outrages, les insultes, les violences des grands politiques du cabaret; elles sauront, s'il le faut, les subir avec patience: « Si on vous insulte, nous disait l'archevêque d'Auch, si on vous siffle, si on vous frappe, laissez faire; selon le mot de l'Apôtre, nous autres chrétiens nous sommes faits pour cela. » Et, quelque dur que pût sembler le conseil, c'est bien en laissant faire et en continuant son chemin, que l'Église chrétienne a converti le monde. — Elles y retourneront d'autant plus que l'Église et la patrie seront plus menacées, qu'elles-mêmes auront plus d'inquiétude pour leurs enfants ou leurs frères, que le ciel de leur pays sera plus couvert de nuages et qu'elles auront besoin d'aller au sein des montagnes et sur les marches de nos sanctuaires contempler un autre ciel et y chercher une lueur d'espérance. Et la France chrétienne, ne dût-elle pas se multiplier (et je compte bien qu'elle se multipliera), se connaîtra du moins, se comptera et pourra dire: Nous sommes Légion, plus Dieu qui est avec nous.

Je me sens donc, et beaucoup d'autres avec moi, je me sens au cœur une espérance que je n'avais pas. Ceux de mes compagnons qui avaient vu la Salette rapprochaient les deux apparitions et les deux paysages. La Salette, le lieu des menaces et des avertissements prophétiques, est triste et désolée; Lourdes, où ont été entendues des paroles d'espérance, est entourée de toutes les magnificences de la nature. Et ce rapprochement était pour eux une cause de consolation. Dix justes eussent sauvé Sodome, pourquoi un million de chrétiens, s'il existe en France, ne sauverait-ils pas la France?

Mais qu'on ne nous demande pas de préciser notre espérance. Je n'espère ni ceci ni cela en fait de politique. J'espère le salut de mon pays, c'est-à-dire que j'espère que la France ouvrira enfin les yeux, et quand elle aura ouvert les yeux, elle sera guérie. Elle se fera le gouvernement qu'elle voudra. Elle se le fera bon ou saura le rendre bon, si elle est chrétienne. Elle se le fera mauvais ou le rendra mauvais, si elle persiste à être révolutionnaire, c'est-à-dire antichrétienne.

Ajoutons encore que rien n'est de trop pour le salut de notre patrie. Que la prière ne nous fasse pas abandonner le labeur, ni le labeur la prière. Que l'amour exclusif du sanctuaire domestique ne nous écarte pas des sanctuaires lointains; mais que les lointains pèlerinages ne nous rendent pas indifférents non plus aux temples qui protègent notre cité. Que Paris aille porter à Lourdes ou ailleurs l'aumône de son pèlerinage; mais que la France aussi apporte à Paris pour le régénérer son aumône et sa prière. Car, en ce moment-ci, me revient à la pensée cette belle œuvre, trop peu connue encore, de l'érection d'une église votive dans Paris, dans cette capitale du désordre et de la révolution, qui bien souvent aussi s'est montrée la capitale de la prière et de la charité. Ce n'est pas Paris qui doit élever dans son sein cette future église du Sacré-Cœur, expiation de ses fautes et gage de ses espérances; c'est la France tout entière qui doit élever dans sa métropole tant de fois séculaire, un commun témoignage de repentir et de prière pour des fautes qui sont celles de tous et des besoins qui sont également ceux de tous. On ne l'a pas encore assez compris, et l'appel de notre archevêque mérite d'être entendu non-seulement sur les rives de la Seine, mais jusqu'aux bords de l'Océan et jusqu'au pied des Pyrénées. Nous allons, nous Parisiens, aux sanctuaires de la province; que la province à son tour vienne édifier notre sanctuaire. Que la nouvelle église s'élève, je ne dis pas riche et magnifique, je ne dis même pas comparable à la récente église qui, en si peu d'années, est venue couronner la grotte de Lourdes; il n'est pas besoin de beaucoup d'écus, il faut beaucoup

d'âmes et beaucoup de prières : que tout Français, l'un dans l'autre, donne un centime et un *Ave Maria*, et la France sera sauvée.

A ceci j'ai plus de confiance, je l'avoue, qu'à ce qu'on nous dit de l'éternelle vitalité de la France, de la force latente qui est en elle et qui la fait rebondir après ses chutes. Je ne veux nier rien de tout cela ; mais ce langage a été trop souvent celui de nos flatteurs et de flatteurs qui nous ont perdus, pour que nous devions nous y complaire. C'est un défaut de notre caractère, de nous étourdir facilement de notre propre éloge et de compter sur nos facultés natives pour ne rien apprendre, ne rien acquérir, ne rien prévoir, ne rien demander à Dieu. Ne l'avons-nous pas éprouvé, il y a deux ans, lorsque, pendant huit jours, nous avons cru être sur la route de Berlin, quand nous étions sur la route de Sedan ? Ne nous fions pas à cette force latente que nous possédons peut-être, mais qui, au moment voulu, nous a fait si souvent défaut. Ne nous fions pas à cette richesse matérielle dont nous aurions tort d'être fiers, puisque nous avons su si mal en user ; la guerre ne nous a peut-être pas appauvris, mais elle nous a abaissés, c'est bien pis. Profitons au moins de cette rude leçon ; ne pensons pas tant de bien de nous-mêmes, et nous vaudrons mieux.

Le lecteur me pardonnera ces lignes écrites à la hâte entre la locomotive qui m'a ramené sous mon toit et les presses du *Correspondant* qui m'attendent. Il me les pardonnera, et si, en signe de pardon, il veut bien suivre mon exemple, c'est-à-dire faire bien mieux que moi ce que je viens de faire, il me récompensera bien au delà de mes mérites.

F. DE CHAMPAGNY.

LES ŒUVRES ET LES HOMMES

COURRIER DU THÉÂTRE, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

Le débordement du théâtre. Réouvertures sur toute la ligne. *La Source* et mademoiselle Sangalli. Histoires à dormir debout. Un ressouvenir de la Taglioni. Comment peut-on être danseur ? Les danseurs d'autrefois et les danseurs d'aujourd'hui. La cave de l'Athénée et le salon des Italiens. — Reprise du *Cid*. Le rôle de l'Infante et les mutiliaons du chef-d'œuvre de Corneille. Le *Cid* de la légende et le *Cid* de l'histoire. Coup d'œil sur les précédentes reprises. *Les Enfants*. *La Salamandre*, *la Gueule du loup*, *l'Arlésienne*. Les pièces de tolérance. — Les statues nouvelles du jardin des Tuileries et du Luxembourg. — L'exposition des insectes. — Quelques mots sur la circulaire de M. Jules Simon. L'utilité du thème prouvée par une anecdote.

I

Cette fois, par extraordinaire, notre chronique sera presque tout entière remplie par les théâtres. Ils se sont fait d'eux-mêmes la plus large et la première part pendant ces deux mois. Paris possède à lui seul à peu près autant de théâtres que les autres capitales de l'Europe réunies : j'en viens de compter quarante, petits ou grands, sur le bout de mes doigts, et j'en oublie sans doute quelque demi-douzaine. L'été, les plus vaillants, avec ceux que leur grandeur attache au rivage, osent seuls affronter les chaleurs ennemies ; mais dès que revient l'automne, tous rouvrent à la fois, et la place dramatique se trouve en un clin d'œil encombrée, envahie, submergée, par une multitude de productions nouvelles, qui parfois se succèdent et s'évanouissent avec la rapidité des figures du kaleidoscope. Contraint à courir de l'une à l'autre sans pouvoir respirer, le malheureux critique est bientôt sur les dents, et il inscrit ces mois de septembre et d'octobre parmi les plus redoutables de sa carrière annuelle.

Pour nous, qui choisissons nos endroits avant d'y entrer, la tâche

se trouve simplifiée de beaucoup, mais elle reste néanmoins assez laborieuse encore. L'infatigable activité de la Comédie-Française suffirait à alimenter la chronique, tentée parfois de dire à cette douairière, plus ingambe que toutes les *jeunesses* d'alentour :

Vous marchez d'un tel pas qu'on a peine à vous suivre.

Mais commençons par les théâtres de musique, qui eux du moins ne nous retiendront pas bien longtemps.

L'Opéra-Comique se repose toujours sur ses vieux lauriers et vit de ses revenus, sans y rien ajouter. La cave de l'Athénée, qui essaya un moment d'usurper le nom de Théâtre-Lyrique, a rouvert ses portes, en chargeant un opéra de MM. Jules Moineaux et Nibelle d'essuyer les plâtres, comme dans ces appartements fraîchement remis à neuf qu'on loue d'abord aux premiers venus, en attendant les locataires sérieux. Dans *l'Alibi*, M. Ad. Nibelle a jeté sur les quiproquos, les coqs-à-l'âne, les farces, les plaisanteries usées d'un livret vulgaire, les flots d'une musique plus abondante que variée, qui ressemble à de l'Auber largement étendu d'eau, et qui cache sous un bruyant étalage de notes le vide des idées.

L'Opéra ne déploie pas une activité beaucoup plus dévorante que son frère cadet l'Opéra-Comique. Depuis plusieurs années, on assure qu'il prépare *la Coupe du roi de Thulé*, de M. Eugène Diaz. Tous les six mois, une note paraît dans les journaux, pour faire patienter le public, alléché par la rare aubaine d'un grand opéra nouveau. Il n'y a aucune raison pour que ce manège ne se prolonge pas durant cinq ou six années encore. L'Opéra ressemble au barbier de Martial, et le jeune compositeur sera peut-être sexagénaire, quand l'œuvre caressée avec tant d'amour, et dont le succès doit lui ouvrir toutes les portes, aura fait enfin son entrée dans le monde.

En attendant, l'Opéra a remonté le ballet de *la Source*, donné pour la première fois en 1866, — fantaisie orientale, fort goûtée des amateurs comme une des œuvres les plus poétiques et les plus charmantes du répertoire chorégraphique. Hélas ! en pareille matière, je suis le dernier des profanes. J'oserais à peine avouer à l'orchestre de l'Opéra, mais je puis bien confier à mes lecteurs, sans crainte de me compromettre, à quel point les gargouillades, les flic-flacs et les jetés-battus me laissent insensible, et combien mon cœur reste froid devant les pirouettes les plus étincelantes. Je sens le poids de mon incapacité et de mon ignorance sans en être accablé, mais assez toutefois pour ne point risquer de me compromettre en trahissant une ignorance qui serait impardonnable, si elle cherchait à se dissimuler. Bien plus, je me suis souvent aperçu que le grand art de la pan-

tomime est plein d'arcanes impénétrables pour moi. Chaque fois qu'il m'arrive de comprendre quelque chose aux gestes de la ballerine, et de les interpréter ainsi : « Prince, mon cœur est à vous; demandez ma main à mon père, » je constate avec stupeur, en vérifiant mon interprétation sur le livret, que cela voulait dire : « Misérable, ta vue me fait horreur! Loin d'ici, ou je me détruis à tes yeux! »

C'est sous le bénéfice de ces observations préalables que je me hasarde à dire un mot de l'étoile chorégraphique qui a fait son apparition dans la reprise de *la Source*. Mademoiselle Sangalli nous arrive d'Amérique, précédée de légendes de l'autre monde et d'histoires à dormir debout, qui exhalent un parfum de Barnum à suffoquer tout un troupeau de *canards* : un combat naval livré pour ses beaux yeux, comme jadis pour l'amour de Cléopâtre; une bataille héroïque, pareille aux grandes luttes de M. de Crac, soutenue par elle contre les Indiens; l'estime toute particulière conçue pour sa personne et son talent par le président des Mormons, dont elle a failli devenir la cinquante-huitième femme, et qui l'a comblée d'attentions et de bracelets — détail plus vraisemblable, qui figurera avantageusement dans l'histoire sacrée des *saints des derniers jours*... — Que sais-je encore? A voir l'enthousiasme de l'orchestre, on comprenait celui des Yankees. Les dilettantes ne tarissaient pas, autour de moi, sur l'originalité de sa manière, sur la hardiesse de ses *jetés de jambes*, la force de ses *pointes*, l'agilité de ses *bonds* et de ses *entrechats*, la crânerie de ses *doubles tours de reins* ou de ses *doubles tours renversés*. Quelques délicats objectaient timidement que son *parcours* laisse à désirer, qu'elle hasarde çà et là des gestes excessifs et des mouvements d'un goût douteux, bons à garder pour l'exportation; que sa danse ressemble parfois à des exercices de haute voltige et de gymnastique périlleuse, à des tours de force et de dislocation; qu'elle a plus d'énergie que de distinction, plus de légèreté et de précision que de charme. « Elle manque d'idéal, elle ne me fait pas rêver, » glapissait dans l'entr'acte un habitué chauve et ventru, qu'on n'eût point cru si mystique, à le voir. Mais la majorité ne voulait rien entendre, et quelques enthousiastes allaient jusqu'à jurer qu'elle venait de créer une école nouvelle, en dépassant du premier coup les Fanny Essler, les Cerrito et les Taglioni.

Je laisse à des plus experts à décider ce point. Je n'ai jamais vu ces reines de la danse, sinon mademoiselle Taglioni, et encore à la façon de ce provincial auquel on demandait à son retour de Paris : « Avez-vous vu Talma? — Oui, et je ne l'ai pas trouvé si extraordinaire qu'on m'avait dit. — Dans quel rôle l'avez-vous donc vu? Est-ce dans *Manlius* ou dans *Sylla*? — Non, je l'ai vu en fiacre. » Un jour,

dans un grand diner, je me suis trouvé près d'une femme de l'apparence la plus respectable, qui parla beaucoup, au dessert, de ses œuvres de charité et de ses confitures : c'était mademoiselle Marie Taglioni. Un autre jour, à Venise, j'ai visité successivement quatre palais, choisis par mon gondolier dans cet admirable défilé de monuments qui font au Canalazzo une double bordure de chefs-d'œuvre : — le palais Giustinian Lolin, le palais Businello, le palais Spinelli, la Ca d'Oro ; — et chaque fois que j'interrogeais mon guide : « A qui ce palais ? » il me répondait, avec une persistance qui me faisait songer au chat botté et au marquis de Carabas : « Il est » ou « il était à mademoiselle Taglioni. » Je ne connais pas autrement l'incomparable sylphide, mais j'ai ouï dire qu'elle avait donné à son art une grâce décente et chaste que le prophète souverain des Mormons ne paraît pas avoir suffisamment enseignée aux doubles tours de mademoiselle Sangalli.

Quant aux danseurs de *la Source*, de quelle façon s'y prendre pour en parler ? Nous ne sommes plus au temps où l'illustre Marcel, celui qui prétendait reconnaître à la danse le caractère d'un homme, ses habitudes et son pays, s'écriait, en prenant son front dans sa main, comme accablé par la grandeur de son art : « Que de choses dans un menuet ! » où

Lorsque le grand Dupré, d'une marche hautaine,
Orné de son panache avançait sur la scène,
On croyait voir un dieu demander des autels ;

où Vestris traitait d'égal à égal avec les Bourbons, défendant à son fils de brouiller les deux familles, et pouvait dire, devant un cercle d'admirateurs empressés : « Je ne connais aujourd'hui en Europe que trois hommes uniques dans leur espèce : le roi de Prusse, M. de Voltaire et moi. » Le danseur nous apparaît maintenant comme un phénomène plus digne des méditations du naturaliste que de l'attention du critique, comme un revenant grotesque du siècle de Dorat et de la Camargo ; il est déjà à l'état de curiosité, et passera bientôt à l'état de fossile. Je n'ai jamais pu voir, sans une sorte de souffrance mêlée de fou rire, voltiger lourdement sur la scène, pareils à des larves de papillons dont les ailes n'ont poussé qu'à moitié, ces êtres bizarres, à figures d'hermaphrodites, aux grâces de garçons coiffeurs, frisés comme des femmes, peints comme des poupées, l'œil en coulisse, la bouche en cœur, faisant des effets de cuisse sous leurs pantalons collants. Vous figurez-vous un danseur dans la vie ordinaire, un danseur marié, père de famille, causant politique, exerçant ses droits d'électeur ! Comment peut-on être Persan ? se demandaient les Parisiennes du temps de Montesquieu ? —

Comment peut-on être danseur ? me suis-je souvent demandé, en regardant, avec une stupéfaction consternée, les battements, les rouettes, le fade et éternel sourire de ces dadais mythologiques. Leur seule excuse est qu'on les ait dressés en les prenant tout petits, « lorsqu'ils ne pouvaient pas se défendre. »

Dans la disette musicale où nous sommes, on en est réduit à regarder comme deux événements la réouverture des concerts Pasdeloup, au Cirque d'hiver, et l'entrée de M. Capoul aux Italiens. Sur cette scène de la salle Ventadour, jadis si brillante, aujourd'hui si déchue, dont le répertoire usé est condamné à rester invariable, sans qu'il soit possible d'y ajouter un seul ouvrage nouveau, dont la troupe sans unité, sans cohésion, sans traditions, formée presque au hasard d'artistes nomades, du second et du troisième ordre, qu'on engage suivant les besoins de la saison, ne peut former un de ces ensembles puissants et bien coordonnés comme ceux qui ont fait la gloire des Bouffes autrefois, le système des étoiles de passage est devenu en quelque sorte une nécessité matérielle, une conséquence forcée du mal qu'il accroît, mais en le dissimulant. Dans *Marta*, le charmant *tenorino* que l'Amérique vient de rendre à ses fidèles, a brillé comme un astre au milieu des nébuleuses. Les mélodies exquises de M. de Flotow ont semblé plus mélodieuses encore en passant par les lèvres de cet enfant gâté du public, dont la voix agréable, expressive et sympathique, bien que d'un timbre un peu voilé, excelle surtout à rendre les passages de chaleur et de sentiment. Mais comme il est mollement secondé par un entourage dont n'aurait pas droit d'être fier le théâtre d'une sous-préfecture.

A bientôt l'Albani, une autre étoile, de moyenne grandeur, qui n'avait pas encore été visible en France, et qui vient demander à Paris la consécration de sa renommée naissante. Nous lui souhaitons avec la cantatrice illustre qui fit les grands jours des Italiens, une autre ressemblance que celle de son nom. On nous promet aussi la réapparition fugitive de Sophie Cruvelli, qui passa jadis comme un météore et dont la voix puissante, le jeu énergique, inégal et passionné restent encore vivants, après plus de quinze années, dans la mémoire de tous ceux qui l'ont entendue. Devenue grande dame, par un privilège qu'elle partage avec l'Alboni, la Sontag, la Patti, et qui semble réservé spécialement aux cantatrices, sans que les danseuses en soient exclues pourtant, Sophie Cruvelli a gardé la nostalgie de la rampe, et elle aime à recueillir encore, de loin en loin, quelques-uns de ces bravos auxquels il est si difficile de renoncer sans retour quand on en a goûté l'enivrante douceur. Ils ne lui seront pas ménagés, surtout si l'on a grand soin de ne pas révéler au public que celle qui fut la Cruvelli a le malheur d'être née Prussienne.

II

La Comédie française, qui avait déjà repris *Andromaque* pour les débuts de M. Mounet-Sully, a voulu nous montrer aussi sa nouvelle recrue dans le *Cid*, et faire de cette dernière reprise une véritable solennité théâtrale. Non-seulement elle a encadré l'ouvrage du vieux poète dans une mise en scène digne de lui, mais elle en a rétabli le texte en son entier, avec le respect religieux qui est dû aux chefs-d'œuvre.

Il y avait bien longtemps que le *Cid* n'avait paru sur la scène qu'avec les mutilations qui lui ont été infligées par J.-B. Rousseau, et aucun homme de cette génération ne pouvait se vanter de l'avoir vu tel que Corneille l'a écrit. Les comédiens avaient adopté, dès le milieu du dix-huitième siècle, les modifications imaginées en 1734 par le célèbre poète lyrique. La principale était la suppression complète des rôles de l'Infante, et, par là même, de Léonor et du page. Dans cette entreprise hardie, J.-B. Rousseau semblait couvert, jusqu'à un certain point, par l'autorité de Corneille lui-même. Scudéry écrivait en 1637, dans ses *Observations sur le Cid* : « Doña Urraque n'y est que pour faire jouer la Beauchâteau, » et plus tard Corneille, avec sa fière honnêteté, reconnaissait la vérité de cette assertion, en s'exprimant ainsi dans son *Discours sur l'utilité et les parties du poème dramatique* : « Aristote blâme fort les épisodes détachés, et dit que les mauvais poètes en font par ignorance, et les bons en faveur des comédiens, pour leur donner de l'emploi. L'Infante du *Cid* est de ce nombre, et on pourra la condamner ou lui faire grâce par ce texte d'Aristote, suivant le rang qu'on voudra me donner parmi nos modernes. » Eh bien, malgré l'orgueil légitime qui perce dans cette excuse, Corneille se faisait tort à lui-même. Que de traits délicats et fins dans ce rôle monotone, long, inutile et charmant ! A coup sûr, le personnage de l'Infante ne tient pas essentiellement à l'action : il est si bien en dehors de la pièce proprement dite qu'on a pu le couper sans peine, comme on détache une chaloupe suspendue aux flancs d'un navire ; mais il avait sa place dans l'économie morale de l'œuvre, il faisait équilibre au rôle de Chimène ; il achevait, par des teintes plus douces, cette grande peinture de la lutte entre la passion et le devoir, qui est le véritable sujet du *Cid*, comme de presque toutes les tragédies de Corneille.

L'Infante, en disparaissant, avait nécessairement entraîné avec elle tous les passages où Chimène lui parle. Puis J.-B. Rousseau avait

dù ça et là ajouter, en guise de suture, quelques vers de sa façon, qui n'est pas tout à fait celle de Corneille. Enfin, comme si ce n'était point assez, l'habitude avait prévalu, pendant longtemps, de retrancher encore la scène du début, entre Elvire et Chimène, et de commencer *ex abrupto* par la querelle de Gormas et de don Diègue. En vain avait-on essayé, à diverses reprises, de revenir au texte primitif. La dernière et la plus éclatante de ces tentatives, faite en 1806, à Saint-Cloud, devant l'empereur, ne réussit pas plus que les précédentes, malgré le talent et la beauté de mademoiselle Georges, qui jouait l'Infante à côté de Talma, de Lafon, de Monvel et de mademoiselle Duchesnois. Tout ce qu'on avait pu gagner jusqu'alors sur la routine de l'habitude et de l'opinion, c'était le rétablissement de la scène première, que mademoiselle Rachel avait restituée à la pièce quand elle débuta, en 1842, dans le rôle de Chimène.

Ainsi allégé, *le Cid* marchait sans doute d'un pas plus rapide et plus soutenu ; mais est-ce trop d'acheter au prix de quelques longueurs la jouissance d'un tel chef-d'œuvre dans son intégrité ? C'est une idée fausse autant qu'injuste de prétendre supprimer d'un ouvrage, parce qu'il est signé du nom de Corneille, tout ce qui ne porte pas la marque du sublime, et de se faire un prétexte de sa supériorité même pour le mutiler. Il n'est pas jusqu'aux tâtonnements, aux maladresses, aux fautes du génie, qui n'aient souvent leur charme, toujours leur intérêt et leur enseignement. L'ombre fait valoir la lumière, et si le rôle de l'Infante paraît languissant et terne à côté du rôle admirable de Chimène, ne semble-t-il pas aussi que le contraste de cette figure d'élégie un peu effacée ajoute au relief et à la vigueur de toutes les autres !

Ah ! que nous avons bien compris l'autre soir la surprise, le ravissement, l'ivresse qui accueillirent *le Cid*, quand tout à coup, sur la scène où régnaient en maîtres les Tristan, les Scudéry, les Mairet, ce poème de l'honneur apparut dans toute sa pompe chevaleresque et tout le frémissement de sa jeunesse éclatante et fière ! Quel souffle, quels élans, quels coups d'ailes, quel sentiment exquis et quelles subtilités charmantes ! Tantôt le son de la trompette, et tantôt le murmure de l'idylle. On y passe de plain-pied et sans effort du *Romancero* à l'hôtel Rambouillet ; la galanterie la plus délicate et la plus raffinée s'y joint naturellement à l'héroïsme le plus surhumain. Comme ces preux toujours prêts à mourir pour leur roi et leur dame, le Cid est à la fois un vaillant capitaine et un parfait cavalier. Les érudits auront beau nous tirer par la manche et nous dire, en nous montrant leurs bouquins à l'appui : « Prenez garde, vous vous laissez duper par la poésie. Le Cid de Corneille n'est pas le Cid de l'histoire. Ce dernier, s'il a existé, ce qui n'est pas bien sûr, n'était

qu'un chef de bandes qui ne se faisait nul scrupule d'entretenir à sa solde des troupes d'aventuriers maures, ni de piller les cloîtres et les églises. Il n'est pas même le Cid farouche et sauvage du *Roman-cero*, qui, avant d'épouser Chimène, répond à ses plaintes en lui tuant un page sous sa jupe, en la menaçant de lui couper les pans de sa robe à un endroit honteux et de mettre ses demoiselles à mal ; qui refuse de baiser la main du roi, et qui est excommunié par le pape. » Nous aimons mieux notre poésie que sa vérité. Corneille a refait l'histoire, il a même refait la légende, en la rendant immortelle par la puissance de son génie, et le vrai Cid sera toujours le Cid de Corneille !

Dans ce grand combat de l'amour et du devoir, les vers se pressent, s'assailent, se heurtent avec un bruit sonore, en dégageant des tourbillons d'étincelles. On entend le choc des armes, le cliquetis des épées et l'accent des fanfares. Le Cid est un capitain héroïque, — l'expression la plus noble et la plus haute d'un type précédemment entrevu par Corneille et qu'il avait mis en scène, quelques mois auparavant, sous une autre face, dans le *Matamore de l'Illusion comique*, cette burlesque ébauche de la grande figure que l'étude de la littérature espagnole venait de présenter à son imagination, et qu'il se préparait ainsi à aborder de face, comme s'il n'eût pu y atteindre, ou osé y prétendre du premier coup. M. Mounet-Sully, gêné peut-être par l'éclat de son début et par l'attente du public, déconcerté, dès les premières scènes, par le silence d'un auditoire lettré, qui le guettait, pour ainsi dire, à chacun de ces vers devenus proverbes, et qui voulait le juger avant de l'applaudir, n'a pas mis dans son rôle toute la jeunesse, la fougue et l'élan qu'il demande. Il le joue avec le masque et la voix d'Oreste. Mieux vaudrait encore un peu d'emphase, que l'accent concentré, sombre et fatal qu'il lui donne, sous la chaleur factice de sa déclamation un peu monotone. Aussi, malgré d'excellentes parties, s'est-il laissé vaincre cette fois par mademoiselle Rousseil, qui vient de gagner sous les traits de Chimène ses lettres de naturalisation à la Comédie-Française.

Talma n'est donc pas encore retrouvé, comme on l'avait dit un peu trop vite. Toutefois, que M. Mounet-Sully ne se décourage pas plus que le public : un Talma ne s'improvise point en un jour, et, dans le domaine de l'art, la victoire, qui se donne quelquefois aux audacieux, ne reste fidèle qu'aux travailleurs. L'étude seule, une étude opiniâtre et persévérante, peut féconder les dons naturels et le rare talent de ce jeune homme, destiné, nous l'espérons encore, à nous rendre la tragédie. Jamais nos théâtres n'eurent plus besoin d'être assainis et purifiés par le souffle puissant et salubre du drame cornélien. Rarement aussi les esprits furent mieux disposés à rece-

voir ce souffle d'en haut. La tragédie remplit la salle comme au temps de Rachel, et, après Racine, Corneille fait recette autant qu'Alexandre Dumas et Sardou. Qui sait ? Peut-être, s'il n'était pas mort, se trouverait-il un directeur pour aller lui commander un nouveau Cid. Il serait fâcheux de laisser dévier ce courant, et de tromper la visible bonne volonté du public, empressé à encourager tous les efforts et à saluer toutes les espérances qui semblent lui annoncer le retour de l'art classique.

M. Mounet-Sully a près de lui, sur la scène du Théâtre-Français, un exemple de ce que peut l'étude sur des natures moins richement douées que la sienne. Un des grands succès de la reprise du *Cid* a été pour Maubant, qui imprime au vieux don Diègue un grand cachet de noblesse et de dignité. Le temps n'est pas si loin encore où l'estimable médiocrité de Maubant semblait vouée aux utilités pour toujours, et l'on ne se doutait guère alors qu'à force de conscience, de respect pour les auteurs, de fidélité à la tradition, il en viendrait un jour à compter parmi les meilleurs comédiens du Théâtre-Français et à se faire rappeler par les applaudissements enthousiastes du parterre et des loges. Il y a une quinzaine d'années, lors d'une précédente reprise du *Cid* — celle qui inspira au poète-comédien Samson ce mot sur l'acteur chargé du rôle de Rodrigue : « On ne dira plus maintenant le bon *La Fontaine*, » et ce quatrain classique, demeuré célèbre dans les coulisses :

Rodrigue, qui l'eût cru ? Chimène qui l'eût dit,
Qu'on eût vu dans le *Cid* La Fontaine et Judith,
Et, pour comble de maux, pour disgrâce dernière,
Le rôle de Gormas aboyé par Rouvière !

Maubant, pour la première fois de sa vie peut-être, avait été rappelé par le public, en guise de protestation contre le jeu saccadé, fiévreux, inégal des deux comédiens empruntés au boulevard. Surpris de cet honneur imprévu, il hésitait à reparaitre : « Allez, allez, Maubant, lui dit le vieux Provost. Il est bon de montrer au public que le dernier de nos sociétaires vaut encore cent fois mieux que le premier des grands comédiens d'ailleurs. » Puis, se reprenant et courant vers son camarade, qu'il rattrapa au moment où celui-ci mettait le pied sur la scène : « Quand je dis le dernier, mon cher Maubant, c'est le dernier par ordre de réception que je veux dire, vous comprenez bien ! » Ce dernier-là est un des premiers aujourd'hui.

Quelques jours avant la reprise du *Cid*, la Comédie-Française avait donné une pièce en trois actes sur laquelle on comptait peu et qui n'en a pas moins obtenu un assez vif succès : *les Enfants*, par M. Richard. Ce succès est dû sans doute en partie au jeu de l'acteur chargé

du rôle principal, mais il est dû aussi à la sincérité du sentiment et à la force d'une idée simple et vraie. Pour aborder cette éternelle question des unions illégitimes, des droits et des devoirs de la paternité *indirecte*, la question du bâtard enfin, qui n'est guère moins rebattue au théâtre que celle de l'adultère, et qu'on traitait encore hier à la Comédie-Française dans *Christiane*, l'auteur s'est placé à un point de vue bien naturel, mais si rarement abordé, qu'il paraît presque nouveau.

Ce n'est pas au nom de l'homme ou de la femme qu'il plaide : « Nous ne sommes pas intéressants, nous autres, » dit Pellegrin avec une franchise quelque peu brutale, ratifiée par le spectateur; mais au nom des enfants, victimes innocentes des fautes de leurs parents, et condamnés à en porter la peine toute leur vie. Cette idée, soutenue de quelques scènes agréables et de quelques jolis rôles épisodiques, a suffi à remplir l'ouvrage. Certes, on ne peut le trouver bien fort ni par la conception, ni par l'intrigue, ni par le style, et je conçois que des gens du métier comme les sociétaires de la rue Richelieu l'aient reçu par grâce et joué sans espoir.

L'héroïne est moins intéressante encore qu'on ne pourrait le croire d'après le mot que nous citons tout-à l'heure. Elle appartient à cette famille honteuse où les écrivains de théâtre ont un penchant fatal à aller chercher tous leurs types et toutes leurs études de mœurs, comme s'ils ne soupçonnaient pas l'existence d'un autre monde. Dans la société que fréquentent ces messieurs et qu'ils mettent en scène, l'infidélité conjugale est une habitude courante. Les plus honnêtes dames, comme disait Brantôme, ont tout au moins un amant. La Marguerite de M. Richard, personne charmante, épouse modèle, mère de famille dévouée, serait parfaite en tout point, si elle n'avait eu, hors mariage, deux enfants plus gentils l'un que l'autre, qui appartiennent à deux pères différents : on voit que la situation vaut bien celle de ces drames à adultère, contre lesquels le personnage principal de la pièce, philosophe vertueux et moraliste austère, bien qu'il vive depuis dix-huit ans en concubinage, déclame avec une naïveté charmante, dans une de ces tirades très-inutiles et très-imprévues, bourrées de gros lieux communs qu'il prête à ses personnages, comme pour mieux attirer l'attention sur la poutre qu'il a dans l'œil en montrant du doigt la paille du voisin. Mais la simplicité de l'idée, comme la clarté et la rapidité d'une action habilement conduite, dominant tout, et font pardonner ces faiblesses : le spectateur, entraîné jusqu'au bout par la vérité et la chaleur du sentiment, oublie ce qui l'a choqué, et applaudit à l'énergie et à l'honnêteté des conclusions de l'auteur.

Au moment où ces lignes paraissent, la Comédie-Française inscrit

encore sur son affiche deux titres nouveaux : *la Farce de maître Pathelin*, arrangée par M. Édouard Fournier, et la reprise des *Ennemis de la Maison*, par M. Camille Doucet. A coup sûr, cette dernière reprise ne saurait passer pour un événement, comme celle du *Cid*; mais le *Pathelin* de M. Édouard Fournier, qui, sans nul doute, aura mieux respecté que Brueys le texte de la vieille farce classique, sera tout au moins une curiosité littéraire.

Les Enfants se rattachent au genre de la pièce à thèse, dont M. Alexandre Dumas, maintenant seul du nom, est le représentant principal. Les ouvrages nouveaux en possession des autres scènes n'ont point de si hautes visées. La plupart ne sont rien de plus que des pièces de théâtre, dont la seule ambition est d'intéresser le spectateur à la peinture de caractères et de situations dramatiques, se déroulant dans une action plus ou moins adroitement combinée.

Telle est, par exemple, *la Salamandre*, de M. Édouard Plouvier, à l'Odéon. M. Plouvier n'est pas un esprit vulgaire; son œuvre révèle un auteur consciencieux et probe, si je puis ainsi dire, qui aime son art, croit à son sujet, se met tout entier dans chacune de ses productions et s'efforce d'écrire en français. L'action, conduite par une main expérimentée, marche au dénouement d'un pas sûr et ferme, et il ne serait pas difficile d'indiquer plusieurs scènes nouées fortement et quelques types bien conçus. Mais on y pourrait signaler aussi de nombreuses réminiscences, depuis la figure du gentilhomme pauvre, tant de fois décrite, jusqu'à celle du Caleb de Walter Scott, ressuscité sous les traits du vieux Bruno. Ce qui manque surtout à M. Plouvier, et à bien d'autres, c'est la connaissance exacte du monde qu'il met en scène, dès qu'il sort des régions excentriques, du cercle d'oisifs et de viveurs où se complait la comédie contemporaine, comme celle de Dancourt et de Regnard. Nos auteurs semblent oublier de plus en plus que l'observation est la première qualité de l'écrivain dramatique : ils trouvent plus commode de bâtir une pièce dans leur tête que de l'étudier dans la nature. De là vient qu'on se sent presque toujours chez eux en dehors de la vérité, et que leurs combinaisons les plus tragiques, leurs tirades les plus véhémentes, toute leur fièvre et toute leur exaltation nous laissent parfaitement froids, parce qu'elles ne répondent à rien de réel. Pour n'en citer qu'un exemple, dans quel monde aristocratique M. Plouvier a-t-il pris les façons de parler qu'il prête au marquis et à la marquise de Chaleines? Fort involontairement, sans doute, car rien n'est plus contraire à l'intérêt de la pièce, il a fait de son marquis une caricature sans relief, une insupportable ganache, à qui il ne manque que les ailes de pigeon, et dont les côtés grotesques s'accroissent encore par le jeu lourd et déplaisant de l'acteur chargé de

ce rôle. On se demande par moments si M. le marquis ne vient pas de trinquer à l'office avec son valet de chambre.

Telle est aussi, malgré sa physionomie didactique, et bien qu'elle ressemble parfois à une conférence, *la Gueule du loup*, comédie posthume de M. Léon Laya, dont l'ombre semblait planer sur la scène et attrister encore une pièce qui n'est déjà pas très-gaie de sa nature. On devine ce que signifie la métaphore du titre : la gueule du loup, c'est l'abîme où vont se jeter, tête basse, les victimes crédules qui se repentent trop tard de leur naïveté ; c'est le gouffre qui donne le vertige et attire irrésistiblement à lui la proie sur laquelle il se referme ensuite. Ici, la gueule du loup est représentée par le comte Seewood, espèce de Lovelace mitigé, et la victime par l'innocente, mais imprudente Anna, marquise d'Assley, que son mari a abandonnée le soir de ses noces, et qui, se croyant protégée contre le péril de la séduction par son amour pour un cousin dont les favoris en côtelette jouent là un assez sot rôle, s'amuse à provoquer le loup jusqu'à ce qu'il la happe.

Alors, cris, pleurs et grincements de dents. Le sentiment de sa honte s'empare de la femme tombée avec une telle force, qu'on se demande, non sans angoisse, ce qui va arriver. Il arrive que la marquise, après avoir obtenu son divorce, se marie avec le comte, et que le loup, fasciné à son tour, finit par adorer la brebis. Son scepticisme fond à vue d'œil ; à force d'amour il obtient son pardon, et le rideau tombe sur le tableau des deux époux entrant dans la lune de miel.

S'il y avait une leçon dans le drame, cette conclusion imprévue la détruit. Je voudrais voir dans un an ce beau ménage ! Mais le spectateur, contraint de s'en tenir au dénouement de l'auteur, se sent dérouté, et se demande, avec plus de raison que le géomètre qui venait d'assister à la représentation d'*Athalie* : « Qu'est-ce que cela prouve ? » Cela prouve qu'il faut à la fin contenter les âmes sensibles, et que M. Laya avait besoin de racheter un peu la tristesse générale de son ouvrage. Qu'a-t-il voulu faire ? Un cours dramatique de philosophie ou de morale ? Une étude psychologique et pathologique animée par l'action ? On serait tenté de le croire ; mais, en allant au fond, on voit qu'il a voulu faire surtout un rôle à mademoiselle Desclée. C'est pour cette habile comédienne qu'on ira voir la pièce de M. Laya, œuvre d'un talent réel et sérieux, mais difficile et dépourvu de relief, un peu terne et froid, moitié genevois et moitié anglais. L'exposition, d'une longueur mortelle, sert moins à préparer la comédie qu'à en désintéresser d'avance le spectateur qu'elle ennuie ; l'action se complique de personnages aussi fastidieux qu'inutiles, et ces quatre actes sont enveloppés comme d'un brouillard grisâtre. *La Gueule du loup* forme un parfait contraste avec le *Pierre Maubert* de

M. Decourcelle, qu'on jouait auparavant au Gymnase : autant cette dernière pièce était brusque et violente dans ses péripéties, autant l'autre s'entoure de précautions, d'explications, de préparations, d'analyses et de développements interminables.

L'Arlésienne, que M. Alphonse Daudet a fait représenter au Vaudeville, est moins un drame qu'une pastorale et une élégie tragiques. L'auteur a voulu *remplir* cinq actes avec un sujet qui peut s'expliquer tout entier en cinq lignes ; malgré son talent, il n'y est pas arrivé : les actes ne sont pas remplis, ils flottent, à moitié vides, autour d'une action monotone, qui revient perpétuellement sur elle-même. M. Daudet s'est proposé de peindre l'obsession furieuse et les ravages d'un amour indigne dans un cœur vierge, sous un ciel brûlant comme celui de la Camargue. Frédéri aime éperdument une Arlésienne ; il va l'épouser, quand il découvre que c'est une infâme. En vain il lutte pour arracher de son cœur l'amour fatal : celui-ci s'enfonce plus avant à mesure qu'on tente de le déraciner. Dès la troisième scène, on pressent la catastrophe finale et inévitable. La situation reste la même jusqu'au dénoûment : tout l'intervalle est rempli par les efforts de la mère pour le retarder. M. Daudet a rendu avec une puissance et une intensité extrêmes, dans leur sobriété, cette possession d'un cœur dévoré par une passion exclusive. Ou plutôt ce n'est plus une passion, c'est une maladie. Frédéri est un fou, un monomane, un halluciné, dont l'œil hagard, la parole brève, le geste fiévreux sentent déjà la mort, et font éprouver au spectateur une angoisse qui s'adresse plus aux nerfs qu'à l'esprit, comme celle qu'on ressentirait devant un acrobate suspendu par les pieds au-dessus d'un abîme où il va tomber, sans que rien au monde puisse empêcher sa chute.

M. Daudet a groupé autour de son héros des personnages dessinés avec art. Quelques-uns, comme le Berger et l'Innocent, pittoresques, mais inutiles, et faits seulement pour compléter le tableau rustique, semblent extraits de quelque drame ou de quelque roman de George Sand. On sent dans plusieurs scènes de cette ardente idylle, sur laquelle plane le soleil brûlant du Midi, la main fine et délicate d'un poète. La teinte locale dont les moindres détails sont imprégnés, le charme de la mise en scène, les chœurs, un peu trop fréquents peut-être, mais si gracieux et si colorés, où M. Bizet a su tirer le plus heureux parti de quelques airs provençaux, rachètent pour le public lettré, sensible aux saveurs exquises, toutes les langues du drame. Mais il est bon de répéter aux poètes que, pour réussir au théâtre, il faut de l'action, encore de l'action, toujours de l'action, et que le sentiment de l'art ne suffit point sans la connaissance et la pratique du métier.

Nous avons laissé en dehors de nos explorations le courant grivois, qui a repris une nouvelle force dans l'inépuisable succès de *la Timbale d'argent*. Cette veine est exploitée à l'envi par des écrivains peu sujets au scrupule, et que les sermons des critiques chagrins doivent bien faire rire, chaque fois qu'ils touchent les droits de leurs pièces de tolérance. Épargnons donc les nôtres aux auteurs du *Réveillon*, du *Tour du cadran*, d'*Héloïse et Abélard*, nous bornant à faire observer que la censure impériale, à qui l'on a si souvent reproché, non sans raison, sa susceptibilité pour tout ce qui touchait à la politique, et son indulgence pour tout ce qui ne blessait que la morale, n'eût pas autorisé certainement — et, par le fait, n'a jamais autorisé — des scènes comme quelques-unes de celles que la censure républicaine laisse s'étaler à l'aise sur les planches des Variétés et des Bouffes-Parisiens. Était-ce bien la peine de tant crier, au nom de l'austérité républicaine, contre la corruption césarienne, et de prêcher la régénération de la France par la république? Ah! ils ne sont pas fiers, les théâtres et les auteurs qu'on voit, à l'heure où nous sommes, se disputant l'honneur d'amuser par leurs bouffonneries graveleuses les étrangers venus pour visiter nos ruines, et qui, tout joyeux de nos malheurs et de notre chute, vont achever de se réjouir au spectacle de notre incorrigible frivolité. Mais il faut que le courant soit bien fort et la tentation bien grande, pour qu'un compositeur comme Henri Litolff, qui toute sa vie poursuivit la gloire par les sentiers ardu, las enfin de lutter, et aspirant à descendre vers les succès faciles et lucratifs des Hervé ou des Offenbach, soit venu semer les perles de sa musique sur les *grivoiseries* d'une partition comme celle d'*Héloïse et Abélard*.

III

Ces réflexions moroses pourraient trouver leur emploi ailleurs encore qu'au théâtre. Je voyais, il ya huit jours, une famille d'Anglais, le père, la mère, quatre filles et deux garçons, alignés en tuyaux d'orgue, rouges comme des coquelicots, blonds comme les blés, raides comme des pieux, qui venaient de s'arrêter, du côté du jardin, devant ce qui fut le palais des Tuileries. Ils regardaient de tous leurs yeux ces fenêtres ouvertes comme des trous béants sur le vide, ces combles effondrés, ces hautes cheminées debout comme des mâts sur un océan de décombres, ces monceaux de moellons éboulés en montagnes énormes que maintiennent à peine les pans de murs

noircis, ces pilastres écornés, ces balcons tordus, cet espace immense vidé par l'incendie comme une coquille de noix, et couverts au dehors, par le pétrole enflammé, de morsures atroces et furieuses. Le père souriait à demi, la mère était pensive.

« *Very terrible, indeed !* » dit-elle à mi-voix.

Tandis qu'elle détournait instinctivement la tête, ses yeux tombèrent sur les statues placées au centre des petites pelouses qui s'étendent perpendiculairement, de chaque côté du pavillon central, dans l'ancien jardin réservé :

« *Oh ! shocking !* » fit-elle. Et rassemblant sous son aile ses poussins effarés, elle regagna la rue de Rivoli, en donnant tous les signes d'une agitation extrême.

Qu'eût-elle dit, cette digne Anglaise, que la statue de Wellington à Hyde-Park n'a jamais choquée peut-être, parce que l'intention patriotique recouvre tout, si elle eût su que ces quatre statues de marbre blanc, dont trois au moins sont d'une souveraine indécence, ont été placées, il y a quelques mois, vis-à-vis les ruines du palais, et que ce rapprochement, dont le contraste saisissait son esprit, n'avait en rien frappé les hauts fonctionnaires chargés de la décoration de nos jardins publics !

Le Luxembourg n'a pas été plus heureux que les Tuileries. L'un des squares de la grande allée vient d'être décoré d'un nouveau groupe, *le Lever*, qui condamne le père de famille à un détour, s'il passe par là accompagné de sa femme et de ses enfants. En vérité, quand on voit ce qui se fait et ce qui s'accepte couramment pour être exposé en plein soleil dans les endroits fréquentés par la foule, et surtout dans un parc comme le Luxembourg, asile de la bourgeoisie honnête et chrétienne qui a établi son quartier général aux alentours de Saint-Sulpice, on se demande si nos artistes et si l'administration elle-même n'ont pas perdu toute idée du sens moral.

Pauvre Luxembourg ! Il a subi tous les outrages et tous les malheurs. Devant ces grands terrains hideusement nus, stériles et sales, enlevés au jardin pour être envahis par la ronce et devenir le réceptacle de toutes les immondices du quartier ; devant ces espaces vides, qui attendent, depuis six ans, les constructions dont on était si pressé de les recouvrir, et qui les attendront toujours ; devant ces routes percées à travers l'admirable parc, pour les besoins urgents de la circulation, et qui n'ont servi, jusqu'à ce jour, qu'à la circulation des vélocipèdes ; devant les résultats de cette mutilation colossale dont l'inutilité stupide, qu'on n'a même pas cherché à voiler, dépasse toutes les craintes, on se sent honteux d'avoir eu si complètement et si vainement raison dans la lutte. Maintenant que le mal est fait, ne pourrait-on jeter au moins un peu de baume

et de charpie sur la plaie? Que n'achève-t-on enfin cette fontaine, tracée à l'entrée des squares, dont le double bassin attend, depuis des années, son couronnement, et dont les chevaux marins, placés, déplacés, replacés, puis enlevés encore, semblent se faire un jeu de l'attente et des conjectures publiques!

Un café, bâti en planches, c'est tout ce que peuvent étaler jusqu'aujourd'hui, en fait de monuments, les terrains distraits du Luxembourg. Un café, c'est aussi la seule décoration qu'eût imaginée, pour l'ancienne Pépinière, le génie inventif de M. Haussmann. Ce pavillon, d'un style indéfinissable, resté bientôt sans emploi et frappé de stérilité, comme tout ce qui se rattache à cette opération déplorable, vient d'être affecté à l'exposition des insectes utiles et nuisibles, organisée par la société d'apiculture.

Malgré l'adjonction d'une tente, et quoique le public ne m'ait point paru fort empressé, — il craignait peut-être une exhibition d'insectes vivants et les cuisants souvenirs qu'il eût pu emporter de sa visite, — le local est tellement étroit et si encombré par les produits, que les curieux n'y peuvent guère circuler, à moins de s'enfoncer réciproquement les coudes dans les côtes. Il m'a fallu déployer des prodiges de souplesse et glisser mon corps, avec des ondulations de serpent, dans les moindres intervalles demeurés libres, pour arriver à contempler de près les nougats, les nonnettes, les pains d'épice, les pots de miel et les morceaux de cire qui remplissent le rez-de-chaussée, — spectacle très-curieux, assurément, mais que j'aurais pu admirer à loisir chez mon épicier.

Après m'être débattu légèrement contre un industriel qui m'offrait, avec insistance, un flacon d'hydromel, « breuvage des dieux, » pour quarante centimes, et avoir esquissé un commencement de pugilat, afin de me tracer un passage dans l'escalier, je suis parvenu au premier étage, où l'exhibition offre plus d'intérêt. Là sont réunis, dans des tubes, dans des bocaux, sur des feuilles de papier, sur des tableaux où on les a groupés par classes, par tailles, par couleurs, au point de vue scientifique et au point de vue pittoresque, tous les insectes de la création, depuis l'abeille et le ver à soie, jusqu'à la petite bête incommode et malfaisante sur laquelle le grave Boileau a composé une énigme, et qu'ont chantée, en italien, en espagnol, en grec, en latin, en français, les beaux esprits du seizième siècle, les habitués de madame Desroches, Pasquier, Rapin, Scaliger et dix autres. Un amateur en a même composé un tableau, une rosace d'une richesse et d'une variété de couleurs presque éblouissantes, qui est le principal ornement de cette salle.

M. Victor Hugo, qui a chanté le crapaud et la chouette, et dont

le large cœur est rempli d'un sympathique attrait pour toutes les difformités de la nature, s'arrêterait « pensif, bienveillant, presque tendre, » devant quelques vitrines où les objets de ses chants, en compagnie du hérisson, de l'orvet, de la taupe, sont exposés avec des inscriptions qui les réhabilitent comme les plus utiles auxiliaires de l'homme dans la chasse aux insectes nuisibles.

Tout près de là, des tableaux d'entomologie appliquée montrent l'analogie entre les insectes et les plantes dans leurs transformations successives, à partir de l'œuf et de la graine. Puis on peut étudier les ravages extraordinaires produits par les larves des insectes dans une collection de morceaux de bois troués et évidés par eux, avec une puissance de destruction dont l'esprit reste confondu quand il considère les êtres microscopiques et embryonnaires qui en sont doués. Le taret a fait sombrer des vaisseaux à trois ponts et failli engloutir la Hollande. Force redoutable de la ténacité et de la persévérance dans l'infiniment petit ! L'homme se débat en vain contre cette armée qui l'assiège et dont les bataillons se multiplient sans cesse. En dépit de toutes les préparations infaillibles, exposées dans le pavillon du Luxembourg, contre les cousins, moustiques, guêpes, charançons, artes, pyrales, cafards, fourmis, criquets, pucerons, hannetons, chenilles, mites, vers blancs et autres insectes plus hideux encore, que le respect du lecteur défend de nommer, le fléau persiste, — absolument comme les rides, les cancers, les cheveux blancs, les têtes chauves et les cors aux pieds, malgré toutes les eaux des fées, eaux de Lob, pommades et remèdes radicaux inventés par une foule de philanthropes. J'ai pourtant contemplé au passage certain insecticide *alcoolique*, dont l'inventeur affirme l'infaillibilité contre toute espèce de vermines, et qui pourrait être, ce me semble, d'un emploi particulièrement avantageux contre la vermine rouge.

L'exposition des insectes est encore un spectacle, et c'est pour cela que j'y suis entré un moment, regrettant de n'avoir point, en cette circonstance, la plume du savant et spirituel *vulgarisateur* M. Babinet, qui eût fait sans doute sur les cloportes et les hannetons du Luxembourg un de ces friands articles si recherchés des amateurs, s'il n'avait été retenu par la maladie dont il vient de mourir. En quittant le pavillon de l'ancienne Pépinière, j'ai épuisé les sujets que peut aborder une chronique, à qui les hautes sphères sont naturellement interdites.

Me sera-t-il permis, néanmoins, sans vouloir agrandir mes attributions, de hasarder un mot sur la dernière circulaire de M. le ministre de l'instruction publique ? Elle sera sans doute ici l'objet d'une étude spéciale et approfondie. Quant à moi, je ne voudrais

pas d'autre *criterium*, pour la juger, que l'impression ressentie par ceux qu'elle intéresse en première ligne. Les réformes introduites par M. Jules Simon dans les humanités ont été accueillies tout au moins avec une défiance extrême, comme une expérience périlleuse, par la plupart des professeurs de l'Université; elles ont consterné les brillants élèves, et surtout réjoui le nombre infini de *cancres*, comme on dit dans la langue énergique des écoles, qui peuplent nos lycées. C'est une épreuve que presque tous mes lecteurs sont à même de faire autour d'eux, et qui, par elle seule me paraît concluante.

Oui, en abolissant tout à fait le vers latin et à peu près le thème, en condamnant l'étude de la grammaire et la pratique du devoir écrit, le ministre de l'instruction publique semble avoir écrit sous la dictée des *cancres*; il a détruit justement ce qu'ils détestaient avant tout, comme exigeant plus d'intelligence, de travail et de soin que tout le reste. Aussi fallait-il les voir, le 7 octobre dernier, rentrant d'un pas allègre, le front haut, l'œil animé, échangeant des poignées de main triomphales et faisant retentir les abords des lycées du cri de : « Vive Jules Simon ! » Mais si le ministre les eût entendus, je suis sûr qu'il eût senti dans son âme un commencement d'inquiétude : « Quelle sottise ai-je dite, s'écriait Phocion, pour que les sots m'applaudissent ? »

Cependant, il faut le reconnaître, bien des gens d'esprit ont joint leurs applaudissements à ceux-là : l'un d'eux, qui dit son avis sur toutes choses à la façon d'un paysan du Danube, et qui revendique une autorité spéciale dans ces questions, a couvert, à ce propos, M. Jules Simon d'autant de louanges qu'il lui avait prodigué d'injures deux mois auparavant, après sa harangue à la distribution des prix du grand concours. Ce qui les a séduits, sans doute, ce sont les prescriptions de la circulaire au sujet de l'éducation physique, de la gymnastique, de l'hygiène, jusque-là si négligées dans les collèges de l'État, et le développement qu'on veut donner à l'étude des langues vivantes, restée chez nous dans un état d'infériorité affligeante. C'est aussi peut-être l'horreur de la routine et le désir de renouveler une institution vieillie. On ne la renouvellera pas en portant un coup si funeste à ce qui a fait sa gloire et sa force, et en touchant au fond même des études, sous prétexte de corriger les méthodes.

Les réformes de M. Jules Simon sont plus ou moins inspirées par un principe, ou plutôt par une mode qui tend à s'introduire partout aujourd'hui, mais qui ne devrait jamais trouver place en pareille matière : la préoccupation de l'utilité, et, pour ainsi dire, de l'application immédiate. C'est précisément en vertu du même

principe que M. Fortoul avait imaginé le système de la bifurcation. Rien n'est plus étranger qu'un tel calcul à la nature des humanités. L'introduction de cet élément positif dans la direction des études qui ont pour but de former et d'orner l'intelligence du jeune homme, en deviendrait la ruine à courte échéance.

A quoi bon les vers latins ? disent les gens pratiques. Mais à quoi bon la littérature et le latin lui-même ? demandent les gens plus pratiques encore. Il est certain que l'art d'aligner en hexamètres des dactyles et des spondées n'est nullement indispensable pour faire un parfait notaire, ni même un médiocre ministre de l'instruction publique. Mais comment, parmi les conseillers de M. Jules Simon, ne s'est-il pas trouvé au moins un ancien *fort en vers latins*, pour prendre la défense de l'intéressante victime au nom des rapports charmants qu'il avait entretenus avec elle ? Comment personne ne lui a-t-il dit, s'il l'ignorait lui-même, de quelle façon cet exercice *inutile*, qui aurait déjà sa valeur comme simple gymnastique de l'intelligence, donne l'essor à l'imagination tout en la contenant, développe le sens du beau, apprend à mieux approfondir le génie de la langue, à en mieux comprendre les élégances, à sentir tout le charme, goûter tout le suc, s'appropriier toute la moelle d'un Virgile, d'un Horace, et de tant d'autres génies qu'on ne peut bien connaître que si l'on a appris, en les pratiquant, les secrets de leur langue poétique.

Pour le thème, c'est pis encore. Loin d'en diminuer l'importance, je ne crains pas de dire, — et les maîtres sérieux ne me démentiront pas, — qu'il fallait plutôt l'accroître. En apprenant à parler le latin, le thème apprend aussi à l'entendre. Il est le seul moyen, ou le plus efficace, d'en inculquer les règles dans la tête mobile et la mémoire fugitive de l'enfant, en les lui faisant appliquer. Il dresse l'élève à la réflexion et à la logique par l'attention qu'il exige. Dans tout système d'instruction qui veut développer l'esprit de raisonnement et faire autre chose que des perroquets, le thème est un exercice essentiel.

Est-il bien certain, d'ailleurs, que le latin soit devenu une langue si complètement et si absolument morte qu'on n'ait plus jamais occasion de la parler ? A coup sûr, ces occasions sont devenues infiniment plus rares qu'autrefois ; mais, tant qu'on n'aura pas trouvé la langue universelle, rêvée par Leibnitz et M. Gagne, il servira bien souvent encore de lien commun, de moyen de communication universel entre les savants et les lettrés de l'Ancien ou du Nouveau-Monde. Je ne suis pas un savant, et plus d'une fois déjà j'ai pu éprouver par moi-même l'utilité pratique de savoir écrire et parler le latin.

Il me revient à ce propos un souvenir de voyage qui n'est pas étran-

ger à la question. L'aventure ne s'est point passée dans une contrée lointaine, mais simplement en Hollande, à deux lieues de Leyde, sur les rives de la mer du Nord. J'avais fait une excursion à Katwyk, pour y voir les écluses du Rhin ; mais je m'étais égaré en route, et la nuit tombait quand j'arrivai enfin au village. La plage était encombrée de pêcheurs que j'interrogeai vainement. J'avais beau répéter avec vigueur : *Rhin, écluses*, comme si l'énergie de l'articulation eût dû suppléer à mon ignorance de la langue indigène, en commentant ce dernier mot par une mimique fougueuse où je cherchais à imiter, des deux bras, la chute de l'eau, et en accompagnant ce geste d'un bruit sourd de la bouche qui, dans ma pensée, représentait à merveille le mugissement du fleuve. Après vingt minutes de cet exercice, qui réjouissait fort tous les badauds du pays rassemblés autour de moi, je dus renoncer à l'espoir d'être compris. La nuit était tout à fait venue. Je cherchai de l'œil un café, une auberge, où, tout en restaurant mon corps fatigué, j'eusse plus de chance de me faire entendre. Rien : pas une lumière ne brillait aux fenêtres, et toutes les portes étaient hermétiquement fermées. Une longue queue de gamins s'était vissée à mon épine dorsale, et me suivait dans mes pérégrinations. J'entendais des rires étouffés, des interpellations narquoises : un quart d'heure encore, et l'on me jetait des pierres.

Enfin, j'avisai le temple, et une idée m'illumina le cerveau. En me voyant marcher en droite ligne de ce côté, un vieux pêcheur plus intelligent que les autres finit par comprendre, et me conduisit chez le *prédicant*. J'étais sauvé.

« — Sine dubio, fis-je en l'abordant, loqueris linguam latinam, domine.

— Aliquantulum, répondit-il avec une modestie convaincue qui me glaça d'effroi. » Et aussitôt : « You speak english ?

— Little, little, dis-je à mon tour en secouant mélancoliquement la tête.

— Ho ! fit l'excellent homme en me prenant les deux mains. Eh bien, mynheer... oui, ia, dummodo nos invicem intelligamus, satis est, — n'est-ce pas ? »

Alors commença entre nous la conversation la plus extravagante, panachée d'anglais, de hollandais et de français, mais sur un fond de latin ; une conversation dont la seule pensée me fait monter encore la sueur au front, et qui compte dans mes souvenirs, avec l'ascension des Pyramides, parmi les plus rudes travaux de ma vie. Le pasteur ne m'avait pas trompé : il était rouillé sur le latin, ce qui, joint à sa prononciation hollandaise, rendait l'échange de nos idées fort pénible. Je parvins cependant à lui expliquer que j'étais un voyageur égaré, né d'une famille honorable, n'ayant aucun démêlé avec la gen-

darmerie, que j'avais faim et soif, et que s'il n'y avait pas d'auberge dans son village, je le priais de m'accorder l'hospitalité d'un fauteuil pour la nuit. Mais je ne pus jamais arriver à lui faire entendre nettement que j'étais venu pour voir les écluses du Rhin, et je dus repartir sans avoir contemplé ce chef-d'œuvre de l'architecture hydraulique, faute d'avoir su trouver dans ma mémoire le mot latin qui veut dire *écluses*.

Ce jour-là, j'ai compris l'utilité du thème, et, loin de me repentir d'en avoir fait, j'ai regretté que mon interlocuteur et moi nous n'en eussions pas fait davantage.

J'oubliais un détail piquant. Le pasteur, lorsque j'entrai dans sa chambre, tenait à la main un livre qu'il posa sur la table. Après quelques instants de causerie, il me le montra, en me demandant si je le connaissais. C'était *le Devoir*, de M. Jules Simon, traduit en allemand, s'il m'en souvient bien. Grâce au latin, et surtout grâce au thème, nous pûmes enchérir de louanges à l'envi sur l'ouvrage du futur ennemi du thème. — Ah ! M. Simon !... Ingrat !

Mais, comme l'inventeur de la bifurcation, M. le ministre de l'instruction publique, en bon confrère, a peut-être voulu simplement ménager à son successeur un moyen aussi facile qu'infaillible d'attacher quelque gloire à son nom, rien qu'en rétablissant ce qu'il vient d'abolir.

VICTOR FOURNEL.

REVUE SCIENTIFIQUE

Suite de la question du *phylloxera*. — Deux doctrines en présence. — Le *phylloxera* cause et le *phylloxera* effet. — Les vignes anémiques. — La maladie et la vermine. — Opinion de MM. Guérin-Meneville, Heuzé et Paul Thenard. — Nécessité d'améliorer la culture. — Observations de MM. L. Faucon et Gaston Bazille sur le mode de propagation du *phylloxera*. — Découverte importante de M. L. Faucon. — Les *phylloxera* aptères et les *phylloxera* ailés. — Leurs migrations. — Les arbres fruitiers attaqués. — Procédé de M. Lichtenstein pour prendre le *phylloxera*. — Séance de l'Académie des sciences du 7 octobre. — Réapparition de la question des fermentations. — Résumé analytique. — Nouvelles expériences de M. Pasteur pour prouver que le germe de la levûre du vin provient de l'extérieur du grain. — Quarante ballons. — Objections et déclarations de M. Frémy. — Réponse de M. Pasteur. — A la prière de M. Dumas, M. Pasteur communique à l'Académie de nouvelles recherches sur les fermentations. — Théorie générale de M. Pasteur sur les ferments vivants. — La vie des ferments au contact de l'air et hors de ce contact. — Conditions dans lesquelles ils déterminent la fermentation. — Fruits qui fermentent dans l'acide carbonique. — Applications possibles de la théorie de M. Pasteur à la fabrication des vins et eaux-de-vie. — Applications à la pathologie et à la physiologie. — Remarques de M. Frémy au sujet des mémoires précédents. — Nouvelle réplique de M. Pasteur. — Observations de M. A. Trécul. — L'aloétine et les infusoires. — Les *amylobacter*. — Un traité de physique en grec, par M. A. Damaskinos.

L'Académie des sciences ne cesse point d'accorder une assez large part de son attention à la « Question du *Phylloxera*. » Il ne se passe guère de lundi qu'elle ne reçoive sur ce sujet des communications plus ou moins importantes, qui sont insérées *in extenso*, ou tout au moins analysées d'une manière très-complète par M. Dumas lui-même dans les *Comptes rendus*. Je ne puis donc me dispenser de tenir nos lecteurs au courant de ces travaux, en me bornant toutefois à ceux qui jettent quelque lumière nouvelle sur le fléau, sur sa nature, sur ses causes probables et sur les remèdes que l'on y peut opposer avec des chances sérieuses de succès.

Deux doctrines se dessinent aujourd'hui parmi les agronomes en ce qui concerne les causes de la maladie. Les uns persistent à la considérer, ainsi qu'on l'a fait tout d'abord, comme déterminée directement par le parasitisme du puceron, et s'attachent, en conséquence, à chercher les moyens de détruire ce dernier, convaincus que les vignes seront dès lors guéries

ou préservées du mal, et qu'elles ne peuvent l'être autrement. Les autres prétendent que la vigne n'est point malade parce qu'elle est attaquée par le *phylloxera*, mais que le *phylloxera* l'attaque parce qu'elle est malade. Quant à la maladie, ils la comparent volontiers à la chloro-anémie ou au vice scrofuleux de l'homme et des animaux, et ils l'attribuent à une culture trop hâtive de certaines vignes, dans des terrains pauvres où elles ne trouvent qu'une alimentation insuffisante. C'est, disent-ils, sur ces vignes malingres et souffreteuses que le *phylloxera* est venu s'abattre et se multiplier, de même que la vermine pullule sur les personnes et sur les bêtes malsaines et malpropres. Il a pu, de là, gagner des vignes bien portantes et nuire, dans une certaine mesure, à leur végétation et à leur fructification ; mais le mal, pour ces dernières, serait passager et facile à combattre. Pour les autres, on s'évertuerait vainement à détruire les *phylloxera* : ce serait s'attacher à un symptôme secondaire du mal et non au mal lui-même. Telle est, notamment, l'opinion exprimée par M. Guérin-Mèneville, dans une Note lue à l'Académie le 16 septembre. Le savant naturaliste pose d'abord cette prémisse, que « la plupart des végétaux et des animaux parasites ne peuvent vivre que sur des êtres chez lesquels l'équilibre des fonctions est plus ou moins dérangé..... soit par défaut de vitalité ou *anémie*, soit par excès de vitalité ou pléthore. »

Ce principe nous semble, à vrai dire, beaucoup trop absolu et trop général. Il serait très-facile de prouver, par une multitude d'exemples, que les insectes parasites vivent et se propagent à merveille sur des hommes et sur des animaux parfaitement sains — sinon parfaitement propres. On connaît, à la vérité, quelques affections parasitaires, telles, par exemple, que la maladie pédiculaire de l'homme, où le sujet se trouve dans un état pathologique tout particulièrement favorable au développement des parasites ; mais les maladies de ce genre — je parle des maladies bien caractérisées — sont, en somme, peu nombreuses. Il n'y a, toutefois, rien d'impossible à ce que tel soit, en effet, jusqu'à un certain point, le cas des vignes envahies soit par l'*oidium*, soit par le *phylloxera*. Il est au moins très-admissible que, comme le prétendent M. Guérin-Mèneville et d'autres naturalistes très-compétents, les vignes faibles, à végétation rapide, plantées superficiellement dans un sol peu substantiel, soient beaucoup plus facilement atteintes que les autres, et il est certain qu'elles succombent plus rapidement. Dès 1869, un savant agronome, M. Heuzé, se demandant pourquoi le *phylloxera* s'était attaqué principalement aux vignes du comtat d'Avignon et de la Provence, faisait remarquer qu'à raison de l'extrême rapidité avec laquelle la culture s'était développée depuis dix ans dans ces contrées, la vigne n'y devait pas avoir la même vitalité que dans le bas Languedoc et dans le Bordelais. Il ajoutait que dans les Bouches-du-Rhône les vignes avaient dû être établies sur des sols laissant à désirer, et où l'on n'avait labouré que superficiellement la terre ; et il concluait que cette cul-

ture précipitée et insuffisante avait dû contribuer à l'existence et à la propagation du puceron.

La même manière de voir a été exposée tout récemment à l'Académie des sciences par M. Paul Thenard. A propos de recherches faites sur les méthodes de traitement des vignes malades et communiquées à l'Académie par M. Dumas, M. Thenard a maintenu que l'on devait attribuer le mal à ce que, depuis longtemps déjà, on s'était mis à planter des vignes partout, aussi bien dans les plus mauvaises terres que dans les bonnes, et sans discerner les variétés à bois dur des variétés à bois tendre. D'où, selon lui, appauvrissement de la sève, principalement dans ces dernières, et envahissement par la vermine des sujets affaiblis.

Néanmoins, M. Paul Thenard admet que si, dans certains cas, l'apparition du *phylloxera* est un épiphénomène, un accident consécutif à un état maladif préexistant, il en est d'autres où cet insecte devient réellement, à son tour, la cause de la maladie. « Le *phylloxera*, dit-il, est effet dans ces vastes plaines de silex roulés, souvent imperméables, mesurant à peine un boisseau de terre végétale au mètre cube, et qu'avec une aveugle précipitation et sans les soins nécessaires, on s'est, en Provence et dans le Comtat, empressé de peupler des plants les plus productifs, mais les moins robustes. Il est, au contraire, cause dans les excellents vignobles qui bornent ces plaines devenues fatales ; car c'est de celles-ci qu'il part, après avoir tout détruit, pour envahir les climats propices à la vigne et les ravager, sans toutefois les anéantir complètement, et sans même s'y fixer plus de deux ou trois campagnes. C'est donc à ces vignes plantées et entretenues sans discernement sur ces garennes arides où elles meurent de misère et, par suite, de vermine, qu'il faut faire remonter le mal, qui cessera, dans les vignobles sérieux, le jour où il aura cessé à son point de départ. » Mais comment cessera-t-il ? — Il ne le peut, selon M. Thenard, que de deux manières : ou par l'entière et prochaine destruction des vignobles infestés, ou par une commune et énergique résolution des propriétaires qui, instruits enfin par une ruineuse expérience, renonceront à cultiver les variétés à bois tendre et les remplaceront par des plants à bois dur, moins productifs, mais plus robustes, en même temps qu'ils « assainiront et amèneront convenablement leurs cailloux. » — « Quant à leur enseigner un remède, si bon qu'il soit, qui tuerait le *phylloxera*, ajoute M. Thenard, les vignes ne se porteraient pas mieux, puisque, dans un tel milieu, l'insecte n'est que l'effet, non la cause. »

En dépit de cet arrêt et de la haute autorité de celui qui le prononce, il est à présumer que les viticulteurs ne renonceront pas à faire des efforts pour détruire, s'il est possible, leur ennemi ; d'autant que, de l'aveu de M. Thenard, si le *phylloxera* n'est qu'un effet dans les mauvais terrains et sur les vignes à bois tendre, il ne laisse pas de prendre un rôle plus actif et de devenir cause dans les bons terrains et sur les plants jusque-là pros-

pères. Il y a donc, en tout état de cause, un intérêt sérieux à ne point le laisser vivre et procréer en paix, et à lui faire, au contraire, une guerre impitoyable. Mais, nous l'avons dit précédemment, par son extrême petitesse, et par ses mœurs essentiellement, sinon exclusivement souterraines, le *phylloxera* semblait jusqu'ici devoir échapper à peu près à tous les moyens de destruction. Ce « chétif insecte, excrément de la terre » narguait le génie de l'homme et la science moderne, tout comme le moucheron de la fable se riait de la colère du lion. Malheureusement pour lui et heureusement pour nous, il a trouvé ses maîtres dans MM. Louis Faucon et Gaston Bazille. Ces deux intelligents et savants viticulteurs, renonçant à l'emploi des insecticides de toute sorte, dont l'inefficacité a été surabondamment démontrée par de nombreuses et coûteuses expériences, ont pensé qu'on ferait tout ce qu'il est raisonnable de vouloir faire, si l'on réussissait, non plus à sauver les plants une fois attaqués, mais à empêcher le puceron d'attaquer les plants non encore atteints. Or pour cela, la première condition était de connaître le mode de déplacement et de propagation de l'insecte dévastateur, de savoir comment il passe d'un cep à autre cep, d'une vigne à autre vigne.

Dès 1869, M. L. Faucon avait pu constater, dans une vigne à lui appartenant et plantée dans un sol argileux, que les pucerons passaient d'un cep épuisé à un cep encore sain, en s'introduisant dans les crevasses qui se produisent dans ce terrain, après une pluie d'été, sous l'influence des rayons ardents du soleil méridional. Désireux de vérifier d'une manière positive cette importante observation, il se rendit, il y a quelques semaines, dans la vigne d'un de ses voisins, vigne très-maltraitée par la maladie nouvelle.

« Je me suis, dit-il, couché à plat ventre sur le sol, et, ma loupe à la main, j'ai observé. Je n'ai pas tardé à voir ce que j'avais vu il y a quatre ans : des *phylloxera* aptères, en nombre considérable, marchant sur le sol, venant des parties les plus épuisées de la vigne, s'avancant jusque près des souches moins malades, et gagnant les racines de celles-ci par les fissures les plus voisines du tronc. J'ai vu un va-et-vient de ce terrible insecte tellement général qu'il m'a été démontré jusqu'à évidence palpable que, pour se propager d'un cep à un autre, le *phylloxera* chemine sur terre. Il est indubitable qu'il doit se propager aussi par les racines, en suivant les rugosités de leur écorce, puisque c'est ainsi qu'il parvient jusqu'aux extrémités des radicules les plus profondes. Mais sa faiblesse et sa fragilité ne lui permettent pas de passer au travers de la moindre parcelle de terre agglomérée. Lorsqu'un tel obstacle s'oppose à sa pérégrination souterraine, il monte à la surface, soit par les rugosités des racines et du tronc, soit par les fissures du terrain, et il tourne sur le sol la difficulté qu'il a rencontrée au-dessous. »

Ce n'est pas tout : parmi les insectes aptères, M. L. Faucon en a vu et

pris plusieurs ailés ; mais bien que les ailes soient fort grandes, comparées au volume de l'insecte, il n'en a vu voler aucun : il n'a pas même pu, en les excitant à plusieurs reprises, les décider à quitter le sol. D'où il conclut que leurs ailes ne leur servent qu'à se laisser plus facilement emporter par le vent ; ce que font aussi, du reste, les pucerons aptères, car, le jour où le vent soufflait, M. Faucon n'a pu en voir un seul, avec ou sans ailes. C'est dans le jour, en plein soleil, que le *phylloxera* exécute ses migrations, et le moment où en voit de plus est de 2 à 3 heures après midi.

M. Faucon a renouvelé ses observations, le 4 septembre, en compagnie de ses deux neveux et de M. G. Bazille. « Nous sommes restés deux heures, écrit ce dernier, couchés à plat ventre à côté des souches malades (à Graveson), cherchant le *phylloxera* ailé. Malgré cette position assez peu commode et qu'un soleil ardent rendait encore plus fatigante, j'ai jamais chassé ne m'a paru aussi intéressante. Le *phylloxera* ailé, invisible jusqu'à ce moment, se présentait à chaque instant sous nos yeux, marchant allègrement sur le sol dans tous les sens, et faisant plus usage de ses pattes que de ses ailes... En même temps que l'insecte ailé, nous voyions aussi, marchant à la surface du sol, pleins de vie malgré le grand jour et le soleil, de jeunes *phylloxera* aptères, ceux que jusqu'à présent nous avions cru vivre dans l'ombre et sous la terre. Ces insectes, beaucoup plus petits que les *phylloxera* ailés, étaient pour le moins aussi nombreux. Ils allaient et venaient, remuant vivement leurs antennes comme pour palper le terrain et assurer leur route. Un souffle de vent, un grain de sable difficile à gravir les renversaient parfois... »

M. G. Bazille, en terminant, fait ressortir les résultats pratiques de ces curieuses observations. « M. Faucon, dit-il, vient évidemment de rendre un grand service à la science. Sa découverte jette une vive lumière sur un point jusqu'ici bien obscur... Il est sûr aujourd'hui que, à certains moments de l'année, les *phylloxera*, avec ou sans ailes, courent sur le sol comme de petites fourmis ; il sera sans doute plus facile de les détruire dans cette nouvelle phase de leur vie. A un mètre de profondeur sous le sol, l'insecte était à peu près inattaquable. Maintenant qu'il se montre à découvert, il faut commencer contre lui une nouvelle campagne, qui nous donnera probablement des résultats plus satisfaisants que la première. »

Je mentionne, pour ne rien omettre d'important, les observations de MM. Duclaux, Max. Cornu et Laluisau, d'après lesquelles la vigne n'est malheureusement pas la seule plante recherchée des *phylloxera*. Ce puceron attaque aussi les racines des arbres fruitiers : pêchers, pruniers, cerisiers, qui se trouvent dans le voisinage des vignes envahies. Mais voici une expérience de M. Lichtenstein, qui me paraît s'ajouter heureusement aux belles études de MM. Faucon et Bazille, pour montrer la possibilité désormais acquise de combattre le *phylloxera*, non par des remèdes empiriques et problématiques, mais par des procédés d'une efficacité non douteuse.

M. Lichtenstein avait remarqué que les radicules les plus fraîches et les plus superficielles et les bourrelets formés autour des plaies des racines sont toujours les points envahis de préférence par les pucerons. Ce simple fait lui a inspiré l'idée ingénieuse et simple de tendre à ces insectes un piège, de leur offrir un appât, comme on fait, à la campagne, aux mouches et aux fourmis. Le procédé est d'une exécution facile et nullement coûteuse, et le succès infaillible. « Dès qu'on a constaté sur un point de vignoble, dit M. Lichtenstein, la présence du *phylloxera*, il faut enfouir, à 10 ou 15 centimètres sous terre, tous les sarments assez souples et assez longs pour se prêter à cette opération, en y pratiquant quelques entailles, ou en enlevant l'épiderme sur quelques points (cela doit se faire au mois de mai). Un mois après, il se sera formé des bourrelets charnus autour des blessures, et de petites radicules commenceront à se montrer. Toutes ces parties seront bientôt couvertes des très-petits *phylloxera*, car l'insecte, fort agile au sortir de l'œuf, court sur terre ou sous terre à la recherche d'une nourriture plus fraîche et plus succulente que la racine épuisée où a vécu la génération précédente. Il n'y a alors qu'à soulever la partie de sarment enfoui, tailler avec un sécateur le bout couvert d'insectes, et le brûler. »

Un grand propriétaire, du canton de Castries, M. C. Cambon, a perfectionné encore le procédé de M. Lichtenstein, par le buttage de la terre autour du cep, jusqu'à la hauteur du collet, et il a eu, sur des souches que les *phylloxera* avait complètement envahies, une abondante récolte. Deux autres vigneron, MM. Pomier-Layrargues et Edm. Castelnau ont recueilli des légions de pucerons sur des provins enfouis au mois de juin. M. Lichtenstein annonce, dans la note communiquée par lui à l'Académie le 30 septembre, et à laquelle j'emprunte ces détails, que beaucoup de propriétaires vont dès à présent enfouir des sarments dans leurs vignes atteintes, afin de s'assurer si, à cette époque de l'année, avec les beaux jours des automnes du midi, la sève aura encore assez de force pour produire des radicules, et si les *phylloxera* viendront se prendre à l'appât.

On voit que la « question du *phylloxera* » semble décidément approcher d'une solution rationnelle et pratique. Est-il permis d'en dire autant, au point de vue théorique, de la question, toute spéculative, de la production des ferments ? C'est ce que, pour ma part, je n'oserais affirmer. Le fait est que le débat sur cette question, suspendu depuis plusieurs mois a été repris entre MM. Pasteur et Frémy, dans la séance du lundi 7 octobre dernier. C'est M. Pasteur qui a repris l'offensive et qui, presque seul, du reste, a porté la parole. M. Dumas l'y invitait, heureux et fier de montrer son virtuose à un illustre savant étranger, M. Wild, directeur de l'Observatoire physique de Saint-Petersbourg, membre de la commission du mètre, qui, tout frais arrivé de Russie, assistait à la séance. M. Frémy n'a riposté que faiblement, et M. Trécul a dit quelques mots, en dernier lieu, pour confirmer, a-t-il dit, quelques-uns des phénomènes chimiques observés par

M. Pasteur, ou plutôt, en réalité, pour renouveler son objection favorite, fondée sur le développement des *amylobacter*. Mais n'anticipons point, et contentons-nous de donner ici, comme nous le ferons par la suite, pour l'instruction de nos lecteurs, un simple et exact résumé analytique de cette discussion.

La parole est à M. PASTEUR, sur de nouvelles expériences pour démontrer que le germe de la levûre qui fait le vin provient de l'extérieur des grains de raisin.

M. Pasteur a disposé quarante ballons à col sinueux, tels que ceux dont il a coutume de se servir dans ce genre d'expériences, mais munis, en outre, chacun d'une seconde tubulure droite à laquelle est adapté un tube en caoutchouc fermé par un bouchon de verre. Ces quarante ballons contiennent du moût de raisin filtré. D'autre part, dans de l'eau également filtrée, M. Pasteur a lavé une grappe de raisin qui y a laissé une foule de corpuscules organisés ressemblant à des spores de moisissures, à de la levûre alcoolique, à du *mycoderma vini*, et parmi lesquels se trouvent notamment des groupes de cellules jaunâtres, sur lesquelles le savant chimiste promet de revenir prochainement. Cela fait, M. Pasteur a partagé ses quarante ballons en quatre séries de dix chacune. Dans les dix de la première série, il n'introduit rien du tout. Dans les dix de la seconde, il introduit, par la tubulure en caoutchouc, quelques gouttes de l'eau ayant servi à laver la grappe de raisin. Les dix de la troisième série reçoivent de cette même eau, mais préalablement bouillie et refroidie. Enfin, dans chacun des ballons de la quatrième série, M. Pasteur fait pénétrer une goutte de jus de raisin puisée directement dans l'intérieur du grain. Puis il observe, et il voit ce qui suit : Dans les ballons de la première série, le moût de raisin reste limpide et pur. Dans ceux de la seconde apparaissent des flocons de mycelium, de la levûre de bière, puis du *mycoderma vini*. Dans la troisième série, aucune altération ; dans la quatrième, un seul ballon altéré, « par suite, dit M. Pasteur, des causes d'erreur inévitables dans des expériences aussi délicates. » — Conclusion : « La levûre qui fait fermenter le raisin dans la cuve de vendange vient de l'extérieur, et non de l'intérieur des grains : » — *Quod erat demonstrandum*.

M. FRÉMY a poursuivi pendant tout l'été des expériences destinées, il l'espère, à jeter un jour nouveau sur la production des ferments. En ce moment même il se livre, sur la fermentation du suc de raisin, à des expériences qui ne sont pas achevées. Néanmoins il croit devoir présenter, au sujet de la communication qui vient d'être faite, de courtes observations. Il rappelle la différence fondamentale qui existe entre son opinion et celle de M. Pasteur. Celui-ci soutient qu'une liqueur ne fermente point si elle n'a reçu les germes de ferments que l'air tient en suspension. Lui, M. Frémy, pense que les fermentations, se produisant en tout lieu et en toute saison, ne sauraient être considérées comme soumises au hasard de l'ensemencement.

ment atmosphérique, et que les ferments sont des produits directs de l'organisme. Cela ne l'empêche point d'admettre que des spores soient effectivement tenues en suspension dans l'air et puissent déterminer *accidentellement* des phénomènes de décomposition. Mais il reproche à son savant confrère de confondre ces actions accidentelles avec le phénomène général de la fermentation, et les germes de moisissures avec les germes de ferments. Qu'à la surface des grains de raisin il existe des germes de moisissures qui, introduits dans le jus du même fruit, le fassent fermenter, M. Frémy ne le nie point ; mais ce qu'il nie, c'est que cela prouve rien en faveur de la théorie de M. Pasteur. Il croit avoir déjà établi et se propose de démontrer de nouveau que les ferments sont engendrés par les organismes les plus divers, y compris les moisissures ; il considère les faits que M. Pasteur vient de décrire, comme rentrant dans les phénomènes secondaires qu'il a lui-même signalés, et comme n'expliquant en aucune façon la fermentation du moût de raisin, « qui s'effectue, dit-il, directement sans l'intervention de moisissures, et sous l'influence du ferment engendré par les cellules du fruit. »

M. PASTEUR maintient que ni les matières albuminoïdes du jus de raisin ni les cellules de son parenchyme ne sont aptes à se transformer en cellules de levûre au contact de l'oxygène de l'air, et que rien ne confirme les assertions contraires de M. Frémy.

M. DUMAS prie M. Pasteur de vouloir bien exposer les nouvelles expériences qu'il vient de faire sur le rôle des cellules en général, considérées comme agents de la fermentation dans certaines conditions déterminées. Ces expériences lui semblent mettre en évidence un principe d'une importance capitale pour l'étude ultérieure des phénomènes de la vie, et elles pourraient bien faire époque dans l'histoire de la physiologie générale.

M. PASTEUR remercie M. le Secrétaire perpétuel de cette flatteuse appréciation, et se rend à son invitation. Il remonte à l'origine de ses recherches sur les fermentations « proprement dites, » qu'il a été conduit, il y a longtemps, à considérer comme des phénomènes chimiques, corrélatifs à une action physiologique particulière, et qu'il a démontrées être produites non par des matières albuminoïdes inertes, mais par des êtres vivants. Il a provoqué, en effet, la fermentation de liqueurs sucrées additionnées de sels minéraux convenablement choisis, et établi que les ferments qui se développent dans cette liqueur lui empruntent le carbone nécessaire à leur alimentation, et que le poids de la matière fermentescible décomposée est toujours de beaucoup supérieur à celui du ferment en action. M. Pasteur signale en outre un caractère particulier qui distingue les ferments de tous les êtres vivants. Ce caractère, c'est la propriété qu'ils possèdent de vivre et même de se multiplier sans le concours de l'oxygène de l'air ; il en est même que l'oxygène fait périr. D'autres, comme la levûre de bière, vivent en absorbant l'oxygène de l'air, mais en perdant du même coup, progres-

sivement, sous l'influence de ce gaz, leur caractère de ferments. Ces faits ont conduit M. Pasteur à envisager la fermentation comme une conséquence forcée de la manifestation de la vie, dès que la vie s'accomplit en dehors des combustions directes dues au gaz oxygène de l'atmosphère. D'où il suit que tout organisme qui vit sans oxygène libre, ou avec des quantités de ce gaz insuffisantes, agit aussitôt comme ferment à l'égard du milieu qui lui fournit en totalité ou en partie la chaleur dont il a besoin, et qui doit nécessairement, pour cela, compter l'oxygène et le carbone au nombre de ses principes élémentaires. Telle est la théorie que M. Pasteur a mise en avant il y a plus de dix ans, et à l'appui de laquelle il apporte quelques faits nouveaux.

Si dans une liqueur sucrée, maintenue à l'abri des germes que l'air pourrait y introduire, on dépose une parcelle de *mycoderma vini*, on voit, en quelques jours, se former à la surface cette nappe de moisissures si connue sous le nom de « fleurs du vin. » En même temps, une partie du gaz oxygène contenu dans le vase est absorbée et remplacée par une quantité correspondante d'acide carbonique, mais la liqueur ne devient pas alcoolique; en d'autres termes, elle ne fermente pas. Il en est autrement si, en agitant le liquide, on divise et l'on submerge autant que possible le voile de moisissures. Dès le lendemain, et même au bout de quelques heures, si la température est de 25 à 30 degrés, le liquide sucré entre en fermentation : des bulles d'acide carbonique s'en dégagent, et il s'y forme une quantité sensible d'alcool. Les cellules ou articles de mycoderme submergés ne se reproduisent pas, mais se gonflent pour la plupart, et la structure intérieure de leur *plasma* se modifie notablement. Cela prouve évidemment que, dans le premier cas, le mycoderme vit à la surface du liquide sucré en empruntant à celui-ci son carbone, mais son carbone seulement, et à l'air son oxygène. Dans le second cas, au contraire, les cellules submergées, continuant de vivre, mais n'étant plus en contact avec l'air, empruntent également ces deux éléments, en faible proportion il est vrai, au liquide sucré, qui dès lors entre en fermentation. L'expérience réussit également avec des moisissures proprement dites. Le *penicilium glaucum*, par exemple, qui se développe si rapidement à la surface des liquides fermentescibles en absorbant l'oxygène de l'air, continue de vivre lorsqu'il est plongé dans ce liquide ou que, par un moyen quelconque, on empêche l'air de lui arriver, mais alors en modifiant son *plasma* aux dépens de son *substratum*, et il se forme dans le liquide de l'alcool et de l'acide carbonique. Ainsi les ferments organisés seraient, selon M. Pasteur, des êtres qui ne différeraient des organismes supérieurs¹ qu'en ce qu'ils ont la faculté de vivre et de se multiplier hors du contact de l'air, d'une manière régulière et prolongée.

¹ Le *Compte rendu* porte « inférieurs; » mais ce doit être évidemment, ou une faute d'impression, ou un *lapsus calami* de l'auteur lui-même.

Du reste, et hormis cette différence de temps, M. Pasteur ne craint pas d'affirmer que tous les êtres sont des ferments dans certaines conditions de leur vie; car il n'en est pas chez lesquels on ne puisse, momentanément du moins, suspendre l'action du gaz oxygène libre. La fermentation apparaît ainsi comme un cas particulier d'un phénomène physiologique général, et l'on peut dire universel.

« Que l'on frappe de mort par asphyxie, par section de nerfs ou autrement un être quelconque ou un organe dans cet être, ou, dans cet organe, un ensemble de cellules, la vie physique et chimique, ne pouvant être instantanément suspendue, se poursuivra; et, si cela a lieu sous la condition de la privation de gaz oxygène libre (extérieur ou intérieur), alors l'être, l'organe, les cellules prendront forcément la chaleur dont ils ont besoin pour les nouveaux actes de nutrition ou de mutation dans leurs tissus, aux matériaux qui les entourent; dès lors ils les décomposeront, et l'on verra apparaître le caractère propre des fermentations, si la quantité de chaleur développée correspond à la décomposition d'un poids de la matière fermentescible sensiblement supérieur au poids des matériaux mis en œuvre corrélativement par l'être, par l'organe ou par la cellule. »

M. Pasteur indique ensuite quelques faits qui lui semblent être des applications logiques des principes qu'il vient d'énoncer. Il rappelle d'abord les expériences faites par M. Bérard, et dans lesquelles ce savant a constaté : 1° que des fruits étant placés dans l'air ou dans le gaz oxygène, un certain volume de ce gaz disparaît et un volume à peu près égal d'acide carbonique le remplace; 2° que si, au contraire, les fruits sont plongés dans l'acide carbonique ou dans un autre gaz inerte, il y a encore formation d'une notable quantité d'acide carbonique, — lequel est nécessairement le produit d'une « sorte de fermentation », dit M. Bérard. Ce fait, pour M. Pasteur, est encore un phénomène de même nature que ceux dont il vient de parler, la vie n'étant pas éteinte dans les cellules d'un fruit ou d'un organe quelconque, séparé de la plante ou de l'animal auquel il appartenait. On en trouve la preuve palpable dans la maturation des fruits cueillis. En effet, si ces fruits sont exposés à l'air, l'oxygène intervient dans les changements qui s'accomplissent dans leur intérieur et qui s'accompagnent d'un dégagement de chaleur résultant d'une combustion où le sucre joue sans doute un rôle important. Les choses se passent alors comme si le fruit était encore sur l'arbre, et la nutrition conserve son caractère normal, c'est-à-dire que le poids des matériaux transformés ou mis en œuvre est comparable à celui des matériaux qui servent à l'alimentation, et la production d'alcool et d'acide carbonique, dans ces conditions, ne saurait être qu'accidentelle. Que si les fruits sont placés dans une atmosphère d'acide carbonique, la vie continue encore; mais c'est la décomposition du sucre qui devient la source de la chaleur dont elle a besoin pour se manifester, et

les cellules du fruit se trouvent dans les mêmes conditions que les cellules de *mycoderma vini* qu'on vient de submerger, ou celles de tout autre ferment vivant hors du contact de l'air. En effet, à peine le fruit est-il placé dans le gaz acide carbonique, qu'il y a aussitôt production de ce même gaz ainsi que d'alcool. Vingt-quatre prunes de *Monsieur*, mises par M. Pasteur sous une cloche remplie d'acide carbonique, lui ont ainsi donné, en quelques jours, 6^{sr},50 d'alcool absolu, en restant fermes, dures et d'apparence parfaitement saine. Vingt-quatre autres prunes de même espèce, laissées à l'air libre, étaient devenues, au contraire, molles, aqueuses et très-sucrées. Une feuille de rhubarbe, placée de même dans une atmosphère d'acide carbonique, avait pris, au bout de quarante-huit heures, une odeur légèrement vineuse, sans présenter d'ailleurs aucune trace d'altération, et cette feuille, soumise à la distillation, a donné une petite quantité d'alcool. Des raisins, des fruits acides, des melons, etc., se comportent de la même manière.

Les raisins présentent, dans les expériences de ce genre, une particularité bonne à signaler : en sortant de l'acide carbonique, ils n'ont plus la saveur et l'odeur de ceux qu'on mange sur pied ou en grappes non écrasées : ils rappellent exactement la vendange, c'est-à-dire les raisins écrasés pris dans la cuve. C'est, dit M. Pasteur, que ces derniers sont soudainement enveloppés d'une atmosphère d'acide carbonique, et les expériences dont on vient de lire la description lui paraissent susceptibles de rendre des services à l'art de la vinification. Il se pourrait, notamment, selon lui, qu'en conservant des raisins en grappes dans une atmosphère d'acide carbonique, on parvint à créer à volonté des variétés de vins et d'eaux-de-vie dont le commerce tirerait avantageusement parti. Les mêmes expériences, exécutées non plus sur des matières végétales, mais sur les organes des animaux, conduiront aussi, M. Pasteur l'espère, à des résultats qui ouvriront une voie nouvelle à la physiologie médicale et à la pathologie, en jetant une vive lumière sur les phénomènes de putréfaction et de gangrène et en expliquant la formation des gaz putrides en dehors de l'action des ferments organisés, de même qu'elles expliquent déjà la formation de l'alcool et de l'acide carbonique sans l'intervention de la levûre.

M. FRÉMY relève, dans la communication de son savant confrère, un fait qui lui paraît confirmer d'une manière éclatante la théorie qu'il a soutenue, et renverser la propre doctrine de M. Pasteur. Celui-ci déclare que des raisins et d'autres fruits, placés dans une atmosphère d'acide carbonique, entrent en fermentation et produisent de l'alcool et de l'acide carbonique. Que deviennent alors les affirmations antérieures de M. Pasteur, d'après lesquelles la fermentation ne pourrait jamais avoir lieu sans l'intervention des spores tenues en réserve dans l'air ? M. Pasteur est pris en flagrant délit de contradiction avec lui-même ; car, évidemment, si un

fruit peut fermenter dans l'acide carbonique, c'est-à-dire dans des conditions où il ne peut rien recevoir de l'atmosphère, c'est que le ferment se produit directement dans l'intérieur des cellules. M. Frémy nie donc plus que jamais l'existence de ces germes invisibles et insaisissables que M. Pasteur prétend être répandus dans l'air, et il répète que les phénomènes dus aux spores atmosphériques ne doivent pas être confondus avec ceux qui sont produits par les véritables ferments, lesquels, encore une fois, sont engendrés par l'organisation.

M. PASTEUR réplique que M. Frémy paraît ne l'avoir pas compris ; que dans les fruits sur lesquels lui, M. Pasteur, a expérimenté, il n'a trouvé aucune trace de levûre ni de ferment organisé quelconque, et qu'on peut même introduire dans du moût de raisin du jus et des cellules du parenchyme, sans y provoquer la moindre fermentation.

M. TRÉCUL prend la parole pour confirmer quelques-uns des phénomènes chimiques décrits par M. Pasteur. Il a fait lui-même une expérience qui consiste à couper en morceaux une feuille d'aloès succotrin et à l'introduire dans un flacon avec de l'eau ordinaire. Le liquide se colore d'abord en rouge par l'oxygénation de l'aloétine, substance soluble, naturellement jaune, et qui a la propriété de prendre, sous l'action de l'oxygène, une belle nuance pourprée ; mais au bout de quelque temps il se développe, dans la solution, des infusoires, et le liquide ne tarde pas à se décolorer pour revenir au jaune ; ce qui prouve que l'oxygène a été absorbé par les infusoires. Les moisissures qui se forment à la surface entretiennent la coloration jaune. On peut, à volonté, rendre au liquide sa nuance pourprée, en y ajoutant une petite quantité de solution exposée au contact de l'air ; mais toujours, au bout d'un certain temps, la décoloration a lieu et la couleur jaune persiste tant que les moisissures trouvent un aliment dans la matière organique de l'infusion ; quand celle-ci est épuisée, la végétation diminue graduellement, et il arrive un instant où elle ne préserve plus le liquide de l'action de l'air. L'oxygène de l'air intervient alors de nouveau, et la coloration rouge reparaît.

M. TRÉCUL ajoute que les *amylobacter*, dont il a parlé plusieurs fois à l'Académie, sont du nombre des infusoires qui vivent dans les liquides dépourvus d'oxygène libre. Ils se développent et même prennent naissance non-seulement dans les parties profondes des liquides, mais aussi dans les cellules végétales fermées : par exemple dans les cellules du liber à parois épaisses. M. Trécul entre dans quelques détails nouveaux touchant la production et le développement de ces êtres singuliers, et il ajoute : « Voilà donc des corps qui vivent dans des conditions analogues à celles dans lesquelles végètent les levûres, et qui certainement ne sont pas nés de germes venus de l'atmosphère. M. Pasteur est-il bien sûr que rien d'analogue ne se développe dans l'intérieur des fruits qui, placés dans l'acide carbonique, donnent lieu à la fermentation alcoolique?... »

On voit que si M. Trécul a trouvé dans ses expériences sur l'aloétine la confirmation du phénomène d'absorption de l'oxygène par les infusoires, observé par M. Pasteur, il reste en désaccord avec ce dernier sur la génération des ferments, et incline à attribuer à ceux-ci une origine analogue à celle des *amylobacter*, dont il semble, en effet, difficile d'expliquer la production par des germes venus de l'atmosphère.

Je ne sais si l'on s'occupe à Athènes de la question des fermentations ; mais on s'y occupe assurément d'enseigner la physique, et de la bien enseigner. Nous avons parlé naguère du traité publié en langue hellénique par le professeur Antoine Damaskino. Le second volume de ce traité vient de paraître à Athènes, chez l'éditeur S. K. Vlastos. On sait que le titre de cet ouvrage est Στοιχείων φυσικής πειραματικής. La seconde partie comprend l'électricité tant statique que dynamique, le magnétisme et l'électromagnétisme, l'acoustique et l'optique. Les figures sont abondamment répandues dans le texte, et illustrent principalement les applications les plus pratiques de la science. Par exemple, l'auteur ne se contente pas de décrire et d'expliquer les divers appareils de télégraphie électrique généralement adoptés et de donner un aperçu des signes en usage, il imprime dans son livre un échantillon de correspondance. C'est que M. Damaskino n'a pas seulement à enseigner la physique à ses compatriotes, mais aussi, et tout d'abord, à leur inspirer le désir de l'apprendre ; ce qui est le commencement de la science.

ARTHUR MANGIN.

MÉLANGES

OFFICIERS ET SOLDATS TUÉS A L'ENNEMI

Souvenirs de l'école Sainte-Geneviève, par le R. P. CHAUVREAU, de la Compagnie de Jésus.
— *Notice sur les élèves tués à l'ennemi*. Première partie. — 1 vol. in-11, Albanel, éditeur.

Quand parut *l'Année terrible*, de M. Victor Hugo, il ne manqua pas de gens pour s'écrier que c'était là enfin la revanche tant souhaitée, comme si la France écrasée avait dû trouver une compensation à ses malheurs dans le délire patriotique de cette muse révolutionnaire si féconde en hyperboles.

Non, la revanche n'est pas dans un livre, quel qu'il soit, ni surtout dans un livre qui nie notre abaissement et nos fautes, à peu près comme les stoïciens niaient la douleur. Mais si quelque chose peut tempérer notre amère et trop légitime tristesse, c'est la vue des vertus dont la jeune génération française est encore capable, et qui sont le seul gage d'un avenir meilleur.

Ainsi envisagé, sous une forme nullement dithyrambique, le modeste volume que nous avons sous les yeux est sans contredit l'un des plus consolants et des plus fortifiants qui se puisse lire à l'heure présente. Il ne nous dit pas, contre toute évidence, que nous sommes vainqueurs par la grandeur morale, ni que nous étions dignes de l'être par les armes : hélas ! le contraire est trop manifeste ; mais il nous montre, ou plutôt nous laisse discrètement entrevoir, dans une suite de récits écrits sans prétention et sans parti pris, quelle est encore notre vraie force en dépit de nos désastres, et par où nous pourrons nous relever avec l'aide de Dieu. Le travail, l'abnégation, l'esprit de discipline et de hiérarchie, l'amour de la famille et la pureté des mœurs ; la foi, enfin, source de toute grandeur, qui ennoblit les devoirs les plus vulgaires et donne un nouveau prix à l'héroïsme lui-même, voilà ce qui nous apparaît en première ligne dans ces

simples *Notices* où le P. Chauveau nous retrace la courte carrière et la belle mort d'une trentaine de jeunes gens, élèves de l'École Sainte-Geneviève, « tués à l'ennemi. »

Qu'en penseront les hommes pour qui l'idéal du soldat français est toujours le volontaire de 92? Il nous importe assez peu, en vérité. Quant à nous, après avoir lu ces pages d'une évidente sincérité, il nous est impossible de désespérer de la France.

Comme ces âmes sont viriles, et comme elles sont douces! comme elles savent allier l'élan, l'entrain du combat avec la subordination militaire! et comme elles sont promptes à accepter, quand il le faut, l'immolation d'elles-mêmes et de leurs intérêts les plus chers!

Voyez, par exemple, ce rude soldat et ce rude chrétien, Maurice du Bourg. Bon gentilhomme, brave comme pas un, simple dans ses goûts et dans ses manières, d'une rondeur et d'une franchise toutes militaires, avec cela une foi à transporter les montagnes : un mélange de Cathelineau et de la Rochejaquelein. Accouru le premier à Rome, à l'appel de Pie IX, il ne quitta son poste qu'au dernier jour, quand tout fut fini. Alors il entra en France pour marcher à l'ennemi, sous la glorieuse bannière des *volontaires de l'Ouest*. Blessé à Castelfidardo, il avait gagné à Mentana ses épaulettes de capitaine, et il allait tomber au Mans, atteint au front d'une balle prussienne, après des prodiges de valeur, au milieu des regrets universels de ses frères d'armes. Au collège de Notre-Dame-de-Sainte-Croix, où son corps fut recueilli par ses anciens maîtres, son épée fut la seule que l'ennemi respecta, et elle put être rendue intacte à sa mère; souvenir cher et douloureux d'une vie toute d'abnégation et de sacrifice. Telle est son histoire en deux mots. Mais c'est dans le livre du P. Chauveau que l'on trouvera les témoignages de sa foi, de sa piété, de sa patience, de son inépuisable charité. Que dites-vous de ce brave soldat si touché de compassion pour les âmes du purgatoire que, par un acte spécial trouvé dans ses papiers après sa mort, il leur avait fait don de toutes les indulgences qu'il pourrait gagner, de tous ses mérites, du fruit de toutes les messes qu'on célébrerait pour lui après sa mort? Sa dévotion envers la Vierge immaculée était des plus tendres. De Rome, il écrivait un jour à sa mère : « Je ne sais pas dire combien je l'aime et ce que je pourrais faire pour elle qui fait tant pour moi! » Et dans une autre lettre : « J'ai orné la madone de ma chambre avec toutes les roses artificielles qui m'avaient servi d'amusement dans les foires des environs; c'est un moyen de sanctifier le passé. En retournant en France, je l'emporterai et je l'allumerai dans ma chambre comme ici. Puis je vous la laisserai avec tout son entourage, lorsque je retournerai au bataillon; ce sera à vous d'en avoir soin. Je trouve cette coutume italienne d'avoir une madone avec un tannin trop belle et trop touchante pour ne pas la conserver. » Mais ne craignez pas qu'il s'oublie dans les douceurs de la dévotion; c'est de là, au contraire, que lui vient

sa force et l'élan généreux qui l'entraîne à toute œuvre de miséricorde et de zèle. Voici un pauvre enfant de dix-sept ans que Maurice sait vicieux ; il entreprend de le convertir : pendant de longs mois sa patience ne se lasse pas ; il réussit enfin, et cette conquête fut une des plus douces joies de sa vie. Du mois de décembre 1865 jusqu'en novembre 1866, il demeura toute une année dans les montagnes, occupé à poursuivre les brigands qui infestaient les frontières des États pontificaux. Il supporta les plus rudes fatigues, et cette année fut la plus pénible de celles qu'il passa parmi les zouaves. Malgré la fièvre qui le dévorait, les pieds souvent écorchés par les longues marches de jour et de nuit, jamais il ne voulut consentir à quitter le bataillon, tant qu'il y avait à combattre un ennemi du saint-siège. A peine avait-il un jour, deux jours au plus pour respirer, et il profitait de ces moments de repos si courts et si nécessaires pour aller dans les détachements voisins visiter ceux de ses amis qu'il savait malades. « Je me souviens, raconte un de ses camarades, de l'avoir accompagné dans une de ces courses charitables, qu'il me proposa au retour d'une expédition de cinq jours dans la montagne, et le lendemain nous devions repartir. Il s'agissait de courir durant les vingt-quatre heures de répit jusqu'à Sezze, petite ville sur le bord des marais Pontins, située à six grandes lieues de notre cantonnement. Un frère d'armes, bien aimé et bien digne de l'être, se mourait à Sezze d'une fièvre typhoïde. En dépit de la chaleur et de son excessive fatigue, Maurice voulait, coûte que coûte, lui serrer encore une fois la main, prier pour lui et le consoler. La visite fit un très-grand bien à notre malade. Il en fut si touché, qu'il sembla revivre, et un mieux inespéré se déclara. » En effet, ce zouave fut guéri, et, devenu religieux de la Compagnie de Jésus, il rend aujourd'hui témoignage à la tendre charité de Maurice.

Tel nous le voyons dans l'armée pontificale, tel nous le retrouvons, cinq années plus tard, à l'armée de la Loire : infatigable, s'oubliant lui-même, mangeant à la gamelle avec ses hommes, leur prodiguant les plus tendres soins et réservant pour lui seul les plus dures privations. Le jour de la bataille du Mans il était malade, à bout de forces, et ses amis, effrayés de son excessive faiblesse, le pressaient de s'éloigner du théâtre de la lutte. Ce fut en vain.

« Vers le milieu du jour, nous raconte son fidèle biographe, comme ses zouaves n'avaient rien pris depuis le matin, il appelle son caporal d'ordinaire :

« — Je ne veux point, dit-il, qu'ils se battent presque à jeun ; va leur acheter du vin rouge. Il en reste encore dans le bourg, tu le feras chauffer et ils y mettront du biscuit.

« — Mais, mon capitaine, je ne sais pas si j'ai assez d'argent.

« Maurice répondit en lui donnant deux pièces d'or. Une demi-heure après, le caporal vint lui offrir un verre de vin chaud.

« — Tous les hommes en ont-ils ?

« — Dans tous les cas, mon capitaine, il y en aura toujours pour vous.

« — Non, reprit Maurice, mes soldats d'abord, j'irai après.

« Quand tous eurent bu, alors seulement il accepta un verre de vin, et il fit distribuer ce qui restait aux zouaves des autres compagnies. »

De quoi ne sont pas capables des soldats commandés par de pareils chefs ? Maurice leur donnait l'exemple en tout. Au moment où son bataillon allait être engagé, il rencontre un de ses amis, capitaine des mobiles de la Vienne, et lui fait part de ses tristes pressentiments sur le résultat de la journée.

« — Pour être prêt, lui dit l'officier de mobiles, je me suis confessé ce matin.

« — Et moi aussi, répondit-il, sans cela je ne me battrais pas aussi bien. »

C'est encore une physionomie bien noble et bien attachante que celle de Henri de Falaiseau, tué au combat de Chaffois le 29 janvier 1871. Vif, jamais, sous l'uniforme militaire, plus d'honneur, de vaillance, de générosité chrétienne, et nous pouvons dire aussi d'innocence ? Quels hommages seront dignes d'une si pure mémoire ?

Manibus date lilia plenis,

O pueri...

C'est quelque idée d'un saint Louis de Gonzague continuant à mener dans le siècle une vie exemplaire et servant de Dieu de tout son cœur en apprenant le métier des armes.

Saint Louis de Gonzague à Saint-Cyr ! Je vois sourire plus d'un lecteur au seul rapprochement de ces deux mots peu accoutumés, je l'avoue, à se rencontrer ensemble. Cependant, à y regarder de près, Henri de Falaiseau a plus d'un trait de ressemblance avec l'angélique jeune homme, modèle et patron d'un âge exposé à tant de séductions. Ainsi, dans une de ses lettres datée de Saint-Cyr, il se plaint en ces termes de l'absence presque absolue de tout acte religieux dans le régime de l'école : « Cette messe du dimanche, qui dure vingt-cinq minutes à peine, me semble, non pas une pratique mais un vague souvenir de pratique. Je tâche, autant que possible, d'élever souvent mon cœur à Dieu ; mais je dois avouer que bien des heures se passent, et même quelquefois des demi-journées, sans que cette pensée salutaire vienne se présenter à mon esprit. »

On sait le mot de l'Écriture : *Ambula coram me, et esto perfectus*. Henri, qui s'efforçait de ne jamais perdre de vue la présence de Dieu, n'était donc pas si loin de la perfection. Sa vie militaire, qui mesure une dizaine d'années, est fort belle, pleine de désintéressement et d'héroïsme. Dans les ambulances, où il oubliait ses propres souffrances pour soulager celles des autres blessés, on le comparait à une sœur de Charité. Sur le champ de bataille c'était un lion. A la tête de sa compagnie, sous une grêle de

boulets qui balayaient la route de la Fouillotte, il forçait les Prussiens à battre en retraite, lorsqu'il fut mortellement frappé d'une balle au côté. « Au milieu des convulsions de l'agonie, il excite encore ses hommes au combat, jusqu'au moment où des soldats le placent sur une couverture et l'emportent dans cette chambre où il prenait son repas quelques minutes auparavant, au milieu de joyeux convives. A peine arrivé, il expire en prononçant ces mots qui résument sa vie : « Mon Dieu !... Ma mère !... »

On lira aussi avec attendrissement les pages consacrées à la mémoire de Renaud de la Frégeolière, un brillant enseigne de vaisseau, plein de talents et d'avenir, moissonné à la fleur de l'âge dans la sanglante journée de Bapaume. Celui-là n'était pas invulnérable. Le charme répandu dans toute sa personne, joint à une nature singulièrement expansive, suscitait à sa vertu de délicates tentations auxquelles il se déroba plus d'une fois par la fuite, auxquelles il succomba quelquefois, sa biographie en fait loyalement l'aveu. Mais comme il fut prompt à se relever, et comme l'expiation fut pleine, généreuse, magnanime ! Le P. Lèveillé-Lagrange, dominicain, qui, le lendemain de sa mort, le vit couché sur le champ de bataille, disait à quelque temps de là : « J'ai eu bien des émotions dans ce drame sanglant, mais je n'oublierai jamais celle que j'ai ressentie à la vue de ce beau jeune homme, étendu sans vie sur le sol glacé. Son visage était comme transfiguré par sa glorieuse mort ; il semblait sourire au ciel. » Lorsque son père vint enlever son corps, inhumé dans le cimetière d'Ervillers, les habitants du pays, qui l'avaient vu à l'œuvre, voulurent perpétuer parmi eux sa mémoire et ils gravèrent sur une plaque, à la suite de son nom, ces simples mots : « Enveloppé par l'ennemi et refusant de se rendre, il dégagait sa compagnie et expira couvert de blessures. Sa vie fut celle d'un chrétien ; il mourut en héros. »

Aimables et chers jeunes gens ! On voudrait ainsi les faire connaître tous par un mot, par un trait ; mais c'est impossible. Citons au moins quelques noms encore, en y rattachant un rapide souvenir.

Charles d'Albert, duc de Luynes et de Chevreuse, qui, après avoir perdu une sœur bien-aimée, écrivait à sa mère : « La vie n'a plus de charme pour moi ; je ne suis plus apte qu'à faire honneur à ma famille en versant mon sang avec courage pour une noble cause. » Après trois années passées au service du Saint-Père, il était rentré en France et son mariage avec mademoiselle Yolande de Larochefoucauld était sur le point de s'accomplir, lorsque l'invasion des bandes garibaldiennes vint menacer le patrimoine de Saint-Pierre. A la nouvelle de cet attentat, il n'hésita pas ; il quitta tout ce qu'il aimait et retourna prendre part, comme officier des zouaves pontificaux, au glorieux combat de Monte-Rotondo. Son éloge se trouve dans ces paroles de Pie IX : « Le jeune duc de Chevreuse mérite la bénédiction du vicaire de Jésus-Christ pour lui avoir prêté assistance durant trois années, et pour être revenu à Rome au moment du plus grand péril, bien qu'il fût

à la veille de son mariage. Pour ce motif, tous les gens de bien lui doivent amour et estime. » Quand il vit la France envahie à son tour, il quitta plus encore, car il était devenu père et laissait sous la garde de sa pieuse mère sa femme et deux enfants en bas âge. Ce fut une des plus nobles et des plus regrettables victimes de la bataille de Loigny.

Henri Nouaux, d'un rang et d'une fortune plus modestes, mais non moins brave et non moins digne de regrets. Son père, qui exerçait la médecine dans une petite ville de la Sarthe et dans les campagnes environnantes, avait usé prématurément ses forces dans les travaux de son utile et honorable profession. Avant de mourir, il avait remis à Henri le crucifix qu'il tenait entre ses mains en lui disant : « Mon fils, ne l'oubliez pas. » En partant pour la frontière du Rhin, Henri, sous-lieutenant d'infanterie, écrivait à sa mère : « J'emporte mon crucifix, mon chapelet et mon *Imitation* ; avec cela, je suis fort, et j'espère, dans quelques mois, aller jouir avec vous du repos de la campagne. Du courage ! papa veillera sur nous tous ; il obtiendra pour son Henri la grâce de se conduire en brave soldat du Christ, et il sera le soutien et le consolateur de sa bonne mère. Adieu. Votre Henri qui vous embrasse de tout son cœur. » A la bataille de Reischhofen, atteint d'une balle à la jambe, il ne voulut pas se séparer de ses hommes ; après une lutte prolongée, il fallut pourtant battre en retraite devant des forces trois ou quatre fois supérieures ; sa compagnie disputait le terrain pied à pied, s'arrêtant derrière la moindre broussaille pour faire feu, et il déployait lui-même le plus brillant courage, toujours le dernier, ne reprenant haleine que lorsqu'il voyait ses hommes abrités par quelque pli de terrain. « Dans l'un de ces moments où il se tenait découvert, observant les ennemis qui le suivaient, raconte M. le lieutenant Malpel, une balle vint le frapper à la nuque : il tomba pour ne plus se relever. » Madame Nouaux apprit bientôt la fatale nouvelle. « Longtemps après, ajoute le P. Chauveau, elle put obtenir quelques renseignements, et, par suite de circonstances vraiment providentielles, le crucifix, le chapelet et l'*Imitation* d'Henri lui furent rendus, précieux dépôt qui rappelle un double deuil. »

Un trait charmant, commun à tous ces jeunes gens, c'est la vivacité de leurs affections de famille. Nous venons de le voir dans Henri Nouaux et Charles de Luyne ; nous aurions pu le remarquer dans Henri de Falaiseau, qui, longtemps après avoir perdu sa sœur Marie, la rappelait fréquemment dans ses lettres. Lisez aussi cette lettre d'Edgard de Saisset à son père, nommé vice-amiral pendant le siège de Paris : « Monsieur et cher vice-amiral de mon cœur, père adoré..., te voici donc en partie récompensé comme tu le mérites. Mais si tu fais des choses admirables, il n'en est pas moins vrai que ton pauvre fils végète dans l'oisiveté, et que c'est toujours son vieux papa qui souffre et se fatigue au premier rang. Je voudrais, pour mon repos, te savoir rentré dans tes forts. Et puis... oh ! que je voudrais voir mon pays, ma pauvre France joyeuse, nos armées victorieuses ! Puis-

sions-nous triompher enfin des hordes d'Attila ! Pauvre France ! tu lui as donné ta vie, mon père aimé : Dieu a écouté nos prières, il a refusé ton sacrifice, je l'en bénis du fond du cœur. Mais je pleure mes pauvres amis morts au champ d'honneur : Duquesne, Verschneider, commandant Desprez, de Grancey ! Oh ! que Dieu éprouve la pauvre France ! Qui donc la vengera ? Si elle doit succomber, que Dieu reprenne son serviteur ; je ne veux pas lui survivre. »

Quelle aimable sincérité aussi dans le langage qu'il tient à sa mère : « Ne vous faites pas illusion, votre fils n'est pas un saint Louis de Gonzague. Quand on parle mal des prêtres ou du bon Dieu, je ne dis rien ; mais si on injurie en ma présence la sainte Vierge, oh ! alors, je ne puis le tolérer, car elle est pour moi la maman des mamans. »

Après la nomination d'Edgard au grade de lieutenant, — hélas ! dix jours avant sa mort, — M. Bécourt, curé de Bonne-Nouvelle et depuis massacré sous la Commune, lui disait dans une lettre : « Vous souvient-il, Edgard, de cette parole : « Que sert à l'homme de gagner l'univers entier, s'il vient à perdre son âme ? » Le jeune officier s'empressa de lui répondre : « Oui, monsieur le curé, il m'en souvient, et aussi de cette autre parole : *Potius mori quam fœdari*. »

Après la mort d'Edgard, madame de Saisset fut consolée dans sa foi par une lettre du P. de Bengy, une autre victime de la Commune ; et l'éloge funèbre du jeune officier de marine fut prononcé dans l'église de la Madeleine par M. Deguerry, une troisième victime ! Toutes les pages de ce livre sont émaillées de pareils noms et comme empoivrées du sang des martyrs.

Remarquons-le encore, la plupart de ces jeunes officiers sont laborieux ; ils étudient avec amour les choses de leur métier, et même encore quelque autre chose ; pendant les loisirs de la vie de garnison, celui-ci lit Tocqueville, cet autre les sérieux écrits de M. Le Play. Voici Emmanuel de Beaurepaire qui, sans rien négliger de ce qui tient à l'art militaire, trouvera le moyen d'étudier le code civil et même de passer ses examens de droit. Après cela, il se proposait de cultiver « quelque autre branche des connaissances humaines. » Depuis sa sortie de Saint-Cyr jusqu'à la veille de la bataille de Forbach, où il tomba mortellement blessé, il avait rédigé son journal militaire accompagné de cartes, faites avec grand soin, représentant les divers campements de son bataillon, les pays qu'il a traversés, le plan des villes où il a tenu garnison, etc., etc. Il a laissé, en outre, un mémoire autographié sur la *Tactique des trois armes*, deux articles intitulés : *De la ligne échelonnée comme formation tactique à employer dans la dernière période du combat* (*Spectateur militaire*, 15 septembre et 15 octobre 1869) ; et il est mort à vingt-sept ans ! A la suite de son inspection de 1868, le général Ducrot lui avait décerné cette note : « Jeune homme in-

truit, connaissant son métier, ayant d'excellentes manières, officier d'avenir. »

Arrêtons-nous là, de peur de dépasser toutes les bornes. Mais n'est-il pas vrai, et n'avions-nous pas raison de le dire en commençant : avec une jeunesse comme celle-là, — pleine d'honneur, fortement disciplinée, intrépide dans le danger et infatigable au travail parce qu'elle est chrétienne, — la France ne tarderait pas à se relever et à sortir de ses ruines ? Il ne manquerait à ses enfants, qui tous seraient ses défenseurs, ni la science militaire, ni les vertus du citoyen unies à celles du soldat. Tant est vrai ce mot de l'Apôtre : *Pietas ad omnia utilis est !*

J. LEFÈVRE.

LES DEUX FOLIES DE PARIS

Par MM. DRAPEYRON et SELIGMANN. 1 vol. in-18, Michel Lévy, frères, éditeurs à Paris.

« *Soyons héroïques, mais soyons sages,* » tel est le conseil assez étrange qu'adressent au pays, dès le début de ce volume, MM. Drapeyron et Seligmann. On comprend sans doute qu'un pays puisse choisir entre l'héroïsme et la sagesse ; mais il paraît plus difficile d'admettre que l'on donne à l'héroïsme la sagesse pour correctif. Voilà bien, néanmoins, ce qu'ont voulu dire les auteurs d'une série d'études sur la guerre, la Commune et l'état actuel du pays. Il existe, selon eux, une science politique qui doit régler non-seulement les combinaisons des partis et la conduite des hommes d'État, mais les mouvements les plus intimes du patriotisme et les efforts les plus extrêmes d'une nation dans sa lutte contre l'envahisseur. Comme il a une raison d'être, l'héroïsme doit avoir une loi et une manière de s'exprimer que la sagesse déterminera d'avance, ou bien il n'est plus pour un pays qu'une déperdition de forces pernicieuse. Le patriotisme, l'exaltation, la liberté, tous ces sentiments si vivaces et si insaisissables ne doivent entrer dans l'âme d'un citoyen qu'à dose réglée et en temps marqué. Il faut quelque chose comme la science de la chimie appliquée à la politique, sans quoi le mélange des meilleurs sentiments ne sert à rien qu'à tourner les têtes et à produire *les deux folies de Paris*, analysées dans ce volume.

Telle est la pensée des auteurs.

L'esprit a quelque peine à les suivre dans cette atmosphère de la raison pure, où les idées et les sentiments ne sont admis que lorsqu'ils ont perdu leur force d'émotion pour recevoir en échange — est-ce moins ? est-ce

plus ? c'est à coup sûr inusité — une singulière force d'évidence. Une fois lancé dans ce livre, on sent quelque chose comme l'inquiétude et le malaise qu'inspirent aux vivants la présence d'un esprit. Quand les disciples d'Emmaüs marchaient auprès du Seigneur après sa résurrection, ils le reconnurent, non à la puissance de son argumentation, mais à ce signe que leurs cœurs étaient transportés et qu'il y avait de la chaleur dans sa lumière. La force, ici, se manifeste, au contraire, par un grand refroidissement de ce qui, d'ordinaire, chauffe la raison. Aussi cette science est-elle morte ; elle ne produit pas l'élan nécessaire pour nous arracher aux misères qu'elle nous découvre. Les hommes ne sont pas d'ordinaire très-raisonnables, mais ils ont cependant assez de raison et de valeur pour ne pouvoir être sauvés que par ceux qui les aiment. Or les auteurs les étudient comme de petites bêtes d'une espèce étrangère, qu'il s'agit de perfectionner par des procédés de sélection intellectuelle. La philosophie est ici comme le maître d'une ménagerie, qui agirait sur ses pensionnaires en leur montrant dans un miroir leur laideur naturelle, leurs convulsions épileptiques et la profonde indifférence que lui cause en fin de compte la guérison de leurs maladies ridicules. Cependant les aliénistes sont encore obligés d'aimer leurs malades ; ceux-ci gardent encore assez de raison pour s'irriter des grimaces qu'on leur renvoie et de l'agitation dans laquelle on les surprend.

Inutile d'appuyer sur ce qu'ont de remarquable des qualités et des défauts tellement éloignés de ceux du vulgaire. Le livre sera probablement désagréable, — presque physiquement désagréable — au commun des Français, avec qui les auteurs n'ont pas de faiblesses communes ; mais il sera très-apprécié de ceux dont le jugement leur importe ; on y reconnaît la marque d'esprits très-puissants, très-forts, un peu solitaires parce qu'ils habitent des hauteurs presque glacées où les malades ne peuvent pas les suivre.

Tel de ces articles, écrit dans les jours d'émeute, est d'une audace, d'un sang-froid aussi parfait que si jamais coup de fusil n'avait été tiré dans Paris, que si jamais gouvernement illégal n'avait signé dans l'Hôtel de Ville envahi un mandat d'amener contre un journaliste imprudent ; tous ces articles-là n'ont rien du cri d'alarme, encore moins du cri de détresse. Si l'on se sent quelque peu froissé par ce calme absolu de la pensée devant les malheurs du pays, comment ne pas rendre hommage au calme aussi parfait du caractère, devant des dangers tout personnels ? Chacun de ces articles est sobre, exact, parfaitement soigné dans la forme, minutieux comme une consultation donnée par la science, docte comme une leçon d'histoire, plein d'autorité comme l'oracle sorti du sanctuaire d'un philosophe. Tout cela pourtant, nous le disons encore, est pensé en pleine bataille, écrit en pleine Commune, publié en pleine rue, et les assassins du général Clément Thomas pouvaient lire en déjeunant leur portrait tracé et leurs actions analysées avec une pénétration hautaine souverainement irritante pour eux. Le 12 avril, par exemple, dans un article intitulé 03 et 71,

ils pouvaient lire ce qui suit : « On le voit, entre la Commune de 1871 et celle de 1793, il n'y a, malgré l'identité des dénominations, aucune ressemblance. Si détestée, si maudite que soit la première en date, le seul résultat de la parodie lugubre contre laquelle le pays est réduit à se défendre, sera de faire paraître moins odieux, par l'effet du contraste, l'objet de cette imitation à contre-sens et à contre-temps. A ses petits-fils dégénérés Robespierre devra de la reconnaissance. Comparé à eux, il fait presque figure d'homme d'État.

« On se rappelle encore cette bande d'assassins et de brigands qui, à quelques kilomètres d'Athènes, firent prisonniers, il y a un an ou deux, des touristes anglais et un diplomate étranger en promenade, et massacrèrent ceux qu'une énorme rançon ne vint pas à temps délivrer de leurs mains.

« Ce n'est plus dans la plaine de Marathon, c'est à Paris que se passent actuellement des scènes analogues. Il ne peut plus être question ici des orgies de la passion politique : ce sont purement et simplement les manières de faire usitées dans les Abruzzes et dans les montagnes du Péloponnèse. »

Quant à la seconde partie de l'ouvrage : *Analyse de la France*, il n'y a pas là à choisir ; c'est une suite de *caractères* non des individus, mais des groupes qui composent aujourd'hui la société française. L'auteur les range et les examine d'abord par rapport à leur état social, ensuite comme partis politiques. Rien de plus fin que ces petites études. Cette partie du volume est, selon nous, la plus remarquable ; on n'en saurait rien citer, car la valeur de cette collection, c'est d'être complète, et le strict enchaînement des tableaux est un de leurs mérites. Les auteurs ont dit eux-mêmes : « Il faudrait ici un la Bruyère populaire, capable et désireux de tout voir comme de tout peindre. » Dans un ordre de pensées bien différent, avec des observations d'une autre nature que celles que l'on faisait au temps de la Bruyère, il est impossible que ce nom ne vienne pas de lui-même à l'esprit ; le style, le choix des mots, la sobriété et la solidité de la forme, tout cela rappelle le grand siècle.

En somme, et comme nous le disions en commençant, si ce livre, qui éveille singulièrement l'attention, laisse le public français froid et peu sympathique, c'est qu'il ne flatte aucun de nos défauts. Mais peut-être aussi oublie-t-il trop complètement et trop volontairement des qualités qui sont nôtres.

BULLETIN DES CERCLES CATHOLIQUES D'OUVRIERS

Une œuvre chrétienne qui est d'hier, celle des Cercles catholiques d'ouvriers, prend en ce moment un développement assez rapide et assez grand pour exciter les appréhensions et la colère du jacobinisme.

Cercles d'ouvriers : ne semble-t-il pas que ces mots emportent contradiction ! Les Cercles, n'est-ce point une invention de la richesse oisive ?

Sans doute, mais l'ouvrier, toute précaire et laborieuse que soit sa vie, a, lui aussi, des heures et des jours de repos, et l'on sait où et comment trop souvent il les passe.

Or c'est pour le détourner, surtout quand il est jeune et seul, des endroits où il irait chercher des distractions et des fréquentations dangereuses qu'ont été imaginés ces lieux de réunion, honnêtement et utilement animées, qu'à l'exemple de ceux que les riches ont fondés, on a appelés des cercles d'ouvriers. Au luxe près, c'est la même conception, la même organisation : un local commode, aéré et proportionnellement spacieux ; une bibliothèque, une salle de lecture, des appareils d'exercices gymnastiques, des jeux, une table frugale, mais saine et peu dispendieuse, des fréquentations sûres ; enfin — et c'est un caractère propre à ces établissements qui n'ouvrent naturellement que les dimanches et les fêtes et qui sont nés d'une pensée catholique — une chapelle où ont lieu les offices prescrits par l'Église.

Il n'en existait qu'un à Paris avant la guerre et récemment créé. Mais, dès le lendemain de la Commune, il en fut fondé deux autres, et dans les quartiers mêmes qui avaient été les plus ardents foyers de cette insurrection criminelle et où elle avait tenu le plus longtemps, à Belleville et à Montmartre. Et, chose remarquable, les promoteurs de ces cercles furent quelques jeunes officiers de cette armée libératrice qui venait d'arracher Paris à l'oppression de la Commune. Depuis, d'autres cercles d'ouvriers ont été installés tant à Paris qu'en province, et partout avec le concours et la participation de notre corps d'officiers. Il y a peu de mois que les journaux racontaient l'installation de celui de Poitiers, dû, en grande partie, à l'initiative du jeune comte de Mun, qui avait ouvert celui de Belleville, et que la plupart de ses braves compagnons d'armes avaient tenu à entourer dans cette solennité avec les chefs de la magistrature, de l'administration et du clergé. Lyon, où une partie de la classe ouvrière entraînée par les démagogues a failli suivre l'exemple de la démocratie de Paris, va avoir aussi ses cercles catholiques d'ouvriers. Dans toutes les grandes villes il s'en organise et l'hiver ne se passera pas, nous l'espérons, sans que nos grands centres manufacturiers aient de ces oasis morales, où le jeune ouvrier, qui n'a pas perdu les mœurs et les habitudes qu'il a apportées de la famille ou de l'école, trouvera, avec des distractions et des récréations honnêtes, la facilité d'accomplir ses devoirs de chrétien. Le jacobinisme le sent bien ; aussi ses journaux les dénoncent-ils déjà en attendant le jour où — on peut y compter — ils pourront en faire fermer les portes.

Les cercles catholiques d'ouvriers se multipliant et se propageant partout, il était devenu indispensable pour eux d'avoir un organe public qui les mette tous en communication les uns avec les autres et leur servît d'intermédiaire et de lien. C'est ce qu'a compris l'un des officiers qui, avec M. de Mun, a le plus contribué à la propagation de ces établissements, M. de la Tour du Pin-Chambly, officier d'état-major et l'auteur d'un des plus remarquables écrits qui aient été publiés sur le siège de Metz. Depuis trois mois se publie sous sa direction un journal intitulé : *Bulletin des cercles catholiques d'ouvriers* (Paris, place du Louvre, n° 3), qui nous semble remplir l'objet pour lequel il a été créé et dont nous avons pensé que nos lecteurs nous sauront gré de leur faire connaître l'existence. Ils y trouveront des renseignements intéressants sur les progrès de l'œuvre, et y puiseront peut-être d'heureuses inspirations. Que de bien on pourrait faire souvent et dont l'idée ne vient qu'à la vue de celui qui se fait ! P. D.

QUINZAINES POLITIQUES

24 octobre 1872.

Peut-être n'est-ce pas l'un des moins graves événements de l'heure présente, que la réforme tentée par M. Jules Simon dans l'enseignement universitaire : les destinées de l'esprit français en dépendent plus qu'on n'imagine. M. Jules Simon, en effet, n'a pensé que prescrire des méthodes nouvelles : nous craignons fort qu'à son insu, il n'ait commencé à pervertir le travail intellectuel de notre pays. Certes, sa circulaire mérite plus d'une louange, si, dans le détail, on n'est attentif qu'à tel conseil ou à telle remarque ; mais dans l'ensemble des mesures qu'il décrète il y a une secrète complaisance qui flatte ce goût absolu de l'utile, que notre temps veut de plus en plus faire régner dans les études. Notre siècle reprochait à l'enseignement classique d'être pour l'intelligence une sorte d'éducation idéale ; plus que jamais on entendait dire que la science du grec et du latin est sans objet ; un grand nombre de gens avaient cessé de croire, comme nos pères, que l'œuvre du maître, c'est de développer dans les facultés de l'enfant la force générale, et non l'aptitude particulière ; et la plupart ne jugeaient ridicules les exercices et la littérature du collège que parce qu'ils n'y découvraient ni avantage immédiat ni profit direct. Eh bien, M. Jules Simon a presque parlé comme eux du thème, des vers, du discours latin et de la rhétorique. Les langues mortes, qu'il trouve biseux d'écrire, ils trouveront un jour superflu de les lire, sinon dans les traductions ; et, de réforme en réforme, les novateurs de cette démocratie, studieuse seulement de positivisme, auront peu à peu ôté à la France l'empire, le charme et le renom de ses belles-lettres.

M. Jules Simon leur a plu sans doute en décidant que désormais les élèves contracteraient, dès la quatrième, l'habitude d'écrire en français : l'orthographe à peine connue, ils feront du style !... Nos

vénérés pédagogues n'avaient point, en vérité, la hardie confiance de M. Jules Simon. « Réservez, disaient-ils, réservez la langue française aux efforts de vos dernières classes. Attendez l'âge où l'esprit de l'enfant se sera créé la ressource des mots dans l'étude des bons auteurs : or l'enfant ne comprend pas sitôt les chefs-d'œuvre de nos écrivains ; permettez d'abord que sa jeune raison mûrisse à ce soleil plus doux et dans cet air plus limpide de l'antiquité. Attendez aussi qu'il ait acquis des idées, autrement, il s'accoutumerait aux vaines phrases et aux non-sens ; vous auriez des déclamateurs de treize ans. Et gardez-vous de penser qu'à leur imposer plus longtemps le soin de bien lire Homère, Xénophon, Cicéron et Virgile, nous éteignons en nos élèves, selon votre propre langage, « la flamme vive de la jeunesse. » Non, leur imagination n'y perd point son ardeur : peut-être même l'épurons-nous, tout en la contenant. Car, voyez tant d'hommes illustres formés dans cette discipline sévère : pour n'avoir pas fait en français, dès la quatrième, des lettres puériles, de petites dissertations ou d'émphatiques récits, pour n'avoir pas prétendu de si bonne heure préparer leur gloire d'écrivains, en ont-ils été moins riches plus tard et de pensées et d'expressions ? Combien sont-ils. ceux qui, pour avoir imité dans nos classes tel vers de Virgile ou telle période de Cicéron, n'ont jamais été, dans l'usage de leur langue natale, que des imitateurs ou des plagiaires ? Combien sont-ils, ces infortunés, si tendrement pleurés par vous dans votre grande circulaire, que nous avons empêchés de devenir en France des auteurs originaux, pour les avoir trop jalousement retenus à Athènes et à Rome, dans le commerce des plus divins génies, à l'heure de leur adolescence ? »

M. Jules Simon n'ignore pas, plus que nous, d'ailleurs, les vrais principes où se fondait l'enseignement qu'il modifie. Nos maîtres, quoi qu'il en dise, ne considéraient l'étude du latin que comme un moyen d'apprendre à mieux écrire et à mieux parler en français. C'était, à leurs yeux, une vérité traditionnelle, que l'imitation est un des commencements de l'esprit : or ils jugeaient plus que difficile d'imiter nos classiques français, plus que dangereux d'imiter nos contemporains ou les étrangers ; et voilà pourquoi, à ce premier et naïf besoin de l'intelligence naissante, ils offraient les modèles de l'antiquité latine. C'était encore, pour eux, une vérité non moins prouvée, que l'esprit commence naturellement à se faire un fond d'idées générales : or ces lieux communs, éternelle matière de la raison humaine dont tout notre travail change à peine la forme de siècle en siècle, nos maîtres les trouvaient plus simples et comme plus accessibles dans l'œuvre des anciens ; il leur semblait que l'élève s'assimilait plus aisément une pensée de Cicéron ou de

Tite Live qu'une pensée de Bossuet ou de Montesquieu ; et c'est pour cela qu'ils l'invitaient d'abord à exercer son style en latin. Ces principes étaient-ils donc si vains dans leur prétendu pédantisme ? Que M. Jules Simon veuille bien consulter l'expérience : cet enseignement, depuis trois cents ans, nous a valu en Europe une véritable primauté littéraire ; et c'est à ses fortes leçons qu'au temps où nous sommes, le génie français a dû de rester lui-même dans toutes les perturbations du goût romantique.

M. Jules Simon est un ennemi de la rhétorique : il l'accuse de nous habituer à la déclamation. Ne déclame pas qui veut ! Athènes et Rome ont eu leurs déclamateurs ; Sparte et Carthage n'en ont pas eu. Et puis, nous autres Français, qui sommes un peuple d'orateurs, à ce point que l'esprit oratoire anime jusqu'à nos poèmes et nos romans, nous pouvons nous consoler d'avoir déclamé avec les Jean Petit jadis, et les Hugo ou les Gambetta aujourd'hui, en comptant pour notre gloire nos saint Bernard, nos Gerson, nos Lhôpital, nos Bourdaloue, nos Bossuet, nos Mirabeau, nos Royer-Colard, nos Guizot, nos Berryer, nos Thiers et tant d'autres presque aussi illustres. M. Jules Simon le sait-il, d'ailleurs ? Le reproche de déclamer nous est adressé dans l'histoire bien avant l'institution de ces études classiques qu'il réforme. César remarquait que nos pères aimaient beaucoup les grands mots et les discours sonores ; mais, à peine Latins, ils devinrent les plus habiles orateurs de l'empire romain : l'éloquence latine leur doit ses derniers accents. Au reste, jetez un regard sur notre tribune ; étudiez notre littérature. D'une part, vous reconnaîtrez que les plus déclamateurs ne sont pas précisément ceux qui ont fait, au collège, trop de discours latins ou français : les exemples qui le démontrent abondent dans tous les temps de nos fureurs civiles, au quatorzième siècle, pendant la Ligue et la Révolution, en 1848 et de nos jours encore. Celui qui, le premier, altéra la belle simplicité littéraire du dix-septième siècle, J.-J. Rousseau, n'avait pas consumé le temps de sa jeunesse à ces exercices dont M. J. Simon médit si solennellement ; et J.-J. Rousseau lui-même l'a regretté. D'autre part, M. Jules Simon, s'il songeait à ses contemporains eux-mêmes, s'apercevrait sans doute que nos orateurs les plus dignes de son admiration ont presque tous été, au collège, d'excellents ou de bons rhétoriciens. Non, la rhétorique bien enseignée n'est pas corruptrice du goût et du bon sens : au-dessus de leur école de Rhodes les Grecs ont eu leur école d'Athènes. Les causes d'où provient la déclamation sont toujours politiques et morales autant que littéraires. Nous voulons bien que M. Jules Simon ajoute à ces causes lointaines et profondes celle de la mauvaise rhétorique, mais, en ce cas, quel serait son devoir ?

De la corriger et de l'améliorer, en lui imposant les règles austères d'autrefois.

M. Jules Simon parle avec un singulier dédain des lieux communs, des idées générales. En vérité, nous sommes curieux de connaître bientôt les pensées neuves et les œuvres originales des jeunes philosophes soumis à sa méthode. Nous souhaitons qu'ils réussissent dans leur travail de découvertes, plus que M. Jules Simon lui-même dans son livre du *Devoir* et certains autres. Mais, en attendant, nous ne regrettons pas que l'esprit français, comme celui de l'antiquité, ait eu si vivement le goût des idées générales. N'est-ce pas là son trait le plus noble ? le Français aime à parler, non pour sa race seulement, mais pour tous les hommes. Sa prétention est orgueilleuse, soit ; elle fait sa grandeur pourtant. Nos écrivains, plus que ceux d'aucun peuple moderne, peuvent être lus partout, et nos orateurs entendus bien au delà de nos frontières. Dans l'action, cet amour des choses élevées et des vastes causes nous a fait tirer l'épée pour de belles entreprises ; dans nos révolutions, nous avons cherché les droits de l'humanité ; et les fautes qu'en ces circonstances nous avons trop souvent commises n'ont été elles-mêmes ni sans honneur ni sans gloire. Qu'un tel goût nous ait trompés, hélas ! en plus d'une occasion, nous ne le nierons pas. Mais en littérature, le secret de la mémorable influence que nos écrivains ont eue en Europe, le voilà ! Que M. Jules se plaise donc moins à décrier devant notre jeunesse ce qui constitue peut-être la meilleure part du génie français !

Certes, nous ne contestons pas qu'il faille enseigner à notre pays le mépris des mots déclamatoires. Oh ! rendez-nous, si vous le pouvez, le temps où il y avait moins de barbarismes dans la langue et dans les esprits ; où la nouveauté ambitieuse n'était pas partout, dans la pensée et dans l'expression ! Nous ne contestons pas non plus qu'avec ce goût des idées générales, l'habitude des vagues et folles aspirations s'introduise dans l'âme de nos rêveurs ; nous avons trop remarqué que, par une triste singularité, la France, qui est le pays du bon sens vif et moqueur, est aussi celui de l'utopie, celui de l'abbé de Saint-Pierre, de Babeuf, de Saint-Simon, de Fourier, de Pierre Leroux, de Cabet, de Proudhon, de Louis Blanc, et de tant d'autres. Ce mal est d'autant plus dangereux qu'avec le naturel impatient de notre race, nous voulons sans retard réaliser nos théories, — aussi ingénieux et prompts dans l'exécution que chimériques dans la conception. Eh bien, efforcez-vous d'y remédier, dans les écoles, par une saine éducation ; et d'abord demandez-vous si, pour un tel dessein, l'étude de l'antiquité n'est pas elle-même un des moyens les plus salutaires qu'il vous convienne d'employer ; demandez-vous tout ce que valent l'expérience et la sagesse des anciens. Mais il faut plus

encore, croyez-nous : il faut que la religion retienne ces trop grands coups d'aile que l'homme donne si hardiment vers le ciel ; il faut que les riches et les puissants travaillent et sachent comment une bonne action ou une bonne parole contribuent à la paix publique ; il faut que tous les honnêtes gens étudient, parlent, agissent et luttent pour comprimer l'esprit d'utopie ; il faut qu'au plein jour et pour tout le monde, le gouvernement paraisse être uniquement l'autorité du bien : sans tous ces efforts réunis, jamais nous ne ferons taire la déclamation des convoitises et du délire social, — j'ai dit le radicalisme.

A l'occasion d'une conférence qu'on lui a interdite, M. Louis Blanc a scientifiquement formulé le programme des radicaux ; il nous a énoncé ces lois essentiellement républicaines, applicables dans sa cité idéale. Lesquelles ? La liberté de la presse, les libertés de conscience et de suffrage, celles de réunion et d'association, « toutes les libertés au moyen desquelles la minorité peut devenir majorité à son tour, quand elle a raison et qu'elle le prouve. » Or M. Louis Blanc, dans son exil, a vu ces lois souveraines gouverner les monarchies belge et anglaise ; et l'on sait que les droits qu'elles assurent sont plus restreints dans notre république actuelle que pendant la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe. L'égalité du service militaire, que réclame M. Louis Blanc, c'est la Prusse qui en a établi la pratique : Sparte refusait les armes à quiconque n'était pas de race dorieenne ; Athènes stipendiait des mercenaires ; les États-Unis ont mille exceptions dans leur service militaire ; on ne saurait donc voir dans cette obligation spéciale un trait distinctif du régime républicain. L'abolition de la peine de mort a été dans l'usage de la Toscane et de la Russie avant ce siècle même : jusqu'à ce jour aucune république ne l'a décrétée. Quant aux libertés administratives des communes, M. Louis Blanc doit savoir qu'aucun pays n'en jouit plus que les monarchies d'Angleterre, de Bavière et de Belgique, monarchies où cette décentralisation est d'autant plus méritoire qu'elles n'ont pas, comme les États-Unis et la Suisse, les divisions primordiales du système fédératif. Enfin, l'institution d'une assemblée unique n'a nullement ce caractère de fatalité républicaine que M. Louis Blanc détermine si doctoralement : témoin l'histoire du Directoire et celle des États-Unis. Dans le reste de la constitution qu'il annonce, il n'y a plus que des imaginations : M. Louis Blanc y promet des bienfaits, comme l'impôt unique, la suppression du prolétariat, la laïcité de l'enseignement, etc., qui sont inconnus aux républiques aussi bien qu'aux monarchies des deux mondes. Les principes en témoignent donc et l'expérience des peuples le démontre : il n'est point de nécessité absolue qu'un gou-

vernement soit républicain, pour que la société s'améliore ou change de condition : le radicalisme même de M. Louis Blanc est tantôt d'accord avec les lois et les coutumes de la monarchie, tantôt en désaccord avec celles de la république. M. Louis Blanc, il est vrai, a commencé par dire : « La République a pour but l'amélioration morale, intellectuelle et physique du sort de tous. » Ce vœu, que le christianisme n'a cessé de former, que tous les gouvernements émettent tour à tour et qui n'est pas plus propre à l'âme d'un républicain que d'un monarchiste a, dans le langage du Solon des radicaux, une si emphatique naïveté qu'on peut le déférer sans injustice au tribunal pédagogique de M. Jules Simon. Ah ! si le digne ministre, par une méthode restrictive de sa façon, pouvait réformer heureusement les études de M. Louis Blanc et des radicaux !....

A la séance que la commission de permanence a tenue, le 10 octobre, M. Thiers a sévèrement blâmé l'intolérance des radicaux, leurs tumultes et les discours de M. Gambetta. Il s'est plaint de cette agitation qui trouble un pays où le vainqueur campe encore ; il a reproché à M. Gambetta de mettre de plus en plus la guerre civile dans les esprits ; il a déclaré haineuse et imprudente cette distinction des classes dans une société où la loi règne partout sur des citoyens égaux entre eux, si ce n'est par « le mérite et la sagesse ; » il a signalé le dommage que l'éloquence folle ou furieuse de M. Gambetta avait causé à l'industrie et aux affaires, en alarmant les gens de bien et les gens de bon sens ; enfin, il a nettement désapprouvé les maires qui, dans le voyage oratoire et démagogique de M. Gambetta, lui ont offert en hommage leurs officielles adulations. Ce langage, fort incomplètement rendu par les journaux, était énergique et juste : M. Martial Delpit en a pris acte, au profit de l'ordre, et M. le duc de Broglie, avec toute la mesure et la dextérité d'un esprit vraiment politique, a constaté « qu'aucune solidarité ne pouvant plus être établie entre le gouvernement et les doctrines » de M. Gambetta, le parti conservateur n'avait rien à demander de plus. La France, toujours si attentive aux paroles de ceux qui la gouvernent, a entendu avec satisfaction M. Thiers condamnant M. Gambetta. Mais les radicaux s'en sont-ils montrés mécontents ou contrits ? Aucunement. Pour subir avec résignation les châtiments que M. Thiers leur inflige d'une main parfois rude, souvent caressante, toujours adroite, ils ont leurs secrètes raisons, et ils le disent. Ici les compensations qu'on leur offrait, en les punissant, étaient, sinon suffisantes, du moins ostensibles. M. Thiers avait indiqué quelques circonstances atténuantes dans l'indigne conduite des insulteurs des pèlerins de Lourdes ; les radicaux se sont donc crus justifiés. M. Thiers, sans que la discussion l'exigeât, a voulu dire que la république « est le

seul gouvernement possible ; » les radicaux n'ont eu garde de distinguer, comme le fera l'histoire, la part de puissance personnelle qu'a la volonté de M. Thiers dans la possibilité de ce gouvernement ; ils ont recueilli ce mot comme une maxime, et le profit qu'ils en ont tiré tout de suite les a consolés du reste.

A la fin de cette séance, M. Thiers a lui-même annoncé que le prince Napoléon, s'étant introduit en France sans autorisation, le gouvernement lui avait enjoint de repasser la frontière ; et le lendemain, bien que le prince Napoléon protestât, cet ordre s'est exécuté. Dans leur émotion, un grand nombre de personnes n'ont voulu remarquer que l'illégalité de cette mesure ; d'autres ont surtout appréhendé qu'une telle rigueur fût propice à la secrète ambition des Bonaparte ; à peine quelques-uns se sont-ils demandé par quelle impudente audace le prince Napoléon avait osé revenir en France. Et pourtant il est juste de se le demander. Quoi ! cet homme est de ceux qui, en 1851, ont gagné la France dans la guerre civile, et qui, en 1870, l'ont perdue dans la guerre étrangère ; il est de cette dynastie qui, trois fois, en un demi-siècle, a livré à l'ennemi notre gloire, nos provinces, notre argent ; il porte avec son nom l'anathème d'une nation que la téméraire ineptie, l'imprévoyance et l'égoïsme de sa famille ont précipitée à la ruine, au déshonneur, à la mort ; il n'a pas tiré l'épée, il n'a point paru au champ de bataille, il a fui ; et le voici qui revient tranquille, presque fier, sur cette terre qui tremble encore de la chute de la patrie, encore sanglante de nos combats, encore empreinte du pas des vainqueurs ; et il y passe comme si Dieu, la France et le monde l'avaient absous et qu'il n'eût plus qu'à relever parmi nos débris le trône de sa race ! Il y vient, quand les Prussiens y sont encore, quand l'Alsace et la Lorraine sont en pleurs et que leurs enfants, chassés du foyer, s'en vont sur les routes de la France cherchant la patrie perdue ! Oui, malgré ses souvenirs et ce spectacle, il vient à la campagne d'un ami, sans soupçonner qu'un peu de pudeur ou de douleur patriotique lui interdisaient l'accès de la France ! C'est une étrange indignité que cette visite faite sans affliction ni honte : rien ne prouve mieux que ces Bonaparte n'ont ni compris leur crime ni senti le mal que nous souffrons par leur faute ; ils en bravent la vue avec l'insensibilité ou plutôt avec l'âpre avidité de l'oiseau de proie !

S'étonner de ce voyage, il n'y a personne qui ne le puisse et ne le doive. Et d'autre part, fallût-il blâmer M. Thiers, qui donc plaindra le prince Napoléon d'être renvoyé à l'étranger ? Dieu punit à sa manière : aux proscripteurs il rend la proscription. Le 2 décembre 1851, avez-vous entendu protester ces députés, ces généraux, ces savants, ces fonctionnaires, ces ouvriers jetés dans les prisons ou

expulsés du territoire? vous souvenez-vous de ces princes français à qui, pendant leur exil, Napoléon III volait leur héritage? vous souvenez-vous de la députation en 1858 et de la loi de sûreté générale? avez-vous entendu ce même prince Napoléon, à la tribune du Sénat, le jour où il signifiait aux bannis assez hardis pour rentrer en France « qu'on les fusillerait bel et bien. » Reconnaissez aujourd'hui la justice de Dieu et ne prenez point pour une victime le coupable à son tour frappé. L'expulsion du prince Napoléon, c'est la peine du talion, dans l'ordre des réparations éternelles; et vraiment, il faut tout le prix de la légalité et tous les intérêts de la politique, pour que ce jugement ne nous suffise point.

Nous le reconnaissons volontiers, cet acte d'expulsion est illégal, puisqu'il ne s'accomplit pas en vertu d'une loi. Toutefois, il nous paraît qu'en cette occasion, on a été trop sévère pour le gouvernement. D'abord, l'Assemblée a deux fois proclamé la déchéance de l'empire, et personne n'a pu, après cette double décision, attribuer à la dynastie impériale le droit de séjourner en France : on ne l'a concédé à aucune dynastie déchue dans ces conditions; c'est une loi historique. De plus, l'Assemblée a abrogé pour les Bourbons les décrets d'exil; elle leur a restitué parmi nous leurs titres de citoyens français et leur liberté individuelle; or elle n'a ni spécifié ni voulu spécifier que les Bonaparte profiteraient de cette abrogation. D'ailleurs, le prince Napoléon s'est jugé lui-même proscrit et exilé depuis la révolution du 4 septembre et les votes de l'Assemblée : deux fois il a sollicité l'autorisation de traverser la France; deux fois il l'a obtenue et il en a profité. Le 9 octobre, il arrive, au contraire, sans demande ni avertissement, d'une façon subreptice et suspecte : il abroge lui-même, pour ainsi dire, une loi qu'il avait reconnue, une loi qu'il savait, sinon écrite au code ou dans une constitution, du moins régnante dans les esprits et dans la logique des choses, une loi à laquelle il s'était déjà soumis et qu'il avait sanctionnée par cette docilité; le prince Napoléon a donc commis une faute grave. Et si M. Thiers prouvait qu'il est venu participer à certaines intrigues, c'est-à-dire conspirer pour la domination de sa funeste race, nous n'hésitons pas à croire que cette expulsion, tout illégale qu'elle soit, paraîtrait légitime en paraissant nécessaire.

En attendant, ceux-là ne s'abusent point qui jugent cette mesure impolitique. Il semble vraiment qu'à l'égard des Bonaparte, la patriotique indignation de M. Thiers trompe souvent son habileté. Voici un César sans gloire ni crédit qui vient chercher en France l'aventure d'une légère persécution; les cris qu'il poussera dans son faux martyre attireront l'attention publique; peut-être même, par un de ces mouvements naturels au cœur de la foule et

surtout au cœur français, s'intéressera-t-on à son apparente douleur et à sa cause; plus d'un, même sans l'aimer ou l'estimer, se fera son défenseur, parce qu'on aura violé en lui la légalité; son nom retentira dans les journaux, au conseil d'Etat peut-être, dans la Chambre ou dans les tribunaux; l'Europe s'occupera de son expulsion; son parti ne pourra que profiter de tout cet émoi. Fallait-il donc qu'on favorisât un tel dessein par l'imprudence d'une trop vigilante sévérité? le danger de la France était-il si pressant? n'eût-il pas mieux valu avoir la patience du mépris, jusqu'à l'époque si prochaine où on eût pu consulter l'Assemblée, c'est-à-dire mettre de son côté toute la force nationale avec la légalité?

Impérialisme et radicalisme, serait-ce là l'un ou l'autre terme où court la destinée de la France? Plus d'une fois déjà, dans les mornes inquiétudes de l'année qui s'achève, cette douloureuse question a saisi le cœur des hommes prévoyants, de ceux qui, par delà cette mer remuante et sombre, où nous allons sans étoile au ciel ni phare à l'horizon, se demandent à quel rivage se reposera ou se brisera la France. Oui, impérialisme et radicalisme, ces mots qui, au lendemain de la guerre, avaient comme disparu de l'esprit public, surgissent maintenant dans la pensée. En ce moment-là, on pouvait croire que la malédiction de la France avait pour jamais banni du présent et de l'avenir ces Bonaparte dont le règne avait fini par la perte de cent mille hommes, de deux provinces et de neuf milliards; et nous nous en souvenons : ceux qui les avaient le mieux servis en étaient comme honteux; il n'y avait plus de parti bonapartiste : sous le poids de nos maux il s'était anéanti. Et de même, la dictature incapable et tyrannique de M. Gambetta, en doublant nos désastres, était devenue odieuse à la mémoire de la France : sauf sur quelques points du pays, où l'illusion durait encore, la nation, en acclamant M. Thiers, avait condamné M. Gambetta. Pourquoi reparle-t-on d'un parti bonapartiste ? comment se fait-il qu'il ait reparu, qu'on l'entende et qu'il agisse ? d'où vient aussi cette force de jour en jour plus grande du radicalisme ? Nous ne pourrions en ce moment qu'aigrir la plainte des uns et des autres, dans les rangs mêmes des conservateurs, si nous tentions d'en dire la raison. Bornons-nous à constater cette réalité : sept élections devant s'accomplir le 20 octobre, cinq radicaux et deux bonapartistes ont hardiment livré bataille : or ils ne l'avaient ni osé ni pu au 8 février 1871.

On a remarqué dans les préparatifs de ces élections un fait qui, plus que jamais, doit être un objet de méditation pour les politiques : c'est l'influence du nom de M. Thiers. Loin de nous l'idée de diminuer d'un seul mot la gloire qu'il a méritée par ses services ; la reconnaissance des peuples est une des consolations de l'histoire.

Mais, si nous la voulons juste, nous ne la voulons pas servile ; elle nous attriste, quand elle fait oublier la liberté de la nation avec sa dignité. Comme Lamartine et, à son tour, Napoléon III, M. Thiers reçoit l'encens d'une sorte de culte politique. Ce n'est pas à lui que nous en reportons le reproche ; c'est à nous, citoyens français, qui aimons toujours à voir un dieu sur l'autel de l'État. On le sait pourtant, ces adorations rendent inerte et superstitieux ; le peuple, livré à sa divinité comme à un despote, désapprend à parler et à agir librement. Dans les élections de cette semaine, pas un candidat n'a demandé au pays ses suffrages, en se confiant à ses seuls principes, et sans invoquer d'abord en sa faveur le nom tout-puissant de M. Thiers. Pourquoi ? C'est que le sentiment de la majorité des électeurs est manifeste à l'observateur le moins sagace ; elle a en M. Thiers cette immense confiance qui permet la quiétude. Libertés parlementaires, stabilité du lendemain, institutions supérieures aux personnes, régime définitif, rien ne la distrait ou ne la passionne à ce degré. Il suffit qu'on puisse se dire ou paraître l'ami, l'allié, le serviteur ou le commensal de M. Thiers, pour avoir un droit ou un titre à la bienveillance populaire, à l'estime de bien des électeurs. Pauvre France ! quand saura-t-elle n'être point ingrate, et se montrer pourtant un peuple libre et libéral ?...

Cet état des esprits, les radicaux en ont encore une fois profité ; tous leurs candidats ont professé très-hautement pour M. Thiers l'admiration la plus habilement hypocrite. Au reste, l'équivoque leur a été d'autant plus facile que certains officieux y ont aidé de tout leur pouvoir : les politiques du *Bien public* ont fraternisé avec ceux de la *République française*, et il a paru aux électeurs que MM. Méline, Nioche, Caduc et autres étaient également chers à M. Thiers et à M. Gambetta : apparences propres à tromper les yeux dans le mirage des élections. Le choix est fait ; les publicistes de M. Thiers et de M. Gambetta applaudissent ensemble : MM. Méline, Nioche, Caduc et Crémieux l'emportent, favorisés par la duplicité de cette protection ; M. Rousselle a même failli l'emporter aussi ; les radicaux sont contents, et, dans leur exaltation, ils commencent déjà à adresser quelques sommations au gouvernement. Comptez surtout, vous, messieurs du *Bien public* : un conservateur est élu dans le Morbihan ; deux républicains dits conservateurs dans l'Oise et le Calvados ; quatre radicaux ailleurs. Félicitez-vous ; entonnez vos louanges dans le même concert que les chantres du radicalisme, ceux du *Corsaire*, du *Rappel* et de la *République française* ; criez au pays que le gouvernement est fier de cette consécration nouvelle de sa politique et de ses principes ; cet été vous avez non moins glorifié les nominations de MM. Barni, Bert et Derégnaucourt, aujourd'hui assis dans l'As-

semblée sur les bancs où commande M. Gambetta. Votre joie, fausse ou non, est vraiment intelligente ; mais, pour l'amour de la France, cessez de remporter de telles victoires, si vous ne voulez que M. Thiers n'ait, à la fin, le sort de Pyrrhus. Vous vous vantez d'avoir défait deux bonapartistes dans la Gironde et l'Indre-et-Loire. Soit. Mais prenez garde. Hier, vous avez battu les bonapartistes avec l'aide des radicaux ; craignez qu'un jour, pour battre les radicaux, les conservateurs, effrayés, ne s'unissent aux bonapartistes. Et ce jour-là, vous n'aurez pas plus que nous lieu d'applaudir. Car que pourrait devenir la France dans cette lutte de la liberté licencieuse et de l'ordre despotique?... Rien ne peut, d'ailleurs, donner mieux l'idée du désarroi où est tombé l'esprit français, aveuglé par l'esprit de parti, que de voir le *Journal des Débats* ne s'alarmer que d'une chose, en face de M. André Rousselle, l'ultra-radical réunissant 34,000 voix dans l'Oise : à l'élection de l'honorable M. Martin, dans le Morbihan !

Nous ne savons où ceux dont le cœur souffre de toutes ces craintes et de tous ces doutes pourraient trouver une plus bienfaisante consolation que dans les bonnes œuvres du patriotisme. Au moins, dans la charité nationale, dans ces secours que, par exemple, réclame de nous la situation des émigrés d'Alsace-Lorraine, est-on toujours sûr de bien servir la France ; et si devant leur infortune nous pouvions n'être pas Français d'abord, comment pourrions-nous être hommes et chrétiens sans nous émouvoir de leur misère ? Ils ont abandonné pour nous la terre natale, devenue prussienne ; ils ont renoncé à leur sol, à leur ciel, à leurs champs, à leurs maisons, à tous ces biens et ces souvenirs qui étaient leur seconde patrie dans la grande. Ils sont entrés en France comme un peuple, un peuple qui proteste devant l'Europe et Dieu ; et par cette migration, ils nous ont honorés, ils ont, pour ainsi dire, commencé à nous venger. Mais la plupart sont venus à nous, ruinés par la guerre ou les nécessités de l'option ; beaucoup, sans ressources ni avenir ; quelques-uns même en mendiaut. Il ne faut pas permettre qu'ils soient malheureux parmi leurs frères de France ; et puisque, sous les auspices du généreux comte d'Haussonville, la Société de protection des émigrés d'Alsace-Lorraine en appelle à l'assistance de tous les hommes de cœur, le *Correspondant* supplie tous ses amis de répondre à un si pressant appel avec leur plus patriotique empressement.

Le gérant : CHARLES DOUNIOL.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

DU SCEPTICISME POLITIQUE

Le scepticisme politique, né de nos incessantes révolutions, fait en ce moment de grands efforts pour pénétrer au sein de l'Assemblée nationale et dominer ses résolutions. Dans quelques jours, nous le verrons à l'œuvre, et quiconque croit à son danger n'a plus un instant à perdre pour le combattre.

Depuis deux ans, tous les prétextes ont été bons pour prolonger la situation improvisée à Bordeaux. En face de ce que la Commune osait faire, au nom de la République, on n'a pas craint d'exhumer une maxime déjà frappée, il y a vingt ans, de ridicule et de néant : « La République est le régime qui nous divise le moins. » On inventait en même temps cette autre maxime, qui, quoique plus jeune, devait vieillir plus rapidement encore : « Il faut organiser le pays sans le constituer. » A cette heure, en effet, tout le monde est revenu de cette chimère, et tout le monde veut constituer ; mais on le veut sous l'inspiration de cette troisième maxime : « La grandeur du pays et l'ordre sont également assurés sous toutes les formes de gouvernement. » Tel est le sophisme qui menace de prévaloir aujourd'hui, et que, par conséquent, il devient urgent d'examiner.

Quoi ! toutes les formes de gouvernement sont équivalentes et garantissent les mêmes biens ! En principe, cela revient à dire que le germe n'est pas nécessaire pour produire le fruit, et que l'on peut compter sur la même récolte en semant indifféremment des cailloux ou du blé ; cela revient à dire que le médecin peut administrer, au hasard, le médicament qui coupe la fièvre ou celui qui la redouble.

En fait, cela permettrait de soutenir que bien fous nous avons tous été, depuis quatre-vingts ans, d'attaquer et de défendre nos gouvernements, puisque chacun d'eux portait en soi les mêmes résultats. Eh bien ! sans remonter plus haut, n'interrogeons que notre propre expérience : nous avons eu trois fois la république, trois fois elle

nous a donné, avec les crimes les plus odieux, les plus honteux désordres ; deux fois nous avons eu l'empire, deux fois il nous a donné le despotisme, la guerre et l'invasion ; deux fois (je ne touche pas ici les questions d'origine), deux fois nous avons eu la monarchie bourbonnienne, deux fois elle nous a donné la paix, et, avec la paix, la jouissance des libertés nécessaires. Jetons encore les mêmes dés sur le tapis de la politique, et nous reverrons encore, avec la république, tous les excès de l'anarchie ; avec l'empire, les excès et les châtimens du despotisme ; avec la maison de Bourbon, le retour de l'autorité tempérée et des contrôles réguliers. Je m'étonne, en outre, que ce soit toujours la monarchie qui doive faire les frais de ces expériences, indéfiniment renouvelées, et je demande pourquoi l'on ne s'avise jamais d'appliquer la même méthode aux républiques. La Suisse et l'Amérique ont été naguère en proie aux plus graves discordes ; la Suisse a eu la guerre civile du *Sunderbund*, l'Amérique une véritable guerre d'extermination. Qui songeait à tenir à ces deux pays le langage que l'on tient à la France ? Qui leur a dit : Tous les régimes se valent ; essayez maintenant de la monarchie pour mettre un terme à vos dissentiments ; vous avez vécu jusqu'ici du principe de l'élection ; vivez maintenant avec le principe de l'hérédité ; peut-être vous en trouverez-vous mieux ? Quand on aura fait écouter ce langage à la Suisse et à l'Amérique, je passerai condamnation. Je m'inclinerai aussi lorsque, une Assemblée républicaine étant élue en France, les républicains de cette Assemblée se lèveront et diront : « Citoyens, méfions-nous de nous-mêmes, et gardons-nous de toute imprudence. Faisons d'abord, pendant quelques années, un essai loyal de la monarchie, afin de ne pas nous tromper sur les vrais sentimens du pays, et de nous bien assurer qu'il ne préfère pas la royauté à la république. Les royalistes de Bordeaux et de Versailles ont eu cette condescendance envers nous : nous leur devons bien la pareille. »

Jusqu'à ce que nous ayons assisté à ces spectacles, ou plutôt à ces phénomènes, persistons dans les vieilles règles, que nous enseignent la logique, et continuons à reconnaître que si, dans l'état présent de la France, tout homme politique a, légalement, le droit de choisir, entre la République, l'Empire ou la Royauté, nul ne peut tirer au sort l'un de ces trois gouvernemens, et rentrer ensuite dans sa conscience, avec la fierté du devoir accompli. Non, vous ne pouvez relever et guider un peuple, avec des convictions actuelles et momentanées, rompant avec vos convictions d'hier, sans répondre de vos convictions de demain, sans souvenir et sans prévoyance pour fortifier votre raison.

Ainsi l'histoire nationale n'aurait point de racine, le caractère

national point de lois et point de traditions! Ainsi les peuples se perpétueraient, comme des troupeaux, sans vie propre et sans physiologie distincte! Ainsi les hommes d'État seraient réputés tels, pour leur docilité envers les circonstances, et non pour le génie qui éclaire l'instinct des masses, ou pour le courage qui domine leurs caprices!

Toutes les formes de gouvernement se valent!..... — Croyez-vous bien vous-mêmes à votre propre axiome? — Serait-il injuste de supposer que c'est tout simplement la maxime actuelle des convictions momentanées, le mot de passe pour gagner une situation commode, qui ne soit ni la république, dont vous avez peur, ni la monarchie, à laquelle vous n'êtes pas encore suffisamment résignés?

Ce n'est pas nous, s'écrie-t-on, qui faisons obstacle à la monarchie, c'est la division dans la maison royale qui rend la monarchie impossible. — Êtes-vous bien sûrs que cet obstacle soit le seul, et peut-on s'en rapporter pleinement, pour lever une difficulté, à ceux qui semblent prendre tant de plaisir à la mettre en lumière?

Ah! si pour se faire accepter du pays, il faut se présenter à lui sans aucune dissidence, nous sommes alors condamnés à une inévitable dissolution sociale, car la division est partout, et c'est encore dans le parti monarchique qu'elle est le moins. Entre les royalistes, la division n'existe que sur des questions relativement secondaires; entre les républicains, les divisions sont fondamentales.

Les républicains modérés ne sont qu'une école; ils ne forment point un parti. Ce sont des hommes personnellement honorables, mais qui ne représentent, en aucune façon, le parti au nom duquel ils s'obstinent à parler; ce ne sont que des ouvriers d'écluses, ils n'ont jamais su, et ne sauront jamais les fermer. Le parti républicain est ailleurs, et c'est là que règne la division en permanence. L'un, qui sait bien pourquoi, tient à la république avec présidence; l'autre, qui n'est point non plus sans motifs, tient pour le gouvernement direct d'une Convention; puis, derrière l'un et l'autre, s'agite et bouillonne la *quatrième couche sociale*, la véritable armée démagogique, qui ne veut ni présidence, ni Assemblée souveraine, mais un mandat impératif, incessamment renouvelé, passant de main en main, comme le capital, et ne permettant, ni au pouvoir, ni à la propriété, de se poser nulle part, afin que tous ensemble puissent régner et jouir.

Oui, sans doute, une division déplorable et que personne ne déplore plus que moi, existe aussi dans le parti monarchique; mais elle ne porte ni sur des doctrines ni sur des convoitises; elle porte

uniquement sur la volonté de quelques hommes, et elle cesserait en un clin d'œil, le jour où deux princes se seraient réciproquement et cordialement tendu la main.

Quelles sont donc nos invincibles divisions ? Les légitimistes veulent deux Chambres, les orléanistes n'en demandent pas trois ; les orléanistes tiennent au régime représentatif, les légitimistes repoussent le pouvoir absolu ; les orléanistes cherchent un terrain solide pour le développement pacifique de la société moderne, les légitimistes ne rêvent nullement la résurrection de l'ancien régime, et n'invoquent que les principes élémentaires de toute société qui veut vivre, qu'on l'appelle ancienne ou moderne. On entend bien, de temps à autre, le cri : — Il faut en finir avec la Révolution ! — Mais demandez à ceux mêmes qui le profèrent ce qu'ils entendent par là ; demandez-leur s'ils ne veulent pas dire tout simplement : — Il faut en finir avec les Révolutions ! — Alors ce mot, compris dans son vrai sens, devient celui du parti conservateur tout entier. En effet, la Révolution est hors de page depuis bien des années, et le plus vieux de ceux qui affecteraient de le contester n'aurait pas conscience de l'air qu'il respire depuis son berceau.

Le comte de Maistre, qui n'est pas suspect en pareille matière, écrivait, dès la fin du siècle dernier : « Ayons le courage de l'avouer, longtemps nous n'avons point compris la Révolution dont nous sommes les témoins ; longtemps nous l'avons prise pour un événement. Nous étions dans l'erreur : c'est une époque¹. » Le pape vint ensuite sanctionner la vente des biens du clergé, et sacrer le plus puissant organisateur de la société moderne. Enfin, la Restauration vint à son tour ratifier la vente des biens d'émigrés, et ce fut à la droite toute entière que M. de Villèle fit voter l'indemnité, ne craignant pas d'employer, pour principal argument, qu'il voulait par là rendre la même valeur à toutes les propriétés territoriales, et effacer toute distinction d'origine. La Restauration avait poussé plus loin encore la fidélité à sa devise : *Union et oubli*. On se rappelle qui elle fit entrer dans ses premiers conseils.

Où donc est-il question aujourd'hui de si formidables transactions, de si douloureux sacrifices ? Quelques-uns diront : — Oui, la Restauration a fait cela, mais elle est tombée. — Sans doute elle est tombée, ce qui prouve qu'aucun principe gouvernemental ne se suffit à lui-même, et qu'une exacte notion, une infatigable étude des hommes et des intérêts publics lui sont constamment nécessaires ; sans doute la Restauration a fait des fautes ; Louis XVIII lui-même ne craignait pas de le reconnaître, et les royalistes, auxquels

¹ *Oraison funèbre d'Eugène de Costa.*

l'indépendance n'a jamais manqué, le lui ont souvent fait sentir. Ce n'est pas, en tout cas, un ministère libéral qui est responsable de la chute de la Restauration, et si les royalistes, qui désapprouvaient les ordonnances, avaient eu le bonheur d'en dissuader le roi Charles X, ils auraient sauvé la royauté. Aujourd'hui, toutes ces leçons ont porté coup, et l'accord s'est fait dans le parti monarchique à la plus instructive des écoles : celle d'une commune et double expérience. Les dissidences se tiennent désormais dans une région où le plus désintéressé et le plus généreux sera proclamé le plus grand, et où l'Assemblée peut être acceptée pour arbitre, sans donner un démenti à aucun principe ni à aucun prince, puisque tout le monde se plaît à répéter : « la parole est à la France, » et puisque aujourd'hui la parole de la France est celle de l'Assemblée.

Me dira-t-on : Pourquoi voulez-vous nous interdire en 1872 ce que vous-même avez fait en 1848 ? A cela j'ai deux réponses.

D'abord, c'est précisément parce que l'épreuve a été loyalement et largement faite, qu'il faut la tenir pour décisive, sous peine de jeter incessamment les destinées de la nation dans le creuset. J'ajoute que rien ne ressemble moins à la situation de 1848 que celle de 1872. En 1848, la Constituante fut nommée sous l'impulsion républicaine, et sur des listes qui portaient toutes des noms républicains. Onze jours après sa réunion, elle était envahie ; un mois après, la guerre civile désolait et ensanglantait Paris. La foi en la République fut dès lors ébranlée, et l'année n'était pas encore achevée, que six millions de suffrages nous imposaient un président qui était la négation formelle de la République. L'Assemblée législative se trouva donc alors dans la situation où se trouve l'Assemblée nationale aujourd'hui ; elle fut sollicitée de reviser la Constitution, et alors comme aujourd'hui il fut démontré que la monarchie seule pouvait arrêter la marée montante de l'empire et de la démagogie. Le bonapartisme le comprit : le coup d'État du 2 décembre fut résolu.

L'Assemblée actuelle apparaît dans des conditions absolument contraires. Éluë au terme d'une dictature républicaine qui avait profondément blessé et révolté l'opinion, elle fut naturellement et manifestement monarchique. La Commune, qui prétendit s'élever en face d'elle, surpassa en horreurs les journées de 1848, en sorte qu'une assemblée monarchique devrait vouer l'avenir à une république qui n'a pas moins que ses devancières démérité de la liberté et de la civilisation.

Je sais bien qu'il ne s'agit pas, selon vous, de fonder une république de cette nature. Vous prétendez uniquement décorer de l'apparence républicaine un gouvernement tout personnel, entre les mains d'un homme qui plaît, qui rassure et qui saura bien, chemin

faisant, se donner des successeurs qui lui ressemblent. Jugez-vous donc qu'il soit si facile de lui ressembler ?

Il m'en coûte de parler de M. Thiers autrement que pour lui rendre hommage, comme j'ai eu l'habitude de le faire, et en parfaite sincérité, durant vingt-cinq ans. Cependant, j'ai toujours eu aussi l'habitude de dire, même à aussi haut placé que lui, ce que j'ai cru la vérité. Il aurait lieu de s'étonner si je changeais d'attitude, et il sentira, sous ma parole, les regrets d'un fidèle ami de sa véritable gloire.

Il ne doit pas être permis de contester les intentions patriotiques de M. Thiers ; mais il y a quelque chose de plus dangereux en politique que les intentions condamnables, ce sont les illusions. Les mauvaises intentions ont une limite ; les illusions n'en ont pas. Peu de gens veulent résolument le mal pour le mal ; mais on peut en faire beaucoup, on peut en faire un irréparable si l'on est fasciné par quelque confiance ou quelque complaisance excessive envers soi-même. Qui calculera jusqu'où peut s'égarer une grande intelligence troublée par une grande préoccupation personnelle ?

Quand le général Bonaparte eût atteint le faite de la suprême puissance, le bandeau royal glissa de son front sur ses yeux, et il prit pour des réalités les rêves d'un orgueil insensé. Son neveu se flattait d'exercer un prestige irrésistible sur la démocratie, et il aimait à répéter : « Le nom de Napoléon discipline les masses. » Le 4 septembre seul lui révéla son erreur. Si M. Thiers imaginait, à son tour, que son nom, sa dextérité, sa parole fussent pour discipliner une assemblée radicale, il se précipiterait et nous entraînerait avec lui dans l'abîme. Les présomptueux ne sont pas rares qui disent :

Moi seul, et c'est assez ?

Mais qui répondra de ceux qui prétendent répondre de tout ?

On peut donc dire à M. Thiers : Prenez garde ! On doit le dire aussi à la France.

Notre malheureux pays est souvent accusé d'être indocile ; il mériterait plutôt le reproche d'être trop confiant.

Combien de fois ne s'est-il pas livré à un sauveur, et combien de fois ne s'en est-il pas repenti ! Mais du moins il gardait encore dans ses enivrements assez de sang-froid pour imposer à son favori du moment une force supérieure, celle de l'hérédité. Aujourd'hui, ce que l'on nous propose est bien plus téméraire et véritablement inouï : on se contenterait de faire reposer toutes nos destinées sur une seule tête, et non-seulement cette tête est mortelle, mais elle est déjà blanchie. Enfin cela se tenterait en présence de difficultés intérieures qui exigent la persévérance la plus réfléchie, sous le regard de l'étranger vainqueur, qu'on sait avide, et qui, peut-être, ne se sent pas assouvi !

Dans de telles circonstances, qu'est-ce donc qui peut séduire les nouveaux convertis? Ils viendront demain déclarer à la tribune que la monarchie est impossible, et si après-demain Dieu daignait toucher le cœur de tel ou tel prince, avec la France presque tout entière ils acclameraient la monarchie. Ils ajouteront que la république est à jamais conservatrice, parce qu'elle se personnifie dans M. Thiers, et si, le lendemain, le grain de sable qui arrêta Cromwell arrêta M. Thiers, déçus une seconde fois, on les verrait combattre la république, inévitablement tombée aux mains des hommes dont ils se flattent de nous préserver à jamais. Est-ce là un plan sérieux, un terrain solide, une ombre même de sécurité?

Non, non, nous touchons à l'heure où il faut enfin aborder la vérité ou périr. Ce républicanisme d'occasion ne peut ni tromper ni rassurer personne. Les républicains pratiques, actifs, ayant vraiment l'oreille et le cœur de leur parti, n'usent au moins à cet égard d'aucune dissimulation : on peut tout leur reprocher, excepté de cacher leur jeu. Vainement M. Thiers prétendrait être le Monk de la république, il ne peut en être que la dupe aujourd'hui, et demain la victime.

Il est permis d'espérer que M. Thiers reculera de lui-même à l'aspect d'un tel péril. En tout cas, c'est un devoir de l'avertir, et, au besoin, de lui résister. Ce ne sera point l'ingratitude qui inspirera cette résistance, ce sera la reconnaissance véritable et utile.

Il ne s'agit point d'écarter M. Thiers du pouvoir, mais de lui signaler les pièges qui pourraient l'en faire tomber. Il s'agit de le défendre, aussi bien que nous-mêmes, contre des aveuglements que déjà, et sous tant de formes, nous avons payés si cher. Ni les uns ni les autres nous n'en sommes à notre première épreuve, et les témérités du présent nous obligent à évoquer les leçons du passé.

Le 23 février 1848, nous en fûmes tous témoins, M. Thiers se croyait, comme aujourd'hui, le maître des flots populaires, et sa méprise fut si profonde, que le 24 au matin il n'essayait même plus de lutter, emporté qu'il était avec la dynastie qu'il avait voulu servir. Bientôt le suffrage universel fut appelé à créer un président de la république, et M. Thiers, se flattant de contenir dans de justes bornes la nature, en apparence timide et irrésolue, du prince Louis Bonaparte, prêta l'autorité de son patronage à cette candidature. Deux ans après, le protecteur était devenu le prisonnier de son client : juste invitation à la prudence envers les clients d'aujourd'hui !

Maintenant il faut conclure.

C'est uniquement au sein du parti conservateur, c'est à la tête de la majorité, que M. Thiers peut continuer et achever sa mission. S'il croit que le pays a besoin de quelque temps encore pour panser

ses plaies, qu'il le dise et qu'il le prouve; s'il croit que le pays ne peut pas arriver à des institutions définitives en un seul jour et d'un seul mouvement, qu'il l'y conduise graduellement, mais qu'il montre clairement où il nous mène, et que le but soit à la fois digne d'un grand peuple et d'un véritable homme d'État. L'Assemblée et la France ont bien montré que c'est avec lui qu'elles veulent rétablir l'ordre; qu'il leur montre à son tour que c'est l'ordre, non dans une acception éphémère et transitoire, mais l'ordre solide et durable, qu'il veut aussi fonder.

Si, ce qu'à Dieu ne plaise, il en était autrement, ma plume se refuse à écrire ce que mon patriotisme est condamné à prévoir. Nous serions tous inexcusables, car nous aurions tous été coupables ou complices. Nous demeurerions en même temps inconsolables, car aucun parti ne triompherait, et l'anarchie ne régnerait plus que sur des ruines.

Quand nous cherchons la cause de nos désastres, nous la découvrons principalement dans la faiblesse et la flatterie des hommes qui approchaient l'Empereur. Que les adulateurs de M. Thiers y réfléchissent : des gens qui s'y connaissent affirment qu'en ce genre Trouville a quelquefois dépassé Saint-Cloud.

Si, au contraire, nous voulons pénétrer le secret de la grandeur de notre ancienne rivale, nous reconnaissons volontiers que l'Angleterre doit beaucoup à la mâle hardiesse avec laquelle ses hommes politiques signalent publiquement les abus et les périls contre lesquels ils veulent la prémunir.

Qu'il nous soit permis de mettre à profit ce double enseignement. — Les flatteurs du chef de l'État le nourrissent de contre-vérités. Ils lui disent que l'esprit public remonte : ils se trompent, l'esprit public descend, et le niveau électoral baisse à chaque tour de scrutin ; — ils lui disent que l'ordre moral renaît : ils se trompent, l'ordre moral s'affaisse et le génie national s'éclipse ; — ils lui disent que la réconciliation sociale fait des progrès : ils se trompent, jamais la haine, jamais l'hostilité bestiale des citoyens les uns contre les autres n'ont été provoquées avec plus de cynisme et tolérées avec plus d'aveuglement ; — ils lui disent que l'Europe l'élève au-dessus de tous les partis : ils se trompent, l'Europe s'étonne et peut-être se réjouit de notre légèreté, l'Europe épie et attend notre dernière faute, pour y chercher notre dernière défaite ; — ils nous disent : soyez tranquilles et soyez fiers, nous vous conduisons vers le pays de Washington. — Ils se trompent. Hélas ! ce n'est pas en Amérique qu'ils nous conduiront, — s'ils nous conduisent, — c'est en Pologne.

A. DE FALLOUX.

LE COMTE DE MONTALEMBERT

IV¹

M. DE MONTALEMBERT HOMME POLITIQUE (1835-1848).

24 février, 10 heures du soir.

- « La dynastie de juillet a succombé, la Révolution est consommée.
- « Dieu fait son œuvre par toutes les mains ; il marche à ses desseins par des voies que le monde ignore.
- « Aujourd'hui comme hier, rien n'est possible que par la liberté.
- « Une liberté sincère peut tout sauver.
- « Tous les gouvernements ont en eux la faculté de s'affermir : il leur suffit d'aimer la justice et de pratiquer la liberté. »

Voilà en quels termes *l'Univers* du 25 février annonça la République de 1848.

Ces quelques lignes furent tracées sous les yeux mêmes de M. de Montalembert, avec son approbation. Le vengeur du *Sonderbund* était le seul catholique qui eût peut-être quelques motifs pour ne pas se montrer le 24 février dans les rues de Paris ; il fut le seul pourtant qui parut ce soir-là au bureau de *l'Univers*. Brouillé alors avec M. Veuillot, il oublia ses griefs pour courir où l'on pouvait encore combattre. Ils se trouvèrent d'accord pour accepter le fait accompli, comme pour faire tête à l'anarchie en ralliant les catholiques au nom de la liberté.

Cela n'impliquait en quoi que ce fût l'approbation de ce qui venait d'arriver. Comme l'a dit un écrivain catholique, la révolution faite,

¹ Voir *le Correspondant* des 25 mai, 25 juillet et 10 septembre 1872. — L'auteur de ces quatre articles se propose de les compléter à beaucoup d'égards et de les réunir en un volume.

il s'agissait d'empêcher le drapeau rouge. Un gouvernement avait surgi de l'émeute et il annonçait l'intention de maintenir l'ordre; on le soutint afin de pouvoir le contenir. Ce mouvement fut instinctif et général; la réflexion le confirma. Il fallait essayer de la république : tout autre parti était manifestement impossible. Les catholiques voulurent franchement tenter l'expérience. Ce fut le sentiment unanime des évêques, et cela sans concert, sous l'unique empire et l'unique impulsion des circonstances. Certes, les raisons communes à tous les honnêtes gens suffisaient, mais il y avait, de plus, pour les catholiques, une raison spéciale : les églises et les prêtres avaient été complètement respectés par l'émeute; aucune mauvaise disposition ne s'était manifestée contre nous, pas plus chez le peuple armé que dans le nouveau gouvernement. C'était quelque chose.

On vient de voir que M. de Montalembert ne s'était pas laissé abattre. Dès le 26 février, il rassemblait chez lui le comité de la liberté religieuse. Le 28, il publia et signa ce manifeste :

« Au milieu de toutes les révolutions, l'Église reste debout. Sous la République comme sous la Monarchie, il nous faut défendre, aimer et servir la liberté religieuse. Nous le devons, nous le voulons et nous le pouvons. Dans ce changement si grand et si imprévu, nous, catholiques avant tout, nous n'avons rien à changer. Nos droits, nos devoirs, nos intérêts restent les mêmes. Le drapeau que nous avons planté est intact. Nul d'entre les catholiques n'a le droit d'abdiquer. Ils descendront donc dans l'arène, avec tous leurs concitoyens, pour y revendiquer toutes les libertés politiques et sociales. Ils y descendront pour remplir un devoir sacré, un devoir national, un devoir chrétien. Ils y porteront une confiance illimitée dans les desseins impénétrables de Dieu, un ardent amour pour la patrie, un périssable dévouement à sa gloire et à son bonheur. »

Le 8 mars, M. de Montalembert poussait à organiser, au chef-lieu de chaque département, un comité central chargé de préparer la liste des candidats à l'Assemblée constituante, comme à établir dans chaque arrondissement et dans chaque canton des correspondants actifs et résolus. Il protesta par une circulaire contre l'ingérence électorale de M. Ledru-Rollin et contre ses instructions aux commissaires du Gouvernement. Après avoir beaucoup hésité, il se décida même à accepter la candidature qui lui était offerte dans plusieurs départements. La profession de foi qu'il publia à cette occasion réussit, avec moins d'éclat assurément, mais presque au même degré que son discours sur la question suisse. A cette occasion, M. Persil, le même qui l'avait poursuivi comme procureur général pour l'école libre, en 1831, lui dit ces propres mots : « Je vous ai bien reconnu, mon-

sieur de Montalembert, vous êtes toujours le même. » En effet, l'ancien pair de France ne désavouait rien de son passé. Il reconnaissait nettement avoir cru à la royauté constitutionnelle. Mais enfin, dans l'ordre purement politique, il n'avait jamais eu qu'un seul drapeau : la liberté pour tous ; et, dans la protestation de son âme indignée contre le radicalisme suisse, il n'avait fait que rester fidèle à tous ses antécédents, attaquant des excès dont pas un, grâce au ciel, n'avait déshonoré, en février, la victoire de la République. Il déclarait qu'il ne serait pas plus le courtisan du lendemain que celui de la veille ; qu'il avait dit, sous la monarchie, sur tout et à tous, ce qu'il croyait la vérité, et qu'il comptait faire de même sous la République ; que si, comme aux États-Unis, cette forme de gouvernement garantissait à la religion, à la propriété, à la famille le bienfait suprême de la liberté, la République n'aurait pas de fils plus dévoué que lui ; que, si elle ne reculait pas devant la violence, elle pourrait bien l'avoir pour victime, jamais pour instrument ou pour complice.

Élu représentant du peuple par le département du Doubs, il promit à ses commettants de repousser de toutes ses forces les utopies qui affichaient la prétention de refaire les nations et les sociétés humaines. Il tint parole. Il avait montré le 15 mai, en présence de l'envahissement de l'Assemblée nationale par les clubistes, une intrépidité dont lord Normanby, témoin oculaire, a rendu témoignage¹. J'ose dire qu'il ne fut pas moins courageux dans son discours sur la reprise de possession des chemins de fer par l'État, prononcé le 22 juin, c'est-à-dire juste la veille de la formidable insurrection qui coûta à la France plus de généraux que la déroute de la Bérésina ou celle de Waterloo. M. de Montalembert combattait, dans ce discours, ce même communisme à qui l'on venait de donner une armée en instituant les ateliers nationaux. Il attaquait ouvertement, non pas seulement le communisme proprement dit, mais encore ce communisme bien plus dangereux qui tendait à substituer partout l'État à l'individu, en accaparant graduellement tous les produits et toutes les forces du pays entre les mains du pouvoir public. « Je ne me sens pas de force, écrivait-il, à arrêter le char de la démocratie triomphante, mais surtout je ne me sens pas d'humeur à monter derrière en guise de laquais. » Le succès de l'orateur fut aussi complet qu'imprévu : d'un seul bond il avait reconquis, au sein de l'Assemblée constituante, la place qu'il venait de perdre ailleurs.

Il fut moins heureux le 18 septembre, quand il proposa d'inscrire

¹ Une année de révolution, ouvrage traduit en français en 1858.

dans la nouvelle Constitution *le droit d'enseigner* au même titre et sur la même ligne que le droit de manifester sa pensée par la presse, c'est-à-dire « sans surveillance spéciale, sans autre limite que la liberté d'autrui ou la sécurité publique. » Je viens de relire son discours, et j'avoue que j'ai peine à me rendre compte du soulèvement qu'il excita, non pas de la part des Montagnards seulement, mais de la part de M. Dupin aîné, de M. Léon Faucher et d'un certain nombre de députés dits *conservateurs*. Évidemment ce qui les passionnait ce jour-là contre la parole de M. de Montalembert, ce n'était pas ce qu'il disait, c'étaient leurs préventions contre sa personne, c'était le spectre noir qu'on croyait apercevoir derrière lui, c'était le retour des jésuites comme ordre enseignant. Je ne sache pas, en effet, qu'il fût échappé à l'orateur, dans tout ce discours, une seule imprudence, si ce n'est l'assertion que le travail est un châtiment, ce qu'il se hâta d'expliquer sur l'heure, de manière à écarter toute idée blessante. A part ce mot, je cherche en vain ce que M. de Montalembert aurait dû omettre dans le discours en question ; je cherche en vain ce qu'il avait dit de faux, de violent, d'inopportun même. J'ai peine à admettre qu'il dût laisser passer la « déclaration des droits garantis par la Constitution, » sans essayer d'y faire comprendre celui d'enseigner, dégagé des restrictions hypocrites à l'aide desquelles on le confisquait depuis dix-huit ans. Et pourtant l'*insuccès* du discours fut tel, que M. de Montalembert dut retirer son amendement, et que l'Assemblée écrivit dans la Constitution ce qui suit : « La liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de moralité et de capacité *déterminées par les lois* et sous LA SURVEILLANCE DE L'ÉTAT. »

Ce fut, qu'on ne l'oublie pas, sous le joug de cet article de la Constitution de 1848, que M. de Falloux, devenu ministre de l'instruction publique après le 10 décembre, dut rédiger le projet de loi qu'il présenta le 18 juin 1849. J'arrive tout de suite à ce projet de loi, pour que le lecteur embrasse d'une seule vue tout ce qui tient à cette mémorable émancipation de l'enseignement qui a été le succès culminant de la vie publique de M. de Montalembert.

Le projet de M. de Falloux abolissait la nécessité d'une autorisation préalable pour ouvrir une école et celle d'un certificat d'études pour se présenter au baccalauréat ; il affranchissait les petits séminaires des mesquines entraves des ordonnances de 1828 ; il restreignait la surveillance de l'État aux questions d'ordre public. C'étaient là des améliorations décisives. Mais le projet laissait subsister l'Université ; il la maintenait dans le privilège de conférer exclusivement les grades légalement exigés au seuil des études de droit et de médecine, grades déclarés nécessaires pour entrer dans la plupart des carrières

officielles : c'était l'Université, comme on voit, qui gardait les Thermopyles. De là des protestations ardentes, dont le journal *l'Univers* se fit l'organe, et qui eurent pour résultat direct de décapiter le parti catholique. En effet, M. de Montalembert avait accepté le projet de loi ; il l'avait appelé « le concordat de l'enseignement. » Pour la première fois il fut désavoué et combattu ouvertement par M. Veuillot, avec la supériorité inévitablement assurée à celui qui parle tous les jours sur celui qui ne parle qu'une fois par mois.

L'Univers avait un autre avantage : il défendait la thèse absolue contre la thèse pratique. Les idées absolues ont quelque chose de simple, qui frappe immédiatement toutes les intelligences. Les vérités relatives, au contraire, sont nécessairement complexes ; elles impliquent la comparaison et l'appréciation d'une certaine quantité de faits ; elles ne sont donc bien comprises que par un nombre d'esprits plus restreint, c'est-à-dire par les gens d'expérience, par ceux qui ont le sens pratique. Il sera ainsi toujours aisé de décrier aux yeux des hommes absolus un projet de loi, en taxant ce projet de trahison. Et vous ne désarmerez pas ces hommes en alléguant l'impossibilité d'obtenir mieux. Cette impossibilité, ils la nieront, et d'ailleurs, « mieux vaut pour nous, diront-ils, être battus sous nos drapeaux, que de triompher sous ceux de l'ennemi. » C'est ce que répondait *l'Univers* à M. de Montalembert en 1850, et c'est ce que les hommes absolus répondront toujours en pareille occurrence : toujours toute transaction leur sera odieuse, et toujours ils sauront la rendre suspecte. Heureusement, toutefois, dans la question débattue entre M. de Montalembert et M. Veuillot, il y avait un juge devant lequel ils s'inclinaient tous les deux. Une dépêche spéciale de la secrétairerie pontificale chargea le nonce apostolique de témoigner à M. de Montalembert la satisfaction du Saint-Père pour la part qu'il avait prise à la loi. *L'Univers* se tut ; mais il ne se rétracta point. Le coup était porté. M. de Montalembert se réconcilia un instant avec cette feuille ; mais il ne recouvra jamais dans sa plénitude le prestige qui l'avait entouré parmi les catholiques jusqu'à la présentation de la loi de 1850.

Pour moi, je l'avoue, je suis de ceux qui, au premier moment, ne furent point sans inquiétudes sur les suites immédiates de cette loi. Mais je puis me rendre ce témoignage que, dès le premier jour, il me parut désastreux (et je le dis tout haut, dès lors) de qualifier de suicide l'adhésion qu'y avaient donnée les chefs du parti catholique. On pouvait, certes, combattre leur point de vue ; on n'avait pas le droit de le flétrir « comme une secrète défaillance de la raison et du cœur¹. »

¹ *Univers*, 13 janvier 1850.

Je dois convenir, d'ailleurs, que mes inquiétudes d'alors n'ont point été justifiées par les faits. C'est la loi de 1850 qui a permis au P. Olivaint d'enseigner à Vaugirard, au P. Lacordaire d'enseigner à Sorèze, au P. Captier d'enseigner à Arcueil. Personne ne croira que ç'ait été là, comme l'avaient prédit les adversaires de la loi, « fortifier le monopole. »

Je n'insiste pas sur ces souvenirs douloureux, que l'historien ne pouvait passer entièrement sous silence, mais que le chrétien se reprocherait de raviver, surtout en ce moment où nous avons tant besoin de toutes nos forces. J'aime bien mieux faire quelques pas en arrière et rappeler, le moins longuement que je le pourrai et d'une seule vue aussi, ce qu'a été M. de Montalembert dans la question romaine.

On n'a pas oublié les appréhensions qu'il avait laissé percer à la tribune du Luxembourg, le 11 janvier 1848. Depuis, les événements s'étaient précipités. Le tremblement de terre du 24 février avait eu son contre-coup à Rome. Un homme de cœur, M. Rossi, devenu le premier ministre de Pie IX, ne désespérait pas encore, néanmoins, d'enrayer le char révolutionnaire ; mais il fut assassiné comme il se rendait à la première séance de la Chambre des députés romains. Le lendemain le Pape, assiégé dans son palais, était réduit à s'échapper de Rome. A cette nouvelle, le général Cavaignac, chef du gouvernement français, fit embarquer pour Civita-Vecchia 3,500 hommes. Des interpellations parlementaires lui ayant été adressées à cet égard le 18 novembre 1848, M. de Montalembert prit la parole. Il dit sans détour que la question n'était ni italienne, ni française, ni même européenne, mais catholique, et que c'était un immense honneur et un immense bonheur pour la République française d'avoir pu inaugurer en quelque sorte son action au dehors en appuyant, en sauvant, en consacrant l'indépendance de l'idée catholique. « Car, ajouta-t-il, veuillez bien comprendre ceci : la liberté religieuse des catholiques a pour condition *sine qua non* la liberté du pape, la liberté de celui qui est pour eux la religion vivante. » C'était la première fois que ces choses, si élémentaires et si évidentes qu'elles soient, étaient proclamées à la tribune.

L'année d'après, Pie IX se voyait remis en possession de ses États. Mais au moment où il allait rentrer dans Rome, une lettre de Louis-Napoléon Bonaparte à son officier d'ordonnance exposait, en des termes aussi cavaliers qu'il fût possible, les conditions que mettait le Prince au retour du Pape : *amnistie générale, sécularisation des emplois, promulgation à Rome du code Napoléon*. L'éclatante publicité donnée par le Prince à cette lettre était un appel de l'ordre le

plus vulgaire à une popularité du plus mauvais aloi. L'Assemblée législative fut saisie de la question, et c'est à cette occasion que M. Thiers, au nom de la commission des crédits relatifs à l'expédition de Rome, fit cette déclaration solennelle, qui n'est pas moins de circonstance aujourd'hui qu'alors : « Sans l'autorité du souverain pontife, l'unité catholique se dissoudrait. Oui, sans cette unité, le catholicisme périrait au milieu des sectes, *et le monde moral, déjà si fortement ébranlé, serait bouleversé de fond en comble.* Or l'unité catholique serait inacceptable si, au sein du territoire que les siècles ont assigné au pontife, un autre souverain, PRINCE OU PEUPLE, s'élevait pour lui dicter des lois. Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même. » En conséquence, M. Thiers écartait nettement les injonctions insolentes formulées par le prince président de la République dans sa lettre au colonel Ney.

A la séance du 19 octobre 1849, M. Victor Hugo, au contraire, avait magnifié cette lettre, aux acclamations enthousiastes de la gauche. M. de Montalembert lui succéda à la tribune :

« Le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu le châtimement qu'il méritait dans les applaudissements qui l'ont accueilli. (*Vives réclamations à gauche.*)

« Puisque le mot de châtimement vous blesse, messieurs, je le retire et j'y substitue celui de *récompense*. (*Rires et approbations à droite. — Murmures à gauche.*)

« L'avenir lui garde, à l'honorable préopinant, vous me permettez de lui dire cela, l'avenir lui garde un autre châtimement. Un jour, peut-être, il ira lui-même à Rome, dans cette ville incomparable, il ira chercher le repos, la paix, la dignité dans la retraite, tous ces biens qui ont été assurés à la ville éternelle, depuis tant de siècles, par ce même gouvernement clérical qu'il a insulté tout à l'heure à cette tribune. Il ira peut-être chercher un jour ces bienfaits. Il les trouvera et alors il bénira le ciel d'avoir inspiré aux nations chrétiennes la pensée de maintenir en Europe un asile, un seul, pour des biens si précieux, à l'abri de ces orages, de ces calomnies, de ces mécomptes, de ces violences de la vie politique, où son inexpérience semble aujourd'hui placer le bonheur suprême des peuples et des individus. Eh bien, là il se repentira d'avoir fait le discours qu'il vient de prononcer, et ce repentir sera son châtimement. Je ne lui en souhaite pas d'autre.

« Vous parlez d'amnistie et vous oubliez que Pie IX l'a déjà donnée. Quel a donc été le premier acte de son pontificat ? l'amnistie la plus complète, la plus universelle, la plus spontanée. Le lendemain du jour où il a ceint la tiare, il a donné cette amnistie, et il l'a donnée à qui ? à des hommes qui sont tous ou presque tous devenus parju-

res; à des hommes qui avaient tous solennellement juré de respecter son pouvoir tel qu'ils le trouvaient en rentrant dans ses États; à des hommes qui ont communié de ses mains en prêtant ce serment.

« Voilà ce que le Pape a fait, voilà la récompense qu'il a reçue, et vous osez lui reprocher encore de n'avoir pas donné l'amnistie, quand c'est là la récompense qu'il a reçue pour la première amnistie qu'il a donnée? (A droite : *Très-bien ! très-bien !*) »

« Messieurs, Bossuet a parlé de je ne sais quoi d'achevé que le malheur ajoute à la vertu. Pie IX a connu ce je ne sais quoi d'achevé : il a connu le malheur; mais il a connu en outre ce qu'il y a de plus poignant dans le malheur, l'ingratitude. Et cependant je ne l'en plains pas, je l'en honore, j'oserais presque dire je lui en porte envie. Ne fait pas des ingrats qui veut; pour faire des ingrats, il faut faire du bien à ses semblables, il faut avoir tenté de grandes choses pour l'humanité. Il n'est pas donné à tout le monde de faire des ingrats. Heureux donc ceux qui font des ingrats, mais malheur à ceux qui le sont, et malheur à ceux qui se font les organes et les orateurs de l'ingratitude ! (*Vive approbation à droite.*) »

L'orateur examinait ensuite si l'on pouvait demander à Pie IX autre chose que ce qui était contenu dans son *motu proprio* du 12 septembre 1849. Cet acte assurait quatre garanties principales : d'abord la réforme de la législation civile, ensuite la réforme des tribunaux, en troisième lieu des libertés provinciales et municipales plus grandes que celles que nous avons en France, en quatrième lieu la sécularisation de l'administration. M. de Montalembert niait qu'on pût demander davantage, et cette partie de son discours mérite une attention toute particulière :

« Je voudrais, disait-il, bien établir d'abord pourquoi et en quoi certaines libertés sont incompatibles avec la souveraineté temporelle du pape. Ce n'est pas la liberté en soi qui est incompatible avec cette souveraineté. Elle a existé partout pendant le moyen âge. Alors des libertés très-considérables, locales, individuelles et générales ont coexisté dans les États-Romains avec la souveraineté temporelle des papes, comme elles coexistaient dans d'autres pays avec la souveraineté des rois. Mais qu'est-il arrivé dans ces derniers temps? C'est que la démocratie moderne a établi une synonymie à peu près complète entre la liberté et la souveraineté du peuple. Certes, cette synonymie n'est pas au fond des choses, car il y a une très-grande liberté en Angleterre, où il n'y a pas de souveraineté du peuple; il y a eu une grande liberté politique en France sous la Restauration, alors que le principe de la souveraineté du peuple n'était pas proclamé. C'est le principe de la souveraineté du peuple, comme le général Cavaignac l'a parfaitement établi à cette tribune, qui est

absolument incompatible avec la souveraineté temporelle du pape ; et c'est parce que l'on confond toujours la liberté avec la souveraineté du peuple, que l'on est amené à dire et à prouver que certaines libertés, généralement réclamées, sont incompatibles avec la souveraineté du pape. (*Approbation à droite.*)

« Est-ce que le Pape n'a pas donné à son pays, comme je le disais tout à l'heure, toutes les libertés qu'on réclame et plus encore ? Il a donné la liberté de la presse ; il a donné la garde civique. Il a donné les deux Chambres, le statut constitutionnel. Eh bien, quel en a été le résultat pour lui ? La presse l'a renversé moralement avant qu'il fût renversé de fait. La garde civique l'a assiégé dans son palais du Quirinal. Et les deux Chambres sont restées muettes et impassibles quand son ministre a été assassiné ; et c'est le chef du parti constitutionnel de ce temps-là, Mamiani, qui s'est constitué le successeur du ministre assassiné et le geôlier du Saint-Père.

« Voilà l'expérience qu'a faite le Pape du gouvernement constitutionnel. (*Rumeurs à gauche. — Approbations à droite.*) »

L'orateur poursuivait en ces termes :

« Oui, Pie IX, le symbole le plus auguste de l'autorité sur la terre, avait cru pouvoir demander à la liberté un rayon de plus pour sa tiare. Eh bien, que s'est-il passé ? vous avez arrêté tout cela, vous avez tout bouleversé, tout détruit : vous avez arrêté, détourné ce courant admirable qui nous inspirait, à nous, vieux libéraux, tant de confiance et d'admiration. Ce courant s'est perdu. Vous avez détrôné quelques rois, c'est vrai, mais vous avez détrôné bien plus sûrement la liberté ! (*Applaudissements à droite.*) Les rois sont remontés sur leurs trônes, la liberté n'est pas remontée sur le sien. Savez-vous quel est, devant le monde, le plus grand de tous vos crimes ? Ce n'est pas seulement le sang innocent que vous avez versé, quoiqu'il crie vengeance au ciel contre vous ; ce n'est pas seulement d'avoir semé à pleines mains la ruine dans l'Europe entière : non ! c'est d'avoir désenchanté le monde de la liberté. (*Acclamations à droite. — Très-bien ! très-bien ! très-bien !*) C'est d'avoir en quelque sorte désorienté le monde ! c'est d'avoir compromis, ou ébranlé, ou anéanti dans tous les cœurs honnêtes cette noble croyance ! c'est d'avoir refoulé vers sa source le torrent des destinées humaines ! (*Applaudissements prolongés sur les bancs de la majorité.*) »

Comme c'était vrai ! comme c'est toujours vrai !

Je prolonge les citations et je ne crois pas que personne me le reproche. On ne saurait trop redire ces choses, et qui saurait les mieux dire ? D'ailleurs, M. de Montalembert avait dès lors au fond même de la situation ; il mettait à nu ce qui ne pouvait manquer d'arriver le jour où le pouvoir temporel du pape aurait été détruit.

« Croyez-vous, disait-il, que les hommes qui ont été conduits à porter la main sur le Saint-Siège, sur les souverains pontifes eux-mêmes, soient entrés dans leurs luttes avec le Saint-Siège avec cette pensée? Croyez-vous qu'ils se sont dit tout d'abord : « Je ferai le « Pape prisonnier, ou je lui forcerai la main par tous les moyens que « peut fournir la violence ou la contrainte? » Je suis convaincu qu'il n'en est rien. Mais ils y ont été conduits, comme vous y seriez conduits vous-mêmes si vous entriez dans cette voie, par le dépit, par l'impatience, par la menace maladroitement faite, qui manque son effet, et à laquelle un détestable amour-propre force de rester fidèle. Voilà comme on aboutit à la violence! (*Sensation.*) On dit : « Mais, après tout, nous ne luttons avec le Saint-Siège que sur un objet purement temporel ; il ne s'agit pas du tout de l'autorité spirituelle, de la vérité dogmatique. » Mais Napoléon, lui aussi, quand il luttait avec Pie VII, était-ce pour un objet spirituel, dogmatique? Pas le moins du monde. C'était bel et bien pour un objet purement temporel, pour une question de ports que Pie VII ne voulait pas fermer aux Anglais, tout comme Pie IX a été détrôné pour n'avoir pas voulu déclarer la guerre à l'Autriche. Cela n'a pas empêché l'Europe et le monde de voir en Pie VII le martyr des droits de l'Église. »

C'est ainsi en effet qu'il en est toujours arrivé ; c'est ainsi qu'il en arrivera toujours. Et toujours à la confusion de la force, lors même qu'elle éviterait la violence ouverte. Cela est bon à rappeler en ce moment, en présence de la destruction des ordres religieux à Rome poursuivie par le gouvernement piémontais, et de la persécution commencée en Allemagne par M. de Bismark.

« Qu'est-il résulté, après tout, continuait M. de Montalembert, de cette lutte entre Napoléon et Pie VII? Un grand affaiblissement et une grande déconsidération pour le grand empereur, et, en fin de compte, une grande défaite. Car — et ceci est ce qui doit frapper tous les esprits, même les plus prévenus — ce n'est pas seulement le discrédit et la déconsidération qui tôt ou tard s'attachent à ceux qui luttent contre le Saint-Siège, mais c'est encore la défaite! Oui, c'est l'insuccès qui est certain ; certain, notez-le bien !

« Et pourquoi l'insuccès est-il certain? Ah! remarquez bien ceci : parce qu'il y a entre le Saint-Siège et vous, ou tout autre qui voudrait combattre contre lui, il y a inégalité de forces. Et sachez que cette inégalité n'est pas pour vous, elle est contre vous. Vous avez cinq cent mille hommes, des flottes, du canon, toutes les ressources que peut fournir la force matérielle, c'est vrai, et le pape n'a rien de tout cela ; mais il a ce que vous n'avez pas, il a une force morale, un empire sur les consciences et sur les âmes, auquel vous ne pouvez

avoir aucune prétention, et cet empire est immortel. (*Dénégations à gauche. — Viva approbation à droite.*)

« Vous le niez? vous niez la force morale, vous niez la foi, vous niez l'empire de l'autorité pontificale sur les âmes, cet empire qui a eu raison des plus fiers empereurs. Eh bien, soit; mais il y a une chose que vous ne pouvez pas nier, c'est la faiblesse du Saint-Siège. Or sachez-le, c'est cette faiblesse qui fait sa force insurmontable contre vous. Oui vraiment, car il n'y a pas dans l'histoire du monde un plus grand spectacle, et un plus consolant, que les embarras de la force aux prises avec la faiblesse. (*Nouvelles et nombreuses marques d'adhésion à droite.*)

« Permettez-moi une comparaison familière. Quand un homme est condamné à lutter contre une femme, si cette femme n'est pas la dernière des créatures, elle peut le braver impunément. Elle lui dit : Frappez, mais vous vous déshonorerez, et vous ne vaincrez pas. (*Très-bien! très-bien!*) Eh bien, l'Église n'est pas une femme; elle est bien plus qu'une femme, c'est une mère. (*Très-bien! très-bien!*) Une triple salve d'applaudissements accueille cette phrase de l'orateur.)

« C'est une mère, c'est la mère de l'Europe, c'est la mère de la société moderne, c'est la mère de l'humanité moderne. On a beau être un fils dénaturé, un fils révolté, un fils ingrat, on reste toujours fils, et il vient un moment, dans toute lutte contre l'Église, où cette lutte parricide devient insupportable au genre humain, et où celui qui l'a engagée tombe accablé, anéanti, soit par la défaite, soit par la réprobation unanime de l'humanité. (*Nouveaux applaudissements.*) »

Je ne sache pas que dans l'histoire de l'éloquence parlementaire il existe un cri mieux inspiré, un cri plus pénétrant que celui-ci : « L'Église est bien plus qu'une femme, c'est une mère! » Et quelle puissance ajoute à ce cri l'admirable commentaire que lui donne l'histoire, ayant M. de Montalembert pour organe!

J'appelle enfin l'attention sur les dernières paroles de l'orateur :

« Je sens qu'il faut finir, et je voudrais cependant répondre encore un mot à M. Victor Hugo, qui a prétendu que les idées étaient tout aussi invincibles et durables que les dogmes. C'est bien là la prétention du monde moderne, de créer des idées et de leur donner l'éternité et l'omnipotence des dogmes. Eh bien, je suis bien aise de vous le dire en passant, c'est une prétention chimérique. (*Rumeurs à gauche.*) Oui, chimérique. Aucune idée ne peut avoir cette résistance contre le canon et contre la force que lui prêtait M. Victor Hugo, et cela par trois raisons : la première, c'est que les idées sont variables et que les dogmes sont immuables. (*Très-bien! très-bien!*)

La seconde, c'est que les idées sont fabriquées par vous et par moi... on connaît les officines où elles se fabriquent... (*Rire général et marques prolongées d'approbation à droite.*) Les dogmes, au contraire, ont une origine mystérieuse et surnaturelle. (*Très-bien ! très-bien ! à droite.*)

« Et, en dernier lieu, les idées ne règnent que pour un temps. Et sur quoi ? sur l'imagination, tout au plus sur la pensée, sur la raison, sur la passion. Les dogmes règnent sur la conscience. Voilà la différence. (*Applaudissements prolongés à droite.*) »

« Du reste, quand M. Victor Hugo m'aura trouvé une idée qui dure depuis dix-huit siècles et qui a cent millions de fidèles, alors je consentirai à reconnaître à cette idée-là les droits que je réclame pour l'Église. (*Rires approbatifs à droite.*) »

Ce langage fut salué d'applaudissements tels, qu'on ne se souvenait pas, dit le *Journal des Débats* (20 octobre 1849), d'en avoir entendu de pareils dans aucune de nos assemblées délibérantes. Mais il était réservé à l'orateur une récompense d'un ordre infiniment supérieur : Pie IX lui écrivit pour le féliciter de son discours du 19 octobre, comme d'un acte « qui vivrait à jamais dans la mémoire des gens de bien ¹. » Le Saint-Père, à cette occasion, pouvait certes répéter à bon droit le mot caractéristique qu'il avait prononcé sur M. de Montalembert : *E un vero campione* ² !

Les conjonctures devaient changer, mais le grand orateur catholique ne pouvait devenir infidèle à la noble cause de la sainte faiblesse de l'Église. En 1856, les plénipotentiaires des grandes puissances de l'Europe étaient réunis pour régler ce qu'on est convenu d'appeler la question d'Orient. Le Saint-Siège n'avait point été convié à ce congrès. Quel ne fut pas l'étonnement public, lorsqu'on lut au *Moniteur* le procès-verbal officiel de la séance du 8 avril, où le ministre des affaires étrangères de France avait en quelque sorte dénoncé à l'Europe la situation anormale du pape, « qui, disait le représentant de la France, pour se maintenir, avait besoin d'être soutenu par des troupes étrangères ? » Le même procès-verbal enregistrait ensuite un véritable réquisitoire prononcé en congrès par lord Palmerston contre le gouvernement romain. M. de Cavour s'était empressé de prendre acte de ce réquisitoire, dont il sentait mieux qu'un autre toute la portée. Et cette même année il disait à M. Wil-

¹ *Quod perenni utique bonorum omnium memoria vigebit.*

² Cette parole fut dite par Pie IX à M. l'abbé Dupanloup en octobre 1846. Le Pape avait ajouté : « Dans tout ce qu'il écrit, il y a du courage, de l'éloquence, du nerf. Je voudrais lui envoyer quelque chose ; mais je n'ai rien d'assez beau sous la main : je lui écrirai, cela vaudra mieux. » (Extrait d'une lettre du 5 novembre 1846.)

liam de la Rive : « *Dans trois ans nous aurons la guerre, LA BONNE.* » La publicité donnée par le gouvernement français au protocole diplomatique du 8 avril en était un premier symptôme, dont la gravité ne pouvait échapper à M. de Montalembert. Le 18 mars, le congrès avait déclaré avec la plus grande solennité, et sous la sanction la plus redoutable, qu'aucune puissance n'a le droit de s'immiscer, ni individuellement, ni collectivement avec d'autres, dans les rapports d'un souverain avec ses sujets. Et cela au profit de qui? de la Turquie! Le 8 avril, on inscrivait dans les actes publics du congrès la violation manifeste de ce principe. Et au détriment de qui? de la souveraineté la plus ancienne et la plus légitime du monde chrétien. On mettait publiquement ainsi le pape sur la sellette, sans l'avoir même daigné mettre en demeure de se faire défendre par un envoyé au sein du congrès. M. de Montalembert ressentit vivement cette indignité diplomatique, et, bien que les lois du temps ne lui permissent pas de dire toute sa pensée, il protesta dans *le Correspondant* avec une énergie digne de lui. Jamais on n'a plus éloquemment flétri cette fausse hauteur de langage de lord Palmerston, si fier, si romain, si fort devant les faibles, mais si retenu, et au besoin si souple devant les forts. Jamais on n'a mieux stigmatisé le scandale des encouragements donnés par la politique anglaise aux révolutionnaires, « toujours partout les mêmes, toujours aussi incapables, toujours aussi aveugles, acculant toujours les nations entre ce qui est indigne et ce qui est impossible¹. »

Trois ans plus tard, une armée française entrait à Milan, et, dans une proclamation qui restera célèbre, Napoléon III appela tous les Italiens à « profiter de la fortune qui s'offrait à eux. » Quatre jours après, Bologne s'insurgeait, et quand un seul mot, dit au nom de la France, eût suffi pour tout arrêter, les Romagnols votaient leur annexion au Piémont et se mettaient sous les ordres de Garibaldi. M. de Montalembert ne se fit point illusion; il reprit vaillamment la plume. « Ce n'est pas, écrivait-il, l'étendue du territoire donné ou laissé au pape qu'il s'agit de mesurer; c'est la base même de son principat temporel que l'on ruine; c'est le droit général et permanent à l'insurrection qu'il s'agit de sanctionner contre lui. Puisque 1859 fait triompher à Bologne le prétendu droit que 1849 a détruit à Rome par nos armes, pourquoi Rome ne reprendrait-elle pas ce droit triomphant et réhabilité? Voilà le vrai, le seul terrain de la discussion. »

L'écrivain rappelait la surprise de Paris par l'émeute le 24 février 1848; il rappelait l'adhésion qui l'avait couronnée; puis le 2 décem-

¹ Pie IX et lord Palmerston. — *Correspondant*, juin 1856.

bre et le plébiscite qui l'avait suivi, et il demandait ce qu'il faut penser de ces soi-disant manifestations nationales provoquées par des gouvernements provisoires, et sanctionnées par des appels au suffrage universel ; il montrait que le but réel de Mazzini, de Garibaldi et des révolutionnaires de France, c'était la destruction totale de la souveraineté du pape, *d'abord parce que c'est le pape*. Et, frappé de la complicité individuelle de Napoléon III avec eux, il s'écriait douloureusement :

« Il se peut bien qu'il périsse, ce vieil et saint édifice qui a résisté depuis onze siècles à tant d'orages ; il se peut que le principat sacré aille rejoindre, dans une raine commune, tout l'ancien droit de l'Europe, si opiniâtrément attaqué et si misérablement défendu. Cela est possible ; tout est possible ici-bas. Nul d'entre nous ne lie indissolublement l'existence de la papauté à celle du pouvoir temporel. Quoi qu'il arrive, nous savons que la papauté survivra, et avec elle notre foi et notre filial amour. La Providence, s'il le faut, saura bien trouver d'autres voies pour que l'indéfectible mission de Pierre s'accomplisse.

Tata viam invenient.

« Mais aussi, si l'on détruit cette condition si ancienne, si utile et si légitime de la suprême autorité spirituelle ; si les souverains et les révolutionnaires se mettent d'accord, les uns pour l'ébranler et les autres pour la renverser, nous aurons toujours le droit de dire, jusque dans la postérité la plus reculée, qu'ils ont mal fait. Ce sera à la fois une faute et un crime, une ineptie et une injustice. Ce sera un mauvais but atteint par de mauvais moyens. Ce sera la plus éclatante violation, dans un siècle qui en a tant vu, du droit des gens, du droit public des nations civilisées. Ce sera la victoire de l'astuce et de la violence sur l'honneur, sur la faiblesse native, sur la bonne foi bafouée. Il est de mode, parmi nos grands publicistes, si complaisants pour les forts et si dédaigneux pour les faibles, il est de mode de se moquer des larmes et des foudres du pape. Ah ! nous le savons, les larmes du pape ne touchent que ses enfants dociles, et ses foudres n'effrayent que ceux qu'elles ne menacent pas. Elles n'en sont pas moins les larmes de l'innocence et les foudres de la justice. On ne nous fermera la bouche ni longtemps ni toujours. Mille voix, dans l'Église et dans l'histoire, répéteront le *non licet* de l'Évangile. Entendez bien : *Non licet*. Ce n'est rien, et c'est tout. CELA N'EMPÊCHE RIEN DANS LE PRÉSENT : CELA DÉTERMINE TOUT DANS L'AVENIR, au jugement de Dieu comme au jugement des hommes. Cela n'a pas empêché Hérode de faire ce qui lui a semblé bon ; mais, après tout, qui voudrait avoir été Hérode ? Cela n'a pas empêché Pilate de lais-

ser triompher les passions d'un peuple aveuglé et coupable, sauf à s'en laver les mains. Mais qui donc voudrait être le Pilate de la papauté? »

Le *Correspondant* reçut un avertissement pour avoir publié ces pages. L'article, réimprimé sous forme de brochure, fut saisi et déferé à la justice; mais le gouvernement recula devant une discussion publique de sa politique en Italie, et la poursuite fut abandonnée.

Voilà ce qu'a été M. de Montalembert dans la question romaine; voilà ce qu'il a fait pour la liberté de l'Église, personnifiée dans celle du souverain pontife. Sous ce rapport, certes, comme le concédait naïvement un de ses détracteurs, *il était en règle*. Et il ne s'est jamais reposé dans la lutte : j'en atteste ses admirables *Lettres à M. de Cavour* et les paroles si émues et si émouvantes qu'il a consacrées à la mémoire de Lamoricière. Mais je n'écris point en ce moment sa vie; j'écris un article de revue, et je dois savoir me borner.

J'ai hâte de compléter rapidement ce que j'ai à dire ici de l'homme politique.

On a vu en quels termes et sous quelles réserves M. de Montalembert avait accepté la République. Depuis, certes, le 15 mai et les journées de juin 1848 l'avaient alarmé à bon droit, et l'attitude gênée du général Cavaignac vis-à-vis des Montagnards n'était pas de nature à lui ôter ses craintes. Le général était la personnification de ce qui s'intitule aujourd'hui *la République conservatrice*, c'est-à-dire de ce que M. de Falloux qualifiait alors « un système douteux, qui ne promet pas *clairement* ce que la France désire, et qui pourrait *involontairement* la livrer à ce qu'elle redoute. » M. de Montalembert, qu'on a tant dénoncé plus tard comme l'homme des concessions et des compromis, était par nature, au contraire, l'homme des situations tranchées. Les origines révolutionnaires de Cavaignac et ses inévitables faiblesses envers la gauche révoltaient l'auteur du discours sur le *Sonderbund*. Ce dernier avait cessé de prendre au sérieux la République conservatrice, il ne croyait plus du tout à sa durée. Quand Louis-Napoléon fut élu représentant du peuple, au mépris de la loi qui bannissait les Bonaparte, M. de Montalembert vota pour que l'élection fût validée, ne ressentant à cet endroit ni surprise, ni colère, ni frayeur. Il concevait, dès lors, que la France préférât à MM. Flocon et Caussidière le neveu de l'Empereur. Cette première impression alla croissant. Cavaignac tenait à l'impôt progressif; il refusait de retirer le projet de loi élaboré par M. Carnot pour imposer à la France l'instruction obligatoire : M. de Montalembert ne doutait pas qu'une telle politique ne conduisit à la Ré-

publique rouge ; et d'ailleurs il suffisait, disait-il, que le régime Cavaignac durât deux ans seulement, pour assurer matériellement et moralement la ruine définitive du pays. Je n'entends pas m'approprier cette appréciation ; je ne juge pas, je raconte. C'est pourquoi, dès qu'elle se produisit, la candidature de Louis-Napoléon fut agréée de M. de Montalembert. Celui-ci voyait là une protestation contre le joug d'un passé dont la domination serait mortelle à la France. Il fut le premier homme public de quelque valeur qui ait accepté cette candidature ; mais il ne tarda pas à voir les personnages politiques les plus considérables s'y rallier après lui, et cela dans l'ordre suivant : M. Barrot, M. Thiers, M. Molé, M. Berryer. — M. de Falloux vota pour Cavaignac.

On sait quel fut le résultat du scrutin du 10 décembre. Dès le soir de ce jour on aurait pu dire avec vérité ce que dit M. Thiers vingt-cinq mois plus tard, après la destitution du général Changarnier : *l'Empire est fait.*

Tout le monde sentait que l'Assemblée sortie du scrutin du 25 avril de cette même année était absolument incompatible avec le président que le suffrage universel venait de donner à la République. Une motion fut faite pour que l'Assemblée mît elle-même un terme à cet antagonisme, en se retirant volontairement pour faire place à une autre législature. M. de Montalembert prit la parole, et il contribua plus qu'aucun autre au succès de la proposition. A dater de ce jour, sa situation politique fut changée. Jusque-là il était un orateur éloquent, mais isolé. Ce discours lui fit prendre rang d'emblée parmi les chefs de la nouvelle majorité, et l'autorité qu'il venait d'acquérir fut marquée par un service de premier ordre rendu à la France : il obtint que l'inamovibilité des juges, menacée en fait par un projet de loi du gouvernement Cavaignac, reçût une consécration pratique immédiate par le rejet de ce projet, qui investissait le pouvoir exécutif de la faculté de renouveler tout le personnel des tribunaux. C'est assurément là un des plus heureux triomphes de la parole publique de M. de Montalembert. La magistrature en a gardé le souvenir.

Après la dissolution de l'Assemblée constituante, M. de Montalembert fut l'un des quinze membres du comité d'exécution chargé de s'occuper, dans l'intérêt du parti conservateur, des élections générales de 1849. Réélu à l'Assemblée législative par le Doubs et les Côtes-du-Nord, il opta pour le premier de ces départements, et c'est devant cette nouvelle législature qu'il prononça son beau discours de tout à l'heure sur les conditions du retour de Pie IX à Rome, ainsi que ses derniers discours pour l'émancipation de l'enseignement.

Mais bientôt une question formidable domina toutes les autres :

qu'advierait-il de la France à l'expiration du mandat de l'Assemblée législative et de celui du Président de la République? Leurs pouvoirs, en effet, cessaient à la fois au mois de mai 1852. Beaucoup d'esprits, et M. de Montalembert était du nombre, ne voyaient de salut que dans la prolongation par le peuple des pouvoirs du Président de la République, et par conséquent dans la révision de la Constitution, car la Constitution déclarait le Président irréligible. D'autres se préoccupaient moins des dangers du mal que des dangers du remède; ils appréhendaient par-dessus tout que la réélection de Louis-Napoléon ne frayât le chemin à l'intronisation d'une troisième dynastie, et, dans cette appréhension, ils s'opposaient de toutes leurs forces à la révision. Au milieu de ces tiraillements intestins, le parti de l'ordre se décomposait à vue d'œil, et le régime parlementaire perdait de plus en plus toute action sur les masses. Les masses, en effet, ne connaissent que le pouvoir exécutif; même quand il est exercé sous forme collective, elles le personnifient, quoi qu'on fasse : pour elles, le Comité de salut public, par exemple, s'appelait Robespierre, et le Directoire, Barras.

En 1851, les masses ne voyaient que Louis-Napoléon, comme elles ne voient aujourd'hui que M. Thiers. M. de Montalembert avait conscience de cette pente où glisse fatalement la multitude : il sentait venir la dictature napoléonienne, il la croyait inévitable, et il pensait devoir soutenir le Prince président pendant que la lutte était engagée contre lui, non-seulement pour avoir le droit de le conseiller efficacement plus tard, mais surtout parce qu'il croyait servir par là le double intérêt de l'ordre social et de la France. C'était une illusion, mais cette illusion fut la sienne. Le Prince, en apparence, était doux, calme, sérieux, digne, et surtout modeste; nul ne savait mieux écouter; nul ne semblait aussi accessible à de bons conseils. Il était peu brillant; mais précisément ce manque d'éclat rassurait; on n'estimait pas que cet homme si terne fût de force à pouvoir se passer du concours de tous les chefs du Parlement, on s'obstinait à croire qu'il ne tenait qu'à eux de gouverner avec lui.

C'est sous l'empire de cette illusion que M. de Montalembert fit son discours du 10 février 1851, en faveur de la dotation du Président. Il déplorait qu'une portion considérable de l'ancienne majorité se fût éloignée du chef du gouvernement; il eût voulu arrêter ce mouvement avant que la séparation ne fût devenue irréparable, et il s'en expliqua en ces termes :

« Je viens entreprendre la défense du gouvernement sans enthousiasme aucun, sans confiance illimitée en qui que ce soit. Je ne parle pas du passé, *je ne réponds nullement de l'avenir*; je ne réponds nullement des fautes que pourront arracher à ce gouvernement ou

l'acharnement de ses adversaires ou les conseils funestes de ses auxiliaires éventuels. Je ne suis donc *ni le garant*, ni l'amî, *ni le conseiller*, ni l'avocat du Président, je suis simplement son *témoin*, et je viens lui rendre ce témoignage, devant la justice du pays, qu'il n'a démérité en rien de cette grande cause de l'ordre que nous avons tous voulu servir, et dont quelques défenseurs semblent vouloir aujourd'hui l'abandonner ou le blâmer... Il y a bien des points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec le Président de la République : *Il pourra me faire regretter un jour d'avoir cru en lui* ; il pourra me faire rétracter le témoignage que je lui rends. Mais comme je ne lui dois rien, comme je ne lui demande rien, comme il ne peut rien pour moi, il y a une chose dont je suis sûr, c'est que jamais, par aucune faveur, par aucune complaisance, il ne pourra gâter le plaisir que j'éprouve et l'honneur que je me fais en venant lui rendre ici ce public témoignage. »

Il me semble que l'orateur avait fait ici des réserves suffisantes et qu'il n'y a rien qui ne soit parfaitement avouable dans ce langage. Il ne l'avait tenu qu'après avoir sondé sa conscience devant Dieu et reconnu que le parti auquel il s'arrêtait était celui qui lui offrait le moins d'avantages personnels ; mais, disait-il, mon rôle a toujours été de servir la vérité, et la vérité impopulaire. Ce discours le brouillait avec M. Thiers, avec M. Molé, avec tous les chefs de la majorité, sans le rendre agréable à Louis-Napoléon. Il ne pouvait s'empêcher d'être effrayé de son isolement politique ultérieur ; néanmoins, en présence d'un grand danger du pays, il croyait avoir accompli un devoir.

Fidèle à cette ligne de conduite, il ne fit ni la guerre ni la cour. Il signa et soutint l'infructueuse proposition du duc de Broglie pour la révision de la Constitution, proposition dont le succès eût conjuré la crise. Mais il combattit énergiquement, en dépit de l'Élysée, l'abrogation de la loi du 31 mai 1850, qui avait restreint le suffrage universel. Il est vrai qu'en même temps il repoussait les motions parlementaires qui accentuaient de plus en plus les défiances de l'Assemblée contre son antagoniste. Le 2 décembre, après le coup d'État, il n'en rédigea pas moins, et il signa avec soixante-trois députés de la réunion dite des *Pyramides*, la déclaration qui suit :

« Dans l'impossibilité de se réunir au palais de l'Assemblée, les soussignés, représentants du Peuple, déclarent protester contre la dissolution de l'Assemblée nationale et sa dispersion par la violence¹.

¹ « M. de Montalembert vint au bureau de *l'Univers* le matin du 2 décembre, mais non pas avec angoisse ni pour conseiller la résistance : au contraire ! Ce fut dans le cabinet du rédacteur en chef, alors absent de Paris, sur son bureau, avec

Cependant le Prince président, sentant bien la force morale que lui donnerait l'adhésion présumée d'un certain nombre de notabilités politiques et militaires, avait publié dans le *Moniteur* la nomination d'une commission dite *consultative*, composée de cent neuf membres, au nombre desquels figurait M. de Montalembert. Celui-ci s'empessa de décliner cette nomination, alléguant qu'il ne pouvait l'accepter au moment où un si grand nombre de ses collègues de l'Assemblée législative se trouvaient privés de leur liberté. Dès le lendemain, n'ayant plus rien à redouter des captifs, Louis-Napoléon les fit élargir. Sur ces entrefaites, un grand nombre de personnes considérables agirent avec la plus grande force sur M. de Montalembert pour qu'il ne se séparât point du Prince. Ces personnes lui disaient que ce qui était fait était fait, que la France n'avait d'autre alternative en ce moment que la dictature des rouges ou celle du Président *assisté et inspiré par les honnêtes gens*; que ceux-ci pourraient tout ultérieurement pour le bien s'ils savaient se déclarer à temps pour le Prince, et qu'ainsi il ne tenait qu'à lui, Montalembert, de devenir tout-puissant pour l'affranchissement de l'Église, pour l'abrogation des servitudes organiques, pour la pleine émancipation de l'enseignement, pour l'observation du dimanche, pour une meilleure législation du mariage. Parmi ceux que M. de Montalembert consulta, cinq seulement, M. Dupanloup, le P. Lacordaire, le P. de Ravignan, M. Villemain, et celui qui signe cet article, lui conseillèrent de s'abstenir; tous les autres furent d'avis qu'il se ralliât au fait accompli. Il alla donc à l'Élysée; il pressentit les dispositions du Prince, non pas au point de vue de la protection, mais à celui de la liberté de l'Église. On ne prit pas d'engagement, mais on encouragea toutes ses espérances. C'est alors seulement que M. de

sa plume, qu'il écrivit à plusieurs catholiques des départements pour les prier d'adhérer au coup d'État. » Les personnes qui ont dit cela à M. Veuillot font évidemment erreur sur le jour. A qui persuadera-t-on que, le 2 décembre au matin, M. de Montalembert ait pu faire deux actes aussi contradictoires : d'une part, une protestation officielle contre le coup d'État (celle qu'on vient de lire), et d'autre part, une exhortation d'adhérer à cette mesure? Les lettres en question peuvent avoir été écrites, mais pas ce jour-là. Or le fait de la protestation est certain; il a été rendu public par M. de Montalembert en 1860 (*Discours*, tome III, page 589).

M. de Montalembert m'écrivait le 4 décembre 1851 : « Je n'ai ni su, ni conseillé, ni approuvé ce qui s'est fait. » Il me demandait en même temps s'il devait accepter une place dans la commission consultative, et me disait qu'en *refusant* provisoirement le 5, il avait obtenu la mise en liberté immédiate de tous ses collègues de la droite, incarcérés pour avoir proclamé la déchéance du Président. Il n'avait donc pas écrit le 2 décembre dans le sens qu'on a rapporté à M. Veuillot.

Je fais les noms des survivants. Parmi les morts je nommerai, à la décharge de M. de Montalembert, le cardinal archevêque de Reims, Mgr Gousset, l'évêque d'Arras, Mgr Parisiis, le chancelier Pasquier, Donoso Cortés, madame Swetchine.

Montalembert publia sa lettre du 12 décembre où il exhortait les catholiques à voter pour Louis-Napoléon.

Cette lettre renouvelait les réserves que contenait son discours du 10 février sur la dotation présidentielle :

« Je ne prétends pas plus *garantir l'avenir* que juger le passé... Voter pour Louis-Napoléon, ce n'est pas *approuver* tout ce qu'il a fait, c'est choisir entre lui et la ruine totale de la France. Ce n'est pas sanctionner d'avance les erreurs et les fautes que pourra commettre un gouvernement faillible comme toutes les puissances d'ici-bas... Remarquez bien que je ne prêche ni la confiance absolue ni le dévouement illimité; je ne me donne sans réserve à personne. Je ne professe aucune idolâtrie, pas plus celle de la force des armes que de la raison du peuple. Seulement je suis pour la société contre le socialisme, pour la liberté *possible* du bien contre la liberté *certaine* du mal, pour le catholicisme contre la Révolution. »

Je l'ai dit bien avant la chute de l'Empire¹, on ne peut nier la gravité d'un tel acte; il ne faut point outrer pourtant cette gravité. Le 12 décembre 1851, M. de Montalembert eut le tort de croire le parti socialiste plus fort qu'il n'était resté en France *après sa défaite dans les rues de Paris*; il craignit trop que l'abstention des catholiques ne permît aux rouges de prendre, au scrutin du 20 décembre, une revanche qui eût été effroyable, et il agit en conséquence. Il se trompait sans contredit sur le danger, à *cette date*; il se trompait également (et plus encore) sur le mérite du remède : Louis-Napoléon, certes, était bien moins anti-socialiste que notre ami ne le croyait alors. M. de Montalembert eut donc vingt jours d'illusion, qu'il a expiés, on le sait, par dix-huit années de disgrâce et par trois procès politiques. Mais enfin, s'il a accepté une dictature temporaire (ce qui n'est nullement incompatible avec la liberté comme état normal), il n'a pas renié, comme d'autres, le régime parlementaire, il ne l'a point insulté, il s'est abstenu de toute théorie entachée d'*absolutisme*. En un mot, il a fait une faute, il n'a pas commis d'*apostasie*.

Du reste, comme je viens de le rappeler, sa méprise fut courte. Du jour où le résultat du scrutin fut connu, le Prince ne l'écouta plus que d'un air distrait. M. de Montalembert se tint pour averti et il resta chez lui. Il y était retenu dès le commencement de janvier par les premières atteintes du mal cruel auquel il devait succomber dix-huit ans plus tard, lorsqu'il apprit qu'il allait être fait sénateur : il fit savoir sur-le-champ qu'il n'accepterait pas. Le lendemain, M. Fould, informé de ce refus, vint combattre de son mieux sa réso-

¹ Dans la *Vie du P. Lacordaire*.

lution, mais en vain. M. de Persigny⁴, muni d'une lettre de son maître, tenta une dernière démarche ; elle fut infructueuse. M. de Montalembert avait acquis la certitude qu'on désirait avoir son nom comme une sorte de décoration pour le Sénat impérial, mais pourvu qu'il fût bien avéré d'ailleurs que le prince ne voulait nullement de ses conseils. Dans ces conditions, assurément, le fils des croisés n'était pas homme à accepter les appointements de sénateur. Tout lien donc avait cessé le 19 janvier entre l'Élysée et lui ; mais la rupture n'était point encore publique. Survinrent les décrets sur les biens de la maison d'Orléans. Le jour même (23 janvier 1852), M. de Montalembert donna sa démission du titre de membre de la commission consultative. « Bien que cette commission, dit-il dans sa lettre, n'ait été consultée sur aucun des actes du pouvoir exécutif, pour le public il n'en existe pas moins, de la part de ses membres, avec la politique du gouvernement, une sorte de solidarité qu'il m'est impossible d'accepter désormais. »

A partir de ce moment, M. de Montalembert n'eut plus d'autre pensée que de sauvegarder son honneur et l'unité de sa vie en ne laissant passer aucune occasion de marquer son indépendance et de confesser hautement sa foi politique. Quelques jours après la démission qu'on vient de lire, le 5 février 1852, il était reçu à l'Académie française. L'affluence était énorme : depuis la réception de M. Royer-Collard (13 novembre 1827), on n'avait pas vu un tel auditoire, ni une telle sympathie. Écrit avant le coup d'État, sous l'empire d'un grand désenchantement parlementaire, le discours du récipiendaire, sans qu'il y eût changé un seul mot, était devenu un acte d'opposition au gouvernement dictatorial. Les applaudissements publics soulignèrent ces paroles : « Mounier, Lally, Malouet voulaient tout ce que voulait la France *et tout ce qu'il lui fallait* : un gouvernement tempéré, une royauté puissante, un patriciat indépendant et accessible à tous les genres de mérite, une assemblée contenue et temporaire ; en un mot, les bases essentielles de ce gouvernement que nous reçûmes en 1814, qui nous a donné trente-quatre ans d'une liberté, d'une prospérité, d'une sécurité sans pareilles dans notre histoire, et que la France n'a su apprécier qu'après les avoir perdues. »

Et cet autre passage :

« Vous excuserez, je l'espère, la hardiesse habituelle à un homme qui ne s'est jamais servi de la parole pour briguer le pou-

⁴ Dans le remarquable ouvrage qu'elle a consacré à la mémoire de M. de Montalembert, M^{me} Oliphant attribue cette démarche à M. de Morny ; c'est une erreur de nom des plus excusables.

voir ou la popularité, et qui place la réaction morale et sociale, dont il est le serviteur passionné, à une hauteur infinie au-dessus de toutes les questions de gouvernement, de constitution ou de dynastie... Que nous soyons vainqueurs ou vaincus, c'est le secret de Dieu. Ce qui importe, c'est de ne pas avoir préparé soi-même la catastrophe où l'on succombe, et de ne pas devenir le complice ou l'instrument de l'ennemi victorieux. On demandait ironiquement à M. de la Fayette ce qu'il avait pu faire pour le triomphe de ses doctrines libérales sous l'Empire. Il répondit : *Je me suis tenu debout.* »

Cette parole mémorable devint la devise de M. de Montalembert. C'est pour en faire l'application, au vu et su de la France, qu'il consentit à entrer au Corps législatif.

Quelqu'un s'étonnait, devant lui, qu'il acceptât le mandat des électeurs du Doubs, après avoir refusé un siège au sénat. « Oh ! répondit-il, il se peut bien que les membres du Corps législatif ne soient que des comparses ; mais les sénateurs, c'est bien différent, ce sont des compères ! »

Il ne tint pas à lui, du reste, que les législateurs, ses collègues, ne prissent au sérieux leurs fonctions. Membre de la commission du budget, il demanda et obtint de très-grandes économies, qui, malheureusement, ne furent point adoptées par le Conseil d'État. Le 22 juin 1852, sans se laisser intimider par la présence du Prince-dictateur, qui assistait à la séance, dans la tribune du Gouvernement, il eut un succès aussi éclatant qu'imprévu en déclarant que tout contrôle sérieux était rendu impossible par la prépondérance que donnait au Conseil d'État la Constitution nouvelle. Ses collègues votèrent l'impression de son discours. Le 26 juin, plus courageux encore, il protesta contre la confiscation des biens de la maison d'Orléans. Il prit acte de ce que le budget des recettes ne contenait aucun produit provenant de l'exécution des décrets du 22 janvier, et de ce qu'ainsi le gouvernement n'en avait pas demandé au Corps législatif la sanction, ni directe, ni indirecte. Il ajouta que la France avait été unanime à réprover cette mesure, et qu'il profitait « de cette première occasion pour élever, dans le triple intérêt de la propriété, de la justice et d'une auguste infortune, ses solennelles réserves contre une faute qui avait été *sans excuse, sans prétexte, sans provocation aucune*, et qu'on s'attachait chaque jour davantage à rendre irréparable. » C'est en sortant de cette séance qu'il écrivait à un ami : *Liberavi animam meam !*

L'année d'après, le budget soumis au Corps législatif pour 1854 comprit, dans ses prévisions de recettes, une somme de 1 million

800,000 francs, à provenir de la vente des domaines de Neuilly et de Monceaux. M. de Montalembert demanda que cette somme fût retranchée des recettes. Son amendement ayant été repoussé, il s'exprima ainsi :

« Comme je ne veux pas qu'on m'applique le proverbe : *Qui ne dit mot consent*, et qu'on prenne mon silence pour une approbation, je dirai, le plus simplement et le plus brièvement possible, que je ne vote pas le budget et pourquoi je ne le vote pas.

« Je repousse le budget de 1854, parce qu'il sanctionne implicitement et le sénatus-consulte du 25 décembre 1852, qui nous dépouille de tout contrôle sérieux sur les finances du pays, et les décrets du 22 janvier, qui dépouillent la maison d'Orléans de son légitime patrimoine. En un mot, je vote contre ce budget pour deux motifs : parce que la lumière en est sortie et parce que la confiscation y est entrée.

« La lumière en est sortie par le sénatus-consulte du 25 décembre, dont vous ne voulez pas que je parle...

« Mais, à côté de la question de dignité, il y a une question de conscience et de probité : dans une assemblée d'honnêtes gens et de Français, les scrupules qu'elle inspire ne sauraient demeurer sans écho... Sachez-le bien, aucune dictature, aucun plébiscite ne peut conférer le droit de faire des lois contre le droit, contre la propriété, contre la conscience.

« Vous ne voulez point, n'est-ce pas ? cacher à la Chambre ce qu'elle va faire. Or le voici. On vous propose d'adopter, d'approuver ce que les républicains et les socialistes, vainqueurs en 1848, n'ont pas même osé entreprendre. On vous demande de faire ce que le Conseil d'État lui-même n'a fait qu'à une voix de majorité : le Conseil d'État amovible, et à qui l'on a fait sentir, en cette circonstance, le poids de son amovibilité. On vous demande de vous associer à la responsabilité d'un acte qui a porté, au principe de la propriété, de la propriété privée, entendez-le bien ! la plus grave atteinte qu'elle ait reçue au dix-neuvième siècle. On vous demande de consacrer, par vos votes, le rétablissement de la confiscation dans sa forme la plus odieuse, de la confiscation exercée, non pas à titre de pénalité et par arrêt de justice, mais par un simple acte de dictature se substituant aux lois et aux juges pour décider des questions de propriété entre le tien et le mien...

« Messieurs, voter un budget qui contient des sommes provenant d'une telle source, c'est, selon moi, accepter la responsabilité, la solidarité de cette spoliation. Pour moi, je ne l'accepte pas. Je la ré-

pudie devant Dieu, devant le pays, devant l'avenir. C'est pourquoi je vote contre le budget. »

Il faut lire en entier cette protestation dans *le Correspondant* du 25 novembre 1871. Comme parole et comme acte, cela est admirable.

C'est dans la même pensée d'indépendance que, malgré tous ses amis, excepté un seul, M. de Montalembert publia, au commencement de novembre 1852, sa brochure : « *Des Intérêts catholiques au dix-neuvième siècle.* » Cet écrit peut être résumé en peu de mots. Où en était l'Église en 1800? Où en 1852? Qui pouvait nier, en comparant ces dates, l'essor qu'avait pris la prédication en France, l'élan de la polémique religieuse, l'extinction du gallicisme, la résurrection des ordres monastiques, la réaction liturgique, la renaissance de l'art chrétien, la sève intérieure dont la société de Saint-Vincent-de-Paul était l'irrécusable témoignage? Qui pouvait oublier l'émancipation des catholiques dans la Grande-Bretagne, le rétablissement de la hiérarchie canonique en Angleterre et en Hollande, le réveil du zèle catholique en Allemagne à la suite de l'emprisonnement de l'archevêque de Cologne? Tout cela, certes, était l'œuvre de Dieu. Mais par quel moyen avait-il plu à Dieu d'opérer ces miracles? Humainement, tout cela s'était accompli à la faveur de la liberté politique¹. Pouvait-on raisonnablement espérer mieux du pouvoir absolu d'un seul? « Avouons de bonne foi, a dit Bossuet, qu'il n'y a point de tentation *égale* à celle de la puissance, ni rien de plus difficile que de se refuser quelque chose, QUAND LES HOMMES VOUS ACCORDENT TOUT. » M. de Montalembert en concluait, qu'en présence de la dictature inaugurée au 2 décembre, les catholiques devaient, eux aussi, se tenir debout. Il ne leur demandait point de taquiner le nouveau pouvoir, mais seulement de ne point le flatter. Il ne leur recommandait pas alors, comme on le lui a im-

¹ Faut-il répondre à cette objection banale qu'en Italie, en Espagne, en Autriche, en Prusse, l'existence d'une tribune parlementaire n'a point empêché l'oppression de l'Église? Rien de moins contestable, assurément. Mais, du moins, grâce à ce qu'il reste en ces pays de liberté, en Italie, en Espagne, en Autriche, en Prusse, l'Église opprimée peut élever la voix et tremper ainsi les âmes dans une résistance indomptable. Croit-on que Henri VIII aurait eu si bon marché de la foi catholique en Angleterre, et Gustave Vasa en Suède, si l'Angleterre de Henri et la Suède de Gustave avaient eu les institutions et les mœurs politiques de la Grande-Bretagne actuelle? Oui, une majorité parlementaire peut être aussi tyrannique évidemment qu'un roi absolu; mais bâillonner aussi persévéramment, aussi efficacement la vérité? Jamais! jamais! Elle peut persécuter la foi, elle ne peut l'extirper d'une contrée au degré où le catholicisme a été extirpé jadis en Russie par le schisme grec, en Afrique par l'islamisme.

puté, une couleur de mécontentement et d'opposition : suivant lui, *il suffisait de se taire et de rester spectateur impartial de la marche des événements*. Était-ce trop exiger? « Je n'ai pas l'espoir, écrivait M. de Montalembert, de lutter contre le torrent avec quelque succès. Mais je ne veux pas qu'on dise, dans l'avenir, quand chaque acte, chaque parole sera relevés par des juges impitoyables, que la grande palinodie à laquelle j'assiste a eu lieu sans soulever aucune protestation. On saura qu'il y a eu un vieux soldat du catholicisme et de la liberté qui, en 1848, a combattu de toutes ses forces la prétendue identité du christianisme et de la démocratie, et qui, en 1852, a protesté contre le sacrifice de la liberté à la force sous prétexte de religion. On me dit que je serai seul. J'espère mieux de mon pays. D'ailleurs, j'ai été seul longtemps déjà sous d'autres régimes : dussé-je l'être toujours, je m'y résignerais bien plus volontiers qu'à être le complice silencieux de l'abaissement de mon parti et de mon drapeau. »

Et, si M. de Montalembert protestait avec cette énergie, c'était bien moins, certes, pour son honneur personnel que dans l'intérêt de l'Église. Il se souvenait, et il le rappelait au clergé, qu'après la révolution de 1830, trois ans s'étaient passés avant que l'habit ecclésiastique pût se montrer impunément dans les rues de Paris, pourquoi? Par cela seul que les évêques et les prêtres avaient été sympathiques à la Restauration.

Il se souvenait et il rappelait qu'au contraire, en 1848, les conférences du Père Lacordaire, à Notre-Dame, ne furent pas un seul jour interrompues, pourquoi? Parce que le clergé n'avait pas donné un seul gage à Louis-Philippe. Or M. de Montalembert ne croyait point à l'éternité du trône impérial, et il s'efforçait d'arrêter le clergé sur la pente qui précipitait la nation aux pieds de Louis Bonaparte. « Je ne perdrai pas mon temps, écrivait-il plus tard, à discuter avec ceux qui croient à la durée indéfinie du régime actuel, avec ceux qui ne comprennent pas que l'interrègne qu'ont subi nos libertés *a préparé une révolution*, AUPRÈS DE LAQUELLE LES CRISES DE 1830 ET DE 1848 PARAÎTONT DES JEUX D'ENFANTS. Mille symptômes, plus clairs que le jour, démontrent que cette révolution future aura pour mot d'ordre une explosion d'irréligion, qui formera le contraste le plus frappant avec les allures de la République de 1848, aux premiers jours de son existence. La suppression de la vie politique a produit, dans certaines couches de la société française, un développement de sensualisme, de matérialisme et même d'athéisme, dont le dix-huitième siècle lui-même n'a point offert l'exemple. Croire que cet état des esprits ne réagira pas de la façon la plus effroyable sur l'ordre social, et, par conséquent, sur l'ordre religieux, c'est se

mettre en dehors du sens commun et de la logique naturelle des choses. »

Qu'en disent ceux qui ont vu Paris au mois de mai 1871?

Qu'ajouterais-je? Certes, à ne considérer que lui, M. de Montalembert est mort à temps. Il n'a point eu la douleur de voir de ses yeux les catastrophes qui ont précédé l'accomplissement de sa prédiction, heureux, comme on l'a dit d'un ancien, non-seulement par l'illustration de sa vie, mais par l'opportunité de sa mort. Dieu lui a épargné de voir la folle déclaration de guerre de 1870, les hontes de Sedan et de Metz, le désastre de notre campagne de l'Est, la France démembrée, les horreurs de la guerre étrangère mille fois dépassées par les fureurs de la guerre civile, Paris brûlé de gaieté de cœur par des Français, son archevêque et ses prêtres tués à coups de fusil, comme des bêtes fauves.

Oui, redisons-le, à ne considérer que lui, M. de Montalembert est mort à temps : mais, hélas ! combien il nous manque ! Qui nous rendra les fiers accents de ce grand cœur, l'ascendant de son caractère et de ses services, l'intrépidité chevaleresque et toute-puissante de son âme et de sa parole ? Hélas ! nous ne reverrons plus Achille, et nul n'a hérité de ses armes. Oh ! pourquoi, pourquoi nous a-t-il été retiré si jeune encore, et que ne lui a-t-il été donné de longs jours ! Il marcherait encore à notre tête, il serait sur la brèche, toujours vaincu, toujours sans peur. Achille, tu ressaisirais ton glaive, et nous, nous jouirions de tes triomphes :

Tuque tuis armis, nos te poliremur, Achille !

FOISSET.

THERMIDOR

DEUXIÈME SÉRIE

MARIE-THÉRÈSE ET DAME ROSE

DEUXIÈME PARTIE

LES CI-DEVANT

III¹

LA CENTENAIRE CAPELUCHE.

La maison de la vieille femme, — et toutes deux, femme et maison, doivent jouer un rôle dans cette seconde partie du drame, aussi demanderai-je quelque attention au lecteur, — cette maison est aussi froide, aussi austère à l'intérieur qu'à l'extérieur.

La porte de la rue s'ouvre sur un petit corridor, guère plus large que la porte, et assez obscur. Pourtant, à droite et à gauche, on peut distinguer les portes de deux chambres, chambres à coucher donnant sur la rue, et éclairées par ces fenêtres grillées que nous avons indiquées. Seulement, la chambre de droite est beaucoup plus grande ; à gauche, sur un espace aussi étendu, on a établi non-seulement une chambre à coucher, mais la cuisine.

Cette plus petite des deux pièces appartient à Geneviève, la nièce de Manon ; la plus grande, à cette dernière, qui n'en use jamais, et qui, depuis plus de trente ans, n'a pas manqué un jour de coucher sur un matelas au pied du lit de sa maîtresse et parente.

¹ Voir le *Correspondant* des 25 septembre, 10 et 25 octobre 1872.

Au bout du corridor, une porte s'ouvrait sur une grande pièce, dallée de carreaux rouges fort usés, et éclairée par deux grandes fenêtres donnant sur la cour et montrant au-dessus de la muraille du parc le haut des grands arbres. Cette grande pièce, meublée de chaises en paille à dos de bois peint en rouge, d'une grande table ronde en bois blanc, posée, au milieu de la salle, sur deux X gigantesques, était la pièce d'honneur, le salon, la salle à manger et la chambre à coucher. C'était une salle à la vieille mode, et selon le type cher aux petits bourgeois de campagne sous l'ancien régime. Une haute cheminée tenait le milieu du mur de l'appartement. Elle était peu profonde et peu large; mais ses deux montants, en bois travaillé et blanchi, avaient près de six pieds, et soutenaient un très-étroit dessus, aussi en bois, à peine assez large pour y poser un chandelier, et si haut, disions-nous, qu'un homme fort grand pouvait à peine y atteindre. Un portrait assez enfumé s'étalait au-dessus de cette plaque. En y regardant bien, on y pouvait distinguer le cordon bleu; c'était, en effet, un portrait capable de faire raser de fond en comble la maison, et, dans un bon moment patriotique, capable de faire incendier les maisons de la rue: c'était une copie du portrait que Louis XV, enfant, avait donné à M. de Bezons, archevêque de Rouen, comme à tous les autres membres du conseil de régence.

À droite et à gauche de la cheminée étaient posés dans un petit enfoncement deux dressoirs en sapin, c'est-à-dire tout uniment une demi-douzaine de planches grisâtres espacées, au-dessus d'une petite armoire de même couleur. Une grande horloge de plus de six pieds était appuyée sur une autre face de la muraille, entre les deux fenêtres donnant sur la cour; elle montrait sa face de cuivre émaillé, et faisait entendre son tic-tac sonore dans sa longue boîte d'acajou. C'était le seul meuble un peu élégant de toute la maison, ou du moins de la partie qu'on en pouvait voir.

On avait pris dans cette pièce une immense alcôve, qui, fermée par devant par des rideaux d'indienne violette, représentant grossièrement la bataille de Fontenoy, tenait presque toute la longueur de la pièce entre la muraille donnant sur la cour et le mur formant la cage de l'escalier. Cet escalier, très-grossier, en bois à peine taillé, était ainsi encadré entre cette muraille de l'alcôve et celle de la chambre de Manon. Nous y reviendrons, du reste, car nous ne voulons pas dissimuler que les vieilles gens de Meudon n'avaient pas calomnié la maison, en l'accusant d'être mystérieuse, et cet escalier dissimulait l'entrée de la plus admirable cachette qu'il y eût dans toute la grande banlieue de Paris.

Il était d'ailleurs peu élevé, et menait à trois chambres en mar-

sarde sur la rue, en plein mur sur la cour, et qui n'avaient pas été occupées jusqu'à ces derniers temps.

La grande salle, pour froide et grave qu'elle fût naturellement, était, au moment où nous y entrons, au commencement de l'après-midi du 7 thermidor, toute claire, riante et chaude, sous les rayons de ce soleil brûlant qui entraît par la fenêtre, escorté de cent parfums d'herbes et de feuilles, et d'un concert de chants d'oiseaux.

Sous ce rayon de soleil, une vieille femme semblait se réchauffer avec quelque peine. Elle se tenait roide dans un grand fauteuil à siège de paille, à montants de hêtre rougi; ses pieds se cachaient frileusement, malgré l'étouffante chaleur, dans un sac de laine; ses bras tout menus grelottaient dans leurs mitaines de gros drap noir; et ses doigts, complètement desséchés, cherchaient instinctivement la place où le soleil dardait ses plus brûlantes flèches.

Elle était presque immobile, tellement embéguinée dans ses coiffes, et entourée d'une sorte de manteau, qu'on pouvait à peine distinguer son habillement. Pourtant ces coiffes rappelaient bien celles dont aimait à se couvrir madame de Maintenon; et son corsage à longue taille, à petite collerette, laissant le col libre, sa robe à double jupe, à manches courtes, et se terminant au coude par une petite guipure de même sorte que la collerette, rappelaient complètement les modes du dix-septième siècle.

La figure était tellement émaciée, la peau jaune tellement collée sur les os, qu'elle n'avait même plus de rides; les sourcils, les cils même avaient disparu; tout en elle était anguleux, desséché et impassible. Ainsi dans ce rayon de soleil qui caressait ses joues sans pouvoir les réchauffer, et qui dessinait vivement ce profil sec, elle rappelait les portraits qu'on moule sur la face des morts. La prunelle était immobile aussi, mais bien ouverte, et l'on pouvait croire que c'était la pensée, la réflexion plus que la fatigue de l'âge qui rendait ces yeux immobiles.

Que pouvaient être ces pensées et ces réflexions? Qui pouvait encore agiter l'âme divine, retenue si longtemps dans ce corps, où elle logeait comme dans un cadavre. Cette âme avait perdu dans ce long chemin d'une vie ultrahumaine presque toutes les nuances de ses idées, de ses impressions, de ses affections; les instruments de sa volonté, de ses instincts, de son intelligence même, s'étaient lassés de la servir. Mais, au milieu de ce froid qui la gagnait, qui la rendait indifférente à presque tout ce qui l'entourait, deux livres usés, presque illisibles, tant ils avaient été lus, et qu'elle lisait encore aisément, tant elle les savait par cœur, représentèrent pour la centenaire tout ce qui la rattachait encore à l'existence.

Ces deux livres, c'étaient, l'un un récit du couronnement de Louis XV, le *fil*s de cette vieille femme, fils d'autant plus cher qu'il était devenu plus puissant, plus éloigné d'elle, et cependant toujours près de son cœur, toujours, pour ainsi dire, près de ce sein qui l'avait nourri, toujours près d'elle, enfin, pour l'honneur et le respect qu'il lui valait dans le pays. Et quand cet odieux prince était mort, il n'avait été bien pleuré que par le premier et le dernier objet de ses tendresses : par le dernier jouet de ses passions, la Du Barry; et par le premier être qui l'avait aimé, par cette vieille femme, qui, à l'âge où l'on ne pleure plus, avait encore trouvé un flot de larmes pour la mort de ce vieux prince méprisé, dans lequel elle voyait toujours l'enfant charmant et tant caressé.

Cette vieille femme, cette nourrice du roi Louis XV était en outre la dernière descendante de Denizot Saint-Yon, l'énergique boucher, qui, avec ses deux compagnons, Caboché et Le Goix, avait, au commencement du quinzième siècle, maîtrisé et gouverné Paris, fait courber et reculer la royauté, et qui, avec son peuple de varlets de la Grande-Boucherie, avait organisé une Terreur presque aussi farouche, presque aussi ignoble que la Terreur de l'an II.

Le second livre que lisait la centenaire Capeluche, c'était le volume des *Mémoires de France et de Bourgogne*, de dom Dessales, qui contient la *Chronique du bourgeois de Paris*, où sont si complaisamment narrés les hauts faits des maîtres bouchers de la Grande-Boucherie, dès 1411.

Aussi, cette vieille femme, élevée au milieu de souvenirs et de légendes vagues, mais essentiellement hostiles à la royauté, disait-elle naïvement, quand il lui plaisait de parler, des choses qui étonnaient et ravissaient les jacobins qui la venaient visiter; comme cette nourrice du dernier homme qui eût été vraiment le roi, — car Louis XVI, tant pleuré des émigrés, ne fut jamais traité par eux sans quelque nuance de dédain, — était pour les royalistes un être presque vénérable.

Ces deux livres et un vieux chapelet qu'elle prenait aussitôt que sa main grêle les quittait, et qui servait comme d'une chaîne destinée à unir des pensées si diverses, semblaient constituer toute l'existence de la centenaire. On la pouvait croire indifférente à tout le reste. Elle s'en reposait du tout sur la bonne et énergique Manon, sa parente éloignée. Toutefois, il était facile de deviner que, quoique l'on ne pût percer la cuirasse d'insouciance dont les glaces de l'âge avaient entouré son esprit et son cœur, elle voyait tout, et se rendait compte de tout.

Geneviève, nièce de Manon, à la mode de Bretagne, et que celle-ci avait prise depuis deux ans pour la sauver, — trop tard, hélas!

— d'un ignoble milieu où elle vivait, Geneviève était la seule qui traitât la vieille femme, sa maîtresse, avec une légèreté railleuse et dédaigneuse. Celle-ci n'avait jamais paru s'en apercevoir, malgré son extrême fierté naturelle, et quoiqu'il eût suffi d'un mot à l'énergique Manon, pour que la fillette fût pétrie de coups. Peut-être ne croyait-elle pas digne d'elle de paraître blessée de cette impertinence. Par tout autre elle était bien respectée comme la maîtresse de la maison.

Manon n'avait pas une confiance absolue en sa jeune parente. Elle l'avait retirée de cette auberge des *Deux-Vignerons* dont Pourvoyeur avait parlé, et où la citoyenne Lagosse versait à boire à tout venant, en attendant que son devoir de membre de la Société des Femmes républicaines l'appelât, jour à autre, à Paris, au Tribunal révolutionnaire et au pied de la guillotine, où elle avait, avec ses compagnes, mission d'injurier les victimes. Manon cachait le plus de choses qu'elle pouvait ; mais la maison était pleine de trop de mystères, et la fillette, avec sa figure d'Agnès, était trop fine pour l'honnête Manon.

Dès la fin de la matinée de ce septidi, celle-ci, qui voulait se déguiser quelque peu pour aller jusqu'à l'une des barrières de Paris, où elle avait rendez-vous avec Vulmer de Lozembrune, avait envoyé Geneviève faire une nouvelle tentative à la *queue* de la viande, où le matin on avait refusé la portion attribuée à chaque personne par le Conseil général de la commune de Meudon.

Le soleil régnait seul, au milieu du silence, dans la salle. Parfois un bruit léger, sorti de derrière l'escalier, ou un petit craquement du plancher à l'étage supérieur, venait se mêler au chant des oiseaux et au bourdonnement des insectes qu'envoyait le bois voisin. Marie-Barbe Capeluche restait immobile, encadrée dans ce rayon de soleil où nous l'avons montrée au début de ce chapitre. Un petit frémissement de métal et de buis indique seul que le chapelet court entre ses doigts sous sa guimpe.

Geneviève vient de rentrer. Elle annonce qu'il n'y aura pas de viande aujourd'hui pour les ci-devant. La municipalité a envoyé, selon l'usage, demander de la nourriture à la Commission des subsistances de la Convention. On a répondu que les aristocrates étaient trop gras. La fillette, après avoir fait la grimace à sa vieille maîtresse, sortit en disant qu'elle allait à la queue du pain ; et comme Manon était occupée en haut, où Geneviève avait ordre de ne jamais mettre les pieds, la jeune servante partit en criant bien haut contre l'ennui de servir des ci-devants où on était condamné à mourir de faim jusqu'à ce qu'on fût guillotiné.

La vieille dame paraissait ne rien voir ou entendre. Manon descendit bientôt après. Elle échangea quelques paroles et quelques signes

avec la vieille dame, qui répondit par un unique et grave hochement de tête. La fidèle servante alla jeter un dernier coup d'œil partout, et notamment dans la cuisine.

— Il n'y a encore rien pour le dîner, ma cousine, dit-elle. Au lieu de manger à l'heure ordinaire de midi, nous dînerons quand il plaira à Dieu... Ah ! ce n'est pas pour nous, madame, continua-t-elle en répondant à un geste de la vieille femme, nous sommes vieux et nous avons l'habitude de souffrir. Ce n'est pas non plus pour madame la supérieure ni pour son amie, cette vieille bavarde de madame de Racontal. Nous risquons notre cou, à leur donner depuis plus d'un an l'hospitalité : elles sont nourries sur les petites parts que la commune nous accorde à nous, à mademoiselle Marie-Thérèse, à moi et à Geneviève ; et quand nous avons tant fait, si le dîner est en retard d'une demi-journée, comme il arrive souvent, il faut qu'elles prennent patience comme nous, n'est-ce pas, madame ?

La vieille femme applaudit d'un signe presque imperceptible.

— D'ailleurs, madame la supérieure est en train de faire un fourreau de mousseline blanche pour mademoiselle, qu'elle aime comme sa fille. Pauvre demoiselle, à qui ces monstres ont guillotiné son père et sa mère !... Ce n'est même pas pour monseigneur, ajouta-t-elle d'un ton plus bas. C'est un saint homme, il doit savoir jeûner. Mais quelles noces, madame ! jamais on n'en aura vu d'aussi maigres ! J'aurais voulu avoir quelque chose pour le repas. Voilà que nous n'aurons pas de viande. Notre-Seigneur sait si nous aurons du pain ! Mademoiselle rapportera peut-être de son travail des champs (où elle doit être avec tous les autres nobles, puisqu'elle n'est pas revenue encore) une ou deux salades, et moi je verrai ce que je trouverai en route.

Elle regarda encore autour d'elle.

— Je n'oublie rien ?... Il ne vous manque rien, ma cousine ?... Je n'aime pas à vous laisser seule dans un tel temps. Je crois toujours qu'à mon retour je trouverai la maison vide. Pourtant ces pauvres jeunes gens, qui s'aiment tant, et depuis dix ans, qui ne se sont pas vus depuis des mois, et qui doivent se marier aujourd'hui !... Allons, j'ai gros cœur de vous laisser, cousine, mais il faut partir. Vous savez que d'après les signes que nous avons fait mettre sur le mur du couvent des Carmes, je dois le rencontrer à deux heures à la barrière d'Enfer, ou à trois à la barrière de Vaugirard. Faut avoir pitié des jeunes gens et des braves amoureux ! Je tâcherai d'être là dans deux heures. Je me dis aussi que peut-être je ne le retrouverai pas vivant. Les honnêtes gens ne sont pas heureux en ce moment. Et lui qui est si vaillant, si dévoué à la religion et au roi !

Elle entoura sa vieille maîtresse d'un regard attentif et tendre, et

après avoir fini son bavardage (et le bavardage était à la fois son seul défaut et son seul bonheur) elle s'éloigna. Elle revint encore et s'approcha tout près de la vieille dame. Elle murmura, en dessinant pour ainsi dire les mots avec ses lèvres, et sans qu'aucun son sortit (langage muet que la centenaire comprenait fort bien, mais qui était aussi à peu près compris par Geneviève).

— Monseigneur n'aura besoin de rien jusqu'à mon retour? Il est toujours là, n'est-ce pas?

Elle montra l'escalier. La maîtresse répondit par un signe négatif d'abord, puis affirmatif.

— Bien. Je vais tout fermer exactement. J'ai bien confiance en Geneviève, et pourtant j'aime mieux me défier. Elle a eu de si mauvais exemples, et elle a du mauvais sang en même temps que du bon. Aussi nous avons fait entrer là monseigneur pendant qu'elle était partie pour la première queue de la viande. Je le *désemprisonnerai* quand je reviendrai. Il ne s'ennuiera pas, il arrange une chape pour la messe de mariage.

Elle regarda de nouveau attentivement autour d'elle, se pencha dans la cour et alla jusqu'à la porte de la salle; puis, voyant que nul profane n'était dans le voisinage, elle revint vers l'escalier.

Elle pressa, au bas de cet escalier, sur le bout inférieur d'une traverse de bois qui descendait du haut en se collant au montant sur lequel les planchettes formant les marches étaient appuyées. Cette traverse, à peine large de dix centimètres, empêchait les planches formant marches d'escalier d'être soulevées. Elles étaient donc mobiles et pouvaient s'enlever, quand la traverse ne pesait plus sur les rainures. Le bas de l'escalier devenait alors une espèce de porte.

Manon pressa, disons-nous, sur la traverse; on entendit comme le bruit d'un pêne qui entre dans une serrure, et à moins qu'on ne parvint à découvrir le ressort à l'aide duquel s'ouvrait ce pêne, les individus cachés derrière cet escalier étaient à l'abri de toute recherche.

La vaillante Manon sortit enfin, en continuant à l'extérieur ce monologue qui faisait habituellement partie importante de son existence.

Quelque temps se passa encore. La vieille dame avait pris l'un de ses livres et elle souriait à ces images, qui représentaient son *fils* dans la splendeur de son sacre, quand un bruit assez fort vint la distraire. Il lui semblait qu'un corps dur venait de tomber avec bruit sur les carreaux dans la salle. Elle regarda plus attentivement avec les larges bésicles qu'elle avait chaussées pour lire. Elle vit en effet

une pierre assez grosse qui, non loin d'elle, gisait entourée d'un gros morceau de papier.

Elle continua de regarder et de lire, posa son livre, puis reprit son chapelet. La pierre et le papier, quoiqu'ils fussent à portée de son bâton, ne semblaient l'occuper aucunement, et gisaient toujours sur le sol.

Geneviève rentra. Elle avait deux portions de pain, deux demi-livres. On avait bien voulu lui donner sa part et celle de Manon; quant à la part de la centenaire suspectée d'aristocratie, elle suivrait le même sort que celui de la ci-devant citoyenne Lugnières : ces deux aristocrates seraient servies, selon l'usage, les dernières, et quand tout le bourg aurait reçu sa pitance.

— Tiens, dit Geneviève en regardant le papier roulé autour du caillou, qu'est-ce que cela ?

Elle ramassa l'objet. La vieille dame lui fit signe de l'apporter.

— Attendez, madame. Il y a quelque chose d'écrit. Je vais le lire, si vous voulez.

Marie-Barbe renouvela son signe. Geneviève n'en tint pas compte, et elle commença à défaire la ficelle qui attachait le papier à la pierre. La vieille femme se leva d'un mouvement brusque. Elle était grande, ses yeux brillaient d'un rayon de colère encore puissante, et cette face de cadavre, éclairée par ces yeux flamboyants, avait quelque chose de si imposant et de si effrayant même, que la drôlesse, après avoir d'abord reculé, obéit à un signe que la centenaire lui fit avec sa canne ; elle apporta le papier plié encore.

Marie-Barbe la congédia d'un autre geste et se rassit. Geneviève sortit en grommelant plus fort que jamais, pour aller à la queue de la chandelle et de l'huile. C'était évidemment plutôt par fierté que par curiosité que la vieille femme avait exigé ce papier, car elle le laissa quelque temps plié sur la table. Enfin elle l'ouvrit. Il ne lui échappa point un geste et nul trait de sa face rigide ne bougea. Le billet était pourtant fait pour pousser à la réflexion et à l'inquiétude :

« Citoyenne, écrivait-on, je vous demande pardon de vous nommer citoyenne, qui est un vilain nom qu'on donne aux femmes républicaines ; mais ça me paraît impossible de dire à quelqu'un madame, tant on en a perdu l'habitude. J'écris en gros, à cause de votre âge, et ne me jugez pas un sans-culottes à cause de ma vilaine écriture. Je pourrais écrire mieux, quoique je ne le sache pas bien, non plus que l'orthographe. Mais ce n'est pas ma faute. Je vous jette cette lettre avec une pierre, ça n'est pas pour vous faire du mal ; et si je vous en fais, ça vaut mieux encore que de ne pas vous écrire et de

vous tuer, quoique encore la vie ne vaut pas grand'chose en temps de république. Je suis le fils du citoyen Pourvoyeur l'aîné, mais j'ai horreur de ses idées et de sa conduite. J'aime les gens qu'il persécute. Les aristocrates me semblent de braves gens, et beaux, et propres, et d'esprit. Je voudrais en être un, et je le deviendrai à force de voir les méchancetés des démocrates et d'étudier de mon mieux. Vous voyez que vous pouvez avoir confiance en moi.

« C'est donc pour vous dire que votre servante Geneviève est une petite coquine que Pourvoyeur l'aîné a corrompue, et qui vous trahit. Défiez-vous d'elle ce soir. C'est tout ce que je puis vous dire. Et pour vous montrer que je suis franc, je vous dirai qu'elle vient de dire que le vieillard est un ci-devant prêtre, venu pour marier. C'est tout ce que je puis vous en dire.

« Et encore la citoyenne Marie-Thérèse a été enlevée. Je sais par qui; mais je ne peux pas la délivrer avant ce soir. Mais je la délivrerai, je le jure, et elle se mariera. Vous voyez que je suis franc. Ayez donc confiance en moi, et ne me prenez pas pour un sans-culottes. Je vous en prie à genoux, comme un enfant; et dites à vos amis qu'ils m'aiment un peu. Ce sont d'honnêtes gens. J'ai envie d'être aimé par les honnêtes gens.

« Je suis, avec honneur pour vous, vénérable citoyenne Capeluche,

« PAUL POURVOYEUR.

« P. S. Ce n'est pas ma faute. »

An moment où elle achevait cette lecture, la porte de la rue s'ouvrit, poussée par quelqu'un de l'intimité; car cette porte avait un petit secret, et la personne qui arrivait était entrée sans frapper.

IV

MADemoiselle DE BRION.

C'était Adèle de Brion qui, hardie, courageuse et... blanchisseuse, était un peu moins esclave, un peu moins surveillée que ses frères en noblesse et en martyre. Elle n'avait pas pris un de ces déguisements sous lesquels tant d'honnêtes gens furent obligés de se cacher; elle vivait réellement du travail de ses bras, bien pauvrement, et n'avait aucune autre ressource. Elle pouvait donc marcher, et se promener sans être absolument suspecte : il fallait bien qu'elle cherchât de l'ouvrage.

Elle approcha vivement de la vieille dame et, s'agenouillant auprès d'elle, elle lui prit la main, qu'elle baisa avec une tendresse filiale. Son âme vaillante éprouvait une pitié profonde, respectueuse et attendrie pour cette extrême faiblesse d'un si grand âge. A côté de la centenaire, sa fierté disparaissait tout à fait, et son cœur très-aimant, sans cesse armé en guerre pour repousser les insultes, pour veiller sur les dangers qui pouvaient menacer sa sœur et elle, ce cœur se détendait auprès de cette créature qui semblait être déjà dans la tombe et dans le sein de Dieu.

Mademoiselle de Brion resta un instant penchée sur la main de la vieille femme. Celle-ci se sentit bientôt couverte des larmes de la jeune fille. Ce cœur ferme et aimant, sous le poids d'un nouveau coup plus inattendu, sinon plus douloureux que ceux de chaque jour, cédait un instant et laissait s'épancher le trop-plein de larmes depuis si longtemps conservé.

Elle releva le front sous une débile pression des mains de la centenaire, et, fixant sur elle ses beaux yeux bruns et ses paupières humides, elle lui dit avec un sanglot :

— Marie-Thérèse, ma pauvre et chère Marie-Thérèse, a été enlevée !

Marie-Barbe fit signe qu'elle le savait.

— Mais que va-t-elle devenir ? où est-elle ? qui l'a enlevée ? Ils sont dix dans le village, tous plus vils, plus répugnants, plus sales les uns que les autres, qui sont amoureux d'elle et veulent l'épouser, sans compter ce scélérat de Pourvoyeur et ces jacobins de Paris qui ont sur elle je ne sais quelles vues. Qui l'a enlevée ? J'ai fait tous les efforts pour arriver à le savoir. Mais où qu'elle soit, elle est en danger, en grand danger.

La vieille femme avait repris son immobilité.

— Si j'étais là, au moins ! dit la vaillante fille. Moi, je ne les redoute pas ; je puis lutter contre eux de ruse et d'énergie ; ... et, continua-t-elle d'une voix qui reprenait la sonore et fière vibration qui lui était naturelle, je me battrais contre ces scélérats jusqu'à ce qu'ils me tuent, et je mourrais heureuse d'en avoir tué quelques-uns. Mais la pauvre Marie-Thérèse, si frêle, si douce ! N'est-ce pas une pensée horrible, madame ?

La vieille femme restait toujours immobile et, en apparence, insensible.

— N'est-ce pas horrible d'ailleurs tout ce qui nous arrive ? N'est-ce pas à croire que Dieu nous abandonne, madame ? N'est-ce pas — et sa voix devenait sombre et pleine de colère — à être tenté de croire qu'ils ont raison, ces scélérats, qui prospèrent et qui triomphent en disant qu'il n'y a pas de Dieu ? Voyez, quel mal avons-nous

fait? Eh bien, est-ce vivre? Y eut-il jamais esclave, ou scélérat, persécuté, martyrisé, insulté, maltraité comme nous le sommes, maltraité dans tout ce qu'il y a de plus noble, de plus pur, de plus naturel, de plus sacré? Dites, madame, pouvons-nous aimer nos mères ou nos enfants? seulement pouvons-nous manger, pouvons-nous respirer? Et ce sont les scélérats les plus inhumains, les plus grands monstres que la terre ait jamais vus, qui prospèrent et qui nous martyrisent! Et ils n'ont rien pour cela, ni l'esprit, ni le talent; ils ne sont même pas courageux! Il leur a suffi d'être méchants et menteurs. Dites, madame, cela est-il juste, cela est-il explicable, et qu'avons-nous fait pour cela?

La vieille dame leva gravement le bras, et, d'un geste lent, elle le laissa retomber sur les deux livres qui lui étaient de si fidèles compagnons. Adèle la regarda d'un air réfléchi.

— Oui, oui, murmura-t-elle, je l'ai souvent pensé. Nous portons la peine des fautes de nos pères et de tout le mal que la noblesse a fait, de toutes les faiblesses que le clergé a pu montrer pendant ces siècles où l'un et l'autre ont eu le gouvernement de la société... Hélas! dit-elle en se redressant tout à fait, je porte bien la peine du mal dont les miens n'ont eu aucune joie ou bénéfice. Mon père, capitaine au régiment de Bresse, employa, pour avoir le droit de donner son sang à son pays, les restes d'une fortune que ses pères avaient dissipée pour avoir le même droit. Il rentra dans sa pauvre gentilhommière et y resta à soigner ses blessures, jusqu'à ce que les jacobins songeassent à punir en lui les pompes de l'aristocratie et la férocité de la féodalité. Ma mère, qui était venue solliciter pour lui au Comité de Surveillance générale, après avoir passé des jours et des nuits, pleurant, aux portes de ces bureaux qui ne s'ouvraient pas pour elle, fatigua sans doute de sa présence dans leur voisinage les domestiques des despotes. Ils l'ont guillotinée. Et maintenant me voici — et elle montrait son costume d'ouvrière — mourant de faim, de fatigue, de juste et légitime colère, insultée jusqu'à ce que je sois guillotinée. Et je porte la peine de cela.

Elle montrait les images du sacre de Louis XV. Mais sa main, en s'abaissant, toucha le chapelet de la vieille dame. Son visage changea subitement d'expression, ses lèvres tremblèrent, ses yeux se fermèrent comme sous l'effort d'une pensée poignante.

— Ah! dit-elle en relevant le front, il est dur de se résigner; et pourtant, pourtant, c'est en voyant triompher ces monstres que se comprend surtout l'autre monde. Cela explique tout et console de tout.

Elle fit quelques pas et revint très-près de Marie-Barbe.

— C'est toujours à minuit que la messe doit être célébrée, n'est-ce pas, et, comme à l'habitude, nous pourrons venir dans la soirée pour nous confesser?

Marie-Barbe fit un signe affirmatif.

— Je vais rejoindre et chercher ma sœur Victorine. Elle a regagné le château de Villebon, où nous sommes en journée chez un excellent homme, très-poltron, le citoyen municipal Endymion Pique-prune. Je l'ai laissée aller seule, pendant que je m'efforçais de retrouver la trace de la pauvre Marie-Thérèse; car vous pensez bien que si on nous eût vu nous promener dans le bourg, on nous eût accusé de conspirer, et on nous eût mis dans la prison de la section. N'est-ce pas monstrueux qu'on ne puisse, sans risquer d'être guillotinée, se promener avec sa sœur à la recherche d'une amie. Je vous le demande, madame (et son cœur orgueilleux, si malaisé à dompter, redonnait à sa voix toute son ardente sonorité), qui est-ce qui peut vivre en paix au milieu d'une si horrible tyrannie?

— Ah! mademoiselle de Brion, dit, du haut de l'escalier, une petite voix maigre et vive, je croyais bien vous avoir reconnue au son. Je demandais justement à Dieu quelqu'un qui fût en posture de me sauver la vie. Je ne vis plus, depuis ce matin, avec madame l'abbesse, qui s'est fait une loi de me contre-carrer en tout. Jamais personne ne m'a fait pire chose. Je voulais pour Marie-Thérèse, notre aimable Hébé un costume de mariée qui la rendit aussi belle que la mère des Amours. Je lui avais dessiné quelque chose de trousse dans une perfection rare, et que mamzelle Bertin n'eût pas désavoué; car enfin, jacobine ou non, on ne se marie qu'une fois. Madame l'abbesse lui coud un fourreau de simple mousseline, comme à une verdurière. On est de son rang! il ne faut pas se laisser ajuster d'un gaulois! Il faut résister, vertu de nous! à se laisser déshabiller et mettre plus bas que terre par ces gens malpropres qui nous gênent en ce moment. Allons, venez décider entre nous, mademoiselle de Brion. J'ai encore quelques rubans de gaze, l'*Attention*, l'*Oeil abattu*, le *Soupir de Vénus*. Madame l'abbesse n'y veut pas entendre. Est-ce raisonnable, je le demande, à une abbesse, de vouloir lutter sur ces matières avec une femme qui peut dire le nom des cent cinquante espèces de garnitures en vogue en 1781, par exemple? Venez, mademoiselle, ou je me meurs.

La vieille femme leva les yeux vers Adèle avec un geste si expressif, que la jeune fille revint vers elle.

— Je vous comprends, dit-elle en remuant les lèvres sans émettre aucun son, comme l'avait fait Manon. Vous voulez dire que voilà une des plus honnêtes personnes de la cour, et qu'une telle folie expliquerait encore le triomphe des jacobins... Oui, c'est un des modèles

des femmes telles que la cour les faisait ; mais quelles sont les femmes telles que la Révolution les fait ? quel est le rêve de ceux qui ont entrepris de nous régénérer et de relever notre sexe enchanteur ? C'est de nous envoyer chacune à notre tour au pied de la guillotine, pour insulter les têtes qui vont tomber et souffleter celles qui sont tombées. Voilà la femme républicaine, comme ces mégères se nomment, et la courtisane de la cour nouvelle.

Elle monta l'escalier et rejoignit madame de Racontal, la personne qui venait de parler.

Mademoiselle de Brion redescendit au bout de quelque temps, et après avoir de nouveau baisé la main de Marie-Barbe et avoir dit qu'elle avait cru devoir dissimuler là-haut l'enlèvement de Marie-Thérèse, elle quitta la salle.

Peu d'instants après, elle y revint, escortant et soutenant Samuel Vaughan.

Celui-ci était encore brisé des coups qu'il avait reçus. Il s'était aidé de son mieux — bien qu'il se sentit la tête bien lourde encore — pour arriver jusqu'à la maison hospitalière. La vue et le voisinage de la jeune fille pour laquelle il s'était subitement senti saisi d'une si ardente admiration le secoua momentanément. Il se trainait à grand-peine, et, avec cette délicatesse qui se mêle, dans les gens de sa race, à tant de bizarre rudesse, il s'efforçait de ne pas s'appuyer sur mademoiselle de Brion. Celle-ci ne voyait plus en lui qu'un blessé, et, tout en le soutenant, elle regardait avec une attention inquiète la figure pourpre et les prunelles fiévreuses de son malade.

— Madame, dit-elle, c'est un étranger que les scélérats ont presque tué, et que Manon a amené jusqu'ici, en vous priant de lui donner l'hospitalité ; elle s'est mise à tripler de jambes pour arriver où vous savez à l'heure dite.

La vieille dame accueillit l'étranger d'un signe de tête, et lui jeta un regard long et vif. Puis, d'un geste de la main, elle lui indiqua qu'il était le bienvenu.

— Ooh ! oh ! dit celui-ci, que je suis heureux. C'est la vieille cen...tinelle. Plous de cent ans, hé ? C'est très-courieux, très-extra...houmain. Je serai bien heureux d'être introduit plous fort avec une personnage si rare sur ce sol ter...rain. Je serais venu dans la mer, non, à travers l'eau...céan, non, à travers la Manche, exprès pour dire à mes amis que j'avais vou une monstre de beaucoup plous de cent ans. Mais aujourd'hui j'ai la tête en fra...cassée et j'avais une autre idée.

Il tomba assis, puis essaya de se relever en souriant.

— Ooh ! pardon, dit-il. Je suis un gentilhomme ; pardon de mon sottise contre la politesse.

— Restez, monsieur, dit mademoiselle de Brion. La politesse n'est pas exigée des malades.

Marie-Barbe montra un placard à Adèle et lui donna une clef. La jeune fille ouvrit, et, parmi bien d'autres bouteilles poudreuses, elle en choisit une trapue qui renfermait une liqueur de la Martinique, l'essence de café.

Elle en donna un grand verre à l'étranger, qui se leva, tira son chapeau et salua.

— Mademoiselle, dit-il, l'idée que j'ai, c'est en pensant à vous... Permettez-moi de parler en présence de cette respectable dame.

— Parlez, monsieur, répondit gravement mademoiselle de Brion.

— Moi, Samuel Vaughan, gentilhomme anglais, je dis, sur mon honneur, que je vous admire comme la plus remarquable espèce de femme que j'ai jamais eue devant mon œil. Je vous aime comme ma patrie, et je vous prie d'être ma femme.

Adèle regarda tranquillement ce bizarre personnage. Elle se demandait si ce n'était pas un fou. Mais il y avait dans son regard, dans tout l'ensemble de son être, une gravité, une apparente sincérité, qui la toucha sans doute quelque peu.

— Monsieur, dit-elle, peut-être que tout autre femme vous traiterait comme un fou et comme un insolent. Je veux seulement croire que je ne connais rien aux mœurs anglaises et que vous ne connaissez pas nos habitudes françaises.

— Mais, répliqua Samuel en s'animant, il y a la nature, et le cœur, et Dieu, qui sont les mêmes en tout pays. Je suis pleinement sincère et convaincu. Dites-moi — et pardonnez à ce manquement de délicatesse, eu égard de mon respect et de ma... passion — êtes-vous engagée à un autre homme?

— Non, répondit tranquillement mademoiselle de Brion.

— Et que faut-il donc faire pour que vous aimiez un homme?

— C'est comme le catéchisme, murmura Adèle en souriant, et ce sourire (le premier qui eût paru, depuis bien des jours, sur ce grave visage) lui donna une telle douceur et le rayonnement d'un charme si touchant, que Samuel, transporté, s'approcha vivement et lui dit :

— Oh! répondez, répondez-moi, je vous en supplie.

Adèle ne recula pas, et, regardant finement et froidement son interlocuteur :

— Pour moi, comme pour tout autre femme, je suppose, avant d'accepter un homme pour mon prétendu, il faudra que je le connaisse, que je l'estime, enfin que je l'aime.

— C'est très-bien. Vous êtes sage autant que belle et vaillante. Mais je vous en supplie par ce qu'il y a de saint chez tous les

hommes, par votre mère, dites-moi ce qu'il faut faire pour être connu, estimé et aimé.

— Monsieur, dit Adèle en relevant le front avec une fierté se-reine, vous avez invoqué une autorité à laquelle je n'ai jamais su rien refuser. Écoutez-moi comme un gentilhomme, de quelque pays qu'il soit, doit écouter toute femme qui se respecte. Vous avez dit, en entrant dans cette maison, que vous avez dans vos mains le sort de Robespierre. C'est ce monstre qui m'a fait orpheline, en faisant égorger celle dont vous invoquez le nom. Allez donc à cette œuvre, qui doit, en me vengeance, sauver mon pays et ce qui reste de mes amis. Le monstre mort, je vous dirai que je vous estime et vous permettrai de demander si je puis vous aimer.

— Eh bien, s'écria Samuel exalté, comme les flegmatiques que l'ardeur a gagnés, vous êtes belle et fière comme Judith. Mais c'est moi qui détruirai Holopherne. Le scélérat croit m'avoir désarmé. Je suis plus rusé que tous ses sicaires. J'ai là, sur moi, de quoi le perdre en une heure. Donnez-moi cette jour et cette nuit; demain je vous apporterai son existence dans... un morceau de papier.

Un éclat de rire railleur se fit entendre du haut de l'escalier. Adèle tendit la main au jeune homme; mais elle vit sa face, déjà rouge, s'empourprer, ses yeux s'injecter; et sous cette raillerie qui tombait lourdement sur son faible cerveau, il s'affaissa brusquement.

Madame de Racontal, aussi frivole, malgré son âge mûr, que vertueuse, aussi bonne que bavarde, se précipita du haut de l'escalier, suivie avec moins de précipitation par une grande femme à la figure impérieuse, au costume simple et sombre.

C'était madame d'Abzac du Mayac, abbesse de l'abbaye bénédictine de La Règle, au diocèse de Limoges. L'abbesse, chassée par les jacobins limousins, était venue au commencement de la Révolution chercher refuge à Paris, dans l'obscur couvent de son ordre, qui s'était établi rue de Vaugirard sous l'invocation du Précieux-Sang. Elle y avait rencontré Marie-Thérèse de Lugnières, élevée dans ce couvent; et bientôt sa vieille amie la comtesse de Racontal, dame surnuméraire pour accompagner madame Victoire, l'y était venue joindre, fuyant les haines démocratiques fort soulevées à Meudon après le départ de Mesdames de France contre tout ce qui leur avait appartenu.

Elle avait quelque peu connu Marie-Barbe Capeluche. Celle-ci ne croyait pouvoir rien refuser aux filles de son fils Louis XV et à ceux ou celles qui leur avaient appartenu. C'était donc chez elle que madame de Racontal avait amené Marie-Thérèse et l'abbesse, quand tout autre asile leur avait été enlevé.

Les trois femmes se baissèrent sur le corps du jeune Anglais,

en poussant des interjections et en demandant à grands cris du secours.

La centenaire, qui était restée indifférente à tout ce qui venait de se passer, se leva.

— Mademoiselle, dit-elle d'une voix brève, nette, impérieuse, levez-vous ; il y va du salut de cet homme et du vôtre à tous. N'attirez pas l'attention. Venez fermer cette fenêtre et ces rideaux. Bien. Allez fermer la porte de la rue au verrous ; puis la porte de cette salle.

Adèle fit en courant ce qu'on lui recommandait. Quand elle revint, la centenaire était agenouillée au bas de l'escalier, une petite clef à la main.

— Maintenant, dit-elle en se levant, levez cette traverse, faites sortir des rainures que vous voyez là les six planches qui composent les trois plus basses marches de l'escalier, vous n'avez qu'à tirer à vous les trois planchettes horizontales, et en haut les trois planchettes perpendiculaires. Bien. Passez par le trou qui vient d'être fait, passez à quatre pattes, s'il le faut. Au bout de six pas vous trouverez le mur, ou plutôt une porte simulant la muraille. Il y a derrière quelqu'un qui n'est pas ignorant en médecine, il a été, tout grand seigneur qu'il est, l'ami et le compagnon de mon parent Corvisart des Marets, professeur de pathologie à la Faculté de Paris. Ne l'appellez pas, il ne saurait venir, on ne peut sortir de l'endroit où il est quand on serait Samson ou mon ancêtre Denizot Saint-Yon, à moins qu'on n'ouvre la porte du dehors. Tout au bas, en cherchant bien, vous trouverez avec le doigt un petit trou, vous y mettrez cette clef et pousserez six fois. Vous appellerez en disant qu'un homme se meurt. Allez.

Marie-Barbe Capeluche rejoignit son fauteuil. Elle y resta immobile, et de nouveau apparemment insensible à tout ce qui s'agitait autour d'elle.

Bientôt on vit sortir du trou, formé au bas de l'escalier, Adèle, suivie par le vieillard que Pourvoyeur avait, le matin même, envoyé chez la centenaire.

— Monseigneur, s'écrièrent à la fois les deux femmes, en s'agenouillant.

Le vieillard les salua avec un sourire bienveillant.

— Relevez-vous, dit-il, je ne suis pas évêque et ne suis coadjuteur que temporairement. Qu'y a-t-il, mon enfant ?

Adèle lui montra le corps. Le vieillard s'agenouilla avec effort et saisit le poignet de Samuel.

— Ce ne sera rien, dit-il. J'imagine qu'il y a une légère congestion. Voulez-vous m'aider à porter ce...

— Dans le lit de Manon, dit Marie-Barbe sans se retourner.

— Je lui ferai de mon mieux une légère saignée. Dans une heure, j'espère, il n'y paraîtra guère.

On porta Samuel dans la chambre qui donnait à droite du corridor et dont une des murailles touchait l'escalier et la cachette dont le secret venait d'être ainsi dévoilé. Les trois femmes rentrèrent bientôt.

— Madame, dit sèchement Adèle à madame de Racontal, vous avez jeté un éclat de rire qui a sauvé la vie à Robespierre et aventuré la nôtre et celle de bien d'autres.

Et, laissant la comtesse stupéfaite, elle vint, sur un signe de Marie-Barbe, replacer les planches de l'escalier, et elle quitta la maison sans vouloir rien expliquer à madame de Racontal qui lançait cent questions.

V

UN CHAPITRE INÉDIT DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION.

Le vieillard était resté dans la chambre, à côté du lit où l'on avait couché Samuel Vaughan. Celui-ci, après la saignée légère qu'on lui avait faite, s'était endormi d'un sommeil fort calme, et le médecin improvisé, après avoir regardé l'heure à une grosse montre de cuivre, avait tiré un petit livre de la carmagnole rouge qu'il portait sur une vieille et longue veste en droguet bleu. Il s'était assis, avait fait le signe de la croix et avait commencé à lire, lorsque le bruit d'une troupe qui s'arrêtait devant la porte se fit entendre.

La porte de la rue s'ouvrit brusquement et on entendit une voix claire qui disait :

— Oui, citoyens, c'est une bonne idée, et patriotique, et qui peut porter cet auguste bourg à la postérité. Peys et Roupillon eux-mêmes, mes illustres amis de Saint-Calais, n'en ont jamais eu une meilleure. D'ailleurs, vous l'avez voulu, et tout ce que veut le peuple souverain c'est sacré et sage.

— Oui, cria Agricola de sa voix de stentor, nous voulons que tu demandes à la centenaire de léguer sa peau à la municipalité de Meudon ou la mort. Tu en feras une robe qu'on montrera comme les scélérats de curés d'autrefois montraient les reliques, et qui enrichira le pays et tous les cabaretiers.

— C'est dit. Je le jure sur le bonnet sacré de la liberté qui couvre la tête de Peys et Roupillon, mes augustes amis de Saint-Calais. Je ne veux pas qu'on dise que c'est Sempronius Boudin, quoique ami

des illustres citoyens Peys et Roupillon, de Saint-Calais, qui a tué cette vieille que l'Être suprême avait laissée sur la terre pour la gloire de la petite mais auguste cité de Meudon. Non je ne veux pas.

— Eh ! bien tu as raison, Sempronius, cria Agricola, tu es un brave sans-culottes, et le plus patriote, le meilleur démocrate de tous les Français, puisque tu as inventé les culottes de peau humaine en te mettant au-dessus de tous les préjugés de l'ancien régime. Parle, tu es un bon démocrate.

— Vous comprenez bien, citoyen, avec cet esprit qui est l'apanage du Français, que si nous allons entrer tous ici, cela va faire une révolution dans le sang de cette citoyenne qui n'a plus ses quinze ans, hé ! hé ! hé !

Et le peuple souverain se mit à rire de bon cœur à cette plaisanterie inattendue.

— Ne nous conduisons donc pas comme des anthropophages, comme ces vils esclaves des despotes coalisés, pour lesquels rien, ni l'âge ni le sexe ne sont sacrés ; mais avec l'attitude majestueuse d'un peuple qui possède la raison éternelle et la justice universelle, et qui a mis à l'ordre du jour les mœurs, toutes les vertus et le respect de la vieillesse. Puisque vous l'avez désiré, commune de Meudon, je ne puis mal faire en venant demander à ce vénérable représentant de la caducité humaine de nous léguer sa peau. Mais je suffis à cette demande, et je veux y mettre les formes que commandent la dignité du peuple et l'hommage dû à la décrépitude. Ainsi montrons le grand caractère des sans-culottes, ou bien point de peau tannée. Je vous rendrai ce soir, au club, compte de ma conversation dans tous ses détails. Éloignez-vous sans bruit, comme il convient à une cité qui a célébré, le 30 brumaire, une fête à la Vieillesse dont la France entière a retenti.

Le peuple souverain s'éloigna silencieusement, en baissant pieusement le front et en marchant sur la pointe des pieds.

— Peuple imbécile, murmura Sempronius en entrant, après avoir bien constaté que tous avaient disparu, sans même oser se retourner.

Il referma soigneusement la porte de la rue et s'avança dans le corridor en regardant autour de lui. Il aperçut le vieillard qui s'était levé et s'avancait pour refermer la porte de la chambre.

— Monsieur l'abbé de Dampierre, dit Sempronius en s'avancant, vous voyez comme il est peu malaisé à deux chefs royalistes de se procurer un rendez-vous secret à la barbe du peuple souverain et même de s'y faire escorter par un conseil général d'une commune jacobine. Et voilà, monsieur l'abbé, les gens que l'avenir nous promet pour conduire nos destinées !

Le vieillard pâlit légèrement en entendant cette brusque apostrophe; mais il avait promptement repris son calme et son sang-froid :

— Que voulez-vous dire, citoyen ? demanda-t-il.

Sempronius s'avança vivement vers le lit où était étendu Samuel.

— Ah ! dit-il, mon ami l'Anglais ! Que diable est-il venu faire en France ? Et pourquoi lui a-t-on cassé la tête ce matin ? Je donnerais pour le savoir un de mes doigts. En tout cas ce n'est pas lui qui me le dira avant une heure d'ici. Il est bien réellement aussi assoupi que la Belle-au-Bois-Dormant. Emmanuel-Henri-Louis-Alexandre de Launay, comte d'Entraigues, continua-t-il avec un fin sourire et une révérence, après s'être retourné vers le vieillard ! Je croyais que l'abbé Brottier...

— Ah ! pardon, monsieur le comte, il est vrai que l'abbé Brottier m'avait averti hier que j'aurais sans doute l'honneur de vous voir aujourd'hui, mais sans m'en dire davantage. Votre manière d'entrer ici m'avait un peu troublé. D'ailleurs je crois vous reconnaître. Oui, c'était en 1789 ; je vous vis à Versailles ; vous étiez député de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Bugey. Mais venez, je vous en prie, hors d'ici. Je ne connais pas cet étranger, qui peut se réveiller et simuler la prolongation du sommeil. Venez dans la salle voisine. Nous n'y trouverons que la maîtresse de céans.

— A qui je suis venu, au nom de la commune de Meudon, demander sa peau.

— Elle est très-sûre, et, du reste, à peine écoutera-t-elle ce qu'il nous plaira de dire. Mon malade, continua le vieillard avec un demi-sourire, ne doit pas se réveiller avant quelque temps. Je serai à portée de sa voix.

Les deux personnages entrèrent dans la salle à manger, où Marie-Barbe était seule. Le vieillard alla lui dire quelques mots, elle fit un signe grave d'assentiment et il vint rejoindre son compagnon dans le coin le plus éloigné des fenêtres.

C'étaient bien, comme l'avait dit Sempronius en entrant, deux chefs du parti royaliste. Seulement ils représentaient chacun une mission différente. Le danger était tel, qu'ils étaient souvent sans relation, soit entre eux, soit avec le baron de Batz, autre chef du royalisme parisien ; quand les circonstances exigeaient impérieusement que l'on cherchât à s'entendre, ils communiquaient non pas directement, mais à l'aide d'intermédiaires.

L'abbé de Dampierre était le chargé de pouvoirs de l'archevêque de Paris. Il était surtout le chef religieux de ces prêtres vaillants et de ces catholiques courageux qui, malgré la plus active persécution, continuaient à distribuer et à recevoir les secours de la religion.

L'abbé de Dampierre eût bien voulu se borner aux termes exacts de sa dangereuse mission ; il avait cherché à s'occuper uniquement de veiller sur le troupeau qui lui avait été confié, de réaliser et de distribuer les aumônes, d'encourager les uns, de consoler les autres, de faire fuir celui-ci, de cacher celui-là, d'essayer en un mot de donner à autrui une ombre de sécurité qu'il n'avait pas lui-même ; néanmoins il était forcé de suivre le courant des événements et d'agir politiquement. Son action religieuse, les courses qu'il faisait à Paris ou dans la banlieue, quand quelque besoin l'y appelait et qu'il pouvait sortir des profondes cachettes où il était souvent obligé de rester longtemps pour dépister les jacobins, étaient utilisées au profit des plans des royalistes. Il est vrai que si tous les royalistes n'étaient pas de fervents catholiques, tous les catholiques étaient alors d'ardents royalistes.

L'abbé de Dampierre était donc le chef, le directeur de cette élite de gens qui, tout en se préparant au martyre, priaient avec une pieuse passion pour le roi et la royauté, et qui eussent volontiers borné leurs efforts à des prières.

Le baron de Batz était le chef du parti purement et vraiment monarchique, des royalistes militaires, gens de main, qui ne voyaient qu'une seule chose : la France aristocratique de l'ancien régime.

Le comte d'Entraigues dirigeait le troisième groupe, celui des royalistes diplomates. Il était, non pas comme l'abbé de Dampierre, l'homme du Christ protégeant la fille aînée de l'Église, ni comme le baron de Batz, l'homme de la vieille royauté qui avait fait la France grande et glorieuse ; il était l'homme du régent qui voulait gouverner, et prévoyait qu'il gouvernerait bientôt en roi, mais en roi qui suit les circonstances et sans nul préjugé politique ou religieux.

Le comte d'Entraigues était bien fait pour diriger ce dernier groupe. Actif et ambitieux, à la fois ardent et rusé, audacieux et astucieux, il avait, dès le début de la Révolution, donné dans ce parti honnête, généreux et candide des grands seigneurs libéraux dont furent les ducs de la Rochefoucauld, de Biron et tant d'autres qui rêvaient une aristocratie selon le modèle des *wighs* anglais, et qui ouvrirent seulement la voie à la domination démocratique. Le comte d'Entraigues avait entrevu plus encore : une république de gentils-hommes, un peu à la façon de cette république oligarchique et féodale qui était dans les vœux de la politique des huguenots français. Le *Mémoire sur les états généraux*, qu'il avait publié en 1788, avait fait grand bruit pour ses tendances ultra-libérales. Puis l'auteur c'était quelque peu détourné de la voie où il s'engageait, et le comte de Provence, qui appréciait fort l'utilité des gens à tempérament di-

plomatique, des hommes souples, habiles et sans grands préjugés, l'avait chargé de sa correspondance secrète.

Représentant surtout la politique des princes et des émigrés, son comité s'entendait médiocrement avec celui des monarchiques plus purs, qui, obéissant aux désirs secrets de Louis XVI et à la volonté nettement exprimée de la reine, avaient cru devoir rester en France et accepter la bataille sur le sol de la patrie. Le troisième comité, où le clergé dominait, suivant l'instinct qui pousse naturellement le prêtre vers le soldat plutôt que vers le diplomate, tendait à faire cause commune avec les monarchiques du baron de Batz et de Vulmer de Lozembrune, et se défiait des aristocrates parlementaires du comte d'Entraigues.

D'Entraigues, comme tous les contre-révolutionnaires d'alors, ne doutait pas du triomphe définitif de la monarchie bourbonnienne ; son but, en prévision de l'avenir, était tout autant de concentrer dans sa main toutes les forces des trois comités que de faire échec à la République. En cela il ne servait pas seulement le plan de son maître, mais les calculs de son intérêt personnel, sa situation grandissant à mesure qu'il écrasait ses rivaux et compétiteurs dans le gouvernement des forces monarchiques.

Nous ne devons pas dissimuler qu'il avait cherché le rendez-vous avec l'abbé de Dampierre, dans le but de détacher celui-ci de la politique militante, suivie par Batz, contrairement aux prescriptions de M. de Calonne.

L'abbé de Dampierre, malgré son apparence vieillot qu'il exagérerait de son mieux, était un homme de cinquante ans à peine, vigoureux de corps et d'esprit, et, malgré sa mine modeste, sa face rougissante et sa physionomie humble, douce et timide, il ne manquait ni de finesse ni d'obstination.

— J'ai reçu hier en effet, dit-il en reprenant la conversation, l'abbé Brottier, qui vint me trouver rue de la Planche, chez madame la comtesse douairière de Grimaldi. Je ne lui cachai pas d'abord que je le voudrais voir un peu plus occupé de son ministère que de votre comité ; puis que je comptais, après avoir passé la nuit à parcourir quelques villages de la banlieue, être ici aujourd'hui, dans la journée.

— Je demanderai à Mgr le régent de daigner plaider auprès de vous, monsieur le vicaire général, la cause de l'abbé Brottier et de l'abbé Lemaitre, nos coadjuteurs en une œuvre qui n'est point impie, que je crois, puisqu'il s'agit de restaurer, avec la monarchie légitime, la légitime autorité de l'Église gallicane. Mais laissons cela, et comme j'ai à vous communiquer des objets de haute importance, permettez-moi de vous parler de moi avec quelque complaisance,

puisqu'il s'agit de vous donner confiance en moi. Mais auparavant, voudriez-vous voir s'il n'y a pas là-haut d'oreilles féminines, j'ai presque dit trop curieuses. Moi, je vais regarder si la porte de la rue est absolument close et si notre étranger dort de son mieux.

Il revint bientôt. L'abbé avait été fermer la porte de l'escalier. La vieille femme était immobile, assoupie ou indifférente à la conversation.

— Excusez-moi d'être fort long, monsieur le vicaire général. Le baron de Flachelande vous a fait savoir que je dois être considéré par vous et par tous les fidèles sujets du roi comme le ministre de Mgr le régent.

L'abbé s'inclina avec un froid respect qui fit légèrement froncer le sourcil au diplomate.

— Mais, reprit celui-ci, qui connaissait l'irrésistible pouvoir de la confiance sur les âmes candides, je n'ai pas d'ordres à vous communiquer. Je désire surtout vous montrer la situation sous son vrai jour et m'entendre avec vous pour l'action comme pour l'inaction, ou plutôt l'attente, continua-t-il d'un ton léger.

— Ah! songea l'abbé, voilà un bout d'oreille qui passe.

— Le conseil du régent, composé, comme vous savez, de celui que je viens de vous nommer, le baron de Flachelande, du marquis de Jaucourt et du duc de la Vauguyon, a décidé la formation d'un conseil de surveillance et de correspondance à Paris. J'ai recommandé à monseigneur pour chef cet abbé Brottier, plus fait, je le crois en effet, pour être, comme il aime à se nommer, l'œil et la sentinelle de la contre-révolution que confesseur de nonnettes. Au-dessous de lui, nous avons l'abbé le Martin et le chevalier des Pomelles. A ces représentants énergiques et intelligents du clergé et de l'armée nous adjoignons un magistrat, M. de la Villeheurnois, et un officier de marine, M. du Verne de Presle. Vous savez encore avec quelle précaution et à l'aide de quelle encre sympathique ces messieurs correspondent avec moi. Je dois dire correspondaient, car, en ces derniers temps, je résidais tantôt à Venise, tantôt à Berne, et c'est même là que la police du Comité de Salut public est convaincue que je suis à l'heure qu'il est. Mais je n'avais pas tardé à voir que je ne savais réellement rien. Vous n'ignorez pas, monsieur l'abbé, que c'est un des plus curieux signes de cette époque, et que nos neveux auront de la peine à croire : on ne sait rien de ce qui se passe hors de sa ville, quelquefois hors de son quartier. Les opérations des comités sont d'un secret qui peut lutter avec celui de la république vénitienne ou de l'inquisition espagnole. Rien ne transpire ; les gazettes n'osent écrire ; qui que ce soit n'ose plus parler ouvertement ni mander des nouvelles.

— Il est vrai, monsieur le comte, on vit dans un affreux isolement. Ce qui se passe aux armées, dans l'intérieur, dans nos villes de premier et de second ordre, est un secret impénétrable. C'est l'arche sainte : qui y touche tombe mort. Je sais des représentants du peuple envoyés en mission, et qui, au retour à Paris, trouvaient le gouvernement changé sans avoir été avertis, sans l'avoir pu soupçonner.

— Je me décidai donc à venir en France de ma personne. J'ai laissé là-bas des lettres qu'on envoie parfois à Paris à des personnages inconnus ou très-connus, lettres qui se laissent prendre en faisant quelques difficultés, et qui, venant de Berne et signées de moi ou de mon nom de guerre, que j'ai fait connaître à prix d'or à la police robespierrienne, au moment où j'en prenais un autre, lettres, dis-je, qui persuadent à Héron, à Lebas, à Maximilien, que je suis toujours en Suisse.

— Et, demanda l'abbé, que l'intérêt gagnait peu à peu, et qui trouvait mille malices sournoises saisissantes à lire dans cet œil qui, de prime-abord, paraissait si clair au milieu d'une face si joyeusement ouverte, comment fîtes-vous pour pénétrer les secrets de ces gens-là mieux que vos agents ne l'avaient pu ?

— Ces misérables sont si sots, si crédules ! leurs idées sont si peu nombreuses, et leur langage, toujours le même, est si facile à imiter, qu'il m'eût été fort aisé de devenir exactement un des leurs. Mais j'étais obligé alors de partager leurs passions, leurs petites querelles de parti, leurs dangers, de me cantonner sous leur étroite visière. Il valait mieux être un des leurs, sans leur appartenir, sans être enrégimenté dans une de leurs coteries, sans prendre parti pour les Cordeliers ou les Jacobins, pour la Commune ou la Convention, pour le Comité de Salut public ou pour celui de Sûreté générale, ou pour chacune des factions qui divisent les membres actifs de ces deux comités en sept coteries ; sans être des bandes de Héron, des bandes de Tacherot, des gardes du corps de Robespierre, sans être de la clientèle de l'un des Montagnards ou des juges du Tribunal révolutionnaire.

— Pardonnez-moi, monsieur le comte, de vous interrompre, mais cette extrême division des membres des deux Comités est pour moi une chose toute nouvelle.

— J'y viens, monsieur l'abbé, s'il vous plaît de me laisser vous dire comment je pus pénétrer ces secrets. J'aurais de quoi vous conter pendant mille et une nuits, comme la sultane, et nous avons une demi-heure ; car j'ai vu à la queue de la chandelle une servante de cette maison, une petite coquine dont je me défie. Je serais venu plus tôt, sans mon éloquence, qui a excité l'enthousiasme de ces démo-

crates champêtres... Je continue, si vous le permettez, monsieur l'abbé. Il s'agissait donc d'être estimé et honoré de ces maîtres jacobins sans être des leurs. Savez-vous ce que j'imaginai ? J'avais deviné que tout ce qui est inhumain, hors des voies de la société, voisin de la férocity ou de la saleté, devait attirer ces gens-là, comme l'ordure attire le chien errant. On avait chance de leur plaire en étant un garçon boucher. Mais pour les saisir, les ravir, les dompter, se mettre hors de toute suspicion pour pouvoir, en un mot, défer toute chance contraire, il fallait être plus qu'un boucher, plus qu'un bourreau : il fallait montrer un mépris pratique pour ce que les préjugés de tous les peuples avaient respecté jusqu'ici. J'eus vraiment une illumination qui me prouva combien je comprenais les bassesses et les sottises de la démocratie, je m'associai avec un savant naïf et grand chimiste, et je passai pour avoir inventé la tannerie de peau humaine.

L'abbé de Dampierre ne put retenir un geste de dégoût.

— Justement, reprit d'Entraigues, ce geste qui vous échappe vous explique tout. Ce qui vous révolte, vous homme délicat, de bonne éducation, de pieuses et affectueuses habitudes d'esprit, ravit ces brutes révolutionnaires ; et ceux que cela ne ravirait pas crieraient plus haut que les autres, et par fausse honte, qu'ils sont ravis. Je fus donc aisément reconnu par ces scélérats imbéciles comme leur maître en fait de vilénies. Ils admiraient en moi, par un instinct dont ils ne se rendaient pas compte, non-seulement un homme plus exempt de préjugés, c'est-à-dire plus puissant que tout (je dis en temps de révolution), mais l'*égalitaire* par excellence, égalitaire à la façon de Marat, et je montrai en fait que la peau d'un prince et celle d'un jacobin sont du même tissu. Avec beaucoup de bonhomie, d'abandon et de stupidité bavarde, je devins si cher aux sans-culottes, que si je n'avais pris l'habile précaution de demeurer à Meudon, c'est-à-dire d'être évidemment sans ambition, j'aurais excité la jalousie même de Robespierre, qui doit sa puissance à sa jalousie et au soin qu'il a eu de détruire tout ce qui excitait la tendresse des sans-culottes.

L'abbé s'inclina. Il commençait à trouver son interlocuteur non plus seulement intéressant, mais intelligent.

— Bref, continua d'Entraigues, qui observait l'abbé du coin de l'œil, et se demandait si c'était par l'esprit ou par le cœur que ce personnage était à prendre, je devins l'habitué du cabaret de Chrétien, près du Théâtre-Italien. Outre sa qualité de cabaretier, ce Chrétien, comme vous savez, est un des gardes du corps de Robespierre et juge au Tribunal révolutionnaire. Il reçoit dans une salle de spectacle, où j'eus bientôt mes entrées, la fine fleur du jacobin-

nisme. C'est là que je pus tout apprendre et tout pénétrer. J'espère être arrivé à connaître à fond l'autre de la Révolution, avec ses recoins les plus obscurs et ses hôtes les plus importants. Je crois être arrivé à comprendre surtout Robespierre, le plus mystérieux de tous ces chefs du peuple, celui dont ses contemporains même ne pourront arriver à expliquer la puissance, celui qui demandera bien des veilles aux historiens, et qui ne sera bien compris du public qu'après que des mouvements pareils à ceux de la Terreur actuelle auront démontré par quelle diplomatie, par quelles idées, par quels leurre, se laisse conduire la populace moderne. Mais je vous fais grâce, monsieur l'abbé, de mes observations.

— Hélas ! dit M. de Dampierre, qui s'humanisait à l'égard de ce diplomate, je sais bien mauvais gré aux circonstances de me mesurer le temps que j'ai l'honneur de passer avec vous.

D'Entraigues s'inclina, et son cœur ébaucha un sourire railleur qui n'arriva pas à son visage.

— Je me permettrai seulement de vous donner les renseignements que vous demandez sur les comités de gouvernement. Ils sont divisés chacun en trois partis. Dans le Comité de surveillance générale, Vouland, Vadier, Amar, Jagot, Louis (du Bas-Rhin), représentent la férocité impitoyable. On les nomme *les gens d'expédition*. Moïse Bayle, Élie Lacoste, la Vicomterie, du Barras, sont, au milieu de ces monstres, la partie modérée ; on les appelle *les gens de contre-poids*. Lebas et David sont désignés sous le nom de *les écouteurs*, car chacun sait qu'ils sont dans le Comité les espions de Robespierre. Au Comité de salut public, en dehors de Jean-Bon-Saint-André et de Prieur (de la Côte-d'Or), qui sont toujours en mission aux armées, il y a aussi trois divisions. Robespierre, Couthon, Saint-Just, sont nommés *les gens de haute main* ; Billaud de Varennes, Barère, Collot-d'Herbois, *les gens révolutionnaires* ; Lindet, Carnot, Prieur (de la Marne), *les gens d'exécution*. J'ai noté un septième parti, c'est celui de Hérault de Séchelles, qui a été guillotiné par ses collègues. C'est le parti qui montre l'exemple aux autres.

Il jeta un regard vif sur son interlocuteur, pour essayer de saisir sur son visage l'impression que son discours pouvait produire. L'abbé n'avait pas changé de visage. Il écoutait attentivement et avec un plaisir évident. Notre diplomate crut devoir conclure qu'il n'avait pas encore été circonvenu par le baron de Batz, et il continua avec un redoublement d'ardeur :

— C'est ici, monsieur le vicaire général, que je me permets de réclamer toute votre attention et toute votre bienveillance. Vous pouvez avoir entendu circuler des bruits mystérieux et vagues encore, annonçant...

— Une querelle, le commencement d'une guerre à mort entre les tyrans.

— Et puis-je vous demander quelles pensées ces bruits ont pu soulever dans votre esprit? quelles résolutions...

— Mais, naturellement, nous nous sommes réjouis de voir la Providence se préparer enfin à punir ces hommes pervers par la main l'un de l'autre; et la résolution que nous avons prise, c'est d'aider, selon la mesure de nos faibles efforts, à la ruine du plus dangereux, du plus scélérat d'entre ces méchants.

Le diplomate se mordit les lèvres; mais il continua du même ton :

— Oui, le combat approche. Robespierre appelle à Paris tous ceux de ses amis qui sont dans la province, les grands comme les petits; non-seulement Saint-Just, qui était à l'armée du Nord, mais Arthur qui était en Bourgogne, et bien d'autres. Les gardes du corps de Robespierre ne dissimulent pas que dans trois jours ils seront, sous la dictature de Maximilien, les maîtres de la France, et qu'ils remplaceront les représentants du peuple, les commissaires de la Convention, dans le gouvernement des provinces françaises. Chrétien, mon cabaretier, jure qu'il est nommé gouverneur de la Provence, dont il aime l'huile et la température. Je sais bien que nos amis songent à prendre parti pour les Montagnards contre Robespierre, et qu'ils font à celui-ci une guerre terrible destinée à le rendre fou, à le terrifier, à lui retirer son audace, son sang-froid et son intelligence. La guerre est bien menée. Nos amis sont arrivés à pénétrer dans l'intimité de Robespierre, par quels moyens? les gardes du corps l'ignorent — et moi aussi, dit-il en fixant de nouveau son regard vif sur le visage calme de l'abbé. — Ils en sont exaspérés, mais ils ne découvrent rien. Il paraît qu'on est parvenu à dérober à Maximilien une partie de ses papiers précieux et compromettants; on fait parvenir jusqu'à lui les lettres les plus effrayantes, et cela sans cesse ni jour ni nuit; on lui dénonce comme suspects les plus fidèles de ses amis, les gens même de son escorte habituelle, les Garnier-Delaunay, les Didier, les Girard, les Chatelet, les Nicolas. C'est extrêmement réjouissant de voir la fureur impuissante et bouffonne de ces gens, au fond fidèles et dévoués. Quant à Robespierre, on peut croire, monsieur l'abbé, que Dieu a voulu commencer sa punition dès ce monde. Je l'ai vu hier; il n'est pas reconnaissable. Ses petits yeux ternes se sont rougis de taches sanglantes; son teint s'est mêlé de la livreur de l'envieux et de la pâleur du criminel. Il ne rêve plus qu'assassinats; le sommeil le fuit. Il ne sait à qui se fier, et entre l'angoisse que cause à toute âme lâche l'approche du moment où il faut prendre une résolution suprême, et la douleur que pro-

cure à une âme défiante un redoublement exagéré de défiance, cet être serait à plaindre, si un tel monstre pouvait l'être. On dit même que, dans son angoisse et dans sa fureur, il en est arrivé à des vices qui ne semblent pas être dans sa nature.

Le diplomate s'arrêta un instant et courut jusqu'à la pièce voisine, où il avait cru entendre remuer Samuel Vaughan. Il revint promptement.

— La situation de Robespierre, reprit-il, nous importe très-fort, et je m'afflige, et Mgr le régent s'étonne, que nos amis, le baron de Batz, M. de Lozembrune, M. Kéraudren et leurs partisans, ne comprennent pas mieux l'intérêt des royalistes.

A son tour, le vicaire général fixa son regard sur son interlocuteur. Il commençait à comprendre que le diplomate avait une arrière-pensée, et que cette arrière-pensée, c'était une alliance du parti royaliste avec Robespierre. Il se promit de rester sur la défensive; mais il avait affaire à plus forte partie que lui, et d'Entraigues le mit hors de garde en reconnaissant spontanément ce que l'autre se croyait bien malin d'avoir deviné.

— Je ne veux pas vous dissimuler, dit-il, après avoir saisi le regard défiant de l'abbé, que la politique de monseigneur est favorable à la continuation du pouvoir de Robespierre. D'ailleurs celui-ci est invincible, inexpugnable, cela se peut établir comme avec des chiffres. Nous n'avons nul intérêt à ruiner nos dernières ressources, à faire sacrifier nos amis, nos serviteurs, à porter, par nos tentatives, dans l'âme de notre ennemi un redoublement de rage qui serait suivi immédiatement du massacre de ces cent mille prisonniers royalistes qui sont oubliés dans les bastilles de la Terreur. D'ailleurs, pour empêcher Robespierre de réussir, malgré les inquiétudes où le jettent les manœuvres mystérieuses de nos amis les royalistes, et malgré le léger affaiblissement qui en est la suite, oui, pour empêcher Robespierre d'être après-demain dictateur de la France, il faut un miracle direct de Dieu, un des plus grands miracles dont l'histoire garderait le souvenir, aussi grand, aussi direct que celui de la Pucelle d'Orléans.

— Je vous écoute, monsieur le comte, avec le plus ardent intérêt, dit l'abbé, que ce respect, fort inattendu chez un diplomate du dix-huitième siècle, pour Jeanne d'Arc touchait fort.

— Vous connaissez les pratiques de Robespierre, pratiques qui expliquent en fait sa puissance, comme sa situation de défenseur *non pas tant de la liberté que de l'égalité*, l'expliquent en principe. Ces pratiques, cette politique, consistent à laisser ses voisins fortifier un poste, et quand le poste est bien fort, à les en chasser et à y prendre leur puissance avec leur place. C'est ce qu'il a fait

pour la république, pour le jacobinisme, pour la Commune de Paris, que d'autres que lui ont fondés, à qui d'autres que lui ont donné la puissance qu'ils ont aujourd'hui. Eh bien, ces autres-là, il les a fait guillotiner, Danton comme Hébert, comme Philippe d'Orléans, et il a hérité, sans les démanteler, des forteresses qu'ils avaient construites. Or je vous le dis, monsieur l'abbé, il est en ce moment le maître, le seul maître, et je voudrais pouvoir le dire pour la postérité, qui ne le croira pas et ne le comprendra pas ; aucun souverain dans l'univers ne jouit d'une autorité plus absolue. Les jacobins lui composent une garde imposante et formidable. Le général, l'état-major, presque tous les officiers de la garde nationale, seule force armée régulière, lui sont dévoués. Les bandes de Héron, commandées par les massacreurs de septembre, force armée irrégulière de Paris, sont à lui tout entières, et lui asservissent les assemblées de toutes les sections de la capitale, dans la plupart desquelles domine un des chefs de ces bandes. Toutes les compagnies de canonniers ont en Robespierre une aveugle confiance. Les membres de la Commune de Paris forment un troupeau d'esclaves qui obéissent servilement à ses fantaisies ; ils sont tous de son choix, et pour les placer là, il a fait égorger ou emprisonner leurs prédécesseurs. Le Tribunal révolutionnaire a été formé de ses créatures, et avec les comités révolutionnaires il lui assure l'obéissance de la capitale, comme le nombre et la puissance des sociétés affiliées aux jacobins, et l'hébétément où les représentants envoyés en mission ont plongé la province lui rendent facile l'oppression de la France. Il a d'ailleurs, dans le camp de la plaine des Sablons et sur les ouvriers de Grenelle, deux armées aux portes de Paris.

Les journalistes, les gens de lettres, les libellistes, le mettent au-dessus des héros de l'antiquité ; et l'Europe, en s'étonnant, comme fera la postérité, de sa puissance, la regarde pourtant comme le seul arbitre de nos destinées. Chez lui, dans les rues, dans les cérémonies publiques, aux portes de la Convention, au milieu des jacobins, au sein même de la Convention, il ne paraît plus qu'entouré d'une troupe de courtisans et de flatteurs. J'en vois chaque jour, non-seulement lui baiser les mains et les basques de son habit, mais se féliciter de ce qu'il a daigné laisser tomber sur eux un regard.

— Cela est vrai, murmura l'abbé. Jamais nos rois, qu'on nomme des tyrans, et qu'on a renversés au nom de la liberté et de la dignité humaines, n'ont été à ce point maîtres absolus, et adules, et craints, et vénérés, et avilissants pour la dignité humaine. Il est vrai qu'aucune force humaine ne semble pouvoir lui résister.

VI

OU L'AUTEUR, DEMANDANT ENCORE UN PEU DE PATIENCE AU LECTEUR,
EXPLIQUE QUELLE ÉTAIT LA SITUATION DE LA RÉPUBLIQUE EN THERMIDOR.

— Il y en a une qui peut, non pas lui résister, mais qui semble debout en face de lui : ce sont les Comités de gouvernement ; je veux dire ceux de Salut public et de Surveillance générale. Robespierre a agi avec eux comme avec tous les autres éléments de la puissance révolutionnaire : il les a laissés se fortifier, les a aidés énergiquement à centraliser en eux tout le gouvernement, tout le pouvoir ; et maintenant que la France est habituée à cette centralisation, habituée à obéir docilement aux Comités, Robespierre va en chasser les membres et se substituer à eux. L'extérieur de la citadelle révolutionnaire ne sera pas changé, ni ses domaines, dépendances et appartenances, seulement il y aura un autre propriétaire.

— Cela est très-clair, monsieur le comte. Mais comment ces Comités si puissants ne voudraient-ils et ne pourraient-ils pas résister ?

— J'ignore s'ils oseront le vouloir, et je crois pouvoir vous démontrer bientôt que non. Mais en tout cas ils ne le pourront pas. Ne voyez-vous pas pourquoi ? C'est parce que leur puissance, qui est si grande à nos yeux, repose seulement sur ces forces que Robespierre a en sa main, sur les jacobins, sur les sections, sur la garde nationale, sur le tribunal révolutionnaire, sur l'opinion, sur tout ce qui justement appartient à leur ennemi.

— Mais il leur reste pourtant un allié qui paraît puissant, et qui est à eux : la Convention.

— En effet, c'est leur dernier refuge. Seulement, permettez-moi de le dire, monsieur l'abbé, la Convention n'est pas à eux, mais à Robespierre ; et en tout cas, elle n'est pas puissante, mais la faiblesse même. N'a-t-elle pas permis à Robespierre de prendre dans son sein et de guillotiner tous ceux qu'il lui a plu ? Elle le lui permettra encore. N'avez-vous pas vu comme elle se courbe docilement sous chacun des caprices de Robespierre ? Ne suffit-il pas à Maximilien de se montrer à la tribune, de parler de cette façon vague, nuageuse qui lui est propre, de proférer une de ces menaces obscures qu'il sait rendre plus terribles par leur obscurité même, pour que toutes les volontés s'affaissent comme les roseaux au premier souffle du vent d'orage ? N'a-t-elle pas dernièrement encore décrété

que ces vils scélérats qu'elle méprise, les gardes du corps de Maximilien, ont bien mérité de la patrie?

Puis, veuillez y penser, monsieur, la majorité de la Convention, les gens de la *Plaine*, du *Marais*, du *Ventre*, comme les appellent insolemment les Montagnards, ceux-là savent bien qu'ils ont plus à craindre de ces Montagnards que de Robespierre, qui les a souvent défendus contre les insultes et la haine des autres. Il n'a jamais permis aux Comités d'envoyer à la guillotine les soixante députés incarcérés à la suite du 31 mai, et enfin, avocat habitué à garder les apparences avec les représentants de la loi, et ayant conservé dans son for intérieur le respect instinctif des formes et de la légalité, il est assez porté à bien traiter les législateurs qui ne sont pas directement ses ennemis. La majorité de la Convention est donc, entre deux maux, poussée à choisir le moindre, c'est-à-dire Robespierre plutôt que les Montagnards. Les triumvirs, c'est-à-dire Maximilien, Couthon, Saint-Just, savent, par leurs espions du Comité de surveillance générale, que les Montagnards font des efforts pour former un pacte d'alliance avec les chefs de la Plaine, les Durand de Maillane, les Beaupré, les Boissy-d'Anglas, les Feraud. Eh bien, ceux-ci, craignant, avec raison, un piège et une pire situation, ont refusé. Il reste donc la Montagne réduite à ses propres forces. Faut-il vous rappeler combien elle est devenue lâche, combien ces farouches et audacieux tyrans, eux aussi, se sont habitués à courber la tête? Voulez-vous que je vous cite un exemple de cette terreur qui a gagné les terroristes eux-mêmes? A la séance du 24 prairial, Robespierre a prononcé avec rudesse le nom d'un des plus énergiques d'entre eux, le nom de Bourdon de l'Oise. Le soir même, celui-ci s'est mis au lit, pendant un mois il l'a gardé, et ses organes ont été tellement altérés que les médecins ont craint pour sa vie. Aujourd'hui même, 7 thermidor, il y a deux heures à peine, j'étais à Paris, à la Convention. Robespierre a prononcé un discours d'une insolence menaçante; tout le monde a fléchi; et pourtant chacun sait que dans la séance du Comité de salut public d'avant-hier (c'était à dix heures du matin, je suis bien renseigné), Saint-Just a proposé en termes très-nets la dictature de Robespierre : « Il faut, a-t-il dit, une volonté une, pour remplacer les mille dictatures qui affaiblissent la patrie. » Il n'y a donc plus de doute. Eh bien! tous se sont courbés, et j'ai vu — ce que l'histoire ne voudra jamais croire — au moment où Robespierre est descendu de la tribune, un représentant, un montagnard (j'ignore son nom, mais c'est l'Hercule de la Convention, il a six pieds de hauteur) s'approcher humblement, saisir dévotement et baiser le bas de l'habit de ce pygmée. Et ce représentant, paraît-il, est un de ceux qui se savent marqués pour la mort.

Voilà comme ces braves essayent d'éloigner leur supplice à force de bassesse. Car Maximilien se sent tellement fort, qu'il n'a pas craint de laisser dire par ses partisans que les listes de proscription sont faites. C'est ainsi qu'il les terrorise. Seulement, avec ce vague mystère, ce menaçant inconnu dont il connaît la puissance, et dont il a toujours su si habilement tirer parti, il laisse ses ennemis en crainte et en espoir, afin de les empêcher, tout en les épouvantant, de se concerter pour résister. Il fait dire qu'il y a sur ces listes tantôt trente noms, tantôt dix-huit, tantôt douze, tantôt six. Billault, Amar, Vadier, Voulant, Tallien, Fréron, Lecointre de Versailles, Barras, Alquié, Monestié, Cavaignac, Ruamps, Bourdon de l'Oise, Léonard Bourdon, Audoin, Barère, Legendre, Fouché, Cambon, Carnot, Thuriot, Collot-d'Herbois, etc., etc., peuvent se croire menacés, mais aussi espérer que le danger n'atteindra que leurs compagnons. Ils se réfugient lâchement dans cet espoir, en essayant de démontrer au tyran qu'ils ne sont pas les ennemis décidés de sa dictature, et d'attirer sur leurs frères toutes les foudres du futur dictateur.

— Tous ces détails d'une histoire qui nous touche si sensiblement, et que nous ne connaissons pas, sont pour moi du plus grand intérêt, et bien faits pour entraîner la certitude, dit l'abbé en réfléchissant. Ainsi, monsieur le comte, vous concluez que dans aucune circonstance, Robespierre ne saurait être vaincu ?

Le diplomate ne répondit pas immédiatement. Il penchait l'oreille du côté de la porte, où il semblait qu'on essayait d'ouvrir. Mais le bruit cessa et nos deux royalistes, distraits par ce bruit du dehors et reprenant vivement leur conversation comme des gens qui ont hâte d'en finir, ne firent pas attention à un autre bruit plus léger qui venait de l'intérieur et qui était comme d'un homme qui marche nu-pieds avec grande précaution.

— Il faudrait, monsieur l'abbé, pour que Robespierre fût vaincu, que la Providence rassemblât trois choses : en premier lieu la preuve évidente des projets réels de Robespierre. Il paraît que les royalistes du baron de Batz ont cette preuve en main ; ils en ont fait parvenir quelque chose, apparemment, aux montagnards, qui, d'après le dire de mes amis les jacobins, s'agitent beaucoup ; mais sans doute les preuves ont paru vagues, car cette agitation n'a rien produit. En second lieu, il faudrait la liste exacte des conventionnels que Maximilien veut exterminer. D'après Chrétien, les royalistes auraient aussi enlevé, dans les papiers de Robespierre, quelque chose comme cela ; mais cela ne suffisait pas. Il n'y aurait que les montagnards désignés qui bougeraient, et encore ils savent si bien que la Convention et l'opinion sont pour Robespierre, que ceux

qui craignent d'être compris sur la fatale liste (et ils sont soixante), savez-vous ce qu'ils font? croyez-vous qu'ils s'arment, s'organisent, prennent des précautions énergiques? ils se contentent de ne pas coucher chez eux. Voilà les hommes! Il faut donc, en troisième lieu, quelque chose de plus, quelque chose qui enlève à Maximilien l'appui de l'opinion républicaine et de la Convention républicaine; quelque chose comme une preuve évidente de conspiration avec l'étranger, avec l'Angleterre surtout. Cela pourrait être une arme terrible. Et encore faudrait-il qu'elle tombât entre les mains du seul homme capable de s'en servir, du seul homme énergique, qui n'ait pas été écrasé ou dompté par Robespierre, et qui puisse espérer succéder à ses projets de dictatures, je veux dire Billault-Varennes. Parmi les autres, quelques-uns, comme le boucher Legendre, sont braves, mais ils ont été intimidés par Maximilien et sont sous la terreur; quelques autres, comme Tallien ou Fréron sont habiles, mais ils sont méprisés, et la chute de tels intrigants n'exciterait que des applaudissements.

— Vous avez toutes les apparences de la raison pour vous, monsieur, dit le prêtre avec un soupir.

— Et dès lors je suis autorisé à vous prier d'user de toute votre influence pour empêcher les royalistes de prendre part au mouvement qui s'annonce, conclut prestement le diplomate. Monseigneur sait que cette influence est grande, et que la foi religieuse agit plus énergiquement dans les cœurs que les opinions politiques. Nous n'ignorons pas que le clergé a une véritable autorité sur tout ou partie de certaines sections ou compagnies de garde nationale parisienne. Vous ne voudrez pas suivre le plan aventureux du baron de Batz et sacrifier inutilement, à lutter contre une force irrésistible, les fidèles sujets du roi de France.

On entendit frapper à la porte d'une façon encore discrète, mais un peu plus brusque que précédemment. M. d'Entraigues fit un mouvement comme pour aller ouvrir. L'abbé le retint.

— C'est évidemment quelqu'un de céans. Excusez-moi de vous retenir encore, ce n'est que pour quelques instants. Vous avez déployé une grande franchise; je serai à mon tour, je ne dirai pas sincère, il me serait impossible de ne pas l'être, mais complètement ouvert avec vous. Ne craignez-vous pas qu'en voyant Mgr le régent paraître indifférent à une affaire qui pourrait précipiter du haut de sa puissance le monstre altéré du sang de la noblesse, du clergé, de la bourgeoisie, de toute la France *pensante*, en un mot, on ne le croie bien indifférent au sort de tant de sujets fidèles de Sa Majesté Louis XVII. Un plus long règne de Robespierre, c'est le signal assuré de leur mort. Enfin, continua le digne et candide abbé

avec quelque hésitation et en baissant les yeux, que Notre Seigneur me garde d'accuser dans mon cœur un prince de l'auguste et sainte maison de Bourbon de crimes imaginaires. Mais, je dois vous le dire, beaucoup de gens d'esprit délié et expérimenté, encouragés dans leurs méchantes pensées par l'exemple odieux donné par celui qu'on a nommé Philippe-Égalité, disent, et je ne le répète qu'en tremblant, que Monsieur, que Mgr le comte de Provence n'est point fâché de voir continuer un régime qui doit, en se continuant, supprimer le seul obstacle qui sépare M. le comte de Provence du trône de France.

Un sourire fugitif et railleur erra sur les lèvres du diplomate.

— Croyez-vous donc, monsieur l'abbé, que les montagnards qui remplaceraient Robespierre au pouvoir, que les Collot-d'Herbois, les Barère, les Vadier, les Billaud-Varennes, les Tallien, les Fouché, les effroyables scélérats qui ont fait les massacres de septembre, qui ont ordonné les massacres de Lyon, de Bordeaux, que les monstres du Comité de salut public et de surveillance générale, seraient moins cruels pour les aristocrates et plus disposés à délivrer l'auguste prisonnier du Temple.

L'abbé de Dampierre secoua la tête.

— Vous avez raison, murmura-t-il.

— Le public ne le sait pas, la Convention elle-même l'ignore; mais le public le saura, ainsi que la Convention, et les jacobins sont bien renseignés là-dessus : eh bien, voilà quatre décades que Robespierre ne va plus au Comité de salut public. J'aurai l'honneur, à notre prochaine entrevue, de vous expliquer quelle est la cause et le but de cet abandon du Comité; mais savez-vous ce qui est arrivé? le Comité, abandonné à lui-même, a envoyé à l'échafaud deux fois plus de victimes qu'au temps où Robespierre y dirigeait tout.

— En effet, mais quels sont donc ces monstres...

— Je vous le dirai aussi ce que sont ces Amar, ces Vadier, ces Vouland, et Louis du Bas-Rhin, et Jagot et Barère, et Collot; mais cette conversation a été bien longue pour Sempronius Boudin. Heureusement l'on peut toujours compter sur la sottise crédule autant que sur la méchanceté aveugle des sans-culottes. Je veux vous dévoiler toute la politique de Mgr le régent en quelques mots. Il veut d'abord laisser ces gens-là se dévorer les uns les autres, comme ils ont commencé à le faire, et dérouler librement le rouleau de tous les crimes que contiennent en soi la démocratie et la République, afin d'en dégouter à tout jamais les générations à venir. Il veut ensuite que la France, en tombant sous la dictature, reprenne ces habitudes de respect de l'autorité que la République lui a fait perdre, et comprenne essentiellement la différence qu'il y a entre le

pouvoir doux, bienveillant et légitime de nos rois et la tyrannie d'un chef républicain. On peut prévoir que d'ici à un an un homme plus fort et plus fou que Robespierre, je veux dire Saint-Just, lui succédera. Cet écolier de talent, qui a le cœur le plus ferme et le plus fermé qu'on puisse imaginer, continuera de chercher à changer en réalité ses thèmes, ses versions et ses amplifications de rhétorique. Il travaillera avec cet enthousiasme que la folie donne au génie, et avec sa puissante volonté, à réaliser son rêve; il voudra qu'il n'y ait plus en France, dans l'univers que des chaumières et des paysans. Alors le fruit sera mûr, et nous pourrions secouer les branches.

— Soit, dit le prêtre, je m'efforcerai de réfréner l'ardeur de ceux qui voudront bien me demander conseil. Je ne promets pas de réussir. Il est difficile de retenir tant de pères, de frères, de fils, d'amis dont les parents ou les amis sont dans les cachots, attendant la mort, et qui semblent pouvoir être sauvés par la chute de celui que l'opinion générale regarde comme le chef et le plus cruel de leurs tyrans. Au moins, puisque Dieu seul peut nous sauver par un miracle de sa toute-puissance, allons-nous redoubler de prières, de supplications, de larmes, afin que, dans ce cercle de féroces scélérats qui nous entoure, il choisisse celui qu'il convient de frapper le premier pour rompre le cercle et égrèner le chapelet de la tyrannie.

— Nous comptons bien que Dieu, reprit le sceptique diplomate avec un nouveau sourire, voudra donner raison à la logique des choses, telle que les bons esprits la voient et telle que je vous l'ai démontrée. Enfin, car il me faut conclure, Mgr le régent est dirigé par des vues plus hautes encore. Il ne veut pas engager en ce moment ses fidèles royalistes, ni à Paris ni dans les provinces, car la seule nation qui puisse en ce moment seconder le mouvement c'est l'Angleterre, et nous nous défions de l'Angleterre. Nous sommes convaincus qu'elle a pour unique politique de travailler à un abaissement, à un affaiblissement plus grand encore de la France, en entretenant la guerre civile. Nous voyons qu'elle veut ramener en Bretagne les plus illustres, les plus intelligents, les plus expérimentés d'entre les émigrés, uniquement pour les faire égorger. La politique du parti royaliste et de Mgr le régent est donc de rompre l'alliance avec l'Angleterre et de continuer les traditions de la politique de la maison de Bourbon, en demandant à l'Espagne l'aide que nous redoutons d'être obligés de devoir à l'Angleterre. C'est là le fin du jeu, monsieur l'abbé. Attendez encore, et nous démasquerons l'odieux et machiavélique cabinet de Saint-James, et une flotte espagnole débarquera dix mille émigrés sur les côtes du Poitou.

M. de Dampierre allait répondre lorsqu'un bruit, cette fois violent, éclata dans la rue. Les clameurs confuses et les coups répétés

dont la porte était assaillie troublèrent un instant nos deux royalistes.

— Je me suis attardé, et le peuple souverain de Meudon vient de rêver quelque nouvelle sottise. Voyons donc.

En disant ces mots, M. d'Entraigues s'avancait vers la porte.

— No, dit une voix aigre, j'avais tout entendu ce que vous avez dit d'injurieux contre l'Angleterre. Je demande raison.

— Ah! misérable traître, tu nous espionnais, s'écria d'Entraigues, en qui le diplomate disparut immédiatement pour faire place au soldat et au montagnard Vivarois. Tu vas mourir.

Il se jeta sur Samuel avec tant de force, que celui-ci encore faible, du reste, céda et tomba. Entraigues se précipita sur lui, et, le saisissant à la gorge de la main gauche, il tira de la droite un long stylet.

— Comte, comte, s'écria le prêtre, vous ne commettrez pas ce crime.

Le bruit redoublait toujours et aussi les efforts pour ouvrir ou forcer la porte.

— J'ignore, continuait l'abbé en saisissant encore le bras qu'Entraigues avait dégagé, ce qui a pu le pousser à nous espionner, mais je suis prêt à croire que ce n'est pas un traître et qu'il ne nous trahira pas.

Samuel, serré à la gorge, fit un signe éloquent de ses yeux, qui commençaient à devenir sanglants sous l'effort du comte.

— Qu'importe, cria celui-ci, il n'est rien de plus muet que la mort, d'ailleurs ce cadavre expliquera aux coquins qui hurlent là pourquoi j'ai été si longtemps ici, et l'on nous portera tous en triomphe. Il faut qu'il meure.

La vieille femme, restée jusque-là indifférente, s'était levée et avancée, et, tirant avec le bec de sa canne le bras du comte :

— Vous ne tuerez pas un homme chez moi, dit-elle de sa voix étrange. Je vous ai donné l'hospitalité à tous. Il y a toujours eu alliance entre les Saint-Yon et les Anglais depuis plus de trois cents ans. Je le jure par Denizot, mon ancêtre, si vous le touchez, cet Anglais, je dis hautement qui vous êtes et je livre tout le monde et moi avec. Je l'ai juré.

Elle fit tranquillement un pas pour retourner à sa place.

— Il faudra donc, s'écria le diplomate en se soulevant avec un étrange et froid sourire, commencer par la vieille femme. Je ne me laisserai pas prendre ici comme un sot. Ce serait un beau début pour un homme qui a rêvé de succéder à Richelieu. Allons, le pistolet pour la vieille femme.

— Et pour moi, monsieur, s'écria l'abbé en se plaçant devant la gueule d'un pistolet que d'Entraigues avait tiré de sa carmagnole, et dont il visait la centenaire.

Il avait lâché la gorge de Samuel et continuait de le menacer du poignard qu'il tenait maintenant dans sa main gauche. L'Anglais s'était écrié d'une voix éteinte :

— J'expliquerai le espionnage. Je joue de n'être pas un traître! Et il était retombé la tête sur le sol, et momentanément suffoqué.

— Faudra-t-il tuer le prêtre aussi? murmura d'Entraigues au comble de la fureur et en grinçant des dents.

En ce moment la porte, assaillie de coups violents, céda sous un pavé qui emporta la serrure, et une troupe hurlante entra dans le petit corridor, à l'autre bout duquel se trouvaient nos quatre personnages.

CHARLES D'HÉRICAUT.

La suite prochainement.

PARIS CAPITALE

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

I

C'était un triste convoi que celui qui, dans l'après-midi du 6 octobre 1789, ramenait Louis XVI de Versailles à Paris. Le ciel s'était éclairci à la fin de la journée, mais il avait plu le matin, et la route, défoncée par les foules qui y avaient passé et repassé depuis la veille, n'était qu'un long sillon de boue. Au bruit des clameurs, des tambours et des coups de feu, roulait d'abord, tumultueusement triomphante, la tourbe de femmes qui, le 5 octobre, sous le commandement de l'huissier Maillard, était partie la première de Paris aux cris de : A Versailles! Du pain! et qui avait donné à la garde nationale le signal de l'expédition. Plusieurs portaient au bout de piques des miches de pain ou des branches de peuplier. Des forts de la halle traînaient des chariots de blé et de farine ornés de feuillage. Avec la mobilité des foules parisiennes, beaucoup de ces femmes semblaient avoir oublié leur colère de la veille. Ivres d'orgueil et de vin, elles racontaient à tout venant leur victoire. « Nous amenons, criaient-elles, le boulanger, la boulangère et le petit mitron. » Puis elles revenaient sur leurs pas pour jouir de la vue de leur royale capture et pour lui jeter quelque apostrophe familière. Chateaubriand assistait à ce retour dans les Champs-Élysées. Longtemps après, il avait encore présent à l'esprit le spectacle de ces « harpies », ces « larronesses », ces « filles de joie », ces « sales bacchantes » ; quelques-unes sur les chevaux enlevés aux gardes du corps, d'autres à califourchon sur les canons, « tenant les propos les plus obscènes et faisant les gestes les plus immondes » ; puis, mêlés à ces femmes, « des chiffonniers en lambeaux, des bouchers, tablier sanglant aux cuisses, couteaux

nus à la ceinture, manches de chemises retroussées ». Il n'avait pas oublié surtout les têtes livides et sanglantes de deux gardes du corps massacrés pendant la nuit, que l'on portait sur la pointe des halbardes comme un trophée, et qu'en passant on avait fait friser et poudrer par un perruquier de Sèvres. A la suite de cette foule venait, un peu plus en ordre, mêlée au régiment de Flandre et aux Suisses, la garde nationale parisienne. Les gardes du corps désarmés marchaient comme des captifs, épuisés de faim et de fatigue.

Le lourd carosse qui renfermait la famille royale avançait difficilement, disparaissant presque au milieu d'une forêt de piques et de baïonnettes. Une escorte de cavaliers n'empêchait pas des émeutiers à sinistre visage d'entourer la voiture, de s'installer d'assaut jusque sur le siège et sur le marchepied des laquais, hurlant : Vive la nation ! Plusieurs étaient armés, et tiraient à chaque moment des coups de fusil ou de pistolet. Lafayette veillait à la portière, la tête au vent, enflé, et pourtant embarrassé de son rôle ; flatté dans cette vanité peu clairvoyante qui lui faisait rechercher à tout prix l'apparence du pouvoir, dût-il ne pas en avoir la réalité, mais parfois inquiet et troublé quand la foule semblait trop menaçante ; jouissant, comme il l'a dit plus tard, de paraître « avoir son souverain en sa puissance, » de « lui mesurer les applaudissements » et de « le conduire où il voulait », mais honteux d'être associé à de pareils vainqueurs. Il dissimulait son trouble sous une sorte de fierté crâne et de bonne grâce, affectait bel air et brillante tournure, et demeurait marquis même en cet équipage de général populaire ; du reste, ayant plus de dégoût que de scrupule, il croyait avoir suffisamment sauvegardé son honneur de gentilhomme, quand il avait fait contraster son élégante et irréprochable courtoisie envers ses augustes captifs avec la familiarité grossière de la canaille dont il était pourtant le chef, ou plutôt l'instrument.

Dans l'intérieur de la voiture étaient le roi, la reine, leurs enfants, Monsieur, madame Élisabeth et madame de Tourzel. Louis XVI était silencieux, un peu passif, comme toujours, avec une expression de bonté plus bourgeoise que royale. La foule l'appelait « le bon papa ». Prévoyait-il dès ce moment toutes les conséquences de son retour à Paris ? On peut en douter ; mais un secret instinct avait dû l'avertir qu'en abandonnant, sur l'ordre de la populace, la demeure de Louis XIV, il descendait les premières marches de son trône. Il avait résisté quelque temps ; puis, quand il avait cédé : « Mes enfants, avait-il dit, vous voulez que je vous suive à Paris ; j'y consens, mais à condition que je ne me séparerai pas de ma femme et de mes enfants. » Le roi était-il moins préoccupé que le père et l'époux ? Quant à la reine, elle était frémissante : elle portait sur son visage

la trace des émotions de cette nuit terrible où elle avait été obligée de fuir, à peine vêtue, devant les bandes qui brisaient les portes de son appartement et massacraient ses gardes en criant : « Il nous faut le cœur de la reine ! » Mais elle avait encore cette dignité vaillante et souveraine qui le matin, sur le balcon du château, où on l'appelait pour l'outrager, peut-être pour la tuer, avait subjugué la foule et lui avait arraché des applaudissements. Quelques heures auparavant, elle avait sangloté en parlant à madame Necker des humiliations qu'on lui préparait. Mais devant le peuple, la fille de Marie-Thérèse ne pleurait pas ; plus dégoûtée de la joie grossière et presque bienveillante de la foule qu'elle n'avait été effrayée de ses cris de mort. « Sa physionomie, disait d'elle, le lendemain, madame de Staël, était belle et irritée ; on ne peut l'oublier quand on l'a vue. » Madame Élisabeth, que le roi avait d'abord voulu envoyer avec ses tantes à Bellevue, et qui avait sollicité comme une grâce de partager les périls du voyage, était, dit encore madame de Staël, « à la fois calme sur son propre sort et agitée pour celui de son frère et de sa belle-sœur. » Elle surmontait les répugnances et les méfiances que lui inspirait Lafayette, pour l'encourager et le lier par des paroles bienveillantes et des remerciements. Enfin les deux enfants promenaient un regard triste et étonné sur ces scènes si nouvelles pour eux. Ils semblaient répéter cette question que le jeune dauphin, troublé dans son sommeil, souffrant de la faim, avait, d'une voix déchirante, adressée le matin à sa mère : « Est-ce que hier n'est pas encore fini ? » Cet « hier » ne devait pas finir de sitôt. Les enfants de France ne faisaient que commencer leur apprentissage des humiliations royales.

Le roi et les siens n'étaient pas les seuls vaincus que Paris ramenait dans ses murs. A côté du carrosse de Louis XVI, on remarquait une centaine de députés, les uns en voiture, les autres à pied. L'Assemblée, en attendant qu'elle vînt, suivant sa décision du matin, s'installer auprès des Tuileries, avait chargé une députation d'accompagner le roi, comme pour bien marquer qu'elle aussi était prisonnière, et donner toute sa signification au triomphe de la démagogie parisienne.

Le voyage était lent : on mit six heures de Versailles à Paris. A chaque instant il se produisait des arrêts dans cette foule de plus de soixante mille hommes ou femmes : stations douloureuses et menaçantes qui permettaient au roi et à la reine de savourer leur supplice, et qui remplissaient d'angoisse l'âme des rares serviteurs demeurés auprès d'eux. La nuit était close quand on arriva à Paris. A la barrière, Bailly exprima, au nom de Paris, le vœu que le roi établît dans cette ville sa résidence habituelle. Louis XVI répondit

quelques paroles où il s'efforça de mettre le mot de confiance. A l'Hôtel de Ville il lui fallut se montrer au peuple. Puis il entra dans ce palais des Tuileries, abandonné depuis deux règnes, où rien n'était prêt pour son installation, et où la reine dut faire dresser des lits de camp pour ses enfants dans la chambre même où elle recevait les visiteurs. La foule, qui n'avait guère crié pendant le trajet que Vive la nation ! assurée maintenant de son triomphe, commençait à crier Vive le roi ! Dans la rue on s'embrassait en pleurant de joie. Le lendemain matin, cette foule se pressait encore autour des Tuileries, demandant à voir « son roi, » le forçant à paraître sur le balcon, et même à descendre dans le jardin où on voulait l'acclamer. Ces gens, la veille prêts à tout massacrer dans le château de Versailles, s'attendrissaient en regardant par les fenêtres le repas de la famille royale.

II

Voilà le roi et l'Assemblée dans Paris. Le voyage a été triste : les conséquences en seront plus tristes encore. C'est précisément l'objet de cette étude, de les rechercher, de les noter à chaque heure de la Révolution, non-seulement dans ces insurrections trop fameuses où la capitale s'est imposée au gouvernement et aux Assemblées, mais dans cette usurpation incessante, souvent obscurcie ou négligée par les historiens, qui a mutilé progressivement et bientôt détruit la souveraineté nationale. Aussi bien, cette étude a un intérêt plus qu'historique : elle touche à l'un des problèmes vitaux débattus aujourd'hui dans l'opinion. Notre gouvernement et notre Assemblée sont à Versailles comme en 1789 ; on prétend encore une fois les ramener à Paris. Serait-ce trop de demander à ceux qui sont prêts à y consentir, de relire auparavant quelques pages de notre histoire, et de considérer ce que le 6 octobre a coûté, non pas tant encore à la royauté qu'à la Révolution elle-même.

De ce jour, en effet, la Révolution est dévoyée. La direction et l'exécution en sont enlevées aux représentants de la nation, pour être livrées à la seule démagogie parisienne. Le mouvement réformateur de 1789, tel qu'il s'est manifesté dans les cahiers des trois ordres, a été l'œuvre de la France entière. C'est là son caractère propre, ce qui le distingue des agitations révolutionnaires, œuvre de Paris. Tous les Français ont pris part à la rédaction des cahiers. Les plus humbles paysans de nos paroisses rurales, rassemblés devant l'église au son de la cloche, ont conféré pour exposer leurs griefs et

leurs vœux. Jamais suffrage plus « universel, » manifestation plus vraie, plus audacieusement démocratique de la volonté nationale. On assure que plus de cinq millions d'électeurs ont pris part au choix des députés. A la fin de la Révolution, on s'estimait heureux d'obtenir huit à neuf cent mille suffrages dans un plébiscite constitutionnel. Phénomène plus remarquable encore, ce mouvement si général s'est trouvé presque unanime. Habitants du Nord ou du Midi, prêtres, nobles ou bourgeois, autrefois divisés lors des anciennes réunions d'états généraux, se sont accordés pour réclamer un certain nombre de réformes capitales, les vrais « principes de 89 ». Poursuivre la réalisation de ces vœux au moyen d'une assemblée librement élue, délibérant librement, soumise aux seules inspirations de la France, telle était l'œuvre féconde, glorieuse, vitale, que sont venus arrêter les obscurs et hideux émeutiers du 6 octobre. A la France qui venait de parler et d'agir, on sait avec quel éclat, ils ont substitué violemment la parole et l'action de Paris. Avant le 6 octobre, et depuis l'ouverture des états généraux, il y avait eu plus d'une triste journée, plus d'une faute grave, dues à la violence des foules, à l'impatience du parti populaire, à l'imprudence de la reine et de la cour, à l'indécision du roi, à l'incapacité des ministres, à l'inexpérience de tous. Toutefois, la journée vraiment néfaste, celle à partir de laquelle il faut désespérer de la Révolution, c'est la journée du 6 octobre.

Il semble que les grands esprits de cette époque, ceux que l'on peut appeler les hommes de 1789, aient eu tout de suite le sentiment du coup qui venait d'être porté à leur œuvre. Dans l'Assemblée, personne n'avait jamais désiré ni même prévu un changement de résidence. C'est seulement le matin du 6 octobre que la Constituante s'est trouvée subitement en face du problème de la translation à Paris. A la nouvelle que Louis XVI, pressé par la foule, se rendait dans cette ville, elle a dû décider, sans même un débat, qu'elle suivrait le roi. Ce problème si redoutable se trouvait tranché malgré elle, en dehors d'elle. Elle subissait les volontés du peuple non-seulement sans les avoir discutées, mais sans que l'émeute lui ait fait l'honneur de les lui signifier directement. Aussi tous les députés sont-ils surpris, plusieurs terrifiés. Le jour même, un grand nombre demandent leurs passe-ports. Les chefs des constitutionnels modérés, réunis chez Bergasse, délibèrent s'il ne conviendrait pas de donner leurs démissions en masse, pour en appeler à la province des attentats de Paris. On ne prend pas de parti général ; mais plusieurs s'éloignent, et parmi eux de fort considérables : l'évêque de Langres, Lally-Tollendal, et enfin Mounier, celui qui avait proposé, quelques mois auparavant, le serment du Jeu de paume. Président de l'Assemblée le 5 et le 6 octo-

bre, Mounier a montré une grande fermeté. Il a vainement engagé le roi, toujours indécis, à se retirer à cheval, la reine en croupe derrière un garde du corps, et à convoquer les députés à Rouen. Mais, le roi et l'Assemblée une fois entraînés à Paris par l'émeute, le grand mouvement de réforme auquel il a poussé avec tant d'ardeur lui paraît perdu. Il se décourage, se retire en Dauphiné : spectacle qui se reproduira souvent pendant la Révolution ! Rien dans l'histoire n'est comparable à l'espoir illimité, à l'orgueilleuse confiance, à l'illusion fascinante du départ. Mais après avoir fait quelque chemin, ces hommes s'arrêtent, les uns plus tôt, les autres plus tard, las, usés, désespérés ; ils abandonnent cette révolution qu'ils compaient diriger, et qui, toujours livrée aux forces de plus en plus basses, entraînée d'un mouvement chaque heure plus rapide, les dépasse, les trompe et les épouvante.

Tous les amis de Mounier partagent ses alarmes ; tous n'imitent pas sa défaillance. L'honnête et dévoué Malouet, beaucoup d'autres encore, demeurent au poste de combat. Mais ils sont déconcertés et affaiblis. L'un des observateurs les plus sagaces de la Révolution, Mallet-Dupan, a pu dire que « les forfaits d'octobre ont détruit le parti des constitutionnels modérés ». Madame de Staël, qui a tout vu du château de Versailles, rentre à Paris par un autre chemin que la foule, l'âme navrée. Elle devait écrire quelques années plus tard, en rappelant ces événements : « L'Assemblée constituante, transportée à Paris par la force armée, se trouva à quelques égards dans la situation du roi lui-même ; elle ne jouit plus entièrement de sa liberté. Elle avait été maîtresse du sort de la France depuis le 14 juillet jusqu'au 5 octobre 1789 ; mais à dater de cette dernière époque, c'est la force populaire qui l'a dominée. »

Les hommes de gauche de l'Assemblée ne sont pas moins désorientés et troublés. Sieyès disait tristement : « Je n'y comprends rien : cela marche en sens contraire. » Mirabeau, le plus grand esprit, le seul homme de génie de la Révolution, voyait plus clair encore. On l'avait accusé à tort d'avoir été l'un des fauteurs du mouvement. Le 5 octobre, comme il était monté auprès du président Mounier pour lui annoncer que quarante mille hommes arrivaient de Paris, et l'engager à lever la séance : « Non, avait répondu Mounier, je ne la lèverai pas ; j'attendrai cette armée, et avant que nous désesparions, elle nous tuera tous sur place... mais tous, entendez-vous bien, monsieur le comte ? » avait-il ajouté en regardant fixement Mirabeau, qu'il soupçonnait. « Le mot est joli, monsieur le président, » s'était contenté de répliquer Mirabeau. Le 6, c'était sur sa proposition que l'Assemblée avait décidé de suivre le roi à Paris. Mais il avait trop fréquenté Camille Desmoulins et les agitateurs parisiens, pour ne pas

prévoir ce dont ils seraient capables une fois les pouvoirs publics sous leur main. Dès le lendemain, il se rendait de très-bonne heure chez le comte de la Marck : « Si vous avez quelque moyen, lui disait-il en entrant, de vous faire entendre du roi et de la reine, persuadez-leur que la France et eux sont perdus, si la famille royale ne sort pas de Paris. Je m'occupe d'un plan pour les en faire sortir. »

Pendant que les hommes de 89 s'alarmaient ou même désespéraient, ceux qui devaient être les hommes de 93 étaient seuls à se réjouir. Eux aussi, ils avaient compris la portée de l'événement. Un an plus tard, Camille Desmoulins célébrait l'anniversaire du 5 et du 6 octobre, et il signalait avec cynisme, mais avec vérité, le résultat de ces journées : Le peuple parisien, disait-il, « a pris en ce jour les Bastilles vivantes dans la personne des ministres », il a « pris possession du roi et de sa femme », et « c'est par ce dernier triomphe que la capitale a couronné tous les autres ».

Convient-il donc à la France que « la capitale » prenne ainsi « possession » du gouvernement ? La province va-t-elle laisser Paris consommer cette usurpation sans protester ? Mounier, le plus illustre représentant de la province, qui, du fond du Dauphiné, avait donné à Vizille le signal du mouvement de 1789, est retourné dans ce même Dauphiné avec l'espoir d'y provoquer la résistance. Son appel demeure sans écho, et bientôt il est réduit à s'expatrier en Suisse. Inertie étrange, dont on ne saurait trouver l'explication si l'on ne remonte jusqu'à l'ancien régime. N'est-il pas juste, d'ailleurs, de dénoncer la part de responsabilité qui incombe, dans presque toutes les fautes de la Révolution, à cet ancien régime ? Depuis deux siècles on avait supprimé toute vie locale dans les provinces ; on avait travaillé à effacer jusqu'aux traits de leurs physionomies diverses. Dans la destruction de toutes les libertés, de toutes les autonomies, une seule force était restée debout et avait grandi : l'opinion. Mais Paris en était le siège exclusif. « Les Parisiens et les auteurs, écrivait Mallet-Dupan quelques années avant 1789, ne s'occupent nullement des provinces. À les entendre, on croirait que le gouvernement ne s'étend pas au delà des barrières de Paris. » Dès 1740, Montesquieu écrivait à un de ses amis : « Il n'y a en France que Paris et les provinces éloignées, parce que Paris n'a pas eu encore le temps de les dévorer. » En 1789, ajoute M. de Tocqueville, après avoir cité ce passage, « Paris avait achevé de dévorer les provinces ». Au lendemain même de ces jours où la nation entière, en rédigeant ses cahiers, avait montré tant de vie et un sentiment si général et si profond des réformes nécessaires, Arthur Young, qui voyageait alors en France, constatait avec stupéfaction le contraste entre Paris et les provinces. Dans Paris, tout était activité et bruit ; chaque moment produisait un pamphlet politique, il s'en

publiait jusqu'à quatre-vingt-douze par semaine. « Jamais, d'ailleurs, n'ai vu un mouvement de publicité semblable, même à Londres. Hors de Paris, tout lui semble inertie et silence; on imprime des brochures et point de journaux. Les provinces cependant sont curieuses, mais si les citoyens s'assemblent quelquefois, c'est pour approuver les nouvelles qu'on attend de Paris. Dans chaque ville, l'administration commande aux habitants ce qu'ils vont faire. La réponse est par lettre, et même : « Nous ne sommes qu'une ville de province : il faut attendre ce qu'on fera à Paris. » — Ces gens, ajoute le voyageur anglais, ne sentent même pas avoir une opinion jusqu'à ce qu'ils sachent ce que l'on pense à Paris. »

Voilà pourquoi, par le fait de l'ancien régime, l'attentat du 6 octobre par Paris contre la France n'a rencontré aucune résistance dans les provinces. Il en sera de même pour toutes les révolutions de la capitale. Lafayette protestant après le 10 août, les décrets du 31 mai, ne seront pas plus écoutés que Mounier le 6 octobre. Désormais, Paris, tenant dans ses murs l'Assemblée nationale, le gouvernement, va régner sans conteste, et l'histoire de la Révolution n'est que la suite des déviations chaque jour plus fréquentes et plus avilissantes que les passions d'une ville font subir au mouvement national de 1789.

III

« Cette ville, toujours dans la licence ou dans l'oppression, constamment travaillée par sa liberté et par sa servitude, recevant tour à tour l'une et l'autre comme une tempête, avait dans son sein une foule immense, qui n'eut jamais que cette cruelle alternative de se débattre entre des tyrans ou de l'être lui-même. » Qui ne croirait reconnaître Paris de la Révolution dans ce portrait de la Syracuse antique, tracé par Montesquieu. C'est que par ce côté, toutes les républiques démocratiques se ressemblent, Syracuse, Rome, Byzance. Gouverneur Morris, représentant de la république américaine en France pendant la Révolution, écrivait à un de ses compatriotes en 1792, après avoir assisté pendant trois ans aux désordres, aux passions de Paris : « Dieu merci, nous n'avons pas de population comme l'Amérique, et j'espère que notre éducation et nos mœurs nous serviront longtemps de ce fléau. » Qui pourrait dire que ce fléau n'ait été exaucé? New-York n'a-t-il pas sa « populace » aussi corrompue, aussi violente que celle de Paris? Son conseil municipal n'est-il pas le théâtre de scandales plus étranges encore que les nôtres?

ment les Américains ont eu le vulgaire bon sens de faire en sorte que New-York n'ait aucune influence dominante sur le gouvernement. Ils ont évité de mettre les pouvoirs publics à sa portée. Paris, si turbulent qu'il ait toujours été, avec sa vieille tradition de barricades, Étienne Marcel, les Bourguignons, la Ligue, la Fronde, n'est pas, entre les autres villes, une exception monstrueuse; ce qui est monstrueux, c'est l'action qu'ont donnée à Paris sur les destinées de la nation nos mœurs politiques, notre centralisation, et surtout l'installation dans cette cité des Assemblées et du gouvernement. Ne l'oublions donc pas, cette plaie de « la populace », c'est le mal permanent, général, nécessaire de ces capitales populeuses où les passions, les convoitises, les dépravations viennent de toutes parts, comme par une pente naturelle, s'accumuler et fermenter, et, pour employer la forte expression de Tacite parlant de Rome : « *quo cuncta atrocia et pudenda confluunt celebranturque.* »

Cette accumulation des éléments corrompus était déjà signalée à Paris sous l'ancien régime par les rapports de police. La tourbe des déclassés, des aventuriers affluant dans la capitale, devint plus nombreuse encore avec les premières secousses de la Révolution. « Il y a à Paris, écrivait Loustalot en 1789, quarante mille étrangers qui n'ont pas de métier déterminé, de logement stable, et dont le Palais-Royal est l'assemblée de district. » Cette écume monta aussitôt à la surface. De là ce caractère de barbarie qui surprend et épouvante dès les premières journées de la Révolution. Toutefois, en 1789, le peuple de Paris n'est pas encore le peuple défiant, sombre, désespéré que nous retrouverons quelques années plus tard, massacrant en septembre aux portes des prisons, abruti au spectacle journalier de la guillotine. Ce n'est pas encore Marat, monstrueux et hagard, déguenillé, la tête enveloppée d'un mouchoir, l'œil ouvert au soupçon, la bouche hurlante, obsédé par des visions de meurtre et d'extermination, vivant dans sa cave, partagé entre la fureur et la peur. Marat, dans lequel le Paris de 1793 se reconnaîtra tellement, qu'il en fera son Dieu et qu'il l'honorera après sa mort d'un culte public, avec une liturgie officielle, de l'encens, des prières, des autels et des prédications sur ce texte : *O cor Jesu, o cor Marat!* C'est plutôt le brillant Camille Desmoulins, pérorant au soleil de juillet en plein Palais-Royal, lettré non sans éclat, mais sans caractère, vrai gamin de Paris, hardi et lâche, frivole et sanguinaire, tendre pour ses amis et les livrant le lendemain, faible, corrompu, accessible à l'argent, plus encore aux impressions légères et mobiles de sa fantaisie, calomniateur sans duplicité, cruel sans méchanceté, célébrant en riant les exploits de la lanterne, dénonçant entre deux saillies ceux que massacrera la fureur populaire. Le peuple parisien des premières

années de la Révolution, tout hideux qu'il est à certains moments, a encore quelques aspects lumineux. S'il est prompt à se méfier, il est crédule; il apporte dans ses illusions une naïveté joyeuse; aussi facilement attendri que féroce; ayant sa part dans la « sensibilité » qui est alors de mode; acclamant le roi avec larmes quelques heures après avoir crié avec fureur : Mort au *veto* ! S'il est moins reposant à cause de cette mobilité, en est-il moins dangereux ?

Rien n'égale l'ignorance stupide de cette foule qui s'apprête à s'imposer et à se substituer aux Assemblées. On sait combien la question du *veto* souleva d'émeutes à Paris. Ce fut un des prétextes du 5 octobre. Presque personne ne savait ce que c'était. Les plus malins croyaient que c'était un impôt. Un témoin raconte que le jour même où l'émeute partait pour Versailles, un orateur s'exprimait ainsi dans un rassemblement : « Messieurs, nous manquons de pain, et en voici la raison : il n'y a que trois jours que le roi a eu ce veto suspensif, et déjà les aristocrates ont acheté des suspensions et envoyé les grains hors du royaume. » Et les auditeurs applaudissaient : « Ma foi, il a raison, ce n'est que cela ! »

Ce peuple déjà si troublé, à quel régime ne va-t-il pas être soumis ? Presse et clubs, tout est employé à remuer ses haines, à exalter son orgueil et sa fureur. La fermentation augmente chaque jour. Les journaux sont dans un état de frénésie chronique. C'est entre tous une sorte d'enchère où Marat lui-même est parfois dépassé. On pousse sans déguisement le peuple à « chasser les députés infidèles ». Chaque coin de rue est un forum, chaque borne une tribune, et au-dessus de tous ces petits clubs, dominant les deux grands clubs directeurs, les Cordeliers et les Jacobins, chacun imprimant au peuple son caractère propre. Le cordelier, sorte de fauve brute et enragé, ivre de vin et de sang, ayant tous les vices, sauf l'hypocrisie que son cynisme dédaigne, partageant ses faveurs entre Danton et Marat. Le jacobin, froidement méfiant et haineux, hypocrite et soupçonneux, poussé à la férocité par la peur et aux proscriptions par l'envie, ayant son type et devant trouver son maître dans Robespierre. C'est l'esprit jacobin qui flétrira au bout de peu de temps dans la population parisienne, ce que parfois, au début de la Révolution, à côté de tant de hideuses violences, on pourrait presque appeler une fleur d'enthousiasme et d'illusion naïve.

Le pouvoir prend lui-même à tâche d'encourager et de faciliter l'intervention révolutionnaire de la population parisienne. Il consacre les premières violences de la foule et les célèbre comme des fêtes nationales. Lafayette, chargé de maintenir l'ordre dans Paris, se fait honneur de porter la médaille du 14 juillet. La suspension du travail par suite de la révolution, met en outre le gouvernement en face du

problème qui se posera de nouveau au lendemain du 24 février 1848 et du 4 septembre 1870, problème d'autant plus redoutable que dès la seconde moitié du dix-huitième siècle, Paris était devenu une ville de fabrique; les ouvriers s'étaient groupés dans de nouveaux quartiers, bientôt populeux; Louis XVI faisait des édits pour accorder des privilèges et « donner une nouvelle marque de sa protection aux ouvriers du faubourg Saint-Antoine ». Mais, alors comme dans la suite, on ne trouve pas la solution du problème et on n'aboutit qu'à faire entretenir par l'État lui-même l'armée de l'émeute. On crée des ateliers nationaux qui comptent bientôt plus de trente mille ouïs décorés officiellement du nom de *travailleurs*. Il passe en axiome que la nourriture du peuple de Paris doit être assurée et même payée par la France. L'ouvrier dégoûté de son labeur quotidien perd son temps à écouter les orateurs du Palais-Royal, à s'enflammer dans les clubs, inoccupé et mécontent, toujours prêt à s'enrôler pour une manifestation ou pour une émeute. L'idéal du régime, ce sera la solde journalière de 40 sols votée en 1793 par la Convention en faveur des prolétaires parisiens, pour leur permettre de remplir leurs devoirs civiques et révolutionnaires.

IV

Il était facile d'augurer ce qu'allait devenir une Assemblée ramenée vaincue à la suite du roi, au milieu d'une telle population. Celle-ci a déjà donné, le 5 octobre, un avant-goût de ce qu'elle réservait à la Constituante et à ses successeurs, pour le jour où elle les aurait sous la main. Avant de se rendre au château, l'émeute n'a pas, en effet, épargné aux députés l'outrage de sa visite. Il leur a fallu écouter les insolentes injonctions de l'huissier Maillard; il leur a fallu subir les familiarités de ces mégères qui appelaient les députés par leur nom, demandaient « leur petite mère Mirabeau », forçaient le président Mounier à les accompagner au château, le gourmandant et l'embrassant, criaient « à bas la calotte » parce qu'il leur déplaisait de voir monter au fauteuil l'évêque de Langres, enfin, le soir venu, forçaient les députés d'interrompre la séance, se mettaient à parodier les délibérations, s'asseyaient à la place du président, et se faisaient servir à boire et à manger en pleine salle; tellement, que Mirabeau, qui rentrait en ce moment, s'écriait indigné, avec son formidable accent : « Je voudrais bien savoir comment on se donne des airs de venir troubler nos séances... Monsieur le président, faites respecter l'Assemblée. »

Sans doute, tant que siège la Constituante, la pression ne s'exerce pas d'une façon aussi brutale et impudente que plus tard sous la Législative ou sous la Convention. La grande Assemblée, même prisonnière, a gardé quelque chose de son premier prestige. Le peuple semble conserver longtemps dans l'oreille l'impérieuse apostrophe de Mirabeau aux pétitionnaires du 5 octobre. Les tribunes publiques, cependant, commencent dès lors à peser sur les délibérations par leurs applaudissements et leurs murmures. Parfois de jeunes aristocrates exaspérés, le vicomte de Mirabeau et Lautrec veulent donner l'assaut à ces tribunes : les dames de la halle qui y sont installées, tricotant comme chez elles, se lèvent alors et crient, toutes à la fois, leurs chausses à la main : A la lanterne ! Aux députés qui réclament au nom de la liberté et de la dignité de l'Assemblée, il se trouve déjà des flatteurs ou des complices de la multitude pour répondre, ainsi que le fit un jour Volney : « Comment, ce sont nos maîtres qui siègent là dans les tribunes : nous ne sommes que leurs ouvriers ; ils ont le droit de nous censurer et de nous applaudir. »

Ces mots de Volney révèlent ce qui a été de tout temps l'une des conséquences les plus funestes du séjour de l'Assemblée à Paris. C'est la tentation pour les minorités extrêmes de compenser leur infériorité par une alliance avec l'agitation populaire et de déplacer la majorité par les intimidations du dehors. Jamais les minorités, en France, n'ont résisté à cette tentation, et la gauche de la Constituante pas plus que les autres. En 1790, on trouve dans tous les troubles la main de ceux que Mirabeau appelait le « triumvire » Barnave, Lameth et Duport. C'est pour servir les desseins et les passions de ces hommes que la foule pille l'hôtel de Castries ou disperse violemment le club monarchique. Le désordre accompli, des députés se lèvent des bancs de la gauche pour le justifier ou l'excuser, et pour s'écrier comme Barnave l'avait fait après le meurtre de Foulon et de Berthier : « Le sang qui vient d'être répandu était-il donc si pur ? » Ce n'est pas seulement la majorité dont la liberté est ainsi compromise. La minorité elle-même devient l'esclave de ceux qu'elle a d'abord poussés. Combien sacrifient alors leur honneur et leur conscience à cette popularité parisienne ! Lafayette, Mirabeau, Barnave ! Sacrifices inutiles qui n'empêchaient pas la popularité d'échapper à ces hommes pour descendre à Brissot, et bientôt plus bas encore.

A la fin de la Constituante, ne cherchez plus, comme au début, la raison des fautes commises dans l'entraînement et l'illusion d'une confiance aveugle. L'Assemblée est désabusée et déjà lasse. Elle voit le mal de son œuvre et voudrait le réparer. Cependant elle ne peut ni revenir en arrière, ni même s'arrêter. Elle entreprend la révision

de la Constitution, dernière chance de salut. Barnave et ses amis, qui se sentent débordés, la désirent. La révision avorte misérablement. La force fatale qui s'impose à l'Assemblée, ce n'est pas l'opinion du pays, c'est l'agitation parisienne : c'est elle qui, par les journaux, les tribunes, et surtout les clubs, intimide ou décourage les modérés ; c'est elle qui asservit, par la crainte de perdre leur popularité, les révolutionnaires trop tard repentants ; c'est elle qui donne à une minorité la force d'une majorité ; c'est elle qui rend impérieuse et menaçante jusqu'à la parole de ce rhéteur médiocre, isolé sur les bancs de l'extrême gauche, qui s'exerce déjà à parler en dictateur, et dont le nom jusqu'ici obscur commence à être répété dans les clubs parisiens : Robespierre.

Sans doute l'heure n'est pas encore venue où l'émeute triomphe ouvertement. Après le retour de Varennes, la populace de Paris essaye d'imposer la déchéance du roi à l'Assemblée, qui n'en veut pas. Des affiches impérieuses sont apposées sur la porte même de la salle des séances. On crie : « Vivent les bons députés, que les autres prennent garde à eux. » Les plus infimes clubs des faubourgs rédigent des adresses qu'ils signent « le Peuple ». On organise des pétitions monstres. Les journaux annoncent que « le peuple souverain va se lever, apparaître dans sa force et sa majesté et signifier ses ordres à ses mandataires ». Enfin le rendez-vous décisif est donné pour le 17 juillet, au Champ de Mars. C'est aller trop loin ; l'Assemblée est encore de force à se défendre : elle exige de la municipalité des mesures vigoureuses, et quelques coups de fusil suffisent à Lafayette pour écraser, dans le Champ de Mars, ce commencement d'émeute. Il semble que la victoire soit aussi complète qu'elle a été facile. Les meneurs, terrifiés, se cachent. Madame Roland retourne à Lyon désespérée. Les jacobins signent une adresse où ils protestent de « leur respect pour l'Assemblée ». La Constituante a-t-elle donc retrouvé sa liberté, sa dignité, sa prépondérance ? Rien ne montre mieux à quel point tout est irremédiablement compromis par le séjour dans Paris que la rapidité avec laquelle disparaissent les fruits de cette victoire, au premier abord si décisive. Paris n'est pas longtemps à se remettre de sa panique et de sa déroute : au bout de quelques semaines, Robespierre, naguère fugitif, est plus arrogant que jamais et, aux acclamations des tribunes, notifie à l'Assemblée les arrêts rendus la veille au soir par le club des Jacobins. Pendant ce temps, le vainqueur de l'émeute de juillet, l'ancienne idole de Paris, Lafayette, voit s'évanouir toute sa popularité ; la presse imagine, pour le rendre odieux, la légende du « massacre du Champ de Mars », et la conséquence la plus manifeste de cette répression est l'impossibilité de la recommencer.

Que serait-ce si, de l'Assemblée, qui n'a pas encore perdu ment son prestige et sa popularité révolutionnaires, on tour regards sur les Tuileries? Ici l'oppression est tellement ma qu'il est superflu de s'y arrêter. Déjà, avant Varennes, la royauté à ce point prisonnière de la population parisienne, qu'elle n'était réellement plus. En 1791, lors des fêtes de Pâques, Louis XVI voulu se rendre quelques jours à Saint-Cloud pour ne pas être traint de s'adresser à un prêtre assermenté. Le peuple s'était saisi des rênes de ses chevaux; la garde nationale, appelée pour réprimer l'émeute, avait refusé d'obéir, et Lafayette, malgré ses efforts, n'avait pu frayer le chemin au roi. On sait comment, quelques semaines plus tard, Paris devait ressaisir son royal captif, fuyant dégringoler la route de Montmédy.

De tels faits ne pouvaient que confirmer dans leur opinion ceux qui avaient pressenti les suites du 6 octobre. On sait comment le 7, Mirabeau avait été trouver M. de la Mark, lui annonçant qu'il préparait un plan pour faire sortir le roi de Paris. Il s'est mis aussitôt à l'œuvre. Dans les mémoires qu'il fait transmettre à la Convention vers la fin de 1789, en 1790, au commencement de 1791, il revient sans cesse à la même idée : Le roi ni l'Assemblée ne sont à Paris, il faut qu'ils se retirent à Rouen. C'est le dernier mot de toutes les combinaisons qu'il propose pour sauver la royauté et la nation. Parle-t-il du lieu où devrait être convoquée la nouvelle Assemblée, il insiste pour « qu'on exclue formellement la ville de Paris dont la funeste influence a causé la déviation des principes de la première Assemblée nationale. » Enfin il trace de Paris ce portrait effrayant : « Jamais autant d'éléments combustibles et de matières inflammables ne furent rassemblés dans un seul foyer. Cent mille citoyens dont la seule ressource est le désordre; une multitude de gens indépendants qui soufflent la discorde dans tous les rangs publics; tous les ennemis de l'ancienne cour; une immense place accoutumée, depuis une année, à des excès et à des révoltes; une foule de grands propriétaires qui n'osent pas se montrer; qu'ils ont trop à perdre; la réunion de tous les auteurs de la Révolution et de ses principaux agents; dans les basses classes de la lie de la nation; dans les classes les plus élevées, ce qu'il y a de plus corrompu, voilà ce qu'est Paris. Cette ville connaît sa force; elle l'a exercée tour à tour sur l'armée, sur les ministres, sur l'Assemblée; elle l'exerce sur chaque individu; elle ôte aux uns le pouvoir d'agir, aux autres le pouvoir de se rétracter, et une foule de décrets n'ont été que le fruit de son influence... Il est certain que Paris sera la dernière ville du royaume où l'on remettra la paix; il faut donc... la

sirer que la seconde législature soit placée dans une ville où son indépendance et la liberté du roi soient mieux assurées. »

A mesure que les événements se développent, ne justifiant que trop ses pressentiments, l'avertissement de Mirabeau est plus ému, son conseil plus pressant. L'ardeur de sa conviction, l'imminence du péril donnent même à sa parole comme un accent de menace et de colère ; mais conseils et avertissements se succèdent sans résultat. Vainement Mirabeau dit-il avec désespoir au comte de la Mark, en parlant du roi et de la reine : « A quoi donc pensent ces gens-là ? Ils ne comprennent pas les dangers de leur position : ils battront le pavé de leurs cadavres. » — « Oui, répète-t-il sans cesse comme un terrible refrain, je vous le dis, on battra leurs cadavres. » Le gouvernement ne veut ou ne peut suivre ces conseils et Paris domine de plus en plus. Mirabeau meurt le 2 avril 1791 ; prévoyant que nul n'aura, après lui, la force qu'il croyait avoir de redresser la Révolution en arrachant le roi et l'Assemblée à Paris il s'écrie sur son lit de mort : « J'emporte avec moi le deuil de la monarchie ; après ma mort les factieux s'en disputeront les lambeaux. »

La Constituante ne survit que peu de mois à son grand orateur. Les hommes de 89, les réformateurs des états généraux sont définitivement vaincus par le peuple de Paris. Ne comptant plus guère aux séances de l'Assemblée que 200 membres sur 1,200, ils accueillent avec empressement la proposition de se dissoudre. Leur dernier acte est un décret essayant d'opposer quelques vaines barrières aux usurpations des clubs parisiens. Après ce décret, qui semble un témoignage impuissant, mais instructif de leur préoccupation dernière, une suprême dénonciation du mal dont ils souffrent depuis le 6 octobre, sous lequel ils ont fini par succomber, et qu'ils prévoient plus redoutable encore pour leurs successeurs, ils se dispersent, aussi las et découragés qu'ils avaient été confiants et fiers à leurs débuts.

V

Sous la Législative, la domination de la capitale est encore plus manifeste et en quelque sorte plus impudente. Les deux tiers de la nouvelle Assemblée sont modérés. Cependant, dès le début, c'est la minorité girondine qui domine par son alliance avec les clubs et avec la rue. Dans les agitations qui troublent journellement Paris à cette époque, il est facile de trouver la main des girondins. Ceux-ci

s'occupent, avec prévoyance, d'armer de piques la populace qui ne fait pas partie de la garde nationale; ils obtiennent qu'on leur donne la garde constitutionnelle, dernière défense du roi prisonnier. Ils vanteront d'ailleurs plus tard de cette complicité avec l'ennemi. Quelques-uns d'entre eux se livrent avec une sorte de candeur à cette œuvre ténébreuse. Madame Roland raconte que dans une réunion où l'on parlait des moyens de résister à la cour, Chabot se levait avec exaltation le vœu que celle-ci provoquât l'émotion populaire en attendant aux jours de quelques députés patriotes. Un jeune homme, Grangeneuve, qui a écouté Chabot sans mot dire, saisit le premier instant de lui parler en secret : « J'ai été, lui dit-il, frapper vos raisons : elles sont excellentes. Mais la cour est trop habile pour nous fournir jamais un tel expédient, il faut y suppléer. Trouvez des hommes pour faire le coup : je me dévoue pour être la victime. — Quoi ! vous voulez... ? — Sans doute ; qu'y a-t-il de si difficile ? Ma vie n'est pas fort utile. — Ah ! mon ami, vous ne serez pas utile ! » s'écrie Chabot : je veux partager cette gloire avec vous. — Mais vous voudrez : un c'est assez ; deux peuvent mieux faire en un jour. Chabot se charge de tout préparer. Le jour fixé, Grangeneuve se présente au testament, et va au lieu du rendez-vous. Il passe et repasse sans voir ni Chabot ni les assassins. Madame Roland, en racontant cette machination, ne paraît y voir que l'héroïsme de Grangeneuve et la couardise de Chabot.

La Législative n'avait d'ailleurs rien de ce prestige qui avait fait jamais complètement abandonné la Constituante. « Elle avait été gonflée, dit M. Quinet, de délibérer au milieu des huées. » Chaque jour les députés de la droite faisaient entendre des plaintes contre les violences des tribunes. Les assistants en avaient une fois à jeter des pommes à la figure de Brissot, ordinairement leur favori, mais que ce jour ils accusaient de trahison. « C'était gênant pour les royalistes, écrivait un journaliste de l'extrême gauche, d'avoir à droite des places attitrées ; ils étaient trop nombreux, on les huait même avant qu'ils ouvrisent la bouche. Ils étaient jugés au premier pas qu'ils faisaient en entrant, chaque jour : les tribunes étaient inexorables. » La minorité royaliste reprochait ces violences ; elle reprochait à ceux qui se plaçaient « d'oublier le respect dû au peuple, leur souverain et leur juge. » « Il est utile, autant que juste, écrivait Condorcet dans son journal, que les citoyens ne perdent pas l'habitude de témoigner en public de l'Assemblée l'impression de joie ou d'inquiétude qu'ils ressentent de ses lois. » La Législative employait d'ailleurs une bonne partie de ses séances à recevoir et à faire défiler devant elle les députés des sociétés populaires, les pétitionnaires, parfois armés. Il fa-

tendre de quel ton impérieux et insolent les orateurs de ces bandes, appuyés par les vociférations de leurs compagnons, signifiaient aux législateurs les volontés ou même les menaces du « peuple. » L'Assemblée leur répondait en les admettant « aux honneurs de la séance, » et parfois même en ordonnant l'impression des harangues. Les députés modérés n'étaient pas plus libres en dehors de l'Assemblée que dedans. Pendant que les clubs démagogiques avaient toute licence, le club des Feuillants était dispersé par la populace. Les représentants, au sortir des séances, étaient parfois insultés, coiffés du bonnet rouge, couverts de boue et menacés de la lanterne. L'Assemblée était d'autant plus désarmée en face de Paris, que la nouvelle municipalité était aux mains des révolutionnaires. Pétion avait été nommé maire. Il est vrai que sur 80,000 électeurs inscrits, 10,000 à peine étaient allés au scrutin. Ce sera le caractère des élections parisiennes pendant toute la Terreur. En 92, en 93, à peine le douzième ou même le quinzième des électeurs prendra part aux votes.

Aussi ceux qui, à cette époque, veulent arrêter la révolution après l'avoir poussée en avant, mettent-ils comme première condition d'éloigner de Paris le gouvernement. Les anciens adversaires de Mirabeau reprennent son plan. Barnave et les Lameth, madame de Staël, le duc de la Rochefoucauld, Lafayette lui-même, agitent divers projets pour faire sortir Louis XVI de Paris et l'installer à Compiègne, à Fontainebleau ou à Rouen. Dans l'Assemblée elle-même, un membre de la droite à bout de patience, monte un jour à la tribune et y propose un décret ainsi libellé : « L'Assemblée, considérant qu'il est démontré à la France entière que si la municipalité de Paris a la volonté, elle n'a pas le pouvoir d'empêcher quelques individus des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel de se rassembler en armes toutes les fois qu'ils le voudront, décrète qu'à l'avenir elle tiendra ses séances à Rouen ou dans toute autre ville du royaume qui respectera les lois. » C'est évidemment répondre à la pensée secrète de l'immense majorité. Mais les violences de la gauche et les vociférations des tribunes ne permettent pas de délibérer sérieusement sur cette proposition.

VI

Jusqu'alors Paris n'a agi en quelque sorte qu'indirectement et par l'intermédiaire de l'Assemblée. Le 20 juin et surtout le 10 août, il fait un pas de plus; il usurpe ouvertement et exerce lui-même le

pouvoir suprême. C'est une apparence de municipalité par installée révolutionnairement à l'Hôtel de Ville qui, dans la nuit du 9 au 10 août, déclare la guerre aux autorités constitutionnelles de la nation, et dispose seule des destinées de la France entière. On invente d'ailleurs, pour justifier cette violence, toute une doctrine qui apparaît au 10 août et que l'on retrouvera au 31 mai. « Le peuple de Paris, disaient Robespierre et les autres théoriciens de l'usurpation révolutionnaire, a le droit d'insurrection ; et, une fois en insurrection, exerce directement sa souveraineté en dehors et au-dessus de tous les pouvoirs constitués, de toutes les assemblées élues. Or, le peuple de Paris qui est en situation et qui a mission d'exercer le droit d'insurrection. » Cette théorie devait devenir officielle par un rapport signé par Garat, ministre de la justice, et inséré dans le *Moniteur* en octobre 1792, on reconnaît aux habitants de la capitale le droit et le devoir, de s'insurger tout le long de l'année, toutes les fois qu'ils jugent la souveraineté nationale en danger. Paris, l'expression même de Garat, a « la représentation du droit international de la nation ». Anacharsis Clootz proclame de son côté, le 10 août, « dans les grandes journées révolutionnaires, est une assemblée constituante ».

Était-ce même Paris qui parlait et agissait ? Non ; ce n'était qu'une bande d'émeutiers vulgaires et obscurs. Qu'on suive dans l'ouvrage *de la Terreur*, par M. Mortimer-Ternaux, les préparatifs du 10 août, on verra que c'est la partie la plus instructive et la plus originale de cette œuvre, encore inachevée. On y verra comment, dans les sections d'abord, puis à l'Hôtel de Ville ensuite, une infime minorité a tout fait. Quant à la majorité, qui représente le 10 août comme une sorte de lutte gigantesque, sanglante où toute une population combat héroïquement contre des soldats mercenaires, l'histoire en a fait justice ; et on sait maintenant, entre autres faits significatifs, que les bandes d'émeutiers, par leur violence, contenant beaucoup de curieux, de pillards, très peu de combattants, n'ont eu en somme qu'une centaine de blessés et une soixantaine de morts. Mais si Paris n'a pas fait l'émeute, il n'a rien fait. La masse s'abstenait les jours d'insurrection comme le citoyen de vote. « Le peuple de Paris, écrivait M. de Montmorin à M. de Marck quelques jours avant le 10 août, est si bête, il est d'ailleurs si las, que je ne pense pas qu'il fasse aucune résistance... Il ne fera à rien ni pour ni contre le roi... Il verra tout sans s'émouvoir, ne se remue pour rien ; les émeutes sont absolument faibles. Presque tous ceux qui ont forcé les Tuileries, ou plutôt qui y ont pénétré le 20 juin, étaient étrangers ou curieux, rassemblés par hasard, spectacle que présentait cette horde de piques, de bonnets rouges. Tout cela était si poltron, qu'ils s'enfuyaient au seul mouve-

présenter les armes que fit la garde nationale à l'arrivée d'une députation de l'Assemblée. »

Les défaillances de 1871 ne sont donc pas une nouveauté ni une exception. On a pu s'en rendre compte de tous temps : le danger de l'établissement du gouvernement à Paris tient peut-être moins encore à la turbulence d'une portion parfois minime de la population qu'à l'inertie avec laquelle la masse regarde tout passer, à cette badauderie qui lui fait fournir à toute bande d'agitateurs une armée de curieux, peu menaçante pour une attaque sérieuse, mais trop souvent suffisante par son nombre pour intimider ou tout au moins pour embarrasser la résistance. Qu'importe que le mal vienne de la défaillance ou de l'audace de Paris ; le péril et la responsabilité en sont-ils atténués ou déplacés ?

On paraît croire parfois que, dans ces journées trop fameuses du 20 juin et du 10 août, Paris ne s'est attaqué qu'à la royauté : erreur. La représentation nationale, elle aussi, a été mortellement atteinte. Le 20 juin, avant d'envahir les Tuileries, les bandes ignobles de Santerre et de Saint-Huruge ont défilé pendant quatre longues heures dans l'Assemblée, s'arrêtant par moments pour faire entendre quelque impérieuse harangue, dansant en désordre devant la tribune aux chants du « Ça ira, » portant comme drapeau une vieille culotte avec cette inscription : *Vivent les sans-culottes !* et un cœur de veau avec cette devise : *Cœur d'aristocrate*. L'Assemblée, elle aussi, en ce jour a été coiffée du bonnet rouge. Seulement elle n'a pas su, comme le roi, sauvegarder sa dignité sous le hideux bonnet. Tandis que Louis XVI, seul en face de la foule déchaînée, dans l'embrasure d'une fenêtre, ne se laissait pas arracher la moindre concession, et montrait une tranquille grandeur d'âme qui impose encore, après plus d'un demi-siècle l'admiration à l'historien le plus hostile, l'Assemblée, terne et lâche, a laissé, sans lutte, violer et déshonorer son enceinte ; ses plus brillants orateurs, Guadet et Vergniaud, sont intervenus pour ouvrir à la populace ces portes qu'elle ne devait plus désormais respecter.

Le 10 août consomme l'abaissement de la Législative. Deux jours auparavant, un vote relatif au général Lafayette avait montré que le parti modéré était assuré d'une majorité des deux tiers ; et cependant, devant l'émeute, l'Assemblée cède tout : il est vrai qu'alors, sur 750 députés, 284 seulement sont présents ; le reste est dispersé par la violence ou la peur. Triste et honteuse séance, que cette séance permanente du 9 au 10 août. Au début, l'Assemblée semble ne reconnaître que la municipalité légale expulsée de l'Hôtel de Ville ; mais, à mesure que la Commune insurrectionnelle devient plus audacieuse, l'Assemblée s'incline et se borne à de vaines et niaises proclamations.

Les Tuileries occupées, la Commune daigne enfin se souvenir qu'il y a une représentation nationale, et l'obscur personnage qui préside à l'Hôtel de Ville, Huguenin, se rend à la barre de l'Assemblée : « Citoyens, dit-il, nous venons ici, *au nom du peuple*, *concerter avec vous* des mesures pour le salut public ; le *peuple*, qui nous envoie vers vous, nous a chargés de vous déclarer *qu'il vous investissait de nouveau sa confiance*. Mais il nous a chargés en même temps de vous déclarer *qu'il ne pouvait reconnaître pour juge* des mesures extraordinaires aux Comités la nécessité et l'oppression l'ont porté, que le peuple français est le souverain et le nôtre, réuni dans ses assemblées primaires. » Comment trouve-t-il à répondre le président Guadet ? « Vous avez voulu vous adresser vous-mêmes aux lieux où le péril était le plus grand : ces sentiments vous honorent ; l'Assemblée applaudit à votre zèle, elle ne peut que vous en remercier ; en vous que de bons citoyens jaloux de ramener la paix, le calme, l'ordre..... L'Assemblée vous invite à retourner à votre poste, vous y tiendriez peut-être dans ce moment à insulte qu'on vous adresse à la séance. » Après un tel dialogue, que restait-il de l'Assemblée ? Eût-elle été plus outragée si l'éméute l'avait jetée par les fenêtres ? Sur les ordres des vainqueurs, elle décrète la reconnaissance de la Commune, la suspension du roi et autres mesures qu'elle avait précédemment repoussées quelques jours auparavant. Vainement Verdet humilié essaye-t-il de rappeler aux pétitionnaires impérieux que le pays n'est qu'une section de l'empire ; lui-même est obligé de reconnaître de ses fautes passées — de proposer des décrets qui consacrent les actes et les volontés de cette « section de l'empire ».

VII

Le 10 août a donc déplacé le siège du gouvernement. Le pouvoir n'est plus à l'Assemblée : il est à la Commune. C'est là qu'aboutissent les affaires, les pétitions, les adresses. Le Conseil insurrectionnel écoute tout, décide tout, même quand il s'agit des autres nations ou de la politique étrangère. Il a, comme la Législative, une tribune, des galeries remplies par un public passionné. La nuit ne trouble pas les séances. Les membres du Conseil mangent dans la salle, aux frais de la ville, et dorment à tour de rôle dans les commissions. Chacun est armé. Des canons chargés sont braqués sur la porte. Tout annonce que le souverain est à l'Hôtel de Ville. C'est à ce moment que date le prestige révolutionnaire de ce palais impérial, Sinaï de l'éméute où tant de fois, au bruit des combats,

rue, ont été promulguées des lois et des constitutions pour la France entière. Il semblait qu'il y eût dans les pierres de ce monument une sorte de vertu mystérieuse qui permettait au premier venu de commander au pays entier et qui seule faisait d'une émeute un gouvernement. Les flammes que, par une sorte de suicide, Paris révolutionnaire a allumées lui-même pendant les dernières convulsions de la nouvelle Commune, ont-elles du moins, en anéantissant le vieil Hôtel de Ville, détruit ce charme funeste, et délivré la France des usurpations de Paris ?

Le nouveau pouvoir qui domine après le 10 août est à ce point l'émanation directe de la démagogie parisienne et la négation de l'autorité nationale et parlementaire, que les hommes de la minorité législative, les girondins eux-mêmes, n'y participent réellement pas. La part qui leur est faite dans le ministère n'est que nominale; on les a admis seulement à faire cortège aux vainqueurs. Ils pourront après coup se glorifier sottement et lâchement d'avoir été « les hommes du 10 août » : au fond, ils n'ont pas été moins vaincus dans cette journée que le roi ou la majorité. Il y a longtemps qu'ils ne dirigent plus les agitateurs, bien qu'ils n'aient pas osé rompre avec eux ; ils sont débordés comme avait été débordée la gauche de la Constituante.

Vergniaud et ses amis n'ont pas d'ailleurs ce qu'il faut pour demeurer les chefs de la rue. Hommes de société, de lettres et souvent de plaisirs, conservant quelque politesse dans le langage, le costume et les manières, ayant, à défaut de scrupule, un certain respect des convenances, plus hardis dans la parole que dans l'action, artistes politiques dont les passions sont surtout oratoires, Marat les perdra dans les faubourgs en les qualifiant « d'hommes d'État ». Ils préférèrent le salon bourgeois de madame Roland, où ils trouvent, sinon l'élégance aristocratique, du moins quelque élévation intellectuelle, à l'atmosphère viciée et sanglante des Cordeliers. Les meneurs vulgaires, débraillés, qui descendent dans les tavernes pour fraterniser, le verre en main, avec l'émeute, dégoûtent les beaux esprits de la Gironde, mais les dépassent vite dans la faveur populaire.

Ce sont ces meneurs, la plupart obscurs, qui règnent alors. Quelques-uns seuls se sont fait un nom. Parmi ceux-ci, Danton est le plus en vue. Nature puissante dans sa dégradation, vrai type du démagogue et de l'orateur de club, avec sa laideur énergique et repoussante, sa voix de tonnerre, sa physionomie heurtée, ayant tous les vices, et ne les cachant pas, trop déconsidéré pour avoir la tentation de l'hypocrisie, affectant au contraire, jusque dans son langage et dans son costume, le cynisme le plus grossier, ne cherchant ouvertement dans la Révolution qu'un moyen de satisfaire une sensualité sans mesure

et une cupidité sans vergogne, nonchalant jusqu'à être presque reux quand il est repu, ne reculant devant rien, quand son appétit excité, lâche et sanguinaire comme les débauchés, joignant moins à sa lâcheté cette insouciance audacieuse de l'homme qui ne craint pas les plus terribles responsabilités, quand ce n'est pas courir de péril immédiat et personnel, tel est Danton. Cependant c'est peut-être ce qu'il y a de moins vulgaire et de plus hideux parmi les hommes auxquels Paris vient de livrer la France.

L'usage que les meneurs parisiens font du pouvoir dont ils se sont parés et dont ils jouissent ainsi sans partage, on le sait. Tout ce qui a pu caractériser et déshonorer la Terreur date de cette époque : des suspects, espionnage, arrestations arbitraires, tribunal révolutionnaire, échafaud politique, pillage éhonté de la fortune publique et privée. Il est d'ailleurs une date effroyable qui résume et résume toute l'œuvre de la Commune parisienne, celle du 2 septembre 1793. Elle seule peut-être dont nos modernes radicaux n'oseraient pas gâcher et célébrer l'anniversaire.

Pendant ce temps, l'Assemblée est annulée ; elle obéit. Essayez-vous de résister même timidement ? les orateurs de la Commune viennent la braver et la menacer à sa barre. Ils parlent et commencent au nom « des délégués immédiats du peuple » qui « a repris le 10 août l'exercice direct de sa souveraineté », professent que la Convention, du jour où elle a convoqué une Convention, a abdiqué ses pouvoirs entre les mains du peuple », annoncent que celui-ci se levera pour la seconde fois » si on leur refuse quoi que ce soit de ce qu'ils demandent, et ne donnent dans leur impérieuse impatience que « deux heures » à la représentation nationale pour se soumettre. Celle-ci se soumet toujours. Humiliation qui se répète presque toutes les semaines. L'Assemblée se défend même de songer seulement à quitter sa prison, et jure solennellement, pour apaiser ses géoliers inquiets de quelques démarches, qu'elle demeurera à Paris jusqu'à la réunion de la Convention. Lorsque le sang coule à l'Abbaye, à la Conciergerie, à Bicêtre, quand les massacreurs poursuivent leur œuvre, plusieurs jours durant, avec une sorte de régularité administrative, la Convention, hébétée par la peur, ne semble ni voir ni entendre ; elle ne fait rien pour arrêter l'égorgement, qui ne cesse que par la lassitude des meurtriers et le vide des prisons. Elle a, du reste, le sentiment de son abaissement. Elle s'aperçoit que le mépris l'envahit. « L'envahisseur, son grand orateur, qui conserve, au milieu de ses succès, quelque hauteur d'âme, a des velléités de protestation timides, en finissant notre carrière, dit-il, d'emporter l'estime de la nation. » Mais il retombe aussitôt découragé, et, avec une mélancolie et dédaigneuse nonchalance qui était un des caractères

cette nature, il laisse échapper ce gémissement : « Nous n'avons plus qu'à remettre en d'autres mains ces pouvoirs qu'on nous envie et dont nous sommes las nous-mêmes, puisque nous sommes impuissants à faire le bien et à empêcher le mal. » D'autres, comme le montagnard Cambon, poussent un cri de colère : « Si vous voulez, dit-il à ses collègues, que la Commune de Paris gouverne l'empire comme faisait Rome, soumettons-nous, mettons la tête sur le billot. » Gémissements et colères ne peuvent pas même ébranler la domination de Paris.

La province résiste-t-elle plus que ne l'ont fait ses représentants dans l'Assemblée? Nous avons dit déjà les raisons de son inertie et de sa faiblesse en face des usurpations de la capitale. Toutefois, on voit combien la volonté de la France, si elle eût été libre, aurait été opposée à l'œuvre de Paris. Soixante-quinze directoires de départements protestent contre l'attentat du 20 juin. Le coup ayant manqué, la protestation était moins difficile. Le 10 août est accueilli avec stupeur. Mais que faire? La conduite des départements révèle à la fois leur tristesse et leur impuissance. Quelques directoires essayent des réclamations aussitôt réprimées. Lafayette veut faire de son quartier général le centre d'une résistance légale : il semble d'abord réussir; mais bientôt isolé, proscrit, il passe la frontière. Il fuit devant les usurpations de ce peuple parisien auquel il était si fier d'avoir ramené le roi dans la triste journée du 6 octobre. Et pendant qu'il est jeté dans une forteresse autrichienne, ce Paris, à la faveur duquel il a tant sacrifié, ordonne que le coin de la médaille frappée en son honneur par la municipalité de 1789 soit brisé sur l'échafaud par la main du bourreau. Il suffit d'ailleurs de quelques mesures de rigueur pour dompter les municipalités et les directoires indépendants, et bientôt, dans le silence de la nation, les sociétés jacobines des diverses villes peuvent envoyer ces serviles adresses d'adhésion qui n'ont jamais manqué en France pour célébrer le succès de tous les coups de force.

VIII

Paris révolutionnaire régnait sans obstacle, mais il devait envisager avec inquiétude les élections, fixées aux premiers jours de septembre. Comment s'assurer que la future Convention ne brisera pas le joug subi par la Législative? Les meneurs de la Commune n'ignoraient pas qu'en province l'opinion était loin d'être avec eux, et qu'à Paris même, un scrutin régulier serait la fin de leur domination. Ce

fut alors qu'ils conçurent l'une des entreprises les plus audacieuses qui aient jamais été tentées sur les élections. Les massacres du 17 septembre, qui n'ont pas été un accès spontané de fureur, mais un complot officiellement prémédité et exécuté, étaient avant tout une belle manœuvre électorale pour imposer les volontés d'une poignée de démagogues parisiens à la capitale et aux départements. « Les royalistes, disait Danton quelques jours avant le 2 septembre, sont faibles, les républicains ne le sont pas. Nous n'avons qu'une seule source, il faut faire peur aux royalistes. » Pendant les massacres, Cambon en dénonçait le mobile à la tribune de la Législative : « Ces agitateurs pervers dont le but secret était de nous faire nommer à la Convention nationale ».

La manœuvre réussit à Paris. Les élections, faites dans la même atmosphère que les massacres, même en pleine horreur des massacres, alors que les honnêtes gens se cachaient, ne furent qu'une sinistre comédie. Le bespierre fut le grand-électeur, avec Danton et Marat, et les quatre élus furent tels que la Commune les désirait.

Terroriser la province devait être une œuvre plus difficile que celle de l'Hôtel de Ville. Mais la présence du gouvernement à Paris lui permettait de la tenter. La province, en effet, n'eût pas été remuée par les excitations ni subi les volontés des délégués d'une ville. Les meneurs de Paris pouvaient parler à la France sous le couvert du gouvernement qui, siégeant dans cette ville, était entièrement responsable. Dès le 3 septembre, tous les courriers de la poste emportaient avec le contre-seing du ministre de la justice, une circulaire adressée aux principaux membres de la Commune. On y informait les frères des départements des massacres faits dans les prisons, « actes de violence qui ont paru indispensables », et on ajoutait : « Sans doute, la nation entière s'empressera d'adopter ce moyen si nécessaire de répression publique. » Le ministre, qui était Danton, y joignait une proclamation où il demandait « que le sang des traitres fût le premier holocauste offert sur l'autel de la patrie ». Ces provocations officielles au sacrifice ne suffirent pas. Vers la fin d'août, l'Assemblée avait autorisé l'envoi en province d'agents chargés de presser la formation de nouveaux bataillons. Par Danton, la Commune obtint que ses propres délégués fussent choisis et envoyés en qualité de commissaires au gouvernement. Ces commissaires, en apparence agents des ministres, étaient en réalité les hommes de la Commune. Guérin, envoyé en Bretagne, emportait ce pouvoir, qui révélait clairement les prétentions de Paris : « Mission lui est donnée d'éclairer le peuple et de l'engager à prendre les mesures les plus promptes pour le salut de la patrie ; il est en conséquence autorisé à faire des perquisitions dans les départements de la ci-devant Bretagne des perquisitions et des

sitions...., et ce *au nom de la municipalité de Paris, qui s'engage à tirer vengeance* de toute violence, de toute opposition dont son délégué pourrait avoir à se plaindre dans l'exercice de son mandat. » Le personnel de ces commissaires était à ce point ignoble, que les révolutionnaires eux-mêmes en étaient embarrassés et dégoûtés. On s'en plaignait à Danton : « Eh ! f..., répondit-il, croyez-vous qu'on vous enverra des demoiselles ? » On pouvait suivre ces hommes à la trace du désordre, de l'obscénité, de la rapine et du sang. Ils proclamaient, en arrivant à Meaux, « qu'il n'y avait plus de lois et que chacun pouvait agir comme il voulait. » Partout ils destituaient arbitrairement les pouvoirs élus. Dans plusieurs villes, des bandes excitées par eux, et souvent venues de Paris, « purgeaient les prisons » pour « imiter la capitale ». A Orléans, où il y avait des prisonniers de marque, ce fut toute une armée, commandée par l'ignoble Fournier, dit l'Américain, que Paris vomit. La prison fut vidée, les prisonniers conduits à Versailles, où ils furent massacrés après avoir été dépouillés. Cependant, cette troupe d'égorgeurs et de bandits, à sa rentrée dans Paris, était félicitée par Danton, qui la haranguait du balcon du ministère. « Celui qui vous remercie, disait-il, ce n'est pas le ministre de la justice, c'est le ministre du peuple. »

Mais ce qu'il importe surtout de relever, c'est le mobile électoral de cette terreur répandue par Paris sur la France. Les commissaires font exclure une partie des votants, désignent des candidats aux électeurs réunis, répètent partout « que les mauvais députés ne seront pas acceptés, et qu'on saura se débarrasser de ceux qui ne marcheront pas dans le sens de la Commune. » Léonard Bourdon écrit d'Orléans à ses amis de la capitale : « Nous avons tout mis en œuvre pour exciter le patriotisme des citoyens et élever le peuple d'Orléans à la hauteur du peuple de Paris. » A Reims, les massacreurs venus de Paris se rendent, au sortir des prisons, tout dégoûtants de sang, dans l'assemblée électorale et la forcent à choisir Armonville et Drouet. Hesse écrit à Danton après les égorgements qui ont ensanglanté Lyon : « La catastrophe d'avant-hier met les aristocrates en fuite et nous assure la majorité à Lyon. » Toutefois, malgré tant d'efforts et d'audace, il apparaît partout que la population n'est pas avec les commissaires. Elle les regarde faire, stupéfaite, effrayée, parfois même courroucée et menaçante, et se hâte, après leur départ, d'effacer toute trace de leur passage. En plusieurs endroits, à Auxerre, à Angers, à Lisieux, à Bernay, à Rouen, à Perpignan, les commissaires sont chassés ou même arrêtés et menacés de la potence par le peuple indigné. On s'aperçoit d'ailleurs de l'état de l'opinion au résultat des élections : bien que tous les partisans du régime détruit le 10 août soient exclus ou s'abstiennent, intimidés par tant de vio-

lences et découragés par tant de déceptions, bien que les car honnêtes fassent défaut, et que les électeurs soient obligés de un peu au hasard parmi les personnages qui ont acquis quelque toriété révolutionnaire, cependant l'immense majorité des é hostile à la démagogie parisienne.

C'est un échec pour les meneurs de la capitale. Ils s'en a vent dès le premier jour : « S'il nous restait plus de temps le rédacteur des *Révolutions de Paris*, il faudrait faire revis les choix par le peuple. » — « Tout ce peuple de France est nous, dit Robespierre le jeune à la tribune des Jacobins unique espoir repose sur les citoyens de Paris. » Et un au cobin, Déléux, ajoute ces aveux, plus instructifs encore : « et amis, ne vous fiez pas trop à cette dernière espérance ; que trop certain, qu'à Paris même, nous aurions le desso élections, si le scrutin était secret. » Quant à Marat, il « Partout l'intrigue, la séduction, la corruption ont triomph les assemblées électorales... Qu'y a-t-il à espérer de cette écu deux assemblées précédentes? »

La Législative, qui s'éteignait dans l'impuissance et l'ign retrouve quelque vie à la nouvelle de ces élections. Vergn lencieux depuis plusieurs semaines, remonte à la tribune nonce la tyrannie de la Commune. La préoccupation suprém Constituante avait été de protéger ses successeurs contre le pations des clubs parisiens. Le danger que Paris fait cour représentation nationale est aussi la dernière pensée de la tive. Le 20 septembre, à la veille de céder la place à la Conv elle rend un décret « *pour le rétablissement de l'ordre et l individuelle des citoyens dans la ville de Paris.* » Dissolution lection régulière de la Commune, répression des arrestation traîtres, exclusion des aventuriers étrangers, précautions co garde nationale, et suppression de toute autre troupe pari tels sont les objets divers du décret. Le dernier article porte : *les villes où le Corps législatif tiendra ses séances*, l'ordre po sonner le tocsin et tirer le canon d'alarme ne pourra être sans un décret du Corps législatif. » La contravention est p mort. On remarqua cette formule, qui supposait que le Corp latif pouvait tenir ses séances ailleurs qu'à Paris. Cette idé mençait, en effet, à germer parmi les girondins. Pétion et Ge avaient parlé de cette translation à la tribune. Madame R songeait aussi, et, au milieu même des massacres de sept elle écrivait à un de ses amis : « Washington fit bien déplacer grès, et ce n'était pas par peur. »

Mais il n'y avait encore là qu'une aspiration vague, et tant

ne prenait pas corps, les démagogues parisiens pouvaient se rire des impuissantes mesures dirigées contre eux et décrétées *in extremis* par l'Assemblée. La perspective d'avoir encore sous leur main la future Convention, leur donnait la certitude de pouvoir se venger sur les élus de l'indépendance des électeurs. Avec son cynisme habituel, Marat traçait alors publiquement, dans son journal, le plan de cette revanche de Paris contre la France : « Entourez, disait-il, ces nouveaux députés, d'un nombreux auditoire, et livrez-les au glaive de la justice, à la première violation de leur devoir... Il importe que la Convention nationale soit sans cesse sous les yeux du peuple, afin qu'il puisse la lapider si elle oublie ses devoirs. » L'histoire des premiers temps de la Convention ne sera que l'exécution du plan de Marat.

IX

Le duel à mort entre la Gironde et la Montagne, qu'est-ce, sinon la lutte des représentants de la nation contre les meneurs de la démagogie parisienne? Les girondins ont, en effet, à cette époque de leur courte histoire, cet honneur, — que les entraînements et les défaillances de leur début ne méritaient guère, — de représenter la souveraineté nationale. C'est derrière eux que se groupent volontiers, ou à regret, tous ceux qui soupirent après un peu de justice, de bon sens et de liberté. A la Montagne, au contraire, sont assis les députés de Paris élus sous le coup des massacres de septembre, et les représentants de même couleur que les commissaires de la Commune ont réussi à imposer aux départements. Du premier jour, il apparaît que les girondins ont, dans la Convention, une grande majorité. Ils ont, de plus, les postes importants du ministère. Roland est à l'intérieur. Vont-ils donc l'emporter sur les montagnards? Mais ceux-ci ont pour eux Paris, ou plutôt les deux grandes forces révolutionnaires de cette ville, la Commune et le club des Jacobins. C'est assez, — l'Assemblée et le gouvernement étant à Paris, — pour exécuter le plan de Marat. Danton, avec cette franchise cynique et pittoresque dont il usait souvent dans ses conversations de couloir, ne dissimulait ni la situation, ni le dessein de son parti. « Je sais bien, disait-il, que nous sommes en minorité dans l'Assemblée; nous n'avons, pour nous, qu'un tas de gueux qui ne sont patriotes que quand ils sont soûls, nous sommes un tas d'ignorants; Marat n'est qu'un aboyeur, Legendre n'est bon qu'à dépecer sa viande. Nous sommes bien inférieurs

aux girondins... Il faut marcher sur eux. Ce sont de beaux parleurs, qui délibèrent et qui tâlonnent; nous avons plus d'audace qu'eux, et la canaille est à nos ordres. »

Suivez le grand drame de cette époque, le procès de Louis XVI, où les girondins ont trouvé plus que la défaite, le déshonneur. C'est l'œuvre de la populace parisienne amentée et dirigée par les jacobins et par la Commune. La majorité de l'Assemblée, par justice, par pitié ou par politique, répugne à la mort du roi. En France, l'opinion, même révolutionnaire, ne la demande pas. Mais Paris, ou du moins ceux qui parlent en son nom, la veulent. Il serait facile de montrer, à chaque phase de cette tragédie, la rue intervenant pour exciter ou pour intimider. Les girondins cherchent des biais, des attermoiements. Les cris des tribunes, les menaces des pétitionnaires, et, au besoin, l'émeute des faubourgs, les relance et ne leur laisse aucun répit. Aux séances, sur la place publique, partout, l'Assemblée voit se dresser devant elle le commandement et la menace de Paris : « Que Louis-Capet soit jugé! Que quiconque ne condamnera pas Louis, ait la tête tranchée! » Cette sinistre clameur retentit sans cesse aux oreilles des députés. Marat excite la meute. « Les misérables, écrit-il, ne resteront dans le droit chemin que si la crainte de la vengeance du peuple les y maintient... Rassemblez-vous autour de moi. » Faut-il rappeler cette lugubre séance de nuit du 16 janvier, où chaque député monte à la tribune pour prononcer son verdict? On entrevoit, dans l'ombre des galeries, la tourbe des sans-culottes armés et des « tricoteuses, » buvant, fumant et poussant, à travers la salle mal éclairée, des hurlements de menace toutes les fois qu'il y a un vote en faveur de la clémence. A cet aspect, combien de consciences succombent, que de représentants, une fois à la tribune, n'osent pas braver le monstre! Vergniaud lui-même, qui, la veille encore, a témoigné son horreur pour une condamnation, se trouble, défaille et dit : « La mort. » — « Mon Dieu, avouera plus tard l'un des régicides devenu grand fonctionnaire de l'empire, je regardais Louis XVI comme innocent, mais pouvais-je me laisser maltraiter comme traître à la patrie? » Aussi Robespierre peut-il, trois mois plus tard, faire, en pleine Convention, cet aveu : « De quoi a dépendu le châtimement du tyran?... *Du courage du peuple.* »

Ce qui s'est passé au procès du roi, s'est reproduit dans toutes les luttes soutenues par les girondins; dans toutes ils sont vaincus, bien qu'ils aient pour eux au moins les deux tiers des représentants, et vaincus seulement par Paris. Aucun outrage n'est épargné à la représentation nationale. Marat, presque désavoué par Robes-

pierre et Danton, mis en accusation par la majorité, est acquitté par le tribunal révolutionnaire de Paris et rapporté en triomphe par la foule, hissé sur un fauteuil. La Convention doit subir en pleine salle des séances le défilé du hideux cortège, la joie, les hurlements de la populace, le discours du sapeur Rocher, et jusqu'à la modération dédaigneuse avec laquelle Marat affecte de ne pas user complètement de sa victoire.

Les armes de Paris contre l'Assemblée, nous les connaissons ; ce sont toujours les mêmes, celles qui avaient déjà réussi sous la Constituante et sous la Législative, seulement avec un degré de plus dans la violence.

Les représentants qui avaient une fois subi à cette époque l'aspect, les insultes, les menaces des tribunes et des députations, ne pouvaient les oublier et n'en parlaient plus qu'avec un mélange de dégoût et de terreur. On avait été « chercher, dit l'un des plus vaillants parmi les girondins, Buzot, dans les dégorgeoirs de Paris, ce qu'il y avait de plus infect. » Il semble à l'accent de Buzot, qu'il voie encore « ces figures terreuses, noires ou couleur de cuivre, surmontées d'une grosse touffe de cheveux gras avec des yeux enfoncés à mi-tête », qu'il entende encore « leurs cris de bêtes carnassières ». — « Quand tout cela, ajoute-t-il, avec les mains, les pieds, la voix faisaient un horrible tintamarre, on se serait cru dans une assemblée du diable. » Les députés réclament-ils leur liberté ? la Montagne les raille. « Ils n'ont été que trop libres pour faire le mal », s'écrie Robespierre le jeune. Du reste, le peuple de Paris a un argument suprême qu'il répète avec une toute-puissante monotonie. C'est la menace d'une insurrection. N'a-t-on pas établi que Paris avait la représentation du droit insurrectionnel de la France ? A cette époque, l'émeute est en quelque sorte permanente, dirigée tantôt contre la bourgeoisie, tantôt directement contre la Convention elle-même. Plusieurs fois, avant le 31 mai, l'attentat qui devait être consommé dans ce jour a été prémédité et même commencé en partie. Plusieurs fois les sections se sont déclarées en état d'insurrection, le tocsin a sonné, la motion a été faite de fermer les barrières, les cris de mort ont retenti et les bandes se sont formées aux portes de l'Assemblée.

Ce n'est plus l'émeute spontanée, imprévoyante et imprévue des premiers temps de la Révolution ; c'est l'émeute officiellement et publiquement organisée. La Commune en tient tous les fils. D'elle part le mot d'ordre chaque fois qu'il lui importe d'enlever un vote ou de parer une attaque. Elle suspend le mouvement quand le but est atteint ou quand il est plus prudent d'ajourner. L'armée permanente de l'insurrection est d'ailleurs administrativement con-

stituée : elle a sa solde et ses cadres. Elle date des massacres de septembre. Le peuple appelle ces soldats les « Tape-dur. » On saisit tous les prétextes d'en augmenter le nombre. Au printemps de 93, la Commune décrète une levée de 12,000 hommes choisis par les comités révolutionnaires pour aller, dit-on, combattre la Vendée. Ils serviront en attendant pour le coup du 31 mai. En même temps on désorganise la garde nationale ; on en dégoûte les bourgeois par mille vexations ou on les désarme comme suspects. Toute armée insurrectionnelle à Paris veut avoir des canons ; nous savons ce qu'il en coûte de les lui laisser prendre. Un parc de 120 bouches à feu avait été formé près de la ville en vue de la guerre. La Commune demande ces canons pour ses sections, et Pache, alors ministre de la guerre, les lui livre. Il ne manque plus que de faire payer cette armée par la représentation nationale contre laquelle elle est dirigée. C'est ce qu'obtient la Commune qui arrache à la Convention subsides sur subsides. La majorité, effrayée de voir tant de millions engouffrés en peu de mois à l'Hôtel de Ville, prétend-elle suspendre ses générosités ? aussitôt une émeute éclate, les boutiques sont pillées et l'ordre ne se rétablit qu'avec une concession de nouveaux subsides. L'Assemblée intimidée va plus loin encore dans ses concessions, quand elle vote sur la proposition de Danton « qu'il sera formé une garde populaire », ou, comme dit Lacroix, « une armée de sans-culottes dont les frais seront supportés par les riches ». Le même Danton complètera la mesure en faisant décréter, quelques semaines plus tard, la solde de 40 sous par jour pour les patriotes qui fréquentent les sections.

Les girondins ont vite compris par leurs échecs mêmes que dans le séjour de l'Assemblée à Paris était le péril. Lasource disait dans la séance du 25 septembre : « Je ne veux pas que Paris, dirigé par des intrigants, devienne dans l'empire français ce que fut Rome dans l'empire romain. Il faut que Paris soit réduit à un quatre-vingt-troisième d'influence comme chacun des autres départements. Jamais je ne ploierai sous son joug. » — « Croit-on, s'écriait Buzot, que nous puissions devenir les esclaves de certains députés de Paris. » Les girondins essayent alors de parer au danger en proposant, pour la Convention, une garde de 3,000 hommes tirés des départements. Mais ils ne savent même pas pousser leur proposition assez vigoureusement pour la faire discuter. Peut-être d'ailleurs ne se dissimulent-ils pas l'insuffisance du remède en voyant ce que sont devenus les fédérés de certaines provinces appelés à Paris pour protéger la Convention ? Au bout de peu de temps, entourés, courtisés, gangrenés, ces fédérés fraternisaient avec les bandes de la Commune. Aussi les Girondins sentent-ils chaque jour plus vivement

qu'un seul remède serait sérieux, celui qui avait apparu aussi à Mirabeau, à Barnave, à Lafayette, celui que madame Roland avait entrevu lors des massacres de septembre : transférer le siège du gouvernement hors de Paris. Ils regrettent que cette condition n'ait pas été imposée aux députés par les assemblées électorales ; « si lors des élections, écrit Buzot, on eût connu au vrai l'état de Paris, la France était sauvée. Jamais la Convention n'eût tenu ses séances en un pareil endroit. » Quelques semaines avant le 31 mai, comme les tribunes, plus violentes que jamais, empêchent Ducos de parler, Guadet s'élance : « Citoyens, dit-il, il est temps de faire cesser cette lutte entre la nation entière et une poignée de contre-révolutionnaires déguisés sous le nom de patriotes... Eh bien, je vais faire une proposition qui révoltera sans doute tous ceux qui n'ont pas dans le cœur l'amour de la République et de la liberté ; je demande que la Convention décrète qu'elle tiendra lundi sa séance à Versailles. » Cette proposition inattendue soulève les applaudissements de la droite. La gauche et les tribunes y répondent par un vacarme tel, que le président doit se couvrir. Quelques jours plus tard, Mazuyer demande la convocation à Tours ou à Bourges des suppléants de la Convention. Enfin Buzot dit dans une autre séance : « Il est impossible que Paris, s'il demeure organisé ainsi qu'il l'est aujourd'hui, soit longtemps le séjour du Corps législatif... Souvenez-vous qu'un État qui nous sert d'exemple en matière de liberté, a fait bâtir une ville exprès pour être dépositaire de la représentation nationale. »

Mais les girondins sont plus hardis à lancer ces idées dans une improvisation de tribune ou même, comme Isnard, à éclater dans de virulentes imprécations contre Paris, qu'à prendre des mesures réelles et efficaces. Et d'ailleurs, s'il eût été possible au début de ne pas venir à Paris, était-il possible alors d'en sortir ? N'y était-on pas prisonnier ? Quoi qu'il en soit, toutes ces vaines paroles des girondins ne servent que de prétexte pour soulever contre eux les passions de la grande cité. On invente l'accusation stupide mais bientôt mortelle de « fédéralisme ». Robespierre, qui sait combien le séjour à Paris sert ses desseins de dictature, se montre particulièrement scandalisé des attaques contre cette ville. « Le texte ordinaire des déclamations de tous les ennemis de la liberté, dit-il, c'est la tyrannie du peuple de Paris... Tant qu'il y aura en France des ambitieux, ils chercheront à calomnier, à détruire Paris. » Que de fois a-t-on répété les mêmes phrases contre ceux qui prétendaient soustraire aux usurpations de Paris la liberté des Assemblées ? Il est bon au moins de savoir qui l'on copiait.

Cependant voilà huit mois que dure la lutte entre Paris et la représentation nationale. L'heure de la crise suprême a sonné. Depuis

que, le 10 mai, la Convention s'est transportée aux Tuileries, lieu marqué par la Providence où les girondins doivent à leur tour trouver leur 10 août, le drame est devenu plus poignant et plus terrible. Le complot préparé depuis longtemps par les meneurs parisiens est mûr. Il a été facile d'en arrêter d'avance le scénario : on ne faisait que copier servilement le 10 août. Quatre-vingt-seize inconnus, se disant commissaires des sections, se présentent, dans la nuit du 30 au 31 mai, à l'Hôtel de Ville. « Le peuple de Paris, disent-ils au conseil général de la commune, blessé dans ses droits, vient de prendre les mesures nécessaires pour conserver sa liberté : il retire les pouvoirs de toutes les autorités constituées. » — « Citoyens, membres de la Commission révolutionnaire, répond le président du conseil, vos pouvoirs sont évidents, ils sont légitimes. C'est maintenant que, sans faiblesse et sans honte, nous allons cesser nos fonctions. » La nouvelle Commune s'installe, nomme Hanriot général de l'armée révolutionnaire qui est, on l'a vu, tout organisée. Le tocsin sonne. Paris, en se réveillant, apprend que, de par l'Hôtel de Ville, il est en insurrection, et il regarde les troupes de l'émeute investir la Convention. Le maire Pache, le Pétion du 31 mai, s'efforce d'endormir l'Assemblée : « Ce n'est, dit-il, qu'une insurrection morale. » Les girondins ne s'y trompent pas. Vergniaud éclate. La foule pénètre dans la salle et somme qu'on lui livre les députés accusés. Les girondins, à bout d'efforts de tribune, sortent pour essayer d'émouvoir le peuple. C'est en vain. Madame Roland se mêle à la foule, disant qu'il faudrait au moins consulter les départements. « Est-ce qu'il a fallu les consulter le 10 août, répond l'homme du peuple, et les départements n'ont-ils pas approuvé Paris ? Ils feront de même cette fois. » Leçon terrible pour les girondins, qui se vantaient, quelques jours auparavant, dans leurs débats avec Robespierre, d'être les « hommes du 10 août ». Cependant la majorité ne consent pas encore à se décimer ; la première journée finit donc sans résultat décisif.

Le second jour se passe de même. Le troisième, Hanriot déclare, « au nom du peuple insurgé », qu'il ne déposera les armes qu'après avoir obtenu l'arrestation des girondins. Quatre-vingt mille hommes entourent la Convention. Les pétitionnaires des sections de Paris entrent dans la salle : « Le peuple, disent-ils, est las de voir ajourner son bonheur. Il le laisse encore un instant dans vos mains : sauvez-le, ou nous vous déclarons qu'il va se sauver lui-même. » En même temps les députés entendent crier aux armes : les consciences faiblissent. Cependant l'Assemblée, voulant, dit-elle, « manifester sa liberté », sort en corps dans la cour, précédée de ses huissiers. A l'une des issues, le président Hérault de Séchelles se trouve face à

face avec Hanriot, à cheval et le sabre à la main. « Que demande le peuple? dit le président. La Convention n'est occupée que de son bonheur. — Hérault, répond Hanriot, comme de coutume à moitié ivre, le peuple ne s'est pas levé pour entendre des phrases; il veut qu'on lui livre vingt-quatre coupables. — Qu'on nous livre tous, » s'écrient ceux qui entourent le président. Hanriot se retourne alors : « Canonniers, à vos pièces. » Deux canons de l'armée parisienne sont pointés sur la Convention, qui recule, et, toujours escortée de Marat, qui aboie après elle et somme « ces lâches » de rentrer, essaye d'autres issues qu'elle trouve fermées. Elle obéit enfin à Marat. Les canons de Hanriot avaient triomphé des derniers scrupules de la Plaine. L'accusation des girondins est votée. Quelques-uns sont arrêtés; d'autres, s'échappant de Paris, font appel à la France, qui les a nommés, et qui hier encore leur envoyait des adresses. Vain appel. Ces hommes ont-ils donc oublié avec quelle inerte docilité la France leur avait obéi quand, après le 10 août, ils lui avaient, eux aussi, imposé une révolution au nom de Paris? S'il y a en Normandie, à Lyon, à Toulon, ailleurs encore, quelque tentative de résistance, celle-ci est plutôt royaliste. La Gironde ne peut fournir même un asile à ses députés : les derniers fugitifs, traqués par les commissaires de la Convention, se tuent dans un champ près de Bordeaux, et leurs corps sont trouvés à moitié dévorés par les loups.

Il avait donc suffi de quelques mois, grâce à la présence de l'Assemblée et du gouvernement dans la ville révolutionnaire, pour exécuter le plan tracé par Marat. Le Paris des massacres de septembre avait pris contre la France sa revanche des élections.

X

Paris vainqueur impose à la France ce régime d'étouffement et d'extermination sans précédent dans l'histoire d'aucun peuple civilisé, qui s'est appelé lui-même la Terreur. On entre désormais dans les régions sombres et glacées du silence et de la mort. Plus de culte, plus de commerce, plus de plaisirs; on n'ose voyager ou causer. Ni presse ni tribune. La Convention, presque déserte, n'a que l'ombre des délibérations. On entend seulement la voix de Robespierre qui dénonce dans l'Assemblée, et celle de Fouquier-Tinville qui accuse au Tribunal révolutionnaire. Les caractères s'avalissent. Quelques-uns sont féroces, mais tous sont lâches par peur. Vainement plusieurs villes ont essayé de résister; elles ont été écrasées, incendiées,

décimées. Les commissaires partis de Paris désarment partout les citoyens et remettent les fusils aux bandes de sans-culottes, cassent tous les pouvoirs élus, et les remplacent par les délégués de la Commune et des Jacobins, hiérarchie administrative toute nouvelle, et la plus autoritaire qui fut jamais. Ils assurent ainsi dans la France entière, par la violence, par la rapine et par le massacre, la dictature de l'infime faction aux mains de laquelle Paris a mis le pouvoir. Il semble que ce soit le règne d'une horde conquérante. On sait à quelle effroyable célébrité sont parvenus quelques-uns de ces proconsuls vomis par Paris sur la province. On retrouve dans leur histoire ces phénomènes de folie césarienne qui avaient autrefois épouvanté le monde sous un Néron ou un Caligula. Mais passons ; ce régime est connu et jugé.

Aussi bien, il semble que Paris révolutionnaire soit arrivé au bout de son rôle, et que, ne pouvant faire descendre la France plus bas, il s'arrête et s'efface. Lui aussi, il subit la dictature qu'il a établie. Le règne de la peur s'étend dans ses murs : tout s'y assombrit. Ce n'est plus l'explosion de liberté fantasque et désordonnée de juillet 89 : c'est la monotonie et l'étouffement. La variété même des costumes a disparu. Tous endossent par gout, par misère et surtout par peur, la casaque révolutionnaire. Chacun se défie de son voisin, se tait et se cache. On ne voit que gens se glissant le long des murs. On ne rencontre que regards craintifs et baissés qui se détournent, ou regards soupçonneux qui semblent toujours guetter quelques traîtres. Les boutiques, à moitié vides, sont fermées chaque soir avant huit heures, et l'habitant se hâte de rentrer chez soi. C'est ce qu'on appelle « aller coucher sa liberté ». Les Parisiens n'ont retiré de toutes leurs usurpations qu'un profit, celui de se faire nourrir par la nation comme les invalides de la Révolution. Chaque prolétaire de la grande ville touche sans travailler sa solde hebdomadaire. La France, qui meurt de faim, paye un million par semaine pour la nourriture de Paris. Cette nourriture est en outre garantie par tout un système de réquisitions à main armée, de pillage administratif et militaire, de terreur exercée par les agents de la Commune sur les provinces environnantes. Tel est le prix auquel Paris a vendu sa liberté et celle de la France. C'est toujours la vieille histoire de Rome césarienne, *panem et circenses* ; seulement le cirque est remplacé par l'échafaud.

Quant au drame politique, il se joue désormais au-dessus du peuple de Paris. Ceux que ce peuple a aidés à s'emparer de la dictature viennent-ils à se déchirer et à conspirer les uns contre les autres, Robespierre se débarrasse-t-il des dantonistes de la Montagne, puis des hébertistes de la Commune, ce sont comme autant de révolutions

de sérail auxquelles Paris reste étranger et qu'il regarde passer. On acclame toujours le vainqueur et on en est quitte pour faire disparaître au plus vite les bustes et les images des idoles de la veille. Quelque temps après le 9 thermidor, une Anglaise entre chez un marchand de gravures pour acheter les portraits des principaux personnages de la Révolution. Le marchand secoue la tête et répond que, préférant sa sécurité à sa propriété, il a détruit ses gravures à mesure que les personnages eux-mêmes ont été vaincus ou immolés. « A l'avènement d'un nouveau parti, dit-il, je me prépare toujours à une visite domiciliaire ; j'ôte de mes vitrines et de mes rayons les têtes proscrites, et je les remplace par celles de leurs rivaux. Je vous certifie que depuis la révolution notre commerce est aussi précaire que celui d'un joueur. Sans doute, les constitutionnels ont tenu assez bien ; mais ensuite j'ai été ruiné à demi par la chute des brissotins, et je ne m'étais rétabli qu'un peu par la vente des hébertistes et des dantonistes quand ils passèrent de mode. — Bien, mais les robespierristes, là vous devez avoir gagné. — C'est vrai ; Robespierre, Marat et Châlier rendaient assez, parce que d'ordinaire les royalistes les plaçaient chez eux pour se donner un air de patriotisme, mais ils ont passé à leur tour. »

Aussi les favoris du peuple de Paris montent-ils successivement sur l'échafaud sans que le peuple s'émeuve. N'est-ce pas eux qui ont habitué cette foule à voir partout des traîtres, à accepter comme une preuve tout soupçon, toute dénonciation ? C'est merveille de voir avec quelle facilité les vaincus sont aussitôt reniés. Les morts vont vite dans cette année funèbre ; mais l'inconstance et la lâcheté populaire vont plus vite encore. Qui sait même si la démocratie ne trouvait pas quelque plaisir à regarder tomber cette aristocratie d'un nouveau genre ? Hébert, le Père Duchêne, est accompagné au supplice par les quolibets des Parisiens ; ceux-ci, par une lugubre ironie, emploient pour l'injurier le vocabulaire de son ignoble journal. Danton lui-même a beau pousser devant le tribunal des rugissements tels, que la foule silencieuse et épouvantée l'entend de l'autre côté de la Seine, personne ne bouge, et le lendemain tous regardent conduire au supplice le puissant tribun avec l'enfant gâté du Paris révolutionnaire, Camille Desmoulins, sans témoigner ni tristesse, ni pitié. On considéra comme un signe du grand prestige de Danton qu'il ne fut pas insulté. Il semble d'ailleurs que le Parisien, à force d'avoir vu passer la fatale charrette où sont entassés pêle-mêle les triomphateurs et les vaincus de la veille, ignorant qui y sera demain et se demandant s'il n'y sera pas lui-même, ait contracté une sorte d'égoïsme hébété et craintif qui a détruit chez lui tout autre sentiment.

Au 9 thermidor, Paris révolutionnaire, las, dégoûté de lui-même, habitué à l'inertie par la terreur, ne se réveille plus au tocsin de l'Hôtel de Ville. Il ne répond pas davantage, il est vrai, à l'appel de la Convention. Il attend de quel côté sera le plus fort. Il laisse arrêter en pleine rue le général de la Commune Hanriot par quelques partisans de la Convention, comme il laisse délivrer Robespierre à la prison du Luxembourg par une poignée de sans-culottes partis de l'Hôtel de Ville. La faiblesse même des deux adversaires rend un moment indécis le résultat de cette lutte étrange. Mais les thermidoriens plus résolus l'emportent. Dès lors la foule est avec eux. Robespierre est renié plus lâchement encore qu'il n'a été adulé. Quand, impassible bien que mourant de sa blessure, il passe à son tour dans la charrette, les habitués de la guillotine l'insultent comme ils avaient insulté ses ennemis vaincus : sur l'échafaud, le bourreau lui arrache un cri de douleur en déchirant les bandages avec une violence barbare, et la foule applaudit. Pendant ce temps, l'aspect de Paris n'est même pas changé. Il semble que le drame se joue sur un théâtre où la population n'est que spectatrice désintéressée. L'oncle de M. Michelet traverse ce jour-là la place de Grève. Il rencontre quelques groupés. « Qu'y a-t-il ? — Oh ! ce n'est plus rien. Cette nuit on a blessé Robespierre, on va le guillotiner. »

XI

Après le 9 thermidor le peuple révolutionnaire de Paris n'est plus seulement inerte et indifférent, il se sent vaincu. Il comprend que sa royauté s'est écroulée. Tous ses chefs sont tombés l'un après l'autre accusés de trahison ; lui-même les a reniés. Rien de ce qu'on lui a promis il ne l'a atteint. A ses enivrements, à ses convoitises surexcitées, à ses visions de jouissance et de pouvoir ont succédé une immense fatigue, un sombre désenchantement. Usé par cette longue révolution dont il a été le principal acteur, las des coups d'État qu'il a faits et de ceux qu'il a subis, de ses espérances et de ses déceptions, de ses serments et de ses parjures, il ne croit plus en personne ni en lui-même. C'est comme l'écoeurement et le malaise attristé du lendemain des grandes ivresses. Effrayé d'ailleurs de la réprobation qu'il voit monter autour de lui et des comptes qu'on lui demande du passé, insulté à son tour par la jeunesse dorée, ce peuple se retire de la place publique, des sections, de l'armée révolutionnaire où il a si longtemps fait régner la terreur, il dépose sa pique et rentre chez lui.

Une chose va cependant l'en faire sortir une dernière fois ; ce n'est pas la politique. A son foyer déserté depuis si longtemps, il trouve la misère et la faim. Pendant la Terreur, il a été nourri par l'État. Quand le pain lui manque après thermidor, il a comme un dernier accès de rage. Ce sont les femmes qui, le 12 germinal, donnent le signal. Elles se précipitent sur la Convention entraînant quelques hommes des faubourgs. Elles forcent l'entrée des Tuileries comme elles ont forcé le 5 octobre les portes du château de Versailles. Elles se répandent tumultueuses et menaçantes au milieu des représentants. « Nous sommes ici chez nous, » disent-elles insolemment. Elles crient : « Du pain ! » Les hommes mêlés à elles ajoutent : « Du pain et la constitution de 1793. » Leur orateur s'adresse aux députés de la gauche : « Et toi, montagne sainte, les hommes du 14 juillet, du 10 août et du 31 mai te réclament en ce moment de crise ; tu les trouveras toujours prêts à te soutenir. » Ce sont bien, en effet, les restes des vieilles armées insurrectionnelles de Paris. Mais l'émeute est mal organisée ; elle se retire bientôt par lassitude d'insulter et de hurler en vain.

Le 1^{er} prairial est plus terrible. C'est encore la faim qui pousse le peuple : seulement d'infimes conspirateurs cherchent à exploiter le mouvement. Dès la veille circulait un programme où il était dit que « l'insurrection était *pour chaque portion* d'un peuple opprimé le plus sacré des droits » et « qu'il appartenait à *la portion du peuple la plus voisine des oppresseurs* de les rappeler à leurs devoirs, en ce que par sa position elle connaissait mieux la source du mal ». C'est, on le voit, la doctrine traditionnelle et orthodoxe de l'usurpation parisienne. Comme le 12 germinal la salle des séances est envahie par une foule de femmes et d'hommes. « Jamais, dit M. Quinet, le peuple ne parut plus effrayant. » Les hommes sont armés, les tambours battent la charge. Ce qui domine, c'est le mépris pour l'Assemblée. « Allez-vous-en tous, crient les émeutiers ; nous allons former la Convention nous-mêmes. — L'arrestation des députés, de tous ! » Boissy d'Anglas, qui préside, sauve seul par son héroïque fermeté l'honneur de la Convention dans cet avilissement sans précédent. Le député Féraud est tué d'un coup de pistolet sur les marches de la tribune ; une fille lui brise le crâne à coups de talon ; le cadavre est traîné hors de la salle, la tête tranchée, placée au bout d'une pique, et présentée au président, qui la salue. Après une sorte de combat, l'émeute paraît maîtresse. Les montagnards, croyant tenir un nouveau 31 mai, commencent à rendre de prétendus décrets. La nuit est venue. La salle est à peine éclairée. C'est un chaos effrayant. Au milieu du bruit des armes à feu, des cris d'ivresse et de colère, les motions s'échangent entre les députés qui parodient

une délibération au service de la populace. Mais l'émeute, sans chef reconnu, sans plan arrêté, tournoie sur elle-même et ne sait que faire de sa victoire. Pendant ce temps quelques députés ont pu mettre en mouvement un ou deux bataillons de garde nationale. Quand ils arrivent à la salle de la Convention, il était plus de minuit; la foule ne lutte même pas et se sauve par les fenêtres.

Jamais Assemblée n'a été aussi honteusement foulée aux pieds. Jamais cependant émeute ne s'est trouvée plus impuissante. Après ce digne épilogue de sa carrière révolutionnaire, le bas peuple de Paris disparaît définitivement de la scène politique. Quand quelques jours plus tard les députés, ses complices dans la nuit de l'émeute, sont condamnés, et qu'après leur suicide sur les marches du tribunal, leurs cadavres raidis sont trainés à l'échafaud, il ne se dérange même pas pour assister à ce spectacle. Sans doute, au fond, ce peuple n'est pas changé. Il va se nourrir à son pauvre foyer des divagations de Babeuf sur « le bonheur commun ». Il est rassasié, non guéri des révolutions. « N'écoutez pas, écrit un observateur perspicace de ce temps, ceux qui vous disent que le peuple est revenu; Il n'est pas revenu de son hydrophobie. C'est toujours un animal enragé malgré sa misère profonde. » Mais il est pour longtemps défiant, harassé. D'ici à trente-cinq ans personne ne pourra plus le faire descendre dans la rue.

XII

Mais voici dans Paris un phénomène nouveau : la bourgeoisie se montre à son tour dans la rue et remplace la populace. Les thermidoriens qui n'ont combattu Robespierre que par peur ou par envie, comptaient, après leur victoire, continuer à leur profit le gouvernement révolutionnaire. L'opinion, de son côté, a cru la Terreur finie, et il s'est produit alors un tel soupir de soulagement, une telle explosion de pitié pour les victimes et d'horreur pour les bourreaux, une telle aspiration vers un régime où la peur et la mort ne glaceraient plus tous les cœurs, que les thermidoriens surpris sont obligés malgré eux de mettre la clémence et la justice à l'ordre du jour.

En tête de ce mouvement de réaction est la bourgeoisie parisienne. Les hommes de plaisir s'éveillent les premiers, jeunes gens, acteurs, hommes de lettres, femmes, qui ont assez des mornes et étouffantes années de la Terreur. L'ennui est encore ce que l'on fait supporter le plus difficilement à Paris. C'est au théâtre que l'agitation réactionnaire se manifeste d'abord, et le premier souci de cette population

débarrassée de Robespierre est d'ouvrir partout des bals. Au bout de quelques mois, il y en avait plus de dix-huit cents.

Mais le mal révolutionnaire a pénétré à ce point Paris, que les modérés copient les violents; pour ramener la Convention à des idées de clémence et de justice, on emploie presque les mêmes moyens que naguère pour la pousser dans les voies démagogiques. Des femmes et des jeunes gens remplissent les tribunes désertées par les sans-culottes, huent les députés montagnards et étouffent leur voix. Les pétitionnaires réclament impérieusement à la barre, toujours « au nom du peuple », non-seulement le châtiment légal, mais la proscription sommaire des députés montagnards. « Frappez, disent les adresses, la terre est impatiente de s'abreuver du sang des tigres qui l'ont si souvent rougie du sang innocent. » Des cris de vengeance accompagnent au tribunal Carrier, Fouquier-Tinville, accusés à leur tour. Les jurés dont les verdicts paraissent indulgents sont insultés. Dans la rue, on lit, au milieu d'attroupements menaçants, les philippiques des journaux réactionnaires. Au théâtre on siffle la *Marseillaise* jouée par ordre, on exige le chant interdit du *Réveil du peuple*, on fait de petites émeutes pour briser les bustes de Marat dont le gouvernement s'obstine à vouloir souiller les regards du public. Les jeunes muscadins portant un « habit à la victime », une grosse canne plombée à la main, maltraitent les bonnets rouges obstinés, fouettent les tricoteuses, emportent d'assaut le club des Jacobins et rouent de coups les sans-culottes qu'ils y trouvent. Paris peut changer d'opinion, il ne change pas de procédés, et le quartier général de cette agitation réactionnaire est toujours ce Palais-Royal d'où était parti, en 1789, le signal de toutes les insurrections.

C'est un spectacle curieux de voir la Convention déconcertée par ce mouvement de la bourgeoisie parisienne, contrainte d'y céder, mais ne le faisant que pas à pas et à regret. Le mouvement devient bientôt plus violent. L'Assemblée se sentant débordée, ose obliger, par une prescription additionnelle à la Constitution, le corps électoral à choisir les deux tiers des nouveaux députés parmi les membres de la Convention, et la province, par sa ratification plébiscitaire, donne à cet acte malhonnête la force de la légalité. C'est à ce défi que la bourgeoisie de la capitale répond par le 13 vendémiaire. Il ne convient pas de s'étendre sur des événements que M. de Larcy racontait dernièrement ici même avec tant de sûreté et d'autorité. Mais ce qui importe, c'est de relever dans la conduite et le langage de Paris conservateur les procédés et les sophismes de Paris révolutionnaire. À peine le décret est-il connu que la ville s'agite. Des bandes de jeunes gens parcourent les rues en criant : « À bas les deux tiers ! » Des affiches menaçantes couvrent les murs. Le tambour est battu par-

tout. Les sections envoient des adresses impérieuses à l'Assemblée : « Depuis le 1^{er} prairial, disent-elles, la nation est rentrée dans ses droits; elle ne souffrira pas une usurpation. Les baionnettes des despotes ont été brisées au 14 juillet. — La souveraineté d'un grand peuple est au-dessus du pouvoir des hommes; elle dicte des lois et n'en reçoit jamais. — Citoyens, dit un orateur des sections s'adressant aux représentants, nous vous prions de vouloir bien nous entendre avec autant de décence que nous en mettons dans nos discussions. » D'autres sections déclarent que la Convention n'a plus de pouvoirs. Elles se défendent de conspirer : « Le peuple, disent-elles, conspire-t-il contre lui-même ? » Elles insinuent au contraire que c'est l'Assemblée qui « conspire contre le peuple ». La section Lepelletier prend des arrêtés où elle déclare que « les pouvoirs du corps constituant cessent en présence du peuple, lorsqu'il délibère sur ses lois et sur son gouvernement ».

Oublions la sympathie qu'on peut avoir pour les auteurs du mouvement, le dégoût que doit inspirer la Convention : n'est-il pas évident que les sections poursuivent au service des idées modérées ce qu'elles ont si souvent accompli au service des passions révolutionnaires? Elles prétendent imposer la volonté de Paris au parlement par l'agitation et la menace. Ce sont maintenant les hommes de gauche qui fulminent contre les prétentions usurpatrices de Paris et rappellent les droits de la province. La Reveillière-Lepeaux dénonce à la tribune les meneurs des sections : « Qu'ils soient parés, dit-il, d'habits élégants ou couverts de haillons et de sales bonnets, ils ne perdent jamais de vue leur éternel projet de concentrer la souveraineté dans Paris: vous les voyez constamment avilir, maîtriser, opprimer, abreuver d'amertume, mutiler atrocement la représentation nationale. » Lakanal demande que le Palais-Royal, naguère encore un des lieux sacrés de la Révolution, soit détruit comme étant devenu « un repaire de royalistes » et « qu'on élève sur ses décombres la statue vénérée de la République ».

Les sections de 1795 vont imiter plus complètement encore celles de 1792 et de 1793, comme s'il fallait montrer aux plus aveugles que Paris, même livré aux influences conservatrices, demeure fatalement un péril pour la liberté des Assemblées, et qu'il est, par nature, toujours tenté de s'imposer à elles violemment. La section Lepelletier envoie aux autres sections un arrêté où, parlant de « l'impéritie et du brigandage des gouvernants actuels », elle déclare « nulle et non avenue toute mesure qualifiée de loi tendant à retarder les opérations des électeurs; » elle ajoute « que tous les caractères de la tyrannie se développent » dans les décrets de la Convention, et « qu'il est temps que le peuple songe lui-même à

son salut, puisqu'il est trompé, trahi, égorgé par ceux mêmes qui sont chargés de ses intérêts ». En conséquence, la section convoque tous les électeurs au Théâtre-Français, en les invitant « à se faire accompagner par une force capable d'assurer leur marche. » C'est un appel à la lutte armée qui éclate dès le lendemain. Quarante mille gardes nationaux marchent contre la Convention. Le premier jour, ils paraissent avoir l'avantage. Le 31 mai des modérés va-t-il donc réussir? Mais le second jour, le parti révolutionnaire fait intervenir une force jusqu'ici étrangère aux discordes civiles, l'armée : fait grave dans l'histoire de notre liberté, ou plutôt de notre servitude. L'insurrection mal commandée est facilement balayée par les canons du jeune général Bonaparte.

La Convention l'emporte donc dans ce dernier combat contre la population parisienne. Mais est-il étonnant que vers la fin de son existence, se souvenant de tant de luttes où sa liberté a été menacée et même détruite, elle se préoccupe, elle aussi, du danger qui résulte, pour les Assemblées, du séjour à Paris. Telles avaient été, nous l'avons vu, les préoccupations suprêmes de la Constituante et de la Législative. Lors des émeutes de germinal et de prairial, la Convention a déjà décidé que, « en cas de trouble », l'Assemblée siégerait à Châlons. La dernière des trois constitutions, rédigées par la Convention, celle où elle a rassemblé tous les fruits d'une expérience achetée si cher, décide que le public assistant aux séances ne pourra excéder la moitié du nombre des députés, et, disposition plus grave, donne au Conseil des Anciens le droit de transférer, ailleurs qu'à Paris, les séances du Corps législatif. Les esprits modérés, qui avaient préparé la constitution de l'an III, auraient peut-être voulu faire davantage; ils n'avaient pas osé. Madame de Staël qui était liée avec eux n'exprimait-elle pas leur pensée, quand, quelques années plus tard, à propos de cette constitution, elle écrivait cette phrase que nous recommandons aux républicains conservateurs de 1872 : « L'essai d'une République avait de la grandeur : toutefois, pour qu'il pût réussir, il aurait fallu peut-être sacrifier Paris à la France. » Mais elle ajoutait tristement que cette mesure ne s'accordait pas avec ce qu'elle et ses amis croyaient être « le caractère et les habitudes de la nation ».

XIII

Qui veut étudier, sous le Directoire, l'action de Paris capitale, n'a guère qu'à constater une abdication de jour en jour plus com-

plète. Ce n'est plus seulement, comme après thermidor, le bas peuple, c'est la population parisienne entière qui se désintéresse de la chose publique. L'action offensive et violente était d'ailleurs assez en dehors des mœurs de la bourgeoisie pour que le rude coup de vendémiaire l'en eût dégoûtée pour toujours. Moins que jamais, sans doute, cette bourgeoisie croit à un gouvernement méprisé, vénal, corrompu, ayant trouvé le moyen de cumuler les maux de l'anarchie et de la tyrannie, habile et audacieux à chercher des expédients pour se cramponner au pouvoir, mais impuissant à rien fonder, et s'affaissant dans la boue, bien que personne ne fasse d'effort pour le renverser. Toutefois, elle lui obéit, le laisse tout faire, ne s'étonne ni ne s'émeut des mesures les plus violentes et les plus scandaleuses. Le Corps législatif lui-même n'intéresse plus. « C'est, dit un contemporain, la Comédie-Française les jours de Molière. » Dans un rapport secret adressé au ministre de l'intérieur, le commissaire du gouvernement près l'administration du département de la Seine se plaint de ce qu'il appelle « le sommeil de mort » dont est atteint l'esprit public, à Paris. « Nos revers et nos succès, dit-il, ne font naître ni joie, ni inquiétude. Il semble qu'en lisant le récit de nos batailles, on lise l'histoire d'un autre peuple. Les changements de notre situation intérieure n'excitent pas plus d'émotion. On se questionne par curiosité, on répond sans intérêt, on apprend avec indifférence. » Les élections, la bourgeoisie parisienne ne les prend plus au sérieux et n'y va pas. Au fond, elle est convaincue que tout cela ne durera pas ; mais elle ne cherche plus le salut en elle-même. Elle l'attend du dehors : et, à certaines heures, il semble qu'elle fasse silence pour écouter si le maître ne vient pas. Elle est satisfaite quand elle a opposé une résistance inerte et railleuse à toutes les mesures plus ridicules encore que tyranniques par lesquelles le gouvernement prétend lui imposer des chansons, des fêtes, un langage républicains. Du reste, sa grande affaire, à cette époque, ce n'est pas la politique, c'est le plaisir. Jamais la mode n'a eu un empire aussi extravagant. La grande ville est plus frivole et plus corrompue qu'avant 1789. « On se dit, à Tivoli, rapporte un contemporain, qu'on va être pis que jamais. On appelle la patrie la patraque, et on danse. » Paris est aussi blasé et sceptique qu'il a été naïvement et orgueilleusement illusionné, aussi cyniquement égoïste qu'il a été pompeusement humanitaire ; l'impudeur éhontée de Barras lui paraît être une revanche de l'hypocrite austérité de Robespierre. Peut-être aussi veut-il s'étourdir sur l'immense faillite des promesses de 1789. Il y a du désespoir dans cette frivolité.

Pendant que Paris abdique, l'armée le remplace dans son rôle révolutionnaire. Au 10 août et au 31 mai succède le 18 fructidor.

journée néfaste entre toutes, où l'on enseigne aux ambitieux sans scrupule, qui ne l'oublieront pas, combien il est facile à quelques soldats, conduits par un Augereau quelconque, de briser une constitution et une Assemblée; journée où, pour la première fois, et non pour la dernière, on entend un officier répondre aux protestations des représentants de la nation : « La loi, c'est le sabre »; journée qui, jusque dans les détails d'exécution, fournira un modèle aux coups d'État militaires de l'avenir, comme le 10 août a été le type des insurrections parisiennes.

Mais que les libéraux ne l'oublient pas, c'est au nom du parti qui se dit « républicain », qu'est accompli le premier coup d'État, comme c'est en son nom que se sont faites les premières usurpations populaires. Rien de plus logique. Le 15 vendémiaire, l'armée a vu combattre dans ses rangs, contre la population, le « bataillon des patriotes de 89 », composé de l'écume des vieux jacobins : de même, le 18 fructidor, Augereau, paradant dans les rues après sa facile et honteuse victoire, avait, dans son état-major, tous les anciens chefs des émeutes parisiennes, Rossignol, Santerre, Fournier l'Américain, et jusqu'à la veuve de Ronsin, en habit d'amazone; sorte d'allégeance de la vieille révolution démagogique à la nouvelle révolution militaire, hommage de l'émeute au coup d'État.

Quelle est l'attitude de Paris? La population, surprise à son réveil par la nouvelle de l'attentat consommé nuitamment, regarde, stupide et inerte, galoper à travers les rues ce niais vantard et brutal, Augereau, tout empanaché de plumets. Plus tard, dans la journée, elle ne s'émue pas davantage à la vue des membres du Conseil des anciens, essayant vainement du prestige de la représentation nationale et traversant courageusement les rues à la suite de M. Barbé-Marbois pour se faire ouvrir la salle des séances occupée par la troupe. Et quand ces vieillards, reçus à la pointe des baïonnettes, sont arrêtés, conduits au Temple entre deux haies de soldats, le peuple n'ose même pas fermer la bouche aux quelques misérables qui injurient les prisonniers. Dans toute cette journée, pas une résistance, pas même un essai de protestation.

Paris ne bouge pas davantage au 18 brumaire. Cette fois encore il regarde passer les généraux et les soldats, se pressant, curieux, mais indifférent, autour des affiches qui lui recommandent seulement de se tenir en repos et de laisser faire « les forts ». Au cri d'alarme poussé par quelques députés républicains, aucun écho ne répond dans la grande cité. On ne s'agite que pour acclamer le vainqueur, celui qu'on appelle le sauveur. Quand le 19 brumaire, par crainte de quelque résistance, les meneurs de ce second coup d'État transfé-

raient les deux conseils à Saint-Cloud, ils faisaient à Paris un honneur immérité. Cette ville devait étonner par sa docilité et son inertie après avoir effrayé par sa turbulence ; aussi facile dans ses jours de fatigue à laisser violer la représentation nationale qui lui est confiée, que prompte à la violer elle-même en ses jours d'exaltation ; double caractère, assemblage singulier de défauts contraires qui se retrouvera à d'autres époques. La liberté ne rencontre au milieu de cette population aucune compensation aux dangers qu'elle court. Ne semble-t-il pas que Paris, du moment où il est le siège du gouvernement, soit condamné, comme l'a été autrefois Rome et comme le serait toute grande cité démocratique, à être tantôt l'artisan coupable, tantôt le témoin complaisant des triomphes de la force sur le droit !

La Révolution concentrée dans Paris depuis la néfaste journée du 6 octobre devait donc aboutir au 18 brumaire, en passant par le 17 juillet 1791, le 20 juin, le 10 août et le 2 septembre 1792, le 21 janvier et le 31 mai 1793, le 9 thermidor 1794, le 12 germinal, le 1^{er} prairial, le 13 vendémiaire 1795 et le 18 fructidor 1797. Que de dates à marquer dans ce calendrier des violences dont Paris a été le théâtre et le peuple parisien trop souvent l'acteur ! Est-il besoin maintenant de résumer des faits aussi clairs ou de mettre en lumière des leçons aussi éclatantes ?

Du 6 octobre au 13 vendémiaire, nous aurions pu nous arrêter à chaque page et poser cette simple question : La violence aurait-elle été maîtresse, l'usurpation aurait-elle été consommée, la souveraineté nationale aurait-elle été violée si le gouvernement et l'Assemblée étaient demeurés à Versailles ? Tous ceux qui ont voulu pousser la Révolution dans les voies où elle s'est perdue ont flatté, exalté Paris et s'en sont servi. Ceux qui ont voulu contenir et redresser cette Révolution — et souvent ce sont les mêmes hommes éclairés et repentants, Mirabeau, Barnave, Lafayette, les girondins — ont été unanimes à demander, avant toute autre mesure, que les pouvoirs publics fussent éloignés de Paris. A chaque déviation révolutionnaire, on trouve l'action de cette ville sur le gouvernement et les Assemblées, déviation d'autant plus désastreuse que l'action a été plus directe et plus dominante.

La leçon n'a pas été perdue pour les hommes de renversement, et nous ne sommes pas surpris de l'ardente passion avec laquelle ils poursuivent aujourd'hui le retour de l'Assemblée nationale à Paris. Ils désespèrent sans doute de l'obtenir tant que siégera l'Assemblée actuelle. Et si, comme on l'a dit, la rentrée de la Chambre est l'occasion d'une nouvelle proposition dans ce sens, la réponse qu'y fera la

majorité ne peut être un instant douteuse. Mais les partisans de Paris-capitale comptent sur les défaillances ou les passions des Assemblées futures et sur le besoin qu'auront tous les gouvernements, surtout les gouvernements nouveaux, de courtiser l'opinion parisienne. En face de ces espérances ouvertement affichées, trouve-t-on chez tous les conservateurs, monarchistes ou républicains, l'énergie de résistance que justifierait l'importance vitale de la question. Plusieurs sont mous, indécis, presque résignés à leur défaite ; quelques-uns se font même, en cette matière, les alliés de leurs plus mortels adversaires. A force d'avoir vu les Assemblées siéger au palais Bourbon et les chefs d'État logés à l'Élysée ou aux Tuileries, il est certains esprits qui ne parviennent pas à se figurer qu'il puisse en être autrement. Ces conservateurs s'imaginent-ils donc qu'un nouveau 6 octobre, ne fût-il accompagné d'aucune violence, serait moins désastreux aujourd'hui qu'il ne l'a été en 1789 ? Sans doute il est entre les deux époques des différences que nous ne cherchons pas à nier ; mais trouve-t-on que le peuple de Paris — comme d'ailleurs celui de toute autre grande cité démocratique — soit devenu plus inoffensif, plus respectueux du droit, qu'il ait perdu l'habitude et le goût de violenter les Assemblées qui lui sont confiées ? Trouve-t-on que la décentralisation soit assez entrée dans nos mœurs et dans nos lois pour avoir fourni à la province les moyens légaux, la force matérielle, l'énergie morale nécessaires pour s'opposer aux révolutions dont une grande ville, ayant le gouvernement sous sa main, voudrait de nouveau se passer la fantaisie ? Trouve-t-on enfin, dans notre état politique et social, une stabilité, une force de tradition et une garantie d'avenir, une sécurité intérieure et extérieure qui puissent nous enhardir à braver un danger sous lequel ont succombé la vieille Monarchie et la jeune Révolution ?

PAUL THUREAU DANGIN.

LES POÈTES NOUVEAUX

MM. François Coppée. — André Lemoyne. — André Theuriot. — Sully Prudhomme.
— Joséphin Soulayr. — Félix Frank. — Emmanuel des Essarts. — Madame
Blanchecotte. — Georges Lafenestre. — Émile Péhant.

Les renouvellements poétiques correspondent aux évolutions de la pensée humaine. Ce ne sont pas les modèles qui changent, mais le regard ou le cerveau du peintre et aussi, reconnaissons-le franchement, la lumière ambiante qui ne jette point toujours sur l'horizon moral les mêmes clartés. Dieu, la nature et l'homme, ces trois thèmes fondamentaux de toute poésie, demeurent indéfectibles et inépuisables; ils ne se dérobent jamais à nos recherches, à nos investigations. Ce qui se modifie, c'est l'esprit selon lequel ces investigations et ces recherches sont dirigées. La contemplation de la nature, l'étude du cœur humain, la méditation sur les problèmes de l'infini donnent des résultats bien différents suivant la tendance intellectuelle, la disposition intérieure, la préparation sociale de celui qui s'y applique. Souvent l'un de ces thèmes est choisi et traité de préférence par une génération qui dédaigne ou subordonne les deux autres. Il se fait alors dans l'expression poétique un renouvellement qui n'est pas nécessairement un progrès, mais qui, cela se comprend sans peine, est toujours une révélation. A ce titre, aucune des phases de la poésie contemporaine ne doit échapper aux appréciations de la critique, car il importe non-seulement de s'édifier sur la valeur littéraire des nouveaux poètes, mais encore de savoir quelles idées ils représentent et sous quel aspect leur apparaît l'ensemble des choses.

Ce travail commence à devenir possible en ce qui touche l'école dont l'ambition avouée est de remplacer le romantisme décroissant. Les divers éléments du groupe *parnassien* se précisent en se sépa-

rant, et l'on peut, dès aujourd'hui, voir distinctement quels sont d'une part les continuateurs, de l'autre les novateurs, les chercheurs, les esprits originaux.

Prévenons tout malentendu. Ce terme de continuateur, dont nous nous servons pour plus de clarté, n'implique nullement, à notre sens, un blâme à l'égard des poètes compris sous cette dénomination. La question de talent est réservée, ou même, pour la plupart, elle est hors de conteste. Mais, quelle que soit la supériorité artistique de M. Leconte de Lisle et l'habileté prestigieuse de M. Théodore de Banville, elles ne sauraient les rajeunir au point de les faire passer pour les coryphées de l'école actuelle. S'il y a illusion à ce sujet, il est indispensable de la dissiper. L'auteur des *Stalactites* et des *Cariatides* est un élève de Théophile Gautier. On sent dans la moindre de ses productions l'influence persistante du maître. Il est de même facile de reconnaître dans les *Poèmes barbares* une constante préoccupation de la *Légende des siècles*, et il est permis de penser que les *Poèmes antiques* ont dû beaucoup, ne fut-ce qu'au point de vue de la suggestion et de l'émulation, à des compositions antérieures, telles que *Psyché* et *Hermia*. MM. de Banville et Leconte de Lisle doivent donc être considérés comme les derniers et non les moins remarquables représentants du romantisme dans notre pays. Ils ferment majestueusement la marche et conduisent la retraite avec une solennité tout à fait magistrale. Si Charles Baudelaire et Louis Bouilhet vivaient encore, ils seraient également atteints par ces considérations. *Mademoiselle de Maupin* et les *Orientales* ont toujours été au fond leur véritable objectif. Ils exécutaient de savantes variations sur des airs déjà joués par les maîtres et ils ne se sont jamais assez affranchis pour qu'on puisse, si peu que ce soit, les regarder comme des initiateurs.

Est-ce à dire que les poètes dont nous allons rapidement examiner les œuvres ne relèvent de personne et ne doivent strictement leur inspiration qu'à eux-mêmes ! Ce serait *a priori* — et quand même les faits ne seraient pas là pour rectifier une pareille assertion — confesser une bien grande ignorance de la réalité des choses. Les poètes de la jeune école ne sont point éclos en vertu d'une génération spontanée, et ils n'ont pas dérogé à la loi naturelle qui veut que tout effet ait une cause et tout descendant un ancêtre. Ainsi que le faisait observer dernièrement avec raison M. Victor de Laprade, on est toujours intellectuellement le fils de quelqu'un. Seulement il peut arriver que l'on ne soit pas le fils de ses devanciers immédiats, car, en littérature comme en art, on choisit son père ou du moins on est conduit vers lui par un penchant secret et irrésistible. C'est là, en effet, ce qui fait l'originalité des poètes nouveaux. Leurs prédécesseurs directs n'ont agi sur eux que dans une mesure très-restreinte ;

les grandes gloires du siècle elles-mêmes ne les ont pas détournés de leur voie indépendante. Sans doute ils ont lu Lamartine, Hugo, de Musset, de Vigny, et ils ont dû être tentés de les imiter; mais ils ont su résister à cette tentation et, avec une fermeté qu'on ne saurait désapprouver, ils ont maintenu leur libre allure. Il ne faudrait pas cependant se les représenter comme des enfants trouvés ou des enfants perdus. Ils ont leurs aïeux, leurs inspireurs, leurs guides, qui en valent bien d'autres. Évidemment Lucrèce pour M. Sully Prudhomme, La Fontaine pour M. André Lemoyne, George Sand pour M. André Theuriet ont été des sources, des excitateurs; mais cette filiation intelligente et volontaire n'a rien de commun avec ces transmissions qui lient une génération à une autre et compromettent son originalité.

M. François Coppée est, parmi les poètes de la nouvelle école, celui qui se rattache le plus aux prédécesseurs et qui, par conséquent, malgré une souplesse de talent incontestable, révèle une personnalité poétique moins accusée. Il y a chez lui des échos de Musset, de Hugo, de Sainte-Beuve. Ce sont des rellets plutôt que des emprunts, des réminiscences plutôt que des imitations. Mais, enfin, le passage des maîtres a laissé sa trace, et la nacelle du jeune poète a quelque peu dérivé dans le sillage des gros vaisseaux. Il suffit de feuilleter l'œuvre de M. Coppée pour vérifier ce que j'avance. *Le Justicier* procède de *la Légende des siècles*. Musset et même Murger sont assurément pour beaucoup dans les *Intimités*; Sainte-Beuve est pour tout dans *les Humbles*. *Angelus* est du Lamartine réduit, un *Jocelyn* en miniature. Tout cela, j'en conviens, est très-finement fait, très-habilement arrangé. Ce qui prouve que M. Coppée est un metteur en œuvre d'une réelle dextérité, c'est qu'il a su faire goûter à son public plus d'un fruit romantique dont celui-ci ne se fût peut-être pas soucié, s'il avait fallu le cueillir sur l'arbre même. Comme poète d'accommodement, de transaction, de transition, il a poussé l'adresse aussi loin que possible. Le succès ne lui a pas fait défaut; et si, en littérature, on estimait la légitimité de la direction choisie d'après le nombre des exemplaires vendus et des éditions successives, la critique n'aurait qu'à se taire, du moment où elle ne veut pas mêler sa voix au concert des applaudissements. Mais le succès n'est pas un *criterium* infaillible. Je dirai plus; il y a des succès qui, sans être précisément une condamnation, sont faits pour mettre l'artiste sur ses gardes et lui donner à réfléchir. Nous respectons trop les lecteurs français, pour conseiller à M. Coppée de se souvenir des paroles irrévérencieuses de Phocion. Toutefois nous l'engageons à réfléchir attentivement sur les causes de la faveur qu'on lui témoigne.

De quoi lui sait-on gré? D'offrir à la foule des esprits moyens le mi-

nimum de poésie qu'ils peuvent supporter. C'est un rôle qui a peut-être son utilité, mais qui n'a rien de très-glorieux. Ajoutons que, même pour conserver la faveur d'un public changeant comme le nôtre, cette route qui paraît la plus commode n'est pas, en définitive, la plus sûre. Les artistes de compromis, diplomates dans leurs œuvres, et qui traitent l'inspiration, comme on taille un habit, à la mode du jour, perdent toute valeur, toute raison d'être dès l'instant où — par-dessus leur tête et sans tenir d'eux aucun compte — le public a fait son choix entre les forces rivales qui se disputent le domaine de l'art. Le courant dominant, devenu irrésistible, les emporte sans espoir ou possibilité de retour. Certes, Casimir Delavigne était un homme de talent ; *l'École des vieillards*, *Don Juan d'Autriche*, *la Popularité*, *les Enfants d'Édouard*, *Louis XI*, sont des œuvres estimables et qui renferment plus d'une belle scène. Pourtant son théâtre a sombré en même temps que la littérature pseudo-classique, et les plus bienveillantes tentatives ne le ressusciteront pas. Il ne profitera ni des réveils de la tragédie, ni des réactions classiques. Pourquoi cela ? Parce que Casimir Delavigne a trop pensé au public et pas assez à lui-même, parce qu'il a cru qu'on peut faire des pièces par complaisance pour le goût courant (ce qui est une manière détournée de travailler sur commande) et qu'il a employé à des combinaisons factices la force qu'il aurait dû mettre au service de sa conception originale. M. Coppée s'exposerait à un sort pareil s'il continuait à s'inquiéter exclusivement de ce qui plaît au public, sans écouter la voix intérieure et se demander ce qu'elle conseille.

L'auteur du *Passant* possède des qualités précieuses : il a le don poétique, la science du vers, l'entente de la composition, du tact, de la délicatesse, de la distinction. Personne plus que lui n'est apte à réussir dans la poésie familière. Je pense même que s'il voulait essayer sérieusement, il serait capable de la renouveler ; mais, pour cela, il faut que M. Coppée prenne un grand parti : il faut qu'il ait moins de déférence pour le goût de la foule, et plus de confiance dans son inspiration, comme aussi dans son pouvoir. Qu'il se rasure, le désert ne se fera point autour de lui, parce qu'il aura osé donner carrière à ses audaces intérieures. Si quelques esprits maussades et timorés s'effarouchent et s'éloignent, je lui promets, comme dédommagement, de nombreux lecteurs parmi les travailleurs sincères, amants de la muse courageuse et désintéressée. Le public aime qu'on lui résiste ; à la longue, il vous en sait gré. Jacob ne fut pas trop puni pour avoir lutté contre l'ange. Les fidèles de M. Coppée ne le boudront pas trop, s'il s'efforce de satisfaire sa conscience de poète avant de s'appliquer à deviner leurs caprices. Il y aura peut-être une brouille passagère, mais cela n'ira pas jusqu'à la

séparation, et le crédit moral du poète bénéficiera de sa fermeté.

L'avenir de M. Coppée comme artiste est là. Cette résolution, nettement prise et obstinément suivie, le préservera de bien des tâtonnements. Elle lui eût, à coup sûr, épargné ce faible recueil, *les Humbles*, où l'on ne reconnaît pas l'auteur du *Banc* et des *Aïeules*. M. Coppée a voulu recommencer *les Pensées d'août*, et, à trente-trois ans de distance, son échec a été aussi complet que celui de Sainte-Beuve. Je ne rechercherai pas s'il y a plus de talent dans *les Humbles* que dans *les Pensées d'août*; mais, en laissant de côté la somme de force intellectuelle dépensée dans cette tentative stérile, on doit constater une fois de plus que le système auquel ont obéi les deux poètes est absolument faux. Que la réalité soit le terrain sur lequel doit s'appuyer la poésie, qu'elle soit le point de départ nécessaire et indiqué, nul ne songe à le contester; mais où l'erreur commence, c'est lorsqu'on prétend modeler le vers sur cette réalité dans ce qu'elle a d'infime, tandis qu'au contraire, sans dénaturer la réalité, il faut la transfigurer au moyen de la poésie. Écrire des poèmes comme *l'Épiciër de Montrouge* ou *Monsieur Jean*, c'est, ainsi que dirait le vieux Régnier en son rude langage :

Proser de la rime, ou rimer de la prose.

Le réel contient de la poésie, mais il n'est pas la poésie elle-même, et le reproduire sans dégager, au préalable, le rayon qu'il recèle, c'est confondre le diamant avec la gangue où il est renfermé.

L'exquise sensibilité qui provoque de douces larmes, M. Coppée en a fait preuve à plus d'une page. Il excelle à l'exprimer, justement quand il ne se pique pas trop d'être réaliste. Son chef-d'œuvre en ce genre est peut-être la pièce intitulée *les Enfants trouvés*. Je citerai aussi, comme un modèle d'émotion vraie, le passage d'*Angelus* où le curé et le fossoyeur découvrent le petit garçon abandonné vis-à-vis du seuil de l'église, et se décident spontanément à l'adopter.

Alors, courbant le front, le bon curé le prit
 Dans ses mains, que rendait fébriles son grand âge,
 Mais que la peur faisait trembler bien davantage,
 Et, se sentant le cœur plus inquiet encor
 Que le jour où, vêtu de la chasuble d'or,
 Et selon la promesse aux chrétiens garantie,
 Pour la première fois il consacra l'hostie,
 Il vint s'asseoir auprès du feu qui pétillait;
 Et, cependant qu'avec lenteur il dépouillait
 L'enfant de ses haillons liés par des ficelles,
 S'étonnant de ne pas lui découvrir des ailes,
 Le fossoyeur, avec un air tout réjoui,
 Se tenait immobile et debout devant lui,

L'encourageant des yeux et le regardant faire.
 Et cette heure leur fut exquise. L'atmosphère
 Était intime. A peine entendait-on le bruit
 Du vent et de la mer qui pleuraient dans la nuit.
 Le colza sec brûlait, clair, dans la cheminée ;
 Toute la vieille chambre était illuminée.
 La bouilloire chantait gaiement devant le feu,
 En laissant échapper son mince filet bleu ;
 Et le petit enfant, frère espérance d'âme,
 Content de se sentir tout nu devant la flamme,
 Sur les genoux des deux vieillards extasiés,
 Serrait ses petits poings, frottait ses petits pieds,
 Et murmurait, le front ballant et l'œil atone,
 Son doux vagissement heureux et monotone.

Le paysage poétique, dans sa précision et dans sa grâce, n'a plus rien à envier à la peinture ni au roman. Le romantisme avait cherché la couleur et l'effet ; l'école qui lui succède est surtout préoccupée de l'intime vérité. Elle restreint son cadre, pour assurer son coup d'œil et ne se permettre aucun détail infidèle. Ce n'est pas qu'elle soit insensible aux éblouissantes et vastes descriptions, telles que les ont pratiquées Lamartine dans *Jocelyn*, Victor de Laprade dans *les Symphonies* et dans *Pernette*, Leconte de Lisle dans *les Poèmes barbares* ; mais elle préfère aux fuyants horizons et aux larges espaces les aspects simples et harmonieusement limités, qui concentrent l'âme, la ramènent sur elle-même.

Parmi les poètes dont le nom restera attaché à cette manière originale et ferme de traiter le paysage, il convient de citer en première ligne MM. André Lemoyne et André Theuriet. Ils ont chacun leur procédé, leur coup de pinceau, leur accent personnel, et en même temps ils ont un air de famille qui tient à leur parfaite sincérité. M. Lemoyne sent la nature comme la Fontaine et la peint comme Daubigny. Ses vues marines, très-claires de ton, très-nettes de contour, et qui ne s'écartent jamais bien loin du rivage, rappellent les vivantes et lumineuses toiles de van den Velde. Le talent de M. Lemoyne est si accompli, d'une maturité si savoureuse, que devant les brèves et sobres compositions du poète on songe aux maîtres, et l'on a raison, car M. Lemoyne est lui-même un maître dont les œuvres ne périront point.

Il étudie la nature plus qu'il ne la contemple. Esprit actif et cœur chaud, il n'a rien en lui du solitaire, de l'ascète ; son inspiration, toujours délicate et noble, souvent religieusement émue, est essentiellement sympathique et humaine. Sur la mer, dans la plaine, au fond des vallées, sous les arbres, il trouve moyen de placer l'homme ou de rappeler son souvenir. Quelquefois, comme dans *les Gardiens*

du feu, Trois vieilles, Renoncement, la Veuve, il aborde l'analyse psychologique, soit directement, soit en y faisant entrer, comme élément accessoire, comme encadrement, l'observation et la description des objets extérieurs. Il faut lire *la Veuve* à côté de *Une larme de Dante*, ou *Stella maris* à côté de *Chemin perdu*, pour se faire une juste idée de ce qu'il y a chez M. Lemoyne d'aptitudes variées, de cordes sonores ou prêtes à vibrer. Parmi tant de pièces où la figure humaine traverse l'inanimé pour lui communiquer la vie et lui fournir un interprète, on n'a que l'embarras du choix. En voici une, intitulée *Soirée d'hiver*, qui me paraît résumer aussi exactement que possible les tendances distinctes, mais concordantes, du poète :

Au coucher du soleil, toute la forêt semble
 Dans le recueillement : touffes de chênes roux,
 Petits genévriers, maigres buissons de houx,
 N'ont pas dans la lumière une feuille qui tremble.

On n'entend qu'un oiseau, travailleur attardé,
 Dans le canton lointain des châtaigniers antiques;
 On écoute à travers les grands bois pacifiques
 Le pivert, dont le bec fait un bruit saccadé;

Étrange oiseau, connu de cet homme qui passe
 Dans la lueur tranquille et pure du couchant;
 Ce n'est pas un vieillard qui se traîne en marchant,
 Dont l'échine se courbe et dont la jambe est lasse :

C'est un rude piéton sortant de la forêt
 Tout chargé de bois mort. — Son pas ferme s'allonge :
 Il a vu le soleil comme une grosse oronge,
 Qui là-bas s'enfouit dans l'herbe et disparaît.

Il marche allègrement... Le fond du cœur rumine
 Quelque chose d'heureux... Dans le ciel clair et froid
 Monte un fil de fumée, un long fil bleu tout droit...
 Son vieux masque rugueux et tanné s'illumine.

Dans ce pli du terrain où finit l'horizon
 Il n'arrivera pas avant la nuit peut-être;
 Mais il a sur l'épaule un riche feu de hêtre
 Pour égayer les coins de toute la maison.

Là, sous un toit moussu, fenêtre et porte closes,
 A l'heure du berceau, les enfants réjouis
 Ouvriront de grands yeux par la flamme éblouis,
 Quand il déchaussera leurs chers petits pieds roses.

Le talent de M. André Theuriet a quelque chose de grave et de fort, de particulièrement viril qui n'exclut cependant ni la douceur, ni la tendresse. Au contraire, la passion, en ce qu'elle a de chaste-

ment ingénu, tient une place assez importante dans *le Chemin des Bois*. La poésie de M. Theuriet est pénétrante et salubre comme la senteur des forêts de Lorraine qu'il aime à nous peindre. Elle ne procède pas par coups de surprise ou par soubresauts ; elle agit d'une manière continue qui, à la longue, devient irrésistible. Ce caractère de loyauté, de pureté intérieure, d'élévation, de dignité morale se retrouve dans tout ce qu'a écrit M. André Theuriet, car il n'est pas seulement poète de sentiment et de paysage, il a touché au théâtre avec succès par son très-intéressant drame de *Jean-Marie* et au roman par un volume de *Nouvelles intimes* qui a mérité le suffrage des littérateurs les plus compétents. Je trouve à ce sujet, dans une lettre écrite par un romancier d'imagination, les lignes suivantes qui n'étaient certes pas destinées à la publicité, et qui n'en ont que plus de valeur comme spontanéité de témoignage. « Theuriet est un écrivain de premier ordre et ses *Nouvelles* ne datent pas. Il y a cinquante ans, il eût obtenu du premier coup un grand renom, et dans cinquante ans on le lira avec le même plaisir qu'aujourd'hui. »

Il est certain que les *Nouvelles intimes* attestent chez M. Theuriet des qualités remarquables de prosateur et d'analyste. M. Jules Sandeau, dans son meilleur temps, n'a rien écrit de plus gracieux que *l'abbé Daniel*, de plus spirituellement touchant que les *Souffrances de Claude Blouet*. Sous le prosateur on reconnaît le poète qui répand avec profusion l'animation et la couleur. Mais, malgré tout, dans *le Chemin des Bois*, l'accent est plus décidé, le timbre résonne avec une acuité plus mordante. Lisez, par exemple, ce *Retour au bois* et voyez comme il y a là une saveur locale, un goût de terroir tout à fait relevé :

La prison où Jean-Marc, le fier coupeur de chênes,
Rongeait son frein depuis six mortelles semaines,
Vient d'ouvrir ses verrous.

Il bondit à l'air libre, il semble avoir des ailes,
Tant il court... et les clous de ses lourdes semelles
Sonnent sur les cailloux.

Six semaines sans voir sa forêt bien-aimée,
Six semaines d'ennuis pour deux brins de ramée
Pas plus gros que le bras!...
Il sourit de pitié, puis il se hâte encore,
Les yeux toujours fixés sur les grands bois que dore
Le couchant, tout là-bas.

Il arrive. La lune au même instant se lève.
Pendant qu'il languissait dans sa prison, la séve
A rompu les bourgeons.
La forêt maintenant est dans toute sa gloire,

Partout des rameaux verts, pas une branche noire,
Partout nids et chansons !

Il siffle un air de fête en s'enfonçant dans l'ombre,
Et dans l'épais taillis, des rossignols sans nombre
Répondent à sa voix.

Il grimpe, ivre de chants et d'odeurs printanières
Sur un hêtre géant dont les branches dernières
Dominent tout le bois.

Le voilà se berçant dans l'arbre qui s'incline !
L'air de la nuit de mai dilate sa poitrine
Et court dans ses cheveux ;
Le ciel est sur sa tête, et sous ses pieds murmure
Et mollement frissonne une mer de verdure
Aux flots mystérieux.

De légères vapeurs glissent sur les clairières,
Et la lune répand sur les champs de bruyères
Des nappes de clarté.
Hurrah ! — sa voix s'envole, et dans l'azur sans voiles
On dirait qu'on entend monter jusqu'aux étoiles
Son cri de liberté...

Cette mâle composition où la sévérité tempère jusqu'au bout l'allégresse et ne la laisse éclater que dans la strophe finale, ne résume sans doute pas suffisamment un recueil qui contient des éléments très-variés, mais elle indique, bien, selon nous, la note dominante. Je signalerai encore, parmi les pièces caractéristiques, *le Charbonnier*, *l'Assemblée*, *le Tisserand*, *Veronica*, *Sylvine*. Dans presque toutes ces pièces, ce qu'on pourrait appeler le sentiment des grands bois se manifeste avec une vivacité éloquente ; mais les bois de M. Theuriet sont peuplés, je dirai même qu'ils sont populaires, car la vie et les mœurs des bûcherons jouent un grand rôle dans ce volume. Je ne connais guère qu'un livre qui m'ait donné à peu près les mêmes impressions, ce sont *les Maîtres sonneurs* de madame Sand. Il y a, du reste, entre l'illustre écrivain et M. Theuriet une parenté littéraire très-évidente. Elle se marque, non-seulement dans l'humanité de l'accent, mais dans la manière aisée, pleine de sécurité, de confiance avec laquelle l'un et l'autre abordent la nature. On les suit sans crainte jusqu'au fond des bois, parce qu'ils excellent à en dissiper les fâcheux prestiges et les menaces. M. Theuriet, on le voit bien, est voisin des Ardennes ; il a retrouvé la souriante et accueillante forêt de *Comme il vous plaira*.

Psychologue attentif, amant passionné de la nature, M. Sully Prudhomme est certainement une organisation d'élite. Une estime méritée s'attache à ses productions, et ses émules parlent de lui avec

une affection, un respect qui excluent presque l'idée de rivalité. Ce n'est pas un chef de cohorte comme Théophile Gautier et, plus tard, M. Leconte de Lisle, mais plutôt une créature d'élection chez laquelle le culte de l'art est poussé jusqu'à la souffrance intime, et qui excite la sympathie par l'intensité généreuse de ses efforts. Tel est le sentiment que j'ai toujours remarqué à son égard parmi les poètes de sa génération. Je crois que la critique doit en tenir grand compte, aussi bien pour saisir les côtés élevés de ce talent que pour en expliquer les lacunes et les *desiderata*.

A n'en pas douter, M. Sully Prudhomme est animé d'une haute ambition intellectuelle et poétique. Il poursuit un noble but. Il a son idéal et il aspire à le réaliser. Mais ses difficultés intérieures, ses tourments (ce n'est pas trop dire) lui viennent précisément de l'ardent désir qui l'emporte à la fois vers la perfection artistique et vers la recherche opiniâtre de la vérité. La poésie, pour M. Sully Prudhomme, n'est ni un vain amusement, ni l'agréable exercice d'une imagination féconde, ni même le mode nécessaire d'activité d'une âme ineffablement tendre, elle est à ses yeux ou du moins elle doit être la voix irréprochable du sentiment et l'incorruptible organe du vrai. Il ne la conçoit pas autrement, et, lorsqu'il essaye de réaliser son rêve, c'est en ce sens qu'il emploie, qu'il dépense son énergie. Mais, comme l'oiseau fantastique de la légende, le vrai se dérobe et recule devant le chercheur : les résultats atteints sont incomplets, insuffisants. Ce n'est jamais le vrai que le jeune philosophe saisit, c'en est un lambeau, moins que cela, une parcelle. La certitude si passionnément souhaitée se refuse à ses étreintes, et, selon lui, cette certitude pourrait seule donner à ses vers l'entière justesse de la couleur et la plénitude convaincante du sens. On comprend quel charme de délicatesse cette exquise bonne foi imprime aux vers de M. Sully Prudhomme. Il n'y a pas là un artiste plus ou moins acteur, plus ou moins voisin de la coulisse et prêt à y rentrer, mais bien l'homme même avec ses hésitations et ses scrupules. Ajoutons que ces scrupules, tout en faisant honneur au poète, sont souvent excessifs, et qu'il laisse échapper une plainte lorsque tout autre estimerait avoir réussi. Je n'en veux pour preuve que la pièce *Au lecteur*, qui ouvre le volume des *Stances et poèmes*, dernièrement réimprimé :

Quand je vous livre mon poème,
Mon cœur ne le reconnaît plus :
Le meilleur demeure en moi-même,
Mes vrais vers ne seront pas lus.

Comme autour des fleurs obsédées
Palpitent les papillons blancs,

Autour de mes chères idées
Se pressent de beaux vers tremblants ;

Aussitôt que ma main les touche
Je les vois fuir et voltiger,
N'y laissant que le fard léger
De leur aile frêle et farouche.

Je ne sais pas m'emparer d'eux
Sans effacer leur éclat tendre,
Ni, sans les tuer, les étendre,
Une épingle au cœur, deux à deux.

Ainsi nos âmes restent pleines
De vers sentis mais ignorés ;
Vous ne voyez pas ces phalènes,
Mais nos doigts qu'ils ont colorés.

Chez un autre poète, je le maintiens, ces excuses-là seraient de la coquetterie. Chez M. Sully Prudhomme, la sincérité de l'aveu est incontestable ; mais nous, lecteur, qui jugeons sur ce que nous voyons et non d'après une intention mystérieuse, nous ne sommes pas forcé d'abonder dans le sens du poète trop modeste et de redoubler son humilité par notre acquiescement. Quoi que puisse penser M. Sully Prudhomme de son œuvre, nous dirons donc que *Stances et poèmes*, surtout dans la première partie (*Jeunes filles et Femmes*), renferme des pièces tout à fait remarquables et véritablement hors ligne, notamment *Le Vase brisé*, *Les berceaux*, *Les yeux*, *Le meilleur moment des amours*, *Les Vénus*, *Le long du quai*, *En avant !* Ce sont des modèles d'analyse, de justesse et de mesure. Il n'y a pas une défaillance, pas une maille du réseau n'est absente. L'exécution est réellement admirable. Si l'artiste est mécontent, le public n'a pas le droit de l'être et les juges les plus difficiles ne peuvent qu'applaudir.

La dernière partie du volume (*Mélanges, Poèmes*) contient plusieurs compositions auxquelles M. Sully Prudhomme attache, sans doute, beaucoup d'importance. La plupart sont dignes d'éloge au point de vue du ton général et de la fermeté du style. Dans toutes il y a de hautes pensées et de beaux vers. Ce ne sont pas cependant ces pièces que je préfère dans l'œuvre de M. Sully Prudhomme. Le philosophe s'y fait trop voir, et l'émotion poétique en souffre. A force d'être pensés les vers sont moins sentis. L'attention, tyrannisée à chaque instant, s'épuise et l'ensemble du poème échappe au lecteur désorienté. D'ailleurs, il faut le reconnaître, le côté faible de M. Sully Prudhomme comme artiste, c'est la composition. Il embrasse trop de choses et ne sait pas se résoudre à des sacrifices douloureux mais indispensables. « Avant d'employer un beau mot, disait Joubert,

faites-lui de la place. » Le conseil s'applique aussi bien aux pensées profondes qu'aux belles paroles. Dans les poèmes de M. Sully Prudhomme, *A la nuit*, *Dans la rue*, *A Alfred de Musset*, les idées sont en quelque sorte tassées les unes contre les autres et, en dépit du proverbe, cette abondance leur nuit. La pensée-mère ne se dégage pas avec une clarté suffisante, ne s'impose pas avec une dominante autorité. Les débuts sont généralement très-beaux; mais l'analyse approfondie et minutieuse qui les suit en détruit l'effet, l'impression s'éparpille et s'affaiblit.

C'est cette confusion même qui nous empêche en ce moment d'étudier à fond l'élément philosophique dans les poésies de M. Sully Prudhomme. Je vois des tendances; je ne rencontre pas de conclusions. Ces conclusions, on les trouvera sans doute dans le second volume des *Œuvres* qui va bientôt paraître sous ce titre : *les Solitudes*. Il n'est pas difficile de les pressentir, mais il n'y a pas urgence, et nous pouvons attendre. Dans les *Stances et poèmes*, M. Sully Prudhomme, tout en donnant un libre cours à son amour pour la nature, ne se laisse pourtant pas absorber par l'éternelle Circé; il lutte, il résiste, et, s'il s'abandonne un instant comme dans la pièce intitulée *Pan*, c'est pour se reprendre bientôt.

La nouvelle école, on le voit, n'aborde pas avec une égale décision les trois thèmes fondamentaux de la poésie. Le sentiment religieux ne lui est pas étranger et la méditation philosophique est représentée avec une rare distinction par M. Sully Prudhomme; mais nous sommes loin des *Harmonies*, de la *Tristesse d'Olympio*, des *Destinées* et même d'*Espoir en Dieu*. Le souffle des grandes agitations est tombé. Il ne reste que le lent et souterrain travail de l'analyse, qui peut devenir plus tard un aliment pour l'inspiration, mais à laquelle ses procédés interdisent le mouvement et l'éclat. En revanche, l'étude de la nature a été poussée fort loin, et par ce côté-là, les poètes nouveaux, MM. Lemoyne et Theuriet, ont gagné dans l'histoire littéraire un rang qu'ils ne perdront pas. L'observation du cœur humain, la reproduction attendrie et spirituelle des mœurs familières, enfin ce qu'on pourrait appeler en littérature la peinture de genre, doit beaucoup et, je l'espère, devra davantage encore à M. François Coppée. S'il sait résister à l'entraînement des succès faciles, à la séduction des compromis, à l'esprit de système, s'il se tient à égale distance des *Pensées d'août* et de Casimir Delavigne, il lui sera peut-être donné d'acclimater parmi nous la poésie domestique, ce qui suffirait assurément à la gloire d'un poète.

Je me suis arrêté sur quelques noms caractéristiques. On aurait tort de croire que j'ai fait ou voulu faire une énumération complète des poètes distingués de l'école nouvelle, il en est plus d'un qui, à

ce titre, pourrait réclamer et se plaindre de mon silence. Il n'est pas juste, en effet, de laisser dans l'ombre de vaillants esprits travailleurs intelligents qui ont bien mérité des lettres et de la poésie.

Comment ne pas mentionner *les Élévations*, de M. Emmanuel des Essarts. Je ne crois pas, si l'on excepte les compositions de M. de Laprade, que depuis longues années il se soit produit le sens spiritualiste une tentative poétique et philosophique remarquable. Au point de vue de la publicité, les circonstances n'ont pas toujours été clémentes pour M. Emmanuel des Essarts. Il a fallu qu'il aimât son art sérieusement pour persister à suivre un chemin que la foule délaissait singulièrement, et qu'un petit nombre d'esprits d'élite fréquentaient seuls avec assiduité. Nous sommes persuadé que tôt ou tard le succès récompensera les efforts de M. Emmanuel des Essarts. Déjà son beau travail sur *l'Hérésie* a fixé l'attention des érudits. Il ne se produira point de retour au spiritualisme, sans que *les Élévations* en profitent. L'originalité de ce livre, c'est que l'auteur, familiarisé avec la spiritualité par de longues études, s'y montre chrétien d'esprit et de cœur, tout en respectant chez les anciens tant d'œuvres qui annoncent l'aurore de la civilisation. La sagesse du Portique ne lui suffit pas, il est de ceux qui se réfugient dans l'Évangile. On trouvera dans *les Élévations* une fort belle pièce intitulée *le Promontoire*, où la disposition de l'âme est exposée avec beaucoup de franchise et de noblesse. Qu'on lise dans le volume la pièce tout entière, je suis sûr qu'on se résoudra à en détacher quelques vers.

J'éprouve le même regret à l'égard des *Chants de colère*, de M. Félix Frank. J'aurais aimé à citer *la Volonté* et *le Réveil de la mort*, deux morceaux de premier ordre. M. Frank a beaucoup d'indépendance dans l'esprit et une originalité très-nettement accusée. Il est impossible de surprendre chez lui la moindre trace d'imitation. Les influences contemporaines l'ont éveillé et stimulé sans altérer sa veine personnelle. Ce dont il faut lui savoir beaucoup de gré, c'est d'avoir, dans des œuvres dont l'actualité formait l'élément principal, conservé de la largeur, de l'élévation, de la noblesse. Sous ce rapport, *la Horde allemande*, écrite et publiée à un moment de l'invasion, est une composition particulièrement d'estime.

Dans les *Rêves et réalités*, de madame Blanchecotte, comme dans les *Chants de colère*, de M. Félix Frank, ce qui domine c'est le spiritualisme. Il faut toutefois bien s'entendre sur la valeur de ce spiritualisme. Dans quelques-uns des poèmes qui composent la première partie du volume, particulièrement dans *Conchita*, ainsi que dans plu-

charges, il n'en est pas encore à prendre ce dernier mot dans sa véritable acception. « Il y a, disait son adversaire, bien des usages abusifs dans l'administration de quelques pays d'états, soit par les *privileges de certains ordres de citoyens*, soit par les excès dans les dépenses. » Le marquis aurait pu se contenter de faire remarquer que la première objection était sans valeur dans un débat où il s'agissait de comparer l'administration des pays d'états à celle des pays d'élection, attendu que dans ces derniers les privilèges du clergé et de la noblesse en matière d'impôts étaient encore moins équitablement réglés que dans les autres; mais il éprouve le besoin de s'expliquer sur la question même des exemptions. « La question, écrit-il en 1758, a été entamée de droit seulement de nos jours et elle est devenue le champ de bataille des tribuns volontaires du peuple qui en sont en effet les véritables oppresseurs, » et il rédige à ce sujet une belle tirade « contre l'égalité *physique* qui, dit-il, ne saurait exister, je ne dis pas *trois jours*, mais *trois heures* après l'établissement de la société, car elle est incompatible même avec le dessein de la former. » Cette tirade nous prouve que si, de tous temps, les inférieurs de fait ont eu un penchant naturel à abuser du principe d'égalité, de tous temps aussi les supérieurs ont été portés à le restreindre abusivement dans l'application, puisque l'*ami des hommes* en est encore à confondre avec les sectateurs de l'égalité *physique* ceux qui veulent que chacun contribue aux charges de l'État dans la proportion de sa fortune.

On reconnaît cependant que les arguments allégués par lui en faveur des exemptions des ordres privilégiés ne sont pas très-solides même à ses propres yeux, car il les emprunte à des allégations de fait plutôt qu'à des considérations de droit. Son principal argument, par exemple, en faveur des immunités du clergé, consiste à soutenir que ce privilège du clergé « ne sert *de fait* qu'à le faire contribuer aux charges de l'État dans une proportion *si forte* qu'elle surpasse d'un tiers toute autre taxe que ce puisse être sur les biens et revenus des autres états. »

Quant aux exemptions nobiliaires, il plaide les circonstances atténuantes plutôt que le droit, et son plaidoyer nous offre un certain intérêt historique d'abord parce qu'il rectifie une opinion assez répandue de nos jours, que sous l'ancien régime, la noblesse ne payait *aucun impôt* et ensuite parce qu'il nous éclaire sur l'appauvrissement toujours croissant de cette corporation prise dans son ensemble : « À quoi se réduit aujourd'hui, dit-il, le privilège de la noblesse en matières d'impôts? est-elle exempte des droits sur les consommations, qui sont les plus forts? La capitation, dont le taux est si fort accru par les titres et les dignités, le dixième et autres impôts sur les revenus, les droits multipliés sur les actes, etc., etc., tout cela

porte en poids sur la noblesse plus encore que sur les autres. Elle n'a donc de privilège, ou pour mieux dire d'ombre d'exemption que sur les tailles. Je dis d'ombre, puisque ce privilège est rare dans deux charrues dans les pays de taille personnelle, et aux nobles d'ancienne nobilité dans les pays de taille réelle, bien même ont échappé la plupart à la noblesse avec le tout ou par les juridictions. S'est-elle dispensée néanmoins du service militaire ? On dirait-on dire que la paye ou solde attachée aux emplois fait payer d'hui tous les frais de ce service ? Qu'on voie dans les familles riches dis pas chez les gens opulents, ou qui veulent être censés tels, font à la guerre des dépenses surpassant de beaucoup les dépenses de leur entretien, mais dans la pauvre noblesse, à quel point réduisent ses efforts pour soutenir ses frères ou ses enfants au service. Qu'on compare ce que rapportent nos emplois avec la paye des mêmes grades chez les étrangers, chez ceux mêmes que le roi paie à sa solde, et l'on verra si le service militaire ne coûte rien à la noblesse. La preuve et les fruits des exemptions de cet ordre sont dans le fait ; la noblesse se ruine et s'anéantit tous les jours ; le tiers état s'empare des fortunes. » L'argument final était évident mais il prouvait victorieusement contre le marquis que les exemptions d'impôts étaient un mauvais moyen d'arrêter la décadence de la noblesse.

Il ne devait pas tarder du reste à abandonner cette thèse inacceptable, car deux ans après avoir publié la page qui précède, dans une lettre à son frère le bailli qui, dans une lettre déjà citée par nous, décrivait les maux que causait en Bretagne l'abus des exemptions d'impôt accordées aux biens nobles, le marquis, avec sa signature ordinaire, annonce à son frère qu'il a changé d'avis sur ce point. « Tout ce que tu penses, lui écrit-il le 11 juin 1760, sur les privilèges de nobilité des terres en Bretagne est digne de moi. Je me reproche en quelque sorte, maintenant que j'ai cavé à fond les principes économiques, d'avoir fort appuyé, quoiqu'en passant, l'immunité de ces sortes de privilèges en tant que territoriaux. Je père que dans mes plans futurs je pourrai démontrer que la franchise du cheval obligé de porter la charge et la peau de l'âne qu'il n'a pas voulu secourir est un excellent apologue. Mais pour bien penser à cet égard, il faut d'abord proposer un ordre de finance et une répartition fixe qui soit toujours liée à la quotité des revenus, qui croisse et décroisse avec eux. Jusque-là et tant que la finance n'a pas adopté ces principes que de prendre partout où elle trouvera, la fin *quoquo modo* sera toujours ou paraîtra de droit, et utile à l'utilité. » Ainsi donc, en laissant de côté cette erreur qui était en vogue à cette époque l'erreur de presque tous les gentilshommes fin

et que d'ailleurs il avait déjà répudiée en 1760 sous l'influence de Quesnay, l'auteur du mémoire sur les *États provinciaux*, peut être justement considéré comme le promoteur de cette impulsion qui devait aboutir à l'établissement des assemblées provinciales en 1787.

On sait que dans son court ministère de vingt mois, Turgot n'eut que le temps de tracer un plan destiné à atteindre le but indiqué par le marquis, lorsqu'il parlait de rétablir en France *l'ordre municipal à peu près anéanti* : le plan en question n'était pas, à vrai dire, l'œuvre de Turgot, qui l'avait approuvé dans son ensemble mais en se réservant de le revoir et de le corriger avant de le présenter au roi¹. Il avait été rédigé par Dupont (de Nemours) que nous retrouverons dans la vie du marquis dont il fut d'abord le disciple très-enthousiaste et qui de son côté fut son premier protecteur. Ce plan, attribué à Turgot, dépassait à la vérité les idées du mémoire que nous venons d'analyser, puisqu'il supprimait absolument l'ancienne distinction des trois ordres et la remplaçait par une hiérarchie d'assemblées électives depuis celle de la commune jusqu'à celle de la province, composées uniquement de propriétaires dont les suffrages avaient une valeur différente en proportion du revenu de chacun d'eux, mais comme cette donnée *physiocratique* s'accordait parfaitement avec les opinions que professait alors le marquis devenu l'un des principaux chefs de l'école de Quesnay, nous sommes portés à penser que malgré les critiques qu'il dirige quelquefois contre divers plans de Turgot, celui-ci avait son approbation au moins pour l'ensemble.

Ce projet de Turgot n'ayant pas même eu un commencement d'exécution, nous n'avons trouvé dans les papiers du marquis aucun document qui y soit relatif, mais l'opinion que nous supposons la sienne ressort pour nous de celle qu'il exprime plus tard, lorsque Necker en 1778, entreprit de réaliser une partie du programme de Turgot, en l'appliquant d'abord à l'établissement de quelques assemblées provinciales dans les pays administrés jusque-là par les seuls intendants. Ce fut la province du Berry où se fit le premier essai de ce nouveau genre d'administration. Necker n'ayant pas osé s'écarter autant que Turgot de l'ancienne forme des états provinciaux, avait maintenu dans l'assemblée du Berry la distinction des ordres en adoptant toutefois la délibération en commun et le vote par tête dès longtemps en usage, comme nous l'avons vu dans les états du Languedoc.

Le marquis de Mirabeau s'expliquant à ce sujet avec un de ses amis et de ses plus fervents admirateurs, un économiste milanais,

¹ Voir les *Économistes français au dix-huitième siècle*, par M. de Lavergne, p. 389.

le marquis Longo, lui écrit le 3 novembre 1779 : « Nos modernes assemblées provinciales ou municipales, je ne sais comment on les appellera, ne vaudront rien encore, car rien n'est mûr ; on tient à toutes les bêtises, et le clergé et la noblesse, et les privilèges et les honoraires ; il faudrait qu'elles fussent rurales et rien de plus ; assemblées de propriétaires élus par les cantons : ils n'en veulent pas, mais toujours cela mettra-t-il quelque frein et quelque ordre à la *billebaude* de l'arbitraire et épargnera au peuple les frais et les extorsions de la levée, qui équivalent au fonds de l'impôt. »

Ainsi le marquis est, dès cette époque, fort en avant de son livre sur les états provinciaux, « ouvrage de jeunesse, dit-il à Longo, que je ne désavoue pas à beaucoup près, mais qui était fait pour les circonstances, » et ses idées dépassent le plan de Necker. Lorsqu'après la retraite de celui-ci, qui fit ajourner les essais qu'on venait de tenter en Berri et dans la haute Guienne, l'opinion publique se prononça, en 1787, pour l'établissement immédiat des assemblées provinciales dans toutes les provinces qui n'avaient point d'états, le marquis, non-seulement approuve l'idée à l'exécution de laquelle présidait encore son élève, Dupont de Nemours, comme secrétaire de l'assemblée des notables, mais il semble d'avis que le nouveau plan ne se rapproche pas assez de celui préparé sous Turgot. « La radiation des privilèges fonciers et l'égalité des répartitions devaient naître, dit-il, de ces assemblées mêmes » ; il blâme Calonne d'avoir mêlé à cette mesure d'autres entreprises qui peuvent lui nuire ; mais en même temps il se glorifie de voir son livre des états provinciaux sur toutes les tables des ministres, et il dit, dans son langage parfois grotesque : « Je suis le La Rissolle de cette institution. »

Il n'entre pas dans notre sujet de tracer ici la courte histoire de ces assemblées provinciales essayées à la fin du règne de Louis XVI, histoire qu'on trouvera, d'ailleurs, dans un autre ouvrage de M. de Lavergne, non moins remarquable que celui que nous avons déjà cité¹. On ne saurait contester cependant, comme l'a très-bien montré Tocqueville, que cette grande tentative de révolution administrative, dont le souvenir s'est presque perdu dans celui de la grande révolution politique et sociale, qu'elle précédait immédiatement, n'ait contribué à rendre celle-ci plus violente et plus désordonnée en lui livrant un pays dont l'administration intérieure venait d'être complètement bouleversée, et qui, n'étant point encore préparé à ses nouvelles institutions municipales, ne trouvait plus en lui aucun élément de cohé-

¹ Nous voulons parler ici du volume intitulé : *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*.

sion et de résistance contre les folies et les fureurs de l'esprit révolutionnaire. Mais, d'un autre côté, quand on lit les procès-verbaux recueillis par M. de Lavergne, on ne saurait manquer d'être frappé de la somme de lumières, de bonnes intentions, de nobles et patriotiques sentiments qui se manifestent dans ces premières assemblées provinciales ; on reconnaît (comme l'a dit à propos du livre même dont nous parlons, un des plus grands esprits de notre siècle, M. Guizot) « que le fait qui y domine, c'est évidemment dans tous les rangs, à tous les degrés de la société française, un désir et un effort commun pour faire pénétrer et prévaloir l'équité dans l'état social, la liberté dans le gouvernement. » La solution de ce problème de la conciliation de l'autonomie administrative avec l'unité politique, vainement tentée en 1787 et toujours poursuivie depuis, est devenue un des besoins les plus impérieux de notre temps. Serons-nous assez éclairés et assez sages pour que la tentative actuelle soit définitive et ne tourne pas au détriment de l'ordre social ? C'est le secret de l'avenir, mais ce qui est certain, c'est qu'on ne peut, sans injustice, refuser au père de Mirabeau l'honneur d'être le premier parmi les écrivains du dix-huitième siècle qui ait mis la question à l'ordre du jour, et préparé les esprits à l'étudier pour la résoudre plus largement encore qu'il ne l'avait fait lui-même.

Avant d'aborder l'ouvrage qui a valu au marquis de Mirabeau une célébrité éclatante quoique éphémère, nous devons dire un mot d'un essai composé par lui dans un genre exclusivement littéraire, publié en 1755, sous l'anonyme, en un petit volume in-18, et qui n'est plus guère connu que par les railleries de La Harpe. On se rappelle que le futur auteur de *l'Ami des hommes* était intimement lié, dès sa jeunesse, avec le poète Le Franc de Pompignan, qui lui a dédié un assez grand nombre d'odes ou d'épîtres disséminées dans ses œuvres. Il était dès lors assez naturel que le marquis admirât beaucoup le talent de son ami, d'autant que ce talent n'est point à dédaigner. Avoir écrit la fameuse strophe plus poétique qu'astronomique, *le Nil a vu sur ses rivages*, que tout le monde sait par cœur depuis plus de cent ans, est un genre de bonne fortune enviable pour beaucoup de poètes. Mais Le Franc a le mérite plus grand encore d'être, de tous les poètes de son temps, celui qui a le mieux senti, et plus vivement peut-être que J.-B. Rousseau, les beautés de la poésie biblique. Non content d'imiter comme Rousseau cette poésie à travers des traductions, il avait appris l'hébreu, et son ami nous affirme que ses imitations étaient directement empruntées à l'original. Ses

poésies sacrées restent donc une lecture intéressante pour qui ne s'en rapporte pas au vers si connu de Voltaire¹ :

Sacrés ils sont, car personne n'y touche.

Nous n'en pouvons dire autant du commentaire enthousiasme ces poèmes sacrés ont inspiré à l'ami de Pompignan. Il est incontestable que ce commentaire, trop souvent lourd, diffus et monotone, tranche singulièrement avec les aperçus littéraires, parfois très nouveaux quant au fond et très-piquants de forme, que l'on rencontre dans les lettres intimes du marquis. Cependant, en lisant ces 2 volumes d'une prolixité souvent rebutante, on remarque encore plus l'idée qui se détache des idées courantes du dix-huitième siècle. On trouve, par exemple, une vive indignation contre les beaux esprits de société qui se demandent, dit le marquis, avec une satisfaction pygmée : « Qu'y a-t-il donc de si beau dans Moïse et dans David ? » On y trouve un juste sentiment des beautés de ce langage de la Bible, la fois si simple, si fort et si hardi : on y voit l'auteur « constater que les modernes sentent moins la nature que les anciens, et qu'il dit-il, quelques poètes anglais, ils se sont tous privés d'un de ces grands ressorts de la poésie. »

Après avoir justement admiré l'apostrophe biblique au Gelboé :

De sang montagne arrosée,
Séjour de trouble et d'effroi,
Gelboé, que la rosée
Ne tombe jamais sur toi !

Le marquis s'écrie : « Pourquoi notre poésie est-elle privée de ces grandes machines du sublime et du sentiment ! Que Mars et Vénus

¹ On sait que le malheur de Le Franc de Pompignan fut d'avoir, dans son discours de réception à l'Académie française en 1760, commis la grave inconvenance de quer indistinctement, il est vrai, mais pourtant d'une façon très-accentuée, tous ses confrères qui appartenaient plus ou moins au parti philosophique. Critique, débitée avec la morgue d'un ancien premier président de la cour de Montauban, fit au public l'effet d'une dénonciation. Morellet prétend que le pape avait en vue d'être appelé à l'éducation du Dauphin, mais l'extrême partialité de Pompignan et la sincérité avec laquelle, après avoir débuté en déiste, depuis longtemps rangé parmi les défenseurs du catholicisme, suffirent pour quer son incartade. Toujours est-il qu'elle fut cruellement punie : Voltaire donna le signal, l'infortuné poète se vit criblé par un feu roulant de quolibets en prose et en vers, qui le rendit tellement ridicule, qu'il dut se réfugier dans son vin, où il vivait d'ailleurs très-agréablement dans son château de Pompignan, ayant eu l'esprit d'épouser une riche héritière enthousiaste de son talent poétique et qu'il a récompensée de son enthousiasme en chantant ses poésies sacrées.

momies inanimées depuis deux mille ans, sont peu de chose auprès ! »

Ce n'est pas que le commentateur des *Poésies sacrées* dédaigne les poètes de l'antiquité païenne, et qu'il ne cherche à concilier son admiration pour le sublime de l'Écriture avec celle du beau sous des formes plus raffinées. Il essaye même de donner sa théorie du beau, et je ne vois pas trop ce que La Harpe lui-même, qui s'est tant moqué du commentaire, pourrait objecter contre le passage suivant : « L'imagination, le sentiment et le goût sont les trois pivots du génie ; il cesse d'être, s'il est privé d'une de ces trois parties : c'est un triangle à qui il manque un de ses côtés. Cette comparaison me mènerait loin ; mais je sens que j'en établirais sur de bonnes raisons la justesse, s'il était question de dissenter ici à vide. Si cependant une de ces trois parties, que je suppose devoir être égales, pouvait obtenir la prééminence sur les autres, ce serait le sentiment. Lui seul laisse des traces profondes dans notre âme. Si l'opiniâtreté de l'esprit se nomme *aveuglement*, on appelle *endurcissement* celle du cœur, et il est reçu que, de ces deux opiniâtretés, la seconde est la plus invincible. Malheur à l'homme qui veut instruire ou plaire, s'il n'a le don de toucher et d'attendrir ; et c'est ce don premier dont la nature est le plus prodigue envers les hommes supérieurs. »

On doit avouer cependant que, pour signaler quelques passages heureux dans cette dissertation, il y faut mettre beaucoup de bonne volonté, et qu'il arrive plus d'une fois à l'auteur, après nous avoir fatigués de son admiration minutieuse et excessive pour chaque vers de Pompignan, de nous faire rire au moment même où il prétend nous attendrir. Par exemple, lorsqu'après avoir cité une strophe assez ordinaire sur la mort de Jonathas, il nous apostrophe en ces termes : « Le lecteur à qui les larmes ne viendront pas aux yeux après ces vers ne doit pleurer que d'un coup de poing. »

Du reste, ce commentaire, publié, comme nous l'avons dit, pour la première fois, en 1755, aurait probablement échappé même à La Harpe, si l'ami Pompignan, devenu très-impopulaire par suite des circonstances que nous venons de rappeler, n'avait eu l'idée de s'abriter derrière l'extrême popularité dont jouissait encore en 1760 l'auteur de l'*Ami des hommes*, et de jouer à celui-ci, ainsi qu'à lui-même, le mauvais tour de faire réimprimer dans une édition de ses œuvres un panégyrique maladroit, dont nous n'avons peut-être que trop parlé, et que nous nous hâtons de quitter.

II

L'AMI DES HOMMES ET LE DOCTEUR QUESNAY.

« Je n'étais pas plus économiste que mon chat, quand la force du tempérament, comme disait le vénérable Quesnay, me fit écrire l'*Ami des hommes*. » Cette citation, que nous empruntons à une lettre inédite du marquis de Mirabeau à son ami Longo, en date du 11 juin 1778, a pour but de réfuter d'avance deux erreurs contradictoires qui ont cours au sujet de l'*Ami des hommes*. Dans une étude consacrée à cet ouvrage, et que nous avons sous les yeux, on lit ces mots : « *Tout le système économique* du marquis de Mirabeau *a été renfermé* par lui dans l'ouvrage bizarre auquel il donna le titre significatif de l'*Ami des hommes*. » On vient de voir que le marquis de Mirabeau, qui en sait quelque chose, est sur ce point d'un avis diamétralement opposé à celui de l'appréciateur¹. Sa phrase à Longo répond également à une autre erreur déjà signalée par nous, et plus répandue que la première, car on la rencontre même chez des historiens de l'économie politique². Elle consiste à présenter l'ouvrage du marquis de Mirabeau comme ayant été écrit sous l'inspiration de Quesnay. Il eût suffi, pour celui qui connaît un peu les doctrines et les formules de Quesnay, de lire la première édition de l'*Ami des hommes*, pour constater aisément que le célèbre docteur physiocrate n'y avait aucune part. Ce qui explique cependant que des économistes inattentifs s'y soient trompés, c'est qu'après le grand succès des premières éditions de son livre, l'auteur, devenu en effet un disciple enthousiaste de Quesnay, dont il ne connaissait d'abord ni la personne ni les doctrines, et ne voulant pas perdre l'avantage d'un titre qui lui avait si bien réussi, imagina d'ajouter dans une réimpression de son ouvrage primitif, et sous le même titre, une série de morceaux

¹ Cet appréciateur, qui n'est pourtant pas le premier venu, car c'est le savant doyen d'une faculté de droit de province, commet une erreur encore plus étrange quand il dit du marquis de Mirabeau : « S'il se *rattachait* à l'école des *physiocrates* en attribuant à la terre et à l'agriculture une influence exclusive sur la production, il *s'éloignait beaucoup des principes de cette école* en attaquant vivement le système mercantile et la balance du commerce. » Il y a là deux erreurs à la fois, attendu que l'école des physiocrates fondée après la publication de l'*Ami des hommes*, a eu précisément pour *fondateur*, avec Quesnay, le marquis de Mirabeau lui-même, et que tous les physiocrates attaquaient comme lui le système mercantile et la balance du commerce.

² Notamment dans l'*Histoire de l'économie politique*, par M. Blanqui, aîné.

divers, parmi lesquels figure un commentaire du *tableau économique* de Quesnay. C'est cette nouvelle édition de *l'Ami des hommes*, en trois volumes in-4°, dont le troisième, contenant le commentaire, parut en 1760, qui a induit en erreur tous ceux qui, ne connaissant pas les premières éditions de cet ouvrage, et voyant dans celle-ci un travail sur Quesnay, ont admis sans examen que le docteur était pour quelque chose dans la composition de *l'Ami des hommes*.

La première édition de l'ouvrage, antérieure à tout rapport entre l'auteur et Quesnay, est datée de 1756. Elle parut en deux formats différents : l'un en trois volumes in-12, l'autre en un volume in-4°. Cette édition, sans nom d'auteur, de libraire, ou même d'imprimeur, ne porte que le titre de l'ouvrage : *l'Ami des hommes, ou traité de la population*, avec ces mots au-dessous : *Avignon, 1756*. L'ouvrage fut-il réellement imprimé à Avignon, ou bien cette indication est-elle une de ces supercheries assez fréquemment employées pour les ouvrages qu'on ne voulait pas soumettre au *visa* de la censure, dans un temps où la police de l'imprimerie, quoique plus sévère en apparence, était en réalité beaucoup moins habilement organisée que celle d'aujourd'hui ? Nous l'ignorons ; cependant nous croyons nous rappeler avoir lu dans une des innombrables lettres du marquis, dont nous sommes en possession, que son second frère, le comte Louis-Alexandre, mort en 1761, se trouvant en 1756 à Avignon, aurait été chargé de surveiller cette impression. Ajoutons que l'édition peut-être la plus répandue, celle in-4° en trois volumes, dont les deux premiers sont datés de 1758, et le troisième de 1760, parut également sans nom d'imprimeur, et même sans aucune désignation du lieu où elle avait été imprimée, de sorte que l'ouvrage du marquis de Mirabeau se présenta au public avec toutes les apparences d'un ouvrage prohibé. Fut-il en effet *supprimé*, comme l'affirme la *Correspondance littéraire* de Grimm, que nous citerons tout à l'heure ? Nous sommes porté à en douter ; car bien qu'il contint beaucoup de hardiesses signalées dans l'article même de Grimm, ces hardiesses étaient présentées sous une forme si générale, qu'on a peine à croire à une prohibition dont nous ne trouvons, du reste, aucune trace dans les papiers du marquis. Dans tous les cas, si l'ouvrage fut réellement *supprimé*, cette suppression ne fit qu'augmenter sa vogue¹.

¹ La date de l'article de Grimm, qui est du 15 juillet 1757, soulève une nouvelle difficulté devant laquelle doit encore s'arrêter un écrivain qui tient à être exact. Nous venons de dire que nous connaissions deux éditions de *l'Ami des hommes* ou une édition en deux formats datée d'Avignon 1756, l'une en trois volumes in-12, qui est encore dans nos mains, et l'autre en un seul volume in-4°. Or voici Grimm qui annonce en juillet 1757 l'ouvrage en question, comme venant de pa-

Cette vogue est constatée par tous les contemporains, à commencer par Grimm, dont l'impartialité se manifeste assez par les critiques qu'il mêle à ses éloges, pour que nous puissions le croire sur parole quand il nous a dit que l'ouvrage fait beaucoup de bruit : « La hardiesse qui y règne, ajoute-t-il, lui a donné une grande vogue. On a eu la maladresse de le supprimer, ce qui a ajouté à sa réputation. Pour juger ce traité en général et en deux mots, on peut dire que l'auteur en aurait fait un grand et bel ouvrage, s'il avait de la noblesse et de l'élévation dans le style... Le style de M. de Mirabeau ne manque pas de feu ni de rapidité, mais il est commun, bas, trivial et partout contraire à cette bienséance que les anciens connaissaient si bien, et qui lie le lecteur d'amitié et d'intérêt avec l'auteur. Voilà pourquoi la gloire de l'*Ami des hommes* ne sera, je crois, que passagère ; et les mêmes raisons qui garantissent l'immortalité à Tacite et à Montesquieu doivent nécessairement détruire la réputation de M. de Mirabeau. Un autre défaut de cet auteur, et qui tient à ceux que j'ai reprochés à son style, est d'être trop bavard ; c'est le moyen le plus sûr de gâter les meilleures choses, et c'est ce qui arrive à M. de Mirabeau à tout moment... Quoique ses principes généraux soient très-beaux, très-vrais, et les seuls qu'un gouvernement sage doit suivre, il les emploie souvent pour soutenir des paradoxes... Après cela il faut convenir que l'on trouve dans ce traité de fort belles choses, et qu'il ne peut que faire beaucoup d'honneur au cœur et à l'esprit de l'auteur. Ce qu'il voit en grand est presque toujours très-beau ; il le gâte ensuite par des détails minutieux et quelquefois faux. » Plus loin, Grimm ajoute : « Il y a dans le livre de M. de Mirabeau une sorte de chaleur et je ne sais quel jargon sensible, onctueux et mystique qui a toujours été pour la multitude une merveilleuse amorce. »

Cette appréciation donne une idée assez juste des qualités et des défauts d'un ouvrage qui eut jadis tant de lecteurs et qu'aujourd'hui on ne lit plus, car nous devons reconnaître que la prophétie du cri-

raitre en trois volumes in-4°. Nous admettrions aisément que c'est une nouvelle édition que Grimm prend pour la première, mais nous voyons dans une lettre du marquis à Mme de Rochefort, datée du 26 mai 1857, qu'il lui envoie son ouvrage comme venant de paraître ; plus tard, en 1769, un recueil dirigé par le marquis de Mirabeau lui-même, *les Éphémérides du citoyen*, rendant compte des ouvrages importants pour l'économie politique, dit que l'*Ami des hommes* parut en trois parties vers le milieu de l'année 1757, chez Hérissant, libraire. Il faudrait donc croire que les deux éditions d'Avignon, datées de 1756, étaient, pour je ne sais quel motif, antidatées, et comme l'édition de 1758-60, qui est aussi sous nos yeux, ne porte aucun nom de libraire pas plus que celles de 1756, il s'ensuit que de 1757 à 1758 il y a eu au moins quatre éditions différentes de l'*Ami des hommes*.

tique sur le caractère passager de la gloire de l'auteur comparée à celle de Montesquieu s'est réalisée, quoique les circonstances accidentelles déjà indiquées par nous, et dont nous reparlerons, aient peut-être contribué par le discrédit jeté sur l'auteur à discréditer le livre. Mais pour ce qui est de l'effet immédiat de l'ouvrage sur les contemporains, nous croyons que Grimm se trompe lorsqu'il suppose que tous les lecteurs ont dû être choqués comme lui de ce qu'il appelle un style bas, trivial et contraire à la bienséance recommandée par les anciens. Nous sommes convaincu, au contraire, que les inégalités du style de *l'Ami des hommes*, plutôt familier et incorrect que bas et trivial, mêlé de moquerie et d'effusions sentimentales, sont pour beaucoup dans la grande popularité obtenue d'abord par l'auteur.

Si, comme nous sommes porté à le croire, il n'y a point d'exagération dans ce passage d'une lettre du marquis à son ami Longo, où il affirme « que *l'Ami des hommes* a valu 86,000 livres aux libraires, de leur aveu. » Ce produit, assez rare pour un gros ouvrage d'économie politique, n'eût peut-être pas été obtenu si l'ouvrage eût été écrit jusqu'au bout d'un style noble et imposant; et le marquis ne se trompait pas, à notre avis, lorsque, revenant dans sa vieillesse sur ce grand succès de sa vie d'écrivain, il l'attribuait surtout à ces familiarités de ton qui choquent le goût dédaigneux de Grimm. « Il y a dans *l'Ami des hommes*, écrit-il à Longo en 1786, un tissu de *privautés naïves* qui ont réussi, on ne sait pourquoi; mais je le sais bien, moi : c'est que le naturel a toujours son prix et qu'il est si rare. On m'appela le fils aîné de Montaigne. On n'aime point le moi, le je, mais c'est qu'on ne le voit guères qu'orgueilleux, et il faut qu'il soit sensible. »

Et en effet, au moment même où Grimm s'élève contre des familiarités qu'il trouve basses, nous lisons dans le *Journal encyclopédique de Bouillon*, de juillet 1757, un éloge pompeux de *l'Ami des hommes*, qui se termine par cette phrase : « L'auteur écrit comme Montaigne et pense comme Montesquieu. » La louange était ici certainement plus exagérée que ne l'était la critique de Grimm. L'auteur n'écrivait pas comme Montaigne, parce qu'en présence du public il ne s'abandonnait pas, autant qu'il vient de le dire, à son style naturel. Maintenant que nous le connaissons par ses lettres intimes, nous pouvons apprécier l'erreur de ceux de ses contemporains doués d'un goût sévère, qui, le jugeant par ses ouvrages imprimés, croyaient qu'il s'était appliqué artificiellement et avec effort à combiner les formes de langage du seizième siècle avec les tours et les constructions du dix-huitième.

Et voilà pourquoi le baron de Gleichen, notamment, croit nous

donner dans ses *Souvenirs* la clef du style des ouvrages du marquis de Mirabeau, en nous disant que « la lecture de Montaigne avait fait sur lui l'effet que les romans de chevalerie avaient fait sur Don Quichotte; qu'il s'efforçait sans cesse d'imiter Montaigne, et qu'il l'imitait mal. » Or nous avons environ deux mille lettres du marquis, dont mille autographes, offrant toutes la même abondance de tours plus ou moins archaïques et bizarres, mais presque tous ingénieux, piquants, énergiques et colorés, qui ne sont pas plus de Montaigne, de d'Aubigné ou de Montluc, que de Saint-Simon, dont les écrits étaient encore inconnus, mais qui tiennent également des uns et des autres, et qui sont en même temps si bien à lui, c'est-à-dire si bien appropriés à sa nature d'esprit, qu'il les trouve spontanément sous sa plume en écrivant, à bride abattue et sans une rature, des lettres qui ont souvent douze ou quinze pages. D'où il suit que, loin de s'efforcer, comme le croyait Gleichen, d'être archaïque dans ses ouvrages imprimés, il se retenait au contraire et faisait effort pour être régulier, sans pouvoir y parvenir, et en perdant une grande partie des avantages du style excentrique dont la nature l'avait doué¹. Si bien qu'au lieu de regretter, comme Grimm, que l'*Ami des hommes* ne soit pas écrit avec une noblesse plus soutenue, nous sommes convaincu que, si ce livre avait gardé plus complètement la tournure bizarre mais attrayante de la plupart des lettres familières de l'auteur, il trouverait encore aujourd'hui un public pour le lire avec plaisir, quoique le fond des idées n'ait plus pour nous le caractère de hardiesse ou de nouveauté qu'il empruntait aux circonstances².

¹ Je vois en effet dans une lettre de sa vieillesse qu'aussitôt qu'il fut devenu le disciple du docteur Quesnay, son maître le gourmandait sans cesse pour le forcer à se préoccuper de la dignité de son style : « Où diable avez-vous pris, lui disait le docteur, ce style *marotique*? Je ne connais pas Marot, répondait le marquis, mais c'est qu'apparemment j'ai bu de la même eau que lui. »

² Tout en soutenant que le style excentrique du marquis de Mirabeau est son style naturel, nous ne pouvons cependant nous dissimuler un fait, qui a peut-être déjà été remarqué par ceux de nos lecteurs qui ont pu comparer des citations empruntées à ses écrits de jeunesse, aux lettres à Vauvenargues par exemple, ou aux fragments de mémoires publiés par nous, avec des lettres d'une date postérieure. C'est qu'il semble que la tendance à l'archaïsme, moins marquée d'abord, va se prononçant de plus en plus chez lui à mesure qu'il avance en âge. Mais pour voir dans ce fait la preuve d'un effort, il faudrait ignorer ce que nous savons déjà, c'est que la même tendance à l'archaïsme se retrouve exactement chez le frère du marquis, chez un marin qui n'a jamais rien fait imprimer. Nous ne possédons, il est vrai, aucun écrit du bailli antérieur à l'âge de 27 ans, mais à cet âge il a le même genre de style que son aîné. On ne peut guère supposer qu'il travaille de parti pris à imiter soit son frère, soit Montaigne, duquel il ne parle jamais. Ce style archaïque leur est donc naturel à tous deux, ils le tenaient probablement et de

Quant à l'excès d'enthousiasme qui pousse l'admirateur du journal de Bouillon à comparer l'auteur de *l'Ami des hommes* à Montesquieu pour la pensée, le marquis lui-même, en terminant son ouvrage, a fait justice, avec la plus entière bonne foi, de tout rapprochement de ce genre, tout en déclarant, non sans malice, que, malgré les subdivisions infinies que l'auteur de *l'Esprit des lois* a donné à son plan, on a de la peine à suivre sa marche, et qu'on peut lui reprocher aussi d'être un peu embrouillé, comme on a le droit bien plus fondé de lui adresser ce reproche à lui-même. « Mais, ajoute le marquis, nous n'avons assurément que cela de commun, lui et moi. Son érudition est immense et sûre, la mienne est très-bornée et fautive ; son style est clair, noble, pur et tranchant, le mien est inégal, sans goût, négligé, souvent diffus et amphibologique ; son esprit éclaire et éveille l'intellect du lecteur, le mien le fatigue et l'étouffe ; ses idées semblent la fleur des notions, et en sont en effet le germe, les miennes naissent singulières et meurent triviales. Il était ouvrier habile et totalement adonné à ce genre d'étude et de travail, et, de son aveu, il a consumé vingt ans à celui-là. Je ne suis rien de tout cela, et il s'en faut bien que j'aie employé six mois à parcourir tout le terrain que j'embrasse. Il y parait, me dira-t-on : je le sais ; mais chacun a sa façon d'être... Je suis certain que si je me contraignais pour me rendre méthodique, je serais moins lu encore que je ne le serai dans toute la pompe de la négligence et des écarts. »

Mais si l'ouvrage du marquis de Mirabeau est loin d'offrir cette profondeur, cette étendue, cette solidité de construction qui assure la durée de *l'Esprit des lois*, il mérite cependant d'attirer l'attention de tout homme qui veut bien connaître tous les symptômes précurseurs de cette grande crise sociale commencée en 1789, qui dure encore, et dont le terme, tant de fois annoncé, nous fuit toujours.

D'abord le titre même du livre, titre aujourd'hui si usé et si banal, était alors très-habilement choisi, si toutefois l'habileté entra pour quelque chose dans le choix, car le marquis lui-même était très-sincèrement envahi par la disposition générale de ses contemporains à se complaire par l'esprit et même par le cœur dans l'amour de l'humanité, et à croire qu'il y avait des recettes sûres pour améliorer facilement, promptement et considérablement le sort des hommes. Rien de plus vrai, à notre avis, que cette phrase d'une de ses lettres de 1761 à son amie la comtesse de Rochefort : « J'aime

leur tournure d'esprit et du vieux marquis Jean-Antoine leur père, et à mesure qu'ils s'éloignent de leurs études de collège qui avaient sans doute un peu contrarié cette tendance, ils la reprennent en l'accentuant de plus en plus.

le peuple, j'aime les hommes, je sais combien ils seraient plus aimables, s'ils étaient heureux, j'ai vu les moyens simples de les rendre tels. »

A l'époque où parut l'*Ami des hommes*, si le choix du titre était heureux, le choix du moment de la publication ne l'était pas moins. Deux des principales tendances intellectuelles qui ont concouru à la Révolution, et qui depuis se sont souvent combattues et se combattent encore, quoique une devise fameuse les déclare inséparables, la tendance *libérale* et la tendance *égalitaire*, étaient déjà représentées en littérature par de nombreux écrivains. Tandis que Montesquieu, Voltaire et leurs disciples s'attachaient avec des armes diverses et en choisissant des adversaires différents, ceux-ci à combattre les abus du pouvoir politique ou judiciaire, ceux-là à renverser l'autorité religieuse, J.-J. Rousseau, Mably, Raynal et une foule d'autres se préoccupaient surtout d'inspirer aux hommes la haine de l'ancienne hiérarchie sociale, et même de toute hiérarchie. Cet abbé Raynal, si verbeux et si étourdi, qui fut si vite effrayé de la Révolution et qui la maudissait dès 1790, se livrant alors par pure ivresse de rhétorique aux déclamations les plus féroces, s'écriait : « Quand donc viendra l'ange exterminateur qui abattra tout ce qui s'élève et qui mettra tout au niveau ? »

Quoique ces esprits si différents s'accordassent tous dans une même profession de foi, l'amour de l'humanité, aucun d'entre eux ne s'était encore occupé *spécialement* du bien-être matériel des hommes et des moyens de l'accroître. La question de la production, de la multiplication et de la répartition de la richesse, n'avait encore été abordée que sur des points de détail, et la science plus ou moins contestée que l'on appelle aujourd'hui l'économie politique était encore à naître.

Ce n'est pas que de tous temps les chefs des nations, rois ou ministres, ne se soient naturellement préoccupés d'augmenter la prospérité générale, de favoriser le travail et d'améliorer le sort des pauvres. Mais ils y procédaient par des moyens empiriques empruntés à des considérations du moment, souvent profitables un jour et nuisibles le lendemain, ou bien quand ils adoptaient une ligne économique un peu suivie, elle était dominée par un parti pris, exclusif et aveugle ; c'est ainsi qu'au système absolu de Sully sacrifiant tout au *labourage* et au *pâturage*, s'opposant à la formation et au développement de tout autre élément de richesse, avait succédé le système dit *mercantile* de Colbert, donnant, il est vrai, une impulsion énergique à nos manufactures, mais partant de l'idée fausse qu'un peuple s'enrichit en vendant et s'appauvrit toujours en ache-

tant aux autres nations ; de là une guerre de prohibitions, une surabondance factice, un encombrement de produits industriels, une insuffisance de produits agricoles, la disette et la misère.

Ajoutons cependant que les difficultés de cette formidable question du *paupérisme*, qui pèse aujourd'hui sur nous de tout son poids et qui fait le fond de tous les problèmes économiques, étaient depuis l'établissement du christianisme singulièrement adoucies par l'intervention de l'Église et par l'influence qu'elle exerçait sur les riches et sur les pauvres, en effrayant les uns pour les arracher à leur égoïsme, et en contenant les autres par l'espoir assuré, et qu'ils acceptaient comme tel, des compensations de l'autre vie.

Quel prédicateur oserait, de nos jours, parler aux riches comme leur parlait, au dix-septième siècle, ce jésuite illustre, d'un esprit si élevé, d'un caractère si ferme et si droit, que Voltaire lui-même appelait *la raison éloquente*, et duquel on a dit qu'il était le meilleur argument qu'on puisse opposer aux *Provinciales* de Pascal ? On devine aisément qu'il s'agit de Bourdaloue. Qu'on lise son sermon sur *les Richesses*¹, et l'on reconnaîtra sans peine qu'un tel langage, non-seulement paraîtrait excessif aujourd'hui, mais serait peut-être plus nuisible qu'utile, en présence des convoitises et des prétentions effrénées que tant de petits Catilinas de pacotille travaillent sans relâche à exciter dans l'esprit et le cœur des pauvres.

S'appuyant sur ce texte de saint Jérôme : *Omnis dives aut iniquus est aut hæres iniqui*, Bourdaloue entreprend d'établir qu'à l'origine de toutes les fortunes il y a des iniquités : « A peine en trouverez-vous une, dit-il, où l'on ne découvre dans le principe des choses qui font trembler. » Il affirme hardiment que « tel qui passe aujourd'hui pour homme équitable et droit et pour possesseur légitime de ce que ses ancêtres lui ont transmis n'est pas moins chargé devant Dieu de leurs iniquités et de leurs crimes, qu'il est avantageusement pourvu selon le monde de leurs revenus et de leurs trésors. » C'est à peine s'il fait une exception pour les richesses acquises honnêtement et lentement par le travail continu de plusieurs générations. Ce cas, suivant lui, est devenu très-rare, mais, pour ce qui est de l'art de s'enrichir trop vite, qui, déjà très-développé de son temps, a fait de nos jours des progrès si scandaleux, le prédicateur se montre impitoyable. Après avoir indiqué quelques-uns des moyens usités alors pour devenir promptement riche : « une commission qu'on exerce, un avis qu'on donne, un parti où l'on entre, » il déclare que la mauvaise foi, pour ne pas dire la fourberie, préside nécessairement à toute fortune rapidement faite, et prévoyant l'objection qu'on va lui adresser, il y répond d'a-

¹ T. III, des *Œuvres complètes*, in-12, édition de 1823.

vance en ces termes : « Cela va, me direz-vous, à damner bien des gens d'honneur. Et moi je réponds : premièrement, qu'il faudrait d'abord examiner qui sont ces gens d'honneur, et en quel sens on les appelle gens d'honneur ; secondement, qu'il ne m'appartient pas de damner personne, mais qu'il est du devoir de mon ministère de vous développer les sacrés oracles de la parole divine. Si ce que vous appelez gens d'honneur y trouvent leur condamnation, c'est à eux à y prendre garde. Mais, quoi qu'il en soit, c'est une vérité incontestable : *Qui festinat ditari, non erit innocens*, quand on s'empresse de s'enrichir, on n'est point sans crime au jugement même du monde ; comment le serait-on à celui de Dieu ?

« Cependant, mes chers auditeurs, telle est l'obstination du siècle. Pour être riche en peu de temps, on abandonne l'innocence, on renonce à la probité, on se dépouille même de l'humanité, on dévore la substance du pauvre, on ruine la veuve et l'orphelin, et souvent, après cela, par une grossière hypocrisie, on devient, ou plutôt on se fait dévot : comme si la dévotion et la réforme, survenant à l'injustice, sans la réparer, couvraient tout et sanctifiaient tout. »

Il va sans dire, qu'en parlant ainsi aux riches, Bourdaloue a en vue de les pénétrer du sentiment de leur responsabilité devant le juge suprême plutôt que devant les hommes, et tout en les détournant de la passion des biens mal acquis, de leur inspirer l'amour et le soin du pauvre, comme le plus utile secours auprès de Dieu, et lorsqu'en terminant son discours, il s'adresse aux pauvres, c'est pour puiser, à leur profit, dans l'exemple du mauvais riche, une leçon de résignation : « Et vous, pauvres, dit-il, apprenez à vous consoler dans votre pauvreté, apprenez à l'estimer, puisqu'elle vous met à couvert des dangers et du malheur des riches ; toute nécessaire qu'elle est, faites-en une pauvreté volontaire, en l'acceptant avec soumission et en la supportant avec patience. » Il n'en est pas moins vrai que, de nos jours, une telle conclusion aurait beaucoup moins de prise sur les pauvres, même non dépravés, que n'en aurait sur eux la sévère condamnation prononcée contre les riches.

Mais cette faculté donnée à l'Église, de tenir, en quelque sorte, la balance entre la richesse et la pauvreté, devait naturellement s'affaiblir, à mesure que la foi s'affaiblissait dans les âmes, et que la recherche du bien-être matériel l'emportait sur les considérations qui apprennent à le dédaigner. Aussi voit-on, au dix-huitième siècle, les économistes prendre le pas sur les prédicateurs. Mais à quel moment du siècle se manifeste ce phénomène ?

On a cherché, parfois, à amoindrir l'influence de Montesquieu sur son temps, en la comparant à l'influence, peut-être plus apparente,

de Voltaire ou de Rousseau. En réalité, celle de Montesquieu a été double, en ce sens qu'elle s'est exercée, non-seulement dans le domaine de la politique proprement dite, mais dans toutes les questions que soulève l'étude des intérêts matériels d'une société, et c'est de l'apparition de l'*Esprit des lois*, en 1748, que date le mouvement d'idées qui devait aboutir à la fondation de la première école d'économistes. Ceux qui ont voulu donner aux *physiocrates* des ancêtres lointains, en les rattachant à Vauban ou à Bois-Guilbert, auraient aussi bien fait de s'en rapporter, sur ce point, aux *physiocrates* eux-mêmes. Or voici ce qu'ils disent, à ce sujet : « L'époque de l'ébranlement général qui a déterminé les esprits à s'appliquer à l'étude de l'économie politique remonte jusqu'à M. de Montesquieu. Ce furent les éclairs de son génie, les charmes de son style, la séduisante variété des tournures fines, vives, saillantes, qui caractérisent la multitude d'observations qu'il a rassemblées sur les lois, qui montrèrent à notre nation, encore si frivole, que l'étude de l'intérêt des hommes réunis en société pouvait être préférable aux recherches d'une métaphysique abstraite, et même plus constamment agréable que la lecture de petits romans¹. »

L'*Esprit des lois*, en effet, dans le cadre immense, quant au fond, quoique réduit dans la forme que s'était tracé l'auteur, touchait à toutes les questions, et presque aucune de celles que les économistes considèrent aujourd'hui comme étant de leur ressort n'y était passée sous silence. Il est même à remarquer que Montesquieu, d'ordinaire si prudent quand il traite des réformes à introduire soit dans l'organisation du pouvoir politique, soit dans la législation, Montesquieu, qui argumente pour le maintien de la vénalité des charges, qui se prononce avec tant de réserve contre la torture, qui se contente de recommander la circonspection dans la poursuite pour crime de magie, émet parfois, sur les problèmes qui nous paraissent à bon droit, aujourd'hui, les plus difficiles de tous, des solutions qui étonnent par leur témérité.

Bien des radicaux socialistes ne se doutent peut-être pas, qu'au lieu de faire honneur à la Convention d'avoir inventé le droit au travail, ils doivent leur hommage à Montesquieu, et qu'ils trouveront ce droit énoncé sous une forme qui leur paraîtra peut-être exagérée à eux-mêmes, dans le chapitre xxix du livre XXIII de l'*Esprit des lois*, où on lit ces lignes étranges : « Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu, dans les rues, ne remplissent point les obliga-

¹ Voir un article inséré dans le premier volume des *Éphémérides du citoyen*, pour l'année 1769 et intitulé : *Notice abrégée des différents écrits modernes qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique*. L'article, non signé, est, je crois, de Dupont (de Nemours).

tions de l'État, *qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, une nourriture, un vêtement convenable, et un genre de vie qui ne soit contraire à la santé.* »

L'illustre philosophe en parlait à son aise; il est évident qu'imposant cette dette à l'État, il a le sentiment qu'il s'agit d'une dette purement morale, et que les créanciers ne sont ni en mesure d'employer la contrainte par corps à l'égard du débiteur. Il ressemble, en ce point, à Bourdaloue, qui frappait d'un plus fort sur l'iniquité des riches, qu'il les savait à l'abri d'une revendication de la part des pauvres. On doit même ajouter que Montesquieu se laisse conduire à cette conséquence extrême par tant d'un principe juste en lui-même, car son intention est d'établir que la multiplication des hôpitaux ne vaut rien, et que la meilleure manière d'assister les pauvres, c'est de fournir à tous ceux qui peuvent travailler les moyens de se suffire par leur travail; mais la facilité même avec laquelle il s'abandonne sur cette question jusqu'à émettre la proposition qu'on vient de lire, témoigne évidemment de l'illusion où l'on vivait alors sur l'avenir, puis que telle proposition paraissait, à Montesquieu beaucoup moins que telle critique de détail, portant sur la magistrature ou sur le gouvernement.

Toujours est-il, que c'est à partir de la publication de l'Esprit des lois, en 1748, qu'on vit Paris inondé d'un déluge d'écrits sur l'agriculture, sur le commerce, sur les manufactures, sur les arts, sur la population, et qu'au milieu de ce déluge de plus ou moins techniques et presque tous fastidieux pour le public, l'Ami des hommes eut le privilège d'attirer particulièrement l'attention et par son titre, et par ses qualités, et par ses défauts même que lui reproche Grimm.

Ce mélange un peu confus, mais original, d'observations sérieuses, de paradoxes plus ou moins ingénieux, de vues souvent justes, quoique nouvelles, de tirades sentimentales, de querelles plus ou moins malicieuses et de familiarités plus ou moins bizarres, tout cela fit une vive impression dans un temps où les esprits, même les plus frivoles, s'intéressaient aux questions de morale, pourvu qu'on y mêlât des ingrédients propres à les divertir un temps, enfin, où l'on devait voir des dialogues très-sérieux sur le fond, sur le commerce des blés, mais qui, pour la forme, étaient un vrai chef-d'œuvre de grâce élégante et de fine ironie, figurant une table de toutes les petites-maitresses¹.

¹ Nous aurons l'occasion de reparler plus loin de cet étrange ouvrage de l'étrange abbé Galiani.

L'auteur de *l'Ami des hommes* n'est point encore en possession, comme il vient de nous le dire lui-même, d'un ensemble bien arrêté et bien lié de doctrines économiques. Il le sent si bien, qu'il termine son ouvrage par un résumé assez détaillé et destiné, suivant lui, à remédier au défaut de cohésion des nombreuses pages qui le précèdent, et c'est en résumant ce résumé, que nous chercherons, à notre tour, à donner une idée du fond de son travail. Le marquis pose d'abord ce principe, que la population est la source de la richesse. Il y renoncera plus tard, sous l'influence de son maître Quesnay, en reconnaissant humblement qu'il a mis la charrue avant les bœufs, et que c'est au contraire la richesse qui est la cause de la population, mais comme, à ce premier principe erroné, il rattache immédiatement cet autre principe incontestable, que la mesure des subsistances est celle de la population, nous qui ne sommes pas le docteur Quesnay, nous ne le chicanerons pas pour si peu, et nous le suivrons dans ses déductions, desquelles il résulte que les subsistances se tirant de l'agriculture, cet art qui peut se passer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne pourrait exister sans lui, est le plus important de tous les arts, celui qui mérite le plus la sollicitude et la protection du législateur.

Après avoir montré que la France est, de tous les pays de l'Europe, celui qui, par son climat et la nature de son sol, se prête à la plus grande variété de produits et, par suite, à la plus grande prospérité agricole, l'auteur affirme que l'état de nos campagnes est relativement misérable, que la population y est en décroissance continue, que notre agriculture est dans l'enfance, et il examine les causes diverses qui paralysent ses progrès. Il les voit dans le développement, toujours croissant, de ce qu'il appelle la richesse fictive, celle des métaux, dans la trop grande inégalité des fortunes, qui lui fait dire hardiment « que les grosses fortunes sont, dans un État, ce que sont les brochets dans un étang. » Les grands propriétaires vivent à Paris, étrangers à la culture de leurs terres, qui se détériorent sous la main rapace ou négligente de leurs intendants. Quand ils en choisissent une, pour y faire leur résidence, comme son produit naturel ne leur est pas strictement nécessaire, ils n'y font que des dépenses de luxe et de confort, au détriment des dépenses productives. L'accroissement des besoins du fisc qui se traduit en un accroissement d'impôts, mal répartis, les entraves dans le débit des denrées du cultivateur, l'insuffisance des voies de communication soit par terre, soit par eau, tout cela décourage et paralyse l'agriculture. « Nous désertons, ajoute le marquis, les villages pour les bourgs, les bourgs pour les villes, les villes pour la

capitale, et c'est à quoi tend toute une nation, si le gouvernement n'est attentif à lui donner une propension contraire.

Il voudrait que le gouvernement, tout en aimant les *grands*, en appuyant, dit-il, les *médiocres*, s'occupât d'honorer les petits. « Tant que vous n'honorerez pas, dit-il, les basses classes de l'humanité, il est impossible d'y maintenir l'abondance nécessaire à l'émulation et aux progrès. On se plaint que personne ne veut demeurer dans son état, et que, de grade en grade, cette ambition déplacée et toujours peu mesurée épuise les basses classes, et surcharge les premières. » D'où vient cela? C'est que personne ne veut vivre dans l'abjection; on ne s'y tient que par nécessité, et ce qu'on fait par force, on le fait toujours mal : *Honorez donc les petits*¹.

Étudiant ensuite l'influence des mœurs et des usages sur la prospérité agricole, il passe en revue les diverses conditions sociales, s'élève contre la passion de l'argent, qui les envahit toutes, combat les arguments invoqués en faveur du luxe, qu'il considère comme l'ennemi du travail *utile et durable*, et même le destructeur du beau, auquel le luxe substitue dans les arts le goût de la recherche et du colifichet.

Comme le marquis est encore un partisan très-résolu des classifications sociales fixes, il assigne au clergé, à la noblesse, à la magistrature, à la bourgeoisie, les vertus qui, suivant lui, sont particulièrement nécessaires à chacun de ces états; il combat l'abus des anoblissements, s'élève contre les mésalliances, et s'amuse souvent, dans des tableaux comiques, à décrire les inconvénients qui en résultent. Il veut la tolérance en matière de religion, en ce sens qu'il demande dans ce domaine l'emploi exclusif des moyens de douceur et de charité; mais il n'admet pas que la tolérance puisse aller jusqu'à l'indifférence de l'État sur la question religieuse, qu'il déclare le ressort principal des mœurs et le mobile tout-puissant de l'humanité. Il se prononce contre les excès de l'esprit philosophique, et, tout en recommandant la modération dans la surveillance, il veut cependant que la librairie soit surveillée.

C'est à la fin de la deuxième partie et dans la troisième qu'il développe ses idées en matière de finance et de commerce. C'est là qu'il critique les emprunts publics et les placements en rente, dé-

¹ Grimm, dans sa critique de *l'Ami des hommes*, dit à propos de cette maxime qu'elle est d'un grand sens et que le prince qui saurait la suivre adroitement ne pourrait manquer de faire de grandes choses. Il est certain qu'en 1757 elle était aussi neuve que désintéressée, elle ne le serait plus autant de nos jours, où les petits ne sont peut-être pas plus honorés au fond qu'ils ne l'étaient en 1757, mais où ils sont flattés à l'envi par ceux qui cherchent à les exploiter.

clarant tout net que de sa nature « le rentier est un oisif qui jouit, et que la plupart des maux de la société lui sont dus. » Il soutient avec une incontestable sagacité que l'abaissement du taux moyen de l'intérêt sera toujours en rapport avec l'accroissement de la production dans tous les genres et la prospérité de l'État ; il demande au gouvernement de travailler sans cesse à convertir la rente et à l'éteindre.

Quant au commerce, il le veut absolument libre de toute entrave à l'intérieur et à l'extérieur. Les doctrines des libres échangistes de nos jours n'ont pas de défenseur plus ardent que l'auteur de *l'Ami des hommes*¹, et il les devance tous dans son argumentation contre les avocats du système protecteur. Il s'élève avec la même vivacité contre la guerre à coups de canon et contre la guerre à coups de tarifs. « Le projet de fraternité entre les peuples commerçants, loin d'être imaginaire, est, dit-il, le seul qui puisse remettre la cupidité à sa place et assurer à l'humanité le fruit de ses travaux et des connaissances modernes. » Il trace ensuite un tableau curieux, où l'on reconnaît la main de son frère le bailli, des erreurs de notre système colonial et des maux produits par l'esclavage des noirs ; et, insistant de nouveau sur son système de fraternité, il déclare « que l'Europe ne saurait désormais être tranquille si l'on ne travaille, dit-il, à nous *fraterniser* dans le nouveau monde autant que dans l'ancien. » Il termine enfin son livre par deux apostrophes, l'une aux amis de l'humanité, l'autre au roi Louis XV, auquel il propose de devenir le type du vrai roi, du roi pasteur, par la fondation d'un ministère de l'agriculture, divisé en quatre bureaux, répondant à l'ancienne division de la nature en quatre éléments :

« Le bureau de la *terre*, chargé de surveiller et de protéger le labourage, la plantation, la nourriture des bestiaux, la connaissance des différentes propriétés de chaque espèce de terrains. Celui de l'*eau*, le détail des canaux, des arrosages, des différentes machines propres à être mises en mouvement par cet élément pour les facilités de l'agriculture, le dessèchement des marais. Le troisième bureau, celui de l'*air*, aurait pour mission les recherches contre les influences de l'air et des brouillards, tant sur la santé des hommes et des troupeaux que sur les récoltes et les fruits, le ventilateur, les machines à vent relatives à l'agriculture, la conservation des grains. Le quatrième, celui du *feu*, s'occuperait des serres chaudes, tant pour la production des fruits et légumes, que pour celle des ani-

¹ On ne comprend pas la bévée de Grimm reprochant au marquis de Mirabeau de vouloir restreindre la libre sortie des grains. Il dit précisément tout le contraire et demande pour les grains, comme pour tous les autres produits, pleine et entière liberté dans l'importation et l'exportation.

maux, les recherches sur les différentes expositions, les moyens physiques de conserver et de multiplier la chaleur pour épargner la consommation des matières combustibles, leur multiplication, le soulagement des pauvres, et enfin tous les avantages qu'on peut retirer du feu. »

Si nous nous bornions à présenter ce résumé de *l'Ami des hommes*, on ne comprendrait pas assez, ce nous semble, qu'un ouvrage dont le fond était très-sérieux ait pu obtenir un succès de vogue prolongée. Il faut donc rappeler, en démontrant le mérite de quelques exemples, qu'il y avait aussi dans ce gros traité sur la population une foule de détails de tous genres, curieux en eux-mêmes et présentés avec beaucoup d'esprit et d'originalité. Comme par exemple, par donner une idée des parties à la fois judicieuses et agiles qu'on peut rencontrer dans *l'Ami des hommes*, en citant d'abord un passage, déjà remarqué par M. de Lavergne, qui a pour objet de montrer l'importance de l'agriculture et d'établir ses rapports avec les autres branches du travail humain.

« L'État est un arbre; les racines sont l'agriculture, le travail, la population, les branches sont l'industrie, les feuilles sont le commerce et les arts. C'est de ses racines que l'arbre tire le suc qui le nourrit; elles jettent une infinité de rameaux et de chevelus impétueux, qui tous attirent la substance de la terre; cette substance vient sève, le tronc se renforce et jette une quantité de branches qui prospèrent en proportion de la vigueur du tronc, et semblent pouvoir se passer des racines, dont l'opération et le travail sont éloignés qu'ils en sont presque inconnus. Le suc alimentaire court par la production des feuilles, qui sont la partie de l'arbre la plus brillante et la plus agréable. Cette partie est la moins saine, la plus exposée aux coups de l'orage; le hâle suffit pour la dessécher, la détruire. Si les racines conservent leur vigueur, la sève répare tôt le désordre; de nouvelles feuilles poussent de toutes parts, remplacent celles qu'une influence maligne avait desséchées; quelque insecte ennemi a piqué les racines dans les entrailles de la terre, vainement attendrait-on que le soleil et la rosée vivifient le tronc desséché; c'est aux racines qu'il faut porter remède, donner les moyens de s'étendre et de se rétablir; sinon l'arbre mourra. »

Il y a d'autres passages qui ont fait dire à Tocqueville, dans sa note inédite qu'il a écrite sur *l'Ami des hommes*: « On respire dans ce livre une grande fierté nationale, qui est presque absente de nos jours d'hui. » Ce qui inspire à Tocqueville cette réflexion, c'est la suite suivante, où, tout en se faisant illusion sur l'intensité du sentiment monarchique de la France, le marquis de Mirabeau parle en

triste : « Les Anglais, dit-il, ne nous haïraient pas¹ si nous étions méprisables, comme ils veulent quelquefois se le persuader. Le coup d'œil de nos campagnes, l'air misérable et desséché de la plupart de leurs habitants leur persuade notre avilissement; mais n'eussent-ils de désavantage, vis-à-vis de nous, que celui de regarder la royauté comme ennemie ou suspecte, tandis que nous lui sommes unis d'esprit et de cœur, c'est un vice intérieur qui, tôt ou tard, les forcera à l'action corrosive sur eux-mêmes. Mais loin de me complaire dans l'idée de leur décadence, ce qui serait voir de loin, mon système est de regarder l'humanité entière comme une même famille divisée en plusieurs branches. La branche aînée en Europe doit être la France. Assez et trop longtemps elle a fait voir à toutes les autres que, réunies contre elle, elles ne pouvaient l'accabler qu'en s'accablant elles-mêmes. Il est temps aujourd'hui de leur apprendre qu'elle ne veut valoir que son prix, être l'arbitre du monde pour en faire le bonheur, comme celui de son peuple, éteindra tout privilège exclusif, et n'en laisser qu'à la nature et au travail. C'est là la seule monarchie universelle qui ne soit point un rêve. » Et comme le naturel de l'auteur est prompt à l'ironie, à peine a-t-il fini cette tirade, qu'il s'apostrophe lui-même en ces termes : « Mais je suis moi-même émerveillé du ronflant de ma péroraison. C'est faire un beau saut, de la charue à la monarchie universelle : Cincinnatus n'était rien auprès. »

On le voit quelquefois, entraîné par son aversion pour l'influence toujours croissante des financiers, s'emporter jusqu'à dire « qu'une nation où les richesses ont la prééminence non disputée est une assemblée de voleurs publics ou déguisés, de brigands civilisés, dont les uns sont en pleine chasse, d'autres à l'affût, et qui, dans le fait, occupés à s'entre-détruire, feront bientôt justice les uns des autres, sans que la foudre s'en mêle. » Mais quelques pages plus loin, il se rétracte en quelque sorte; et, dominé par ce même sentiment de fierté nationale dont nous venons de parler, il s'écrie : « Je connais ma nation : habile à fondre et à dissiper les métaux, elle n'est point faite pour les honorer d'un culte d'habitude, et le plus léger signal la trouvera toujours toute prête à se retourner vers ses anciennes idoles, l'honneur, l'intrépidité, la gloire, et, je l'ose dire, la magnanimité. »

Poussant jusqu'à l'excès le dédain des richesses, il veut que la noblesse soit, dit-il, « fière, brave, pauvre, et s'en pique. » Mais comme il veut en même temps qu'elle soit puissante dans l'État, il

¹ Ils étaient alors pour nous ce que sont aujourd'hui les Allemands, ou du moins, et pour parler plus juste, les Prussiens.

s'attire de la part de Tocqueville cette juste objection : « Un noble du quatorzième siècle, remarque Tocqueville, n'eût pas dit cela. Un noble anglais du dix-huitième ne l'aurait pas dit non plus. Dans le premier cas, le noble était le riche. Dans le second, le riche devenait noble. C'est l'ordre naturel et nécessaire. La séparation durable de la noblesse et de la richesse est une chimère qui aboutit toujours, après un certain temps, à la destruction de la première ou à l'amalgame des deux. »

La partie de *l'Ami des hommes* qui garde encore beaucoup d'agrément, même pour nous, c'est la partie ironique. Le tableau des mésaventures du magistrat qui a épousé une fille de cour, ou du financier qui entre dans la famille d'un magistrat, l'histoire des pérégrinations du jeune homme qui, à peine sorti des bancs de l'école, achète une charge de passe-partout (maître des requêtes) et devenu *préfet* (le mot même y est), fait son noviciat de province en province aux dépens de ses administrés, et rentre au conseil d'État, lorsqu'à force de bévues il commence à *être instruit*¹ ; l'épisode du vieux gentilhomme campagnard jugeant les procès à table, et arrêtant les récriminations de chaque plaideur par ces mots : *Un verre de vin à monsieur !* la comparaison entre l'ivresse des paysans et l'ivresse des ouvriers de Paris ; la façon dont les Français colonisèrent le Canada, plantant des poteaux qu'ils appellent des forts et écrivant avec du charbon : *De par le roi* : tous ces tableaux de genre, répandus çà et là, aidaient à lire un livre d'ailleurs un peu confus, inégal et délayé, mais où les contrastes abondent.

En effet, l'auteur s'y montrait tantôt pénétré du sentiment qu'il considère comme un des attributs distinctifs de sa nation, l'*antique amour des Français pour leur roi* ; tantôt poussant l'audace de la critique jusqu'au ton du paysan du Danube² ; assez religieux pour prendre la défense des moines dans un temps où tout le monde les attaquait, et pour soutenir à leur sujet, entre autres opinions qui semblaient alors des paradoxes, celle-ci, que des expériences contemporaines paraissent confirmer, savoir qu'au point de vue du travail agricole les ordres monastiques ont rendu et peuvent rendre de très-grands

¹ Tout ce morceau, publié en 1757, sur les vices de la centralisation et du régime des intendants, est noté par Tocqueville en ces termes : « Combien n'a-t-on pas dit cela de nos jours ! »

² Voir notamment le discours qu'il adresse à Louis XV au chapitre VII de la première partie et qui débute ainsi : « Votre Majesté n'a-t-elle jamais pensé que l'air impératif et dédaigneux que l'on donne à vos statues est ou puéril ou fâcheux?... » et comme il a demandé que l'on transportât l'impôt de la capitation des hommes aux chevaux, il propose au roi une médaille en son honneur portant au revers cette inscription : Louis trouva dans son royaume la capitation sur les hommes, il délivra ses frères et capita les chevaux. »

services, parce qu'ils consomment moins et travaillent plus que les laïques, le marquis de Mirabeau n'en garde pas moins toute sa liberté d'esprit pour apprécier sévèrement ou malignement les fautes des hauts dignitaires ecclésiastiques de son temps. On l'a vu prêchant volontiers la fraternité, mais on ne doit point oublier qu'il ajoute volontiers aussi ce correctif, « avec commandement comme droit d'ainesse pour les gentilshommes, » ce qui ne l'empêche pas de « se ranger, dit-il avec un mouvement de respect intérieur, devant le porteur d'eau, parce que le pauvre homme est chargé, et d'accepter le contact d'un mendiant dont l'odeur infecte et les haillons lui reprochent une *fraternité méconnue*. » Qu'on mêle à toutes ces intonations si variées des avertissements austères à une société où, suivant lui, chacun répète ce doux proverbe : *Après moi le déluge !* et à laquelle il dit hardiment : « Ceux qui ne voient pas le danger sont bien aveugles, *car nous y touchons*, » et l'on comprendra comment l'auteur de ce livre anonyme se vit bientôt connu, admiré, célébré en France et en Europe, et comment le titre du livre devint si rapidement le surnom de l'auteur, que la première traduction française du poème anglais de Thompson sur *les Saisons*, publiée en 1760, put paraître sans étonner personne, avec une dédicace enthousiaste adressée sans autre désignation à *l'Ami des hommes*, et comment enfin on vit des marchands de Paris arborer cette enseigne sur leur boutique¹.

Tombé plus tard, par des circonstances que nous expliquerons, du plus haut degré de la faveur publique dans la plus extrême im-

¹ On sait déjà par les lettres du bailli quels nombreux avantages il prétend retirer en tous pays de sa qualité de frère de *l'Ami des hommes* ; on sait qu'il pousse la modestie jusqu'à attribuer au livre de son frère les témoignages d'intérêt particulier qu'il reçoit d'une belle dame de Caen, et comme il était fort digne par lui-même d'intéresser les dames, on se rappelle que sa modestie nous a paru excessive ; mais voici un nouveau passage d'une de ses lettres qui nous semble plus concluant comme confirmation du grand succès de *l'Ami des hommes* ; la lettre est datée de Saint-Malo et du 21 juin 1758, c'est-à-dire d'environ un an après la publication du livre : « Comme je n'ai qu'un petit uniforme, écrit le bailli, on ne sait pas trop qui je suis, et la réception du public a été d'abord relative à ce qu'on m'a cru être, c'est-à-dire aide de camp de Bompar... Les bons Malouins d'abord n'ont tenu de moi que le compte que je leur paraissais mériter. Bompar s'est avisé de lâcher que j'étais le frère de *l'Ami des hommes*, on a commencé par des marques d'une vénération pleine d'amitié et on a appris mon nom. Les bruits de Paris étaient venus ici (au sujet de la candidature possible du bailli au ministère de la marine), on m'a tâté ; j'ai observé d'avoir l'air de politesse et affection avec tout ce monde. Ils m'ont parlé commerce, j'ai eu l'air de déférence pour leur avis dans les détails, et leur ai étalé mes principes en grand ; ils y ont reconnu ceux de *l'Ami des hommes*. Je vois que si je reste encore ici huit jours, mon habit n'y tiendra pas, ils en voudront avoir des morceaux pour des reliques. »

popularité, le vieux marquis de Mirabeau, écrivant à ce jeune nouvelliste italien qui fut jusqu'à sa mort son disciple et son admirateur constant et dévoué, à ce marquis Longo, que nous avons rencontré et que nous rencontrerons souvent sur notre chemin, m'a fait raconter avec un accent de dédain ironique mêlé de vanité et d'amertume combien fut grand l'enthousiasme dont le *l'Ami des hommes* avait été l'objet : « L'engouement pour moi qui donne le ton à tous les autres, m'attaqua, écrit-il, avec une furie qui n'est qu'ici et dans d'autres énormes villes basiliennes, faire foule, demander des copies de mon portrait, qui par cette année au Salon, le placer dans les salles des paysans, qui me naturalisèrent, payer douze sous les chaises à la messe, j'allais, me demander mes filles encore enfants en mariages, consultations, des dîners, des femmes, que sais-je ! heureux j'avais quarante et un ans passés, et soit cela, soit caractère éternel de soi, je me refusai à tout, me tins couvert, et tant que des avocats fameux me citaient en plein palais comme à l'ordinaire et qu'on me traduisait en toutes langues, je haussais les épaules sur les éloges ; bien m'en a pris quand on a tant voulu me louer depuis ! »

C'est au milieu de ces premières jouissances de la célébrité que se complit l'événement considéré par le marquis de Mirabeau comme le plus important de sa vie intellectuelle. Le vieux docteur Quatremère, médecin de madame de Pompadour, tout en soignant avec une extrême sollicitude la santé de sa belle et peu respectable cliente, ruminait longtemps dans sa tête un système complet de bonheur public et de l'économie politique. Il avait publié, pour la première fois en France, dans l'*Encyclopédie*, au mot *Fermiers*, quelques aperçus nouveaux sur l'agriculture, qu'il avait développés dans un second article publié en 1757 au mot *Grains*. Ces deux articles, dont la publication était contemporaine de celle de *l'Ami des hommes*, n'avaient servi en rien au marquis de Mirabeau, et quoiqu'ils eussent

* Notre impartialité nous oblige à déclarer que le marquis ne se refusait tant qu'il le veut bien dire à l'admiration publique. Nous voyons, par exemple, une lettre à madame de Rochefort, qu'il se montrait volontiers aux séances de l'Académie française, où sa figure faisait sensation ; et puisqu'il parle de son portrait exposé au Salon, nous ajouterons qu'il y a, au cabinet des estampes de la Bibliothèque, de petites réductions de ce portrait, gravées sans doute pour le public et auxquelles le marquis semble avoir mis la main, car elles réunissent un double caractère féodal et philanthropique dont il aimait à se revêtir. Le marquis est en cuirasse ; son nom, accompagné de tous ses titres et qualités, est au bas du portrait, et autour, en émergence, on lit imprimée cette devise, le soupçonnons fort d'avoir composée lui-même : « Jamais rude à punir, toujours père à bonnes gens. »

remarqués, le docteur n'avait point encore atteint son but, qui était de se procurer des disciples et de fonder une école.

En lisant *l'Ami des hommes*, dont il ne connaissait pas personnellement l'auteur, il fut frappé du rapport que plusieurs idées répandues dans ce livre avaient avec les siennes; mais comme l'ensemble de l'ouvrage lui paraissait en désaccord avec ses doctrines, il écrivit, d'après le marquis de Mirabeau, en marge de son exemplaire, ces mots où l'on reconnaît tout à la fois le médecin et le futur chef de secte : « *L'enfant a tété de mauvais lait, la force de son tempérament le redresse souvent dans les résultats, mais il n'entend rien aux principes.* » Et il exprima le désir d'une entrevue avec le célèbre *Ami des hommes*, afin de l'éclairer et de le convertir. « Il me fit prier, écrit le marquis de Mirabeau à Longo, de vouloir bien lui faire dire quand je viendrais à Versailles, car il ne quittait son poste ni jour ni nuit; et quand plus tard il venait chez moi, madame de Pompadour le descendait à ma porte pour deux heures, dans les voyages qu'elle faisait à Paris, et c'était tout. »

Cette première entrevue, qui eut lieu le matin, dans l'entresol que le docteur occupait à Versailles au-dessus de l'appartement de madame de Pompadour, fut orageuse; le docteur déclara à *l'Ami des hommes* que les écrivains dont il s'était inspiré dans son livre, notamment Cantillon, l'auteur d'un *Essai sur le commerce*, étaient des sots. Le marquis en conclut d'abord que son contradicteur était un fou. Mais il se retint, dit-il, par politesse, rompit la conversation et se retira. Cependant, préoccupé des objections du tenace docteur, il revint le trouver le soir du même jour et, « la lampe entre deux, » il reprit la controverse. Ce fut alors, ajoute-t-il, « qu'on fendit le crâne à Goliath » (on comprend que c'est lui qui est Goliath et le docteur qui est David). Dès cette seconde conversation, le docteur avait conquis le premier et le plus fanatique de ses disciples. Ce marquis, si orgueilleux et si ironique, ne jurait plus que par le maître; il lui vouait une sorte de culte qui dura sans altération jusqu'à sa mort, et il allait dès ce moment consacrer toute son activité à développer, à propager les doctrines et à fonder l'école de Quesnay.

Quand cette école fut fondée, quand elle eut des assemblées, qui se tenaient chez le marquis, des journaux et des revues, on comprend que le jour de la conversion de *l'Ami des hommes* à la physiocratie devint un jour fameux dans les annales de la science, car c'est ce titre ambitieux que les physiocrates, semblables en cela aux affiliés de plus d'une coterie de notre temps, donnaient modestement à leur doctrine; et l'on vit le jeune Dupont (de Nemours), rédacteur des *Éphémérides du citoyen*, transmettre en termes pompeux à la

plus lointaine postérité le souvenir de cette première rencontre entre *l'Ami des hommes* et le grand Quesnay.

Après avoir parlé du succès éclatant de l'ouvrage du marquis de Mirabeau, Dupont (de Nemours) ajoute : « Mais ce qui est tout autrement important pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de la science de l'économie politique, c'est que son *inventeur* jugea dès lors que *l'Ami des hommes* deviendrait un digne organe de cette science par excellence et des lois de l'ordre naturel ; c'est qu'il chercha à le connaître ; c'est que, dès la première vue, il ne le marchanda pas sur ses erreurs ; c'est que l'âme docile de *l'Ami des hommes* reconnut la vérité, et que cet homme illustre, objet alors de l'engouement de tous les autres, devint écolier, abjura hautement et opiniâtrément son erreur, consacra tout le reste de son temps et de son travail et voua sa célébrité à la publication de la science découverte par Quesnay¹. »

Nous voici arrivé en quelque sorte au seuil de l'école *physiocratique*, il ne nous reste plus qu'à essayer d'exposer aussi brièvement et aussi clairement qu'il nous sera possible les doctrines parfois bizarres et fausses, parfois justes et neuves de cette école ; tout en nous attachant à peindre les figures plus ou moins originales qui en font partie, à commencer par celle du demi-dieu qui en est le chef.

LOUIS DE LOMÉNIÉ.

¹ *Éphémérides du citoyen*, 1769. T. I^{er}, Avertissement, page xxxiv.

La suite prochainement.

MÉLANGES

UN ESSAI DE BON SOCIALISME

Il vient de paraître une brochure pour laquelle nous ne cherchons pas à faire de la réclame, mais que nous recommandons aux lecteurs du *Correspondant*, parce qu'elle est du petit nombre de ces publications qui font réfléchir. *L'avenir au travailleur, recherches de la stabilité politique*¹, tel est le titre de ce petit ouvrage qui touche hardiment, sincèrement et modestement aux plus grandes questions.

L'auteur est un protestant converti que ses réflexions personnelles, aidées de la grâce, ont amené au catholicisme, et que l'ardeur de sa nature portera toujours aux premiers rangs de ceux qui combattent pour leurs convictions. Ceux qui liront sa brochure s'apercevront vite, à l'allure singulière du style, aux incorrections du langage, à l'inexpérience de la composition, qu'ils n'ont pas affaire à un homme de plume. M. Parod est, en effet, un enfant de l'industrie; élève de l'École des arts et métiers de Châlons, son titre d'ingénieur ne l'a jamais empêché de mettre la main à l'outil : comme mécanicien spécialiste, il s'est même fait connaître par d'ingénieux procédés de fabrication. Écrivain par hasard, il laisse reconnaître, dans les pages qu'il trace, la touche un peu rude d'une main qui sait dompter le fer.

En se mêlant au monde industriel par le travail de la pensée et par celui des bras, M. Parod s'est trouvé journellement aux prises avec ce qu'on appelle aujourd'hui le *problème social*. C'est le résultat de ses réflexions qu'il donne aujourd'hui au public.

Tout d'abord nous poserons nos réserves : sur certains points, nous nous écartons complètement de M. Parod, par exemple, quand il se prononce contre la colonisation, quand il veut qu'un peuple exploite d'abord toutes ses richesses naturelles avant de rien tirer de l'étranger. Sur d'au-

¹ Par E. Parod. Librairie Douniol.

tres points, nous trouvons qu'il excède la mesure et dépasse la vérité. Aussi bien, nous ne nous proposons pas de gagner des adeptes à son système, mais de signaler ses vues parce qu'elles méritent l'attention.

L'idée capitale de l'ouvrage, et celle-là est bonne, c'est que la *question sociale* n'est pas une question *sui generis* qui réclame des procédés de solution inconnus aux autres questions humaines. La vraie solution, pour M. Parod, c'est l'application de la morale à la vie sociale, j'entends de la morale complète, de celle qui ne connaît ni les oublis, ni les réticences, ni les privilèges, en un mot, de la morale chrétienne, gardée dans son intégrité par l'Église catholique.

Qu'on ne se hâte pas de crier à la théocratie. « L'Église, dit excellemment M. Parod, ne se mêle nullement de gouverner la société civile; mais elle condamne, de la part des gouvernants, une guerre injuste, comme elle condamne un meurtre par un simple sujet; une conquête faite par un roi, comme un vol commis par un paysan. »

En somme, c'est là l'unique garantie de liberté que puisse rêver le genre humain. Il n'y a que la loi morale qui affranchisse. L'égoïsme qui ne rencontre devant lui qu'un égoïsme rival est fatalement voué à la lutte; s'il succombe, il est opprimé; s'il est vainqueur, il opprime : servitude active ou passive, on ne sort pas de là sans la domination de la morale.

« Les pauvres peuples, s'écrie notre auteur, de plus en plus abrutis, leurrés, bernés,... ne voient pas que toutes les batailles sociales sont livrées par l'égoïsme et la force brutale à la morale chrétienne, c'est-à-dire à l'Église; et que le résultat de la lutte a toujours été favorable à l'affranchissement des peuples quand ceux-ci ont marché avec elle; et qu'au contraire un asservissement plus étroit a été leur châtiment quand ils ont méconnu leur protectrice et marché contre l'Église avec les gouvernants antichrétiens. »

Si la société n'accepte pas cette direction supérieure de la morale sauvegardée et intimée par l'Église, elle n'abritera jamais dans son sein que deux catégories de personnes : les exploiters et les exploités.

Mais les exploiters sont de deux sortes : ceux qui ont en main la force, et ceux qui tiennent l'argent : le *pouvoir* sans foi, le capital sans conscience. L'Église a toujours lutté contre ces deux formes de l'oppression.

Quand la société chrétienne se formait avec les éléments réunis du monde romain et du monde barbare, l'Église combattait le règne de la force, ce que M. Parod appelle le *féodalisme*, en s'efforçant de courber les conquérants sous le joug de la morale. Tour à tour victorieuse et vaincue dans cette lutte, l'Église n'a jamais abandonné la cause des peuples : la querelle du sacerdoce et de l'empire n'est pas autre chose.

Les papes résistent aux Hohenstauffen et aux Barberousse, aux violences d'un Philippe le Bel et aux sophismes de ses légistes, comme ils ont résisté aux Huns et aux Lombards, comme ils ont armé l'Europe chrétienne contre les Sarrasins, comme ils essayeront de l'armer contre les Turcs, comme ils l'ont défendue contre les communistes du douzième siècle, les abbigois, comme ils s'efforcèrent de la défendre contre l'oppression des princes protestants au seizième et au dix-septième siècle; comme aujourd'hui encore Pie IX est seul à protester au nom de la Pologne écorchée.

Mais la seconde forme de la tyrannie, c'est l'argent. Ne croyez pas que M. Parod se fasse ici l'écho des orâilleries imbéciles de l'école socialiste contre le capital. Non, mais il veut que le capital, comme la force, soit au service de la justice. Or l'égoïsme des exploiters ne se laisse pas de tout mettre en œuvre pour exclure les exploités de la jouissance de leur travail.

Une coterie se forme et se perpétue, que M. Parod appelle la *coterie bourgeoise*, sorte de confrérie fermée, dont les juifs furent les fondateurs, et qui s'est ouverte, depuis trois siècles, à tous les financiers qui acceptent pour mot d'ordre la lutte contre l'Église. De là, au dire de notre auteur, une sorte de ligue organisée entre les juifs, les protestants et les libres-penseurs, particulièrement les francs-maçons. Nous arrivons ici au côté vraiment original de la brochure. C'est sur ce chapitre que nous avons à faire quelques réserves. M. Parod nous semble systématiser à l'excès une influence réelle sans doute, mais qui n'est peut-être exercée ni dans la mesure, ni avec la préméditation qu'il suppose. Il est particulièrement sévère pour l'Angleterre, qu'il accuse de faire lièvre de toute morale et de toute équité, pour édifier sa prospérité commerciale sur la ruine des nations latines. L'Allemagne n'est guère mieux traitée, mais nous serions tentés de nous plaindre qu'elle ne le soit pas plus mal que sa sœur d'outre-Manche.

Toutefois, et quoi qu'il en soit de cette question de degré, le fait signalé par M. Parod nous semble incontestable. Il affirme, pour sa part, l'avoir touché du doigt dans l'expérience de chaque jour, et je crois qu'il faut y regarder à deux fois avant d'écarter par des fins de non-recevoir un homme qui vient vous dire : *Voilà ce que j'ai vu : venez et voyez.*

La grande cause du malaise social est donc là : le travail et la propriété, ces deux grands facteurs de la richesse légitime, ne suffisent pas toujours, suffisent même rarement à conduire l'homme au bien-être.

Le bon sens du vulgaire a, depuis longtemps, formulé cette loi en disant que le succès appartient aux habiles. Un homme qui a succombé à une concurrence déloyale est un maladroit et un naïf; que n'imitait-il les procédés de ceux qui réussissent? que ne méritait-il, par l'emploi de

certaines moyens indéliçats, le bonheur de passer du rang des dupes à celui des exploités ?

Or, dit avec raison M. Parod, cette situation est intolérable. En face de cette oppression des consciences, devant cette tyrannie d'une secte qui opère à son profit ce qu'il appelle le *drainage des capitaux*, et n'admet à en jouir que ceux qui lui sacrifient leurs principes, c'est trop peu de prêcher aux victimes d'une telle injustice la résignation chrétienne.

Le chrétien a droit de vivre et d'élever sa famille. S'il cherche avant tout le royaume de Dieu, ce n'est pas une raison pour que *le reste lui soit ôté*, puisque le Sauveur a promis que *le reste lui serait donné*. Si Jésus-Christ a promis cela, c'est que la chose est possible. Et la chose sera réelle dans une société dont tous les organes accepteront le principe chrétien.

Aussi M. Parod ne néglige rien pour appeler sur la réforme économique toute l'attention des hommes qui réunissent dans un même amour la patrie de la terre et la patrie du ciel. « Sans économie chrétienne, s'écrie-t-il, pas de catholicisme; sans catholicisme, pas de France. » Belle devise à laquelle se sont chargés de fournir un douloureux commentaire ces hommes qu'on a vus faire bon marché des malheurs de la France dans l'excès de la joie que leur causaient les malheurs de l'Église !

L'Église seule a essayé dans le passé, seule elle peut tenter aujourd'hui de rétablir la civilisation sur ses véritables fondements. Voilà pourquoi les deux formes de la tyrannie se donnent la main contre elle : il s'agit d'empêcher l'avènement de la justice, qui ruinerait leur domination. Depuis 89, on peut dire que la fusion s'est faite entre ces deux formes : *l'argent est devenu la force* par l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir. La bourgeoisie s'est donnée pour le seul représentant du tiers état ; le peuple a été payé de mots, berné, exploité, et soumis à une servitude plus dure que celle qu'il subissait sous le régime féodal, parce que la puissance civilisatrice de l'Église a été enchaînée.

De là la tendance du prolétariat découragé à constituer un *quatrième état* dans la société. C'est ainsi qu'on a fait de la *classe ouvrière* une caste, et par là même une force, d'autant plus menaçante qu'elle est plus sacrifiée.

Pour tenir en bride ce lion populaire, la bourgeoisie travaille à ôter au peuple tout respect et toute croyance, bien persuadée que, sans Dieu, sans Christ et sans morale, il sera toujours divisé, toujours trompé, toujours impuissant.

Ici se place une opinion assez originale de M. Parod. Pour lui, l'*Internationale*, comme la franc-maçonnerie, est un des moyens de perversion employés par les gouvernants antichrétiens : la crainte que les gouvernements protestants font paraître aujourd'hui, en Allemagne, devant les

progrès de cette secte, n'est, à ses yeux, qu'une crainte simulée. On est bien aise de voir le peuple se détacher par là de plus en plus de l'Église, et l'on espère en avoir facilement raison quand on aura éteint dans son âme la dernière étincelle de foi chrétienne.

Cela peut sembler un paradoxe en ce qui concerne l'Internationale, dont il nous semble que les gouvernements ont raison d'avoir vraiment peur. Mais la chose n'est-elle pas trop certaine pour la franc-maçonnerie? Et pour l'Internationale elle-même, suivant qu'elle paraît menacer la société civile, ou ne s'attaquer qu'à l'Église, ne semble-t-il pas qu'elle soit traitée tantôt en ennemie, tantôt en complice? Sous le bénéfice de cette distinction nous n'hésitons pas à donner raison à M. Parod, dont le seul tort est, ici comme ailleurs, de généraliser à l'excès.

Nous ne pouvons le suivre dans tous les développements historiques et politiques qu'il donne à sa théorie. Quand il touche aux événements contemporains, quand il découvre et signale la main de l'ennemi de nos âmes dans les malheurs multiples qui viennent d'accabler notre France, on reconnaît l'accent indigné d'un bon chrétien et d'un bon Français.

Quand il signale les dangers du présent et ceux de l'avenir, tout ce qui se cache de venin, par exemple, sous ces deux mots qui volent aujourd'hui de bouche en bouche : instruction obligatoire, instruction laïque, on est forcé de rendre hommage à des convictions qui le font voir si juste et parler si clair. Il ne nous appartient pas de pousser plus loin une analyse qui se fera d'elle-même dans l'esprit du lecteur. Toutefois, avant de le laisser seul avec cette curieuse brochure, nous devons encore signaler à son attention l'*Appendice* qui la termine. Ce n'est pas la partie la moins neuve de l'ouvrage.

Le grand reproche qu'on fait avec raison à tous les censeurs, c'est de se borner au rôle aisé de critiques. M. Parod a voulu s'épargner ce reproche, et, pour cela, bravant le respect humain, il n'a pas craint d'esquisser, à grands traits, les principaux articles de la constitution qu'il voudrait voir en vigueur dans notre société contemporaine. Qu'on ne rie pas de cette prétention. Il suffit de jeter les yeux sur le livre de M. Parod pour reconnaître qu'il n'y a là, de sa part, ni présomption, ni jactance, mais seulement le désir de préciser, pour lui-même, sa propre pensée, et d'en montrer aux autres le caractère pratique et la facilité d'application.

Deux grands principes servent de guide à l'auteur dans son projet de constitution : la liberté du travail, et l'autonomie des corps d'état. Il y a des économistes qui verront là une antinomie et qui loueront la révolution française d'avoir aboli les corporations pour assurer la liberté du travail. M. Parod pense que la liberté de l'ouvrier serait mieux sauvegardée entre les mains de sa corporation qu'elle ne l'est sous le régime

d'une concurrence mensongère, dont les conditions inégales créent pour les uns la liberté d'opprimer, pour les autres la liberté de mourir de faim. Nous nous abstenons, et pour cause, de prendre parti dans ce difficile débat; mais, quelle qu'en soit l'issue, nous féliciterons M. Parod d'avoir été l'un de ceux qui ramènent aujourd'hui l'attention des catholiques sur cette question, si bruyamment agitée par nos ennemis, de l'organisation du travail.

Le point de vue économique étant réservé, nous n'avons plus que de l'admiration pour les conséquences politiques du système de M. Parod. Les corporations, organisées telles qu'il les comprend, se recrutent elles-mêmes, et garantissent, par des examens professionnels, la compétence de ceux qui prétendent, à un degré quelconque, servir la société, que ce soit comme ouvriers, comme médecins, comme notaires ou comme avocats. Les conseils formés dans leur sein remplacent, par leur fonctionnement simple et peu coûteux, la complication excessive de notre organisation administrative, électorale, judiciaire. Il semble, en particulier, qu'il y ait là le germe d'une solution à ce difficile et redoutable problème qu'on pourrait poser en ces termes : *l'assainissement du suffrage universel*.

Nous ne pouvons même effleurer tous les points de cette réforme immense, car elle touche à tout et ne le cède en hardiesse à aucune des élucubrations des socialistes les plus audacieux; avec cette différence, qu'au lieu de renverser tout ce qui est respectable, elle ne se contente pas de le respecter, elle en fait le fondement sur lequel elle prétend asseoir ce qui fait l'objet de ses recherches : *la stabilité politique*.

C'est sous l'empire de ces préoccupations, aussi pleines d'élévation que d'indépendance, que M. Parod, homme nouveau par excellence, a été conduit à rattacher tous ses vœux sociaux et politiques à celui qui sert d'épilogue à son ouvrage et qui appelle à la direction de nos destinées l'héritier séculaire des traditions de la France catholique. Royaliste du lendemain, M. Parod arrive à la conclusion légitimiste par le chemin des recherches les plus audacieuses. Libre à chacun de ne le pas suivre jusque-là; mais, après avoir lu son livre, nul, du moins, ne le soupçonnera d'avoir obéi aux inspirations d'un fanatisme aveugle et rétrograde en terminant son travail par ces lignes émues : « Que l'héritier légitime des rois qui ont fait la France chrétienne, grande et honorée, brave et loyale, nous délivre des hommes sans patriotisme, sans foi et sans loi qui, depuis 89, ont préparé toutes nos catastrophes! Depuis longtemps, nous avons vu tant d'injustices, de lâchetés et d'indignités,... que nous sommes affamés de respect, d'obéissance et de dévouement. »

L'Abbé d'HULST.

REVUE CRITIQUE

- I. *La vie dans l'esprit et dans la matière*, par M. l'abbé Méric. 1 vol. — II. *De l'instruction du peuple*, par M. Émile de Laveleye. 1 vol. — III. *Quelques mots sur l'instruction publique en France*, par M. Bréal. 1 vol. — IV. *Les études classiques et l'enseignement public*, par M. Milsand. 1 vol. — V. *Le drame du Vésuve*, par M. Beulé. 1 vol. — VI. *L'héritage du croisé*, par mademoiselle Gabrielle d'Éthampes. 1 vol. — VII. *Les Bonaparte et les frontières de la France*. 1 vol.

I

La religion a eu pour adversaires, dans le passé, tour à tour ou simultanément, les sceptiques, les athées, les panthéistes, et elle a lutté efficacement, et l'on peut dire, à quelques égards, facilement, contre eux, parce que, des deux parts, les armes étaient les mêmes, que les mêmes principes, les mêmes points de départ, le même tribunal, étaient reconnus, admis. D'un côté comme de l'autre, on en appelait à la raison. Aujourd'hui, la religion a devant elle une autre sorte d'adversaires qu'il lui est, sinon plus malaisé, au moins plus embarrassant de combattre, parce qu'ils se sont placés sur un terrain tout nouveau ; parce qu'ils n'acceptent aucune des bases qu'agréaient leurs prédécesseurs ; parce qu'ils nient la métaphysique, c'est-à-dire l'ensemble des principes et des lois que la raison nous révèle, que l'universalité des hommes a toujours reconnus ; parce qu'ils rejettent la raison elle-même.

Ces adversaires, que nous avons appelés nouveaux, mais qui ne le sont que relativement, attendu que les temps anciens ont déjà vu le même humiliant phénomène se produire dans les intelligences humaines, ce sont les matérialistes et les positivistes, qui ne diffèrent guère entre eux que par le nom. Les uns et les autres rient de la métaphysique, nient l'autorité de la raison et l'existence des facultés qui en sont l'exercice, et proclament comme exclusive, absolue et universelle l'autorité des sens. La matière et ses lois, voilà, pour cette école, tout ce qui existe ; à ses yeux, ce qui ne se perçoit point par les sens n'est pas.

Cette école gagne du terrain tous les jours. « Notre siècle, dit un phi-

sophe qui a contribué, pour sa part, aux conquêtes qu'elle a faites, et ne paraît pas trop le regretter, M. Saisset, notre siècle, en vieillissant, devient, à ce qu'il semble, de plus en plus positif; c'est l'âge d'or des sciences exactes et de l'industrie; c'est l'âge de fer de la métaphysique; on est las des spéculations abstraites, on a peur de penser; des faits, des résultats matériels, voilà ce qu'on demande aux savants et aux philosophes. »

Des savants, nous en avons, et d'illustres; quant à des philosophes, s'il en reste, il n'y en a pas pour longtemps : le matérialisme sape du même coup la philosophie et la religion; aussi prend-il un ton dédaigneux ou hautain, refusant de discuter avec d'autres qu'avec ses pairs, et récusant tout argument qui ne repose pas sur une donnée matérielle, toute déduction qui ne dérive pas d'un fait.

Certes, on pourrait légitimement contester au matérialisme le droit de dénier à l'homme des facultés que la conscience humaine s'est reconnues dans tous les temps. On pourrait même, avec non moins de raison, l'écarter sans l'admettre au débat, en vertu de ses conséquences morales, car juger l'arbre par ses fruits fut, de tout temps, un argument reçu et recevable. Mais il y a quelque chose de mieux à faire : c'est de l'attaquer sur son propre terrain, de le combattre par ses propres armes, de le montrer en contradiction avec lui-même, de dévoiler ses pétitions de principes, ses déductions illogiques, ses assertions dénuées de preuves, ses échaffaudages de raisonnements sans base; en un mot, de démolir ses batteries et de les retourner contre lui-même.

C'est ce qu'a fait, avec succès, M. l'abbé Méric, dans un livre court, brillant et solide, ayant pour titre : *La vie dans l'esprit et dans la matière*¹.

Pour aborder ainsi la discussion, il fallait, il est vrai, des études nouvelles. Mais ce fut toujours la condition de l'apologétique; elle n'y a jamais manqué et s'est toujours montrée à la hauteur de sa tâche. M. Méric en témoigne de nouveau.

Dans cet engagement avec les empiriques du matérialisme, il a fait preuve d'une connaissance exacte et d'une parfaite intelligence de leurs travaux. Il excelle, en particulier, dans l'exposition des systèmes qu'il réfute. Or ces systèmes sont si incohérents et révoltent si fort nos instincts et nos sentiments naturels, que cette exposition est déjà par elle-même une réfutation.

C'est d'Allemagne, de cette malsaine région de l'idée si longtemps vantée par des idolâtres à vue courte, que, notre école éclectique aidant, sont venues s'implanter chez nous ces grossières doctrines qui tuent non-seulement toute religion, mais toute philosophie. MM. Moleschott et

¹ Albanet, édit., rue Honoré-Chevalier.

Büchner en sont les représentants les plus réputés. Le matérialisme a reçu, dans leurs livres, sa formule définitive, plus enveloppée chez le premier, plus nue et en quelque sorte plus naïve chez le second. Il convenait de remonter d'abord à cette double source. C'est ce qu'a fait M. l'abbé Méric, après avoir montré, en passant, comment, depuis quarante ans, l'enseignement universitaire de la philosophie a préparé, à son insu, le terrain qu'est venue ensemencer la philosophie allemande. « Celle-ci, dit-il, nous présente, depuis deux cents ans, un triste spectacle et une justification trop décisive à l'égard de la philosophie séparée de la révélation... Le scepticisme, le panthéisme, le matérialisme et le dualisme régnaient dans les écoles païennes avant l'avènement du Christ : depuis des siècles, les mêmes incertitudes, les mêmes erreurs règnent en Allemagne dans les écrits philosophiques des adversaires de la révélation : sceptique et panthéiste il y a quelques années, leur philosophie est matérialiste aujourd'hui. Le scepticisme de Kant et le panthéisme de Fichte, Hegel, Feuerbach, voilà le fond de la métaphysique allemande et la dernière affirmation des philosophes qui ont pris pour point de départ l'analyse de l'idée. Le matérialisme de Moleschott et de Büchner est le dernier mot de la philosophie qui a pris pour point de départ l'étude et l'analyse des sciences naturelles. »

Nous ne saurions, on le comprend, analyser ici, nous-même, l'analyse que fait M. Méric des systèmes respectifs des deux chefs du matérialisme allemand, ni la réfutation qu'il en fait ; nous nous bornerons à signaler quelques-unes des contradictions singulières qu'il y relève avec esprit. Que Moleschott nie l'existence de l'âme et celle de toute réalité autre que la réalité matérielle ; qu'il n'admette que ce qui peut tomber sous les sens et être saisi par l'analyse et l'observation : à la bonne heure. Mais que vient-il nous parler de « l'éternité de la matière, » et la poser en principe ! Où a-t-il vu qu'elle est douée de cet attribut, lui qui n'admet que ce qui lui est révélé par les sens, lui pour qui il n'y a que des faits perceptibles par l'observation ? A l'aide de quel sens, en vertu de quelle opération a-t-il découvert, dans la matière, cette propriété d'être éternelle ? Du fond de quel creuset est sortie la voix qui lui a crié cela ?

« Qui ne sait, d'ailleurs, dit M. Méric, qu'affirmer l'éternité de la matière, c'est affirmer sa divinité ; c'est affirmer que le minéral, le végétal, l'animal, l'homme, ne sont que des parties inégales d'un Dieu caché et résidant au sein de la nature ? Car ce qui est éternel, est immense, est infiniment parfait. Peut-il exister une dérision plus ironique et plus amère que celle qui s'adresse à l'homme indigent, malheureux, tourmenté et luttant contre les infirmités et le désespoir, et lui dit avec sang-froid qu'il est Dieu ! »

La même contradiction, accompagnée de plusieurs autres, se retrouve aussi dans le système moins grossier et en apparence plus simple de Büch-

ner. Pour Büchner, pas plus que pour Moleschott, il n'existe de réalité autre que la réalité matérielle; mais à ses yeux, du moins, la pensée n'est pas le résultat d'une sécrétion du cerveau analogue à celle de la bile ou de l'urine, mais une force immatérielle, inhérente à la matière, comme le magnétisme ou comme l'électricité. De même que certains corps ont la propriété de dégager, dans des conditions données, de la lumière, de la chaleur ou des parfums, le cerveau a la faculté de dégager... la pensée; et ses phénomènes divers sont le résultat modifié, au moment de sa production, de la force interne qui entretient le mouvement et la vie au sein de la nature :

Spiritus intus alit.

Cela avait déjà été dit en latin, et Büchner n'a pas grandement ajouté à Lucrèce. M. Méric lui oppose naturellement plusieurs des objections irréfutables qui ont été faites au système du vieux poète romain, en les fortifiant par d'autres tirées de l'état présent des sciences physiques, et très-habilement formulées. Cette activité interne d'où Büchner, avec les anciens matérialistes, fait découler tous les phénomènes dont nous sommes témoins, quelle en est l'origine? Car enfin l'inertie de la matière est démontrée par l'autorité des plus grands mathématiciens, dit M. Méric, par l'observation des faits, par l'analyse et le témoignage des sens. Affirmer qu'elle est essentielle à la matière, c'est faire une hypothèse toute gratuite.

Cette force active que Büchner déclare essentielle à la matière serait aussi, selon lui, conséquemment éternelle, ainsi que la matière elle-même. Cette affirmation, qu'il a déjà combattue dans Moleschott, M. Méric l'attaque et la poursuit sous la forme où elle se produit ici, par une série d'arguments tous plus pressants les uns que les autres, et qui ne laissent intacte aucune des subtilités où se réfugient les matérialistes nouveaux. « Si, dit-il en concluant, la force n'est pas essentielle à la matière, et si ni l'une ni l'autre ne sont infinies, il faut donc reconnaître l'existence d'une cause première et éternelle, de Dieu. »

Nous regrettons de ne pouvoir qu'indiquer ces réfutations et surtout de ne pouvoir nous arrêter sur celle où l'auteur aborde le dernier principe des matérialistes contemporains — principe renouvelé au surplus, du moins quant au fond, comme tant d'autres, de l'antiquité ou du dix-huitième siècle — à savoir que toutes nos idées sont des combinaisons de force et de matière. Sa discussion sur ce point est singulièrement fine et serrée. Mais M. Méric n'a passé par l'Allemagne que pour arriver à la France, et nous n'avons rien dit encore de la partie de son livre où il étudie le matérialisme indigène.

En France, le matérialisme a pris un autre nom, honteux, dirait-on, de celui qui lui revient de droit : il s'appelle le *positivisme*. Ne les accusez

pas de nier Dieu, l'âme, le monde spirituel; les positivistes ne contestent pas ces choses : ils s'en passent tout simplement, prétendant n'en avoir pas besoin pour expliquer le monde. Ils sont neutres, disent-ils, entre le matérialisme et le spiritualisme; ils ne veulent, et ce dans l'intérêt de la science, discuter, démontrer et défendre que les faits constatés par les sens et l'expérience. On verra, dans le livre de M. Méric, ce qu'il en est au juste de cette prétendue neutralité, qui dissimule tant bien que mal un matérialisme absolu; de cette affectation apparente à n'admettre et à ne défendre que des faits perçus et constatés par les sens, qui n'empêche pas les positivistes de considérer comme certains des faits de l'ordre intellectuel, tels que la pensée, l'activité, la force, dont la connaissance ne leur vient pas et ne saurait leur venir par cette voie; enfin de se faire une véritable métaphysique, eux pour qui la physique est tout. Après avoir démontré leurs contradictions sur ces divers points et établi qu'ils ne sauraient récuser comme fondements de la certitude l'autorité de la conscience et la perception de l'évidence qui attestent la simplicité de l'âme et des faits spirituels dont elle est le sujet, M. Méric poursuit les positivistes du terrain de la philosophie sur celui des sciences expérimentales, prouvant que celles-ci impliquent l'existence de certaines idées qui ne sont pas connues par les sens et dont la présence en nous est la réfutation expérimentale la plus irréfragable du positivisme. Cette partie du livre est d'un intérêt saisissant et très-neuf. M. Méric y laisse voir plus qu'il n'y montre (car il n'y a chez lui d'étalage d'aucune sorte) une connaissance étendue et solide de cette branche d'études, étrangères, dirait-on, par leur nature, à celles de l'ordre métaphysique, mais avec lesquelles elles ont en réalité de nombreux rapports, et qui s'imposent aujourd'hui à l'apologétique chrétienne. On ne sait pas assez tout ce que ces sciences positives, qu'exploite presque seule l'incrédulité, offrent de ressources à la défense de la vérité religieuse; on ignore notamment les merveilleuses harmonies que la physiologie révèle entre la vie physique et la vie intellectuelle dans l'homme. Les pages que M. Méric a consacrées à cette question du principe vital, à l'exposition et à la discussion des systèmes entre lesquels se partagent sur ce point les savants, divisés en *vitalistes*, *organiciens* et *animistes*, réservent à ses lecteurs, du moins à en juger par celles qu'il nous a procurées à nous-mêmes, de nombreuses et vives jouissances. Nous n'avons qu'une plainte à articuler, c'est qu'elles ne tiennent pas assez compte de la légèreté de nos connaissances en de telles matières et n'appuient pas assez sur les préliminaires indispensables pour l'intelligence de la discussion. Mais, comme l'a dit l'illustre évêque d'Orléans, en entrant résolument dans cette voie, en acceptant sans hésitation le combat avec les armes du matérialisme contemporain, et sur la position même où il s'est replié, M. l'abbé Méric a fait une œuvre utile et donné un bon exemple. D'autant qu'en entrant dans une nouvelle route, il n'a pas déserté les anciennes;

que, pour s'être fait physiologiste, il n'a pas cessé d'être théologien, et que, tout en étudiant d'après les Bichat, les Barthès, les Claude Bernard, il n'a pas négligé saint Thomas d'Aquin. Son livre, pour emprunter encore les paroles de Mgr Dupanloup, « est un service nouveau rendu à la science religieuse, » service qu'apprécieront « tous les amis de la philosophie sérieuse et élevée, de cette philosophie vraiment chrétienne qui fut une des gloires du grand siècle. » Ce qui nous en plaît encore, quant à nous, c'est qu'il n'est pas empreint du découragement dont sont frappés aujourd'hui tant d'âmes et tant de livres chrétiens; qu'il ne dit pas surtout anathème aux sciences, sous prétexte qu'elles servent, pour le moment, les intérêts de l'incrédulité. Son opinion est, en effet, que si elles nuisent à la vérité religieuse dans le présent, elles l'aident pour l'avenir et avancent son règne. « A notre avis, dit-il, elles préparent le triomphe du spiritualisme et indiquent les éléments d'une restauration philosophique prochaine, qui marquera dans l'histoire une date importante. » (Page 121.)

A nous, chrétiens, de ne pas faire mentir cet augure.

II

Nulle question n'est plus à l'ordre du jour, comme on dit en ce temps de régime parlementaire, que la question d'instruction et d'enseignement. On ne compte plus les livres grands et petits qu'elle a fait naître. Ceux que leur position condamne à tout lire sont bien près d'en être arrivés, sur ce sujet, à la satiété, d'autant que dans cette immersion de paroles il y a peu d'idées, et que ce qu'elles avaient de juste a été exagéré dès le principe. L'instruction, celle du peuple notamment, a été présentée comme le suprême remède aux maux dont nous souffrons et l'infaillible moyen de nous régénérer. Il semble à la foule des sages qui ont entrepris l'œuvre de notre salut politique et social que tout sera gagné quand le peuple saura lire. Nous croyons, nous, que cela dépendra beaucoup, pour ne pas dire entièrement, de ce qu'il lira, car la lecture peut aussi bien être un instrument de mort qu'un instrument de vie, et dès aujourd'hui nous pouvons prédire que, si à mesure qu'il acquerra la faculté de lire il va chercher sa pâture intellectuelle dans ce qu'écrivent, à son usage, ceux qui s'appellent ses amis, il en arrivera vite à l'hébètement, et, par suite, à la caducité et à l'impuissance.

Telle n'est pas l'opinion de M. Émile de Laveleye, membre de l'Académie de Belgique et de Lisbonne, et correspondant de l'Institut de France, auteur d'un gros livre¹ destiné à montrer qu'un État est d'autant plus

¹ *De l'instruction du peuple*, par M. Émile de Laveleye. 1 vol. in-8. Hachette, édit.

puissant que le peuple y est plus instruit. Voici sur ce point son raisonnement : Le peuple le plus riche est naturellement le plus fort ; or l'instruction est le plus sûr et le plus efficace moyen de produire la richesse : donc « à l'avenir, le peuple le plus riche et par conséquent le plus puissant sera celui qui mettra le plus de savoir dans le travail. »

Cette considération de la puissance est prédominante chez M. de Laveleye. Ce n'est pas précisément en vue de la dignité morale de l'homme, pour élever son âme et fortifier son cœur, qu'il réclame d'abord pour lui l'instruction. Le côté par lequel il envisage l'effet du savoir, c'est l'augmentation de richesse pour l'individu et l'accroissement de puissance pour la nation qui doivent en découler nécessairement, selon lui. Sa devise est le mot tout anglais de Bacon : *Knowledge is power*, science est puissance. Certains hommes, et nous nous faisons gloire d'être de ceux-là, travaillent à dissiper l'ignorance parce qu'elle abaisse l'homme et lui rend, de toute façon, sa condition terrestre plus pénible ; ils voient, avant tout, dans l'instruction, le moyen de le rehausser à ses yeux, de lui faire accepter avec plus de résignation, de courage et d'élan la lutte où il se trouve engagé par le fait de sa naissance qui ne le distinguerait pas des animaux, si l'instruction ne lui révélait la position qu'il occupe dans la création, la supériorité dont il y jouit, la fin ultérieure à laquelle il est destiné et l'esprit dans lequel il doit prendre les durs labeurs auxquels, quoi qu'il fasse, il reste condamné. Mais ces hommes, dans le monde auquel appartient M. de Laveleye, sont appelés des « ultramontains », des « cléricaux », et c'est précisément contre eux que l'auteur dirige son travail. Les efforts qu'ils ont faits pour répandre l'instruction dans le peuple, efforts qui s'accroissent tous les jours, sont vus par lui de mauvais œil, et leurs « progrès prodigieux » — il l'avoue — lui semblent « effrayants » quand il « songe à l'avenir et aux dangers des principes dont ils sont les représentants convaincus et dévoués. » (Pag. 40.)

Il est vrai que, tout à côté, ces ultramontains, dont les écoles populaires ont atteint un développement « prodigieux et effrayant » pour leurs adversaires, sont accusés de garder une haine traditionnelle pour l'instruction du peuple ; mais les contradictions ne sont pas ce qui effraye M. de Laveleye, et si nous pouvions entrer ici dans l'examen détaillé de son livre, nous aurions à en relever plus d'une autre. D'ailleurs, quand il ne peut attaquer les faits, l'auteur de *l'Instruction du peuple* ne se gêne pas pour incriminer les intentions. Ainsi, les adversaires des idées qu'il défend ne sont pour lui que « des hommes intéressés à prolonger l'ignorance pour cacher les abus dont ils vivent. » Le zèle que témoignent pour l'instruction du peuple, non-seulement les catholiques, mais ce que M. de Laveleye appelle « les Églises établies, » en France, en Angleterre, en Italie et ailleurs, n'est pour lui que calcul et manœuvre. « Nous ne ferons pas, dit-il à ce propos, nous ne ferons pas le procès aux Églises établies ; nous ne leur demande-

rons pas si, en invoquant aujourd'hui la liberté, elles n'ont pas pour but de préparer les âmes à subir leur despotisme. » (Pag. 11.)

Ces insinuations sont polies ! Cette prétérition oratoire accuse tout à fait, n'est-il pas vrai, un écrivain de bon ton et une polémique loyale ? Que diraient M. de Laveleye ainsi que les écrivains au milieu desquels il combat et dont il imite les procédés et le langage, si nous suspicions aussi la sincérité de leur dévouement à la cause de l'enseignement populaire ; si, dans l'ensemble des mesures qu'ils réclament à ce sujet : obligation, gratuité, laïcité, nous voulions voir une atteinte dissimulée aux droits des pères de famille, une lente préparation des esprits au servilisme officiel, un effort introductif à la domination intellectuelle de l'État et à la rentrée dans le monde du despotisme autoritaire sous le pavillon de la liberté ; si nous ajoutions enfin qu'il y a en particulier, dans cette réclamation en faveur de l'enseignement laïque, une manœuvre dirigée non-seulement contre le catholicisme, mais contre le christianisme lui-même ?

Nous ne le ferons pas. Et pourtant nous aurions beau jeu. Il est facile, en effet, de démontrer, le livre de M. de Laveleye à la main, d'abord que l'intérêt qui occupe le plus l'auteur n'est pas celui de la liberté, mais celui de l'État, et que la religion qu'il préfère est la religion sans dogmes, la religion dite naturelle, celle que chacun se fait et que tous peuvent enseigner. Mais du moins est-il juste de reconnaître que si M. de Laveleye fait bon marché des autres religions, il proclame hautement la nécessité de cette dernière comme principe et sanction du devoir, et qu'il conteste avec beaucoup de force la possibilité d'une morale indépendante. Resterait à examiner si la religion dont il se contente peut offrir de bien larges et bien solides bases à la morale, mais nous n'avons pas entendu entrer en discussion avec lui sur ce point ni sur les autres où il attaque nos convictions et nos croyances : un livre de la taille et de la densité du sien ne se réfute pas en deux pages. Ce que nous avons voulu signaler, c'est l'esprit, la pensée, la tendance de ce gros plaidoyer, ou, si l'on veut, de ce massif mémoire à consulter sur la question de l'instruction populaire. A la thèse qui en fait l'objet principal et qui chemine laborieusement en se couvrant à droite et à gauche et en dissimulant son point d'attaque à la façon d'une colonne prussienne, l'auteur a joint, sur l'état de l'enseignement populaire dans les différents États du monde, des documents d'un très-grand intérêt, nous l'avouons, mais à l'autorité desquels, si réelle et si grande qu'elle puisse être d'ailleurs, ne saurait manquer de nuire l'accent passionné du plaidoyer dont ils ont la prétention d'être les pièces justificatives.

III

Il n'y a non plus de salut pour l'enseignement populaire, aux yeux de M. Bréal, professeur au Collège de France¹, qu'à la triple condition de devenir à la fois gratuit, obligatoire et laïque, et pour lui la réforme en ce sens est notre unique moyen de revanche contre l'Allemagne. M. Bréal prend aussi à la lettre le mot du diplomate qui a dit que c'est le maître d'école prussien qui a vaincu à Sadowa et à Sedan. Or le maître d'école prussien n'est pas un congréganiste, et ses leçons ne sont ni payées ni facultatives. Si donc nous tenons à de glorieuses et effectives représailles, il nous faut donner au maître d'école français une situation pareille, le séculariser et en faire un gendarme, c'est-à-dire affranchir son école de toute rétribution et forcer tous les enfants à la suivre. Il faut, de plus, accomplir immédiatement ces transformations, pendant que nous ressentons encore l'amertume de nos revers : autrement l'habitude reprendra son empire et tout sera perdu ; car, dit M. Bréal, si nous sommes le peuple le plus révolutionnaire, nous sommes également le plus routinier de tous.

Certes, il y a du vrai dans cette dernière observation ; mais ce qui n'est pas moins établi que notre esprit de routine, ce sont nos entrains et nos engouements de passage pour les pratiques et les usages étrangers. Ce n'est pas la première fois que, pour tirer vengeance des victoires de l'Allemagne, nous nous persuadons qu'il n'y a rien de mieux à faire que de la copier. M. Bréal n'a-t-il pas lu quelque part que, il y a un peu plus d'un siècle, un certain ministre de la guerre appelé M. de Saint-Florentin, croyons-nous, avait proposé, pour rendre du cœur à nos troupes démoralisées par la défaite, de leur faire administrer la schlague comme en Prusse ? Ce projet de discipline barbare resta au nombre des fantaisies de l'époque, nos soldats continuèrent à être menés autrement qu'au bâton, et les Prussiens, quoique dûment schlagués, n'en furent pas moins battus quelques années après et, avec eux, l'Allemagne entière et toute l'Europe. L'exemple de la Prusse, à l'endroit de l'enseignement populaire, n'est donc pas un argument décisif en lui-même. Nous ne voulons pas dire qu'il faille faire de l'enseignement populaire ce qu'au dix-huitième siècle on fit chez nous de la schlague, que nous proposaient les germanisants de l'époque, d'abord parce que ce remède vaut mieux, que ce n'est pas une invention d'origine germanique et qu'enfin nous en faisons déjà assez largement usage. Qu'on lui donne encore de l'extension, nous ne demandons pas mieux, et les catholiques y travaillent, certes, aussi ardemment et aussi loyalement que

¹ *Quelques mots sur l'instruction publique en France.* 1 vol. in-12, Hachette.

d'autres. Mais où nous différons avec M. Bréal, c'est sur son efficacité propre et sur la façon de le donner.

Nous ne croyons pas que tout sera sauvé en France le jour où tout le monde y saura lire, écrire et faire les quatre règles de l'arithmétique. M. Bréal le reconnaît aussi, il est vrai. « A chaque école nouvelle qui s'ouvre, je suis prêt à applaudir, écrit-il ; mais si cette école où l'on apprend à lire n'inspire pas en même temps le goût de la lecture, ou si ces jeunes esprits, que vous munissez des premiers instruments de la science ne sont pas mis en mesure de s'en servir avec discernement, vous aurez stérilisé vos dons ou mêlé un germe de corruption à la nourriture que vous distribuez. » Seulement le savant professeur est d'un autre avis que nous sur les moyens et les instruments à choisir pour amener le peuple à l'état dont nous parlons. Il demande ou accorde : 1° la coercition qui nous paraît odieuse, immorale et attentatoire aux droits du père de famille ; 2° la gratuité qui, entre autres dangers, a celui d'habituer un peuple à tout demander à l'État, le pain du corps après celui de l'esprit, et, après le pain, le plaisir, comme à Rome dans les siècles dégénérés : *panem et circenses* ; 3° l'interdiction du droit d'enseigner aux citoyens liés entre eux par des croyances religieuses non secrètes et par des engagements publics, ce qui est une flagrante violation des principes de la liberté, une tyrannie d'autant plus irritante, qu'elle est en contradiction avec l'esprit du temps et ne va à rien moins qu'à renouveler dans un autre sens les violences aujourd'hui partout réprouvées des officiers de Louis XIV chargés de la révocation de l'édit de Nantes.

Nous avons dit tout à l'heure que l'idée de donner l'enseignement au peuple n'appartenait pas à l'Allemagne plus qu'à la France et aux autres pays de l'Europe. Il nous semblait, en effet, que l'honneur en revenait à l'Église qui, dès qu'elle l'avait pu et dans la mesure où l'état de la société l'avait permis, avait ouvert, dans ses monastères et dans ses cathédrales, des écoles aux enfants du peuple, indépendamment des espèces de cours publics qu'elle faisait pour tous du haut de la chaire sur les questions d'histoire et de morale religieuses. M. Bréal n'en affirme pas moins aujourd'hui, comme M. de Laveleye, que l'enseignement du peuple est une inspiration essentiellement protestante et partant germanique, par la raison que la Bible ayant été représentée comme l'unique source de la foi, il était nécessaire, pour les partisans de la nouvelle communion, de se mettre en état d'y puiser directement. Nous ne nions pas assurément que cette circonstance n'ait donné une grande impulsion à l'enseignement de la lecture et nous concédons que, par suite, il se soit développé là plus vite que dans l'Église catholique. Mais ce que nous ne saurions accorder à M. Bréal, c'est que : « l'enseignement primaire, partout où il s'est établi avant ce siècle, est fils du protestantisme. » Étaient-ce donc des protestants que les fondateurs de ces « Petites écoles » qu'on vit s'élever dans tous les quartiers de

Paris et des grandes villes pour les filles et les garçons du peuple, au commencement du dix-septième siècle ? Madame de Miramion qui, avec d'autres dames pieuses, établit de son côté un grand nombre de maisons enseignantes, était-elle protestante aussi ? Et ce bon abbé de la Salle, le fondateur de ces humbles instituteurs du pauvre, que, dans un monde dont M. Bréal se distingue par la politesse, du moins, s'il y tient par les idées, on persiste à appeler les *frères ignorantins*, était-ce également un partisan de Luther et de Calvin ? On s'étonne de trouver des assertions pareilles sous la plume d'un aussi savant professeur. Nous ne parlons point d'autres créations du même genre et remontant à la même époque, parce que la place et le temps nous manquent et parce qu'elles furent réalisées sur une moins grande échelle. Mais l'œuvre du bienheureux de la Salle fut une véritable institution, organisée sur de larges bases et en vue d'un long avenir. Cet avenir ne lui a pas manqué, ni la gloire non plus. M. Bréal sait-il que la plupart des méthodes qu'on préconise aujourd'hui sont, en principe, et souvent nettement formulées dans ses instructions ? Quant à la force des écoles que tiennent ses disciples, elle n'a fait que croître, et M. Bréal prouve tout simplement qu'il ignore les faits officiellement constatés par les documents universitaires, quand il les représente comme inférieures aux écoles laïques et écrit dédaigneusement : « Il n'en faut pas juger d'après quelques écoles de nos grandes villes, ni d'après quelques élèves choisis. » Ce n'est pas dans les grandes villes seulement, c'est partout, ce n'est pas avec des élèves triés, c'est avec le gros de leurs classes que les *Frères ignorantins* ont concouru et se sont montrés les égaux de leurs concurrents, et souvent, et en plusieurs endroits, supérieurs à eux. »

Nous n'abordons ici que la première partie du livre de M. Bréal intitulée : *l'École*. Le volume en comprend deux autres : *le Lycée et les Facultés*. Les changements qu'il réclame pour l'école, c'est-à-dire pour l'enseignement populaire, sont encore d'un succès incertain ; ils dépendent d'une loi qui n'est point votée ; quant aux réformes de l'ordre pédagogique qu'il propose pour l'enseignement des lycées et des facultés, il aurait déjà vu se réaliser ses vœux si, comme on l'assure, il a eu l'honneur d'inspirer la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique. Nous n'entameons pas ici l'examen de son livre sur ces deux derniers points, le document auquel il aurait eu, dit-on, une si grande part devant être ici l'objet d'une étude particulière.

IV

Des vues plus hautes, une appréciation, selon nous, plus exacte de la situation, des propositions de réformes moins radicales et plus en harmonie avec notre caractère et notre passé, distinguent le mémoire envoyé en

1870 par M. Milsand à l'académie de Strasbourg sur cette question de l'enseignement public qui se posait, dès lors, comme urgente pour un grand nombre d'esprits, et qui est devenue une préoccupation générale. Ce mémoire qui, par suite des événements, ne put être mis au concours, vient d'être publié par l'auteur sous ce titre : *Les études classiques et l'enseignement public*¹. M. Milsand y examine le rôle que les études classiques ont joué jusqu'ici dans notre éducation et le danger qu'elles courent aujourd'hui, l'usage que nous avons fait de la connaissance des littératures grecque et romaine et le parti que nous pouvons encore en tirer pour le redressement et le développement ultérieur de notre instruction nationale. Cet examen, plus particulièrement relatif à l'enseignement supérieur, est précédé de considérations générales très-remarquables sur l'enseignement populaire et, par ce côté, se rattache, comme le livre de M. Bréal, à la thèse de M. de Laveleye.

La fièvre de réforme dont nous sommes pris à cet endroit n'est pas, aux yeux de M. Milsand, comme à ceux de M. Bréal, une circonstance précisément favorable et une raison de nous hâter. N'est-il pas à craindre, en effet, que le ressentiment de nos défaites et l'empressement à nous en relever ne nous laissent pas assez de liberté dans l'esprit pour choisir les moyens les plus propres à nous conduire au but que nous désirons passionnément atteindre? « Ne se peut-il pas qu'au lieu de nous amender, nous ne visions, dit M. Milsand, qu'à acquérir vite ce que notre intelligence, telle qu'elle était, peut concevoir de plus efficace pour nous rendre vite la puissance de satisfaire de nouveau nos vieux penchants? » L'imitation de nos ennemis, proposée par tant de gens comme une panacée, lui paraît un remède douteux. Si les Prussiens l'ont emporté sur nous, ce n'est pas seulement parce qu'ils avaient plus d'instruction, mais parce qu'ils étaient moins présomptueux, plus disciplinés et animés d'un esprit plus national et plus patriotique. Certes, l'instruction peut aider à notre revanche, et nous désirons, ne fût-ce que dans ce but, qu'elle soit répandue largement; mais il faut qu'avant tout elle aide à notre relèvement moral. « De toutes les illusions que notre futur système d'enseignement peut avoir à redouter, ajoute M. Milsand, la plus dangereuse peut-être est cette croyance superstitieuse au savoir qui, au fond, n'est pas autre chose que l'incapacité de voir comment nos opinions sur les conséquences des choses et sur leur valeur ne sont nullement ce qui détermine nos volontés. » Ce n'est donc pas tout de donner de l'instruction, pas tout d'éclairer et d'étendre l'intelligence; il faut élever les sentiments et fortifier les volontés. L'instruction qui n'aura pas tous ces effets, loin d'être salutaire, court le danger de devenir funeste, surtout dans les couches inférieures de la société où il est surtout question de la répandre.

¹ Un vol. in-12, chez Germer-Baillière, rue de l'École-de-Médecine.

Malgré l'inefficacité dont peut être frappée l'instruction, M. Milsand n'en est pas moins un promoteur très-vif de son extension ; il va même jusqu'à en admettre l'obligation, jusqu'à autoriser l'État à faire, sur ce point, violence à la liberté du père de famille et à exercer la contrainte jusqu'au foyer domestique. Mais il repousse de toutes ses forces le principe de gratuité. « Il n'y a pas à s'y méprendre, dit-il, l'idée d'un enseignement à la fois obligatoire et gratuit n'est toujours que le vieil ennemi sous un masque nouveau : ce qu'elle cache, c'est le rêve si cher à nos penchants d'un despotisme paternel qui se charge de savoir ce qui est bon pour tous, et de le leur donner à tous comme une chose qui leur est due, en les dispensant d'avoir eux-mêmes à la conquérir par leur prévoyance et leur travail, mais en se réservant aussi le droit de les obliger à la recevoir... En France surtout, les populations sont déjà trop portées à tout attendre du gouvernement, ou, ce qui revient au même, à ne s'attribuer que des droits ; et ce serait beaucoup trop payer les connaissances qui peuvent être répandues par l'instruction, que de les acheter par un système d'écoles gratuites, qui affaiblirait encore chez les masses le sentiment de la responsabilité. »

Quant à la *laïcité* de l'enseignement, M. Milsand ne pense pas que, lors même qu'elle serait légalement imposée, elle fût de grande conséquence pour le développement moral des enfants, attendu que « l'apprentissage intellectuel qu'ils font là aura sur leurs sentiments une influence d'autant moindre, que l'instruction qui y sera donnée se composera de notions abstraites, de pures notions objectives dégagées de tout ce qui peut émouvoir, de tout ce qui prête à une idée générale la puissance de mettre en jeu les affections. » Il croit que le prêtre et la famille garderont toujours, s'ils le veulent bien, leur empire sur la formation et la direction des jeunes cœurs, parce que les sentiments moraux et religieux ne procèdent pas de notions abstraites et impassibles scientifiquement formulées.

Inutile de dire qu'à cet égard nous sommes moins rassuré que M. Milsand, parce qu'il est à craindre que l'instituteur laïque, tel qu'on cherche à le faire, ne borne pas son enseignement à des « notions abstraites et impassibles, à de pures notions objectives dégagées de tout ce qui peut émouvoir. » Sur ce point donc, notre désaccord avec l'auteur est formel ; mais nous sommes heureux d'avoir eu à constater notre conformité de vues sur un grand nombre d'autres. Cette conformité s'accuserait encore et davantage peut-être, sauf des réserves de détail, si nous poussions plus loin l'examen de l'ouvrage et si nous ne nous bornions, pour le moment, à signaler dans les publications du jour ce qui touche à l'enseignement qui est plus particulièrement l'objet de la polémique, l'enseignement populaire.

V

Il y a six mois, quand Naples venait d'être menacée du sort de Pompéi, M. Beulé publia un livre qu'à son titre : *Le drame du Vésuve*¹, plus d'un lecteur a pu prendre pour un ouvrage de circonstance, et, comme tel, laisser passer dans la foule. Nous avons commis cette erreur nous-même et venons la réparer. Il y a bien dans ce livre un peu de ce que nous y avons soupçonné, mais cela ne l'empêche pas d'être un travail d'archéologie du plus haut intérêt. L'éruption qui en fait le sujet n'est pas celle de cette année, mais celle de l'an 79, où périt Pline l'Ancien, et que nous a racontée Pline le Jeune. Or, toute curieuse qu'elle est, la relation du célèbre « épistolier » romain est fort incomplète, d'abord parce que, quoique témoin du phénomène, le narrateur était resté assez loin du lieu de la catastrophe, puis parce que, comme tous les anciens, il n'avait pas notre passion pour les détails et les particularités. D'ailleurs, à la distance où nous sommes des événements, que de choses ont pour nous, dans la vie de son temps, un attrait qu'elles n'avaient pas pour lui, non plus que pour ceux à qui il écrivait sur cet événement ! Qu'était cette population de Pompéi, qu'ensevelirent les cendres et les pierres lancées par le Vésuve, romaine, grecque, aborigène ? Dans quelles circonstances fut-elle surprise ? Que fit-elle pour échapper à la mort ? Quelles scènes se passèrent dans ces rues, sur ces places, au fond de ces maisons qui reparaissent, après dix-huit cents ans, à la lumière du soleil ? Voilà les questions que M. Beulé s'est faites avec nous tous, et auxquelles il a essayé de répondre. Le drame affreux qui dut se passer à Pompéi, voilà ce qu'il a cherché à nous rendre. Son livre est un essai de restitution analogue à celles que l'on fait en architecture et en peinture. Seulement, au lieu de tableaux, de statues et d'édifices, ce sont des hommes que M. Beulé a tenté de faire revivre sous nos yeux, en les remplaçant dans une des situations les plus pathétiques que l'histoire ait offerte et que l'imagination puisse se figurer.

Quels moyens a-t-il employés pour atteindre son but ? Les mêmes moyens qu'emploient les architectes, les sculpteurs, les peintres : les renseignements des écrivains de l'antiquité, les débris épargnés par le temps, l'observation et le raisonnement. De renseignements écrits sur la ruine de Pompéi, nous en avons peu, on le sait ; mais il nous reste, en revanche, des traces assez nombreuses de la situation de ses malheureux habitants au moment où ils succombèrent. Leurs corps n'ont pas été retrouvés, il

¹ In-12. Michel Lévy.

est vrai : la cendre des volcans les a consumés ; mais l'empreinte de plusieurs y est restée, et permet de juger, dans une certaine mesure, de ce qu'ils faisaient au moment où la mort les surprit. Guidé par ces empreintes que le moulage a fixées, secondé par les débris de meubles, de vêtements et d'ornements demeurés intacts, éclairé par la connaissance générale du temps et des lieux, M. Beulé a pu nous donner, sinon une esquisse proprement dite, au moins une image inductive de ce qu'il appelle si justement *le drame du Vésuve*. On ne voit pas, il s'en faut beaucoup, tout ce tableau ; mais à l'aide de ce qu'on en aperçoit, on le devine, et il est poignant.

Combien il serait plus complet, si les anciennes fouilles avaient été faites avec le soin et d'après les procédés suivis aujourd'hui. Il se peut que, sous ce rapport, l'avenir ajoute beaucoup à ce que nous possédons ; mais, à d'autres égards, l'exploration de Pompéi ne paraît pas devoir être bien fructueuse, attendu que les maisons, après leur ensevelissement, furent presque entièrement dépouillées par ceux des habitants qui avaient survécu au désastre, et qui rétablirent leur ville à quelque distance avec les dépouilles de l'ancienne. Aussi, M. Beulé voudrait-il qu'au lieu de s'acharner, comme on le fait, sur Pompéi, bourgade peuplée seulement de marchands osques, tout l'effort des explorations portât sur Herculaneum, résidence aristocratique, demeurée intacte sous la cendre du Vésuve, et dont l'exploration doit être autrement précieuse pour l'histoire.

VI

Il faut aujourd'hui des romans à nos filles. Même pour les plus appliquées, les plus pieuses, ces fictions sont devenues un besoin. Que cela nous rejette loin du temps où, en fait de distractions intellectuelles, Fénelon offrait aux jeunes personnes l'histoire, la poésie, l'éloquence ! Le sage instituteur avait vu, dans ses premières années, aux beaux jours de mademoiselle de Scudéry, cet empire du roman sur les femmes et avait pu juger du triste effet qu'a, pour l'esprit, cette nourriture creuse et décevante. « Une pauvre fille, pleine du tendre et du merveilleux qui l'ont charmée dans ses lectures, est étonnée, disait-il, de ne point trouver dans le monde de vrais personnages qui ressemblent à ces héros ; elle voudrait vivre comme ces princesses imaginaires qui sont, dans les romans, toujours charmantes, toujours adorées, toujours au-dessus de tous les besoins. Quel dégoût pour elle de descendre de l'héroïsme jusqu'au plus bas détail du ménage ! » Et c'était pour leur épargner ces déboires qu'il leur conseillait de donner à leur imagination des aliments plus substantiels : l'histoire, comme on l'écrivait alors, avec d'amples et graves récits, — la poésie tournée vers les grandes choses, comme nous la voyons dans Corneille

et Racine; — l'éloquence majestueuse et solide telle qu'elle nous apparaît dans Bossuet et dans Bourdaloue.

Fénelon voulait qu'on résistât à ce penchant qu'ont les femmes pour les œuvres de pure imagination. Nous n'avons pas ce courage, nous; au lieu de contenir ce courant, de lui opposer, dans de fortes et pratiques études, une énergique barrière, nous l'avons fait dériver sur un autre terrain plus décent, il est vrai, mais non moins énervant peut-être que celui où on le laissait s'égarer au temps des *Précieuses*; nous l'avons même aidé, favorisé, excité par la création d'un genre spécial de fictions semi-graves et semi-enfantines, semi-mondaines et semi-religieuses.

Ce genre est une des branches les plus florissantes de la littérature actuelle. La culture s'en fait en grand, et évidemment par des procédés expéditifs dont les producteurs ont le secret, car autrement on ne s'expliquerait pas la rapidité avec laquelle certains d'entre eux enfantent. Il en est pour qui cela tourne au monopole.

Telle est pourtant l'activité de la consommation, que les plus actives fabriques ne peuvent suffire et que madame Bourdon et mademoiselle Zénaïde Fleuriot, par exemple, voient s'élever et prospérer à côté d'elles des concurrences dont quelques-unes ont déjà un aspect menaçant pour leur renommée.

Parmi leurs heureuses rivales, se distingue l'auteur d'un volume dont nous avons vu, sous nos yeux, des doigts de quinze ans fatiguer les pages, qui porte pour titre : *Isabelle aux blanches mains*. Ce récit qui était, croyons-nous, un début, vient d'être suivi d'un autre auquel on peut assurer, auprès des lectrices auxquelles il s'adresse, un succès aussi grand, sinon même plus vif, car il tient de plus près aux idées, aux sentiments, aux préoccupations actuelles. *L'Héritage du croisé*, par mademoiselle Gabrielle d'Ethampes¹, est une histoire d'hier dont la scène se passe naturellement en Bretagne, et où se peignent, un peu effacées déjà pourtant, ces vieilles mœurs d'où naissait naturellement l'héroïsme. De l'héroïsme, il y en a encore ici, chez les femmes autant que chez les hommes, pas précisément de celui du moyen âge — nos âmes n'en sont plus capables — mais de celui qu'on admire encore et qui fait battre le cœur quand on n'a pas connu le monde, ses intérêts et ses passions. Les personnages sont tous assez éprouvés pour intéresser, mais pas assez pour désoler. A la fin, tout finit pour le mieux, et le dénouement vient sécher les larmes que l'action avait fait venir aux blondes paupières. Chose rare pour un second début, *L'Héritage du croisé* tient ce qu'avait promis *Isabelle aux blanches mains*... Nous ne disons pas qu'elle eût promis un chef-d'œuvre.

¹ Un vol. in-12. Lecoffre, éditeur.

VII

Toutes les cartes de France gravées chez nous depuis deux ans portent du côté de l'est une tache sombre qui fait mal à voir : c'est la place des provinces que la dernière guerre nous a enlevées. Hélas ! ce signe de deuil, cette sorte de crêpe national, devrait s'étendre plus loin. Ce n'est pas seulement l'Alsace et la Lorraine allemande que nous avons perdues depuis moins d'un siècle. Comparez avec celles d'aujourd'hui les cartes de la France sous Louis XVI, et vous verrez que nos frontières s'étendaient bien plus loin. Que serait-ce si nous les comparions à celles de 1796, délimitées par le crayon des négociateurs du traité de Campo-Formio. La France alors avait reconquis ses vieilles frontières gauloises, ces frontières que la nature lui a tracées et qu'elle aurait en outre le droit de revendiquer au nom de l'ethnologie et de l'histoire. Car cette portion du globe que bornent la mer du Nord, la Manche, l'océan Atlantique, les Pyrénées, la Méditerranée, les Alpes et le Rhin, et qui forme une incontestable unité géographique, la race gauloise l'a possédée, dans les temps primordiaux, tout entière ; c'était son lot dans la primitive distribution de la terre entre les peuples. Tous les documents du passé en font foi. Ce sont les invasions germaniques, maintes fois refoulées et toujours renaissantes, qui lui ont ravi les lambeaux occupés aujourd'hui par la Belgique, la Hollande et la Prusse.

C'est une histoire pleine d'un intérêt dramatique, alternativement mêlé de joie et de regret, que celle de nos frontières. On en trouvera un résumé clair, rapide et animé d'un vif sentiment patriotique, dans un livre d'une cinquantaine de pages, qui a pour titre : *les Bonaparte et les frontières de la France*¹, et pour auteur M. Félix Oger, professeur d'histoire à Paris. Cette histoire est celle de la France elle-même et des vicissitudes par lesquelles elle a passé, car chacune de ses révolutions se traduit par un resserrement ou une extension de ses frontières. Après avoir montré la Gaule absorbée, mais gardant du reste ses limites, dans le vaste empire de Rome, puis submergée et abîmée par le flot de l'invasion barbare du quatrième siècle, l'auteur nous fait assister à sa reconstitution sous le nom de France. Cette reconstitution, œuvre de la royauté, est par lui suivie pas à pas et dans tous ses progrès depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XIV, qui, après en avoir notablement avancé l'œuvre définitive, la compromet par son ambition intempérée et sa politique égoïste. Mais si ce roi trop orgueilleux ne nous rendit pas nos frontières naturelles, du moins,

¹ In-12, Germer-Baillièrre, éditeur.

grâce au génie militaire de Vauban, nous en fit-il d'artificielles qu'il était facile de rendre invincibles.

Ces limites naturelles que Louis XIV n'avait pu atteindre, la République, un siècle après, les conquiert dans un de ces élans qui ne prennent que de loin en loin aux nations. Mais elle les perdit aussi rapidement. Quoi qu'en dise, en effet, M. Oger, elles avaient bel et bien été reprises quand le général Bonaparte nous les fit rendre. C'est à tort, selon nous, que l'auteur cherche à lui ravir cette gloire. Laissons-la-lui ; la France a bien assez d'autres motifs de maudire cet homme. C'est lui, en effet, qui, par son ambition délirante, provoqua la coalition européenne qui nous enleva, en 1814 et 1815, la rive gauche du Rhin et brisa la ceinture de forteresses dont Vauban nous avait entourés ; c'est l'ivresse fatale de son nom qui a jeté sur le trône, par l'imbécile suffrage de la foule, l'aventurier incapable et présomptueux dont nous payons les folies du prix de notre sang et du sacrifice de deux provinces.

Bien qu'il renferme quelques appréciations historiques que nous ne saurions admettre, le petit livre de M. Oger mérite d'être lu en ce temps-ci. Le rapprochement de ces deux mots : *les Bonaparte et les frontières de la France*, renferme une grande leçon. Ces mots resteront douloureusement inscrits dans nos annales.

P. DOUHAIRE.

M. l'abbé Delarc poursuit avec une persévérance et une régularité dignes d'éloges sa traduction de la grande *Histoire des conciles*, de Mgr Hefélé, évêque de Rottembourg. Le tome VIII vient de paraître (librairie d'Adrien Le Clere, rue Cassette). Ce volume a aujourd'hui un intérêt particulier. Il est tout entier relatif à l'Allemagne ; Frédéric II et Innocent III le remplissent de leurs noms. Les événements qui y sont racontés offrent plus d'un rapport avec ceux de ce temps-ci ; l'Allemagne du dix-neuvième siècle se retrouve, à plus d'un égard sous le point de vue religieux, dans l'Allemagne du treizième.

Cette importante publication touche à sa fin. Nous comptons l'examiner dans son ensemble dès qu'elle sera terminée.

P. D.

QUINZAINE POLITIQUE

10 novembre 1872.

Dans quelques jours, tous ceux qui ont une âme capable de concevoir les rapports de Dieu et de la patrie prieront pour l'Assemblée, c'est-à-dire pour la France. Nos calamités et nos périls nous ont rendu cette piété bien nécessaire, hélas ! Les prières des peuples sont comme le chœur plaintif de l'histoire ; les nations malheureuses élèvent toutes vers le ciel les cris de leurs souffrances et les vœux de leur désespoir. Bien inspirées au moins celles qui n'attendent pas, comme Jérusalem, Athènes et Rome, l'heure de leur agonie pour envoyer à Dieu l'appel suppliant de leur faiblesse et de leur foi ! bien inspirées celles qui l'implorent avant d'avoir indignement laissé passer l'occasion de leur salut ! Les peuples, non moins que les individus, ont le devoir d'agir en priant et de prier en agissant. Sans doute, quand on s'appelle la France, quand on a vécu quinze siècles de christianisme et de travail, fait les croisades, délivré des races opprimées, et porté dans son sein Charlemagne, saint Louis, Henri IV, Louis XIV et Napoléon ; quand on a plusieurs fois éclairé le monde, tant aimé la gloire et toutes les vertus généreuses, on peut croire qu'on mérite encore la pitié de Dieu. Mais aucun souvenir ne suffit ici : selon le mot de l'éloquent évêque d'Orléans, il faut en même temps « savoir combattre et espérer au Seigneur. » Citoyens et hommes d'État doivent virilement, après s'être inclinés dans la prière, se relever pour l'action, unis dans la concorde et la justice. Il convenait donc qu'en ordonnant pour l'Assemblée des supplications publiques, l'évêque d'Orléans nous exhortât à oublier nos jalousies, nos ressentiments, nos vues particulières. C'est la plus commune et la plus funeste des erreurs, dans la vie politique, que de ne pas connaître le prix et l'honneur de l'abnégation : de là, dans notre pays, tant de divisions et de haines civiles. C'est pourquoi nous souhaitons, avec l'évêque d'Orléans, que l'Assemblée entende ceux qui lui disent si saintement pour la patrie : « Laissons là nos vaines querelles. » Nous souhaitons que ceux qui nous gouvernent recueillent dans leur cœur ces mots, prononcés pour être écoutés devant l'autel : « O chefs de l'État, conducteurs des peuples qui se sont noblement

confiés à vous, combien votre mission est belle ; mais qu'elle est redoutable ! Priez avec nous ; plus que nous peut-être, priez dans l'humilité, pour que ce que Dieu attend de vous soit fait ; pour que votre grandeur soit, non pas un éclat éphémère, mais le ministère même des desseins providentiels ; pour qu'à l'heure où le pouvoir, la vie, tout vous quittera, vous puissiez entrer dans une patrie meilleure, avec cette suprême consolation d'avoir relevé, amélioré, affermi pour de longues années, libéré de l'ennemi et libéré du mal, la patrie d'ici-bas ! »

L'Assemblée ne saurait s'y tromper elle-même : elle a besoin des prières de la France. Si, le 8 février 1871, elle avait une paix humiliante et onéreuse à conclure avec la Prusse ; si, aux jours maudits de la Commune, elle avait une épouvantable rébellion à dompter ; s'il lui a fallu plus tard contracter deux énormes emprunts, créer des impôts extraordinaires et refaire une armée, sa tâche n'est pas moins accablante aujourd'hui. Il y avait alors dans sa bonne volonté un courage plus confiant et des forces plus sûres ; elle espérait davantage ; elle attendait mieux et du temps et des hommes. Comme elle se sentait libérale, honnête, pleine du seul amour de la patrie, elle croyait pouvoir avec ces vertus rendre à la France l'ordre, le bien, le repos, la sérénité. Or il nous semble qu'en ce moment elle reprend ses travaux, sinon avec une vigueur fatiguée, du moins avec une âme inquiète. Combien de desirs où elle s'est abusée ! combien de ses illusions se sont évanouies ! Les aigres disputes, les violents orages de paroles, les prétentions obstinées ou audacieuses des partis, les concessions regrettées, les tromperies de l'ambition, les efforts inutiles, ces maux communs à tous les parlements, lui ont été des douleurs d'autant plus vives que la situation du pays était plus critique. Encore, la session close, ces émotions s'apaisent-elles peu à peu dans le calme et l'éloignement. Mais les faits subsistent, et la gravité en est évidente. Libérale, l'Assemblée n'a pu fonder ce régime parlementaire qui, monarchique ou républicain, permet au pays de se gouverner lui-même : point de ministère responsable ; M. Thiers, réunissant en lui tous les personnages de l'État, est à la fois député, premier ministre et prince de la république ; il propose les lois, il les discute et les vote, il les exécute. Honnête et patriotique, l'Assemblée a vu reparaître, grandir et devenir menaçante cette hardie faction des radicaux qui cache et traîne derrière soi toutes les fureurs et les convoitises sociales ; cette faction dont le règne, ne durerait-il qu'un jour, a pour fin le césarisme qui déshonore ou l'invasion qui tue. Souveraine enfin, l'Assemblée a consenti à ne rien constituer avec sa majorité ; elle s'est soumise à la convention de Bordeaux ; elle n'a voulu appliquer ses soins qu'à la prompte réparation

de nos désastres, et aujourd'hui elle trouve le pacte de Bordeaux rompu. On lui accorde le droit d'établir un gouvernement, en lui imposant d'ailleurs le choix de la république!... Certes, à moins d'optimisme, il faut voir dans ces circonstances des conditions pénibles et de redoutables difficultés. En 1874, l'Assemblée relevait la France blessée par la Prusse et gisante; en 1875, nous voici craignant que cette France à peine debout, un démagogue ne l'enivre, et qu'un despote n'accoure l'enchaîner, à demi morte de son ivresse, si toutefois l'étranger l'épargne d'abord en cet état. Quelle crainte! et comme cet effroi devient pour l'Assemblée la préoccupation dominante dans l'œuvre de sa nouvelle session!

Pour prévenir les périls qu'une telle situation annonce, certaines gens, qui refuseraient de fortifier le pouvoir de l'Assemblée, jugent qu'il suffirait de fortifier celui de M. Thiers. Telle est la pensée des législateurs ingénieux qui, depuis quelque temps, imaginent à l'envi des constitutions dont M. Thiers puisse faire usage. M. Émile de Girardin, sorte de rêveur positiviste qui, sous tous les régimes, s'est targué d'être le jurisconsulte de la dernière heure, a proposé la constitution de 1848 : un seul décret, et l'Assemblée nous aurait restitué la constitution violée, en 1849 et en 1851, par les uns dans l'émeute, par les autres dans le coup d'État. M. Émile de Girardin a débattu la question avec M. Détrouy, M. de la Guéronnière et même M. Edmond About, qui jadis, dans les amusements de Compiègne, exposait à Napoléon III des plans de réforme constitutionnelle. Le général Chanzy, président du centre gauche, a écrit ce programme : « Fixer une durée au pouvoir de M. Thiers, nommer un vice-président de la république, ou décider que, le cas échéant, le président de la Chambre prendrait la présidence de la république ; créer une seconde Chambre ; arriver à renouveler celle qui existe par tiers ou par quarts. » Un anonyme, enfin, qu'on dit être un diplomate hors résidence, a émis une proposition grandement vantée par les publicistes familiers de M. Thiers, et dont voici les deux traits principaux : La république sera reconnue comme gouvernement légal ; le pouvoir exécutif sera placé aux mains d'un président assisté de ministres responsables devant la représentation nationale. Quelque attention qu'on accorde à ces divers projets, il faut au moins remarquer avec quel zèle les officieux se sont efforcés de persuader au pays que son salut dépend du don solennel et légal par lequel l'Assemblée décernerait à M. Thiers une présidence d'au moins quatre années : l'opiniâtre activité qu'ils ont mise à remplir l'esprit public de cette idée est un indice politique qu'on ne saurait négliger. Il n'est pas moins intéressant de constater l'irritation que toutes ces nouvelles ont causée parmi les jacobins d'aujourd'hui. Réserver à M. Gambetta

la présidence de la république, n'édicter une constitution qu'au jour où le radicalisme fera la loi, et, en vue de ce double objet, contraindre d'abord l'Assemblée à se dissoudre, tel est le secret des radicaux. Soit qu'ils préfèrent un directoire, comme M. Louis Blanc, soit qu'ils aiment mieux une présidence, comme l'ex-dictateur de Tours, tous répugnent aux projets constitutionnels dont il est question. Tandis que les uns, par la voix du *Corsaire*, invitent la gauche à refuser la discussion, les autres avertissent M. Thiers que la patience du parti républicain se lasse, s'irrite et gronde. Le parti républicain, dit *la République française*, « a supporté en silence les procédés d'une administration qui se joue de la convenance et de la loi ; il a entendu, sans sourciller, émettre à la tribune comme maximes d'État des apophthegmes ridicules ; il s'est laissé associer, sans protester, à une politique de routine. Cet exemple de longanimité que ses mandataires lui donnaient, le pays républicain l'a suivi, et il a dévoré, lui aussi, sa part de déceptions et d'injures. Les républicains de l'Assemblée ne peuvent aller plus loin sans se compromettre. » Cet avertissement est significatif : les radicaux ne veulent ni offrir à M. Thiers une présidence nouvelle, ni même accepter de l'Assemblée une constitution républicaine ; ils attendent pour eux-mêmes une heure plus propice.

Quel sera le sentiment de la majorité ? On ne saurait bien le prévoir en ce moment. Nous présumons néanmoins que sa volonté ne se rendra pas si facilement qu'on l'a supposé. Plus d'un député s'étonnera qu'on lui propose, pour des desseins mal connus, de séparer légalement les destinées, jusqu'à ce jour unies l'une à l'autre, de l'Assemblée et de M. Thiers. La constitution Rivet, se dira-t-il, garantit suffisamment le pouvoir de M. Thiers ; occupons-nous d'abord des lois, plus nécessaires et plus urgentes, que la France réclame pour la réorganisation de sa puissance nationale. Plus d'un encore, fatigué du doute et résolu de connaître nettement son droit, pourra demander, avant de voter pour telle ou telle proposition constitutionnelle, que M. Thiers déclare le pacte de Bordeaux rompu et l'Assemblée libre d'user à son gré du pouvoir constituant : comment, sans cette assurance préalable, établir un gouvernement définitif ? Un grand nombre, attristés surtout des maux dont le radicalisme menace la société et la patrie, contesteront que ces modifications soient le moyen immédiat et puissant de les sauver toutes deux : Si M. Thiers, penseront-ils, sait le mot magique qui doit calmer ces envies sociales déjà tout aboyantes autour de nos autels, de nos écoles et de nos foyers, qu'il le prononce, sans attendre un titre nouveau ; s'il ne le sait pas, peu importe qu'on assigne à son pouvoir une durée plus ou moins déterminée ! Tous ceux enfin qui, sur

les divers bancs de la Chambre, sont les honnêtes et clairvoyants amis de la liberté parlementaire, refuseront de modifier la présidence, telle que M. Thiers l'exerce en vertu de la constitution Rivet, s'il faut l'accroître ou la prolonger sans régler, selon l'usage des pays libres, les rapports du président et de l'Assemblée : sinon, le gouvernement de M. Thiers, qui n'est vraiment aujourd'hui qu'une sorte de dictature oratoire, resterait anormal, exceptionnel, indéfini, c'est-à-dire une institution toute personnelle qui n'aurait d'utilité certaine pour le pays que si Dieu donnait à M. Thiers l'éternité de la vie, du génie et de la popularité. Ces diverses considérations seront dans l'esprit de l'Assemblée, nous n'en doutons pas, et voilà pourquoi nous disions tout à l'heure que la majorité, si elle cède, ne cédera ni sans résistance ni sans conditions.

Pour notre part, nous sommes d'avis que le principal des remèdes que l'Assemblée doit préparer à nos maux, c'est une loi électorale qui soit simple, équitable et sévère. Déjà on discute beaucoup, à ce propos, sur la nécessité du vote obligatoire. Les conservateurs ne paraissent pas encore avoir pris parti dans cette question : leur opinion est indécise. Eh bien, qu'ils ne se hâtent pas trop de réclamer l'obligation du vote. Voter, est-ce un devoir plutôt qu'un droit ? L'obligation morale du vote doit-elle avoir une sanction légale ? On ne l'a pas cru jusqu'à présent dans les pays où règne la liberté, chez les nations qui ne sacrifient pas en toutes choses l'individu à l'État ; et si quelques-uns nous citent Solon, pour avoir décrété la peine de mort contre les indifférents qui resteraient neutres dans un danger public, ceux-là oublient que la loi de Solon n'a jamais été appliquée. Cette nouveauté sera-t-elle profitable à l'ordre ? Nul ne le sait. Connaissiez-vous la foule ? Ces suffrages, que par obligation vous rendrez universels, êtes-vous sûrs qu'ils vaudront mieux que restreints par l'abstention, libres et de quantité variable, comme ils sont aujourd'hui ? Parmi les effets que produira l'obligation de voter, ne faut-il pas appréhender l'ennui, la mauvaise volonté et l'excitation ? Qu'on craigne aussi de nous faire une société où, sous le prétexte du devoir, l'obligation se substitue partout à la liberté : n'entourez pas de tant de chaînes le citoyen si vous voulez qu'il marche, qu'il ait quelque ardeur et qu'il soit capable d'initiative ; prenez garde que, trop prévoyante et trop assidue, la loi, en se présentant à lui de tous côtés, ne lui paraisse bientôt une contrainte tyrannique. En politique, d'ailleurs, il est plus utile d'influer sur les mœurs, bien qu'il semble plus expéditif de recourir aux décrets : ni l'Angleterre ni les États-Unis n'ont besoin de l'obligation du vote ; employez les mêmes pratiques que leurs hommes d'État : ils instruisent le citoyen, ils se disputent son suffrage, ils vont le chercher partout où il est, ils n'épargnent ni les discours ni les livres, ils ont une propagande ac-

tive, ils organisent des associations, ils éclairent tout le pays à la lumière de la liberté ; voilà, selon nous, une conduite plus avantageuse dans une élection que ne pourra jamais l'être la rigueur d'une loi. Au surplus, a-t-on bien compté les difficultés qui, dans l'application, résulteraient du vote obligatoire ? Comment rendre la pénalité proportionnelle ? Ne sera-t-elle pas nécessairement ou trop légère ou trop lourde ? Et parmi les électeurs insoucians des amendes et négligents des précautions, qui peut assurer que les conservateurs eux-mêmes ne seront pas les plus nombreux ?

Il est possible que, sur cette question, l'opinion de la majorité hésite et se partage. Mais les vrais libéraux et les vrais conservateurs s'accorderont sans doute, dans l'Assemblée, pour s'opposer au renouvellement partiel. Ceux qui le proposent invoquent l'exemple des États-Unis et de la Belgique ; mais cet exemple ne saurait être un argument valable, les situations étant aujourd'hui si différentes ; et d'ailleurs les sages se sont plaints plus d'une fois, en Belgique et aux États-Unis, des agitations trop fréquentes que le renouvellement partiel y cause, sans que les compensations en soient suffisantes. Mais notre propre histoire nous instruit ici mieux que l'exemple d'aucune nation étrangère. En 1824, Benjamin Constant, prêtant son appui à un ministère qu'on n'accusera pas de n'être pas conservateur, ne se contentait pas de ce raisonnement tout théorique : « N'est-il pas absurde de placer les organes de l'opinion existante en minorité devant l'opinion qui n'existe plus ? Ne sentez-vous pas que vous jetez ainsi dans l'Assemblée des ferments de discorde ? Si l'esprit stationnaire l'emporte, il y a oppression ; si l'impatience triomphe, il y a renversement. » L'illustre publiciste avait pu remarquer, dans une république, celle du Directoire, les effets funestes de ce vote intermittent que, comme les constituants de l'an III, les réformateurs d'aujourd'hui appellent du nom de renouvellement partiel.

« En 1795, a dit Benjamin Constant dans son discours sur la septennalité, la Convention, adoptant ce système, crut, par surcroît de prudence, devoir conserver deux tiers d'elle-même dans l'Assemblée qui la remplaçait. Qu'arriva-t-il ? Les nouveaux élus, apportant sur les bancs législatifs un esprit différent des conventionnels leurs collègues, furent opprimés durant une session ; et, à la session suivante, un second tiers ayant renforcé les ennemis de ces conventionnels, ceux-ci sentirent que leur existence était menacée et recoururent, contre leur adversaires, à la force et à l'illégalité. Ce ne fut pas tout : l'année d'après, un tiers, hostile dans un sens opposé, parut à la porte des Cinq cents ; et la majorité, bien qu'elle conservât l'avantage du nombre, se défiant du résultat de la lutte, foula aux pieds le vœu populaire et déclara nulles les élections de la moitié de la France.

Ce ne fut pas tout encore. Irritée de cette violation de son droit le plus cher, la France persista dans son choix; et comme il y a dans les gouvernements une sorte de pudeur involontaire qui les empêche d'appeler deux fois à leur aide les mêmes scandales, ces hommes furent admis et ils renversèrent le gouvernement... Le tiers de l'an IV (1796) fut opprimé; celui de l'an V chassé; celui de l'an VI repoussé, et le tiers de l'an VII fut victorieux et destructeur. »

A notre sens, le renouvellement partiel n'est que l'aggravation d'un des inconvénients souvent reprochés au régime parlementaire : il empêche que l'esprit de suite dure dans une assemblée; il sert à multiplier outre mesure les avènements de ministères; il contribue à rendre plus impossibles encore les longs desseins de la politique extérieure, et même quand il n'en interrompt pas toutes les traditions, il y porte l'hésitation et l'incertitude. Dans un pays comme le nôtre, où l'action des partis est toujours fiévreuse, peut-on supposer que, pour être annuelles, les secousses du corps électoral seront moins violentes? L'état actuel de notre nation ne permet guère d'en concevoir l'espérance. En tout cas, une assemblée qui se renouvelle ainsi, une assemblée toujours en proie au changement et à l'attente, n'a pas seulement le désavantage des vues plus courtes et des opinions trop variables : en face d'un gouvernement assuré de sa permanence, elle a des forces inégales et inférieures; elle devient pour la liberté même du pays un instrument parlementaire d'autant plus incomplet et moins puissant, qu'en se modifiant sans cesse elle n'a jamais de majorité constante : un gouvernement habile la dominera toujours. Nous en appelons à la bonne foi de M. Thiers : au temps où il se montrait si jaloux du droit des assemblées, sous le règne surtout de Napoléon III, eût-il laissé proposer le renouvellement partiel, sans venir s'écrier à la tribune que les assemblées élues à l'aide de ce moyen courent le risque dangereux, ou d'être trop dépendantes de l'opinion publique, ou trop sujettes du gouvernement?

Nous le répétons, que l'Assemblée fasse une bonne loi électorale : ce sera de tous ses devoirs le plus important, de tous ses soins le plus habile. La majorité n'a pas à craindre, au sujet de cette question, des compétitions et des dissidences qui la divisent; et M. Thiers, dit-on, est enclin lui-même à une sévérité prévoyante, dont l'Assemblée n'aura qu'à profiter, pour atténuer avec lui le mal social et politique qui se propage par l'abus du suffrage universel. Ce mal a bien des causes, ou secrètes ou publiques. Qui de nous, conservateurs oisifs ou désunis, en a vu sans tristesse les déplorables conséquences, dans ces élections du 20 octobre et, depuis, dans celles de Paris, du Mans et de Rosoy, où, quel que soit leur nombre, les radicaux ont eu l'art et le pouvoir de vaincre? Certes, l'Assemblée n'est

pas si maîtresse des choses et des hommes, qu'elle puisse, d'un seul effort, sauver la France, menacée par ces victoires répétées du radicalisme. Les vœux que M. Princeteau et M. Decazes formaient au banquet de Bordeaux, quand seront-ils entendus de Dieu, de celui qui tient en ses mains les heures et la fortune? Les espérances si patriotiquement exprimées dans les circulaires de MM. de Dampierre et Ferdinand Boyer, où l'on a voulu voir le commentaire autorisé de la noble lettre de M. le comte de Chambord, quand se changeront-elles en réalités? Quand verrons-nous la France, à son tour, libre et paisible, abriter son vaisseau, comme l'a fait l'Angleterre, « à ce port du refuge et du salut, » qui est la monarchie constitutionnelle? En attendant que la volonté de la France s'éclaire, en attendant que l'union s'opère dans les œuvres comme dans les pensées, la majorité a des dangers immédiats et pressants à conjurer. Qu'elle soit énergique pour préserver l'ordre et la liberté : elle en a le moyen dans la pratique du gouvernement parlementaire; s'assurer ce gouvernement, c'est, en effet, s'assurer un ministère conservateur et libéral, puisque, d'une part, il sera responsable, et que, de l'autre, il représentera la majorité elle-même, selon le principe et la coutume de tout régime constitutionnel. Quelques projets qu'on lui soumette, l'Assemblée, s'attachant à ce droit essentiel, peut et doit réclamer avec force cette première garantie : la nécessité en est supérieure à tout le reste; c'est là, pour ainsi dire, que se renferme tout entier le présent de la France et de l'Assemblée : l'avenir, elles le regarderont ensuite.

Bien des incidents sont survenus depuis quinze jours; tous inquiétant de plus en plus, à M. Thiers et à l'Assemblée, le péril véritable et le mal croissant de la France. Partout et à toute occasion, les radicaux, devenus hautains, menacent ou insultent; le jury, quand on lui demande de réprimer leurs écarts, ne semble occupé que du soin de justifier d'avance la loi de protection sociale présentée par M. le garde des sceaux; leurs journaux dénoncent et injurient. Hier, c'était M. de Cisse, pour des raisons ou fausses ou prétextées; aujourd'hui, ce sont dix ou quinze préfets, coupables d'avoir prévenu ou réprimé leurs désordres; dans les conseils généraux, ils demandent hautement qu'on bannisse des écoles le christianisme et le souvenir même de Dieu; dans les rues, ils attaquent les prêtres et les soldats. Où leur licence ne sévit pas, elle s'annonce. Le radicalisme, voilà donc l'ennemi. A quoi servirait-il que les Prussiens eussent évacué deux départements de plus, si la majorité et M. Thiers, usant à d'oiseuses questions leur autorité et leur temps, n'unissaient leurs forces et ne contenaient ces artisans de révolutions, dont la violence a failli déjà faire périr la France? M. de Bismark n'a-t-il pas placé dans les excès du radicalisme sa

fatale confiance et son funeste espoir? Nous en supplions donc, dans l'Assemblée, tous les conservateurs . pour l'ordre et la liberté, qu'ils sachent tenter les efforts suprêmes, celui même de l'impossible!

La France n'a, pour la défendre de ces vainqueurs de Sedan encore inassouvis et de ces vaincus de la Commune encore irrités, que son énergie, son bon sens et Dieu : elle ne peut aujourd'hui apercevoir autour d'elle que des peuples trop faibles ou trop timides, même pour lui crier de reprendre courage. La Prusse se sent en ce moment si sûre de sa puissance qu'elle ose persécuter les évêques catholiques de l'Allemagne; elle absorbe dans ses rangs l'armée de Bavière; elle règle par son arbitrage la querelle des États-Unis et de l'Angleterre, en litige pour la possession de San Juan; elle reçoit les compliments flatteurs de l'empereur de Russie et publie les louanges où cet ami zélé lui rappelle les victoires qui nous humilient. L'Italie nous dispute le droit d'accueillir l'illustre père Secchi dans une commission savante. La Grèce refuse justice à ceux de nos nationaux dont elle lèse les intérêts dans l'affaire du Laurium. Aux États-Unis, le général Grant vient d'être réélu : on pourra dire qu'il est moins hostile à la France que son compétiteur M. Greeley; mais, à ce propos, on ne saurait rien dire de plus pour notre avantage. La Suisse et la Belgique ont l'inquiet et juste souci de leur neutralité. L'Autriche temporise et atermoie, impuissante depuis la journée de Sadowa. La Turquie bat des mains à un nouveau favori : Midhat-Pacha a paru et disparu; ce n'est qu'un conte de plus dans les Mille et une nuits politiques de Constantinople. Quant à l'Angleterre, elle a signé son traité de commerce avec nous : qui oserait affirmer qu'elle ait une autre préoccupation que celle de ses marchés, depuis le jour où M. de Bismark a dédaigneusement déclaré qu'il ne la connaissait pas? Que notre pensée habite donc notre seul pays de France : l'heure n'est pas encore venue où nous pourrions découvrir à l'étranger une alliance ou même une amitié certaine. Constatons notre isolement; constatons-le, non pour nous décrier les uns les autres dans d'inutiles reproches, mais pour y vivre avec une laborieuse patience, avec la fière volonté de refaire notre fortune et notre gloire, avec le ferme dessein de retrouver notre propre paix et l'estime du monde. La France, ainsi pacifiée par ses vertus mêmes, pourrait attendre l'aide de Dieu et le jour des événements, confiante dans cette certitude et dans cette espérance dont parlait si noblement, lundi passé, M. le procureur général Renouard : « Le droit prime la force. »

Le gérant : CHARLES DOUNIOL.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Revue des Lettres, Sciences et Arts. — Administration et rédaction : Paris, 42, rue du Cherche-Midi. — Paraît depuis le 1^{er} juin, le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

ACTES ADMINISTRATIFS : *Nominations, distinctions honorifiques.* — *Sujets de composition donnés dans les divers concours pour l'obtention des grades universitaires et pour l'admission aux écoles.*

ARTICLES DE PÉDAGOGIE : *Discussion des principes et des méthodes.* — *Progrès des sciences.* — *Critique littéraire.* — *Enseignement des arts.* — *Bibliographie des sciences.* — *Bibliographie.*

Rédacteur en chef : ALFRED BLOT, ancien professeur d'histoire au collège Stanislas.

Prix de l'abonnement : *Paris*, un an, 42 fr. ; six mois, 6 fr. ; trois mois, 3 fr. — *Départements*, un an, 45 fr. ; six mois, 7 fr. 50 c. ; trois mois, 4 fr. — *Étranger*, un an, 48 fr. ; six mois, 9 fr. ; trois mois, 5 fr.

Librairie de Ch. DOUNIOL et C^{ie}, rue de Tournon, 29, à Paris.

Nous sommes heureux d'annoncer que le troisième volume des *Épîtres et Évangiles des dimanches et fêtes de l'année*, par M. l'abbé Besnard, a paru récemment, et que cet important ouvrage vient d'obtenir à Nancy, à l'unanimité des suffrages, le prix Michel, de 500 francs.

Le quatrième et dernier tome est sous presse, et paraîtra très-prochainement.

LE FRANÇAIS

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

Ce journal, qui a atteint sa cinquième année d'existence, a obtenu la notoriété et l'autorité auxquelles lui donnent droit le caractère sérieux de sa rédaction, la sûreté et la variété de ses informations. *Le Français* est devenu un des organes les plus considérés de l'opinion conservatrice libérale. Il répond parfaitement à son titre, et défend avec autant de persévérance que d'énergie les principes de religion et de liberté dans l'intérêt desquels il a été fondé.

Le Français publie le compte rendu analytique des séances de l'Assemblée nationale ; tous les mardis, un compte rendu de l'Académie des sciences ; tous les samedis, une revue agricole ; toutes les semaines, de nombreux articles de littérature, de science, de beaux arts, etc., etc. — En ce moment, *le Français* publie un roman historique : *le Crime de 1804*, par M. GOURDON DE GENOUILLAC.

PRIX DE L'ABONNEMENT

PARIS		DÉPARTEMENTS	
Trois mois.	15 fr.	Trois mois.	16 fr.
Six mois.	30	Six mois.	31
Un an.	58	Un an.	58

On s'abonne par lettre affranchie avec un mandat sur la poste.

Rédaction et Administration, 20, rue Bergère, à Paris.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL¹

XIV

DU MAL QUE LES HOMMES PEUVENT SE FAIRE ENTRE EUX, ET D'UN REMÈDE
QUI POURRAIT BIEN ÊTRE UN MAL.

Dans nos précédentes études, nous avons considéré le suffrage universel en son double caractère de pouvoir public et de droit individuel. Nous avons découvert aisément que, sous le premier aspect, il est dangereux et menaçant au plus haut degré; qu'il lui appartient de fonder un pouvoir unique, absolu, excessif. Nous avons démontré en outre qu'il n'y a rien dans les institutions actuelles, rien dans les forces anciennes et diverses dont se compose la société, rien enfin dans le cœur humain qui puisse faire échec aux entreprises de ce pouvoir.

Cela vu et montré, nous ne croyons pas en avoir fini avec cette institution; car enfin, avec tous ces périls, si elle était un droit de l'individu, il faudrait affronter ces périls et respecter ce droit. Mais peut-on dire que la souveraineté soit un droit naturel de l'individu et que dès lors elle puisse se passer de titres intellectuels et moraux, c'est-à-dire de capacité et de conscience? Si l'individu a des droits, la société a les siens non moins naturels que ceux de l'individu; car elle est aussi naturelle que l'individu. Comme elle exige du moindre fonctionnaire la capacité de sa fonction, il lui appartient également de soumettre le citoyen à des épreuves de capacité civique. Être citoyen comme l'entend le suffrage universel, c'est nommer ceux qui font les lois, qui votent l'assiette et l'emploi de l'impôt, par où ils sont les maîtres du gouvernement. C'est exercer une action indi-

¹ Voir le *Correspondant* des 10 et 25 mars, et 10 mai 1872.

recte mais certaine sur la teneur des lois et la marche du gouvernement... Appartient-il au premier venu d'être souverain jusque-là? Inspiré, dirigé de la sorte, l'État pourrait-il remplir sa fonction d'organe du droit? Pourrait-il exercer la force répressive et tutélaire que la société lui demande?

Tout cela revient à dire que la démocratie est défectueuse, mauvaise même; mais le monde est plein de choses défectueuses ou mauvaises qu'il n'abolit pas pour cela, qu'il corrige seulement. Je vous demande un peu ce qui resterait de l'humanité, si elle traitait par voie de retranchement et d'amputation ses parties faibles, ses ressorts vicieux.

Les hommes étant pourvus d'un instinct, d'un appétit tel que l'égoïsme, qui est préposé à la conservation de chacun, sont par là même préparés, sur la scène étroite et ingrate où ils apparaissent, à se faire un mal infini. Comment se fait-il que cette malfaisance innée ait ses limites et sa répression? Cela tient à trois causes: d'abord à la conscience qui est dans chacun de ces égoïstes, ensuite aux religions, enfin aux gouvernements.

Chaque homme porte en lui-même une révélation morale, la notion de ses devoirs, un exemplaire de la loi promulguée sur le mont Sinaï. Il n'y obéit pas volontiers, mais il sait que l'obéissance est due à ces commandements. C'est pourquoi il établit ou subit des gouvernements investis d'une force qui imposera cette obéissance. Quelquefois ces gouvernements sont à base religieuse et sacerdotale; quelquefois ils ont une base purement laïque, comme un droit de conquérant, un droit de propriétaire, ou même un droit conféré par la communauté. Dans tous les cas, ils admettent expressément, et pratiquent comme ils peuvent un office de justicier, une fonction d'arbitrage entre les hommes et entre les classes. Garder la paix du roi, violer la paix du roi, tel est le style de nos anciens édits, où l'ordre public était en quelque sorte une propriété royale.

Comme l'égoïsme ne quitte pas les hommes un instant, et se mêle à tous leurs actes, la force des lois et de l'État les suit partout, pas à pas, pour réprimer le mal qu'ils sont toujours prêts à commettre; aussi voyez-vous, dans une société qui se développe, le développement parallèle des prévisions et des répressions publiques. Il n'y a pas au monde de droit individuel, d'autorité domestique, de fonction publique, qui n'ait son règlement. La discipline est partout ou plutôt elle se répand et s'impose du même pas que la civilisation paraît et se déploie. C'est ainsi que, successivement, le pouvoir du maître sur l'esclave, du mari sur la femme, du père sur l'enfant, a été modéré ou même aboli. N'allez pas vous récrier sur cette réduction incessante des pouvoirs individuels, et sur cette dilatation crois-

sante des pouvoirs publics. Tout ce qui paraît là de règles et de discipline n'est autre chose que le développement et le perfectionnement de la conscience humaine, se faisant conscience publique et officielle. Et ne croyez pas que cet empire nouveau de la règle soit seulement pour les individus ; le fait est que l'Église et l'État en subissent leur part, l'une perdant son intolérance et son ingérance, l'autre perdant son absolutisme. De là, la fin des religions d'État et l'apparition des machines constitutionnelles ; ainsi nul pouvoir, quel que soit son titre, officiel ou religieux, qu'il ait charge d'âmes ou d'intérêts, n'est sans limite et sans contrôle. Au-dessus de tous les actes individuels, toujours suspects d'égoïsme ; au-dessus même des pouvoirs institués contre cet égoïsme, pouvoirs qui ne cessent pas pour cela d'être humains et suspects d'égoïsme, il y a le droit, la justice, la morale. Appelez comme vous voudrez la lumière qui éclaire tout homme venant au monde, et qui lui révèle son semblable, un être comme lui, un droit comme le sien, dans ces termes fameux : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit ; fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fit.*

Ainsi le mal est dans l'homme et la répression vient de l'homme. Cela n'est pas difficile à comprendre, tant que le mal est des individus et que la répression est des pouvoirs publics. Ceux-ci, quoiqu'ils n'aient rien de supérieur à l'humanité, et ne soient nullement exempts de l'égoïsme humain, séviront volontiers contre les vices et les crimes d'autrui. Nous avons une conscience très-clairvoyante et très-exigeante à l'égard d'autrui, et il arrive, par un artifice, par une combinaison dont il faut savoir gré à la Providence, que nous sommes capables d'imposer quelque gêne à notre égoïsme, si en même temps nous gênons encore plus celui des autres. Cela explique comment il s'est trouvé tel empereur romain, Néron, par exemple, pour faire des lois protectrices de l'esclave, et comment, plus tard, le père de famille perdit le droit de tuer ou de déshériter son fils. Quant au droit du créancier contre le débiteur, qui allait jusqu'à l'emprisonner et le flageller, cette violence avait disparu des premières.

Dans ces limites, je le répète, où l'individu est en présence de l'État, on comprend cette répression de l'égoïsme par des égoïstes. Mais renversons l'hypothèse, et supposons l'État en face des individus ; cette hypothèse est celle des temps nouveaux, des temps où nous sommes, c'est-à-dire le cas d'individus instituant l'État et tous les pouvoirs publics. Or qu'est-ce que va devenir, dans cette hypothèse, le vice humain que vous savez ? Comment empêcher ces pouvoirs, encore qu'ils soient d'origine nationale, d'être des égoïstes

officiels? Le moyen est de mettre chaque force sociale dans ces pouvoirs publics et d'équilibrer ces pouvoirs.

Tout comme les pouvoirs publics sont la précaution établie contre l'égoïsme de l'individu, de même la division de ces pouvoirs est la précaution voulue contre leur égoïsme respectif, qui pourrait être celui d'une dynastie ou d'une classe. De là, l'exécutif, le législatif, le judiciaire, chacun en son domaine; de là surtout, la loi faite non par un pouvoir seulement, mais par deux pouvoirs, quelquefois même par trois : les uns avec l'initiative, les autres avec le *veto* seulement. Pour plus de sûreté, on divise en deux branches le pouvoir législatif, l'une élective, l'autre héréditaire ou aristocratique, par un procédé quelconque. Voilà qui est fort sage. Seulement il reste à considérer si ces pouvoirs ne vont pas empiéter les uns sur les autres. Oui assurément si une constitution est mal faite, si dans l'organisation des pouvoirs elle ne reproduit pas les forces sociales, en faisant état de leur valeur respective; si, par exemple, la puissance législative appartient tout entière à une assemblée d'origine populaire, si le *veto* appartient à une assemblée d'origine officielle et purement administrative, si la justice est rendue par des juges électifs; enfin si le pouvoir exécutif appartient à un chef permanent et héréditaire. Il faut alors compter sur ce dénouement, que l'assemblée élue fera la loi toute seule, que le *veto* de l'autre assemblée n'osera s'exercer, que le pouvoir exécutif n'aura pas, dans les limites mêmes de sa prérogative, une volonté ni un acte à lui, devant cette assemblée élue et renouvelée par la nation, tandis qu'il est, lui, la lettre morte et surannée d'un texte écrit, d'un document officiel; enfin que les juges élus appliqueront la loi selon l'esprit de leurs électeurs. Tout cela est probable dans les données qu'on vient de supposer; mais tout cela devient infailible, si vous y ajoutez, partout où il y a élection, le suffrage universel; par là la prépondérance est assurée à tout pouvoir émané de cette origine, et la division des pouvoirs est un vain mot, annulée par cet accablement. Un seul pouvoir, un seul intérêt monte à l'horizon et remplit tout : le pouvoir des masses. A ce compte, la démocratie est une perversion de tous les procédés connus pour remédier à l'égoïsme humain, améliorer les hommes et créer une société tolérable.

Concluons : il y a des dominations purement mauvaises, qui portent en elles un abus nécessaire. Quand cet abus est mortel, ces dominations ne sont pas à corriger par les précautions légales et constitutionnelles, elles sont à détruire : telle est le pouvoir du maître sur l'esclave, telle était la théocratie, telle serait la démocratie orga-

nisée par le suffrage universel, si elle continuait à fonctionner parmi nous sans contre-poids légaux.

Les hommes ont mille manières de se nuire, et ils n'en ont qu'une d'y mettre ordre, qui est la loi. Mais si la loi est mauvaise, voilà un mal nouveau et pire que tous les maux connus. Une mauvaise loi est une loi égoïste : on en a vu beaucoup de la sorte, par le fait des castes et des dynasties. Mais si l'égoïsme de la loi est celui de tous, où s'arrêtera cette malfaisance? On peut s'en faire une idée en se rappelant les temps anciens et modernes où l'idée religieuse régnait absolument sur les hommes, et employait contre les dissidents les forces de l'État. C'est la plus grande source du sang humain qui ait jamais coulé. Que si vous instituez un pouvoir unique, absolu, non plus au nom d'une croyance qui se tient pour divine, mais au nom d'un intérêt, de l'intérêt du nombre, qui se tient pour le droit et la justice même; si toutes les forces de l'État appartiennent à cet intérêt, c'est le plus grand principe de spoliation qui ait jamais régné sur les hommes. Vous aurez l'attentat contre la propriété au lieu de l'attentat contre la conscience et contre le culte des personnes.

Voilà des religions et des gouvernements terribles; voilà des remèdes pires que le mal. La présomption est, étant donné la nature et la condition humaines, que tout être, individuel ou collectif, fera tout le mal qui lui est avantageux, s'il n'en est empêché. Cela est vrai surtout des êtres collectifs, des pouvoirs publics qui ont la force pour eux. Quand il s'agit d'un pouvoir, la présomption d'abus est d'autant plus forte que l'avantage est plus considérable, plus facile, plus consciencieux. Ainsi les actes d'égoïsme contre l'esclave sont inévitables. Jugez par là de ce que sera le gouvernement de la démocratie ayant la force des lois et des muscles, ayant l'autorité et la sûreté de conscience pour résoudre des questions vitales de salaire, de bien-être, de répartition des richesses.

XV

DU MAL QUI A PU ÊTRE CAUSÉ AU PEUPLE PAR LE DÉFAUT DE REPRÉSENTATION POPULAIRE

Ce dialogue commence à être un peu long; mais quoique le suffrage universel y ait pris la parole plus d'une fois, avec insistance, avec amertume, cependant il nous reste à l'entendre en ses plus vives récriminations et ses meilleurs arguments. Laissons

parler un de ces électeurs qu'il a créés, ou plutôt laissons-le répondre :

« Vous me trouvez dangereux, avec mon droit nouveau ; mais sans ce droit, je serais victime. On me reproche mes besoins, mes appétits, mon ignorance. Avec cela, dit-on, je vais troubler profondément toute société qui me sera livrée, y soufflant la tempête, ou les dictatures. Mais vous, classes supérieures, êtes-vous sans reproche dans les vicissitudes de notre histoire récente ? N'avez-vous pas fait, par vos intrigues, autant de révolutions que j'en pourrais faire par mes appétits ? Est-ce que la presse, les élections, le parlement, n'ont pas été, entre vos mains, autant de captations et d'agressions politiques ? Et quand vous ne pouviez prendre le pouvoir, vous êtes-vous privés de le détruire ? Vous prévoyez à ma charge maintes révolutions ; mais moi, je relève et j'articule les révolutions nullement éventuelles, nullement hypothétiques qui figurent dans votre passé. Et vous n'êtes pas plus justes en m'accusant de tyrannie que de révolution ; vous n'avez sur moi, comme gouvernement, nul avantage inné de modération et d'équité. Que vous soyez composés d'intérêts très-divers, c'est vrai ; il en résulte que ces divers intérêts sont incapables de s'opprimer les uns les autres. Mais s'ensuit-il qu'ils ne s'entendront pas pour opprimer et accabler l'intérêt populaire, ou même simplement pour le délaisser ? Ce dernier point est le plus probable, et vaut la peine qu'on s'y arrête. Je sais bien que le temps est passé des avanies, des exploitations brutales ; mais le temps est-il venu où mes intérêts obtiendront, par leur seule évidence, toute la considération, tout le ménagement qui leur est dû ? Rien n'est moins clair, et je puis citer ici des inadvertances frappantes : oui, dans ce pays et sous ce régime d'égalité, nous avons, depuis 89, des lois scandaleuses auxquelles personne n'a pris garde. Voyez d'abord cet article du code pénal où la coalition des ouvriers est un délit, tandis que celle des maîtres demeure permise. Vit-on jamais rien de plus grossier, une résurrection de privilège plus naïve et plus inepte ? Et cela se passait dans le conseil d'État qui venait de faire ce code civil, sous ce gouvernement qui se portait l'héritier de la révolution. Il a fallu deux révolutions pour corriger ce monstrueux article du code pénal, y mettant l'égalité ; et pour l'abolir, il a fallu, en outre, un coup d'État, un pouvoir né du suffrage universel, enfin, chez ce pouvoir, une forte inclination aux libertés civiles qui lui semblait le moyen d'échapper aux réformes politiques.

« Voulez-vous quelque chose de plus grave ? Jetez les yeux sur nos lois de recrutement militaire : prendre à un homme sept années de sa vie, et quelquefois sa vie même, ce n'est pas un impôt, c'est

une expropriation. Or elle est sans indemnité ni préalable, ni ultérieure. Les peuples libres, Anglais ou Américains, n'ont pas de loi pareille, et je pourrais citer telle page d'un économiste anglais fort médiocre qui a rencontré une véritable force d'éloquence et de raison contre cet impôt monstrueux ¹.

« Nous ne sommes pas au même point de vue que la société anglaise; nous sommes nés d'une révolution qui ne pouvait vivre sans soldats, qui les a pris partout, qui, ayant à peine de quoi les vêtir et les nourrir, avait encore bien moins de quoi les acheter. Comme il fallait se défendre à tout prix, le sang n'en eut pas; il y allait de la nation, de la patrie, du salut public : ces nécessités n'ont pas d'oreille : quand on a devant soi l'Europe entière, on se défend comme on peut, avec l'argent des riches, avec le sang des pauvres. Mais les grandes guerres finies, garder en temps de paix et de liberté la loi militaire de la république et de l'empire, c'était chose inqualifiable : aussi le mot de conscription fut-il changé contre celui de recrutement; mais enfin la chose dura longtemps, elle durait hier encore, au mépris de toute justice, et surtout de ces principes d'égalité, de droit commun, de proportionnalité qui sont si chers à ce pays. Qu'un riche échappe au service, moyennant deux mille francs, tandis que le pauvre y passe, y perd sept ou huit années de sa vie, les meilleures, les plus capables de travail et d'épargne, les plus décisives pour tout son avenir, c'est une injustice, c'est presque une violence sur laquelle il est temps d'ouvrir les yeux; la disproportion est choquante, entre l'impôt demandé ici à ces contribuables si différents. Envers le soldat qui ne peut s'exempter d'être soldat, la moindre réparation serait qu'il reçût, au sortir du service, le prix d'un homme, le prix courant qui se demande pour remplacer un soldat sous les drapeaux. Ceci s'est dit en passant et pour indiquer l'iniquité ou plutôt l'insouciance profonde avec laquelle fut traité si longtemps un intérêt populaire de cette conséquence.

« Je suis d'avis de ne pas donner les petites raisons, même quand elles sont bonnes, et je laisse de côté tel article du code civil en vertu duquel le maître est cru sur son affirmation à l'égard du domestique; mais je ne puis en faire autant d'une certaine loi du 18 juillet 1836 qui retoucha nos tarifs de douane. Est-ce par hasard qu'on abaissa le droit sur les câbles ou chaînes de fer, tandis qu'on maintenait le droit ancien sur les faulx? Ou bien est-ce par un juste sentiment d'intérêt général? ou bien est-ce parce que les armateurs étaient plus représentés que les faucheurs au parlement où se

¹ Mac Culloch, voyez *Treatise on taxation*.

fit cette loi? Mais je n'insiste pas sur ce détail, significatif toutefois, de ce que l'on gagne à être représenté, de ce que l'on perd à être exclu¹. Allons aux grandes choses, et considérons l'enseignement : savez-vous quelle est la subvention publique du secondaire? quatre millions cinq cent mille francs ; et celle du primaire? trente-six millions. Or, il y a soixante-cinq mille enfants pour le secondaire, trois millions et plus pour le primaire. D'où il suit que l'enfant du peuple reçoit des pouvoirs publics une subvention de 12 francs pour son éducation, tandis que le petit bourgeois en reçoit une de 70 francs. Est-ce juste? Est-ce proportionnel? Est-ce digne du temps où nous vivons? Est-ce conforme à l'origine et au nom du pouvoir actuel?

« Ne me renvoyez donc pas, pour avoir justice, aux lumières croissantes, à la conscience améliorée des grands et des riches : ne me dites pas que le temps achèvera, par cette seule force, la restauration commencée par le temps, avant que le peuple eût des armes constitutionnelles et fût un pouvoir dans l'État.

« Le temps? dites-vous. Mais notre vie en est faite, et quand cette vie est chez la plupart dénuée ou inquiète, pleine de souffrance et d'anxiété, le temps est à dévorer. Nous sommes trop éphémères pour être patients. Courte est la vie humaine, et surtout notre vie à nous ; la longévité est pour Moïse, Wilberforce, la Fayette, qui ont vu ou entrevu chacun leur terre promise. Mais l'homme du peuple a des griefs dont il meurt.

« Ceux qui souffrent ne sauraient attendre le bon plaisir de ceux qui pensent, dût cette pensée finir quelque jour par des lois justes ou même par des bienfaits. Assez de misérables sont morts dans leur misère, pâles et désespérés, prévoyant le même désespoir pour leur descendance, livrés à la double agonie de la vie qui les quittait et de celle qu'ils laissaient derrière eux... à leurs filles, par exemple.... Pensez à cela, vous qui en avez de bien rentées et de bien gardées, dont le tombeau, après de longues années, faciles et sereines, méritera peut-être cette épitaphe de Cecilia Metella : *« Insignis vixi inter utramque facem. »*

« Tout a pris, de nos jours, un train inaccoutumé, et, de même que les découvertes de la science se changent à vue d'œil en outils et en services, des découvertes morales, les réformes démontrées à la conscience publique doivent s'élever à la pratique, sans traverser l'hésitation des routines et des préjugés, avec une hâte, avec une rapidité dont l'exemple est partout. Voyez donc les opérations ra-

¹ Le droit maintenu sur les faulx était un droit de 150 francs par quintal qui devait élever de 5 francs le prix de chaque faulx. Le rapporteur de cette loi, du 18 juillet 1836, était l'honorable M. Ducas de Bordeaux.

pides de l'opinion publique en Angleterre! un jour, M. Gladstone improvise, dans un meeting, à table peut-être, un discours en faveur du suffrage universel. Or telle fut la propagation de cette idée, que l'Angleterre a maintenant le bien dont elle avait le bruit et la lueur, il y a quelques années seulement. Pourquoi n'avons-nous pas, comme l'Angleterre, la liste civile des pauvres?

« Restent les lois naturelles, économiques, dont vous allez m'opposer l'obstacle; mais les lois humaines sont faites pour corriger la nature, et pour aspirer à l'idéal. J'admets, si l'on veut, que les lois naturelles se proposent le bien et l'harmonie finale en toutes choses; mais elles en prennent à leur aise dans le temps et dans l'espace qui leur appartiennent. On ne se presse pas quand on est l'infini : ce n'est pas un exemple à proposer aux lois humaines, qui doivent s'empresser au bien du même pas que nous nous empressons vers la tombe. Leur tâche en effet n'est pas si simple que d'empêcher le mal et de s'interposer entre tous les égoïsmes, toutes les malfaisances. Les lois ont un devoir plus élevé, qui est écrit dans la conscience humaine : la charité dans les lois, la charité, vertu de gouvernement, voilà le programme d'une société moderne. Est-ce du socialisme? Je ne sais, et je m'en inquiète peu, quand je vois à nos portes une société, toute pétrie d'individualisme, dépenser annuellement deux cents millions pour ses pauvres. Montrez-moi donc, parmi nous, cette dépense ou du moins un effort, un essai pareil contre le paupérisme! *Jefferson*, dit quelque part M. Guizot, *profondément touché des injustices qu'a subies la masse des hommes....* Voilà des paroles qui montrent la voie aux gouvernements, voilà le sentiment du vrai socialisme, nullement spoliateur, mais pleinement réparateur qui s'inscrit, de nos jours, parmi leurs devoirs précis et impérieux. »

Il faut avouer que ce langage est plausible. Pour ma part, j'éprouve, à l'entendre, un retour d'esprit et presque un remords pour tant de prévisions qui incriminent si lourdement la moralité du peuple. Car enfin toute cette méfiance du suffrage universel revient à dire que le peuple est ignorant et pauvre, c'est-à-dire inepte et envieux, et que, dès lors, il n'aura ni lumière, ni sens moral, ni frein quelconque dans l'exercice de cette souveraineté qui lui appartient, dès que l'idée lui viendra de s'en servir et d'en profiter.

Là-dessus, le peuple pourrait dire : « Est-ce ma faute si je suis ignorant et pauvre? La faute en est à l'ancienne société qui a fait mes ancêtres ignorants et pauvres, à la nouvelle qui m'a laissé naître dans cette misère, héritier de cette ignorance. Je sais bien

que la nature fait les hommes inégaux ; mais prouvez-moi donc que l'inégalité actuelle est l'inégalité naturelle ! La présomption est contre vous, après un si long règne des plus mauvaises lois, abolies, mais non réparées. Parce que mes aïeux, opprimés et spoliés, m'ont légué, pour tout patrimoine, la pauvreté de biens et d'esprit, est-ce à dire que je dois compter pour rien dans la société dont je suis membre ? Pourquoi serais-je sans voix pour défendre mes intérêts, encore que ces intérêts soient rarement ceux de la propriété ? Ne dirait-on pas que l'état social est uniquement un gardien de la propriété ? Erreur ; il est fait surtout pour protéger le pauvre, pour corriger la nature. Les riches ont une force dans leur richesse ; mais le pauvre n'a pour lui que la force de l'État, qui fut longtemps contre lui, et qui doit désormais s'exercer et se déployer en sa faveur. Le peuple français est aujourd'hui, devant les riches et l'État, comme l'Irlande est devant l'Angleterre. Vous ne m'opprimez plus, diront ces victimes d'autrefois, c'est vrai ; mais vous m'avez opprimé et soulé dans la personne de mes ancêtres, et j'en porte les marques dans mon ignorance, dans ma misère. Réparez ces ruines ou plutôt réparons, puisque vous m'avez appelé au pouvoir, en me laissant tous mes griefs. Vous savez que la Grande-Bretagne a prêté l'oreille à ces revendications ; son effort est universel et permanent pour relever l'Irlande. Faites comme la Grande-Bretagne, réparez, par les institutions, le mal des institutions ; concluez et agissez : nous sommes las d'attendre et de souffrir. »

XVI

DES ORIGINES HISTORIQUES DE LA MISÈRE

On ne va pas résumer ici les explications sinueuses où l'on vient de promener le lecteur. Oubliant tout ce qui précède, on aime mieux se jeter à nouveau sur ce sujet, de plus haut, de plus loin surtout, et le prendre par un autre bout, celui de l'histoire. Aussi bien c'est le moyen de répondre à la dernière et fort grave objection que vous venez d'entendre.

Oui, qu'est-ce que nous apprend l'histoire sur le sort primitif des masses, sur les façons diverses dont il s'est amélioré, et, notamment, sur les effets, sur les suites qu'a fait paraître la façon démocratique ? Nous trouverons peut-être là un enseignement sur la nature et sur la limite du droit qui appartient aux masses dans la cité actuelle.

Or, si haut qu'on remonte dans le passé, on aperçoit dans tout groupement humain une majorité d'hommes pour végéter et souffrir; partout, la famille humaine a d'humbles frères auxquels sont échues les œuvres lourdes et répugnantes; ce sont les plus nombreux, je le répète, ces pèlerins qui traversent une vallée de larmes.

Je félicite les religions de professer, à leur usage, une autre vie, une autre vallée où ils se réveilleront pour un jugement plein de miséricorde et de consolation. En attendant cette trompette, la question est de savoir qu'est-ce qui a fait la plupart des hommes si misérables : est-ce l'inclémence de leur milieu, la méchanceté intime de leur nature ou la malfaisance des lois? La question est de grande conséquence, et cette cause est importante à démêler; car si le mal vient des lois, il faut les réformer et confier cette réforme, confier même l'œuvre législative de l'avenir à ceux qu'elles ont toujours opprimés. Mais si le mal vient de la condition humaine, la solution ne peut être la même : il convient alors, tout en cherchant le progrès, d'en choisir les voies et d'en borner les fins. Changer les victimes en oppresseurs, déplacer la tyrannie, c'est un progrès médiocre.

J'incline à croire que les lois ont seulement consacré et aggravé ce que la nature avait commencé avec infiniment d'entrain et de vigueur.

Véritablement, son œuvre n'est pas un chef-d'œuvre. Des êtres égoïstes par instinct, doués d'une belle théorie morale, inégaux en muscles et en cervelle, divers, même quand ils sont égaux, tels sont les hommes.

Ajoutez à cela une condition, qui est l'effort et le travail, pour les mieux doués, sous peine de mort, s'il vous plaît. Tel est le milieu où apparaît ce que les naturalistes appellent aujourd'hui le règne humain; il y reste certainement du règne animal et du règne végétal à voir comme nous vivons d'instinct et de hasard. Quoi que nous fassions, avec le discernement et la prévoyance qui sont en nous, notre position sur la terre est pénible et même violente. Subsister est difficile. Si l'on meurt de faim, même dans nos sociétés civilisées, jugez ce qu'il devait en être parmi les chasseurs et les nomades des premiers âges. De là, l'esclavage; peut-être que le faible n'était pas roué de coups et enchaîné au service du fort; mais il dépendait assurément de celui qui avait eu la force de rassembler un troupeau ou d'amasser des provisions, et, dans l'angoisse de la faim, il échangeait la liberté contre la subsistance. Je ne dirai pas que l'esclavage est naturel, car rien n'est plus prouvé par notre nature morale. Mais nulle perversion n'est plus

familière à notre nature et à notre condition. Elle est aussi ancienne que le monde, elle ne suppose pas la guerre et des captifs emmenés, ni un sol conquis portant des vainqueurs et des vaincus, sous le nom de maîtres et d'esclaves : pures hypothèses que tout cela. L'esclavage est un fruit de la misère humaine; *l'aimable simplicité du monde naissant*, comme parle Fénelon, nous montre partout des esclaves. Si l'échange est le plus ancien des contrats, comme disent les juristes, le premier échange fut celui de la liberté contre la nourriture.

Ainsi les hommes commencèrent par se tuer et se manger : puis survint l'esclavage. Telles furent les premières formes de l'inégalité. La première société qui se régla ne fit pas autre chose que sanctionner ce fait. Il ne faut donc pas accuser les lois et les gouvernements, étrangers qu'ils sont à cette invention; les lois naturelles, et surtout les lois économiques, avaient pris les devants. Tout ceci est de quelque importance au sujet de la réparation qui semble due aux masses, due par les lois, lesquelles semblent suspectes de l'oppression ancienne. Comme elles n'ont pas fait le mal, on ne voit pas qu'elles aient à le réparer.

Remarquez bien que ce grief de réparation est une des plus fortes bases du suffrage universel, la base où le droit et la justice viennent s'ajouter au nombre; tenons déjà pour certain qu'elle fait totalement défaut au suffrage universel. Mais la plus grande question n'est pas là, elle commence ailleurs et plus tard; c'est-à-dire quand l'oppression qui affligeait les masses s'est adoucie, s'est relâchée pour disparaître enfin tout à fait. Il faut voir comment a eu lieu ce progrès, et s'il est le fruit d'institutions meilleures. En ce qui touche les esclaves, les femmes et les enfants, l'amélioration s'est faite par la simple puissance des mœurs et de l'opinion améliorées elles-mêmes. Ces victimes ne se plaignaient pas, ne s'insurgeaient pas, elles ne demandaient rien; mais il faut croire que le maître, le père et l'époux, avaient une conscience qui parla quelque jour pour ces opprimés et qui passa dans les lois. Ainsi la conscience est une force. Tout autre fut le progrès en ce qui regarde les hommes libres et pauvres, qui abondaient à Rome et dans les cités grecques : leur procédé fut l'insurrection, et l'on peut dire ici que le progrès naquit de la révolte. Je glisse sur des faits qui sont dans toutes les mémoires : on sait l'événement : ce progrès s'appela démocratie et triompha quatre ou cinq cents ans avant notre ère, dans l'antiquité grecque et romaine. Ce qui fut jamais de plus grand parmi les hommes en fait d'héroïsme et de génie appartient à cette époque. (150 ans parmi les Grecs, pas davantage : 200 ans parmi les Romains.) Nous vivons encore de ces

fleurs et de ces fruits. Seulement voici le terrible échec de cette démocratie antique : elle ne supporta pas la liberté : elle créa le pouvoir absolu, ici les empereurs romains, là des tyrannies variées, et avec cela partout une décadence universelle. Il me semble que pour nous la leçon est forte : comme notre plus grand éclat de littérature et de richesse s'est fait en dehors de la démocratie, et sans l'avoir attendue, il ne nous reste plus, la démocratie triomphant, qu'à subir les disgrâces, les sinistres, les catastrophes morales qui jusqu'à présent furent inhérentes à cette souveraineté.

Passons au moyen âge et à la société qui se forma vers cette époque, entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. Ce territoire était peuplé de serfs dont la condition n'était guère supérieure à celle des esclaves. Ici deux choses sont à examiner : 1° l'ancien régime a-t-il créé cette condition ou l'a-t-il continuée ? a-t-il fait des misérables ou les a-t-il trouvés tout faits ? La réponse c'est qu'avant les serfs du régime féodal, il y avait les colons du régime romain ; et, en remontant plus haut, les esclaves du régime gaulois, constatés par César. 2° Cette condition populaire s'est-elle relevée, cette population s'est-elle acheminée vers les droits de 1789 et de 1848, au moyen de conquêtes successives, au moyen d'institutions qui étaient des boucliers et qui devenaient des armes offensives ? Je ne vois rien de pareil dans notre histoire. On voit des communes (nom nouveau et exécrable, disaient les conservateurs du temps) se faisant reconnaître, on voit les états généraux, on voit la vente des offices ; mais tout cela au profit des villes, à l'usage des bourgeois et pour aboutir à la formation du tiers état. Dans ces institutions, il n'y a rien, absolument rien pour le peuple, *le pauvre peuple*, comme disaient les édits, qui fut émancipé en 1789 et créé souverain en 1848. D'où vient donc cette révolution ? Où s'était-elle conçue et préparée avant d'éclater dans les faits ? Il faut tout attribuer ici à l'intelligence et à la conscience améliorée des classes supérieures, roi compris. Le progrès social ne peut venir que de ceux qui pensent, de ceux qui souffrent ou de ceux qui règnent. Or ceux qui souffrent ont fort à faire de vivre aujourd'hui comme ils vivaient hier : ne leur demandez pas davantage.

Restent ceux qui règnent et ceux qui pensent. Là est l'origine du progrès ; dans le loisir des uns, dans l'intérêt des autres, dans leur conscience à tous. Comment l'idée du droit populaire serait-elle née parmi le peuple, c'est-à-dire là où il ne peut venir d'idée, parmi les épines et les labeurs épuisants du gagne-pain ? L'idée des droits humains se fit jour parmi les classes éclairées de cette époque : Vauban, Fénelon, Boisguilbert, Créquy, où la noblesse tenait une grande place. J'en veux venir à ceci : que le peuple s'est relevé, ou plutôt

a été relevé en ce pays par une amélioration d'esprit et de conscience réalisée au-dessus de lui, opérant à son profit et indépendamment de son concours. J'invoque ici le passé pour en tirer cette conclusion sur le rôle politique des masses parmi nous, que ce rôle n'a pas besoin d'être actif et armé en quelque sorte, pour assurer la considération et le traitement qui convient à leurs intérêts. J'ajoute que le pouvoir politique, qui n'est pas nécessaire au bien du peuple, serait entre ses mains malveillance ou tout au moins menace. Dans cet ordre de faits ou d'appréhensions, rien n'irait aussi loin de nos jours que ce qui parut dans les États de l'antiquité : les Français de nos jours ne sont pas les Grecs d'il y a deux mille ans; le monde est mieux appris; il a un savoir vivre, héréditaire en quelque sorte, qui s'est transmis et affermi dans la série des générations successives; il n'aurait plus les cruautés antiques. Mais à défaut du mal reste la menace, ce qui suffit pour détruire la sécurité, le crédit, la dépense du revenu, l'entreprise des capitaux, c'est-à-dire pas moins que la vie moderne. Si notre société est meilleure, elle est plus vulnérable, plus sensible et pour ainsi dire plus sensitive. On ne ferait pas aujourd'hui la fortune, les affaires d'un Médicis, sous le régime turbulent où ces grands banquiers prospérèrent.

Vous voyez d'ici l'événement infaillible, qui est la ruine de la liberté politique, et la création du pouvoir absolu; créé par qui? direz-vous. Eh! mon Dieu, par tout le monde : d'abord par ceux qui craignent pour leurs terres et leurs écus — cela semble fort naturel — et peut-être tout aussi bien par ceux qui avaient rêvé bien-être, abondance, indépendance, et qui redemanderont à tout prix un état de choses où ils puissent vivre.

Je ne crois pas que le capital et la propriété soient l'objet d'attaques sérieuses. Attaqués, ils résisteraient avec l'énergie victorieuse du droit et du désespoir; mais, à coup sûr, ils se croiront menacés, et leur défense sera de recourir au pouvoir absolu, à l'annulation, si ce n'est à l'abolition du suffrage universel, à la destruction d'une vie politique qui a cet organe, ce souffle meurtrier.

Ainsi le danger est pour la liberté. Est-ce qu'on dépouille les capitalistes, est-ce qu'on déplace la propriété? On peut bien y songer, mais on n'en fait rien, on n'y peut rien. Quand ces rêves deviennent des menaces, l'alarme est profonde parmi les menacés et le désordre se met partout... Alors vous voyez : soit l'alliance des riches avec le pouvoir exécutif, pour en faire un pouvoir absolu et protecteur; soit même une conspiration de tous pour ramener l'ancien état de choses sous lequel on pouvait vivre après tout, pour rétablir l'équilibre de la société sur la base d'une autorité qui a besoin d'être désormais autocratique et dictatoriale, sans nulle intervention réelle

des corps délibérants et indépendants. C'est ce qui s'est vu aux approches de 1852. Cela est même le régime naturel du suffrage universel, régime qui doit être préventif des abus inhérents à ce suffrage par la prépondérance du pouvoir exécutif. Il faut que la sécurité se trouve quelque part. Étant donné le suffrage universel, elle se trouvera dans la non-initiative des députés, dans la longue durée des législatures, dans les candidatures officielles, bref dans les institutions du défunt empire. De sorte que, soit pour prévenir, soit pour réparer et réprimer des abus toujours imminents, le pouvoir absolu est nécessaire.

En résumé, la misère tient à notre condition. Ce ne sont pas les anciennes lois qui ont fait les misérables, ce n'est pas aux lois nouvelles à réparer l'injustice de leurs devancières. Quand les masses revendiquent le pouvoir législatif pour faire œuvre de réparation au moyen des lois, elles allèguent un grief imaginaire ; le mal dont elles se plaignent vient uniquement des lois naturelles qui gouvernent le monde. Les origines historiques de la misère en font foi.

XVII

DES CONTRE-POIDS.

A la fin de ce long dialogue, je n'aperçois plus que trois choses bien distinctement : 1^o tout Français doit être citoyen ; 2^o s'il est citoyen de la façon que l'entend le suffrage universel, il est souverain ; 3^o dans cette hypothèse, la souveraineté appartient au nombre dont la condition est précaire et besoigneuse, avec l'effet de répandre une immense alarme parmi les intérêts et de créer des obstacles à la liberté.

Si hasardeuse que semble cette souveraineté, il faut répéter hardiment que le droit politique, naturel ou acquis, est de nos jours un droit français, tout comme était le droit aux places en 91, en vertu de l'article 1^{er} de la constitution qui porte cette date. Il est trop clair que, faute de ce droit, le peuple était opprimé avant 89, et que, depuis cette époque, il fut oublié, sacrifié même par les lois qui ont traité l'intérêt populaire avec la dernière légèreté, la dernière insouciance¹.

¹ Dans un livre éloquent et libéral du Père Gratry, *Les lois de l'histoire*, je trouve cette curieuse citation de saint Thomas d'Aquin : *La bonne organisation publique, en toute ville ou nation, exige deux choses : la première, c'est que tous aient quelque part dans le gouvernement...*

La même idée apparaît dans un fragment inédit de Leibnitz, découvert par

D'ailleurs, il faut faire état du sentiment politique qui est venu aux masses. Aujourd'hui, dans ce pays où la société impose tant de sacrifices aux hommes et leur accorde quelques bienfaits, où elle pénètre si profondément chaque destinée individuelle, on ne peut dire à un homme, fût-ce au premier venu, au moins sédentaire, au moins contribuable, qu'il y vivra en étranger et en impuissant politique. Le Français ne peut désormais assister en simple spectateur au drame politique dont il est un des ressorts et dont il était autrefois un des patients, une des victimes; il lui faut à cette heure une action, un rôle, un pouvoir et non pas la simple mélodie des chœurs antiques. Je me demande où voulait en venir M. Royer-Collard s'exprimant ainsi dans le débat d'une loi électorale : « Il y a deux éléments dans la société : l'un matériel, qui est l'individu, sa force et sa volonté; l'autre moral, qui est le droit résultant des intérêts légitimes. » Quelle est donc cette antithèse entre l'individu et le droit? Il y en a une assurément entre l'utile et le droit; mais où pouvez-vous prendre l'idée du droit humain et social, si ce n'est dans les individus qui composent la société, dans leur nature et leur condition, qui représentent ce qu'on appelle l'humanité, le règne humain? Ériger l'individu en pouvoir, ce n'est pas constituer un pouvoir à base matérielle, puisque la force et la volonté de cet individu sont celles d'un être doué d'intelligence et de conscience, puisque ces individus composent une société de semblables, fondant ainsi l'idée du droit, qui est fait pour eux. Il ne faut pas présenter l'individu comme une force aveugle et brutale, le droit comme quelque chose d'impersonnel et de surhumain : car alors comment ferait-il pour gouverner les hommes? Le fait est que le droit qui est à notre usage se déduit de nous-mêmes, de notre nature, de notre condition : notre nature nous faisant semblables, notre condition nous faisant inégaux; d'où cette conséquence, qu'il appartient à ce droit dont la base, dont la matière est partout, non-seulement d'être réalisé au profit de tous par les lois et les gouvernements, mais d'être garanti par l'intervention de tous dans les lois et dans le gouvernement. Ce droit universel tient à la nature humaine; quant à la limite de ce droit, elle procède de la condition humaine : sur un fond de similitude apparaissent certaines inégalités, quelquefois innées, le plus souvent artificielles et acquises, le fruit de l'éducation. Or ce fond ne permet pas de subordonner les hommes, de les sacrifier

le comte Fouché de Careil : *Æquum est ut qui plus aliis pluribus reipublica confert opibus, labore, meritis, is etiam plus quam simplex persona in suffragando censeatur*. Voilà, si je ne me trompe, la théorie explicite du suffrage universel et la théorie explicite du suffrage inégal. — Ce passage est extrait d'un traité de Leibnitz en 71 articles, *De judice controversiarum*, dont il est l'article 46.

les uns aux autres, comme si les uns étaient sans lumière morale et comme si les autres étaient infaillibles. La circonstance matérielle du nombre ne fait pas le droit, lequel réside dans chaque individu ; mais elle n'ôte rien à la valeur du droit individuel. Et quand vous apercevez le nombre quelque part, ce n'est pas une raison pour le traiter de matière *a priori*, et pour lui opposer l'antithèse du droit. Voulez-vous saisir nettement l'idée du droit individuel ? Considérez le cas d'un homme, d'un propriétaire dont l'immeuble mis en commun rendrait à la communauté un service capital : vous lui devez une indemnité cependant, cela est entendu en vertu de lois élémentaires et mémorables, qui remontent à Ravallac.

Eh bien, la société ne cesse de demander à chacun une portion de ses biens, de son indépendance, quelquefois même de sa vie. A ce compte, il est juste que chacun ait une action sur les lois et le gouvernement, lesquels ont une telle action sur lui-même, et qu'il reçoive l'équivalent de ce qu'il donne. Autrement, le droit serait violé dans sa personne, tout comme dans la personne du propriétaire auquel on prendrait sa chose sans indemnité, en le renvoyant à l'utilité commune dont il aurait sa part comme un autre.

Cela entendu, il faut ajouter et reconnaître avec la même insistance, que si le nombre a des droits, et que si pour la sûreté de ses droits il devient un pouvoir politique, l'abus de ce pouvoir est la chose du monde la plus imminente, la plus probable, parce que tant de nouveaux souverains pourraient bien user de leur pouvoir pour relever leur condition. Je m'exprime mal, je veux dire seulement que telle sera leur intention avouée, leur but ouvertement poursuivi, et qu'il n'en faut pas plus pour jeter dans la société un trouble profond et toutes les terreurs attachées aux mots de socialisme, de communisme ; bref, qu'ils feront peur avec cet usage, ce profit imminent de leur souveraineté, et que cette peur sonnera le retour de quelque dictature.

Vous me direz que cela ne prouve rien contre le suffrage universel, qu'il faut s'en prendre ici aux classes qui auront peur ; que le capital et la propriété seront l'objet de quelques menaces, mais non d'aucune attaque sérieuse ; que la masse des électeurs est saine, avec ce goût du travail, cette puissance d'épargne qui font tant de petits propriétaires, et à Paris même, tant de petits industriels, avec cette force d'enrichissement et d'ascension où paraissent des qualités morales et surtout un sens moral des plus rassurants ; que le nombre est très-borné des esprits hasardeux, des existences vagues et catilinaires, des partis sans conscience ; que les classes supérieures sont en état de soutenir une lutte victorieuse contre les éléments perturbateurs, si elles osent lutter et se

servir pour cela de leurs forces naturelles ou acquises ; qu'elles procèdent de la sorte, en Angleterre, avec un succès visible ; qu'elles seraient inexcusables en France de demander à quelque dictature la sécurité qu'elles peuvent conquérir elles-mêmes ; qu'il ne faut pas détraire un droit populaire et naturel, sous prétexte d'un abus également naturel et populaire, quand cet abus peut être réprimé par l'exercice viril des forces sociales qui se croient menacées, par une lutte acceptée et soutenue courageusement.

Tout cela est bon à dire de loin. Je vous prie bien de remarquer que pour cette lutte sociale, pour cette guerre civile à coups d'élection et de législation, dont vous parlez si lestement, l'héroïsme sera nécessaire. C'est en demander trop aux hommes ; les sociétés ne vivent pas ainsi, c'est-à-dire d'un effort quotidien où la vigilance, le courage et la modération sont les qualités requises sous peine de mort. Ce que vous nous proposez là, ce n'est pas un état social, c'est un état de siège. Savez-vous ce qui arrive en pareil cas ? Ces classes supérieures, que vous condamnez à être toujours sur la brèche, sont capables d'y paraître un instant, et de livrer une bataille s'il le faut ; mais s'il faut qu'elles aient tous les jours la monnaie d'une bataille, elles aimeront mieux suspendre leur action régulière dans la société, se restreindre de toutes parts, rappeler à elles leurs capitaux et réduire ou cesser leur consommation. Par là, refusant de vivre en quelque sorte elles refuseront la vie aux pouvoirs publics et à toutes les existences de salariés : c'est l'heure inévitable de la dictature, appelée par quelques-uns, consentie par tous. Ne me citez pas l'exemple de l'Angleterre et des luttes politiques qui, dans ce pays, entretiennent la vie au lieu de la menacer. L'Angleterre n'a pas de questions..... Je me trompe, elle a la question irlandaise, grave assurément, bornée toutefois. Quand elle perdrait l'Irlande, l'Angleterre ne périrait pas de cette prodigieuse amputation. Quant à nous, Français, nous avons partout la question irlandaise, c'est-à-dire un grief de réparation, articulé par la France inférieure et non pas cantonné dans un territoire et borné à une race.

Figurez-vous l'Irlande armée du suffrage universel et faisant des lois pour toute l'Angleterre. Telle est au juste notre situation. Si vous en voulez le pendant précis, il faut remonter à l'Italie du moyen âge, à ces luttes entre *le peuple gras et le peuple maigre* dont parle un chroniqueur florentin cité par M. Quinet. Les républiques italiennes ont jeté un vif éclat et n'ont pas duré ; l'Italie s'est couverte partout de petits tyrans qui ne furent pas toujours des Médicis. Quant à nous, France, nous n'aurions, à ce régime, ni éclat, ni durée ; mais nous aurions la tyrannie : tel est le dé-

noeuement, le seul dénouement possible des anxiétés mortelles qu'éprouve une société moderne.

Or la dictature serait dommageable à l'intérêt populaire, moins bien traité sous un chef qui serait un maître, que sous le règne de l'opinion publique circulant et s'élaborant dans des élections libres, des journaux libres, une tribune libre, encore que toute cette liberté ait ses lenteurs.

Ici, nous touchons le cas déjà mentionné, où un droit individuel, malgré les plus hautes apparences, doit, non pas périr, mais s'ajourner. Ce cas est celui où l'individu se nuirait à lui-même avec son droit, où l'égoïsme aurait ce vice maintes fois réprimé par les législateurs, qui est de sacrifier le bien réel et futur au bien actuel et fugitif qu'on a hâte de saisir. La discipline des égoïsmes, qui est le but des lois, justifie une loi faite pour protéger l'égoïste contre lui-même. Il y a maint exemple civil de cette protection. Qu'on regarde bien et l'on verra dans l'égoïsme un principe qui peut nuire à l'égoïste aussi bien qu'à ses voisins, parce que ce principe est souvent un instinct, un appétit, avec cet effet brutal de sacrifier l'intérêt futur à l'intérêt présent et actuel, surtout quand ce dernier est fait comme une jouissance : sans toutefois qu'il ait besoin d'avoir ce caractère. Ainsi laissez faire les hommes et vous verrez, dans tout contrat, une clause renonciatrice à la prescription : qu'importe ce qui se passera dans trente ans !

Ainsi, l'intérêt populaire, qui est le fond du suffrage universel, serait blessé finalement par la pratique de ce droit.

Mais alors que faire pour cet intérêt, que faire de ce droit ? Car il faut en finir, et surtout finir par une conclusion où se retrouve quelque chose des motifs divers qui viennent d'être si longuement exposés.

Il faut que tout Français ait un droit politique qui soit tout ensemble réel et point alarmant. A ce compte, le suffrage universel est un pouvoir excessif ; mais par où le réduire ? D'abord, on ne peut toucher à l'universalité du droit, c'est entendu. Que cela soit acquis, naturel, humain, n'importe, cela est inviolable par le temps qui court.

Mais, ce droit universel, doit-il être égal ? Oui, encore : cela est irrationnel, mais éminemment français et s'impose d'une manière invincible.

On n'a pas même pu faire l'inégalité des communes, lorsque le parlement discutait, en 1837, la loi sur les attributions municipales. La proposition fut faite alors de reconnaître différentes catégories de communes, et d'attribuer aux communes plus ou moins d'autonomie, selon leur plus ou moins d'importance. Quelques esprits

trouvaient absurde de faire peser autant de tutelle administrative sur Lyon que sur une commune de trois cents âmes. A cela, une seule réponse fut faite par le rapporteur, homme habile et pratique qui, en ces matières, inspirait toute confiance aux assemblées et même aux partis de cette époque : c'est que le goût d'unité et d'uniformité, qui est propre à la France, résistait absolument à cette innovation. La réponse parut bonne et l'on passa outre sans plus de discussion à ce sujet.

Mais si le droit politique, en France, doit être égal aussi bien qu'universel, par où donc l'atténuer, par où prévenir les abus, les périls qui semblent inhérents à l'exercice d'un droit ainsi fait? Il y en a peut-être quatre moyens :

1° Le premier est de diminuer le pouvoir de l'électeur, en l'appelant à élire, non un mandataire, mais l'électeur du mandataire. C'est mettre le suffrage universel à deux degrés : peut-être qu'au moyen de cette hiérarchie, le mandat impératif peut devenir plus impraticable, peut-être que le courant démocratique sera rompu par cet obstacle, peut-être enfin que la volonté populaire s'épurera en montant un échelon de plus et en traversant un crible de plus. Tout au moins est-il vrai de dire qu'on peut se plaire à ces suppositions qui ne sont pas dénuées de vraisemblance. Telle autre réforme, prise de l'âge ou du domicile électoral, améliorerait sensiblement le suffrage universel, sans toucher à l'égalité de ce droit.

2° Le second moyen est de diminuer le pouvoir de l'élu. On n'aurait, pour cela, qu'à supprimer l'initiative parlementaire et réduire le contrôle financier du parlement. Cela fait, tous les périls du mandat impératif disparaissent du coup, le mandataire n'ayant plus le pouvoir d'y obéir. Seulement, il n'y a pas de liberté politique dans un pays qui en vient là; c'est guérir la maladie par la mort.

3° Un troisième moyen serait la candidature officielle, où l'électeur est direct, où les élus forment un parlement dans toute la force du terme, mais où l'élection est maîtrisée par le gouvernement. On a tellement abusé de la candidature officielle, que ce ressort en est peut-être brisé à jamais : regrettable, peut-être, parce que, sur le terrain électoral, il pouvait être l'alliance, quelquefois salutaire, du gouvernement et des classes conservatrices. C'est ainsi que la Banque de France réunit dans une même force les capitalistes et le trésor public, pour un but économique, profitable aux intérêts communs de l'État et de la société.

4° Enfin, le dernier moyen serait, ne changeant rien, ni à l'électeur, ni à l'élu, ni à l'élection, de contre-peser ce pouvoir électif,

ce parlement souverain, nommé par tous également, directement et librement.

Ce contre-poids est tout indiqué par l'usage constant des pays libres qui ont toujours divisé leur législature en deux branches, qui ont toujours mis une assemblée d'un caractère plus ou moins aristocratique à côté d'une assemblée purement populaire.

A cette fin, il nous reste à créer cette assemblée qui ne saurait être le sénat de l'empire, avec son origine purement officielle. On aurait à rechercher le mode d'élection le plus propre à constituer un frein, un tempérament à la démocratie et aux classes les plus nombreuses; car enfin il y a d'autres classes, d'autres intérêts très-réels et très-légitimes; on ne peut leur refuser les moyens de se conserver et de se défendre, au même titre qu'ils ont le droit de vivre et qu'ils ont eu le droit de naître. Ou la société est à refaire en ses bases, en ses principes, ou elle est à conserver dans ses éléments actuels dont les inégalités de rang et de richesses font partie essentielle. Et, pour cela, il importe que ces éléments aient leur garantie, leur défense, c'est-à-dire leur représentation. Il faut voir bien clairement que si vous n'allez pas jusque-là, vous mettez aux voix la société tout entière où existent, où se forment des minorités riches.

Outre ceci, dont l'exemple est partout et dont ne peut se passer une constitution saine, il y a quelque chose de particulier à la France; il y a, dans notre capitale, un principe immémorial de force et d'autorité, qui peut devenir une institution et former un contre-poids à la démocratie. Le gouvernement de Paris ne peut être un simple gouvernement local, pas plus que Paris n'est une localité. Si ce gouvernement était élu, organisé avec certaine précaution, il aurait une action nationale et puissante en sa qualité de parisien, en vertu de toute notre histoire qui, depuis des siècles, a élaboré cette influence centrale. Il aurait surtout une action salubre, semblable à son origine et aux garanties employées pour en assurer la qualité et la composition.

Ici, nul exemple à chercher au dehors. Nous sommes en pleine France, en face du gallicisme le plus signalé. Il n'est que ce pays pour produire une puissance d'opinion et d'action comme Paris. J'entends dire que dans toutes les capitales, les précautions sont prises pour que la puissance municipale ne devienne pas une puissance publique. C'est un exemple qu'on nous propose là. N'en croyez rien, n'en faites rien. Donnez aux représentants de Paris une voix politique, dès que vous avez confiance en ces représentants pour les avoir choisis par un mode supérieur au mode vulgaire et purement démocratique. Ou plutôt tenez-vous en paix sim-

plement, et ne vous effrayez plus de celle qu'ils sauront bien prendre.

Rien ne prouve que Paris appartienne nécessairement et toujours à des opinions radicales et violentes. Est-ce que Paris n'a pas fait le 9 thermidor contre la Terreur et le 13 vendémiaire contre la Convention? Tout porte à croire qu'une représentation parisienne sera une influence française et des plus saines, des plus modératrices, si elle ajoute au rayonnement naturel de son atmosphère les combinaisons légales et conservatrices de son origine, de sa composition.

La centralisation, qui n'est pas sans reproche, dit-on, dans nos vicissitudes politiques, deviendrait aussi une force de conservation et de résistance.

On voit que notre conclusion sera celle-ci :

1° Laisser intact le suffrage universel pour l'élection des députés, c'est-à-dire ne pas toucher à l'universalité et à l'égalité de ce droit.

2° Etablir le suffrage universel à deux degrés, et même avec telles autres garanties pour l'élection du sénat.

3° En faire autant et plus pour l'élection du conseil municipal de Paris.

Par là, serait réalisée la représentation du nombre, laquelle est nécessaire.

Par là, serait modéré le pouvoir de l'assemblée qui représente le nombre, et serait réalisée cette division des pouvoirs qui est le procédé universel de l'art politique, même aux États-Unis.

Par là, enfin, on aurait à Paris, dans cette capitale créatrice qui fit toujours la France à son image, on aurait, dis-je, un pouvoir tempéré, rassurant, conservateur, un pouvoir qui serait tout le contraire de la commune de Paris. Il est impossible qu'une force comme la centralisation ne soit pas capable des plus grands services et qu'elle soit purement mauvaise, ayant fourni une telle carrière : rien ne dure pour ses vices.

La force de l'opinion, à Paris, a balancé et tenu en échec la centralisation administrative des pouvoirs officiels. Vous pouvez en attendre aujourd'hui un service analogue contre les périls de la démocratie, moyennant ce degré de transformation qui est la voie du progrès.

DUPONT-WHITE.

LES FUNÉRAILLES

DES ÉTUDES CLASSIQUES

I

L'antiquité païenne, que nos enfants et petits-enfants vont bientôt ne plus connaître, cette institutrice aimable, au bon sens profond, cette maîtresse de « la sagesse » symbolique, l'antiquité, aux sources de laquelle se sont abreuvés tous les beaux génies de la France, avait des coutumes bien touchantes et d'une spiritualité qui faisait pressentir aux sages du polythéisme l'avènement du Dieu, un, père, juge et rédempteur des hommes. La plus touchante de ces coutumes, dans l'ordre religieux, c'étaient les adieux suprêmes adressés aux morts, et les libations dernières répandues sur le bûcher funèbre. Celui à qui les dieux avaient ravi un fils ou une fille chérie, appelait par trois fois ces mânes que, dans sa douleur insensée, il croyait voir voltiger autour du bûcher, et venir goûter au vin et au miel des libations. Le malheureux ne pouvait pas croire que tout ce qu'il avait aimé avec ce cœur de chair lui fût ôté, et il appelait encore cette ombre vaine, comme si elle eût pu lui répondre. La flamme dévorait ce corps qu'avaient habité la jeunesse et les grâces. Mais ces mânes, légers et subtils, échappaient à la dissolution naturelle. C'était, pour les tristes survivants, l'âme de la personne regrettée. La consolation n'était pas petite ; et l'antiquité grecque, qui avait imaginé les mânes, montrait par là que tout n'était pas rompu entre le monde visible et la patrie invisible.

*Nos juvenem egregium nil jam celestibus ullis
Debetem vano mœsti comitatur honore.*

Ces païens avec lesquels nous avons, dites-vous, un commerce

d'esprit trop assidu, et dont la littérature surabonde dans nos études classiques, ces païens nous valaient bien dans le respect des morts. Ils n'avaient pas, comme nous, la lumière révélée pour les aider à percer les ombres de la mort, et à y entrer en assurance. Ce n'est pas eux, c'est nous, chrétiens, qui avons inventé, dans une débauche de sophistique et entre deux cornues, la farce impie et abominable des enterrements civils.

Et nous aussi, les vétérans de l'enseignement classique, les interprètes très-humbles des muses grecques et latines « *quarum sacra fero...* », nous, les hommes de bon vouloir de la vieille Université de France, nous appelons trois fois les mânes de nos chères humanités mises au tombeau, très-civilement, par ceux qu'elle a enfantés à la vie de l'esprit, à la poésie, à la philosophie, à l'art de raisonner juste, de vivre sensément et facilement avec les hommes, et de porter partout avec élégance, et aménité, le personnage de l'homme de bien. Appelons trois fois ces pauvres inhumées qui, de sauvages que nous étions et vivant des glands de nos forêts des Gaules, ont fait de nous des hommes sociables, polis, ingénieux, capables de recevoir des lois, et de nous ramasser en un puissant État. Ces lettres grecques et latines, sœurs vraiment consanguines et inséparables dans l'entendement humain, nous ont fait tant de bien que nous devons déclarer tout ce bien, et pour la componction des ingrats de la maison universitaire, et pour l'instruction des ignorants ou des brutaux qu'on a ameutés contre cette discipline supérieure des esprits. Payons ce faible tribut de gratitude à la mère qui nous a engendrés et élevés, *quæ nos genuit educavitque*.

La *Circulaire aux Proverseurs* de monsieur le Ministre de l'instruction publique porte ce dernier coup aux humanités grecques et latines, et le porte d'autant plus direct qu'elle se défend davantage de tout mauvais dessein à leur égard. Pour qui sait lire et comprendre ce langage d'une modération spécieuse et parée des atours d'une littérature mondaine, la *Circulaire* exécute le plus gaiement du monde les grandes lettres antiques. En effet, elle réduit de plus de moitié les exercices classiques usuels, ceux qui mettent un écolier aux prises avec les véritables difficultés de l'art de penser, ceux qui l'obligent à travailler sur son propre fond par cela même qu'il travaille sur le fond d'autrui. Elle abolit donc, d'autorité publique et gouvernementale, la faculté d'attention, puisqu'elle la laisse sans excitants et sans aliments.

Elle traite avec une superbe sans égale le premier et le plus nécessaire des exercices de nos classes, l'exercice d'initiation aux langues anciennes et à notre langue française par corrélation, le *thème latin*, pour l'appeler par son nom. Elle ne l'exécute pas du coup ; mais elle lui fait, à ce pauvre *thème latin*, « à ce pelé, ce galeux », un sort si petit et si honteux, qu'il ne saura plus comment se présenter dans nos classes, et qu'élèves et professeurs ne tarderont pas à le prendre en mépris. On lui a mis le bonnet d'âne à ce pauvre *thème latin* ! Allez donc enjoindre à des Sixièmes de faire bien leur thème, quand ils pourront vous objecter, dans leur indépendance de petits citoyens, que le *thème latin* n'est qu'à demi bien vu de l'autorité universitaire.

Il faudrait ne pas connaître les apprentis latinistes *intus et in cute* comme les connaissent nos maîtres de Sixième, pour douter que les choses ne se passeront pas ainsi. Par cet amoindrissement « officiel » de la faculté « princesse » de nos études, la latinité se trouve atteinte dans ses éléments, ou je ne m'y connais pas. Encore nous restera-t-il du *thème latin* quelque petite chose. Il faudra bien nous accoutumer, comme les riches devenus pauvres, à vivre de nos restes. Mais les *vers latins*, pour venir sans plus tarder à ces aimables proscrits, quel mal ont-ils donc commis pour se voir ainsi maltraités, que dis-je, maltraités, rayés à jamais, si le mot à jamais pouvait prendre en France, de nos programmes, expulsés de nos Classes avec un écriteau infamant au dos, au milieu des huées sauvages de leurs prosaïques ennemis ? Il y a à peine quatre mois, nous étions à trois, d'assez bons latinistes, réunis « en Sorbonne » en Commission de correction des *Vers latins du Concours général*. Nous nous disions tristement, avant d'ouvrir les boîtes scellées (ce sont les us de la maison), qui contiennent les copies : « Après cette horrible guerre, après cette Commune plus horrible encore, l'opprobre des opprobres de la patrie, après tant de mauvais jours d'un chômage funeste à nos études, attendons-nous à lire de bien pauvres *vers latins*. Nous allons sans doute constater le décès de l'imagination poétique chez nos écoliers. » Eh bien ! nous eûmes, à notre grande joie, le spectacle contraire. Ces vers étaient bons, à notre petit sens, mais bons d'une bonté latine, et cela dans un nombre de copies assez grand pour que nous ayons été un moment en peine d'assigner à chacune d'elles son rang de mérite. Cette flamme légère de poésie, cette parcelle (*divinæ particulam auræ*) de l'esprit humain, plus divine que les autres, avait échappé, par sa nature spirituelle, aux chocs de la matière brute, au fracas des armes, aux violences de la guerre sociale. Beaucoup de ces vers étaient faits de veine, élégants, délicats, pathétiques, sentant leur verte jeunesse, et tout ce qu'il y a de bon et de magnanime, comme le

fait remarquer Aristote, dans le cœur des jeunes. Et tout en goûtant ces vers et les critiquant où il y avait lieu, nous tombions d'accord sur ce point qui a son importance classique et morale. C'est que le mode et la langue des vers latins sont merveilleusement propres, et plus que toute autre composition de l'esprit, à faire éclater le bon naturel et les bons mouvements du cœur chez les jeunes gens, la sensibilité, la tendresse, l'honneur, l'enthousiasme : si bien qu'en louant, comme il convient à des hommes du métier, ce qu'il y avait de louable littérairement dans ces vers, nous étions surtout charmés de l'excellent fond moral qu'ils dénotaient chez ces disciples de Virgile. En outre, et à moins quel'imagination, elle aussi, ne soit de trop dans l'esprit humain, et qu'on ne prétende l'en exclure pour raison d'incivisme, il est de pratique pédagogique que cette faculté créatrice n'apparaît véritablement et ne brille d'un doux éclat que dans la composition des *vers latins*. Il n'y a pas un professeur d'Humanités qui ne convienne de cela dans son for intérieur et, vu le libéralisme des temps, au coin de son feu. Ceux qui ont eu l'honneur de professer longtemps la rhétorique, et qui ont employé à ce noble enseignement toutes les forces de leur âme et de leur corps, se souviennent avec plaisir, au milieu des amertumes présentes, de l'attention soudaine et unanime avec laquelle leur élèves, les bons, les médiocres, les somnolents eux-mêmes, les écoutaient, lorsqu'ils lisaient avec quelque orgueil (que la Circulaire ne le leur impute pas à mal!) une bonne pièce d'*alexandrins* de tel ou tel poète du bataillon sacré. C'était pour nous une véritable fête de l'esprit, je ne dis pas une séance d'Académie, mais une fête qui nous rendait tous heureux à notre manière.

On nous dit que l'élite seule des écoliers s'acquitte convenablement des *vers latins*, et que la foule intéressante et non poétique des classes n'y participe, ni de fait ni d'intention. Je n'ai jamais vu cela dans ma pratique, à prendre la chose à la lettre; et ce que j'ai toujours vu et constaté, c'est cette attention, soudaine et unanime (je répète à dessein le mot; il a force de procès-verbal), ou, si l'on aime mieux, cette sympathie charmante que les jeunes gens marquaient aux favoris d'Apollon, et dont ils payaient les efforts et le talent des poètes leurs condisciples, *assurrexere canenti*! N'est-ce donc rien que cette contagion du bon et du beau qui s'étend de proche en proche à tous les esprits, nourris dans la même discipline, et qui fait l'opinion, pas moins que cela! d'une compagnie en matière de belles-lettres? On ne veut plus d'élite en *vers latins*; on n'en voudra bientôt plus en quelque composition que ce soit. Serait-on par hasard possédé d'un épouvantable amour de médiocrité universelle ou de bas nivellement jusque dans les choses de

l'esprit? On aimerait à se sentir rassuré et consolé sur ce point pour ces chers enfants. Et quelle est donc la passion qui a toujours dévoré ce malheureux et grand pays (il en meurt aujourd'hui avec un courage tranquille et touchant), sinon la passion de la prééminence? Elle commence dans nos écoles; et nos maîtres, à moins de contre-ordre, font bien de l'entretenir. Elle s'enflamme plus tard chez ces adultes qui disputent entre eux à qui servira le mieux l'État par la plume, la langue ou l'épée, à qui primera dans les arts et les carrières civiles. C'est ainsi que la société française a encore une tête qui pense, gouverne et invente, qui excelle aux élégances de la vie, et qui étonne le monde par de belles œuvres. Veut-on détruire cette passion-là, et nous ôter cette grande compensation du malheur de nos armes? Il me paraît bien qu'on en prend *hic et nunc* tous les moyens. Mais que les imaginations poétiques de nos lycées se rassurent. Les *vers latins* ne leur seront pas tout à fait enlevés; la Muse latine n'est pas déplorée à tout jamais. On laisse à ces rêveurs intéressants des bords du Permesse, à ces chimériques de nos Classes, quelques solides exercices « sur la partie la moins contestable de la métrique et de la prosodie ancienne. » On leur laisse « l'analyse du mécanisme des vers dans ses rapports avec les lois de l'harmonie poétique. » Voilà de quoi les délecter, eux et les démonstrateurs de ces lois de l'harmonie. Si avec cela une classe de Troisième ne ressemble pas à une école de plain-chant, c'est que je n'entends pas les termes de la Circulaire, et que « ces rapports du mécanisme des vers avec les lois de l'harmonie poétique » me fuient d'une fuite éternelle. Ainsi nos apprentis versificateurs en sauront autant qu'il en faut savoir pour distinguer les vers de la prose, et pour ne pas mettre Lucrèce, Virgile et Horace parmi les prosateurs latins. Car il importe fort que Nicole ne prenne point des vers pour de la prose et de la prose pour des vers. Cela fâcherait M. Jourdain.

Les *vers latins* de nos bons élèves (et ceux-ci, notez-le bien, tiennent avec distinction toutes les autres parties de la latinité) estimés « des pastiches de poésie latine! » Ah! ceci est bien dur pour des lauréats qu'on a couronnés de ses propres mains au milieu d'un grand concours de monde, et qui s'en montraient si heureux et si fiers! — Non pas, s'il vous plaît, il n'en va pas ainsi. Ces vers ne sont point « un pastiche » dans l'acception ravalante qu'on donne ici au mot; ou alors convenons que tout ce qui part de la plume d'un écolier est le pastiche de quelque chose. Disons une imitation vive, passionnée, et néanmoins très-personnelle, des modèles anciens. Cette imitation veut un emploi tout généreux des facultés de l'esprit, et celle de ces facultés par laquelle nous percevons « les lois de l'harmonie » y est en pleine exertion. Mais elle ne tire pas tout à elle,

comme on veut que cela soit dorénavant ; et dans cette composition charmante — je ne retire pas mon qualificatif — des *vers latins*, le sentiment du vrai, du bon, du pathétique, domine, *sunt lacrimæ rerum* ! Quand nos jeunes artistes vont au Louvre copier les œuvres des maîtres, ils font « des pastiches » à n'en pas douter. Mais demandez-leur ce qu'ils ressentent en présence de Raphaël et du Poussin. Tout est là.

Un homme qui a été pendant bien des années dans les conseils ou à la tête de l'Université de France, l'honneur de notre Compagnie, M. Villemain, l'esprit et la mémoire en personne, faisait grand cas des *vers latins* d'écolier, des bons vers, s'entend. Je sais bien qu'il avait pour cette œuvre juvénile un faible prépostère d'auteur et de père, lui-même ayant fait dans son jeune temps des vers latins de première qualité. Mais il appréciait, en Ministre au département de l'esprit, et en lettré éminent, les imitations heureuses de la Muse virgilienne. Il se souvenait des doux transports qu'il avait ressentis en communiquant de bouche à bouche, pour ainsi dire, avec l'Apollon antique. Et ce que les modernes contempteurs des *vers latins*, des hommes de la maison universitaire, *proh Juppiter* ! qualifient avec une pitié, superbe ou bien légère, de travail mécanique et servile, M. Villemain lui donnait son vrai nom, en disant que c'est l'effort par excellence de l'imagination et du goût chez nos humanistes. C'est un arrêt, cela, un arrêt de grand-maître de l'Université ! On ne jette pas de tels arrêts au fumier, comme on ferait d'un tesson de bouteille. Cet admirable juge dans la matière classique et dans tout le domaine des lettres n'avait-il pas, dans sa prodigieuse mémoire, une case à y ranger les bons *vers latins* modernes. Il lui est arrivé maintes fois de réciter à d'anciens agrégés qui avaient passé par ses verges, je veux dire par ses mains spirituelles et terribles, oui, de réciter à ces agrégés de bons *vers latins* de leur fait, qu'il avait lus vingt ans auparavant, et que ceux-ci avaient oubliés. On se trouvait, en ces temps-là, fort honoré de ces marques d'une aménité rare, et de cette mémoire pieuse des choses domestiques. Il faut que nos nouveaux agrégés fassent désormais leur deuil, au moins pour ce qui est des *vers latins*, de procédés aussi charmants et aussi peu altiers. En revanche, qu'ils s'attendent à n'être pas peu travaillés sur la métrique ancienne et sur les lois de l'harmonie. Je les engage même à se pourvoir, de crainte d'accident, d'un maître de lyre antique. — Mais le siècle, les mères de famille, les précepteurs, la foule des loirs qui dorment sur les bancs des Classes et le suffrage universel, je l'oubliais ! ne veulent plus des *vers latins*. Eh ! je le sais bien ; et voilà pourquoi j'avais à cœur de leur adresser des adieux suprêmes, et de jeter quelques fleurs sur la sépulture de ces aima-

bles morts. On reprenait une mère de ce qu'elle ne cessait de pleurer le fils unique qu'elle avait perdu. On lui disait : « Vos larmes et vos cris ne vous le rendront pas. » — « Et c'est à cause de cela, répondit-elle, que je le pleure. »

III

Les vers latins supprimés, il resterait à l'actif de l'enseignement classique proprement dit et du travail personnel des écoliers, le thème latin, duquel on usera incidemment seulement, et comme du maigre les vendredis ; la version latine, qui a du bon, surtout si elle n'est pas dictée à haute et intelligible voix par le professeur ; il faut prendre garde à ne pas trop latiniser les oreilles de ces latinistes ; la version grecque dictée aussi comme à des sourds et muets, au moyen de tablettes imprimées ; les discours ou amplifications latines, et l'amplification française, laquelle devient la faculté banale de nos classes, la langue française ayant depuis trop longtemps souffert du mauvais ménage qu'elle faisait avec la langue de Cicéron. Il est certain, et nous venons de découvrir cela, qu'on n'apprend pas du tout le français par le latin, et la langue des puînés par celle des aînés, l'ordre simple, direct et tout uni de l'une, en le comparant au système complexe et à la forte symétrie de l'autre. Il paraît que sur ce point de la haute instruction, en France, nous avons erré depuis le dix-septième siècle. Nul doute que Calvin et Bossuet eussent écrit le français beaucoup mieux qu'ils ne l'ont fait l'un et l'autre, s'ils n'eussent pas appris le latin. Quel dommage que ces deux Français, l'un de Picardie, l'autre de la Bourgogne, se soient fourvoyés aux pays latins ! Nous aurons donc, de temps en temps, et selon l'humeur des écoliers, laquelle est variable et quinquaise, des discours ou amplifications latines. Mais nous avons chassé de ces amplifications comme de bien d'autres lieux « les rois et les héros. » Il ne faut plus faire parler ce petit monde-là ; « cela fausse l'histoire. » C'est tôt dit ; encore la chose dépend-elle beaucoup plus du professeur d'histoire que du jeune orateur latin ou français. Si, par cas, c'était le professeur d'histoire qui eût le jugement peu sain, et qui, dès le ventre de sa mère, *ab utero matris*, eût nourri contre les rois, devenus poussière et cendre, de puériles et tristes haines rétrospectives, le rhétoricien, qui ferait tenir à l'un de ces potentats des discours saugrenus et ravalants pour ces Majestés évanouies, ne serait véritablement pas à blâmer. Comment ! Mais ce jeune homme serait un candidat éventuel aux prochains comices !

Il serait bon, avant d'affirmer de par soi qu'un honnête *discours latin* ne sert qu'à fausser l'histoire, de bien s'entendre sur ce qui est ou n'est pas un jugement équitable en histoire; et, ce point éclairci, de réduire à quelque règle canonique et non controversable les manières de juger, infiniment diverses, des professeurs d'histoire. Je conviens que ce serait un peu bien autoritaire, pour les temps où nous vivons; mais ce serait net, et cela tranquilliserait bon nombre de familles.

On ne veut plus de « héros ni d'héroïnes » pour personnages d'amplifications. Qu'est-ce à dire? on ne veut donc plus rien de grand ou d'un peu au-dessus du commun dans nos études. Et à quelle « couche » du monde des morts ou de celui des vivants pense-t-on descendre? On ne veut plus pour nos jeunes gens de types de vertu, de magnanimité, de prudence politique, de justice, de désintéressement, de « féalté », comme disaient nos pères, d'amour immense de la patrie et de la gloire, de mépris de son argent et de ses grandes et petites aises, d'obéissance à Dieu et aux lois, de magnifique échange d'une vie de quelques jours contre l'immortalité. Léonidas, ce païen, le citoyen d'une république bien ordonnée, fut un sot de s'en aller, lui et ses trois cents, barrer avec leurs corps, dévoués à Pluton, les saintes Thermopyles à la multitude des Perses. Petit politique et médiocre capitaine, ce Thémistocle! Cet Aristide le Juste, un vrai Prudhomme, à peine un prix Monthyon! Ce Régulus, un entêté et rien de plus! Ne s'en va-t-il pas, pour tenir la parole donnée, se remettre aux mains d'ennemis qu'il sait être cruels et implacables? Et ces hommes d'Athènes et de Rome, des simples qui, voyant que leur candidature aux charges publiques peut être une cause de dissensions civiles, se désistent, et mettent leur patriotisme au-dessus de leur ambition! Et ces mépris suréminents d'honneurs ou de dignités considérables qu'on ne peut poursuivre ni détenir sans se diminuer dans l'estime publique et dans sa propre estime! L'antiquité est pleine de ces beaux exemplaires du vrai homme. Et l'on ne veut plus que nos jeunes Français conforment leurs oraisons latines ou françaises à ces exemplaires-là, et qu'en faisant parler les héros comme il convient à des héros de parler, eux-mêmes prennent quelque chose d'une telle grandeur d'âme! En vérité, l'esprit se refuserait à croire à de pareilles prescriptions scolaires si elles ne tombaient pas sous le sens visuel.

— Voilà les hommes de Plutarque mis à l'index; et notre savant Amyot, qui se condélectait à nous les rendre vivants en son français naïf, afin que la jeunesse apprit à faire comme eux, en est pour sa peine. S'il est ridicule à un éphèbe de dix-huit ans de faire parler ces grands anciens, héros de parade, ombres « légendaires », nous

dit-on, quoique citoyens de républiques très-constituées, il sera criminel de faire périr dans nos classes des monarchistes, tels que Jeanne d'Arc, Dunois, Xaintrailles, Duguesclin, Bayard (qu'ils ont voulu « déboulonner à Grenoble), Sally, Richelieu, Mazarin et tant d'autres qui ont excellé, sous des rois, dans la guerre et le gouvernement. Jeunes gens, n'allez pas vous prendre d'une admiration déclamatoire pour un de Harlay, un Barnabé Briffon, un Président Bonjean ! cela est malsain par le temps qui court. C'est pour le coup que les foudres de l'excommunication éclateraient sur nos maîtres de rhétorique, auxquels on laisse d'ailleurs la plus entière indépendance dans leurs chaires, une indépendance personnelle et collective. Mais je les connais, étant de leur sang et de leur famille, aucun d'eux n'abusera de ce libre faire jusqu'à régaler ces bons jeunes gens, les fils de ceux qui ont combattu l'Allemand, d'une lecture de la Pucelle de Voltaire. Et pourtant, faisant cela, ils excéderaient de peu les règlements nouveaux, notre Jeanne d'Arc étant devenue, par je ne sais quelle révision positive de son état civil, une fille grossière, une imbécille illuminée, et même de mœurs un peu à la diable, une fille que des rationalistes du dix-neuvième siècle ne doivent pas prendre au sérieux.

Ce n'est pas d'hier que cette haine du grand, du vrai, et de l'idéal historique s'est donné toute licence dans notre pays. De cyniques symptômes de cette envie, venimeuse et recuite qui s'attache aux morts, ont apparu depuis longtemps, soit dans des pamphlets, décorés du nom d'histoires et d'un bon débit, soit dans les enseignements nomades et forains de la capitale. Nos oreilles et notre cœur français en ont été, Dieu merci, assassinés plus que de raison. Nous avons entendu des voix de lettrés, et de lettrés pas du commun, s'échauffer à contredire le sentiment public et l'équitable postérité sur tout ce qui a paru de grand dans notre France, et qui l'avait faite ce qu'elle était avant nos derniers désastres. Nous avons entendu soutenir, au moyen d'arguments majeurs et mineurs (les oreilles nous en tintent encore), que les grands hommes ne sont pas nécessaires à une nation, qu'elle administre très-bien ses affaires sans eux, et que, fût-elle vaincue, foulée et rançonnée par l'ennemi du dehors, et au dedans dévorée par les factions, elle n'a que faire d'une bonne tête politique ou d'un grand cœur pour la tirer de ces abîmes. L'histoire universelle, et celle de France en particulier, criaient de toutes leurs forces à l'énormité du sophisme. Le sophisme, martelé et affiné dans les secrètes officines des factions, prenait sur le public, et le tournait contre nos gloires nationales les plus avérées et les plus radieuses. C'était à s'en voiler la face de honte. Quand un

peuple a goûté à cette détestable sophistique, et qu'il a commencé à vilipender ses grands hommes et ses fastes nationaux, je comprends qu'il ne soit plus d'une bonne éducation publique de faire parler en latin ou en français les souverains ou les ministres qui ont rétabli ou amplifié le nom et les affaires de la France. L'institution universitaire ne serait plus « adéquate » à l'esprit nouveau des temps. *Vir apprime sciens temporum*, disaient les latins de leurs grands hommes d'État.

IV

Il convient ici de ramasser la question des études classiques, et de ranger les faits ou espèces scolaires, atténuées, mutilées ou à peu près subsistantes, sous quelques principes vrais et solides. Ou bien l'enseignement classique est un système dont toutes les pièces se tiennent entre elles, et concourent à un objet unique (*conjurant amicè*), l'art de penser, et ceci est reçu, il y a péril pour l'esprit à les disjoindre. Ou bien il n'y a pas là l'ombre d'un système, et alors on a raison de ne rien respecter de cette vieillerie peu vénérable. Nous pensons, nous, que cette vieillerie est une chose encore en vigueur, et qu'elle n'a jamais manqué à ce qu'on attendait d'elle, à savoir, à former de bons esprits. Elle y met le temps, il est vrai, parce qu'on ne fait pas éclore de bons esprits aussi vite que des pous-sins, et parce que la nature elle-même ne se hâte pas de tailler un jeune homme en forces, et de convertir en une ossature vigoureuse le lait qu'il a sucé étant enfant. Il s'agit donc, dans l'enseignement classique, de bons esprits à faire et à parfaire, et non pas de beaux esprits. Et personne, excepté ceux qui veulent « l'abaissement continu » de leur nation, et qui ont à cela quelque intérêt mauvais, ne met en doute que la vie civile, dans toute l'étendue de ses offices, n'ait besoin, pour subsister et fleurir, d'esprits trempés et capables des affaires de ce monde. Ils sont nécessaires partout, non pas dans le même degré d'excellence, mais avec les qualités communes de netteté, d'agilité et de précision. Ce qu'on appelle une tête de société se compose de toutes ces honnêtes perfections. Il faut que les services publics soient tenus par des hommes lettrés et bien élevés ; qui dit l'un dit l'autre. Des ignares ou des grossiers y font mal, et pis que mal. Il ne faut pas que les professions, dites libérales, soient déshonorées par l'incapacité et l'inconduite. « Penser juste et conduire son esprit avec ordre », comme a dit Pascal, n'est pas trop haut

ni trop beau, même pour ceux de l'industrie et des métiers ; et le plus petit établissement dure peu , dont le possesseur est un esprit faux. Il n'y a pas de mœurs, pas de commerce, aucune douceur de société entre des hommes qui raisonnent de travers. Il n'y a pas de goût public non plus, pas d'élégance en quoi que ce soit ; j'entends cette élégance que les esprits cultivés répandent et propagent autour d'eux, et de laquelle une nation finit par être toute imbue. C'est là ce que M. Cousin appelait « une aristocratie intellectuelle », lui qui connaissait bien la vertu des lettres antiques. Si l'on ne veut plus de cette aristocratie-là, qui a des effets démocratiques étonnants, puisqu'elle n'opprime personne et qu'elle se donne à tout le monde, il faut la ruiner et dans son fond et dans ses appartenances. Il faut tout détruire de cet arbre touffu et bienfaisant, branches et racines. Si, au contraire, on pense qu'elle est bonne à garder, il ne faut pas lui faire des blessures, dont la moindre lui est mortelle. Or tel est selon nous, les anciens et les routiniers de la maison, le cas des études classiques ou Humanités. Elles n'ont pas un endroit en elles qui, étant visé et touché d'une certaine façon légère et cruelle, ne les doive mener de vie à trépas. Si on a la persuasion, et cette persuasion ne peut pas être faible chez un homme d'État, que l'art de penser dépend plus de la connaissance cursive de l'allemand ou du scandinave que de l'étude lente et approfondie des langues anciennes, apprenons à penser au moyen de l'allemand et du suédois, et que tout soit dit. Nous verrons, au bout de dix ans (ceux qui vivront), de quelle farine seront ces penseurs-là. Si l'on a conservé, je ne dis pas la persuasion, — je trouve le mot trop faible pour un intérêt aussi grand — mais la religion des lettres antiques, on doit voir, comme à la lumière du soleil, qu'il ne faut subordonner celles-ci à rien, à rien de contemporain surtout, et au contraire qu'il faut mettre fort au-dessous de ces institutrices de l'esprit moderne tout ce qui n'est pas de leur maison. Il s'agit bien d'apprendre « à lire, et non pas à parler » le grec et le latin. Ce sont des pointilles que ces distinctions-là. Il s'agit des Grecs et des Latins avec lesquels on ne peut avoir un commerce d'esprit et de vérité que moyennant une pratique exacte, constante et sagement graduée de leurs idiomes.

Ce qu'ont été ces deux civilisations, mères de la nôtre, et comment l'esprit humain, aux temps d'Athènes et de Rome, s'est comporté dans la politique, la morale et les arts, tel est l'objet de la connaissance classique. Ce n'est pas un objet de vil prix et qu'on étale aux jours de foire ; et les charlatans qui se font fort d'inculquer le latin à nos enfants en moins de quatre années se moquent de nous, et d'eux-mêmes sans doute. Ce sont bien là nos inventeurs d'explications *cursives*, d'interprétations à vue de pays des textes de

Sophocle, de Platon, de Démosthène, de Cicéron, de Tite Live, de Salluste, de Tacite, de Virgile et d'Horace. On serait bien aise de voir comment ces poussins de grécité et de latinité, éclos dans les fours de l'ancienne Égypte, s'acquittent de ces tours de force. On voudrait les tenir, seuls à seuls, une heure durant, sur ces textes d'airain. Et nous autres, qui avons blanchi sous le harnais, nous n'avons pas assez de toute notre latinité pour relire une page de Tacite comme elle veut être relue; et nous « préparons encore pour cela nos facultés », comme Kléber le disait de la guerre !

Il n'y a donc pas de moyens petits et méprisables d'apprendre les langues anciennes, puisque celles-ci doivent nous mettre en possession de la connaissance de l'homme, de cet « homme » de Pascal, qui s'est continué jusqu'à nous, qui a pensé avec le même esprit que le nôtre, que les mêmes passions, les mêmes fortunes ont exercé, et qui, dans le bien et le mal, a thésaurisé et accumulé pour sa descendance. Je ne connais pas de préparations scolaires qui n'aient leur efficace pour une telle acquisition. C'est où j'en voulais venir : à les déclarer toutes bonnes, comme le pensait et le prescrivait l'ancienne Université.

V

Faisons moins de *thèmes latins* qu'on n'en faisait autrefois ; je le veux bien. Prenons la matière de ces *thèmes* dans un bon auteur latin, à savoir, une manière de traduction française, que le maître donnera de cet auteur ; après quoi, il tirera du même endroit le *corrigé* de ce *thème*. Je l'accorde encore. Ce *corrigé* ne peut manquer d'être parfait. Mais alors vous excluez de vos dictées nos grands prosateurs français, un la Bruyère, un Bossuet, un Fénelon, le bon Rollin lui-même, qui a écrit si près du latin, et dont le français est réputé plat et incolore par les *styliers* coloristes de notre temps. Par cette exclusion des maîtres penseurs en notre langue, voilà nos écoliers soulagés de la peine de les bien comprendre, et d'appuyer sur les beautés des pensées et du style. Mais alors ce ne seront plus là des *thèmes latins*, que ces traductions d'amateurs, dépêchées du matin au soir par les professeurs. Je n'en veux pas dire de mal à l'avance ; pourtant ce français-là ne vaudra jamais celui de la Bruyère. Quoi ! ces pauvres enfants ne seront plus, une heure par jour, en tête à tête avec un homme d'autant d'esprit que la Bruyère ? On va les mettre tout le long de l'an au régime de la prose familière de leurs professeurs ou précepteurs ; mais ils en contracteront de l'étisie ! Et

se représente-t-on ce maître de latinité, qui n'est plus en état de donner de son propre fonds le *corrigé* de ce thème, et qui s'en va le gueusant, tantôt chez celui-ci, tantôt chez celui-là des Latins? Voyez-vous ce critique, empêché par ses nouvelles attributions de pointer *illicò* un solécisme ou un barbarisme, un mauvais tour de phrase, et d'y substituer un tour meilleur qu'il aurait tiré du trésor de sa propre latinité! Mais vous allez livrer cet homme respectable aux quolibets irrévérencieux de ses écoliers. Et ces innocents eux-mêmes, ceux des sections de grammaire, quel latin vont-ils nous donner, n'ayant plus qu'à se traîner sur cette manière de prose française, décalquée du latin? Diafoirus le fils lui-même, s'il revenait au monde, reprendrait ces enfants d'impropriétés et d'incongruités grammaticales de toutes sortes.

On n'espère pas, sans doute, relever par cet expédient la latinité fort affaissée de nos Classes. On a d'autres visées à son endroit. On veut lui faire doubler le pas, et la précipiter vers un dénouement tel quel. L'expérience n'est pas plus mauvaise à tenter que ne l'a été celle de la *bifurcation*. On ne meurt pas, au moins de mort subite, de ces aventures-là. Mais que devient alors le système de nos études qu'on a une sincère envie de conserver, et sur lequel on ne songe nullement à porter une main sacrilège? Qu'est-ce qui va rester de ce système, de ces sages divisions de l'enseignement, réglées sur l'âge des enfants et sur la capacité de leur cerveau? Qu'advient-il de cette latinité graduée d'après les acquisitions grammaticales de chacun, de ces passages ménagés d'une Classe à l'autre, de ces initiations au génie antique de plus en plus élevées et familières, de ces écoles de traduction de plus en plus robustes et résolutes, d'où sortent les bons humanistes? Et qu'on n'abuse pas contre nous de cette qualification de bons humanistes. Dieu nous garde de l'appliquer par exception aux seuls petits aigles de nos lycées, aux *lauréats*, comme on commence à les désigner avec un intérêt marqué d'ironie. Nous sommes en ceci de la communion de saint Paul. Nous ouvrons les bras à tout le monde, aux juifs et aux gentils; et nous appelons bons humanistes tous ceux que les deux antiquités, grecque et latine, ont humanisés dans nos classes, et dans le commerce de dix années avec les plus grands esprits du monde. Ils sont plus ou moins imbus d'Athènes et de Rome, j'en conviens; mais ils le sont tous. Voyez-les plutôt dans le monde; ils y ont tous assez grand air, et quelque chose de l'homme bien élevé, *ingenui*. Vous les reconnaîtrez à ces signes distinctifs.

Il est manifeste que les commencements de la latinité étant réduits presque à rien par la rareté des *thèmes latins* ou par des semblants de *thèmes latins*, la division des classes n'a plus sa raison d'être. Il

n'y a plus de critérium de la force intellectuelle de ces enfants. Il n'y a plus lieu aux promotions scolaires, je veux dire, à des promotions justifiées; et je ne vois plus d'échelons par lesquels on s'élève des classes de Grammaire à celles d'Humanités. Pour qui sait les choses, et qui a reçu des mains paternelles de nos maîtres de grammaire des générations de rhétoriciens, c'est la grammaire qui fait et qui pourvoit ces derniers, qui les munit du fonds nécessaire, qui les arme de toutes pièces. Oui, les maîtres de grammaire, je le dis avec vérité et gratitude, sont les pères au spirituel de nos rhétoriciens. Si vous diminuez la substance des pères, vous diminuez d'autant celle des fils; et ceux-ci vous reprocheront un jour de leur avoir soustrait le froment de la grammaire. Le monde, et ce n'est pas la fine fleur du monde, dit : qu'est-ce que c'est que cela, un *thème latin*? à quoi cela mène-t-il? et qu'est-ce que cela rapporte? Et notez que la plupart de ces moqueurs de nos exercices classiques, gens bien établis dans leurs comptoirs, se montrent les plus jaloux d'études libérales pour leurs fils. Tous veulent avoir un bachelier ès lettres de leur race. Je les en loue. C'est une noblesse qui ne fait pas mal, jointe à celle de l'argent, et qui rend celle-ci un peu moins sotte.

Je vais tâcher d'édifier, pas trop pédantesquement, ces personnes, affairées de tant de côtés, sur l'objet cardinal qui fait de leurs fils, dès que le menton commence à leur fleurir, des bacheliers ès lettres. Cet objet cardinal, c'est le *thème latin*. Je voudrais donner à ces pères, si vains du diplôme de leur fils, et si légers sur les moyens qui le procurent, une représentation, toute domestique, de la chose; elle les frappera davantage. Je ne réponds pas qu'elle les convainque de la bonté spécifique du *thème latin*. Lorsqu'un de ces enfants, de la classe de sixième (je le prends tout exprès à l'aurore de la latinité), est revenu de sa classe chez ses parents, avec son petit bagage sous le bras, et sa liasse de *devoirs* dictés, il se met à la besogne sous les yeux de sa mère (il y a encore des mères de ce mérite-là) ou sous la surveillance de son précepteur. Notre sixième a un *thème latin* à faire, à savoir, un morceau de français à mettre en latin. Il est ferré sur ses règles ou paradigmes. Car on ne peut pas plus faire l'exercice du fusil, ou des tours de gymnastique, sans règles ou théorie apprises à l'avance, qu'on ne peut écrire correctement en latin, si l'on ne s'en réfère à quelque grammaire ou méthode faisant autorité. Il en est de même de la natation, de l'équitation, de l'escrime. C'est une honte pour notre temps qu'il faille le rappeler ainsi aux premiers principes. Notre sixième use donc, selon qu'il est besoin, de sa grammaire et de son dictionnaire. Eh, de quoi voulez-vous qu'il use en pareille occurrence,

sinon de ces deux auxiliaires des commençants? Il cherche ses mots; il tâche de les accommoder aux règles et au génie de la langue latine. Il raisonne, il compare, il choisit et il éprouve chaque terme; il lie, ordonne et construit. Il fait là un ouvrage très-épineux et très-délicat, qui tient son esprit en haleine et ne l'accable pas. Faites attention à ceci : c'est qu'il procède constamment par voie de comparaison et de rapports, étant aux deux idiomes en même temps, allant du français au latin, se complaisant aux analogies, et se débattant contre les dissemblances, et par cela même apprenant le français mieux que de mémoire, mais en logicien, qui sent poindre en lui et venir à bien sa petite logique. En un mot, c'est une tête qui s'échauffe sans fièvre et sans trouble inepte. C'est, n'en déplaise aux exorciseurs de nos éléments, un esprit qui pense et « qui déjà conduit ses pensées avec ordre. » Il commence à faire ce qu'il aura à faire pendant toute sa vie, à peine d'être un sot et de n'être propre à rien. Le *thème latin* n'est donc pas une chose si méprisable, qu'il faille la faire déchoir de son rang pour la ravalier à un exercice de perroquet. Cependant, la mère ou le précepteur (je les suppose l'une et l'autre personnes de sens) juge que cet enfant travaille par lui-même, et qu'il travaillera toujours ainsi plus tard. On le tient déjà pour un bon sujet, qui voudra être quelque chose en ce monde, qui usera bien de son temps, et qui ne gâtera ni son esprit, ni ses mœurs, ni sa santé. Et c'est là un horoscope nullement aventureux. Quand donc voudra-t-on regarder au fond des choses et non à la surface, considérer en elle-même la bonté de nos études classiques, et juger de la bonté des moyens par le total des résultats? Le *thème latin* fait sourire de pitié nos grands réformateurs et redresseurs d'éducation nationale, et les bonnes gens de leur quartier dont ils prennent l'avis. C'est pourtant le premier et fondamental exercice de la latinité, et le commencement de l'art de penser. Et cela souffre si peu la contradiction, que bon nombre de novateurs radicaux nous parlent de substituer au *thème latin*, en tant qu'exercice initiateur, le *thème allemand*; cet idiome transrhénan ayant, dit-on, des difficultés de construction qui approchent de celles du latin. Novateurs et routiniers veulent donc, chacun à leur manière, des commencements difficiles et quelque chose de décisif pour l'esprit. Seulement les routiniers sont sûrs de leur fait et de leur géniture, tandis que les novateurs ne sont sûrs ni de l'un ni de l'autre.

VI

Mais voici qu'on découvre, toujours par intuition, que nos Classes sont trop chargées de *thèmes latins*, qu'on vient trop souvent à ce pont-aux-ânes, et que le latin des bons auteurs lu aux écoliers dans des sortes de tête-à-tête remplacera au delà de toute espérance le travail original de nos élèves de grammaire. Eh ! sans doute, il n'y a que profit pour eux à ce qu'ils lisent et apprennent par cœur beaucoup de latin ; si bien que leur dictionnaire et leur grammaire leur soient un secours de moins en moins nécessaire. Qui est-ce qui a jamais pensé et dit le contraire parmi les hommes du métier ? Mais aucun d'eux n'aurait pris sur sa conscience et sur sa prud'homie de suppléer à un travail original et spontané de l'esprit par une série de petits airs tels que ceux qu'on répète aux oiseaux imitateurs. Ces sages grammairiens, postérité pieuse et aujourd'hui fort moquée des Rollin et des Lhomond, n'auraient jamais commis une telle sottise ; encore moins l'eussent-ils systématisée.

Et le lien de raison et de direction qui unit les classes de grammaire aux classes supérieures, qu'en faites-vous avec vos thèmes oraux ? Que faites-vous de ce bel enchaînement des parties de nos humanités ? Vous rompez et dispersez le chœur des Muses.

— Pas de *thèmes latins* ou très-peu ! Et quels latinistes, bons dieux, *Dt boni* ! aurez-vous donc à partir de la classe de troisième ? Quels avortons, *abortiva ingenia*, en seconde ! Quels infirmes de naissance en rhétorique ! Quels penseurs et quels logiciens en philosophie ! On n'envisage qu'avec tristesse un tel état de platitude et de confusion. C'est pour le coup que d'épaisses ténèbres vont s'amasser autour du vif génie de la France. On nous dit que la lecture des auteurs latins, l'interprétation haut la main de ces auteurs, l'action personnelle du maître, compenseront et au delà toutes ces pertes. A Dieu ne plaise que je fasse peu de cas de la personne et de la parole du maître ! L'enseignement vit principalement de l'une et de l'autre ; et former des disciples ne s'obtient que par cette action constante de l'homme qui enseigne. Il s'y consume, on le sait, et il ne peut pas faire moins, s'il ne veut pas que son auditoire lui échappe par l'ennui et l'indiscipline. Mais, en l'état où vous aurez mis la latinité par l'affaiblissement de la grammaire, sur quoi voulez-vous que la parole du maître porte et opère, sur quel fond de mots et de choses ? Sur quelle substance de grécité et de latinité longtemps et convenablement di-

gérée? Cette parole du professeur commandera-t-elle à des ossements arides de se revêtir de chair et de muscles, de se lever et de marcher? Irez-vous, dans vos explications soi-disant cursives, parler agréablement de Virgile ou d'Horace à des écoliers qui n'auront point manié la langue de ces poètes, qui n'auront jamais imaginé et versifié en latin, pour qui le nombre, l'harmonie, la précision, la grâce et le tour poétique seront lettre morte? Car c'est par la pratique des *vers latins*, uniquement et absolument, que nous pénétrons au cœur de ces beaux génies, et que nous en venons avec eux à ce degré d'intimité profonde et délicieuse. Nier cela ou le contester, c'est donner un démenti non pas seulement aux *Cicéroniens* et aux *Virgiliens* du seizième siècle, mais à toutes les générations qui, depuis eux, ont imité les chants de la muse latine. Je dis plus. Un jeune homme ne peut pas goûter les poètes de notre pays, un Corneille, un Racine, un Molière et un la Fontaine, s'il n'a pas été à l'école des poètes anciens, s'il ne s'est pas, lui-même, complu aux vers et aux pensées rythmées, si la Pythie de Delphes, lui parlant de près dans son sanctuaire, ne l'a pas touché au visage de son souffle enflammé. Quoi? vous vous flattez de pouvoir faire approfondir une page de Salluste ou de Tacite à des latinistes qui n'auront pas imité, même au petit bonheur, ces grands esprits dans leur style et leur manière souverainement originale, à des latinisants de la Faculté de médecine du temps de Molière! Mais c'est se moquer de nous, de notre institution et de l'esprit humain qui ne connaît pas de point de rupture dans la magnifique succession de ses travaux.

Ainsi s'évanouit la chimère des lectures courantes des auteurs grecs et latins et des deux antiquités parcourues comme sur des échasses par le maître et ses élèves. Oui, la chose est praticable, dans une honnête mesure, avec de bons grammairiens et des latinistes exercés au latin; mais, avec des anonnants de latinité, c'est une pure vanterie que le prescrire, et une vanterie non moindre à des professeurs qu'essayer de le faire. Il ne peut être question, dans notre système français, de ces gloutonneries germaniques de lectures : elles sont bonnes pour des gens qui ont beaucoup de réceptivité, comme nous le dirions du ventre. Il s'agit, pour nos esprits français, de recevoir ce qu'ils peuvent se bien assimiler et rien de plus. La quantité opprime nos esprits plutôt vifs, passionnés et de compréhension impétueuse, que doués d'une capacité tranquille et ruminante. Que m'importe de n'avoir vu avec mes élèves, dans mes deux semestres, que deux chants de l'*Énéide*, si, le plan du poème leur ayant été bien expliqué, j'ai eu assez de chaleur d'âme, de goût, de sensibilité pénétrante et de science des passions pour gagner ces jeunes cœurs à Virgile, et

pour les toucher, y mettant un peu de ma propre nature, par le spectacle des choses humaines.

Sunt lacrimæ rerum, et mentem mortalia tangunt?

Est-ce qu'il n'y a pas de tout, et de tout en perfection, dans une ode d'Horace sévèrement et humainement interprétée? Car avec les anciens, Grecs et Latins, celui qui effleure le littéral et le sépare du fond des choses n'entend lui-même et ne fait entendre aux autres ni l'art, ni la vie humaine. Est-ce que les *Philippiques* de Démosthènes ne suffisent pas à faire connaître tout l'orateur et tout l'homme d'État athénien? Est-ce qu'un rhétoricien peut avoir une idée de l'homme public défendant son honneur contre un sycophante plus forte et plus complète qu'il ne l'a par quelques pages du *Pro corona*? Qui a lu les *Verrius* ou le *Pro Sextio*, sait quel était Cicéron, avocat et patron des gens de bien. De même il connaît bien le philosophe et le moraliste par le *de Officiis* ou les *Tusculanes*, l'homme du monde par quelques-unes des *Lettres à Atticus*. Vous regardez comme une petite acquisition pour l'esprit d'avoir expliqué une seule tragédie de Sophocle, en un semestre, l'*Œdipe roi* ou le *Philoctète*! Vous êtes bien ambitieux! Faire vivre, pendant six mois, un jeune homme avec l'un de ces demi-dieux, *conversari*, c'est toute la culture littéraire et philosophique de l'adolescence. Et comment ferme-t-on volontairement les yeux à ceci, que le moindre sentiment, un peu profond, de l'art et de la vérité antiques s'universalise chez un jeune homme, et s'étend à tout ce qu'il sentira de sa personne et expérimentera dans le cours de sa vie? Nous sommes devenus positifs jusque dans l'idéal. Nous voulons avoir le poids spécifique de nos connaissances intellectuelles, comme nous faisons des céréales que nous amassons dans nos greniers. Nous voulons, comme Sancho dans son île de Barataria, manger de tous les mets qu'on a étalés sur notre table, au lieu de nous contenter des plus substantiels et des plus délicats. On est affligé de voir à combien de personnes, saines d'esprit, elles-mêmes suffisamment lettrées, la raison supérieure des études classiques échappe ou ne dit absolument rien. Et c'est ce public d'élite qui traite le plus légèrement ces études et qui leur suscite le plus des contradicteurs sots ou brutaux. Mais le mal est tout à fait grave et la peste vraiment intestine, quand ceux de la maison universitaire se tournent contre la tradition, et se mettent à mépriser leur propre autorité enseignante.

Qu'on n'ait pas le cœur net, dans nos Classes, de tous les chefs-d'œuvre de la littérature grecque et latine, et qu'on se contente de

trop peu en fait de lectures et d'explications, nous en convenons sans peine; et ce *desideratum* n'est pas une bien grande découverte. Il y a longtemps que nos maîtres de latinité prennent souci de cela, et qu'ils avisent à combler cette lacune de telle sorte, que l'ordre des exercices classiques, et ce que j'appelle le grand feu de la Classe, n'en souffrent pas.

Qu'on s'arrange pour connaître des auteurs en leur entier ou des portions considérables de ces auteurs, à merveille; mais nous en concluons, *a fortiori*, qu'il ne faut rien diminuer de nos moyens d'initiation aux deux antiquités, et du plus résolutif de tous, de la triture grammaticale. Si vous voulez que nos élèves lisent beaucoup et bien, et qu'ils abordent, sans défaillance, les Grecs et les Latins, gardez-vous de toucher à cette panoplie des premiers principes.

On fera, nous dites-vous, beaucoup plus de français dans nos classes. On fera du français à partir des basses classes et dans tous les ordres de composition. Qu'est-ce que cela, que faire beaucoup de français et peu de latin? Quoi? Vous voulez qu'on sache bien sa langue nationale, qu'on la parle et l'écrive sûrement, et vous la tenez séparée, ou à peu près, du latin, de qui elle est sortie, et auquel elle revient sans cesse, comme Antée, pour reprendre vigueur et agilité? Cela se sent chez nos grands écrivains, pour ainsi dire, au toucher.

Vous voulez que nos Classes soient une meilleure école de français; et vous commencez par rendre nulle ou inefficace notre consanguinité avec les Latins! Mais c'est un parricide, *parricidium*! disaient les Latins de tout ce qui portait atteinte au génie et à l'intégrité de la patrie. Je ne peux me défendre d'un triste sourire, en voyant venir les nouvelles productions françaises qu'on nous promet, et qu'on attend de ces générations émancipées du latin. Combien je plains les auteurs de ces productions abortives, et les juges qui auront à en connaître! Les pauvres enfants, et les malheureux maîtres! Quelle tribulation pour ceux-ci, et pour ceux-là quel travail vain et sans honneur! Nous connaissions la petite qualité du français des *Narrations* qu'on donnait à faire, de temps en temps, aux élèves de seconde, la classe la plus proche de la rhétorique, afin de les soulager de l'exercice, vraiment littéraire et vraiment robuste, de la *Narration latine*. Tous s'y mettaient, à cette *Narration française*, plus populaire que l'autre, tous, les forts, les faibles, les non-valeurs, et jusqu'au *caput mortuum* de la classe. Quel est l'imberbe de quinze ans qui manque d'imagination pour narrer en français un naufrage, l'éruption d'un volcan, ou quelque trait célèbre de bienfaisance? Jeunes garçons et jeunes demoiselles

se valent dans le descriptif. Bon Dieu, que sera-ce des élucubrations françaises d'un cinquième, d'un quatrième, et d'un troisième! On ne fait quelques pas en avant, dans les divisions, qu'autant qu'on s'appuie sur l'épaule d'un Grec ou d'un Latin. Le véritable maître de français, pour ces enfants, c'est l'auteur grec ou latin, qu'ils traduisent, et qui occupe, non pas la faculté d'invention, qui n'est pas née chez eux, mais le jugement ou sens de l'ordre que leurs maîtres de grammaire tiennent sans cesse en exercice. Voyez-vous ces écrivains de douze à quatorze ans auxquels on va demander des efforts de fantaisie et des petites merveilles de beau style! Ah, je les connais depuis les commencements du monde! Ils vont se jeter là-dessus comme sur des friandises; cela les remettra du pain de froment du *thème latin*, moins agréable à ces bouches gourmandes. Or est-il rien de plus pernicieux à l'esprit des enfants, que de le soulager des seuls travaux dont il est capable, et d'abonder dans le sens de ses inclinations molles et paresseuses? C'est le contre-pied de la connaissance de l'homme; c'est une entorse donnée à la psychologie.

VII

Eh bien, qu'à cela ne tienne : nous voici dans le cursif et dans l'oral jusqu'au cou. Explications cursives, interrogations incessantes du professeur. Des *devoirs* à corriger, cette occupation essentiellement professionnelle du maître, il y en aura désormais peu ou prou. Le maître sèmera sur toutes ces têtes éventées, comme le semeur de l'Évangile, sa critique, son esthétique, ses généralités littéraires, beaucoup de paille avec un peu de bon grain. Il en tombera une partie sur la bonne terre, une partie sur le grand chemin, une autre, ce sera la plus drue, parmi les ronces et les épines.

Cela sera fort amusant, pas pour le maître, qui ne saura où donner de la tête pour maintenir la discipline en bas, à mi-côte, au haut de la montagne.

Mais on compte, pour cela, sur la maturité civique des nouvelles générations universitaires. Avant cette ère d'émancipation classique, le professeur tenait en ses bonnes et rudes mains le *devoir* du jour, *thème* ou *version*, *discours latin* ou *français*, *vers latins*, les derniers du dix-neuvième siècle! Sa critique magistrale opérait sur quelque chose d'original, puisque c'était l'œuvre d'un écolier, et de proportionné à cet âge. Il faisait toucher du doigt à l'auteur le faible et le fort de sa composition; il y pointait les fautes, les sot-

tises et les barbaries; il façonnait, je dirais volontiers, il manipulait cet esprit encore traitable; et les règles du bien penser et du bien dire, en vertu desquelles il louait ou redressait ce commençant, s'imposaient à toute la classe, et y faisaient loi. Otez de l'enseignement public les *devoirs* quotidiens, à savoir, la matière elle-même du travail personnel de l'écolier et l'objet principal de la pédagogie et du goût. Avisez-vous d'y substituer une déclamation orale du maître, perpétuelle, ambitieuse, et d'un particularisme suspect à force d'être livré à lui-même; et vous verrez pousser et s'épanouir à l'envi, dans ces bocages chéris des Muses, les baies enivrantes de l'indiscipline et de l'anarchie. Cela est du génie de l'enfance. Est-ce que les sujets de littérature universelle manquent au professeur qui aime à parler, et qui s'en acquitte bien?

Le champ de ces belles choses est infini. Un discours de Cicéron ou de Tite Live (on ne veut plus de ces modèles de l'éloquence politique dans un État, aujourd'hui et plus que jamais, gouverné par la parole), un chœur de Sophocle, une satire d'Horace, c'est plus qu'il n'en faut pour mettre un professeur en veine d'éloquence forte ou agréable. Et s'il a quelque chaleur d'âme, si la flamme du beau le dévore, il aura de quoi s'époumonner dans ces lectures ou critiques délicieuses. C'est, en effet, le meilleur de soi-même qu'en ces moments-là on donne à la jeunesse; et celle-ci se souvient longtemps et avec quelque prédilection du maître qui s'est le plus prodigué pour elle.

Les novateurs, je parle des novateurs qui veulent qu'on touche aux fondations de la maison, ne savent pas ce qu'ils disent (il leur sera beaucoup pardonné à cause de cela), quand ils vous cornent aux oreilles que rien ne nous suit de nos lectures classiques dans le cours de notre vie, et dans nos professions diverses. Quoi? rien des Grecs, et pas grand chose des Latins! Mais si mon témoignage était de quelque poids dans cette sorte d'inventaire des biens inamissibles dont nous sommes redevables aux belles-lettres antiques, je leur conteraï le trait que voici, et bien d'autres qui viendraient le corroborer. Me trouvant un jour dans le monde (les professeurs de l'Université y vont quelquefois en habit noir), et mêlé à des personnes de tout état, j'eus le plaisir d'y reconnaître, sous leur barbe touffue, plusieurs de ces hommes faits que j'avais nourris dans la latinité! Il y avait là des avocats, où n'y en a-t-il pas? des magistrats, des notaires, des médecins, des financiers, des industriels, des commerçants du haut et du moyen commerce. Je liai conversation avec l'un de ces derniers, et, de propos en propos, je le remis sur la trace de ses études classiques. Elles avaient été des plus médiocres; et mon négociant y mettait cette bonne grâce de me faire

souvenir qu'il avait été le plus ordinairement de l'arrière-garde. « Le grec, me disait-il, je ne sais trop si je pourrais encore le lire. Le latin m'est beaucoup moins inconnu. Je crois que je me tirerais de mes auteurs aux endroits les plus faciles. J'ai plus somméillé que travaillé en rhétorique; et pourtant, je me souviens que vous m'avez tenu plus d'une fois éveillé sur Virgile. Je sentais là, à gauche, quelque chose que je ne saurais bien dire. » — « Eh, ce quelque chose là n'était pas rien. Vous vous sentiez homme, *homo sum*. Mais cela, c'est tout! Et même, je gage qu'aujourd'hui, vos affaires commerciales ne se trouvent point mal du latin que vous avez appris. Vous avez été un piètre rhétoricien; à combien d'autres de vos camarades cela n'est-il pas arrivé? Mais vous avez bu si peu que ce soit à ces eaux de l'Hippocrène. N'est-ce pas qu'elles sont excellentes pour tenir la tête et le cœur sains? » Il convenait de cela, et de bien d'autres vertus de cette éducation générale et souverainement humanisante. Et cet homme était un commerçant, l'un de ceux, j'en tombe d'accord avec vous, pour lesquels le grec et le latin n'emportent pas salut. Direz-vous, après cela, que rien de nos études classiques ne suit dans la vie les hommes de toute condition et de tout milieu, et que cette école du monde et des affaires n'est pas bonne à conserver en son entier dans une démocratie qui se piquerait tant soit peu d'être policée et habitable?

VIII

Quelles sont donc les considérations de premier ordre qu'on invoque aujourd'hui pour mutiler ce bel ensemble des lettres grecques et latines? Au profit de quoi? Où est la raison d'État de ces Décrétales qui visent à diminuer de toute la tête l'esprit français, et qui le veulent moins haut, moins juste et moins vif que l'Europe l'a toujours connu? Ah! c'est qu'avant nous on n'avait pas assez observé les rapports naturels qui existent entre la stratégie et les belles-lettres, entre les engins de guerre et l'art de penser, entre la dynamique et la grammaire. Si l'Allemand nous a vaincus, c'est parce qu'il avait plus de grammaire que nous, de la meilleure et de la plus rationnelle. Je pense que les engins à longue portée, les vieilles haines nationales, la politique de la force, de l'astuce et des convoitises, et notre propre et insensée présomption, et nos discordes déjà dressant leur mille têtes, ont contribué quelque peu à la victoire de l'Allemand. Mais tout ceci n'a été qu'un incident. La cause « psychologique » de nos

désastres, c'est la grammaire, anoncée dans nos écoles françaises, entendue et résolue dans les seules écoles allemandes. Poussons donc à la grammaire rationnelle ou transcendante. Armons en guerre nos maîtres d'école ; sécularisons pour tout de bon l'éducation publique ; et la revanche nous est assurée. Faibles bataillons à mettre en ligne que ces maîtres d'école, rendus un peu meilleurs linguistes qu'ils ne le sont ! Les nations ne tombent pas faute d'aussi petits états. Elles ne se relèvent pas non plus pour savoir un peu plus subtilement la règle des participes et des « compléments circonstanciels ». Si elles ne recouvrent pas les vertus et les qualités originelles qui, de petites qu'elles étaient, les ont faites grandes et glorieuses ; si elles s'obstinent à vivre sans Dieu, sans culte, sans morale, sans esprit national, dans les éblouissements de la sophistique et du sens propre, ce n'est pas la philologie raffinée, science éminemment germanique, qui sauvera ces désespérées. Elles n'en finiront que plus tôt à la manière des Alexandrins, enfoncées dans les délices peu saines de la grammaire et du commentaire et de la plus abstraite des métaphysiques. Cette connexité qu'on aperçoit entre l'école et les causes de la décadence des peuples n'est pas sérieuse.

A quel intérêt nouveau et supérieur nos Humanités françaises sont-elles donc immolées, ou, si le mot déplaît, subordonnées ? A l'étude et à la connaissance pratique des langues vivantes. Il s'en faut que l'intérêt soit de peu ; et il en coûte d'autant moins à notre religion classique de le reconnaître que l'Université ne nous a pas manqué à nous-mêmes, et aux générations venues après nous dans cet accessoire à nos études classiques, avantageux et agréable. A nous aussi on apprenait, il y a quelques quarante ans, l'anglais ou l'allemand, à notre choix. Nos maîtres de langues modernes ne valaient pas moins que ceux d'aujourd'hui. Dire qu'ils avaient la main à leur classe, et que sous eux nous étions une assemblée de petits saints, ne serait pas historiquement vrai. Nous tenions ces classes ou ces demi-classes-là pour commodes et reposantes, après les exercices vifs et ardu de la latinité. Elles étaient pour nous, pas pour le professeur, un lieu de rafraîchissement, au sortir de nos luttes olympiques avec les athlètes de la Grèce et de Rome. Je ne veux pas médire du train actuel de la maison ; ce ne serait pas bien à moi. Mais je ne pense pas manquer beaucoup à la discrétion professionnelle en avançant que les choses ne s'y passent point d'une manière plus austère et plus édifiante que de notre temps. C'est toujours avec une allégresse nouvelle que ces enfants voient venir ces demi-classes de langues vivantes, et le professeur non indigène monter dans la chaire du latiniste. Je ne crains pas beaucoup les démentis de l'aimable auditoire sur l'article discipline scolaire. Nous avons un grand génie

centralisateur en France, et cela est heureux, et un grand goût d'autorité, quand l'autorité est dans nos mains. Mais je doute qu'avec tout ce génie et toute cette autorité on vienne jamais à bout de mettre les langues vivantes sur le pied de discipline des classes de latin; et cela s'explique de soi. Le grec et le latin, qui tiennent tout le domaine des lettres, font des disciples; l'anglais et l'allemand n'en font pas. Nos jeunes Français, il faut les en louer, diront toujours de leur professeur de latin : « mon professeur; » mais ils ne le diront pas des maîtres de passage qui leur enseignent les langues modernes. « Mon professeur ! » c'est vrai cela, et c'est charmant; c'est de la piété filiale. En effet celui-là est mon maître qui tient chaque jour entre ses mains mon esprit, mon inclination, et mon cœur plus souvent qu'on ne pense. Il est quelque peu mon père par substitution.

Nil me pœniteat sanum patris hujus ! a dit Horace. Ce maître de latin, cet éducateur perpétuel, qui se continue dans ses collègues, est, en effet, le seul de la maison qui commence et mène à terme une éducation. Celui qui écrit ces lignes connaît, esprits et cœurs, bon nombre de ceux qu'il a eu l'honneur d'instruire, et qui l'en ont grandement récompensé par leurs talents et leur bonne renommée dans toutes les professions.

L'enseignement des langues vivantes n'a donc jamais fait défaut dans l'ancienne Université; et reprendre celle-ci d'incurie sur ce point n'est ni juste ni vrai. On fait plus de bruit aujourd'hui autour des idiomes de nos voisins. L'opinion a pris feu sur ce qu'elle appelle une nécessité des temps, et qui en est une, on ne peut en disconvenir. Mais il est acquis que cet accessoire aux études fondamentales de la latinité n'a rien de nouveau, et qui mérite qu'on en occupe toutes les bouches de la renommée.

Il convient de se bien entendre, non pas sur l'utilité des langues vivantes, laquelle va de soi, mais sur les résultats pratiques de cet enseignement, et sur la place qu'on peut lui faire honnêtement dans nos Classes. Il s'agit de ne pas éblouir le monde en une pareille affaire. Il semble que l'apophtème spécieux « on apprend le latin pour lire et les langues modernes pour les parler » ait coupé court à toute controverse à l'égard des langues vivantes, et qu'il n'y a plus qu'à les laisser se répandre sur notre beau pays de France et y établir leurs campements. Cela a l'air d'une dédition à l'ennemi, selon toutes les lois de la guerre. Cette dédition, ignominieuse et dernière, jamais peuple vaincu n'y a été consentant. Après que Philippe de Macédoine, triomphant à Chéronée, eut mis son genou insolent sur la gorge du Grec gisant à terre, il n'obtint pas de lui qu'il cessât de parler grec, et qu'il se tordît la bouche pour parler le Thrace. C'est,

au contraire, Philippe, ce nourrisson de la Grèce, qui se faisait honneur de traiter avec Démosthènes dans la langue de l'Athénien. Et nous aussi nous avons porté notre langue et nos idées jusque dans les régions d'où nous est venue la défaite, et encore au delà de ces régions. Le français a été, dans nos deux derniers grands siècles, non-seulement la langue par excellence des affaires, mais encore la langue de tout ce qu'il y avait d'hommes doctes et bien élevés en Europe. Leibnitz est des nôtres et du plus grand monde de France, quand il correspond avec Bossuet, presque dans le français de Bossuet. Plus tard, à Berlin, on courtise notre précision et nos grâces dans la personne de Voltaire. A Vienne, à Saint-Petersbourg, on écrit et on parle notre langue sans tours mauvais et sans mauvais accent. On vient à elle de partout. Elle a régné sur l'Europe; elle n'y règne plus, ou elle n'y est plus traitée en souveraine. C'est fini de cette ubiquité dominante et aimable. Notre esprit a perdu sa vive et immense lumière; le crêpe qui voile nos drapeaux l'a comme éteint. Passons donc aux idiomes étrangers; ils nous sont nécessaires pour le commerce de l'exportation.

D'accord; mais n'en opprimons pas tout le solide et tout le brillant de notre éducation nationale; et n'allons pas faire d'une occupation de l'esprit, relativement facile, un treizième travail d'Hercule. Je m'explique, et j'invoque ici l'expérience de tous les humanistes, un peu bien doués, qui ont appris les langues vivantes par les procédés en usage dans nos Classes. N'est-ce pas que le grec et le latin, ces deux exemplaires du discours le plus lié, le plus nerveux et le plus artistement formé qui ait traversé les âges, facilitent singulièrement l'entrée aux langues vivantes, et vous mettent vite en possession des éléments et des tours propres à ces langues? Je ne dis pas que cela se fait du jour au lendemain, et qu'on emporte la place dès le premier assaut. Mais il est d'expérience dans les choses de l'esprit qu'après que celui-ci s'est acquitté du plus difficile, le moins difficile ne lui est presque plus rien. De quoi voulez-vous que s'étonne un humaniste qu'on met à l'anglais ou à l'allemand, après qu'il a eu raison du grec et du latin? Et qu'est-ce pour lui que la phrase allemande, la plus dense et la plus complexe, après qu'il a décomposé et rétabli dans son ordre logique une période de Démosthène ou de Cicéron? C'est, grammaticalement parlant, se délasser des anciens par les modernes. S'agiter au sujet des langues vivantes à ce point qu'on songe à mettre dehors pour elles, ou à peu près, les Muses antiques, c'est une faiblesse d'esprit accompagnée de violence.

Les langues vivantes, ce n'est rien à un latiniste, je dis, à un latiniste, pour ce qui est de les lire et de les connaître littérairement. Je me souviens que nous baragouinions plutôt que nous ne

prononçons l'anglais au collège, en 1825, et déjà Milton et Shakespeare nous étaient, non pas familiers, mais très-accessibles, avec l'aide du Dictionnaire, bien entendu. De là à nous entretenir les uns les autres en anglais, il y avait tout le détroit de la Manche. Mettre ces enfants en état de parler couramment l'anglais ou l'allemand entre eux et avec leur maître, c'est là qu'est le nœud gordien, et ce n'est pas à moi à le trancher. Néanmoins le sens commun nous crie, et avec lui l'expérience d'un chacun, que la seule école efficace et pratique des langues modernes, ce sont les pays où on les parle; c'est la maison de quelque ministre anglais ou celle d'un négociant de Hambourg. Ne vont là que ceux qui ont les moyens de s'y faire transporter et d'y séjourner, je le sais bien. La difficulté d'un enseignement national des langues vivantes reste donc entière; et les pouvoirs publics n'ont pas trop de toutes leurs ressources pour la résoudre d'une manière quelque peu populaire. A nos yeux, ce serait un prodige d'habileté et de sagesse administrative, que de combiner les travaux de nos humanistes de telle sorte, que la latinité ne cédât rien de son domaine propre aux langues vivantes, rien de ses dieux lares, rien de ses exercices cardinaux, rien du commerce assidu et profond des auteurs, rien surtout, ou le moins qu'il se pourrait, de la direction personnelle et supérieure du maître de latin, de celui que nos élèves appellent encore « mon professeur ». Un tel prodige n'est pas au-dessus des hommes de notre temps, et nous le verrons peut-être s'accomplir. Puisque la langue française n'est plus nécessaire à l'Europe, et que nous sommes devenus les nécessiteux du dix-neuvième siècle, allons quêter chez les étrangers ce supplément à notre indigénat appauvri et au génie latin qui s'est retiré de nous; mais ne faisons pas à nos Français des monstres de ces acquisitions d'outre-Manche et d'outre-Rhin; et surtout n'érigions pas en institutions constitutionnelles les langues vivantes, cet appendice des grandes lettres grecques et latines.

Il ressort donc de cette réduction du latin, de ces vers supprimés, de ces thèmes ramenés à l'intermittence, de ces discours ou amplifications sans héros qui y figurent, sans personnages à grands sentiments, de ces explications d'auteurs presque aussi bas tombées que les traductions interlinéaires, en un mot, de ce jeune général imposé aux facultés créatrices de nos rhétoriciens, il ressort de toutes ces exécutions à la Procuste qu'elles sont faites principalement, sinon uniquement, au profit des langues vivantes.

Celles-ci n'ont pas encore tout dévoré, mais cela viendra. Encore un peu, et nous aurons dans nos écoles publiques l'invasion du polyglottisme. C'est le renversement des procédés éternels de l'art de penser et de l'emploi naturel de nos facultés. Ainsi nous donnerons

plus de notre attention aux choses difficiles qu'aux choses relativement aisées. Ce qui fait l'esprit, de la même manière que la viande fait les muscles et les os, par une assimilation lente et proportionnée, nous occupera moins que ce qui le récrée et le retient par un divertissement de simple imitation. Vous vous plaignez sans cesse, et avec raison, de la légèreté de ces enfants, de ces têtes plus occupées du vol d'une mouche que de leurs *devoirs*. Professeurs, maîtres d'étude, les saints hommes! précepteurs ecclésiastiques ou séculiers, le père lui-même ou la mère, s'ils interviennent dans l'instruction de leurs fils, n'ont pas assez d'yeux et d'oreilles pour surveiller ces enfants et les tenir appliqués à leur tâche. Quelle affaire! Cela étant, vous allez diminuer, non-seulement l'objet et la pâture par excellence de la méditation (*Suavissimus ille animorum pastus*, a dit Cicéron), mais encore la gymnastique elle-même de la méditation. Et ces langues vivantes, subordonnées au grec et au latin dans l'ordre des temps, le disputeraient à la discipline antique, pour ce qui est d'enfanter et d'amener à l'âge adulte des penseurs et des logiciens de droit fil! Que dis-je? elles seraient tout près d'évincer cette discipline! Que la lice en gésine prie sa compagne de lui prêter son toit pour y mettre bas, à la bonne heure; mais que la lice délivrée ne nous menace pas de ses dents et de celles de ses petits, quand nous lui demanderons à rentrer chez nous!

IX

« On écrit trop, on compose trop dans nos établissements publics, on a trop de *devoirs* à rédiger. » Est-ce un écolier paresseux qui tient ce langage? Alors je suis de son avis, je me rends. Mais que voulez-vous que fassent ces enfants dans leurs salles d'étude ou chez vous? Et ce temps, dont la nature leur est si prodigue, à quoi voulez-vous qu'ils l'emploient, sinon à des *devoirs* étudiés, médités et rédigés de leur belle main, à des leçons apprises par cœur? Voulez-vous laisser mourir d'inanition, l'une après l'autre, leurs facultés, aujourd'hui la mémoire, demain l'imagination, la réflexion? Ce sera bientôt fait. Déjà leur mémoire, qui ne s'entretient que par des textes appris, est atteinte de sénilité. Interrogez à cet égard les professeurs des Classes d'humanités. La faute n'en est pas aux maîtres, mais à ces éphèbes qui laissent leur mémoire s'atrophier faute d'aliment, et qui marchandent à leurs professeurs le nécessaire, les *leçons* réglementaires. Et voici que les *leçons* elles-mêmes sont réputées excessives et surérogatoires! En vérité, les enfants auxquels

vous retirez la nourriture qui « engraisse l'âme, » selon la belle expression de Bossuet, et qui renouvelle l'homme, ne peuvent pas faire comme les ours, qui, en temps de disette, se pourlèchent les pattes.

La mémoire mise au pain et à l'eau, l'imagination n'a plus que faire de vivre ; il faut qu'elle défaille, ou qu'elle se ronge elle-même dans le vide et dans le pays des fantômes, *inania regna*. Elle avait encore à quoi se prendre dans un objet que je tiens pour le plus passionnant de nos études, pour les *vers latins*. On lui ôte les *vers latins*, sans doute parce que Michel-Ange, Milton, Michel de L'hospital, tous les grands esprits des quinzième et seizième siècles, sans compter ceux du dix-septième, ont fait des *vers latins*, et n'ont pas été pour cela de moins grands esprits. On lui ôte, ou, ce qui revient au même, on lui fait une cote mal taillée de la *narration latine* et du *discours latin*, où elle se montrait ordonnée, suivie, retenue, maîtresse de son plan, de ses mouvements, de ses traits, animée d'un feu de jeunesse, et point sans coloris ni pathétique. Je ne surrais rien ; j'ai loué plus d'une fois et estimé à leur vrai prix ces productions d'adolescents. Hélas, elles vont tomber si bas ! L'imagination de notre jeunesse ne se relèvera pas, croyez-le bien, de ces coups mortels et redoublés. Et ce n'est pas le fait de composer et d'écrire en un français tel quel, destitué de la vertu du latin et vide de la moelle des anciens, ce ne sont pas vos dissertations nouvelles ou vos moralités métaphysico-sociales infligées à des écrivains français des classes de cinquième, de quatrième et de troisième, qui suppléeront, pour le profit et l'avancement des esprits, à la pratique du latin et à ces imitations, originales en leur saison, des chefs-d'œuvre de l'éloquence antique. Ces ingénus auront beau « étendre un peu la chose, » comme M. Jourdain prie son maître de philosophie de le faire pour le compliment à la Marquise ; ce sera toujours, sous la plume de ces petits : « Belle Marquise, vos beaux yeux, ... » avec les variantes. Pauvres enfants ! Nous aurons des écoles primaires de journalistes et de romanciers.

De la Faculté de réflexion, il n'y a plus à en parler. La voilà qui fait la même fin que ses sœurs, la Mémoire et l'Imagination ; elle aussi va s'éteindre par les privations. Le *thème latin* n'étant plus administré qu'à doses homœopathiques, il n'y a plus lieu pour ces anémiques à aucun effort de tête, à aucune discipline grammaticale, à aucun travail de traduction et de comparaison. Le génie de l'une et de l'autre langue va les fuir ; ils ne sauront ni le latin ni le français, quoiqu'en pourra dire et libeller l'inaltérable optimisme des *Missi Dominici* de l'administration universitaire.

Eh bien, nous, les routiniers et les barbes grises de la maison,

nous maintenons contre les hautes [puissances de la linguistique, laquelle intervient beaucoup trop, à notre petit sens, dans nos affaires domestiques, nous maintenons que, pour savoir un peu le latin, je dis un peu ! il faut se mettre en état de l'écrire, comme si on devait, non pas le lire seulement, mais le parler au moins dans le monde des érudits. Car de le parler comme les latins du temps de Plaute, nous n'y prétendons pas. Lire le latin, lire Lucrèce, Virgile, Horace, Cicéron, Tite Live, Salluste, César et Tacite ! Mais c'est tout l'objet, grand Dieu ! de l'étude de l'antiquité ; et dix ans de cette gymnastique des forts, oui, les dix ans du siège de Troie ! ne sont pas de trop pour nous rendre maîtres et possesseurs « de la chose romaine. » Se mettre en puissance de lire les Latins, on nous parle de cela comme d'un rien, comme de se rendre capable de danser passablement. C'est manquer de respect à l'antiquité et au génie français.

Ainsi l'on met la main sur ces trois maîtresses facultés, toutes trois divines au même degré, et dignes de ce respect que Juvénal veut qu'on ait pour la belle adolescence. On ordonne « de ces captives. » On déclare la mémoire, l'imagination et la réflexion impropres à donner des fleurs et des fruits, chacune en sa saison ; et l'on détourne d'elles ces eaux fécondantes que nous leur dispensons par mille canaux secrets, avec à propos et mesure. Simples nous fûmes alors ! Nous pensions bien faire et former de bons sujets pour notre pays.

IX

Mais on nous crie : « Vous êtes des arriérés, les demeurants d'une société qui a achevé ses destins. Ne voyez-vous pas ce qu'est la nôtre ? C'est une usine qui a besoin de produire vite et beaucoup, et de s'outiller en conséquence. Elle a assez des longues écoles, et des apprentissages qui se traînent. Elle veut qu'on lui confectionne promptement des hommes d'État, des capitaines, des orateurs, des diplomates, des jurisconsultes, des administrateurs, des médecins, des avocats, des utilités universelles. Elle n'a que faire des premiers principes, pas plus de ceux de la grammaire que de ceux de la politique, de l'éloquence et de la sagesse. A quoi bon ces préliminaires de la vie publique, réglés, soutenus et menés en douceur, de peur d'avortements ridicules ? A quoi bon cette ébauche de l'homme civil (τοῦ πολιτικοῦ), comme le définit Aristote ? Eh ! nous n'élevons plus la jeunesse ; nous la poussons hors du nid avant que les ailes ne lui soient venues. C'est à elle, au dix-neuvième siècle, à user de son

duvet comme elle le pourra « à voleter, à se culbuter » dans sa liberté et ses grâces naturelles. Une école de l'art de penser, lente, impérieuse, accommodée à l'âge de chacun, aiguillonnante pour les forts, secourable aux faibles, et pour tous souverainement disciplinante, ce n'est plus l'affaire de notre temps ! Voyez ; la jeunesse elle-même n'a plus cœur à la règle et aux pratiques scolaires. Pourquoi travaillerait-elle ? A quelle fin ? Jamais les temps ont-ils été plus propices aux ambitions ignardes et fainéantes ? »

Cela n'est que trop vrai. Il s'est élevé sur notre malheureux pays un vent de nouveauté et d'insatiation inouïes qui fera que ces jeunes gens attendront tout des mutations redoutables de la chose publique, et presque rien de leur propre industrie. Ils auront vu tant de jeux insolents de la fortune, comme dit le poète...

... Fortuna, ludum insolentem ludere pertinax...

Ils auront vu l'incapacité, la paresse et l'inconduite poussant leur homme plus vite que jamais n'ont fait le mérite, l'application et les bonnes mœurs. « Ils auront vu les cieux ouverts tout à coup, » comme dit Saint-Simon, à des ambitions de néant et à des cupidités d'un cynisme et d'une candeur effroyables ; les plus lourds et les plus mous du stade remportant la palme sans avoir doublé la borne ; des largesses de prêtures, d'édilités, de généralats, de charges civiles et militaires, à faire croire que tous sont nés en France pour commander et personne pour obéir ; des moyens de faire de soi un personnage, et des voies d'arrivée inconnues dans les cours elles-mêmes, et sur lesquelles notre souplesse démocratique a raffiné ; des investitures de toute sorte sans noviciat, sans preuves faites et produites, sans degrés, sans stage, sans mécomptes ni passe-droits dévorés en silence. Nos fils auront vu tout cela. Comment aimeraient-ils la grammaire, cette maîtresse grondeuse et toujours réprimante ? Elle leur prescrit des choses toutes contraires à celles qu'ils voient se passer sur la place publique. Comment ne pas déplorer, avec l'éloquent évêque d'Orléans, et d'un cœur aussi contristé que le sien (*cor mærens*), une société, à laquelle on aura fait cette tête infatuée et languissante, *omne caput languidum* ? Et quelle nation que celle où les particuliers mettront leurs espérances, non plus en Dieu et en leur bonne volonté, mais aux perpétuels remuements de la chose publique ? Non, l'illustre maître d'Alcibiade, Socrate, n'aurait point acquiescé à de tels Règlements d'études.

X

Qu'est-ce donc que nous défendons ici, et que nous ne voudrions voir ni affaibli, ni déprimé, ni subordonné à quoi que ce soit? Nous défendons les premiers principes, et l'art « de conduire ses pensées avec ordre »; ce qui implique (tout le monde voit cela) le même ordre dans les mœurs. Les bons esprits errent peu en morale. Nous tenons pour le grec et le latin, en tant qu'ils sont l'un et l'autre toute l'instruction humaine et séculière, et les deux instruments de pédagogie les plus parfaits. Quand nous disons toute l'instruction humaine, nous ne nous payons pas de mots creux et d'une formule de métier ambitieuse et vaine. Nous pensons à la connaissance de l'homme, sur laquelle l'antiquité, on le sait aussi bien que nous, ne nous laisse pas un seul moment à court et l'esprit à l'air. Nous tenons pour les premiers principes qui ne changent pas contre les petites espèces, sujettes au changement, qu'on veut introduire dans l'enseignement des lettres, et faire couler dans les esprits au moyen d'exercices imitatifs d'un labeur nul ou médiocre. Ce n'est pas d'hier que ces petites espèces se sont frayé des passages dans le système de nos humanités françaises; et nous ne sommes pas au bout de ces suppléments à l'art de penser, dans lesquels le principal ira tout à l'heure s'engloutir. Au temps de la *bifurcation*, nous avons eu les petites espèces sous le nom d'aptitudes professionnelles, auxquelles il fallait satisfaire tôt, et que ces enfants étaient mis en demeure de découvrir en eux-mêmes par le diagnostic psychologique. Alors l'utile dut évincer de nos Classes tout ou partie de l'idéal; et les maîtres de latin durent s'abaisser d'autant et se proportionner, disait-on alors, « à la moyenne » des intelligences; comme si s'accommoder aux médiocres n'était pas mettre les sorts au même point que ceux-ci, et tout le monde à plat. Le vieil esprit de la maison et l'opinion publique, encore un peu saine à cette époque, triomphèrent de ces nouveautés funestes. Le Minotaure de la bifurcation n'en a pas moins dévoré toute une génération intéressante d'humanistes. On n'opère pas sur l'esprit humain *tanquam in anima vili*. Aujourd'hui les petites espèces reviennent; mais elles reviennent en force et avec des airs d'usurpation tout à fait hautains. Elles portent l'habit anglais, allemand, slave, que sais-je? tout ce qui n'est pas la toge des latins de la *gens*

togata. Elles dérobent ceci au grec, et puis cela au latin, et ceci encore à la composition de tête, au *thème latin*, à la *narration* et au *discours latin*. Elles ont mis hors la loi les *vers latins* et, avec eux, le sentiment poétique, le goût, l'enthousiasme. Où s'arrêteront la proscription et le nivellement des parties hautes de l'esprit? Et quand est-ce que la faulx de l'utile aura assez fauché dans le champ de l'idéal? Nous n'aggravons pas les choses; nous disons l'état du malade tel que nous le voyons et en jugeons à la faiblesse de plus en plus alarmante du poulx et des fonctions *péricardiques*. Nous avons été, en notre rang obscur, l'un des membres agissants et non spéculants de ce grand corps universitaire. Nous savons ce qui le fait vivre et ce qui le fait languir, et ce qui, à fin de compte, le détruira.

Ce pessimisme des *routiniers* de l'institution demande à être entendu dans ses raisons. La diversité et la *temporarité* (qu'est-ce qu'un néologisme de plus aujourd'hui?) des personnes dirigeantes ne nous touche plus. Nous n'envisageons que le péril de la maison; nous sommes les voisins d'Ucalégon. Ce qui nous épouvante, ce qui nous touche de pitié pour nos petits-fils, c'est qu'on ne cesse d'attenter à l'immuable. Or nous sommes pour l'immuable, c'est-à-dire pour cette éducation traditionnelle en honneur chez tous les peuples policés, et qui veut que les choses anciennes soient enseignées, en premier lieu et au premier rang, aux générations les dernières venues sous le soleil. Il faut commencer par « savoir le genre humain », comme Bossuet le disait au dauphin de France. Cela pue le monarchique, j'en conviens, mais cela est resté vrai, sensé, grand. Apporter du changement par voie de décret, d'ordonnance ou de Circulaire, à cette transmission magnifique de la science du genre humain; l'appétisser, la gêner et la rompre par des choses qui ne la valent ni pour l'effet, ni pour le profit; distraire les nouveaux venus dans la vie du spectacle instructif des affaires et des passions du monde, des vertus et des vices des hommes, de la sagesse ou de la folie des peuples et des particuliers; jeter toute sorte d'incidents scolaires à la traverse de cette contemplation des choses humaines, unique par le charme et l'intérêt; séparer le maître de latin, le vrai maître de belles-lettres, le pétrisseur d'esprits et de caractères, oui, de caractères, le séparer de ses enfants d'adoption, de sa famille spirituelle, par des intermèdes fréquents, au pied levé, tumultueux, qui livrent ces Classes à des intérimaires de direction nulle ou peu constante; retrancher de l'art de penser ou réduire à presque rien les occupations épineuses, ardues, qui fortifient ou aiguillonnent, et lâcher dans les prés fleuris de l'idylle, de l'Églogue ou des moralités fades

ces esprits nés pour la méditation, l'action et peut-être le gouvernement ; énerver, sciemment ou innocemment, en bas, en haut, à tous les degrés de la scolarité, le travail propre de l'imagination et de la raison ; et, dernier dissolvant de nos études, auquel la sagesse de la maison résistera ! nos professeurs, chacun pour sa partie, livrés à toutes les intempérances de l'enseignement oral et de l'improvisation fortuite, perdant à cela leur goût qui est infailible, s'il ne fait qu'avertir, reprendre et gourmander, qui s'infatue ou s'éblouit, s'il ne se rectifie pas sans cesse par les textes immortels de la Grèce et de Rome. Que dirai-je de plus ? le goût de la maison, encore préservé des corruptions de la place publique, s'abandonnant à la fin, et, dans ce relâchement de toutes les autorités enseignantes, celui-ci affichant sa manière de voir en littérature, cet autre la sienne, les opinions personnelles battant la campagne, et chacun tirant à soi ces générations divisées sur le bien, le vrai et le beau : de telles nouveautés valaient la peine d'être considérées avant qu'on ne leur donnât force de règlement. Je dis que ce n'est pas toucher seulement à l'extérieur des choses, et rafraîchir la façade de la maison ; c'est en remuer tout le dedans et en bouleverser toute l'économie. N'appellez pas cela changer quelque petite chose aux us et coutumes ; nous maintenons qu'on ébranle par là les fondements eux-mêmes de l'institution universitaire de la grande éducation française.

— On nous dit qu'on n'a pas entrepris contre les vérités universelles des lettres et de la morale ; eh, je le sais bien, et il ne nous eût plus manqué que cela ! Mais ces vérités n'étant plus enseignées qu'à demi et, pour ainsi dire, en courant, n'étant plus inculquées d'autorité, et les textes où leur beauté resplendit n'étant plus pour nos écoliers qu'une sorte de vision apocalyptique sur laquelle le sens humain n'a pas de prise, je dis que ces vérités sont, à l'égard de ces jeunes esprits, comme si elles n'étaient pas, et comme si le fond en était ruiné. On a donc entrepris contre l'immuable, bien qu'on s'en défende ; on a essayé de changer ce qui ne change pas. Voilà pourquoi nous nous déclarons les arriérés et les routiniers de l'institution. Nous nous intéressons peu aux petits aménagements nouveaux de la maison. Qu'on y range ceci, qu'on y range cela pour la commodité d'un chacun, et qu'on s'en tresse une couronne de réformateur de l'enseignement public, nous n'y regardons même pas. Mais quand les remuements vont à ruiner tout, quand ce sont nouveautés qui rongent et qui désagrègent, quand la tradition de science et de lumières, à laquelle nous devons les hommes, les premiers de notre pays en toute chose, ceux qui ne sont plus et ceux

qui « respirent encore le jour » comme a dit notre grand Corneille, un latin, un romain celui-là ! quand cette tradition est près d'être rompue, nous ne pouvons pas, nous, l'un des enfants de l'Université en détresse, retenir ce cri de la piété filiale que poussa le fils de Codrus. Faire de la France ce qu'on appelle aujourd'hui un peuple pratique, singe de ceux qui habitent par-delà l'Atlantique, on peut l'essayer, et je doute fort de cette métamorphose *in extremis*. Mais ce que je vois clairement, et avec moi tous ceux qu'épouvantent ces nouveautés de l'espèce populaire (*gaudens popularibus auris*), c'est que nous prenons le grand chemin de n'être même plus la société française. *Di omen avertant !*

AUGUSTE NISARD.

PAPE ET EMPEREUR

Le 14 mai 1872, un an après le traité de Francfort, on discutait au *Reichstag* un poste de 15,000 thalers, porté au budget des affaires étrangères pour l'entretien de la légation allemande auprès du pape. La majorité ne montrant pas, pour accorder cette faible somme, la complaisance habituelle, le chancelier, M. de Bismarck, s'écria : « Soyez sans souci, nous n'irons pas à Canossa. » Un tonnerre d'applaudissements couvrit la voix du fier orateur, et les 15,000 thalers furent votés. Le vénérable M. de Gerlach, président de la cour d'appel de Magdebourg, un des vétérans du vieux parti conservateur protestant prussien, et ami du feu roi Frédéric-Guillaume IV, se demande, dans une brochure¹ étincelante de verve, quelle peut être la fin de la politique manifestée par d'aussi singulières paroles. « M. le chancelier, dit cet illustre vieillard, dont la plume déploie encore, en 1872, la même énergie avec laquelle il tenait l'épée, en 1814, M. le chancelier rappelle le souvenir des jours de Canossa, où un impuissant empereur, profondément enfoncé dans le péché et dans la chair, a dû s'humilier devant un des plus grands papes, à l'apogée de son influence. Alors, en 1077, presque toute l'Allemagne était sous les armes contre l'empereur et pour le pape². Qu'a de commun avec Canossa, le victorieux empereur protestant, Guillaume, à la tête de sa grande et fidèle armée, en face d'un pape octogénaire, à qui la violence révolutionnaire a dérobé ses États, et au sort de qui aucune puissance, ni petite, ni grande, pas même une puissance catholique, ne s'intéresse? »

En laissant de côté, comme il convient, toute discussion sur le

¹ *Kaiser und Papst vom Verfasser der Rundschau*. 3^e édition, Berlin, chez G. van Muyden. Br. in-8^o de 80 pages.

² *Voy. Eichhorn, Deutsche Staats und Rechtsgeschichte*, 2^e édit., 1818, partie II, p. 58-66.

plus auguste personnage de la nouvelle Allemagne, il n'est pas difficile de répondre à la question de l'honnête et éloquent auteur des *Rundschau* (*Rondes*).

Les deux principales occasions de la querelle du sacerdoce et de l'empire, du temps de Henri IV le Salique, étaient : la protection accordée par le pouvoir civil (l'empereur) aux prêtres simoniaques ou mariés et la défense faite, par Grégoire VII, aux évêques de recevoir leur institution spirituelle de l'État (l'investiture par la crosse et l'anneau). Le principe même de cette querelle était la prétention païenne, tyrannique et irrationnelle de l'État (l'empereur), de se croire un pouvoir absolu et, par conséquent, radicalement au-dessus de tout ordre ecclésiastique ou de toute communion religieuse ou morale (le pape, l'Église). La protection accordée aux « Vieux Catholiques, » la *Lex Lutziana*, la proscription des jésuites, la chasse aux petits Frères et aux écoles religieuses de filles, et le cas de Mgr d'Ermland prouvent qu'en ces matières, depuis le onzième siècle, les gouvernements allemands n'ont rien appris. Quant à la prétention, relative à l'absolutisme de l'État, du Dieu-État, jamais, à aucune époque de l'histoire des tribus germaniques, elle ne s'est manifestée plus audacieusement qu'aujourd'hui. C'est cette vieille erreur que l'infatigable évêque de Mayence a résumée en ces termes énergiques : « L'État sans Dieu, l'État lui-même Dieu, guerre au vrai Dieu par l'État¹. »

M. de Gerlach le rappelle cruellement : autrefois, quand il était un homme ordinaire, M. de Bismarck, le porte-étendard du césarisme actuel, appelait cette prétention le « vaisseau-folie de notre temps » : le 15 novembre 1848, à la tribune de la seconde Chambre des États de Prusse, dans un discours contre le mariage civil, il s'écriait : « J'espère vivre assez longtemps pour voir se briser le vaisseau-folie de notre temps contre le roc de l'Église chrétienne. » Si l'heureux ministre veut encore se donner cette satisfaction, il devrait se hâter d'aller à Canossa, c'est-à-dire, de renier la politique qui l'a comblé de lauriers et de fortune et, comme le disait naguère l'éminent archevêque de Malines, humilier son empire devant celui de la vérité. L'orgueilleux et sensuel Henri IV ne fit pas autre chose; s'il avait agi de bonne foi et s'il était resté fidèle à ses promesses, il aurait acquis une gloire impérissable. Secondé par des évêques schismatiques, par des prêtres mariés et par quelques bourgeois privilégiés (libéraux des grands centres urbains), l'empereur essaya

¹ *Die Centrums Fraction auf dem ersten Deutschen Reichstage*, von Wilhelm Emmanuel Freiherr von Ketteler, Bischof von Mainz. Br. in-8° de 155 pages. Mayence, chez Kirchheim.

de rétablir les doctrines césariennes des *Pandectes* sur le *Prince*, et de ruiner, dans leur base, les libertés civiles, qui sont le fruit naturel du christianisme. Le pape, appuyé par les peuples, il ne faut pas l'oublier, s'opposa à cette entreprise monstrueuse, et la postérité lui a voué une reconnaissance qui n'est pas éteinte. Il a maintenu la liberté civile, qui n'existe que chez les nations chrétiennes. Si vous dégagez les actes et les lettres de Grégoire VII des formules, des mœurs politiques et des institutions, propres à la fin du onzième siècle, vous n'y trouverez pas d'autres principes que ceux du concordat de Worms (1122), qui mit fin à la querelle des investitures, et ceux du récent *memorandum* des évêques allemands, réunis à Fulda, au tombeau de saint Boniface, le 20 septembre 1872¹.

En suscitant la vieille querelle des deux puissances, les fondateurs du nouvel empire allemand ont agi comme les pouvoirs qui finissent. Il n'est pas, dans l'Europe, une seule monarchie qui ait duré sur de pareilles bases. Tous les grands empires, dont l'histoire de la civilisation a gardé, depuis dix-huit siècles, le bienfaisant souvenir, ont été bâtis sur le « roc de l'Église chrétienne, » et, en particulier, chez les tribus germaniques, qui ont constitué le « saint-empire, » il n'est pas une dynastie qui ait inauguré son règne par une hostilité systématique contre l'Église : ni Charlemagne, ni Othon le Grand, ni Conrad de Franconie, ni Conrad de Hohenstaufen, ni Rodolphe de Habsbourg, ni les Guelfes, ni les Wittelsbachs, ni les Luxembourgs n'ont commis une si lourde faute ; et Frédéric II lui-même, quand il conquérait la Silésie, protégeait la Compagnie de Jésus.

Le parti aujourd'hui dominant en Allemagne renie hautement ces traditions salutaires. Il existe même, dans son sein, une classe de professeurs, qui ont tenté de justifier, « par la science des faits, » une politique aussi contraire à l'histoire et à la raison.

Après l'insuccès de « l'empire prussien » de 1848 et surtout depuis l'époque de la campagne d'Italie, par laquelle le dernier gouvernement français inaugura l'absurde politique dont on connaît aujourd'hui les conséquences désastreuses, il s'est formé, en Allemagne, une école historique, dont le but est de prouver que les margraves de Brandebourg ont été les plus patriotiques de tous les princes de l'Allemagne, qu'eux seuls n'ont jamais pactisé avec les « ennemis héréditaires » de l'empire (les Italiens et les Français), qu'ils n'ont jamais combattu les empereurs élus que dans l'intérêt de la « liberté germanique, » qu'ils sont, depuis le dix-

¹ Lisez, par exemple, le § VIII de ce magistral document.

septième siècle, la force et l'espoir de la grande « patrie allemande, » et que la maison d'Autriche, ambitieuse, égoïste, inintelligente, sordide, a été la cause de la décadence de l'empire et du sentiment national.

Cette thèse est développée, avec des commentaires « scientifiques, » dans vingt ouvrages dus à MM. Louis Häuser, J.-C. Droysen, Ad. Schmidt, Treischke, etc. Le plus habile de ces professeurs, auxquels on a donné le nom caractéristique « d'architectes historiques de la petite Allemagne (*Kleindeutsche Geschichts Baumeister*), » est, sans contredit, M. Henri de Sybel, auteur d'une intéressante histoire de l'époque de la révolution de 1789 à 1795. Les écrits de M. de Sybel méritent une attention particulière, car il est l'historien prophète de la politique, dont M. de Bismarck a été le ministre pratique, et il a été proclamé, en pleine Chambre prussienne, « le plus grand historien vivant. » Son livre sur la nation allemande et l'empire¹, développement d'un discours prononcé en novembre 1859, à l'Académie de Munich, sur les nouveaux historiens de l'empire (MM. Giesebrecht, etc.), produisit une sensation d'autant plus grande qu'il formait un plaidoyer indirect en faveur de la politique prussienne, avant et après la paix de Villafranca, et un essai de justification, « par l'histoire, » du programme du parti dit de Gotha, du *Nationalverein* ou de la *petite Allemagne*.

M. de Sybel admire la centralisation et l'unité françaises : si les Allemands ne jouissent pas de ces bienfaits, c'est à l'empire qu'ils le doivent, ou plutôt à la « séduction diabolique d'une monarchie universelle sacrée (*der dämonische Reiz der geweihten Weltkrone*, p. 57). » L'empire de Charlemagne n'était pas germanique : c'était une domination universelle sacerdotale (*eine priesterliche Weltherrschaft*). Presque tous les empereurs ont sacrifié la nationalité allemande à cette colossale erreur, à cette sorte d'idole. La politique impériale (*Kaiserpolitik*) est, pour M. de Sybel, synonyme de politique ecclésiastique (*Kirchenpolitik*). Le but humanitaire de cette politique le touche médiocrement et, rationaliste protestant, il déplore amèrement son but religieux. On sait que, dans tout le moyen âge, il est impossible de découvrir une seule application du principe dit des nationalités, tel qu'il a été compris et professé, de nos jours, à Paris, à Turin et à Berlin ; l'auteur soutient que c'est une raison de plus pour condamner cette époque, qui plaçait le principe humanitaire au-dessus du principe national, et qui respectait trop l'in-

¹ *Die Deutsche Nation und das Kaiserreich, eine historisch-politische Abhandlung*, von Heinrich von Sybel. 2^{me} Abdruck. Düsseldorf, 1861, in-8°, pp. xvi-136.

dividualité humaine pour la courber sous le niveau d'un unitarisme politique. Si l'Allemagne n'a pas été faite mille ans plutôt¹, comme la France moderne, c'est la faute des empereurs, pour lesquels le pays des Allemands n'était qu'une fraction de la république chrétienne. Ni les empereurs saxons, ni la maison Salique, ni les Hohenstaufen, ne trouvent grâce devant son patriotisme étroit et exclusif. L'époux de sainte Mathilde, Henri I^{er} l'Oiseleur, qui ne voulut pas se faire « sacrer, » et le successeur de saint Henri II, le juste et pieux Conrad II le Salique, un « indifférent, » comme le chef de la maison de Saxe, sont seuls exceptés de cette condamnation historique, avec le duc Ludolf et Henri le Lion, qui, eux, comprenaient les « besoins nationaux. » C'est surtout pour le roi-oiseleur, que M. de Sybel réserve ses caresses historiques, quoiqu'il ait été désigné pour le trône par Conrad I^{er}, un prince franc. Ce qu'il admire dans Henri I^{er}, c'est qu'« il ne s'appuyait que sur la puissance et le dévouement de son pays natal, la Saxe-Thuringe : grâce à cet appui, il vainquit les Hongrois, commença la conquête du pays des Vendes et des Tchèques, et garantit la Marche de Schleswig contre les Danois. » Il fonda une « puissance du Nord (*eine Norddeutsch Sächsische Macht*). » C'était, comme on voit, presque une fédération allemande du Nord, et son chef ressemblait presque au roi Guillaume. M. de Sybel glisse légèrement sur les empereurs de la maison de Habsbourg et de la maison de Luxembourg, de Rodolphe à Frédéric III, auxquels il n'aurait pas, sans une criante partialité, pu refuser quelques qualités « germaniques, » et arrive à l'époque où l'empire de Charlemagne et d'Othon, moralement détruit par le protestantisme, et politiquement rendu impuissant par l'exagération des vertus de Henri I^{er} chez les princes allemands, aurait pu devenir un empire germanique proprement dit, si les imitateurs modernes du duc Ludolf et de Henri le Lion n'y avaient mis obstacle. Il s'étend avec complaisance sur l'état déplorable où l'empire se trouva condamné depuis le traité de Westphalie, et triomphe assez facilement, en attribuant tous les malheurs publics de l'Allemagne, ou presque tous, aux empereurs et à la politique impériale. Il est vrai de dire que ces empe-

¹ Dans la *Revue historique (Historische Zeitschrift)* de M. de Sybel, 1^{re} livraison de 1871, on lit un article de M. P. Didolff, intitulé : 870 et 1870. *Jubilé millénaire de la nation teutonique*. Pour M. Didolff, « la nation teutonique est née en 870, au traité de Merssen sur la Meuse, » après le partage de la Lotharingie, quand l'œuvre de Charlemagne fut démembrée par ses propres descendants, et divisée à peu près suivant les principes du *Nationalisme* contemporain. Quand Tacite écrivait de *Moribus Germanorum*, il n'y avait donc pas de *Germanis*.

reurs n'étaient, de 1437 à 1806, que des « Autrichiens, » et cela suffit.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans l'exposition spirituelle, brillante, mais paradoxale de sa pensée, dont un savant professeur de l'université d'Innsbrück, M. Jules Ficker¹, a démontré les erreurs et même les injustices. Nous ne citerons que la fin de la thèse de M. de Sybel, parce qu'elle est devenue, depuis 1866, une réalité, et qu'elle contient, pour ainsi dire, le programme de la politique du cabinet de Berlin de 1863 à 1871.

M. de Sybel, après avoir dépeint, souvent avec beaucoup de vérité, la position exceptionnelle faite par les événements et par la loi, dans la monarchie allemande, à l'archiduché d'Autriche et aux autres États héréditaires de la maison de Habsbourg-Lorraine, en conclut que, depuis le quinzième siècle au moins, ces États étaient séparés de fait de l'Allemagne proprement dite, et que les traités de 1815 et l'histoire de notre siècle n'ont pas modifié cette situation. « L'Autriche, dit-il, est hors de l'Allemagne, mais elle lui appartient. » Dans la future réorganisation de la « patrie allemande, » quel rôle faudra-t-il attribuer à cette monarchie, à la fois allemande et cosmopolite, gênante pour le parti auquel appartient l'auteur et nécessaire à l'Europe et même à l'Allemagne nouvelle? Quelle place faut-il laisser à ce vaste empire, si faible à l'intérieur et si résistant à l'extérieur?

Suivant M. de Sybel, il n'y a que trois solutions possibles :

- 1° Le démembrement de l'empire d'Autriche ;
- 2° La fusion de l'Allemagne proprement dite et de la monarchie autrichienne, sous la dynastie de Habsbourg-Lorraine ;
- 3° Le projet de M. le général de Radowitz (exécuté par M. de Bismarck) : constitution d'une fédération allemande restreinte sous le commandement de la Prusse, et union perpétuelle de cette fédération restreinte avec l'empire d'Autriche.

La première de ces solutions, dit-il, n'est pas désirable, et peut-être est-elle irréalisable. La seconde serait la restauration ou plutôt un pastiche (*Abklatsch*) de l'ancien empire, une monarchie apparente de 70 millions d'âmes, une agglomération sans consistance comme l'empire de Frédéric II de Hohenstaufen, dont le gouvernement ne serait ni allemand, ni slave, ni magyar, mais lorrain, impérialiste, universaliste (*Lothringisch, kaiserlich, universalistisch*). M. de Sybel,

¹ J. Ficker. *Das deutsche, Kaiserreich in seinen universalen und nationalen Beziehungen*. Innsbrück, 1861, 1 vol. in-8°.

Le même. *Deutsches Königthum und Kaiserthum*. Innsbrück. 1862. 1 vol. in-8°.

qui a fait des prodiges de raisonnements historiques pour prouver que l'ancien empire a été le tombeau de la nationalité allemande et pour qui le nationalisme est le suprême bien politique, se déclare naturellement l'adversaire d'une telle combinaison, qui outragerait à la fois la raison des hommes d'État modernes, le bon sens historique et peut-être la liberté de conscience, conquête du protestantisme.

Mais, nous autres, Occidentaux, Austrasiens, Francs-Saliens ou Lorrains, nous n'avons rien vu de semblable dans le projet de réorganisation présenté à Francfort, en 1863, par l'empereur François-Joseph. Ce projet, qui, pour être réalisé, ne demandait ni fer ni sang, a été certainement le meilleur de toutes les solutions proposées. M. de Sybel en est *a priori* adversaire et se prononce pour la troisième solution citée.

Voici quelques passages instructifs de sa démonstration : « Il est, dit-il, en Allemagne et hors de l'Allemagne une foule de grands patriotes, d'hommes politiques libéraux et d'hommes d'État ambitieux qui sont convaincus que la destruction de la monarchie autrichienne serait le salut de l'Allemagne et de l'Europe. » L'auteur ne peut partager cette conviction, qui, suivant lui, n'est pas basée sur une connaissance exacte des faits historiques. Cependant elle était, dit-on, celle de M. de Bismarck, quand il était ambassadeur à Paris, et même en 1866, quand il adressait à M. d'Ussedom, à Turin, sa dépêche si connue sur le « coup au cœur » de l'Autriche (*Stosz in's Herz*).

L'Autriche actuelle, continue M. de Sybel, représente un état de choses qui existe depuis quatre siècles, qui a créé et enraciné des intérêts immenses et dont la durée même est, pour ainsi dire, la justification. On peut regretter ce qui s'est passé au quatorzième, au quinzième, au dix-huitième siècle, déplorer qu'alors l'Autriche se soit associée à la Hongrie et à l'Italie, au lieu de se confondre avec l'Allemagne. Regrets stériles : ce fait brutal est là devant nous, et, depuis trois siècles, l'Europe orientale a subi son influence. Cette monarchie n'a pas cessé de traverser les crises les plus redoutables, les guerres de religion, les invasions turques, les attaques de la Bavière et de la Prusse, les révolutions hongroises, les banqueroutes. Elle a tout supporté, parce que les éléments qui la constituent sont, par un intérêt commun, nécessairement coalisés, quoique disparates et même en apparence contradictoires. Aujourd'hui encore (1860) l'Autriche traverse une telle crise : tous les périls semblent la menacer, l'insolvabilité, la guerre, la révolution, l'instabilité du pouvoir, tout, excepté une dissolution complète et définitive. Si, cependant, une telle dissolution devait avoir lieu, nous assisterions à la rupture la plus colossale du présent avec le passé, et nous nous trouverions devant un avenir qui échapperait à toutes les prévisions humaines; rien ne serait certain en Europe que la tempête

et le danger, et l'on ne pourrait imaginer d'autre ligne politique que celle de l'armement et de la guerre. Le début d'une telle ère ne serait en aucun cas un bonheur pour le bien-être, la civilisation et la liberté des sociétés modernes.

Nous arrivons donc toujours à la même conclusion : l'Autriche est hors de l'Allemagne, mais elle appartient à l'Allemagne. Nous devons désirer, non la destruction de l'Autriche ou notre complète séparation d'avec elle, mais notre indépendance intérieure et la fin de la politique qui nous exploitait au profit d'intérêts exclusivement autrichiens. On ne saurait briser arbitrairement des rapports qui existent depuis quatre cents ans, et qui, par leur durée, ont jeté des racines profondes; mais ils doivent être appliqués conformément aux besoins actuels, au droit, à l'équité et à l'honneur de la nation allemande. C'est dans ces limites que doit être cherchée la forme de la constitution future de l'Allemagne, si on veut lui donner une base historique, et par conséquent de la vitalité et de l'avenir.

L'Allemagne, constituée à côté de l'Autriche en une fédération restreinte, a besoin d'une organisation plus vigoureuse de l'armée, de la marine, de la diplomatie et des grandes voies de communication; mais elle n'a pas moins besoin de la continuation d'une fédération plus vaste avec l'Autriche pour la défense commune contre l'étranger, et pour l'accroissement de leurs rapports commerciaux et moraux. Celui qui nie l'une de ces deux propositions se met en contradiction avec notre histoire, avec nos intérêts, avec la nature des choses.

Celui qui désire l'unité de l'Allemagne et le maintien de l'Autriche doit tendre à la constitution d'une fédération allemande restreinte, à côté de l'Autriche. Celui qui veut constituer, fermée et armée contre toute atteinte extérieure, l'Allemagne telle qu'elle est délimitée géographiquement depuis le quinzième siècle et moralement depuis le dix-huitième, doit respecter à l'intérieur l'indépendance des territoires et poser, comme premier principe de la politique extérieure, une alliance indissoluble avec l'Autriche.

Même alors l'entreprise sera hérissée de difficultés et de dangers. Dans la période de transition, il sera plus d'une fois nécessaire de montrer au gouvernement autrichien une résolution sérieuse et énergique, et d'éveiller à tout prix à Vienne la conviction que notre constitution fédérale restreinte, a pour fin une inébranlable alliance fédérale, mais que nous ne reculerons devant aucun moyen persuasif, diplomatique et même militaire, pour réaliser cette constitution fédérale restreinte.

Alors il sera certain que nous atteindrons notre but, car nous resterons fidèles à une tendance qui descend le cours impétueux des siècles, et nous exprimerons et constaterons légalement un développement historique dont dix générations ont été les témoins. Celui qui a pour lui l'histoire est certain de l'avenir : il sert la cause légitime de son peuple.

La cause légitime du peuple est celle de Dieu.

Ne dirait-on pas que cette page, écrite en 1860, est extraite des discours ou des dépêches du chancelier de la confédération du Nord? Je ne sais si l'ingénieux professeur de Bonn l'écrirait encore. En

1866, il prenait la peine d'adresser à la *Revue des Deux Mondes* une lettre pour rassurer les compatriotes de M. Eugène Forcade sur les conséquences du traité de Prague, lequel a mis en pratique la partie prussienne de son livre de 1860 ; mais déjà, en 1870, après les batailles autour de Metz, il avait, dans une longue lettre publiée par la *Gazette de Cologne*, légèrement modifié ses opinions, sauf toutefois en ce qui concerne la dignité impériale, dont il faisait peu de cas. Dans sa brochure sur l'annexion, ou « le retour » de la Lorraine et de l'Alsace à l'Allemagne nouvelle, il prend la défense de cet acte, lequel cependant a été une application évidente du droit de conquête ou de la « politique impériale (*Kaiserpolitik*). » Ce fut une surprise pour les admirateurs de son livre de 1860. Il leur en réservait une dernière. Il y a quelques mois, à Nassau, en présence du roi Guillaume, à l'occasion de l'inauguration du monument élevé en l'honneur du baron de Stein, il a eu le front de représenter ce noble, généreux et pur patriote comme une sorte de précurseur de M. de Bismarck. Il me semble que le célèbre baron a dû se retourner dans sa tombe, en présence d'une telle hardiesse historique. Un de ses contemporains et amis, l'octogénaire docteur de Ringseiss, n'a pu retenir son émotion et a exprimé son indignation en termes éloquents dans les *Feuilles historiques et politiques de Munich*.

Dans le dilemme de M. de Sybel, sur la question allemande, j'ai remarqué qu'il manque une proposition. Le professeur ne suppose que trois solutions possibles ; il y en a une quatrième, qu'il a sans doute oubliée : la réunion de tous les pays situés entre l'empire russe et la frontière française sous la dynastie des Hohenzollern. M. de Sybel semble, il est vrai, repousser l'idée de cette réunion, puisque, pour la réaliser, il faudrait détruire la monarchie autrichienne, remède violent qu'il repousse ; mais, si cette monarchie était immédiatement remplacée par une autre combinaison, les dangers signalés par lui ne pourraient-ils être évités ? Avec les principes du « droit nouveau, » le « fait accompli » et la « non-intervention, » rien n'est impossible. Il ne s'agit, en définitive, que d'une question dynastique. On a supprimé tant de souverains, de rois et même d'empereurs depuis treize ans, qu'un de plus ou de moins ne causerait pas dans le monde une grande sensation. Le roi de Prusse est devenu assez rapidement duc de Holstein, margrave de Schlesswig, roi de Hanovre, électeur de Hesse-Cassel, duc de Nassau, maître de Francfort, margrave d'Alsace, duc de Lorraine. Pourquoi ne deviendrait-il pas archiduc d'Autriche, roi de Bohême, margrave de Moravie, duc de Carinthie, comte princier de Tyrol, etc. ? C'est à M. de Sybel, bien entendu, que je me permets de poser ces indiscrètes questions.

Le césarisme, le libéralisme et le nationalisme se sont donc étroi-

tement alliés pour constituer le nouvel empire. L'entreprise était difficile. Par quels moyens a-t-elle été réalisée ? L'univers le sait. Ces moyens ont-ils été tous légitimes ? Ils ont réussi. C'est tout ce que nous voulons en dire ici : le 18 janvier 1870, à Versailles, dans la grande galerie du palais de Louis XIV, Guillaume de Hohenzollern, qui, par ses qualités personnelles, méritait d'être le représentant irresponsable d'une politique meilleure, fut proclamé « empereur allemand, » au milieu d'une armée victorieuse et au bruit des *Krupps* qui vomissaient sur le quartier de Sainte-Geneviève et sur Saint-Denis la destruction et la mort.

Si M. de Bismarck avait été fidèle aux traditions des tribus germaniques, il n'aurait pas eu l'occasion de déployer tous les artifices de sa politique, et alors il n'aurait pas obtenu les résultats considérables dont nous sommes les témoins depuis deux ans. Cette proposition me semble incontestable. Mais, s'il n'est pas légitime de le louer d'avoir suivi la voie que l'on connaît, on peut se demander si le défaut moral originel du nouvel État allemand, créé depuis 1866 contrairement aux lois historiques et même à celles de la morale internationale, a été atténuée par les fondements qui lui ont été donnés dans le droit positif international et dans le droit public interne du nouveau peuple allemand. Je ne le pense pas.

La conduite de la Prusse, en 1866, a été révolutionnaire ; la guerre terminée par le traité de Prague a été une guerre civile ; la confédération de l'Allemagne du Nord a été construite sur les ruines de plusieurs monarchies séculaires et de l'autonomie de diverses tribus allemandes. La place que l'empire allemand occupe dans ce qu'on appelait dans le bon vieux temps le « concert européen » a été prise à la pointe de l'épée : cet acte considérable, qui modifie radicalement le droit public européen, est dépourvu de la force morale, dont les peuples civilisés ne peuvent se passer dans le droit international. Les principes politiques qui servent de base au gouvernement intérieur de l'Allemagne actuelle et ses institutions inventées *in abstracto* n'ont pas diminué cette faiblesse native du nouvel État. Je veux le démontrer. Parlons d'abord du droit international.

Une paix « perpétuelle » a été signée le 10 mai à Francfort, entre la France et l'empire allemand. Combien d'années durera-t-elle ? Je ne me chargerai pas de le dire. L'une des parties contractantes, la Prusse, a itérativement déclaré, non-seulement avant ce traité, mais même avant la fin de la guerre, qu'elle ne croyait pas à une paix durable. Immédiatement après la bataille de Sedan, M. Delbrück, président de la chancellerie fédérale, annonçait par anticipation, à l'ouverture de la session du parlement du Nord, que les Allemands

devaient s'attendre, dans peu d'années, à une guerre nouvelle. M. le prince de Bismark a fait plusieurs fois une déclaration tout aussi extraordinaire dans ses dépêches de Ferrières et de Versailles.

Trois semaines après la signature du traité de paix, le général de Kirchbach, commandant le 5^e corps de l'armée prussienne, disait à l'administration communale de Posen, qui lui avait ménagé une réception triomphale : « Plaise à Dieu que vous ayez raison de conclure de la guerre qui vient de finir à une paix durable. Moi, je n'y crois pas. Je viens de passer plusieurs mois au milieu de la nation qui est et restera éternellement notre ennemie héréditaire (*Erbfeind*). Dans ces derniers temps, j'ai vécu avec les habitants de la France sur un pied presque pacifique ; j'ai vu et appris beaucoup de choses, et je suis arrivé, moi, à cette autre conclusion : le jugement de Dieu qui s'est appesanti sur eux n'a amené les Français ni à la pénitence, ni au repentir¹. »

Un simple mortel se demande pourquoi, sachant d'avance que la paix conclue à Francfort doit être si éphémère, les chefs du nouvel empire allemand n'ont pas pris toutes leurs précautions pour éviter un aussi terrible inconvénient. Si l'on est certain que, malgré le traité inouï des cinq milliards et l'embastillement formidable de l'Alsace-Lorraine, une nouvelle guerre aura lieu, pourquoi a-t-on traité à ces conditions ? S'il est trop tard de rechercher comment, après le triomphe de Sedan, le droit international de l'Europe aurait pu être restauré, et, sans diminuer la valeur des éclatants succès des armées allemandes, être placé sur des bases moins précaires, n'est-on pas en droit de se montrer peu rassuré sur les conséquences de la solution actuelle ? Si, à Berlin, on avait la certitude d'avoir avec la France une nouvelle guerre, il semble qu'on aurait dû s'efforcer de trouver les moyens de mettre les Français dans l'impossibilité de recommencer la lutte, soit moralement, soit matériellement : moralement, en s'en faisant, sinon des amis dévoués, au moins de bons voisins, sous la garantie de l'Europe ; matériellement, en les mettant définitivement dans l'impuissance. En d'autres termes, les conditions du traité de Francfort sont trop dures ou elles ne le sont pas assez.

Il est à remarquer que ce traité est le seul grand acte des temps modernes qui ait été posé sans le concours ou l'intervention de l'Europe, de puissances amies ou des neutres. La guerre se termina comme un gigantesque duel, dont l'univers avait été le témoin muet. La réconciliation des deux adversaires n'a pour sanction que la force actuelle de l'un et l'épuisement momentané de l'autre. En vain la France a

¹ *Germania*, n° 126, lettre du 2 juin 1871.

invoqué l'intervention des neutres ; en vain certaines puissances se montraient disposées à offrir leurs bons offices au gouvernement prussien. Ce que depuis le traité de Westphalie on a appelé le « concert européen » a fait complètement défaut autour des deux contractants. Leur convention, acceptée tacitement par les tiers européens, n'oblige pas ceux-ci. Le traité de Francfort ressemble aux traités napoléoniens de la fin du siècle dernier et du commencement de celui-ci. C'est un pur acte de puissance militaire.

Il n'y a plus d'Europe ; il y a cinq ou six grandes puissances de trente à quarante millions d'hommes qui s'épient l'une l'autre ; deux ou trois puissances moyennes qui cherchent à exploiter ces rivalités pour prolonger leur durée ; et quelques petits États inoffensifs qui ne demandent qu'à vivre dans l'ordre et la paix, mais que les dangers de la situation générale tiennent sur un perpétuel qui-vive.

Nous savons que la force est la dernière sanction du droit positif ; mais quel est aujourd'hui le droit positif international de l'Europe ? Tous les traités généraux sont détruits. Il n'y a plus que certains usages respectables maintenus par la douceur relative des mœurs publiques et par des traditions invétérées de loyauté et de délicatesse. La guerre de Trente ans finit avec une charte internationale, le traité de Westphalie. Les guerres du siècle de Louis XIV furent toutes terminées sous une garantie européenne. Les bouleversements produits par la Révolution française avaient été réglés par le congrès de Vienne, véritable aréopage européen. Les minces résultats de la campagne de Crimée avaient été soumis à la sanction de l'Europe. En un mot, à toutes ces grandes crises de l'humanité, il a été donné une solution plus ou moins bonne, mais une solution qui puisait sa plus grande valeur dans la solidarité des peuples. On ne trouve aucune expression de cette solidarité dans la convention de Francfort. C'est la force matérielle qui triomphe, et rien que la force matérielle. Écoutez un des plus éminents patriotes prussiens¹ :

« La France est vaincue, — en grande partie ravagée et occupée par l'ennemi, chargée d'une lourde contribution de guerre, diminuée d'une province et demie et de deux forteresses de premier ordre, — et cependant tout cela ne constitue pas la moindre partie de ses misères. La France est déchirée par un sauvage esprit de parti, sans autorité (*Obrigkeit*) reconnue, et sa capitale est abîmée et en grande partie détruite par la révolution, par l'anarchie et par une affreuse renaissance des crimes et des impiétés de 1793. Et tout cela s'est passé sous les yeux des vainqueurs. Les Prussiens étaient, dans les forts du nord et à Saint-Denis, les voisins « pacifiques »

¹ *Das neue Deutsche Reich*, vom Verfasser der *Rundschau*. Br. in-8° de 62 pages, 2^e édit., Berlin, chez van Muyden, 1871. Voy. p. 11 et suiv.

des hommes sanguinaires de la Commune, et leur prêtaient, sinon un concours actif et encore moins une sympathie quelconque, du moins une couverture de fait contre le blocus de M. Thiers et les attaques du nord et de l'est.

Voilà où nos victoires ont conduit la France.

L'Europe ébahie, mais inactive, a assisté à cette monstruosité comme à un drame bizarre.

La ressemblance et en même temps l'éclatant contraste de ces faits avec les événements de 1815, s'imposent à l'observateur.

Alors aussi le jugement de Dieu avait atteint un criminel Napoléon. Alors aussi nous avions brillamment triomphé, sinon aussi brillamment qu'aujourd'hui. Alors aussi nous occupâmes longtemps avec nos alliés une grande partie de la France. Alors aussi une colossale indemnité de guerre fut imposée à ce pays.

Mais si la ressemblance est grande, le contraste l'est davantage.

Déjà, en 1814, nous étions entrés pacifiquement avec nos alliés dans Paris vaincu, reconduisant le roi de France sur son trône. En 1815, nous entrâmes de nouveau pacifiquement dans cette grande ville, en partant du château aujourd'hui détruit de Saint-Cloud, où était le quartier général de notre feld-maréchal. Mais ces deux entrées eurent lieu aux acclamations des Parisiens. De ces acclamations et de leur bruit assourdissant l'auteur de ces lignes a été témoin à la fois oculaire et auriculaire, le 8 juillet 1815, sur la place du Carrousel, quand le roi, brisé d'émotion, faisait signe du balcon des Tuileries, aujourd'hui brûlées, et saluait en ces termes le peuple entassé en masses profondes sur la place : « Bonjour, mes enfants ! » Quelques semaines plus tard, quand l'auteur de ces lignes prit part à une reconnaissance le long de la Seine, de Saint-Cloud vers Rouen, nous fûmes accueillis sur l'autre rive par les cris répétés des paysans : « Vive le roi ! »

Mais l'œuvre capitale des alliés, ce fut la reconstitution de la France. Sous leur protection, le roi de France remonta sur le trône universellement reconnu de ses pères, et fut obligé ainsi, envers les alliés, à la gratitude pour cette reconstitution et cette reconnaissance.

Quel fut le résultat de la politique d'alors ? Une paix qui, somme toute, si l'on fait abstraction de quelques faits insignifiants, a duré *cinquante* ans dans la plus grande partie de l'Europe chrétienne, et qui a provoqué un *bien-être matériel* et des *progrès matériels* à un degré jusqu'alors inouï dans l'histoire du monde ; une paix qui, au moins en Allemagne, peut-être le plus en Prusse ou, dans tous les cas, dans l'Allemagne du Nord, — n'a pas été énervante, mais a réagi énergiquement sur le domaine de tous les intérêts *moraux* ; — une paix qui, à côté de beaucoup de végétations malades et corruptrices, a nourri d'excellentes tendances de *liberté* et de *droit* ; — une paix qui a réveillé puissamment, dans toutes ses grandes classifications, l'Église de Dieu, — une paix qui a garanti l'indépendance et la sécurité de notre patrie allemande contre toute attaque de l'extérieur... et tout cela à un degré tel que la nation allemande n'avait jamais ouï pendant son histoire millénaire. »

Quand on rapproche ces sages paroles du discours d'Auxerre sur « les détestables traités de 1815, » et qu'on jette un coup d'œil sur les événements qui se sont passés depuis le 6 mai 1866, date de ce discours, jusqu'au 10 mai 1871, date du traité de Francfort, on ne sait à qui il faut accorder la palme de l'aveuglement, au gouvernement qui a conduit la France à des désastres inouïs, ou au gouvernement qui en a profité avec si peu de prévoyance.

Que de déclamations n'avons-nous pas entendues, de la part des bonapartistes et des libéraux français de l'époque de la Restauration et même du temps du gouvernement de Juillet, sur la *Sainte-Alliance*, qui au fond cependant, on le voit clairement aujourd'hui, n'était qu'une pentarchie européenne pour le maintien de la paix générale. En fait, ne donna-t-elle pas à la France une place *incontestée* en Europe, et plus considérable qu'à aucune autre époque de son histoire? Les traités de 1815 ont été définitivement détruits par la Prusse. Les Bonaparte étaient dans leur rôle en les minant ; mais la Prusse, en prenant la plus large part à cette œuvre de démolition internationale, est sorti du sien. Les Bonaparte étaient des révolutionnaires couronnés ; mais la Prusse formait une monarchie véritable, dont le devoir était de *protéger le droit international et de conserver la paix*. En abandonnant ce rôle auguste, elle a compromis pour longtemps la tranquillité du monde, et elle fait douter de son propre avenir.

L'entrevue des trois empereurs n'a pas fait sortir l'Allemagne nouvelle de son isolement armé. C'est un acte de courtoisie, louable en soi, mais sans portée politique. Il indique peut-être la pensée personnelle de l'empereur Guillaume ; mais il n'est pas destiné à exercer une influence durable sur la politique du jour, ou à modifier le cours naturel des choses. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, dans son testament daté du 1^{er} décembre 1827, faisait à son fils, le prince royal, frère de l'empereur Guillaume actuel, la recommandation suivante : « Ne néglige pas de travailler, autant qu'il est en ton pouvoir, au maintien de l'union entre les puissances européennes. Puissent surtout la Prusse, la Russie et l'Autriche ne jamais se séparer. Leur accord doit être regardé comme la clef de voûte de l'édifice de l'alliance européenne. » Cette alliance a été rompue par l'ambition de l'empereur Nicolas et par la politique de M. de Bismarck, et elle ne peut pas renaître : les intérêts les plus vivaces des trois monarchies s'y opposent matériellement. Les trois souverains peuvent trouver dans leurs excellentes qualités naturelles et dans la générosité de leurs cœurs les motifs les plus sincères de rapprochement intime et même de véritable affection personnelle ; mais ils sont rivés chacun à une situation politique qui les domine d'une manière pour ainsi

dire inexorable. Si la Providence n'intervient pas, cette situation ne peut être dénouée que par une nouvelle catastrophe. Dieu seul sait qui en payera les frais. Schiller a écrit comme un prophète « C'est la malédiction d'une action méchante, qu'en se perpétuant elle doit engendrer quelque chose de méchant (*Das ist der Fluch der bösen That, dass Sie fortzeugend Böses muss gebären*). »

D'ailleurs, il importe de le remarquer, le résultat actuel des guerres de 1864 à 1871 n'est pas un simple accident d'une situation politique dont on a été impuissant à dominer le cours. A Berlin, il a été préparé avec une préméditation raffinée. Les inspirateurs de la politique prussienne, devenue maintenant officiellement la politique allemande, croient que l'Allemagne, telle qu'ils viennent de la constituer, peut se suffire à elle-même, à tous les points de vue. M. le général comte de Moltke, qui, cependant, sait se taire en sept langues, répondait en plein parlement de la Confédération allemande du Nord, dans la séance du 15 juin 1868, à quelques députés qui avaient fait allusion à une proposition de certains cabinets, relative à un désarmement général : « Quel est l'homme raisonnable qui ne voudrait pas voir appliquées aux œuvres de la paix les énormes dépenses qu'on fait partout en Europe en prévision de la guerre? Mais il n'est pas moins certain qu'on n'arrivera jamais à un tel résultat pacifique par la voie des négociations internationales. Pour atteindre le but auquel on a fait allusion, je ne connais qu'un seul moyen, c'est qu'il se forme au cœur de l'Europe une puissance qui, sans être elle-même conquérante, soit assez forte pour interdire la guerre à ses voisins. J'ai aussi la conviction que, si cette œuvre de bénédiction peut être accomplie, elle doit l'être par l'Allemagne, mais alors seulement quand l'Allemagne sera suffisamment forte, c'est-à-dire quand elle sera unifiée. » Tous les discours que le roi-empereur Guillaume a prononcés depuis le couronnement de Versailles, sous la responsabilité de ses ministres, respirent la conviction que l'œuvre de bénédiction prévue par l'illustre général est enfin accomplie. Le discours du trône du 21 mars 1871 l'affirme, en posant en fait que désormais le nouvel empire allemand peut se suffire à lui-même. Il y a quelques jours, le prince royal de Prusse exprimait la même pensée malheureuse à une députation du conseil communal de Berlin : son voyage d'inspection en Bavière aurait laissé à Son Altesse Royale la conviction que désormais l'Allemagne était assez forte pour braver seule les attaques de ses ennemis, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'était naguère aussi l'illusion de l'empire français. Elle repose sur cette idée exclusivement militaire, que la force, ce que M. le général Trochu appelait, avec une autre intention, « l'arsenal des nations, » suffit pour dominer « l'âme des nations, » détruire et

créer les empires. C'est une erreur profonde qu'à Berlin, dans la première session du *Reichstag*, l'évêque de Mayence caractérisait avec éloquence, à l'occasion du projet d'adresse en réponse au discours du trône : *Justitia fundamentum regnorum*, la justice seule fonde les empires. Saint Augustin exprimait cette vérité sous une forme plus énergique encore : Sans la justice, les empires sont des troupes de brigands. *Quid sunt regna sine justitia nisi magna latrocinia* ? L'empire allemand, composé de tribus germaniques contraintes par les armes à l'unitarisme militaire en 1866, et de tous côtés entouré de peuples « vaincus, » ne pourra développer et peut-être se maintenir que si on parvient à faire oublier l'emploi brutal de la force par la conquête pacifique des âmes.

Nous venons de voir que ce moyen si simple n'a pas prévalu dans le nouveau droit international imposé à l'Europe. Il nous reste à montrer que, dans la politique intérieure de l'empire, on n'a pas cherché, jusqu'à ce jour, à se servir de procédés plus persuasifs.

Après la proclamation du nouvel empire, à Versailles, l'immense majorité des anciens adversaires de l'hégémonie prussienne (*Preussische Spitze*) en Allemagne était sincèrement disposée à se rallier au nouvel ordre des choses. Particularistes, conservateurs, catholiques, démocrates, tous naguère partisans d'une « grande Allemagne » bornée par la Leitha, les Alpes, le Rhin et la mer Baltique, avaient presque tous accepté le fait accompli, c'est-à-dire, la victoire matérielle de la Prusse, chacun se promettant d'en tirer pacifiquement le meilleur parti possible dans l'intérêt de ses tendances spéciales.

Les *particularistes* se consolaient, en mettant toutes leurs espérances dans la forme fédérative promise. Les *conservateurs* et les *catholiques* avaient confiance, les premiers dans les traditions monarchiques des Hohenzollern, les seconds dans les garanties politiques de la constitution prussienne et la bienveillance administrative, témoignée par le cabinet de Berlin depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume IV. Les « démocrates », eux, n'assistaient pas sans secrète joie à la démolition violente de certaines traditions historiques et de trônes séculaires. Au fond, les *libéraux-nationaux* avaient seuls le droit d'être entièrement satisfaits. Tous les autres partis le comprenaient d'instinct, mais ils comptaient, avec trop de confiance peut-être, sur l'inconséquence politique de M. de Bismarck, l'auteur de la situation nouvelle.

En effet, on ne pouvait pas s'attendre à voir sceller une union intime et cordiale entre l'audacieux, heureux et puissant colonel des cuirassiers et les libéraux si rudement menés par lui à son avènement au pouvoir. Dans la foule des spectateurs, les plus délicats, comme l'évêque de Mayence, par exemple, avouaient, un peu

naïvement, que les faits accomplis n'étaient pas tous marqués au coin d'une rigoureuse justice ; mais ils comptaient fermement sur l'exaltation du sentiment national allemand, sur les préceptes religieux et moraux tant de fois proclamés et invoqués par le roi Guillaume de Prusse, et surtout sur l'intelligence des hommes d'État chargés d'appliquer, de développer et de consolider le nouveau régime. La sincère résignation de l'Autriche, le prestige des succès inouïs de 1870-1871 et l'autorité d'une politique toujours triomphante donnaient à la Prusse une puissance telle, qu'il lui eût suffi désormais de gouverner avec modération pour rallier tous les Allemands et peut-être pour faire oublier le passé.

Encore une fois, le moyen, paraît-il, était trop simple. Enivré par des réussites constantes, embarrassé par des alliances gênantes, accablé par le poids d'une immense responsabilité, M. de Bismarck a concentré tout le mouvement politique du nouvel empire dans la chancellerie dont il est le chef. Tous les rouages compliqués de la machine politique inventée par lui gravitent autour de lui, et quelque infatigable qu'on puisse le supposer, il n'est pas possible qu'il subisse avec patience toutes les résistances partielles qu'un tel gouvernement doit naturellement soulever. Habitué pendant toute sa vie à agir militairement, à « mater » ses contradicteurs par des moyens expéditifs, ou à prendre audacieusement, dans la diplomatie européenne, les attitudes « combinatoires » dont il parlait naguère au *Reichstag*, il ne semble pas né pour gouverner pacifiquement ou diriger avec calme le vaisseau de l'État sur la mer des passions civiles. Admirable dans l'action, nul mieux que lui ne sait monter un coup ; mais, dans la paix, dans le maniement des mille détails de la vie civile, laquelle est, grâce à Dieu, l'état normal des sociétés humaines, le chancelier du nouvel empire ne déploie pas des qualités bien éminentes. La situation intérieure de l'Allemagne actuelle en est la preuve.

Les particularistes sont déçus dans leurs espérances, car la centralisation politique est la base du programme du parti national-libéral dominant. Les résultats obtenus par celui-ci sont tellement considérables que tout récemment la résistance d'un ministre wurtembergeois, membre du Conseil fédéral, M. de Mittnacht, à la proposition faite au *Reichstag* par M. Lasker, un des chefs juifs des centralistes, d'étendre la compétence de l'empire à l'ensemble des lois civiles des différents États de l'empire fédéré, a produit à Berlin une sorte de scandale. La centralisation « à la française » répond si exactement aux tendances de l'opinion dominante, qu'au *Reichstag* il n'a pu être formé un groupe de députés particularistes proprement dit. Le mécanisme de la constitution du nouvel empire est agencé de

telle façon, que l'on fait aisément porter par le *Reichstag* les lois qu'on serait impuissant à faire passer dans les diètes particulières des divers États. Le particularisme proprement dit est tellement faible, qu'on est parvenu à le rendre presque grotesque par les railleries dont on accable un de ses rares représentants au *Reichstag*, M. Ewald, de Göttingen, savant plus respectable pour sa noble fidélité à la maison Guelfe que par ses écrits.

Les « démocrates » prennent directement part au mouvement politique et saisissent toutes les occasions pour faire parler d'eux. Ils ont une petite « fraction » au *Reichstag*, où ils attendent, avec une certaine patience, le développement naturel d'une situation politique qui leur est éminemment favorable. Ils appuient même le gouvernement de M. de Bismarck dans la plupart de ses entreprises, et en cela ils font preuve d'un grand tact politique.

Quant aux socialistes, ils sont parvenus aussi à entrer au Parlement, où unde leurs chefs, M. Bebel, parle d'or, quand il n'est pas en prison; et alors il écrit et crie. De temps en temps, il est question d'une conspiration ourdie par eux; et on ne manque pas alors de faire ressortir, moins la nature subversive de leurs principes que le caractère cosmopolite et par conséquent antinational, antigermanique, de leurs menées. Ce sont les socialistes qui ont fourni à l'organe officiel de M. de Bismarck, la *Gazette universelle de l'Allemagne du Nord*, l'occasion de mettre sur la même ligne l'*Internationale rouge* et l'*Internationale noire* et de les signaler l'une et l'autre à la réprobation des hommes d'autorité et de gouvernement. L'*Internationale noire*, c'est l'Église catholique, il est bon d'en prévenir le lecteur de bonne foi.

C'est contre les catholiques surtout qu'ont été dirigées, depuis la fin de la campagne de France, toute la puissance intérieure du nouvel empire et toutes les ressources des audaces et des habiletés d'autrefois. A vrai dire, l'histoire intérieure du nouvel empire depuis le premier *Reichstag* de 1871 jusqu'à la récente discussion du projet de réorganisation des cercles, à la Chambre des seigneurs de Prusse, est le récit des entreprises du gouvernement et de la majorité parlementaire, qu'il mène à son gré, contre les intérêts de l'Église catholique. Pour s'en convaincre, il suffit d'énumérer tous les actes importants qui ont été posés, soit par le gouvernement impérial ou par le gouvernement prussien, soit au *Reichstag* ou aux Chambres particulières de Prusse.

Par le gouvernement impérial ou au *Reichstag* : l'adresse à l'empereur, dans laquelle il est protesté par anticipation contre toute intervention quelconque, indirecte ou directe, en faveur du Pape; la *lex Lutziana*, qui supprime la liberté de la chaire; l'affaire étrange de la légation romaine confiée au cardinal de Hohenlohe; la proscription

des jésuites, cette « Banqueroute des nationaux-libéraux », comme l'a si bien intitulée M. Auguste Reichensperger ; le refus d'appliquer dans la loi fondamentale de l'empire nouveau les principes de liberté religieuse consacrés par l'ancienne constitution prussienne ; etc., etc.

Par le gouvernement prussien ou aux Chambres particulières de Prusse : la suppression de la division du culte catholique au ministère des cultes prussien ; l'étrange querelle cherchée à l'évêque d'Ermland, auquel on conteste sérieusement le droit d'excommunier des prêtres hérétiques, quand ils sont fonctionnaires de l'État ; la loi sur l'inspection des écoles primaires, dont on redoute l'orthodoxie ; la destitution sommaire et « militaire » du *Feldprobst*, l'évêque Namszanowski, auquel on a dénié le droit d'intimer à ses subordonnés l'ordre de se soumettre aux lois de leur Église, etc., etc.

La « guerre au clérical » a donc été l'unique occupation sérieuse du gouvernement prussien et de la chancellerie impériale depuis deux ans.

Quant aux conservateurs de toutes nuances, ils n'ont plus aucune autorité politique : depuis 1866 les conservateurs prussiens, si l'on excepte quelques caractères rares comme M. de Gerlach, ont laissé passer sans protestation les faits les plus révolutionnaires, sous prétexte que leur loyalisme ne leur permet pas de nuire au prestige de la couronne de Prusse ; quant aux autres conservateurs, ceux qui se sont ralliés au nouveau régime se retranchent, avec plus ou moins de docilité, derrière le même prétexte, et ceux qui n'ont pas publiquement reconnu les faits accomplis frondent ou boudent au fond de leurs provinces. Pour décrire d'un seul trait les évolutions étranges des conservateurs prussiens, il suffit de rappeler que M. Wagner, l'ancien directeur de la *Gazette de la Croix*, l'organe principal des vieux conservateurs protestants prussiens, est devenu l'aide de camp passionné du chancelier et l'un de ses instruments de confiance.

Ces conservateurs viennent d'être cruellement punis pour leurs inexcusables complaisances et leur coupable faiblesse. Non-seulement ils ont, sans murmurer, laissé triompher la politique révolutionnaire de 1866, mais ils ont accordé l'appui de leurs votes ou prêté le concours de leur silence à toutes les mesures despotiques ou vexatoires dirigées contre les catholiques, les seuls véritables conservateurs de l'Allemagne actuelle. Ils commencent à comprendre qu'ils ont fait fausse route ; mais il est trop tard. Ils tenaient essentiellement, dans les vieilles provinces de la monarchie, à l'ancienne organisation des cercles, laquelle laisse aux seigneurs territoriaux une certaine action administrative, certains droits de patronat et de police. Cette organisation, dont je n'ai pas à prendre la défense,

blessait « l'uniformité » des institutions nouvelles et contrastait avec les principes centralisateurs du système inauguré par « la nouvelle ère. » Le gouvernement en a donc proposé la révision dans le sens des libéraux centralisateurs. La seconde Chambre avait adopté le projet de loi. La Chambre des seigneurs vient de le rejeter à une immense majorité. Tout annonce que le ministère prussien ne tiendra aucun compte de cette résistance et fera prévaloir « la vérité du système représentatif », soit par une pression extra-parlementaire, soit par une fournée de pairs, soit par tout autre moyen expéditif; mais cette victoire facile lui coûtera cher, car il perdra irrévocablement l'appui du vieux parti conservateur prussien, qui, dans la situation déplorable où se trouvent les partis en Allemagne, est, en dehors des catholiques, le seul représentant sérieux des idées d'ordre, de stabilité traditionnelle et de gouvernement légal. Quand l'opposition des conservateurs à la Chambre des seigneurs de Prusse aura été brisée, le gouvernement se trouvera seul en présence des nationaux-libéraux, ses alliés et bientôt ses maîtres. Il y a dans l'organisation actuelle certains cercles qui possèdent encore des *Schulze* (maires) héréditaires. Je vous laisse à juger si un gouvernement qui a destitué et supprimé quatre ou cinq rois et un parti qui préconise le nivellement centralisateur peuvent tolérer une institution aussi extraordinaire en l'an de grâce 1872. En réponse à ses adversaires, M. de Kleist-Retzow, un des principaux chefs des seigneurs conservateurs, s'est écrié : « Vous trouvez étrange qu'il y ait des *Schulze* héréditaires; mais le roi n'est-il pas héréditaire? » Parole profonde, échappée à un royaliste dévoué. En effet, si le pouvoir royal, représenté par un système plus ou moins parlementaire et un ministère entreprenant, fait systématiquement le vide autour de lui, si l'arbre royal est privé de la végétation accessoire et des autres arbres qui forment avec lui un organisme complet et qui le protègent contre la violence des tempêtes et les intempéries des saisons, il pourra prendre, peut-être, un développement plus rapide et excessif, mais à coup sûr il perdra sa force naturelle. Ou il ne résistera plus à la tempête ou il tombera sous son propre poids. Mais, dira-t-on, comme M. de Mallinkrodt, un des chefs les plus éminents de la *fraction du centre au Reichstag* : M. de Bismarck n'a contracté avec les nationaux-libéraux qu'un « mariage civil »; à l'occasion, le divorce sera facile à obtenir pour un époux aussi volage que le chancelier. Cette perspective n'est pas rassurante : si M. de Bismarck continue à gouverner avec les nationaux-libéraux, il sera absorbé par eux; s'il leur résiste, tout son édifice politique sera brisé, et il ne restera au gouvernement d'autre ressource que le militarisme.

Avant de passer à un autre ordre d'idées et de montrer la logique

de cette alliance singulière entre un gouvernement militaire et les nationaux-libéraux, il importe de préciser la nature et le but de la guerre déclarée par le gouvernement, sinon directement à leur Église, au moins à tous les intérêts religieux des catholiques.

Il est de notoriété publique que le prince Clovis de Hohenlohe est l'ami intime et le protecteur du docteur Doellinger, nommé, sous son ministère, membre de la Chambre des seigneurs de Bavière. Le docteur Friedrich, élève du « nouveau Luther » et comme lui professeur à l'Université de Munich, a été le théologien du cardinal de Hohenlohe au concile. Enfin, je crois savoir que M. de Montalembert n'avait confié l'épreuve de son article inédit, *l'Espagne et la liberté*, qu'à deux personnes, en Allemagne : à M. Auguste Reichensperger, à Cologne, et à M. Doellinger, à Munich. Or n'est-il pas au moins étrange que *la Gazette d'Augsbourg*, qui est depuis plusieurs années la confidente de MM. Doellinger et Friedrich, ait essayé, à l'aide de fragments incomplets et de lambeaux de phrases, de transformer notre illustre Montalembert en complice des rancunes des *vieux catholiques*, des hostilités des ennemis des jésuites, des adversaires de l'Église? M. Auguste Reichensperger s'en est expliqué dans *la Gazette populaire de Cologne*, avec sa loyauté habituelle, en rétablissant les textes tronqués et en complétant les citations. M. Doellinger ne devrait-il pas, à son tour, protester contre l'abus scandaleux que l'on fait de son ancien renom pour troubler les âmes et exciter les passions antireligieuses? Pendant un certain temps, le mouvement des *vieux catholiques* est resté concentré à Munich, où, à l'exception de MM. Doellinger et Friedrich, il n'a pas trouvé de partisans notables, si ce n'est dans les rangs des libéraux proprement dits ou dans ceux des catholiques qui ne faisaient plus leurs Pâques. Quand, au début du mouvement, le prince de Hohenlohe lançait ses célèbres circulaires, M. de Bismarck, soit par ignorance, soit par politique, répondait avec beaucoup de sens : « Que nous font à nous ces questions théologiques? Nous n'avons pas à examiner des questions de dogme. Nous ne nous occupons que de l'administration des intérêts nationaux et de la direction des affaires de l'État. » C'est plus tard que le chancelier reconnut tout le parti qu'il pouvait tirer de l'idée du premier ministre du roi de Bavière et de l'insubordination des 29 prêtres allemands récalcitrants (ils ne sont que 29 en tout). En effet, en entraînant le gouvernement bavarois ou en le laissant s'égarer dans la voie indiquée par M. de Hohenlohe, on a la plus grande chance de désaffectionner chaque jour davantage les populations catholiques du Sud. Le jour où la dynastie de Wittelsbach n'aura plus de racines dans le cœur de ces populations obstinément fidèles, l'unitarisme prussien

n'aura plus aucun obstacle à vaincre, et le principe fédératif, dernier vestige historique de l'ancienne politique allemande, sera ruiné dans sa base. Déjà le particularisme est vaincu.

Le successeur de M. de Hohenlohe, le respectable comte de Bray, ne se sentant pas né pour compromettre à ce point les intérêts suprêmes que sa position officielle lui faisait un devoir de sauvegarder, préféra se retirer et céda la place à M. de Lutz, qui commença immédiatement, avec les évêques et au nom de l'État, une guerre de correspondances et de rescrits, comme les Allemands seuls peuvent en supporter longtemps. C'est M. de Lutz, qui a enseigné à M. de Mühler et à M. Falk, comment naissent les dogmes, et comment finissent les religions. C'est lui l'inventeur de cette colossale plaisanterie, qui consiste à soutenir que les vingt-neuf prêtres rebelles au concile représentent, à eux seuls, l'Église universelle, que l'Église romaine, seule, est hérétique, et qu'il est vraiment déplorable d'assister au spectacle navrant donné par un pape et un concile oecuménique, détruisant, de leurs propres mains, une Église dix-huit fois séculaire.

Voilà, en deux mots, le cas de l'évêque d'Ermland.

Au mois de décembre 1870, ce prélat se vit moralement forcé de demander à M. le docteur Wollmann, un des vingt-neuf, professeur de religion au gymnase (lycée) de Braunsberg, et à M. le docteur Treibel, directeur de l'École normale de la même ville, de se soumettre aux décrets du concile du Vatican. Informé de ce fait par les journaux, le collège scolaire provincial de Königsberg, écrivit à MM. Wollmann et Treibel de n'en rien faire. Après de longues et infructueuses négociations, l'évêque retira aux deux professeurs leur mandat ecclésiastique (*missio canonica*), puis, après avoir épuisé tous les moyens de patience et de mansuétude, les excommunia. Le gouvernement, officiellement informé de ces faits, par le chef du diocèse, intervint pour contester, non-seulement les effets civils de sa décision, mais encore, chose extraordinaire, pour dénier à l'évêque le droit canonique d'agir comme il l'avait fait. Il faut lire cette correspondance, pour croire à l'existence de pareille aliénation¹. L'enseignement religieux étant obligatoire dans les gymnases prussiens, le gouvernement, par l'organe de M. de Mühler, et par rescrit du 29 juin 1871, a prétendu que les élèves catholiques ne pouvaient pas se dispenser de suivre le cours de religion du professeur excom-

¹ Les amateurs de galimatias politique pourront lire cette correspondance dans deux brochures intitulées : la première, *Akten den Braunsbergen Schulstreit betreffend* (chez Boenig, à Danzig). La seconde, *Zur Braunsberger Angelegenheit* (Berlin, chez Jansen).

munié. Une prétention aussi exorbitante étonnera peut-être moins, quand on saura que, par rescrit du 9 juin de la même année, le même ministre avait déclaré, sans rire, que, « pour l'État, le docteur Wollmann était, aussi bien après son excommunication qu'auparavant, un membre de l'Église catholique. » Le successeur de M. de Mühler a fait un pas de plus dans cette voie singulière, en exigeant de l'évêque Krementz la rétractation de son excommunication ou une réparation pour le tort *civil* causé par lui au sieur Wollmann. L'affaire en est là. L'évêque ayant, avec la dignité qu'il a apportée dans tout ce débat, résisté à des exigences aussi incroyables, le gouvernement délibère en ce moment sur les mesures à prendre. Il a essayé, d'abord, de lui « couper les vivres » (*Temporaliën Sperre*); mais ce moyen ne paraît pas avoir produit le moindre effet. Des remèdes plus directs seront-ils employés? Les nationaux-libéraux, les professeurs de droit, les Bluntschli, le Gneist, les Dove, etc., le demandent. Que fera le gouvernement? On l'ignore encore. Qu'importe, d'ailleurs, la décision du gouvernement? L'évêque ne peut pas reculer. Quant au gouvernement, s'il recule, il se fera à lui-même une injure dont il ne se relèvera pas. S'il ne recule pas, il ne lui reste qu'une chose à faire : c'est d'enfermer l'évêque d'Ermland à Spandau, en attendant qu'il y enferme aussi tous les autres évêques, puis tous les prêtres fidèles, puis tous les catholiques dévoués. Mais alors, les locaux seront-ils assez vastes? Il faudra nécessairement construire des baraquements spéciaux, comme naguère pour les prisonniers français.

Le grand bienfait du règne de Frédéric-Guillaume IV et un des secrets de la force civile et politique du gouvernement prussien, depuis 1841 jusqu'en 1870, a été la paix confessionnelle : elle a été ruinée en deux ans. Le respect manifesté invariablement pendant trente ans par l'État prussien pour les intérêts suprêmes de la civilisation chrétienne avait donné un essor admirable aux tendances « germano-chrétiennes » des vigoureuses générations de 1813 et imprimé aux populations allemandes une énergie morale et une santé d'esprit incontestables, contre lesquelles sont venues se briser toutes les folies et toutes les révolutions de 1848. Reviennent maintenant les épreuves de ces sombres jours, et le gouvernement se sera volontairement privé des armes morales qui l'ont sauvé il y a vingt-quatre ans.

Une autre institution allemande faisait l'admiration du monde : l'organisation religieuse de l'enseignement primaire en Prusse. Cette admiration était telle, qu'on attribuait à la perfection des écoles prussiennes la meilleure part des succès militaires des armées allemandes dans la dernière campagne. Je sais qu'il est de

mode, aujourd'hui, de vanter, outre mesure, la « moralité allemande, » la « science allemande, » l'« école primaire allemande; » mais on ne peut nier que les races germaniques, en Prusse, en Bavière, en Autriche, en Russie, aux États-Unis, ont porté à un haut degré de perfection les méthodes de l'enseignement dans les écoles primaires. Ce grand résultat a été obtenu par l'union de toutes les forces de l'État et de celles de l'Église. La multiplicité des confessions religieuses, loin d'avoir été un empêchement, a été plutôt un stimulant; car l'école, chez les Allemands, est en quelque sorte un accessoire de l'Église. L'ancêtre politique de M. de Bismarck, Frédéric II¹, qui n'était pas un « clérical, » quoi qu'il n'eût pas peur des jésuites, ne voulait pas, dans les écoles, d'autre enseignement que celui des quatre règles de l'arithmétique et le catéchisme. Quand le prince de Prusse, aujourd'hui empereur, revint, en 1849, de la campagne de Baden, il dit à une députation de la Chambre des députés de Prusse, qu'il avait acquis la preuve que la cause de la démagogie et du socialisme badois n'était autre que la séparation de l'école de l'Église et « la déchristianisation » de l'école². Le code des lois prussiennes sur les écoles manifeste, à chaque article, la nécessité d'une instruction primaire imprégnée de christianisme. Ces lois ont été si rigoureusement appliquées que naguères, il était difficile à un étranger, visitant une école prussienne, de distinguer le rôle et l'autorité du curé de ceux de l'instituteur. Jamais il n'a été question de conflits entre le pouvoir civil et l'Église en un sujet aussi important; et ce n'est pas en Prusse qu'on a jamais trouvé, dans l'instituteur, ce que M. Thiers appelait, un jour, l'anticuré. Il paraît que, depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'empire allemand, les choses scolaires ont changé de face; pour empêcher que les Prussiens de sept à quatorze ans n'entrent en masse dans la *fraction du centre*, et pour arracher (ô dérision!) les petits Allemands de la Posnanie à l'oppression des inspecteurs

¹ On sait, généralement, que Frédéric II protégea les jésuites en Silésie, après la suppression de leur Compagnie; mais on connaît moins généralement la part importante que prit la Compagnie de Jésus dans la longue intrigue qui eut pour l'objet l'élévation des électeurs de Brandebourg à la dignité royale en Prusse, sous le règne de l'empereur Léopold I^{er} de Habsbourg. Les Pères Vota et Wolf furent les actifs négociateurs de cette affaire, et leur ordre méritait au moins un peu de reconnaissance de la part des héritiers de Frédéric I^{er}. Le prince Eugène de Savoie, en apprenant que l'empereur Léopold avait signé le brevet de roi, s'écria : « Sa Majesté devrait faire pendre les ministres qui lui ont donné un conseil aussi perfide. » Voy. mon livre : *Les Allemands depuis la guerre de Sept ans*. Un vol. in-12, 1868, p. 25 et 15.

² Paroles rappelées, pendant la discussion de la loi, par M. Pierre Reichensperger, qui faisait partie de la députation.

ecclésiastiques polonais, il fut décidé, par le ministère prussien, que l'excellente loi sur l'enseignement primaire serait modifiée dans le plus bref délai. Ainsi fut fait (loi prussienne du 11 mars 1872). L'inspection de tous les établissements publics ou privés d'instruction ou d'éducation appartient désormais à l'État, et tous les fonctionnaires chargés de cette inspection relèvent de l'État seul. L'ancien ministre de l'instruction publique, M. de Mülher, était véhémentement soupçonné de modérantisme et, chose plus grave, de sympathie incurable pour l'éducation religieuse à l'école. On lui donna pour successeur un jurisconsulte de l'école de MM. Gneist et Bluntschli, M. le docteur Falk. Dans la circulaire adressée par ce dernier aux gouvernements de province sur l'application de la loi nouvelle, on lit :

Ces dispositions mettent radicalement fin à la situation actuelle, dans laquelle l'inspection des écoles était généralement considérée comme une conséquence des fonctions religieuses, ou comme ayant avec ces dernières une intime connexité... Vous considérerez, en général, comme motifs d'exclusion des anciens inspecteurs, tout défaut de soumission ou de dévouement de leur part aux *intérêts de l'État*, ou leur peu de sympathie pour une éducation de la jeunesse *telle que l'exigent les intérêts de l'État*. Comme motif spécial d'exclusion, vous considérerez dans les écoles des localités où l'on parle *la langue polonaise*, le manque de l'enseignement de la langue allemande ou la négligence apportée dans cet enseignement.

La conséquence immédiate de cette circulaire a été une *razzia* d'inspecteurs scolaires, dans le grand-duché de Posen, lequel, malgré les progrès accomplis en Europe, au nom du principe des nationalités, n'est pas encore germanisé ou prussifié. Les autres conséquences de cette loi réactionnaire ne tarderont pas à se manifester principalement en Alsace.

L'énergique attitude de la *fraction du centre*, pendant la première session du *Reichstag*, avait produit, dans toute l'Allemagne, une impression profonde, enhardi les timides, réveillé les tièdes, fortifié les fidèles. Le mouvement des *vieux catholiques* était désormais jugé, paralysé, fini. Ce n'est pas à un moment où, à la tribune nationale, l'on entendait les voix fidèles des catholiques les plus éminents de l'Allemagne gronder comme un orage menaçant et protester contre les défaillances de quelques prêtres fatigués de discipline, que pouvait s'étendre et grandir un mouvement incompréhensible chez ses chefs et inconnu de la foule. Le fiasco de la tentative des *vieux catholiques* remplit d'une colère concentrée la majorité du *Reichstag* surtout les hommes habiles qui la mènent ou l'inspirent. Au début de la seconde session, ouverte au mois

d'octobre 1871, un des vice-présidents de l'assemblée, le prince Clovis de Hohenlohe, revenant de ses terres bavaroises, où il s'était convaincu de l'inanité des efforts de ses amis politiques, annonçait, à qui voulait l'entendre, que de nouvelles et violentes mesures étaient nécessaires. La nouvelle constitution de l'empire, ne garantissant, en aucune façon, les libertés religieuses indispensables, la chancellerie de l'empire et la majorité pouvaient, sans détour, recourir aux moyens les plus arbitraires. M. de Lutz, ministre du roi de Bavière pour l'instruction publique et les cultes, se chargea d'attacher le grelot, autant, je suppose, par conviction, que pour être agréable à M. de Bismarck, dont il a été le Raton, en cette circonstance.

On ne le sait que trop en France, les Allemands mobilisent leurs armées en quinze jours de temps; pour mobiliser la majorité du *Reichstag*, quand il s'agit de faire la guerre aux catholiques (M. Wagner a dit récemment que l'empire allemand était, vis-à-vis de Rome, sur le pied de guerre), il faut moins de temps encore. Le 17 novembre 1871, M. de Lutz introduisit, au conseil fédéral, une *Novelle* à ajouter au nouveau *Code pénal* général de l'empire, et déjà, le 28 du même mois, la loi était préparée, discutée et votée, après avoir passé par toutes les filières parlementaires. Cette loi, appelée par la voix populaire *lex Lutziana*, est ainsi conçue :

Un ecclésiastique ou tout autre serviteur de religion (*religionsdiener*) qui, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, publiquement ou devant une réunion de personnes (*menschenmenge*), ou qui, dans une église ou dans un lieu servant à des assemblées religieuses, devant plusieurs personnes, aura fait des affaires de l'État d'une manière compromettante pour la paix publique, le sujet d'une proclamation ou d'une explication, sera passible de la prison ou de la forteresse jusqu'à deux ans.

Je tâche de traduire aussi clairement que possible le texte arbitraire dans son but et obscur dans ses termes. Il n'est pas nécessaire, je pense, d'entrer dans de grandes explications pour montrer les conséquences que les gouvernements fédérés pourront tirer, pour ainsi dire à leur guise, d'une loi aussi monstrueuse. Il suffira de la montrer dans l'application. On sait que le diocèse d'Ermland, dont le courageux et vénérable chef est en ce moment même en butte à toute l'animosité de certains hommes du gouvernement prussien, se compose en grande partie des descendants de catholiques polonais ou polaques, la Prusse proprement dite (la province de Prusse orientale et la province de Prusse occidentale) étant un lambeau de l'ancien royaume de Pologne, dont les grands maîtres de l'ordre teutonique étaient les feudataires. Un jeune prêtre de ce diocèse,

M. de Felstow, vicaire de l'église Saint-Nicolas, à Dantzig, a été tra-duit récemment devant les tribunaux comme prévenu de faits tombant sous l'application de la *lex Lutziana*. Le prévention re-positait uniquement sur le témoignage de mademoiselle Augusta Tüschen, gouvernante des enfants du président de la régence (préfet), M. de Diest. Le 21 janvier, mademoiselle Tüschen entra par hasard dans l'église Saint-Nicolas pour la montrer à ses élèves. M. de Felstow était précisément en chaire, et, d'après mademoiselle Tüschen, qui cependant ne s'est pas rappelée tout ce qui a été dit, il prêchait sur la liberté de la presse. « Ah ! se serait écrié le prédi-cateur, si au moins nous jouissions d'une véritable liberté ; mais ce que nous possédons, est-ce la liberté de la presse ? La juiverie, qui jette la boue sur notre Église, n'est pas punie, tandis que nos pauvres prêtres sont immédiatement menacés de la prison aussitôt qu'ils élèvent la voix. » Le pauvre prêtre répondit que la gouvernante l'avait fort mal compris ; qu'il s'était émergiquement prononcé contre la façon dont messieurs les libéraux entendent la liberté de la presse ; que, la presse étant en Allemagne presque entièrement entre les mains des juifs, il avait été amené à parler de la singulière manière dont ceux-ci entendent la liberté des catholiques, etc., etc. Des témoins avaient été cités par le malheureux M. de Felstow, mais ceux-ci n'ayant pas pu affirmer catégoriquement, si, oui ou non, les mots retenus par la gouvernante des enfants du président de la régence avaient été prononcés, le pauvre vicaire de Saint-Nicolas fut condamné à un mois de forteresse. Quand le comte Daru était gou-verneur de Berlin, on fit grand bruit autour d'une instruction ou-verte contre la comtesse Voss, parce qu'elle possédait un perroquet habitué à proférer des cris séditieux contre Napoléon I^{er}. Je vous le demande, la loi du conquérant français était-elle plus intolérable que la *lex Lutziana*, œuvre de ceux qui se disent les Allemands par excellence ?

Et cependant cette loi n'est que le premier anneau de toute une chaîne de mesures arbitraires. La loi qui expulse les jésuites et les corporations religieuses analogues (littéralement : apparentées) est un autre exemple de cet esprit de vertige qui règne dans les régions officielles du nouvel empire allemand. Je n'en dirai plus rien, puis-que ce sujet a été traité ici même par une plume autorisée. Il convient toutefois de faire une importante remarque sur l'origine morale de cette loi indigne.

Les jésuites de Vienne, d'Innsbrück, de Maria-Laach, etc., avaient pris sur le mouvement des études religieuses en Allemagne l'in-fluence naturelle que donnent une vie austère, une constante activité et une vaste instruction ; mais le signal de la renaissance catholique

était parti de Munich. Les chaires des facultés de philosophie de Munster, de Bonn, de Breslau et de tous les séminaires ou *convicts* diocésains étaient naguères occupées par des élèves de cette école-mère, que le docteur Döllinger n'a pas créée, mais dont il est devenu depuis une vingtaine d'années la plus éminente personnification. Quand je fréquentais les universités allemandes, il y a quinze à vingt ans, l'admiration du clergé pour le docteur Döllinger, ses livres, son enseignement, son école, tenait véritablement de l'enthousiasme. Le docteur Döllinger et ses élèves, répandus dans tous les coins de la Prusse, de la Bavière et de l'Autriche, formaient une sorte de société d'admiration mutuelle, dont la « science allemande » était le *laborum*. Nul n'avait de valeur scientifique que s'il avait passé par cette école : nul n'était nommé à une chaire que s'il était recommandé par l'école. Quand les jésuites furent appelés à enseigner la théologie en Autriche ; quand le P. Guidi, dominicain italien, fut chargé de restaurer le cours de théologie thomiste, qui était jusqu'au siècle dernier dans les traditions de l'université de Vienne ; quand les missionnaires de la Compagnie de Jésus commencèrent à attirer l'attention du public instruit ; quand les écrivains de *Maria-Laach* osèrent contester certains mérites de l'école théologique de Munich et remettre en honneur certains procédés de la théologie des scolastiques, il y eut dans toute l'Allemagne « savante » un véritable scandale ; et l'on opposa la « science allemande » à la « science italienne, » comme si la véritable science n'était pas universelle, c'est-à-dire catholique.

Un voyage à Rome, entrepris par le docteur Döllinger en compagnie d'un de ses plus notables élèves, lord Acton, ne semble pas avoir effacé les préjugés nourris par le célèbre professeur contre « la science italienne. » Ainsi Luther revenait de la Ville éternelle. Le succès scientifique des jésuites en Allemagne était évident, mais n'était pas la cause déterminante de la renaissance catholique en Allemagne. Une bonne part, la plus grande part, si l'on veut, de l'admirable propagation de la foi catholique au delà du Rhin, depuis 1837, revient, humainement parlant, à l'école de Munich : il serait injuste de le nier. Mais l'école de Munich, au lieu de se réjouir des renforts apportés d'autre part, s'est drapée dans son pédantisme et, par son attitude orgueilleuse, a transformé l'œuvre de la propagation de la foi en une œuvre de professeurs, et l'esprit de propagande en esprit de secte.

Les libéraux anticatholiques ont admirablement exploité cette situation nouvelle. Impuissants à arrêter, par des moyens moraux ou de libre discussion, le flot grandissant de la renaissance catholique, ils ont pris parti pour les petites et mesquines passions de

l'école de Munich ; et ils ont crié avec celle-ci, dans l'intérêt de l'Église, bien entendu : Guerre aux jésuites. Voici la preuve de cette coalition. Il y a un an, le congrès des *vieux catholiques*, appelés aussi en Allemagne *protestants catholiques* (*Protestkatholiken*), prit à Munich la résolution suivante, ou, pour parler comme l'ex-abbé Michelis, « l'arrêt de mort » suivant :

Attendu qu'il est de notoriété publique que l'état de trouble incurable dans lequel se trouve aujourd'hui l'Église catholique, est l'œuvre de la Société dite de Jésus ; attendu que cet ordre abuse de sa puissance pour répandre et nourrir dans la hiérarchie, le culte et le peuple des tendances hostiles à la civilisation, dangereuses pour l'État et antinationales ; attendu qu'il enseigne et préconise une morale fausse et corruptrice, nous exprimons la conviction que la paix, la prospérité et la concorde ne seront rétablies dans l'Église, et qu'un juste rapport entre elle et la société civile ne sera possible que le jour où il sera mis fin à l'action délétère de cet ordre.

La résolution prise, presque à la même époque, par la *diète des protestants* à Darmstadt (*protestantentag*), est ainsi conçue :

La sécurité de l'ordre juridique et l'autorité des lois et du pouvoir de l'État, la prospérité de la société civile, la garantie de la paix confessionnelle et la protection de la liberté de l'esprit (*Geistes Freiheit*) et de la culture (*Geistes Cultur*) de l'esprit exigent que l'État interdise l'ordre des jésuites en Allemagne. L'association tout entière des protestants considère comme un devoir sérieux des protestants allemands d'agir avec toute leur force, de telle façon que toute action des membres de l'ordre des jésuites et de ses affiliés soit empêchée, soit dans les écoles, soit dans les églises.

Comme on le voit, l'accord entre les *vieux catholiques* de Munich et les soi-disant protestants de Darmstadt, dont M. Bluntschli était le principal orateur, était complet, avec cette nuance cependant que ce professeur de droit invita ses amis à collecter de l'argent « pour combattre les jésuites de toute confession. » En effet, notons, en passant, que les protestants croyants, comme M. de Gerlach, par exemple, sont aussi des *jesuites*. Que dis-je ? il existait des jésuites avant saint Ignace. Récemment un tableau de M. de Kaulbach, le peintre trop vanté du grand escalier du musée de Berlin, était exposé à Leipzig avec cette inscription : *Pierre Arbues d'Épila, grand inquisiteur des jésuites*¹. Or Arbues mourut en 1485, avant que Loyola ne vint au monde. M. Auguste Reichensperger, dans un livre

¹ Voy. *Gazette d'Augsbourg*, n° 280, 7 octobre 1871, supplément.

humouristique¹ qui pourrait être lu avec fruit chez nous aussi bien qu'en Allemagne, définit ainsi la signification allemande du mot jésuite :

Les « gens du progrès, » n'osant croire ni au diable, ni aux revenants, ont éprouvé un besoin intérieur de les remplacer par un autre épouvantail... Comme il est avéré que les jésuites toujours « rampent dans l'ombre, » les « gens du progrès » ne sont jamais certains de ne pas trébucher sur un fantôme de cette espèce... La chasse aux jésuites est la « noble passion » de notre siècle de lumière. Comme les jésuites sont presque intangibles, il est, pour ainsi dire, impossible de s'en débarrasser dans les provinces où ils existent : aussi le libéralisme est-il préoccupé sans cesse de former contre eux des cordons sanitaires et de proscrire ceux qui se sont faufilés dans le pays, et cela dans l'intérêt non-seulement de l'Église, mais encore dans celui de la liberté civile de l'humanité. C'est pourquoi la *Badische Landzeitung* a conseillé de tuer les jésuites « comme des chiens. »

En un mot, tout catholique orthodoxe, zélé pour son Église, soumis à son enseignement, respectueux pour son autorité et soucieux de son unité, est, en Allemagne, un *jésuite*. Pour les compatriotes de Pascal, le mot jésuite, désignant des casuistes de haut ou de bas étage, comporte dans l'usage vulgaire de la conversation une nuance peu flatteuse pour celui à qui il est appliqué. Dans les pays de MM. Deßlinger, de Schulte, de Hohenlohe et Falk, l'appellation jésuite est une sorte de compliment pour un catholique, puisque elle désigne chez lui une harmonie parfaite entre la science et la foi.

Dans la discussion du bill de proscription de cet ordre, ses ennemis les plus acharnés ont été en vain défiés de citer, à la charge des 150 ou 200 jésuites allemands, *un seul fait* tombant sous l'application des lois générales existantes ; et quand un député catholique silésien, le capitaine de cavalerie comte Ballestrem, est venu apporter à la tribune l'*Institutum Societatis Jesu*, pour en faire don à la bibliothèque du *Reichstag*, beaucoup de « savants allemands » ont été étonnés. Mais que répondre à des « savants » qui ne veulent pas entendre ou qui sont naturellement sourds ? En suivant ces honteux débats, je me rappelais une célèbre dépêche diplomatique, dans laquelle on reprochait d'une manière générale aux Français d'avoir perdu la notion et le sentiment du droit, à propos de l'acquiescement par une cour d'assises d'un individu accusé d'avoir assassiné un soldat prussien. Et les Allemands, me disais-je, et chez les Allemands, les professeurs de droit, les Gneist, les Bluntschli, les Dove, les

¹ *Phrasen und Schlagwörter. Ein Noth und Hilfsbüchlein für Zeitungsleser.* 3^e édition, Paderborn, chez Schoeningh, p. p. 7-180. Voy. V^o jésuit.

Friedberg, les Hinschius, etc., sont-ils autorisés à reprocher aux autres peuples la négation obstinée du principe de la justice ? Y a-t-il une grande différence entre la *commune* de Paris, qui fusillait cinq jésuites, et les docteurs en droit du *Reichstag* qui les proscrivent en masse ? M. Windhorst a posé la question en pleine Chambre. Cet abus révoltant de la force n'a pas empêché M. le professeur de Schulte, proclamé pendant la discussion « le plus grand canoniste de notre temps », de choisir un tel moment pour publier une brochure¹, pleine de fiel et d'erreurs matérielles, contre les ordres religieux en général et contre les Jésuites en particulier ! Je fais sourire les Français en leur apprenant que « le savant professeur de Prague a cité comme une autorité M. Charles Sauvestre. Heureusement pour la réputation des jurisconsultes allemands, M. Pierre Reichensperger, conseiller à la cour de cassation de Prusse et un des chefs les plus respectés au centre, a publié en même temps une autre brochure, dans laquelle il démontre l'inconstitutionnalité flagrante de la loi de proscription des jésuites ».

Ce qu'il y a de plus misérable dans cette proscription, c'est qu'elle est en rapport intime avec le mouvement des *vieux catholiques* : je l'ai démontré. Le projet de loi, proposé par le Conseil fédéral, était dur, mais assez clair. L'amendement proposé par le prince Clovis de Hohenlohe et consorts, et adopté par le *Reichstag*, en a fait un véritable monument d'arbitraire législatif et d'obscurité juridique.

La *lex Lutziana* est pour les catholiques allemands, la négation de la liberté de la chaire ; la loi sur l'inspection des écoles prussiennes et les nombreuses mesures administratives qui ont été prises ensuite contre les écoles catholiques, conteste plus que jamais aux catholiques, et aux catholiques seulement, la liberté d'enseignement ; les décrets de proscription qui ont été lancés contre les jésuites et les autres corporations religieuses, sont la contradiction de la liberté d'association.

En présence de tous ces actes de tyrannie, les mesures disciplinaires qui ont atteint l'aumônier en chef de l'armée n'ont qu'une importance relative. Je n'en dirai que ce qu'il faut pour donner au lecteur un tableau complet de la situation déplorable où se trouvent les catholiques allemands. Le roi Frédéric-Guillaume IV, si noble et si spirituel, un des princes les plus accomplis de sa maison, avait accordé une atten-

¹ *Ueber das Verhältniss des Staates zur Kirche im Hinblick auf die Jesuiten Debatte im Deutschen Reichstage*, von Peter Reichensperger. Chez Maeser, Berlin, 1872, in-8°, p. 36.

² Docteur J.-F. von Schulte, *Die neueren katholischen Orden und Congregationen besonders in Deutschland statistisch, canonistisch, publicistisch betrachtet*. Berlin, 1872, in-8°, chez Luderitz, p. p. 59.

tion particulière à l'organisation du service religieux dans l'armée. Il se préoccupa d'abord des intérêts de son Église, mais il ne négligea pas ceux des soldats catholiques ; et c'est à sa profonde piété et à son grand sens chrétien qu'on doit la bienveillance relative avec laquelle on traita, depuis 1848, les aumôniers de garnison. Ce service, comme tous les autres services militaires, fut perfectionné sous le nouveau règne et soumis au principe d'absolue centralisation qui domine en Prusse. Des négociations furent entamées à Rome, et le souverain Pontife institua, à la demande du roi Guillaume, un prévôt ou vicaire général de l'armée (*Feldvicariat, Feldprobst*). Les attributions de ce vicariat furent définies par un bref du 22 mai 1868, et les fonctions furent données, par bref du 24 juillet de la même année, à un prêtre très-éclairé, revêtu plus tard du caractère épiscopal (*Armeebischof*), Mgr Namszanowski. Au commencement de cette année, l'aumônier de la quinzième division, à Cologne, reçut de l'aumônier général l'ordre de suspendre le service religieux à l'église de la garnison, parce que l'autorité militaire locale avait permis aux rares *vieux catholiques* de la division de se servir du même édifice pour leur service religieux. Le ministre de la guerre, saisi du conflit, ratifia les ordres du général chef de la division. Mgr Namszanowski, comme il était de son devoir, conformément, au bref de 1868, en reféra au Saint-Siège qui approuva sa conduite. L'aumônier de la division, ayant répondu qu'il devait obéissance à son supérieur spirituel, fut suspendu de ses fonctions et contraint de remettre à l'autorité militaire les clefs de l'église et les ornements sacerdotaux. Mgr Namszanowski, à son tour, fut soumis à des mesures analogues par le ministre de la guerre. On comprend, à la rigueur, que dans un tel conflit, un gouvernement militaire, comme l'est le gouvernement prussien, ait recours à de telles mesures sommaires : mais ces mesures ne lui suffisaient pas. Sans égard pour le caractère sacerdotal de l'évêque aumônier général, sans respect pour les conditions d'institution canonique arrêtée, en 1868, entre le gouvernement du roi et le Saint-Siège apostolique, il éleva la prétention singulière de traiter l'aumônier général comme un fonctionnaire militaire proprement dit, et il ordonna une instruction judiciaire qui dure encore. Le gouvernement a causé bien des surprises au public depuis quinze mois ; mais il faut convenir qu'on ne s'attendait guère à voir un évêque subir un jour des peines militaires. Pour son honneur et pour la réputation de bon sens dont jouissent les Allemands, il faut espérer que nous n'assisterons pas à un spectacle à la fois aussi affligeant pour le public et aussi ridicule pour l'autorité. Quoi qu'il en puisse être, une chose paraît certaine, c'est la destruction prochaine du service religieux dans l'armée, d'un service qui, dans

les campagnes de 1864, 1866 et 1870, a plus d'une fois édifié les populations des territoires envahis par l'armée prussienne. Aux yeux de l'étranger, les Allemands possédaient deux avantages immenses sur la plupart des nations européennes : une armée religieuse et des écoles pieuses. Le nouvel empire allemand use de tout son pouvoir pour dépouiller le peuple de ces deux qualités et de ces deux forces. Ses ennemis pourront s'en réjouir ; mais tous les hommes de bonne volonté, qui attendent la paix qui leur est promise, s'en affligeront.

Cette affliction sera d'autant plus profonde que toute cette politique anticatholique est, il ne faut plus en douter, le résultat d'un système. Or nous savons ce qu'est un système adopté en Prusse. Les perfectionnements mécaniques de l'administration de la police, de l'administration provinciale et communale, et surtout de l'organisation militaire en sont des exemples. Une fois un principe adopté, les détails d'application sont réglés avec un soin minutieux et accomplis avec une raideur et une ponctualité automatiques. On *mobilise* contre l'Église catholique : M. Wagener en a fait l'aveu naïf en public. On va en guerre contre l'Église universelle, avec des procédés analogues à ceux qu'on a employés contre M. de Rechberg et contre M. de Grammont. C'est une entreprise folle, cela est de toute évidence, puisqu'il n'y a pas d'analogie entre les deux objectifs ; mais que de ruines cette entreprise ne peut-elle accumuler, avant d'atteindre le misérable échec qui l'attend ? A Berlin, pour *mobiliser*, il faut obtenir le consentement suprême du roi-empereur. L'histoire des mobilisations antérieures, sur laquelle les indiscrétions de M. Benedetti et les documents trouvés aux Tuileries ont jeté de si vives lumières, ont démontré qu'avant d'obtenir ce suprême consentement il importe de préparer bien des sentiments et de contourner bien des répugnances naturelles. Tous ceux qui connaissent le roi Guillaume savent combien il est naturellement bon, généreux et loyal : il suffit d'ailleurs de le regarder pour en être convaincu. Sa figure, naturellement bienveillante, ne s'assombrit que lorsqu'on lui démontre qu'on blesse ou qu'on veut blesser soit sa dignité personnelle, soit celle de sa maison, soit l'honneur de son armée. Voilà pourquoi on exploite avec tant d'habileté le fantôme du « Romanisme » qui est synonyme de « Gallicisme. » L'affaire du cardinal de Hohenlohe a été menée vers le même but. L'insubordination « militaire » de Mgr Namszanowski n'a pas produit un effet plus favorable. Le docteur Windhorst, un des chefs du *centre* au *Reichstag*, n'a pas caché sa fidélité au roi de Hanovre dont il a été le ministre, et il s'en est expliqué en pleine Chambre avec un loyalisme irréprochable, mais en vain : Pour le gouvernement du roi de Prusse le *centre*,

c'est M. Windhorst. Enfin, la réponse faite récemment par le pape à une députation d'Allemands, auxquels il a annoncé « qu'il tomberait de la montagne une petite pierre qui écraserait le colosse » est représentée comme une prédiction insolente de la fin prochaine du nouvel empire qui vient à peine de naître : or tout le monde sait que Pie IX n'a voulu faire allusion qu'à M. de Bismarck ; et il ne peut être écrit nulle part que l'existence de l'empire nouveau est identifiée avec l'existence ministérielle du chancelier actuel. Ce serait, en effet, un mauvais symptôme pour le nouvel ordre des choses allemandes.

On mobilise donc contre l'Église catholique dans le nouvel empire d'Allemagne. Et pourquoi les conseillers responsables de l'empereur Guillaume ont-ils adopté une politique si manifestement contraire à l'apaisement des passions politiques et à la consolidation du nouvel édifice politique ? A cette question je ne trouve qu'une réponse : ou le gouvernement du chancelier n'a pas de plan pour la politique intérieure, ou il n'a pas achevé ses plans pour la politique extérieure. A l'intérieur, depuis la paix de Francfort, il suffisait, je l'ai prouvé, de gouverner avec calme, prudence, modération et justice, pour forcer tous les adversaires allemands de la politique passée de M. de Bismarck à se rallier insensiblement au nouvel ordre de choses : il eût suffi de maintenir en esprit et en vérité le principe fédératif, garantir la liberté religieuse, développer les libertés politiques, ne rien faire pour exciter les disputes confessionnelles, tenir la balance égale entre les partis, maintenir dans la législation et les institutions le caractère chrétien positif, qui est le secret de la vigueur morale des Allemands, depuis la renaissance nationale de 1813 ; garantir l'ordre matériel, empêcher les ruines que prépare audacieusement la démagogie socialiste ; rapprocher, autant que possible, les institutions nouvelles de la tradition millénaire des tribus germaniques. Ce programme était trop simple, et ne répond pas aux aspirations du moderne césarisme : il est le contre-pied du système que poursuivait M. de Bismarck. De même qu'en France, sous le gouvernement de Napoléon III, toutes les libertés, excepté celle d'attaquer et de calomnier l'Église catholique, ses institutions, son clergé et ses fidèles, sont restreintes. Les catholiques servent au gouvernement de repoussoir. Quand une question a été résolue contre eux, vite on en fait surgir une nouvelle, de peur que les forces coalisées de l'opposition latente ne se tournent contre le gouvernement. Frédéric II a dit quelque part¹ : « Un prince protestant est plus maître chez lui qu'un prince catholique. » On

¹ Œuvres complètes, t. III, 2, page 38.

peut dire aujourd'hui qu'un prince libéral (j'entends un prince qui est dominé par les idées pseudo-libérales des anticatholiques de notre temps) est plus maître chez lui qu'un prince protestant. M. de Bismarck, tout en laissant dire que le nouvel empire réalise l'idéal des protestants de la guerre de Trente ans, et celui de l'école de MM. Haüsser, Droysen et de Sybel, n'a pas voulu se brouiller avec ses meilleurs appuis libéraux ; et, pour leur donner un gage de sa sincérité, il leur a livré la minorité catholique, comme « un os à ronger, » pour parler comme M. de Maistre. Les catholiques sont naturellement conservateurs : devant certain public, il suffit de les insulter pour paraître progressiste. Le vide du programme de la politique intérieure et son origine révolutionnaire seraient ainsi masqués, au moins provisoirement, par la « guerre au clérical. » Mais après, quand cette guerre sera terminée ou si elle échoue, qu'advientra-t-il ? Pour le moment, il ne semble pas qu'on y songe. C'est beaucoup, par ces temps d'instabilité, de gagner deux ou trois ans.

Si cette explication n'est pas bonne, si M. de Bismarck ne veut pas dissimuler, aux dépens des catholiques, la médiocrité de sa politique intérieure, il faut nécessairement admettre qu'il cherche une nouvelle base d'opération pour sa politique étrangère. Pour achever la conquête du midi de l'Allemagne ou, ce qui revient au même, pour unifier davantage les Allemands, il est indispensable que la Bavière cesse d'être catholique, ou que les catholiques cessent d'y posséder une influence politique. Les Polonais de la Posnanie, et les Polaqucs et les Cassobes des deux provinces de Prusse, sont aussi catholiques : pour unifier ces provinces radicalement, il faut que l'autorité catholique y soit annihilée. Puis les grands vaincus des six dernières années sont des puissances dites catholiques, dont l'une, l'Autriche, est, en outre, le représentant historique de l'ancienne Allemagne. Enfin, l'Italie, l'alliée de 1866 et de la prochaine guerre, est une puissance essentiellement anticatholique. Si les catholiques ne sont pas écrasés en Autriche, jamais on ne pourra songer au démembrement de cette monarchie, plus solide que ne le suppose le vulgaire ; et, en admettant qu'un constant et insolent bonheur fasse tomber, à son tour, la dynastie de Lorraine-Habsbourg, au profit de la politique du chancelier, que deviendrait le gouvernement actuel avec une population en majorité catholique ?

Quand M. de Bismarck s'est écrié : « Nous n'irons pas à Canossa, » il a manifesté les craintes secrètes de sa pensée. Il a peur des catholiques et de leur Église, parce qu'ils sont pour lui, à la fois, un

reproche et un obstacle. Voilà pourquoi, lui, qui ne veut pas aller à Canossa, désire que le futur pape vienne à Berlin. Il aspire à devenir infaillible. On protège les vieux catholiques et les missions de ce pauvre diable d'archevêque janséniste d'Utrecht, aux favoris taillés « en côtelettes; » on cherche à constituer une « Église nationale; » on essaye par tous les moyens de séparer les fidèles du centre de l'unité romaine; et en même temps on étudie comment on pourrait faire élire éventuellement un pape, dans le genre de M. Loos. Un pape, élu par MM. Zorilla, Lanza, de Lutz et de Bismarck, quel triomphe pour « l'unité allemande » et « l'unité italienne! » L'unité catholique, la seule absolument légitime, puisqu'elle est purement morale, serait détruite, et les unités factices, produites par la force, seraient complètes et inébranlables! Heureusement, pour la liberté des âmes et pour la liberté civile, ce ne sont là que des rêves, que peut, seule, enfanter l'ivresse des triomphes matériels.

Quand on lit les *speeches* humoristiques et nerveux de M. de Bismarck, les dépêches de M. de Falk et les harangues parlementaires de la majorité du *Reichstag*, on songe involontairement aux discours lapidaires de Napoléon III, aux circulaires de M. Baroche, aux apologies majestueuses de MM. Troplong et Billault, et aux débats de l'ex-Corps-législatif, où d'anciens libéraux révolutionnaires formaient l'appui bruyant d'un système politique basé sur le militarisme. L'analogie me paraît frappante : politique étrangère, peu scrupuleuse; projets ambitieux, greffés sur le nationalisme; audace dans l'action; médiocrité dans la pensée; parlementarisme apparent; révolutionnaires, revêtus de toges et de simares; grand déploiement de force matérielle et négation de toute autorité morale supérieure; invocation continuelle à la liberté et gouvernement personnel; etc. Si l'on étudie attentivement les faits depuis les épanchements intimes sur la plage de Biarritz jusqu'aux conversations désormais célèbres avec M. Benedetti, et depuis la formation de la confédération de l'Allemagne du Nord jusqu'au décret de proscription des jésuites, on pourra faire les rapprochements les plus instructifs. Les Havin, les Guérault, les Ollivier (je ne parle que des morts), etc., ont leurs ménechmes à Berlin. Les articles des journaux dominants sont, pour ainsi dire, des compilations du *Siècle*, de l'*Opinion nationale*, du *Constitutionnel* et des autres journaux du dernier empire français; et il existe même, à Berlin, un journal, la *Gazette de Spener*, qui, rédigé *ad usum Delphini*, remplit le rôle joué à Paris, avant le 4 septembre, par telle et telle feuille française, qu'on servait chaque matin au prince avec son déjeuner.

Les discours des libéraux-nationaux au *Reichstag*, à très-peu d'exceptions près, ne sont que de la phraséologie « française, » avec moins d'esprit, plus de pédantisme, et beaucoup d'obscurité ; et quand on lit ceux de jurisconsultes, tel que M. Gneist ; de naturalistes, tel que M. Virchow, etc., pour les travaux scientifiques desquels nous étions habitués à professer un respect reconnaissant, on se sent pris de désillusionnements affligeants. L'ensemble du système n'est qu'un pastiche du bonapartisme français, et il faut plaindre des princes, comme ceux de la dynastie des Hohenzollern, d'être condamnés à suivre une pareille voie, d'autant plus qu'on les a privés volontairement de tous les éléments qui forment depuis mille ans la plus grande force des tribus germaniques : des traditions séculaires, des institutions historiques, un fédéralisme invétéré, un loyalisme monarchique héréditaire.

On ne « fabrique » des empires par la force que chez les peuples barbares. De nouveaux États peuvent, il est vrai, naître aujourd'hui, mais par la libre association seulement. Les Allemands avaient certainement le désir de s'associer : ils l'ont eu toujours, quand des princes ambitieux ne l'ont pas temporairement étouffé. Ils ont possédé jusqu'en 1804 une forme d'association, appelée empire, qui était une confédération de monarchies, gouvernée par un chef électif. C'était, en principe, une république. Cette association politique avait des défauts, entre autres celui d'exclure les peuples eux-mêmes du gouvernement de leurs intérêts, et plusieurs autres vices propres à la politique de la renaissance. Elle avait été renversée par la révolution française, puis reconstituée, en 1815, sous une forme provisoire, mais elle n'était pas radicalement détruite, comme elle l'est depuis 1866. Toute l'histoire des Allemands, leurs plus glorieux souvenirs, leur littérature, leurs mœurs populaires, leurs monuments, leurs sentiments politiques, et jusqu'à leurs habitudes sociales, étaient attachés à l'existence morale de cette antique communauté ou république impériale. En 1870, la Prusse a eu l'occasion, unique peut-être, de la restaurer, en lui donnant tous les perfectionnements qu'exigent notre temps et nos mœurs actuelles. Cette restauration, dont je n'ai pas à définir ici les conditions, n'était pas difficile. Il suffisait de maintenir plus sincèrement le caractère fédéral des États allemands, et de résister, d'une manière absolue, à la tentation de rendre la couronne impériale héréditaire. L'hérédité de la couronne impériale a fait de l'Allemagne actuelle purement et simplement une Prusse agrandie. Tôt ou tard, si le système actuel dure, la suppression sommaire de trois des plus anciennes souverainetés monarchiques de l'Allemagne et l'annihili-

lation de celles qui restent, amèneront logiquement le renversement de toutes les dynasties particulières. Par la concentration de toutes les forces vives des tribus germaniques à Berlin, par l'unitarisme, qui en est le but et en sera le résultat, la dynastie impériale, qui n'a de racines historiques que dans la Marche de Brandebourg, sera menacée, à son tour, on ne saurait en douter. M. de Bismark n'aurait donc pas fait mentir le proverbe français, en travaillant « pour le roi de Prusse. »

Les particularistes de toutes nuances, les conservateurs prussiens de l'école de M. de Gerlach, les démocrates sincères, comme Gervinus, les Hanovriens, les Hessois et les Nassauviens, fidèles à leurs anciens princes, les protestants sincères, comme M. Constantin Frantz, les catholiques de la *fraction du centre*, en un mot, tous les partis et tous les hommes qui sont signalés aujourd'hui comme mauvais patriotes ou « ennemis de l'empire, » soit par les nationaux-libéraux, soit par M. de Bismark, parce qu'ils s'opposent à « l'unification prussienne et à la destruction des individualités historiques de l'Allemagne, » sont donc les défenseurs des véritables intérêts de la monarchie prussienne proprement dite, et au lieu de les signaler à l'animadversion publique, on devrait les remercier. Tandis que le système de gouvernement de M. de Bismark et les principes des nationaux-libéraux entraînent de plus en plus les Allemands dans toutes les fautes qui, depuis un siècle, ont fait le malheur de la France, la *fraction du centre* cherche, avec une énergie indomptable, à arrêter le nouvel empire sur cette pente périlleuse; et, bien que la constitution votée n'ait pas reçu toutes ses sympathies, elle en est aujourd'hui, comme le remarque M. de Gerlach, le plus fidèle soutien. Pourquoi? Parce que, toute « fabriquée » qu'elle soit, tout imparfaite qu'elle soit, cette constitution est le dernier rempart du fédéralisme. « La *fraction du centre* ne veut pas que le riche organisme de l'Allemagne soit transformé en un chaume État unitaire, qui bientôt serait la proie d'un gouvernement constitué par une majorité purement américaine, et, d'après les tendances nationales-libérales, sur le type du constitutionalisme, avec un empereur qui règne et ne gouverne pas, — sur le type qui, dans tous les grands États du continent où il a été essayé, a fait un complet fiasco. C'est par de telles voies qu'on a poussé la France, depuis quarante-vingts ans, du constitutionalisme libéral à la république anarchique, et celle-ci à l'absolutisme usurpateur, pour recommencer ensuite sans espoir le même cycle funeste, comme on le voit aujourd'hui. C'est ainsi que la nation française, qui était si riche, si puissante et si bien douée, est tombée dans sa lamentable humili-

tion actuelle¹. » M. Renan, dans un livre étrange, où les vérités sont aussi nombreuses que les erreurs, a tiré une conclusion analogue : « La France ne serait pas perdue, dit-il, si l'on pouvait croire que l'Allemagne sera entraînée, à son tour, dans la ronde du sabbat démocratique, où nous avons laissé toute notre vertu². » Eh bien, le pays de M. Strauss (celui de l'ancien ami de M. Renan) en est là, et ceux qui le mènent préparent, de leurs propres mains, une effroyable revanche à la France vaincue. Si celle-ci, rentrée en possession d'elle-même et de ses traditions séculaires, voulait reprendre son « ornière historique, » faire, en un mot, le contraire de ce qui se pratique maintenant dans l'Allemagne nouvelle, elle n'aurait pas tant à se préoccuper de réorganisation militaire. Elle acquerrait rapidement, par cette action morale, un prestige irrésistible.

Le principe des nationalités, comme source de formation violente d'États nouveaux ou comme élément révolutionnaire, a été inventé en France, sous le second empire. C'est en son nom qu'a été faite l'Italie; et c'est lui qu'a exploité M. de Bismarck, pour réaliser l'œuvre politique dont il est aujourd'hui le chancelier. Loin d'être une force pour l'empire prussien, le nationalisme est pour lui une faiblesse. Je veux le prouver en quelques lignes. Sainement entendu, le principe des nationalités est conservateur, puisqu'il repose sur des traditions historiques. Quand le père de l'empereur actuel, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, reprit possession des provinces polonaises de son royaume, le 15 mai 1815, un mois avant la bataille de Waterloo, il disait, dans une proclamation aux Posnaniens, qui firent avec son armée les campagnes de 1815, comme celles de 1870 :

« Et vous aussi, vous avez une patrie. Vous ferez partie de ma monarchie, sans perdre votre nationalité. Votre religion sera protégée, et ses ministres recevront une dotation proportionnée à leur rang. Votre langue sera usitée à côté de la langue allemande dans tous les actes publics. Tous, suivant vos mérites, vous serez aptes à exercer les fonctions publiques aussi bien dans le grand-duché (de Posen) que dans les autres parties de mon royaume. Mon gouverneur, né parmi vous, résidera chez vous. Il me fera part de vos vœux, et il vous transmettra l'expression de mes intentions... »

Aujourd'hui, la Posnanie, la Prusse occidentale et la Silésie supérieure, habitées par les Polonais, sont des plaies saignantes pour

¹ *Kaiser und Papst*, vom Verfasser der *Rundschau*, p. 11.

² Renan, *La réforme intellectuelle et morale*. Paris, 1872. Voy. p. 81.

l'empire, comme les districts danois du Schleswig, comme l'Alsace-Lorraine. Les populations de ces provinces forment comme des taches de sang sur la carte d'un État militaire, qui repose sur l'idéal abstrait de la nationalité allemande. Les huit millions d'Allemands de l'Autriche, les Allemands de la Suisse, les Teutons des provinces baltiques de la Russie, les six millions de bas-Allemands de la Hollande, de la Belgique et de la France ne sont pas incorporés à cet État modèle, qui, remarquons-le avec soin, n'a cependant pas d'autre raison d'être que l'unification des races germaniques. D'un côté donc, l'empire allemand est affaibli par les nationalités opprimées qu'il contient; et, de l'autre côté, il forme une menace permanente pour les États voisins qui contiennent des populations germaniques. Menacé à l'intérieur, au nom de son principe générateur, l'empire allemand menace à l'extérieur, au nom de ce même principe. L'ancien empire allemand, le véritable, était constitué sur d'autres bases : il ne connaissait pas le principe des nationalités, pas plus que Frédéric II, qui se vantait de ne pas savoir l'allemand, et traitait *Gätz de Berlichingen* de « dégoûtante platitude. » Il est vrai que l'ancien empire germanique formait, selon M. de Sybel, « une monarchie universelle sacrée. »

M. Constantin Frantz, que je citais plus haut, fait, à ce sujet, dans un livre récent ¹, une réflexion fort juste : « Les nations, telles que les entendent les nationaux libéraux ou les italianissimes, datent de la tour de Babel. » En effet, la naissance des peuples n'a pas été directement l'œuvre de Dieu. La Bible dit expressément qu'elle fut le résultat de sa colère. La dispersion des peuples a été une punition. Les hommes voulurent bâtir une ville avec une tour, qui devait monter jusqu'aux cieux. Leur union spirituelle était tellement relâchée, qu'ils cherchaient à la maintenir par des moyens matériels. Et quelle était la cause de cette désunion? La Bible ne le dit pas explicitement : elle indique seulement que les hommes avaient perdu la conscience de l'autorité divine. Les hommes étaient restés unis aussi longtemps qu'ils avaient adoré le même Dieu unique; mais ils s'éloignèrent les uns des autres, aussitôt qu'ils furent animés d'idées religieuses différentes. Désunis sur l'idée fondamentale de toute religion, ils s'unirent de nouveau d'une manière factice et matérielle, parce que tous ceux qui erraient se sentaient d'accord pour mettre quelque chose d'humain à la place du divin. Voilà pourquoi la tour de Babel est l'image sensible de la centralisation. Dieu ne voulut pas

¹ *Die Religion des Nationalliberalismus*, von Constantin Frantz. 1 vol. in-12, Leipzig, 1872.

de cette unité matérielle, parce que son infinie justice ne pouvait concevoir qu'une unité morale, reposant sur la conscience universelle de son existence toute-puissante. Il punit l'orgueilleuse folie des hommes, en créant les divers peuples et les diverses langues. Un seul peuple fut ménagé, parce qu'il avait conservé le vrai culte de Dieu : le peuple juif. Celui-là seul porta, avant Jésus-Christ, le signe indélébile de l'unité morale du genre humain : il fut universel. Depuis l'œuvre de la rédemption, qui a substitué aux tentatives matérielles de la tour de Babel la force invincible de la vérité morale unique, les peuples ont un nouveau et dernier centre d'universelle attraction, et les langues diverses sont ramenées insensiblement à l'unité qu'elles avaient perdue. Les peuples, dispersés par leurs fautes, doivent se réunir de nouveau autour d'un centre unique, placé en dehors et au-dessus de toutes nouvelles tentatives matérielles : le « roc de l'Église chrétienne ». Le peuple juif, qui a méconnu l'œuvre de la rédemption, est dispersé à son tour, et porte en tous lieux, depuis dix-huit siècles, le miracle de son existence cosmopolite.

P. DE HAULLEVILLE.

LA MUSIQUE A L'ÉGLISE

ET LA MUSIQUE DE L'ÉGLISE

Toutes les fois qu'il s'agit d'écrire sur la musique religieuse, on a le droit de trembler. Il n'y a peut-être pas dans le domaine de l'art un sujet sur lequel on ait autant déraisonné, qui ait fourni matière à plus d'affirmations à toute outrance, à plus de contradictions à courte échéance ; et, pour peu que le travail ait d'étendue, c'est merveille s'il ne s'y rencontre quelque énormité contre l'orthodoxie, la discipline, l'art musical ou le sens commun.

Le mal est que cela risque de devenir contagieux et de gagner le critique ; et l'impatience que lui causent certaines exagérations peut, par réaction, l'entraîner à l'excès opposé. Or, ici, toute erreur a sa gravité, tout excès son danger. Ce n'est pas comme sur la politique où la distraction hâtive des lecteurs laisse passer inaperçues bien des extravagances. Tout au contraire, dans ce scabreux et terrible sujet de la musique religieuse, l'on a affaire à un public, restreint sans doute, mais très-prévenu, très-ombrageux, très-impitoyable, qui guette vos paroles, épluche vos syllabes, et auquel on prête d'autant plus le flanc qu'on s'efforce de lui parler avec plus de netteté et de précision, en sorte que le pauvre critique se sent vingt fois pris de la tentation de s'arrêter court en criant à l'auteur, comme Orgon à sa mère : « Vous me feriez dire quelque sottise. »

Tel est du moins le sentiment que m'avaient laissé plusieurs lectures, quand j'ai abordé celle du livre de M. Hippolyte Réty : *Études historiques sur le chant religieux* ; mais, agréable surprise, heureuse et rassurante impression ! au lieu d'un de ces esprits que l'ardeur d'une cause plus ou moins juste rend pointus et intraitables, j'ai

trouvé chez l'auteur un esprit judicieux et modéré, qui sait le vrai tempérament des choses, et ce qu'on perd

A les vouloir outrer et pousser trop avant.

Un esprit, imbu de doctrines sans doute, et je l'en félicite, mais non épris de systèmes, qui a des principes, non des parti-pris, la foi de l'Église, non le fanatisme de l'école.

Certes, ce mérite vaut qu'on le signale et il rachète bien les incorrections et négligences de style qui déparent quelque peu un livre d'ailleurs si instructif. De nos jours, toutes les opinions tendent à devenir radicales; on appelle cela logique et on s'en fait gloire. C'est avec fierté que l'on va aux extrêmes, et rester dans les bornes de la raison paraît à bien des gens mollesse ou scepticisme. Nulle part cette disposition ne s'accuse plus nettement que dans le champ de l'esthétique religieuse. Là, plus encore que dans la politique, on voit de l'un et l'autre côté une foule de Barnaves qui ne se doutent pas le moins du monde qu'il est toujours possible de sauver à la fois les colonies et un principe. M. Réty a plus de clairvoyance; il reconnaît hardiment que la musique proprement dite peut être admise dans nos temples, pourvu que ce soit à titre d'exception et dans certaines conditions. — Amen. Je n'ai pas la moindre envie d'entendre tous les dimanches, à l'église, les œuvres d'Isidore Consul et du P. Lambillotte, et je ne serai nullement scandalisé d'y entendre parfois l'*Ave verum* de Mozart. En d'autres termes, tout chrétien et tout musicien doit, ce me semble, souscrire à un jugement qui sauvegarde et les convenances du culte et les intérêts bien entendus de l'art.

Il a même, à mon avis, un autre avantage : c'est qu'il dispense des définitions et des formules. Rien de plus facile que de discerner la musique du plain-chant; l'embarras commence quand il s'agit de définir la musique religieuse. Il arrive alors pour elle ce qui arrive pour la liberté, que tout le monde vante, et que personne ne reconnaît aux mêmes caractères. Les conditions de M. Réty suppriment ce thème à discussions et ce motif de querelles. Elles n'ont rien d'absolu, rien de raide; tout au contraire, leur élasticité permet à un maître de chapelle, homme de foi et homme de goût, de faire un choix éclairé et une élimination intelligente parmi les morceaux de musique qui prétendent à l'honneur de figurer dans les cérémonies catholiques. L'Église ne s'est certes pas montrée bienfaisante et libérale tutrice des arts pour se voir condamnée à souffrir toutes les incartades de ses pupilles. Elle a grandement raison de bannir de chez elle ces étourdis quand ils ne s'y présentent pas selon

les convenances qu'elle a elle-même réglées, et le proverbe a beau dire qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, elle fait bien de tenir la sienne entre-bâillée pour la musique, en demandant, pour l'ouvrir tout à fait, qu'on lui montre patte blanche. Patte blanche, ce sont les conditions de M. Réty.

En effet, ne le perdons pas de vue, la musique, comme les autres arts, ne doit avoir à l'église qu'un but : exciter les fidèles à la piété et élever leurs âmes à Dieu. Le moins qu'on lui puisse imposer, c'est donc de ne les point trop distraire. Par conséquent, toute musique, non-seulement mondaine, frivole, passionnée, mais même simplement trop matérielle, trop compliquée ou trop bruyante, toute musique, en un mot, qui fait rêver de l'Opéra ou du Conservatoire au lieu de faire rêver du ciel, ne saurait être associée au culte; sauf, bien entendu, les cas très-rares où la musique, qui est d'ordinaire l'accessoire, devient, par exception, le principal. Ainsi, pour se prononcer sur l'admission d'une œuvre musicale, ce n'est pas à sa forme qu'il faut s'attacher, mais au sentiment qui l'anime, à l'impression qu'elle produit. Voilà la règle, règle simple, saine, raisonnable, si raisonnable même qu'elle paraîtrait naïve si les théories sur la musique religieuse ne ressemblaient vraiment à cette maison de Chrysale,

D'où le raisonnement a banni la raison.

Je m'imagine qu'il a fallu quelque courage à M. Réty pour indiquer ce que je me borne à énoncer avec un peu plus de précision qu'il n'a osé faire.

Ce n'est pas que cette règle, si facile à trouver, le soit également à appliquer; il y faut du goût, chose rare, et comme le goût jouira nécessairement de quelque latitude dans son exercice, on ne manquera pas de dire que cela expose à l'arbitraire. Qui ne voit cependant qu'elle vaut mille fois mieux que ces procédés mécaniques par lesquels on arrive à admettre ou exclure *in globo* tout un ordre de compositions musicales? En quoi une date, un style présentent-ils un *criterium* plus satisfaisant? Pergolèse, dites-vous, a efféminé la musique d'église. — D'accord. — Donc, nous repoussons toute œuvre de musique sacrée postérieure à celle de ce maître. — La belle logique! Et vous allez ainsi, sans parler des modernes, supprimer l'*Ave Maria* de Chérubini, et tout Mozart, y compris ce suave, cet angélique *Ave verum*, dont je parlais tout à l'heure, qui cause une émotion si douce, et semble véritablement la prière des chérubins prosternés devant l'Eucharistie. — Palestrina et ses contemporains n'ont employé que l'harmonie consonnante dans leurs compositions religieuses. — Vous oubliez de dire qu'ils n'en connaissaient pas

d'autre, et qu'ils l'ont, par conséquent, fait figurer exclusivement aussi dans leurs madrigaux et compositions amoureuses. — N'importe, hors de l'harmonie consonnante point de salut. — Et vous allez proscrire ou dénaturer jusqu'à des chants même introduits par l'Église dans sa liturgie, ne fût-ce que le touchant *Adeste fideles*, qui perdrait singulièrement de sa naïveté et de son charme si on le soumettait aux règles sévères des mélodies grégoriennes; car sa mélodie franche et sa franche carrure décèlent une origine postérieure au seizième siècle, et réclament, sous peine de disparate, un accompagnement d'où l'on ne bannisse ni l'harmonie dissonante, ni le genre chromatique¹.

¹ Je me suis, dans le cours de cette étude, abstenu de tous les mots qui peuvent prêter à l'équivoque et dérouter le lecteur. Ainsi, les auteurs ecclésiastiques appellent *psalmodie* le chant des psaumes. Ils ont raison, puisque *psalmodie* signifie, en grec, chant des psaumes. Néanmoins, comme on applique souvent ce mot à une certaine récitation monotone, dont on se sert pour les petites heures canoniales, j'ai évité le mot *psalmodie*. Même observation pour le mot *dominante*. La *dominante*, dans la musique, c'est la cinquième note du ton; dans le *plain-chant*, c'est la note sur laquelle se pose la mélodie, celle qui revient le plus souvent dans le morceau. Et si l'on rapportait, tant bien que mal, le mode grégorien à un ton de la musique, cette *dominante* n'occuperait pas toujours la même place dans la gamme; ce serait le troisième ou le cinquième degré, etc. Je me suis surtout abstenu avec soin des mots *moduler*, *modulation*, qui ont pris, dans la technologie musicale moderne, un sens tellement précis, qu'ils ne manqueraient pas d'induire en erreur le lecteur trop exclusivement musicien. *Moduler*, *modulation*, signifient changer, changement de ton. Chez les auteurs ecclésiastiques, au contraire, ces mots ont conservé le sens primitif et vague du latin : *modulari*, *modulatio*. *Modulation*, c'est inflexion de la voix, action de timbrer la voix. *Moduler*, c'est faire entendre, en timbrant la voix, une succession de sons, non identiques; ou simplement chanter une mélodie de plusieurs notes différentes.

Rien, dans ces observations, ne peut s'appliquer au mot *harmonie dissonante*; et pourtant, je crois devoir, là-dessus, une explication aux lecteurs non musiciens et même à bon nombre de musiciens du monde, qui ne connaissent, de leur art, que les éléments pratiques. Pour bien des gens, *dissonant* et *discordant* sont synonymes; en sorte que : *harmonie dissonante* semble impliquer une contradiction dans les termes. Il n'en est rien, heureusement; l'*harmonie dissonante*, si elle ne satisfait pas pleinement l'oreille, ne la choque nullement; et ceux que le mot désoriente en entendent et en font journellement, absolument comme M. Jourdain faisait de la prose. On appelle *harmonie consonnante* celle qui n'emploie que des accords satisfaisant pleinement l'oreille, c'est-à-dire, des accords parfaits. L'*harmonie dissonante*, au contraire, admet des accords dont certaines notes ont un mouvement obligé, c'est-à-dire que, pour satisfaire pleinement l'oreille, ces notes doivent, selon les cas, monter ou descendre d'un degré dans l'accord suivant. C'est ce que l'on appelle *résolution*. Cette harmonie nouvelle, sur laquelle est fondée toute la musique moderne, a été découverte au dix-septième siècle, par le Vénitien Monteverde. Cette découverte n'est assurément pas l'effet du hasard, et certaines combinaisons, fournies par l'*harmonie consonnante*, l'avaient indubitablement préparée. Elle n'en a pas moins opéré une révolution complète dans l'art. On comprend quelle puissance expressive est dévolue

Encore une fois, tout cela est du radicalisme; et plutôt à Dieu que la musique fût le seul canton de l'art religieux où il se donnât carrière! Que de choses on pourrait dire sur la peinture, la sculpture, l'architecture, mais,

Ce ne sont pas là mes affaires.

L'Église, heureusement, n'a pas de ces intolérances et de ces partis. En appelant les arts à concourir à l'éclat du culte, elle n'assujettit point les artistes à la monotone reproduction des types hiératiques, comme les *panagia* byzantines ou les minarets musulmans. Non, c'est pour le dogme, c'est pour la morale qu'elle garde son immutabilité; et, quand saint Vincent de Lérins disait : *Quod semper, quod ubique, quod ab omnibus*, il ajoutait : *creditum est*, et non pas : *cantatum est*; mais, aux arts comme aux âmes, l'Église demande la bonne volonté, qui a pour signe extérieur la convenance de l'attitude.

Ces convenances mêmes, est-il besoin de le dire, peuvent varier suivant les temps, les lieux, les mœurs, les circonstances, les intentions. Le *Stabat* de Rossini, que M. Réty déclare trop théâtral, et qui l'est peut-être un peu pour Paris, pourrait bien ne pas scandaliser à Naples. Et s'il est vrai que Rouget de l'Isle ait emprunté le chant de la *Marseillaise* au *Credo* de certaine messe en la qu'on chantait dans une chapelle électorale des bords du Rhin; qui peut répondre, qu'en plein dix-huitième siècle, ce chant, qui allait remplir les cœurs français de toutes les fureurs révolutionnaires, ne vint pas à propos, comme un stimulant énergique, réveiller la foi paresseuse et l'âme engourdie des molles ouailles du prince-évêque? Tout peut dépendre encore de l'office où devra figurer la musique. Il est clair qu'il faut un peu plus de sévérité pour la messe, un peu moins pour l'office du soir, moins encore pour les exercices de pure dévotion, comme le *mois de Marie*, par exemple. C'est affaire de tact et de discernement. Ayons donc, je le répète, des maîtres de chapelle qui aient de la foi et du goût; tout est là.

à ces notes, qui, avec la complicité de notre oreille, appellent d'autres notes, y tendent invinciblement et ne se peuvent reposer ailleurs; combien cela offre de ressources précieuses pour peindre l'attrait, le désir, la passion même. On comprend aussi, par là, que la musique liturgique s'accommode peu de cette harmonie. Il ne faudrait pourtant pas s'en effaroucher; et, de ce qu'on ne l'applique pas généralement au plain-chant, conclure qu'elle déshonore toute musique adaptée à la prière. Car le désir qu'elle excelle à exprimer peut être aussi bien le désir du ciel que celui d'un bien terrestre. Ce désir, aidé de la grâce divine, atteint parfois à un degré sans égal d'intensité; et quand sainte Thérèse s'écriait : « Je meurs de ne pouvoir mourir; » il me semble qu'elle faisait de l'harmonie *dissonante* au premier chef.

Est-ce à dire, cependant, que la musique proprement dite ait un droit absolu à figurer toujours dans les cérémonies catholiques? Je ne le pense nullement. Le principe, une fois admis, comme il l'est sagement par M. Rétzy, qu'on l'y peut introduire sans prévariquer, je reconnais bien volontiers qu'il y faut mettre beaucoup de réserve, que, le plus souvent, elle y a beaucoup à perdre, et le culte, bien peu à gagner. La plupart des œuvres religieuses des maîtres ont été écrites pour des chapelles de princes ou de prélats, et les effets calculés en vue de vaisseaux de dimension moyenne et du public privilégié et peu nombreux que l'on y admettait. Dans les grands vaisseaux, devant la foule, ils s'effacent et disparaissent, et les compositeurs eussent-ils voulu d'avance parer à cet inconvénient, qu'à mon sens, ils ne l'auraient pu faire. C'est une loi qu'on appellera comme on voudra, physique, physiologique, esthétique, mais enfin, une loi certaine qu'au delà d'un point qu'il n'est pas aisé de déterminer et qui varie suivant les circonstances, la musique perd de son action, ou même ne porte plus du tout. Berlioz l'avait bien remarqué, lui qui a tout fait pour lutter contre cette condition fatale. Aussi déclare-t-il que la musique est proprement un art aristocratique. Est-ce seulement à cause de son histoire, parce qu'elle a été protégée et encouragée par les princes et les grands, et fort découragée par les républiques? Non, c'est surtout à raison de son essence même. Les émotions et jouissances délicates qu'elle procure, exigeant, soit des connaissances préalables, soit une certaine sensibilité et finesse d'organisation, mais toujours la proximité, ne peuvent être que le partage d'une élite, d'une élite qui sait, qui sent ou qui paye, et nullement celui de la foule, en sorte que le paradis esthétique où l'on savoure les délices de l'art, compte moins d'élus encore que le ciel janséniste de Massillon.

Mais l'Église appelle indistinctement tous les hommes. Elle devait donc, puisqu'elle a jugé les arts propres à élever leur âme, en impressionnant leurs sens, avoir sa musique à elle, musique accessible à tous, comprise de tous, connue de tous, aimée de tous, chantée par tous; musique qui, par sa simplicité, échappât à la loi commune, et dont l'effet ne dépendit plus des proportions du temple, puisque, le plus souvent, elle aurait autant d'exécutants que d'auditeurs. Cette musique, c'est le plain-chant, *cantus planus*, ainsi nommé parce qu'il doit marcher tout uniment et sans nuances; le mot *planus* ayant exactement le sens de son dérivé *piano*, par lequel les Italiens désignent l'accent le plus ordinaire de leur langue, celui qui affecte l'avant-dernière syllabe des mots. L'Église a fait, de cette musique, une partie intégrante de son culte public; et, par la voix de ses saints, de ses docteurs, de ses pontifes et de ses assem-

blées, elle n'a cessé d'en montrer le but et d'en tracer les règles; prenant surtout à tâche de lui imprimer et de lui maintenir ce caractère de simplicité grandiose et pénétrante qui l'a rendue si chère aux chrétiens.

C'est à la restauration, au perfectionnement, à la bonne exécution de ce chant vénérable, que M. Réty a surtout consacré son livre. Homme d'expérience, puisqu'il est, ou a été, maître de chapelle de l'église Saint-Pierre de Mâcon, il a visé principalement à faire un ouvrage pratique; et s'il n'habitait un pays récemment envahi, où mon éloge pourrait encore sembler louche, je dirais qu'il a traité son sujet à la prussienne, tant il s'est efforcé de ne rien omettre de ce qui peut conduire au but qu'il se propose. Aussi entre-t-il dans une foule de détails, trop minutieux pour qu'on puisse l'y suivre, trop spéciaux, parfois, pour qu'on ose les discuter, surtout lorsqu'il étaye son opinion de quantité de textes des Pères et de décisions canoniques qui ne laissent pas de rendre la controverse un peu gênante pour un bon chrétien. Mais, si certaines particularités n'offrent guère d'intérêt à la masse des lecteurs, il n'en est pas de même des questions plus générales que soulève l'étude de la musique ecclésiastique; par exemple : sa nature, son caractère, son origine, son histoire, son action, ses conditions.

Remarquons-le d'abord; cette musique est un chant. Est-ce seulement parce qu'il fallait faire entendre les paroles de la prière publique? Non, car rien n'eût été plus aisé que de les faire prononcer à haute voix sous une harmonie d'instruments, comme on fait dans les mélodrames et les odes-symphonies; comme mademoiselle Agar récitait, au son de la harpe, son ennuyeuse tirade d'Érostrate, comme Caius Gracchus débitait, au son de la flûte, ses harangues à la Gambetta. L'Église s'est, ici comme ailleurs, conformée à la tradition et à l'instinct du genre humain. De tout temps, on a chanté les louanges de Dieu ou des dieux, celles mêmes des héros; et la poésie n'a guère d'autre origine. Le chant élève singulièrement la parole humaine; il semble rapprocher la terre du ciel; et comme l'âme de l'homme conçoit le beau et aspire à l'idéal, sa voix qui exprime et traduit ce sentiment et cette aspiration, est aussi le plus beau des instruments, et, sinon l'instrument type, du moins l'instrument par excellence, l'instrument de musique primitif, celui, par conséquent, auquel tous les autres demeurent par essence et nécessairement subordonnés, comme sont subordonnés à l'homme tous les êtres terrestres de la création.

Nous voilà bien loin de la définition ridicule de Chateaubriand : « La musique est l'imitation des bruits de la nature. » Faut-il aller

cependant jusqu'à proclamer, avec un auteur religieux cité par M. Réty, que la musique est l'imitation du chant? Il pourrait bien y avoir là quelque chose de vrai. Mais à quoi bon les définitions théoriques en fait d'art? Généralement, elles embrouillent au lieu d'expliquer. Puis, il ne faut pas se faire d'affaire avec les tenants de la nouvelle école, qui regardent la voix humaine comme un simple instrument à vent que l'on classe à son rang, avec le basson et la clarinette. Pourtant, je dois le leur dire : s'il m'arrivait de parler de la sorte, sans expliquer pourquoi et comment la voix est, parmi les instruments, le plus borné tout ensemble et le plus puissant; il me semblerait, en vérité, commettre la même aberration que si je rangeais l'homme parmi les primates, en oubliant d'ajouter ce qui complète ou plutôt annule cette classification.

Quelle est l'origine du plain-chant? A-t-il un ou plusieurs inventeurs? A quelle époque faire remonter son institution? Autant de questions insolubles, qui, pour être simplement éclaircies, demandent qu'on leur en adjoigne d'autres, d'une solution bien épineuse encore, touchant le caractère et la nature de la musique ecclésiastique. Il me semble que c'est assez pour la noblesse du plain-chant qu'on ne lui puisse assigner une origine certaine, et qu'il se perde dans la nuit des temps, comme on dit en style héraldique. D'Hozier et Chérin, l'incorruptible, n'en demandaient pas davantage. Pourquoi donc M. Réty vise-t-il plus haut? Pourquoi cherche-t-il à faire dériver d'une source divine la forme même du chant liturgique? De ce que l'évangéliste raconte qu'avant de se rendre au mont des Oliviers, le Sauveur et les apôtres chantèrent un cantique : *Hymno dicto exierunt*; de ce que saint Augustin, commentant ce texte, nous dit que le Sauveur et les apôtres nous ont donné le précepte et l'exemple de chanter des hymnes : « *De hymnis et psalmis canendis, ipsius Domini et apostolorum habemus documenta, exempla et præcepta*; » conclure que le plain-chant est d'institution divine et, pour le moins, contenu dans le dépôt de la révélation, c'est terriblement forcer l'exégèse; c'est, en particulier, donner un sens bien précis au mot *documenta*, qui en avait certainement un très-vague et très-général dans la pensée de l'évêque d'Hippone. Les leçons d'histoire que l'on nous donne, ou les leçons que nous donne l'histoire, ce n'est pas tout à fait la même chose. Je sais que le Père Lacordaire a dit que Jésus-Christ était le premier gentilhomme du monde. Veut-on, aujourd'hui, qu'il en ait été le premier mattre de chapelle? J'insiste parce qu'il y a là un certain péril. Voyez à quoi nous expose M. Réty. Si le plain-chant est contenu dans le dépôt de la révélation, sa diffusion, son expansion ne sont que le développement naturel de la doctrine par la tradition.

L'antiphonaire de saint Grégoire, basé sur cette tradition, devient une sorte de décision dogmatique; et les altérations trop nombreuses, subies depuis lors par le plain-chant, sont presque des hérésies. Tout cela, évidemment, n'est pas bien sérieux, mais peut servir à montrer le danger de certaines exagérations. Bornons-nous donc à restituer au passage de saint Augustin son sens naturel, qui est que, grâce à l'enseignement et à l'exemple de Notre-Seigneur et des apôtres, nous savons que la prière chantée est agréable à Dieu; cela suffit bien.

Au surplus, ce n'est point par les hymnes que le chant ecclésiastique a commencé; et pendant assez longtemps les psaumes furent la seule partie chantée de l'office divin. Une tradition veut même que les chrétiens en aient emprunté directement la musique aux Juifs, et que l'Église ait fait sien le bien de la Synagogue. Quoique combattue par Fétis, cette opinion n'a rien d'in vraisemblable, car le chant des psaumes et cantiques évangéliques, *Magnificat*, *Benedictus*, etc., forme véritablement un îlot séparé; ou, si l'on veut, une tribu à part, sur le territoire de la musique d'église. Certains tons, notamment le troisième, et surtout le septième, présentent une physionomie singulièrement originale, et malgré leur incorporation à un ensemble grec, ils gardent je ne sais quelle empreinte d'un type étranger, qui pourrait bien être l'hébraïque.

Quoi qu'il en soit, les hymnes virent après les psaumes. Saint Ambroise, qui composa les principales, en emprunta la musique aux Églises d'Orient, ce qui prouve, en passant, qu'on chantait déjà dans ces Églises. Puis, on mit successivement en musique divers traits et antiennes et diverses parties de la messe. Mais la musique ecclésiastique ne reçut en Occident sa règle définitive que sous le pontificat de saint Grégoire. Ce pape illustre, recueillant tous les chants usités en Occident, choisit les plus pieux, les plus beaux, en composa quelques-uns, en retoucha un plus grand nombre, modifia et surtout codifia, c'est-à-dire classa dans un ordre régulier. Il fut, enfin, le Justinien du plain-chant. C'est pourquoi ce chant s'est appelé grégorien, comme le *Corpus juris civilis* a pris le nom du prince qui le fit rédiger et le promulguer.

Toute cette musique est d'origine grecque et conçue dans le système musical des Grecs. Elle a conservé jusqu'à nos jours les anciens modes helléniques; seulement le génie de l'Occident a peu à peu substitué des numéros à leurs noms; et, comme on dit *fourth street* en Amérique, au lieu de dire, comme en Europe, *Oxford street* ou *rue Saint-Honoré*, on a compté les modes depuis un jusqu'à quatorze, au lieu de les appeler *lydien*, *dorien*, *phrygien*, *hypolydien*, *hyper-*

phrygien, etc. Ce n'en est pas moins un élément très-précieux de l'histoire de l'art; car encore que nous ne sachions pas très-exactement jusqu'à quel point les modes grégoriens reproduisent fidèlement les modes grecs, nous n'avons pas d'autre flambeau à la lumière duquel nous puissions apercevoir le lien qui rattache notre musique à celle de l'antiquité.

Il n'est pas aisé de déterminer non plus la part qui revient dans cet ensemble à des compositeurs chrétiens. Tout porte à croire qu'elle est de beaucoup la plus considérable, bien qu'il ne soit nullement improbable que l'on ait, dans les commencements surtout, adapté des paroles de la liturgie à certains airs déjà connus, en sorte que nous chanterions encore des mélodies antérieures *peut-être* au christianisme. Mais il ne faudrait pas abuser de cette hypothèse. On sait l'horreur invincible qu'éprouvaient les premiers chrétiens pour tout ce qui touchait à l'idolâtrie. La musique antique s'alliait bien souvent au culte des dieux. On n'aurait donc pu lui emprunter, en tous cas, que ses airs les moins compromis. D'ailleurs, la plupart des mélodies grégoriennes sont d'une inspiration trop grave pour qu'on puisse supposer qu'elles dérivent d'une source notoirement profane. Ainsi, par exemple, Chateaubriand, autorité peu sûre en fait d'érudition, prétend que le chant de la préface n'est autre chose que le récitatif du chœur de la tragédie grecque; en vérité, j'en ferais bien mon compliment à Thespis, mais je n'en crois pas un mot, et j'aime bien mieux me rallier à la tradition qui attribue au pape Gélase ce chef-d'œuvre de sublime et touchante simplicité.

Pourquoi donc, et l'on me pardonnera certainement cette parenthèse, pourquoi, puisque la musique ecclésiastique a une origine grecque incontestable, laisser circuler sur les bancs du Conservatoire un conte absurde que l'on s'y transmet, que les papes et les évêques afin de faciliter la conversion des barbares, leur ont pris leur musique pour en faire celle de l'Église? Il serait bien à désirer, vraiment, qu'un enseignement historique sérieux, au moins en ce qui touche leur art, pût être donné à des jeunes gens, généralement peu lettrés, que des aptitudes naturelles, une vocation décidée amènent à notre école nationale. On n'y verrait pas cette fable ridicule extrêmement répandue et débitée de la meilleure foi du monde par de jeunes artistes, qui ne se doutent même pas de la dérision de mauvais goût qu'elle recouvre. De la musique des Ostrogoths!... Ah! messieurs du Conservatoire, essayez donc d'en faire de pareille!

On se tromperait, au reste, si l'on croyait qu'après l'*antiphonaire* de saint Grégoire, le protocole demeura fermé, et que ce livre unique contient toute ou presque toute la musique liturgique. Au contraire, les mélodies proprement grégoriennes forment à peine le quart de

celles que renferme le répertoire de l'Église, si l'on peut se servir de ce mot profane. L'Église aime tout à la fois la tradition et le progrès. A mesure que sa liturgie se développait, on faisait de la musique nouvelle, toujours, bien entendu, dans le même système. Le moyen âge en composa beaucoup; mais si parfois l'on connaît l'auteur des paroles de telle ou telle pièce, on ne sait jamais le nom des musiciens. C'étaient pourtant des hommes de génie, de véritables inspirés que ceux qui écrivirent, par exemple, la musique du *Dies iræ* ou du *Stabat*; non pas du monotone *Stabat en sol majeur* des églises de Paris, mais du véritable *Stabat* si plein d'émotion naïve, du *Stabat en la mineur*, ou si l'on veut en deuxième mode, usité dans les diocèses qui suivent la liturgie romaine.

Bien que ralenti, le mouvement ne s'arrêta pas après le moyen âge. On chante encore, dans quelques diocèses de France, des messes de la composition de Lulli, quelques-unes même postérieures qui ne sont pas, il est vrai, des plus recommandables, et l'on chante partout la célèbre messe en *ré mineur* de Dumont, pour laquelle je comprends peu les dédains de Baini, et pas du tout les sévérités de M. Réty; car enfin, elle est d'un très-beau et très-religieux effet, je ne la trouve point plus monotone que beaucoup d'autres, et, s'il y règne une certaine emphase, c'est un bien petit péché en France où l'on se montre depuis longtemps un peu gourmé dans tout ce qui touche au culte extérieur.

Au moyen de cette série de compositions liturgiques, on pourrait, je crois, par un judicieux emploi de la méthode expérimentale, arriver à démontrer un fait qui me semble certain, bien qu'il paraisse étrange. C'est que notre musique moderne, si pleine de complications, de variétés, de nuances, et qui n'est pas près d'avoir épuisé ses combinaisons et ses recherches, vient de la musique ecclésiastique, si simple, si plane, si unie. Les deux systèmes musicaux présentent, je le sais, des différences qu'à un premier examen l'on pourrait prendre pour des oppositions, presque des contradictions. Mais il en est de même pour les systèmes grammaticaux du français et du latin. Pourtant notre langue est manifestement issue de celle de Rome; et ne voit-on pas tous les jours une mère brune avoir une fille blonde; et même une matrone simple et grave, tout entière à l'accomplissement de ses devoirs, donner le jour à une fille vive, capricieuse, passionnée, fantasque, enjouée ou rêveuse, voire parfois un peu coquette? Tout diffère: l'humeur, le tempérament, la constitution physique, les dispositions intellectuelles et morales; le rapport de descendance existe néanmoins. Il existe de même entre les deux arts. Sans doute, il faudrait ici des volumes pour procéder à cette démonstration d'une manière rationnelle, au point de vue, pour ainsi dire,

embryologique, en suivant, en saisissant, dans l'être vivant, les phases successives du développement de celui qui va naître. Mais il ne faut qu'un instant de réflexion pour comprendre que Dieu seul peut tirer quelque chose du néant, et qu'il n'est rien dans l'ordre des connaissances humaines qui ne se rattache à quelque chose d'antérieur. La musique, d'ailleurs, ne s'honore-t-elle pas en revendiquant cette origine, surtout si elle le fait sans arrogance, si elle se dit non pas *filiapulchrior*, mais seulement *haud infitianda parenti* ?

Cette filiale réclamation d'état ne touche point le cœur de M. l'abbé Gontier, chanoine du Mans, prêtre savant, mais homme systématique et d'humeur moins accommodante que M. Rétz. Pour lui, il faut que le plain-chant soit une conception à part, qui n'ait rien d'humain, non plus un art, une inspiration, une pensée exceptionnelle, sans aïeux, sans postérité : *sine matre creatam*, probablement *sine prole futuram*. Ce serait la Minerve antique, si M. l'abbé Gontier appartenait à l'école d'Alexandrie. Mais il est chrétien, et comme cela met Jupiter hors de cause, on insinue que nous ne ferions peut-être pas mal de remonter jusqu'au bon Dieu. Toujours la même exagération, mais ici d'autant plus regrettable que la thèse de M. l'abbé Gontier, trop générale, trop absolue comme toutes les thèses, offre cependant des aperçus très-vrais et très-neufs. « On a, » dit-il, « trop considéré le plain-chant comme art, comme système musical¹, comme une création de l'homme ; il faut remonter plus haut pour en avoir une idée plus vraie. *Le plain-chant est une récitation modulée² dont les notes ont une valeur indéterminée et dont le rythme, essentiellement libre, est celui du discours³*. Tel était, dans la primitive Église⁴, le caractère de la psalmodie, qu'elle tenait plus de la récitation que du

¹ Et comment voulez-vous donc qu'on le considère ? Prenez garde à ce que vous allez dire, un peu plus bas, des *savantes compositions* de saint Grégoire et de saint Ambroise ; car si ces deux docteurs, qui étaient bien hommes, je pense, ont fait des compositions *savantes*, c'est apparemment qu'ils savaient quelque chose ; et quoi donc, sinon l'art musical de leur temps, cette musique grecque, dont le plain-chant est issu, quoi que vous en disiez ! Au reste, Jean Diacre et saint Augustin lui-même ne laissent pas de doute, à cet égard.

² J'ai déjà dit que moduler, dans les auteurs ecclésiastiques, signifie tout simplement chanter.

³ Définition incomplète, mais vraie, à certains égards, pourvu, toutefois, qu'on ne l'exagère pas, car on pourrait citer plus d'un plain-chant véritable où le rythme ne jouit déjà plus tout à fait de cette liberté que vous proclamez essentielle.

⁴ Il ne s'agit pas de ce qui se faisait dans la primitive Église, mais de ce qui se fait dans l'Église d'aujourd'hui. Il est clair que la critique musicale n'a rien à voir à une récitation monotone, comme celle des Carmélites, par exemple, mais il n'est pas moins clair qu'une récitation pareille ne saurait avoir, à elle seule, produit un ensemble aussi complet que celui du plain-chant.

chant : *Primitiva Ecclesia ita psallebat, ut medico flexu vocis faceret resonare psallentem, ita ut pronuntianti vicinior esset quam canenti.* » (Saint Augustin et saint Isidore.)

« Ne cherchons pas ailleurs la véritable notion du plain-chant; elle est tout entière dans son origine et dans son histoire. Envisageant donc la question au point de vue traditionnel et pratique, nous disons : Le plain-chant est la modulation de la voix appliquée¹ à la récitation de la prose² liturgique. Sans doute, les savantes compositions de saint Ambroise, de saint Grégoire et d'autres grands maîtres constituèrent ce genre de composition, et en firent un système musical complet. En outre, l'analyse raisonnée de ces compositions créa une méthode et une théorie³; mais la nature du plain-chant n'en fut nullement modifiée, et il est toujours resté une récitation.

« Dire que le plain-chant est une récitation, c'est lui attribuer le rythme oratoire; mais il importe de bien préciser ce que nous entendons par le rythme.

« On distingue deux espèces de rythmes : le rythme poétique et le rythme oratoire. Ce qui constitue le rythme en général, c'est la division dans la récitation; c'est la succession combinée des temps forts et des temps faibles, des distinctions ou incises de la phrase. Si cette division est marquée par des temps égaux, par des pieds réguliers, par une cadence périodique, c'est le rythme poétique. Si la valeur des sons, la composition des pieds, la succession des intervalles sont indéterminées, c'est le rythme oratoire. Le rythme poétique est commun à la poésie et à la musique; le rythme oratoire est commun au discours et au plain-chant.

« Dans cette théorie du plain-chant, il n'y a rien d'arbitraire, rien d'incohérent, rien de systématique⁴; tout se tient, tout est pris dans la nature, tout découle d'un principe générateur : le *récitatif*. »

Nouvel exemple du danger des mots qui ont plusieurs sens. Récitation offre une idée nette à l'esprit; récitatif prête à l'équivoque. On appelle récitatif une déclamation notée dans laquelle le compositeur cherche à imiter les inflexions que prendrait la voix du personnage, si celui-ci disait son rôle au lieu de le chanter. Rapide,

¹ D'après quel système? C'est le *postulatum*.

² Pourquoi la prose? Saint Ambroise a écrit des vers iambiques très-réguliers et très-égaux; et le moyen âge, dans les chants mêmes qu'il intitule proses, a généralement observé, non pas l'exactitude prosodique, mais l'égalité du nombre des syllabes et l'assonance lénine génératrice de notre rime.

³ C'est dire que la grammaire est venue après la langue, la poétique après la poésie, ce qui n'est point, je pense, particulier au plain-chant.

⁴ En êtes-vous bien sûr?

peu soignée, insignifiante dans les opéras-bouffes italiens, où elle n'exprime que la conversation courante, elle devient pathétique avec Gluck, pompeuse et grandiose avec Spontini et Rossini, passionnée, variée, même parfois un peu hachée avec Meyerbeer, comme il convient à des héros du drame moderne ; mais elle ne cesse pas de se comporter comme de la musique. On ne l'écrit que sur des vers ; la prose ne s'en accommoderait pas ; on l'accompagne, on l'entremêle, on la colore d'harmonies variées et de rythmes changeants ; et si on l'exécute à *volonté*, parce qu'elle est par essence expressive et individuelle, deux caractères antiliturgiques, on la note cependant conformément aux lois générales de la mesure. Franchement, il n'y a rien là qui rappelle le plain-chant.

Mais, encore une fois, il ne s'agit que du plain-chant devenu musique, et non de celui qui est resté à l'état de récitation pure. Il me semble même que cela donne plus de piquant au fait si bien observé par M. l'abbé Gontier, à savoir que le rythme, au moins tel que nous l'entendons, fait généralement défaut à la musique liturgique. Ainsi, voilà une musique véritable, régulière, qui ne possède qu'un seul des trois éléments constitutifs de toute musique : la mélodie ; encore est-elle parfois bien indécise. L'harmonie se soupçonne et se formulera plus tard ; le rythme est absent.

Pourtant cet élément est, sinon le primitif, du moins le plus facilement saisissable et populaire. C'est le seul que les sauvages et les peuples barbares comprennent dans notre musique. C'est le premier dont se rendent compte les enfants, ces petits sauvages. Que de pauvres enfants privés d'apprendre la musique, sous prétexte qu'à cinq ou six ans ils ne dansaient pas en mesure ! Enfin, les animaux eux-mêmes s'y montrent sensibles, et l'on sait que les ours arrivent à exprimer d'une manière aussi incontestable que peu gracieuse l'acquisition plus ou moins complète de cette notion.

On s'explique donc très-bien l'erreur de M. l'abbé Gontier, et que, frappé d'un fait aussi anormal, il se soit senti entraîné à en faire le caractère essentiel de la musique ecclésiastique. Pourtant, si l'observation était juste, la conclusion ne l'est pas, et surtout n'a pas la portée qu'on lui attribue. D'abord, l'absence de rythme n'est pas particulière au plain-chant. Sous ce rapport, comme sous bien d'autres, l'extrême perfectionnement aboutit ou revient à l'extrême simplicité. On avait vu d'anciens maîtres écrire sans précision rythmique ces mélodies semi-déclamatives qui furent les chrysalides de notre musique dramatique. De nos jours, le rythme, cet élément trop peu avancé, au dire de Berlioz, vient d'être, de la part des compositeurs modernes, l'objet de tentatives dont quelques-unes ne vont à rien moins qu'à sa suppression. Je ne parle pas de

la croisade entreprise par Wagner et ses adhérents contre la carrure mélodique, mais que l'on prenne certaines œuvres instrumentales de l'école contemporaine, les sonates de Râff, par exemple, l'on y trouvera des changements si brusques et si fréquents de mesure, qu'ils équivalent à une véritable désarticulation du rythme ; et l'on sait que plusieurs morceaux, notamment le célèbre *andante* de la sonate de Mendelssohn, sont écrits sans aucune mesure. Personne, cependant, ne soutiendra que ces morceaux appartiennent au plain-chant. D'autre part, s'il est vrai que les premiers plains-chants semblent réellement conçus en dehors de tout rythme, il ne l'est pas moins qu'on voit peu à peu le rythme envahir la musique d'église sans la dénaturer. A mesure que l'on avance dans le moyen âge, cette invasion devient plus apparente, et, dans plus d'une prose, on sent invinciblement courir le rythme et même le rythme ternaire, le plus vif, le moins grave, le moins austère de tous. Personne ne dira cependant que ces morceaux ont cessé d'appartenir à la musique dite grégorienne ; c'est qu'en effet le caractère de cette musique réside, non pas exclusivement dans le rythme, mais encore, mais surtout dans la tonalité.

Aussi, rien de plus vain que de chercher, à raison de tel ou tel caractère, une unité parfaite dans le vaste ensemble de la musique liturgique. C'est comme si, vu son but et son origine, on prétendait y trouver partout une richesse égale d'inspiration, une somme égale de beautés. Sous ce rapport esthétique, on doit certes, pour se montrer équitable, renverser hardiment, au profit de l'éloge, un vers célèbre où Martial jugeait sévèrement ses propres ouvrages. Mais enfin, force est bien de reconnaître que, à côté de mélodies sublimes, il s'en trouve aussi d'obscures et de médiocres, et, je le regrette pour M. l'abbé Gontier, non pas toujours parmi les moins anciennes. Seulement, un trait commun aux unes et aux autres, antiques ou récentes, excellentes ou moins bonnes, c'est une éternelle fratcheur. Cette musique, la plus vieille du monde, ne vieillira jamais. C'est le *Semper virens* de la flore musicale ; il semble que la langue qu'elle parle, l'Église qu'elle sert, le Dieu qu'elle loue, lui aient communiqué je ne sais quelle jeunesse inaltérable. Phénomène digne de méditation, quand la mode ride si vite le front de nos plus chères mélodies ! Je sais qu'elle ne peut rien sur le fond des choses, mais c'est beaucoup que la forme. Que de gens se dispensent d'aller chercher la beauté morale sous les traits d'une vieille femme !

M. Réty partage les plains-chants en deux classes. Dans la première, il place le chant des psaumes et cantiques auxquels il voudrait voir appliquer la règle si bien formulée par saint Bernard, si mal suivie généralement de nos jours, de chanter rondement, *rotunde*. Dans

la seconde, il fait entrer tout le reste de l'office divin. Cette division peut être très-liturgique, mais, au point de vue de l'art, elle me semble bien défectueuse. Pour moi, adoptant un ordre plus musicalement rationnel, je diviserais volontiers les plains-chants en trois catégories, comme on divise en trois manières l'œuvre des grands maîtres. Dans quelle mesure cet ordre pourrait-il correspondre à l'ordre chronologique ? Peu importe. Je me place au point de vue musical.

La première catégorie comprend les Introïts, Graduels, Offertoires, Communions, les Traits et les Répons, la plupart des Antiennes et quelques rares Hymnes. C'est, il faut le dire, la partie la moins attrayante du plain-chant, la seule qui ait pu donner naissance et une ombre de vraisemblance à la fable ostrogothe que j'ai plus haut mentionnée. Bien moins populaires que monastiques, ces mélodies, ternes et lourdes, laissent, en général, les fidèles distraits; ils ne les comprennent guères, les suivent mal, ne les chantent jamais. C'est, qu'en effet, elles restent, malgré leur simplicité, très-difficiles à saisir, surtout à retenir. Je fais une exception pour les Introïts, qui ont en général de la majesté, et d'ailleurs contiennent un psaume, et aussi pour quelques belles Antiennes, l'*Asperges me*, le *Deus omnium*, etc. Mais il y a vraiment des Traits interminables, des Répons intelligibles, et je ne puis du tout partager, pour le chant du Graduel, l'enthousiasme de M. Réty, qui le trouve si touchant, qu'il le voudrait voir exécuter toujours par des enfants de chœur *sol*i, comme si c'était une prière angélique. On a beau me dire avec un ton doctoral que tout cela c'est du récitatif, je ne m'en sens pas du tout consolé; je demande l'air, et me réjouis fort quand l'orgue, prenant la parole, dispense le chœur de chanter l'Antienne ou l'Offertoire.

Je n'exprime ici, bien entendu, que l'opinion personnelle d'un musicien peut-être trop impressionnable; et, sans doute, la mauvaise exécution contribue beaucoup à ce fâcheux effet. Hélas ! le chant des psaumes n'est pas la seule partie de l'office qui gagnerait à l'application de la règle de saint Bernard : chanter rondement. Il est certain que le plain-chant, en France, s'exécute avec une désespérante lenteur, particulièrement dans les diocèses situés au nord du 46° parallèle; car les Méridionaux, de même que les Italiens, sont restés bien plus près de la vérité liturgique. Pour que l'on ne croie pas que c'est là une boutade d'impatience, je suis bien aise d'étayer mon opinion de l'autorité de mon savant compatriote, M. l'abbé Joure, chanoine de Valence, lequel dit dans son Dictionnaire d'esthétique chrétienne : « Il est des ecclésiastiques qui se persuadent qu'aux jours de grandes solennités on ne saurait chanter avec trop de len-

teur. A leur avis, une lenteur excessive est synonyme de pompe, de majesté, tandis qu'en réalité elle n'exprime le plus souvent qu'une lourdeur insupportable, qui, en prolongeant les offices indéfiniment, devient pour les fidèles une source d'ennui et de dégoût. » Oui, sans doute, et ce dégoût redouble quand on a, comme dans un grand nombre d'églises de Paris, la malencontreuse idée de faire exécuter ce plain-chant à la basse, en le transposant d'une tierce majeure pour le moins. Il arrive alors que les deux basses-tailles *sol*, à qui on le confie, marmottent, dans des profondeurs souterraines, je ne sais quelle ventriloquie inarticulée, pendant qu'au-dessus l'orgue de chœur dessine un contre-point fleuri plus ou moins régulier, plus ou moins élégant, mais toujours très-prévu et très-monotone avec des prétentions à la variété. Je ne connais rien de plus agaçant.

La seconde catégorie, dans laquelle il faudrait faire entrer le chant des psaumes, si sa physionomie tout exceptionnelle ne lui assignait un classement hors cadre; la seconde catégorie, dis-je, comprend les *Kyrie*, *Gloria*, *Sanctus*, *Agnus*, jusqu'au dix-septième siècle, jusqu'à la messe de Dumont...., inclusivement, M. Rétzy ! Les messes postérieures ne valent guère l'examen et l'analyse. Elle comprend, en outre, le chant de la Préface et du *Pater*, celui des litanies, les antiennes à la sainte Vierge, presque toutes les hymnes anciennes, et une bonne partie de celles du moyen âge. Là, tout est pieux, touchant, admirable. C'est qu'une mélodie, non moins simple, mais plus franche, plus facile, plus musicale, met le chant à la portée de toutes les voix, comme la prière à la portée de tous les cœurs. Là se trouvent le sublime *Salve Regina*, le *Te Deum* enthousiaste, et le *Tantum ergo* prosterné comme l'adoration, et l'*Ave maris* naïf comme la confiance filiale. Si c'est là du récitatif, et, pour moi, je n'en crois rien, c'est, du moins, du récitatif comme il en faut faire, c'est le véritable plain-chant, où, sans que le rythme intervienne, la mélodie coule abondante, et résonne harmonieuse avec le faux-bourdon de la maîtrise, imposante avec l'unisson de la masse des fidèles. Aussi, comme le prêtre, comme le peuple chrétien, le chantent avec amour ! Et qu'importe si, par-ci par-là, cet amour s'exhale en une certaine recherche de perfection, en quelques ornements ! En vérité, je trouve M. l'abbé Gontier bien sévère, quand il nous dit « que, si le prêtre qui chante la Préface, au lieu de réciter sa belle modulation prosaïque et diatonique, *mesure la note*; s'il ajoute des ornements mondains, ce n'est plus le prêtre qui parle au nom du peuple, c'est un artiste vulgaire qui veut faire penser à lui. » Ah ! si M. l'abbé Gontier avait eu, comme moi, le bonheur d'arriver, porté par la foule, tout près du

grand autel de Saint-Pierre de Rome, le 8 décembre 1854, au moment où le Saint-Père, qui venait de proclamer le dogme de l'Immaculée Conception, célébrait solennellement la messe, s'il avait entendu la voix harmonieuse du Pontife chanter la Préface avec une tendre émotion, en scander musicalement les périodes, en accentuer les cadences avec cette profusion de *gorgheggi* et de *gruppetti*, qui s'échappent naturellement d'un gosier italien; non, non, il n'aurait pas trouvé Pie IX un *artiste vulgaire*, et ces ornements, qu'il qualifie de mondains, lui auraient semblé, comme à moi, une aimable et sainte parure.

La troisième catégorie, de beaucoup la moins considérable, comprend le reste des hymnes et toutes les proses, non-seulement celles qui figurent dans la liturgie générale, mais encore celles qui appartiennent au propre des divers diocèses. Ces dernières, en dépit de la sympathie qu'elles inspirent à M. Réty, puisqu'il exprime le vœu de les voir maintenir toutes, n'ont, pour la plupart, qu'une mince valeur poétique et musicale; et, sauf les proses de Noël et de l'Épiphanie : *Votis Pater* et *Ad Jesum*, qui forment, sous ce double rapport, une exception glorieuse, elles ne méritent guère d'être conservées, les anciennes, qu'à titre de curiosité, les récentes, qu'à titre de document pouvant servir à l'histoire de la transition entre les deux musiques. Cette troisième catégorie n'en est pas moins, prise dans son ensemble, la partie la plus ardemment populaire du plain-chant, celle qui se chante avec le plus d'entrain et d'élan. Le rythme n'en règle pas encore les pulsations. Mais déjà ce vivificateur suprême, cette étincelle électrique de la musique, y a fait son apparition; et, à peine commence-t-il à chercher son équilibre, qu'il donne une vie nouvelle, un aspect nouveau : *Emitte Spiritum et renovabis faciem*. Pour le coup, plus de récitatif, mais une mélodie articulée et nette, souvent carrée, cadencée toujours. Pourtant, nulle altération du caractère grégorien, car la tonalité se maintient rigoureuse. Mais il y a comme une gestation d'un art futur et parallèle. Là, se rencontrent les chants les plus aimés et les plus connus, les gais, les tristes, les enflammés, les mystiques : *O filii*, *Dies iræ*, *Veni sancte*, *Lauda Sion*, donnant de loin la main à l'*Adeste*, ce Benjamin des plains-chants, qui est déjà de la musique, et l'on voit s'accomplir ainsi dans le sein même de l'art liturgique cette évolution de descendance, contre laquelle proteste en vain M. l'abbé Gontier.

Pourquoi, vraiment, s'obstine-t-il à déclarer qu'entre la musique et le plain-chant il y a un abîme, quand il n'y a qu'un fossé, que le premier enfant de chœur venu suffit à sauter. Pourquoi fait-il inter-

venir saint Odon, abbé de Cluny, qui ne pouvait guère prévoir ce qui allait naître? Pourquoi, armé d'un texte assez peu probant, affirme-t-il que, tandis que tout est artificiel dans la musique, tout est naturel dans le plain-chant, et qu'en un mot « la note récitée, c'est la nature; la note mesurée, c'est l'art. » Je voudrais bien savoir ce que c'est qu'un art qui ne se fonde pas sur la nature. Puis, en vérité, qu'est-ce donc qu'on entend par naturel? Hérodote rapporte qu'un certain roi d'Égypte, désireux de connaître quelle était la plus naturelle, et par conséquent la plus ancienne des langues humaines, fit élever des enfants par des nourrices à qui l'on avait coupé la langue; bonne précaution, à laquelle Sganarelle n'avait pas songé. Quand les enfants furent en âge de parler, l'on épiait attentivement leurs premières paroles; et, un jour que probablement on avait fait jeûner les pauvres petits plus que de coutume, ils s'écrièrent, au moment où l'on entra chez eux : *bekos, bekos*. Or on trouva que *bekos*, en phrygien, signifiait du pain, d'où l'on conclut que la langue phrygienne était la plus ancienne du monde. Si l'on renouvelait ce petit plébiscite enfantin, qui n'est pas plus sot que tout autre plébiscite, M. l'abbé Gontier est-il bien sûr que *bekos, bekos*, serait chanté en plain-chant au lieu de l'être en musique? Je crois bien, pour moi, qu'il le serait sur ces limites indécises que chacun peut revendiquer, parce qu'elles n'appartiennent à personne, et qui ont servi, servent, et serviront toujours de transition entre l'un et l'autre art.

Il faut donc qu'on en prenne son parti : de même que le latin, fils du grec, est père du français, la musique ecclésiastique, fille de la musique grecque, est mère de notre musique moderne. Cela lui donne, j'en conviens, quelques sots enfants; mais que M. l'abbé Gontier se rassure, ni saint Grégoire, ni saint Ambroise, ni saint Isidore ne répondront des opérettes d'Offenbach et des opéras de feu Clapisson. Ils en sont aussi innocents que Cicéron et Virgile peuvent l'être de l'éloquence de M. Ordinaire et des vers de madame Blanchecotte. D'ailleurs, il y a bien quelques rejetons glorieux pour consoler de ces mal venus et de ces estropiés. Reconnaissons donc enfin, et de bonne foi, une filiation dont personne ne doit rougir : ni la mère, toujours sévère et contenue; ni la fille, parfois un peu bien émancipée.

Pourtant, si entre le plain-chant et la musique il n'y a pas d'abîme, il y a certes de notables différences. Outre le rythme, une des principales git assurément dans la tonalité. En quoi consiste, au juste, cette fameuse tonalité ecclésiastique sur laquelle on a tant raisonné? C'est ce qu'il n'est pas aisé de préciser, surtout en théorie; et la

question, quoique fort débattue, n'a pas été fort éclaircie, tant il est vrai que la lumière jaillit du choc des opinions. En pratique, le caractère le plus saillant de cette tonalité consiste évidemment dans l'absence du demi-ton, là où notre système musical le demanderait, notamment sur le septième degré des gammes mineures et le quatrième des majeures, quand la note se présente comme une sorte d'*appoggiatura* du cinquième degré. Ce fait, d'une importance capitale au point de vue de l'harmonie, ne manque pas d'intérêt non plus quant à la constitution de la gamme, et par conséquent à l'assise même des mélodies. Par malheur, alors que la solution de ces questions de théorie exigerait dans les textes une pureté indiscutable, les textes grégoriens primitifs ont, par l'effet du temps, subi de graves et nombreuses altérations que nous avons bien assez d'instinct pour apercevoir, mais pas toujours assez de documents et de moyens de contrôle pour rectifier. Il en résulte que l'on a, sur ce point encore, livré maint combat qui n'a rien décidé. Aussi, me garderai-je bien de prendre parti dans la querelle et de me prononcer pour l'antiphonaire de Saint-Gall ou celui de Montpellier; le chant romano-français, le Reims, Cambrai, etc. : *non nostrum inter vos*. M. Réty, ami de la paix et aussi de la pureté des textes, propose la création d'une grande commission mixte, composée de canonistes, d'érudits et de musiciens, et chargée de tout compiler, reviser, collationner, et finalement de promulguer un texte uniforme aussi pur que possible. Heureux M. Réty, qui croit aux commissions! J'ai, quant à moi, une ambition plus modeste : je me borne à demander que l'on n'altère plus désormais la pureté relative des textes que nous possédons, surtout qu'on ne les altère pas systématiquement et de parti-pris, ainsi que cela se fait encore quelquefois.

C'est, en particulier, l'exemple qu'a donné M. Félix Clément, homme cependant savant et consciencieux, puriste à ses heures, et qui a rendu à l'art religieux de réels services. Dans son paroissien romain, noté en musique, livre publié dans l'excellente intention de mettre le chant liturgique à la portée de tout le monde, il va jusqu'à consacrer certaines altérations introduites par un vicieux usage; comme si cet usage, même fût-il aussi général qu'il se le figure, autorisait à les admettre; exemple : dans la strophe *O salutaris hostia*, la syllabe *ti*, syllabe brève, se trouve écrite sur un *fa* placé entre deux *sol*, dont le second forme le repos. Cette note se présente donc comme *appoggiatura*. C'est un *fa* naturel, puisque la tonalité le comporte ainsi; mais l'oreille, qui n'est pas toujours de l'avis de M. l'abbé Gontier, invite fortement, je le reconnais, à faire le *fa*

dièze. Eh bien, M. Félix Clément n'hésite pas à écrire le *fa* dièze; il pense apparemment qu'on n'exécuterait pas le *fa* naturel, alors même qu'il l'écrirait. Ne croit-on pas entendre ces conservateurs, qui, de peur de faire crier les républicains, se rallient à la république et sont prêts à déclarer la monarchie impossible? C'est véritablement la résignation de Gribouille, et on ne peut la laisser passer sans protestation. Pour moi, je n'y manque jamais, et, toutes les fois qu'on chante le *Salutaris*, j'ai soin de faire entendre le *fa* naturel avec toute la force dont je suis capable. Peut-être, autour de moi, quelques pieux fidèles, le livre de M. Clément à la main, disent intérieurement : « Dieu ! que ce monsieur chante faux ! » Mais qu'importe ? *Etiam si omnes, ego non*, doit être la devise de tout homme de principes. Les concessions ne valent pas mieux que les exagérations; les unes et les autres dénotent une âme atteinte de ce trouble que les Latins appelaient *impotentia*.

WILFRID D'INDY.

La suite prochainement.

THERMIDOR

DEUXIÈME SÉRIE

MARIE-THÉRÈSE ET DAME ROSE

DEUXIÈME PARTIE

LES CI-DEVANT

VII¹

MENUS INCIDENTS.

Le petit groupe de citoyens et de citoyennes que la bizarre querelle qui s'était élevée entre Heurtevent et Manon avait attiré au milieu de la rue des Pierres, s'était trouvé augmenté par l'arrivée de trois personnages étrangers à Meudon. Tous trois, uniformément vêtus à la dernière mode jacobine, portaient la carmagnole couleur sang de bœuf, les culottes tombant sur les hanches et laissant voir entre la ceinture et le bas du gilet rouge une grosse chemise sale. Un bonnet rouge leur descendait jusque sur les yeux. Une paire de pistolets-espingle à baïonnette et un gros bâton noueux complétaient leur accoutrement.

Ils étaient conduits par Agricola et Jacques Bry, auxquels ils s'étaient faits reconnaître comme des membres de la Société-mère, chargés d'une mission secrète qui se bornait, pour le présent, à pénétrer sans grand bruit dans la maison de la citoyenne Capeluche et à prendre connaissance des lieux.

¹ Voir le *Correspondant* des 25 septembre, 10 et 25 octobre, et 10 novembre 1872.

— Eh ! bien, citoyens de Meudon, s'écria Agricola, très-fier de la confiance que lui témoignaient des émissaires des jacobins de Paris, notre frère et ami Sempronius a-t-il terminé son affaire avec la peau de la centenaire, hé ! hé !

— Non, crièrent les citoyens assemblés. Nous l'attendons ici, et nous ne l'avons pas encore vu sortir.

— Il paraît que c'est dur à écorcher, une vieille bête, continua l'aimable boucher.

— Mais, dit d'une voix sèche et impérieuse l'un des trois inconnus — et Agricola se disait qu'il l'avait certainement déjà vu, mais sans pouvoir se rappeler en quelles circonstances — qu'est-ce qui nous dit, citoyens, qu'un bon patriote comme celui que vous appelez Sempronius, ne court pas des dangers dans un pareil nid d'aristocrates.

— C'est d'autant plus probable, dit Jacques Bry — qui, lui aussi, avait cru reconnaître le préopinant, mais croyait prudemment devoir taire ses soupçons — c'est d'autant plus probable que la vieille coquine de servante a essayé d'entrer, et s'est éloignée en voyant la porte solidement fermée.

Manon, en effet, avait vainement tenté d'ouvrir la porte ; et pour ne pas attirer l'attention des citoyens assemblés à quelques pas derrière elle, elle s'était prudemment éloignée.

— Nous allons bien voir, d'ailleurs, continua Jacques Bry, voilà la jolie Geneviève qui s'en vient rentrer au nid, après avoir achevé sa queue. Savoir si elle rentrera.

Geneviève frappa, elle aussi, vainement à la porte.

— Hé ! la belle enfant, dit le second des jacobins, dont le regard cynique et impertinent dévorait de l'œil la gentille soubrette, il paraît qu'on t'a refusé l'hospitalité. Si jamais tu es embarrassée de trouver un bon logis, je t'engage à t'adresser à moi plutôt qu'au ci-devant saint Julien, qui a perdu la tête depuis que toute la troupe des émigrés lui fatigue les oreilles d'oraisons pour trouver en Allemagne et en Angleterre bon gîte et bon accueil.

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire, citoyen, dit la fausse Agnès, en baissant pudiquement les paupières.

Puis les relevant par un geste mutin, elle détacha un petit soufflet au galant personnage qui l'avait saisie par la taille, et elle se sauva.

— Je me vengerai avant qu'il soit demain, aimable coquine, cria le jacobin en riant.

— Bon, dit l'autre gravement. Mais, continua-t-il à haute voix, c'est bien mystérieux, cette porte-là, citoyens, et je crois que votre ami est en mauvaise posture.

C'est alors que les cris s'élevèrent, et que Jacques Bry se mit à frapper violemment à la porte.

— Tout ça, c'est inutile, cria l'hercule Agricola. C'est moi qui suis la loi et la patrie, en l'absence de Pourvoyeur et de Testard. On n'ouvre pas. Une, deux, trois. Attends.

Il s'éloigna, ramassa une énorme pierre.

— Je respecte la vieillesse, citoyens, je vous en prends tous à témoin. Mais il faut que la loi soit pour le peuple souverain. Peuple souverain, c'est bien entendu que tu veux entrer, bien vu, bien entendu. N'y a pas à se dédire ?

— Oui, oui, entrons.

— Sois obéi, peuple, dont la volonté, et la justice, et la raison et la victoire, c'est la même chose.

Il lança la grosse pierre contre la maison. Mais, dirigée de trop loin, elle alla donner contre la fenêtre de gauche dont elle brisa deux barreaux.

— Tu ne sais pas ton métier, ou tu as peur d'exercer les droits du souverain, dit le mystérieux jacobin, voilà comme il faut faire. Note que ce n'est pas pour briser une porte, que je vais faire sauter cette serrure, continua-t-il d'un ton railleur, mais pour t'apprendre l'exercice de tes fonctions de magistrat.

Et, ramassant à son tour le pavé, il s'approcha et le lança juste à la hauteur de la serrure qui céda. La porte s'entr'ouvrit, et Agricola la poussant, entra dans le corridor, suivi de toute la bande.

Le spectacle qu'ils avaient sous les yeux était assez énigmatique : le vieillard aidait l'Anglais à se relever ; Sempronius remettait fort tranquillement un long poignard dans sa poche ; la centenaire, debout à quelques pas, jetait sur lui un regard fixe et menaçant.

Sempronius, fort habile dans l'art de diriger la foule, savait combien il est utile de prévenir ses impressions et de ne pas lui laisser le temps d'asseoir son jugement.

— Citoyens, mes frères, dit-il, et jamais sa face n'avait été plus ronde et plus joyeuse, je vous remercie de l'empressement. Vous avez cru que votre ami, le patriote qui essaye d'honorer la ville de Meudon et de la faire passer à la postérité la plus reculée par une invention qui honore en même temps l'humanité et l'égalité, oui, vous avez cru, en ne le voyant pas reparaitre, qu'il était en danger.

Le peuple témoigna sa joie et son assentiment par un murmure qui ressemblait au jappement contenu du gros chien heureux de retrouver son maître.

— Mais c'était une erreur. J'ai rencontré ici ce sage vieillard qui, comme le disent Peys et Roupillon de Saint-Calais, cache sous la bure une âme digne de la nature. (Applaudissements.) Quel est

celui d'entre nous qui n'aime pas à causer avec l'expérience en cheveux gris et en habit démocratique ? J'ai ensuite rencontré cet étranger dont le hasard avait amené les pas fatigués dans cet asile de l'hospitalité. Pardonnez à mon patriotisme ; il m'a égaré. J'avais cru que cet étranger ne rendait pas justice aux douceurs du gouvernement républicain, et osait comparer la majestueuse attitude d'un peuple libre avec la bassesse des esclaves couronnés. Je tirai mon glaive pour ne pas laisser souiller, aux yeux de l'histoire, l'air que vous respirez, par des maximes aussi exécrables à la sensibilité républicaine. (Applaudissements redoublés et murmures contre l'étranger.) Mais, citoyens, je m'honore, comme Peys et Roupillon eux-mêmes, de Saint-Calais, s'en honoreraient, de reconnaître que je me suis trompé. La triste ignorance dans laquelle vivent les étrangers de la langue française — ce mâle langage de la liberté et de toutes les vertus sans-culottes — a causé mon erreur. En signe de la magnanimité avec laquelle je reconnais mon erreur et je pardonne à cet étranger son ignorance de notre langue libre, je lui donne l'accolade fraternelle.

La maison trembla sous les applaudissements, et l'on parla de porter en triomphe Sempronius et l'Anglais, le vieillard vénérable et la centenaire auguste. Celle-ci, après avoir entendu ce discours, avait quitté sa pose fière. Elle gagna tranquillement son fauteuil et parut indifférente à cette foule qui avait envahi sa demeure.

Les trois jacobins parisiens, tandis que la majeure partie de la troupe restait dans le corridor, avaient pénétré dans la salle et paraissaient étudier avec soin la disposition du lieu.

— Allons, dit à mi-voix le premier jacobin au second, — le troisième semblait assez indifférent à ce qui se passait, et ses regards furtifs, d'ailleurs, se portaient plus volontiers sur Sempronius que sur l'escalier qui fixait l'attention de ses compagnons — la cage n'est pas difficile à connaître et il ne sera pas difficile d'y saisir l'oiseau. Je crois que je pourrais dessiner l'intérieur de cette cabane-ci comme si je l'avais construite. Viens, il est inutile d'éveiller davantage les soupçons.

Pendant ce temps, Éleuthérophile était accouru, et, prenant Agricola et Jacques Bry à part, il leur dit à mi-voix :

— Malheureux ! vous avez oublié les ordres du Pourvoyeur. Il nous avait ordonné de veiller à ce qu'il ne se passât rien qui pût troubler les habitants de cette demeure, et voilà que vous venez l'envahir.

— Tu as raison, dirent les deux personnages en jurant. Et se mettant à crier, à hurler, à injurier, à bousculer le peuple souverain, ils eurent bientôt rendu la place nette.

Le comte d'Entraignes, avant de suivre la foule, à laquelle il donna rendez-vous au cabaret de la citoyenne Lagosse, *Aux Deux Vignerons*, se pencha vers l'abbé de Dampierre :

— Vous excuserez un moment d'emportement. Surveillez cet Anglais. Nous nous sommes bien entendus. Autant que faire se peut, et à moins que nous ne trouvions cet ensemble de circonstances favorables que j'énumérais, nous aidons aux projets de Robespierre. Maintenant, un renseignement de la plus grande importance : je viens de reconnaître déguisés, et tout occupés de lever un plan de la maison, deux affidés de Maximilien, l'un, son bras droit, l'exécrable renégat qu'on nomme Vingt-et-un-Janvier ; l'autre, le marquis de Lavalette, l'ami d'Hanriot, et l'un des chefs de la garde nationale parisienne. Ils ont avec eux un jeune homme qui est de nos amis, et en même temps officier d'état-major de cet Hanriot. Je vais tâcher de savoir de lui ce qu'ils sont venus faire, ainsi déguisés.

Il quitta la maison, et, en effet, quelques instants après on eût pu le voir à la queue de la foule et donnant le bras au troisième des jacobins parisiens.

— Comment êtes-vous venus ici, chevalier ? lui demanda-t-il à mi-voix.

Ils étaient, du reste, assez loin pour n'être pas entendus des quelques vieilles femmes qui traînaient la jambe à l'arrière-garde de la troupe.

— J'étais aux aguets, monsieur le comte, répondit celui qu'on nommait chevalier, j'étais aux aguets pour saisir la première occasion de me rendre ici aujourd'hui afin de prendre vos ordres. Le colonel Lavalette a demandé quelqu'un pour faire, sous déguisement, une promenade à Meudon. Je me suis offert. Il s'agit, je crois, d'enlever ce soir une jeune fille que l'ami du colonel, le capitaine Tambour, veut épouser. Mauvaise compagnie, monsieur le comte, et mauvaise besogne. J'ai accepté la compagnie et la plupart de ses conséquences pour obéir aux ordres de Monseigneur et aux vôtres. Je me suis promis de ne pas travailler à cet enlèvement et de le contrarier de mon mieux.

— Les objets qui nous occupent, chevalier, et qui sont le salut de la France et la restauration solide de la royauté, permettent de négliger ces détails, et je vous prie de réfréner votre chevalerie, si elle doit vous compromettre. Voici ce que j'ai à vous recommander, cela est de première importance : dès votre arrivée à Paris, vous ferez savoir à Robespierre, par l'intermédiaire ordinaire, qu'il peut compter sur la neutralité du parti royaliste et dévot, mais aux conditions qu'il sait, qu'il a acceptées, et dont la première est la déli-

vance de Sa Majesté. Sinon, malheur à lui. Je le soupçonne vivement de vouloir jouer un double jeu.

— Je crois pouvoir promettre qu'il tiendra cette principale condition. Je connais les deux citoyens qu'il a chargés de cette délivrance, qui lui semble, du reste, fort innocente. Il est sûr que l'auguste enfant est moribond et que rien ne saurait le sauver.

— Cela suffit, dit sèchement le diplomate. Son Altesse Royale ne peut pas vouloir s'exposer à ce qu'on l'accuse de n'avoir pas fait tous les efforts pour délivrer Louis XVII. Le reste est dans les mains de Dieu.

Son interlocuteur s'inclina.

— Mais, chevalier des Pomelles, reprit le comte d'une voix plus joyeuse, je puis vous donner une autre nouvelle qui ne doit pas vous laisser indifférent. Nous l'emportons, et j'ai si bien manœuvré ce matin que le parti de Batz et de Lozembrune, le parti des impatients, des étourdis et des brouillons, a perdu la plus grande partie de sa force et de ses chances d'avenir.

L'apprenti diplomate s'inclina encore.

— Avez-vous, lui demanda son interlocuteur, fait exécuter le cachet à fleur de lys dont ce coquin de Barère a eu l'idée? Portez-le toujours avec vous. Quand on a affaire à l'admirable stupidité de la démocratie, un joujou comme cela — et Barère comme tous les démagogues le sait bien — peut suffire à diriger un mouvement irrésistible.

Samuel Vaughan et l'abbé de Dampierre étaient restés dans la salle, non loin de la vieille femme dont la tête baignait dans les rayons du soleil rouge descendant à l'horizon. L'abbé avait été fermer de son mieux la porte fort endommagée. Samuel s'était assis et restait, le front dans les mains, plongé dans de profondes réflexions. Il se leva brusquement et serrant la main du prêtre :

— Monsieur le jésuite, dit-il, je connais admirablement le langage français.

— Je suis moins heureux que vous, monsieur, dit l'abbé en souriant. Je comprends assez bien l'anglais, mais je ne sais pas le parler.

— Ah ! vous comprenez la langue anglaise, la bonne, la joyeuse, la noble vieille langue anglaise ? Et les larmes, que nulle des souffrances précédentes ne lui avaient arrachées, jaillirent de ses yeux.

Il se précipita au cou du prêtre et l'embrassa. La conversation continua, Samuel parlant anglais et l'abbé répondant en français.

— Bien, monsieur, je suis alors content de vous devoir deux fois

la vie, puisque vous parlez anglais. Je vous aurais été reconnaissant, mais en étant très-furieux de devoir quelque chose à un Français ; maintenant vous êtes à demi Anglais, je suis content. D'abord je veux vous dire que je n'ai pas espionné. Je me suis réveillé tout à fait guéri, mais ne sachant pas où j'étais. Je suis venu, pieds nus comme j'étais et comme je suis encore, pour essayer d'apprendre où je me trouvais. C'est alors que j'ai entendu ce méprisable ami que vous avez, dire des injures de l'Angleterre. Il m'a montré que les royalistes se défont d'elle et acceptent ses services pour la trahir. Ah ! oui, je suis le maître des événements, continua-t-il avec un commencement d'exaltation ; mais je laisserai périr cette monarchie française et tous ces ingrats royalistes français.

— Je ne suis pas pour vous fatiguer à causer politique et à discuter avec vous ; mais il me semble que si vous avez quelques raisons d'en vouloir aux royalistes qui vous ont soigné, protégé et sans doute sauvé, vous ne devez pas avoir grande obligation aux jacobins qui vous ont assommé.

— C'est vrai, c'est vrai, dit-il.

Et il retomba dans ses réflexions. Puis il fit un bond, et saisissant le vieillard par le bras, qu'il secoua violemment :

— Connaissez-vous l'amour ? demanda-t-il.

— Mais, répondit le vieux prêtre en souriant doucement, on m'en a beaucoup parlé.

— Et l'honneur, et la patrie ?

— J'ai vécu avec l'un et je mourrais pour l'autre, répliqua l'abbé en redevenant grave.

— Eh bien, continua Samuel, au comble de l'exaltation, je suis la victime de tout cela à la fois. L'amour, l'honneur et la patrie me donnent en même temps les conseils les plus contradictoires. Je suis envoyé par le parti whig anglais en députation à Robespierre. L'honneur me défend de le trahir. De plus, ce royaliste vient de me montrer que ma patrie n'a aucun intérêt à protéger la royauté. Mais l'amour me presse de manquer à l'honneur et à la patrie. Ah ! je mépriserais les conseils de l'amour.

Et, bondissant comme un fou, il se précipita vers la vieille femme, lui baisa la main en criant : Je reviendrai ; merci, vous m'avez sauvé !

C'était en effet par la menace de révéler son déguisement, que le comte d'Entraigues avait été forcé par la centenaire de respecter la vie de l'Anglais.

Samuel courut comme une flèche vers la porte, sans regarder l'abbé, il tira cette porte à soi ; puis, toujours bondissant, il se jeta

dans la chambre où on l'avait couché, reparut en tenant à la main une paire de souliers, et il se lança dehors, en criant en anglais :

— L'amour ! l'amour !

Manon ne tarda pas à rentrer, prodemment toutefois. Elle craignait qu'il ne fût resté quelque jacobin. La vieille dame était seule. L'abbé de Dampierre avait regagné le premier étage. La servante jeta un regard défilant autour de l'appartement, et elle s'approcha de Marie-Barbe Capeluche :

— On vous a bien tourmentée, ma pauvre cousine, dit-elle en rapprochant soigneusement de sa maîtresse tous les objets qui étaient chers à celle-ci.

La centenaire haussa les épaules. Son esprit s'animait parfois encore sous quelque choc plus puissant qui la venait frapper, mais son cœur était insensible à toutes ces misères de la vie présente : elle vivait comme dans un rêve au milieu duquel son intelligence savait encore la diriger, mais où elle n'éprouvait plus que les sentiments lointains qui viennent de la mémoire ou de la foi, souvenirs du passé, espérances de la vie future.

— Et cette pauvre chère mamzelle Marie-Thérèse, demanda Manon, j'espère bien qu'elle est revenue, et sans qu'on l'ait fait souffrir ? J'ai vu son fiancé à trois heures, à Paris, à la barrière Vaugirard. Ce pauvre monsieur de Lozembrune ! il était habillé comme un de ces coquins de sans-culottes, joli garçon tout de même, avec de bons yeux clairs et braves, quoique toute sa figure fût comme d'un homme qui n'a pas dormi depuis huit jours. Mais quand je lui ai eu dit : « Ce soir, à Meudon, la dernière maison à gauche, tout en haut de la rue des Pierres, » le bonheur s'est levé sur son visage, comme le soleil du matin qui sort de la nuit. Ah ! en voilà un qui aime bien, et qui est bien aimé aussi ! Je n'ai pas pu lui parler longtemps, car m'est avis que le pauvre amoureux était poursuivi par ces jacobins. J'ai vu ce vilain magot de Pourvoyeur qui était sur ses talons, et lui, il l'a bien vu aussi, car il les a tournés lestement, et moi j'ai été à mes affaires... Ah ! les pauvres amoureux ! J'ai le cœur qui me tressaute de joie en pensant que c'est aujourd'hui qu'ils vont être mariés, lui beau et brave, elle bonne et belle. C'est comme dans les histoires de chevaliers qu'on lisait avant tous ces vilains journaux, où on ne voit jamais que des méchants, des menteurs et des guillotinés.

La centenaire avait tiré lentement de sa guimpe le billet de Paul Pourvoyeur. Manon le lut ; elle tomba sur une chaise ; de grosses larmes coulèrent bientôt le long de ses joues.

— J'ai confiance, dit lentement la centenaire. On la délivrera... Et Geneviève, ta nièce ? continua-t-elle en fixant sa prunelle blanchâtre

sur le visage de Manon. Tu l'aimes bien, hé ! C'est pourtant à elle que nous devons tout le mal.

— C'est pour cela que je pleurais, madame. C'est la fille de mon pauvre frère. Mais la voici. Ah ! nous savons punir comme nous savons aimer.

Geneviève rentrait alors. Elle vint jeter brusquement un petit panier sur la table.

— Voilà. J'ai pu enfin avoir un peu d'huile et des chandelles, c'est tout ce qu'on nous donne pour nourriture, parce que nous sommes des aristocrates. Est-ce que je suis une aristocrate, moi ?

— Tu as été bien longtemps dehors, Geneviève, dit Manon avec un grand calme.

— Ah ! c'est comme ça qu'on me récompense?... Passer toute sa journée aux queues, sans manger, et pour avoir six chandelles pour son souper, et on me dit : Tu as été longtemps dehors !

— C'est que, vois-tu, les voisines disent que tu n'es pas comme tu devrais, et que tu vois beaucoup de gens.

— Alors il faut écouter tout le monde, et croire ce que les voisines disent aussi, qu'il y a ici des cachettes où tous les aristocrates du pays viennent se réfugier.

— Dis-moi, Geneviève, continua Manon avec ce calme qui étonnait la fillette, et qui dérangeait tous ses plans de soulever une querelle pour avoir bon prétexte de rester toute la soirée dehors, dis-moi, as-tu à te plaindre de quelqu'un ici?... Nous ne sommes pas heureux, mais tu partages tout ce que nous avons, et mamzelle Marie-Thérèse, sans compter les dames de là-haut et moi, nous nous sommes souvent retiré la nourriture de l'assiette pour toi. Tu es la fille de mon propre frère, un brave homme, tout comme moi ; mais tu as du mauvais sang dans les veines. Je me disais qu'à force de bontés, et de bons exemples, et de bons conseils, et d'honnêtes gens autour de toi, le bon sang l'emporterait sur le mauvais. Alors je t'ai retirée, avec bien du mal, des mains de ta tante Lagosse, qui est une coquine. Elle était au service de *Mesdames*, et c'est elle qui, le 3 février 1791, les dénonça à la municipalité de Sèvres. C'est elle qui, le 19 février, fit savoir à des amis qu'elle avait à la section Mauconseil et aux dames de la halle que *Mesdames* allaient partir ce même jour. C'est elle qui le lendemain amena toutes les plus vilaines femmes de Paris au château, tout voler, tout boire, et piétiner sur le lit de ces saintes dames. Alors je t'ai retirée de là. Dis, t'en plains-tu ? Réponds franchement.

— Eh bien, oui, je m'en plains.

— Donne tes raisons.

— Oui, je m'en plains. Si j'étais restée là, j'aurais appris à vivre,

à connaître les hommes et à attraper les autres plutôt qu'à me laisser prendre, et j'aurais eu les moyens de devenir riche. Ici je ne vois que des femmes et des braves gens; je n'apprendrai jamais qu'à rester une bête, une sainte-nitouche et une servante. Voilà la vérité, puisque vous me maltraitez.

Après avoir, avec cette sincérité et cette profondeur de corruption, dévoilé le fond de sa jeune âme, Geneviève lança un regard de défi à la centenaire qui ne l'écoutait pas, et à sa tante qui, chose merveilleuse, conservait tout son calme.

— C'est bon, dit celle-ci. Je sais ce que je voulais savoir. Viens faire le dîner. Nous causerons une bonne fois de tout ça, et tu vas savoir ce que j'ai décidé.

Geneviève, un peu étonnée de ce calme, mais sans grande défiance toutefois, la suivit dans la petite cuisine qui précédait sa chambrette.

VIII

UNE SOIRÉE DE NOCES DANS L'ARISTOCRATIE.

Le soir était venu, orageux comme avait été toute la journée, mais plus lourd encore à supporter. La nuit n'apportait nulle fraîcheur; le thermomètre, qui devait se tenir, pendant tous ces jours • immortels de thermidor, au-dessus de 30 degrés, avait grand-peine à descendre à 18 degrés pendant les heures nocturnes.

Cette soirée du 7 était particulièrement accablante. Un vent lourd, embrasé, chargé d'électricité, promenait lentement d'épais nuages gris-roussâtres dans un ciel qui s'éclaircissait de temps en temps comme pour montrer les reflets livides de la bordure convulsivement tordue des nuées. Le tonnerre roulait en grondements lointains et continus qui semblaient aux âmes religieuses d'alors annoncer une lutte vivement disputée, dans les hauteurs des cieux, entre les bons et les mauvais anges.

Tout était retombé dans le calme aux environs et à l'intérieur de la maison de la centenaire; calme apparent sans doute, car à l'extérieur bien des passions veillaient, et c'était le calme que fait le chasseur autour de l'oiseau qu'il guette. A l'intérieur les âmes étaient inquiètes. Ordinairement, pour les nobles internés, le dîner avait lieu à midi, le souper à la tombée du jour; et le souper achevé, l'on se couchait. On ménageait l'huile et la chandelle, toujours si difficile — et souvent impossible — à trouver.

Aujourd'hui tout avait été bouleversé; on n'avait pu avoir de pro-

visions et l'on s'était passé de dîner. Par compensation, on avait pu obtenir de la chandelle, et l'on était moins pressé pour l'heure du souper.

À la nuit tombante, Manon, un peu plus grave et plus silencieuse que d'habitude, était venue fermer, malgré l'horrible chaleur, les rideaux et les volets de la salle. Elle avait allumé une petite chandelle de douze à la livre. La centenaire ne lui avait pas demandé ce qu'elle avait fait de Geneviève, qu'on n'avait plus revue. Manon était retournée dans la cuisine, après avoir été voir si les verrous destinés à remplacer la serrure de la porte d'entrée tenaient solidement.

Quand la nuit fut tout à fait close, on entendit frapper à cette porte un coup, puis trois autres, à des intervalles déterminés. Manon sortit de sa cuisine, vint mettre les lèvres au trou de la serrure, en demandant qui était là. On répondit par un mot de passe. La porte s'ouvrit. Madame de Marans entra avec son fils.

Ils avancèrent dans la salle, à peine éclairée par la lugubre lumière de la petite chandelle, et, après avoir à grand-peine trouvé la place sombre où se tenait immobile la maîtresse de la maison, ils allèrent poliment la saluer. Elle ne répondit rien, et l'on ne se formalisait pas de ce gros manquement à cette grave et respectée vertu de politesse : l'âge lui donnait les prérogatives les plus inouïes. Madame de Marans, après avoir échangé à voix basse quelques mots avec son fils, monta au premier. Elle en redescendit bientôt. Son fils lui succéda.

Pendant ce temps, madame Durand de Maillane, le gentilhomme espagnol, le chancelier de Petit-Val et sa famille, presque toute la colonie des persécutés, arriva avec les mêmes précautions et le même silence. Puis chacun se retirait avec le même mystère.

On avait appris chez les exilés l'arrivée du prêtre. Chacun était venu se confesser. Ils eussent bien voulu rester pour assister à la messe qui devait être célébrée à minuit ; mais ils avaient compris que cette messe appartenait aux fiancés et à leurs témoins. La pièce où on devait la célébrer était petite. Ils étaient donc partis le cœur plus vaillant et l'esprit plus résigné, en se promettant qu'une autre fois cette fête de leur âme serait plus complète, et qu'ils pourraient s'unir à Celui qui communique aux persécutés une parcelle de la force divine, après leur avoir donné l'exemple de la résignation humaine.

M. de Petit-Val seul était resté. Il avait été l'ami et le compagnon d'armes du père de Vulmer de Lozembrune. Il devait être son témoin en compagnie du comte d'Entraigues qui, diplomatiquement, avait voulu donner cette marque de courtoisie à son rival d'influence. Mais le comte, qui avait vraiment toutes les qualités du chef de

parti, et la plus grande de toutes, l'activité, avait voulu, après les événements de l'après-midi, retourner encore une fois à Paris. Il ne devait revenir que très-tard.

L'heure s'avancait. Manon, qui avait retardé le souper, dans l'espérance de voir arriver Marie-Thérèse et Vulmer, comprit qu'il fallait avoir pitié de gens qui n'avaient pas mangé depuis le matin.

On se mit donc à table. L'abbé de Dampierre se plaça à droite de la centenaire, M. de Petit-Val à sa gauche. En face d'elle, on garda deux couverts pour les fiancés. Madame l'abbesse et la vicomtesse de Racontal complétaient l'assemblée.

— Un beau festin de noces, dit celle-ci, après avoir comblé de révérences son voisin, M. de Petit-Val : il n'y manque que le marié, la mariée et le festin !

Il n'en faut pas trop vouloir à la vicomtesse, qui disait vrai. Le festin consistait surtout en linge d'une blancheur éclatante qui brillait même à la lumière fumeuse de la petite chandelle.

Pour le menu, c'était celui du dîner ou du souper de tous les jours où l'on n'avait pu avoir que peu de pain et point de viande. Les pommes de terre remplaçaient le pain ; des haricots, un peu de riz, des lentilles, formaient les plats de résistance. On y avait joint de la salade et, à cause de la solennité, quelques-uns de ces harengs salés que Manon avait été chercher au *Pont au Change* pour la somme d'un assignat de cinq sols chacun, et dont les Parisiens firent leurs délices pendant ces années de disette, en les accommodant avec un peu de vinaigre et en les saupoudrant de ciboule.

Tous étaient silencieux, sauf madame de Racontal. Elle profitait de cette nombreuse et élégante compagnie pour continuer brillamment sa querelle sur les détails de l'étiquette de l'Ancien régime, querelle qu'elle renouvelait journellement avec sa vieille amie, l'abbesse, et qui était la seule distraction qu'elles eussent dans ce long emprisonnement.

— Monseigneur, dit-elle.

— Mais je vous l'ai déjà demandé en grâce, madame la vicomtesse, faites-moi la faveur de ne pas me monseigneuriser. Il n'y a encore que vous qui m'ayez nommé évêque, et permettez-moi d'attendre, pour me prévaloir de cette faveur que vous avez daigné me faire, que Sa Sainteté et Sa Majesté, sans parler du Saint-Esprit, y aient dit leur mot.

— Soit, soit, monsieur l'abbé, quoique j'aie toujours entendu dire qu'on ne pouvait être coadjuteur sans être évêque ; et qu'est-ce qu'un coadjuteur, sinon un homme comme vous, qui a le pouvoir de remplacer son évêque. Mais je ne veux pas blesser votre modestie, que je vois bien qui est seule en cause. Je veux vous prendre à témoin,

vous, monsieur le vicaire général coadjuteur, ainsi que M. le baron de Petit-Val, contre madame l'abbesse, qui passe sa vie à me chicaner sur les règles du deuil, comme si une religieuse pouvait être aussi instruite de ces choses du monde.

— Mais, vicomtesse, dit l'abbesse avec son grave et beau sourire, la religion n'empêche pas qu'on ait des parents qui meurent.

— Sans doute, sans doute, madame l'abbesse; mais une religieuse n'y doit pas voir aussi sérieusement qu'une dame d'honneur. Il aurait fait beau voir à la cour de Mesdames qu'on passât un jour trop tôt des perles noires aux diamants. Enfin je vous prends à témoin si je dis vrai; et par le temps qui court, où ce sont les petits bourgeois qui règnent, on ne saurait trop s'attacher aux bonnes règles, et y être sévère, pour tout rétablir exactement quand Sa Majesté reprendra sa cour et ses réceptions. Je dis donc, madame l'abbesse, et je prie monseigneur de me reprendre si je manque, que ce sont ces bons usages nobles qui nous font respecter des petites gens.

— Quand ces petites gens sont bonnes, dit le chevalier de Petit-Val, et couper le cou par elles quand elles sont mauvaises.

— Je vous récuise, baron, dit l'abbesse avec son austérité que j'appellerai souriante, si l'on peut accoupler ces deux mots. Je vous récuise, parce que vous avez donné dans les nouveautés au commencement. Avec vos cahiers, et vos notables, et vos états généraux, vous étiez un de ceux qui firent bruit contre le roi, et vous fîtes planche pour les espèces qui règnent aujourd'hui. Cela fut maladroît.

— Les gentilshommes de province n'en firent pas d'autre, dit la vicomtesse. Ce sont eux qui nous perdirent. Et ce n'est pas étonnant, les bonnes pratiques et usages de cour pénétraient si lentement au fond de l'Artois.

— Et moi je dis et maintiens, répliqua l'irritable gentilhomme provincial, que c'est vous, gens de cour, qui nous avez perdus. La noblesse n'est pas une chose de courbettes, vicomtesse, ni de grimace, madame l'abbesse : c'est un droit, ou ce n'est rien. Nous avons dans nos cahiers réclamé les droits de la noblesse, les vieux droits des gentilshommes français, que vous aviez laissé périr, vous autres gens de cour, d'abord, en demandant tout au roi, puis en vous acoquinant avec les plus vils favoris. Oui, vous vous ruiniez en pompe à la cour, et quand vous étiez quasi gueux, il fallait vous mésallier en faisant de riches mariages, et épouser les filles de vilains coquins de financiers, laquais enrichis par les plus ignobles moyens, et qui vous attiraient dans la boue avec eux par leur familiarité, et à côté d'eux par leur mauvaise parenté et accointance ignoble. Je dis que si nous étions restés sur notre fier à l'égard du roi

comme à l'égard de la bourgeoisie, les manants ne nous mettraient pas aujourd'hui le pied sur la gorge.

L'abbé de Dampierre avait commencé par être égayé du choc des idées de ces trois types originaux qu'avait enfantés la décadence de l'Ancien régime; mais bientôt il tomba en tristesse. Il se disait qu'il avait devant lui les plus honnêtes représentants du régime aristocratique français : la dame d'honneur, la femme de la cour, que nulle médisance n'avait même essayé d'attaquer; l'abbesse, la femme de la religion, que sa piété avait rendue recommandable entre toutes; le chevalier, l'homme de la guerre et de cette pure, respectable et grave noblesse provinciale, et l'un des plus braves et des plus probes officiers de ce temps. Pourtant en les voyant tous d'accord, dans une discussion d'ailleurs si légère et si étrange en un pareil temps, pour poser comme point de départ incontesté et comme principe incontestable une séparation fondamentale, une différence radicale entre eux et le reste de la nation, il se demandait tristement si c'était bien là ce qu'on devait attendre de la civilisation chrétienne, d'une société basée sur cette divine liberté, sur cette humilité généreuse, sur cette fraternité que le Sauveur était venu apporter en ce monde. Son esprit, réfléchissant plus profondément, se demandait si ce n'était pas cette fausse, insolente et peu chrétienne théorie qui expliquait en même temps et la haine féroce des jacobins et la patience que Dieu semblait mettre à laisser durer le règne de ces misérables.

Parfois aussi son regard se portait sur le visage de la vieille descendante du démagogue du quinzième siècle. Il croyait voir sortir de ces regards ternes un rayon de colère, et de cette face de momie comme une expression de dédain railleur qui le troublait et lui paraissait écrasante pour cette morgue nobiliaire dont il comprenait mieux que jamais le vice et le danger.

Manon interrompit la discussion en s'avancant et en disant :

— Voilà le dernier plat, c'est un gâteau. Nous avons, pendant plusieurs jours, mademoiselle Marie-Thérèse et moi, économisé et rassemblé quelques œufs et un peu de farine. C'était tout ce qu'on pouvait faire de plus brillant pour ses noces. Et elle était si contente, la pauvre demoiselle, avant-hier, en portant la moitié de notre pauvre épargne d'œufs et de farine à la mère de la coquine Lagosse, à la grand'mère malade de cette malheureuse Geneviève. Et la pauvre demoiselle était si contente. Elle disait : « Vulmer ne m'en aimera pas moins si mon gâteau de noces est plus petit. Et voyez-vous, Manon, ces pauvres gens du peuple sont bien plus malheureux en nous persécutant que nous en étant persécutés. On ne les a pas assez instruits et aimés quand on était les maîtres. Aussi

nous n'élèverons pas nos enfants comme on nous a élevés, car c'est pour nous instruire que Notre-Seigneur permet que nous soyons si persécutés. » Et qu'est-ce qu'elle est devenue, la pauvre demoiselle, elle et son promis qu'elle aimait tant? Enfin, voilà le gâteau. Ah! voilà qu'on reffrappe à la porte.

Elle posa le gâteau et s'en alla en essuyant ses joues pleines de larmes. Elle ne tarda pas à revenir en disant avec quelque inquiétude :

— C'est toujours la même chose, voilà trois fois qu'on frappe doucement; j'y vais, je demande qui c'est, on ne répond pas. C'est sans doute quelque vilain qui nous espionne. Eh bien, personne ne touche au gâteau, ni à cette vieille bouteille que madame a gardée pour aujourd'hui.

La centenaire fit un signe et tendit une vieille timbale d'argent toute bossuée. Elle se leva péniblement, et levant lentement la tasse que Manon avait remplie :

— Je bois, dit-elle de sa voix sèche et grêle mais pénétrante, et en jetant un regard de bizarre défi à ses convives, je bois au triomphe du roi de France et à la victoire du bon peuple de France.

Elle se rassit et le silence régna. Madame de Racontal trouvait la sortie de la vieille femme d'un mauvais goût parfait. L'abbé de Dampierre et M. de Petit-Val s'inquiétaient de ces coups mystérieux frappés à la porte. L'abbesse n'avait pu se défendre de quelque attendrissement à la pensée de la grande misère qui frappait alors sur tous les honnêtes gens et qui atteignait si douloureusement ces pauvres amoureux, cette jeune fille dont la grâce et la candeur l'avaient ravie, et le jeune homme dont la bravoure, la générosité et le dévouement étaient célèbres parmi les royalistes.

Madame de Racontal, avec cette légèreté d'impression que le dix-huitième siècle avait tant développée dans la race française, oublia bientôt sa mauvaise humeur, et, avec cette obstination qui est propre aux représentants de l'étiquette, elle se hâta de reprendre son thème.

— Je disais donc ce matin à madame l'abbesse, qui me chicanait là-dessus, que le deuil pour père et mère est de six mois. Les hommes doivent le porter pendant les trois premières semaines, avec l'habit de drap sans boutons et les grandes pleureuses; pendant les trois semaines suivantes, ils portent les petites pleureuses, les manchettes et cravattes de batiste à ourlet plat, les souliers bronzés, bas de laine, les boucles noires, épée de même couleur et garnie de crêpe. Or, je vous le demande, quand les petites gens voient des manchettes garnies de dentelles à des hommes de qualité, qui viennent de perdre leur mère...

Un bruit sec, un coup violent, mais qui se fit entendre cette fois sur le volet de la fenêtre donnant du côté de la cour, vint interrompre la vicomtesse. Chacun fit un bond et écouta avec anxiété. Les coups se renouvelèrent pressés et plus violents.

— Cachez la chandelle, Manon, dit M. de Petit-Val. Je vais aller voir.

— Non, non, dit la servante. Il faut que ce soit moi qui y aille. Vous n'avez pas le droit d'être ici, d'après ces scélérats-là qui prétendent que c'est un crime pour les braves gens de se réunir. Moi, c'est ma maison. S'il y a du danger, la cachette n'est pas prête et je m'en repens. Mais je crierai et vous vous défendrez comme vous pourrez, à la garde de Dieu.

Elle cacha la chandelle dans une armoire. La chambre tomba dans une complète obscurité. Manon se dirigea vers la fenêtre qu'elle ouvrit prudemment. Un rayon de pâle lumière pénétra dans la salle, et l'on put voir un corps très-mince bondir légèrement. On l'entendit retomber sur les carreaux de la pièce et la fenêtre se referma.

Au bout d'un instant la chandelle reparut. L'on vit jaillir de l'ombre, à l'extrême bord de l'orbe lumineux, une petite figure extrêmement mince et pâle, surmontée d'un bonnet rouge. Le petit être s'avança et montra, avec sa carmagnole rapiécée et ses culottes en lambeaux, l'enfant que nous avons déjà entendu nommer *l'Aristocrate*.

Il promena un regard vif autour de la table, et, s'avançant plus près de la vieille femme, il lui remit un morceau de papier qu'il tira de la poche de sa carmagnole. Marie-Barbe, après avoir ouvert, vit que ce papier était écrit au crayon, elle le donna à Manon en lui faisant signe de lire.

« Citoyenne centenaire, lut la servante, je vous ai dit que je sauverais la jeune et belle ci-devante. Je l'ai sauvée. Il ne lui était arrivé aucun mal. Je l'ai cachée dans un autre endroit, parce que je me défie de ce qui doit arriver dans votre maison ce soir. Je m'en vais aller sauver son futur qui est en grand danger. Je le ramènerai auprès d'elle, et je vous les amènerai tous les deux pour voir ce qu'il y aura à faire. Vous voyez que, malgré mon nom, vous pouvez avoir confiance en moi. Je continue d'écrire en gros pour que vous puissiez lire, parce qu'à votre âge l'écriture fine est gênante à lire, mais je puis écrire en fin, et ce n'est par ignorance que j'écris en gros. Ainsi continuez à ne pas vous défier de moi, ça me ferait de la peine, parce que je suis aristocrate de cœur, voyant combien les autres sont des scélérats menteurs, assassins, poltrons et malpropres. Vous pouvez le dire, à preuve de ma sincérité. Je ne crains pas la mort, ayant un père comme le mien, je voudrais mourir.

« PAUL POURVOYEUR. »

Chacun avait écouté cette lettre avec une extrême attention, qui n'avait pas été sans mélange d'inquiétude à l'annonce des dangers qui menaçaient la maison et ses habitants.

— Vous êtes un brave enfant, dit le prêtre, d'avoir pris tant de peine pour nous apporter ce papier. Voulez-vous nous dire comment il est venu en vos mains.

L'enfant se rapprocha encore et jeta un coup d'œil vif et défiant sur le visage de chacun des assistants.

— Je suis muet avec les sans-culottes, dit-il d'une voix lente et saccadée, et l'on m'a battu jusqu'à me laisser comme mort sans me faire parler. Mais quand je suis seul dans les bois je parle aux arbres pour ne pas oublier. J'essaye de me rappeler comme mon père et ma mère et ma chère sœur Isabelle parlaient pour ne pas désapprendre à parler comme eux et pour oublier le langage des sans-culottes que j'entends tous les jours. Je ne veux pas parler avec les jacobins parce qu'ils me feraient mal parler et chanter et jurer comme eux.

— Pauvre petit, s'écria l'abbesse en lui tendant les mains.

Mais l'enfant lui jeta un regard sauvage comme un jeune chat qui craint d'être pris.

— Je veux bien vous parler. Je vois bien que vous n'êtes pas des sans-culottes ; mais à une condition, c'est que vous me reprendrez si je dis mal, car il y a longtemps que je ne me suis trouvé en si bonne compagnie.

Il retira brusquement le bonnet rouge qui couvrait son front brun, aux tempes sèches et anguleuses, et il redressa sa petite taille :

— Je suis le chevalier de Nimont, châtelain de Dalles, seigneur de Baucorroy, de la Blaque-Jument et autres lieux. Mon père est capitaine dans les régiments du roi ; mais peut-être est-il mort. On a tué ma mère à la Force, au 3 septembre. Et moi, on m'avait jeté, étourdi, sous beaucoup de cadavres, auprès de celui de ma mère dont le sang coulait sur mon front, dans ma bouche et dans mes yeux.

— Ah ! l'horreur de petit garçon, murmura madame de Racontal, qui, avec l'étourderie de son imagination, prenait pour un monstre non le scélérat qui avait égorgé la mère de l'enfant, mais l'enfant couvert du sang de sa mère.

— Un soldat m'a sauvé. C'est le capitaine Monbayard. Il m'a maltraité souvent, car son sans-culottisme l'a rendu fou ; mais je ne le tue pas parce qu'il m'a sauvé, et puis parce qu'il est bon quelquefois et parce que sa sœur dame Rose est bonne et belle quoique républicaine. Je ne me sauve pas non plus, parce qu'il sait où sont mon

père et ma chère sœur Isabelle, et souvent, dans sa folie, il dit beaucoup de choses. J'en sais déjà beaucoup, et je veux tuer l'homme qui a fait du mal à ma sœur. Je veux tuer aussi un autre qui a fait du mal à l'amie de ma sœur, à mademoiselle Marie-Thérèse. Est-ce bien dit?

— Non, pauvre cher enfant, s'écria à son tour le vieux prêtre, et, attirant l'enfant à lui il l'embrassa au front en murmurant avec un sanglot : Seigneur, que deviendra le troupeau qui m'est confié ! Ah ! mon enfant, ne pense pas à tuer.

L'enfant, qui s'était approché de lui, s'éloigna brusquement en lui lançant un coup d'œil méfiant ; et il se tint un instant muet, tout en se rapprochant de la fenêtre.

— Chevalier, dit vivement M. de Petit-Val, vous êtes un brave garçon, nous vous reconnaissons pour un des nôtres. J'ai été comme votre père, capitaine dans un régiment d'infanterie royale. Venez me voir, je vous apprendrai à tirer l'épée pour vous venger comme un gentilhomme.

— Ah ! je sais tout ce qu'il me faut, murmura l'enfant en caressant dans la poche de sa carmagnole le poignard qu'il avait enlevé le matin au capitaine Tambour. Eh ! bien, vous voulez savoir comment j'ai eu cette lettre-là ; je vais vous le dire : c'est le frère de dame Rose, le capitaine Monbayard..., celui qui veut faire de moi son domestique parce qu'il m'a sauvé ; c'est lui qui a emporté mademoiselle Marie-Thérèse évanouie. Il l'a portée jusqu'à l'Ermitage de Vilbon, où il demeure. Je sais bien qu'il l'aime et qu'il voudrait l'épouser, mais ce n'est pas un méchant homme et il ne voudrait pas lui faire de mal. Aussi j'étais bien tranquille. Il l'a enfermée. Ce soir, Paul Pourvoyeur, — je le connais bien et il me connaît bien aussi, parce qu'il n'est pas un sans-culotte et qu'il les déteste, — il est donc venu à l'Ermitage avec deux de ses amis. Ils ont surpris et lié le capitaine, ils ont délivré mademoiselle et ils l'ont emmenée ; moi je les ai suivis. Ils l'ont menée dans une maison que je connais bien, au bout de la rue des Vertugadins. Elle leur a promis qu'elle attendrait là son mari que Paul Pourvoyeur est allé secourir, ayant appris par son père que celui-ci devait aller le saisir et le tuer au Petit-Bicêtre. Je ne sais pas si je parle bien.

— Oui, mon enfant, continuez, dit le prêtre, nous vous écoutons et nous vous comprenons.

— Alors Paul Pourvoyeur me remit cette lettre. Je lui ai promis de la porter ici la nuit. Je retournai chez le capitaine. Je le déliai. Il voulut me faire parler ; Je ne dis rien. Il m'a battu et enfermé, puis il s'est mis à la recherche de mademoiselle Marie-Thérèse. J'ai eu beaucoup de mal à me sauver. Il était bien tard. Je suis venu ici.

Mais j'ai bien cru voir qu'il y a autour de cette maison des hommes qui se cachent pour espionner ce qui se passe, et je vous dis de prendre bien garde à vous. C'est pour cela que je frappais doucement à la porte et que je n'osais rien dire quand on me demandait qu'est-ce qui est là. Enfin, je me dis que je grimperais bien par-dessus le mur de la cour, et me voilà.

— Cher et pauvre enfant, dit l'abbesse.

Et, s'avançant vivement, elle le saisit et l'embrassa tendrement sur le front.

— Ah ! madame, dit-il, cela me fait du bien. Je suis toujours seul avec mes idées et c'est bien lourd, car je n'ai encore qu'une toute petite tête et pas beaucoup de forces ; mais je prie Dieu tous les jours comme ma mère me l'a appris, et je pense bien plus clair de jour en jour. Aussi je pense que puisque Paul n'est pas revenu, comme il l'avait dit, c'est qu'il lui est arrivé malheur. Il ne faut pas laisser mademoiselle Marie-Thérèse passer la nuit là-bas, toute seule. Ici, elle sera mieux au milieu de ses amis. Savez-vous ce que je vais faire ? les sans-culottes sont très-sots, on leur fait faire ce qu'on veut avec des mots. Je connais les mots. Je vais aller au cabaret de Lagosse, où ils sont en grand nombre ; je vais leur dire que c'est un aristocrate qui a enfermé mademoiselle dans la rue des Vertugadins pour l'enlever à une vieille et respectable citoyenne non noble comme est la centenaire. Je sais qu'ils vont aller la délivrer, — car elle est bien enfermée et emprisonnée, sans cela je n'aurais pas besoin d'eux, — et ils vont l'amener ici en grand bruit, comme s'ils avaient remporté une grande victoire sur l'aristocratie.

Une ombre de sourire parut sur sa figure pâle, et, avant que personne eût pu soupçonner son dessein, il avait regagné la fenêtre, l'avait ouverte et franchie.

XI

QU'ON A DES NOUVELLES SÛRES DE CE QUI SE PASSAIT À PARIS
LE SOIR DU 7 THERMIDOR.

— Monsieur le baron, dit le prêtre, vous avez entendu ce que l'enfant nous a dit : nous courons ici de grands dangers cette nuit.

— Eh bien ?

→ Peut-être croirez-vous devoir à votre famille de quitter un endroit où votre présence vous rendrait, non pas suspect mais coupable d'un crime, hélas ! impossible à préciser : du crime que commet

tout esclave en desserrant les anneaux de sa chaîne, et qui serait puni non-seulement sur vous, mais sur les vôtres.

— Monsieur l'abbé, répondit le vieil officier avec un frémissement contenu, j'ai promis à Lozembrune d'être son témoin, je l'attendrai ici. C'est un devoir d'honneur que j'ai accepté et que je remplirai. Je passe ma vie à briser en moi tout ressort de fierté et dignité afin de pouvoir être prudent. C'est assez. Je ne faillirai pas au fils de mon vieux compagnon d'armes. Assez de prudence. Je me dis parfois avec colère que je tourne à la... je ne prononcerai pas le mot ; mais, pardieu, je resterai où je dois être. Dieu fera de ma femme et de mes enfants selon sa sainte volonté.

— Au moins, dit Manon, profitons de tout. Nous nous repentions tout à l'heure de n'avoir pas la cachette ouverte. Je vais l'ouvrir.

— Je n'ai pas encore tout préparé pour la messe que je dois célébrer. Je vais y achever les préparatifs, et dresser l'autel. Nous sommes d'ailleurs absolument introuvables dans cette cachette. Il est vrai qu'elle est faite de façon à ce que nous n'en puissions pas sortir sans un aide du dehors, sans l'aide de quelqu'un qui reste dans cette pièce, mais du moins ne peut-on pas nous y découvrir et nous y saisir sans une trahison.

Manon s'éloigna vivement, entra dans la chambre de Geneviève et revint.

— Je ne crois pas, dit-elle, que personne puisse nous trahir. D'ailleurs, conclut-elle avec un ton mêlé de tristesse et de fermeté, la seule personne qui pourrait peut-être le faire, c'est Geneviève, et elle ne le fera pas.

Elle fit jouer le ressort qui soulevait les barres de l'escalier. Puis elle s'arrêta brusquement et courut à la porte où l'on venait de frapper, mais cette fois avec les signes convenus.

C'était en effet le comte d'Entraigues qui revenait de Paris. On le mit au courant.

— Je crois bien, dit-il, après un moment de réflexion, que la diplomatie me conseillerait d'aller rejoindre à Bellevue ma tannerie de peaux humaines. Mais, monsieur le vicaire général, je ne veux pas que vous croyiez que je pense uniquement à protéger ma précieuse existence. J'ai quelque remords de vous avoir montré, cette après-midi, une sorte d'emportement puéril contre cet étranger et cette vénérable personne. Il ne me déplait pas de cesser de temps en temps d'être tanneur sans-culotte, pour redevenir gentilhomme. Je reste donc, puisque je l'ai promis, en excellente compagnie du reste, et dans une cachette sûre. Je n'ai vraiment aucun mérite.

Il était brave quoique fort rusé et il avait compris que s'il voulait prendre la première place à la tête des royalistes, et s'il voulait sup-

planter des hommes dont les qualités étaient une bravoure folle et un dévouement généreux, il devait parfois montrer qu'il n'était pas seulement prudent. Il avait mesuré toutes les chances et le calcul des probabilités non moins que le dessein de ne pas laisser l'abbé de Dampierre sous l'influence de Lozembrune l'avaient décidé à affronter les menaces de la nuit.

— Je reviens de Paris, dit-il tranquillement. Voyons, Manon, vous y êtes allé cette après-midi, voulez-vous me répéter exactement ce qu'on y racontait. Je voudrais mesurer les progrès que l'opinion a pu faire du matin au soir.

— Je veux bien, répondit Manon, en sortant de dessous l'escalier. Mais voilà la porte ouverte, vous entrerez tous quand vous voudrez. Ah ! oui, eh ! bien, on disait que — il faut bien me rappeler — les esprits étaient dans une grande... fermentation ; qu'on commençait à murmurer tout haut contre la quantité d'exécutions qui se faisaient chaque jour ; que Robespierre plus cruel que jamais, quoique depuis longtemps il ne parût plus au Comité, menaçait de faire périr la moitié de l'Assemblée¹.

— Ah ! murmura d'Entraigues, c'est de ce côté, c'est contre Robespierre que le vent tournait. Nos amis avaient bien manœuvré. Voici les nouvelles de ce soir, monsieur l'abbé, de ce soir du 7 thermidor : La plus grande fermentation règne, en effet. Les espions de Robespierre lui ont rapporté que des femmes de la Halle que l'on accuse d'être fanatisées par des prêtres déguisés ont prophétisé aujourd'hui dans la journée la fin de la faction *pierrotine*. On a failli écharper ces femmes. Le peuple est plus que jamais pour l'Incorruptible. Aujourd'hui, au Comité de salut public, Saint-Just a fait la déclaration de guerre. Il a affirmé la nécessité de confier le gouvernement à une *destinée particulière* et comme ces mots paraissaient vagues, on l'a poussé à s'expliquer. Il a alors fermement articulé le mot de dictateur. Les membres du Comité sont restés épouvantés. Carnot, Cambon, Fouché, Tallien, Vadier, savent maintenant à n'en pas douter, qu'ils sont désignés pour la proscription et la mort ; pourtant ils agissent à peine, et lâchement, ils espèrent encore dans la clémence de Robespierre. Ils continuent de demander, pour y croire, qu'on leur communique la grande liste de trente membres marqués pour la mort de la main même de Maximilien.

— Et lui, demanda l'abbé, que dit-il, que propose-t-il, car ce

¹ C'est, en effet, exactement dans ces termes que des documents authentiques, quoique à peu près inconnus, nous donnent le résumé des nouvelles fournies le 7 thermidor aux nobles, exilés avec des lettres de passe, dans les environs de Paris.

sont surtout ses amis, Chrétien, les Duplay et les autres que vous voyez.

— Lui, il se prépare à la bataille suprême. Il s'est décidé à entamer le combat. Demain dans la séance du 8 il attaquera les Comités. Il sait tout ce que font et tentent ses ennemis. Il a dit ce soir en rentrant chez les Duplay : « Je n'ai plus rien à attendre de la Montagne. Ils veulent me faire passer pour un tyran. Mais la Convention m'entendra. » Il a recommandé fort habilement qu'on publiât ces paroles qui dégagent les intérêts de la Convention de ceux de la Montagne. Il a le calme de la force et la certitude du triomphe. Je ne veux pas vous dissimuler pourtant que ses amis s'inquiètent à son sujet. Quelques-uns disent qu'il a perdu tout sang-froid, toute clairvoyance, et qu'il tourne parfois à l'imbécillité. Les uns attribuent cela au développement de ses passions et de ses vices, d'autres à des poisons qu'on lui verserait secrètement, d'autres, enfin, plus sages, à ces lettres mystérieuses, à ces épreuves terrifiantes, à ces menaces, à cette persécution morale auxquelles nos amis soumettent son imagination et par laquelle ils obsèdent son esprit.

— Mais ce sont là pour lui de mauvaises conditions de succès.

— Ce ne sont que des bruits incertains. D'ailleurs il est bien appuyé par des hommes de main et de courage, comme le capitaine Vingt-un-Janvier, Coffinhal, Lavallette, d'Aubigny, et par des hommes de tête comme Saint-Just, Couthon, Payan. Aussi devint-il insensé, il a, comme j'avais l'honneur de vous le démontrer cette après-midi, tellement toutes les forces pour lui qu'il vaincrait. En voulez-vous une preuve. Fouché a presque décidé Billaud-Varennes à brûler ses vaisseaux, en lui disant que les bruits semés sournoisement dans la Convention contre Robespierre avaient produit leur effet et que la Plaine, c'est-à-dire la majorité, était décidée à secouer le joug de Maximilien. Hier ce sombre scélérat a été trouver Durand de Maillane un des chefs importants de la Plaine : « Nous réponds-tu du *Ventre*, lui demanda-t-il de son ton insolent et farouche. — Oui, répondit celui-ci avec un sourire vague, si vous êtes les plus forts. » Et Billaud qui n'est pas noté comme proscrit, sachant bien que les Comités ne peuvent lutter contre l'Incorruptible, s'est retiré.

L'abbé de Dampierre semblait absorbé dans ses réflexions.

— J'ai votre promesse, lui dit le diplomate à mi-voix, d'user de votre influence et de celle de vos prêtres, sur les sections et dans la Convention, contre les Comités. Robespierre que j'ai fait avertir par notre intermédiaire ordinaire, a renouvelé son serment quant à Sa Majesté Louis XVII. Il dit qu'il a donné une preuve de sa piété en restaurant l'Être suprême. Il a ajouté que s'il s'est éloigné des Comités depuis quatre décades et demies, c'est pour prouver aux

honnêtes gens et aux peuples étrangers que c'est de la Montagne et non de lui que viennent les proscriptions, la férocity, les massacres, la terreur.

Un coup de feu qui éclata dans le parc de Mesdames et qui semblait avoir été tiré tout près du mur de la cour de la maison, interrompit la conversation. Un second coup se fit entendre, on eût dit qu'il sortait de la cour même.

— Ah ! mon Dieu, s'écria Manon, j'ai oublié de fermer le volet de la fenêtre par où le petit...

A l'instant même cette fenêtre vola en éclats, un être bondit dans la chambre, sauta jusqu'à la table et éteignit la lumière.

Les deux dames poussèrent un cri, l'abbé murmura une invocation pieuse. On entendit le bruit d'un pistolet que le comte armait. Puis un silence plein d'anxiété dura quelque secondes.

— Chère Manon, dit une voix joyeuse, claire et hardie, je suis décidément invulnérable. Il paraît que ces braves gens qui entourent la maison ne se sont pas décidés à me suivre jusqu'ici. Non la cour est dénuée de tout jacoquin. Si vous voulez tâcher de retrouver votre boîte à feu et y tremper un bout de bon soufre, moi je vais fermer le volet, que bien glamment vous aviez laissé ouvert.

— Monsieur Vulmer, s'écria joyeusement Manon ! Il n'est donc pas mort !

VI

COMMENT LE FIANCÉ FIT SES RÉVÉRENCES ET DE CE QUI ADVINT A LA FIANCÉE

Le personnage qui s'était ainsi présenté paraissait bien être, si l'on en jugeait par l'habit et la tournure, le plus horrible sans-culotté qu'on pût rêver. Il était sans habit, sans gilet, sans veste ou carmagnole — car si le *gilet* n'était qu'un diminutif de la veste, la *carmagnole* n'était, elle, qu'une veste de chasse. — Ses culottes étaient poudreuses, sa chemise toute tachée. Sa barbe et ses cheveux blonds étaient emmêlés de feuilles de brindilles, et entrelacés d'herbes. Pourtant malgré ce hideux aspect de brigand, de mendiant, d'ultra-jacobin, il y avait dans l'œil clair et franc, dans la voix fraîche, dans le front énergique et beau, dans toute l'attitude résolue, aisée, gracieuse du personnage, un je ne sais quoi de sympathique qui saisissait le cœur. En le regardant attentivement, malgré toutes les marques de lassitude, malgré son déguisement, malgré les étranges scories dont l'avait pailleté cent

incidents terribles ou bouffons, on voyait, on devinait plutôt qu'il était bon autant que beau, vaillant et loyal.

— Et Marie-Thérèse, mademoiselle de Lugnières, veux-je dire? s'écria-t-il quand il eut jeté un regard autour de lui.

— Elle va revenir, dit vivement Manon.

— Ah! et le bon et joyeux sourire qui avait occupé les yeux de Vulmer, depuis qu'il était entré, au son de la mousquetade, et qui avait disparu un instant, revint sur ses lèvres. Excusez-moi, madame, dit-il en s'avançant vivement vers la centenaire, de m'être introduit chez vous d'une façon inusitée. Quand les coquins occupent toutes les portes, il faut bien que les honnêtes gens entrent par les fenêtres. Je sais avec quel courage vous avez donné asile à ceux d'entre nous qui étaient le plus particulièrement persécutés. Je sais surtout avec quelle tendre bienveillance vous avez bien voulu traiter une jeune fille orpheline, qui vous était étrangère, qui, sans vous, eût été sans demeure, et qui est ce que j'ai de plus cher au monde, ah! mille fois plus! laissez-moi, madame, vous remercier de toute mon âme, avec la plus tendre reconnaissance. Ah! vous n'êtes pas seulement la plus vénérable des femmes, mais la fée protectrice de mon bonheur.

Il se baissa et avec une courtoisie charmante et un respect infini, il posa sur la main desséchée de la centenaire un long baiser. Un rayon doux et presque attendri traversa les prunelles glacées de la vieille femme, elle se redressa lentement, et leva au ciel sa main tremblotante, comme pour bénir Vulmer qui s'inclinait et elle lui dit d'une voix qui semblait s'être adoucie :

— Vous êtes brave comme les chevaliers bourguignons qui furent les compagnons de Denizot Saint-Yon, et vous êtes le premier soldat du roi de France, c'est à cause de vous que j'aime mademoiselle de Lugnières.

Vulmer se redressa et en se détournant pour cacher l'humidité de ses paupières, il aperçut la vicomtesse dont la figure resrognée indiquait combien elle trouvait cette scène vulgaire, familière, absolument contraire à l'étiquette et peu digne d'un gentilhomme. Une expression de douce ironie remplaça l'attendrissement sur la physionomie de notre ami :

— Voilà un étrange costume, n'est-il pas vrai, vicomtesse? pour un des plus fidèles courtisans de Sa Majesté le roi de France. Les chiens de la Barrière du Combat eux-mêmes aboieraient sur moi, et je suis si merveilleusement en lambeaux, qu'un brave chien, le chien de cette pauvre Isabelle de Mimont, qui avait daigné me reconnaître cette après-midi, m'a trouvé décidément trop misérable et m'a quitté depuis quelque temps. Pardonnez-moi, mais j'ai depuis quatre jours

à mes troussees toute la république française, tous les sans-culottes, tous les jacobins, toute la Terreur, tout Paris. J'ai créé le miracle, de réunir pour une dernière fois, dans une œuvre commune, Robespierre et les Comités, la Commune et la police générale, tout cela pour mettre à mal votre chétif serviteur. Si bien qu'après quatre jours de course où l'on ne m'a pas laissé deux heures pour dormir (ah ! le terrible supplice, vicomtesse !), après avoir été mis, moi présent et applaudissant, hors la loi ; après avoir servi de but à une compagnie entière de sectionnaires qui m'avaient condamné à mort ; après avoir, il y a plus d'une heure, été de nouveau condamné à mort, et, depuis lors, avoir reçu quatre coups de fusil, voilà tout ce qui me reste en fait d'habits de noces.

Et il montrait sa culotte en lambeaux et sa chemise tachée de poussière et de sang.

— Monsieur le vicomte, répondit madame de Racontal après avoir ébauché la révérence à trois temps, nous respectons en vous votre qualité, et un gentilhomme, en ce temps-ci, est fort bien vêtu en guenilles. Je ne suis pas moi-même en trop pompeux appareil. Mais il faut sauver les principes, et pour cette question de deuil en particulier, madame l'abbesse.....

— Mon cher vicomte, dit celle-ci, madame de Racontal, qui fait en ce moment signe d'être d'une humeur de dogue, a prié de tout son cœur, en compagnie de notre chère mignonne Marie-Thérèse, pour qu'il ne vous advint rien ; et de fait, il ne vous est advenu que beaucoup de fatigues, ce que Dieu donne par-dessus le marché à ses amis, en un temps comme celui-ci. Bref, vous voilà. Nous l'avons bien demandé à Notre-Seigneur, et vous êtes le bienvenu, avec vos lambeaux.

Elle tendit sa main potelée à Vulmer, qui y posa le bout des lèvres.

— Ah ! monsieur l'abbé, dit-il en se relevant, combien je suis heureux, combien je vous suis pour toujours reconnaissant, d'avoir voulu courir tant de dangers pour venir m'unir à celle qui est depuis si longtemps ma femme et dans mon cœur et devant Dieu, si je puis le dire. Dieu aura pitié d'un soldat qui veut dévouer sa vie à la religion comme à la royauté, et qui aujourd'hui encore, à deux reprises, a été heureux de confesser sa foi en Jésus-Christ en criant : Vive le roi ! Mais je veux que mon âme soit toute pure, de la même pureté que l'âme de ma candide et angélique Marie-Thérèse... Ma foi ! comte, conclut-il en regardant d'Entraigues, qui se mordait les lèvres en sentant combien cette verve, cet élan, cette franchise, rabaisaient sa diplomatie et conquéraient l'abbé de Dampierre, je le dis volontiers devant vous, qui vous êtes un peu assis, à côté de Maxi-

milien Robespierre, sur les bancs de l'école de Jean-Jacques, je suis quasi aussi content de voir en M. l'abbé le prêtre qui va me confesser que le prêtre qui va me marier.

— C'est d'un amoureux fort composé, dit assez sèchement le diplomate.

— N'est-ce pas vrai, comte ? répondit assez distraitemment Vulmer, que chaque bruit faisait tressaillir, dans l'espérance qu'il annonçât Marie-Thérèse, et qui essayait de bonne grâce à cacher cette préoccupation peu polie.

— Et que nous rapportez-vous de Paris, vicomte ?

— Vous le voyez, répondit celui-ci en montrant ses chausses, la seule chose qu'on y trouve, du sang, de la boue. Ah ! mon cher chevalier, que je suis heureux de vous voir ! Vous vous cachiez méchamment dans l'ombre.

Et il se précipita dans les bras du vieil ami de son père, qui le pressa avec une véritable amitié sur son cœur.

— Excusez-nous, vicomte, de vous tourmenter ainsi, dit l'abbé, mais, hélas ! la situation de la malheureuse France est telle, qu'il faut toujours et bien vite quitter les bonnes et aimables pensées pour le souvenir des méchants. Nous apportez-vous aussi la nouvelle de la victoire de Robespierre ?

Vulmer réfléchit un instant. D'Entraigues attendait avec une certaine impatience la réponse, qu'il se préparait à combattre vivement.

— Je crains bien que Robespierre ne soit victorieux. Il a tout pour lui, et surtout l'opinion publique à un point qu'on ne peut imaginer, une popularité réellement monstrueuse. Du reste, personne n'ose commencer à l'attaquer. Nous venons de voir quelques-uns de ceux qu'il doit sacrifier, ils n'osent entamer la lutte. Dans les campagnes, dans la banlieue parisienne, où l'on espérait trouver un peu d'aide, Maximilien est aussi redouté. Celui que vous savez (Batz, pour le nommer entre nous) est retourné à Paris, décidé à montrer cette nuit même au Comité la liste des six noms de conventionnels notés comme proscrits de la main même de Maximilien. Nous montrons, s'il le faut, celle des dix-huit et celle des trente noms voués à la mort. Mais nous n'espérons plus rien, tant la lâcheté est grande partout, et tant Robespierre, s'il ne s'abandonne lui-même, est absolument fort et invincible.

Le diplomate, au comble de la joie de voir son rival donner ainsi raison à ses idées, lui tendit la main.

— Votre sincérité est parfaite, vicomte, et elle est clairvoyante. Mais réjouissez-vous, la victoire de Robespierre rentre dans les plans de Mgr le régent. Il a dû vous le faire savoir par M. de Calonne. Son Altesse Royale n'est pas pressée de rentrer en France.

— Eh bien, alors, elle restera hors de France plus qu'elle ne voudra. La victoire de Robespierre, c'est l'extermination. Saint-Just vous en a déjà donné la théorie, de cette destruction de tout ce qui n'est pas bas, vil ou ignorant. Quant à Robespierre, je ne sais pas s'il est vrai, comme les jacobins ses amis l'assurent, qu'il a transformé directement, et sans exception aucune, en liste de proscription, l'Almanach royal et l'Almanach des adresses, et qu'il ait dit à Joseph Lebon, lui demandant où il fallait s'arrêter, ces paroles : « La génération qui a vu l'Ancien régime le regrettera toujours. Tout individu qui avait plus de quinze ans en 1789 doit être supprimé. C'est le seul moyen de consolider la Révolution. » Mais ce que je sais, c'est que tous les matins il arrête avec Dumas et Coffinhal, président et vice-président du Tribunal révolutionnaire, la liste de ces nombreuses victimes qui doublent chaque jour. On croyait à tort que cette liste était uniquement le fait des Comités de salut public et de Surveillance générale. Ce sont des monstres que les membres de ces Comités, je le sais ; mais c'est Robespierre en qui est incarnée la Terreur. Si une fois la corde se détendait par la chute de Robespierre, rien ne saurait la tendre de nouveau.

— Oui, mais elle se bornerait à se relâcher. Il vaut mieux qu'elle se tende outre mesure et qu'elle se brise définitivement. C'est l'opinion bien arrêtée de Son Altesse Royale.

— C'est que Son Altesse Royale ignore ce que nous avons vu dans les papiers de Robespierre. Maximilien pense tellement à établir un gouvernement définitif et régulier — et quel qu'il soit, on le regardera comme un gouvernement salubre, après ce monstrueux arbitraire — qu'il est en relations cachées avec plusieurs gouvernements ou partis gouvernementaux, dans divers pays, en Angleterre notamment, d'où on a accrédité auprès de lui une sorte d'ambassadeur.

Le diplomate ne put retenir un geste violent.

— Si j'en étais sûr, dit-il. Ah ! cela changerait bien les choses.

— Mais, vicomte, dit M. de Petit-Val, tu ne nous expliques pas pourquoi tu as employé cette manière d'entrer chez les gens qui rappelle le théâtre de la Foire.

— Avant que je parle, je vous en supplie, dites-moi où est mademoiselle de Lugnières ? Je commence à être inquiet...

— Mon Dieu, monsieur le vicomte, ne vous tourmentez pas, dit vivement Manon. Elle est dans une maison voisine où elle est bien en sûreté, parce que cette maison-ci...

— C'est bien cela, dit vivement Lozembrune. Fort bien !

Et se redressant allègrement, il jeta autour de lui un regard hardi et intelligent qui ne rappelait en rien l'œil abattu et languissant qui se fermait parfois sous ses paupières gonflées.

— Je crois que nous pourrons soutenir ici une espèce de siège. Voilà ce qui m'a fait entrer par la fenêtre, chevalier. J'ai trouvé le bas de la rue occupé par des gens qui paraissaient veiller. Je fis un détour et je montai. Le haut de la rue était certainement gardé et bloqué par des hommes armés. Je me jetai dans le parc de Mesdames par une des brèches dont la muraille est remplie. Je grimpai à un gros arbre qui domine la cour de cette maison. C'est là que je fus salué de deux coups de fusil. Je n'en sautai que mieux, et voyant une espèce de lueur, je m'en autorisai à supposer qu'il y avait là une fenêtre. Ma foi, je jetai une bûche dedans, et me voici après la bûche. Mais si c'est bien vous qu'on menace, parbleu, la garnison a reçu du renfort. Nous ne nous laisserons pas prendre sans vert. Chevalier, vous êtes, comme feu M. de Lozembrune aimait à le dire, un vieux Rodrigue qui avez battu la Calabre. Comte, on sait que, quoique vous soyez un homme à talent, vous n'en êtes pas moins un homme de main. Vous, mesdames, vous êtes femme et fille de gentilhomme. M. l'abbé, qui a beaucoup de bon sang dans les veines, ramassera les blessés que Manon soignera. Pour peu que nous ayons quelques armes, nous pouvons tenir tête à toute la coquinerie du village. Moi j'ai un sabre que vous voyez là, sans fourreau, à ma ceinture, et que j'ai pris à un sectionnaire de la Fontaine-Grenelle: je serai la cavalerie légère et ferai les sorties.

— Pardieu, dit M. de Petit-Val, il y a longtemps que la patience m'étouffe! Moi j'ai une paire de pistolets.

— Cela n'est pas réglé dans le cérémonial, dit vivement la vicomtesse; mais l'histoire raconte des choses semblables qui sont arrivées, il y a longtemps, à des châtelaines de bon rang. Moi je trouverai bien, vicomte, pour accompagner votre sabre jacobin, une paire de pistolets fort honnêtes qui viennent de M. de Racontal, qui mourut les pieds chauffés jusqu'aux genoux, mais qui avait bien tué dans son château du Rouergue une vingtaine de ces vilains.

— Mais, dit à demi-bas l'abbesse, n'ayons pas les pieds chauffés jusqu'aux genoux, c'est cela qui est vilain, vicomtesse.

La centenaire s'était levée cette fois, et s'adressant à Vulmer:

— Je ne veux pas, dit-elle. Inutile et dangereux. Très-brave, très-fou; oubli des femmes; on brûlera la maison. Manon, la cachette!

— Notre hôtesse a raison, dit doucement le prêtre. Nous n'avons pas le droit de faire courir à des femmes un danger si certain et si inutile. Nous avons là un refuge, là justement où je dois bénir votre union, un refuge qui est introuvable.

Tout le monde se tut. Vulmer baissa le front. Manon avait déjà pœuru vers l'escalier. Madame de Racontal s'approche doucement de Lozembrune, et lui dit d'une voix insinuante :

— Soyez juge entre madame l'abbesse et moi. N'est-il pas à votre connaissance que, après les six premières semaines, le deuil d'homme pour un père porte l'habit de drap avec les boutons, manchettes de batiste garnies d'effilé uni; bas de soie noirs, souliers de peau de chèvre, crêpe à l'épée, boucles noires.

— Eh! vicomtesse, dit M. de Petit-Val avec impatience, nous avons bien plutôt à penser à mourir qu'à porter le deuil!

— Monsieur le chevalier, répliqua gravement la vicomtesse, je n'ai pas lieu de craindre la mort. Je veux bien, si cela est de quelque utilité, aller trouver ces marauds et m'offrir en otage. Il y en avait au temps de la chevalerie. Mais je maintiens que c'est l'étiquette et la dignité qui sauvent la noblesse et la société.

— Vous oubliez le respect de ses privilèges et la vertu, vicomtesse, dit doucement l'abbesse.

— Voici la cachette ouverte, cria Manon. Veuillez passer le premier, monseigneur, vous connaissez déjà bien le chemin. Vous ferez attention aux marches qui sont derrière la porte, après la muraille.

Les trois degrés inférieurs de l'escalier avaient été déplacés, et formaient un trou où le prêtre entra en se baissant. M. d'Entraigues le suivit, puis M. de Petit-Val. Madame l'abbesse et la vicomtesse vinrent après, celle-ci murmurant en entrant :

— Quant aux six premières semaines qui suivent les trois premiers mois, je maintiendrai à la barbe de Robespierre...

— Pour moi, dit Vulmer à Manon qui lui faisait signe, j'attendrai le retour de Marie-Thérèse.

— Moi aussi, murmura la centenaire en se rasseyant et en prenant son chapelet.

Manon tira un rideau qui cachait grossièrement l'ouverture, suffisamment toutefois pour donner le temps de replacer les degrés de l'escalier.

Vulmer, après s'être promené de long en large, ne put résister à la tentation de s'asseoir, et bientôt, après maint soubresaut et maint violent écarquillement d'yeux, il laissa tomber la tête sur la poitrine.

Manon avait été fermer à double tour la porte de la chambre de Geneviève, et elle était allée se mettre en sentinelle derrière la porte de la rue, écoutant avec anxiété les bruits sourds qu'elle entendait ou croyait entendre.

Quelqu'un frappa bientôt, quelqu'un qu'elle n'avait pas entendu venir. Elle s'imagina que c'était Marie-Thérèse. Elle ouvrit.

C'était l'enfant-aristocrate qui entra d'un pas allègre. Il s'avança jusque dans la salle. A la lueur de la petite chandelle, on pouvait voir un sourire de triomphe errer sur son visage pâle et grave.

— Je l'avais bien dit, s'écria-t-il. Ah! je ne veux pas causer avec les sans-culottes; mais quand je veux parler, je n'ai pas oublié. Je parle bien, et je sais ce qu'il faut leur dire. Ils ont été chercher mademoiselle de Lugnières, l'amie de ma sœur Isabelle, et ils la ramènent en triomphe.

Vulmer avait bondi, réveillé en sursaut.

— Que dis-tu, mon enfant? s'écria-t-il.

L'enfant lui lança un regard sombre et inquisiteur et se tourna vers Manon.

— C'est celui qui va épouser mademoiselle, dit celle-ci.

— Ah! oui. Il est habillé comme les scélérats, mais il n'en a pas la figure.

Alors il se rapprocha de Vulmer.

— Vous connaissez toutes les amies de mademoiselle de Lugnières et mademoiselle de Mimont. Oui, n'est-ce pas? Eh! bien, c'est ma sœur. Vous n'oublierez pas que j'ai protégé votre femme. Maintenant je puis me venger et me sauver quand je voudrai, murmura-t-il.

— Que dit-il donc? demanda Vulmer, qui secouait son sommeil.

— Ah! écoutez, reprit l'enfant. Les sans-culottes sont encore loin, mais je les entends. Ils vont venir ici, sans méchanceté; mais ils voudront tout voir. S'ils vous trouvent, ils deviendront aussi furieux qu'ils sont bons maintenant. Ils sont comme des chiens à qui on ne montre plus le fouet, continua l'enfant avec gravité. Ainsi cachez-vous, et cachez-vous bien.

Il bondit hors de la lumière et disparut brusquement comme la première fois.

— Allons, monsieur, dit Manon, suivez les autres dans la cachette. C'est le plus sûr, comme vous voyez, si vous ne voulez pas qu'il arrive malheur à mademoiselle. Dans un instant, ou un peu plus, si ces gens-là restent ici quelque temps, je vous l'amènerai.

— Vous avez raison, bonne Manon. Il vaut mieux que madame Capeluche soit seule ici. Son âge leur en imposera plus que mon sabre.

Il disparut à son tour dans le trou de l'escalier. Manon, après quelque hésitation, sortit de la salle dont elle ferma la porte. Elle alla ouvrir celle de la maison, et, se posant sur le seuil, elle chercha à percer les ténèbres qui l'entouraient et à apercevoir ce qui se passait dans le bas de la rue, d'où un sourd murmure s'élevait.

Parfois la rue s'éclairait subitement d'une pâle lumière. Les gros nuages disparaissaient à l'horizon, bientôt suivis par d'autres qui ramenaient les ténèbres opaques. Si Manon avait profité de ces intervalles de lumière pour regarder persévéramment à côté d'elle,

elle eût pu apercevoir derrière les arbres et les buissons du voisinage quelques ombres mystérieuses et immobiles qui lui eussent donné des soupçons. Mais toute son attention était portée, disons-nous, vers le bas de cette rue des Pierres.

Il lui semblait que le murmure grandissait, et l'on commençait à distinguer, au milieu de la basse continue de ce sourd bruit, quelques cris et quelques lambeaux de chansons. Tout à coup les cris devinrent plus forts, la masse du murmure se brisa et s'émietta en cent clameurs qui se firent plus violentes, comme les échos d'une querelle, puis d'une lutte, puis d'une bataille. Les cris devinrent perçants.

La brave servante se désespérait. Elle n'osait quitter la porte de cette maison ouverte. Cette cachette, ouverte aussi, et du secret de laquelle dépendait la vie de tant d'hommes, la retenait là. Et pourtant son cœur battait vivement; elle eût voulu courir là-bas, où son âme vaillante lui disait qu'elle pourrait sauver sa chère demoiselle.

Le tapage devenait plus violent. Quelques coups de feu firent entendre leur crépitement sonore et lugubre. Elle crut distinguer des cris d'angoisse et d'appel, des plaintes féminines. Elle allait tout oublier, quand un fantôme blanchâtre apparut courant, montant la rue, et vint presque tomber dans ses bras.

— Est-ce vous, mademoiselle? demanda-t-elle.

— Ah! ma bonne Manon, pitié! Secourez-nous, sauvez-nous!

— Mamzelle, oui... mamzelle Victorine de Brion! Ah! grand Dieu! qu'est-ce qu'il y a donc d'arrivé? Pour l'amour de Notre-Seigneur, parlez, mais parlez donc!

Celle-ci restait muette, haletante.

— Ah! Manon, je ne sais plus... Ah! oui, ma sœur était aux aguets dans le village. Elle était venue me chercher au château de Villebon. Elle avait appris quelque chose. Enfin elle rencontra Marie-Thérèse, qu'on venait de délivrer, et qu'on ramenait ici. L'Anglais y était aussi. Il avait aidé à la sauver. Comment! Je ne sais pas ce que je dis. Là, au bas de la rue, on se jeta sur nous; on voulait prendre Marie-Thérèse. Des cris, des menaces, des coups, une bataille... Je me suis sauvée. Ma pauvre sœur, si courageuse, est restée. Et moi si faible! Ah! que j'ai peur! Je voudrais retourner là-bas. J'ai honte de moi. Je n'ose pas, ah! je ne puis pas! Mon Dieu, sauvez ma sœur, si bonne, si courageuse!

Et elle s'affaissa sur le seuil.

— Êtes-vous capable de m'entendre? lui dit la vieille servante d'une voix rauque et ferme. Restez là, criez comme une perdue, si quelqu'un veut entrer. Il faut la sauver avant tout.

Elle se mit à courir. Mais à peine eut-elle fait quelques pas qu'elle fut arrêtée par deux personnes qui montaient la rue en grande hâte.

— Mamzelle Adèle! s'écria-t-elle.

— Ah! Manon, rentrez, venez vite. Il n'y a plus rien à faire.

— Et mademoiselle?

— Venez, ah! venez vite! Ils doivent être à notre poursuite et vont venir chez vous.

Mademoiselle de Brion prit Manon par le bras et l'entraîna. Son compagnon souleva Victorine. La porte de la maison se referma sur eux. Adèle assura les verrous et se précipita dans la salle, suivie de ses compagnes et de son compagnon, qui n'était autre que Samuel Vaughan; dont le front était déchiré et le visage sanglant.

La vieille dame Capeluche les regarda sans qu'aucune émotion n'agitât son visage.

— Parlez, dit-elle froidement, dites-moi tout.

— On a voulu enlever Marie-Thérèse, répondit Adèle. Je me suis attachée à elle. Il y a eu un combat. Il y avait là plusieurs hommes inconnus qui se battaient les uns contre les autres au milieu de la foule, qui criait et qui se battait aussi sans paraître savoir pourquoi. Quelqu'un que je n'ai pas reconnu m'a arraché mon amie. On m'avait déjà saisie moi-même, quand ce brave jeune homme est venu en rugissant et en distribuant des coups de poing terribles. Il m'a sauvée. Je les ai entendus qui criaient : « Chez la centenaire! chez la centenaire! » Hélas! j'ai fait tout ce que j'ai pu pour Marie-Thérèse. Ah! sauvez-nous! Vraiment, c'est à devenir folle!

La vieille femme montra la cachette à Manon, et désignant l'Anglais, qui était devenu comme imbécile et qui se contentait de pousser quelques interjections : Love! amour! Hawfull love! elle dit :

— Il a partagé le danger, il partagera l'abri.

Manon conduisit les trois personnages vers l'escalier en leur donnant ses instructions.

— Ooh! oh! s'écria Samuel qui retrouva sa voix, très-courieux, extrêmement courieux cette trou. Je suis content d'avoir donné mon sung hou...houmain pour vous sauver, mademoiselle, et voir cette couriosité tout à fait... couriosité.

— Maintenant, dit la centenaire à Manon, qui revint seule, je ne veux pas rester ici pour voir ces hommes. Ils ont assassiné le roi. Puis je veux assister à la messe. Je sens que mon dernier jour est venu. Tais-toi. Il est temps. Ces gens, ces jacobins m'ont tuée. Ils m'ont enlevé mes pensées d'autrefois. Je croyais que c'étaient les enfants du bon peuple de France, combattant pour sa liberté, comme au temps de Denizot Saint-Yon. Ce sont des misérables hypocrites, et lâches, et sots. Je vais donc dans la cachette avec les nobles.

Elle tendit les mains à Manon, qui l'embrassa en pleurant.

— Tu vas aller fermer derrière moi la porte de la cachette, afin que ce jeune homme ne veuille pas venir rejoindre sa fiancée. Tiens-toi bien prête, car tu sais que, quand nous devrions tous mourir, rien, rien au monde, ne peut ouvrir la porte par le dedans. Ainsi, sois prête à l'ouvrir pour les délivrer quand je te le crierai par le petit trou du bas de la porte : on entend bien ; et on entend un peu aussi par la muraille de ta chambre... Tu enterreras ces deux livres avec moi... Je te laisse toute ma fortune.

Elle s'éloigna, se retourna :

— Et surtout, surtout, si tu ne veux pas être maudite par moi, quand il s'agirait de sauver mille créatures, ne dévoile pas, jamais, jamais, l'autre secret. Tu sais, Manon, je te l'ai dit un jour que j'étais à la mort. Tu as juré sur ton salut.

Elle s'éloigna cette fois lentement, entra sous l'escalier, suivie de Manon. On entendit un bruit, comme d'un pêne énorme qui entraît dans une gigantesque rainure en fer. Manon reparut, remit les planches de l'escalier en place. Elle écouta à la porte de la chambre de Geneviève et vint s'asseoir, les mains jointes et l'œil pensif, auprès de la petite chandelle qui arrivait à sa fin et s'éteignit.

CH. D'HÉRICAULT.

La suite prochainement.

SOUVENIRS DE MALTE

I

Ce point lumineux qui brille entre deux nappes d'azur — le ciel et la Méditerranée; ce bloc de grès d'un jaune pâle dont les points saillants reflètent le soleil et dont les anfractuosités s'emplissent des ondes transparentes de la mer; ce groupe irrisé, c'est Malte, *flor di mare, flor del mondo*. Malte, voisine de l'île de Calypso, si elle n'est l'île de Calypso elle-même, c'est la *Melita* des anciens, possédée successivement par les Phéniciens et les Carthaginois, les tyrans de Sicile et les Romains, les Vandales et les empereurs grecs, les Arabes et les Normands, les Teutons et les Espagnols, enfin par l'ordre glorieux en qui toutes les nations modernes étaient réunies et qui, vaincu pour la première fois à Rhodes par Soliman II, avait été forcé de reculer un peu le rempart qu'il faisait de son corps à la chrétienté. Cette terre de 30 kilomètres de long sur 15 de large est comme ces petits mausolées rendus gigantesques par les morts qu'ils renferment. Que de gloire militaire, que de religieux souvenirs attachés à ce rocher ! L'Europe tout entière, l'Europe valeureuse et chrétienne des grands siècles de la civilisation latine en avait fait son poste avancé, sa forteresse imprenable ! C'est là qu'elle a dit à la barbarie, au despotisme, à l'islamisme : tu n'iras pas plus loin !

C'est là aussi que le grand apôtre a, pour la première fois, foulé la terre d'Occident; là qu'il a jeté la semence de vie et apporté la bénédiction à tous les gentils dans la personne de Publius, son hôte; là, qu'au foyer de ce dernier, il prit dans sa main, dit la légende, une vipère qui sortait d'un fagot, pour montrer, par cet acte figuratif, la puissance de sanctification qu'a donné à tous ses vrais disciples celui qui a dit : « Ils prendront les serpents avec la main, et les serpents ne leur feront point de mal. » Une église s'élève sur l'emplacement de ce foyer béni, qui fut celui de l'homme au cœur ouvert et

simple qui accueillit saint Paul et reçut sa parole dans son voyage d'Antioche à Rome.

Notre navire passa devant la pointe de Dragut, ainsi nommée en souvenir d'un débarquement qu'y tenta le célèbre corsaire, et vint s'ancrer dans la grande baie. Nous ne trouvâmes point sur le quai cette foule de *facchini*, mendiants et importuns, dont les obsessions et la paresse nous avaient inspiré, sur toute la côte d'Italie jusqu'à Naples, ce sentiment pénible, fait de honte et de mépris, qui affecte toujours l'homme en présence de l'abaissement de son semblable. Le peuple de Malte est grand, silencieux, fier, et une cohabitation prolongée nous a révélé plus tard chez lui des qualités qui appartiennent plutôt à la race sémitique qu'à celle des Pélasges. Les fréquentes invasions des Maures ont marqué la population indigène qui, pour nous, c'est-à-dire pour la période historique, est originairement phénicienne, d'un cachet africain, et l'on croirait Malte à cent lieues de l'Italie. Plus de chant, plus de bruit, plus de gesticulation et de pantomime expressive; plus de cris et de querelles, plus de guitares et de gaieté. Des figures passionnées, sévères, marchant silencieusement dans les rues ou debout sur les portes, le chapelet à la main, l'air fier et content. On se fait une idée très-fausse des Maltais, parce qu'on les juge ordinairement sur les émigrés qui tiennent une si grande place dans notre colonie d'Algérie, ou sur les marchands qui se sont mis, pendant les guerres d'Orient, à la suite de nos armées. Ces derniers ont les défauts propres à leur métier, et, quant aux colons algériens, le principal reproche qu'on peut leur faire porte sur des actes de violence, toujours funestes sans doute, mais qui méritent d'être diversement appréciés, suivant les causes qui les produisent. A ce sujet, je me souviens d'un assassinat qui, sans cesser d'être un crime, emprunte pourtant aux circonstances qui l'entourent une certaine grandeur morale, et qui fut commis par un Maltais, justement pendant mon séjour à Malte.

Un officier anglais, capitaine de port à la Valette, avait très-injustement fait condamner un marinier dans sa juridiction à une année de détention. Pour les Maltais, très-soigneux de leur réputation et très-noblement chafouilleux sur l'honneur, la prison est pire que la mort. Ils ont horreur de toute peine corporelle, horreur de la justice, et, comme ils sont ignorants, leur répugnance est aussi grande à paraître devant elle comme accusateur ou comme témoin que comme accusé. L'officier avait donc porté une atteinte mortelle à la considération d'une famille et déshonoré aux yeux de ses compatriotes et aux siens propres l'innocent marinier. Au moment où l'arrêt fut prononcé, le Maltais, se tournant vers lui, rompit le silence qu'il avait gardé pendant l'accusation en prononçant ces paroles : « Et moi je te condamne

à ne plus revoir ta patrie ! » Cette menace, considérée comme vaine, était tombée dans l'oubli, et le capitaine, ferme et brave, comme le sont ordinairement ses compatriotes, l'avait oubliée plus que personne, quand il fut, quelques années après, remplacé dans son poste et rappelé en Angleterre. Au moment où il mettait le pied à bord du canot qui devait le conduire au bâtiment prêt à partir, la main d'un marinier le frappa d'un coup mortel en répétant ces mots : « Tu ne reverras plus ta patrie ! »

L'abus de pouvoir commis par cet officier avait été un fait vraiment exceptionnel. Les Anglais, en général, traitent le peuple maltais avec beaucoup de convenance, de libéralisme et de dignité. Ils ménagent leurs susceptibilités, qui sont vives, et leurs affections passionnées, dont l'objet est surtout la religion catholique. C'est ainsi qu'ils ont supplanté les Français, dont l'impopularité était, en deux années, devenue excessive, à cause de leur mépris extérieur de la religion. Comme les Romains, cette nation habile sait respecter les dieux des vaincus, ce qui est le meilleur moyen pour assurer ses conquêtes. Les Anglais apportent, dans leurs relations administratives avec les Maltais, d'abord le respect d'eux-mêmes, ensuite un sentiment d'estime pour leurs administrés. Je dis : d'abord le respect d'eux-mêmes, parce que tel est, en toutes circonstances, le premier soin des Anglais. Ils ont sur ce point l'exagération d'un noble orgueil. Comme les Romains encore, ils se croient le peuple juridique par excellence, et ils pensent que noblesse oblige. C'est pour cela que, lorsque la loi édicte deux peines différentes ou deux degrés de peine, à l'arbitraire du juge, pour un même délit, le magistrat anglais, à Malte, applique toujours la peine la plus sévère ou le degré maximum de peine au sujet anglais, et la peine la plus douce ou le degré minimum au sujet maltais. Il n'en donne point d'autre raison que celle de la supériorité morale, de l'avantage de l'éducation qui, selon lui, rend toujours le premier plus coupable. Cependant les Maltais pourraient fort bien par le caractère, l'intelligence et la moralité soutenir la concurrence avec leurs dominateurs. Les origines multiples de ce petit peuple lui ont donné un ensemble de qualités diverses qui sont plus sympathiques et non moins solides que celles des Anglais. Des Tyriens et des Carthaginois ils ont gardé le goût du commerce et le génie de la navigation qui en fait les premiers matelots de la Méditerranée ; des Romains, la forte trempe ; des Arabes, la gravité ; des Normands, le courage ; des Espagnols, le point d'honneur ; enfin, et surtout de l'émigration rhodienne, qui s'est fondue avec la population maltaise, un grand héritage de fidélité et de dévouement. Ces vaillants Rhodiens qui, après avoir pris part aux prodiges de courage accomplis par l'Ordre contre Soliman II, se mirent à la suite de l'infortuné grand-

maître et suivirent sa fortune comme autant de chiens fidèles, formant une des scènes les plus touchantes de cette grande épopée chrétienne. Ici Vertol, malgré le mot malheureux qui a compromis sa réputation de véracité historique, n'est que l'écho fidèle d'Abela, de Ciantar, de Bozio, des annalistes les plus autorisés, et il faut l'écouter dans ce récit dramatique.

Après avoir raconté ce deuxième siège de Rhodes, pendant lequel tous les princes de la chrétienté, François I^{er} lui-même, infidèles au premier de leur devoir, abandonnèrent Villiers de l'Île-Adam à ses seules ressources, il fait connaître les termes glorieux de la capitulation que ce grand homme sut imposer encore à ses vainqueurs : « Une de ces conditions, dit-il, fut que tous ceux qui voudraient sortir de l'île en auraient la permission ; puis il ordonna aux chevaliers et habitants qui voudraient suivre la fortune de l'Ordre de porter incessamment dans les vaisseaux de la religion ce qu'ils avaient de plus précieux. Ce funeste embarquement se fit de nuit, avec une précipitation et un désordre qu'il est difficile d'exprimer ; rien n'était plus touchant que de voir ces malheureux citoyens chargés de leurs meubles et suivis de leurs familles, abandonner leur patrie. Le grand maître dissimulait sa douleur, et, dans cette confusion, il donnait ses ordres avec la même tranquillité que s'il n'eût été question que de faire partir une escadre en course. Outre les chevaliers, il fit embarquer près de cinq mille habitants de l'île qui, pour ne pas rester sous la domination des infidèles, s'attachèrent à ses pas ; il monta le dernier sur son vaisseau, le premier jour de janvier 1523, toute la flotte appareilla et s'éloigna de l'île sur laquelle ses yeux restèrent longtemps attachés.

« Après quelques jours de navigation, ils furent surpris par une violente tempête qui les dispersa parmi les îles de l'Archipel ; plusieurs vaisseaux furent dématés ; quelques-uns, trop chargés, coulèrent bas. Les malheureux Rhodiens jetèrent dans la mer leurs ballots et leurs effets ; enfin, le grand maître s'arrêta à la vue et dans la rade de Sitia. Comme il n'y avait pas deux vaisseaux ensemble, ils arrivaient les uns après les autres : ce fut même cette dispersion qui les conserva, et si les vents par leur violence ne les eussent pas séparés, ils se seraient brisés les uns contre les autres, en sorte que la rencontre d'un vaisseau aurait été aussi funeste que celle d'un écueil.

« Enfin, tous se réunirent auprès du grand maître. On vit arriver successivement le commandeur d'Airasques, le bailli de Lango, tous les chevaliers qui étaient sous leurs ordres et la plupart des habitants des îles et des places de la religion qui les avaient rejoints, voulant suivre la fortune de leurs souverains. Après que tout ce monde fut débarqué, l'Île-Adam en fit une revue générale, hommes, femmes,

enfants ; tous se trouvaient sans vivres, sans subsistance, et quelques-uns, dont on avait jeté les hardes à la mer, étaient demi nus et sans linge.

« Le grand maître, qui avait soutenu avec tant de fermeté la perte de ses États, à la vue de ce peuple désolé, ne put contenir ses larmes ; il fit venir à ses dépens, des villes voisines, des vivres, des étoffes et de la toile pour rhabiller ceux qui en avaient besoin. Ce prince, joignant à des secours si solides, des secours animés par la charité, les assura que l'Ordre partagerait avec eux des biens sur lesquels, leur dit-il, les pauvres avaient toujours les premiers droits. Le peuple ne répondit à des sentiments si tendres et si touchants que par des vœux pour la durée d'une vie si bienfaisante ; chacun accourut pour lui baiser la main ; tous l'appelaient leur père, et ce nom, si doux aux âmes généreuses, fit plus de plaisir à ce grand homme, que le titre de prince et de seigneur, qui était dû à sa dignité. »

Cette élite des chrétiens de Rhodes vint donc mêler son sang au peuple maltais, et quand on songe à la vie de luttres héroïques que, de génération en génération, ces deux populations de Rhodes et de Malte eurent à soutenir sous la conduite des chevaliers, aux grands exemples de valeur qu'ils en reçurent, à l'influence que doit exercer à la longue, sur l'organisation intellectuelle et morale de l'homme, ces deux idées passées à l'état de préoccupation constante : *honneur et foi*, on comprend pourquoi les Maltais portent encore aujourd'hui un cachet d'énergie, de gravité, de passion profonde qui force l'estime et qui les distingue entièrement des populations de l'Italie.

Comme nous l'avons dit, le fond de la population est sémitique. C'est le type arabe qui prédomine et qui se reconnaît, particulièrement chez les femmes. On n'a pas assez célébré la beauté et la vertu des femmes maltaises. Cela tient peut-être à ce qu'elles se cachent et que ceux qui pourraient en parler, voyageurs et marins, ne les ont jamais vues.

Habitant de l'île pendant plusieurs années, j'ai eu l'occasion de les rencontrer dans le seul lieu où, hors de leurs demeures, on les rencontre, c'est-à-dire à l'église ; sur plusieurs milliers de femmes agenouillées tous les jours sur la dalle, enveloppées dans leur mante de soie noire, je puis dire que je n'en ai jamais vu une seule qui n'eût, soit dans l'élévation du type, soit dans la perfection du visage, un genre de beauté fort remarquable. Les mains, surtout, sont d'une finesse incomparable. Cette petite main qui retenait la mante croisée sur la poitrine, était invariablement celle de la Vénus de Médicis. Ce type est tellement persistant, que je ne me

souviens point d'avoir vu une mante relevée par une main d'un autre modèle. Les yeux noirs et fendus des femmes arabes sont, non moins invariablement, ceux des femmes maltaises. Le teint est toujours mat et pâle, la démarche vive et légère, l'allure craintive et sauvage. Excepté dans quelques familles aristocratiques, les étrangers sont sévèrement exclus de leurs foyers. J'ai entendu des officiers de l'escadre anglaise se plaindre de n'avoir jamais pu, sous aucun prétexte, pénétrer dans une maison maltaise de bourgeois ou de pauvres gens. La part du feu n'a jamais été faite aux dépens de la population de l'île; mais exclusivement composée de quelques étrangères, Italiennes, Grecques ou Anglaises.

Le costume national, dont la pièce à caractère est la *faldetta*, assez semblable à la mantille espagnole, mais en étoffe épaisse de soie noire, contribue à la dignité extérieure des femmes maltaises, en favorisant leur modestie par sa coupe et par son uniformité. Il se compose d'une jupe de taffetas noir ample et longue, d'un morceau de même étoffe, carré long, qui couvre la tête et tout le corps jusqu'au-dessous de la ceinture. Ce costume se jette, quand on veut sortir, par-dessus la robe de mousseline que l'on porte dans sa maison, et rend exempt de toute variation de mode et de toute recherche de toilette. Rien n'est plus commode, plus joli, plus décent; la femme du peuple a son vêtement de soie noire, moins frais et moins riche, mais en tout semblable à celui de la femme du monde. Il était d'un usage général encore il y a vingt ans, et l'on regrette que, dans les familles aristocratiques, les jeunes femmes l'abandonnent aujourd'hui à leurs mères et à leurs aïeules.

Ces familles aristocratiques sont, comme partout, la portion de la population où les mœurs nationales tendent le plus à s'effacer. Elles ne conservent bien intacts que leurs noms qui sont caractéristiques et sonnent aux oreilles comme le cliquetis des armures ou comme l'écho des âges durs pendant lesquels elles ont fait les œuvres qui créent les titres de noblesse : *Ferroleone*, *Tagliaferro*, *Tagliatesta*, *Sasso-Ferrato*, *Testaferrata* : Lion-de-fer, Coupe-fer, Coupe-tête, Pierre-ferrée, Tête-ferrée, tous ces noms semblent des sobriquets ou des noms de guerre, donnés à d'intrépides écuyers par des chevaliers de Malte, bons juges de la valeur. Ces familles, en se mêlant aux étrangers, agrandissent le cercle de leurs idées, mais perdent leur caractère. Plusieurs même ont contracté avec des Anglaises des mariages qui ont déjà fait disparaître en partie leur type physique.

Mais le peuple, le plébéien maltais, est resté lui-même attaché à sa foi avec une noble fidélité à toutes les obligations qu'elle impose; il procrée de nombreux enfants, se confiant en la Providence

du soin de les nourrir, et la Providence répond à sa confiance en donnant à sa race le génie de l'émigration, l'industrie, le courage.

Le Levant et l'Afrique regorgent de Maltais qui exercent, comme les Juifs, mille petits métiers lucratifs, et l'on calcule l'émigration annuelle au chiffre fabuleux de deux mille habitants, sur une population qui ne dépasse guère cent mille. Malgré cela, le territoire de Malte continue à être le plus peuplé de l'Europe, ce qui tient d'abord à la cause que j'ai indiquée, ensuite à ce que les femmes ne prennent point part à cette émigration. Quand, aux fraîches heures du soir, on parcourt les rues de la Valette, on les trouve littéralement encombrées d'enfants, qui en rendent la circulation impossible. De chaque porte, sort une nuée de bambins qui se répandent sur le trottoir. Les familles de douze enfants sont communes et ne passent point pour des familles nombreuses, et, chose digne de remarque, tandis qu'ailleurs le nom de prolétaire est synonyme de pauvre et que le pauvre a seul l'honneur d'accomplir le premier commandement fait à l'homme, à Malte, la fécondité n'est pas plus grande dans le peuple que dans l'aristocratie : tout le monde obéit scrupuleusement à la loi. Le Maltais se marie ordinairement à vingt-cinq ans ; les parents et les prêtres l'y encouragent ; les propriétaires ne s'y opposent point, et pour que la misère n'y soit point un obstacle, ils ont fondé, dans les villages, des dotations de vingt-cinq à deux cent cinquante écus, en faveur des jeunes époux. Le gouvernement anglais, dans la vue de rétablir l'équilibre entre la population et les ressources fournies par le territoire de l'île, avait eu la pensée d'introduire dans la loi des dispositions qui fixassent l'âge auquel il serait permis de contracter mariage ou qui permissent d'en prononcer l'interdiction lorsque les parties ne justifieraient pas d'un certain avoir ; mais cette proposition a été justement repoussée dans le Parlement, comme portant atteinte à la liberté individuelle, et a rencontré la réprobation des Maltais, comme blessant le sentiment religieux. On s'est donc borné à encourager l'émigration et, malgré les efforts tentés dans ce sens, malgré l'esprit aventureux et hardi de ce petit peuple qui se répand sur tout le littoral de la Méditerranée, la population est encore, comme nous l'avons dit, la plus dense de l'Europe, s'élevant à quatre cent quatre-vingt-dix âmes par mille carré, y compris les parties incultes de l'île. Les productions du sol ne suffisent à l'alimentation de cette population que pendant cinq mois de l'année. Cependant, l'abondance sous le régime de l'Angleterre règne dans le pays et y régnait davantage sous celui de l'Ordre.

D'ailleurs, la sobriété du Maltais est proverbiale et prodigieuse. On voit des familles de paysans, composées de huit personnes,

vivre de 4 kilos de pommes de terre par jour, avec 1 livre et demie de pain et cinq centimes d'olives salées, ou de fruits de caroubiers. Beaucoup de courage et de dignité bannit l'aspect de la misère.

Tout est marqué, à la Valette, au cachet de l'Ordre qui l'a illustré. Cette nouvelle capitale a été presque entièrement bâtie par lui, Città Vecchia n'occupant point une position stratégique en rapport avec les grandes destinées militaires auxquelles ce petit coin de terre était désormais appelé. Construire est facile à Malte; il n'y a qu'à entailler le bloc de calcaire dont l'île est formée, pour obtenir de très-beaux matériaux de construction. Cette pierre est si fine, si homogène, si blanche, qu'on s'en sert pour de charmants ouvrages de sculpture, et qu'elle se prête à toutes les délicatesses du ciseau. On en fait des vasques avec figurines et guirlandes, pures, souples, légères, comme des pâtes tendres de Sèvres; des vases chargés d'ornements très-finis; des corbeilles à jours, et mille objets de luxe qu'on exporte surtout à Constantinople. C'est de cette matière, qui serait précieuse si elle n'était abondante, que sont construits tous les ouvrages de maçonnerie, maisons, palais et travaux de fortifications. Elle est si belle et si facile à travailler, qu'on en a transporté beaucoup dans le Levant pour bâtir, comme on eût transporté du marbre.

Malheureusement, ce calcaire n'a point, comme le moellon de Paris, l'avantage de durcir à l'air. Il reste spongieux et absorbe aisément l'humidité de ces climats où des rosées quotidiennes équivalent à des pluies abondantes; aussi les appartements ne peuvent-ils être décorés de papiers peints qui se décollent et qui tombent. Des peintures à l'huile sont les décorations qui leur conviennent. Elles s'harmonisent bien, d'ailleurs, avec les vastes proportions de ces demeures construites par les chevaliers, et à leur taille. Dans ces maisons, jadis des palais, devenues des habitations bourgeoises, j'ai vu des salons grands comme des basiliques où les mesquins mobiliers modernes s'engouffraient comme s'engouffrent les bataillons français dans Saint-Pierre de Rome. Je me souviens d'un salon, chez le capitaine de port, officier d'un rang modeste, dans lequel trois meubles, composés de vingt-cinq sièges chacun, conjuraient à peine la nudité des lieux. Ces demeures particulières ont été construites par les chevaliers riches et profès depuis longtemps. Ceux qui n'avaient point de fortune personnelle ou que leur âge peu avancé astreignait plus étroitement aux règles de la vie religieuse, trouvaient dans les somptueuses auberges de leur langue un abri digne de leur naissance. Ces huit auberges, appartenant aux huit langues : Provence, Auvergne, France, Italie, Aragon, Angleterre,

Allemagne et Castille subsistent encore dans toute leur beauté.

Leur architecture est ample, forte, plutôt expressive de la richesse et de la puissance que du goût et de l'idéal. Du reste, l'abondance des matériaux et la facilité du travail dans le calcaire tendre devait créer, pour l'architecte et le sculpteur, une tentation d'abuser du ciseau. Les façades sont chargées d'ornements majestueux, mais trop luxuriants; car c'est surtout sous le ciel pur de la Méditerranée que doit régner le culte des lignes et qu'il est nuisible à l'harmonie d'un édifice de donner à mordre au soleil une foule de points saillants.

Cependant, cette richesse abusive, dont il faut faire remonter l'emploi principalement à l'époque où régnait le goût du chevalier Bernin, donne à la ville quelque chose de somptueux et de monumental, qui s'allie bien à ses grands souvenirs. Le palais de la Grande-Maîtrise tombe moins que les autres dans le défaut que nous avons signalé. Évidemment, il appartient à une époque antérieure, où prévalait un goût plus sobre. Il a la majesté des formes simples et des grandes dimensions. Il a surtout celle des nobles et vaillants hommes qu'il a abrités. J'ai gravi avec respect l'escalier en spirale, fait de degrés assez larges et assez bas pour que le grand maître, lorsqu'il était arrivé à la vieillesse, pût monter à ses appartements sans descendre de cheval. J'ai dîné avec recueillement dans la vaste salle, où les Éminences et les Altesses Sérénissimes (c'étaient les titres attachés à la Grande-Maîtrise), debout dans leurs cadres, regardent passer nos chétives générations. — Vous le voyez, me dit gracieusement mon amphitryon, le gouverneur anglais, sir J. Le-merchant, vous êtes ici en pleine France, la plupart de ces vieux héros étaient français.

Le lendemain, je me retrouvai encore en pleine gloire de la France, dans l'église Saint-Jean, aujourd'hui la cathédrale, autrefois église chapitrale de l'Ordre; je n'y foulais presque que des sépultures françaises. Le pavé du monument est presque tout entier formé de mosaïques, représentant ces armoiries et ces couronnes, « qui formaient toutes ensemble, selon l'expression heureuse du P. Lacordaire, la couronne totale de la France » : Pontevès, Castellane, Villeneuve-Trans, Villeneuve-Bargemont, de la langue de Provence; Lastic, Villiers, Naillac, La Cassière, Verdale, Villaret et tant d'autres. La noblesse française a fourni à l'Ordre le plus large contingent. Des huit langues ou nations qui le composaient, trois étaient françaises, et n'étaient pas les moins nombreuses. Les héros épiques de l'Ordre, Villiers de l'Île-Adam, d'Aubusson, la Valette, étaient des nôtres.

Les riches monuments en bronze et en marbre qui décorent les chapelles latérales, et appartenant chacune à une langue particu-

lière, rappellent tous le même sujet : les exploits accomplis par cette langue, et représentent, autour des sépultures des grands maîtres qu'elles ont fournis, des Maures enchaînés. Cette répétition est inévitable. Je regrette de n'avoir point conservé la description de chacun avec le nom du héros qu'il commémore, et l'épithaphe, dont la monotonie est glorieuse et touchante, puisqu'elle redit toujours vaillance et foi¹.

L'architecture de Saint-Jean est celle de la basilique normande; mais elle n'appartient franchement à aucun ordre. Construite sous le grand maître La Cassière, par un architecte maltais, Cassar, elle se ressent de la confusion qui régnait dans l'art, à cette époque de transition. Elle est belle, comme les autres monuments de Malte, parce qu'elle est vaste, riche, puissante; parce qu'elle parle de grandes choses, non parce qu'elle présente un spécimen pur de l'art. Le plafond, peint à fresques par Mathias Preti, célèbre la gloire du patron de l'Ordre, en racontant la scène qui coûta la vie à saint Jean. Le cartouche l'explique pour les inintelligents, et porte les mots par lesquels l'inceste, autorisé par les premières législations pour la multiplication de l'espèce, a été banni de la société chrétienne. Le doigt impérieux du saint accentue les paroles qu'il prononce d'un geste tellement ferme et précis, qu'on y sent l'autorité, non du philosophe ou du sage, mais du prophète et du législateur inspiré.

Cette page immense couvre toute la nef principale, laquelle n'occupe pas la totalité du monument, que complète un double rang de ces chapelles dont j'ai parlé, affectées aux différentes langues, fermées de grilles massives, et qui rapprochent plus l'église du plan de la cathédrale gothique que de celui de la simple basilique. A l'extrémité à droite, la chapelle de la Vierge, consacrée à la garde du saint Sacrement, plus grande que les autres, et semblable, par sa forme et sa décoration, à un salon du Vatican, renferme le monument d'un chevalier de Gonzague, proche parent, frère, je crois, de l'impératrice d'Autriche, Éléonore. Elle est toute tendue de damas sombre, et donne accès sur les stalles du chœur-par des portes cachées sous les tentures. Je m'y oubliai un jour; on ferma les grilles, et l'embarras de ma situation me fit découvrir des issues secrètes, pratiquées pour les pieux chevaliers.

Deux clefs gigantesques, rouillées, grossières, appendues à un pilier de la chapelle, attirent les regards. Ce sont les clefs de Rhodes, emportées par l'Ile-Adam, comme une protestation contre

¹ M. le comte de Villeneuve-Bargemont en a donné des dessins dans son ouvrage : *Monuments des Grands Maîtres de l'Ordre de Jérusalem*. Paris, 1829.

l'injuste fortune. Il en avait fait une condition de la capitulation, en signe qu'il gardait l'honneur des armes.

L'élément qui domine dans Saint-Jean, après l'élément français, est l'espagnol. Beaucoup de pierres tumulaires l'attestent, et aussi la décoration de l'édifice, qui est lourd et surchargé, comme dans les églises d'Espagne. De l'or, de l'or, encore de l'or ! J'en ai vu dans l'Amérique du Sud, où il y en avait partout, à l'exception du dalage. Tout celui-ci a été répandu par le grand-maître Cottoner, et puisé dans sa cassette particulière. Cette façon de mettre aux pieds de Dieu, non les trésors de l'intelligence humaine sous la forme du beau idéal, mais les trésors grossiers de la matière, sont plus l'idolâtrie que le génie chrétien. L'Ordre eût peut-être échappé à cette perversion du sens artistique religieux, sans l'influence qu'exerça sur lui le patronage de Charles-Quint et, par suite, l'élément espagnol tout entier.

Je marchais sans guide et à la découverte dans les rues de la ville, car on ne trouve point ici, comme je l'ai dit, cette foule de cicérone mendiants et importuns, qui assaillent le voyageur à son arrivée dans les ports d'Italie. Il y a beaucoup de charme à se promener ainsi seul, et à s'égarer dans les régions inconnues. Les objets frappent mieux les yeux quand ils se présentent seuls et d'eux-mêmes. Le cicérone et son insupportable babil devraient être exclusivement réservés aux voyageurs à tablettes et aux Anglais. Mais celui qui fait autre chose que de la topographie et de la statistique en voyage, devrait être laissé à lui-même et à l'impression-vierge du nouveau. Je m'orientais fort mal dans les rues étroites, où la dalle, lisse et inclinée, donne une pente rapide aux eaux ; où les balcons des deux côtés opposés se baissent, et les maisons se protègent mutuellement contre les ardeurs du soleil. Il y a du silence, du calme, de la solennité dans ces petites rues. Il ne me déplaisait point de m'y égarer. Je songeais que ces demeures particulières des chevaliers n'avaient peut-être pas été toujours des séjours austères. De vieux voyageurs ont raconté des embarquements de chevaliers pour leurs expéditions contre les Maures, pendant lesquels leurs amies explorées échangeaient avec eux, *coram populo*, des signes d'adieux sur les remparts. Les femmes de Malte sont farouches aujourd'hui à l'égard des Anglais protestants et des étrangers de passage ; mais l'étaient-elles bien autant avec leurs nobles seigneurs, parés de tous les charmes de la piété et de la valeur ? Enfin, pour en revenir à ces vieux balcons, ils n'étaient pas tous habités par des barbares, et ils se prêtaient merveilleusement aux escalades. Ce n'était pas sur ce chapitre que les maîtrises exerçaient leurs rigueurs. Ce qu'elles défendaient surtout, c'étaient les divisions, les querelles, les haines,

qui pouvaient tendre à affaiblir l'Ordre, et les prévenir n'était pas facile. A l'époque où les chevaliers avaient complété leur établissement à Malte, le duel était devenu une véritable fureur en Europe ; c'était une maladie épidémique, le prurit du point d'honneur. Tous les souverains avaient été forcés de faire des lois contre le duel, et de les faire exécuter avec une extrême rigueur. Les grands maîtres, seuls, n'avaient pu porter une atteinte si manifeste aux principes romantiques de chevalerie, sur lesquels l'Ordre était fondé. Mais ne pouvant proscrire le duel, qui était écrit partout dans les mœurs et dans les traditions des chevaliers, ils avaient essayé d'en régler l'usage. A tous les angles des rues, le soir, on entendait sous les lanternes le cliquetis des épées. Sur tous les murs on voyait des croix rouges, qui disaient aux passants que là était mort un chevalier. On fit d'abord placer une madone au-dessus de chaque lanterne ; mais vainement confia-t-on à la vénérable image le soin d'inspirer aux combattants le respect de l'esprit chrétien. Les grands maîtres ordonnèrent alors que les duellistes videraient leurs querelles dans une rue unique de la ville ; que s'ils se battaient ailleurs, ils encourraient des peines sévères. Ils voulaient éviter, du moins, ainsi, les entraînements spontanés de la colère, et conserver au duel le caractère juridique qu'il avait aux premiers âges. Inutiles efforts ! On raconte encore aujourd'hui, à Malte (mais ce fait ne se trouve point consigné dans les annales de l'Ordre) que le mal vint à un tel point, qu'un grand maître ordonna que les coupables fussent cousus et lancés à la mer ; que cet ordre rigoureux fut une fois exécuté, et que loin d'atteindre le but qu'on s'était ainsi proposé, on ne fit qu'ajouter à tous les motifs d'orgueil qui poussent au duel, le désir de braver un danger nouveau.

Enfin, on trouva le vrai correctif, en le puisant dans l'esprit même de l'institution, et l'on établit l'usage que les combattants, quelle que fût la légitimité du motif de leur querelle, rengaineraient à l'instant, sur l'injonction d'un prêtre, d'une femme ou d'un chevalier. Personne ne manqua jamais à ce devoir de convention, et comme les rues étaient toujours traversées par des chevaliers, des femmes ou des prêtres, le mal fut grandement atténué. Le duel demeura en grand honneur, ce qui était le point essentiel, et l'on raconte un fait singulier qui prouve combien il était à la fois dans les mœurs et dans les statuts. C'était vers l'année 1760. Deux chevaliers s'étant pris de querelle à une table de billard, un d'eux s'oublia jusqu'à frapper son adversaire : mais à l'étonnement de Malte tout entier, où l'on n'avait jamais rien vu de pareil, après une provocation si grave, pris d'un scrupule religieux, il refusa de se battre. A plusieurs reprises l'insulté demanda réparation et ne put l'obtenir. On fit con-

naître au coupable les conséquences [de son refus; rien ne put le décider à entrer en lice. Il fut condamné à faire amende honorable dans l'église de Saint-Jean pendant quarante-cinq jours de suite; à être ensuite enfermé dans un donjon sans lumière pendant cinq ans; après quoi il dut rester confiné pendant sa vie tout entière. L'infortuné jeune homme qui avait reçu l'insulte eut part à la disgrâce du coupable, par la seule raison qu'il n'avait pu laver son honneur dans le sang de son adversaire; car si la loi, dans d'autres pays, punissait ceux qui se battaient, elle punissait à Malte ceux qui ne se battaient point.

Je pérégrinais au hasard dans ce champ de souvenirs, quand je me vis tout à coup transporté dans un autre monde. J'avais, sans le savoir, gagné une plate-forme élevée, et, sur cette plate-forme, une petite éminence disposée en jardin et surplombant la mer. Quel est, grand Dieu! ce magnifique spectacle? Trois bassins d'azur, enfermés dans des murailles d'une élévation prodigieuse, hérissés de mâts gigantesques; toutes les splendeurs de la puissance maritime anglaise entassées entre des fortifications de titans! Quel port! quelles défenses! Ce beau travail a été fait en grande partie par l'Ordre, mais il est encore au niveau des besoins modernes et des besoins de l'Angleterre. Ces bassins abriteraient la moitié de la flotte de la Grande-Bretagne; ces colossales murailles sont taillées dans ce calcaire tendre qui les rend indestructibles, car les boulets s'y enfoncent et s'y perdent sans les entamer. Les engins modernes, les projectiles explosibles peuvent, en éclatant à la surface, leur causer plus de dommages; mais plus la matière est molle, moins le dommage est considérable; et, comme ces trois bassins sont défendus par des hauteurs bastionnées, hérissées de canons et littéralement couvertes de munitions, on peut dire que Malte n'est pas moins imprenable pour la marine moderne qu'elle ne l'a été pour les flottes des Turcs. « Il est heureux, disait le général Caffarelli en 1798, qu'il se soit trouvé dans la cité Valette quelqu'un pour en ouvrir les portes à l'armée française. »

Il est certain que cette position militaire est aussi forte que celle de Gibraltar. Autour des trois bassins s'étendent trois bourgs qui, politiquement, font partie de la Valette, mais qui, géographiquement, en sont complètement distincts: la cité La Sangle, fortifiée par le grand maître Claude La Sangle, dont elle prit le nom avec l'épithète d'*Invitta*. Elle avait mérité ce glorieux surnom parce que, lors du siège de Malte en 1565, ses habitants étaient demeurés sourds à toutes les offres que leur firent les Turcs pour ébranler leur fidélité à l'Ordre et s'étaient défendus avec une valeur extraordinaire; la cité Victorieuse, dont le nom dit les exploits, et la cité Cospicua, nom-

mée aussi Burmola, bâtie au pied de la colline Sainte-Marguerite.

Les bourgs et les bassins sont couronnés de forts, de batteries, de redoutes, de retranchements, de bastions, de contre-batteries, de tours qui se continuent tout autour de l'île, et donneraient matière à tout un traité de fortifications. Nous n'en avons retenu que les noms, surtout ceux qui sonnaient bien à nos oreilles, parce qu'ils étaient des noms français : Vendôme, Pontevès, Vignacourt, Espinasse, Louviers et Chambray, que nous eûmes occasion de voir plus tard dans l'île de Goze. Le plus vaste pourtant de ces travaux a été fait sous le magistère du grand maître Nicolas Cottoner, de la langue d'Espagne, le même qui a fait, à ses frais, la décoration de l'église chapitrale, et dont la fortune personnelle a servi à rehausser la gloire : c'est le fort Saint-Elme, appelé aussi fort Cottoner, formé de huit bastions qui battent l'entrée des trois ports. Le zèle des grands maîtres et la nécessité de se garder contre l'acharnement incessant des Turcs, n'a laissé aucun point de l'île sans défense. Une ceinture de travaux qui se soutiennent mutuellement, suivent les anses, les saillies, les sinuosités des côtes, et décrivent une sorte de croissant dont les extrémités s'ouvrent au sud et à l'ouest, et au sommet duquel est la Valette, la Valette *Umilissima*, ainsi que voulut, dans une pensée chrétienne, la surnommer son fondateur, en se prévalant d'un usage qui existait alors en Italie de baptiser d'un surnom toutes les villes.

Je contemplais de mon observatoire le spécimen de la puissance anglaise qui s'étalait sous mes yeux, la force des navires, l'activité répandue sur les quais, dans l'arsenal et les bassins de carénage, la richesse des magasins où les approvisionnements regorgent, l'air de satisfaction qui éclate dans la démarche des officiers de marine, même des simples matelots. Je songeais à ce mélange de qualités et de défauts qui a fait la grandeur de l'Angleterre ; à la scélératesse qu'elle emploie parfois pour acquérir et la sagesse avec laquelle elle sait user de ses acquisitions ; à son génie militaire, à l'usage qu'elle sait faire du libéralisme (elle a rendu à elles-mêmes les îles Ioniennes, ne conservant sur elles que les droits qui lui rapportaient quelque avantage) ; j'étais à cent lieues des souvenirs épiques de Malte, et je me livrais à toutes les amertumes du siècle présent, quand une voix près de moi murmura ces mots : *Là giù sono sepolti i francesi*. Ce n'était point un plébéien maltais qui parlait ainsi : d'abord les gens du peuple, à Malte, ne parlent guère plus que les Arabes ; ils ne prennent jamais l'initiative de la conversation et se bornent à répondre quand on les interroge ; ensuite leur dialecte, presque entièrement arabe, ne ressemble point à la langue italienne. Des amants passionnés de l'antiquité ont voulu qu'il dérivât, quand même, du phéni-

cien ; d'autres de la langue punique. Ceux-ci eussent fait une belle découverte si seulement elle eût été vraie ; mais, bien que le palois maltais n'eût, comme la langue de Carthage, point d'alphabet connu et qu'il n'en doive un qu'à l'invention de Vassali, ce n'est très-évidemment qu'un arabe corrompu, mêlé de quelques mots de la langue franque. Je levai la tête et je vis un jeune prêtre que j'avais connu à Rome et qui me désignait du doigt un bâtiment éloigné. Ce bâtiment était le lazaret, lieu où les navires font leur quarantaine, et dans son enclos, converti en cimetière, des centaines de Français avaient trouvé un dernier asile pendant la guerre de Crimée. On voyait une forêt de petites croix blanches qui brillaient au soleil. Pauvres enfants de la patrie ! Ils revenaient blessés ou malades, et dans leurs poitrines mourantes il y avait, sans doute, un cri vers leurs mères, une aspiration vers la France. Ils demandaient à les revoir avant de mourir ! Ils avaient calculé leurs forces : elles dureront jusque-là ! s'étaient-ils dit. Nous vivrons jusqu'à ce jour ! Et leur espoir a été trompé ! Et le navire les a déposés dans le lazaret de Malte ! Ils se sont couchés sur la route et ils sont morts sur le chemin !

J'oubliai tout pour pleurer sur leur tristesse. *La mort n'est rien, c'est le mourir.* Et le mourir loin de tout ce qu'on aime ! Le mourir seul au milieu d'angoisses ignorées ! Oh ! béni soit celui qui a mis des espérances sur les tombes ! Béni soit celui qui a promis qu'il n'y aurait point de séparations éternelles !

Une autre voix me tira de mes réflexions. C'était le très-poli baron de Testaferrata qui me saluait. J'avais été présenté à sa famille, et il voulait bien me faire les honneurs de son pays. Je levai la tête et je vis le petit jardin que j'avais trouvé solitaire, tout rempli de promeneurs. Décidément c'était un lieu de rendez-vous pour les oisifs et l'heure de la promenade était venue. Partout où il y a des Anglais et des Anglaises, les promenades sont très-fréquentées, l'animation règne et la solitude est introuvable. Ce sont les marcheurs et les marcheuses les plus déterminés que je connaisse ; on les rencontre en tous lieux et à toute heure. Dans cette foule, il n'y avait pas une Maltaise, et, sauf le baron qui avait voyagé sur le continent, en avait pris les mœurs et y avait épousé une Anglaise, il n'y avait peut-être pas un Maltais non plus. Les hommes de Malte se mêlent à la vie publique au point de vue des affaires ; ils occupent des emplois dans l'administration, dans l'armée ; ils sont avocats, journalistes même ; mais ils conservent, dans toute la mesure où leurs occupations le permettent, l'amour de la retraite et du silence. Ils laissent le *forum* à leurs dominateurs. Les Anglais ont à Malte, comme ailleurs, l'art de se mêler aux autres peuples sans jamais se confondre avec eux ;

c'est en partie ce qui fait leur force. Ils sont généreux et libéraux ; mais avant tout ils sont Anglais. L'administration à Malte est irréprochable ; elle affecte de laisser aux populations la constitution de la force publique. Le chef de la police, M. Zimelli, et tous ses agents étaient Maltais. Deux régiments maltais font le service de l'île et des remparts ; ils sont commandés par des officiers maltais, non moins bien payés et bien traités que les officiers anglais. En réalité, la vraie force militaire réside dans la marine et dans la garnison des forts. Le *Royal artillery* et le *Royal infantry* maltais, malgré leur valeur incontestable, sont de simples troupes d'opéra-comique. Mais savoir être maître sans en avoir l'air, faire de sa domination l'instrument du bien-être et de la prospérité d'un pays, est une politique sage et de bon goût dans laquelle les Anglais excellent. Cependant, je le répète, malgré leur libéralisme incontestable, les Anglais demeurent étrangers aux populations au milieu desquelles ils s'établissent. Ils ne dédaignent pas plus sur elles que celles-ci ne dédaignent sur eux. Les mariages pourraient seuls fusionner cette race, dont le cachet est aussi dur, aussi indélébile que celui du peuple juif ; mais il y a peu de mariages entre Anglais et Maltaises. Les femmes de Malte sont rebelles à l'étranger ; tout au plus quelques rares Anglaises fixent-elles leur attention sur la beauté sémitique des Maltais, dont le type hardi et vigoureux est bien fait pour exciter l'admiration, et les attirent-elles dans le lien conjugal par l'appât de leurs guinées.

L'aimable baron entreprit de me faire voir tous les points de vue qu'offre son île. Ce n'était plus un cicerone à l'italienne, qui me faisait une escorte importune, c'était un homme du monde, doué de cette politesse exquise qu'ont les hommes du monde en Italie. Il avait longtemps habité Rome ; il aimait et connaissait les arts plus qu'en général ses compatriotes. C'était, comme tout *dilettante* et *cavaliere* de Rome, de Naples ou de Florence, un Athénien de Périclès. Mais il y avait bien des choses qui ne pouvaient frapper sa vue, précisément parce qu'elles faisaient pour ainsi dire partie de lui-même. De même qu'un homme ne vous dit point : « Attendez, je vais vous montrer une originalité, » et que s'il le faisait, cette originalité ne serait point vraie ; de même, l'habitant d'un pays ne sait jamais vous en faire remarquer les côtés les plus intéressants : il ne les voit point, c'est à vous de les trouver ; vous seul êtes assez dégagé de l'habitude pour les bien saisir. Tandis que mon hôte me montrait avec complaisance les constructions modernes et les travaux exécutés par l'Angleterre, je regardais le vieux couvent des franciscains de Terre-Sainte qui couronne la ville, et semble relier à travers les siècles les deux bouts de son histoire. Pendant qu'il me faisait remarquer les bateaux-transports qui arrivent de Sicile chargés de bestiaux, et as-

surent l'abondance à Malte pour l'escadre et la population, je suivais de l'œil un troupeau de chèvres qui traversait les rues derrière un pâtre maltais, aux grands yeux arabes et aux longs cheveux noirs, portant dans ses bras un chevreau bêlant, que sa mère suivait avec des angoisses maternelles. Où le menait-il? Allait-il le vendre au boucher, ou bien était-ce une ruse pour accélérer la marche de la pauvre chèvre, dont les mamelles touchaient le sol? J'avoue que moi-même j'en étais inquiet, l'homme est partout si cruel, même l'homme pasteur, même celui auquel la nature de son travail devrait donner des mœurs douces, et qui, ayant le temps de songer, devrait avoir celui de sentir!

La chèvre à Malte est le génie du paysage. Il semble que ce rocher ne s'élève du sein de l'azur que pour lui servir de piédestal. On la voit partout couronner les hauteurs escarpées, et, debout en silhouette sur le ciel, embrasser de ses pieds de devant et caresser de sa tête gracieuse quelque ronce légère ou quelque figuier de Barbarie. Elle se promène sur la crête des murs à sec et cueille les ravenelles dans les fentes des pierres. Sa sobriété est un prodige, la source du lait qui remplit ses mamelles un problème. De quoi se nourrit-elle? Il n'y a presque rien à manger pour elle à Malte, point de bois, peu de pâturages, et cependant aucune espèce de chèvre au monde n'est si belle, si fière, si productive. Elle lèche la pierre, hume le soleil et danse dans l'azur.

— Il faut aller voir le jardin de San Antonio, me dit le baron. Toutes les villes du monde, petites ou grandes, ont leur Eden, dont elles sont fières. On n'est pas deux heures à Bruxelles avant de s'entendre dire : « Il faut aller voir le bois de la Cambre ; » deux heures à Vienne : « Avez-vous été à Schoenbrun ? » (notre Versailles) ; deux heures à Amsterdam : « Allez à Harlem. » Les Anglais seuls, quoi qu'ils soient très-amoureux de la verdure de Richmond, ne s'empres-sent point d'en parler : en toutes choses, leur hospitalité ne va guère au-devant de vous et ne se jette point à la tête des gens. Les Maltais sont très-justement fiers de leur jardin de San Antonio ; et, en effet, si jamais jardin a rappelé celui des Hespérides, aux pommes d'or, c'est bien la résidence champêtre des anciens grands maîtres, aujourd'hui celle des gouverneurs. Je ne sache pas pourtant que ledit jardin des Hespérides ait jamais été très-exactement décrit, mais une imagination poétique le verrait volontiers dans ces berceaux de saules-pleureurs et d'orangers qui pendent sur des bassins dormants ; dans ces guirlandes d'oranges, de limons, de cédrats qui se balancent au-dessus de l'eau, dans la brume légère des gazons humides et des climats chauds. Le jardin de San Antonio ne semble point appartenir au rocher de Malte ; c'est une sorte de cuvette où le

peu de terre végétale de l'île s'est rassemblé, comme l'or dans les bourses des terrains aurifères de la Californie. L'abondance des eaux donne à la végétation une richesse tropicale, mais doit certainement rendre insalubre un long séjour au milieu de ces enchantements. Si ravissant que soit ce lieu, on est pressé d'en sortir. Il y a trop de silence, trop de mystère ; on y respire un air trop doux, trop de parfums. C'est comme ces mets dont les Anglais ne manquent jamais de dire : *It is too good*. L'âme de l'homme ne peut longtemps soutenir tant de contemplation, ni sa poitrine supporter tant de calme. Notre nature physique et morale aspire à la lutte, et l'on remonte avec plaisir sur les hauteurs d'où l'œil embrasse la mer, l'espace et la vie, où les poumons s'emplissent de la même brise dont sont gonflées les voiles des navires !

Il faut, pour que chaque chose ait sa beauté, qu'elle ait tout son caractère. Le jardin enchanté de San Antonio, œuvre d'art due au grand maître de Rohan, et le *Boschetto*, autre création du grand maître Verdale, malgré la riche flore exotique et indigène qui les décore, ne valent pas ce rocher dénudé sur lequel l'industrie humaine est parvenue, en pulvérisant la pierre et en brûlant les ronces, à créer une mince couche végétale qu'elle y retient par un damier de murs à sec. Ces murs sont hauts, pour empêcher le vent d'emporter cette terre, très-meuble et sans cohésion, avec le fond sur lequel elle repose, de sorte qu'il faut regarder comme dans des puits pour voir quelque chose — excepté les orangers — qui ressemble à de la végétation à Malte. Mais au fond de ces puits se trouve une culture maraîchère à faire envie à la Hollande, des légumes exquis, et d'une si belle venue, que j'ai vu des choux-fleurs aussi gros que le siège d'une chaise ordinaire, des melons verts incomparables, des pastèques sucrées comme nulle part ailleurs, et tous les produits recherchés d'une savante horticulture. Les pêches de Malte ont un vieux renom, surtout en Normandie, où les croisés en ont rapporté l'espèce, mais elles ont dans leur sol indigène une saveur et une beauté qu'elles perdent vite dans nos climats. Tandis que les autres contrées de l'Europe méridionale ne connaissent guère que la pêche dure, la pêche jaune et le brugnon, Malte possède la plus exquise espèce de pêche molle dont on ait jamais tenté la culture à Montreuil. Grosses comme les plus grosses oranges, elles se fondent, à la première blessure, en un ruisseau parfumé. Que dire des oranges de Malte, cueillies mûres et mangées sur place sous l'arbre en fleurs ? Nous ne savons en France ce que c'est que l'orange, parce qu'il faut, pour que ce fruit supporte le voyage, qu'il soit cueilli beaucoup avant sa maturité. Malgré cet inconvénient, les oranges longues, les oranges sanguines et les mandarines, expédiées à grands frais, dans de pe-

lites caisses, par les paquebots d'Angleterre, sont des spécimens exquis. Mais quand, dans le pays, on m'apportait de longues branches d'orangers chargées à la fois de fleurs et de fruits, et répandant chez moi un double parfum, je savourais par tous les sens un des plus beaux luxes de la nature. Je l'avais connu déjà dans l'Amérique du Sud, ce luxe de la Pomone tropicale; j'avais vu souvent des rameaux d'orangers pendre dans les sentiers, le poitrail de mon cheval se frayant un passage à travers leurs guirlandes et son pied foulant les fruits détachés; mais l'âpre senteur du *haranjero* d'Amérique est bien moins pénétrante et délicate que l'odeur de l'oranger d'Europe, et l'oranger de Malte, gracieux, souple, non taillé, est le plus élégant et le plus parfumé de tous.

La saison des fruits et des légumes finit à Malte, comme sur tout le littoral de la Méditerranée, quand chez nous elle commence. On mange des petits pois de novembre à mars, et des pêches en décembre. Cependant la nature et l'industrie ont pourvu à ce qu'aucune époque de l'année ne fût entièrement dépourvue de produits végétaux. Il existe une variété de melons pour chaque saison, et chacune de ces variétés est exquise. Chose inattendue, et qui explique le parti qu'on tire de cette poignée de terre végétale dont a été revêtu artificiellement ce rocher stérile, le climat de Malte est un des plus humides du monde. Non seulement ce point isolé au milieu des mers en attire les vapeurs et y opère leur condensation, non-seulement les pluies sont abondantes et fréquentes, mais des rosées qui équivalent à des pluies font ruisseler toutes les nuits les terrasses des maisons. J'habitais une belle maison sur un des sommets de la ville, et je me rappelle que, dans les nuits sereines, des gouttières se formaient au plafond de ma chambre. Mon domestique, ancien maître d'hôtel de M. le duc de la Rochefoucauld, homme fanatiquement soigneux pour son service, ne pouvait défendre aucun objet d'acier contre la rouille qui le dévorait. Les papiers de tenture que j'avais fait coller chez moi, par une manie toute française et un manque de goût dont je m'accuse, tombaient en lambeaux, mes rhumatismes étaient exaspérés; en un mot, l'humidité m'envahissait de toutes parts. Et songer que j'étais allé à Malte, que j'y avais transporté ma maison, établi ma résidence et arrangé ma vie pour jouir d'un climat sec! que tous les médecins avaient partagé mon erreur, qu'aucun voyageur ne m'en avait averti; qu'aujourd'hui encore, le préjugé est général, et que personne ne s'avise qu'un pays si abondant en pêches molles, en légumes frais et en oranges est nécessairement un pays humide! Mais non, dans cent ans, Malte passera encore pour le lieu le plus aride de la terre; tant il est vrai que, pour les hommes comme pour les choses, et pour les choses comme pour les

hommes, une réputation bonne ou mauvaise, vraie ou fausse, est une tunique de Nessus qu'on n'arrache qu'avec la peau !

Malgré l'influence procréatrice de cette abondance d'eau, il y a si peu de terre végétale à Malte, que, sauf l'oranger qui ne pivote point et qui d'ailleurs y reste fort petit, on ne voit pas d'arbres dans l'île. Les murs à sec, échelonnés sur les pentes, présentent de loin l'aspect d'une vaste carrière, et se renvoient les uns aux autres les rayons éclatants du soleil. Des ombres bleues les séparent, et pour rendre ces effets de lumière, la palette d'un peintre épuiserait tout ce qu'elle possède de vermillon, de cobalt et de carmin. Mais qui peindra jamais les splendeurs éthérées que crée le soleil dans ces climats ? Il faut les contempler et puis se soulager de son admiration en élevant sa pensée plus haut encore que vers la beauté terrestre ! Il faut en jouir, et, pour ne s'y point abîmer, se dire que le rayon qui fait surgir ces merveilles va rentrer dans le néant !

L'ancienne capitale de Malte, la Città Vecchia, forteresse des vieux et vrais Maltais, m'attirait plus que les élégances modernes et que les fastuosités des siècles derniers réunies à la Valette. Je voulus y aller seul, car il faut être seul pour marcher sur des tombeaux ! Quel silence ! Pise elle-même, par un soleil d'août, à l'heure de la sieste, est bruyante en comparaison ! La Città Vecchia, désertée par la vie, qui s'est centralisée dans la nouvelle capitale, est endormie dans un éternel sommeil. On ne sait si ses maisons sont habitées encore. Les persiennes sont fermées partout ; l'herbe pousse sur le seuil des portes, et des cactus sauvages s'élancent des murs lézardés. C'est qu'il n'y a plus personne sans doute !... Ah ! si, voilà quelques lambeaux de linge qui se balancent à une fenêtre ! Il y a donc quelqu'un dans cette maison, quelqu'un de vivant encore, car les revenants ne lavent point leur suaire et ne le suspendent point aux rayons du soleil ! Mais que fait là cet habitant solitaire ? Comment ce dernier passager est-il demeuré seul sur ce vaisseau désemparé ? Ah ! mais il n'est pas seul à ce qu'il paraît ! Je crois voir une forme humaine ! Oui, c'est un prêtre qui passe au bout de la rue ! Il a le chapeau à grands bords de Basile et le petit manteau traditionnel ; la culotte courte et le mollet dessiné. Où va-t-il donc ? Qu'est-ce qu'un homme peut bien avoir à faire ici, qu'à se coucher et à dormir à côté de ses devanciers morts ? Boum ! Boum ! le son des cloches éclate ! Je bondis ! Ce n'est pas peu de chose que le son des cloches à Malte. Il y a de quoi briser le tympan le plus solide. Ah ! j'oubliais ! Mais c'est vrai ! Il est deux heures ; il va à l'office ; c'est un chanoine sans doute ! Ne m'a-t-on pas dit qu'il y a les débris d'un chapitre noble à Città Vecchia ? Si vraiment ! Suivons ce prêtre ; il nous montrera le chemin de la cathédrale.

J'entrai, à sa suite, dans un monument style normand des anciens jours. Pas une âme dans l'église; trois chanoines et quatre clercs occupaient seuls le saint lieu. C'étaient les trois officiants d'un éternel et gigantesque service des morts ! Je m'empressai de retourner au soleil. Dieu même me semblait absent de cette église ! Ils étaient trois pourtant réunis en son nom ; mais, en vérité, il n'y avait pas assez de vie en ce lieu pour y attirer Celui qui préside à l'assemblée des chrétiens !

J'errai longtemps dans les rues solitaires sans faire aucune autre rencontre. L'herbe croissait toujours entre les pavés ; des figuiers de Barbarie et des aloès sans culture couronnaient des monceaux de pierres écroulées ; les portes des maisons étaient closes comme les fenêtres ; je ne voyais point de boutiques, cet élément nécessaire de la cité. Comme il n'y a que 8 kilomètres de Città Vecchia à la Valette, les conditions du commerce de détail même n'y existent pas. Cependant, je finis par voir dans des *pulperias* à l'espagnole quelques corbeilles de figues d'Inde et d'oranges, quelques bouteilles d'huile d'olives, quelques petites cruches à deux anses remplies de ce miel, autrefois abondant, qui a fait donner à l'île le doux nom de *Melita*, et trois ou quatre quartiers de chevreau pendus. L'on devine qu'on mange peu, et l'on comprend qu'on n'ait guère envie de manger quand on voit les boutiques de comestibles en Italie, en Orient et généralement dans tous les pays bénis du soleil. La ville de la Valette est une exception unique en son genre. Cela tient à la présence des Anglais, qui savent en tous lieux se procurer et procurer aux autres le confortable et l'abondance. Outre les bestiaux, qu'ils vont, comme nous l'avons dit, chercher en Sicile et qu'ils y font préalablement amener au point d'engraissement convenable, leurs navires y apportent les produits de toutes les parties du monde, et particulièrement de l'Angleterre. On trouve de tout à la Valette, à un prix fort élevé, il est vrai ; mais on peut y avoir une table confortable. Je n'aurais pas voulu dîner, dans un autre temps qu'en carême, à celle du chanoine de Città Vecchia.

J'allais sortir de cette nécropole, quand je me trouvai en face d'une apparition d'un autre âge. C'était la belle et gracieuse fille du baron de Festaferata, qui, à cheval, ses blonds cheveux d'Anglaise sur les épaules, venait, escortée de son père, rendre visite à ses vieux parents paternels, engourdis au fond de quelqu'une de ces demeures solitaires. Elle avait été élevée à Paris, à Rome, en Angleterre ; elle avait l'allure libre, quoique modeste, de la nation de sa mère ; et dans son nimbe de cheveux légers, où se jouait la lumière, elle semblait le génie de la jeunesse au milieu des ruines du passé. Les vieilles douairières et les nobles chanoines qu'elle venait voir de-

vaient être étonnés de cette nouvelle incarnation de leur race. Le baron reprit obligeamment son rôle et voulut me montrer les monuments de la vieille cité. Il me raconta que saint Paul avait prêché et baptisé dans cette église ; que les Sarrasins avaient fait ces ruines des murs de telle autre ; que Città Vecchia, qui s'était appelée aussi Città Modina, Città Notabile, avait changé d'enceinte ; qu'elle occupait jadis un espace trois fois plus étendu, et que les Sarrasins l'avaient ainsi resserrée pour les besoins de leur défense. Puis il me dit : Vous aimez la solitude ; vous êtes malade, et vous parlez souvent de vivre vos derniers jours dans un rayon de soleil. Voyez-vous cette maison élevée, ce palais, pourrait-on dire, par ses dimensions, située sur les remparts de la ville ? Ses derniers habitants sont morts ; une vieille famille vient de s'éteindre dans ses murs. Elle est une des plus neuves et des plus modernes de la ville, car les Sarrasins l'avaient si bien battue en brèche, qu'elle a dû être reconstruite il n'y a pas plus de cent cinquante ans. Savez-vous le prix qu'on veut la vendre ? Trois cents livres sterling ! huit mille francs environ ! Vous pourrez vous y tailler une demeure et abandonner le reste aux génies des ruines.

En vérité, j'étais tenté. Quelle situation pour un rêveur et pour un solitaire ! Dominer comme d'un phare au milieu de la mer ce grand lac d'azur, dont tous les bords racontent quelque triste ou glorieuse histoire et portent l'empreinte des pas de l'humanité en marche de l'Orient vers l'Occident ; cette Méditerranée, qu'enserme la Grèce, l'Espagne et l'Italie ; qu'ont sillonnée Tyr et Carthage ; qui a été l'horizon des Pélasges, le berceau des races latines, le chemin par lequel l'Évangile est venu du côté où se lève le soleil, et où la civilisation s'est frayé de nouvelles voies ! Quel lieu pour méditer, pour prier et pour mourir ! Mais qui a, dans ce monde, la liberté de suivre ces caprices de l'âme ? Notre chemin, à tous, nous est tracé, et nous devons le creuser nous-mêmes comme le bœuf son sillon ! Je n'achetai point l'habitation à jamais veuve de Città Vecchia, et je revins à ma maison de la Valette, où m'attendaient mes serviteurs parisiens, mes habitudes françaises, mes relations d'affaires avec mon pays, et où rien ne manquait au contraste entre mon activité présente et le cadre où j'aurais voulu m'ensevelir. Il me restait pourtant une petite consolation pour le côté poétique de ma nature : ma maison dominait aussi la mer, et sur la pointe de Dragut, où le corsaire avait trouvé la mort, des vagues immenses, déferlant sans cesse, me berçaient d'un éternel mugissement.

Je n'avais pas borné mon excursion à la seule ville de Città Notabile. J'avais vu en passant les villages ou *casaux* de Kurmi, Jebug, Dircarcara, l'aqueduc de Vignacourt et la grotte miraculeuse de

Saint-Paul. J'avais assisté à la vie rurale des paysans maltais, beaux et robustes comme les pasteurs de la Bible; j'avais surtout vu *faire un champ*, ce qui est ici l'opération primordiale de l'agriculture. Comme je l'ai dit, la terre végétale est formée de main d'homme à Malte. Ce travail ayant été fait maintenant dans toutes les parties de l'île qui sont aptes à le recevoir, ce spectacle curieux est devenu rare, et c'était une vraie bonne fortune pour moi que d'avoir assisté à la formation d'un terrain.

D'abord on brûle les plantes sauvages et l'on en recueille avec soin les cendres; on recueille aussi avec un soin égal le peu de terre végétale qui se trouve à la superficie et l'on met le rocher à nu. Ensuite on trace sur ce rocher en long et en large des sillons de 20 centimètres de profondeur qui lui donnent l'aspect d'un damier en relief. Ce travail, qui se fait avec des pics, est dur et demande beaucoup de temps et de courage. Au milieu de chaque petit carré on fait un trou de 10 centimètres de profondeur, dans lequel on introduit deux petites lames de fer rectangulaires et entre elles un coin également de fer que l'on enfonce à coup de massue. C'est par ce procédé ingénieux quoique primitif qu'au prix d'une rude peine le Maltais détache la pierre qui doit servir à faire le mur d'enceinte nécessaire à la conservation du terrain qu'il va former.

Si homogène que soit le rocher, il s'y trouve toujours quelques fissures et dans ces fissures un peu de terre végétale. On continue à la recueillir précieusement et l'on poursuit le travail de défoncement jusqu'à ce qu'on n'en trouve plus du tout. On dirait d'un mineur à la poursuite d'un filon d'or, et comme malgré toutes les recherches on n'en trouverait jamais assez, on pulvérise une partie du calcaire extrait. Puis, on nivelle bien le terrain au moyen de débris de pierres et en remplissant les petites cavités avec des cailloux. On étend sur le plan préparé un lit de la terre végétale recueillie, un lit de poussière de roc, et ainsi de suite jusqu'à une hauteur d'un pied et plus s'il est possible. Sur ce terrain ainsi préparé, on jette une immense quantité d'eau de manière à en faire de la boue; pendant un an on le laisse exposé à l'air, à la pluie, au soleil fécondant surtout, après quoi on y met de l'engrais, on le laboure et l'ensemence.

Tous les cinq ans, travail immense, on relève cette couche de terre artificielle pour l'empêcher de faire croûte avec le rocher, qui doit demeurer friable et poreux pour lui rendre l'humidité qu'il reçoit en temps de pluie. Ainsi préparée et entretenue par le courage du paysan maltais qui la laboure presque uniquement à main d'homme à cause de l'incommodité de faire manœuvrer des attelages dans des champs étroits enclos de murs; elle est, comme nous

l'avons dit, d'une fertilité merveilleuse. Ce qu'on parvient à lui faire produire est prodigieux et rappelle les descriptions faites par les poètes antique, de pays où la terre porte quatre récoltes par an. A la fin de septembre ou au commencement d'octobre, les fermiers sèment l'orge qu'ils coupent en herbe pour la nourriture des bestiaux dans les mois de janvier et de février. En avril ils commencent à semer le coton et en même temps le sésame. Au mois d'octobre suivant, le champ ne conservant que le coton qu'ils y laissent pour la seconde et la troisième année, ils y ajoutent des petits pois, des fèves, des radis qu'ils récoltent en décembre. En février et mars ils ensemencent leur champ de melons, de choux, de fenouil. Après avoir recueilli ces différents produits, ils piochent leur terre en mai et comme le coton a déjà atteint une grande taille, ils n'ajoutent pas d'autres cultures. A la fin de novembre, la récolte du coton faite, ils sèment le blé qu'ils moissonnent à la fin de mai. Au commencement de la troisième année de la culture du coton, en août, ils sèment la *sylla*, l'*hedyrarium* qui croît avec les premières pluies et qu'ils coupent en mai suivant pour le fourrage d'hiver. La troisième récolte de coton faite, ils préparent de suite le terrain pour la dernière cultivation d'orge, de blé, ou de l'un et l'autre ensemble.

Je ne cite point ici tous les produits de l'agriculture maltaise, le cumin en est encore un considérable. Je ne parle que de ce qu'on peut obtenir d'une même terre dans l'espace de quatre années. Ces produits sont incomparablement beaux, le coton surtout, particulièrement celui d'importation assez récente que les Maltais appellent coton du Père Carlo et qui est connu dans toute l'Europe. On en fait des couvertures soyeuses et du nankin de Malte qui ne le cède pas au plus beau nankin des Indes.

Mais les hommes sont à l'égard du laboureur et du journalier qu'ils emploient, moins rémunérateurs que la terre. Le laboureur est encore assez bien payé; 500 francs environ par an, plus une partie de sa nourriture; mais le journalier ne gagne que 1 fr. 50 à 1 fr. 75 (neuf tharis) par jour, et comme tout est cher, qu'il y a des chômages et qu'il observe rigoureusement le dimanche et de nombreuses fêtes, c'est pour sa classe qu'existe l'absolue pauvreté. Il est vrai que si la terre est productive, elle est aussi d'un prix considérable, le *tumolo* (11 ares 20 centiares) de terre de première qualité se vendant souvent plus de deux mille francs, et l'affermage, qui se faisait autrefois par bail emphytéotique de cent un ans ou pour trois générations, mais qui dans notre temps, où l'on vit au jour le jour, se fait généralement pour huit années, était de quatre-vingts francs par an. Le paysan maltais n'a point eu jusqu'ici, de ces révoltes de l'esprit qui partout ailleurs en Europe sont le gron-

dement du volcan et le précurseur de la révolution sociale. Sa forte trempe chrétienne et son courage au travail lui ont fait mépriser les peines de la vie et l'injustice de la fortune.

II

Demandons-nous maintenant, comme un sujet d'études morales et politiques, par quels moyens, par quel art, une nation saxonne et protestante comme l'Angleterre, a pu faire tolérer paisiblement son joug par le peuple le plus fier et le plus individuel de l'Italie? Comment, depuis soixante-douze ans, elle n'a pas été contrainte une seule fois de recourir, vis-à-vis de lui, à l'emploi de la force? Comment on n'entend point partir de Malte ce cri, cette protestation qui trouble toujours le sommeil du maître, qui de 1815 à 1859 n'a point laissé de repos à l'Autriche dans ses provinces transalpines et qui partout où l'état politique d'un peuple, si faible qu'il soit, est anormal, annonce « *jusqu'à ce qu'elle vienne,* » une révolution inévitable. Comment cette population presque arabe, s'est-elle, depuis les traités de Vienne, soumise sans résistance à des lois nouvelles et à des dominateurs jusque-là presque inconnus d'elle? Les côtés estimables du caractère anglais, la sagesse, la justice et le libéralisme du gouvernement de la Grande-Bretagne seraient insuffisants à rendre compte de ce phénomène. Il y a des raisons tirées de la nature des choses qui sont venues en aide à l'Angleterre et dans ce nombre quelques-unes sont dues aux traditions historiques du peuple maltais.

Et d'abord à quelle nationalité, à quel groupe l'île de Malte appartient-elle par ses mœurs et par ses instincts? On peut répondre : à aucun. La nature en donnant aux Maltais un caractère tout particulier semble avoir eu en vue la destinée changeante à laquelle les vouait la position géographique de leur pays. Toujours également convoité par toutes les puissances maritimes, sa position est, dans la Méditerranée, comme le prix ou l'appoint de la victoire. D'abord italienne, ensuite espagnole, puis commune à toute la chrétienté sous la domination de l'Ordre, devenue française un moment, aujourd'hui anglaise, l'île de Malte a connu tous les drapeaux sans que sa population ait rien perdu de ce caractère exclusif qui, comme la famille juive, la sépare, à travers la plus longue cohabitation, de ses dominateurs. Aucun attrait ne la porte vers l'un plus que vers l'autre, et si le voisinage de l'Italie unifiée devait allumer chez elle le désir de l'autonomie, le sentiment et le besoin de la dépen-

dance renaitraient promptement de l'insuffisance des moyens d'existence qu'elle tient de la nature. Par une sage dispensation de la Providence, les Maltais ne pouvant être jamais définitivement agrégés à aucun groupe de peuples et ne pouvant, non plus, jamais vivre de leur vie propre, n'appartiennent par le sang et par la sympathie à aucune nationalité. L'italien ne leur est pas plus familier que l'anglais, et l'anglais n'a point, depuis soixante-dix ans, prêté un seul de ses vocables à la langue maltaise, si ce n'est peut-être le nom de quelques objets inconnus avant les importations britanniques. Il n'y a pas un cinquième de la population, je ne dis pas qui parle, mais qui entende la langue de Dante. Il n'y en a pas un tiers qui distingue l'Italie de la Russie. Les Maltais ne sont que Maltais et, comme tels, ne pouvant espérer de former une république de Saint-Marin, ils se résignent à vivre sous des dominateurs, mais à la condition de n'avoir rien de commun avec eux qu'un mutuel échange de services. Ce sacrifice de leur indépendance imposé par la force ne l'est pas moins par leur propre intérêt. Nous avons dit que le territoire de Malte avait, comme l'Irlande, comme la Judée jadis, comme d'autres contrées asiatiques, échappé, sous l'empire d'une foi religieuse très-vive, à la loi économique qui mesure aux ressources d'un pays la multiplication de ses habitants ; que cette île, qui est une pépinière d'hommes ne peut les nourrir ; que ses produits alimentaires ne s'élèvent qu'au tiers de ses besoins ; et que, malgré l'émigration incessante qui tend à soulager le sol du fardeau de ses habitants, les autres contrées de l'Europe et de l'Afrique doivent lui fournir annuellement pour sept mois de subsistances. Les Maltais le sentent bien ; ils comprennent qu'ils ne peuvent vivre que de la richesse de quelque grande nation et toute la question pour eux demeure celle-ci : à laquelle appartenir ?

L'éclat qui entoure encore le nom français, son antique prestige dans l'Orient et dans la Méditerranée, les promesses de liberté qu'il emporte, l'heureux exemple de la Corse, un certain degré de proximité, la communauté de croyances religieuses, quelques rapports d'origine, tout, au premier abord, semble répondre à la France ; mais les terribles souvenirs que les armées républicaines ont laissé partout sur leur passage, sont vivants plus qu'ailleurs au cœur des Maltais. De 1798 à 1800, nous avons fermé les couvents, pillé les églises, profané les autels, foulé aux pieds les traditions et les institutions d'un Ordre respecté. D'ailleurs il n'a point échappé à l'observation de la classe intelligente maltaise que son pays, en passant sous le drapeau de la France, perdrait une partie des avantages que lui assure, sous la domination de l'Angleterre, sa position de port unique de réparation et de ravitaillement d'une grande puissance

maritime dans la Méditerranée; que nous avons bien près d'eux le port de Toulon, toujours le premier dans nos justes préoccupations et dans notre sollicitude; que ce grand arsenal de la Valette, où se réparent tous les vaisseaux de l'escadre anglaise, serait réduit à un rôle très-secondaire; que notre nation, plus sédentaire que la nation anglaise, et dotée par la nature d'un plus beau climat, ne jetterait point sur les côtes de leur pays ce nombre relativement considérable de touristes et de familles opulentes qui, chaque hiver, viennent y répandre l'aisance. Il n'est pas sans importance, pour un petit peuple vivant de ce trafic et possédant des propriétés bâties, de louer ou de ne pas louer ses maisons, de vendre ou de ne pas vendre ses marchandises. Les Anglais descendent à Malte, s'y installent, s'y munissent d'objets de toutes sortes; les Français, moins prodigues de leur argent, moins riches, d'ailleurs et surtout moins loin de leur pays, passeraient à Malte sans y aborder. Or tous ces petits intérêts réunis constituent, pour la population maltaise, la grande question de vivre ou de ne pas vivre : *to be or no to be*.

Maintenant se présente naturellement l'idée d'une annexion à l'Italie et il ne manquera pas de gens dans le monde qui la croiront donnée par la nature des choses; mais ce n'est point à Malte, dans la classe possédante, non plus que dans le prolétariat, que ces gens-là se rencontreront. Tout au plus, chez quelques esprits spéculatifs et chez quelques jeunes gens atteints pour la première fois des idées révolutionnaires, la pensée d'être un jour le poste avancé d'une puissance maritime italienne et de valoir pour elle ce que Toulon vaut pour nous, peut-elle, dans les heures de rêverie, devenir un désir et une espérance. Des faits plus immédiats, plus certains, frappent les esprits pratiques; des sentiments plus profonds dominent les masses. Si Malte, en passant dans les mains de la France, devait y perdre une grande partie de ses avantages, qu'en serait-il dans les mains d'une puissance moins forte, moins avancée dans l'industrie pour alimenter son commerce, plus riche qu'elle des dons du ciel et du climat, et pour laquelle, tant qu'elle ne pourrait être un grand port militaire, elle ne serait qu'un inutile rocher? A cette considération supérieure pour la classe possédante s'en ajoute une seconde qui touche au même degré le noble et le paysan. Sans doute, sous la catholique Espagne, une longue communauté de dépendance avait, dans une certaine mesure, assimilé Malte et l'Italie; mais aujourd'hui l'Italie révolutionnaire, l'Italie anticléricale, l'Italie qui a porté la main sur les intérêts de l'Église et violente la papauté, ne saurait renouer aucun lien avec le religieux — plus que cela — le fanatique peuple maltais. Quant à la Russie, dont les vues ambitieuses s'étendront peut-être quelque jour jusque dans la Méditerranée, trop de

causes, trop d'années aussi la séparent encore de Malte pour que les regards du peuple maltais puissent se tourner vers elle.

Reste donc l'Angleterre, qui est certainement, de toutes les nations, celle à laquelle l'île de Malte peut devoir le plus de prospérité. Le prix immense qu'a pour elle ce rocher, comme point de refuge et de ravitaillement de son escadre; le charme de son climat, pour des Anglais qui en font leur jardin d'hiver, lui assurent une place importante dans sa sollicitude. Tous les ans les dépenses en constructions civiles et en travaux militaires exécutés par ordre du gouvernement s'élèvent à une somme considérable; l'activité anglaise, en secondant l'activité maltaise et lui prêtant l'appui de bourses mieux garnies, a donné à l'agriculture à peu près tout le développement qu'elle est susceptible de recevoir. L'île presque entière est devenue un immense jardin potager et fruitier dont les produits, toujours sûrs de trouver des acheteurs, se vendent à très-hauts prix. Les produits manufacturés à bon marché de l'Angleterre ont raffiné les mœurs, stimulé les besoins et, par eux, l'activité qui permet aux hommes de les satisfaire; le goût de l'aisance et du confort a pénétré dans les classes moyennes; enfin une police sévère a fait naître et maintient, là comme partout où règne l'Angleterre, des habitudes de propreté et d'ordre peu familières, en général, aux populations méridionales, et qui contribuent grandement à l'aspect de prospérité du pays.

Telles sont les raisons qui militent en faveur de la domination anglaise et qui, en dehors de toute habileté gouvernementale, tendent à la faire paisiblement accepter. Il faut même que ces raisons saisissent bien fortement le bon sens et la conscience des Maltais pour qu'ils oublient que, lorsqu'en 1814 le traité de Paris eut sanctionné la cession de Malte à l'Angleterre, celle-ci avait promis de faire participer ses habitants à tous les droits de citoyen anglais, à ces droits que l'on annonçait être le partage des sujets britanniques dans toutes les parties du monde. Or cette promesse n'a été que fort incomplètement tenue, et non-seulement les Maltais n'ont point obtenu droit de représentation au Parlement, mais ils n'ont, pour ainsi dire, point de droit de cité en Angleterre. Aucun ne peut exercer, hors de son pays des fonctions militaires ou civiles quelconques; aucun prendre part à la vie politique de la Grande-Bretagne; aucun être employé, même dans les colonies anglaises; enfin, à Malte même, le Conseil créé, en 1835, pour assister le gouverneur dans l'exercice du pouvoir législatif, pouvoir énorme qui n'a de frein et de contrôle que dans le Parlement d'Angleterre, est composé de telle façon que ce pouvoir demeure tout entier aux mains de l'élément anglais. L'évêque qui avait d'abord été désigné pour en faire partie ayant, par des mo-

tifs péremptoires de conscience, refusé de prêter le serment exigé de tous les sujets de Sa Majesté britannique appelés à l'exercice d'un emploi public, ce Conseil se trouve uniquement formé :

- 1° Du gouverneur, président (un Anglais nécessairement) ;
- 2° De l'officier de la garnison le plus élevé et le plus ancien en grade (un Anglais aussi) ;
- 3° Du secrétaire en chef du gouvernement (un Anglais) ;
- 4° De l'auditeur des comptes (un Anglais) ;
- 5° De deux Maltais, l'un propriétaire, l'autre négociant ;
- 6° De l'un des principaux négociants établis à Malte, mais nés en Angleterre (un Anglais encore).

Afin de pallier cette minorité des Maltais dans l'administration des affaires de leur pays, il a été statué par une modification introduite en 1838, que toute ordonnance proposée en Conseil ne serait exécutoire qu'après avoir été portée à la connaissance du public trois semaines à l'avance. Mais à quoi sert-il au public d'être prévenu de mesures dont il ne peut, par aucun moyen légal, empêcher l'exécution ? Certes ce n'est point ainsi que nous avons fait de la Corse la plus française de nos provinces. L'Autriche elle-même, si violemment conspuée en Lombardo-Vénétie, agissait, à certains égards, d'une façon moins exclusive envers ses sujets transalpins. D'où vient donc qu'en dehors même des raisons matérielles que nous avons indiquées et qui appuient grandement, comme nous l'avons dit, son autorité morale, le gouvernement de l'Angleterre est si tranquillement souffert et peut, grâce à cette tolérance volontaire, s'exercer d'une façon si honorable ? C'est ici le lieu de rendre hommage à la modération de ce gouvernement, à sa probité, à son éminent bon sens administratif, au *modus faciendi* qui, en matière gouvernementale, comme en toutes choses, est le grand moyen de succès.

Comme nous l'avons remarqué dans le cours de ce récit, le point sur lequel l'Angleterre a porté l'attention la plus délicate et la plus scrupuleuse, c'est le respect dû à la foi, à la législation religieuse, aux traditions des Maltais. Les ménagements dont elle a usé sur ce chapitre ont été jusqu'à restreindre la liberté des Anglais eux-mêmes. Après trente-huit ans d'occupation, ils n'avaient point encore, à Malte, de temple spécialement consacré à leur culte. Obligés de se renfermer, pour l'exercice de leur religion, dans l'intérieur du palais du gouverneur, ils avaient voulu affecter à leurs prêches une église abandonnée et comprise dans ce palais ; mais une agitation sourde, menaçante, s'étant aussitôt manifestée dans la population maltaise, ils y avaient renoncé.

Ce n'est que vers 1839 que les idées ayant un peu marché, et les

Maltais étant devenus plus tolérants, on a vu s'élever, sans opposition, un temple protestant desservi par deux ministres, l'un pour le civil, l'autre pour la garnison. Quelque temps après, il s'en fonda un autre de la secte des méthodistes; mais il fallut toute l'influence du marquis d'Hastings, gouverneur, pour le faire admettre, et comme n'offenser en rien la population sur ce point continuait à être l'objet de l'attention la plus particulière, il fut réglé que le temple des méthodistes serait clos et disposé de manière à ce que, de l'extérieur, on ne put voir ni entendre ce qui se passait à l'intérieur. Depuis, le premier pas ayant été franchi avec douceur, les temples se sont multipliés proportionnellement aux besoins de la colonie anglaise; mais une latitude plus grande encore est donnée au culte catholique; les processions, ces processions symboliques, d'une pompe si bizarre, particulières aux populations méridionales, et si bien faites pour offusquer des protestants, se font publiquement dans les rues, sous la protection vigilante des lois, sans que jamais une démonstration irrespectueuse leur ait été opposée; les cloches, les cloches surtout, la chose du monde la plus antipathique aux Anglais, leur déchirent, pendant seize heures par jour, les oreilles, sans qu'aucune tentative ait été faite pour en restreindre l'usage.

Enfin, aucun effort, même par la persuasion, n'est dirigé, ni contre les enfants, ni contre les hommes, dans le sens de la propagande protestante. Sur ce terrain, le gouvernement modère le zèle qui pourrait entraîner les particuliers, usant, pour cela, des moyens que ses pouvoirs exceptionnels coloniaux lui donnent, et qu'il n'aurait point en Angleterre.

Par une prudence toute anglaise, quoiqu'à partir de 1814, l'ancienne législation maltaise, qui avait été remise en vigueur depuis le départ des Français, en l'an 1800, ait été de nouveau abolie en droit, aucun changement n'a été introduit que par des transitions insensibles dans les lois, dans les us et coutumes du pays, lesquelles servent encore, aujourd'hui, de base à toutes les transactions civiles.

L'interprétation et l'application des lois a été presque entièrement abandonnée à des magistrats maltais qui, sauf deux ou trois fonctions spéciales, sont exclusivement investis des emplois de judicature. Une porte, sur la carrière militaire, a été ouverte à la jeunesse maltaise par la création d'un régiment d'artillerie et du *Royal Fencibles*; consacrés à la défense de l'île; l'administration tout entière, à l'exception des emplois supérieurs, la police surtout, a été composée de régnicoles. Un constable maltais met la main sur le collet d'un soldat anglais et le trouve aussi soumis à la loi dans

sa personne qu'il le serait dans celle de ses compatriotes. La liberté de la presse est garantie, à la Valette, comme à Londres. Le jury, dont la compétence a été, depuis, restreinte aux causes criminelles, avait, en 1848, été introduit dans le jugement de toutes les affaires civiles; enfin, un petit coin de terre jeté au milieu de la Méditerranée et entouré de peuples qui n'ont jamais eu des vraies conditions de la liberté que des notions incomplètes, se trouve participer aux institutions et aux mœurs d'une grande et libre nation.

Mais ce qui contribue surtout à réconcilier les Maltais avec leur joug, c'est ce formalisme anglais qui introduit, dans les rapports, une idée de réciprocité et de dignité commune. Nous ne pouvons vraiment trop insister sur cette remarque, en apparence puérile, en réalité très-importante. Les Anglais orgueilleux, égoïstes, dédaigneux dans le fond de leur âme, savent, dans les relations administratives avec les peuples qu'ils dominent, garder ce respect des administrés que leur a donnée l'éducation politique de l'Angleterre — tandis que nous, Français, animés d'un esprit de sympathie tout fraternel, mais gâtés par une éducation politique tronquée, nous paraissions, sans motif, avoir ces mêmes défauts qui règnent impunément chez d'autres. Avec des qualités de cœur incontestables et le libéralisme vrai qui en découle, nous avons l'art malheureux de nous rendre insupportables, et de nous faire passer pour arrogants.

Les manières discrètes des Anglais leur donnent beaucoup d'avantage sur le laisser-aller qu'on nous reproche comme de l'impertinence. Ils peuvent lever beaucoup d'impôts, mettre des patentes sur toutes les industries, même sur celle des sages-femmes, ainsi qu'ils le font à Malte, sans exciter les murmures. Ils sont des maîtres fermes, mais non point durs; des exploiters intelligents qui, dans une certaine mesure, associent les exploités à leurs bénéfices; enfin, ils enseignent le respect de la loi et sont bien venus à l'enseigner, parce qu'ils le pratiquent bien eux-mêmes.

J'ai habité Malte longtemps, et dans les conditions les plus propres à me faire connaître les dispositions des esprits. J'y ai trouvé la population maltaise entièrement étrangère à la population anglaise, mais nullement hostile; et, en tenant tout le compte qu'il faut des différentes raisons que j'en ai données, je considère comme la plus puissante l'éducation libérale du peuple anglais et les formes dignes et respectueuses des fonctionnaires qu'il emploie. Le gouvernement anglais n'a point donné, comme il l'a fait à d'autres, de constitution spéciale à cette possession et la centralisation des pouvoirs civils, militaires, et, dans une certaine mesure, du pouvoir judiciaire dans les mains d'un gouverneur, contre lequel il n'y a

de recours qu'à Londres — et quel recours — prêterait beaucoup au despotisme. Si ce n'est l'organisation municipale qui est libre, il n'existe point à Malte un système spécial de garanties, comme contre-poids et correctif du régime d'exception. Cependant, je ne sache point que la liberté raisonnable des citoyens y ait jamais subi d'outrages. Du moins, s'il y en a eu, ont-ils été aussitôt réparés par la sagesse des gouverneurs; et l'on peut dire, à cette occasion, du peuple anglais : heureux ceux qui portent leur frein en eux-mêmes!

J'ai insisté un peu longuement sur ce point, moins peut-être pour faire ressortir les qualités fort connues de nos voisins, que parce que je sens un peu d'amertume, en pensant que ma nation a, par des procédés administratifs légers, par des formes bureaucratiques désagréables ou blessantes, par un *irrespect* extérieur de tout et de tous, perdu bien souvent dans le monde, l'honneur et le bénéfice de ses meilleures vertus. Nous ne savons point régner avec une autorité douce. Ou nous nous donnons tout entiers comme nous avons fait en Corse (vraiment la Corse a parfois conquis la France!), ou nous nous rendons insupportables, comme il est arrivé partout en Europe, où nous avons posé un pied conquérant. Nos intentions sont excellentes; nous jetons à pleines mains les institutions libérales; mais le *modus faciendi* nous trahit; notre caractère fait tort à nos œuvres, et nos petites tyrannies administratives gâtent nos institutions. Chez le peuple anglais, au contraire, les mœurs de la liberté ajoutent du prix à tout ce qui est bon, et suffisent à corriger ce qui est mauvais.

L. QUESNEL.

LA

CONQUÊTE DE CONSTANTINOPLE

PAR GEOFFROI DE VILLE-HARDOUIN¹

Voici, sans aucune hyperbole, une édition magnifique d'un livre admirable. M. Natalis de Wailly, qui nous a déjà donné un texte de Joinville, restitué avec la scrupuleuse et profonde érudition qui le distingue, et qui avait accompagné ce texte d'une traduction destinée, dans sa pensée, non point à remplacer, mais à faciliter la lecture de l'auteur original, accomplit aujourd'hui le même travail pour Villehardouin ; il le fait avec le même soin, avec le même succès. Rendons grâce à l'illustre savant qui remet ainsi en lumière deux de nos plus grands écrivains français.

Souvent discutées, fort diversement jugées, les croisades n'en sont pas moins l'événement le plus considérable du moyen âge ; elles commencent au onzième siècle et remplissent le douzième et le treizième : inaugurées par la prédication de Pierre l'Ermite, c'est

la mort de saint Louis expirant au rivage de Tunis qui fixe leur terme. Le mouvement irrésistible, à la fois religieux et national, qui leur donna naissance s'étendit à l'Europe entière, et constitue l'âge héroïque des nations occidentales. Rien, d'ailleurs, de plus naturel, quand on le considère de près, que l'élan qui entraîna les peuples chrétiens à la délivrance du Saint-Sépulcre. Dès les premiers temps du christianisme, Jérusalem, divin berceau de la foi, théâtre de la prédication et de la mort du Sauveur, fut, aux yeux des chrétiens, la ville sainte par excellence, et les pèlerinages à Jérusalem devinrent la pieuse passion de tous les fidèles.

La fondation de l'empire chrétien de Constantinople, en donnant plus de facilité aux voyages de Terre-Sainte, ne fit qu'en accroître

¹ Avec la continuation de Henri de Valenciennes, par M. Natalis de Wailly, membre de l'Institut. 1 vol., Firmin Didot.

l'attrait. L'énorme affluence des pèlerins qui se rendaient en Judée amena et devait amener de graves désordres. D'illustres pères de l'Église essayèrent de les faire cesser en s'efforçant de détourner les fidèles de ces lointaines excursions. Ce fut en vain. Elles continuèrent avec la même persistance et une croissante ardeur jusqu'au septième siècle, que se produisit en Orient un fait nouveau, d'une immense et redoutable importance : nous voulons parler de l'établissement et de la propagation de l'islamisme par Mahomet.

En 638, Omar, successeur du Prophète, continuant ses conquêtes et sa propagande armée, s'empara de la Judée et de Jérusalem. A la nouvelle que les lieux saints étaient tombés aux mains des infidèles, un cri de douleur retentit dans toute la chrétienté. Néanmoins, cette circonstance, qui rendait les pèlerinages infiniment dangereux, ne les fit pas cesser ; mus sans doute par l'appât du gain, les musulmans les tolérèrent longtemps. Mais vint le jour où la société chrétienne eut à défendre sur son propre territoire sa foi religieuse, son autonomie et sa civilisation. En effet, les sectateurs de l'islam ne se contentant plus de posséder l'Asie, se ruèrent sur l'Europe, et, de l'Espagne, où ils s'étaient solidement établis, pénétrèrent jusqu'au cœur de la France.

Vaincus par Charles Martel, mais toujours maîtres de la péninsule, les musulmans, Sarrasins ou autres ravageaient l'Italie, la Sicile et le midi de la France, menaçant incessamment l'existence même et la religion des nations occidentales.

Cette lutte entre l'islamisme et la croix durait déjà depuis quatre siècles, et avait été signalée, du côté des musulmans, par les plus odieuses cruautés ; lorsqu'on apprit tout à coup que les Turcs, de toutes les hordes asiatiques et musulmanes la plus barbare, avaient envahi la Syrie, portaient leurs ravages sur tout le territoire de l'empire grec, et menaçaient Constantinople, en même temps qu'ils faisaient endurer aux chrétiens de Jérusalem d'intolérables avanies. C'est alors qu'apparaît la noble et austère figure de Pierre l'Ermite, le grand apôtre des croisades¹.

Né aux environs d'Amiens en 1050, et d'abord soldat avant d'être moine, Pierre avait été, comme tant d'autres, prier au Saint-Sépulcre. « Frappé et désolé du spectacle des souffrances et des outrages que subissaient les chrétiens, il s'en entretint avec le patriarche de Jérusalem, Siméon. « Saint père, lui dit-il, si l'Église romaine et les princes d'Occident étaient instruits par un homme actif et digne de foi de toutes vos calamités, certainement ils essaieraient d'y apporter remède par leurs paroles et par leurs œuvres : écrivez donc au seigneur pape et à l'Église romaine, aux rois et aux princes de

¹ *Histoire des Croisades*, de Michaud, t. I.

l'Occident, et renforcez votre témoignage écrit de votre sceau. Moi, je suis prêt à les aller trouver tous, à les solliciter, à leur représenter l'immensité de vos maux et à les prier de hâter le jour de votre soulagement. » Le patriarche accepta l'offre du pèlerin. Pierre partit, alla d'abord à Rome, remit au pape Urbain II les lettres du patriarche, et, encouragé par le souverain pontife commença son ardent apostolat. Il parcourut l'Europe, prêchant la délivrance de Jérusalem dans les villes et les bourgs avec une éloquence qui remuait profondément les cœurs. C'était un homme de très-petite stature et dont l'extérieur n'offrait qu'un aspect misérable, mais une force supérieure animait ce corps chétif. Il avait l'esprit vif, l'œil pénétrant, et parlait avec facilité et abondance.

Un de ses contemporains, Guibert de Nogent, qui le vit alors, en parle en ces termes :

« Le peuple le suivait en foule, le comblait de présents et célébrait sa sainteté par de si grands éloges, que je ne me souviens pas que l'on ait rendu de pareils honneurs à aucune autre personne. Il se montrait fort généreux dans la distribution de toutes les choses qui lui étaient données. En tout ce qu'il faisait ou disait, il semblait qu'il y eût en lui quelque chose de divin. »

Tandis que Pierre l'Ermite excitait les peuples à venger les souffrances des chrétiens de Palestine, l'empereur de Constantinople, Alexis Comnène, faisait solliciter par ses envoyés le secours des princes latins.

Les esprits de la sorte préparés, le pape Urbain II réunit, en 1095, à Clermont un grand concile qu'il présida. Treize archevêques, deux cent cinq évêques ou abbés y vinrent avec tant de princes et de seigneurs laïques, que vers le milieu du mois de novembre, les villes et villages des environs se trouvèrent remplis de peuple, et que plusieurs furent contraints de faire dresser leurs tentes et pavillons au milieu des champs et des prairies, encore que la saison et le pays fussent remplis d'extrême froidure. A la dixième séance du concile, Jérusalem et les intérêts des chrétiens d'Orient devinrent l'objet de la délibération. Le pape sortit de l'église où était réuni le concile. il monta sur une estrade élevée au milieu d'une vaste place que remplissait la foule du peuple. Pierre l'Ermite, debout auprès de lui, prit la parole le premier : il raconta son séjour à Jérusalem, ce qu'il y avait vu des misères et des humiliations des chrétiens. On l'écoutait en frémissant. Le pape parla après lui, en français, sans doute, comme Pierre, car il était Français lui-même ainsi que la plupart des assistants. Il parla longtemps, entrant dans les plus douloureux détails sur les souffrances des chrétiens de Jérusalem. « Cette cité royale que le Rédempteur du genre humain a illustrée par sa venue,

honorée de sa résidence, consacrée par sa passion, rachetée par sa mort, signalée par sa sépulture; elle vous demande maintenant sa délivrance... Hommes français, hommes d'au delà des montagnes, nations choisies et chéries de Dieu, très-courageux chevaliers, rappelez-vous les vertus de vos ancêtres, la vertu et la grandeur du roi Charlemagne et de vos autres rois; c'est de vous surtout que Jérusalem attend le secours qu'elle invoque, car Dieu vous a accordé, par-dessus toutes les nations, la gloire des armes. Prenez donc la route de Jérusalem, en rémission de vos péchés, et partez assurés de la gloire impérissable qui vous attend dans le royaume des cieux. »

Un cri général, immense, prolongé, s'éleva du sein de la foule : Dieu le veut ! Dieu le veut !

La première croisade était résolue et le cri échappé à l'enthousiasme de la multitude devint le cri de guerre des croisés. Le premier qui prit la croix fut Adhémar, évêque du Puy ; il la reçut des mains du pape : elle était de drap ou de soie rouge, et se portait attachée à l'épaule droite ou appliquée au front du casque. La foule se dispersa pour la prendre et la répandre.

A ceux qui ne seraient point émus de la majestueuse grandeur de cette scène et ne verraient dans l'élan désintéressé de cette ferveur religieuse que les dangers d'un entraînement populaire, nous opposerions les paroles d'un homme dont une haute raison et la plus rare impartialité historique dictent toujours les jugements.

M. Guizot, après avoir raconté les circonstances si dramatiques du concile de Clermont, ajoute : « C'est l'honneur de l'humanité, et en particulier de notre nation, d'être accessible à l'empire soudain d'un sentiment moral et désintéressé et de se résoudre sans prévoyance comme sans préméditation à des actes qui décident pour bien des années de la conduite et du sort d'une génération, peut-être même d'un peuple. Dans la vie des nations comme dans celle des armées, le péril est à côté de la gloire et les grandes œuvres coûtent cher, non-seulement au bonheur, mais aussi à la vertu. Il se faut bien garder pourtant de manquer de respect à l'enthousiasme et d'en médire ; il n'atteste pas seulement la grandeur de la nature humaine, il tient justement sa place et exerce sa noble influence dans le cours des grands événements qui se déroulent à travers les erreurs et les vices des hommes, selon le vaste et inconnu dessein de Dieu. A coup sûr les croisés du onzième siècle, en se précipitant à délivrer Jérusalem des musulmans, étaient bien loin de prévoir que peu de siècles après leur triomphe, Jérusalem et l'Orient chrétien retomberaient sous le joug des musulmans et de leur barbare immobilité ; cet avenir, s'ils l'avaient entrevu, aurait sans doute refroidi leur zèle ; il n'en est pas moins certain qu'en définitive leur œuvre n'a pas été vaine, car, dans l'ensemble de l'histoire du monde,

les croisades ont marqué le temps d'arrêt de l'islamisme et puissamment contribué à la prépondérance décidée de la civilisation chrétienne. »

L'instinct populaire ne s'égare pas toujours, il n'est le plus souvent que la confuse perception d'une grande vérité ou d'un juste besoin social ; c'est pour cela qu'on a pu dire : *Vox populi, vox Dei*.

D'ailleurs, l'enthousiasme religieux, premier mobile des croisades, n'était pas seul à pousser les chrétiens à la guerre sainte : la soif des aventures possédait encore au moyen âge non-seulement les individus, mais les peuples tout entiers. Nous n'en voulons pour preuve que la conquête de la Sicile par Robert Guiscard et celle de l'Angleterre par Guillaume, brillante aventure qui précéda de moins de trente ans la prédication de Pierre l'Ermite.

Le désir de se soustraire au joug de la féodalité qui pesait si lourdement sur les classes agricoles de l'Europe ne fut pas non plus une des causes les moins efficaces qui firent prendre la croix. Le serf qui se croisait échappait à la glèbe : ils partirent par milliers. La passion de la liberté venant ainsi s'ajouter à l'ardeur de la foi religieuse, les peuples furent entraînés aux croisades par les deux plus nobles sentiments qui puissent surexciter l'âme humaine.

Si l'on dressait le bilan des croisades, qu'y trouverait-on ? Qu'elles ont profondément modifié et on pourrait dire transformé la constitution politique et sociale de l'Europe, car la nécessité pour la noblesse de se procurer l'argent nécessaire aux dépenses de ces longues et lointaines expéditions amena la vente ou l'engagement de la plupart des petits fiefs. Le même motif détermina la création des grandes communes ou fit accorder à celles qui existaient déjà des privilèges plus étendus. L'affaiblissement de la puissance et de la richesse des grands et petits feudataires dégagea la royauté du rôle de suzerain qui lui était seul accordé sous le régime féodal et hâta le progrès de sa marche vers la plénitude du pouvoir à laquelle tendaient ses efforts et qu'elle atteignit plus tard. Enfin, il faudrait ajouter, pour compléter le tableau, que le commerce maritime et les grandes opérations commerciales naquirent des relations multipliées que les croisades établirent entre l'Europe et l'Orient.

Ces résultats n'étaient point obtenus lorsqu'à travers d'étranges vicissitudes, au prix de flots de sang et en accomplissant des prodiges de valeur, les premiers croisés délivrèrent la Palestine du joug des musulmans et fondèrent avec le royaume de Jérusalem les deux principautés d'Édesse et d'Antioche. Les hauts faits de ces héros chrétiens ont inspiré le génie d'un grand poète ; le Tasse a chanté dans le plus harmonieux langage et avec l'émotion d'une foi sincère la glorieuse délivrance de Jérusalem. C'était bien, il faut le reconnaître, le seul sujet épique des temps modernes.

Les croisés se sont toujours amèrement plaint de la perfidie des Grecs. Il est certain que, lors de la première croisade, Alexis Comnène, empereur de Constantinople, qui avait imploré avec instance le secours des princes d'Occident, eut peur de ses sauveurs en voyant arriver les bandes ou plutôt les foules indisciplinées qui précédaient, suivaient et composaient leurs armées. Alexis se conduisit vis-à-vis d'eux avec un mélange de pusillanimité, de mensonges, de trahison et de hauteur qui les irrita justement. Ces actes de perfidie, cette hostilité renouvelés par les Grecs à toutes les expéditions suivantes pourraient peut-être jusqu'à un certain point être justifiés par le pillage et les violences qui marquaient le passage de ces torrents d'étrangers dans les provinces de l'empire.

Le Tasse, écho fidèle des ressentiments des croisés, a jeté à la Grèce cette cruelle apostrophe :

« Si tu es à présent une vile esclave, ne te plains pas : ton servage est justice et point outrage. »

Or se tu se' vil serva, è il tuo servaggio,
Non ti lagnar, giustizia e non oltraggio.

Lorsqu'en 1202 les armées chrétiennes se mirent en marche pour la quatrième croisade, elles trouvèrent dans les populations grecques et dans un autre Alexis Comnène, usurpateur couronné de l'empire de Constantinople, le même mauvais vouloir, la même mauvaise foi qu'avaient rencontrés les croisés qui les avaient précédés. Cette quatrième croisade est celle-là même dont Villehardouin fut un des principaux acteurs et dont il est resté l'immortel historien.

Il était naturel que la France, après avoir marché au premier rang des croisades et y avoir représenté l'Europe chrétienne, fournit aussi des historiens pour en perpétuer le souvenir. Et nous avons en effet dans Villehardouin et dans Joinville deux admirables historiens, témoins et acteurs dans les événements qu'ils racontent.

Villehardouin précède de près d'un siècle l'aimable et naïf chroniqueur de saint Louis ; né en Champagne comme Joinville, ce rude chevalier était comme lui plus accoutumé à manier l'épée que la plume.

« Avant de bien dire, tous deux avaient commencé par bien faire : voilà pourquoi, dit M. de Wailly, leurs coups d'essai furent des coups de maître ; là est la source de leur inspiration et de la vie qui anime leurs récits. Bien des livres vieillissent et meurent du vivant de leurs auteurs ; ceux-là ont traversé des siècles en conservant sous la rude écorce de leur vieux langage un fonds inépuisable de jeunesse et d'originalité.

Si la réputation de Villehardouin égale celle de Joinville, sa personne nous est moins connue. Une certaine incertitude règne sur

sa généalogie, heureusement, ajoute l'illustre savant qui a entrepris de rétablir et de nous rendre son texte, « il est de ceux qui peuvent s'en passer. »

Villehardouin était maréchal de Champagne et naquit, selon les plus vraisemblables calculs, en 1164. Le fils de son frère aîné prit la croix en même temps que lui et devint prince d'Achaïe.

C'est à la voix de Foulques de Neuilly que fut résolue et que s'organisa la quatrième croisade. « Sachez, dit Villehardouin en commençant son récit, sachez que mil cent quatre-vingt-dix-sept ans après l'incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ, au temps d'Innocent, pape de Rome, et de Philippe, roi de France, et de Richard, roi d'Angleterre, il y eut un saint homme en France qui avait nom Foulques de Neuilli (ce Neuilli est entre Lagny-sur-Marne et Paris); et il était prêtre, et tenait la paroisse du village. Et ce Foulques que je vous dis commença à parler de Dieu par l'Ile-de-France et par les autres pays d'alentour, et sachez que Notre-Seigneur fit maint miracle par lui.

« Sachez que la renommée de ce saint homme alla tant, qu'elle vint au pape de Rome, Innocent. Et le pape envoya en France et manda au prud'homme qu'il prêchât la croix par son autorité. Et après il y envoya un sien cardinal, maître Pierre de Capoue, qui était croisé, et manda par lui l'indulgence que je vous dirai. Tous ceux qui se croiseraient et feraient le service de Dieu un an dans l'armée seraient quittes de tous les péchés qu'ils avaient faits, dont ils se seraient confessés.

« Parce que cette indulgence fut si grande, les cœurs des gens s'en émurent beaucoup; et beaucoup se croisèrent parce que l'indulgence était si grande. »

A ce début, qui nous transporte instantanément en plein moyen âge, l'historien fait succéder l'énumération des princes et hauts barons qui, réunis au tournoi d'*Ecri*, en Champagne, prirent la croix, résolus qu'ils étaient à aller reconquérir Jérusalem, dont les infidèles étaient de nouveau les maîtres.

Ce furent le comte de Champagne et de Brie, le comte de Blois et de Chartres, tous deux neveux et de Philippe, roi de France, et de Richard, roi d'Angleterre; le comte Baudoïn de Flandre, Simon de Montfort, le puissant marquis de Montferrat, et une foule de gentils-hommes qui suivirent leur exemple, et parmi lesquels nous mettrons au premier rang Villehardouin lui-même.

Pour éviter les lenteurs, les difficultés, les misères qu'avaient rencontrées les précédentes expéditions en suivant la voie de terre, il fut décidé qu'on ferait la route par mer, et que pour se procurer les vaisseaux nécessaires on s'adresserait à une grande puissance maritime. Six messagers choisis par l'assemblée des princes durent se rendre à Venise. Villehardouin en était, et c'est ici que nous com-

mençons à voir quelle confiance inspiraient à ses compagnons d'armes sa valeur dans les combats, son habileté comme négociateur, et sa prudence dans les conseils. Le vieux doge de Venise, Henri Dandolo, accueillit les ambassadeurs avec une extrême courtoisie, et le quatrième jour après leur arrivée, le maréchal de Champagne, prenant la parole, de l'accord et la volonté des autres messagers, s'exprima en ces termes :

« Sire, nous sommes venus à toi de la part des hauts barons de France, qui ont pris le signe de la croix pour venger la honte de Jésus-Christ et reconquérir Jérusalem, si Dieu le veut souffrir. Et parce qu'ils savent que nulles gens n'ont aussi grand pouvoir de les aider que vous et vos gens, ils vous prient que pour Dieu vous ayez pitié de la terre d'outre-mer et de la honte de Jésus-Christ, et que vouliez travailler à ce qu'ils puissent avoir navires de transport et de guerre. »

Après quelques jours de pourparlers, le traité fut conclu. Il stipulait que les Vénitiens fourniraient aux croisés, pour s'en servir pendant un an, des bateaux de transport pouvant contenir 4,500 chevaux et 9,000 écuyers, et des vaisseaux où logeraient 4,500 chevaliers et 20,000 sergents à pied. Le prix fut fixé à 85,000 marcs d'argent. Une clause de plus fut proposée par les Vénitiens et acceptée par les ambassadeurs, celle d'ajouter cinquante galères au nombre fixé, à la condition que la sérénissime république aurait moitié de toutes les conquêtes que feraient les croisés pendant la durée du contrat de louage. « On était alors en carême (mars 1201), et de la Saint-Jean en un an les barons et les pèlerins devaient être en Venise, et les vaisseaux prêts pour les recevoir. »

Pendant cette année de préparatifs, Thibaut, comte de Champagne, désigné pour être chef de l'entreprise, mourut. On fit choix, pour le remplacer, du marquis de Montferrat. Mais le promoteur, l'apôtre de la croisade, Foulques de Neuilly, mourut également, et quand les croisés se retrouvèrent à Venise, ce n'était pas seulement les morts qui manquaient à l'appel. Une bonne partie des gentils-hommes et des pèlerins s'étaient embarqués à Marseille, et une autre partie s'en fut en Pouille.

« Bien belle pourtant, nous dit le narrateur, était l'armée, et de bonnes gens ; jamais n'en vit-on de tant de gens, ni plus belle ; et les Vénitiens leur tinrent un marché aussi abondant qu'il convenait de toutes choses qu'il faut pour chevaux et corps d'hommes. Et la flotte qu'ils avaient préparée était si riche et si belle, que jamais homme chrétien n'en vit plus belle ni plus riche en nef, en galères, en huissiers¹, bien pour trois fois autant qu'il y avait de gens à Venise. Les Vénitiens leur avaient très-bien tenu toutes leurs conventions,

¹ Vaisseau de transport.

et, plus encore ; ils sommèrent les comtes et les barons de tenir les leurs, et demandèrent que l'argent leur fût remis, car ils étaient prêts à partir. »

Hélas ! c'était là la grande difficulté, car l'argent manquait aux croisés, et assez de gens refusaient de payer leur passage. En vain le comte de Flandre et tous les princes et seigneurs présents se dépouillèrent-ils de tout ce qu'ils avaient, vaisselle, bijoux, argenterie, et de tout ce qu'ils purent emprunter, il manquait encore à la somme convenue 34,000 marcs d'argent. Le doge proposa aux Vénitiens d'accorder un délai aux croisés, s'ils consentaient à les aider à reprendre la forte ville de Jadres (Zara, en Dalmatie), que le roi de Hongrie leur avait enlevée. L'accord en fut fait.

« Alors on s'assembla un dimanche à l'église Saint-Marc. C'était une très-grande fête, et le peuple du pays y fut, et la plupart des barons et des pèlerins.

« Avant que la grand'messe commençât, le doge de Venise, qui avait nom Henri Dandolo, monta au lutrin et parla au peuple, et leur dit : « Seigneurs, vous êtes associés aux meilleurs gens du monde, et pour la plus haute affaire que jamais on ait entreprise ; et je suis « un homme vieux et faible, et j'aurais besoin de repos, et je suis « malade de ma personne ; mais je vois que nul ne vous saurait gouverner et commander comme moi, qui suis votre sire. Si vous voulez octroyer que je prisse le signe de la croix, pour vous garder « et vous diriger, et que mon fils restât à ma place et gardât le pays, « j'irais vivre ou mourir avec vous et avec les pèlerins. » Et quand ils l'ouïrent, ils s'écrièrent tout d'une voix : « Nous vous prions « pour Dieu que vous l'octroyiez et que vous le fassiez, et que vous « veniez avec nous. »

« Bien grande fut alors la pitié du peuple de la terre et des pèlerins, et mainte larme fut versée ; car c'était un vieil homme, et il avait les yeux beaux, et pourtant il n'en voyait goutte ; car il avait perdu la vue par une plaie qu'il eut à la tête. Il était de bien grand cœur. Ah ! qu'ils lui ressemblaient mal, ceux qui étaient allés à d'autres ports pour esquiver le péril !

« Il descendit ainsi du lutrin, et alla devant l'autel, et se mit à genoux, pleurant beaucoup ; et ils lui cousirent la croix à un grand chapeau de coton par devant, parce qu'il voulait que les gens la visent. Et les Vénitiens commencèrent à se croiser en grand nombre et en grande multitude. Ainsi fut croisé le doge, comme vous avez ouï. Alors on commença à livrer les nef, les galères et les huissiers aux barons pour partir ; et il y avait déjà tant d'écoulé sur le terme que septembre approcha (1202). »

Zara, remise au pouvoir des Vénitiens, ne fut que le premier incident de cette expédition, entreprise dans le but de délivrer

la Terre-Sainte, vers laquelle Geoffroy de Villehardouin et ses compagnons croyaient marcher en quittant la France, et qu'ils ne virent même pas; car ces croisés enrôlés pour conquérir Jérusalem apprirent tout à coup qu'on les appelait à Constantinople pour renverser un tyran, et un concours étrange de circonstances imprévues donna pour résultat au succès de leurs armes l'élévation d'un comte de Flandre à l'empire de Constantinople. Cette aventure inouïe a dans le récit de Villehardouin une grandeur épique qui n'ôte rien à la vérité et à l'exactitude des détails. Le vieux doge aveugle qu'on vient de voir entrer si majestueusement en scène, conserve dans toute l'histoire ce même caractère d'énergie et de grandeur.

Le maréchal de Champagne, qui rend avec une si grande netteté compte des opérations militaires et leur donne tant de vie, sait aussi peindre d'une manière frappante les beautés de la ville impériale, et exprimer l'admiration et l'étonnement que les guerriers latins éprouvèrent à sa vue. « Ils ne pouvaient penser qu'il pût être dans le monde une si riche ville, quand ils virent ces hauts murs et ces riches tours dont elle était enclose, tout entour à la ronde, et ces riches palais, et ces hautes églises, dont il y en avait tant, que nul ne le put croire, s'il ne l'eût vu de ses yeux, et la longueur et la largeur de la ville qui, entre toutes, est souveraine. Et sachez qu'il n'y eut homme si hardi à qui la chair ne frémit, car jamais si grande affaire ne fut entreprise par nulles gens, depuis que le monde fut créé. »

Après un siège dont tous les incidents sont reproduits par Villehardouin avec une merveilleuse vivacité, les troupes des Vénitiens et des princes croisés se rendent maîtresses de Constantinople et se partagent les incalculables richesses accumulées dans cette splendide cité; puis l'armée victorieuse dit qu'elle veut faire un empereur et, le 16 mai 1204, Beaudoin, comte de Flandre et de Hainaut, est en effet proclamé empereur de Constantinople.

On le voit, l'expédition résolue à la voix du « saint homme » Foulques de Neuilly s'était terriblement détournée de son but primitif et religieux. Au lieu de marcher contre les Turcs et de délivrer les Lieux Saints, les croisés, que le manque d'argent livrait à la merci des Vénitiens, furent très-habilement exploités par la sérénissime république, qui commença par leur demander de lui rendre Zara, puis les entraîna au siège de Constantinople, et qui se fait partout la part du lion. Le pape protesta fortement, mais vainement, contre la prise de Zara et contre le siège de Constantinople. Ses censures n'étaient que trop méritées, car les convoitises les plus temporelles et l'ambition d'acquérir titres et royaumes avaient fait entièrement oublier les intérêts religieux. Laissant en

paix les infidèles, c'était un empire chrétien qu'on avait renversé et c'étaient des populations chrétiennes qu'on rançonnait. Non-seulement on avait fait un empereur latin, mais tous les chefs de la croisade s'étaient adjudgé des souverainetés, en dépeçant le territoire de l'empire grec.

Comme il fallait bien s'y attendre, la domination des Latins sur les populations grecques était infiniment précaire : au moindre prétexte, elles se soulevaient, on les trouvait partout ennemies.

Le rêve impérial du comte Beaudoin de Flandre ne dura pas plus d'une année. En 1305, voyant que la terre allait partout lui échapper, l'empereur Beaudoin s'était rendu, avec le doge de Venise, avec le comte Louis de Blois et avec son propre frère, Henri, et ce qu'ils avaient pu ramasser de gens de guerre, devant Andrinople, qui tenait encore pour Alexis Comnène, afin d'en faire le siège. Notre historien, le maréchal de Champagne et de Roumanie, s'y trouvait déjà, y ayant été envoyé auparavant avec un petit corps d'armée. Mais la ville était très-forte, et Johannice, le roi des Bulgares, y amena un puissant secours. Trop inférieurs en nombre, les croisés y furent battus. Beaudoin s'y montra intrépide.

« Quand ses troupes commencèrent à plier, l'empereur rappelait ses gens, et il disait qu'il ne fuirait pas, et qu'ils ne le quittassent pas; et ceux qui furent là témoignent bien, dit Villehardouin, qui en savait le compte, que jamais chevalier, de sa personne, ne se défendit mieux que lui. Le combat dura ainsi longtemps et tels y eut qui bien se montrèrent, et tels y eut qui s'enfuirent; à la fin, ainsi que Dieu permet les mésaventures, ils furent déconfits. Sur le champ de bataille demeura l'empereur Baudoin, qui jamais ne voulut fuir, et le comte Louis; l'empereur Baudoin fut pris vivant, et le comte Louis fut occis. »

Nous arrêtons ici notre analyse et nos citations. Nous en avons fait assez, nous l'espérons, pour donner à ceux de nos lecteurs qui ne se seraient, jusqu'ici, fait qu'une idée imparfaite de notre plus ancien historien national, le désir de le lire dans le texte, en s'aidant de la traduction de M. de Wailly; ils y verront la suite de cette étrange et brillante aventure.

Il nous reste à dire quelles difficultés il fallait vaincre pour arriver à la restitution de ce beau texte.

Peu de livres ont eu, sitôt qu'ils furent écrits, un succès aussi éclatant que celui qui accueillit l'*Histoire de la conquête de Constantinople*. M. de Wailly le dit avec raison, « l'immortelle histoire de saint Louis restait ignorée au fond des archives de Joinville et dans la librairie des rois de France, alors que le livre de Villehardouin avait fait le tour de l'Europe et ne cessait d'y exciter l'admiration

et la curiosité. Cette vogue dura longtemps et, en multipliant les copies, fut une grande cause d'altération dans le texte. Lacunes, fautes grossières qui interrompent et troublent le sens, retranchements, additions et synonymes qui énervent et dénaturent la langue, tout concourt à prouver que jamais texte n'eût à subir de plus graves atteintes.» Il semble même au savant académicien que, pour expliquer tant d'altérations, il faille supposer que ce livre fut récité en public, comme nos vieilles chansons de geste, et que, livré à la merci des jongleurs, il ait eu à souffrir encore plus de leur licence que de la négligence des copistes.

Une édition exacte de Villehardouin eût donc été à peu près impossible, si un heureux hasard n'en avait fait conserver une copie aux archives de Venise, où elle fut longtemps oubliée. C'est cette copie que Ducange a connue et que dom Brial a publiée; c'est celle aussi qu'adopte M. de Wailly; seulement il l'a perfectionnée, améliorée, en la comparant, avec le soin le plus patient, le plus minutieux et le plus intelligent, aux nombreux et fort divers manuscrits qui existent du livre de Villehardouin.

L'exécution typographique de ce texte excellent qu'accompagne, en regard, une traduction scrupuleusement fidèle, est digne de la vieille réputation de la maison Didot.

On sait que son vénérable chef est lui-même un érudit, et il a déployé tout son bon goût et son savoir pour illustrer magnifiquement Villehardouin. C'est dans les manuscrits du temps de Philippe Auguste, c'est-à-dire à l'art contemporain du maréchal de Champagne, qu'ont été empruntés les vignettes et les culs de lampe qui ornent ce volume.

Tout se réunit donc pour faire de ce livre un des plus beaux ouvrages qui puissent entrer dans les bibliothèques.

Qu'on nous permette d'ajouter, en finissant, que M. de Wailly a dédié ce grand travail à la mémoire de sa sainte mère; et qu'on nous laisse transcrire ici avec une émotion respectueuse cette phrase de sa préface:

« Ceux de mes lecteurs qui voudront connaître la méthode que j'ai adoptée pour cette édition, en trouveront l'exposé sommaire dans la notice qui fait suite à cette préface. Je demande aux autres, ajoute modestement l'illustre savant, de me croire sur parole quand je déclare que je n'ai rien négligé pour réussir, autant qu'il m'était possible, à rendre ce volume digne de Villehardouin, digne surtout de la mémoire bénie à laquelle il est dédié. »

LÉON ARBAULT.

QUINZAINES POLITIQUES

24 novembre 1872.

L'Assemblée, en reprenant, le 11 novembre, ses laborieux travaux, apportait à sa tâche des dispositions dont on pouvait attendre, pour la paix du pays, les effets les plus profitables. La majorité revenait, en effet, plus que jamais persuadée que le radicalisme devenait menaçant, qu'il suit résolument ses calculs et qu'il étale déjà ses espérances, que les honnêtes gens ne sauraient plus sans danger diviser leurs efforts, et que, par conséquent, il était nécessaire à M. Thiers et à l'Assemblée de s'unir dans un accord solide pour la défense de la société. Ce sentiment, le seul que la majorité fit prévaloir dans le choix des bureaux, régnait souverainement en elle. Le besoin de la concorde était si manifeste, que d'elles-mêmes toutes les volontés du parti conservateur s'offraient à M. Thiers et se concertaient d'avance avec lui pour réduire la démagogie au silence et à l'ordre. Bien des défiances s'étaient désarmées, des irritations calmées : le gouvernement n'avait qu'à s'emparer des esprits et des cœurs. Il lui suffisait de garder ces sages ménagements que le pacte de Bordeaux assurait à la majorité ; il lui suffisait de donner pour règle à sa politique l'intérêt patriotique et social de la France : dans ces conditions de réserve et de prudence, il était sûr que la majorité ne serait avare ni de concessions ni même de sacrifices. Qu'est devenu ce bon vouloir ? Pourquoi ce souffle d'apaisement s'est-il changé en tempête ? Comment le dépit, l'emportement, l'obstination, la menace et la crainte ont-ils tout à coup chassé de l'Assemblée ces heureuses espérances d'union et de bien ? Ce n'est pas sans tristesse que nous le disons : le message de M. Thiers a causé dans l'Assemblée cette révolution morale.

M. Thiers a obtenu l'assentiment de tous, quand il a parlé des ressources que la France a su puiser dans son énergique fécondité, quand il a fait l'historique de tous ces actes de réorganisation ou de délivrance nationale dont il partage la gloire avec l'Assemblée. On ne saurait qu'approuver la fierté mesurée et simple avec laquelle il a cé-

lèbré à ce propos tant de labeurs extraordinaires ; on en recueille le souvenir avec une joie qui, toute modeste qu'elle doit être encore, ranime cependant le courage public. Dans cette partie de son Message, le bon sens de M. Thiers se montre plus d'une fois avec sa vive et brillante clarté. Qui n'y louerait surtout, comme bien dignes d'un homme d'État et d'un historien, les mots si vrais et si précis qui lui servent à marquer nettement la part de la France, celle de sa force intime, de son travail propre et de son antique génie, dans tous ces événements que chacun rapporte à sa cause et compte pour sa gloire ? C'est l'irritante erreur des partis que de s'attribuer tous les biens ou de se reprocher tous les maux, comme s'ils en tenaient également les sources entre leurs mains. Nous aimons, quand M. Thiers élève son regard au-dessus de la terre de France et de ses moissons, nous aimons à l'entendre saluer la Providence ; et nous ajoutons à ses paroles qu'il n'y a, pas plus aujourd'hui qu'hier, de Providence républicaine ou royaliste. Quand il considère, dans notre pays, l'amélioration de notre situation matérielle, il en fait honneur à la France entière, à « cette activité qui ne l'abandonne jamais, qui est en ce moment la puissance réparatrice de nos malheurs. » Oui, la France, le temps et M. Thiers aussi sont, de cette activité et de ses résultats bienfaisants, des raisons plus sûres et plus puissantes que celles dont se targuent nos théoriciens républicains. Portons donc nos débats sur d'autres points : comme M. Thiers le reconnaît lui-même, une nation a toujours en soi des puissances secrètes et vivaces, nécessaires et permanentes, qui ne dépendent d'aucun parti et d'aucun homme.

Le Message s'est hâté de déclarer que l'ordre seul « a pu permettre que la France donnât autant de produits » et trouvât encore un tel crédit dans le monde. Nous ne contestons pas que l'ordre ait ces vertus ; mais cette protection de l'ordre, nous en avons une garantie plus ferme et plus constante que celle de la république. Rappelons-nous, en effet, que si on a été obligé d'ajouter au mot de république celui de « conservatrice », c'est qu'on a compris, grâce aux avertissements du passé, que, pour faire croire la république capable d'ordre, il fallait offrir aux esprits la nouveauté séduisante de cette précieuse épithète ? Constaterons-nous qu'en annonçant dans l'essai de leur chimère le règne prospère de l'ordre, les républicains loyaux semblent nous promettre un miracle ? Remarquons plutôt que l'ordre dont M. Thiers a si justement vanté les bienfaits, a dans le présent bien d'autres causes que l'état de république où nous paraissions être. D'abord le pacte de Bordeaux nous a seul assuré cette trêve de deux ans, cette demi-paix politique où la France expirante a recommencé de respirer. D'autre part, notre nation avait, pour ainsi dire, épuisé le désordre dans les maux de la guerre et dans les crimes de la Commune : elle se repose aujourd'hui ; c'est la nécessité de la vie humaine, et telle est la loi de l'histoire. Vaincu et ruiné, nous sommes en ce moment un peuple avide de réparer sa

fortune : de là ce besoin de travailler et de produire, de là cette activité qui contient, apaise ou tempère les passions sociales. D'ailleurs, on ne saurait dire que l'ordre est devenu une institution républicaine, on ne saurait y voir un pur effet de fraternité démocratique, dans un pays où l'état de siège reste nécessaire à trente-deux départements, où les jurys ne sont plus assez sévères, et où le gouvernement a tous les jours à réprimer des illégalités commises par les républicains mêmes qui se prétendent les plus austères. Enfin, les Prussiens occupent encore notre territoire : la menace qu'on sent et qu'on aperçoit de leur côté contraint à la sagesse plus d'un fou, à la tranquillité plus d'un furieux. Ces circonstances extraordinaires, le Message ne les mentionne pas, bien que M. Thiers les connaisse; or, provisoire ou non, l'ordre en résulte bien plus que du régime républicain où nous nous trouvons par interrègne. Encore, en convient-on, cet ordre est matériel seulement.

Si M. Thiers, en parlant de la France et de l'ordre, n'avait semblé faire de l'une le patrimoine de la république et de l'autre la cause des républicains, il n'eût pas vu tant d'étonnement et de douleur dans la majorité, il n'eût pas dissipé dès la première heure ces sentiments de bienveillance et de concorde dont l'Assemblée était pleine. Mais M. Thiers, qui pouvait et devait tenir le langage d'un chef d'État, a tenu celui d'un député : au lieu d'un message, on eût dit un discours prononcé par un membre du centre gauche. Est-ce bien M. Thiers qui, voulant à Bordeaux réorganiser la France sans constituer d'autre gouvernement que celui de l'Assemblée, veut aujourd'hui constituer la république sans la proclamer? Est-ce bien lui qui pourrait ainsi conduire de formule en formule l'esprit de la majorité, comme de leurre en leurre, d'illusion en illusion? Est-ce bien lui qui, se reconnaissant à Bordeaux le délégué de l'Assemblée, la met impérieusement dans l'alternative ou de créer la république ou de causer une révolution? Est-ce bien lui qui tente ce coup d'État parlementaire? Est-ce bien lui qui, devant l'Assemblée et la France, donne une sorte de consultation aux radicaux, en les avisant d'aimer l'ordre pour l'intérêt de leur parti, et qui, habile à flatter leur égoïsme, leur crie ce mot étrange : « Nous travaillons pour vous? » Est-ce bien lui qui, apercevant l'empire dans les débris qui s'amoncellent au 4 septembre, déclare « l'antique forme de la monarchie disparue, » comme si, sans sophisme, on pouvait assimiler le régime despotique de Napoléon III à la royauté constitutionnelle que M. Thiers a connue et servie? Est-ce bien enfin M. Thiers que, en écoutant toutes ces maximes, M. Gambetta et les siens applaudissaient si bruyamment, comme pour le remercier d'avoir souri à leur espérance et annoncé leur règne?

Nous n'élèverons pas contre M. Thiers le reproche injurieux d'avoir parjuré; nous constatons seulement la réalité en disant que, par ce Message, M. Thiers a rompu le pacte de Bordeaux. Se sont-elles donc évanouies de sa mémoire, ces paroles qu'il faisait en-

tendre à l'Assemblée, vers le commencement de cette année : « Toucher au pacte de Bordeaux, ce serait le signal de calamités incalculables ? » Croit-il aujourd'hui que l'un ou l'autre des deux périls dont la menace inquiète le plus la France, le radicalisme et l'invasion, ne puisse être conjuré que si lui-même viole la trêve des partis, c'est-à-dire s'il les déchaine et les arme l'un contre l'autre ? N'était-il pas possible de prémunir la nation contre les radicaux et de libérer entièrement notre terroir, avec les garanties du pacte de Bordeaux et du statut Rivet ? Certes, pour réprimer la démagogie et délivrer nos provinces occupées, la majorité n'eût refusé à M. Thiers aucune mesure sociale, aucune mesure patriotique. Les déclarations de M. Thiers n'étaient donc ni nécessaires ni justes ; et, comme des ministres clairvoyants l'en avaient prévenu, elles ont à bon droit surpris et irrité la majorité. La république avait l'existence d'un fait : sans en déterminer la durée, sans en vouloir altérer les conditions, les monarchistes de l'Assemblée consentaient à l'améliorer en la rendant parlementaire, en lui donnant une force suffisante pour préserver la France de l'anarchie et la représenter devant l'étranger. Quoi ! tout à coup, on prétend ériger ce fait en droit et, ce droit, l'élever par-dessus tous les souvenirs de l'histoire, toutes les espérances de l'avenir, toutes les objections de la raison ! M. Thiers, en changeant en principe l'événement de la république, exigeait trop de la majorité : c'était inutilement blesser la dignité des uns, révolter la foi des autres. Il mettait contre elle une autre faute, quand, pouvant accabler d'un mot ces grands abuseurs de la foule qui l'induisent à tous les désordres de l'âme et de l'esprit, il en a traité l'insensée et brutale faction comme un parti semblable à tous les autres dans l'Assemblée ; quand, ces politiques parmi lesquels la Commune choisissait ses héros et ses conseillers, il les a considérés comme capables de devenir, avec un peu de sagesse provisoire, le gouvernement de la France, eux que M. Thiers a vus à l'œuvre dans leur dictature de Tours, eux qu'il sait uniquement capables de perdre la société et la patrie ! Ces égards oratoires, ces ménagements immérités et inutiles, ont été, dans la séance du Message, un motif de stupeur et d'irritation pour la majorité. De ce double grief des monarchistes et des conservateurs a résulté la proposition de M. de Kerdrel ; et c'est par cette proposition qu'a commencé la crise latente où sont aujourd'hui le gouvernement et l'Assemblée.

L'émoi produit par le Message a duré sans s'apaiser, pendant que se discutait la loi sur le jury. Ici, toutefois, le gouvernement et la majorité se trouvaient d'accord, tant la cause de l'ordre leur est vraiment commune, tant l'union leur est naturelle ! La gauche demandait cette législation de 1848 dont l'indulgence concédait à chaque électeur la faculté d'être juré. Le ministre de la justice réclamait du juré certaines conditions légitimes d'indépendance et de capacité ; et, pour les apprécier, il admettait la magistrature à côté du pouvoir civil dans les commissions chargées de composer les lis-

tes préparatoires. Trois orateurs surtout ont soutenu le projet de loi. M. Charles de Lacombe, avec l'art d'un historien et d'un moraliste perspicace, avec l'éloquence d'un orateur chaleureux, a mis en lumière cette vérité, que la conduite du jury est en rapport avec l'état politique et social du pays. Selon que le gouvernement est faible ou fort dans la défense de l'ordre, selon que Laffitte ou Casimir Périer laisse faire les audacieux ou résiste, le jury s'affermir ou cède, il est pusillanime ou sincère, il seconde ou trahit la justice. C'est donc avec raison que, en signalant quelques-unes des erreurs corruptrices et malfaisantes que le radicalisme répand aujourd'hui dans l'esprit public, M. Charles de Lacombe a demandé qu'à une bonne loi sur le jury le gouvernement joignît l'action vigilante d'un esprit énergiquement conservateur. M. Dufaure a prouvé que la loi nouvelle organisait les commissions avec des précautions plus sages et pourtant plus libérales qu'autrefois. M. Desjardins a démontré qu'au-dessus du droit d'être juré, qu'on prétendrait attribuer à l'électeur, règne le droit qu'a le justiciable d'avoir des juges éclairés et honnêtes : tous deux ont triomphé des amendements que la gauche multipliait avec ce soin qu'elle a toujours pris d'atténuer la justice, comme pour avoir des tribunaux plus faciles à l'impunité démocratique. La majorité n'a pas eu un moindre succès en combattant, avec M. B. d'Harcourt, les radicaux de l'Algérie. Plus généreuse qu'eux, plus habile, plus soucieuse de l'expérience acquise dans notre colonie, elle a permis aux Arabes d'avoir accès et de participer aux délibérations des conseils généraux. Il faut féliciter M. B. d'Harcourt d'avoir donné en cette matière de bons avis à l'Assemblée : outre que son discours — une *maiden speech* — annonce à la majorité un talent de plus, il a eu ce rare bonheur parlementaire de convertir à son opinion la commission et le gouvernement.

Rien n'empêchait que le gouvernement s'accordât de même avec la majorité pour réprover, selon le vœu du général Changarnier, les doctrines que M. Gambetta avait si insolemment professées à Grenoble. Quoi de plus simple, quand on s'appelle M. Thiers, quand on a l'honnêteté publique à protéger, quand il s'agit de garder intactes les dernières forces de la France ! M. Gambetta a déclaré que l'Assemblée n'existait plus ; il a crié au pays qu'elle n'était plus qu'un cadavre ; et ainsi il a proclamé illégitimes toutes ses lois, licite le mépris de ses actes, c'est-à-dire légale l'insurrection d'aujourd'hui ou de demain. M. Thiers a donc, de son côté, le devoir de restaurer dans l'esprit de la France l'autorité de cette Assemblée, dont il représente lui-même la puissance et avec laquelle il aura tout à l'heure des décrets à faire, des mesures de réorganisation nationale à prendre, peut-être même un gouvernement à constituer. De plus, M. Gambetta a porté le trouble dans la société : il n'a rien moins qu'appelé à la possession du pouvoir ceux que la Commune y avait invités elle-même ; il a distingué une classe inférieure et opprimée, pour enflammer en elle la fureur de l'égalité ; il en a tenté

la misère, il en a excité les convoitises, il a préparé dans les masses souffrantes et laborieuses, comme a dit M. le duc de Broglie, « l'avènement de l'ignorance et la proscription de la richesse. » Eh bien, M. Thiers doit à la société un de ces mots qui rassurent la timide confiance des honnêtes gens et que la France eut toujours un besoin si particulier d'entendre. Telle est la question. M. Victor Lefranc ne sait pas la comprendre, et sa réponse s'égare, oiseuse et maladroite, dans les plus inutiles débats. En vain M. de Broglie, après avoir frappé en face, avec les coups de la plus forte éloquence, ce tribun maintenant accroupi dans un silence honteusement habile, en vain M. de Broglie supplie-t-il M. Thiers de condamner solennellement devant l'Assemblée ce discours de Grenoble qu'il a condamné, le 10 octobre, devant la commission de permanence. M. Thiers s'indigne qu'on le presse de répéter à l'Assemblée ce qu'il n'a dit qu'à quelques députés; il refuse à son blâme la publicité parlementaire, c'est-à-dire la sanction réelle et définitive. La vigueur courtoise et mesurée avec laquelle M. de Broglie insiste obtient à peine de M. Thiers quelques-uns des mots qu'on attend de sa justice. C'est de la majorité qu'il se plaint, dans un moment où il peut rendre son indignation bienfaisante au pays tout entier, en la faisant venger de l'Assemblée et de la société. Qu'en est-il résulté? l'ordre du jour Mettetal, qui n'a donné qu'une demi-satisfaction à la majorité et à M. Thiers. Plus de trois cents députés se sont abstenus; et en définitive, M. Thiers a vu s'affaiblir son autorité morale dans une séance où l'Assemblée et les honnêtes gens ne voulaient et ne demandaient que l'humiliation méritée du parti radical.

Dans l'érmotion de cette séance s'est aggravée la crise déjà commencée. Un instant on a pu croire que M. Thiers ou renoncerait au gouvernement, ou solliciterait un vote de confiance. Puis cette politique incertaine, confuse, troublée, a pris un autre cours. C'est la motion de M. de Kerdrel qui fournira l'occasion du dénouement. La commission chargée d'examiner la proposition de M. de Kerdrel peut seule maintenant réconcilier la majorité et M. Thiers. Or que désire et veut la majorité? la solution même qu'il y a un mois M. de Meaux indiquait ici dans *le Correspondant*, c'est-à-dire l'usage du gouvernement parlementaire, la constitution d'un ministère homogène et responsable. La majorité, quoi qu'on dise, n'a en vue, en ce moment, que l'intérêt de la société; elle ne songe qu'à préserver notre patrie des hontes et des crimes dont le radicalisme est l'augure et le commencement : voilà toute sa politique, et il n'y en a pas d'autre qui soit possible dans nos dangers et nos embarras. Or la majorité ne peut trouver que dans un ministère homogène et responsable la représentation exacte et totale de l'esprit conservateur. Est-ce là une prétention qui puisse alarmer M. Thiers? N'est-il pas évident, au contraire, que la majorité serait tout entière, avec ses ministres, rangée autour de M. Thiers? N'est-il pas évident qu'avec un concours généreux et un zèle empressé, elle ajouterait au pouvoir de M. Thiers toutes les forces dont il a besoin pour le bien social de la France? N'est-il

pas évident que M. Thiers, devenant dès lors plus libre de vaquer aux soins de la grande politique, son autorité s'accroîtrait d'une sorte de puissance sereine et souveraine, devant le pays et devant l'Europe? N'est-il pas évident que la France retrouverait à la fois, avec l'une de ses libertés nécessaires, ce régime viril sans lequel elle ne pourrait créer, pour l'avenir, des institutions et des hommes capables de continuer les services de M. Thiers?

En attendant avec anxiété cette solution, comment ne regretterions-nous pas que les amis officieux de M. Thiers et lui-même aient à plaisir excité les débats de la république et de la monarchie, à une heure où il n'y avait qu'à s'occuper du gouvernement parlementaire et qu'à s'inquiéter du péril social? Depuis plusieurs mois, les publicistes de la Présidence ne semblent avoir d'autre souci que d'inscrire au front de la France le mot de République; on dirait que tout l'art de plaire à M. Thiers consiste, pour eux, à lui donner le nom de républicain. Par flatterie ou par calcul, on a dit à M. Thiers : « Soyez le Washington de votre pays. » Qu'a-t-il pensé, la première fois qu'on lui proposa pour idéal la gloire de Washington? Lui seul le sait. Toutefois, nous doutons qu'au fond de son cœur il ait pleinement accueilli cette promesse toute particulière d'immortalité. Nous ne dirons pas qu'à nos yeux, quand on est si près, par son grand âge, de Dieu et de l'histoire, le plus beau renom qu'on puisse laisser, c'est d'avoir fini sa vie selon sa croyance et dans le couronnement de ses œuvres : l'honneur de rétablir dans l'amour d'une grande nation des institutions conformes à ses traditions et à ses besoins; l'honneur de lui assurer le gouvernement le mieux tempéré d'autorité et de liberté que connaissent les sages en vaut un autre, en vérité; et ceux qui l'auraient présenté au regard de M. Thiers lui auraient-ils donc offert une tâche indigne de son génie politique? Nous ne dirons pas non plus que, si pleine de jours que puisse être encore la belle vieillesse de M. Thiers, il a dû songer que l'établissement d'une république, après les essais de 1793 et de 1848, après les souvenirs du 4 septembre et de la Commune, n'est pas un de ces travaux, préparés par le passé ou faciles au temps présent, qu'on accomplit en quelques années. Mais nous sommes sûr que M. Thiers, moins que ses adulateurs, sait par quelles profondes différences les États-Unis et Washington se distinguent de la France et de lui. Et d'abord, Washington a été le premier président plutôt que le fondateur de la république américaine; il n'en a ni annoncé ni choisi le gouvernement : les mœurs, les lois, les nécessités faisaient, sans lui, le sort de son pays. Au reste, Washington assistait à la naissance d'un peuple : on n'avait pas à refaire une république, on la faisait avec le concours de ses vertus. Quant aux États-Unis d'alors, qu'on les compare à la France d'aujourd'hui. Sur leur sol, hier émancipé par leurs victoires, les États-Unis n'avaient jamais connu de royaume; l'éloignement de la monarchique métropole et l'insignifiante sujétion où ils étaient, leur avaient presque permis de se considérer, à l'avance, comme une république. Ajoutons-le, les

compagnons de Washington étaient les fils de ces républicains et de ces puritains qui avaient fui l'Angleterre, pour aller chercher, au Nouveau-Monde, l'indépendance de leur culte et de leurs opinions; tous étaient imbus de l'esprit libéral et parlementaire, ils avaient tous l'amour du *self-government*; et ainsi ils se trouvaient enclins par leurs goûts et disposés par leurs pratiques au régime républicain. Enfin, les Etats-Unis sont une confédération : voilà la raison dominante qui en a fait une république. Avec la diversité de races, de mœurs et de constitutions, il n'y avait que le lien flottant et faible d'un gouvernement républicain qui pût les tenir unis, en les laissant libres; il n'y avait que la présidence d'un pouvoir vague, indistinct, presque nominal, qui convint à leur état fédératif; et ils se sentirent d'autant plus à l'aise dans ce régime, que, la vaste mer et les vastes prairies les entourant partout, ils y jouissaient de la sécurité nationale : aucun danger extérieur ne leur rendait nécessaire cette unité, dont la monarchie a été comme la forme essentielle pour tous les peuples menacés à la frontière. Or la France n'est pas dans cette situation.

Supposez des conditions favorables; supposez un instant oubliée l'histoire que cette sorte de gouvernement a eue en France. Il reste encore plus que difficile de faire accepter des esprits éclairés l'idée de la république. Qu'on y réfléchisse bien, en effet : parmi les monarchistes, il y a toute une classe nouvelle de politiques, dont la raison est sous l'empire d'une foi invincible; ce sont ceux qui, dans la monarchie parlementaire, aiment le principe plus que le souverain; ce sont ceux qui, dans la royauté constitutionnelle, voient la nation plus que le roi; ce sont ceux qui envisagent en elle une forme supérieure de la chose publique plus encore que le règne de telle ou telle dynastie. Ils ont leur idéal dans cette admirable conception qu'a retracée Montesquieu, d'un pouvoir où se mêlent la permanence de l'hérédité et le changement des intérêts publics, d'un pouvoir à la fois stable dans ses fondements et variable dans ses formes, d'un pouvoir durable et fixe duquel se meut librement toute la nation, et qui laisse à ce libre mouvement le plus large espace qu'il est possible. Ils ont considéré le sort précaire et la fin misérable des républiques et des monarchies absolues; ils ont vu les unes périr dans les déchirements de la guerre civile, les autres dans la honteuse immobilité du despotisme. D'autre part, ils ont aperçu, en Angleterre, le modèle d'un Etat qui allie en soi la république et la monarchie, et cette forme de gouvernement, la plus noble des temps modernes, a captivé leur sagesse et leur patriotisme.

Or ceux-là ramènent à une seule question le débat des partis républicain et monarchique. La liberté! ils savent qu'elle règne à Londres comme à Washington, à Bruxelles autant qu'à Berne. L'égalité! ils l'admettent, autant qu'aucun républicain, partout où elle n'est pas une tyrannie ou une chimère; ils ne réservent que les différences du travail, du mérite et de la vertu. La fraternité! ils ne

voient pas que, vieilles ou modernes, les républiques aient été plus pacifiques ou plus humaines que les monarchies. D'ailleurs, on peut penser que la fraternité ne se décrète pas d'un édit et d'un mot. Le progrès ! les partisans de la monarchie constitutionnelle croient qu'il se réalise dans la suite de leurs ministères autant que dans la succession de vos présidences : même avec Sully, Colbert, d'Argenson, Turgot et Necker, la France améliorait jadis son état ; elle l'améliorait naguère avec Gouvion Saint-Cyr, Louis, Casimir Périer, de Broglie, Thiers, et tant d'autres. Non, liberté, égalité, fraternité, progrès, ce ne sont ni ces mots ni ces choses qui distinguent les régimes républicain et monarchique, sous la forme parlementaire que notre siècle donne à l'un et à l'autre. La vraie différence, c'est celle que M. Thiers indiquait lui-même dans l'Assemblée nationale, celle de la présidence, là temporaire, ici héréditaire et entourée d'hommages. Mais, sur ce point, les monarchistes, cessant d'égaliser les institutions, comme dans le reste, proclament absolument la supériorité de la royauté constitutionnelle. A l'étranger, et surtout dans la monarchique Europe, cette royauté a le prestige des longs souvenirs et des longues traditions, les alliances et les amitiés durables : à ses ministres qui passent elle transmet le secret de la politique extérieure, elle leur communique l'autorité du passé. Bien moindre au dehors est l'influence d'un gouvernement dont on mesure l'existence à quelques années. Le président d'une république, c'est aujourd'hui un homme d'État sagace, demain un tribun ignorant ; et, de toute évidence, la puissance diplomatique d'une nation s'affaiblit à l'heure où un Gambetta est près de succéder à un Thiers. A l'intérieur, les dangers ou les inconvénients sont plus grands encore. Le roi constitutionnel est un arbitre souverain pour tout le monde : il demeure, et par conséquent il a devant les partis une sérénité, une puissance et aussi une équité facile, que ne peut avoir un président de république, dont chacun sait l'origine politique, le règne borné et le pouvoir fragile. Pour dissoudre un parlement, le roi constitutionnel a une autorité supérieure : le trouble est au-dessous de lui ; il ne craint pas qu'il monte jusqu'à lui. Le président, au contraire, a besoin de popularité ; il calcule ses actes pour son bénéfice électoral ; son arbitrage parlementaire est donc moins impartial et moins sûr. Le roi ne personnifie en lui ni telle classe ni telle région : à son avènement, le Sud ne s'arme pas contre lui, ni le Nord en sa faveur : il appartient à tous. Il n'est le représentant d'aucune idée passagère et triomphante ; il n'est pas sur le trône pour la victoire d'un intérêt plutôt que d'un autre ; il appelle dans ses conseils, aujourd'hui Palmerston ou Thiers, demain Derby ou Guizot. Le président, lui, arrive au faite, poussé par les passions de ses électeurs : il n'est pas libre d'être d'un autre parti que de celui qui s'est couronné en lui. En cela, la monarchie constitutionnelle a quelque chose de plus simple, de plus souple, de plus maniable que la république ; et voilà pourquoi aussi les ministères sont plus puissants près d'un roi constitutionnel que près d'un président qui, résumant

en lui tout le sentiment de la majorité, est pour la foule un maître presque omnipotent. Or, cette souveraineté populaire facilite ou crée les dictatures dans les républiques.

Mais, par-dessus tout, la république, avec sa présidence élective, est un régime de fièvre continue. Sur les quatre ans que dure la présidence aux États-Unis, une année entière se passe à préparer soit la réélection de l'un, soit l'élection de l'autre. Veut-il être réélu, le président trouve au service de son ambition des milliers de fonctionnaires intéressés : c'est l'intimidation, la brigue, la corruption et la licence. Serésigne-t-il à la retraite, le président, discrédité pour le peu de règne qui lui reste, est trop faible pour rien pouvoir : il se contente de laisser oisivement expirer son autorité. Mais dans cette conquête du premier rang, quelles longues machinations, quelle agitation tumultueuse ! Hommes et choses sont dans l'attente du renouvellement ; l'activité du pays se dépense dans l'élection ; tout le reste languit. Or, s'il en est ainsi dans des pays où l'on se dispute la présidence par des raisons uniquement politiques, qu'advient-il chez un peuple où les passions sociales seront le principal mobile des choix ? Et dans notre France, par tempérament vive et ardente, quelles luttes redoutables n'aurait-on pas à prévoir ? Comparez encore l'état de ces républiques où, je ne sais par quel instinct de l'audace humaine, l'imagination des chimériques et la témérité des révolutionnaires se donnent carrière comme dans un champ libre, comparez-le à l'état de ces monarchies constitutionnelles où il semble que, par un sentiment contraire, les ambitions et les utopies aperçoivent des limites. Là, point de publiciste, de ministre ou de tribun vaniteux qui ne trouve le premier rang accessible dans un élan de popularité ; ici, le trône étant occupé, leur regard se tourne forcément vers ces emplois de la chose publique dont on ne peut pas s'emparer par un coup d'État, par une émeute de caserne ou de place publique. Là, des présidents que les partis somment de réaliser des promesses impossibles et que la foule abandonne, à moins d'être flattée et obéie ; des présidents qu'on veut toujours plus grands que leurs ministres, et qui toujours, en effet, doivent leur être ou leur paraître supérieurs, sous peine de mépris et de renvoi. Ici, des princes qui règnent sur la nation à l'aide de ministres qui gouvernent le parlement ; des princes qui n'ont besoin que de bon sens, et qui permettent à leurs ministres le génie et la gloire ; des princes qui président seulement aux destinées que la nation se fait elle-même ; des princes qui, enfants, ou femmes ou vieillards, ont assez de leur majesté pour suffire à leur rôle. Enfin faut-il le dire ? la présidence républicaine est une cause ou une occasion de discordes civiles. La monarchie constitutionnelle perpétue le pouvoir sans ébranlements ; le roi meurt, son successeur prend sa place : la nation s'en est à peine aperçue. Regardez la plus petite et la plus paisible des républiques, la Suisse : Genève, Bâle et Berne vous diront que leur tranquillité se trouble à l'heure où surgissent les rivalités des candidatures présidentielles. Regardez la plus jeune et la plus puissante, celle des États-Unis : à la seule nouvelle qu'un

abolitionniste, Lincoln, était élu, les gens du Sud prirent les armes.

Voilà vraiment la foi des monarchistes; et, leur conviction, ils ne sauraient l'arracher de leur esprit. Est-ce à dire pourtant qu'ils comptent pour rien la réalité des choses? Est-ce à dire qu'ils ignorent les nécessités qui se produisent dans l'enchaînement étrange et infini des faits? Est-ce à dire qu'ils ne distinguent pas le possible de l'impossible, la politique opportune de l'orgueilleuse imprudence? Non, ces monarchistes qui trouvent inhabile et dur qu'on réclame d'eux, avec le sacrifice du cœur qui se livre, celui de la raison qui s'aliène; ces monarchistes sont des hommes de bon sens autant que d'honneur. Ils veulent aider M. Thiers de tout leur pouvoir dans l'œuvre de la réparation nationale. Mais M. Thiers doit le comprendre sans peine : quand on leur crie de proclamer la république comme un principe supérieur, éternel, indiscutable; quand on leur demande d'en inaugurer le règne solennellement et naïvement, ils ne peuvent ni abdiquer les croyances qu'ils réservent ni proscrire l'avenir aux espérances qu'ils gardent. Que M. Thiers les invite, au contraire, à fortifier dans son gouvernement actuel tous les moyens de préserver la France des désordres de la démagogie; qu'il les y invite sans leur demander de renier leur passé, ils ne lui refuseront ni l'accroissement ni la durée du pouvoir. Toutefois, leur sera-t-il interdit de fixer à sa présidence les limites fixées à la royauté constitutionnelle, celles de la liberté parlementaire? En vérité, ils ne pourraient y renoncer, sans faire manquer l'Assemblée à sa dignité et M. Thiers à la sienne; ils ne le pourraient, sans condamner les vœux qu'ils ont formés, vingt ans, dans le silence et l'oppression de l'Empire; ils ne le pourraient, sans fournir aux Césars de la démocratie et du despotisme l'exemple d'un acquiescement funeste; ils ne le pourraient, sans risquer avec M. Thiers de compromettre la sécurité du pays dans de nouvelles contestations comme celles du 19 janvier et du 18 novembre. Un ministère responsable, voilà le ressort indispensable au mouvement et à la force du gouvernement que M. Thiers et l'Assemblée ont à organiser : sinon, ce gouvernement ne serait ni libéral ni conservateur.

Le gérant : CHARLES DOUNIOL.

ERRATUM. — Nous sommes priés de rectifier une erreur de détail échappée à M. Foisset dans son dernier article (*Correspondant* du 10 novembre, page 416). L'éminent historien du P. Lacordaire et de M. de Montalembert affirme qu'au scrutin du 10 décembre 1848 pour la présidence, M. de Falloux vota pour le général Cavaignac. Le fait n'est pas exact. Entre l'Empire inévitable, dissimulé sous la candidature du prince Louis Napoléon, et la République quand même, affirmée par l'honorable général Cavaignac, M. de Falloux déposa ostensiblement et devant témoins, un bulletin blanc.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

UNE BIOGRAPHIE ANGLAISE

DU

COMTE DE MONTALEMBERT

Memoir of Count de Montalembert. — A chapter of recent French History.
By Mss Oliphant¹.

... « Il portait sur sa poitrine le signe de la croix, sanglant et cher souvenir de son Sauveur. Il le portait par amour pour celui qu'il adorait vivant et mourant, et sur son écusson il grava cette croix, son espérance suprême. Il fut parfaitement droit, fidèle et vrai, en paroles et en action². »

Telle est l'épigraphe d'un livre consacré à la mémoire de M. de Montalembert, et ce choix seul suffit pour indiquer que ce livre est digne du sujet qu'il traite.

On ne peut nier toutefois que lorsque les amis de M. de Montalembert furent informés qu'un récit succinct, mais complet, de sa vie, allait paraître, et que ce travail serait l'œuvre d'une main étrangère et protestante, plusieurs d'entre eux n'aient manifesté de l'in-

¹ *Un chapitre de l'Histoire de France. — Notice sur la vie du comte de Montalembert*, par madame Oliphant.

² « ... On his breast a bloody crosse he bore
The dear remembrance of his dying Lord
For whose sweete sake that glorious badge he wore.
Upon his shield, the like was also scor'd
For soveraine hope, which in his help he had
Right faithful true he was, in deede and word.

SPENSER.

quiétude. Il semblait étrange, en effet, qu'une existence telle que celle-là, consacrée d'un bout à l'autre à la France et à l'Église, pût être dignement appréciée, pût être seulement comprise par une personne qui n'était ni Française ni catholique. Sans doute, le nom de celle qui s'était donné cette tâche était fait pour rassurer, et l'excellente traduction *des Mœurs d'Occident* indiquait déjà chez madame Oliphant une grande intelligence aussi bien qu'une grande sympathie pour des sujets qui, au premier abord, semblaient peu d'accord avec les préjugés nationaux et religieux qu'il était naturel de lui supposer. Toutefois, ce n'est pas sans appréhension que ces volumes furent ouverts par ces amis défiant, dont plusieurs allaient y retrouver leurs souvenirs personnels, et en particulier par celle qui, faut-il l'avouer ? éprouvait une sorte de déplaisir et presque de remords en songeant qu'une femme s'était chargée de ce travail, et que ce n'était point celle qui, la première, avait mêlé dans le même récit le nom de Montalembert à celui d'Albert. Mais, la lecture de ce livre achevée, on ne peut que rendre hommage à la main qui nous le donne, et reconnaître hautement, non-seulement qu'elle a réussi dans l'œuvre qu'elle a entreprise, mais qu'aujourd'hui du moins, personne peut-être n'eût pu y réussir mieux qu'elle. En effet, la distance et la différence de nationalité remplissent ici le rôle du temps, et placent l'auteur à l'abri de toutes les agitations politiques et religieuses auxquelles se mêle encore le nom de celui qui y prit une part si active; elles lui permettent un calme que ne laissent à personne en France des malheurs trop récents, des préoccupations trop vives, et par suite, une attention trop distraite. Puis, disons-le de suite, madame Oliphant possède la rare faculté de savoir quitter son propre point de vue pour se placer à celui d'où elle peut apercevoir les véritables mobiles du caractère qu'elle veut dépeindre, et saisir ainsi la clef des événements qu'elle raconte. Enfin, une dernière considération ajoute encore à sa compétence : Une Anglaise pouvait mieux qu'une autre comprendre le côté du caractère de M. de Montalembert, qui tenait au sang que lui avait transmis sa mère, et discerner quelles sont, dans le cours de sa vie, les opinions et les habitudes, les qualités et les défauts qu'il avait empruntés au pays où s'étaient écoulées les années de son enfance, années telles, qu'il est rare d'en rencontrer de semblables, même au début des vies les plus privilégiées, et destinées à se développer plus tard avec le plus d'éclat.

Les pages dans lesquelles ces années sont racontées révèlent dès le début le talent de madame Oliphant, et elles présentent un tableau dont le charme et la vérité tiennent en partie à cette couleur locale que peuvent seuls donner à leurs œuvres ceux qui les peignent d'après nature.

Le lecteur sait déjà que Charles de Montalembert passa ses premières années en Angleterre, auprès de M. Forbes, son aïeul maternel, et il est naturel que son nouvel historien s'étende avec complaisance sur cette première phase de sa vie. Nous voulons nous y arrêter avec elle, et extraire de son récit quelques passages dont nous ferons jouir d'avance ceux qui, ne sachant pas l'anglais, auront à attendre qu'une traduction les leur fasse connaître.

Nous sommes donc en Angleterre en 1816. Charles de Montalembert vient d'y revenir avec son grand-père, après avoir été à Paris embrasser ses parents avant leur départ pour Stuttgart (où le comte de Montalembert, son père, venait d'être nommé ministre de France), et, après quelque temps passé encore ensemble à Londres, M. Forbes se décide enfin à tenir une promesse faite à sa fille, et à conduire son petit-fils à Fulham pour le mettre en pension. Avant de rendre compte de cette séparation, il faut s'arrêter un instant à la description charmante que l'auteur sait faire de la vie que mènent ensemble l'enfant et le vieillard, de l'étrange et touchante sympathie qui régnait entre ces deux êtres placés aux deux termes extrêmes de la vie, et qui éclate dans l'incident dont on va lire le récit. Il faut dire aussi, comme madame Oliphant, qu'une atmosphère bien favorable avait dû environner cette jeune âme et contribuer à lui faire atteindre ce degré de perfection enfantine, et que celui à qui il s'adressait devait être bien digne d'entendre des paroles dictées par l'instinct exquis du cœur qu'il avait formé. « Ajoutons toutefois, dit madame Oliphant, que tous les soins du monde ne peuvent créer, peuvent seulement développer une belle nature; aussi nous semblerait-il ici discerner bien clairement ici ce qui tient aux dispositions naturelles et ce qui appartient à l'éducation, ce qui révèle, d'une part, le caractère de l'enfant, et de l'autre la noble et bienfaisante influence du vieillard. »

« Je vous ai dit, ma chère Élise¹, écrit M. Forbes à sa fille, que je mettrais Charles au collège le plus tôt possible après son jour de naissance, et c'est ce que j'ai fait. Et puisque à Paris, lorsqu'il n'avait que sept ans, il avait déjà fort bien compris que c'était par tendresse pour lui que je ne voulais pas l'empêcher d'aller au collège écossais, il devait le comprendre encore bien mieux maintenant qu'il en a huit. Quoi qu'il en soit, le jour de notre séparation vint la semaine dernière; jour pour moi d'une épreuve peu commune, car depuis cinquante et un ans je n'ai presque jamais vécu seul, et j'en souffre beaucoup.

« Je lui dis que je comptais le conduire en pension après le dé-

¹ Cette lettre est en anglais.

jeuner, mais que s'il l'aimait mieux, il pourrait dîner avec moi, et que nous irions (à Fulham) dans la soirée. Après un moment d'hésitation il répondit : « Puisque je dois y aller, j'aime mieux partir « tout de suite. »

« En conséquence, nous partîmes, et lorsque nous fûmes à moitié chemin entre Londres et Fulham, observant qu'il regardait soigneusement autour de lui, je lui demandai ce qu'il cherchait. Il me répondit « qu'il voulait voir s'il y avait encore des maisons sur la « route. » Je lui répondis que nous étions sur la partie du chemin où il y en avait le moins. Je lui demandai ce que cela lui faisait. Alors, mettant ses deux petits bras autour de mon cou et cachant son visage sur mon épaule, il me dit avec un gros sanglot, et d'une voix entrecoupée :

« Maintenant, cher grand-papa, comme vous m'avez enseigné « qu'il fallait toujours dire la vérité, et que je ne devais rien vous « cacher, je vous supplie de répondre vous-même avec vérité à la « question que je vais vous faire. » Je le lui promis, et maintenant, voici pour vous et Montalembert les propres paroles que ce cher enfant m'adressa :

« Vous savez, mon cher grand-papa, que lorsque papa et maman, « mon frère et ma sœur, sont partis pour Stuttgart, ils m'ont laissé « ici pour être votre enfant. Et maintenant, jusqu'à ce que nous les « retrouvions, vous et moi nous sommes tout l'un pour l'autre. Di « tes-moi donc — mais dites-le-moi bien vrai — depuis que je suis « venu de Paris, ai-je été tout à fait ce que vous désiriez, et ce que « vous vous attendiez à ce que je fusse ? et m'aimez-vous autant que « lorsque nous étions là tous ensemble ? » C'en était trop pour moi. Cependant je pus lui assurer avec vérité qu'il avait été tout, et au delà de tout ce que j'attendais de lui. — « Alors, dit-il, je suis le « plus heureux garçon qu'il y ait au monde, et je ne verserai pas « une larme en vous quittant. » Et il n'en versa point en effet. »

« Quelle scène charmante ! s'écrie à bon droit madame Oliphant. Cette route solitaire éclairée par le soleil d'avril, cet enfant dont le jeune cœur déborde, ce vieillard non moins ému, et qui se prépare, en le quittant, à subir une épreuve peu commune. Que peut-on imaginer de plus doux que cette expansion d'une part, cette émotion contenue de l'autre, et quel cœur ne serait attendri de ces paroles du pauvre grand-père : « *C'en était presque trop pour moi* » !

Qui pourra jamais dire, en effet, ce que Charles de Montalembert dut à cette enfance grave, pensive, étrange, qui ne fait ressembler sa vie, à son début, à aucune autre vie ? Cette éducation première ne

fit sans doute que cultiver les ferments déposés par Dieu dans cette nature choisie ; mais elle les fit si bien éclore, qu'on aperçoit dès cet âge les indices de toutes les qualités qui devaient caractériser plus tard sa carrière tout entière. Le vieillard, dont il était l'idole, semblait en avoir eu l'intuition, en adressant à son petit-fils, lorsqu'il n'était encore âgé que de trois ans, la bénédiction et la prophétie que renferment ensemble les vers suivants :

« Accepte, cher enfant, ce gage de ma tendresse. Accepte le vœu de mon cœur et ma fervente prière. Que celui qui veille sur la jeunesse, et peut seul la guider à travers les détours tortueux de la vie, que celui-là verse sur toi toutes ses bénédictions et toutes ses joies ! Puisses-tu posséder la santé, la vertu, la gloire. Cette noble gloire qu'on n'obtient qu'en luttant contre le joug des passions. Qu'une juste ambition fasse battre ton cœur ; mais que ce cœur sache toujours battre aussi au récit des souffrances d'autrui. Que le lait de la bonté n'y tariesse jamais, et que la voix de l'humble pauvreté ne te trouve jamais insensible¹. »

II

La patrie qu'illustra Montalembert lui érigea sans doute, tôt ou tard, un monument digne d'elle et de lui. Cette œuvre est même déjà commencée, et par la même main qui a rendu hommage au plus illustre de ses amis. Mais pour le Père Lacordaire, comme pour lui, longtemps encore, la contradiction s'agitera autour de leurs noms et les poursuivra après leur mort, comme elle les a poursuivis pendant leur vie. S'emparant de quelques détails insi-

1 « Accept sweet child, this pledge of Love
 Accept the heartfelt strain — the fervent prayer

 The prayer that he who guides the steps of youth
 Through all the puzzled and perplexing round
 Of life's meandering path — upon thy head
 May shower down every blessing, every joy
 Which health, which virtue, and which fame can give
 That noble fame, by arduous contest gained
 O'er passion's sway. — Oh ! may thy little heart
 Beat high with young ambition's honest praise :
 Ne'er may'st thou hear a tender tale of woe
 And feel thy heart at rest, ne'er may'st thou check
 In thy swollen eye the tear of sympathy
 The milk of human kindness, non reject
 The humble voice of honest poverty.

Vol. I^{re}, p. 15.

gnifiants, pour jeter une ombre sur leurs carrières glorieuses, et au nom de légères dissidences d'opinions politiques ou religieuses, elle cherchera à voiler, aux yeux de la génération qui les suit, la grandeur de leurs exemples et celle de leurs œuvres.

Tout cela est peut-être inévitable, et doit être regardé comme la suite naturelle du temps où ils ont vécu, et de celui où nous vivons aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, nous trouvons quelque chose de satisfaisant et de reposant, à voir apparaître cette figure amie, loin des lieux ébranlés par nos tempêtes, et accueillie dans une foule de paisibles foyers, étrangers à toutes nos divisions, et où l'on est curieux de tout ce qui concerne la France, quoique fort souvent égaré par des récits volontairement ou involontairement inexacts. En voici un, enfin, que tout Français peut s'applaudir de voir entre des mains étrangères, et où se retrouve, dans toute la vérité de son caractère, celui que (dans cette Angleterre même qu'il a tant aimée) d'aveugles préventions ont souvent fait méconnaître.

Ces préjugés, madame Oliphant les partage si peu, qu'elle ne songe pas même à les ménager. Elle est parvenue à s'identifier au sentiment catholique qui régna sur l'âme et sur la vie de celui qu'elle a entrepris de faire connaître à ses compatriotes. Et c'est à peine si, dans ces deux volumes, quelques notes incertaines, et moins justes que les autres, sont venues nous rappeler que la religion, dont elle sait si bien reconnaître l'influence et admirer l'action, n'était point la sienne.

Après la mort de son grand-père (première grande douleur de la vie du jeune Charles de Montalembert), on le suit dans l'intérieur de ses parents, en France, et hors de France, puis, au collège de Sainte-Barbe où, à l'âge de dix-sept ans, il inscrit pour la première fois, dans son journal, deux grandes paroles : *Dieu et la liberté* qui, pendant de longues années, devaient demeurer son unique devise¹. Mais c'est plus tôt encore, c'est lorsqu'à peine il avait quinze ans, qu'en parcourant les notes de son Journal enfantin, son historien y reconnaît déjà : « Un singulier mélange d'esprit pratique, et d'élan vers l'idéal, la faculté de s'intéresser à toutes les choses de ce monde, et, en même temps, une aspiration constante et impatiente vers celles d'en haut. » Traits caractéristiques, en effet, qui se manifestèrent vite, et ne se modifièrent jamais !

Il avait vingt ans (en 1830) lorsque un voyage en Irlande donna une première satisfaction aux goûts et aux sentiments qui déjà le dominaient. Pendant ce voyage jaillirent aussi, pour la première fois, de sa plume, des pages entraînantes où se révélèrent cette

¹ Voir, sur cette période, les très-intéressantes lettres publiées dans *Le Contemporain*, par M. Léon Cornudet, digne ami de Montalembert depuis le collège.

puissance de peindre et d'émouvoir qui devait rendre son style aussi vivant que sa parole. Ici, l'écrivain anglais se donne la peine d'expliquer à ses lecteurs les motifs de l'ardente sympathie de Charles de Montalembert pour l'Irlande et pour son libérateur. Sympathie qui nous semble, à nous, ne point réclamer d'explication, et cependant, ce passage du livre de madame Oliphant, mérite d'être lu, si nous voulons être aussi justes qu'elle-même, et donner une sorte d'excuse du moins, pour la froideur que l'on rencontre souvent en Angleterre, à l'égard de l'Irlande, même parmi ceux qu'on ne peut soupçonner d'indifférence, pour les crimes commis contre elle.

Aucun des lecteurs de ce premier opuscule n'ont sans doute oublié une page célèbre, dans laquelle Montalembert dépeint une foule prosternée en plein air, en face de l'étroite cabane qui sert de chapelle, où ne peut pénétrer qu'un petit nombre de fidèles, et où, après avoir parlé de la messe, du sermon qui la suit, et de l'attention passionnée de l'auditoire, il s'étend sur les liens tendres et profonds qui unissaient le peuple à ses pasteurs.

Après avoir cité ce passage, madame Oliphant fait cette observation :

« Une chose bien étrange, sans doute, et que cependant nous ne pouvons nier, c'est que, de tous les sujets sur lesquels s'est déployée l'éloquence de Montalembert, celui-ci sans doute laissera le lecteur anglais le plus froid. Et cependant quel est celui d'entre nous qui, rencontrant le spectacle qu'il vient de dépeindre, en Italie, ou en tout autre lieu, n'en serait pas ému autant que lui-même. Pourquoi donc ici n'en est-il pas de même? »

La réponse à cette question, c'est que « l'usage politique auquel ces sermons ont trop souvent été appliqués, glace l'enthousiasme de ceux qui ne sont pas possédés des mêmes passions. »

Ce sentiment, nous l'éprouvons parfois nous-mêmes comme elle, et toutefois il est très-facile de comprendre ce qu'on pourrait lui répondre, tandis que, plus loin, l'auteur fait une observation qui nous semble intéressante et difficile à contredire.

Elle a parlé du peu d'effet apparent produit, en Irlande, par le bill d'émancipation qui abolissait toutes les lois pénales portées naguères contre les catholiques, et elle ajoute :

« Un trait singulièrement et tristement caractéristique de l'Irlande, c'est qu'immédiatement après le succès des grandes agitations auxquelles elle s'est livrée pour obtenir de justes réformes, il s'est toujours trouvé que la chose obtenue par elle semblait être précisément celle à laquelle elle tenait le moins, et dont il ne résultait pour elle aucun bien¹. »

¹ Vol I^{er}, p. 101.

Assurément, ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux confirme la vérité de cette réflexion. En effet, lorsqu'il y a trois ans, l'Église protestante d'Irlande tomba sous les coups de la justice exercée par l'Angleterre contre elle-même, cet acte de réparation envers la nation opprimée fut regardé, par un grand nombre (et Montalembert se comptait parmi eux), comme un gage de paix noblement offert, et digne d'être généreusement accepté. Ceux-là ont donc, aujourd'hui, raison de s'étonner en entendant dire que la présence de l'Église anglicane sur le sol irlandais était un grief imaginaire dont on se souciait peu, et qu'il s'agit maintenant d'en faire valoir un autre, d'une justice infiniment plus douteuse, en sorte que, la tempête qui semblait devoir s'apaiser, recommence avec furie sur un autre point de l'horizon, et y rassemble des nuages plus noirs et plus menaçants que jamais!...

A côté de ces réflexions, que nous arrache la vérité, nous ajouterons toutefois qu'il ne faut point s'étonner si des trésors de haine amassés pendant trois siècles d'oppression ne sont point épuisés par un demi-siècle de justice, et nous pouvons nous appuyer sur l'opinion de celui-là même qui fut l'initiateur du dernier grand acte de réparation¹ pour dire : qu'il faut que l'Angleterre persévère dans cette voie sans se lasser, et que, sans prétendre recueillir des fruits de reconnaissance que le temps seul peut faire mûrir, elle attende patiemment que trois siècles de justice aient effacé la trace de ceux qui les ont précédés. M. de Montalembert désirait ardemment, néanmoins, le succès final de cette expérience de réparation, à laquelle il remarquait, avec raison, qu'il était rare dans l'histoire de voir une nation se livrer. Il estimait cette œuvre grande au delà des plus brillantes conquêtes et digne d'être favorisée par les vœux de tous les catholiques.

Mais revenons au jeune voyageur qui, au début de 1830, s'acheminait, avec une émotion enthousiaste, vers la demeure du grand agitateur, dont la voix venait de faire remporter, à l'Église et à la liberté, la plus signalée des victoires, et en qui se personnifiait alors les deux idées auxquelles Montalembert avait consacré sa vie. Tout en ne partageant pas, on s'en aperçoit, les sentiments inspirés par O'Connell, l'auteur comprend parfaitement que ce grand champion, qui offrait la première réalisation visible, de cette union rêvée entre le plus ardent catholicisme et l'amour le plus vif de la liberté, fut revêtu, aux yeux de son jeune admirateur, du plus éblouissant prestige. Aussi n'avait-il pas de but plus cher, dans son pèlerinage irlandais, que celui de parvenir à voir le grand patriote et peut-être à s'entretenir avec lui. Chemin faisant, beaucoup de

¹ M. Gladstone.

choses sans doute attireraient ses yeux, attentifs à tout, dès sa jeunesse, et son Journal contient une ravissante description de son voyage à travers les montagnes de Kerry. Mais Derrynane, la demeure d'O'Connell, était le sanctuaire sur lequel se concentraient ses pensées, tandis qu'il faisait presque religieusement la route qui devait l'y conduire.

« Il voyageait, dit l'auteur, de la façon la plus pittoresque. A cheval, ayant pour guide un jeune enfant qui le conduisait à travers la montagne, le divertissant, chemin faisant, par son babil où éclatait l'esprit propre à tous les Irlandais. Le voyageur était charmé de l'intelligence de son jeune guide, et étonné de sa parfaite connaissance des événements qui venaient de s'accomplir en France, aussi bien que de la véhémence de sa haine contre l'Angleterre. A cette heure, et en ce lieu, tout ce qui eût peut-être ailleurs fait bouillonner dans ses veines son sang anglais lui semblait être à sa place et dans l'ordre. Et lorsque l'enfant, monté en croupe derrière lui, commença à chanter des cantiques qui leur étaient familiers à tous deux, et fit retentir la montagne du chant des Litanies de la Vierge, son enchantement fut à son comble.

« C'est un tableau frappant », poursuit-elle avec une émotion que nous partageons et dont nous la remercions. « Ces deux jeunes et étranges compagnons de voyage, cheminant ensemble à travers les vastes montagnes dont les plis les enveloppent de toutes parts! Seuls êtres vivants dans ce sévère mais splendide paysage, les étoiles se levant peu à peu dans le ciel d'août, et à l'heure où sonne l'*Angelus* et où le repos de la nuit descend lentement sur la nature, cette voix d'enfant, s'élevant dans l'air et faisant retentir à l'oreille du jeune voyageur un *Ave Maria* doucement prononcé! Chant de la patrie et du foyer pénétrant dans un cœur brûlant d'enthousiasme pour l'Église, sa mère et la mère de tous, et de tendre dévotion pour toutes les choses saintes et sacrées qui appartiennent à son culte. Peut-on s'étonner de son émotion profonde? Ne sent-on pas que cette Litanie d'enfant était pour lui le souvenir et le gage d'une fraternité universelle, la voix d'une sympathie aussi étendue que la terre, aussi élevée que le ciel? »

Cette page suffit pour faire juger du style et de l'âme de celle qui l'a écrite. C'est pourquoi nous l'avons citée tout entière.

Nous ne la suivrons pas, cependant, à Derrynane, où, selon elle, un léger mécompte attendait le fervent pèlerin, lorsqu'enfin s'effectua sa première rencontre avec le libérateur; celui-ci n'ayant pas su deviner qu'il avait devant lui mieux qu'un homme de vingt ans,

et ayant cru le servir à souhait, en l'introduisant dans un grand salon, rempli de jeunes gens et de jeunes filles, au lieu de lui accorder le grave entretien qu'il avait rêvé d'avance, et qu'il était venu chercher de si loin. L'embarras du « *jeune vicomte* » au milieu de cette joyeuse réunion, est fort plaisamment raconté par l'auteur, qui semble, il faut en convenir, prendre un malin plaisir à noter cette petite déception, et n'est certainement pas fâchée de nous dire que, en somme, le grand agitateur, vu de près, avait un peu perdu, aux yeux de son jeune admirateur, les proportions grandioses, dont l'avaient investi la distance et la renommée.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter ce point avec elle, et nous en viendrons sur-le-champ à l'année qui suivit ce voyage, où nous retrouvons Montalembert à Paris, entré dans la carrière où l'appelaient tous ses goûts, et prenant part, entre Lamennais et Lacordaire, à la rédaction du journal, sur lequel ils avaient inscrit leur devise.

Madame Oliphant appelle la naissance, la carrière et la fin de l'*Avenir* « *le roman du journalisme*, et le seul épisode chevaleresque que l'on puisse trouver à consigner dans toute son histoire. » Cette remarque, si fine et si juste, est d'accord avec le talent, le tact et le discernement parfait des caractères et des événements dont elle fait preuve dans cette partie de son récit, la plus délicate, pour elle, à traiter, et où il nous semble qu'il était le plus difficile, pour une étrangère, de ne point se tromper.

Après avoir fait le portrait des deux personnages nouveaux qu'elle introduit sur la scène : « Tels sont, dit-elle, les deux hommes, type parfait l'un et l'autre du caractère français, qui apparurent alors dans la vie du jeune Charles de Montalembert, et qui étaient destinés à y jouer un rôle important : l'un, ressemblant à une comète troublant l'atmosphère, et y répandant d'abord un éclat étincelant, mais trainant à sa suite le désordre, la souffrance et enfin les ténèbres ; l'autre, pareil à une étoile sûre et fidèle, éclairant la voie véritable, et répandant jusqu'au bout une bienfaisante lumière ¹. »

Lorsqu'on se rappelle, en effet, quels étaient ces deux hommes, et, malgré l'inégalité de leurs mérites, quelle fut leur grandeur, on ne peut s'étonner de l'influence qu'ils exercèrent. Et, en se replaçant à l'époque où Montalembert, revenant d'Irlande, la tête encore remplie du rôle et de l'œuvre d'O'Connell, vint prendre, à vingt ans, sa place entre eux, on comprend que la flamme qui jaillit de ce contact ait été à la fois brillante et brûlante, et peut-être conçoit-on aussi sans peine que cette flamme ait pu parfois non-seule-

¹ Vol. I^{er}, p. 115.

ment porter la lumière, mais allumer l'incendie. Ce qui est remarquable, toutefois, c'est que le plus jeune des trois y apporte, au début, plus de modération que les deux autres. Il est curieux aussi de constater que toutes les grandes lignes qui caractérisent les opinions de M. de Montalembert pendant tout le cours de sa carrière, se dessinèrent fortement dès ses premiers écrits. Madame Oliphant signale l'esprit qui règne dans deux articles qu'il fit paraître vers cette époque, et où il exprime deux sentiments, qui demeurèrent dominants chez lui jusqu'à la fin de sa vie : « l'horreur et le mépris pour le joug de la démocratie, et une confiance instinctive dans les gouvernements aristocratiques. » Cependant, dit-elle ensuite, « ce mépris, d'une part, et cette confiance, de l'autre, n'étaient accompagnés ni du moindre goût pour les gouvernements absolus, ni surtout du moindre dédain des libertés publiques, car, malgré son estime pour le principe aristocratique, aucun homme, plus que lui, ne comprit et ne pratiqua l'égalité légitime et vraie. Ce fut, si l'on veut, l'un des paradoxes d'une nature qui n'en était pas tout à fait exempte. Il s'élevait avec la vivacité impétueuse de son caractère contre les folies et les impertinences des grands, et ne les ménageait pas plus que n'eût fait le plus fougueux démocrate, et cependant, jusqu'à la fin de ses jours, il eut un faible pour l'espèce de déférence outrée, qui caractérise le peuple anglais vis-à-vis de ceux qui portent un titre. Cette déférence, souvent ridicule à nos yeux, lui semblait attrayante. Il croyait y retrouver un reste du parfum de l'époque lointaine, où les seigneurs ralliaient encore autour d'eux des vassaux fidèles et dévoués. A coup sûr, la pensée que sa valeur personnelle fût accrue par le titre qu'il portait lui-même ne lui vint jamais, mais il aimait à penser que la noblesse de la race est en soi une noble chose, et qu'il était bon pour les peuples de l'honorer. »

Une singulière confirmation de cette remarque se trouve dans le hasard, qui voulut que ses premières armes, comme journaliste, fussent faites en faveur de ceux que leurs noms historiques semblaient faire exclure des faveurs du gouvernement de Juillet. Et, bien qu'il ne partageât point les opinions politiques dominantes dans la noblesse en France, il se jeta passionnément dans l'arène pour les défendre. Mais ce fut peu après, en faveur de la Pologne, qu'il écrivit ses pages les plus brûlantes.

« Son style, dit l'auteur, n'avait pas encore la suavité et la grâce qu'il acquit plus tard. Mais tous les germes de sa perfection future s'y trouvent déjà. La sympathie s'éveille sous l'enthousiasme de l'orateur, et l'on suit, malgré soi, sa marche halelante. Il n'écrit pas..., il parle, et il nous semble, en lisant, voir ce jeune visage, les yeux animés, les cheveux flottants, fendant l'air d'une course

rapide, comme l'empoiement de sa pensée et l'ardeur de sa foi. »

C'est une étrange manière peut-être de peindre le style d'un écrivain, mais cette manière produit la ressemblance. Elle ajoute ensuite :

« Mais, même lorsqu'il exagère, tout est toujours, chez lui, noble, généreux, magnanime, profondément imbu de l'essence même de l'esprit chevaleresque. S'il se trompe, c'est toujours pour pencher du côté du malheur. Si son jugement s'égare, c'est sous l'influence de la pitié, de la charité, d'une noble tendresse pour ceux qui souffrent. Aucune injustice, aucune oppression, aucun mal, n'est jamais épargné. Sa faiblesse, c'est de ne point aimer les causes triomphantes, et d'être enclin à abandonner les vainqueurs. Généreuse faiblesse, peu commune en ce monde. »

Nous nous étendrions trop, si nous voulions suivre l'auteur dans le récit animé qu'elle fait de cette année, durant laquelle les rédacteurs de *l'Avenir* passèrent de la polémique à l'action, et réussirent à se faire arrêter, pour s'être arrogé illégalement le titre de maîtres d'écoles. Tout le monde vient de relire, dans les pages intéressantes de M. Foisset, l'histoire de cette procédure, pendant laquelle la mort du comte de Montalembert ayant appelé à la Chambre haute, le plus jeune des accusés, celui-ci parut pour la première fois dans l'enceinte qu'il devait illustrer plus tard pour y prononcer des paroles qu'il ne nous est jamais arrivé de relire sans émotion, et qui sont peut-être les plus belles et les plus importantes de sa vie. Ce jour-là, un jeune homme de vingt ans, entouré des survivants d'un siècle railleur et incrédule, osa hautement proclamer « qu'il s'estimait heureux de venir dans sa jeunesse rendre publiquement gloire au Dieu de son enfance ! » Le moment où ce témoignage fut rendu, et où le représentant d'une génération nouvelle vint ainsi, devant tous, professer hardiment sa foi, ce moment, nous l'avouons, nous a toujours semblé solennel et béni. Le « fils des croisés » s'affirmait ainsi déjà en présence des « fils de Voltaire, » et cette affirmation contenait en germe les seules choses réellement grandes et réellement glorieuses qui se soient accomplies dans notre pays et dans notre temps !

III

Madame Oliphant fait, au sujet de la clôture de l'École libre, et du dénouement de ce court épisode, une réflexion qui ne pouvait venir qu'à l'esprit d'une Anglaise. Elle se demande pourquoi, ayant d'abord imité

la méthode d'O'Connell, les jeunes agitateurs, pour la liberté d'instruction, arrêtaient subitement le mouvement qu'ils avaient commencé, et qui, s'il eût été poursuivi alors et sans relâche avec la persévérance qui fit le succès de l'agitation irlandaise, eût probablement atteint beaucoup plus tôt le but auquel on ne parvint que plusieurs années plus tard. Elle croit devoir l'attribuer d'abord à l'impatience française, qui se lasse promptement d'une route qui ne mène au succès qu'après une foule de revers. Ensuite, et surtout, à la séduction d'une idée nouvelle et, en apparence, plus grande que la première, qui leur fit quitter l'attitude excellente qu'ils venaient de prendre, avec grand bruit et grand éclat, celle de défenseurs d'une idée vraie, et de redresseurs d'un grief légitime, pour se jeter, dans un torrent, à la poursuite d'une chimère, en laissant échapper de leurs mains la victoire, qu'il leur eût peut-être dès lors été possible d'assurer. »

Une fois embarqués sur ce torrent, on sait dans quel abîme fut précipité le plus illustre des trois amis qui s'y hasardèrent ensemble ; quel naufrage menaça le second ; quelle vigueur, quel courage, quelle humble foi, furent déployés par celui qui, seul, s'arrêta dès la première heure, et regagna la rive, d'où sa voix puissante et sa main fidèle ramenèrent bientôt le plus cher de ses deux amis, entraîné, celui-là, non point par l'orgueil, mais par la tendresse.

Mais avant d'en venir à la catastrophe finale, qui termina la carrière romanesque de *l'Avenir*, revenons-en un instant à son brillant début, et aux prodiges de talent et d'éloquence qui empêchèrent les pages de ce journal de partager la fortune éphémère de tant d'autres feuilles journalières qu'on oublie après les avoir lues, et dont rien ne vient ensuite rappeler la mémoire. Pour celle-ci, on s'en souvient, et jamais on ne peut les relire sans émotion, ni songer de sang-froid aux sentiments généreux qui les dictèrent, ni à ceux qui, à leur lecture, battirent dans tant de cœurs !... Il nous est sans doute permis de dire ici que tant que la presse périodique continuera à être un moyen d'action employé pour le bien comme pour le mal, nous demanderons instamment à Dieu qu'il daigne susciter des champions aussi ardents, aussi dévoués, armés pour le combat l'armes aussi puissantes que ceux-là, et, comme eux, hâtons-nous de l'ajouter, prêts à les déposer, à la voix de celui qui est le juge suprême des moyens qu'il faut choisir pour défendre l'Église.

Pour citer un seul passage parmi tant d'autres non moins remarquables, qui pourrait résister à l'éloquence indignée des pages inspiées à Charles de Montalembert par le premier et le plus cruel de tous les démentis donnés à sa plus chère espérance, celle de voir, de nos jours, la liberté moderne se montrer chrétienne et devenir,

comme elle le pourrait alors (mais seulement alors), l'alliée de la religion!

Rêve obstiné et chéri qui régna sur sa vie tout entière et qui, bien que toujours déçu, demeura pour lui, jusqu'à la mort, la vision de l'avenir!

On peut comprendre ce que ressentit un cœur rempli d'une telle espérance lorsque, en 1851, dans une indigne émeute, faiblement réprimée, l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois fut profanée, et l'archevêché saccagé et détruit.

Il sortit en effet de ce cœur un cri passionné de désespoir et de honte, et la flamme de douleur et d'indignation qui s'y alluma se répandit, comme de la lave, en paroles brûlantes :

« Certes, si jamais douleur fut légitime, c'est celle qui a saisi
 « nos cœurs, dans ces jours d'angoisse. Nous n'avons pas seule-
 « ment à déplorer, comme les uns, une liberté dont le nom a été
 « prostitué aux plus révoltants excès : nous n'avons pas seule-
 « ment, comme les autres, à frapper nos fronts sur la pierre de
 « nos autels brisés et profanés. Ces deux douleurs sont réunies
 « dans la nôtre..... Nous avons rêvé une sublime alliance. Ce rêve
 « était devenu notre vie. Nous nous y étions abandonnés avec l'en-
 « thousiasme d'une foi jeune et fervente. Nous marchions au sein
 « des ténèbres et des épines, murmurant sans cesse deux noms sa-
 « crés, et trouvant dans ces deux noms une consolation à tous les
 « ennuis, une réponse à toutes les inimitiés, un remède à toutes
 « les défaillances de notre cœur. Ces deux noms ont été outragés;
 « ce pacte sacré a été jeté dans la boue; ce rêve a tout à coup fini,
 « et nous nous sommes réveillés au sein des orgies d'un peuple
 « sacrilège. L'avenir, où notre âme avait placé sa demeure, où nos
 « yeux cherchaient une vivifiante lumière s'est voilé. La puissante
 « haleine qui nous inspirait le courage et la foi n'est plus qu'un
 « souffle qui semble mourir. Nous vivions d'une pensée immor-
 « telle, et nous voilà tombés dans les bras d'un mortel déses-
 « poir..... »

Cet article était intitulé : *La Croix*¹, et madame Oliphant, ne pouvant tout citer, a choisi ce passage, qui en est le début. Mais nous sommes irrésistiblement tentés de poursuivre et de citer encore quelques-unes de ces lignes toutes bouillonnantes de foi et de jeune éloquence. Que ne nous est-il permis de les regarder comme applicables seulement aux jours où elles furent écrites!

« Et cependant, il faut parler, il faut revivre, puisque Dieu ne nous a pas permis de mourir.... Il faut promener nos regards sur

¹ Il fut inséré dans le numéro du 21 février 1851 de *l'Avenir*.

nos malheurs, et sur ceux qui en sont les auteurs. Peut-être, au cri de notre douleur, mêlerons-nous des accents d'une indignation trop humaine, trop étrangère à la loi de notre Dieu. Mais qui oserait nous les reprocher aujourd'hui, que le signe de la réconciliation entre la terre et le ciel a été brisé. Aujourd'hui, que nous marchons sur les ruines du symbole sacré qui commandait aux hommes la réconciliation et la paix!

« Il s'est trouvé, dans ce monde de misères et de crimes, un symbole de gloire et de vertu; dans ce monde où la force s'est installée avec l'esclavage, un symbole d'éternelle justice et de sainte liberté; dans ce monde de perpétuelle douleur, un symbole d'éternelle consolation. Celui qui s'est nommé le Fils de l'homme a légué l'instrument de son supplice à l'humanité, et, pendant dix-huit siècles, l'humanité s'est prosternée devant ce legs sacré. Jusqu'à lui, les rois et les riches seuls avaient eu des enseignes et des bannières. Il en donne une aux pauvres, au genre humain tout entier, et les riches, et les rois abdiquent les leurs pour l'adopter.

« La croix du Christ a présidé à toutes les destinées du monde moderne. Elle s'est associée à toutes ses adversités et à toutes ses gloires. Elle a servi de base à ses institutions et d'étendard à ses armées. Elle a consacré les pompes les plus illustres de la civilisation, comme les émotions les plus intimes de la piété..... C'est du haut de la croix que la terre a reçu les premières leçons d'une liberté, la seule vraie, d'une égalité, la seule possible. Elle est l'abrégé de notre histoire, le code de nos devoirs, la garantie de nos droits, le signal de notre affranchissement, le sceau de notre avenir.

« Et maintenant il s'est trouvé, dans le monde, un peuple qui s'est proclamé le pontife de la civilisation, le libérateur des nations, le maître de l'avenir, et ce peuple a brisé la croix! Ce peuple, c'est le peuple de Paris. Oui, il faut le dire, le peuple de Paris tout entier. Car, si nous d'unions ce nom au groupe de forcenés qui ont accompli cet attentat, nous ne pouvions le refuser à ceux qui l'ont toléré!..... Notre cœur se soulève à la pensée de cet affront, et nous nous écrions, avec l'un des généreux compagnons de nos luttes et de nos croyances : « Hâtez-vous de remplacer ces croix d'or par des croix de bois, afin qu'il s'élève quelque chose entre Paris et le ciel pour en détourner la foudre..... »

Hélas, après une courte période de ferveur et d'espoir, ne semblons-nous pas être retombés plus bas que ceux qui entendirent ces ardentes paroles?... N'avons-nous pas vu des jours plus sinistres que les leurs? Disons, du moins, avec un courage renouvelé,

ce que dirent, alors, ceux qui ne se laissèrent pas dompter, et se souvenant des victoires qui suivirent, pour eux, ces jours de deuil, que ceux qui leur succèdent dans la lice en préparent à leur patrie d'aussi grandes, et de plus fécondes encore!...

Ce n'est point une vaine espérance que nous exprimons ainsi. Plus d'un, au milieu d'eux, nous en sommes assurés, saura s'appliquer, avec un sentiment semblable à celui qui les dicta, les paroles suivantes, par lesquelles Montalembert termine l'article dont nous avons cité ces extraits :

« Pour nous, qui avons été les témoins impuissants des injures que la croix a subies..... nous puisons, dans le souvenir de ses épreuves et de ses triomphes, de quoi étouffer notre désespoir et vaincre notre défaillance : nous rentrons, avec une ardeur nouvelle, une ardeur sanctifiée par la douleur, dans la carrière où notre conscience nous a lancés. S'il nous eût été donné de vivre au temps où Jésus vint sur la terre et de ne le voir qu'un moment, nous aurions choisi celui où il marchait, couronné d'épines et tombant de fatigue, vers le Calvaire : de même, nous remercions Dieu de ce qu'il a placé le court instant de notre vie mortelle à une époque où sa religion sainte est tombée dans le malheur et l'abaissement. Afin que nous puissions la chérir dans notre humilité, afin que nous puissions lui sacrifier plus complètement notre existence, l'aimer plus profondément et de plus près.

« Nous ramassons avec amour les débris de sa croix pour leur jurer un culte éternel. On l'a brisée sur nos temples, nous la mettrons dans le sanctuaire de nos cœurs, et là nous ne l'oublierons jamais. De la terre où on nous l'a détruite, nous la replaçons dans le ciel, et là nous lisons encore une fois, autour d'elle, cette parole divine : *In hoc signo vinces.* »

Nous rappellerons maintenant, avec l'auteur, qu'à cette époque, Montalembert ne marchait pas sous la bannière qui représentait cependant ses souvenirs historiques et religieux les plus chers : il ne voulait unir la destinée immortelle de l'Église, à celle d'aucun gouvernement, d'aucune dynastie de ce monde. Et il ne le voulait pas, parce qu'il lui semblait voir, dans ce genre d'alliance, un péril pour l'Église elle-même.

Qu'il eût tort ou raison, cette opinion était, comme toutes celles qu'il embrassait, désintéressée et sincère, et ce n'est, certes, point en termes hostiles ou dénigrants qu'il s'adresse à ceux qu'il se refuse à suivre.

L'article suivant était intitulé : *A ceux qui aiment ce qui fut :*

« Étrangers à la vie publique, aux combats qui ont absorbé votre « vie, aux affections qui ont maîtrisé vos âmes, nous ne nous don-

« nous pas à vous pour les partisans de vos croyances politiques...
 « Mais nous vous le disons dans notre simplicité et notre bonne
 « foi : si vous saviez combien nous respectons les affections mal-
 « heureuses, combien nous vénérions le long enthousiasme de votre
 « fidélité, combien surtout la foi qui nous est commune avec vous
 « excite notre sympathie, vous regretteriez les dissentiments qui
 « nous séparent ; vous reconnaitriez, en nous, les enfants d'un
 « même père, des chrétiens qui gémissent de ne pouvoir être unis
 « avec d'autres chrétiens dans toutes leurs pensées, et qui cher-
 « chent à les rassembler tous dans une unité plus haute que celle
 « qui peut être dissoute par les événements de la terre.

« Nous n'éprouvons pas cette sympathie pour des regrets de
 « courtisans, des dépits de fonctionnaires, des mortifications d'a-
 « mour-propre ou d'ambition qui ne savent enfanter que des con-
 « spirations de salon et de méprisables échauffourées. Mais nous
 « l'éprouvons vive et profonde pour l'attachement désintéressé de
 « ces royalistes de province, de ces populations rurales qui n'ont
 « jamais vu la cour, qui n'ont jamais rien reçu d'elle, qui n'ont
 « rien gagné à son retour, qui n'ont rien perdu par sa chute,... et
 « qui sont restés inébranlables dans leur affection, dans la tristesse
 « de leurs regrets, dans le culte de la croyance héréditaire, qu'ils
 « conservent comme un patrimoine sacré. Nous les respectons, et
 « il nous a fallu toute la profondeur de notre foi dans les desseins
 « éternels de Dieu, il nous a fallu tout ce que nous inspirent les
 « châtiments terribles dont il frappe les peuples et les rois, pour
 « ne pas être entraînés par un sentiment trop vif vers des hommes
 « dont l'honneur est si pur.

« Dominés par une pensée plus haute que tous les trônes, l'œil
 « fixé sur un avenir que Dieu nous laisse entrevoir, nous ne parta-
 « geons pas leurs regrets, mais nous en sommes touchés, nous ne
 « vivons pas sous l'empire de leurs prédilections et de leurs sou-
 « venirs, mais... nous nous inclinons devant leur dévouement. Car
 « partout où il y a dévouement, il y a foi, et partout où il y a foi, il
 « y a le souffle de Dieu ! »

De semblables pages, dans un journal, ne semblent-elles pas assez
 bien justifier l'épithète de « chevaleresque » que lui a décerné ma-
 dame Oliphant ?

Plus loin (et cette citation sera la dernière que nous emprunte-
 rons à *l'Avenir*), avec une sagesse patriotique qui devançait son
 âge, et que la fatale histoire de notre temps n'a que trop prouvée,
 il adjure le même parti en ces termes :

¹ *Avenir*, 6 mars 1831.

10 DÉCEMBRE 1872.

« Royalistes sincères! Noblesse de France! Propriétaires fon-
 « ciers! nous vous y exhortons ardemment, sachez user des innom-
 « brables avantages de votre position. Sachez exercer l'influence
 « légitime qui vous appartient sur les masses populaires; avouez
 « hautement cette prétention, que des restrictions législatives pour-
 « ront en vain vous contester. Rattachez-vous, par votre désinté-
 « ressement et par votre dévouement aux intérêts de tous, les
 « populations qui vous entourent. Ne méconnaissez pas la double
 « popularité dont vous êtes appelés à jouir : la puissante popula-
 « rité de la défaveur et la sainte popularité de la vertu!

« Entrez donc avec courage et confiance dans la vie publique.
 « Courez vous enrôler dans les rangs de la garde nationale, deman-
 « dez des armes à la patrie, et jurez de ne pas les déposer, lorsque
 « votre Dieu sera insulté : remplissez avec zèle le devoir sacré
 « d'électeur, et donnez au pays des mandataires qui sachent com-
 « prendre la véritable union de l'ordre et de la liberté. Appelés à
 « participer à la souveraineté nationale, sachez en user avec le
 « recueillement et la conscience que la France vous demande.
 « Faites, en un mot, ce que firent vos pères, faites avec nous, avec
 « tous les hommes de bonne foi, une *ligue du bien public*, devant
 « laquelle viendront se briser à la fois toutes les attaques de l'im-
 « piété et tous les pièges du pouvoir! »

Un journal, ainsi rédigé, et auquel Lamennais et Lacordaire prê-
 taient une éloquence égale à celle de leur jeune collaborateur, de-
 vait être, on en conviendra, une arme puissante dans les mains de
 ceux qui s'en servaient pour la cause de Dieu, de l'Église, et celle
 du lien des âmes et des peuples. Mais il faut reconnaître aussi que
 c'était une arme dangereuse, si elle était jamais mise au service
 d'une théorie hasardée.

Tout le monde sait que ceci advint; et tout le monde sait aussi
 quel parti prirent les trois rédacteurs de *l'Avenir*, dès qu'ils se sen-
 tirent incertains du terrain sur lequel ils se trouvaient. Personne
 n'ignore non plus quelle fut la suite de cette résolution. Mais ce
 qu'on n'a peut-être jamais assez remarqué, c'est que l'exemple
 qu'ils donnèrent alors, seuls, parmi les catholiques, ils l'ont donné.
 C'est l'historien protestant de M. de Montalembert qui en fait la
 judicieuse observation. « Ni la fervente Irlande, dit-elle, ni l'hé-
 roïque Pologne, engagées, elles aussi, dans des luttes où leur
 croyance était en jeu, et où la politique et la religion se trouvaient
 confondues, ne songèrent jamais à un semblable expédient. Indubi-
 tablement, cependant, dans ces deux pays, non moins qu'ailleurs,

¹ *Avenir*, 6 mars 1851.

on s'était souvent servi, pendant l'ardeur de la lutte, d'armes fort suspectes, et il est douteux que ces combattants eussent obtenu, à Rome, la sanction de tous leurs actes, s'ils se fussent avisés d'aller la demander. Mais cette preuve d'abandon, de confiance, de tendresse filiale, il était réservé à des Français de la donner, et il leur appartient d'accomplir, dans nos jours d'incrédulité, un acte digne du temps de saint Louis!

« Au lieu de partir à pied, le bâton à la main, comme l'eussent fait d'anciens pèlerins, ceux-ci, sans doute, firent leur voyage selon toutes les lois des habitudes modernes. Ce voyage, cependant, n'en était pas moins un vrai pèlerinage, et s'il ne se trouvait dans leur vie que ce seul acte, il suffirait pour prouver leur sincérité, leur bonne foi, leur complète et généreuse absence de toute prudence mondaine.

« Nous déclarons, quant à nous, que, de toutes les expéditions modernes, il n'en est point qui nous semble plus remarquable, plus touchante, plus naïvement étrange que celle-là. »

Cette appréciation, de la part d'une protestante, vaut, il nous semble, la peine d'être remarquée, et puisque nous l'avons citée jusque-là, nous la citerons jusqu'au bout :

« Pour des esprits dénués d'imagination, continue-t-elle, le nom de *père des fidèles*, donné au pape, est, le plus souvent, regardé comme une simple façon d'exprimer une théorie abstraite. Mais ces trois hommes la réalisèrent à la lettre. Ils allèrent trouver le pape, avec un sentiment absolument identique à celui qui conduit les enfants aux pieds de leur père. Et par la simplicité même de cette démarche, ils jetèrent la confusion dans les rangs de ceux qui séparent les théories des faits, et ont l'habitude de les ranger dans des sphères différentes. Peut-être même causèrent-ils quelque surprise et quelque embarras dans cet étrange et merveilleux monde de Rome elle-même, à qui ils allaient s'adresser¹. »

IV

Après avoir ainsi parlé de l'acte filial des trois pèlerins, on aurait pu penser peut-être que l'auteur serait disposé à blâmer l'accueil qu'ils reçurent, ou à s'en étonner; mais la singulière justesse de son esprit ne permet pas qu'il en soit ainsi. Elle a expliqué d'abord que la position qu'ils avaient rêvée pour l'Église dans un ordre politique

¹ Vol. I^{er}, p. 203.

nouveau, bien que chimérique, était un noble rêve ; mais elle comprend à merveille qu'en venant demander au chef de l'Église la sanction solennelle de leur utopie, en réclamant une bénédiction spéciale pour le drapeau qu'ils arboraient, en s'attendant presque à obtenir que des combattants qui, pendant leur courte carrière, avaient répandu le feu et la flamme autour d'eux, sans faire toujours preuve d'une grande prudence, fussent déclarés les champions par excellence de l'Église, ils allaient au-devant d'un mécompte. Elle raconte ensuite tous les faits avec la plus parfaite exactitude, et nous n'avons pas à en refaire ici la narration trop connue. Mais les réflexions qu'elle y ajoute sur l'attitude des trois enfants de l'Église, une fois qu'ils furent parvenus au terme de leur voyage, et admis pour ainsi dire dans le palais de leur mère, sont à la fois si justes et si originales, qu'il est intéressant de les reproduire.

« Ils passèrent subitement, dit-elle, du grand soleil, de l'air embrasé, du bruit du combat, des cris et des applaudissements de la foule, à l'ombre calme et silencieuse de Rome, de Rome impassible et patiente, où l'enthousiasme est hors de place, où les événements passagers de l'heure présente perdent toute importance, et, considérés à la lumière des siècles, ne semblent plus être que des puérilités. Il y avait à coup sûr, dans cette brusque transition, de quoi les glacer, et faire succéder la perspective du plus amer mécompte à la confiance illimitée dont ils avaient été animés jusque-

Ils passaient en outre, d'une vie fiévreusement active, à l'immobilité et à l'inaction. Ils avaient quitté un monde partagé entre leurs ennemis acharnés et leurs partisans enthousiastes ; ils se trouvaient dans un monde où l'on s'était peu informé de leurs projets, et où l'on ne s'en occupait pas du tout. Ce fut une épreuve telle que peu d'hommes en connurent, et elle fut accompagnée de circonstances qui en aggravèrent l'amertume¹. »

Nous laisserons en ce moment ce qui concerne son héros. Arrivant ainsi à Rome, pour la première fois, au début de sa jeunesse, Charles de Montalembert fut d'abord un peu distrait de l'impression qu'elle vient de décrire avec une vérité saisissante, par une foule de jouissances et d'intérêts étrangers à la grande affaire qui l'y amenait ; mais il ne pouvait en être de même de ses deux compagnons de voyage. Prêtres l'un et l'autre, plus âgés, plus sérieusement engagés dans cette entreprise hasardée, et l'un d'eux portant, avec le poids des années, celui d'une haute renommée. Leur impression fut grave et profonde, et décida pour tous deux de l'avenir. Tandis que l'orgueil blessé creusait à l'un un abîme où devaient s'engloutir son

¹ Vol. I^{er}, p. 209.

génie et sa foi, l'autre était touché d'une tout autre manière, et l'auteur n'a pas attendu de récentes révélations pour reconnaître à quel point fut rapide, complet et lucide pour l'abbé Lacordaire, le discernement de leur position véritable, et elle l'attribue avec justesse à son absence complète d'amour-propre, à son esprit pratique, et au bon sens qui chez lui égalait le génie.

« Il comprit en un instant, dit-elle, que demander à une autorité majestueuse et séculaire, dont l'action s'étend sur le monde, à qui les intérêts de la chrétienté tout entière, ainsi que ceux de la tradition des siècles, sont confiés, de venir approuver et sanctionner une théorie politique toute nouvelle, et non encore éprouvée, c'était à la fois impossible et absurde... Sans doute, les misères qui se mêlent à toutes les grandes choses dans lesquelles intervient l'action humaine, ne lui échappèrent pas; mais la grande capitale du monde chrétien n'en avait pas moins saisi son âme tout entière. La splendeur de sa tradition et de son autorité, considérée au centre même de l'une et de l'autre, avait fait taire en lui tout autre impression. Rome lui apparut comme la personnification de l'Église elle-même, et comme le siège d'un principe immuable, en comparaison duquel les systèmes passagers de ce monde ressemblaient à des insectes qui naissent et meurent en un jour.

« Il réalisa, avec une émotion qui fit tressaillir tout son être, cette grandeur, cette sagesse, cette perpétuité de Rome. Il considéra qu'elle avait toujours vécu, toujours veillé avec prudence, subordonnant tout à sa féconde mission, profitant des choses de ce monde, lorsqu'elles pouvaient la seconder, mais ne permettant cependant jamais à aucune chose humaine d'être égale à elle-même et à sa cause sainte et divine... De quel œil, après tout, devait-il maintenant regarder, et comment devait-il estimer ces théories ardentes et soudaines, nées de la veille dans quelques esprits, et dont il était venu importuner cette majestueuse et royale mère? cette mère, qui avait à écouter le bruit lointain de la marche de ses milices saintes et à suivre des yeux les pas de ceux qui vont porter au loin la bonne nouvelle de la paix et du salut! Ne ressemblait-il pas, en vérité, à l'enfant d'une reine, qui serait venu lui apporter ses plaintes et ses préoccupations puériles tandis qu'elle est occupée des affaires de son royaume? Ne devait-il pas être satisfait, lors même qu'en passant près de lui, elle n'eût fait que lui accorder une caresse de sa main, sans lui répondre?... Ne devait-il pas même être indulgent pour cette noble mère, si elle n'avait pas exactement mesuré les paroles employées pour congédier son enfant importun? »

¹ Vol. I^{er}, p. 257, 258, 259.

C'est là le résumé du jugement singulièrement caractéristique et vrai, de madame Oliphant, sur la transformation survenue dans l'esprit de Lacordaire. C'est ainsi qu'elle explique parfaitement comment il s'arrêta sur-le-champ, non-seulement par soumission, mais parce qu'il vit avec évidence qu'il s'était trompé, et qu'elle comprend la résolution prompte, décisive et irrévocable qu'il prit alors sans hésiter. Tout le monde sait maintenant quel rôle il joua ensuite auprès de M. de Montalembert, au moment où celui-ci fut placé entre l'ascendant qu'exerçait sur lui le génie et le malheur, et les conseils que lui donnaient l'amitié et la foi ! Nous ne nous arrêterons plus à parler de cette lutte, dont le résultat fut de resserrer leurs liens et de briser à jamais ceux qui les attachaient tous deux à leur maître ; mais nous traduirons encore dans ce livre un passage suggéré à l'auteur par la chute de M. de Lamennais, qui nous semble trop remarquable pour être omis, et où se manifestent la lucidité d'esprit, la bonne foi, la sincérité parfaite de l'écrivain protestant dont je suis les pas (et dont j'oserais presque dire en ce moment que je consigne les aveux).

« J'ai expliqué, dit madame Oliphant, comment Lacordaire se soumit à l'instant, se soumit avant même que sa soumission fût demandée. Il sentit instinctivement que l'appel qu'il avait conseillé était une méprise, et que, dans le vrai sens du mot, c'était un acte *impertinent*. Ce fut là le sentiment et pour ainsi dire l'*âme* de sa conduite. Mais cette conduite avait aussi un côté essentiellement pratique, sur lequel les événements qui se passent aujourd'hui attirent notre attention. Tandis que son imagination s'exaltait par la contemplation de l'unité, de la patience, du parfait accord avec lui-même, de la durée du gouvernement spirituel de Rome, son sens pratique était frappé au même degré par la puissance de cette organisation merveilleuse qui prête à chaque pauvre prêtre une force égale à celle d'un grand royaume, et, quelle que soit sa faiblesse individuelle, lui donne l'appui d'une autorité ferme et inébranlable. Jamais ce qui se nomme le *Dissent* n'a pu grandir, n'a pu même vivre dans les pays catholiques. Hormis à l'époque de la Réforme, où l'inondation européenne de la grande rébellion spirituelle fut aidée par un concours de circonstances qui ne se sont jamais reproduites depuis, aucun homme, ni aucun groupe d'hommes, n'a réussi à se révolter contre Rome, et cependant, à conserver une influence d'un caractère religieux quelconque. Aucun homme n'y est parvenu, quelle que fût auparavant l'excellence de sa position et la pureté de ses intentions. En Angleterre, celui qui, sans cesser d'être protestant, se sépare de l'Église anglicane, perd sans doute toute l'importance qu'il possédait comme membre d'une corporation importante, et

tombe comme une pierre au fond de la mer. Mais après tout, la mer de la dissidence est si vaste chez nous, qu'il peut encore, après que le premier étourdissement de sa chute sera dissipé, y trouver quelque consolation, et s'accoutumer par degrés à vivre dans une atmosphère sociale et religieuse différente et inférieure à celle qu'il a connue. Mais celui qui se sépare de l'Église de Rome n'a point de refuge semblable. S'il ose encore lever la tête après ce que tous appelleront son apostasie, ce qu'il peut espérer de mieux, c'est d'être adulé par des hérétiques, par les ennemis déclarés de cette Église dans laquelle il est né, et que probablement au fond du cœur, et malgré sa désobéissance, il préfère à tout. Il peut arriver parfois qu'on se déplaie au foyer paternel, qu'on en trouve la loi sévère, les préjugés souvent insupportables; mais de là à se jeter au milieu des ennemis de ce même foyer, à l'entendre attaquer avec toute la virulence de l'ignorance, à s'unir aux insultes dont sa propre mère est l'objet, aux railleries dont on poursuit sa vie et ses actions, il y a loin, en vérité. Et cependant, telle est presque l'unique destinée que peut attendre le prêtre réfractaire! Un exemple récent et frappant qu'il est inutile de rappeler plus clairement viendra à l'esprit de tous ceux qui ont suivi avec attention l'histoire contemporaine de l'Église de Rome. Un grand et brillant prédicateur, un homme qui passait, il n'y a que peu de jours encore, pour un des fils les plus éminents et les plus importants de son Église, après avoir chancelé et avoir défailli sur un point d'obéissance ecclésiastique, apparaît tout d'un coup entouré d'un groupe d'admirateurs anglicans, et acceptant les hommages de ce beau monde protestant qui lui offre ce genre de sympathie large et universelle que tout a dû lui apprendre à considérer comme un indifférentisme de la pire espèce, comparable à l'amitié proposée par Pilate à Hérode. Il nous semble qu'à cette perspective, un froid glacial doit s'emparer de l'âme de cet homme qui a été prêtre, et qui a connu cet amour de l'Église qui est en lui-même un si noble et généreux sentiment. Son unique place, ou du moins la meilleure, est encore parmi les hérétiques; car la seule autre alternative qui lui reste est celle de se jeter parmi les incrédules. Et comme à ses yeux la distinction entre les deux est légère, et que ce sont ces derniers qui l'entourent dans son pays et l'approchent de plus près, comment s'étonner si ce malheureux, hors de la place qui était véritablement la sienne, torturé par l'espèce de démence qui naît de la colère contre ce que nous aimons, en arrive jusqu'aux dernières extrémités, et cherche, pour cacher sa honte, l'affreux refuge d'une négation totale de tout ce qu'il a cru dans le passé et de tout ce qu'il a quitté.

« Nous ignorons quel genre de développement peut attendre dans

l'avenir le mouvement des *protesteurs*¹ nouveaux, suscités par le dernier décret de Rome. Mais nous venons de raconter l'histoire du passé et du présent. La vie s'arrête pour le prêtre rebelle qui se sépare de l'Église... C'est un déserteur en face de l'ennemi. Il a trahi son drapeau, et il ne demeure plus pour lui, en ce monde, d'action utile ou salutaire possible. »

Et l'auteur conclut : « Si la foi de l'abbé Lacordaire lui enseignait que, hors de l'Église, il n'y avait point pour lui de salut, son bon sens suffisait pour lui apprendre aussi que hors de l'Église il n'y avait plus pour lui d'action². »

V

Malgré l'éclat des pages que nous avons citées, et de tant d'autres qu'on ne relira jamais, dans les volumes où sont rassemblés les articles de *l'Avenir*, sans éprouver ce tressaillement intérieur que l'enthousiasme, uni à la beauté du style, a le don de produire; malgré ce charme et l'incontestable puissance qu'il exerce, malgré l'intérêt presque dramatique qui s'attache à cet épisode et au rôle qu'y jouèrent ceux qui, tous les trois, quoique diversement, étaient appelés à une célébrité égale; considérant ce que fut et ce que devait être la carrière de M. de Montalembert, on peut appeler, à bon droit, ce début « *un faux départ* ».

Il fallait recommencer; il fallait revenir sur ses pas, s'arrêter, reprendre haleine, et se recueillir en silence, avant de prendre un nouvel élan. Après la fièvre de la lutte passionnée et publique, après les souffrances variées et cuisantes de celle d'une autre sorte qu'il avait eu à subir avec lui-même et avec le maître qu'il fallait abandonner, après le déchirement de cœur qui la termina, telle était, en effet, la situation de Charles de Montalembert. Il le comprit; mais il crut d'abord que ce nouvel élan lui serait impossible. Il se déclara perdu, vaincu à jamais; et, à cette époque, on trouve souvent sous sa plume l'assurance « *que tout est fini pour lui et que sa vie est à la fois manquée et brisée*. »

Cette impression, quel que soit le mécompte qui la provoque, est presque toujours erronée dans la jeunesse. Mais plus que pour tout autre, elle l'était pour celui dont on peut dire qu'il était doué si richement et d'aptitudes si nombreuses, qu'il y avait en lui de

¹ *Protesters*.

² Vol. I^{er}, p. 263.

quoi remplir, dix fois au lieu d'une, la vie d'un homme. Il a souvent suffi, en effet, à un homme, pour acquérir la gloire, d'avoir reçu du ciel le don d'émouvoir la foule par sa parole, et d'exercer sur ses contemporains cet ascendant magique que possède l'éloquence. D'autres, sans jamais quitter leur cabinet de travail, ont atteint la renommée par leurs travaux historiques ou littéraires. D'autres encore ont complètement occupé leur temps et leur vie par la poésie ou l'art, et par l'intérêt que de telles études savent donner à de nombreux et lointains voyages.

Tous ces dons différents, toutes ces aptitudes, M. de Montalembert les posséda ensemble, toutes ces occupations il les mena de front, et il posséda, de plus, une autre faculté, rarement accordée aux hommes voués à la politique ou à l'étude, et dont les orateurs ou les poètes sont le plus souvent dépourvus. Cette faculté fut celle de savoir observer et étudier la nature, non point seulement de son côté pittoresque, mais au point de vue le plus pratique. Si bien, que s'il n'eût été autre chose qu'un simple propriétaire campagnard, il eût atteint la notoriété que l'on accorde à ceux qui réussissent dans les travaux qu'ils savent entreprendre, diriger et accomplir. En un mot, il apporta à *tout* la même puissance d'attention, la même étude consciencieuse, la même intensité d'intérêt, et il excella en une foule de choses différentes, comme si chacune d'elles eût été sa spécialité.

Aussi, malgré le découragement qui s'empara de lui, lorsqu'il se retrouva seul en Allemagne, séparé de tous ses amis, livré à l'amertume de ses regrets et à celle de ses prévisions, et marchant à l'aventure sans but déterminé ; malgré cette mélancolie dont, suivant le penchant de la jeunesse, il aimait à s'abreuver, et à laquelle il se livra alors jusqu'à l'ivresse. Il ne pouvait et ne devait pas demeurer longtemps sans rencontrer une voie nouvelle, on peut même dire qu'il y marchait déjà, tandis qu'il croyait la chercher encore. Les deux années, si tristes en apparence, qui s'écoulèrent entre son départ de Rome, en 1833, et son retour à Paris, en 1835, pour y faire dans la vie publique son second et véritable début, ces années pendant lesquelles il s'estimait si à plaindre, peuvent compter parmi les plus fécondes, et furent, plus tard, rangées par lui-même au nombre des plus riches de sa vie, en ineffaçables souvenirs. Ce fut pendant leur durée, que, inspiré par M. Rio, il fit sur l'art ses premières études, qu'il alla en Allemagne, de ville en ville, se rapprochant partout de tous ceux qu'illustraient la foi, le talent ou le génie. Ce fut alors que lui apparut l'angélique vision de la royale jeune sainte, qu'il a su faire revivre à jamais pour nous et pour ceux qui vivront après nous ; et que, recherchant ses traces, il rencontra en

chemin tout ce que la poésie et l'histoire, pouvaient jeter de charme et de lumière sur ses pas, et ajouter d'intérêt puissant et doux à la pieuse exaltation de son âme.

Ajouterons-nous enfin que ce fut alors (au mois de novembre 1834), et avant son retour en France, qu'il alla retrouver, en Italie, Albert et Alexandrine, et passa avec eux, à Pise, ces mois, dont madame Oliphant rappelle le souvenir en termes, que n'a pu lire sans émotion celle qui, la première, en a raconté l'histoire.

Oh ! oui, ce furent de beaux jours ! et ceux qui ont connu de près ces trois âmes, un instant réunies, peuvent, seuls, le bien comprendre. Tous savent assez, cependant, combien sont rares ici-bas ces rencontres, où l'harmonie est complète entre ceux que le choix ou le hasard a rassemblés ; où ce qui paraît important à l'un, le paraît également aux autres ; où les études sont poursuivies dans le même but, les objets regardés au même point de vue, sans raillerie qui serre ou glace le cœur, sans contradiction qui fatigue l'esprit, sans égoïsme qui s'impose, sans frivolité qui se lasse !... Vivre ainsi quelques jours, c'est goûter l'un de ces bonheurs qui vont bien au delà de ce qu'ils sont et de ce qu'ils durent, car ils comptent au nombre de ceux qui contiennent une promesse et un avant-goût de cette fraternité céleste, dont ils sont ici-bas l'image passagère !

Ces jours de Pise furent au nombre des derniers du rapide bonheur d'Albert et d'Alexandrine, mais il ne devait pas en être de même pour leur ami. Il garda, sans doute, à cette douce rencontre, une place à part dans sa mémoire, et une suavité demeura attachée à ce souvenir, que rien ne devait effacer, que rien, peut-être, ne devait égaler plus tard ; mais les ardentes jouissances, rêvées dans les plus hautes aspirations de sa jeunesse, l'attendaient encore, et le jour se levait pour lui, tandis que l'ombre s'étendait déjà sur ceux dont il venait de partager la vie, et dont, plus d'une fois sans doute, il avait envié le sort. L'ami qui eût si tendrement partagé sa gloire, qui en eût fait la sienne, et qui, à l'égal de son propre bonheur, avait désiré le bonheur de son ami, ne devait voir les premiers rayons de l'une, que d'un regard déjà voilé par la mort, et ne devait apprendre la réalisation de l'autre, qu'à l'heure même où il quittait la terre ; dernière joie, digne de ce tendre et généreux cœur, qu'il emporta au ciel, avec cette autre joie suprême, à laquelle il avait sacrifié son bonheur et sa vie !

C'est au moment du retour à Paris de M. de Montalembert, en 1835, que commence l'ère brillante de sa destinée, qui fut aussi pour la France au point de vue religieux l'ère brillante du siècle dont le déclin approche. Oui, brillante de foi, d'ardeur et d'espérances auxquelles il faut se reporter à cette heure, où presque

toutes semblent déçues, afin de les faire revivre, et de faire revivre avec elles le souvenir de ceux qui surent les faire naître et en grande partie les réaliser. Leur travail, il est vrai, a été interrompu par la tempête, mais il ne sera jamais repris sans que leurs noms vénérés et aimés ne reviennent sur les lèvres de ceux qui le poursuivront... Lacordaire, Ravignan, Montalembert, Ozanam¹, etc. Vous! leur noble, sainte et pieuse amie! dont le nom se mêle avec les leurs et avec ceux de tant d'autres qui s'unirent à eux; les uns disparus comme eux de ce monde, les autres gardant encore chèrement leur souvenir et marchant sur l'empreinte de leurs pas!... Qui peut se souvenir des jours dont nous parlons sans se sentir ému comme à l'aspect des grandes choses!

A cette époque, ceux qui avaient vingt ans se souvenaient à peine, depuis leur enfance, d'avoir vu un homme agenouillé dans une église; les femmes seules semblaient prier, et c'était uniquement à leur sexe que s'adressait, en apparence, la parole de Dieu. Tel était encore l'état des choses, lorsque Lacordaire monta dans la chaire de Notre-Dame, et l'année où l'on y entendit retentir sa parole pour la première fois fut aussi celle où, pour la première fois, la voix de Montalembert se fit entendre à la tribune de la Chambre des pairs. On n'avait jamais vu jusque-là, et peut-être ne reverra-t-on jamais rien de pareil! deux amis d'une vocation si diverse, d'un talent si semblable, défendant tous les deux la même cause: la cause sainte de Dieu, de l'Église et de la justice; l'un sous les voûtes de nos basiliques, l'autre au sein de la plus haute de nos assemblées publiques, et lorsque cette Église déserte se remplit, lorsque d'année en année le nombre des hommes s'accrut dans l'auditoire, au point que les femmes durent leur céder la place, lorsqu'à l'éloquente voix de Lacordaire en succéda une autre non moins puissante que la sienne sur les âmes, lorsqu'on vit de toutes parts les laïques s'enrôler dans la grande armée de la charité, il fut un instant permis de penser qu'une génération nouvelle allait se lever et marquer son passage ici-bas par sa foi, comme la génération précédente l'avait marquée par son incrédulité!... A coup sûr, l'heure est triste pour y songer, et les ruines qui nous entourent, les effroyables crimes accomplis au milieu de nous, semblent avoir démenti toutes les promesses du passé, et sont, en vérité, de nature à désespérer l'espérance elle-même! Et cependant, regardons autour de nous, examinons bien, après ces catastrophes sans exemple, ce qui lutte, ce qui aime, ce qui croit encore au milieu de nous? — Voyons de quel côté il faut tourner les yeux, avec l'espoir de revoir la lumière? Voyons ce qui

¹ Madamé Swetchine.

a été détruit et ce qu'il faut reconstruire, et nous trouverons que les œuvres nées de la parole et de l'action de ceux dont nous parlons, bien que couvertes un instant par le torrent qui a passé sur la France, sont, non-seulement debout encore, mais seules debout et entourées de bras, de cœurs et de volontés, non moins dévoués, non moins nombreux que ceux qui les entourèrent naguères. Que Dieu suscite aujourd'hui pour prêcher sa parole des cœurs brûlants de haine pour le péché et de charité pour les pécheurs, de sympathie pour toutes les souffrances du peuple et de pitié pour toutes ses erreurs, et qu'il leur accorde le don divin de cette éloquence qu'il avait mise sur les lèvres de Lacordaire... Qu'il se lève ensuite, au milieu de nos assemblées publiques, un homme dont la parole sache, comme celle de Montalembert, enlever son auditoire aux mesquines considérations personnelles pour le transporter dans les régions où règnent les grandes lois de la vérité, de la générosité, du dévouement et de la foi. Qu'ils possèdent, comme lui, cette flamme qui communique la conviction et force même les adversaires au respect et à l'admiration, on comprendra alors ce qu'ils furent et ce qu'ils firent, en voyant ce que seront et ce que feront au milieu de nous ceux à qui Dieu fera la grâce de leur ressembler !...

Madame Oliphant, avec son tact habituel, fait cette simple remarque : « Après avoir entendu ces deux orateurs, il ne fut plus permis de nommer ceux qui parlaient de Dieu à l'église ni hors de l'église : *des gens de sacristie*. » Il y eut, en effet, un genre de raillerie qui jusque-là avait été, pour les adversaires, une arme puissante qui fut complètement arrachée de leurs mains... Lorsque l'air frémit autour de soi d'une émotion générale, on peut bien ne pas la partager, mais il n'est plus possible d'en rire.

Ce fut pendant ces premiers moments d'activité politique, et lorsqu'il faisait son véritable début dans sa carrière d'orateur, que M. de Montalembert acheva l'œuvre charmante, et d'un caractère si différent, à laquelle avait été consacrée cette phase de sa vie, qui séparait sa première apparition devant les pairs de France, comme accusé, de celle où il revenait prendre sa place au milieu d'eux comme leur collègue. Le succès de *l'Histoire de sainte Élisabeth* devait bientôt apprendre au jeune écrivain de quel prix avait été ce loisir qu'il avait d'abord tant regretté et ensuite si bien su mettre à profit, et l'on peut remarquer à ce propos, non-seulement combien sa vie fut multiple, mais combien elle fut sans cesse occupée et à quel point jamais il ne s'y introduisit un seul jour de lacune.

M. Rio élaborait, vers la même époque, l'ouvrage sur *l'Art chrétien*, qui devait devenir célèbre, et, ainsi que nous venons de le dire, malgré les émotions nouvelles de la vie politique, les chères

études auxquelles Montalembert s'était si récemment livré n'avaient rien perdu à ses yeux de leur charme et de leur importance : les deux amis se réunissaient donc souvent pour en parler ensemble, et c'était principalement à Saint-Germain que ces rencontres avaient lieu. Ici l'imagination de madame Oliphant est tout d'un coup frappée d'un tableau qu'elle présente à ses lecteurs « comme une vignette, dit-elle, dont elle orne son récit », et dont nous ne priverons pas les nôtres. Elle se représente d'abord cette terrasse de Saint-Germain, dont elle retrace les souvenirs historiques ; au fond du tableau, elle voit au loin l'ombre et la fraîcheur de la vaste forêt ; au premier plan le cours de la Seine, « poursuivant paisiblement son pèlerinage immémorial », et là, dans ce lieu, en face de cette vue, elle se représente « ces deux amis de l'art chrétien se communiquant leurs découvertes, comparant leurs souvenirs, s'occupant à rouvrir la grande tombe du passé et à en exhumer les riches et rares merveilles que le temps avait fait disparaître ; ce dont ils s'occupaient, en un mot, c'était de la Renaissance, de cet art noble et pur dont le souvenir et les monuments enfouis dans de vieilles églises ou abandonnés à la destruction dans des cloîtres en ruines, étaient alors effacés de la mémoire autant que du regard des peuples. » « Nous ne nous rendons pas assez compte aujourd'hui de ce fait, poursuit-elle, que toutes nos idées actuelles sur l'art religieux datent de ces recherches et de ces études et sont dues à l'ardeur avec laquelle ces deux amis les poursuivent et savent y appliquer l'énergie aussi bien que le feu de leur jeunesse¹. »

M. Foisset vient récemment de faire une brillante énumération des travaux de M. de Montalembert dans l'intérêt de ce réveil de l'art chrétien en France ; mais il n'est pas indifférent d'apprendre par une bouche étrangère que cette influence ne se borne pas à la France, et qu'à l'écrivain catholique français revient la gloire d'avoir contribué, pour une part notable, à la réaction qui s'est produite en Angleterre contre ce que nous nommerons *la laideur logique* du protestantisme. Réaction qui s'est accomplie de nos jours et a couvert ce pays d'édifices auxquels il ne manque que la consécration catholique pour être parfaitement appropriés au culte de la seule Église dont cette architecture soit la véritable et légitime expression. A dire le vrai, appliquée comme elle l'est aujourd'hui en Angleterre, elle devient une langue vide de sens ; mais l'œil et le cœur n'en sont pas moins caressés par leur aspect extérieur, comme le serait l'oreille d'un voyageur qui entendrait résonner de loin son air national, et, ne s'apercevant

¹ Vol. I^{er}, p. 311.

pas qu'on en a transformé les paroles, murmurerait, le cœur ému, le vrai chant de sa patrie. Le catholique, de même, s'incline instinctivement, et découvre son front à la vue des croix élevées aujourd'hui de toutes parts, sur le sol britannique, par les descendants de ceux qui, jadis, les brisèrent toutes et les foulèrent aux pieds!

VI

Après avoir si souvent remarqué la bonne foi avec laquelle madame Olphant se place, au point de vue personnel et religieux de M. de Montalembert, pour juger ses actes, elle nous permettra de signaler ici, comme une exception à cette règle, son appréciation de l'attitude qu'il prit, pendant le cours de la même année, à l'occasion de la lutte entre le gouvernement prussien et l'archevêque de Cologne, au sujet des mariages mixtes. Comme de juste, il se rangea, dans cette querelle, du côté de l'archevêque et des droits de l'Église, défendus par le pape, ce que madame Oliphant regarde « comme un exemple curieux du mélange de tolérance et d'intolérance, de respect pour les droits d'autrui et de mépris de ces mêmes droits, qui se rencontraient en lui. » L'adhésion de M. de Montalembert à cette conséquence légitime du principe catholique, qui oblige un père ou une mère à transmettre intact à leurs enfants le dépôt de la foi, comme le plus inaliénable et le plus sacré de leurs héritages, lui semble un paradoxe difficile à expliquer!

Nous n'aurions pas eu de peine à lui donner cette explication, si la loyauté de l'auteur reprenant promptement son empire, elle n'eût ajouté elle-même, à cette page, une note qui me dispense de toute autre réfutation. « Les catholiques répliquent, il est vrai, » dit-elle dans cette note, « que le protestant, persuadé que, dans toutes les communions, celui qui croit au Christ est dans la voie du salut, n'est pas dans la même position que le catholique, qui (croyant à une Église, instituée par le Christ, et dépositaire perpétuelle de la vérité) ne regarde pas le salut comme assuré hors d'elle. Pour celui-ci, le sacrifice demandé implique donc une question qui concerne l'éternité; pour l'autre, une question qui ne regarde que le temps. » Celui-ci peut donc céder sans faire violence à sa conscience, l'autre ne le peut pas.

Oui, c'est là toute notre réponse, et nous n'en pouvons pas faire d'autre. La tolérance de M. de Montalembert, pas plus que celle

d'aucun catholique, ne pouvait regarder des questions de doctrine, celles-là sont à jamais immuables pour celui qui les embrasse, et celui qui les rejette n'est plus catholique. Il n'est donc jamais question que des moyens *extérieurs* par lesquels on peut défendre la vérité et réprimer l'erreur, et, sur ce terrain, il était assurément de ceux qui ne veulent pas plus exercer la persécution que la subir, et qui eût défendu ses plus violents adversaires, tout comme ses plus ardents partisans, s'il les avait vus lésés dans leurs justes droits, et soumis à une pénalité extérieure quelconque.

Nous ne comprenons pas ce que madame Oliphant trouve là de paradoxal. Mais puisqu'elle a parlé de tolérance, et qu'elle semble convaincue de la supériorité de celle des protestants sur la nôtre, nous la priérons d'examiner comment, en pratique, les choses, aujourd'hui, se passent en Europe, et de nous dire, avec l'équité qui la caractérise, s'il est un seul pays où les protestants subissent une législation telle que celle qui existe encore contre les catholiques en Russie, en Suède ou en Suisse ? et si, en particulier, le pays qui s'était fait en Allemagne un juste honneur de son respect pour la liberté de conscience, qui l'avait inscrit dans ses lois, et l'avait, pendant vingt ans, maintenue pour tous avec fermeté et justice, ne viole pas, aujourd'hui, ouvertement ces mêmes lois, par la persécution la plus injuste et la plus odieuse, et n'arrache pas ainsi lui-même de sa nouvelle couronne le plus glorieux de ses fleurons !

L'année 1836 fut mémorable pour celui dont nous suivons l'histoire dans les pages de ce récit. *Sainte Élisabeth* parut au milieu du monde littéraire de Paris, à peu près comme son auteur avait paru lui-même naguère au milieu des vénérables incrédules, ses collègues, et les avait obligés à écouter avec surprise, mais avec respect, sa jeune parole. Cette fleur de pureté, de piété, de foi tendre et héroïque, cette vision du moyen âge, évoquée au milieu de notre siècle par son âme croyante, fut placée par sa main d'historien dans un cadre tellement brillant d'érudition et d'éloquence, qu'il fallut renoncer à taxer d'ignorance celui qui présentait ainsi hardiment au public le fruit de ses recherches et de son travail. Le succès fut grand, tout le monde le sait, mais une récompense, plus chère que celle des applaudissements du public, fut accordée à celui qui avait bien souvent peut-être, comme Frà Angelico, peint à genoux la céleste image qu'il voulait reproduire. Dans le courant de la même année, il obtint le seul bonheur qui manquait encore à sa vie ; et lorsqu'en étudiant la noble race de celle qui vint alors réaliser tous les vœux de son cœur, il découvrit que le sang de sainte Élisabeth coulait dans ses veines, il nous semble que, sans une trop témé-

raire confiance, il eut le droit de penser que la *chère sainte*, tant de fois invoquée, avait veillé sur la destinée de son fidèle et pieux historien, et lui avait obtenu par son intercession ce bonheur, dont le plus parfait exemple et l'idéal le plus doux avaient été réalisés ici-bas dans sa propre vie !

Ils partirent sur-le-champ pour l'Italie, heureux comme on ne l'est que pendant de courts instants sur terre ; trop heureux peut-être pour arrêter leur pensée alors sur l'ami dont la vie venait de s'éteindre, sur celle qui, dans ce même moment, se couvrait, si jeune, d'un deuil qu'elle ne devait plus quitter. Il y a des moments où la joie s'impose, en dépit de tout, et envahit l'âme tout entière, comme le fait trop souvent la douleur, sans que rien puisse lutter contre le flot montant de l'une ou de l'autre.

Mais ce ne pouvait être là ni de l'oubli ni de l'indifférence. Un mois auparavant, Charles de Montalembert avait été l'un des témoins émus de cette nuit solennelle, où s'était consommée, en présence de la mort, l'union de deux âmes dans la foi, dans l'espérance, dans l'amour éternels. Lui-même, au seuil de toutes les joies de la terre, il avait été arraché, un instant, aux promesses de sa propre vie, pour recevoir l'une de ces impressions qui font comprendre qu'il n'est point ici-bas d'autres joies véritables que celles qui emportent l'âme au delà de la terre !

Cette impression devait promptement se réveiller et promptement se communiquer à celle à laquelle il apportait sa vie tout entière : le passé autant que l'avenir. L'ami qu'elle n'avait point connu devint son ami. Les souvenirs qu'elle n'avait point partagés se gravèrent dans sa mémoire, comme s'ils eussent été les siens, et rien avant la mort ne vint plus tard briser l'amitié qui prit naissance sur une tombe, entre la jeune femme de Charles de Montalembert et la jeune veuve d'Albert de la Ferronnays.

Ce premier voyage de l'heureux couple devint dès lors, en même temps, un pèlerinage de l'amitié, aux lieux où la joie et la douleur avaient visité cet autre couple heureux, dont l'union venait d'être brisée. Ils revirent tour à tour la Casa Margherita, où Albert avait vu Alexandrine, à Rome, pour la première fois ; la maison de Pise, où leur bonheur avait été si complet ; celle de Venise, où avait commencé pour eux l'agonie de la séparation. Là, agenouillée près de son époux, la belle jeune mariée inclina sa tête, pendant qu'il disait à voix basse le *De profundis* dans cette chambre, où, l'année d'auparavant, Alexandrine avait trempé pour la première fois ses lèvres dans l'amer calice qu'il lui fallait épuiser jusqu'au fond, avant d'y trouver la bienheureuse paix de sa vie transfigurée. Peut-être

nous permettra-t-on encore, avant de quitter ce sujet, de rappeler ici, comme le fait l'auteur, ce passage d'une lettre de M. de Montalembert, déjà citée ailleurs ¹ :

« Oui, j'ai parfois eu peur d'avoir été ingrat envers la sainte mémoire d'Albert. J'ai craint d'avoir oublié, au milieu de mon nouveau bonheur, les ardentes prières et la tendre sollicitude de celui à qui, comme vous le dites si bien, je le dois sans doute. Et, cependant, Dieu sait si mon cœur et mes pensées retournent vers lui, lorsque je puis les détacher du présent. J'aime à me sentir sous la protection de celui qui a été le compagnon le plus intime de ma vie, le confident de toutes mes émotions, celui qui, j'en suis certain, eût sacrifié une partie de son bonheur pour assurer le mien. »

VII

On trouvera peut-être que nous poursuivons trop lentement notre marche à travers un livre que tout le monde lira, soit dans l'original, soit dans une traduction plus ou moins prochaine. Mais il s'y rattache pour nous le triple intérêt du sujet lui-même, des souvenirs sans nombre qu'il réveille à chaque pas, et enfin celui que nous éprouvons à suivre, sur un terrain si catholique, les pas d'un auteur protestant, qui presque jamais ne trébuche, et presque toujours, au contraire, sait se placer au point de vue le plus élevé, pour regarder les choses comme nous les voyons nous-mêmes, et les raconter ensuite avec une exactitude, à laquelle le fait même d'appartenir à une autre foi ajoute souvent l'originalité de l'expression, aussi bien que le poids du témoignage. On en a pu déjà juger plus d'une fois, et on en jugera encore par un passage que nous citerons tout à l'heure dans la partie de son récit à laquelle nous sommes parvenus, et qui nous ramène à Paris, avec le jeune couple voyageur, au mois de mai 1838.

Cette année-là, on peut le dire, le printemps rayonnait pour Montalembert, autant en lui qu'autour de lui ! C'était, en vérité, pour lui la saison du bonheur à son début, et sous toutes les formes : bonheur de la vie, domestique et intérieure, jamais connu jusque-là, goûté maintenant avec transport ; bonheur d'un succès littéraire, aussi pur qu'il était complet ; bonheur de cet essai de la vie publi-

¹ *Récit d'une sœur.*

que, où, pour la première fois, un orateur se rend compte du don qui est en lui, et se sent possesseur d'une incalculable puissance : et sur tout cela planait *Dieu*. Et, à toute cette vie heureuse et remplie, se mêlait une piété qui, sans avoir jamais rien eu d'efféminé, était cependant tendre, profonde, enthousiaste, et telle que d'ordinaire les femmes, mieux que les hommes, savent le comprendre et l'exprimer. On ne s'étonnera donc pas si, pendant cette période, le journal quotidien où il inscrivait ses pensées est rempli d'élan de reconnaissance envers le divin dispensateur des biens dont sa vie était comblée, et on ne sera pas surpris davantage de le trouver lui-même plus souvent que jamais, pendant cet heureux mois de mai, prenant part aux dévotions de chaque jour avec celle qui lui avait apporté le bonheur suprême, dont le reflet éclairait tous les autres.

« Le mois de mai », dit madame Oliphant, « se nomme, parmi les catholiques, le *mois de Marie*. Et il n'est rien de plus doux que lessolennités qui se célèbrent, à cette époque, en présence de leurs autels fleuris. C'est une tendresse, une effusion, c'est un mélange (un peu incompréhensible peut-être, j'en conviens, pour la plupart d'entre nous) de ce qu'il y a de plus fervent dans le culte divin, et de ce qu'il y a de plus tendre dans l'hommage rendu à une créature humaine, véritablement aimée. C'est, enfin, un appel aux sentiments les plus exquis de l'âme ! Aucun protestant, peut-être, ne parviendra jamais à se rendre un compte exact de la différence infinie qui sépare le culte d'*adoration*, que les catholiques, ainsi que tous les chrétiens, réservent pour Dieu seul, du culte de *vénération*, dont ils sont si prodigues envers les saints, et surtout envers la Vierge. Cependant, que cette différence existe, et soit fort clairement définie (au moins dans l'esprit de tout catholique intelligent), c'est là un fait que ne peuvent nier aucun de ceux qui ont étudié la question sincèrement, et sans être aveuglé par un intérêt de polémique. La difficulté qu'éprouve un esprit hérétique à discerner ces nuances délicates, n'existe point pour le fidèle croyant, qui, dès son enfance, est accoutumé à regarder Marie, comme une seconde et plus sublime mère.

« Quoi qu'il en soit, et de quelque opinion qu'on fût, il devait être difficile, pendant ce mois de mai dont nous parlons, de ne pas suivre des yeux avec sympathie ces jeunes et heureux époux, s'en allant ainsi ensemble, vers le soir, à l'une ou l'autre des églises de Paris, en savourant à la fois la douceur de leurs sentiments religieux et celle de la plénitude de leur nouveau bonheur. Ils cheminaient à pied sous les paisibles rayons de la lune de mai, entourés d'une atmosphère de bénédiction et de paix. Tout leur semblait beau,

harmonieux, embaumé! Paris lui-même, Paris, ce théâtre étrange de tant de scènes folles, coupables ou terribles, est apaisé et silencieux sous leurs pas. La rivière coule sans bruit. Les tours de Notre-Dame se détachent devant eux sur le ciel pur et, tandis qu'ils passent, les couvrent d'une ombre protectrice. Ou bien, ils se prosternent, sous les voûtes de Saint-Eustache, au pied de l'autel resplendissant de lumières et de fleurs, pendant que de belles voix font retentir la vaste nef, et que le chant du *Salve Regina* enlève leurs cœurs jusqu'au ciel, et fait descendre le ciel dans leurs cœurs! Tel fut, à Paris, cette année-là, pour ces époux catholiques, le doux, le bienheureux, le religieux mois de mai. »

Peu de catholiques, assurément, pourraient mieux dire, et on s'étonnera peut-être d'une semblable description sous une plume protestante, mais c'est la poésie de la *vérité*, qui frappe ainsi l'impartial auteur. Vérité fondée sur le témoignage irrécusable de notes intimes et journalières, dont elle reproduit ainsi l'impression générale et fidèle.

P. LA F. CRAVEN.

La fin au prochain numéro.

DE LA DÉCADENCE DES LETTRES

A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

LILLY, MARINI, GONGORA

I

La fin du seizième siècle offre un singulier spectacle, qui n'a peut-être pas été assez étudié; c'est l'invasion générale dans l'Europe littéraire du mauvais goût, de l'affectation, des conceits, et des extravagances de style et de pensée que nous retrouvons dans presque tous les écrivains de cette époque. Trois hommes ont paru à peu près à la fois, qui se sont faits les chefs de cette hérésie littéraire, trois chefs écoutés de la foule, et surtout des grands, prônés, devenus célèbres, et dont l'influence délétère a survécu plus ou moins longtemps, suivant le tempérament intellectuel de leur pays. Avons-nous besoin de nommer Lilly en Angleterre, Marini en Italie et Gongora en Espagne?

Cependant les chefs-d'œuvre de l'antiquité, Homère, Virgile, Cicéron et tant d'autres sont sortis vivants de leurs manuscrits à demi effacés par le temps. On a déchiffré ces hiéroglyphes, on a réédifié ces ruines. L'imprimerie a été inventée pour leur rendre une éternelle jeunesse; des milliers de savants, dévoués à l'étude, courtés sur les parchemins, ont usé le soleil et la lampe au service de leurs recherches laborieuses. Cet ouvrage de géants qui latinisaient le nom de leur père pour se faire les concitoyens de ceux qu'ils commentaient, ce labeur ingrat, ce défrichement intellectuel ont duré plusieurs siècles, et pour aboutir, lorsque les phares brillants de

Rome et d'Athènes sont debout et rallumés, pour aboutir à Lilly, à Marini, à Gongora. Il nous paraît intéressant et curieux d'en rechercher les causes; nous choquerons peut-être quelques opinions reçues; peut-être accusera-t-on la nôtre d'être paradoxale, car nous allons jeter une voix discordante dans ce concert unanime qui chante les louanges du seizième siècle. Oui, un doute nous est venu sur le résultat de ces graves études, sur le temps précieux qui y a été consacré, et, selon nous, perdu. Nous avons vu, nous dit-on, renaître les lettres; ne serait-ce pas plutôt les sophistes, les grammairiens et les littérateurs superficiels?

Isolons d'abord le seizième siècle, qui a concentré sur lui-même tous les éloges dont les siècles précédents, surtout le douzième et le treizième, devaient avoir la meilleure part; on oublie trop les moines savants, mais modestes et désintéressés, qui, dans le fond de leurs couvents, commençaient sans bruit l'œuvre de la renaissance; l'étude et l'intelligence des bons auteurs de l'antiquité existaient dès la fin du onzième siècle: Dante, Pétrarque, Boccace sont les enfants de ces siècles; jugeons des maîtres par les élèves.

Maintenant que voyons-nous dans le seizième? au lieu d'humbles moines, des pédants orgueilleux. Ils condamnent la langue de leur pays à l'obscur usage de la conversation des masses, ils écrivent en latin, ils veulent penser en latin: ouvrages d'imagination, fables, récits, histoire, chants d'amour, prose et vers, tout s'écrit dans la langue morte qu'ils prétendent ressusciter. Ils éditent, corrigent, commentent les écrivains latins; les uns prétendent écrire comme Cicéron: « ceux-là, nous dit Érasme, ne lisent que Cicéron, et pour cela ils choisissent une chambre à l'abri du vent, loin du tumulte des rues. Les murs en sont enduits de poix ou de plâtre, ils en excluent même les mouches. C'est là qu'ils lisent leur écrivain favori et le dissèquent, c'est là qu'ils mettent en ordre alphabétique toutes les expressions, formules, périodes, membres de périodes, les mots employés seulement au singulier et ceux qui n'admettent que le pluriel; c'est là qu'ils composent des in-folio si lourds que deux crocheteurs bien sanglés auraient peine à les porter; mais ils écrivent comme Cicéron. »

D'autres passionnés pour Tacite: Juste Lipse le savait si bien par cœur, qu'il s'offrait d'en réciter quelque passage que ce fût, avec un poignard sur la poitrine destiné à s'y enfoncer au premier manque de mémoire.

Ce que tous ces gens usent de patience, de sagacité, de mémoire et de science est une merveille. Cependant ils sont loin d'être d'accord; ils s'attaquent les uns les autres avec acharnement, ils s'accusent de contre-sens graves, de barbarismes honteux. Il n'y a place

au monde que pour leurs livres, leurs commentaires, leurs lettres, leurs disputes, leurs injures grossières. Enchantés qu'ils sont que la langue latine leur permette *de braver l'honnêteté*, ils s'en donnent à cœur joie, et mêlent jusqu'à la politique et la religion à ces querelles de cuistres.

Je suis loin de nier les services que ces savants ont pu nous rendre ; honneur à leur science, à leur persévérance, à leur foi même dans les gros et doctes livres qu'ils ont accumulés et qu'on ne lit plus ! Leur gloire, qu'ils partagent avec les moines du douzième siècle, est d'avoir renoué le fil interrompu de l'histoire, en retrouvant les historiens grecs et latins, et d'avoir ravivé les traditions philosophiques de l'antiquité ; mais leurs efforts pour ressusciter la langue latine comme langue littéraire, étaient vains ; *la jument de Roland était morte !*

Pendant ce temps, si laborieusement occupé à galvaniser la langue latine, quel progrès faisait la langue vulgaire ou plutôt nationale ? Ne voit-on pas tout d'abord que ces études pédantes, venues au travers, ont dû en arrêter le développement. Cependant elle marchait ! Dante avait exprimé, d'une façon naïve et charmante, la raison de son futur triomphe ; le premier, nous dit-il, qui écrivit en langue vulgaire y fut entraîné par le désir de se faire comprendre d'une dame qui n'entendait pas les vers latins. Béatrice lui avait peut-être dit comme la gracieuse Henriette de Molière : « Pardonnez-moi, monsieur.... etc. » Dante faisait ainsi, par avance, la satire des pédants du seizième siècle. Son grand poème fut écrit en langue vulgaire ; Pétrarque avait fixé la langue de la poésie italienne, et Boccace celle de la prose ; mais qu'on était loin de ces grands hommes à la fin du seizième !

Les Italiens ont donné pour excuse, à ce retour opiniâtre vers le passé, que la langue latine était un héritage de leurs ancêtres. Nous regrettons qu'ils aient fait de leur science une œuvre de patriotisme ; mais lorsque Salfi, dans son résumé de l'histoire de la littérature italienne, réclame aussi pour la mythologie le droit de succession, en ajoutant qu'elle est associée aux monuments et aux souvenirs de leur gloire nationale, nous n'en déplorons pas moins qu'ils aient réussi à ressusciter les dieux et les déesses de l'Olympe. Ce retour au paganisme empêchait l'élément chrétien de se développer dans la littérature moderne ; car ce qui était l'élément pieux chez les poètes de l'antiquité, ne l'étant pas chez nous, devenait un contre-sens. De là le défaut d'intérêt et de vie, de là l'absence de vérité dans la littérature de cette époque. Aussi, sans le génie de ses premiers écrivains nés avant la science, et en exceptant le Tasse qui fut grand malgré ses contemporains, on peut dire que ces études

gigantesques n'ont pas profité à l'Italie; elle compte, de 1550 à 1600, plus de six cent cinquante poètes¹, parmi lesquels Bembo a pour seul titre de gloire celle d'avoir voulu remettre en honneur l'école de Pétrarque. Les autres poètes sont de pâles imitateurs; affectation de pensées, métaphores usées, hyperboles réduites à l'état de lieux communs, tels sont en général, chez tous, les défauts au service desquels ils mettent une langue harmonieuse et élégante, et partout un abus désolant des noms portés par les héros et les dieux de l'antiquité. Il faut, pour les comprendre, connaître mieux l'histoire grecque et romaine que la nôtre, et la mythologie mieux que le catéchisme. On voit que le terrain était préparé pour le triomphe de Marini.

II

En France, la langue vulgaire se débattait avec plus de peine encore. Elle avait eu pourtant d'éloquents interprètes : Froissard et Commines, Rabelais et Montaigne, Villon et Marot ! Mais la France aussi s'était lancée dans la science et le pédantisme; aussi forte que l'Italie dans ses études de la langue latine, elle avait une supériorité marquée dans celles du grec. Ses poètes, en langue latine, sont nombreux. Le recueil intitulé *Deliciæ poetarum gallorum* (3 vol., 1609) renferme plus de cent mille vers. Ceux qui écrivaient dans la langue nationale ne s'abandonnaient plus à l'inspiration native, et s'efforçaient de suivre les modèles de l'antiquité. A la fin du seizième siècle, nous avons Ronsard et sa pleiade, Ronsard qui bourrait ses vers de mots latins que raturait Malherbe. Le mérite de ce dernier écrivain est d'avoir voulu créer une langue toute française. En résumé, on ne voit dans tout cela que des études, où le génie est plus grammairien qu'il ne faut pour créer de grandes œuvres. D'ailleurs leur renommée pâlissait devant celle de Turnebus, Victorius, Muretus et tous les noms en *us* de l'époque. Décidément cette préoccupation de la France pour les études pédantes a comprimé l'essor de la poésie nationale, surtout pour le théâtre; car, pour celui-ci, il faut un public, et celui d'alors n'était pas assez savant. Il faudra qu'il devienne aussi lettré que l'écrivain; ce sont des Romains qui applaudiront Corneille, des Grecs qui acclameront Racine. Cependant tous ces retards n'empêchent pas la langue française de se former, et bientôt la France méritera l'éloge d'être en littérature l'héritière de la Grèce; mais la poésie, au lieu de jaillir de l'imagi-

¹ Machiavel était mort en 1530, et l'Arioste en 1533.

nation des masses, se mettra au service d'une aristocratie littéraire. Le grand mérite de notre esprit gaulois sera la critique et le bon sens. Nous le verrons apparaître toutes les fois que les novateurs voudront aller au delà du goût.

Ronsard est arrêté dans ses néologismes par Malherbe ; ne craignons pas les archaïsmes des salons de madame de Rambouillet, Molière en fera justice. Nous atteindrons à la perfection de notre langue, en dépit de tous ces vains efforts pour en altérer la limpidité.

Cependant, ne quittons pas les salons de madame de Rambouillet sans reconnaître ce que nous leur devons. Cette élégante société était une protestation contre cette ennuyeuse littérature des savants en *us*. Ces savants grincheux bravaient l'honnêteté en français comme en latin. L'esprit gaulois de nos ancêtres, avouons-le, était un peu vif, son langage était un peu nu : les hôtes de madame de Rambouillet l'ont plus galamment habillé, et ce n'est pas un mal.

Marini devait recevoir dans cette société raffinée et dans toute la France une hospitalité d'enthousiasme. On lui payait fort cher chaque strophe détachée de son poème de l'*Adonis*. Mais qu'il parte, enrichi, pour habiter le magnifique *palazzo* qu'il s'était fait construire à Naples, et il partira avec son bagage de *concetti*, avec ses paillettes et son clinquant, sans nous en laisser même le souvenir.

III

Le seizième siècle et même le dix-septième sont pour l'Allemagne littéraire l'époque de sa plus grande obscurité. Là, le thermomètre est au-dessous de zéro ; on avait écrit et on écrivait encore en latin. On comprend que l'étude rétrospective de l'antiquité ait tenté les esprits de l'Europe méridionale ; la langue latine s'était infusée dans les nôtres ; le latin s'était parlé partout où s'était assise la conquête romaine ; la Gaule et l'Espagne avaient fourni à Rome des empereurs, des généraux et des poètes. Dans le nord de l'Allemagne, le latin était une langue plus que morte : elle n'y avait jamais existé ; la langue allemande était une langue-mère, et ne devait se développer que lorsque cette pédanterie aurait disparu. L'Allemagne avait des idées poétiques toutes différentes de celles des populations de race latine, son génie était mal à l'aise dans ce vieux langage et attendait qu'on le débarrassât de ces langes. L'étude de l'antiquité pour l'Allemagne est donc stérile ; elle n'a ni le génie grec ni le génie latin ; tout le fatras du passé l'embarrasse et la retarde. On a voulu récemment faire honneur à la Réforme de son émancipation litté-

raire. Nous croyons, avec Érasme, que c'est à tort ; car Érasme, dont le scepticisme bien connu garantit l'impartialité, dit dans une lettre : *Ubi cumque regnat lutheranismus, ibi litterarum est interitus* (partout où règne le luthérianisme, là est la mort des lettres).

Hallam, dans son bel ouvrage de l'*Histoire de la littérature en Europe*, revient à trois fois sur l'effet rétrograde de la Réforme sur la littérature allemande, *qu'elle arrête court*.

IV

Pendant que l'Italie, la France et l'Allemagne perdaient un temps précieux, l'Angleterre et l'Espagne, qui ne les suivaient que de loin dans ces études rétrospectives, eurent bien plus tôt qu'elles une littérature nationale et une langue poétique fixée par le génie. Aussi voyons-nous que l'époque la plus glorieuse de leur littérature est celle où nous n'avions en France que des imitateurs et des grammairiens. Shakespeare ne s'était pas mis dans l'esprit de savoir le grec et le latin, et moins encore d'en faire des éditions et des commentaires, et il a été ce que nous le connaissons.

Lope de Vega fut certes plus lettré, mais il voulait plaire à la foule, et nous le dit lui-même dans son traité de l'art poétique : « Lorsque j'écris une comédie, je mets les préceptes sous dix clefs ; je congédie de mon cabinet Plaute et Térence, pour qu'ils ne murmurent pas contre moi. »

Les ballades, les chroniques, les romances, ont en Espagne une saveur nationale. Ce qui fait leur mérite, c'est qu'elles contiennent l'élément nouveau, l'élément chrétien, qui cédait ailleurs la place à l'élément païen, à ces vieux dieux de l'Olympe auxquels on ne croyait plus, mais qui reprenaient une vie conventionnelle et factice à l'usage des littératures.

Cette poésie espagnole offre la peinture vivante, naïve, naturelle, de toute la vie espagnole, le tableau des sentiments, des nobles passions, du caractère héroïque et religieux de ce peuple. Là, point d'imitation et point de mauvais goût, mais élégance et simplicité. On verra ce qu'en feront plus tard l'invasion de l'imitation italienne et le contre-coup des études pédantes.

Certainement il fallait une transformation dans la poésie, pour passer des âges héroïques aux âges plus civilisés. On en a fait hommage aux études du seizième siècle ; mais ne se serait-elle pas transformée elle-même, et naturellement, si on n'avait pas fait de la servilité dans l'imitation une condition de l'écrivain ?

On se demande ce qu'il serait advenu, si aucun des auteurs grecs et latins n'eût survécu au naufrage de l'empire romain, ou s'ils n'eussent laissé que des traditions confuses. Aurions-nous cessé d'avoir des poètes, quand nous avons eu des peintres, des musiciens, des architectes qui, sans modèles et presque sans traditions, ont cependant acquis dans le même siècle la perfection de leur art. Si l'architecture avait des modèles, elle s'en est écartée pour être et rester chrétienne, comme la musique et la peinture l'ont été de leur côté. Si l'on eût imposé à ces arts, à l'un le plan unique du Panthéon, à l'autre de vieux tableaux d'Apelle, grattés, nettoyés, restaurés pendant des siècles ; au troisième, la musique des chœurs de Sophocle et d'Euripide, en criant aux nouveaux venus : « Voilà vos modèles ; ne sortez pas de ces limites, ne créez pas d'autres idoles, n'adorez pas d'autres dieux, » devons-nous croire que ces arts n'y eussent pas plutôt perdu que gagné ?

Nous croyons donc que cette grande époque du seizième siècle a été moins grande par la littérature que par les autres arts, parce que ceux-ci ont procédé d'eux-mêmes, tandis que l'autre a été détournée de son sens intime et national pour être trainée à la remorque d'un passé brillant, mais qui n'avait plus sa raison d'être. Ce que nous reprochons le plus aux études grecques et latines, c'est qu'elles nous ont amené fatalement les poètes quand même, les littérateurs sans sujet et sans objet, des vers pour des vers ! De là cette foulé, de là cette médiocrité, de là cette monotonie !

L'on comprend alors que certains poètes, inquiets et désireux de gloire et de célébrité, ennuyés de ces vains bruits répétés à tant d'échos, aient cherché une route nouvelle pour réveiller l'attention d'un public blasé. C'est alors à qui offrira une nourriture plus épicée, des pensées plus ingénieuses, des *concetti* plus fleuris. Et c'est ici, puisque nous sommes en veine de mauvaise humeur paradoxale, que nous ferons aussi son procès à l'art de l'imprimerie. Nous lui reprocherons d'être impitoyable ; car son impassibilité nous transmet, sans choix comme sans scrupule, toutes les poésies qui s'accumulent pendant chaque siècle, et qui menacent de nous engloutir dans un nouveau déluge. Songez à ce qu'a produit de vers l'émancipation de la femme par le christianisme ; ce serait le cas d'employer les énumérations elles-mêmes que font les amants de leurs soupirs et des beautés de l'être adoré. La mer n'a pas plus de vagues, les rivages plus de grains de sable, les forêts plus de feuilles, le ciel plus d'étoiles, qu'il n'a été fait de vers à la femme, mariée ou non, aux vierges et aux veuves. Quoi d'étonnant que les écrivains se répètent ? Beau miracle qu'ils fussent tous bons ! Cependant ils ont été tous lus et admirés dans leur temps, et les plus mauvais vers ont été trouvés

parfaits par celle à laquelle ils étaient adressés. Sans l'imprimerie, ils auraient circulé peut-être, mais ils n'auraient pas survécu à l'occasion qui les avait fait naître.

J'en veux également à la critique qui a cru devoir les exhumer de la poussière des bibliothèques. Ces pauvres poètes ne pensaient pas à la postérité; si notre curiosité est punie, nous le méritons bien. Le génie est de tous les temps, c'est l'héritage de la postérité; mais le talent, cet aimable emploi de l'esprit à l'adresse des contemporains, pourquoi s'en occuper si longtemps? Laissons à Philis son amant; c'est à sa poésie élégante qu'il a dû un baiser, ou peut-être plus : qu'avons-nous besoin de le savoir? Chaque quart de siècle a des poètes de ce calibre; c'est la poésie au jour le jour.

Mais l'imprimerie en impose pour ainsi dire la lecture à tous les âges. Ne vaudrait-il pas mieux que chaque siècle enterrât les siens, sans les léguer à la postérité, qu'ils gênent terriblement? Qu'on ensevelisse donc leurs poésies avec les beautés qui les ont inspirées, pour augmenter les joies de leur paradis ou les peines de leur enfer, suivant leur mérite.

Il faudrait une loi draconienne pour que toute pièce de vers amoureux ne pût circuler que manuscrite; car cette avalanche de poésies est une des sources du mauvais goût, par les efforts que fait chaque poète pour surpasser ses prédécesseurs. Les femmes comparées à la rose purent satisfaire d'abord; mais bientôt ni la rose, ni l'œillet, ni le lis éclatant de blancheur, n'ont plus suffi; il fallut passer au règne minéral, et emprunter aux orfèvres leurs boutiques de perles, d'opales, de rubis et de diamants. Plus tard, le paysagiste leur prêterait sa palette, et le touriste la neige immaculée des montagnes.

V

Les Espagnols ont-ils jamais eu le goût parfait des écrivains de l'antiquité? Il faut avouer que non. L'imagination au delà des Pyrénées a toujours été si emportée et si violente, qu'elle s'astreint difficilement aux lois et aux règles d'Aristote. Souvenons-nous d'abord que l'Espagne n'a pas peu contribué à la décadence de la langue latine au temps de Domitien. Sénèque, Martial et Lucain étaient Espagnols. Or les savants du seizième siècle n'ont pas manqué de les remettre au grand jour comme les meilleurs; nous avons donc bien vite passé par-dessus le siècle d'Auguste, ou plutôt notre point de départ a été la décadence latine, et nous n'avons fait que la continuer.

Nous voilà revenus aux trois noms qui sont en tête de cet article. Lilly en Angleterre, Marini en Italie, Gongora en Espagne.

Nous ne dirons qu'un mot de Lilly. Il était né en 1553. Son livre d'*Euphuïs*, dont nous avons parlé ailleurs, eut une grande influence à la cour d'Élisabeth. Le style en est emphatique, pédant, plein de métaphores ronflantes, de pointes et de jeux de mots; les citations latines y abondent. Lilly fut le maître du bel esprit à Londres; les dames de la cour, nous disent les auteurs du temps, apprenaient par cœur les phrases de son roman, pour les mêler à la conversation; on ne parlait qu'euphémismes, car on avait créé le mot d'après le nom du héros de Lilly. Ce style gagna la plus grande partie des écrivains du temps; Shakespeare l'employa dans quelques-uns de ses sonnets; plus tard, il s'en moqua dans sa comédie *Love's labour lost*; Ben Jonson l'a aussi critiqué dans *Every man out of his humour*; on pourrait pourtant en trouver des traces dans certains passages d'*Hamlet*. Mais comme Corneille se dégagea bientôt des mièvreries de l'hôtel de Rambouillet, Shakespeare secoua aussi bientôt ces paillettes qui gênaient sa crinière de lion. Il ne lui fallait pas de grands efforts pour étouffer sous sa puissante patte ces mouches brillantes, « météores des gazons, » a dit Lilly lui-même.

Marini et Gongora ont beaucoup de rapports entre eux. Tous deux ont de l'esprit, mais rien que de l'esprit, un admirable talent de versification, une égale absence d'originalité et d'invention. Chez tous deux, même désir de célébrité à tout prix : l'un et l'autre veulent sortir de la foule des poètes de leur temps, et c'est par le mauvais goût, l'affectation et les *concelli*, qu'ils prétendent se distinguer.

Tous deux, pleins de talents, débutent par des poésies excellentes qui font regretter leurs divagations. Mais Marini s'écrie : *Chi non sa far stupir vada alta Striglia*, et Gongora s'écrie de son côté : *Nada vulgar*; et les voilà partis sur le même chemin des exagérations, des mièvreries, des métaphores ampoulées en compagnie de tous les dieux du paganisme.

Nous laisserons de côté Marini, qu'd'excellents critiques, M. P. Chasles et M. Lefèvre-Deumier, nous ont fait connaître, pour nous occuper avec quelques détails que de Gongora, dont on a fait moins de bruit. Il a été plus loin encore dans l'aberration de l'esprit : il en a fait un système, une religion nouvelle. Marini avait respecté la langue italienne, il reste toujours élégant et clair, tandis que Gongora a torturé la langue espagnole, et s'est plu à l'envelopper de mystère, d'ombre et d'obscurité. L'influence de Marini a eu de moins déplorables résultats pour l'Italie, qui se relèvera plus tard, quand Alfieri retrempera le génie italien dans l'énergie et la concision de l'auteur

de *la Divine comédie*. Mais le mal produit par Gongora eut des suites plus désastreuses : il précipita la langue espagnole dans un abîme dont elle a peine à se relever même aujourd'hui. Cette littérature qui s'écroule en même temps que l'Espagne elle-même dans sa politique extérieure et intérieure, ces ruines d'une langue et d'une nation, méritent un examen particulier et plus approfondi. Si nous avons déjà assigné les causes de cette invasion du mauvais goût, et des commencements de décadence littéraire dans toute l'Europe à la fois, nous rechercherons pourquoi, lorsqu'en France, en Angleterre et même en Italie, l'influence de ces trois mauvais génies, Lilly, Marini, Gongora, a cessé bientôt de se faire sentir, pourquoi il n'en a pas été de même en Espagne.

VI

C'était pourtant un charmant poète que Gongora ! Tachons de lui faire pardonner d'avance les écarts, les erreurs, les crimes littéraires dont nous retarderons le plus possible le tableau aussi curieux qu'affligeant.

Voici une petite pièce toute anacrèontique que nous avons essayé de traduire en vers :

Sur cette colline boisée
Que baigne au matin la rosée,
J'ai cueilli ces jasmins en fleur,
Folle guirlande improvisée
Qui devra, sur ton front posée,
Lutter avec lui de blancheur !

Mais sur leur moisson parfumée
Veillait une innombrable armée
D'abeilles aux dards inhumains,
Dont chacun, flèche envenimée,
A, pour chaque fleur décimée,
Déchiré mon front et mes mains.

Mon sang a payé ces merveilles...
Mais il faut des chances pareilles !
Et j'en prends à témoin le ciel,
Je veux de tes lèvres vermeilles
Autant de baisers que d'abeilles...
A toi les fleurs, à moi le miel !

Voici une autre romance :

GUARDA CORDEROS, ZAGALA.

Ce sont tes beaux moutons, bergère,
 Qu'il faut garder contre les loups,
 Et non ton cœur... Car Dieu, *ma chère*,
 Te créa femme, et c'est... *pour nous*.

C'est à la pierre d'être dure,
 Encor permet-elle au ciseau
 De la tailler à la mesure
 De quelque chef-d'œuvre nouveau.

Le chêne résiste aux tourmentes
 Par ses racines de géant,
 Mais ses feuilles toujours mouvantes
 Obéissent au moindre vent.

La vigne amoureuse, qui donne
 A l'ormeau ses baisers grimpants,
 Fait au laurier voisin l'aumône
 De quelques pampres *inconstants*.

La gémissante tourterelle,
 Symbole de l'amour discret,
 Se construit, naïve infidèle,
 Un nouveau nid sous la forêt.

L'œillet, pour une seule abeille
 Ne réserve pas son trésor;
 Toutes, dans sa coupe vermeille,
 Viennent butiner le miel d'or.

Le ruisseau changeant de rivage
 Et de modèle tour à tour,
 Refuse à l'absent son image,
 Et ne la lui rend qu'au retour.

La nature a donné des ailes
 Aux oiseaux pour fuir les autans;
 L'amour, comme les hirondelles,
 Doit chercher les nouveaux printemps.

A l'intérêt plein d'artifice,
 N'enchaîne pas ta volonté,
 Un seul amour est avare
 Encor plus que *fidélité*.

La pièce suivante frise déjà le style précieux. Le poète prétend prendre une plume aux ailes de l'Amour pour se le rendre favorable :

O folle tourterelle
 Qui, loin de ton époux,

T'enfuis à tire-d'aile,
 Et reviens, infidèle,
 Sans qu'il en soit jaloux ;
 Reste entre ciel et terre,
 Bien heureuse cent fois,
 Toi qui fais à ton choix
 Ou la paix ou la guerre.

Témoins de chaque jour,
 Les chênes séculaires
 Ombragent tour à tour
 Tes chansons, ton amour,
 Tes charmantes colères,
 Le lit de tes ébats,
 Tes jeux et tes batailles !
 « Bucherons sans entrailles,
 Ne les abattez pas ! »

Chaque lutte est suivie
 De traités amoureux,
 Et je passe ma vie
 A compter, plein d'envie,
 Vos baisers savoureux ;
 Mais j'aurais moins de peines
 A compter chaque fleur
 Ou l'innombrable chœur
 Des étoiles sereines.

C'est un affront, qu'Amour
 A ton nid, tourterelle,
 Fasse un si long séjour,
 Quand pour nous il est sourd,
 Aveugle et trop rebelle ;
 Mais j'espère, entre nous,
 Que, puisqu'il a des ailes,
 Ma plume venant d'elles,
 Va le rendre plus doux !

La nuit triomphante de Noël a été chantée par Gongora dans un grand nombre de pièces de vers ; il a composé des Noël en patois mauresque, en patois bohémien, en patois nègre, en patois portugais. Quelquefois, il y met tout le charme de sa poésie naïve et villa-geoise.

Nous terminerons les citations par un beau sonnet du goût le plus pur et le plus élevé :

LA CRÈCHE ET LA CROIX.

Étendu sur la croix, par les Juifs condamné,
 Ton front pâle saignait sous le bandeau d'épine,
 Et l'on offrit le fiel à ta lèvre divine...
 Tu mourus, et, mourant, tu leur as pardonné.

Oui ! ce fut un grand fait ; mais quand, prédestiné,
 Tu vins au jour, l'hiver, dans l'étable en ruine,
 Près de l'âne qui broute et du bœuf qui rumine,
 Le plus grand fait des deux, encor, c'est d'être né...

Et ce n'est pas, Seigneur, parce que ton enfance
 Sans se plaindre a du temps supporté l'inclémence,
 Quand sur tes membres nus soufflait le vent du nord,

Plus froide au Golgotha fut ta sueur sanglante !
 Mais c'est que la distance encor plus m'épouvante
 De Dieu jusques à nous que de nous à la mort.

VII

Certes, d'après tout ce que nous venons de citer, on peut juger que Gongora était un grand poète ; il a la grâce, la force et la naïveté. Nous allons voir maintenant le novateur.

Lope, dans une de ses épîtres, s'écrie que de son temps on rencontre *en cada esquina cuatro mil poetas*. C'est à peine une exagération.

En effet, tout homme qui s'occupait de politique, de morale, de religion et de philosophie, débutait toujours par être poète, pour se faire connaître.

Soldat et poète sont presque synonymes ; les rois, les ministres, les favoris, tous les grands, les capitaines, les chapelains, les prêtres, autant de poètes !

Que voulez-vous ! Cette langue est si doucement sonore, si musicale, qu'elle enivre ceux qui l'emploient, et qu'on s'habitue à l'écouter sans y chercher autre chose que le plaisir de l'ouïe. Les syllabes s'y succèdent comme des notes mélodieuses. L'imagination espagnole est si vive qu'elle improvise naturellement ; qu'est-ce que Lope de Vega sinon le plus charmant des improvisateurs ? Ses vers naissent comme les fleurs dans les prés. Cette poésie si facilement mise au monde sans grandes idées derrière elle devait fatalement arriver à la monotonie et à l'exagération.

La langue espagnole, dans les temps héroïques, avait été l'interprète de l'honneur, de l'esprit religieux et du patriotisme. Quand la guerre sainte fut finie et remplacée par les guerres d'ambition à l'extérieur et par l'expansion du despotisme, quand le patriotisme passa les frontières, quand la religion ne fut plus une lutte, mais un triomphe, cette même langue devint déclamatoire, hautaine ou bien fade et monotone. On ne faisait que des chroniques et des ballades

dans les temps héroïques : quand on fit des poèmes, les faits ne l'étaient plus. Les expressions s'enflent à mesure que les récits sont moins glorieux. Bientôt la substance manque, et les poètes veulent chanter encore ; à l'un d'eux il faut absolument le même nombre de chants que dans l'*Énéide*, et il célèbre la prise d'une ville qui n'est pas celle de Troie ; un autre a d'abord traduit la *Jérusalem* du Tasse, il en change le titre et en fait la prise de Séville sur les Maures. Tout ira en empirant sous les successeurs de Philippe II. L'orgueil demeurera lorsqu'il n'y aura plus rien de quoi s'enorgueillir. Les poètes seront aussi présomptueux sous Philippe IV que lorsque Charles-Quint avait six couronnes sur la tête.

Dans les sonnets amoureux, l'on a dit que les soupirs des Italiens devenaient des cris en Espagne ; mais c'est la même idolâtrie factice, le même abus de fantaisies mythologiques.

Au premier abord, on espéra que le cadre du sonnet mettrait des limites à la fécondité des poètes, en les forçant à resserrer en quatorze lignes ce qu'ils développaient précédemment en cent cinquante ou deux cents vers. Mais les malheureux ont fait vingt sonnets de suite et nous n'y avons rien gagné.

L'introduction des mots latins a aidé à créer un langage de convention qui eut pour effet d'aristocratiser la poésie ; le terme employé par le peuple fut dédaigné par le poète comme vulgaire ; de là les périphrases et les métaphores, de là bientôt la recherche et le mauvais goût.

Tout n'est cependant pas décadence dans les changements que subissent les littératures ; mais en Espagne la transformation, qui fut l'œuvre de Gongora, ne fut pas l'effet de ce travail lent et souvent insensible qui se fait dans les langues comme dans toutes choses, et même dans le corps humain, par suite d'un courant d'influences dont on ne se rend pas compte. Ce fut chez notre poète cordouan une préméditation de son esprit, une ambition de conquérant littéraire, un abus d'autorité, une législation forcée, et son but d'isoler plus complètement encore que ses prédécesseurs la langue poétique de la langue vulgaire, de créer une oligarchie d'intelligence, ne fut qu'un contre-sens fatal à la langue espagnole ; car il ne réussit qu'à tarir la source populaire où se retrempe la vraie poésie, et il la condamna à l'immobilité des pyramides d'Égypte.

Nous avons vu que le terrain était bien préparé pour la semence de cette hérésie nouvelle.

Gongora était plus dangereux que les autres, parce qu'il avait plus de talent et de persévérance, et c'est sérieusement qu'il travaille à son alchimie littéraire.

Né pauvre à Cordoue, il reçut pourtant une éducation brillante à

Salamanque, où cependant il néglige plus les mathématiques que l'escrime et la poésie; il se fait poète comme les autres, et nous avons vu ses brillants débuts; mais comment percer la foule? Comment se faire distinguer à la cour, où il est venu chercher fortune? Il est obligé de se mettre dans les ordres; c'est la ressource de la plupart des poètes du temps; il est de ceux que Lope de Vega appelle *di prima tonsura*. Il faut forcer la renommée à répéter son nom, resté inconnu dans ce vieux chemin de la gloire littéraire; il faut inventer quelque chose de nouveau, et il invente le *style culto*. Il travaille non pas l'idée, mais l'instrument; il fait des mots nouveaux, et il modifie le sens des mots anciens; il attache à ceux-ci un sens profond et extraordinaire; il a même son système de ponctuation, peut-être pour se faire mieux comprendre, ce à quoi il ne réussit pas; il drape son style d'un manteau de cour: il introduit l'étiquette dans sa phrase. Avec cela les inversions grecques et latines pour prouver sa science, les allusions mythologiques, les métaphores les plus guindées, les boursofflures les plus inouïes! Arrière les écrivains qui écrivent pour tout le monde, il n'écrira plus que pour les raffinés.

VIII

Le poème intitulé *las Soledades*, les Solitudes, commença la révolution littéraire. Nous allons en donner une courte analyse, pour que notre lecteur puisse juger la distance qui sépare le Gongora que nous avons cité, du Gongora révolutionnaire. Mais qui prendrons-nous pour commentateur? nous nous déclarons, en toute humilité, impuissant à trouver notre chemin dans ces inextricables solitudes, sans un fil qui nous conduise. Heureusement, les contemporains eux-mêmes de notre poète le trouvaient aussi obscur que nous; et, de son vivant, ses admirateurs s'empressèrent de joindre des commentaires à ces sublimes conceptions. Pellicer le dispute à Coronel, et d'autres suivirent en grand nombre; les deux mille vers du poème ont produit plus de deux mille pages pour en éclaircir le sens.

Coronel à la main, commençons notre laborieuse étude: « Un noble étranger, amant dédaigné, s'embarque et parcourt les mers. Son vaisseau fait naufrage; le voyageur est jeté sur une île inconnue; une courte planche lui sert de dauphin. Imprudent, qui avait confié sa vie à un pin égaré sur une Libye de flots! Tantôt bu par l'Océan, tantôt vomé par lui, il aborde sur un écueil couronné de joncs secs et de plumes jaunes encore; il trouve donc l'hospitalité là où l'oiseau de Jupiter avait placé son nid. Dans cette île qu'il croit

déserte il rencontre, à sa grande surprise, une noce de villageois. Le 1^{er} chant renferme le récit des plaisirs innocents et champêtres de ces bergers, la description de leurs jeux, de leurs lutttes, de leurs danses, et se termine par la conduite solennelle des mariés au toit conjugal, où Vénus a préparé leur lit avec le duvet des colombes qu'elle attèle à son char. Rien n'est ce que vous pouvez imaginer dans ce pays féerique; les oiseaux sont des cloches de plumes sonores qui donnent le doux signal de l'aube au soleil, lorsque celui-ci, sur son carrosse, quitte le pavillon d'écumes. A ce spectacle vous éprouverez, comme le noble étranger, une admiration « dont le silence est la parole. » Il voit des tours en ruines : Hélas ! lui dit un berger, les arbres les dépassent maintenant ; elles furent autrefois si hautes que les « étoiles étaient les lampions de leurs créneaux. » Il rencontre une jeune fille qui se lavait la figure dans une fontaine : « Elle joignait le cristal liquide au cristal de sa joue par le bel aqueduc de sa main. » Le balcon rose de l'aurore n'est pas oublié ; Gongora l'aurait inventé. Pour lui, les bergères sont tout simplement des roses vêtues. Voici la phrase : « Le printemps, chaussé d'avril et habillé de mai, voit arriver les roses vêtues qui chantent entourées de guitares ailées. A leur voix, le ruisseau fait de sa blanche écume autant d'oreilles qu'il y a de cailloux dans son lit. » D'autres villageoises sont assises sous une voûte d'ombres peinte à la fresque. Il veut sans doute en exprimer la fraîcheur, *equivoco galantissimo* ! s'écrie le commentateur. Quant à la mariée, elle est si belle qu'elle rendrait la Norwège torride avec ses deux soleils, et l'Éthiopie blanche avec ses deux mains. Dans l'or de ses cheveux sont enchâssés les rubis printaniers d'avril (lisez œillets).

Le deuxième chant n'est encore qu'un prétexte à une versification brillante et sonore, où le mauvais goût et l'obscurité ne font que s'accroître. Au moment où le ruisseau se précipite dans la mer, Gongora le compare à un papillon de cristal qui va étourdiment, non pas se brûler à la flamme, mais se noyer dans les eaux profondes de l'Océan, lequel devient alors un centaure écumeux, moitié eau douce, moitié eau salée.

Le voyageur désespéré est un témoin presque muet de cette vie d'insulaire villageois ; une fois seulement il chante et se répand en plaintes *mystérieuses*, et je vous réponds qu'elles le sont au suprême degré. Il les termine par cet appel à la mort : « Que l'Océan profond soit l'urne de mes cendres, que les monts qui m'entourent soient les obélisques de mon tombeau ! »

Il est des phrases devant lesquelles le commentateur s'incline déconcerté ; lui-même ne les comprend pas ; cependant il ne voit dans cet humble aveu que l'occasion d'une admiration plus profonde.

Terminons par une phrase qui semble lui avoir coûté de grands efforts. « O vieillard bienheureux, s'écrie le jeune étranger dans une heure d'épanchement, toi qui as vécu tes jours fortunés dans le sanctuaire de l'humble solitude, peignant tes vénérables cheveux blancs non pas avec un buis dentelé, ni même avec une épine de poisson, mais avec l'expérience désenchantée des choses de ce monde. »

Ce serait être injuste envers Gongora que de ne pas dire qu'à côté de ces monstruosité on rencontre quelques vers charmants où le poète revient, comme malgré lui, à l'élégance et à la clarté; mais ces vers sont rares; qu'il nous suffise donc de les signaler, puisque nous savons ce qu'il aurait pu continuer à faire par nos citations précédentes.

IX

Voilà pourtant où en était arrivé cet excellent poète, et nous n'avons pu que donner l'échantillon de son mauvais goût; quant à son obscurité nous devons nous résigner à la laisser deviner, puisqu'elle est impossible dans notre langue.

Le poème de *Polyphème*, celui de *Pyrame et Thisbé* dépassent encore le poème des *Soledades*, et ont de plus l'assaisonnement d'ennui que de pareils sujets mythologiques nous inspirent aujourd'hui. Une pareille poésie ne fut pas reçue sans résistance. Les critiques, les satires, les injures, les personnalités s'échangèrent avec acrimonie; Lope de Vega et Quevedo sont en tête de ces rudes adversaires; Gongora ne se fit pas faute de répondre; il avait bec et ongles. Quelquefois il prend les devants, il s'adresse à Lope: « Oisons, buveurs de piquette castillane, dont les flots grossiers coulent si facilement qu'ils inondent votre *Vega*, appelée avec raison de ce nom de *Vega* (plaine), à cause de sa platitude. »

Le père Pineda, de la Compagnie de Jésus, ayant eu la rare impertinence de ne pas adjuger à Gongora le premier prix dans le concours poétique ouvert pour célébrer la canonisation de saint Ignace de Loyola, notre poète écrivit contre son juge un sonnet dont voici le début: « Exposé dans cette joute poétique à la sentence injuste d'un jésuite safrané, donnez-moi la patience, ô Job, si les prolixes écrits sortis de son cerveau vous en ont laissé quelque peu. »

Quévedo vit plus loin que les autres critiques: il reconnut le danger que de pareilles innovations faisaient courir à la langue cas-

tillane. Il tira de la poussière et de l'oubli les manuscrits de fray Luis de Léon, de Francisco de la Torre et de Francisco Sanchez de los Brazos, et surveilla leurs impressions pour préserver, disait-il, la jeunesse espagnole de l'exemple pestiféré de Gongora, et lui donner de meilleurs modèles. Cependant Gongora l'attaquait aussi : « Il dort en espagnol et rêve en grec, » disait-il en se moquant de sa traduction d'Anacréon. Il le raille aussi sur son pied bot, sur ses mauvais yeux, sur ses voyages politiques ; il lui reproche d'être ivrogne, le traite de pédant grossier, de critique ignorant, et autres gentilleses. De son côté, Quevedo : « J'oindrai mes vers avec du lard pour que tu ne me les ronges pas, Gongorillo. » Et ailleurs : « C'est une chose impertinente qu'il faille commenter aujourd'hui ce qui n'est écrit que d'hier. »

La faveur que les femmes de la cour d'Élisabeth prodiguèrent à Lilly, et le salon de madame de Rambouillet à Marini, fut la même que celle que les dames espagnoles prodiguèrent à Gongora. Il devint leur idole ; elles propagèrent sa doctrine, prétendirent le comprendre, et cherchèrent à l'imiter. Quevedo vit bien que là était le plus grand danger pour l'avenir de la langue castillane, aussi dirigea-t-il contre elles un pamphlet dont nous donnons le titre tout au long.

« *La culta latina iparla, catéchisme de mots pour l'instruction des femmes cultistes et hembrilatinas, etc., etc.*, par Aldobrando Anatema, canta-cuzano, gradué en science ténébreuse, docteur en obscurité, naturel de las Soledades¹, adressé à dona Scolastique Poliante de Calepino, señora trilingue et dame de Babylone. » — Dans l'épître dédicatoire il s'annonce comme portant une lampe pour éclairer ceux qui voyagent dans les proses lugubres, et ce n'est pas sans besoin.

« Nous lûmes hier, madame, une lettre de vous, nous étions six : un évêque arménien, deux bohémiens, un savant quasi astrologue, un autre à demi docteur, enfin, moi, votre humble esclave. Nous allions au travers de votre prose à tâtons, comme si nous avions voulu lire dans une caverne profonde, et même nous nous heurtâmes contre un obstacle et deux écueils au moment où nous tournâmes le feuillet ; et comme il ne nous eût pas suffi d'en étudier le tour et le sens, nous fîmes une conjuration, et, au moyen de puissants exorcismes, nous réussîmes à en lire deux lignes... Si votre seigneurie arrive à la perfection de l'obscurité par la persévérance, son langage pourra se comparer à la gueule d'un loup aussi bien qu'à une nuit obscure, et l'on ne pourra s'y promener sans lanterne.

¹ Allusion au poème de Gongora.

Que Dieu vous *aurora* et vous garde de devenir princesse des ténèbres dont Satan est le prince reconnu, etc., etc. »

S'adressant ensuite au lecteur, en lui souhaitant bonne nuit : « A ces causes, lecteur, j'ai résolu de te fabriquer ce lampion contre les paroles chauve-souris et les raisonnements chat-huants... Au lieu de dire : Gonzalès ou Don Juan ont prétendu cela, dites : Platon enseigne ceci ; l'estagiviste le pose comme dogme ; ainsi raisonne Homère. A une visite du matin, vous vous écrierez tout à coup : J'ai perdu mon Plutarque, il est tombé de ma poche ; on aura des critiques dans sa bonbonnière comme des pa-tilles, et sur son giron des auteurs comme d'autres ont des petits chiens. On enverra chercher dans tout le voisinage un Tertullien pour certains passages à consulter. Idiots, plagiaires, *magistas*, tels sont les noms que vous pourrez donner aux modernes. Lorsque d'autres femmes vous diront qu'elles font des effilés, et vous demanderont ce que vous faites, répondez : des commentaires, des notes, des scholies, et que ce soit s'il est possible sur Pline ! Si vous êtes enceinte, ayez des envies de *Scaligers* crus ; demandez aux couturières des ceintures à la *Mussato* ou des coiffes à la *Casaubon*¹ ; ce sont là des noms bons à retenir. Louez sans rime ni raison les travaux des savants d'Italie et d'Allemagne ; écriez-vous à tue-tête : Que pensera *Quintilien* si le monde vient à sombrer ? ne croyez pas qu'il soit du même avis que *Macrobe* : soyez enroutée en prononçant ce dernier nom ; soyez sûre que, Dieu aidant, personne n'y comprendra rien, ni vous non plus ; mais vous aurez parlé la langue hermaphrodite, et si on vous répond : Nous vous comprenons, ce sera saint Antoine et non pas une culta. Dans le seul cas, le seul, entendez-vous, où vous auriez à demander quelque chose, un bijou ou de l'argent, soyez claire, parce que les donneurs sont durs d'appréhension, et, généralement, ils ne savent traduire et commenter que la manière de refuser.

« Suit le vocabulaire avec lequel en peu de temps, sans maîtres et de ses propres forces, une femme peut se livrer au démon de la langue nouvelle et se rendre insupportable, comme si elle l'eût été toute sa vie, et à ce point que les diables eux-mêmes ne pourront les souffrir : on en a vu la preuve. »

— C'est le même vocabulaire que celui de nos précieuses en France, et l'on croira lire le dictionnaire de Saumaise, sans que nous ayons besoin de faire des rapprochements. —

¹ Scaliger, le père et le fils, savants de la fin du seizième siècle. — *Mussato*, historien et poète pudnan. — Isaac *Casaubon*, savant critique, né à Genève de réfugiés provençaux.

« Au lieu de dire : Mouchez les chandelles, dites : Soulagez ce catarrhe lumineux, ou bien : Excitez ses splendeurs, et employez le mouchoir d'acier. Pour souffler le feu, dites : Excitez cet élément combustible. Si vous voulez qu'on vous achète un chapon pour le faire rôtir, ne le nommez pas, pour éviter la compassion que son nom inspirerait, appelez-le le trompette ailé. Le sirop est un crépuscule de douceur; les œufs frais sont des globes instantanés. Pour dire j'aime à boire de l'eau à la neige, dites : J'aime à boire à l'hermine du froid; vous avez le choix entre la crème d'eau, les vitres de décembre, le blanc (de poulet) des nuages. Il est gracieux d'avoir des phrases de rechange; si vous êtes forcée de demander un ragoût de rognons, dites : Donnez-moi un ragoût de virilités, ou un ragoût mâle. »

X

Sept cultistes, Montalvan à leur tête, s'érigent en juges et écrivent un pamphlet intitulé « Le tribunal de la juste vengeance contre les écrits de Quevedo, maître en erreurs, docteur en impudence, licencié en bouffonnerie, bachelier en turpitudes, professeur de vices et proto-diable parmi les hommes; poète bâtard, auteur de coq-à-l'âne, de quolibets, de romances picaresques et rufianesques, censeur plein de malice, calomniateur perpétuel des ouvrages d'autrui, etc., etc. » On lui donne plus de titres qu'un évêque n'en pourrait bénir. Le pamphlet, au reste, ne manque pas d'esprit : la méchanceté en a toujours. Le troupeau servile des amis extravagants de Gongora a reçu le mot d'ordre : on siffle un *entremez* de Quevedo au théâtre; on le hue sur les degrés de San Felipe; on s'assemble en tumulte à la porte de Guadalajara; on se passe de main en main les satires, les bons mots, les injures qui ont poussé comme des champignons dans la nuit dernière; on médit, on calomnie, on l'accuse, on le cite aux tribunaux de justice, et, avec plus d'instance encore, à celui de l'Inquisition. Enfin, plus tard, aux obsèques de Montalvan, qui venait de mourir, le père Niseno prêche une croisade contre lui en pleine chaire.

Quevedo ne s'émue pas, et s'écrie : « Beaucoup de gens disent du mal de moi, et je dis du mal de beaucoup de gens; mais je suis plus vaillant, puisque, eux étant en si grand nombre, moi je suis seul. » A cette même porte de Guadalajara, rendez-vous sans doute de la jeunesse dorée de cette époque, Quevedo voit quelques oisifs contempler un tableau qui représentait saint Jérôme flagellé par des

anges, et il improvise cette redondilla : « On flagelle saint Jérôme parce qu'il a lu Cicéron. Jour de Dieu ! que serait-ce s'il avait lu Montalvan ? »

Mais au pamphlet des sept cultistes, il en oppose plusieurs, car il ne reculera pas d'une semelle ; il a des dents et des griffes. L'un de ces écrits est intitulé : *Pragmatiques contre certains poètes*.

« Un grand nombre d'individus s'étant adonnés à suivre la secte hérétique des poètes de fiente et de verjus, il nous a plu d'ordonner :

« 1° Attendu que ces insectes qu'on appelle poètes, sont pourtant nos prochains, et chrétiens, bien que mauvais ! ordonnons qu'on les cantonne, qu'on les enferme, ainsi qu'on le fait des filles de joie, et qu'on leur fasse des prédications pour les convertir ;

« 2° Considérant l'air étouffant qui résulte des stances caniculaires que nous prodiguent les poètes du soleil, et dont l'abus n'est bon qu'à faire des raisins secs, nous imposons un silence perpétuel à l'égard de tous les astres du firmament, et signalons des mois défendus pour les muses comme pour les pêcheurs et les chasseurs, de peur que l'usage immodéré qu'ils font de ces astres ne finisse par les user ou les éteindre ;

« 3° Considérant que cette secte infernale d'hommes condamnés à d'éternelles pointes, dépeceurs de mots, brelandiers de la langue castillane, ont communiqué leurs démangeaisons poétiques aux femmes elles-mêmes, nous les déclarons déchus de toute réclamation qu'ils auraient à leur faire pour le tort que par leur curiosité et leur gourmandise elles ont fait au genre humain, en la personne d'Adam ;

« 4° Le siècle étant pauvre, et fort dépourvu d'or et d'argent, nous ordonnons que l'on brûle les œuvres de ces poètes comme on fait des vieilles franges, pour retirer l'or et l'argent qu'elles peuvent renfermer, puisqu'il est constant que dans leurs vers ils composent leurs nymphes de tous les métaux précieux, comme la statue de Nabuchodonosor ;

« 5° Nous déclarons que la moitié de leurs discours doit revenir au confessionnal comme péché de mensonge, attendu qu'ils ne disent de vérités que lorsqu'ils disent du mal les uns des autres ;

« 6° Considérant qu'ils ont perdu leur jugement dans la vallée de Josaphat, nous ordonnons qu'on leur mette un signe apparent et reconnaissable par toute la république, et qu'on enchaîne les plus furieux en leur donnant, au reste, tous les privilèges des fous, et qu'ils n'aient qu'à se nommer poètes et à prouver qu'ils le sont pour que, non-seulement on ne les châtie point, mais encore pour qu'on les remercie de n'avoir pas fait pis ;

« 7^e Considérant que, depuis qu'ils ont cessé d'être maures¹, ils se sont mis tous à être bergers, en conséquence de quoi les troupeaux maigrissent à force de boire leurs larmes, et la laine des moutons est brûlée par le feu de leurs amours, et qu'enfin leur chant et leur musique les empêchent de paître; nous leur interdisons ce métier; que les amateurs de *soledades*² se fassent les uns ermites, les autres muletiers, joyeuses fonctions où l'on peut, à son aise, échanger des brocards et des injures!

« 8^e Pour empêcher les vols impudents qui se font journellement, nous interdisons le transport des *coplas* d'Aragon en Castille et d'Italie en Espagne.

« 9^e Nous déclarons et commandons que parmi les désespérés qui se pendent et se noient, et qu'on n'enterre pas en lieu consacré, on compte les femmes qui s'amourachent de pareils poètes; en outre, considérant la multitude innombrable de sonnets et de redondillas qui ont déshonoré le papier, nous ordonnons à ceux qui, à cause de leur démerite, échapperaient au sort qui les attend chez l'épiciier, d'aller, sans appel, au cabinet.

« Enfin nous exigeons que les poètes donnent congé à Jupiter, Apollon, Saturne et aux autres dieux de l'Olympe, sous peine de les avoir pour juges dans l'autre monde. »

XI

Ce charmant factum de Quevedo, comme le précédent, et comme tous les autres, ne fut pas utile à la cause de la langue castilane; Molière, dans sa comédie des *Précieuses*, fut plus heureux; c'est qu'il s'adressait, du haut de la scène, à tout un public, tandis que les spirituelles critiques de Quevedo circulaient manuscrites et ne s'adressaient qu'à un petit nombre d'amis. Le vrai juge compétent, le public, n'était pas consulté.

Il n'eût pas moins fallu qu'un Cervantes pour faire, contre Gongora et sa révolution littéraire, ce qui lui avait si bien réussi contre la chevalerie errante.

L'Europe fut loin de s'associer à cet entraînement de l'Espagne, et si Gongora eut quelques admirateurs en France, il eut encore plus de critiques.

Le Sage, qui connaissait si bien le pays de Gilblas, exprime nette-

¹ Allusion à la manie d'écrire des poésies dont les Maures étaient les héros.

² Allusion au poème de *las soledades de Gongoro*.

ment son opinion sur la décadence de la littérature espagnole, et son jugement est curieux à consigner ici, d'autant plus que la scène est charmante, et qu'on ne l'accusera pas de l'avoir empruntée aux Espagnols :

Fabrice, le fils du barbier et l'ancien compagnon de Gilblas, s'est fait poète ; « préférablement à Lope de Vega, à Cervantes et autres fameux auteurs, j'ai pris, dit-il, pour maître, un jeune bachelier cordouan, l'incomparable don Luis de Gongora, le plus beau génie que l'Espagne ait produit ; il ne veut pas que ses ouvrages soient imprimés de son vivant, et se contente de les lire à ses amis. Ce qu'il y a de particulier, c'est que la nature l'a doué du rare talent de réussir dans toutes sortes de poésies... — Tu me fais, lui dis-je, un beau portrait de ce bachelier, et je ne doute pas qu'un personnage de ce mérite-là n'ait bien des envieux, — Tous les auteurs, répondit-il, tant bons que mauvais, se déchainent contre lui : il aime l'enflure, dit l'un, les pointes, les métaphores et les transpositions ; ses vers, dit l'autre, ont l'obscurité de ceux que les prêtres saliens chantaient dans leurs processions... C'est donc sous un si habile homme que j'ai fait mon apprentissage, et j'ose dire qu'il y paraît. »

Gilblas lui témoigne, en buvant avec lui, le désir de voir quelque-une de ses compositions...

« Malgré le charme d'un débit emphatique, je trouvai l'ouvrage si obscur que je n'y compris rien du tout ; il s'en aperçut : — Ce sonnet, me dit-il, ne te paraît pas fort clair ? Je lui avouai que j'aurais voulu un peu plus de clarté. Il se mit à rire à mes dépens : — Si ce sonnet, me dit-il, n'est guère intelligible, tant mieux. Les sonnets, les odes et les autres ouvrages qui veulent du sublime, ne s'accroissent pas du simple et du naturel ; c'est l'obscurité qui en fait tout le mérite, il suffit que le poète croie s'entendre. — Tu te moques de moi, interrompis-je, mon ami, il faut du bon sens et de la clarté dans toutes les poésies de quelque nature qu'elles soient, et si ton incomparable Gongora n'écrit pas plus clairement que toi, je t'avoue que j'en rabats bien ; c'est un poète qui ne peut tromper tout au plus que son siècle... » — Fabrice reprend : « Nous sommes cinq à six novateurs hardis qui avons entrepris de changer la langue du blanc au noir ; nous sommes secondés par un nombre de partisans de distinction¹ : nous avons, dans notre cabale, jusqu'à des théologiens². Après tout, notre dessein est louable, et, le préjugé à part, nous valons mieux que ces écrivains naturels qui parlent comme le commun des hommes ; je ne sais pas pourquoi il y a tant d'honne-

¹ Le comte Olivares, le comte de Villamediana.

² Paravicino, Gracian.

tes gens qui les estiment. Cela était fort bien à Athènes et à Rome, où tout le monde était confondu ; c'est pourquoi Socrate dit à Alcibiade que le peuple est un excellent maître de langues ; mais à Madrid nous avons un bon et un mauvais usage, et nos courtisans s'expriment autrement que nos bourgeois. »

Gilblas interrompt son ami par un éclat de rire et par ces mots : « Va, tu es un original avec ton langage précieux. — Et toi, me répondit-il, tu n'es qu'une bête avec ton style naturel... »

Heureusement une seconde bouteille les grise et les met d'accord.

Les partisans de distinction, dont se vante Fabrice, étaient d'abord le comte-duc d'Olivares, favori de Philippe IV. « Il brille dans le conseil, nous dit Gilblas, et il écrirait aussi bien qu'il parle s'il n'affectait, pour donner plus de dignité à son style, de se rendre obscur et trop recherché. » Puis, le comte de Villamediana, ce courtisan élégant, amoureux de la reine Isabelle de Bourbon, femme de Philippe IV, qui, pour échapper au proverbe *ne touchez pas à la reine*, mit, pendant une fête, le feu au palais pour être autorisé à l'emporter dans ses bras, et dont on attribue la mort violente et mystérieuse à la jalousie du roi ; Don Francisco de Trillo et Figueroa ; don Augustin de Salazar y Torrès, qui, à douze ans, récita de mémoire le poème des *Soledades* et celui de *Polyphème*, et en commenta les passages les plus obscurs. Enfin don Juan de Jau-regny, qui, après avoir donné de sages préceptes dans son traité poétique contre le style *culto*, quitta l'école de Séville pour celle de Gongora, aussitôt qu'il résida à la cour comme écuyer de la reine.

Désormais il n'y a plus de salut hors du *cultisme* ; Lope de Vega et Quevedo sont morts, coupables eux-mêmes dans les dernières années de leur vie. Calderon, dans sa vieillesse, cède au goût déplorable de son noble public : il écrivait pour la cour, il improvisait son rôle dans la pièce où Philippe IV improvisait le sien ; le génie ne devait pas échapper au nouveau style qui fait partie de l'étiquette du palais.

Le langage de la poésie la plus affectée passe dans la prose par l'exemple de Gracian, et de Paravicino, prédicateur de la cour. Le style devient fantastique ; tout se hâte vers la fin et vers la dégradation commune de la littérature et de la monarchie espagnole, car toutes deux, solidaires, vont du même pas à la ruine. C'est sous Philippe IV que la Catalogne se révolte, que la Jamaïque est saisie par les Anglais et le Roussillon par la France ; le Portugal se détache de la domination espagnole, voilà pour l'extérieur. Au dedans les monnaies altérées, les taxes augmentées et l'intérêt de la dette pu-

blique diminué ; on était effrayé des signes du temps ; on émigrail ; les plus timides s'abritaient dans le célibat, sous le capuchon de moine ou sous la robe de prêtre. Villes et villages se dépeuplaient : Séville, cette ancienne capitale, perd les trois quarts de ses habitants, Tolède un tiers ; tout le pays s'appauvrit, tout dégénère. Sous Charles II, ce sera pis encore : pendant une longue minorité, pleine de troubles, l'Espagne est un spectacle de ruines et de dilapidations ; pas une forteresse en état de défense ; les vieux arsenaux, qui avaient créé la grande armada, vides ; on ne construit pas, on ne sait plus construire un vaisseau ; les revenus, anticipés depuis si longtemps, suffisent à peine aux besoins les plus urgents. La table même du souverain n'est plus royalement servie ; l'envoyé d'Autriche exprime à son maître ses regrets d'avoir accepté les fonctions d'ambassadeur pour être témoin d'une si honteuse et déplorable misère.

Tel est le tableau que nous fait un historien de l'état de l'Espagne ! Quelle chute ! et de quelle hauteur, et dans quel abîme !

Un autre écrivain espagnol du temps de Charles II nous apprend que toutes les sciences exactes, morales et philosophiques, toutes les études littéraires étaient tellement négligées, délaissées, abandonnées, qu'il n'y avait plus ni maîtres, ni élèves ; toutes les chaires des universités étaient vacantes, celle de mathématiques fut sans élèves pendant cent ans, et même sans professeurs pendant un demi-siècle.

XII

Lorsque le petit-fils de Louis XIV, Philippe V, voulut importer en Espagne la littérature classique française, la lutte fut inféconde ; les défenseurs du passé ne remontaient pas jusqu'à Lope de Vega, qu'ils répudiaient, et portaient le nom de Gongora inscrit sur leur drapeau ; l'innovation française était à peu près antipathique au génie national ; sur ce point il y avait encore des Pyrénées, on ne change pas de littérature comme de roi, et la fusion n'était pas facile entre Racine et Gongora.

Il est une autre raison à laquelle on a attribué la décadence de la littérature espagnole, et qui, certainement, n'est pas sans fondement : c'est l'influence de la fameuse et terrible inquisition, sur laquelle on fait peser la responsabilité de l'envahissement de l'ignorance.

Le despotisme militaire avait exagéré les qualités les plus précieuses de la nation espagnole : ses vastes conquêtes en Europe, son

nouveau monde, son rêve d'une domination universelle avaient enflé tous les cœurs. L'orgueil avait pris les proportions de l'outrecuidance et la loyauté était devenue un servilisme honteux.

De son côté, l'inquisition, ce second bras du souverain, cette puissance qui contre-balançait le pouvoir spirituel des papes, et autorisait les insultes qu'on prodiguait à son pouvoir temporel, suivait avec une logique impitoyable son chemin dans les destinées espagnoles. Grâce à elle, la religion, ce drapeau tenu si haut par les champions du Christ contre cette race inusulmane désormais vaincue, s'allia à une intolérance odieuse.

Les Juifs et les Maures une fois chassés, malgré les conseils et les injonctions de Rome, le seul but de l'inquisition fut d'empêcher l'hérésie de Luther de traverser les Pyrénées, elle en fit une barrière insurmontable à la littérature et à la science étrangères : ce n'est pas qu'elle fût sévère sous le rapport de la moralité. Les auteurs dramatiques et les poètes étaient prêtres en grand nombre, et leurs œuvres ne se distinguaient pas de celles des laïques. On leur pardonnait d'être légers et superficiels ; les idées philosophiques étaient seules exclues. Dès Philippe II on sent que le génie espagnol devient immobile et se momifie. Décadence inactive qui a précédé toutes les autres !

Il n'en sera pas ainsi en France. L'activité des esprits saura créer des éléments nouveaux ; la Réforme aura elle-même son action ; nous mettrons notre mobilité dans la littérature comme dans la politique. Il y aura lutte incessante, et de cette lutte il sortira toujours quelque chose de jeune et de vivant.

La lutte de la philosophie, de l'athéisme et de l'hérésie fournit de nouvelles occasions de victoire au catholicisme. Les Espagnols n'ont eu ni un Bossuet, ni un Fénelon ; peut-être nous accusent-ils d'avoir eu Voltaire ; mais voyez quels champions Voltaire suscite : avons-nous besoin de nommer de Maistre, Lacordaire, Gerbet, Gratry et tant d'autres ? En vérité, si Dieu a permis à l'hérésie de diminuer son Église, à Voltaire de l'attaquer étourdiment avec tout son esprit, à tous les philosophes d'accumuler leurs systèmes, dont les uns veulent chasser Dieu de son œuvre, et les autres confondent le créateur et la création, c'est, n'en doutons pas, pour entendre la voix de ses défenseurs, c'est pour la gloire de l'esprit humain.

Est-ce que Dieu voudrait être adoré par l'homme qu'il a créé intelligent comme il l'est par le lion qui rugit, par l'âne qui braie, par l'oiseau qui chante sa même note depuis la création ; se contenterait-il donc de la muette adoration des poissons ? non ! Il préfère la noble éloquence de Bossuet, de Fénelon, et des grands orateurs sacrés de nos jours, au nasillement des chœurs d'une église.

Supposez un instant qu'il n'y ait eu ni hérésies, ni systèmes de philosophie; où seraient le talent et le génie? où serait la lutte qui est l'expiation de l'orgueil originel, et qui doit nous racheter? On connaît l'immobilité des religions de l'Orient, n'est-elle pas effrayante? C'était où tendait l'intolérance de l'inquisition. Ne l'accusons pas elle toute seule; elle ne s'imposa ni au souverain ni au peuple; tous deux assistaient aux auto-da-fés et applaudissaient; il faut accuser aussi les instincts et les sentiments innés de cette nation qui avait puisé l'intolérance dans sa longue lutte avec les Maures; le despotisme a abusé de ces instincts et les a poussés à l'extrême par une logique inexorable.

Serait-ce un paradoxe de prétendre que si la religion réformée eût pénétré en Espagne, celle-ci n'aurait pas eu cette sombre grandeur qui fut à l'apogée sous Philippe II; mais elle ne serait pas descendue si bas, et sa littérature n'aurait pas subi une si longue éclipse.

C'est Gongora qui a donné le dernier coup à la littérature de son pays. Sans invention, sans idées, sans profondeur, jongleur littéraire, il fut chef d'école, et chef d'école suivi comme aucun ne l'a jamais été.

XIII

Le tort de l'Espagne c'est de n'avoir pas transformé sa poésie, et ce reproche peut également s'adresser à l'Italie. En Allemagne, en Angleterre, en France, la poésie a laissé les vieilles routes, elle a secoué le joug que le seizième siècle avait si longtemps fait peser sur elle; elle a réagi contre l'imitation servile des Latins et des Grecs, elle a renversé de nouveau les idoles des dieux de l'Olympe. La bonhomie intime, l'analyse physiologique, les rêves de l'imagination, le coin du feu, le chant des laboureurs, le ronflement de la thèière, les douceurs de la famille ont été les nouveaux thèmes de la poésie douce et facile. Ensuite elle a abordé des sujets plus élevés et plus nobles; elle a étudié, analysé et peint la nature; elle a substitué le panthéisme à la mythologie. Plutôt que de manquer de dieu, elle s'est faite dieu elle-même, en le mettant dans le brin d'herbe comme dans les astres du firmament. Mais en retouchant la terre elle a, comme Antée, repris des forces nouvelles, et nous avons vu renaître la poésie religieuse avec de magnifiques accents. Nous avons eu Brizeux et nous avons M. Laprade. Nous avons bien aussi les versificateurs habiles à la forme élégante et cherchée, ciseleurs comme Benvenuto, peintres comme Mieris ou Meissonnier, mais gardant toujours le goût et la clarté, même lorsqu'ils sacrifient l'idée à la forme.

Hélas ! la poésie ne peut plus être l'interprète des grands événements contemporains, comme au temps des chroniques et des ballades. Le journalisme tue l'épique, le poète vient trop tard pour chanter l'épopée moderne ; la prose de chaque jour, le récit improvisé de chaque matin font assister les masses aux grands faits qui se passent autour d'elles ; chacun se fait poète au dedans, et quand le poète véritable arrive, le poème est fait depuis longtemps.

Les chefs d'école non plus n'ont pas manqué en France ; on les a admirés parce qu'on n'est pas novateur sans un talent et un mérite hors ligne.

Chateaubriand a importé parmi nous la prose poétique ; certes, on peut l'appeler un prosateur des temps de décadence ; les œuvres de M. d'Arlincourt nous ont guéri, et le ridicule a tué ses imitateurs. Balzac est bien le père du réalisme dans le genre du roman ; respectons-le dans ses chefs-d'œuvre, mais ses imitateurs ne triomphent pas sans murmures. Qu'est devenue l'école d'Antony et d'Angelo ? Elle a été tuée sous le bon sens gaulois !

Un nom vient, nous n'en doutons pas, à la pensée de tous nos lecteurs, un grand nom que nous ne prononcerons cependant pas ; car si celui qui le porte a bien des points de ressemblance avec le poète espagnol qui a fait le sujet de cet article, nous n'en redoutons pas la fatale influence pour l'avenir de notre littérature. Ne vous semble-t-il pas, comme à nous, que sa dernière œuvre est un suicide ?

ERNEST LAFOND.

THERMIDOR

DEUXIÈME SÉRIE

MARIE-THÉRÈSE ET DAME ROSE

DEUXIÈME PARTIE

LES CI-DEVANT

XI¹

COMMENT GENEVIÈVE FIT SES DÉBUTS DANS LA VIE PUBLIQUE.

Quelque temps après que la centenaire eut rejoint ses compagnons dans la cachette, et que la maison fut entrée dans un silence profond, deux personnages qui venaient, l'un du haut, l'autre du bas de la rue des Pierres, se rencontrèrent devant la porte. Ils étaient tous deux haletants.

— Est-ce toi ? capitaine Vingt-et-un-Janvier, demanda-t-on.

— Oui, général Lavalette. Eh bien, as-tu vu quelque indice de la jeune fille ?

— Rien. J'ai battu tous les environs dans le bas, comme toi dans le haut du pays. Je n'ai pas trouvé la moindre jeune fille dans les buissons, ni sur les cerisiers la moindre robe blanche qui répondit au nom de Marie-Thérèse de Lugnères. L'amour t'a produit à peu près le même effet que la peur sur ton seigneur Maximilien : tu es devenu comme hébété, hors de toi, et naïf par-dessus le marché.

¹ Voir le *Correspondant* des 25 septembre, 10 et 25 octobre, et 10 et 25 novembre 1872.

— Une affaire si bien montée, dit le capitaine, qui réfléchissait sans écouter son compagnon. Sans ce grossier coquin de capitaine Monbayard, qui est venu se jeter sur nous avec plusieurs autres drôles de son espèce ! Le misérable ! Je ne mourrai content que quand je l'aurai vu écartelé.

— Mais comment... Le sang de nos rois qui parle, dit Lavalette en le regardant avec ironie.

— Yvon le Brestois était venu, cette après-midi, conter à Robespierre toute la conspiration royaliste et montagnarde — et je te dirai que c'est même pour cela que j'ai décidé Maximilien, qui recule toujours devant l'obstacle, à attaquer demain les Comités, au lieu de se laisser attaquer après-demain. — Par ce Brestois, nous avons su les détails et les noms des conjurés royalistes. C'est ainsi que j'ai compris ma faute de ce matin, quand j'ai nommé Batz à mademoiselle Lugnières. C'est Lozembrune qui se destine à être l'heureux époux de cette très-riche héritière. Si bien que ce soir, quand nous la rencontrâmes au bas de cette rue au milieu d'une troupe de paysans qui la ramenaient ici, d'un mot j'expliquai ma méprise. Le nom de Vulmer de Lozembrune m'avait redonné sa confiance, elle était prête à me suivre, lorsque l'attaque de ces brutes villageoises me fit craindre de ne pouvoir la protéger et la garder. Je lui dis donc en toute hâte que c'étaient les jacobins qui voulaient la reprendre aux amis et envoyés de Lozembrune. Je la suppliai qu'elle se sauvât et se cachât dans le voisinage en attendant que nous eussions repoussé ces scélérats.

— Eh bien, mon cher comte d'A... ?

— Pas de nom, marquis de Lavalette, pas ce nom-là, surtout, ce nom odieux qui me rappelle, et notre honte, et le sang dont je suis sorti, et les injures qu'il m'a valu, dit le capitaine en trépignant.

— Tu oublies de parler bas, capitaine. Je voulais te dire qu'en tout cas nous ne pouvons nous attarder à cette aventure. Il nous faut aller bride en main en ce moment. Robespierre et la République...

— Eh ! je me moque bien de Robespierre et de la République !

— Oui, je sais bien. Cependant, capitaine, quel admirable marais que cette république pour y pêcher en eau trouble ! Voyons, n'es-tu pas fou de t'attarder à cette amourette en un moment comme celui-ci ? Tu le sais, je le sais aussi, et la postérité, dont ces imbéciles de sans-culottes parlent toujours, ne le voudra pas croire, mais c'est vrai, Robespierre a de l'audace et pas du courage. Comme les audacieux sans courage, il va vite et loin, quand il ne rencontre aucune difficulté grave, mais il se renverse et tombe à plat devant un obstacle important. Et c'est au moment où il va affronter tout ce qu'il y a encore de vigoureux en France, où il va attaquer la Montagne, le des-

sus du panier démocratique, la crème des vainqueurs de la France, des gens rudement trempés comme Billaud, habiles comme Barère, astucieux comme Fouché, violents comme Collot, corrompus comme Tallien, hypocrites comme Vadier, exaspérés comme Amar, c'est à ce moment que tu l'abandonnes, toi, sans lequel il n'est plus qu'une bouche sans sonorité et un cerveau sans cœur. Et tu abandonnes la partie au moment où tu vas devenir une sorte de roi de France sous le couvert de ce grimaud de Maximilien, comme moi je suis en chemin de me faire connétable de France sous le couvert de mon Maximilien à moi, de cet ivrogne général Hanriot ! Et tu l'abandonnes à propos d'une amourette, comme si, pour des gens comme nous, en révolution, les millions et les belles filles pouvaient jamais manquer.

— Tu as raison, Je sais que moi absent, Maximilien perd la moitié de ses chances, et que moi présent, ce n'est pas lui, mais moi qui suis dictateur. Pourtant je me sens ravi par cette Marie-Thérèse. Je suis comme un enragé...

— Toujours le sang de Louis XV.

— Je veux faire encore un effort cette nuit, un dernier, sauf à revenir demain. Je veux entrer dans cette maison, qui est la sienne, et où il est possible qu'elle se soit réfugiée.

— Faire du bruit, enfoncer les portes (car tu n'es pas devenu assez naïf pour croire qu'on nous ouvrira sur notre bonne mine), amener contre nous le peuple souverain, quand nous avons besoin de tant de prudence ! Non, c'est de la folie. Je suis de l'avis de Des-Pomelles, qui nous a quittés après la bataille en disant que c'était une sottise affaire.

— Des-Pomelles est un traître, et je lui promets une prochaine recommandation auprès de Fouquier-Tinville. Si j'avais amené avec moi d'Aubigny, ou Dufrasse, ou tout autre de tes camarades de l'état-major, j'en aurais trouvé plus d'aide et moins de conseils. Alons, encore un effort. Tu crains d'entrer ici ?

— Voici justement les étoiles qui montrent leur œil curieux. S'il n'était que curieux, cet œil, je ne dirais pas grand'chose, mais il est clair. Et maintenant que nous n'avons plus pour nous envelopper l'ombre, protectrice des crimes, adieu. Je n'ai pas envie d'être reconnu.

Il s'éloignait, entraînant à grand'peine son compagnon, quand un bruit qui partit de la maison les arrêta.

— Psitt, psitt ! faisait-on.

Ils se rapprochèrent.

— N'est-ce pas vous, monsieur, dit une voix contenue qui sortait de la fenêtre à gauche de la porte, qui avez voulu m'embrasser cette après-midi ?

— Si c'est moi, c'est que tu le méritais ; et si tu le méritais cette après-midi, tu dois le mériter maintenant encore, et je suis prêt à recommencer.

— Approchez-vous. Ce n'est pas maintenant le temps de rire. Je suis ici chez des aristocrates qui sont mes parents. Ils m'ont accusée de trahison parce que vous aviez voulu m'embrasser. Ils m'ont jeté un linge sur la tête pour que je ne crie pas ; ils m'ont liée, bâillonnée et enfermée ici. Je suis parvenue bien difficilement à me délier et à me débâillonner. Si vous voulez éloigner un de ces barreaux qui a été cassé cette après-midi, je suis mince, je pourrai passer, et je vous dirai le moyen d'avoir la porte ouverte.

Les deux jacobins s'approchèrent, et, après avoir écarté les barreaux, ils tirèrent à eux la personne qui les avait appelés.

— Tiens, dit Lavalette, c'est bien mon Agnès ! Comment t'appellent-on, jeune Hébée ?

— Geneviève. Mais si vous voulez entrer, voilà comment vous devez faire. Vous allez frapper un coup, puis trois. On demandera qui est là ? vous répondrez, toujours en continuant de frapper doucement : « Nous venons voir Marie-Barbe. » Alors on vous ouvrira. Sans quoi vous n'entreriez jamais, car cette maison-ci a été bâtie pour un roi, et bien, et subtilement bâtie, et solidement ; et s'il y avait eu cette après-midi les verroux qu'on a sans doute mis ce soir à la porte, on ne l'aurait pas enfoncée sans le feu et le canon. Ah ! je connais les secrets de la maison plus qu'ils ne croient.

— Soit, dit Lavalette en répondant au capitaine. Mais tu me donnes ta parole de gentilhomme, car j'aime encore mieux celle-là que celle de jacobin.

— Continue. Que veux-tu que je te promette ?

— De partir sans bruit, retard ou scandale, quand tu auras la certitude que ta Vénus n'est pas réfugiée ici. Encore une fois, Robespierre et la République...

— Ah ! si vous êtes pressés pour le salut de la république, dit Geneviève, je veux vous donner un moyen de savoir tout de suite. Faites souffrir Manon jusqu'à ce qu'elle jure. Si Manon jure, vous pouvez croire : elle aimerait mieux mourir que de se parjurer. Mais vous me promettez de la faire souffrir ?

— Oui, aimable enfant ; et, pour récompenser ton amour pour la République, nous te donnerons une bonne place, dit Vingt-et-un-Janvier de sa voix la plus amère, parmi les aimables créatures de ton sexe qui assistent chaque jour à la messe rouge sur la place de la Révolution.

Il s'effaça contre la muraille et força Geneviève à en faire autant. Lavalette frappa, donna le mot du guet, et la porte s'ouvrit.

— Sautez-lui à la gorge, cria Geneviève, pour qu'elle ne crie pas.

— Tiens, dit Lavalette en obéissant, mon Agnès a des dispositions admirables !

Manon se sentit saisie, et les trois personnages, laissant la porte de la rue à demi fermée, entrèrent à la suite de la vieille femme qu'ils poussaient devant eux.

— Là, arrêtez, dit Geneviève quand on fut dans la salle obscure. Attendez que je trouve le bois souffré et la bouteille à feu.

Bientôt la chandelle fut rallumée. La vieille servante avait les deux poignets tenus par Lavalette, qui les lâcha quand on vit clair.

— Si tu cries, vieille, dit-il en montrant la crosse de ses pistolets.

— Pourquoi crierais-je ? dit-elle tranquillement ; pour amener d'autres loups ? Est-ce que les honnêtes gens ne sont pas en ce moment-ci en France comme des voyageurs perdus dans des bois remplis de voleurs ?

— C'est exactement ça. Nous nous entendons très-bien, dit Vingt-et-un-Janvier avec son sourire sombre ; seulement nous ne sommes pas venus te voler les chemises.

— Vous avez amené une de vos pareilles qui le fait pour vous, répliqua la vieille femme avec un mépris que ressentit Vingt-et-un-Janvier.

C'était vrai. Geneviève avait ouvert les armoires, et supposant bien qu'elle n'aurait plus désormais chance de revenir céans, elle commençait à rassembler, pour l'emporter, ce qu'elle avait remarqué de plus précieux.

— Ce n'est pas notre pareille, vieille sorcière, c'est ta compagne, ta fille peut-être, en tous cas, ta parente.

— C'est vrai, pourtant. Mon pauvre frère ! murmura Manon, et son ton perdit subitement sa fierté. Que me voulez-vous ?

— Une réponse franche et sincère, faute de quoi, tu es morte.

— Demandez, je vous répondrai, si je le puis et si je le dois. Quant à menacer vous perdez votre temps.

Un bruit à peu près semblable à celui d'un gros chien qui marche, se fit entendre dans le corridor. Mais personne n'y fit attention. Une petite tête passa prudemment à travers la porte à demi close de la salle à manger, et se retira précipitamment.

— Eh bien, tu vas nous dire, reprit Vingt-et-un-Janvier, si la jeune fille qui demeure ici, et qu'on nomme Marie-Thérèse, y est revenue ce soir.

Un tressaillement de joie échappa à Manon. Ces scélérats, qui étaient vraisemblablement ceux qui avaient voulu enlever mademoiselle de Lugnières, n'y avaient donc pas réussi ? Elle réfléchit, se demandant ce qu'il valait mieux faire : se taire ou répondre la vérité.

— Compagnon, dit le premier renégat de gentilhommerie, est-ce que tu aurais quelque plaisir à couper le nez et les oreilles à une vieille sorcière qui se prépare à arranger un gros mensonge?

— Si cela ne dérangeait pas ton goût particulier et bien prononcé, répondit le second renégat, j'aurais plus de satisfaction à lui arracher la langue, et je te ferai remarquer que ce serait à la fois plus douloureux et plus équitable, puisque c'est par là qu'elle aura péché.

La petite tête, — avec le manège d'une souris qui avance et récule au bord de son trou en inspectant le voisinage, et en se demandant si le terrain est libre et sans danger devant elle, — la petite tête repartut. Elle fut bientôt encouragée par l'obscurité ambiante que n'arrivait pas à percer la petite chandelle placée sur la table. La lumière éclairait seulement, en leur donnant des couleurs livides, des reflets profonds, des rides tourmentées et des lignes d'une violence extraordinaire, les faces des trois interlocuteurs. La petite tête s'avança, un petit corps suivit, qui se mit à ramper dans l'ombre, le long de la muraille, jusqu'à ce qu'il touchât la cheminée vide, où il se cacha.

— La vérité est, dit Manon, que mademoiselle n'est pas rentrée ici depuis ce matin.

— Coquine, s'écria Vingt-et-un-Janvier en prenant la vieille femme à la gorge, tu viens de prononcer un mensonge!

— Crois-tu? dit Lavalette, qui avait remarqué le tressaillement de joie de Manon.

— Faites-lui jurer, dit Geneviève, tout en continuant à se montrer digne d'être la femme d'un munitionnaire général du Directoire; si elle jure, vous pouvez la croire.

— Ah! dit Manon, dont le visage sévère s'épanouit un peu, il y a encore du bonheur à être honnête, et même les plus scélérats témoignent pour vous! Eh bien, c'est vrai, j'aimerais mieux mourir que de faire un faux serment. Je jure par le nom de Notre-Seigneur (et vous pouvez me martyriser pour ça) que mademoiselle Marie-Thérèse n'est pas revenue ici!

— Et, cria d'une voix dure un homme qui entra violemment, en diras-tu autant, vieille fanatique, de son mari?

Pourvoyeur l'aîné, les traits bouleversés, les mains tremblantes, la figure tantôt violacée, tantôt livide, et agitée de contractions brusques, les habits ensanglantés, entra, suivi d'une foule assez nombreuse, et silencieuse pourtant.

Le sang qui couvrait ses habits était celui de son fils, qu'il avait atteint d'un coup de feu destiné à Lozembrune, et qu'il avait rapporté sur ses épaules depuis le haut de la vallée de Bièvre. Le peuple qui envoyait chaque jour à la mort des jeunes filles de quinze

ans et des femmes de quatre-vingts, et qui applaudissait, sous le prétexte que ces jeunes filles et ces vieilles femmes, emprisonnées depuis des années, s'armaient dans leurs prisons pour venir assassiner le Comité de salut public, le peuple comprenait la douleur de ce père. Il le suivait avec une compassion silencieuse, pour venir joyeusement voir mettre à la torture, à une torture effroyable, une vieille femme dont tout le crime était d'être condamnée, par un coquin, à cette torture. Qui expliquera jamais la générosité, la ferocité et l'imbécillité du peuple, enthousiaste et bon quand il est sujet, bête et haineux quand il est souverain ?

Geneviève se rapprocha de Lavalette et lui dit d'un ton fiérot :

— J'espère, citoyen, que vous allez me respecter maintenant ; car celui qui entre là, et qui est bien connu comme l'ami de Robespierre et le président du comité révolutionnaire d'ici, c'est mon époux.

— Ah ! aimable coquine, dit Lavalette en riant, tu me recommandes de te respecter, parce que je t'ai oubliée jusqu'ici. Ma foi, ma fille, tu dévalises si bien ces armoires, que j'en ai oublié que tu es jolie. Je suis devenu jacobin, ne l'oublie pas ; celui-là, ton digne époux, l'est de naissance. Il nous reste encore quelque chose du temps où nous ne l'étions pas et nous n'admirons pas encore tous les voleurs... Viens-tu, capitaine ? Cette vieille a dit vrai : la donzelle n'est pas ici. Je m'y ennuie. Cette fille me dégoûte et me pousse à m'éloigner. Ou bien veux-tu que nous mettions le sabre en main et que nous nous donnions la joie de disperser cette canaille qui nous a attaqués tantôt ? Je ne l'ai jamais trouvée si répugnante.

— Non, je reste encore quelque temps. Je veux voir s'il ne sortira pas de là quelque renseignement.

— Allons, cria Pourvoyeur d'une voix rauque, allumez des torches et tout ce que vous trouverez ici propre à éclairer et à brûler.

VII

FI...IDÈLE TRA...ANQUILLE BAILLI

La salle fut bientôt splendidement illuminée. Le petit personnage qui était dans la cheminée grimpa et disparut. Une vingtaine d'hommes et de femmes, parmi lesquelles la femme Lagosse, ivre-morte, occupaient la place. Les deux gentilshommes-terroristes, près de la porte, la main appuyée sur la poignée de leurs grands sabres, regardaient la scène avec un mélange d'ironie et d'intérêt. Pourvoyeur, au centre, à côté de la table, fixait ses yeux sanglants sur Manon, qui

considérerait tout ce qui se passait avec une sérénité grave. Geneviève s'était approchée de Pourvoyeur et lui avait dit quelques mots à l'oreille pour la mettre au courant de ce qu'elle savait.

— C'est bien, dit le jacobin. Le forgeron a été requis, au nom de la république et du comité révolutionnaire de Mendon, n'est-il pas vrai, citoyen Pierre Jacques Bry, de fournir un réchaud allumé et entretenu de charbons toujours ardents.

— Oui, citoyen président, répondit Jacques Bry.

— Tu entends, scélérate, ces charbons ardents te sont destinés.

— Il fait déjà bien chaud, répondit gravement Manon ; mais un peu plus, un peu moins.... Avec la grâce de Dieu, nous le supporterons.

— Ah ! ah ! Nous verrons bien. Où est le commandant Pluc ?

— Tu le sais bien, auprès de ton fils, répondit Bry.

— Tonnerre de... Qu'on ne me rappelle pas ça ! Je vais devenir fou, et tout tuer, et mettre tout le pays à feu. Qu'on me laisse mon sang-froid pour retrouver le monstre, le scélérat de Lozembrune qui est cause de tout le mal, et que je vais faire souffrir, comme on n'a jamais fait souffrir un homme. Qui est-ce qui commande les soldats qui gardent cette maison-là dans la forêt, de l'autre côté de la muraille du parc ?

— C'est Agricola, citoyen.

— Et elle est bien entourée par ici du côté de la rue, de façon à ce qu'une souris n'en puisse sortir ?

— Oui, citoyen ; seulement Éleuthérophile Pissot, qui devait commander, n'y est plus.

— Ah ! le scélérat !

— Il est mort, citoyen. Il a été tué tout à l'heure par un coup de pistolet de l'un de ces deux citoyens ici présents, et qui ont été envoyés ici avec une mission de l'état-major de la garde nationale de Paris.

— Oui, tu m'as déjà raconté ça. Il paraît qu'Éleuthérophile Pissot gênait l'état-major de la garde nationale, dit Pourvoyeur du ton à demi grondant d'un dogue qui voudrait mordre, et qui n'ose pas.

— Pied-plat, dit Vingt-et-un-Janvier, je crois que tu te permets d'employer l'ironie. N'oublie pas, drôle, que cela te va comme une cravate à un porc.

— Tu n'as pas reçu pour mission, dit Pourvoyeur, qui sentait la colère le saisir, de venir insulter un magistrat de la république exerçant ses fonctions, et déshonorer la patrie dans sa personne à la face de ses...

— Déshonorer la patrie dans la personne de Pourvoyeur, à la face

de ses sujets, drôle ! dit le capitaine Front, en menaçant de la main le président du comité révolutionnaire.

Celui-ci se recula. Il était surtout exaspéré de se voir ainsi bafoué en présence de son peuple (car c'était bien cela). Mais le servilisme courtesanque était seulement changé d'objet, et pour ces farouches démocrates, tout ce qui touchait à Robespierre était si sacré que Vingt-et-un-Janvier, le grand favori de Maximilien, avait à l'insolence des droits inconnus de l'Ancien régime. Pourvoyeur, fit cette fois encore, un grand effort sur lui-même, il se contenta de dire :

— Le temps viendra où il n'y aura plus que de vrais démocrates, auxquels la simplicité tiendra lieu de talent, et dont l'ignorance vertueuse sera le seul titre pour toutes les magistratures. Ce sera la vraie démocratie, et c'est ce que Maximilien nous a promis. C'est pour cela que nous l'aimons par-dessus tout. Ne l'oublie pas, Vingt-et-un-Janvier.

— C'est merveilleux, s'écria Lavalette en éclatant de rire. Le temps viendra où il n'y aura plus que des aveugles, et où Pourvoyeur, qui n'est que borgne...

— Toi, majorien d'Hanriot, faux sans-culottes, ex-marquis, tu n'es pas l'ami de Robespierre, tu n'es pas sacré pour moi, tu vas payer toutes les dettes.

Et, tirant son sabre, il s'avança vers Lavalette, qui tira le sien en souriant.

— Et moi, cria un des assistants en bondissant, je veux donner une leçon à l'autre muscadin.

— Ah ! c'est toi, capitaine Monbayard ? s'écria le capitaine Front. Eh bien, il y a longtemps que j'ai envie de te renvoyer dans la boue dont tu es sorti, avec ta sœur Rose, qui se donne des airs de grande et vertueuse dame républicaine.

Il tira son sabre de cavalier, auquel Monbayard n'avait à opposer que son petit glaive. La foule avait fait le vide. Chacun des quatre antagonistes se préparait à bien faire. En dehors de leurs querelles particulières, ils représentaient une situation qui est caractéristique de cette période de la république : d'une part, Pourvoyeur et Monbayard symbolisaient la haine de la populace, ignorante, basse, envieuse, mais qui se sentant presque triomphante dans la personne de son maître et adulateur Robespierre, supportait impatiemment tout ce qui n'était pas ignorant et bas, tout ce qui était un peu au-dessus d'elle ; d'autre part, les deux renégats représentaient le mépris irrité de tous ceux qui, dans les rangs des jacobins, se sentaient supérieur par l'éducation, l'instruction, la situation intellectuelle, sociale et morale, et qui prévoyaient l'invasion prochaine du bas

fonds social, l'invasion torrentielle et irrésistible de l'égout et de la sentine, non plus seulement jusqu'à mi-corps de la France, mais jusque au-dessus des lèvres.

Les quatre fers s'étaient croisés, Manon s'était tirée à quartier, et elle ne pouvait s'empêcher de désirer que ces quatre coquins s'entre-tuassent. C'était le seul moyen qu'elle entrevoyait de sauver ceux qui étaient logés dans la cachette. Un des gardes qui veillaient en dehors, au coin de la maison se précipita en criant :

— Citoyens, c'est un envoyé de Robespierre.

Au même instant entra un petit vieillard, courbé, appuyé sur une canne à bec de corbin, et portant le costume d'avant 1789, l'habit, la veste et les culottes en drap noir très-mince, les bas de filoselle noirs, les souliers à boucles, la perruque à trois rangs d'anneaux, très-poudrée, avec une queue à la Cadogan. Il avait en outre des besicles assez grosses pour, avec la poudre qui couvrait le haut du visage et le tabac qui en noircissait le bas, composer une espèce de masque naturel derrière lequel il était difficile de distinguer les traits.

Mais le personnage était connu des quatre antagonistes, qui baissèrent l'arme en le voyant.

— La...a paix, la tran..anquillité et la con..oncorde dans les fa..a-milles, mes bon..on..ons me...essieurs, dit le petit vieillard en saluant et en faisant des révérences à la ronde. Fi..i..dèle-Tran..an-quille Bailli, mai..ai..tre de langue pour vou..ous servir, si..i..i j'en suis di..i..igne.

Il combla de révérences les quatre coins de l'horizon, en jetant partout un regard vif qui s'arrêta un instant sur Manon. C'était un homme qui aimait évidemment à se rendre compte exactement des choses ; un homme très-courtois aussi, car, voyant une femme, il se précipita vers elle avec des saluts que les trois Malter, les illustres académiciens de la danse, n'eussent pas désavoués.

— Ma..a..a.dame, ou qui..qui....qui que..que..que vous soyez, j'ai..ai l'ho..on..neur de mettre mes ho..ho..hommages à vo..os genoux.

Il la considéra bien attentivement, et de près, comme s'il voulait deviner qui elle pouvait être. Il regarda de nouveau très-attentivement autour de lui, pour prendre une connaissance exacte et définitive des êtres, et il revint vers Vingt-et-un-Janvier.

— Voi..oici une épi..pt..pi..tre de l'Inco..co..co..rruptible pour vous. Je me..e..e trouvais sou..ou..ous sa main, continua-t-il, en adressant un mot et un regard perçant à chacun de ceux qui composaient l'assemblée, tandis que le capitaine lisait, car au..au..jour-d'hui mes a..a..mis et pa..pa..rents, les bon..on..ons Du..u..play. ne se son..ont pas cou..cou..ouchés à cause de di..di..verses cau-

ses, et no...otamment parce que mon élève, le plu...us jeune des Du...uplay, Népo...pomucène, qui est un pau...pau...pauvre idiot et mon...on...on élève, est un peu...eu souffrant. Alors je le...le su...urveille. Et Ma...marianne Du...uplay, mon autre élève, et l'a...mie, l'a...mie, l'a...mie de l'Inco...corruptible, n'a pa...as voulu se cou...oucher non plus, parce...que que son a...ami veille pou...our la pa...a...trie, qui...i...i sera demain en gran...and danger. Alors l'Inco...orruptible m'a...a dit : « Fi...i...dèle-Tran...quille Bailly, Fi...i...dèle-Tran...an...anquille, mon...on cher a...a...mi, vou...ous êtes enco...core vert pour vô...ôtre â...â...âge, vou...ous a...al-lez mon...onter en voi...oi...ture et po...o...orter cette lettre à Meu...Meu...eudon. »

La vérité est que Robespierre était troublé, anxieux par l'approche du coup suprême qu'il allait frapper le lendemain, et qui devait décider, il le savait, du sort de la France et de Robespierre même. Enfiévré d'ailleurs, harcelé, et épouvanté jusqu'à en devenir fou, puis hébété, par les sombres menaces, par les lettres étranges qui lui arrivaient si mystérieusement et si continuellement, et qui lui montraient son entourage le plus intime composé de traîtres, et son voisinage le plus rapproché peuplé d'embûches, Robespierre avait voulu avoir auprès de lui le capitaine Tambour, l'homme qu'il regardait comme le chef de ses gardes, comme son général, son homme de main, l'être dans le courage, la froide énergie et la lucidité duquel il avait le plus de confiance. Enfin, ne sachant à qui s'en prendre, et malgré l'extrême confiance que Fidèle Bailli lui avait inspirée, il avait voulu tenter l'épreuve à son sujet, et voir si les lettres menaçantes qui lui venaient chaque nuit lui arriveraient pendant l'éloignement de celui-ci.

Fidèle Bailli, ou Keraudren, poursuivi activement, sous le nom de Ker, en même temps que Batz et Lozembrune, comme chef de la fameuse *conspiration de l'Étranger*, avait été au-devant des vœux de Robespierre qui justement comblaient tous les siens.

Malgré la nuit avancée, prétextant une maladie fort vague de Népomucène Duplay, dont il était le maître, ou plutôt le gardien, il avait annoncé qu'il veillerait. Il voulait, en effet, se tenir ainsi au courant de tous les détails du mouvement que Robespierre préparait pour le lendemain et les jours suivants.

Il avait appris comment, grâce à la trahison d'Yvon le Brestois, la maison de la rue Notre-Dame-des-Champs avait été signalée, fouillée et occupée par les sans-culottes. Comme c'était là le lieu où il rencontrait Batz et Lozembrune, auxquels il avait à communiquer des nouvelles importantes, il s'était trouvé déconcerté. Il ignorait ce que Batz était devenu ; mais il savait que Vulmer

devait venir ce soir même à Meudon. Il avait saisi et même fait naître l'occasion d'y venir lui-même, espérant y rencontrer son compagnon, lui transmettre ses renseignements, prendre les siens sur les résultats de la réunion importante que les ennemis de Robespierre avaient tenue au Petit-Bicêtre, savoir où était le baron de Batz, enfin tout concerter pour l'action des jours suivants.

Il avait été troublé en arrivant à Meudon. Ce bourg qu'il croyait trouver endormi, il le voyait en plein tumulte, et, remplissant même la maison où il comptait pouvoir causer un peu avec Lozembrune. Mais c'était un homme impossible à désarçonner, et il s'était avancé en se disant qu'il ouvrirait les yeux et les oreilles plus grands, et qu'il agirait selon les circonstances.

— Robespierre m'appelle, dit le capitaine à mi-voix. Il paraît, Lavalette, que le cœur lui manque. Je n'ai jamais vu un pareil homme. Voilà trois ans qu'il prépare cette affaire-ci, avec une habileté, une ruse, une persévérance, une audace admirables. Au moment de sauter le pas, il est dans une telle angoisse, que je crains parfois de le voir devenir fou. Si je n'étais pas là, il perdrait tellement le sang-froid que tout manquerait. Et, murmura-t-il en s'éloignant, je pense parfois qu'il va devenir imbécile, et qu'au moindre coup qu'il recevra, la corde de l'esprit, trop tendue, se détendra, et qu'il ne restera plus en lui que l'animal. Allons, je ne puis hésiter, ni rester plus longtemps loin de lui.

Il s'éloigna, suivi de Lavalette, tranquillement, dédaigneusement, sans paraître penser qu'il pouvait y avoir à côté de lui des ennemis provoqués, furieux et armés.

— Fuis, vil muscadin ! cria le capitaine Monbayard. Nous nous retrouverons. Bénis ton sort, car si tu étais parvenu à enlever cette jeune fille...

Vingt-et-un-Janvier se retourna sans daigner même le regarder.

— Venez-vous avec nous, Fidèle Bailli ?

— Mille grâces, aimable jeu..jeu..jeune homme, pour votre cour..our..ourtoisie (et il fit dix saluts). Mais vou..ous allez à che..che..cheval ; moi, je suis un vi..vi..vieil..vieil..lard, et j'ai besoin de sou..souffler, et ma voi..voiture aussi. Je pa..ar..tirai bien..bientôt. Je vais consi..consi..i..dérer ce qui se pa..asse ici, mon..onsieur Pou..our..voyeur, et respirer un peu l'ai..air pu..ur des champs, s'il vou..ous plaît, Tran..anquille-Fidèle Bailli, pou..our vou..ous servir, me..essieurs les vi..i..illageois. Il y a lon..ongtemps, vin..ingt ans, que je n'a..a..avais qui..quitté Pa..a..aris, pau..au..vre vi..i..ieil..lard, Fidèle-Tran..an..quille. Et d'ailleurs, Ro..o..o..bespierre m'a..a dit de voir co..co..co..comment tout se pa..assait.

Con..ontinuez vo..otre beso..o..gne, messieurs, Fi..idèle-Tran..anquille, pour vou..ous servir.

Et il fit dix nouvelles révérences.

— Eh bien, dit Pourvoyeur, citoyen Bailli, respectable ami de l'incorruptible Maximilien. — Tiens, ce Monbayard est parti à la poursuite des deux majoriens! — Mais qu'ils s'arrangent. Voici donc ce qui se passe, citoyen Fidèle Bailli. Cette scélérate que vous voyez là a donné asile à des aristocrates.

— O..o..oh! et qui est-ce qui le..e dit?

— C'est cette jeune fille, qui est la propre nièce de cette scélérate.

— Ah! sa propre ni..ni..nièce! La..a paix et la tran..anquillité, et la con..on..on..corde dans les fa..a..amilles!

— Oui, c'est une jeune citoyenne que le génie de la liberté m'a aidé à illuminer de l'amour de la patrie, et qui maudit les trames dont les fanatiques et les contre-révolutionnaires ont voulu enlacer son cœur pur et sa sensibilité candide.

— Très..ès-bien! C'est..est sa..a propre nièce. La paix, la tran..anquillité et la con..on..corde dans les fa..a..amilles. Eh! la belle en..enfant, vous avez vu en..entrer i..i..ci de..es aristo..o..crates des deu..eux sexes?

— Oui, monsieur, dit Geneviève en baissant modestement ses beaux yeux. Mais comme on m'avait enchaînée et aveuglée, je n'ai pas pu bien voir ceux qui sont venus. Je sais bien qu'il y a des hommes et des femmes, et sûrement j'ai vu entrer Sempronius Boudin, qui est le directeur de la fabrique de peau humaine, et l'Anglais qui est exilé ici.

Keraudren ne put s'empêcher de tressaillir en entendant ces deux noms.

— Mais peut-être, continua la jeune fille, sont-ils entrés par hasard et ressortis, ainsi que le vieillard qui est arrivé ce matin, et qui est un vieux prêtre venu ici pour marier mademoiselle Marie-Thérèse. Je veux dire que peut-être il est reparti aussi.

— Et le jeu..eune homme qu'on..on devait ma..arier, qui était-il? Le co..on..naissiez-vous, ma..a belle en..enfant?

— Je sais bien que c'est un aristocrate et un des chefs; mais on se défiait un peu de moi. Seulement j'ai entendu parler quelquefois, par la vicomtesse, du baron de Batz, et du comte d'Entraigues, qui sont des chefs, et ce doit être un des deux.

— Et est..est-il ve..enu ici?

— Ah! je n'en sais rien. Je sais qu'on l'attendait et qu'on m'a enchaînée, c'est tout.

— Très..ès-bien, ma..a belle en..enfant. Vou..ous êtes très..ès-bien

re..en..enseignée, et une ai..aimable et ve..e..ertu..tu..euse pe..er-
sonne. Eh bien, mon..onsieur Pou..our...voyeur, qu'est-ce qu'en dit
la vi..vi..vieille dame ? Fi..idèle-Tran..anquille Bailli, ma..a..dame,
pour vou..ous servir !

Plusieurs révérences à l'adresse de Manon, qui avait écouté sans
sourciller les dénonciations de sa nièce.

— Eh bien, vieille scélérate, dit Pourvoyeur, tu as entendu ce qu'a
dit cette jeune fille, animée de l'amour le plus pur de la patrie. Où
as-tu caché tous ces scélérats ? Livre-les à la république, et le comité
révolutionnaire, eu égard à ton ignorance et à ton repentir, te par-
donnera.

Manon ne répondit pas ; son regard calme restait fixé sur le visage
de sa nièce.

— Ah ! tu ne veux pas répondre ! Nous n'avons pas de temps à
perdre. Je sais un moyen de te faire parler. Il est contraire à cette
humanité bienfaisante que la république est venue répandre sur la
terre, et que le citoyen éminemment intègre et vertueux, Robes-
pierre, aime par-dessus tout, en en donnant l'auguste exemple.
Mais toutes les lois sont suspendues, comme la Convention l'a dé-
crété, jusqu'à la paix, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il n'y ait plus dans
l'univers un seul aristocrate. Aujourd'hui, les lois étant suspen-
dus, les bons citoyens ont tout droit, et je vais te brûler les pieds
jusqu'à ce que tu parles. L'intérêt de la patrie le commande.... Ap-
porte le réchaud plein de charbons ardents Pierre-Jacques Bry.

— C'est..est très..ès-bien, très..ès-sage et pa..pa..patri..i..olitique.
Mais, mon..onsieur Pou..ourvoyeur, vou..ous savez que l'Inco..cor-
ruptible n'aime pa..as les cris, su..urtout dans un mo..oment
co..co..comme ce..e..elui-ci. Vou..ous sa..a..vez bien qu'il n'a..a
pas de se..e..crets pou..our moi ; je..e sais donc très..ès-bien de quoi
il s'a..agit. Je n'i..i..gnore pas quel..els pa..apiers il s'a..agit de re-
trou..ouver. Mais si vou..oulez bien, avant de lui chau..au..auffer
les..es pieds, me laisser seul a..a..avec la vi..ieille dame, je vai..ais
peut-ê..être bien la dé..écider à pa..pa..parler.

— Soit, dit Pourvoyeur, je ne veux pas refuser ça à un ami de
l'auguste Maximilien ; je sais qu'il vous respecte, vénérable vieil-
lard, qui cachez sous une perruque de l'ancien régime une âme na-
turellement sans-culottes. Allons, citoyens, que tout le monde sorte
un instant, je le requiers au nom de la loi, et sous peine de désobéis-
sance à la commission révolutionnaire.

— Sans cu..u..ulottes, oui, pa..artez, ci..ci..citoyens. La paix et
la tran..anquillité, avec mille ex..ex..cuses de Fi..i..dèle Bailli,
pou..our vous ser..ervir.

La foule, qui s'était augmentée malgré l'heure avancée, s'écoula

avec une docilité merveilleuse. En un clin d'œil, il n'y eut plus en vue dans la salle que Fidèle Bailli et Manon.

Le vieillard s'avança vers elle, et la repoussa hors du centre de la lumière jusqu'à la muraille. Il regarda autour de lui attentivement, et, se redressant et changeant de voix :

— Vous devez, dit-il, être la servante fidèle dont Vulmer de Lozembrune nous a souvent parlé: Vous êtes attachée à sa fiancée. Vous avez dû entendre mademoiselle de Lugnières parler d'un ami, ou plutôt d'un compagnon d'armes de Lozembrune, du bailli Keraudren. Je suis Keraudren.

Il se tut. Manon ne répondit pas ; elle paraissait réfléchir.

On n'entendit pendant un instant que le murmure contenu de la foule qui s'agitait dans la rue et dans les premières pièces de la maison.

Bientôt s'éleva la voix du fou-musicien qui, excité par ce bruit inaccoutumé, était venu rejoindre la troupe des curieux et chantait dans le jardin qui longeait la cour :

— Amis restons longtemps à table,
La nuit est le temps de la paix,
Tout dort, le sage, le procès,
Et le créancier redoutable.

— Vous ne répondez pas, reprit le bailli. Vous vous défiez... Je suis Keraudren, l'ami du baron de Batz et du vicomte de Lozembrune. Il faut que je les voie. Vous savez bien que nous sommes dans un moment de grand péril. S'ils sont ici, je puis peut-être les sauver, en tout cas, leur parler et savoir d'eux des choses importantes, recevoir d'eux des papiers qui peuvent perdre ou sauver la France... Répondez-moi !

Le fou seul répondait du dehors, en continuant sa chanson :

— Amis restons longtemps à table,
Il faut punir notre raison,
Tout le jour, elle est de saison,
Et n'en est pas plus raisonnable.

— Je vois que vous vous défiez encore, continua Keraudren. Eh bien, vous devez avoir aussi cachés ici le comte d'Entraigues et l'abbé de Dampierre. Vous voyez que je connais tout. Parlez, dites-moi où ils sont, que je les sauve !

La vieille servante se taisait toujours, et le fou continuait :

— Amis restons longtemps à table,
Le sommeil prend trop sur nos jours
En veillant, on double le cours,
D'une vie, hélas ! peu durable.

Je vous en prie, dit Keraudren en s'échauffant. Vous avez peut-être là aussi cet Anglais dont Robespierre s'est tellement occupé ces jours derniers. Enfin tout ce qui peut nous sauver est ici. Parlez. Il s'agit du salut du roi de France, de leur salut à tous, et du vôtre. Dites-moi, sont-ils là ? Et pensez au supplice qui vous menace, et dont je puis vous sauver.

Manon était de la bonne race champêtre, défiante, obstinée, immuable. Elle avait, du reste, avec une grande simplicité d'héroïsme, fait le sacrifice de sa vie.

— Tout ce que vous me dites est inutile, répondit-elle enfin. Je vois bien que vous trompez quelqu'un : c'est ces gens-là ou moi... Qu'est-ce qui me dit que ça n'est pas moi que vous attrapez, et lequel des deux vous êtes un vrai Keraudren ou un vrai Fidèle Bailli ? Quand on est si habile à tromper les uns, ça met les autres en défiance. Ni à vous ni à d'autres je ne répondrai rien, rien. C'est dit et entendu.

— Ma foi ! c'est assez logique, cet argument villageois, dit Keraudren, et vraiment amusant.

Et il resta un instant à réfléchir en regardant attentivement Manon, tandis que la voix du chanteur s'éloignait en lançant ce dernier refrain :

— Amis, restons longtemps à table,
La bulle ne le défend point,
C'est peut-être dans ce seul point,
Que ce décret est révocable.

— Je me butterais en vain contre l'obstination de cette vieille domestique, murmura Keraudren. Je crois qu'elle se laissera tuer plutôt que de parler. Je suppose qu'ils sont bien cachés. Je reviendrai demain matin. En tout cas, si Batz, Lozembrune, d'Entraigues et l'abbé de Dampierre disparaissaient comme par magie, il ne resterait plus guère de chefs royalistes dans Paris en dehors du petit bourgeois Keraudren.

— Citoyen, le temps presse, cria Pourvoyeur.

— Vous avez raison. Il n'y a rien en à faire avec cette respectable vi. i. il. l. ageoise. Moi, il faut que. e. e je re. e. tourne à Pa. a. ris, où l'Inco. co. corruptible m'a. a. attend. Cette bo. onne vi. i. i. illageoise se tai. aira, continua-t-il en jetant un regard vif à Manon ; elle sait bien qu'elle se. erait mon. ontrée au. au doigt en ce. e monde et da. a. année, hé ! hé ! hé ! dans l'au. autre, si elle tra. a. ahissait ses a. a. amis.

— Nous verrons bien, dit rudement Pourvoyeur. Les charbons ar-

dents n'ont jamais trouvé de langue rebelle, et je sais comment on s'en sert.

— Fi..i..dèle-Tran..anquille Bailli, pou..our vou..ous se..e..ervir, dit le vieillard en distribuant à droite et à gauche, et notamment à la femme Lagosse, qui s'était accrochée, avec la ténacité de l'ivresse, à sa digne nièce, les révérences. La..a paix, la tranz..anquillité et la con..on..corde dans les fa..a..milles, ma..a..a respec..ec..ec..table dame.

Et glissant comme un maître à danser, il disparut.

XIII

LES SCÈNES DE LA TERREUR.

— Allons, Jacques Bry, s'écria Pourvoyeur, maintenant que nous voici entre nous, apporte le réchaud et souffle dessus. Et toi, scélérate, veux-tu parler, ou la mort.

— A quoi bon ? pour voir des choses comme on voit tous les jours, pour voir des gens comme toi remplacer les bons messieurs du Parlement, pour voir des filles comme celle-ci trahir sa famille, comme elle l'a fait ?

— Pas de paroles ! veux-tu parler ! Si ce n'est rien de mourir, c'est quelque chose de souffrir. Les brigands m'ont tué à peu près mon fils. Citoyens, vous en avez été témoins. Et celle-ci qui est leur complice refuse de prononcer une parole qui pourrait sauver la patrie ! Parle, toi, Jacques Bry, au nom du peuple et du comité révolutionnaire. N'avons-nous pas le droit de juger cette scélérate et de prendre toutes les mesures pour sauver la patrie ?

— Il n'y a pas de doute, s'écria Jacques Bry.

La plupart des assistants, des assistantes surtout, confirmèrent ce jugement.

— Prends-la donc, Jacques, lie-la à une chaise comme tu savais lier les écoliers que tu devais fouetter. Là bien. Maintenant lie-lui les jambes contre les barreaux de la chaise. Bien. Maintenant enlève ses souliers et ses bas. Bien. Pose-lui cette chauffrette sous les pieds. Nous activerons le feu autant que besoin sera.

Alors commença une de ces scènes effroyables où la brute émanicipée par la Révolution se montrait tout entière.

Le feu n'avait pas tardé à entamer la peau, puis la chair. Manon, pâle, puis rouge, les traits crispés, les lèvres serrées, les yeux ha-

gards, qui s'ouvraient parfois plus grands encore comme par une secousse horrible d'une souffrance continue, Manon pressait ses mains l'une contre l'autre avec une sorte de rage. Mais elle ne parlait pas. Parfois, après un cri, après une plainte, on l'entendait qui disait à mi-voix : Jésus, mon Sauveur ! Jésus, mon Sauveur ! Jésus, mon Sauveur !

— Parleras-tu, scélérate ? hurlait Pourvoyeur, au milieu de cette foule hiletante, mais plus curieuse encore qu'émue, et qui trouvait qu'il n'y avait pas des souffrances trop fortes pour punir une servante de ne pas trahir sa maîtresse, quand un jacobin le lui ordonnait. Parleras-tu, lâche scélérate, infâme aristocrate. Ah ! tu vois que la République sait faire souffrir ses ennemis. Parleras-tu ?

— Non, murmura-t-elle d'une voix rauque et comme si elle eût crainte de desserrer les dents. J'aime mieux souffrir en ce monde que dans l'autre.

— Ah ! fanatique atroce, tu nargues la Révolution et tu insultes à ses lois libérales qui ont aboli les superstitions et tous les préjugés. Souffle, Jacques Bry, souffle, ou la mort. Lâche modéré, souffle, misérable complice des aristocrates, souffle, mieux que ça !

Et prenant lui-même le soufflet, il activa les charbons ardents jusqu'à la flamme qui atteignit la plante des pieds.

La pauvre femme, vaincue par la douleur, poussa un cri effroyable, et, toujours serrant les lèvres de plus en plus, elle renversa sur le dossier de la chaise sa tête violacée. Une odeur nauséabonde de graisse brûlée se répandit dans la salle.

— Souffle, souffle, vociférait Pourvoyeur dont les instincts féroces se réveillaient à la vue de ces souffrances, et qui se vengeait de tout ce qu'il avait souffert, de tout ce qu'il souffrait encore, en ce moment, dans sa vanité blessée, dans son orgueil vaincu, ou ses projets déjoués. — Souffle, hurlait-il en arrachant de nouveau le soufflet aux mains de son esclave.

Mais le murmure de la foule s'éteignit tout d'un coup. Elle s'ouvrit brusquement, et l'on vit entrer dans la salle un fauteuil porté par le commandant Pluc et par le petit poète grêlé, Endymion Pique-prune.

Dans ce fauteuil était étendu Paul Pourvoyeur, livide, l'œil morne, l'épaule et le bras gauche entourés de linges tachés de sang.

— Ah ! s'écria-t-il en se soulevant légèrement, — et son œil reprit son éclat furieux. — Je savais bien que mon père était en train de commettre quelque action horrible. Il brûle vives les vieilles femmes. Être Suprême, s'écria-t-il avec un cri déchirant, s'il est vrai que tu existes, quel crime épouvantable avais-je donc commis avant ma naissance pour mériter d'avoir un tel monstre pour père !

Pourvoyeur était resté comme épouvanté, et la foule stupéfaite avait concentré sur ce nouvel épisode toute sa curiosité.

— Il me dira, comme toujours, reprit Paul, que cette femme mérite la mort. Eh bien, je ne veux pas lui arracher cette femme, si la loi, si la Révolution, si la République, que sais-je, l'ont condamnée. Mais je ne veux pas qu'elle souffre aussi horriblement. Et continua-t-il en proie à une exaltation folle, s'il ne la tue pas, je me tue.

Il tira un poignard de dessous lui.

— Mais, malheureux, s'écrie Pourvoyeur.....

— Tuez-la, tuez-la, vous m'avez déjà voulu tuer. Tuez-la, ou je me tue; je le jure par le souvenir de ma mère que vos mauvais traitements ont fait mourir.

— Mais je te jure que son supplice va cesser.

— Non, non, non, je vous connais; je n'ai plus que pour quelques minutes de forces; je vais retomber évanoui, alors vous recommencerez son horrible supplice. Il n'y a que la mort qui puisse la sauver de vous. Passez-lui votre sabre dans le corps ou je me tue.

Il leva le bras. Pourvoyeur épouvanté tira son sabre et l'enfonça dans le flanc de la vieille femme qui tomba en s'écriant :

— Merci, Jésus, mon Sauveur !

Paul se redressa encore, en proie à une fièvre plus folle que jamais :

— Être Suprême, dit-il, les pères ont le droit de maudire leurs enfants, et cette malédiction porte malheur. Être Suprême, je maudis mon père, et je te supplie de le punir des crimes qu'il commet et me fait commettre. C'est pour le bien, que j'ai fait tuer cette pauvre femme.

Et à bout de ses forces, il laisse tomber le couteau qu'il tenait. Sa tête se renversa livide comme une face de mort.

— Misérables, dit Pourvoyeur d'une voix qu'il n'osait pas élever et en menaçant les deux porteurs, je me vengerai terriblement, lâches, sur toi, surtout, lâche, lâche Pluc.

C'en était trop, même pour le brave et couard vieux soldat.

— Vous ferez ce vous voudrez, dit-il d'un ton sombre; mais j'en ai assez. Comment aurions-nous pu refuser de le mener ici quand il nous menaçait de se tuer, alors que, vous, vous n'avez pas pu lui refuser de tuer cette vieille? Mais tu as raison, Pourvoyeur, je suis un lâche. Tu m'as rendu lâche. Je l'ai pensé cette après-midi, quand je t'ai vu assassiner mon brave vieux capitaine, sans que j'ai osé le défendre. Pierre, dit-il à un de ses voisins, prends le bras de ce fauteuil. En avant, par file à droite, marchez.

Le fauteuil chargé du jeune homme inanimé sortit. Pourvoyeur voulut le suivre.

— Attends, Pourvoyeur, dit le vieux soldat en le prenant par l'épaule.

Pourvoyeur leva son sabre sanglant.

— Attends, je te dis, continua l'ancien sergent de Picardie d'une voix plus froide et en saisissant le poignet du président un instant stupéfait. Tu as fait de moi un lâche, tu m'as fait croire mille mensonges, tu m'as fait faire mille lâchetés et scélératesses. Tiens, voilà comme je me venge, et il asséna deux soufflets sur les joues de Pourvoyeur qui chancela et tomba.

Puis, tirant un de ses pistolets, il l'appuya sur son propre front et tourna les yeux au ciel :

— Mon capitaine, pardon ! Je n'étais pas fait pour être un lâche.

Le coup partit. Le soldat, après être resté une seconde debout, tomba, la tête fracassée.

C'était trop d'émotion même pour cette foule altérée de sang. Tout le monde se sauva, sauf Jacques Bry et Geneviève.

Pourvoyeur était resté comme hébété après s'être relevé. Geneviève tira à elle tous les paquets qu'elle avait faits et alla les porter dehors. Puis elle revint.

— Voyez-vous, dit-elle, je sais bien qu'il y a ici des gens renfermés, et je sais qu'il y a ici une cachette, et qu'ils sont dans la cachette. Où est cette cachette, je l'ignore. Mais je sais aussi que c'est une cachette qui ne peut pas s'ouvrir en dedans, à ce que j'ai cru comprendre, parce qu'elle avait été faite pour servir aux plaisirs des grands seigneurs de l'ancien régime, et qu'ils ne voulaient pas que d'innocentes filles comme moi pussent s'en sauver.

— Alors, dit Pourvoyeur qui reprenait les sens, si on ne leur ouvre pas la porte, ils y mourront de faim.

— Oui, répliqua l'ingénieuse fillette, mais c'est long, et on ne sait pas ce qui peut arriver, ni si quelqu'un ne viendra pas les sauver. Voici ce qu'il faut faire. Les murs sont bien faits, et on entend bien à travers ; ainsi, en collant mon oreille sur les murs de la chambre de ma pauvre tante Manon qui vient de mourir, j'ai entendu plusieurs fois remuer dans la cachette. Si nous leur parlons contre la muraille, ils nous entendront. Venez.

Tous trois s'en allèrent dans la chambre où l'Anglais avait été couché pendant l'après-midi. Pourvoyeur frappa à la muraille et, y collant les lèvres, il cria :

— Manon est morte, rien ne peut vous sauver. Nous allons mettre le feu.

Et il répéta plusieurs fois.

— Là, dit la candide Geneviève. Maintenant ils vont souffrir tout leur content. Nous allons rassembler tous les meubles, tout le bois

sec, toute la paille qui est dans le bûcher et tout ce qui est bon à brûler ; puis nous mettrons le feu dans toutes les chambres. J'ai pris pour notre heureux ménage, mon cher époux, conclut-elle en baissant les yeux, tout ce qu'il y avait de bon dans la maison.

Ainsi firent-ils, après avoir appelé toutefois quelques voisins pour leur aider. Puis, toutes les fenêtres étant ouvertes et toutes les chambres remplies de matières combustibles, on mit le feu et l'on partit.

Le feu flamba. La chaleur fut bientôt assez forte pour chasser l'enfant de la cheminée qu'il n'avait pas quittée. Il descendit. Plusieurs foyers d'incendie peu actifs encore avaient été disposés dans la salle qu'ils éclairaient. L'enfant-aristocrate — c'était bien lui — recula d'effroi. Mais c'était un brave et réfléchi petit garçon. Il s'approcha prudemment du cadavre du commandant. Celui-là était bien mort. Liévin tira à lui le sabre du vieux soldat.

— Non. Son sabre ne vaut pas le poignard que j'ai pris au grand scélérat, ce matin, murmura l'enfant en se dirigeant vers le corps de Manon.

Celui-là le feu l'atteignait déjà, et il remuait quand l'enfant s'en approcha.

— Manon, dit-il en tirant de son mieux la vieille femme hors de la portée des flammes.

— De l'eau, murmura celle-ci. Dans la cour.

L'enfant bondit et revint. La servante ouvrit son œil mourant.

— Je ne pense qu'à ça, dit-elle, depuis que j'ai repris un peu connaissance : Je vais mourir. Ils sont là enfermés. Je ne peux plus leur ouvrir la porte et eux ils ne le peuvent pas, et toi tu ne pourrais pas.

Elle resta un instant haletante.

— Mon Sauveur, faites que je ne meure pas avec l'idée qu'ils vont étouffer là-dedans et brûler vifs. Mon enfant, va, lève les planches d'en bas de l'escalier, et reviens.

— C'est fait, madame Manon.

— Maintenant passe par là, et traîne-toi jusqu'à ce que tu rencontres une porte de fer. Tu frapperas, et quand tu auras frappé tu crieras : Écoutez-moi. Puis tu diras : Manon est morte ; personne ne peut plus ouvrir la porte. Puis tu reviendras me raconter ce que tu as entendu ; puis je t'enseignerai ce qu'il y a à dire encore.

XIV

LA CACHETTE.

En dessous de l'escalier dont nous avons souvent parlé, en arrivant à la muraille, on rencontrait une petite porte de fer, large de deux pieds, et paraissant haute de trois, mais en réalité beaucoup plus élevée. Elle s'ouvrait, en effet, en dehors, et la pièce sur laquelle elle donnait étant en contre-bas de la salle, le pied de cette porte se prolongeait au-dessous du niveau du sol de cette salle. Elle s'ouvrait à l'aide d'un mécanisme qui, faisant levier, la soulevait d'une rainure en fer dans laquelle sa partie inférieure s'encadrait. et ce mécanisme était mis en mouvement par une clé qui demandait quelque force et une habitude particulière pour être maniée et qui s'adaptait à une pointe de fer cachée dans le carrelage de la salle en dessous de l'escalier.

Après avoir ouvert cette sorte de poterne, on trouvait devant soi un creux dans lequel on descendait par un escalier de six fortes marches. La porte se refermait aisément ; mais, nous le répétons afin que l'on saisisse mieux les scènes qui vont suivre, une fois rentrée dans sa rainure, nulle force ne la pouvait soulever, et tout effort qui ne viendrait pas du dehors et d'une main habile à manier la clé serait vain.

Pourquoi ces précautions avaient-elles été ainsi prises ? Il était difficile de l'établir clairement. Les légendes sur cette cachette étaient confuses, et ce genre de monument n'est généralement pas bâti sous les regards d'un historiographe royal.

En résumé, quoiqu'elle pût être d'un usage difficile, elle était dans des conditions admirables de secret. Elle était difficile à découvrir, longue à forcer ; il était malaisé d'y entrer de vive force, comme aussi l'on n'en pouvait sortir violemment sans détruire la maison.

L'escalier de six marches donnait dans une pièce d'environ vingt pieds de long sur dix de large et de haut. La moitié de la hauteur était prise dans le sous-sol ; le haut de la muraille formait ainsi le bas du mur de la salle et de la chambre de Manon.

La pièce avait tout l'aspect d'une chambre élégante, abandonnée depuis longtemps et dévorée par l'humidité et la moisissure. Le plancher était effondré en maint endroit, les peintures du plafond ne montraient plus qu'un informe fouillis de couleurs verdies, les coquilles dorées des corniches étaient tombées ; les lambris zébrés

de veines étranges et d'une viscosité brillante semblaient aussi lugubres que la tapisserie de verdure de Flandres qui pendait dans l'intervalle des lambris, en lambeaux décolorés et doublés de toiles d'araignées. Une grande glace, ornée de plus de contours et de plus de coloriages roussâtres qu'une carte de géographie, tenait presque tout le panneau du fond qui donnait sur la chambre de Manon. Une lampe d'albâtre ombrée de rouille jetait, sur ce spectacle des ruines honteuses de l'élégance, une lumière forte et lugubre, et une odeur âcre et nauséabonde saisissait à la gorge.

Une porte située en face de la porte en fer donnait accès dans une pièce plus petite aux murailles toutes nues, et qui n'avait d'autre mobilier que deux chaises et une natte recouvrant le sol carrelé.

Dans la grande pièce, on avait aussi descendu quelques chaises. Une table disposée en face de la glace, deux petits flambeaux, quelques ornements ecclésiastiques, un calice, que l'abbé de Dampierre avait tiré de la hotte que nous lui avons vue le matin sur le dos, annonçaient que l'on allait célébrer la messe.

Quand les deux demoiselles de Brion, escortées par Samuel Vaughan, et bientôt suivies par Marie-Barbe Capeluche entrèrent, Vulmer se dirigeait vers la petite chambre, succédant à M. du Petit-Val, qui venait de s'y confesser. Lozembrune, qui avait jusque-là attendu avec une muette angoisse l'arrivée de Marie-Thérèse, ne la voyant pas venir avec ses deux amies, et remarquant les yeux rouges et la physionomie bouleversée des deux sœurs, se précipita vers elles.

— Eh! bien? demanda-t-il.

— Marie-Thérèse n'a pas pu venir jusqu'ici avec nous.

Lozembrune fit un geste comme pour s'élancer dans l'escalier. La vieille femme fermait la porte.

— C'est inutile, dit-elle avec fermeté. Elle n'est pas en danger. Il vaut mieux qu'elle ne soit pas avec nous. Nous sommes en plus grand péril qu'elle. Si vous l'aimez, vous devez être satisfait qu'elle ne soit pas ici. D'ailleurs vous ne pouvez rien pour elle. Vous ne pourriez que lui nuire. Elle vous aime. Elle se regarde comme votre épouse. Soyez fidèle et courageux comme elle le sera elle-même, et Dieu vous bénira.

La centenaire semblait avoir subi une transformation depuis qu'elle avait mis les pieds dans son royaume sombre. On eût dit que réellement elle se sentait, dans ce domaine lugubre, mieux chez elle et plus maîtresse. Elle s'était redressée, son ton s'était affermi et avait pris une véritable allure de commandement, ses gestes étaient nets, dégagés, son œil plus vif, et sa voix, dans cette pièce aux murs singulièrement sonores, n'avait plus rien de la décrépitude.

Vulmer réfléchit un instant, une larme roula dans ses yeux, il

s'inclina comme un homme qui n'a pas perdu tout espoir et qui ne veut pas s'abaisser à lutter par de vaines paroles et des gestes inutiles contre un obstacle insurmontable. Il se dirigea vers la petite pièce où se tenait le prêtre.

Le silence se fit. Marie-Barbe s'était assise en jetant un regard bizarrement joyeux et rajeuni autour d'elle. L'abbesse, debout près de la table, retirait, avec une pieuse lenteur, les objets religieux que contenait la hotte, et qu'elle plaçait sur la table entre les deux petites lumières. La vicomtesse ferma un petit livre de piété qu'elle essayait de lire à la lueur de ces petites chandelles. Elle s'approcha d'Adèle et lui dit à mi-voix :

— Certainement, mademoiselle, je n'en veux pas à madame l'abbesse. Je lui pardonne bien son obstination dans l'ignorance des pratiques de l'extrêmement bonne compagnie. On ne peut pas demander à une religieuse de connaître le fin du fin du bon ton de la cour. D'ailleurs, j'ai promis à M. l'abbé, pour ma pénitence, de ne plus harceler cette bonne abbesse de leçons qui ne pourraient que lui donner des regrets d'avoir quitté le monde, un monde qui était d'une étiquette qui transporte d'aise ! Mais vous, mademoiselle, vous êtes née pour les *honneurs* de la cour et pouvez être citée pour le modèle de celles qui montrent leur bon sang, tout en étant réduites au plus étroit nécessaire, et, croyez-moi, tout ce pasquinage de coquinerie ne saurait durer, et l'on rétablira l'étiquette plus sévère que jamais en voyant ce qu'il en a coûté pour l'avoir négligée, même un peu. Eh ! bien, n'est-il pas vrai qu'après les trois premiers mois du deuil de père et mère les hommes portent, pendant six semaines, l'habit de drap avec les boutons, les manchettes de mousseline garnies d'effilé uni et l'épée d'argent avec ruban noir ?

Samuel, grave et roide, respectueux comme les gens bien élevés de sa race, curieux comme l'étaient les Anglais, à la fin du dix-huitième siècle, de tout ce qui concernait le catholicisme, Samuel se tenait silencieusement dans un coin à l'extrémité de la pièce. Il observait tout, croyait pouvoir écouter tout, et ses regards se portaient de la table, où se préparait quelque chose de saisissant pour lui, à mademoiselle de Brion sur laquelle ils s'attachaient avec une tendresse et une admiration passionnée. Puis on voyait qu'une pensée inquiète, une question à laquelle il n'était pas encore parvenu à donner de solution le tourmentaient, son œil devenait vague et sa figure se contractait.

Non loin de lui, dans l'autre coin de ce bout de la pièce, M. d'Entraigues réfléchissait aux paroles de la vieille femme.

— Et ce danger, madame, dont vous nous menacez ? dit-il...

— Bien, bien, répondit sèchement Marie-Barbe à qui le person-

nage semblait particulièrement antipathique. Priez Dieu, si vous savez prier, pour qu'il n'arrive rien à Manon, car il n'y a plus qu'elle au monde qui puisse vous tirer d'ici. Sans elle, nous y resterons bien jusqu'au Jugement dernier. Voilà le danger. Je suppose, conclut-elle avec ironie, qu'il ne vous épouvante pas plus que moi qui suis une vieille femme.

D'Entraigues ne daigna pas répondre à cette pointe impertinente.

— Je suppose, dit-il à mi-voix à M. de Petit-Val, en lui montrant les préparatifs du saint sacrifice, que cette petite maison n'a pas été bâtie pour cela, et que ce sont d'autres cérémonies que l'on avait usage de célébrer ici autrefois.

— Et c'est, répondit le baron avec gravité, c'est peut-être pour cela que nous sommes aujourd'hui emprisonnés. Nous expions les crimes et les folies de nos pères, et nous retournons aux catacombes pour nous être trop rapprochés des bacchanales.

Vulmer rentrait en ce moment, suivi de l'abbé qui s'approcha de la table qu'il travailla activement à changer en autel. La centenaire se leva et alla d'un pas ferme fermer la porte de la petite pièce.

— Vicomte, dit le diplomate à voix basse, vous avez reçu aujourd'hui une note de M. de Calonne.

Vulmer le regarda comme un homme ramené de bien loin vers des idées désagréables.

— Oui, dit-il enfin, mais nous n'en avons pas tenu compte.

— Ah ! fit vivement d'Entraigues, c'est-à-dire que vous voulez continuer la guerre à Robespierre et prenez parti pour les comités contre lui. Mais quelles sont vos forces et quelle est votre politique ?

— Notre politique est de ne pas contribuer à l'affermissement de la plus effroyable dictature dont l'histoire fasse mention. L'avenir reconnaîtra que l'humanité a été plus dégradée depuis un an en France que depuis cent ans en Turquie. Il reconnaîtra que Robespierre tue les mœurs françaises et avilit pour longtemps le caractère de la nation en créant un peuple de faux témoins et de juges assassins. Un tyran guerrier tue, un tyran en robe de palais tue et corrompt. Nous ne voulons pas contribuer à faire durer le règne des monstres.

— Et vos forces pour lutter contre Robespierre ? Comptez-vous sur ces six mille nobles à qui Barère a fait donner des lettres de réquisition pour rester dans Paris où il fallait bien garder les aristocrates dans les bureaux des administrations publiques, puisqu'il n'y avait pas assez de démocrates instruits pour peupler les bureaux des ministères et des comités de la Convention ! C'est là toute votre force, et qu'est cela pour lutter contre un peuple ?

— Excusez-moi si je déserte la discussion, comte, dit Vulmer avec un triste sourire, mes pensées m'entraînent vers d'autres sujets. Je vous dirai seulement que nous comptons sur Dieu, qui seul, en effet, peut tirer la France de l'état désespéré où elle est et qui menace de s'aggraver. Nous comptons sur l'opinion de la bourgeoisie parisienne, toujours foncièrement monarchique, et qui, sur le point d'être absolument écrasée par la populace faubourienne, sans-culottes et jacobine, se relève. Nous comptons que si, dans Paris, Robespierre a pour lui tout ce qui est au delà de l'Hôtel de Ville, la Convention, bien conduite, aura tout ce qui est en deçà. Le peuple lui-même est las, et vous avez dû entendre des paroles comme celle-ci que j'ai entendue avant-hier : « La faction Pierrotine n'en a plus que pour huit jours. » Mais, encore une fois, excusez-moi. Nous reprendrons cette conversation.

Il se détourna, puis revint.

— Comte, dit-il, vous êtes dévoué au roi et à la monarchie, quoique vous procédiez au nom de principes différents des nôtres. Je ne sais si je sortirai vivant d'ici et ce que j'aurai à faire ensuite pour retrouver ma fiancée. Où est Keraudren ? Qu'est devenu Batz ? Vous êtes plus habile que moi, vous vous sauverez peut-être là où je périrai. Si nous disparaissions, je vais vous remettre le fil conducteur. Adressez-vous à M. Dominique de Mireville, qui est un des employés du Comité de salut public, il vous remettra en main tout ce qui reste de nos efforts et de nos travaux pour la destruction de cette épouvantable Terreur.

Il lui tendit la main, puis il vint s'agenouiller au milieu de la pièce, à côté du baron de Petit-Val. La centenaire semblait ne pouvoir quitter des yeux Vulmer. On eût dit qu'une pensée très-combattue l'obsédait à son sujet. Enfin, l'abbé de Dampierre, après avoir revêtu ses ornements sacerdotaux, se tourna vers la petite assemblée.

— Mes frères, dit-il avec la douce gravité qui lui était naturelle et à laquelle l'émotion du moment donnait quelque chose de pénétrant, il y a environ dix-huit cents ans, l'Église de Jésus-Christ était alors bien peu nombreuse, elle tenait tout entière dans une barque qui contenait Notre-Seigneur et quelques disciples. Mais déjà la tempête l'assiégeait, car l'Église, comme toutes les choses divines, est faite pour être battue par les orages du monde et pour en triompher. Notre-Seigneur dormait sur la barque qui portait son Église. La tempête redoublait et les flots du lac de Génésareth menaçaient d'engloutir les disciples du Sauveur, et leur barque s'emplissait d'eau et ils étaient en péril. Ils s'approchèrent alors de lui et ils lui dirent : Maître, sauvez-nous, nous périssons. Jésus se leva et apaisa les flots en courroux.

« Nous sommes les humbles et indignes disciples du Sauveur, l'Église, en ce temps où elle est devenue si puissante, est encore battue par la tempête, et nous, dans cet asile, entouré de tous côtés par les ennemis de notre foi et de nos personnes, qui nous cherchent en rugissant pour nous détruire, nous ressemblons, sauf notre indignité, à ceux que la tempête menaçait sur le lac de Génésareth. Comme ils n'avaient qu'une frêle planche entre eux et les vagues furieuses, nous n'avons que ces frêles murailles entre nous et les lions rugissants de la Révolution. Jésus-Christ paraît dormir pour éprouver notre foi et nos courages. Mais il va bientôt paraître sur cet autel; approchez-vous de lui, criez, criez avec foi, avec ferveur : Maître, sauvez-nous, nous périssons, et il nous sauvera, et il confondra ses ennemis et les nôtres, et il fera le miracle sans lequel il semble que nous ne puissions être sauvés. »

Le prêtre se retourna vers l'autel improvisé. Les deux soldats s'avancèrent avec une humilité fière et s'agenouillèrent pour servir la messe auprès du prêtre. Un peu plus loin, à droite, l'abbesse et madame de Racontal, enfin muettes et fort recueillies, à gauche, les deux demoiselles de Brion, les mains jointes et la tête inclinée, s'agenouillèrent aussi. La centenaire, assise dans une chaise, et tantôt la tête basse, tantôt l'oreille tendue vers les bruits de la maison, tantôt l'œil fixé sur Lozembrune avec cette même étrange hésitation que nous avons signalée, tenait le milieu de la pièce. A chacun des coins les plus éloignés, Samuel et d'Entraigues se tenaient gravement. Celui-ci essayait de tempérer cette nuance de dédain que son éducation voltairienne lui conseillait, par la pensée que s'il avait devant les yeux une assez bouffonne et superstitieuse comédie, du moins cette comédie était affaire sérieuse pour les gens auxquels il aspirait à commander. L'Anglais sentait sa curiosité et son amour se développer de plus en plus, et il se disait que si toutes ces cérémonies étaient idolâtriques ou inutiles, du moins elles étaient exécutées avec une dignité noble et touchante, avec toutes les apparences de la plus sincère et de la plus ardente conviction.

Un murmure puissant venait de la maison et jetait l'angoisse dans l'imagination de tous. On entendait vaguement des cris dominer le murmure.

XV

AU MILIEU DES FLAMMES.

La messe s'avancait. Tous, sauf l'Anglais naturellement et le diplomate, se levèrent au moment de la communion qu'ils s'étaient

préparés à recevoir. A ce moment retentit le coup de pistolet qui tuait le pauvre commandant Pluc et mettait fin aux douleurs d'une des victimes de la Terreur. Tous tressaillirent.

Vulmer sentit son cœur se serrer. Depuis le commencement de la messe, son imagination s'était prise de cette idée que tout ce tumulte avait lieu autour de Marie-Thérèse. Il était là condamné à l'impuissance, et, par dignité comme par piété, obligé à se taire, à garder une apparence sereine. Nulle parole ne pourrait rendre ce qu'il souffrit alors dans son cœur rempli d'un amour si dévoué et si pur et si fier, dans son cerveau enfiévré par quatre nuits sans sommeil et par quatre journées de lutte contre toutes les forces de la Terreur déchainées contre le chef des royalistes ! Ce coup de pistolet faillit l'abattre ; son front ruisselait de sueur, sa poitrine battait. Il résista et s'approcha de Celui qui est le dernier recours des forts qui ne peuvent plus lutter ni se défendre.

La messe était achevée quand on entendit quelques coups frappés à la muraille contre laquelle était justement appuyé l'autel. Les esprits étaient si tendus et les bruits inexplicables qui grondaient autour de nos amis comme le tonnerre, étaient si menaçants que, quoique la répercussion ne fût pas aussi sonore que Geneviève l'avait annoncé, chacun entendit. Un silence complet se fit et tous tendirent l'oreille. Quelques paroles furent prononcées derrière la muraille, mais seuls le prêtre et l'abbesse qui enlevaient à l'autel improvisé ses ornements, les entendirent très-distinctement.

— Eh bien, demanda la centenaire que chaque instant passé dans la cachette semblait avoir rajeunie, on a parlé, vous avez écouté, qu'est-ce qu'on a dit ?

— Voici, répondit l'abbé de Dampierre, voici, autant que j'ai pu entendre, ce qu'on a dit : « Manon est morte, on va mettre le feu à la maison. Rendez-vous si vous ne voulez pas brûler vifs, scélérats d'aristocrates ! »

— Allons donc, s'écria le diplomate, c'est un piège évident et cela peut se prouver comme par des chiffres. Qu'est-ce que veulent ces gens là ? nous exterminer ! et plus ils nous font souffrir, plus ils sont heureux ! Si donc ils étaient sûrs de nous faire mourir par le feu, ils ne prendraient pas la peine de nous avertir et seraient trop heureux. S'ils parlent ainsi, c'est que, évidemment, ils se doutent qu'il y a quelque part dans la maison une cachette, mais qu'ils enragent de ne la pouvoir découvrir.

— Vous avez supérieurement le don de parler clair, comte, dit madame de Racontal, et c'est prouvé comme en Sorbonne.

La plus grave et la plus frivole des personnes présentes étant du

même avis, il ne devait y avoir le moindre doute. Chacun se tut et rentra dans ses pensées.

La centenaire, continuait de fixer son œil sur Vulmer debout et réfléchi à côté d'elle. Pour qui l'eût connue, elle eût paru en proie à un combat intérieur qui en venait jusqu'à l'angoisse. Ses traits, habituellement immobiles comme une tête d'ivoire jauni, se crispèrent, ses sourcils se fronçaient et ses lèvres s'enfonçaient dans la bouche jusqu'à disparaître. Son bras se leva à plusieurs reprises. Enfin il toucha Vulmer qui tressaillit.

La vieille femme lui fit signe de la suivre, et d'un pas automatique elle se dirigea vers la petite pièce, en ouvrit la porte et la referma sur Vulmer.

Elle lui fit signe de pousser un vieux verrou. Elle lui prit la main et l'emmena à l'extrémité opposée à la porte. L'obscurité était complète.

— Vous tiendrez votre serment, vous, dit-elle brusquement de sa voix rauque. Jurez-moi sur votre salut, sur votre honneur et sur votre amour que, ni pour or ou argent, pour crainte de mort, ou quelque intérêt que ce soit, s'agit-il de sauver la vie de votre mère, ou de votre épouse, ou de votre fille, vous ne révélez ce que vous allez apprendre.

— Est-ce pour vous être utile, ma bonne mère, demanda Vulmer d'une voix douce et grave, que vous voulez me charger d'un tel secret ? Je suis tout à vous.

— Non, moi je n'ai besoin de rien. Je suis au-dessus de tout. C'est pour vous, c'est pour mademoiselle de Lugnières que je me suis prise à aimer, c'est pour le roi de France.

— Pour Marie-Thérèse, pour le roi ! je jure de garder le secret que vous allez me révéler.

— Ah ! jurez-le comme je viens de vous le dire, comme je l'ai juré moi-même.

Il fallut que Valmer répât les paroles de la vieille femme.

— Il faut qu'il n'y ait que deux personnes au monde qui le sachent. Voilà Manon morte, car ce fourbe qui se croit un aigle et qui n'est qu'un sot s'est bien trompé avec son raisonnement, Manon est morte. La Geneviève l'a trahie et nous a trahis, seulement la vilaine ne sait pas grand'chose. Elle a pu entendre du bruit dans la cachette en faisant la chambre de Manon ; elle suppose que cette cachette est quelque part derrière la muraille de cette chambre. En l'entendant frapper là, j'ai tout deviné. Ah ! cela me fait peine de dire mon secret, un secret que je suis seule au monde à savoir. — Car Manon, ce n'est rien. — Ah ! cela rend fier de savoir un secret

que personne ne sait ! Cela m'a fait prendre tout le reste du monde en dédain, et cela donne le calme, l'insouciance absolue sur tout, et fait vivre longtemps. Ah ! j'hésite encore.

En effet, la vieille femme hésitait. Elle hésitait avec cette passion de l'avare qui résiste à donner la plus brillante de ses pièces d'or, avec cette douleur du collectionneur qui ne peut se décider à céder le plus beau morceau de sa collection, ou plutôt avec cette âpreté forcenée du pauvre artiste amoureux d'un objet qu'il croit unique, qui est le seul bien qu'il possède et qui, dans son imagination, le met au-dessus de tous, des plus riches, comme des plus renommés.

— Mais il le faut, dit-elle avec un soupir. Je n'en suis pas la maîtresse, je n'en suis que la dépositaire, et je vais paraître devant Dieu. Puis j'aime cette bonne et belle jeune fille. Et toi, mon enfant, tu es bon, brave, généreux. Tous deux vous ressemblez à ce que j'ai vu quand j'étais jeune. Tu n'es pas comme sont devenus ces nobles insolents, que je hais, que je protège, à cause du roi de France, mais que je suis heureuse de voir souffrir. Ah ! Denizot Saint-Yon serait content en ce temps-ci, où le sang des nobles coule comme l'eau. Toi aussi, tu es noble ; mais tu es le meilleur serviteur du roi de France. Et d'ailleurs bien des nobles n'étaient pas Armagnacs : il y en avait parmi les Bourguignons, les amis de Denizot.

— Ma bonne mère, nous allons rejoindre nos amis, dit Vulmer, qui la croyait tournant à la folie.

Mais la vieille femme n'était pas folle, elle suivait très-exactement et très-logiquement ses originales pensées.

— Non, je n'ai pas le droit, murmura-t-elle ; et d'ailleurs c'est le plus noble, et plus dévoué et le plus aimable serviteur du roi de France. Vous allez vous échapper, vicomte de Lozembrune ; je n'ai pas besoin de vous rappeler votre serment, ce serait vous faire injure.

— Je ne m'échapperai pas seul, madame, répliqua vivement Vulmer.

— Il le faut pourtant, car nul autre, pas même moi, ne se sauvera. Un seul, pas plus.

— Eh bien ! dit Vulmer avec un léger soupir, faites sauver l'abbé de Dampierre ou l'une de ces dames...

— C'est vous ou personne, répondit froidement la centenaire. L'abbé sauvera-t-il Marie-Thérèse ; et l'abbesse servira-t-elle le roi de France ? C'est vous ou personne. Je le jure sur mon salut. Hâtez-vous. Restez si vous voulez ; mais pensez à votre femme et à votre roi.

— Parlez, dit tranquillement Vulmer après un moment de réflexion.

— Soulevez cette natte sur laquelle nous sommes. A l'endroit où je suis, ah ! je n'ai pas besoin de lumière pour la voir, à deux pieds de la muraille ; cherchez bien avec le doigt. Dans une rainure du plancher — et celui-là de plancher, je l'ai bien entretenu — vous trouverez une tête de clou. Cherchez bien.

— Je crois la sentir, dit Vulmer, qui s'était mis à plat ventre et promenait le bout de ses doigts dans la poussière.

— C'est bien, dit la centenaire en s'éloignant ; as-tu une pointe de fer ?

— Mais, mon sabre.

— Frappe donc sur ce clou un coup très-sec, prends garde ; et quand tu auras frappé, reviens très-vivement sur moi.

Après bien des coups vainement frappés dans l'obscurité, Vulmer atteignit enfin le clou. On entendit un grincement, comme d'une planche qui glisse dans une rainure, et un air plus humide frappa Lozembrune au visage.

— Maintenant, hâte-toi. Tâte : c'est l'ouverture d'un escalier qui descend sous terre. Tu trouveras au bas un chemin entre deux murailles qui monte en pente douce jusqu'au-dessous d'une des fabriques du parc, à deux cents pas de la muraille. Cette fabrique est déserte et en ruine. Jette-toi dans le parc, puis gagne la forêt. C'est tout ce que je puis faire. Hâte-toi. Je n'ai pas besoin d'être remerciée. Je le fais à regret. Hâte, j'entends du bruit dans la chambre voisine. Ils vont se battre, et ils essayent, les fous, d'ouvrir la porte en fer.

Elle hésita encore ; puis, s'approchant de Vulmer qui avait déjà mis le pied sur l'escalier souterrain, elle lui dit d'une voix brusque comme un ressort qui s'échappe à grand'peine :

— Avec beaucoup d'or sauveras-tu le roi de France ?

— Ah ! dit Vulmer qui retrouvait sa verve joyeuse à la pensée de Marie-Thérèse qu'il espérait maintenant revoir, si je pouvais acheter les chefs des bandes de Héron, quelques officiers de l'état-major d'Hanriot et quelques commandants des canonnières, je pourrais du moins lutter contre Robespierre ; et — après avoir un peu dormi, toutefois, — je le vaincrais.

— Mais le roi de France.

— Dame, Robespierre vaincu, c'est le fil de la Terreur coupé par le milieu du peloton. Il s'agira de dévider le reste et d'empêcher les deux bouts de se renouer dans les mains de Billaud, de Collot, de Vadier, d'Amar, de David, ou de quelqu'autre plus vil encore que ce dernier, si c'est possible.

— Je ne comprends pas, mais j'ai confiance. D'ailleurs, pour mourir, à quoi bon garder tout cela ? Eh bien ! écoute bien : reviens

demain par la fabrique ruinée par laquelle tu vas te sauver. Au milieu du souterrain, dans la muraille à gauche, près d'une poutrelle, tu verras une pointe de fer comme celle-ci. Tu la frapperas aussi comme tu viens de le faire ici. Tu trouveras le trésor de mademoiselle Choin, la femme, la Maintenon du grand Dauphin, fils de Louis XIV. Va, va, va.

Elle poussa Vulmer, qui descendit. Elle ramena la planche qui reprit sa place au milieu du plancher. Elle rabattit la natte et la piétina pour envoyer la poussière couvrir, comme auparavant, les interstices des planches ; et, entendant de grands coups frappés contre la porte de la pièce où elle était, elle se dit :

— Allons nous faire tuer par ces nobles-là. Ah ! j'ai oublié de lui parler du chien, à ce garçon-là, du chien qui a aboyé près de la muraille toute la soirée. J'ai oublié de lui dire de s'en défier. A la grâce de Dieu !

Elle ouvrit la porte. La vicomtesse se précipita dans la petite pièce. L'abbesse et les deux jeunes filles la suivirent, doucement poussées par M. de Petit-Val, qui revint dans la grande pièce en disant au diplomate :

— Laissons ces dames jouir un instant de la fraîcheur qui se trouve là. L'air qui se trouve ici n'est pas agréable, j'en conviens, mais il est encore respirable pour nous autres hommes.

Une vapeur chaude s'était en effet répandue dans cette première pièce, et se mêlait à l'air humide qui y régnait jusque-là.

— Mais, dit M. d'Entraigues, ce qui est tolérable encore va bientôt tourner à la fournaise. Ce n'était pas un piège que ces scélérats nous tendaient. Mais un conseil sage qu'on nous donnait. Il faut absolument sortir d'ici.

— C'est impossible, dit tranquillement Marie-Barbe qui venait de rentrer dans la grande pièce, à moins d'abattre les murailles, et elles sont solides. Pour y faire un trou, comme pour forcer les portes, continua-t-elle avec un sourire d'âpre satisfaction, il faudrait une charge de poudre, et vous n'en avez pas.

— Et alors ? demanda le diplomate que la colère gagnait.

— Alors, il faut nous résigner à mourir ici. D'ailleurs, autant ici que sur l'échafaud.

— Mourir ! s'écria la vicomtesse qui s'était rapprochée, mourir étouffée ! Être brûlée vive ! Mais c'est épouvantable ! c'est impossible ! Mais les jacobins eux-mêmes ne peuvent pas nous condamner à ce supplément de supplice.

— Non, non, dit d'Entraigues, c'est impossible. Voyons, gardons notre sang-froid, avant que la chaleur ne nous ait donné la fièvre. Cette vieille se moque de nous. Il doit y avoir pour cinq hommes un

moyen de tourner un tel obstacle. Voyons, vicomte de Lozembrune, vous qui êtes un homme de ressource, de courage et de force, venez que nous nous consultations.

— Mais, dit Adèle de Brion en revenant à son tour, le vicomte n'est pas là.

— Pas là ! s'écria le diplomate.

— Non, dit tranquillement la centenaire, je l'ai fait échapper.

— Ah ! s'écria d'Entraigues, je savais bien que c'était une plaisanterie. Elle a assez duré, continua-t-il en souriant. La chaleur augmente, les murs s'échauffent ; voyons, madame, montrez le chemin à ces dames : nous couvrirons la retraite.

Madame Capeluche le regarda avec un sourire d'étrange et haineuse satisfaction ; elle promena son regard sur tous les êtres qui étaient là rassemblés autour d'elle et dont elle tenait l'arrêt de vie ou de mort entre ses mains. Son regard s'adoucit, sa face reprit sa rigidité marmoréenne, et elle répondit avec une fermeté tranquille :

— C'est impossible. Il est sauvé ; seul il se sauvera. Nous sommes tous condamnés à mourir ici.

— Ah ! misérable sorcière, s'écria d'Entraigues en bondissant vers elle et en lui secouant violemment les épaules, tu vas parler ou mourir.

— Ne vous l'ai-je pas dit ? Je vais mourir... en votre compagnie ; un peu avant, si vous voulez. Mais, fou que vous êtes de me menacer ! qu'est-ce que ça fait de mourir maintenant par vos mains, ou dans une heure par le feu !

— Misérable ! misérable ! criait d'Entraigues, hors de lui et en la secouant plus violemment.

— Comte, comte, disaient l'abbé et le baron, vous oubliez que c'est une femme.

— Une femme ! C'est un monstre, une mégère, un démon vomi par l'enfer !

L'abbé de Dampierre l'éloigna doucement.

— Madame Capeluche, dit-il avec gravité, vous avez en vos mains la vie de sept de vos frères en Jésus-Christ, sans compter la vôtre. Nous forcer à mourir, quand vous avez le moyen de nous sauver, ce serait un assassinat, un suicide pour vous. Comment oseriez-vous paraître devant Dieu, chargée du sang de vos frères ? Croyez-vous que le Seigneur puisse le pardonner, et ne voyez-vous pas que vous sacrifiez votre salut éternel, aussi clairement que si, prenant un poignard, vous nous le plongiez dans le sein à tous, et que vous vous en tuiez ensuite. Êtes-vous chrétienne ? Êtes-vous catholique ? Voulez-vous, au moment où vous n'avez plus que quelques jours de pa-

tience avant d'achever votre pèlerinage mortel, et de gagner le Paradis, voulez-vous vous plonger dans une éternité de peines et de châtimens, dans cet enfer, que vous aurez mérité autant que les plus grands criminels?

Marie-Barbe resta un instant muette. Tous attendaient avec angoisse.

— Je l'ai juré, répondit-elle d'une voix calme et ferme, juré sur mon salut éternel. Un seul pouvait passer par là. Je l'ai choisi, parce qu'il est le meilleur soldat du roi de France. Je l'ai juré, quoi qu'il puisse arriver. Je donne ma vie pour mon serment. Soyez aussi courageux qu'une vieille femme. Je l'ai juré. Dites tout ce que vous voulez. Je ne vous écoute plus.

Elle s'assit. Le prêtre s'approcha d'elle et lui parla à voix basse.

— Messieurs, dit Samuel qui était resté immobile, silencieux, dans son flegme, pendant toute cette scène, je veux bien périr en compagnie de mademoiselle de Brion, mais il y aurait deux choses que j'aurais choisi plutôt. C'aurait été, continua-t-il en rougissant et en baissant les yeux, exister pour elle, ou bien, de mourir pour elle. Je suis content de le dire publiquement, devant cette réunion, je voulais faire un effort pour elle, et je vous dis que nous pouvons sortir, et courir la chance d'être mis en prison. Je porte sur moi de quoi lier Robespierre comme un veau et nous sauver tous, en même temps que la France. J'hésitais pour la cause de l'Angleterre. Mais l'amour est plus fort. Oh! l'amour! l'amour! il est plus fort que l'Angleterre elle-même.

— Eh bien! monsieur, veuillez achever, vous oubliez que nous cuisons.

— Je dis, reprit Samuel, que si ce brave gentilhomme amoureux a pu se sauver, c'est par quelque trou. Ce trou, on ne veut pas nous le montrer, eh bien, je dis : découvrons le trou.

Et, saisissant une lumière, il s'avança vers la salle par où avait fui Lozembrune.

Le baron et le comte suivirent Samuel Vaughan. Ils inspectèrent le mur, on devine avec quelle attention anxieuse! Mais la fièvre même qui les guidait nuisait à leurs recherches. Toutes les précautions avaient été prises pour que le secret ne fût pas découvert. Une oreille très-fine et très-attentive aurait peut-être distingué une différence de sonorité à certain endroit du plancher, mais on n'avait pas alors assez de sang-froid, et la chaleur qui régnait avait congestionné les cerveaux comme les esprits.

Le baron revint dire qu'on n'avait rien trouvé. Un sourire de triomphe courut sur la face de la centenaire. La vicomtesse jeta un cri, Victorine de Brion poussa un soupir douloureux. Ce fut tout.

— Il me semble, dit le baron, que la chaleur des murailles n'augmente pas.

— C'est-à-dire, murmura Adèle, que nous avons chance de mourir écrasés et affamés au lieu de mourir étouffés.

— Ton Dieu sera mon Dieu.

Et la résignation régna ! La résignation, vaillante et courageuse vertu qui étendit son empire sur la France d'alors, qui seule peut en expliquer les grandeurs et les défaillances, qui seule peut faire comprendre la victoire des brutes comme l'apparente lâcheté des braves, l'insolence des bourreaux si aisément vainqueurs, et la noblesse des victimes, si vite abattues mais si grandes dans leur supplice ! La résignation, l'insouciance héroïque, l'inertie du cerveau, l'exaltation de l'âme, l'espoir surhumain, le servilisme, le fatalisme, étrange mariage de qualités grandes et viles qui livra la nation française à la tourbe immonde des terroristes, et qui lui vaudra les éloges attendris de l'immortelle histoire. Résignation qui aidait les soldats, les gentilshommes, les vaillants à se laisser prendre sans résistance, comme des poltrons, et qui aidait aussi les courtisans, les étourdis, les fats à mourir comme des héros. Résignation qui donnait l'audace au sophiste et la patience au guerrier ! qui permettait au fou furieux, à l'hypocrite, à l'avocat, au rhéteur, à l'utopiste, à l'histrion, au maniaque, à l'imbécile de faire des lois auxquelles on obéissait, et de décréter, sans craindre de résistance, la suppression de deux millions d'hommes, comme on eût discuté et décidé d'abattre les arbres d'une forêt. Résignation maudite et glorieuse qui a déshonoré la France par les bourreaux en honorant l'âme française par les victimes ; qui a livré notre pays à la Révolution éternelle, en laissant couler sans défense le plus pur de notre sang, et sans digue le plus fangeux de notre boue, mais qui aussi a confié à la postérité les plus illustres exemples de bien souffrir et de noblement mourir.

L'abbé de Dampierre et les quatre femmes s'étaient agenouillés et priaient silencieusement. Parfois pourtant la vicomtesse relevait la tête et regardait l'abbesse ou Adèle de Brion comme si elle eût cherché un prétexte pour recommencer la discussion qui lui était chère. Mais elle reprenait vite sa pose recueillie en voyant la gravité de tous les visages. Victorine était presque couchée sur l'épaule de sa sœur, et son jeune sein se gonflait de soupirs qu'elle essayait de dissimuler. M. du Petit-Val, debout contre la muraille, essayait de suivre avec la main et par les progrès de la chaleur, ceux de l'incendie extérieur. Samuel était retourné dans la petite chambre et cherchait toujours. Le diplomate allait de l'un à l'autre.

— Je ne trouve rien, disait l'Anglais.

— Voilà ta chaleur qui augmente, murmurait le vieux soldat.

— C'est bientôt le moment de nous brûler la cervelle, dit amèrement le diplomate.

— Comte, dit gravement le soldat, ce serait un bien cruel exemple de faiblesse à donner à ces dames, que de nous débarrasser du fardeau parce qu'il est lourd et quand elles le supportent. Et puis, conclut-il, c'est plutôt le moment de songer à apaiser Dieu qu'à l'offenser.

Il s'agenouilla à son tour. Puis tout brusquement il se releva.

— On frappe à cette porte, dit-il. Écoutez.

Tous se levèrent et approchèrent.

— M'entend-on? cria une voix aiguë, qui suivit le bruit des coups. Vous pouvez avoir confiance : je suis le chevalier de Mimont. Si l'on m'entend, qu'on réponde à mes coups.

— A quoi bon répondre? dit la vieille femme, qui s'était approchée, elle aussi, mais avec une sorte d'inquiétude; l'enfant est incapable d'ouvrir la porte.

Mais Adèle avait déjà répondu au signal.

— Ah! reprit la voix, m'entendez-vous très-bien? Frappez trois coups si vous m'entendez bien.

Adèle obéit.

— Eh bien! voilà ce que je puis dire : On a mis le feu à la maison; l'incendie a gagné vite; je crains que la maison ne résiste pas longtemps. Je ne puis pas ouvrir la porte; d'ailleurs, ce ne serait pas utile; le feu devient trop fort. Manon, je la croyais morte; elle ne l'est pas tout à fait. Elle m'envoie vous dire qu'elle voudrait bien vous secourir, si sa maîtresse le permet. Vite, frappez deux coups, si elle le permet. Manon prend tout sur sa conscience.

— Maudite traitresse! s'écria la vieille femme, retrouvant un élan d'énergie fiévreuse pour se précipiter sur la porte. Je le défends, et je la maudis, si jamais...

— Cela serait trop stupide, murmura l'Anglais; et saisissant vigoureusement la vieille femme, il la mena dans l'autre pièce.

D'Entraigues s'était empressé de frapper les deux coups. Tout se tut.

Quelques minutes se passèrent, puis d'autres minutes, puis un quart d'heure, puis d'autres minutes qui semblèrent des siècles.

C'était en cet enfant que reposait le salut! Il ne disait rien. Qu'était-il arrivé? Avait-il été écrasé, saisi par l'incendie? Manon était-elle morte avant d'avoir livré son secret? Les jacobins étaient-ils revenus et avaient-ils mis l'enfant en fuite? Ce fut une angoisse effroyable, et dans ces huit cerveaux d'où la résignation avait été chassée avec l'espérance prochaine, ce fut un tumulte terrible qui

souleva, en une minute, une puissance folle d'imagination, une série d'épouvantables calculs de probabilités et des milliers de diaboliques hypothèses.

Enfin, le bruit se fit encore entendre.

— Hâtez-vous, dit la petite voix aiguë! Je crois que la maison va croûler! Manon est morte. Dans la petite pièce à côté de la grande, en face de la porte, à deux pieds du mur, dans le plancher, sous la natte, vous trouverez un clou entre deux autres. Vous le frapperez avec une pointe de fer...

Un bruit qui arriva violent, malgré les murailles, et qui était comme d'un mur qui s'affaisse, interrompit l'enfant.

On écouta encore. On frappa à la porte. Rien ne répondit.

— Pauvre enfant, dit l'abbesse, il est peut-être tué! La maison se sera affaissée sur lui.

— Cher et courageux enfant! murmura Adèle.

— Qu'importe! s'écria le diplomate, il me semble que nous en savons assez.

— Hatons-nous, dit M. de Petit-Val, la chaleur devient horrible, l'incendie nous gagne.

Mais au moment où l'on approchait de la porte de la petite chambre elle se ferma vivement.

— Eh bien! mes enfants, dit l'abbé de Dampierre, nous avons espéré trop tôt. Dieu ne veut pas que nous nous sauvions; que son saint nom soit béni!

La vieille femme, énergiquement fidèle à sa haine démocratique comme à son serment, avait réuni toutes ses forces, avait refermé la porte qui séparait les deux pièces, et était parvenue à mettre le verrou d'en bas.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.

CH. D'HÉRICULT.

La suite prochainement.

M. DE BISMARCK ORATEUR

Discours prononcés par M. de Bismarck. — Berlin, Stilke et Van Muyden;
Bruxelles, Muquardt, 1870-1872. 4 volumes in-8°.

C'est un ancien et excellent usage de réunir en volumes les discours des grands orateurs parlementaires. Nulle part, mieux que dans ces recueils, ne se manifestent les tendances, l'esprit et le caractère des hommes politiques; nulle part, on ne trouve de plus sûrs éléments pour juger de la fermeté de leurs convictions et de la justesse de leurs prévisions. Mais, si l'on veut qu'une publication de ce genre ait une utilité réelle, il faut attendre que l'homme d'État dont on soumet la vie publique au jugement des lecteurs soit placé, par la mort ou tout au moins par une retraite définitive, en dehors de la lice oratoire. On s'expose, autrement, à raviver les susceptibilités et les haines d'adversaires politiques encore vivants et agissants; en appelant prématurément le public à se prononcer sur des questions pendantes, on risque de fournir un aliment à la polémique plutôt que des matériaux à l'histoire.

Les maîtres de l'éloquence parlementaire se sont généralement abstenus, par ce motif, de publier, de leur vivant, l'ensemble de leur œuvre oratoire. M. de Bismarck n'imita pas cette réserve; cependant, s'il est un homme d'État qui ait intérêt à ne pas aller au-devant du jugement de l'histoire, il semble que ce soit l'habile mais peu scrupuleux chancelier de l'empire allemand. Se fait-il quelque illusion à cet égard? A-t-il cru de sa gloire ou de son intérêt de braver l'opinion publique? Quoi qu'il en soit, nous avons sous les yeux la série complète de ses discours, du 2 octobre 1862 au 29 avril 1872, publiée en quatre volumes, par un libraire de

Berlin, traduite en français à Berlin même et mise en vente à Paris, à Bruxelles et à Londres¹.

On connaît trop les idées allemandes sur la subordination, pour supposer que cette publication ait eu lieu sans l'assentiment de M. de Bismarck. La préface élogieuse que l'on remarque en tête du premier volume sort, d'ailleurs, du cadre ordinaire d'une réclame de librairie : elle affecte une solennité qui ne laisse aucun doute sur son origine officieuse. Il est, enfin, évident, pour qui connaît les procédés de la politique prussienne, depuis Frédéric II jusqu'à nos jours, que, si le tout-puissant chancelier avait vu le moindre inconvénient à l'entreprise commerciale de la librairie Stilke et van Muyden, il aurait su trouver le moyen de la prévenir ou de l'arrêter; il n'aurait surtout jamais permis que la collection de ses discours passât la frontière, traduite en langue française.

Nous sommes donc, à n'en pas douter, en présence d'une œuvre de M. de Bismarck, publiée par son ordre, et nous avons un intérêt sérieux à mettre en pleine lumière les doctrines qu'il y développe, à pénétrer le but qu'il a pu se proposer, en replaçant sous les yeux du public l'ensemble de sa carrière politique depuis dix années. Soit prévention trop naturelle, soit défaut de pénétration, nous avons quelque peine à le démêler. L'éditeur nous dit bien qu'en recueillant les paroles d'un homme d'État dont *« les discours sont des actes, »* il a voulu réunir des documents précieux pour l'histoire de notre temps. Cela peut être vrai de l'éditeur; mais, comme nous ne connaissions pas à M. de Bismarck cette sollicitude désintéressée pour ses futurs historiens, nous ne nous trouvons que médiocrement satisfaits de l'explication.

L'éditeur ajoute, il est vrai, qu'il espère, par la publication de la traduction française, mettre un terme aux altérations et aux fausses interprétations dont les paroles du prince de Bismarck ont été trop souvent l'objet. Ce motif paraît plus sérieux : il n'est que la répétition d'une plainte maintes fois exprimée par M. de Bismarck. C'est, en effet, chez lui, une ancienne et constante habitude de se dire calomnié, presque opprimé. Il tient à passer pour victime de la presse et à faire hommage de ces persécutions à la divinité jalouse pour laquelle il les subit, c'est-à-dire à la Prusse. Le plus souvent, il est vrai, M. de Bismarck a soin d'ajouter que les attaques auxquelles il est exposé ne sauraient ni l'arrêter ni le troubler; il se déclare insensible aux critiques de ses adversaires; il fait, en quelque sorte, profession de braver leurs censures; mais

¹ M. Michel Lévy, dont le nom figure sur la couverture des trois premiers volumes, nie en avoir donné l'autorisation. Le procédé du libraire berlinois nous paraît quelque peu bismarckien.

peut-être, comme on l'a souvent soupçonné, cette indifférence, plus apparente que réelle, couvre-t-elle un orgueil profondément blessé des traits sanglants que n'ont cessé de lui décocher d'implacables adversaires. S'il en est ainsi, nous nous expliquons que M. le prince-chancelier de l'empire d'Allemagne cherche à se réhabiliter aux yeux de l'Europe et à se montrer sous les traits d'un ministre parlementaire; mais nous ne supposons pas qu'il se flatte d'y réussir par la publication de ses discours. Il faudrait, pour cela, qu'il s'abusât lui-même sur la nature de ses opinions ou qu'il comptât beaucoup sur la naïveté du public. M. de Bismarck est trop clairvoyant pour se repaître de pareilles illusions. Doué, comme il l'est, de sens pratique et de discernement, il ne saurait avoir de prétentions à l'estime de l'Europe : il doit lui suffire du succès, qu'il a toujours et uniquement poursuivi.

S'il publie aujourd'hui ses discours, s'il dépose le casque de colonel de cuirassiers et l'uniforme de diplomate pour prendre le masque parlementaire, c'est encore, soyons-en sûrs, en vue d'un résultat politique immédiat et matériellement appréciable.

Faciliter la tâche de l'histoire, rétablir la vérité altérée, chercher même à se créer une réputation oratoire : autant de prétextes pour le gros public. Le véritable motif est évidemment un intérêt politique que nous ne connaissons pas, mais que nous pouvons soupçonner. Raviver le souvenir de cette longue campagne parlementaire pendant laquelle M. de Bismarck a si vigoureusement lutté pour le maintien des institutions militaires d'où devait sortir l'unité de l'Allemagne, c'est seconder la propagande unitaire dans les États du Sud. Rappeler ces luttes de tribune dans lesquelles M. de Bismarck s'est montré si supérieur à ses adversaires, sinon en éloquence, du moins en clairvoyance, n'est-ce pas discréditer le régime parlementaire qui lui fait obstacle et raffermir la foi, peut-être encore chancelante, des confédérés du sud de l'Allemagne dans l'infailibilité du premier ministre prussien? Ne trouverait-on même pas, dans cette publication, encore une autre arrière-pensée? Ce n'est un mystère pour personne que plusieurs pays, français de mœurs, de langage, d'origine ou de sympathie, ont, pour M. de Bismarck, des attrait particuliers. La Belgique, le Luxembourg, la Suisse, la Hollande, en savent quelque chose. Ne semble-t-il pas, qu'en leur offrant l'occasion de le lire en français, M. de Bismarck ait voulu les mettre à même d'établir une comparaison entre l'éloquence française et la sienne? Aurait-il tort d'attendre quelque avantage d'un rapprochement entre ses discours d'affaires, simples, vigoureux, précis et la faconde plus ou moins déclamatoire de nos

ministres avocats? Reste à savoir si la supériorité d'intelligence qui se manifeste dans les discours de M. de Bismarck pourra faire oublier la nature des doctrines qu'il y développe.

I

S'il est un trait commun aux conquérants et aux despotes, c'est assurément la haine de la presse et des assemblées parlementaires. Ils peuvent différer, entre eux, de caractère et de tendances marcher même en sens opposé : par là, du moins, ils se ressemblent toujours. Alliés ou rivaux, ils tombent d'accord, sans se concerter, sur ce point unique. D'un pays à l'autre, à la distance de plusieurs siècles, le sentiment commun qui les anime, cette crainte de la lumière et de la discussion leur donne, en quelque sorte, un même air de famille. Pendant son ministère, ou pour mieux dire, pendant son règne de dix-huit années, Richelieu met l'Europe en feu, sans faire, une seule fois, appel aux états généraux et sans permettre la plus légère critique de son administration. Louis XIV inaugure son règne en imposant silence au parlement. Napoléon I^{er} prélude, par la suppression du tribunat, aux guerres incessantes qui devaient amener sa ruine, en même temps que la nôtre. M. de Morny prend pour devise le proverbe arabe : « La parole est d'argent et le silence est d'or. »

M. de Bismarck pense, sur ce point, comme Richelieu, Louis XIV et Napoléon I^{er}; mais, à la différence de ces grands hommes dont il partage les instincts despotiques et dont l'histoire seule pourra dire s'il égale le génie, il est obligé de vivre avec la presse qu'il redoute, au sein du parlement qu'il déteste. Il s'en venge, il est vrai, en leur disant tout ce qu'il pense d'eux. S'il sait, dans le laisser-aller apparent d'une conversation diplomatique, se montrer souple, insinuant et presque séduisant, il est, à la tribune, roide, agressif et dur comme un vrai Poméranien. Parfois, cependant, il semble s'adoucir : quand un grand succès a couronné ses efforts et confondu ses adversaires, il témoigne, au premier moment, une modération quelque peu hautaine qui voudrait ressembler à de la clémence. Ainsi, au lendemain de Sadowa, son attitude, auparavant si provocante, vis-à-vis de la Chambre des députés, devient amicale et presque prévenante; ainsi encore, au retour de la campagne de France, il affecte d'abord une sorte de sérénité olympienne que ne paraissent pas devoir troubler les orages des discussions législatives. Vaine apparence! A la première contradic-

tion un peu vive, à la première critique nettement formulée, on voit tomber le masque et reparaitre l'homme d'État hautain, impérieux, le comte de Bismarck des premiers jours. Nous ne sachions pas que jamais ministre responsable ait eu en pareil dédain ces usages de politesse extérieure et banale, qu'on est convenu d'appeler « formes parlementaires. » Nous ne connaissons pas de satire plus amère du régime constitutionnel que ces quatre volumes de discours prononcés, dans le cours de dix années, devant des assemblées chargées de veiller au maintien de la Constitution prussienne.

Il ne faudrait pas s'imaginer, en effet, que l'objet réel des attaques de M. de Bismarck soit telle ou telle minorité, tel ou tel parti politique. Il n'est pas l'homme d'un parti; il en a déjà changé plusieurs fois, suivant les besoins de la situation, et, selon toute apparence, il en changera encore. Ainsi qu'il l'a dit lui-même aux orateurs de la droite qui lui reprochaient d'abandonner ses anciens alliés politiques, « il se regarde comme heureux de n'être pas un de ces hommes qui n'apprennent rien du temps ni de l'expérience¹. » Il est avant tout l'adulateur du succès, l'homme d'un système, poursuivant par tous les moyens un but unique. Défenseur décidé du régime absolu et du militarisme, il est obligé de vivre et de gouverner sous les yeux d'une réunion d'avocats et de professeurs plus épris de liberté que d'absolutisme et de développement pacifique que de conquêtes violentes. Voilà ce qui explique pourquoi sa mordante ironie et ses railleries incisives ne portent pas seulement sur la minorité, comme celles de tant d'autres ministres nés pour la satire, mais sur le parlement tout entier, ou, mieux encore, sur tous les parlements, sur leur ignorance inévitable, leur présomption et leur puérile curiosité. C'est là aussi ce qui donne aux discours de M. de Bismarck une saveur particulière et un caractère vraiment original.

Pour être juste, on doit tenir compte du milieu où se trouve M. de Bismarck. En fait d'éloquence parlementaire, tout est affaire de diapason. Or il faut convenir que celui des Chambres prussiennes est singulièrement haut : on y retrouve, en quelque sorte, les notes aiguës, stridentes, parfois même un peu rêches du commandement militaire allemand. Si l'on y écoute les orateurs plus attentivement qu'en France, si l'on n'y déploie pas cette pétulance, cette activité, ce besoin de mouvement et de causerie qui donnent à toute assemblée française une apparence tumultueuse, on s'y efforce en vain d'imiter notre courtoisie et notre légèreté. Le naturel revient tou-

¹ Reichstag, séance du 13 mars 1867. *Discours*, etc., t. I, p. 306.

jours au galop. Les discours, composés à la vieille mode, sont hérissés d'exemples historiques et de citations, ni plus ni moins qu'une composition de rhétorique. On y parle de la chute des Hohenstaufen, de l'exécution de Conradin, du grand interrègne comme de faits quasi contemporains. Si l'on garde rancune à la France, ce n'est pas seulement de Valmy et d'Iéna, c'est encore de Bouvines et de Tolbiac; on invoque, sans rire, le partage de l'empire de Charlemagne à l'appui des prétentions sur l'Alsace et la Lorraine; on est guelfe ou gibelin; pour un peu, on se dirait Ripuaire ou Bourguignon. L'érudition littéraire ne le cède en rien à l'érudition historique : la littérature latine et grecque est mise à contribution aussi bien que la littérature allemande. Tacite et Cicéron ornent tous les discours, Sophocle est une autorité, un vers de l'*Iliade* devient un argument décisif. Faut-il s'en étonner? Sans une pointe de pédantisme, est-on vraiment un bon Allemand?

Par malheur, les citations grecques n'ont pas le don de parfumer d'atticisme les bouches tudesques par lesquelles elles passent. Les orateurs prussiens ont presque tous une passion malheureuse pour la plaisanterie. Les lauriers de Frédéric II les empêchent apparemment de dormir; mais, s'il était de ce monde, le roi philosophe leur recommanderait sans doute de ne point forcer leur talent. Est-ce prévention ou mauvais goût *welche*? ils nous semblent avoir la main un peu lourde pour ces armes légères. Leurs traits d'esprit n'ont que bien rarement cette originalité naturelle et cette teinte mélancolique qui donnent tant de saveur à l'*humour* britannique; ils rappellent encore moins la vive allure, l'éclat et le mordant de la plaisanterie française. Jusque dans leurs railleries ils déploient la force et la rudesse allemandes. Veulent-ils indiquer, ils appuient; veulent-ils effleurer, ils déchirent. Il n'appartient qu'à des gens superficiels et ignorants, comme les *Welches*, de recourir aux périphrases et d'envelopper sous une forme courtoise les reproches souvent les plus sanglants. Au parlement de Berlin, on est au-dessus de ces petites tresses; on n'hésite pas à traiter d'absurdes, de fausses, de mensongères, les assertions d'un adversaire, on n'en démord jamais, on réplique toujours, et quand un orateur vous déplaît, on ne manifeste pas seulement son improbation par des rumeurs ou des murmures; on lui crie : « Fi! » comme à un écolier ignare ou désobéissant.

Il faut rendre à M. de Bismarck cette justice qu'il a maintes fois protesté contre de semblables procédés de discussion. Il ne laisse pas échapper une occasion de relever les excès de langage de ses adversaires, de tourner en dérision leurs réminiscences antédiluviennes ou leurs savantes citations et de les rappeler aux conve-

nances oratoires. Leur en donne-t-il l'exemple? Il le prétend du moins. « C'est un besoin pour moi d'être poli dans toute discussion... Vous me trouverez toujours poli, mais inébranlable dans mes convictions, » disait-il au Reichstag, il y a quelques années¹. Dans une autre occasion, il en donnait la raison : « Je n'ai qu'un médiocre besoin d'éloges, je suis passablement insensible à la critique... Il me suffit que nous soyons à Kiel ; qu'ensuite, vous nous attribuiez ou non, le mérite d'y être, ceci m'est parfaitement indifférent². » Enfin, en 1869, c'est-à-dire après plus de sept années de discussion parlementaire, il se décerne à lui-même, ainsi qu'à ses collègues du ministère, un brevet de modération et de courtoisie :

« Il ne me souvient pas, dit-il, que les membres du cabinet aient dépassé les limites de la liberté de la parole qu'ils possèdent de fait et non de droit³. »

Pour que M. de Bismarck ait pu émettre cette assertion en plein Reichstag sans soulever d'unanimes protestations, il faut que, contrairement à l'opinion reçue, les Allemands aient la mémoire bien courte ou qu'ils se soient fait de la politesse des idées toutes différentes des nôtres. Voici, en effet, comment M. de Bismarck justifie ses prétentions à l'urbanité.

Dès les premiers temps de son ministère, répondant à M. de Unruh, qui avait critiqué l'attitude du gouvernement prussien lors de l'insurrection polonaise de 1863 : « M. le préopinant, dit-il, a qualifié la politique du gouvernement de peu prévoyante, par comparaison avec celle de la Russie. Certes, je ne demanderai pas mieux que de prendre conseil de la mère expérience et des connaissances approfondies de l'orateur ; et s'il veut m'accorder un entretien tête à tête qui n'ait point les inconvénients de la publicité, je n'aurai garde de m'y refuser⁴. » A cette provocante ironie, d'une saveur tout à fait tudesque, succède, dans la même séance, une insinuation injurieuse à l'adresse d'un autre orateur de la gauche, le docteur Waldeck :

« Je crois, dit M. de Bismarck, comprendre l'honneur prussien aussi bien, pour le moins, que M. le député Waldeck, et je pense l'avoir suffisamment prouvé par ma conduite passée comme par ma conduite pré-

¹ Séances du Reichstag des 22 avril 1868 et 16 mars 1869. *Discours*, t. II, p. 146 et 254.

² Séance de la Chambre des députés de Prusse du 2 juin 1865. *Discours*, t. I, p. 169.

³ Séance du Reichstag du 16 mars 1869. *Discours*, t. II, p. 251.

⁴ Séance de la Chambre des députés de Prusse du 18 février 1863. *Discours*, t. I, p. 43.

sente. En entendant l'orateur s'exprimer ainsi, il m'est revenu à la mémoire un incident qui a eu lieu dans le parlement anglais, dont vous invoquez volontiers, messieurs, les exemples. Il s'agissait de l'abolition des monopoles, et l'un des hommes d'État anglais fit remarquer à ce propos, non sans raison, que le plus odieux de tous les monopoles, c'est celui des talents et vertus politiques, que s'arrogeaient certains partis et leurs chefs ¹. »

La suite a tenu, et au delà, ce que ce début promettait. A mesure qu'il avance dans sa carrière ministérielle et que le conflit de la Couronne avec la Chambre des députés s'accentue davantage, M. de Bismarck élève plus haut la voix. Tantôt il donne à entendre que ses adversaires jouent le jeu des puissances hostiles à la Prusse², tantôt il traite dédaigneusement de *pauvretés* les critiques qui lui sont adressées³. M. de Hoverbeck se plaint-il de l'insuffisance des communications du gouvernement sur la question polonaise : « La tournure que toute cette discussion a prise, répond cavalièrement M. de Bismarck, n'a pu nous encourager à vous faire des communications. Lorsque nous vous en avons fait, vous y avez puisé la matière d'attaques contre nous, suivant les procédés d'une critique que je ne saurais appeler précisément sérieuse et bienveillante. Dès que vous nous aurez convaincus que vous voulez vous servir des communications qui vous sont faites par nous sur des questions officielles encore pendantes et d'une réelle importance, pour vous occuper des intérêts du pays dans une discussion commune, alors nous serons prodigues de telles communications⁴. » Si, à l'occasion des affaires du Schleswig-Holstein, M. de Bunsen dit que, dans une circonstance récente, la conduite du ministre des affaires étrangères de Prusse a fait l'étonnement de ses collègues, M. de Bismarck répond avec hauteur : « Quant à ce qui se passe dans les séances du conseil des ministres, le préopinant n'en a qu'une idée obscure. Je lui dirai seulement que, dans ces séances, quoi qu'il arrive, personne ne s'étonne. Que nous ne nous départirions pas cependant de cette habitude, si l'on

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 18 février 1863. *Discours*, t. I, p. 46.

² « Je dois laisser à celles de ces puissances qui cherchent de tels prétextes (d'intervention) le soin de remercier l'orateur. » (Chambre des députés de Prusse. séance du 26 février 1863. Réponse à M. Twisten. *Discours*, t. I, p. 57.)

³ « Ce qu'on a dit du passage effectif des frontières se réduit, en somme, à des *pauvretés*. » (Chambre des députés de Prusse; séance du 27 février 1863. Réponse à M. de Hennig. *Discours*, t. I, p. 58).

⁴ Chambre des députés de Prusse; séance du 28 février 1863. *Discours*, t. I, p. 59.

nous tenait un discours comme celui qu'on vient d'entendre, avec cette prétention de se donner une importance d'homme d'État, c'est ce que je ne peux aussi sûrement affirmer¹. »

L'orateur de la gauche le plus antipathique au prince de Bismarck est assurément le docteur Virchow. Il a, entre tous, le don d'émouvoir le susceptible chancelier et d'exciter sa verve railleuse. Il faut voir avec quel dédain M. de Bismarck lui rappelle, au lendemain de Sadowa, la fausseté de ses prévisions et l'inanité de ses critiques ! « L'orateur a donné à entendre que nous n'arriverions pas au but ; si cependant nous l'atteignons, il se rangerait alors du côté du gouvernement. La haute valeur que j'attache à ce concours m'engage à soumettre à l'orateur lui-même une considération. Depuis quatre ans, il a toujours prophétisé, quant aux résultats de notre politique, le contraire de ce qui est arrivé ; je crois donc et j'espère que, cette fois encore, il se trompera de la même manière, et que par suite il peut hardiment se rallier, dès aujourd'hui, à la politique du gouvernement². »

L'arme favorite de M. de Bismarck est, comme on le voit, l'ironie : il se flatte évidemment de la manier avec adresse. Y réussit-il ? On peut en juger par les exemples qui précèdent et par quelques autres. Un jour, M. de Bismarck prétendant que, si les États du Sud hésitaient encore à entrer dans la Confédération du Nord, c'était par crainte du libéralisme exagéré de la Prusse, la gauche ne put s'empêcher de rire bruyamment. Et M. de Bismarck de reprendre : « Vous pouvez bien penser avec quelle hilarité intérieure j'entends vos rires et j'y réponds, vos rires qui témoignent d'une telle ignorance des faits³. » Dans une autre occasion, M. de Hoverbeck ayant dit que les opinions de M. de Bismarck paraissaient inhérentes à l'habit qu'il portait, « je ne traite les questions d'habit et de toilette, répliqua le chancelier, qu'avec les gens qui ont ces questions-là dans leur ressort⁴. » Ce n'est pas, du reste, uniquement sur les paroles de ses adversaires politiques que s'exerce la censure de M. de Bismarck ; elle s'étend même sur leurs gestes. Un député de la droite, M. Reichenheim s'était plaint de l'envoi aux ouvriers tisserands de sa fabrique d'une certaine somme prélevée sur la cassette royale, et, sans nommer M. de Bismarck, il avait cru devoir le désigner du doigt, en disant que le roi n'avait sans doute pas agi de lui-même en

¹ Chambre des députés de Prusse ; séance du 2 juin 1865. *Discours*, t. I, p. 168.

² Chambre des députés de Prusse ; séance du 12 septembre 1866. *Discours*, t. I, p. 251.

³ Reichstag, séance du 2 avril 1868. *Discours*, t. II, p. 129.

⁴ Reichstag, séance du 1^{er} avril 1870. *Discours*, t. II, p. 386.

cette occasion. Le ministre répondit longuement et termina ainsi son discours : « Quand M. le député a fait remarquer que Sa Majesté devait avoir eu quelque conseiller pour que sa bienfaisance privée ait reçu cette direction, il n'avait pas besoin de me désigner avec force gesticulations qui laissent à désirer sous le rapport de la grâce. Le conseiller, c'est moi, et je ne crois pas avoir donné un mauvais conseil ¹. »

Cette manière de discuter laisse-t-elle à désirer sous le rapport du bon ton ? Le lecteur a pu l'apprécier, d'après les citations, peut-être trop nombreuses, qui précèdent. J'en passe, du reste, et des meilleures. Il est impossible, toutefois, d'abandonner ce sujet, sans rappeler une scène parlementaire où M. de Bismarck joua le principal rôle : elle donne complètement la mesure de l'esprit de modération et des habitudes courtoises qu'il s'attribue. Le langage du ministre prussien en cette occasion rappelle, à s'y méprendre, le « petit compliment » d'Alcidas à Sganarelle, lorsqu'il vient, dans le *Mariage forcé*, lui proposer civilement de se couper la gorge ensemble. Laissons parler M. de Bismarck :

« Le rapporteur (c'était encore M. Virchow) remarque que, si j'ai réellement lu le rapport, il ne saurait que penser de ma véracité. Le rapporteur a assez vécu dans le monde pour savoir qu'il s'est servi à mon égard de la tournure de phrase technique et spéciale au moyen de laquelle on a l'habitude d'amener une discussion sur le terrain purement personnel, pour obliger celui dont on a mis en doute la véracité à demander satisfaction. Messieurs, où irons-nous en discutant sur ce ton ? Voulez-vous vider les querelles politiques entre nous à la manière des Horaces et des Curiaces ?

« Nous pourrions en parler si vous le désirez.

« Mais, s'il n'en est pas ainsi, messieurs, que me reste-t-il, sinon de répondre à un gros mot en me servant à mon tour d'un mot plus gros encore ? C'est le seul moyen, puisque nous ne pouvons vous citer en justice ; mais je ne désire pas que vous nous mettiez dans la nécessité de recourir à ce moyen ². »

« Nous pourrions en parler, si vous le désirez. » Adressée à un pacifique professeur par un ancien officier de cavalerie, cette phrase prenait une signification aussi précise qu'étrange. M. de Bismarck ne pouvait l'ignorer ; et, cependant, loin de chercher à atténuer ses paroles, il renouvela son défi à deux reprises. Par deux fois, M. Vir-

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 15 février 1865. *Discours*, t. I, p. 143.

² Chambre des députés de Prusse; séance du 2 juin 1865. *Discours*, t. I, p. 169.

chow fut mis en demeure de rétracter les termes dont il s'était servi; et, ne l'ayant pas fait, il reçut, le jour même, les témoins de M. de Bismarck, à qui il refusa, d'ailleurs, de donner satisfaction.

Quand on rencontre, dans un ouvrage officiel, le compte rendu de pareilles scènes, on s'étonne de ne pas voir intervenir le président de l'assemblée au sein de laquelle elles se produisent. A Berlin, l'abstention du président ne s'explique que trop : M. de Bismarck ne reconnaît pas son autorité. Dès son entrée au ministère, un orage parlementaire lui avait fourni l'occasion d'exprimer son opinion sur ce sujet, et il l'avait fait avec une audace qui étonne, même de sa part. Voici le fait, qui mérite d'être connu. En réponse à un discours de M. de Unruh, sur la question polonaise, M. de Bismarck avait, dans la séance du 26 février 1863, accusé l'orateur d'appeler sur la Prusse les coups de l'étranger et d'avoir, en 1848, refusé le vote de l'impôt. A ces mots, des murmures avaient éclaté; la gauche réclamait le rappel à l'ordre. Le vice-président de la Chambre, M. de Behrend, qui présidait la séance, s'était borné à rappeler M. de Bismarck à la question. Cet avis, très-moderé dans la forme, lui valut la réplique suivante :

« Je prends la liberté, monsieur le président, de vous faire remarquer que je ne puis vous accorder le droit de faire une interruption disciplinaire au sujet des paroles prononcées par moi. Je n'ai pas l'honneur d'être membre de cette Assemblée; je n'ai point fait votre règlement; je n'ai pas pris part à l'élection de votre président; je ne suis donc pas soumis aux règles disciplinaires de la Chambre. Le pouvoir disciplinaire de M. le président a pour limite la place que j'occupe ici. Je ne reconnais d'autorité supérieure que celle de S. M. le roi, et j'ignore quelle disposition de la loi ou de la constitution me soumettrait à la discipline de M. le président... Je parle ici en vertu, non pas de votre règlement, mais de l'autorité que Sa Majesté m'a conférée et du paragraphe de la constitution qui prescrit que les ministres, en tout temps, devront obtenir la parole, s'ils la demandent, et être écoutés. (*Interruption.*) Vous n'avez pas le droit de m'interrompre¹. »

Pour le ministre d'un souverain constitutionnel, la prétention était au moins étrange. M. de Behrend le comprit et protesta; mais, depuis lors, aucun président n'a plus essayé de mettre un terme aux vivacités de langage de M. de Bismarck.

Les assemblées allemandes sont, du reste, capables de tout supporter. Elles ne laissent pas seulement bafouer leurs membres et

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 26 février 1863. *Discours*, t. I, p. 50.

braver leurs présidents ; elles permettent que, devant elles, on insulte au malheur. A ce point de vue, l'un des plus tristes discours de M. de Bismarck est celui qu'il prononça, le 13 février 1869, devant la Chambre des seigneurs, à propos de la mise sous séquestre des biens du roi de Hanovre. Dans cette longue et violente harangue, il s'efforça, suivant ses propres paroles, de faire comprendre à ses auditeurs « avec quel mépris ils devaient accueillir cette indignation *pseudo-morale* que témoignaient en ce moment la plupart de leurs adversaires. Ne dirait-on pas, ajoutait-il, que nous avons procédé violemment et injustement envers un prince allemand dépouillé de son trône au mépris de tout droit ? » Faisant ensuite allusion à l'infirmité du roi détrôné, il rendait grâce à Dieu des erreurs de ceux qu'il appelait, par un misérable jeu de mots, « nos adversaires aveugles ¹. » A quelques jours de là, il parlait de l'« insolence » des protestations de M. Schimmelpfening, secrétaire de l'électeur de Hesse détrôné ; puis, à propos de la légion hanovrienne réunie en France et des mesures de surveillance occulte prises à son égard : « Partout où la pourriture s'est mise, disait-il, foisonne une vie que l'on ne peut guère saisir avec des gants propres. Retirez donc vos reproches d'espionnage. *Je ne suis pas né pour le métier d'espion ; ce n'est point là ma nature.* Mais nous devons poursuivre ces reptiles jusque dans leurs repaires et voir ce qu'ils y font. C'est par là que nous méritons vos remerciements... Essayez vous-même de toucher de la poix sans vous salir les mains ². »

Poix, reptiles, pourriture : telles sont les seules expressions que M. de Bismarck trouve, dans son vocabulaire, pour qualifier des hommes fidèles au serment militaire et à la cause du malheur. La Convention ne parlait pas autrement des émigrés. Quant à la Chambre prussienne, qui entendait ce langage, elle a gardé le silence. Quoi qu'il arrive, ce sera là, pour elle, une tache ineffaçable aux yeux de l'histoire. Si victorieux qu'il soit, le peuple qui ne sait pas respecter les vaincus est un peuple moralement déchu.

II

En 1866, au lendemain de Sadowa, on vendait à Berlin deux photographies de M. de Bismarck. Dans l'une, il était calme, froid,

¹ Chambre des seigneurs de Prusse, 13 février 1869. *Discours*, t. II, p. 163 et 164.

² Chambre des députés de Prusse : séance du 30 janvier 1869. *Discours*, t. II, p. 220.

réserve, l'œil voilé, presque mélancolique ; c'était le diplomate. Dans l'autre l'œil brillant et dur, le sourcil froncé, la lèvre dédaigneuse et les narines gonflées dénotaient l'irritation, la colère : c'était le vrai Bismarck, Bismarck à la tribune, « *Bismarck Croquemitaine* », comme disent les Allemands. — Si étrange qu'il puisse paraître, ce contraste est réel. En changeant de rôle, M. de Bismarck devient un autre homme. Comme diplomate, il est immuable dans ses résolutions, inflexible, inexorable dans ses exigences ; à la manière de Richelieu, il « marche en avant, les yeux fixés sur le but, et couvre tout de sa robe rouge » ; mais, du moins, il est, dans la forme, plein de courtoisie, de souplesse et d'esprit ; il est insinuant, presque caressant et laisse à peine sentir la griffe sous sa patte de velours. A la tribune, toute contrainte disparaît, le naturel revient et déborde ; le vrai Bismarck, hobereau, et, qui plus est, hobereau poméranien, donne libre carrière à son caractère hautain, violent et sarcastique. On comprend, dès lors, quel effet doit produire, sur lui, les questions souvent indiscretes et les critiques, parfois plus acerbes que fondées, de ses adversaires politiques. Dans un moment d'expansion, il leur a lui-même expliqué, avec une bonhomie quelque peu narquoise, quelle impression ses nerfs en ressentaient :

« Je prierai M. Lasker de considérer une chose seulement. Lorsque, pendant cinq ans, on a péniblement combattu pour atteindre ce qui est maintenant devant nous, lorsqu'on y a sacrifié son temps, le meilleur temps de sa vie, ainsi que sa santé, lorsqu'on se souvient de la peine que souvent il en a coûté pour mettre vingt-deux gouvernements d'accord sur un tout petit paragraphe et même sur une simple question de ponctuation, alors surviennent des personnes qui ne savent que peu de chose de toutes ces luttes, qui ne peuvent rien savoir de ce qui s'est passé dans la sphère officielle, et qui agissent, — je ne trouve que cette comparaison, — comme quelqu'un qui jetterait une pierre dans ma fenêtre fermée, sans savoir à quelle place je me tiens. Il ne sait où il m'atteint ; il ne sait quelles difficultés il me crée à l'instant même pour les affaires qui m'occupent et qui me deviennent impossibles par suite de cet acte d'hostilité. Il ne sait... vous ne savez quelles sont, dans ce moment, les questions de politique étrangère pendantes, qui, avec un appui énergique donné au gouvernement par cette Assemblée, pourraient être traitées tout autrement que si l'on voit les deux pouvoirs ne pas marcher absolument d'accord, et s'il suffit du moindre motif pour créer une scission sérieuse et profonde. Ainsi attaqué, messieurs, on arrive très-facilement, sans avoir besoin d'irriter ses nerfs par une excitation artificielle, à se trouver dans une disposi-

tion d'humeur que je ne puis mieux caractériser, pour monsieur le député, qu'en l'engageant à relire une des premières scènes de *Henry IV*; il y verra quelle impression éprouva Henry Percy, quand certain chambellan vint lui demander ses prisonniers et lui fit à lui, Percy, blessé et brisé par la fatigue du combat, tout un cours sur les armes à feu et les blessures intérieures. Le passage se trouve au commencement de la pièce et débute par ces mots : « *I remember that when the fight was over, there came a certain lord, etc.* » Ce que Percy éprouvait, je l'éprouve un peu moi-même lorsque j'entends, sur des choses pour lesquelles j'ai souffert et combattu, et que je dois connaître mieux que personne, — prononcer de tels discours¹. »

Voilà bien M. de Bismarck : pédant² et despote, craignant la lumière et, par là même, ennemi du parlementarisme. Poursuivant, à travers des écueils sans nombre, par les voies les plus tortueuses, un but éloigné et difficile à atteindre, M. de Bismarck ne voit, dans les assemblées constitutionnelles et dans leurs débats retentissants, que danger pour sa politique. Il craint sans cesse de se laisser entraîner; il a peur qu'une parole imprudente ne donne l'éveil aux puissances étrangères. Il les croyait, hélas! plus perspicaces qu'elles ne l'étaient. C'est à peine si, de loin en loin, il lui échappe quelques mots obscurs, mais significatifs, qui font l'effet d'éclairs sillonnant la nue et qui auraient dû ouvrir les yeux à notre diplomatie :

« L'utilité de l'alliance autrichienne durant la période qui vient de s'écouler, disait-il le 24 janvier 1865, sera mise clairement en lumière par l'avenir mieux que ne l'ont fait jusqu'ici les événements, pour autant qu'ils sont connus, mieux aussi que je ne suis moi-même en état de le faire aujourd'hui³. » Quelques mois plus tard, il disait encore : « Si nous pouvions nous expliquer clairement

¹ Reichstag; séance du 29 mars 1867. *Discours*, t. I, p. 366.

² Le reproche de pédantisme peut être adressé à M. de Bismarck, comme aux autres orateurs prussiens; à un moindre degré, toutefois. Sans faire parade d'érudition, il ne dédaigne pas, à l'occasion, de montrer qu'il sait son histoire et qu'il possède ses auteurs. Tantôt, il cite un précédent de l'an 1136 (t. II, p. 84); tantôt, il rappelle comment les ultramontains ont mis obstacle à la constitution de l'unité allemande, du temps des Guelfes et des Gibelins (t. I, p. 304). — Dans une autre séance, il discute, avec un député, l'exactitude d'une citation qu'il avait faite du *Wallenstein* de Schiller (t. II, p. 312); ailleurs encore, il se livre à une dissertation grammaticale sur le sens du mot *Reich*, cite, à l'appui de son opinion, un passage de la traduction de Shakespeare par Schlegel, parle de l'école philosophique des sorites et de ses procédés dialectiques que Cicéron appelait « *lubricum et periculosum locum* » (t. I, p. 136).

³ *Discours*, t. I, p. 129.

d'avance, vis-à-vis de vous, sur tous les plans formés pour l'avenir, vous en approuveriez plus que vous n'avez voulu le faire jusqu'ici¹. » Veut-on d'autres exemples de ces demi-révélation qui lui échappent à mots couverts ? « Le point où nous en sommes, je le sais mieux que le préopinant (3 février 1866)². » « Nous ne sommes pas au terme de notre politique, *mais au commencement* (12 septembre 1866)³. » « Travaillez vite, messieurs ; mettons, pour ainsi dire, l'Allemagne en selle : elle chevauchera bien d'elle-même (11 mars 1867)⁴. » « Une mauvaise organisation de la défense nationale porte en elle-même son châtiment. Pour avoir négligé cette défense, le Hanovre a perdu son autonomie, et le même sort attend tous les États qui suivront son exemple (4 février 1868)⁵. »

Ces quelques paroles sont peut-être les seules où M. de Bismarck ait, sans doute malgré lui, jeté quelque lumière sur ses vastes projets. Partout ailleurs, il se renferme dans un mutisme absolu ; il refuse toute communication aux Chambres ; il leur dénie le droit de contrôler la direction des affaires politiques. Il faut voir avec quelle arrogance il parle de l'inexpérience et de l'ignorance des parlements en général et de la Chambre prussienne en particulier, avec quelle ironie il attribue le mécontentement des députés au dépit d'une curiosité non satisfaite, avec quel air de triomphe il leur rappelle leurs erreurs passées et l'infailible clairvoyance du cabinet de Berlin ! Un de ses arguments favoris consiste à les renvoyer, pour l'application de leurs théories politiques, à l'époque où ils seront ministres : M. de Bismarck sait bien que l'ajournement est dérisoire, puisque, pendant quatre années, il est resté au pouvoir par la volonté absolue du roi, malgré les votes constamment hostiles de la majorité parlementaire. Cette bravade facile lui semble particulièrement douce ; il ne se lasse pas de la répéter.

Si ses adversaires politiques réclament contre la violation des principes parlementaires et invoquent la constitution prussienne, il n'en est nullement embarrassé. La constitution a, pour lui un sens que n'avaient assurément pas prévu ses rédacteurs : elle ne donne, suivant lui, aux Chambres, ni le droit de désigner les ministres, ni celui de voter le budget. « Un ministère anglais, dit-il, de quelque nom qu'il se nomme, est un ministère parlementaire, représentant la majorité des Chambres, tandis que nous sommes les

¹ Chambre des députés de Prusse ; séance du 1^{er} juin 1865. — *Discours*, t. I, p. 153.

² *Discours*, t. I, p. 192.

³ *Discours*, t. I, p. 251.

⁴ *Discours*, t. I, p. 296.

⁵ *Discours*, t. II, p. 102.

ministres de Sa Majesté le roi¹. . . En un mot, messieurs, si l'on veut gagner votre confiance, il faut se mettre à votre merci, comme il est impossible que les ministres du roi de Prusse puissent le faire. De cette manière, nous ne serions plus ministres du roi, nous serions ministres du parlement, nous serions vos ministres, messieurs, et j'espère, grâce à Dieu, que nous n'en arriverons pas là². »

Il ne concède même pas à la Chambre élective le droit élémentaire qui lui est universellement reconnu : celui d'avoir le dernier mot en matière budgétaire. Il soutient que, pour la confection des lois financières comme de toute autre loi, il faut le concours de trois volontés : celle du roi, celle des seigneurs et celle des députés, et que, du jour où il se produit un dissentiment, les trois pouvoirs étant égaux, il n'y a d'autre issue qu'une transaction. Sur ce thème de la transaction, il s'étend avec toute l'éloquence et toute la rigidité de principes du plus orthodoxe des doctrinaires ; mais il ne paraît pas soupçonner que les concessions puissent venir de la couronne ou des seigneurs. Lui objecte-t-on que la résistance de la Chambre haute peut être dominée par la nomination d'une fournée de nouveaux membres, il se récrie contre cette suggestion qu'il déclare contraire à l'esprit de la constitution. Tant que les seigneurs soutiennent sa politique, il est, à cet égard, d'une fermeté d'opinions inébranlable. Le plus rigide des ministres parlementaires ne tiendrait pas, sur la question des deux Chambres, un langage plus irréprochable que le sien : « Ce procédé (les fournées de nouveaux seigneurs) mène, dit-il, au système de la Chambre unique, dont l'équivalent serait de vouloir en principe une Chambre haute constituée de telle sorte, qu'on ne pût imaginer un désaccord entre elle et la Chambre basse ; il mine complètement l'institution d'une Chambre des seigneurs, d'une première Chambre, d'une Chambre haute, quel que soit le nom qu'on lui donne, qui doit être le soutien politique que les opinions du jour n'entraînent pas trop aisément et former le régulateur et le lest du navire parlementaire³. » On ne saurait mieux dire. Le malheur est que, aujourd'hui même, M. de Bismarck, devenu l'allié de la Chambre basse contre la Chambre haute, force précisément la main à cette dernière au moyen d'une fournée, pour enlever le vote de la loi sur l'organisation des cercles. Mais, comme

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 27 janvier 1865. — *Discours*, t. I, p. 49.

² Chambre des députés de Prusse: séance du 22 janvier 1864. — *Discours*, t. I, p. 415.

³ Chambre des seigneurs de Prusse; séance du 24 janvier 1865. *Discours*, t. I, p. 127.

le dit M. de Bismarck lui-même, il n'est pas de ceux qui n'apprennent rien du temps ni de l'expérience.

En fait, tant que le parlement est souple et discret, il ne lui refuse rien. Devient-il exigeant ou curieux, il lui dénie tous les droits. S'il s'agit de finances, « le gouvernement du roi, dit-il, ne peut consentir à un système qui fait dépendre de telle ou telle interprétation du droit constitutionnel le vote de dépenses d'utilité¹. » Si l'on vient à parler des éventualités de guerre et de l'état de préparation des forces prussiennes, M. de Bismarck réplique aussitôt : « Je puis vous donner l'assurance à vous et la donner aussi à l'étranger que, si nous jugeons nécessaire de faire la guerre, nous la ferons avec ou sans votre approbation². » Il n'admet pas que la Chambre des députés prétende avoir sa politique étrangère : « Il n'y a pas, en réalité, affirme-t-il, d'autre politique prussienne que celle du gouvernement établi par le roi. Si vous combattez cette politique, vous combattez ainsi la politique de votre propre patrie, de concert avec l'étranger hostile à notre pays³. » Il ne consent pas davantage à tenir la Chambre au courant de la situation diplomatique du gouvernement prussien, au moment le plus critique de l'affaire du Luxembourg : « Vous n'exigerez pas de moi qu'en ce moment je livre à la publicité, comme un député ou une Chambre peuvent le faire, des déclarations sur les vues et les résolutions du gouvernement et de ses confédérés, dans un cas donné⁴. » Il ne reconnaît même pas qu'un député puisse, sans inconvénient, l'interpeller sur l'état des relations de frontières entre la Prusse et la Russie : « Si l'auteur de l'interpellation avait pour but de créer au ministre de l'extérieur des embarras de nature à rendre plus difficiles les affaires de son département, il y a tout à fait réussi. Un ministre des affaires étrangères ne saurait se faire ici l'accusateur public d'un gouvernement voisin et ami, sans blesser toutes les traditions internationales. *La voie adoptée entre gouvernements pour s'entendre est celle de la correspondance diplomatique*, NON CELLE DE LA DÉCLAMATION PUBLIQUE⁵. » Quelle prudence exagérée, quelle défiance du parlement ; mais, en même temps, quelle leçon pour M. de Gramont, pour M. Jules Favre et

¹ Chambre des seigneurs de Prusse ; séance du 4 février 1867. *Discours*, t. I, p. 217.

² Chambre des députés de Prusse ; séance du 17 avril 1863. *Discours*, t. I, p. 77.

³ Chambre des députés de Prusse ; séance du 13 juin 1865. *Discours*, t. I, p. 176.

⁴ Reichstag ; séance du 1^{er} avril 1867. *Discours*, t. I, p. 534.

⁵ Chambre des députés de Prusse ; séance du 25 février 1867. *Discours*, t. I, p. 261.

pour tant d'autres ! Quelle condamnation décisive de cet amour de la phrase, qui nous a conduits aux abîmes ! Sachons enfin profiter de l'avertissement. *Fas est et ab hoste doceri.*

Ainsi, ni droit budgétaire, ni désignation des ministres, ni direction diplomatique, ni contrôle de l'exercice de la prérogative royale, rien, en un mot, de ce qui constitue le pouvoir parlementaire n'est reconnu par M. de Bismarck au parlement prussien. Aucun des principes sur lesquels repose le gouvernement constitutionnel n'obtient de lui autre chose que des railleries. Lorsqu'on lui conseille de prendre pour modèle la politique libérale de M. de Beust en Autriche et qu'on insiste sur la nécessité des libertés publiques : « Je fais observer, dit-il avec esprit, qu'il en est du libéralisme des gouvernements comme des dames : la plus jeune est toujours celle qui plaît le plus¹. » Ceux des députés qui revendiquent, au nom de leur mandat et de la constitution, le droit de contrôler la marche du gouvernement ne sont, à l'entendre, que « des hobereaux parlementaires abusant de leurs privilèges². » A ses yeux, l'intervention des assemblées délibérantes dans les affaires ne peut offrir que des périls : ce qui la rend particulièrement nuisible, c'est « le pouvoir de l'éloquence. Le don de l'éloquence, dit-il, est quelque chose de très-dangereux ; le talent a sa puissance entraînant, semblable à celle de la musique. » — Fait-on valoir la force que donne à un gouvernement l'appui des Chambres, il n'est que médiocrement touché de l'argument : « Je ne crois pas, dit-il dans un discours prophétique qu'auraient dû méditer MM. Jules Favre et Gambetta, je ne crois pas qu'une armée ennemie victorieuse puisse être arrêtée à la frontière par la puissance de l'éloquence. J'ai bien entendu conter quelque chose d'analogue des anciens temps, un jour que Rome était menacée ; mais elle avait affaire à des peuplades très-peu civilisées, qui se laissaient renvoyer à si bon marché³. » On n'accusera certes pas, à ce point de vue, la Prusse et M. de Bismarck de manquer de civilisation.

Sur la valeur même du mandat de député, M. de Bismarck est profondément sceptique : « Je crois, dit-il, qu'être élu n'est pas si difficile. Quand on peut promettre, on peut être élu⁴. » — Frédéric II n'eût certes pas mieux dit.

¹ Chambre des députés de Prusse ; séance du 9 janvier 1868. *Discours*, t. II, p. 184.

² Chambre des députés de Prusse ; séance du 22 janvier 1864. *Discours*, t. I, p. 125.

³ Reichstag ; séances des 21 et 22 mai 1869. *Discours*, t. II, p. 288 et 310.

⁴ Reichstag ; séance du 1^{er} juin 1865. *Discours*, t. I, p. 163. — Le passage est, du reste, si curieux qu'il faut le mettre tout entier sous les yeux du lecteur. On y verra quelle idée se fait le premier ministre de Prusse de l'intelligence et de la probité prussiennes : « Dans toutes les classes de notre population, disait-

La discussion dans laquelle M. de Bismarck a le plus clairement manifesté son aversion pour tout ce qui touche, de près ou de loin, au parlementarisme, est assurément celle qui s'engagea, le 16 avril 1869, devant le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, au sujet de la motion Twesten. Ce député et cent deux de ses collègues demandaient que, pour assurer la direction et l'administration régulières des affaires de la Confédération, une loi instituât des ministères fédéraux, dont les titulaires responsables formeraient un cabinet homogène et solidaire : ils indiquaient comme plus particulièrement nécessaires les ministères des affaires étrangères, des finances, de la guerre, de la marine, du commerce et des services de la circulation générale. C'était, en un mot, demander le démembrement de l'excessive autorité concentrée dans les mains de M. de Bismarck; c'était atteindre, pour ainsi dire, à la prune de l'œil irrité du chancelier. On vit bien que le coup avait porté, lorsque M. de Bismarck parut à la tribune pour répondre à M. Twesten. Jamais il ne se montra plus incisif, plus habile, plus éloquent même et surtout plus résolu à ne rien céder. Usant d'un procédé familier

il, il y a une certaine paresse à remplir les devoirs sans l'accomplissement desquels une grande nation ne peut subsister; dans toutes les classes, on n'aime pas à servir aussi longtemps qu'on le doit. Si l'on peut s'y soustraire, s'il y a des autorités qui ferment les yeux, on cherche à s'exempter du service; de même, la contrebande se fait dans toutes les professions, surtout dans la partie féminine de la population : j'en conclus que les impôts ne sont pas payés par patriotisme, mais par contrainte.

« La plupart des électeurs ne se mêlent guère, eux-mêmes, de porter un jugement sur la question de savoir si une armée peut exister ou non avec une année de service de moins, si l'État peut se suffire avec un peu plus ou un peu moins d'impôts; mais, en tout cas, ils verraient avec plaisir que cela fût possible. Quand ils entendent un homme instruit, supérieur à eux en intelligence, parfois même un fonctionnaire royal, qui se présente comme candidat, leur dire : On vous trompe horriblement sur ce sujet; avec deux ans de service, une excellente armée est possible; l'État pourrait subsister avec beaucoup moins d'impôts; vous êtes surchargés, — cela paraît clair à ces gens, ils disent : Ce Monsieur parle bien, donner notre voix ne coûte rien, essayons. — Si l'élu, ensuite, procure ce qu'il a promis, c'est parfait; s'il échoue, il revient dire à ses électeurs : Je n'ai pas encore réussi; mais vous aurez, il le faut, le temps de service réduit à deux ans. La population a une assez grande confiance en la sagesse du roi pour qu'elle se dise que, si l'ordre de choses actuel conduit le pays à sa perte et le mène à s'endetter, le roi ne le souffrira pas. Encore imbus des vieilles traditions, les gens n'apprécient pas, à sa juste valeur, le pacte constitutionnel. Je suis convaincu que la confiance qu'ils placent dans la sagesse du roi ne sera pas trompée; mais je ne puis nier l'impression pénible que je ressens, lorsqu'en face d'une grande question nationale, qui a occupé, depuis vingt ans, l'opinion publique, je vois cette assemblée, réputée en Europe, comme si l'intelligence et le patriotisme prussiens se concentraient en elle, ne pouvoir s'élever à aucun autre rôle que celui de la négation impuissante. »

à tous les hommes d'État que les événements rendent utiles et qui se croient indispensables, il se déclara prêt à résigner ses fonctions plutôt qu'à laisser ajouter à la constitution fédérale « *comme cinquième roue d'un carrosse*, un collège de ministres fédéraux responsables, avec lesquels le chancelier aurait à s'entendre sur tout ce qu'il ferait. » Dans la suite du discours, il rappelle les difficultés de sa mission, les obstacles que rencontre de toutes parts, la création de l'unité allemande, les impatiences du Nord, les tendances particularistes du Sud et il se plaint que, « pour lui faciliter la tâche, on veuille lui *lier pieds et mains et le faire tenir en laisse par des collègues*. » Pour lui, l'idéal d'un bon gouvernement est « *un seul ministre responsable*¹ » : encore ne dit-il pas qui, du roi ou du parlement, devrait, dans sa pensée, être juge de cette responsabilité.

« L'organisation des ministres en collège, ajoute-t-il, est, à mon avis, une erreur politique et une faute que tout État devrait chercher à corriger aussitôt que possible... — Quiconque a été ministre président du conseil et s'est trouvé dans la nécessité de prendre seul des décisions, finit par ne plus s'effrayer de la responsabilité; mais il s'effraye d'avoir à persuader à sept personnes que ce qu'il veut est juste et convenable. C'est là un tout autre travail que de gouverner l'État... — Ce ne serait pas me faciliter le travail que de me donner des collègues, *et je ne suis pas homme à en accepter*. Je m'appuie sur les droits que me donne la constitution. Tel l'office de la chancellerie fédérale est institué, tel j'ai accepté de le maintenir; *me donner un collègue serait nommer mon successeur*². »

La menace de démission était des plus claires; et, comme l'a dit ailleurs M. de Bismarck, « il ne ferait pas de sa démission une comédie; il voudrait voir, avant de rentrer au pouvoir, ce que d'autres feraient à sa place³. »

III

Bien que discutant devant un parlement, M. de Bismarck, on le voit, n'est rien moins qu'un ministre parlementaire; il parle, selon ses propres expressions, « *une langue prussienne*⁴ » et il en tire

¹ Reichstag; séance du 16 avril 1869. *Discours*, t. II, p. 238, 245 et 246.

² Reichstag; séance du 16 avril 1869. *Discours*, t. II, p. 249.

³ Chambre des députés de Prusse; séance du 1^{er} février 1868. *Discours*, t. II, p. 97.

⁴ Chambre des députés de Prusse; séance du 28 janvier 1863. *Discours*, t. I, p. 29.

vanité. Ce qu'il veut, il l'a dit dans un moment de franchise : c'est « une dictature pour une politique allemande ¹. » — Là est la règle et la clef de toute sa conduite, le but constant de sa politique. Il le poursuit sans cesse, avec une énergie que n'arrête aucun scrupule, avec une intelligence et une habileté que personne, sans doute, n'est plus aujourd'hui disposé à contester.

Nul ne connaît mieux que lui son Allemagne; nul ne l'a moins flattée. On a déjà vu plus haut ce qu'il pense du zèle des contribuables prussiens et de leur intelligence en matière électorale. Il ne semble pas avoir meilleure opinion de l'esprit politique ni de l'abnégation patriotique de la nation allemande. A ses yeux, le grand mal de l'Allemagne, la plaie qui la ronge depuis des siècles et qui l'a constamment livrée sans défense aux coups de l'étranger, c'est le particularisme, qu'il qualifie d'*égoïsme local*.

« Généralement en Allemagne, dit-il, les intérêts particuliers sont plus forts que le sentiment commun...; généralement aussi, l'existence à la mode phéacienne est plus commode que celle à la spartiate. On se laisse volontiers protéger; mais on n'aime guère à payer, encore moins veut-on renoncer au plus petit de ses droits souverains en faveur des intérêts généraux... Partout en Allemagne, aussi bien dans les cercles élevés, dans les régions du pouvoir que dans les classes inférieures, les passions de parti l'ont emporté sur le sentiment du bien public². L'action des partis chez nous n'a pas encore été tempérée par une longue habitude constitutionnelle au point que les éléments qui dominent dans chaque cercle électoral mettent la patrie plus haut que le parti. Nous avons fait encore dans les dernières semaines cette triste expérience que la passion de parti, la vanité personnelle, le besoin d'avoir raison finissent par l'emporter sur l'intérêt que l'on peut porter à une institution nationale, quelle qu'elle soit...³ L'état de déchirement où l'Allemagne se trouve encore, du moins dans les esprits, est bien assez connu à l'étranger, dit-il encore ailleurs. On y connaît aussi, en se les exagérant sans doute, les effets de ce vieil égoïsme local qui fait que pour l'habitant de Mayence, par exemple, celui de Wiesbaden était, hier encore, un intrus de lointain pays à qui l'on devait barrer l'entrée du port, de ce même égoïsme dont le Francfortois donne des preuves en considérant l'habitant du bourg voisin, de Bocken-

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 12 septembre 1866. *Discours*, t. I, p. 245.

² Chambre des députés de Prusse; séance du 1^{er} juin 1865. *Discours*, t. I, p. 156 et 157.

³ Chambre des seigneurs de Prusse; séance du 4 février 1867. *Discours*, t. I, p. 222.

heim, comme indigne de jouir d'aucun des droits de l'ancienne ville libre. Oui, l'on connaît à l'étranger l'existence de ce particularisme qui dit : « Donnez-moi un chemin de fer de plus, que m'importe le reste de l'Allemagne¹ ? »

Le portrait, on le voit, est aussi peu flatté que possible. — M. de Bismarck connaît et justifie le proverbe : « Qui aime bien, châtie bien. » Lorsqu'un docte professeur d'outre-Rhin viendra nous faire l'éloge de la vertueuse Allemagne, nous savons désormais à qui recourir pour le réfuter : nous n'aurons qu'à ouvrir le recueil des discours de M. de Bismarck. Il faut même convenir que, par moments, le chancelier exagère. Quand il parle, par exemple, des Coriolans d'Allemagne prêts à tendre la main aux Volsques² et à dédaigner les prières de toutes les femmes de Hanovre et de Cassel³, il est évident qu'il force la note, peut-être pour les besoins de la cause, et qu'il aime mieux calomnier l'Allemagne que de ne pas agiter le *spectre français*, ressource si précieuse en Prusse pour les orateurs officiels dans l'embarras. Nous sommes encore obligés de reconnaître que l'Allemagne n'a pas, comme le prétend M. de Bismarck, le défaut de « s'enthousiasmer pour des nationalités étrangères et pour des aspirations nationales, encore bien que celles-ci ne puissent être satisfaites qu'aux dépens de notre propre patrie⁴. » Ce penchant généreux, dont l'exagération seule devient un défaut, n'est pas, quoi qu'en dise M. de Bismarck, une *variété de maladie politique* dont l'Allemagne soit seule atteinte. Sa conduite, depuis quelques années, n'a rien de sentimental. Si quelqu'un a souffert de ce mal, c'est bien plutôt la France.

Ce que dit M. de Bismarck des tendances particularistes de l'Allemagne et notamment de l'Allemagne du Sud est beaucoup plus vrai. Par l'insistance qu'il met à combattre ce sentiment séculaire, on voit combien il est irrité de l'obstacle qu'y rencontre sa politique. Ce n'est pas qu'il lui conteste toute influence salutaire; il reconnaît, au contraire, que les petits centres ont contribué à développer dans toutes les parties de l'Allemagne la civilisation et le bien-être à un point inconnu dans les États centralisés; il avoue même que le particularisme a fait tout à la fois la faiblesse et la force de l'Allema-

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 30 janvier 1869. *Discours*, t. II, p. 219.

² *Volsques* et *Welches* se ressemblent beaucoup par la prononciation. Le jeu de mots est-il volontaire?

³ Chambre des députés de Prusse; séance du 30 janvier 1869. *Discours*, t. II, p. 220.

⁴ Chambre des députés de Prusse; séance du 26 février 1863. *Discours*, t. I, p. 48.

gne¹, mais il considère qu'au point de vue de l'indépendance nationale, il importe d'empêcher que ce patriotisme de clocher, inconnu chez les peuples slaves ou latins, n'expose l'Allemagne à devenir la proie de ses voisins. Ce raisonnement doit-il surprendre dans la bouche d'un Allemand? N'est-il pas, dans une certaine mesure, justifié par l'histoire? L'examen de cette question nous mènerait trop loin. Il nous suffira de remarquer que, sous prétexte de préserver l'Allemagne des entreprises d'un conquérant étranger, M. de Bismarck s'est hâté de la placer sous la tutelle quelque peu pesante d'un conquérant indigène.

Il n'a eu garde, du reste, d'avouer cette intention avant le moment où l'abaissement de la France lui a donné pleine liberté de parole et d'allures. Jusque-là, il n'était question, dans ses discours que, de fédéralisme et de décentralisation, jamais d'unité ni de centralisme². C'était le temps des attermolements, des protestations pacifiques, des sous-entendus et des circonlocutions; c'était le moment où l'adroit chancelier tempérait les impatiences unitaires de quelques prussophiles plus zélés que prudents et leur donnait finement cet avis, si bon à méditer pour tous les partis politiques : « Ne vous figurez pas qu'en avançant les montres on hâte le cours du temps³. » M. de Bismarck, à cette époque, ne se contentait pas de ne pas avancer sa montre; il feignait de la retarder. Autant il s'est montré franc, — pour ne pas dire violent, — dans l'expression de son mépris des formes et des institutions parlementaires, autant il a dissimulé le caractère véritable de sa politique extérieure. En cette matière, il n'est, pour ainsi dire, pas une de ses promesses que sa conduite n'ait démentie. A l'en croire, la Prusse voulait « vivre dans une communauté fondée sur la justice et non sur la violence⁴. » Au sujet de l'annexion des duchés, il émettait l'opinion « qu'une population qui manifeste sa volonté constante et réellement incontestable de n'être pas prussienne ou allemande, qui manifeste une volonté non moins incontestable de se réunir à l'État voisin, dont elle est immédiatement limitrophe et qui appartient à la même nationalité qu'elle, n'ajoute aucune force à la puissance dont elle tend à se séparer⁵. » Il réservait, il est vrai, les nécessités supérieures de la configuration géographique, restriction perfide dont l'Alsace et la Lorraine nous met-

¹ *Discours*; t. II, p. 250.

² Voir le discours capital du 16 avril 1869, prononcé devant le Reichstag (*Discours*, t. II, p. 249 et suivantes).

³ *Discours*, t. II, p. 253.

⁴ Reichstag; séance du 14 mars 1867. *Discours*, t. I, p. 285.

⁵ Chambre des députés de Prusse; séance du 20 décembre 1866. *Discours*, t. I, p. 238.

tent aujourd'hui à même de mesurer toute la portée ! A cette époque encore, il trouvait mauvais qu'il suffît à un pays allemand « de tendre un doigt vers la Prusse pour se voir dépouillé, contre sa volonté, de tout ce qui constitue son existence propre et pour être uniformisé à la prussienne jusqu'à la peau¹. » Il protestait contre l'assertion que *le droit repose uniquement sur des baïonnettes*² ; il repoussait toute arrière-pensée de conquête ; il multiplait les protestations pacifiques.

La France, qu'il croyait ou feignait de croire puissante et bien gouvernée, était surtout l'objet de ses plus douces flatteries. « Les intérêts de la Prusse, disait-il, n'ont rien en soi qui ne fasse pas désirer la paix et des relations amicales de bon voisinage avec la France. *D'une guerre avec cette puissance, fût-elle heureuse, nous n'avons rien à gagner.* L'empereur Napoléon, au contraire des autres dynasties françaises, a reconnu, *en sa sagesse*, que la paix et la confiance mutuelle sont dans l'intérêt des deux peuples, naturellement appelés, non pas à se combattre l'un l'autre, mais à marcher ensemble, et en bons voisins, dans la voie progressive du bien-être et de la civilisation. *Seule, une Prusse indépendante peut entretenir de semblables relations avec la France, vérité que les sujets de l'empereur Napoléon ne reconnaissent peut-être pas tous également*³. »

Rendons justice à M. de Bismarck : voilà un compliment tourné de main de maître. Les Russes, qui s'y connaissent, ne sauraient, selon leur expression, mieux *enguirlander* l'étranger. Malgré ces bonnes dispositions du cabinet de Berlin, notre malheur a voulu que la guerre éclatât, et que le chancelier prussien jugeât nécessaire pour la Prusse de *gagner* quelque chose à sa victoire. Sans doute il y était poussé par sa destinée.

Si l'on veut un autre exemple des contradictions fâcheuses auxquelles la fatalité condamne M. de Bismarck, il faut relire le discours qu'il prononçait devant le Reichstag, le 18 mars 1867, au sujet des élections du duché de Posen. Il s'y pose en défenseur résolu des intérêts catholiques :

« Tout ceci m'autorise à conclure, disait-il, que si messieurs les députés de la langue polonaise, à côté de leur mandat général, ont un mandat particulier, ce ne peut être que de défendre l'Église catholique contre toutes les attaques. *Eh bien, messieurs, si ces attaques se produisaient, soyez convaincus que je serais pour vous, ainsi*

¹ Chambre des députés de Prusse; séance du 5 février 1866. *Discours*, t. I, p. 195.

² *Discours*, t. I, p. 121.

³ Chambre des députés de Prusse; séance du 20 décembre 1866. *Discours*, t. I, p. 237.

*que le gouvernement royal, un allié aussi sûr et aussi déclaré que l'est mon collègue catholique, le conseiller intime de Savigny*¹. »

Les catholiques allemands savent aujourd'hui ce que vaut cette alliance. Il est vrai qu'en 1866, la Bavière n'était pas encore complètement vassale de la Prusse.

Nous terminerons là ce chapitre de l'histoire des variations politiques de M. de Bismarck. Le lecteur en a vu, sans doute, assez pour fixer son jugement. Il ne nous reste qu'à faire connaître comment M. de Bismarck se juge lui-même. Il ne paraît pas supposer que sa conduite ni ses opinions puissent, le moins du monde, prêter à la critique, il s'étonne des appréciations souvent sévères dont il est l'objet, il se croit ou se dit calomnié. On a déjà vu qu'il s'estime bon juge en fait d'honneur prussien; il y revient plus d'une fois, comme s'il prévoyait des doutes; il proteste spontanément et avec une insistance que n'y mettrait peut-être pas un homme d'État sans reproche, de son respect pour les lois de la conscience : « Je vous prie seulement de croire, dit-il, que je possède aussi moi une conscience, que j'ai le caractère d'un homme d'honneur et que les destinées d'un État de vingt millions d'hommes ne sauraient être conduites sans conscience ni d'une autre façon que celle qu'un homme d'honneur peut employer.

« Si chacun ne m'accordait pas ce caractère, je n'aurais pu conserver pendant six années l'administration d'un peuple auquel l'honneur est cher, et si, m'appuyant sur ma conscience, ce dont j'ai le droit pour le moins autant que tout autre, je dis : conscience pour conscience, vous ne voulez pas faire comme je fais, je dépose mon mandat, alors se rouvre la triste question de cabinet, etc. »²

Remarquons-le en passant : rien n'est plus suspect que ces protestations de conscience, de franchise, de bonne foi, de dévouement au bien du pays, lorsqu'elles sont trop fréquemment portées à la tribune. Les hommes vraiment honnêtes et droits n'en usent point, elles leur sont inutiles : — ils croiraient presque se faire injure à eux-mêmes, s'ils y avaient recours.

M. de Bismarck ne témoigne pas seulement de son profond respect pour les lois de la conscience; il professe encore, en matière philosophique et religieuse, les opinions les plus orthodoxes. La discussion de la question de l'abolition de la peine de mort lui a fourni l'occasion de confesser « de cœur » la croyance à une autre vie,

¹ *Discours*, t. I, p. 312.

² Chambre des députés de Prusse; séance du 6 février 1868. *Discours*, t. II, p. 121.

DU PRINCIPE IMMATÉRIEL

DANS LES ÊTRES VIVANTS

Du principe vital et de l'âme pensante, par M. F. Bouillier, professeur de philosophie. — *Le système du monde moral*, par M. Ch. Lambert. — *Force et matière*, par le docteur Louis Büchner. — *De l'instinct*, par M. H. Joly. — *Le cours circulaire de la vie*, par M. J. Moleschott. — *Le vitalisme et l'animisme de Stahl*, par M. Al. Lemoine.

Le titre de cette étude ne saurait en faire connaître l'objet à la seule lecture, qu'à l'esprit de ceux qui se seraient déjà posé la question que nous avons dessein d'aborder ici, à l'occasion d'un certain nombre de publications plus ou moins récentes. Le mot *intelligence* éveille chez tout le monde une idée bien nette; chacun sait aussi ce qu'est la conscience, non la conscience morale — en appelant ainsi le mouvement sentimental d'après lequel la raison prononce sur la moralité des actes humains — mais la conscience psychologique, faculté mystérieuse par laquelle l'âme se connaît et s'observe. Dans l'échelle des êtres, on trouve à certains degrés, chez les êtres supérieurs, des êtres doués d'intelligence, comprenant, apprenant, se souvenant, mais n'ayant pas conscience d'eux-mêmes, ne sachant pas qu'ils existent. On constate cette force de l'intelligence, à un degré remarquable, chez le chien dressé pour la chasse. L'homme seul est intelligent et conscient. Non-seulement il a l'intelligence, dans la plus large acception du mot, mais il se connaît et s'observe, ce que l'animal ne fait pas. Ce que l'homme fait, le plus souvent il le veut d'une volonté raisonnée. La conscience, l'action de l'esprit sur l'esprit, l'intelligence sachant qu'elle est intelligence, est ainsi la grande faculté qui l'élève au-dessus de l'animal : par l'intelligence simple, il en diffère infiniment en degré; mais il en diffère bien

plus, en nature, par cette faculté propre qui le met en possession de, lui-même.

Nous parlons de l'intelligence comme faculté de comprendre, prenant le mot dans son acception la plus commune. Mais au-dessous de l'intelligence qui comprend sans se connaître, et, par conséquent, à deux degrés au-dessous de la conscience, par quoi l'homme et l'homme seul se connaît, on a constaté de tout temps une autre force appelée l'instinct. Il y a chez tous les êtres vivants une force cachée, une cause stimulante intérieure, qui pousse l'être à accomplir spontanément certains actes. C'est par l'instinct (de *ἐν*, dedans, et *πικτείν*, piquer), que les abeilles construisent leur ruche et que le castor bâtit sa maison. C'est aussi un acte instinctif, que la succion du lait par le nouveau-né au sein de sa mère. Ces actes des abeilles, du castor et de l'enfant nouveau-né sont-ils des actes intelligents? On ne l'a jamais pensé. Ce que font les abeilles, le castor et l'enfant nouveau-né, ils ne l'ont jamais appris, ni par eux-mêmes ni par autrui. L'instinct est donc une force particulière distincte de l'intelligence, soit que l'on considère l'intelligence dans l'animal, soit qu'on la considère dans l'homme. On peut regarder la conscience comme une intelligence particulière à l'homme, comme l'intelligence capable de s'exercer sur un objet particulier qui est elle-même. L'instinct sera aussi, si l'on veut, une branche de l'intelligence, une intelligence privée de volonté. Mais quelques rapports que l'on arrive à reconnaître entre l'instinct, l'intelligence et la conscience, il ne faudra pas moins reconnaître à trois forces distinctes, ou si l'on veut trois manifestations distinctes de la force qui anime différemment ou à des degrés différents tout être vivant. Il y a une quatrième manifestation de la force immatérielle, la force animique par laquelle l'être vivant pourvoit aux fonctions de la vie. Il faudrait logiquement la placer la première; cependant nous nous bornons à la nommer ici, parce qu'elle est contestée. Quelle est cette force générale, aux manifestations diverses dans l'homme, dans l'animal et dans la plante? Quels rapports peut-il y avoir entre ces diverses manifestations animiques, instinctives, intelligentes, conscientes? C'est ce que nous entreprenons de chercher.

Pour circonscrire une étude qui touche, comme on le voit, à la psychologie, à la physiologie et à l'histoire naturelle, nous devons nous placer à un point de vue absolument idéaliste. Nous ne pouvons avoir en vue qu'une idée, l'idée de force. Il y a une force dans tout être vivant : cette force, la matière organique ne l'a pas, et l'être vivant n'en a pas d'autre, car les propriétés de la matière inorganique n'ont rien de commun avec les forces de la vie et de l'intelli-

gence. Tel est le point de départ. Voyons donc quelle est cette force et comment elle apparaît dans l'échelle des êtres organisés, depuis l'homme en descendant jusqu'au lichen.

I

Le premier être où cette force aux manifestations diverses apparaît est l'homme. L'étude de l'intelligence de l'homme et de la conscience rentre dans la psychologie; nous n'avons pas à en parler ici autrement que pour en constater l'existence dans l'âme humaine. Nous y reviendrons d'ailleurs plus opportunément dans la dernière partie de cette étude. Les matérialistes pourraient nous arrêter dès ce premier mot, en contestant non la réalité des faits d'intelligence et de conscience, mais l'unité du principe intelligent et conscient. Mais s'il est possible de démontrer contre eux, comme nous espérons le faire, que non-seulement la vie de l'intelligence, mais encore

vie physiologique, tiennent au même principe, et que ce principe est un, l'unité du principe intelligent et inconscient se trouvera virtuellement démontrée dans l'unité plus ample qui fait à la fois l'homme physique et l'homme moral. Or notre thèse est celle-ci : Il n'y a dans l'homme qu'un principe qui préside à la vie psychologique et à la vie de l'intelligence, et ce principe nous l'appelons, avec les philosophes spiritualistes de tous les temps, l'âme.

On touche ici à la question fondamentale de la philosophie médicale. Qu'est-ce que l'homme physique? Qu'est-ce que la vie physiologique? L'homme n'est-il qu'un agrégat de matière régi par les seules et mêmes lois qui régissent la matière inorganique? La vie n'est-elle qu'un ensemble de phénomènes physiques, mécaniques, chimiques, hydrauliques? Les diverses parties qui forment un corps vivant, homme, animal ou plante, ont-elles, au contraire, des propriétés spéciales et distinctes, autres que les propriétés communes de la matière inorganique? Au contraire encore, ces propriétés particulières des diverses parties des corps vivants ne doivent-elles pas être ramenées à un principe unique, ou plutôt ne sont-elles pas des manifestations diverses d'un même principe, principe vital, dynamisme, distinct de l'âme, si l'on admet l'âme. Au contraire enfin, en admettant l'âme, le principe de la vie et de tous les phénomènes de la vie de l'homme n'est-il pas dans l'âme même, dans l'âme intelligente et pensante?

Voilà quatre systèmes différents, qui ont eu chacun leurs défen-

seurs. Nous ne sachions pas qu'aucun écrivain de quelque valeur soutienne aujourd'hui la doctrine qui ne voit dans l'homme qu'un agrégat de matière régi par les seules lois de la matière, si l'on ne peut compter le docteur Büchner, qui ne reconnaît dans la vie « que l'action de forces chimiques et mécaniques ; » le mécanisme de Boerhaave n'allait pas jusque-là. Descartes et Malebranche ont bien écrit que tout ce qui ne pense pas n'est que machine ; mais le caractère si absolu de cette proposition était singulièrement corrigé par la doctrine des esprits animaux, qui aboutissait, en dernière analyse, à doter les corps vivants de propriétés particulières. La doctrine des propriétés vitales de la matière dans les corps organisés a eu, au contraire, une tout autre fortune : elle règne en France dans le corps médical presque tout entier ; elle fleurit dans l'école de Paris sous le nom d'organicisme. Avec d'innombrables distinctions, sous-distinctions, corrections, limitations, sans aucune importance au fond malgré les nuances infinies données successivement à la doctrine mère, chaque physiologiste ayant donné la sienne, la doctrine des organiciens semble pouvoir être formulée ainsi : il n'y a pas de vie générale ; il n'y a de force que les forces inhérentes aux organes, et la vie ne peut être autre chose que l'ensemble de ces organes agissant. Telle est l'idée fondamentale de l'organicisme physiologique. Mais il est difficile d'admettre qu'il y ait là une vérité de philosophie naturelle, et que l'organicisme puisse être autre chose qu'une méthode. Depuis Bordeu et Haller, les physiologistes organiciens ont bien cherché à ramener à un ou deux caractères communs les propriétés vitales de l'agrégat matériel qui constitue le corps humain, et l'on a eu successivement la sensibilité, l'irritabilité, la contractilité, etc. Si les physiologistes organiciens s'en étaient tenus là la philosophie n'aurait pas qualité pour les quereller ; mais au delà de ces forces inhérentes aux organes, ils n'ont voulu rien voir, et s'étant imposés méthodiquement de ne considérer les propriétés vitales que dans les organes, ils se sont trouvés conduits à déclarer qu'il n'y a rien en effet au delà de ces propriétés localisées. Le dernier mot de l'organicisme est ainsi la localisation de la vie dans l'ensemble des organes qui font l'homme physique. C'est en cet état que la question se présente à l'examen du philosophe.

Nous ne nous résoudrions jamais à porter un jugement sur cette doctrine physiologique, si elle ne touchait qu'à des questions de physiologie. Mais, on ne saurait trop le redire, les physiologistes organiciens n'ont localisé la vie dans les organes que par méthode. La méthode ontologique n'ayant jamais conduit, pendant des siècles, dans les sciences naturelles, qu'à des hypothèses invariablement détruites par l'observation, on comprend que la physiologie moderne

ait résolu de ne plus marcher désormais qu'en s'appuyant sur des faits observés. Or, au delà de l'étude des forces localisées, l'observation n'a plus à s'exercer. Mais la science par l'esprit ne finit pas là où finit l'observation par les yeux ; et si la physiologie a dû s'imposer de ne considérer que des faits saisissables, la philosophie a le devoir de chercher le principe supérieur auquel les faits que la science lui livre peuvent être ramenés.

Encore une fois, nous ne voulons pas prononcer sur la méthode de la physiologie moderne. Peut-être serait-il permis de penser qu'en ramenant méthodiquement l'étude de l'homme physique aux conditions de l'étude des corps inorganiques, en ne voyant dans les forces vivantes de chaque partie de l'organisme que des propriétés de la matière, en localisant ces forces dans chacune de ces parties, en ne considérant la vie que comme une manifestation physique, un résultat, alors qu'elle est peut-être un principe, en écartant l'unité du principe de vie comme une hypothèse, quand sans doute c'est une réalité, on s'expose à conclure sur un examen incomplet des faits, et qu'alors, après avoir cru ne marcher qu'appuyé sur l'observation, on se trouve en défaut du côté de l'observation même, ayant écarté le fait capital qui domine et détermine tous les faits particuliers. Mais si la question de la méthode physiologique échappe à la compétence du philosophe, le philosophe reprend tous ses avantages vis-à-vis du physiologiste, quand celui-ci vient affirmer que ce qu'il n'a pas voulu voir par prudence, ce qu'il n'a pas dû voir par méthode, n'existe pas.

Or la raison nous dit que les forces vitales ne peuvent pas être des forces isolées, indépendantes, et que s'il y a des manifestations diverses de la vie, c'est qu'il y a une vie générale. L'esprit a, en quelque sorte, naturellement l'intuition de cette vérité. Si donc il n'est pas retenu par un doute méthodique, il cherchera la vie ailleurs que dans les organes. Ces recherches conduiront le philosophe à un résultat considérable. En effet, s'il y a une vie générale, les organes du corps humain n'en seront pas le *substratum*. Il ne faudra plus parler de matière douée de propriétés vitales. On induira alors un principe de vie qui sera de toute nécessité immatériel ; l'agrégat humain ne sera pas un agrégat matériel doué de propriétés particulières appelées vitales ; il sera un résultat, un produit. On voit ici ce qui fait la grande difficulté de l'étude de la nature organique : si le physiologiste sort de l'observation des faits observables par les yeux du corps, il peut courir le risque de se perdre dans l'ontologie ; mais s'il persiste à ne reconnaître que des faits de cette sorte, il est inévitablement condamné à raisonner sur des faits incomplets.

Dans les dernières années du dernier siècle, un savant doué d'une

véritable force d'esprit, Barthez, fondateur de l'école de Montpellier, n'a pas hésité à faire un pas décisif au delà de la doctrine des organiciens. Dans ses *Nouveaux éléments de la science de l'Homme*, Barthez affirme l'existence d'un principe distinct de la matière organisée. Le principe vital de Barthez régit l'agrégat humain, préside à toutes les fonctions de la vie. Est-ce un être, une substance ? n'est-ce, au contraire, qu'une force ? On peut quelquefois douter, car l'expression laisse souvent à désirer. Mais l'interprétation des disciples et la raison permettent de suppléer à ce qui peut manquer au maître en clarté et netteté. Or, dans la pensée de Barthez, le principe vital manifeste une force. Comme une force suppose un être, une substance dont elle est l'attribut ; comme, d'un autre côté, cette force dont Barthez parle trop souvent d'une manière ambiguë, n'est pas une propriété de la matière, elle ne peut être qu'un attribut d'un être distinct, immatériel, insaisissable par les sens.

Le principe vital de Barthez est donc un être, une substance immatérielle, et comme Barthez reconnaît à l'homme une âme intelligente, il suit que dans sa doctrine il y a dans l'homme deux âmes, l'une pour la pensée, l'autre pour la vie. L'homme, être vivant et intelligent, est ainsi sous l'empire de deux dynamismes. Aussi la doctrine des vitalistes, comme on appelle les physiologistes de l'école de Montpellier, s'est-elle désignée du nom de duodynamisme.

Le duodynamisme ou vitalisme, qui a eu d'assez nombreux adhérents en dehors de l'école de Paris, quoique plus rationnel que l'organicisme, peut soulever cependant de bien grandes objections. Voilà pour l'homme deux âmes présidant chacune à des fonctions différentes sans doute, mais agissant peut-être incessamment l'une pour l'autre dans le rapport de ce que l'on a appelé le physique et le moral : comment font-elles ménage ensemble ? Comment comprendre cette action simultanée de deux substances immatérielles pour l'accomplissement chacune de sa fonction, et cette autre action réciproque de l'une sur l'autre, dans ce que l'on appelle les rapports du physique et du moral, qui serait plus étonnante encore ? Quel lien les unirait ? sont-elles dans une dépendance réciproque ? sont-elles indépendantes ? Y aurait-il entre elles une harmonie préétablie ? Voit-on ces deux âmes, ces deux principes s'en allant...

pas à pas, côte à côte,
Comme s'en vont les vers classiques et les bœufs,
L'un disant : tu fais mal, et l'autre : c'est ta faute.

Sans doute, les sciences morales et les sciences naturelles ne peuvent pas tout expliquer, et nul n'est autorisé à conclure de l'obscurité d'un fait physique ou moral à sa non-existence ; mais, qu'on le

remarque bien, on est ici en présence non d'un fait inexpliqué, mais d'une contradiction. Or, si la raison peut hésiter, douter et doit se taire en présence d'un fait ou d'une conjecture qui la dépasse sans la heurter, elle ne peut pas avoir la même complaisance vis-à-vis d'une conjecture qui la contredit, parce qu'elle contient alors en elle-même une inextricable négation.

Si toutes ces explications philosophiques des phénomènes de la vie sont inadmissibles, il faut arriver à une quatrième conjecture. Dans le système de l'animisme, qui n'appartient pas proprement à Stahl, mais auquel Stahl a donné son nom parce qu'il l'a étudié et développé plus complètement qu'aucun autre physiologiste ou philosophe, la force qui préside à tous les actes de la vie, qui forme et conserve l'être vivant, n'est autre que la force inhérente à l'âme même, à l'âme intelligente, raisonnable, pensante. C'est l'âme, l'âme intellectuelle qui, chez l'homme, forme le corps et le conserve. Le même principe a formé l'homme et le fait durer : *Vis vitalis principium vivificans est, vis formalis, actus servatoris vitæ, actus conservationis.* (Stahl, *De mixti et veri corporis vera diversitate.*) Tous les actes conscients de l'homme et tous les actes inconscients, comme sont ceux de la vie organique, sont des mouvements de l'âme intellectuelle, la seule âme qui constitue l'homme physique et moral : *Motu omni utique sua agit anima.* (Id., *De scopo et fine corporis.*) Telle est la doctrine que M. F. Bouillier analyse et développe historiquement dans un livre d'une véritable valeur sur la philosophie médicale de Stahl.

Cette doctrine est fort ancienne; la philosophie du moyen âge la professait. Dans un livre introuvable que nos études philosophiques et notre passion de bibliophile nous ont fait rechercher, dans un traité inconnu du fameux Savonarole, l'âme est le principe de la vie : *Anima est principium vegetandi et sentiendi et intelligendi : unde etiam est causa corporis formalis quæ dat illi esse.* (*Compendium totius philosophiæ*, etc., lib. X. Venetiis, 1534.) Dans un autre petit livre presque aussi rare, dans le *De anima*, de Mélancthon, l'âme est une, mais avec des attributs divers; elle est végétative, sentante et rationnelle. (*De anima*. Lyon, 1542, p. 345.)

On a dit que l'âme est une force. Pour l'exactitude du langage, nous ne saurions admettre ce commencement de définition. L'âme est une substance, une substance douée de force. De même que dans le monde inorganique il n'y a pas de force sans matière ni de matière sans force, dans le monde immatériel, une substance absolument inerte ne saurait se comprendre; et partout où apparaîtra une force qui ne sera pas une force de la matière, il faudra en induire une substance immatérielle spirituelle. C'est la grande différence

entre l'organicisme d'un côté, et d'un autre côté le vitalisme et l'animisme. Dans les trois écoles, les manifestations de la vie sont les manifestations d'une force; mais dans l'organicisme cette force est l'attribut de la matière; dans le vitalisme et dans l'animisme, elle est l'attribut d'une substance immatérielle. Cette substance appelée âme a certainement une force pour attribut; mais appeler l'âme une force, c'est confondre l'attribut et l'être.

L'âme donc est une substance douée de force, et l'un des modes d'action de la force inhérente à l'âme est l'action incessante et inconsciente par laquelle elle a formé et conserve l'appareil d'organes qui constitue l'homme physique. « Dans les corps vivants, dit G. Cuvier, aucune molécule ne reste en place; toutes entrent et sortent successivement. La vie est un tourbillon continu dont la direction, toute compliquée qu'elle est, demeure constante, ainsi que l'espèce des molécules qui y sont entraînées, mais non les molécules individuelles elles-mêmes; au contraire, la matière actuelle du corps vivant n'y sera bientôt plus, et cependant elle est dépositaire de la force qui contraindra la matière future à marcher dans le même sens qu'elle. (*Rapport historique sur les progrès des sciences naturelles*, p. 200.) C'est ce mouvement incessant de la matière dans les corps vivants que l'on a appelé le tourbillon vital. Je ne connais pas de phénomène qui témoigne plus hautement en faveur de l'immatérialité de l'âme, autrement dit de son existence, nous montrant l'homme restant identique au terme d'une vie durant laquelle toute la matière corporelle s'est renouvelée plusieurs fois. Mais ce phénomène du tourbillon vital, quelle force peut l'accomplir, si ce n'est l'unique principe spirituel dont on puisse concevoir l'existence dans l'individu?

Le matérialisme opposera à cela que l'âme, informant le corps n'est qu'une hypothèse. Mais toutes les sciences n'abondent-elles pas en faits tenus pour certains et qui ne sont que des hypothèses vérifiées ou seulement probables? Prouvera-t-on jamais la loi de l'attraction, ou Newton n'est-il qu'un rêveur? L'un des plus grands philosophes de l'ère moderne, Leibnitz, dont aucun savant ne peut récuser l'autorité, adopte comme critérium de la vérité, le principe de contradiction fortifié par la raison suffisante. Toute idée est vraie, dit Leibnitz, qui n'est pas contradictoire avec elle-même dans ses conséquences et qui se justifie suffisamment à la raison. Or si l'animisme, étant admise l'existence de l'âme comme nous le supposons, est seul rationnel; si par lui tous les phénomènes de l'ordre physiologique et de l'ordre moral s'expliquent; si, en dehors de l'animisme, ils restent inexpliqués ou n'ont que des explications forcées, on sera conduit à reconnaître en lui une vérité.

Il est, dit-on, absolument absurde de penser que des fonctions aussi compliquées que celles des actes de la vie organique sont accomplis par l'âme qui, en tant qu'être intelligent n'en a aucune idée? Pourquoi? Est-il donc absurde de supposer dans l'âme intelligente et active une double activité ou plutôt deux parties dans l'activité, la même âme active et consciente de son activité dans les actes de l'intelligence, et active mais inconsciente de son activité dans les fonctions de la vie organique et dans les actes purement instinctifs, plus fréquents qu'on ne croit communément chez l'homme? Si le mécanisme physiologique est une explication absolument insensée, qui n'a plus de défenseurs aujourd'hui, à une époque où il n'est pas d'absurdité qui n'ait le sien; si l'organicisme ou organico-vitalisme n'est guère plus raisonnable et ne peut avoir de valeur, et quelle valeur! que comme méthode scientifique; si le vitalisme pur ou dodynamisme est inacceptable, comme on vient de voir, l'animisme reste seul possible comme vérité philosophique. Quand on cherche l'explication d'un fait qui échappe aux sens, il faut s'arrêter provisoirement à la plus plausible. Donne-t-elle la raison de tout l'ensemble des phénomènes qu'elle a pour objet? l'hypothèse alors monte d'un degré et devient presque une certitude.

La vie est un mouvement, tout le monde le reconnaît, et ce mouvement est la manifestation d'une force qui ne peut pas être une propriété de la matière; car la matière n'opère jamais par ses propriétés que des faits isolés. La raison est positivement impuissante à concevoir comme propriété de la matière une force qui, dans son action générale, régirait la matière même; il y aurait là une flagrante contradiction. Or nous savons, par l'observation psychologique, comme fait de conscience, que l'homme individuel a une âme et que cette âme est l'individu même. Voilà un principe, un être, une substance, d'où partent tous les actes intelligents. Cette substance est une. Pourquoi la force particulière qu'elle a pour attribut ne présiderait-elle pas aux actes de la vie organique, comme à ceux de la vie de relation? Comment même y aurait-il une autre force qui y présidât? Imaginera-t-on avec l'école vitaliste un second principe aussi immatériel que l'âme pour les actes de la vie organique? On aura alors deux âmes. Mais pourquoi deux âmes? L'objection élevée contre l'animisme se relève alors de toute sa force contre le vitalisme. Une seule âme douée d'une activité consciente pour les actes de la vie intelligente et d'une activité inconsciente pour les actes de la vie organique n'est assurément pas plus inconcevable que deux âmes douées chacune d'une activité propre et différente.

Par cette concession momentanée qui place sur une même ligne,

au regard de la raison, le système vitaliste et le système animiste, nous faisons encore la part trop belle à ceux des adversaires de l'animisme qui se résoudraient à se faire vitalistes désespérément. Mais nous avons hâte de reprendre l'avantage. Nous disons donc aux organiciens : votre système est incomplet et boiteux ; vos propriétés vitales de la matière ne peuvent être que des modes d'une propriété générale, car au-dessus de la vie que vous localisez dans les organes, il y a la vie dans son unité, dont la vie particulière ne peut être dans chaque organe qu'une manifestation : à quoi rattachez-vous ces modes de la vie générale ? — Et nous disons aux défenseurs du vitalisme, du duodynamisme : Deux dynamismes, c'est trop. Vous avez trop d'imagination. Cet être distinct de l'âme, cette substance immatérielle que vous appelez principe vital ne peut pas coexister avec l'âme, que vous admettez aussi bien que nous. Si votre principe vital a formé le corps et le conserve, sans doute il y héberge l'âme : à quel moment de la vie intra-utérine ou extra-utérine a-t-elle pris possession de son logis ? Ces deux âmes, l'âme de la vie et l'âme de l'intelligence, sont-elles nées au même instant de raison ? Choisissez : ou une seule âme pour la vie organique et pour la vie intellectuelle, par quoi l'être vivant et intelligent est *un* ; ou une âme pour la vie organique seulement, ce qui vous conduit à anéantir l'intelligence chez l'homme. Choisissez, mais renoncez à votre dualité animiste tout à fait inexplicable.

L'hypothèse animiste donne à l'esprit cette satisfaction d'expliquer, en les ramenant à un principe commun, tous les faits de la vie de l'homme, les faits de la vie organique, les faits de la vie instinctive, comme la succion du lait par le nouveau-né au sein de sa mère, les faits de la vie intellectuelle et tout un ordre de faits particuliers connus sous le nom de rapports du physique et du moral. Ce n'est, dira-t-on, qu'une hypothèse. Mais si elle est plausible en soi, c'est-à-dire rationnelle, si tous les faits connus la confirment, si cette hypothèse est telle, qu'en l'admettant tout s'explique et qu'en la rejetant rien ne s'explique plus, ne faudra-t-il pas lui reconnaître au moins le plus haut degré possible de probabilité ? La cosmographie n'a rien qui soit certain d'une autre manière. Quand on demandait à Copernic comment il avait trouvé son système : J'ai vu, disait-il, qu'en faisant de la terre le centre du monde, rien ne s'expliquait, et qu'en la faisant au contraire tourner autour du soleil, tout devenait explicable, j'en ai conclu que ce n'était pas le soleil qui tournait, mais la terre.

Nous n'aurions pas qualité pour parler d'une façon scientifique de l'action de l'âme dans la vie organique. Mais quelle que soit la complication de l'organisme humain, rien ne peut se concevoir

plus facilement que la force plastique de l'âme, soit dans la vie extra-utérine, soit même dans la vie intra-utérine, que la force de l'âme, disons-nous, informant le corps. Que l'on s'en tienne seulement à ce que l'on sait de la matière. La chimie moderne a démontré que la matière, quelle qu'elle soit, aussi bien dans le règne minéral que dans le règne animal et dans le règne végétal, n'est que de l'éther condensé; et Schelling a dit, par une intuition de génie dont il ne faudrait pas trop presser l'expression, que la matière et bien plus vraisemblablement l'éther sont de l'esprit éteint. D'un autre côté, dans tout corps matériel, les molécules qui le composent sont plutôt juxtaposées que jointes; car la jonction absolue serait l'unité; il n'est pas de corps matériel connu qui ne soit perméable à quelque agent subtil, ne serait-ce que la chaleur. Chaque molécule de matière baigne dans l'éther; en d'autres termes, chaque particule d'éther condensé baigne dans l'éther libre. Tout cela posé, reprenant notre question, nous le demandons : quoi de plus facile à concevoir qu'un agent immatériel s'appropriant d'abord une substance éthérée, la faisant matière, donnant à cette matière des formes, lui imprimant le mouvement, procédant ainsi d'une façon continue à un double travail d'assimilation et d'élimination, augmentant, puis diminuant graduellement son action durant un espace de temps fixé par l'intensité du principe qui la constitue, jusqu'à l'heure mystérieuse où cessera pour elle toute puissance de manifestation, où viendra la mort?

Ce que nous décrivons ainsi d'une façon trop incomplète, cependant c'est la vie. Si nous osions risquer une définition nouvelle, après tant de définitions inacceptables, nous définirions la vie un mouvement, le mouvement de l'âme informant le corps. L'âme serait ainsi le ressort qui meut et transporte par une action inconsciente et inconsciente les éléments des corps vivants. C'est bien l'âme qui imprime au cœur le mouvement, qui procède à la nutrition, qui choisit les humeurs et les envoie à destination; et s'il y a quelque perturbation dans les fonctions de la vie, si l'être vivant est malade, le véritable siège de la maladie ne peut être que l'âme. Oserions-nous ajouter, après cela, que la véritable thérapeutique ne saurait par conséquent avoir que l'âme pour objet?

Une activité inconsciente de l'âme dans les fonctions de la vie organique n'a rien qui soit beaucoup plus étonnant que cette autre activité que l'âme manifeste dans les mouvements que les physiologistes appellent réflexes. Qui de nous a vécu un seul jour sans accomplir mille mouvements dont l'esprit n'a ni conscience ni souvenir? Sans doute, les fonctions de la vie organique sont d'une autre nature, ce sont des fonctions savantes; mais s'il faut les

expliquer, le matérialisme les expliquera-t-il mieux? La matière accomplissant les fonctions de la vie par le seul jeu de ses forces, si prodigieusement savante à son insu, ne serait-elle pas mille fois plus extraordinaire que l'âme inconsciente? On peut, il est vrai, renoncer à chercher une explication; mais cela revient à dire qu'il faut se résigner à l'ignorance et s'y complaire; avec un tel sentiment, l'humanité en serait encore à l'état d'enfance.

Que les matérialistes et même les vitalistes nous disent donc comment il se fait que tel médicament violent, perturbateur de l'économie animale, sans odeur ni saveur, inspire, après un premier essai, un insurmontable dégoût? Bien plus, s'il a été dilué dans une liqueur sentie jusqu'alors agréable, la liqueur, même sans le médicament, répugnera au goût désormais indéfiniment. Tel malade, pour avoir avalé de l'émétique dans du vin de Madère, ne boira plus de vin de Madère de sa vie. C'est que l'âme, l'âme intelligente et cette fois consciente, recule devant cette sorte de prenez-y garde; c'est qu'elle a été associée à l'effet médicamenteux, et que la faculté inconsciente de l'âme a exercé une mystérieuse action sur la faculté consciente.

La question est inépuisable. Le caractère physique et le caractère moral des races humaines, l'hérédité de la maladie et des prédispositions vertueuses ou vicieuses, les effets des passions si fortement empreints sur le visage de ceux qui les éprouvent, la force de l'habitude, et tant d'autres phénomènes, s'expliquent dans l'animisme, et ne s'expliquent que là. Mais c'est surtout dans les rapports du physique et du moral que l'animisme se justifie pleinement.

Cabanis a publié un livre célèbre sur la question de ces rapports. Sensualiste et même matérialiste comme il était, il ne pouvait être question, dans son livre, de deux forces indépendantes, coexistantes et agissant réciproquement l'une sur l'autre. Aussi, Cabanis déclare-t-il en toutes lettres que le moral n'est que le physique sous un autre aspect. Dans sa doctrine, le cerveau élabore la pensée comme l'estomac élabore le chyle qui doit servir à la nutrition; il la « sécrète organiquement ». L'influence de l'âge, du tempérament, du climat, du régime sur les affections morales, ou au moins ce que l'on appelle de ce nom, ne seraient ainsi que des influences physiques; disons mieux, les idées et les affections morales ne seraient que des manifestations physiques.

Je n'entreprendrai jamais, même occasionnellement, une réfutation du matérialisme; je ne le comprends pas. Quand M. Moleschott écrit que la pensée est un mouvement de la matière, je m'arrête, je regarde et je ne vois plus : la matière étant de soi inerte, il

y aurait donc un mouvement sans moteur? Il m'est aussi absolument impossible de rien voir qui ait un sens quelconque dans cette idée, que la matière sent, veut, agit intelligemment. Sur ce point, le trop fameux livre de Büchner, très-faible, très-peu neuf, plus que médiocre, en somme, n'a pas ajouté une erreur au ténébreux fatras d'erreurs sur lequel le matérialisme végétait au siècle dernier. Mais, si Cabanis a été jusqu'à un certain point conséquent dans une prétendue doctrine où il ne peut y avoir ni conséquence, ni inconséquence, on peut l'être à bien meilleur titre en retournant sa proposition que le moral est le physique sous un autre aspect, et en disant que le physique est un aspect du moral. La perturbation physique dans le corps vivant, la maladie, ne sera ainsi que l'effet rendu sensible d'une perturbation animique, un désaccord dynamique, un trouble de l'âme; ce sera l'âme gênée dans l'action inconsciente par laquelle elle pourvoit à la vie organique. Si la cause de la perturbation physique est un accident physique, par exemple, une lésion traumatique, la maladie sera un désaccord dynamique de l'âme gênée dans son action vitale réparatrice. Si, au contraire, la maladie a une cause interne, le trouble fonctionnel, la maladie sera l'impuissance de l'âme à poursuivre l'accomplissement normal de son action dans la manifestation de la vie. Tout devient ainsi d'une explication facile : les maladies mentales ayant pour cause ou pour effet une altération du cerveau, organe de la pensée, les maladies héréditaires, la violence ou l'atonie de tel ou tel tempérament, l'influence du régime ou du climat, la différence des sexes, la vieillesse du corps suivant celle de l'âme dans la destinée que l'âme accomplit ici-bas, tout cela découlera d'un même principe. On saura dorénavant comment la nouvelle subite de la mort d'un fils foudroie la mère, et comment un événement heureux inattendu ranime, pour quelques heures, un agonisant.

Revenons, pour finir sur ce point, à ce qui fait particulièrement l'objet de cette étude. Voilà dans le monde créé la plus haute force que l'on puisse concevoir, une force d'abord plastique, puis instinctive, puis intelligente, puis consciente; elle est l'attribut de l'âme humaine. L'âme d'abord forme le corps, puis elle le conserve et le développe, puis, tout en continuant son action conservatrice, s'élève à l'intelligence des choses extérieures, puis prend possession d'elle-même en devenant consciente. Le développement graduel d'un seul et même principe explique tout cela. Mais, dans ce développement continu, un phénomène remarquable se produit : la force instinctive, dans l'âme humaine, décroît en proportion du développement de l'intelligence. L'instinct, par exemple, qui apparaît chez le nou-

veau-né suçant le lait au sein de sa mère, ira s'amoindrissant toujours à mesure que se développera l'intelligence d'abord engourdie, si bien que l'on aura quelque peine à reconnaître plus tard, chez cet être devenu adulte, des manifestations d'une force purement instinctive. Nous ne parlons ici que de l'instinct, distinguant l'instinct de l'intelligence, et le distinguant aussi de la force animique que l'âme exerce dans les fonctions de la vie et que naturellement elle ne saurait cesser d'exercer sans que l'être cessât de vivre. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce phénomène et nous essayerons d'en donner une explication, qui cependant ne pourra être que conjecturale; cette explication sera plus facile quand nous aurons étudié la force immatérielle dans l'animal.

II

Il est peu de questions sur lesquelles on ait autant écrit que sur celle de l'âme des bêtes; elle a dû occuper tous les philosophes qui ont compris que la psychologie humaine n'est complète que par l'étude d'une sorte de psychologie comparée. Descartes et Malebranche ne voyaient dans l'animal qu'une machine, et l'on sait que ce dernier, le doux philosophe, avait une chienne qu'il battait sans miséricorde, persuadé qu'elle ne sentait rien, et qu'elle ne criait pas autrement qu'à la façon dont grince un engin mal huilé. Plus récemment un savant modeste, Frédéric Cuvier, frère de l'illustre naturaliste Georges Cuvier, a considérablement élucidé la question en distinguant ce qui tient à l'instinct chez l'animal et ce qui tient à l'intelligence. Des abeilles construisent leurs ruches, l'oiseau bâtit son nid, le chien du contrebandier transporte des choses prohibées et déploie toutes les ruses pour échapper au douanier. Entre l'acte de l'abeille et de l'oiseau d'une part, et d'une autre part les opérations de contrebande faites par le chien, il y a évidemment une différence qu'il faut préciser. Quelle est-elle?

L'instinct, si l'on voulait le définir étymologiquement, serait une cause stimulante intérieure; mais l'idée que l'on se ferait ainsi des actes instinctifs pourrait être fort erronée, car on serait conduit à confondre les actes purement et véritablement instinctifs avec d'autres actes tout différents, que l'homme ou l'animal accomplit sous l'empire d'un penchant de la nature. L'instinct, ainsi entendu, serait une cause, mais le penchant moral est aussi une cause. Or il n'y a rien de commun entre la cause en vertu de laquelle un essaim

d'abeilles construit une ruche et celle par laquelle tel homme s'abandonne à telle passion désordonnée. Pour se faire une idée nette de l'instinct et le distinguer des autres attributs du principe qui anime les corps vivants, il faut le considérer comme force se manifestant au dehors. M. Joly, dans son livre, riche de faits, n'a peut-être pas assez caractérisé l'instinct, faute de l'avoir suffisamment distingué de ce qu'il n'est pas. L'instinct serait ainsi la force involontaire, et par conséquent irréfléchie, par l'action de laquelle l'être vivant obéit à sa nature dans l'accomplissement d'actes extérieurs.

Nous en avons assez dit dans les pages qui précèdent pour faire voir combien est erronée l'opinion commune qui considère l'instinct comme l'intelligence des bêtes, et qui, pour être conséquente, ne devrait voir dans l'intelligence que l'instinct de l'homme. Il y a des actes instinctifs chez l'homme, peut-être même chez certaines plantes, et l'animal est souvent intelligent. Pour arriver à des idées nettes, l'instinct doit être considéré en soi et étudié comme une force distincte, indépendamment du caractère intellectuel de l'être qui en est doué. Or l'instinct est une force distincte de la force animique en ce que cette dernière force n'accomplit que des actes internes qui ne cessent pas d'être tels même quand ils déterminent des manifestations extérieures, et il diffère de l'intelligence en ce que la volonté, même irréfléchie, n'y apparaît jamais.

L'intelligence pure est, en effet, une force volontaire; mais où la volonté ne se connaît pas; elle n'est pas aveugle comme l'instinct, mais là où elle existe seule elle ne peut arriver qu'à un développement assez prochainement borné. Partout où il y a choix, élection, volonté, il y a intelligence; mais l'intelligence sans conscience, sans réflexion, sans action de l'esprit sur l'esprit, n'aura jamais une méthode, un plan d'action. Or, sans méthode, pas de progrès infini. Ainsi s'explique comment l'animal le plus intelligent, comme le chien de montagne, ne peut cependant s'élever à l'intelligence de tout un plan d'opérations quand elles arrivent à un certain degré de complication. Et quand l'intelligence de tel animal nous étonne, nous nous émerveillons d'un phénomène intellectuel dont nous sentons confusément l'importance; nous admirons ce que peut la force spirituelle pourvue de volonté sans doute, mais privée de réflexion.

C'est aux naturalistes à rechercher jusqu'à quel point les différentes espèces sont douées soit d'instinct, soit d'intelligence. Dans cette étude il y aura souvent quelque difficulté à reconnaître si tel acte est un acte instinctif ou s'il est intelligent. L'araignée, par exemple, agit instinctivement quand elle tisse sa toile; mais ne fait-elle pas un acte d'intelligence quand elle la répare ou quand elle y épie le moucheron? Mais quelque difficulté qu'il puisse y avoir à préciser

le caractère de tel ou tel acte, la grande distinction entre l'intelligence et l'instinct subsistera toujours : une loi naturelle ne périt pas parce qu'il y a des faits difficiles à saisir et où l'esprit de l'homme ne peut en poursuivre l'observation.

Voilà donc, dans l'animal, deux manifestations de la force : une force aveugle, involontaire, innée, sous le nom d'instinct ; une force volontaire, agissant par expérience ou instruction, mais privée de réflexion, sous le nom d'intelligence. A un certain degré d'élévation dans l'ordre de la création, l'animal, comme le chien et le cheval, connaît, se souvient, comprend, s'apprivoise ; il compare, il sait compter ; il apprend, par sa propre expérience ou par l'enseignement d'un être supérieur ; il généralise des idées, comme, par exemple, quand la vue de plusieurs hommes a fait naître en lui l'idée générale d'homme. Mais il y a une opération intellectuelle que l'animal n'accomplit jamais, il ne réfléchit pas.

L'homme a de commun avec l'animal l'instinct dans son très-bas âge et l'intelligence privée de réflexion durant le temps très-court où l'âme, sortant de son engourdissement, aspire à prendre conscience d'elle-même. Mais quand il est en pleine possession de son être, la force instinctive et la force intellectuelle pure, privée de réflexion, ont à peu près disparu. On peut aussi constater tous les jours par l'observation, que chez l'animal l'intelligence est en raison inverse de l'instinct, et que l'instinct apparaît de la façon la plus étonnante, comme chez les abeilles et les castors, précisément quand l'animal est le moins susceptible d'éducation.

Comment expliquer cette sorte de proportion inverse entre l'intelligence et l'instinct ? Ne serait-ce pas que toutes les forces immatérielles ont un principe commun qui est dans l'âme, et que, par une tendance toute naturelle, qui est pour l'être le principe de sa conservation et de son développement, l'âme sera invinciblement portée à faire usage de la force la plus ample dont elle est pourvue ? L'homme doué d'une intelligence consciente ne fera plus usage que de cette force. En effet, quand l'homme accomplit quelque acte d'intelligence inconsciente, il a le sentiment qu'il n'a plus agi comme homme : il a eu ce que le langage commun appelle une *absence*. De même, l'animal doué d'intelligence, de cette nue intelligence dont nous nous sommes appliqué à préciser le caractère, n'agit plus que par cette intelligence, au moins dans la mesure où il en peut faire usage. La cause stimulante intérieure qui détermine chez les espèces inférieures des actes seulement instinctifs déterminera chez les espèces supérieures des actes intelligents. La procréation, acte instinctif chez la brute, est acte intelligent chez l'homme, et la société involontaire des abeilles est la société voulue de l'humanité. Admirable

loi du monde animé qui, dans l'ensemble de la création, maintient chaque espèce, et dans l'espèce, chaque individu à son rang! L'être qui peut quelque chose ne peut pas ne pas pouvoir. L'animal qui comprend répudie l'instinct; il n'agit plus que par volonté, dès qu'il peut agir par volonté. Si chez l'homme cette volonté est consciente, l'homme n'accomplira plus que des actes conscients. Élevons-nous plus haut : l'homme possédé d'une idée qu'il croit vraie s'en fera le martyr; il voudra d'une volonté irrésistible tout ce qui pourra en amener la réalisation, même au prix de son bonheur, même au péril de sa vie.

Nous avons distingué incidemment, dans les lignes qui précèdent, l'intelligence pure de l'intelligence consciente, qui se connaît, qui se possède. L'intelligence consciente ou plus simplement la conscience est l'attribut exclusif de l'homme parmi les êtres créés; l'animal ne l'a pas. Cette dernière proposition n'est peut-être pas susceptible d'être prouvée rigoureusement. Comment démontrer que cette faculté n'appartient pas à l'animal, parce que jusqu'à présent elle n'est jamais apparue? Cependant il n'est peut-être pas téméraire de conclure de la non-apparence à l'incexistence de la conscience chez l'animal. Qui prouvera jamais qu'il n'y a pas dans le cerveau de tel insecte l'intelligence d'un Newton? Mais, en attendant, personne n'y croit. Dans la vraie méthode des sciences d'observation, toute affirmation doit être prouvée. Cette règle de méthode exclut virtuellement toutes les hypothèses gratuites. Or aucun fait ne peut faire supposer que l'animal ait conscience de son être et fasse jamais un retour sur lui-même. Si dans les espèces supérieures, l'animal avait à un degré quelconque la conscience, il n'est pas douteux qu'il n'allât beaucoup plus loin dans les actes de l'intelligence.

L'intelligence et l'instinct dont l'animal est doué à des degrés si différents ne peuvent être cependant, en tant que forces, que les attributs d'un être, d'une substance. Quelle sera cette substance? Ce sera l'âme. L'animal si prodigieusement inférieur à l'homme, dépourvu de conscience et par conséquent de moralité, mais vivant, sentant, souvent même comprenant et voulant, a une âme, si bien que la raison vraie, qui se manifeste toujours dans le langage et dans la formation des langues, a désigné partout le genre animal par le nom même du principe qui en constitue les individus (animal, de *anima*). Reconnaissons donc à l'animal un principe immatériel, une âme inférieure sans doute à l'âme humaine en nature et degré, mais identique comme principe immatériel : l'automatisme animal est une contradiction en soi, et de tous points insoutenable.

Si l'âme préside chez l'animal aux actes instinctifs et aux actes intelligents ou plutôt les opère, on comprendra bien mieux encore

qu'elle préside aux actes de la vie physiologique. Partout où l'on reconnaîtra des phénomènes vitaux, il faudra reconnaître un principe auquel ils se rattachent, et ce principe est de nécessité immatériel. Reconnaissons donc encore chez l'animal, avec la force intelligente qui se manifeste dans les espèces supérieures et la force instinctive que l'on constate inégalement chez toutes, la force animique qui meut et transporte tous les éléments des corps vivants.

Nous avons dit que la force instinctive, soit chez l'animal, soit chez l'homme, se distingue de la force animique en ce que cette dernière procède intérieurement, tandis que l'instinct procède par des actes tout extérieurs. Il faut ajouter une seconde différence : l'instinct peut être gêné dans ses manifestations extérieures, et la volonté inconsciente et inintelligente de l'être instinctif peut en comprimer l'exercice : par exemple, tel bruit gênera un essaim d'abeilles dans la construction de sa ruche, un oiseau dans la construction de son nid ; la force animique, au contraire, échappe complètement à l'empire de la volonté inconsciente et inintelligente. Aucune fonction organique ne peut être arrêtée ou modifiée par la seule volonté ; aucun être vivant n'a pu opérer chez lui l'intoxication du sang, l'asphyxie, en arrêtant, par l'effet de sa volonté pure la respiration pulmonaire. Il y a là l'application de la même loi dont nous avons parlé, par laquelle chaque classe d'êtres vivants est contrainte à maintenir sa dignité dans l'ordre de la création. L'âme humaine étant douée d'intelligence et de conscience, et ayant par la conscience le sens du bien et du mal, est à la fois libre par l'intelligence et responsable par la conscience. L'animal, dans les espèces supérieures, étant seulement intelligent, est libre, mais irresponsable ; dans les espèces inférieures, il n'est pas libre, et encore moins responsable : il vit — rien de plus — pour l'accomplissement de quelque fonction générale souvent inconnue. Mais d'un bout à l'autre de l'échelle de la création il est une loi inéluctable, fatale, une nécessité à laquelle aucun être ne se soustrait ou ne peut se soustraire : la vie. Peut-être ces considérations fourniraient-elles le plus fort argument contre le suicide, et montreraient-elles, mieux que tout autre raisonnement, que l'homme ne peut pas plus s'arracher à la vie qu'échapper à la loi du devoir, de même que l'animal intelligent ne peut pas, d'une puissance effective, répudier sa liberté.

III

Des différentes forces dont nous nous occupons : force consciente, force seulement intelligente, force instinctive, force animique, quelle force allons-nous trouver dans la plante ? Car la plante vit ; comme l'homme et comme l'animal, elle naît de parents, elle se développe successivement et elle meurt nécessairement. Si elle a des forces qui ne sont pas celles de la matière inorganique, comment ces forces se manifestent-elles ?

Ici encore on ne peut raisonner qu'ayant en vue des individus d'un caractère bien accusé. Tous les savants, depuis Aristote, ont reconnu que le monde vivant est ce que le philosophe naturaliste Bonnet appelle une *échelle continue*. Il n'est pas toujours facile de reconnaître si telle masse de matière appartient au monde organique ou au monde inorganique ; et, à un degré au-dessus, on a grand peine quelquefois à reconnaître où le végétal finit et où l'animal commence. La nature passe par une transition insensible d'un règne à un règne supérieur ; elle ne fait pas de saut, comme l'a dit Linné : *Natura non facit saltus*. Certaines algues, par exemple, comme celles qui, en masse, forment ce que l'on appelle la matière verte, qui tapisse le bas des murs humides, appartiennent-elles au règne végétal ou au règne animal ? Bien savant qui le dirait ; car elles ont une certaine faculté de locomotion, et la *locomobilité* spontanée paraît être le véritable caractère distinctif des individus du règne animal et des individus du règne végétal. Mais si la gradation est imperceptible, il n'en faudrait pas conclure qu'il n'y a pas de gradations. Admettons-les donc, et pour ne pas nous égarer parmi des difficultés purement scientifiques, ne raisonnons que sur des êtres sur le caractère desquels il ne peut y avoir aucun doute.

La plante, depuis le lichen jusqu'au cèdre, est un être organique privé de mouvement, qui puise sa substance dans la terre ou l'atmosphère au moyen de racicules, qui s'assimile des substances inorganiques, qui croît par intussusception, se développe et se reproduit diversement par graines fécondées, gemmes ou bulbilles. Comme dans tous les corps organisés, la cellule en est le premier élément, et chaque molécule s'y meut incessamment. Elle a de commun avec l'animal, et par conséquent avec l'homme, qu'elle apparaît comme un être double, esprit et matière (le mot esprit entendu comme signifiant principe immatériel) ; elle a un principe vital, lequel est une substance, un sujet réel. Mais si la plante est,

comme tous les corps organiques, la manifestation matérielle d'un principe immatériel, elle est à un rang bien inférieur dans le monde organique, car elle n'y figure d'une façon tout à fait incontestable que pour le fait de l'existence, pour le mouvement de vie qui la fait exister. Mais il n'importe; cette existence de la plante comme corps organisé donne au philosophe l'enseignement de la substance spirituelle dans sa dernière manifestation.

Il faut donc constater dans la plante d'abord la force animique. Le plus infime cryptogame, celui qui en masse forme la moisissure, a un principe vital, est un sujet réel. Il est dépositaire d'une force, d'une substance spirituelle, immatérielle, ayant pour attribut au moins cette force qui, dans tout être vivant, préside à la vie : il est un. Ce n'est pas assez dire : il est la manifestation, par le seul fait de son existence, d'une âme en action qui le fait ce qu'il est. Mais la plante, ou plutôt l'âme de la plante, a-t-elle une autre force que la force purement animique? Pour répondre, il faut savoir d'abord que la plante est douée d'une certaine sensibilité. Non-seulement elle subit des influences atmosphériques, ce qui est une condition de la vie seulement animique; mais elle manifeste par des mouvements extérieurs une vie autre que ne pourrait être une vie qui ne serait qu'intérieure et procédant du dedans au dehors. La plante s'endort et s'éveille, comme chacun peut en avoir fait l'observation dans nos jardins. Elle se pose, c'est-à-dire donne aux organes certaines attitudes que l'on ne peut changer : le côté lisse et vert de la feuille est tourné vers la lumière, le côté rugueux et pâle vers la terre, et si l'on essayait de changer cette situation artificiellement, on serait étonné de l'ingéniosité qu'elle déploie pour rendre aux feuilles leur situation pour elle naturelle. Les plantes s'agitent d'elles-mêmes, surtout au temps de la floraison, et cette agitation peut se distinguer très-bien de celle que lui font subir les courants aériens. Nous voyons dans nos serres la mimosée publique ou sensitive, fermer ses feuilles et abattre ses branches sous le contact d'un corps étranger.

Tous ces faits et cent autres que pourrait relever un botaniste dénotent chez la plante, dans l'âme de la plante, une autre force que la force purement animique. Est-ce une force seulement animique que manifestent les plantes volubiles, comme certains haricots de nos potagers, quand elles entourent de leurs spirales les tuteurs qu'on leur donne, en donnant à ces spirales une direction toujours la même et qu'aucune force extérieure ne pourrait changer? Nos pois ramés cherchant à distance, avec leurs tentacules, un appui parmi les fèves, ne causent-ils point autant d'étonnement? La dionée attrape-mouche de la Caroline n'use-t-elle que de la force qui préside

aux fonctions simplement vitales quand elle enferme, perce et asphyxie dans sa feuille gluante et armée de pointes aux extrémités, l'insecte qui s'y est aventuré ? Si ces faits ne peuvent être ramenés à une cause purement animique, si ce sont des actes extérieurs aussi caractérisés que les actes instinctifs, à la vérité plus savants, de l'abeille ou de la fourmi, il faudra reconnaître à l'âme de la plante, outre la force animique, une force distincte, l'instinct.

Une troisième question se pose d'elle-même après les deux questions de la vie et de l'instinct de la plante : l'intelligence est-elle un attribut non pas assurément de toutes plantes, mais de certaines espèces végétales ? On comprend que si l'intelligence manque complètement à certaines espèces du genre animal, elle ne pourra apparaître, si elle apparaît, que très-exceptionnellement dans la plante. Cependant des observations dignes de foi peuvent faire croire à une intelligence bien rudimentaire chez le mimosée pudique ou sensitive. Là où la sensitive croît en foule, en Égypte, Ampère l'a vu, si le voyageur touche de son bâton un seul individu, non-seulement la sensitive ferme ses feuilles et abat ses branches, mais encore elle semble communiquer à tous les individus du champ avec lesquels est en contact son impression ; toutes les sensibles qui se touchent à l'instant sont averties ; elles prennent leurs mesures, et tout le champ apparaît fermé et abattu. La sensitive a peur. Une sensitive touchée fréquemment et à intervalles réguliers se familiarise avec le contact étranger et finit par ne plus manifester son impression : les feuilles restent alors ouvertes sous l'attouchement, et les branches droites. Il ne faudrait pas conclure trop hâtivement à l'intelligence de la sensitive. Cependant il y a dans ces faits plus que des phénomènes seulement instinctifs ; car la force instinctive d'une part n'agit jamais que par l'effet d'une cause stimulante interne, et d'une autre part, on ne la dompte jamais, elle ne s'apprivoise pas. L'animal qui fuit devant son ennemi agit non instinctivement, mais intelligemment, surtout s'il concerta sa fuite. Encore une fois, à quel ordre faut-il rapporter ces faits de la sensitive se familiarisant avec le contact de corps étrangers, et la même plante pouvant communiquer à ses sœurs une impression du dehors qu'elle a reçue ? C'est à quoi nous ne prendrons pas sur nous de répondre. Mais si l'on peut ne pas tenir à rapporter les phénomènes que nous signalons ici à l'ordre de l'intelligence, au moins faudra-t-il les distinguer de ceux par lesquels l'animal ou la plante, manifestent cette force qui n'agit pas sous le coup d'un fait extérieur.

Ainsi apparaît le principe spirituel aux divers degrés de l'échelle des êtres vivants. On s'explique dès lors dans l'âme humaine ce sentiment de la nature, qui philosophiquement n'est autre que le sen

timent confus de la communauté de la vie. Si l'âme s'impressionne au spectacle du monde animé, si la grande forêt, l'étang, le chaume avec leurs bruissements, la prairie avec l'émail de ses fleurettes, si tout cela nous parle et nous émeut, c'est que tout cela recèle la vie, et que rien de ce qui tient à la vie ne peut être indifférent à l'être qui la possède au plus haut degré d'intensité. Quand le principe immatériel qui a fait l'homme, l'animal, la plante, a achevé son œuvre ici-bas, l'être vivant meurt ; l'agrégat se dissout ; la matière retourne aux éléments, pour être plus tard après sans doute réappréhendée et réorganisée par quelque autre force immatérielle ; car l'être vivant, répétons-le avec la science moderne, n'est autre chose dans sa masse physique que de l'éther condensé, entraîné dans un perpétuel mouvement. L'âme est l'agent moteur à tous les degrés. Mais l'âme humaine a une destinée qui ne s'achève pas en ce monde ; elle étudie sa destinée terrestre par son intelligence défectueuse et bornée, et le sentiment religieux lui en révèle une autre dans un monde inconnu.

IV

Il faut maintenant passer à des sujets d'un ordre différent et revenir à ce qui fait l'objet principal de cette étude, à l'homme. Il ne peut plus être question désormais que de l'homme complet, avec son intelligence consciente. Or l'homme perçoit par l'effet d'un sentiment immédiat certaines vérités enveloppées ; en d'autres termes, il connaît certaines choses, affirme certains rapports avant d'avoir pu se les démontrer. Par ce côté, l'intelligence de l'homme, cette intelligence consciente, se rapproche de l'instinct animal par exemple, quand il conforme ses actions au dictat de sa conscience. Nommons parmi ces vérités connues immédiatement et distinctement sans qu'il soit besoin de les comprendre, la vérité morale et la vérité esthétique.

Il ne peut s'agir ici de donner une théorie complète du bien et une théorie du beau. Pour n'être pas entraîné au delà de la question dans les limites de laquelle nous devons circonscrire cette étude, nous ne prendrons dans les théories du bien et du beau que ce qu'elles ont de commun et sur quoi tout le monde doit s'accorder. Qu'est-ce d'abord que le bien ? Sur ce point, autant de systèmes que de philosophies ; on constatera même des dissidences dans les diverses écoles. Cependant, s'il est un point à peu près incontestable, c'est que l'idée du bien est une idée de rapport. L'idée du bien ne

correspond à rien qui ait une existence en soi ; en supposant même avec Platon que le bien ait un archétype dans un autre monde que notre monde terrestre, cet archétype ne peut être conçu que comme règle ; mais une règle d'action est un rapport de l'être avec sa destinée et ne pourrait être confondu avec cet être même sans un intolérable abus de langage. On ne considérera pas non plus le bien comme un attribut, car pour parler de façon à être entendu, il faudrait alors l'appeler le bon. Que l'être souverain, Dieu, ait pour attribut la bonté, la perfection, tout le monde le reconnaîtra hormis ceux qui n'admettent pas Dieu. Mais le bien, entendu de la seule façon dont il puisse l'être ici et comme il l'est communément, répétons-le, est une règle d'action. Quand je me demande si telle action est conforme au bien, je me demande si elle est conforme à une règle que je sens obligatoire. Que cette règle soit le devoir, l'intérêt, le plaisir ; qu'elle ait son principe dans la faculté que j'ai de comprendre ou dans celle que j'ai de sentir, ou dans l'action combinée de ces deux facultés, tout cela, quant à présent, importe peu ; ce sont des questions qui ne peuvent s'élever que quand j'aurai été fixé sur la nature du bien. Mais quelque idée qu'on se fasse du bien et de la façon dont on le conçoit, il faudra toujours en venir à ce point, que le bien, règle d'action, ne saurait être conçu autrement que comme un rapport de l'être à sa fin.

L'idée de rapport naît spontanément de la faculté que l'homme a de penser quand il considère un être et la fin de cet être. Le mot de rapport a sans doute un sens vague ; mais il n'est pas impossible d'en préciser la signification. Nul ne contestera que quand deux idées se présentent simultanément à l'esprit, la simultanéité de ces deux idées en fait naître spontanément une troisième qui sera un jugement. Si je considère un corps et qu'en même temps je me préoccupe de l'idée de dimension, je prononcerai que ce corps est grand ou petit ; si je goûte une substance, préoccupé de l'idée de saveur, je la jugerai douce ou amère. Le grand, le petit, le doux, l'amer, sont des idées de rapport. Telle est précisément la nature de l'idée du bien. Quand je me demande si telle action est juste ou injuste, j'ai l'idée ou au moins le sentiment vague d'une fin pour laquelle j'existe, ou je ne me pose pas la question ; je puis errer sur la notion ou le sentiment du devoir, mais j'ai l'idée du devoir. Si donc, je prononce que telle action est juste, je la déclare virtuellement conforme à la fin pour laquelle je suis créé.

On a beaucoup discuté sur le principe du bien. Est-ce le plaisir ? est-ce l'intérêt ? Aucun de mes lecteurs ne le pensera. Nous pouvons donc écarter le plaisir et l'intérêt comme principes du devoir, avec d'autant plus de raison que ces prétendus principes en sont même

la négation, la loi du devoir n'étant jamais invoquée que contre les sentiments et les calculs égoïstes. Est-ce la conformation des actions de l'homme à une loi supérieure et éternelle ? Assurément. Mais alors naît une autre question : comment se connaît le bien ? est-ce par la raison ? est-ce par les sentiments ? est-ce par une faculté particulière qu'on appellera conscience morale ? Si nous avions à exposer notre doctrine personnelle, nous montrerions que le bien comme règle n'est connu ni par la raison seule, ni par le sentiment seul, ni par une faculté distincte que l'on appellerait la conscience morale et qui n'existe pas, mais par l'effet successif de l'impression sentimentale et de l'action de la raison. Quand j'ai à juger une détermination morale de moi ou de mon semblable, mon jugement est précédé d'une émotion morale sur laquelle ma raison prononce. Ma raison juge donc du bien sur le sentiment que j'éprouve : l'une des deux facultés ne pourrait rien sans l'autre. Pour se conformer à l'usage commun du langage, on pourra appeler conscience la raison jugeant du bien dans ces conditions, pourvu que l'on ne fasse pas de la conscience une faculté particulière et distincte. Mais quelque idée qu'il faille se faire de l'opération psychologique par laquelle on perçoit le bien, un fait domine toutes les doctrines controversées, à savoir qu'en accomplissant la loi du devoir, l'homme accomplit la fin qui lui est assignée par une loi divine.

Poursuivons l'examen de cette question difficile. Voilà l'homme doué du sentiment du devoir, en possession de l'idée du bien, par opposition au penchant qui pourrait l'entraîner vers le plaisir ou l'intérêt. S'il n'est ni philosophe ni penseur, se doutera-t-il qu'en portant un jugement moral il a prononcé sur une question de rapport ? Aucunement ; il aura été philosophe comme M. Jourdain était prosateur, sans le savoir ; il lui aura suffi de s'interroger intérieurement, et il ne lui aura pas été nécessaire de connaître la portée de son jugement. Bien plus, l'unité ne se trouve que dans cette règle, dont il a le principe en lui ; car l'idée du bien et par conséquent du bien obligatoire ou devoir, n'est pas une. Quelle que soit la faculté par laquelle je connais le bien, j'ai autant d'intuitions du bien qu'il y a de sortes d'actions auxquelles j'ai à appliquer la mesure d'un jugement moral. La charité, la continence, la probité, le respect de la foi donnée, sont vertus au même titre. Quel est leur lien ? Je l'ignore. Quoi de commun entre la continence de Scipion, la charité de saint Vincent de Paul et l'héroïsme de Régulus mourant pour sauver sa patrie et ne pas trahir son serment ? Rien autre chose que l'égale convenance de l'acte avec la fin d'être des trois héros.

Cependant l'accomplissement de la loi du devoir est la condition de l'ordre universel. Dans le monde moral, partout où le bien est

pratiqué, il y a ordre ; au contraire, il y a désordre là où prévaut le mal. En accomplissant ma loi, je fais ma partie dans l'immense concert des êtres ; et il en est si bien ainsi, qu'il n'est pas une action jugée bonne ou mauvaise par le dictat de la conscience, que le raisonnement ne puisse facilement démontrer conforme ou contraire aux conditions de l'ordre moral du monde. En cherchant les règles morales dans l'étude des rapports de la nature de l'homme à sa fin, le raisonnement me conduit absolument au même résultat que le dictat de la conscience, mais avec beaucoup moins de sûreté. Prodigueuse identité, qui montre l'homme simple de cœur affirmant sa loi sans la connaître, marchant à sa fin sans avoir à se demander quelle elle est, et, comme nous le disions il y a quelques moments, affirmant virtuellement des rapports, sans avoir eu à se les démontrer, sans peut-être même soupçonner qu'ils existent !

Ainsi, l'homme qui s'interroge sur la moralité d'une action cherche, le plus souvent sans le savoir, une idée du rapport de sa nature à sa fin. Quelle est sa nature, quelle est sa fin ? qu'est-ce qu'un rapport ? Il peut l'ignorer, sans que la réponse de sa conscience en soit pour cela aucunement obscure ou douteuse ; et en se conformant au dictat de sa conscience il accomplit pour sa part une loi générale plus haute, que de sa vie peut-être il ne pourra pénétrer. N'est-ce pas ainsi que l'abeille construit sa ruche et l'oiseau son nid ? Et s'il y avait quelque abus à rapprocher le sens moral de l'instinct animal, n'y aurait-il pas au moins un fait psychologique considérable à noter dans cette coïncidence du dictat de la conscience avec les résultats les plus élevés de l'étude de l'homme, de l'étude de la fin de l'homme, et des conditions de l'équilibre du monde moral ?

Fénelon dirait ici que, dans l'industrie de l'abeille et de l'oiseau, c'est un souffle divin qui anime l'ouvrier ; que, dans cette lumière morale, universelle, qui illumine tout homme venant en ce monde, dans ce dictat de mon âme, auquel j'adhère spontanément, que ma raison cherche d'elle-même, dont elle sent l'impérieuse autorité, si bien qu'il ne dépendait pas d'elle de la récuser, on ne peut voir autre chose que la raison de Dieu se manifestant à l'homme. (*De l'existence de Dieu*, partie I, chap. II.) Nous le pensons aussi, et nous concluons de cette prodigieuse coïncidence de la fin et des moyens, à l'infinie sagesse de l'éternel créateur.

On retrouve une manifestation de même sorte de la force intelligente et consciente de l'homme dans les jugements esthétiques. Là encore on voit l'âme humaine affirmant un rapport avant de l'avoir compris. Qu'est-ce que le beau, non dans l'art, mais dans la nature ? Que veux-je dire, quand je prononce que tel être vivant, homme, animal ou plante, est beau ? Le beau, disons-le tout de suite, est

affaire de sentiment. On peut avoir un sentiment plus ou moins sûr du beau naturel, comme on a un sentiment plus ou moins délicat de la beauté dans l'art. Le sentiment est même jusqu'à un certain point susceptible d'éducation, et l'on apprend à sentir presque autant qu'on apprend à juger. Cependant ce n'est pas l'intelligence qui perçoit le beau. Le beau naturel, c'est ce qui agréé d'une façon désintéressée dans un être doué de vie, ou dans un ensemble d'êtres doués de vie, comme une campagne riante.

Si l'on cherche à expliquer ce sentiment du beau, qui peut s'éclairer, se perfectionner, comme le sens du toucher et du goût, mais qui ne se raisonne pas, on arrive à reconnaître que le sentiment du beau est un sentiment de rapport, le sentiment d'un rapport entre la forme visible de l'être et la force cachée et insaisissable qui le constitue. Quand je considère un être vivant, animal ou plante, et que je prononce qu'il est beau, mon jugement renferme cette affirmation, enveloppée et inconsciente, que cet être vivant est conformé extérieurement selon les exigences de sa nature intime ; qu'il est fait et conformé en apparence pour vivre et se développer conformément à la loi qui le fait être. La beauté, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, est ainsi la manifestation large et libre de la vie. Cela est si vrai, qu'un corps inorganique ne peut être ni beau ni laid, mais tout au plus réveiller un souvenir de beauté ou de laideur, par l'analogie de sa forme avec celle de quelque objet animé. Une campagne stérile, un mont dénudé, ne disent rien à l'âme. Les glaciers des Alpes frappent par le sentiment qu'ils donnent de leur grandeur ; ils produisent le sentiment du sublime, mais ne déterminent aucune émotion esthétique. Merveilleuse puissance du sentiment esthétique ! Quand le spectacle de la beauté m'arrache une exclamation irréfléchie, un cri d'admiration, il se trouve que j'ai prononcé sur un rapport naturel avec plus de sûreté que n'en procurera jamais le raisonnement le plus rigoureux.

Le vrai, a dit saint Augustin, c'est ce qui est : *Verum est, quod id est*. On peut dire, d'une façon plus complète et plus exacte, que la vérité, c'est l'apparence conforme à la réalité. Or, de même que nous venons de voir dans le sens moral et dans le sens du beau naturel, l'esprit de l'homme affirmant des rapports sans les comprendre, par l'effet d'une pure intuition, de même aussi on peut voir cet esprit de l'homme saisissant de prime abord certaines vérités morales dans les œuvres littéraires et les œuvres d'art réussies. Il est au plus haut point remarquable que certaines observations de mœurs, difficiles à faire comprendre dans un exposé didactique suivi, quelquefois même impossibles à exprimer, sont à l'instant

saisies par les esprits les moins philosophiques quand elles sont traduites, par exemple, sur le théâtre ou sur la toile. Quand une création poétique au théâtre est vraie, quand une peinture est vivante, quand un personnage nous apparaît comme une copie exacte du modèle que le poète ou l'artiste a idéalisé, et rendu plus fort et plus vrai en l'idéalisant, la foule ne s'y trompe pas ; elle salue de ses acclamations cette création moins imaginaire que réelle ; son sentiment se manifeste alors immédiat, irréfléchi, spontané, primitif ; elle affirme la ressemblance de la copie avec le modèle qu'elle n'a jamais vu, encore moins étudié. Qu'est-ce cela, sinon une vérité sentie avant d'être démontrée, une intuition de la vérité morale de même nature que l'intuition du bien et l'intuition du beau naturel ?

Sans doute, une critique savante aura souvent à rectifier le jugement esthétique de la foule ; mais les surprises dont peut être l'objet un jugement peu exercé n'invalident pas l'autorité du jugement, pas plus en esthétique qu'en morale. Oreste, Othello, Macbeth, Hermione, Harpagon, Philaminte, resteront toujours des créations vraies, et seront compris alors même que les modèles viendraient à périr. On sentira toujours qu'ils ont dû vivre. Combien d'ailleurs ne les ont jamais rencontrés, parmi ceux-là même qui les reconnaissent par leurs applaudissements ! Mais l'homme a l'intuition de la vérité en même temps qu'il en a l'intelligence, et cela assure l'immortalité des grandes œuvres artistiques et littéraires.

On peut s'expliquer ainsi la légitimité de l'art. La philosophie et l'art concourent au même but, quand la philosophie se donne pour objet l'étude de l'âme humaine ; le philosophe et le poète étudient l'homme, le premier dans les secrets de la conscience, le second dans les manifestations de la vie morale. Mais l'œuvre du poète n'est pas consciente comme celle du philosophe. Les anciens soupçonnaient dans la constitution monarchique de la ruche et dans le travail de l'abeille construisant sa cellule une parcelle de l'intelligence divine : *aliquam particulam divinæ auræ... partem divinæ mentis*, comme dit Virgile. Dans tous les temps, le cachet des grandes œuvres poétiques a été quelque chose de semblable, l'inspiration.

Nous ne pouvons terminer cette étude sans essayer d'en relier les points principaux et de préciser les résultats. Nous avons trouvé dans les principes immatériels se manifestant par des formes tombant sous nos sens, quatre forces : la force animique, la force instinctive, la force intelligente sans conscience, et la force intelligente consciente. A quelque degré qu'apparaisse la force du principe immatériel, elle produit d'abord la vie, depuis la mousse seu-

lement vivante jusqu'à l'homme vivant, comprenant et sachant qu'il vit et comprend. Les règnes du monde organique ont de commun le mode d'existence; mais les attributs du principe immatériel sont divers à mesure que l'on s'élève dans la série des êtres et dans l'ordre de la création.

Les propriétés de la matière brute n'ont rien de commun avec la force animique qui préside à la vie des corps organisés. Bien loin qu'il n'y ait dans le monde vivant que la matière et des propriétés de la matière, il est absolument impossible d'y rien découvrir qui soit une propriété inhérente à la matière. La matière dans les corps vivants est sous l'empire absolu du principe qui l'anime. Il n'y a pas de physique animale, de chimie animale, d'hydraulique animale, à moins qu'on n'appelle ainsi les phénomènes analogues auxquels préside l'âme de l'être vivant enfermant le corps vivant, animal ou plante. Ce n'est pas l'attraction qui maintient la cohésion des molécules organiques, c'est le principe immatériel de l'être; aussi ces molécules se meuvent-elles incessamment.

Sans doute, tout ce que nous voyons et touchons est matière, et nous ne connaissons pas de corps matériels auxquels il n'y ait une force inhérente, ou qui ne soit sous l'empire d'une force; mais tandis que dans les corps inorganiques la force n'est qu'un attribut de la matière, dans les corps organisés elle la gouverne. On n'établira jamais sur un autre principe la grande destruction du monde organique et du monde inorganique. Or, si dans les corps organiques la force n'est pas l'attribut de la matière, elle ne peut être que l'attribut d'un principe immatériel, et de là l'existence de l'âme et sa spiritualité. — Si le monde inorganique périssait, la force inhérente à la matière disparaîtrait dans le même temps; mais la disparition du monde organique, la mort générale, n'entraînerait pas la disparition du principe qui le dominait: de là la probabilité scientifique de l'immortalité de l'âme humaine.

Si toutes ces propositions sont vraies, on voit combien est erronée cette dualité du corps et de l'âme sur laquelle repose la philosophie morale de la plupart des écoles. Il n'y a pas dans l'homme un principe spirituel et un principe matériel, exerçant l'un sur l'autre une action réciproque, mais un seul principe, l'âme, régissant, accomplissant tous les actes de la vie physique et morale, et la vie elle-même. Quand l'homme cède à des penchants désordonnés, la faute n'en est pas au corps, mais à l'âme; c'est l'âme, et non le corps, qui désire, veut, appête; elle est le siège unique de la concupiscence, et l'appareil d'organes par le moyen duquel se produit la sensation est irresponsable de la sensation même et des actes qu'elle détermine.

La vieille définition que saint Augustin a donnée de l'homme, en disant que c'est un esprit servi par des organes, reste donc vraie. Les moralistes s'expriment mal, quand ils disent que l'esprit doit dompter le corps. Si l'on veut parler autrement que par métaphore, il faut dire que l'âme doit rester maîtresse d'elle-même, contre qui? contre elle-même, non contre le corps, son ministre et son agent. L'oreille n'entend pas, le palais ne savoure pas, l'œil ne voit pas; mais l'âme entend par l'organe de l'ouïe, savoure par l'organe du goût, et voit par les yeux. Si j'éprouve une douleur à la main, ce n'est pas ma main qui souffre; car en paralysant les nerfs conducteurs de la main la douleur cesserait : c'est l'âme qui, par une opération inconsciente, reporte à la main le principe de la douleur. Le corps servant l'âme et l'âme seule étant responsable de ses actes, il suit pour l'homme le devoir de conserver dans toute sa force l'appareil d'organes qui le sert. L'ascétisme chrétien peut être méritoire comme exercice spirituel; mais il deviendrait à l'instant coupable, comme commençant un suicide, s'il allait, pour si peu que ce fût, jusqu'à la débilitation du corps.

De même que l'âme pourvoit aux fonctions de la vie par la force animique, elle pourvoit à l'existence et au développement de l'être par l'instinct et l'intelligence, dans les conditions et dans la mesure que nous avons dites. Mais l'instinct doit être bien distingué de certaines impulsions qui ne peuvent s'expliquer ni par les nécessités de l'existence ni par l'intérêt, comme les passions guerrières de l'homme, par exemple, ou la sociabilité. Les combats d'abeilles chantés par Virgile sont tout autre chose que les combats sous les murs de Troie chantés par Homère. Quelle volonté dirige l'être vivant dans les actes instinctifs? Est-ce la volonté divine toujours agissante? est-ce l'âme de l'être, instruite à sa naissance même par ses parents, comme l'ont supposé des rêveurs moins chimériques peut-être qu'ils le paraissent d'abord? On l'ignorera toujours. Il y a plus de choses sous le ciel et sur la terre, dit Hamlet à Horatio, qu'il n'en peut être rêvé dans toutes les philosophies. Mais l'acte n'est certainement pas un jeu de la matière organisée : une âme savante dans le corps de la fourmi sera toujours moins invraisemblable qu'une matière savante dans le même insecte, étant même admis qu'on puisse se faire une idée quelconque d'une matière savante.

Ainsi se posent les grands problèmes de la vie à tous ses degrés. Mais parmi toutes ces questions qui confondent notre pauvre intelligence, quoi de plus étonnant que de voir dans l'âme humaine, au plus haut degré de la force immatérielle agissant dans la plénitude de la conscience qu'elle a d'elle-même, quoi de plus étonnant, disons-

nous, que de voir cette force prononçant sur des rapports de l'être à la fin de l'être par pure intuition ! L'homme qui fait le bien réalise sa destinée, bien plus il coopère à l'ordre universel sans avoir interrogé que lui-même ! Quelle autre preuve plus forte de l'existence d'une puissance supérieure ayant tout réglé ici-bas pour ses fins ? Mais, tant qu'il y a chez tous les êtres vivants, hors l'homme, les rapports de l'être à sa fin sont des rapports obligés, empreints d'un caractère de fatalité par l'absence d'une liberté consciente, chez l'homme ils sont obligatoires et volontaires, et la loi qui régit l'homme peut être par lui enfreinte. L'animal, n'ayant pas la force consciente, n'est pas libre ; il fait toujours bien, et ne peut mal faire. C'est Dieu qui veut en lui. L'homme qui fait le bien, faisant le bien librement, a une destinée tout autre ; la puissance divine l'a associé à son œuvre. S'il manque à sa loi, il faillit, il déchoit. Toutes les langues appellent le mal moral faute. C'est la plus terrible marque de la supériorité de la nature que, entre toutes les forces naturelles, entre tous les êtres de la création, quand tout ce qui l'entoure se meut et agit aveuglément, l'homme seul, avec la conscience de son être, la connaissance des choses et de leurs rapports, le sentiment de la responsabilité de ses actes, libre de vouloir ou de ne vouloir pas, puisse s'élever à l'idée de son Créateur, à l'intelligence de sa loi, et désobéir.

H. THIERCELIN.

MÉLANGES

L'ÉDUCATION LIBÉRALE

L'ENSEIGNEMENT, — LA MORALE, — LES ÉTUDES

Par M. Victor de Laprade, de l'Académie française. — 1 vol. in-12, Didier, éditeur.

L'éducation libérale! Il était bien temps qu'une voix s'élevât en sa faveur. Dans ce grand concert de réclamations pour l'enseignement, nous avons entendu de tous côtés exprimer des vœux pour l'éducation populaire, l'éducation professionnelle, l'éducation technique, l'éducation militaire, etc. Quant à l'éducation libérale, on ne s'en est occupé que comme de quelque chose d'abusif et de vieilli qui demande réforme. On en comprend si peu l'importance fondamentale, on se rend si peu compte de l'action féconde qu'elle a sur le développement intellectuel et moral de celui qui la reçoit que, là même où on la réclame, ce n'est plus qu'à titre de clef pour entrer dans certaines carrières, ou comme une sorte de luxe traditionnel pour couronner certaines positions sociales. Aussi ne s'afflige-t-on point trop des réductions faites à son programme, et un ministre a pu, de son autorité privée, y trancher dans le vif sans causer grand scandale et sans exciter beaucoup de plaintes. De scandale, de plaintes, il n'y en a eu, en effet, à l'apparition de la circulaire de M. Jules Simon, que dans la presse radicale et officieuse, où l'on s'est indigné qu'un grand évêque osât décliner la complicité de l'Eglise dans une pareille entreprise, et où l'on a requis contre lui pour cause d'irrévérence.

C'est que deux instincts étroits, qui y trouvent leur satisfaction, dominent aujourd'hui chez nous : l'instinct démocratique et l'instinct utilitaire. L'éducation libérale déplaît, d'un côté, parce que c'est encore de l'aristocratie ; de l'autre, parce qu'elle n'est pas immédiatement et directement productive.

Que, en l'abandonnant et en l'étriquant ainsi que nous le faisons, nous descendions dans l'estime de l'Europe, que nous perdions un de nos plus

vieux titres de gloire, que même nous compromettons cette revanche pour laquelle on manifeste de si bruyantes aspirations, c'est ce dont on n'a pas l'air de s'apercevoir et ce qui cependant est manifeste. La considération dont nous avons joui en Europe et l'influence que nous y'avons longtemps exercée ont moins tenu à la supériorité de nos armes qu'à celle de notre culture intellectuelle et morale ; les triomphes militaires engendrent la haine et ne créent pas l'émulation civilisatrice des lettres et des arts. Les lettres et les arts, comme on les entendait et comme on les étudiait autrefois, n'ont pas été d'ailleurs étrangers à cette supériorité de la force que nous avons eue aussi et que nous aspirons, avant toute autre, à reprendre en ce moment. Or se figurer, comme on le fait, que pour la reconquérir la culture littéraire d'autrefois n'est pas nécessaire et que la science y suffira, c'est une grosse erreur. Pour reprendre entre les nations cette position enviable de toutes, il faut encore moins des soldats que des hommes ; et les hommes, c'est l'éducation libérale qui les fait. « Les bonnes lettres, dit M. de Laprade, viennent en aide à la liberté morale par une double voie : en augmentant notre clairvoyance du bien et du mal, en poussant les penchants honnêtes jusqu'à la délicatesse et à la passion de l'honneur, en faisant ressortir la beauté du bien, en transformant l'estime que nous inspirent les actes vertueux en enthousiasme pour la vertu. »

La question de l'enseignement secondaire n'est donc pas pour M. de Laprade une question de procédé ou de méthode, une question didactique ; c'est une question de salut national, une question sociale au premier chef. Nous baïssons, nous fléchissons du moins : il y a, dans notre état, lieu de craindre un affaissement par le haut. Ce qui est attaqué dans la société française, comme le remarque M. de Laprade, ce ne sont pas les classes inférieures, ce sont les classes élevées, les grandes positions, les grandes lumières, les hauteurs morales d'où découlent sur le peuple l'instruction, le travail régulier, les jouissances honnêtes et les améliorations auxquelles il a droit.

C'est la vue de ce danger, depuis longtemps remarqué avec inquiétude, qui a arraché le poète à ses contemplations idéales et l'a fait descendre dans nos luttes. « Pour nous, s'écrie-t-il en effet, notre cœur nous pousse toujours du côté de ceux qui sont menacés ; et ici la raison, la logique la plus sévère viennent en aide au sentiment de l'honneur. Ce qui est menacé, c'est la source de la vie sociale, c'est l'intelligence humaine dans les trésors qu'elle a mis tant de siècles à conquérir. »

Sa conviction est qu'en sauvant les hautes études, en sauvant l'éducation libérale, nous aurons tout sauvé. Que d'autres veillent au développement de l'instruction scientifique et technique, à l'extension de l'instruction populaire, il y applaudit, mais il ne se porte pas sur ce point, qui n'est pas en péril ; il ne va pas grossir les partisans de cette cause aujourd'hui en faveur ; sa sollicitude, son zèle, son dévouement sont acquis à l'autre, dont on

méconnaît l'importance, qu'on néglige, et que trahissent ceux mêmes qui ont mission de la défendre. De là l'émotion, la chaleur, la verve éloquente avec laquelle ce livre est écrit. La sincérité et la profondeur du sentiment alarmé ont fait jaillir chez l'auteur un nouveau talent : le prosateur est ici à la hauteur du poète. Quoi qu'en dise Juvénal, ce n'est pas seulement en vers que l'indignation rend éloquent ; cet ardent plaidoyer en est la preuve. L'indignation en est, en effet, la note dominante. C'est que tout est douleur pour M. de Laprade dans le spectacle que lui présente l'enseignement des lettres. Ceux qui le recherchent, pas plus que ceux qui le donnent, n'en voient, n'en sentent l'importance ; les pères, pas plus que les maîtres, ne comprennent bien l'action morale qu'il peut avoir et qu'il a eue jadis sur la formation de l'esprit et du caractère des hommes qui le reçoivent, sur les mœurs d'un peuple où il est intelligemment distribué. Voilà ce qui d'abord afflige M. de Laprade ; son premier soin est de rappeler la véritable notion de l'enseignement libéral, d'en montrer le véritable caractère, d'en faire comprendre la portée. Trop de gens sont aujourd'hui disposés à sacrifier cet enseignement à l'enseignement scientifique. « Or, dit M. de Laprade, qu'est cet enseignement que l'on met aujourd'hui tant de zèle à substituer au vieil enseignement classique ? C'est une éducation qui par elle-même ne fait pas des hommes, mais des outils ; des outils intelligents, je le veux bien, mais rien que des outils, et non pas des intelligences libres, clairvoyantes, larges, sympathiques, ouvertes comme il convient à tout ce qui est du domaine de l'humanité. » Autre est l'effet que produit l'enseignement des belles-lettres, que l'antiquité appelait si justement *humaniores litteræ* et contre lesquelles il règne dans le monde bourgeois tant de préventions absurdes. Sans doute, ces études classiques si décriées n'ont pas les résultats qu'une exigence irréfléchie leur demande ; « on n'en rapporte, avoue M. de Laprade, aucune connaissance complète et parachevée, pas même celle du latin, qu'on a mis dix ans à étudier, comme disent les journalistes ; mais on a tiré de ces études quelque chose de mieux que le don de parler une langue étrangère ou d'appliquer telle ou telle science à une industrie lucrative ; on s'est assimilé la plus vitale substance intellectuelle, on a puisé dans les plus belles fleurs de l'esprit humain la plus douce et la plus saine nourriture, un miel qui fortifie à la fois l'esprit et le cœur ; on n'a pas développé jusqu'à l'exubérance telle faculté ou tel organe, on a élevé et agrandi son âme tout entière ; on ne s'est pas fait ouvrier ou maître de telle industrie, on s'est fait homme. »

Cette lente formation par les belles-lettres, cette éducation libérale, comme l'appelle M. de Laprade en reprenant une locution tombée en désuétude, exige des conditions multiples dont on ne se fait plus une juste idée. La routine, le charlatanisme, la spéculation, l'ignorance, la philosophie et la politique ont gâté presque tout ce qu'il y avait de bon dans les

pratiques de nos vieux instituteurs ecclésiastiques et laïques. Il y a, sur tous les points, à détruire et à réparer. Aussi M. de Laprade plaide-t-il à la fois et pour le retour à l'enseignement des lettres et pour sa réforme.

La réforme qu'il réclame n'a point le caractère de celles de ce temps-ci, elle n'a rien de radical, et le plus souvent c'est le nom de restauration qui lui conviendrait le mieux. Il y a, selon lui, trois points à considérer dans l'éducation libérale, trois objets capitaux sur lesquels doit se porter la sollicitude du père et de l'instituteur : l'éducation physique, l'éducation morale et l'éducation intellectuelle ; triple aspect d'une tâche où tout se tient, se lie, se coordonne et constitue une indivisible unité.

Les vues du poète-professeur sur ces trois points sont connues, car, dans le livre qu'il publie aujourd'hui, il ne fait que reprendre, en les rattachant l'une à l'autre et en leur donnant une force nouvelle, les thèses — il nous permettra ce langage, qui est celui de la vieille Université — qu'il a soutenues dans des brochures qui ont fait sensation. Les critiques dont quelques-unes de ses idées ont été l'objet, les fortes objections qu'elles ont rencontrées, les réfutations parfois péremptoires qui en ont été faites n'ont pas ébranlé ses convictions. M. de Laprade maintient, en effet, ses dires avec une fermeté et un tel accent, qu'on serait tenté de croire qu'il y a dans sa persévérance quelque chose de constitutionnel. Son aversion pour le régime de l'internat est évidemment d'un homme qui en a beaucoup souffert et en souffre encore ; il y a du ressentiment dans la critique, fondée à quelques égards, mais exagérée, qu'il en fait. L'internat a des inconvénients, des périls, sans doute, surtout dans les mains de l'Université, où le collège devient caserne ; mais par combien d'avantages ne sont-ils pas compensés ! L'enfant s'y forme à la règle, à la discipline, à la lutte, qui est le fond de la vie ; il apprend à chercher en soi ses ressources, à ménager autrui pour être ménagé soi-même ; il y acquiert, dans la rude franchise de ses condisciples, la connaissance exacte de sa valeur et s'y guérit des infirmités de caractère contractées dans les trop indulgentes relations de la famille. Cela a été dit cent fois, mais est encore bon à répéter, paraît-il. Du reste, l'internat a en sa faveur un argument péremptoire, c'est que, dans l'état de nos mœurs, dans les conditions actuelles de la vie, c'est une nécessité. Demandons-en l'amélioration, mais n'en attaquons pas le principe. Dans l'Université, qui n'est organisée que pour l'enseignement, l'internat est odieux en lui-même et funeste dans ses résultats ; mais il n'en est pas de même — et M. de Laprade le reconnaît — pour les associations religieuses fondées dans le but spécial de donner l'éducation aux jeunes gens et de remplacer pour eux la famille autant qu'elle peut l'être. L'internat a subi là et subit encore chaque jour des modifications qui ôtent beaucoup de leur force aux griefs du poète contre ce régime ; — du poète, disons-nous, et à dessein, car, dans cette partie de l'éducation qui a pour objet la culture physique de l'enfant, M. de Laprade se place trop, selon nous, au point de vue de l'idéal

grec. La beauté plastique, la force musculaire, la richesse du sang lui sont, croyons-nous, en trop grand souci. La chair a ses droits à tous les âges, mais à tous les âges aussi elle tend à usurper. Le corps, sans doute, a faim de mouvement, de grand air et de soleil, comme de pain ; mais il faut régler cet appétit-là ainsi que les autres, sans quoi l'esprit en pâtirait. Le corps est le palais de l'âme, nous le voulons bien, mais il faut éviter d'en faire une de ces maisons si belles et si ornées, que le propriétaire y est mal à l'aise. M. de Laprade invoque l'exemple de l'Angleterre, où règne depuis vingt ans surtout le culte du muscle, où le régime et les exercices qui tendent à développer cette partie de l'organisme vont de pair, dans les préoccupations de l'instituteur, avec les études scientifiques et littéraires. Mais l'Angleterre revient elle-même de son engouement à cet égard ; il ne lui paraît pas prouvé aujourd'hui que la « littérature musculaire, » le « christianisme musculaire » donnent de bien glorieux résultats. Une réaction se fait sur ce point, dont témoigne, entre autres, le curieux roman de M. Wilkie Collins, *Mari et femme*, dont nous avons parlé ici il y a quelques mois.

Cette prédominance des « constitutions nerveuses, » dont s'alarme M. de Laprade — constitutions qui ont bien leurs mérites, si elles ont des désavantages, — est-elle bien l'effet de la vie de collège et de pension que presque tous, hommes et femmes, nous menons dans notre jeunesse ? Voici que les physiologistes allemands (voir le dernier numéro de la *Revue des cours publics*) en font l'attribut ou, si vous voulez, l'infirmité constitutionnelle, physiologique de notre race. Déjà, du temps de César, les populations gauloises étaient très-nerveuses : cela ne les a pas empêchées, depuis lors, de jouer un certain rôle dans le monde !

Il y a plus : les Français du dix-septième et du dix-huitième siècles, qui ont fait dans la politique, dans la littérature, dans la guerre les grandes choses que l'on sait et qui ont porté si haut le nom, la gloire et la puissance de leur pays, où avaient-ils été élevés ? Dans les pensionnats, dans les couvents, dans ces maisons sans air et sans soleil dont la pensée fait frémir M. de Laprade, et où exercices et alimentation n'avaient rien de spécialement propre à développer le système musculaire. Nous avons bien amélioré tout cela depuis quatre-vingts ans, depuis trente ans surtout. Après de ce qu'ils étaient sous l'Empire et même sous la Restauration, nos collèges sont devenus des palais, et leurs repas des dîners de Lucullus. L'avons-nous emporté sur la génération qui y a grandi et dont nous avons pris la place dans la vie active, à la guerre, aux affaires, au gouvernement ?

Le régime de l'internat — qui n'est pas de l'invention des moines, comme l'a dit, par distraction sans doute, M. de Laprade, attendu que les moines qui se sont adonnés à l'enseignement ne vivaient pas eux-mêmes de la vie ascétique et claustrale — n'a donc point par lui-même les effets désastreux que l'auteur lui attribue. Ce n'est pas de là, de là principale-

ment, que viennent les symptômes alarmants qu'il signale dans la partie virile de la jeunesse française.

Il y a donc lieu, selon nous, à contester, soit dans leurs motifs, soit dans leurs effets, plusieurs des réformes qu'appelle de ses vœux M. de Laprade à l'endroit de l'éducation physique. Nous craignons que, sur ce point, il ne se soit trop inspiré de lui-même, et qu'il n'ait trop pris ses aspirations, et ses besoins peut-être, pour ceux d'autrui. C'est, à notre insu, ce qui nous arrive souvent à tous ; on voit trop le monde en soi-même.

Nous n'avons, du reste, tant accusé nos dissidences avec lui à cet égard que parce que, à tous les autres, nous sommes presque partout de son avis, que nous applaudissons à ce qu'il dit, par exemple, de la raison dont le développement ne dépend pas de l'instruction reçue, mais de l'ensemble de l'éducation ; de la volonté, que le but suprême de l'éducation doit être de fortifier ; et même, dans une certaine mesure, du caractère de l'enfant, que l'école ne forme pas peut-être, mais qu'elle tempère et assouplit nécessairement.

Quant aux études proprement dites, aux systèmes à proscrire ou à conserver, aux méthodes à introduire ou à repousser, aux matières à admettre ou à rejeter, c'est là que nous aimons à proclamer notre accord avec lui.

M. de Laprade est, en fait d'instruction publique, le représentant à la fois éclairé et passionné des larges et libérales traditions qui, durant trois siècles, ont fait notre force et notre gloire. Législateurs, maîtres et pères de famille, tous ceux qui ont entre leurs mains, par la direction de l'enseignement, l'avenir de la patrie, ne sauraient laisser passer cette adjuration éloquente au premier et au plus cher de nos intérêts.

P. DOUHAIRE.

ROME SOUTERRAINE

ésumé des découvertes de M. de Rossi dans les Catacombes romaines, et en particulier dans le cimetière de Saint-Calliste, par M. J. Spencer Northcote et W. R. Brownlow ; traduit de l'anglais, avec additions et notes, par M. Paul Allard, et précédé d'une préface par M. de Rossi. Ouvrage illustré de soixante-dix vignettes, de vingt chromolithographies, et d'un plan du cimetière de Saint-Calliste. — Paris, librairie académique de Didier, 1872.

Durant l'hiver de 1847, un jeune homme, un Français, venu pour chercher en Italie un peu de force et de santé, visitait à Rome les salles du célèbre musée Kircher. Entré avec tant d'autres indifférents dans ces riches galeries, il se sentit ému, attiré par une collection, moins importante de beaucoup qu'elle ne l'est depuis devenue, et qui réunissait alors quelques inscriptions tirées des catacombes de Rome.

Gardien de trésors dédaigneusement parcourus le plus souvent par les

regards des visiteurs, le P. Marchi sourit de voir naître ainsi devant lui un enthousiasme auquel on ne l'avait pas accoutumé. Lui aussi aimait et vénérât ces marbres gravés par les premiers fidèles. Avec sa bonne grâce accoutumée, il répondit aux questions hasardées par le néophyte, lui indiqua quelque livre à consulter sur les anciens monuments du christianisme, et, le retrouvant plusieurs années après épris d'un goût devenu moins aveugle et grandissant avec l'étude même, il voulut bien le guider aux catacombes, à celle de Sainte-Agnès surtout qu'il avait su faire sienne par de longues études, le soutenir de ses encouragements et l'aider de son expérience.

Aujourd'hui, s'il vivait encore, le regretté conservateur du musée Kircher s'étonnerait moins de rencontrer dans la foule de ceux qui en parcourent les galeries, quelques visiteurs s'éprenant de passion pour les monuments de l'antiquité chrétienne. Le temps a marché; les recueils des inscriptions laissées par les premiers fidèles de l'Europe et de l'Afrique sont, ou vont être terminés et le goût de ces débris, trop dédaignés autrefois, s'est répandu par les efforts d'une vulgarisation incessante.

En Italie, M. de Rossi, les PP. Marchi et Garrucci, les abbés Cavedoni et Gazzera; en Allemagne MM. Mommsen, Hubner et l'abbé Krauss; en Angleterre MM. Spencer Northcote et Brownlow; en France MM. Léon Renier, Perret, les chanoines Greppo, Martigny et tant d'autres, ont apporté dans des mesures diverses, mais avec un même courage, leur concours à l'œuvre commune. Le savant chanoine de Belley, M. Martigny, nous a donné un *Dictionnaire d'antiquités chrétiennes*, ouvrage consciencieux, éminemment utile et qui gardera toujours, même dans de longues années et quand le champ des découvertes se sera plus largement étendu, l'honneur d'avoir été écrit le premier. L'Allemagne, par les soins du savant et zélé M. Krauss, ainsi que l'Angleterre, me dit-on, préparent des recueils de même nature.

Les larges et précieux travaux de M. de Rossi ont donné, plus que tous les autres, le signal de ce remarquable réveil. Ses découvertes aux catacombes ont été la révélation, la résurrection, si l'on peut le dire, de la vieille Rome souterraine.

Autant et peut-être plus que ses livres — dont la lecture exige, quelle qu'en soit la clarté, une certaine somme de connaissances acquises, — le charme de sa parole a contribué à la diffusion de la science nouvelle. Il faut le voir, l'entendre aux catacombes, parlant avec une même aisance français, italien, latin, suivant le groupe des visiteurs, les tenant durant de longues heures intéressés devant le développement des hypogées, les fresques, les inscriptions, restes froids et muets pour tant d'autres, et auxquels il excelle à prêter le mouvement et la vie.

Longtemps son enseignement et sa doctrine s'étaient renfermés dans ces leçons, dans ces attachantes conférences faites devant les monuments mêmes, au fond des cryptes où les premiers chrétiens les ont répandus et

multipliés. L'heure est venue pour lui de prendre la plume, et déjà deux volumes, consacrés aux antiques cimetières de Rome, portent et font connaître au loin les résultats de ses découvertes.

Mais pour les mettre aux mains de tous, pour faire pénétrer dans le public ce que les conférences des catacombes, la publication de deux in-folios ne pouvaient enseigner qu'à un petit nombre, il importait qu'un livre accessible à tous, par son prix comme par son étendue, vulgarisât des conquêtes précieuses pour la connaissance des origines chrétiennes.

À défaut de M. de Rossi, qui un moment avait espéré trouver le temps de l'écrire lui-même, deux savants anglais, habiles dans l'étude de l'histoire du christianisme, MM. Spencer Northcote et Brownlow, ont exposé dans un beau volume les résultats des découvertes du célèbre Italien. Un magistrat, M. Paul Allard, l'a traduit dans notre langue, et une maison française bien connue par ses publications historiques nous le donne splendidement édité, orné de belles chromolithographies, et enrichi d'une préface et d'observations dues à la plume de M. de Rossi.

Bien qu'il ait voulu, avant de publier, accumuler découvertes sur découvertes, le savant romain, écrivant en présence d'un trésor toujours ouvert, est souvent entraîné à compléter, à élargir ses premières rédactions ; à chaque instant une inscription, un bas-relief, une fresque, un fait nouveau révélé par les fouilles, l'obligent à reprendre un sujet que le lecteur eût pu croire épuisé, tant les premières démonstrations avaient été précises et concluantes. Aussi l'illustre archéologue a-t-il dû créer, à côté de ses larges publications, le *Bulletin d'archéologie chrétienne*, dont M. le chanoine Martigny nous donne, comme on le sait, une édition française, et qui nous tient informés des conquêtes, des progrès, obtenus dans cette nouvelle voie de l'archéologie.

Ouverts depuis plus de dix ans, les livres et le recueil périodique où il consigne les résultats dus à son savoir et à la sagacité de ses recherches, présentent donc quelquefois épars des documents qu'il importerait de pouvoir embrasser d'un seul coup d'œil, et la table que M. de Rossi a écrite pour la première série de son *Bulletin* s'étendrait utilement dès lors aux premiers volumes de sa *Rome souterraine*.

Ce relevé si justement souhaité, MM. Spencer Northcote et Brownlow l'ont dû faire dans leur attrayant et utile ouvrage, qui présente ainsi la substance de ce que M. de Rossi a écrit de plus saisissant, de plus clair, de plus démonstratif sur ses immenses découvertes. M. Paul Allard, dont le nom ne saurait, en bonne justice, être séparé des leurs lorsque l'on parle de l'édition française, ne s'est point borné à traduire l'original. Écrivant au milieu des documents successivement produits par le savant romain, il a complété d'après ces données l'œuvre première ; des chapitres ont été augmentés, refondus, et, lorsque le livre est sorti de ses mains, il s'était augmenté de cent pages.

On sait plus ou moins exactement en quoi consistent les découvertes à l'examen desquelles le volume que j'annonce est consacré ; mais ce que l'on sait moins, c'est par quelles intelligentes recherches, par quels efforts d'ingénieuses déductions M. de Rossi a substitué, dans les investigations faites aux catacombes, les méthodes rigoureuses à l'empirisme d'autrefois, comment il marche d'un pas sûr là où ses prédécesseurs ne s'étaient guère avancés qu'en aveugles.

Depuis le 31 mai 1578, époque à laquelle le hasard avait fait pour la première fois rencontrer une catacombe, jusqu'aux travaux de M. de Rossi, on n'avait découvert dans les hypogées de la Rome chrétienne que trois monuments de martyrs : celui des saints Abdon et Sennen, en 1619 ; en 1720 celui des saints Félix, Adauctus et Emerita ; et enfin en 1845 les épitaphes de saint Prote et de saint Hyacinthe. Les vingt années de fouilles de M. de Rossi ont été de beaucoup mieux employées et plus fécondes. Les tombes des papes Corneille, Eusèbe, Anthère, Fabien, Lucius, Eutychien, l'inscription de saint Urbain, la crypte de Saint-Sixte, celle de Sainte-Cécile, unies au jour par les applications d'une méthode rigoureuse, ont montré toute la puissance d'un esprit qui avait substitué aux tâtonnements des anciens jours les procédés d'une recherche rationnelle et vraiment scientifique.

Dès avant lui, il faut bien le dire pour demeurer juste envers tous, les instruments futurs de ses découvertes avaient été, comme il l'a écrit du reste, signalés, étudiés même. Les inscriptions si reconnaissables que le pieux zèle de saint Damase plaça sur les tombes des martyrs, les documents topographiques, les itinéraires des pèlerins qui visitèrent au moyen âge les galeries des catacombes, avaient appelé l'attention et fait comprendre ce que des recherches dirigées à l'aide de ces textes pouvaient produire de résultats heureux ; mais à lui seul appartenait de suivre la voie entrevue, d'augmenter par ses investigations le nombre des monuments antiques relatifs aux hypogées des premiers fidèles, de les épurer et d'en tirer enfin les indications qui ont fait revivre la Rome souterraine, si longtemps oubliée et perdue.

Aucun désastre, aucun outrage n'avait été épargné à cette sainte nécropole. Les idolâtres y avaient par intervalles poursuivi les fidèles, les y égorgeant, les y murant dans leurs galeries profanées ; puis, quand était venue l'heure de la persécution suprême, l'ère terrible des martyrs, les chrétiens avaient dû eux-mêmes obstruer de terre les cryptes où Dioclétien voulait faire rechercher et détruire les sépultures des saints. La prise de Rome par Alaric fit, en même temps que la ville elle-même, abandonner les catacombes. Vitigès, Totila, les Lombards, y exercèrent leurs aveugles ravages et, afin de sauver les reliques qu'y recherchaient quelques-uns d'entre eux, les papes Jean III, Paul I^{er}, Pascal I^{er}, Léon IV, Sergius III les retirèrent pour les placer à l'abri de toutes les insultes dans les sanctuai-

res de la ville sainte. On ne pouvait se résoudre à laisser les restes des saints du Christ dans des hypogées dont le pape Paul I^{er} nous peint ainsi le délaissement et la ruine :

« Les antiques catacombes des martyrs et des confesseurs souffraient de l'abandon ; mais la race impie des barbares les a ruinées de fond en comble. Dans leurs dévastations sacrilèges, ils ont ravi quelques corps saints, et les lieux qui les avaient contenus ont cessé d'être un objet de vénération. J'ai honte de l'écrire, ajoute le pontife, des bestiaux y pénètrent à cette heure, et l'on a transformé en étables ces souterrains que remplissent des souillures. »

Ainsi donc les aveugles colères des persécuteurs, les obstructions créées par les fidèles eux-mêmes afin de dérober aux yeux les tombes sacrées, les dévastations des barbares, les enlèvements de corps saints faits par les papes pour les soustraire à la profanation, tout semble s'être conjuré pour ne nous laisser de ce qui fut les catacombes qu'un amas de décombres et de ruines.

C'est de ce milieu désolé que M. de Rossi a fait sortir des lumières nouvelles pour l'histoire des premiers siècles chrétiens ; c'est dans ces galeries, rouvertes par sa vive intelligence, qu'il a su arracher à un protestant, son digne émule dans les choses de la science, ces mots qu'il est fier de redire :

« Vos travaux ont renouvelé les sources de l'histoire ecclésiastique ; à cette heure, elle est à refaire d'après ce que vous nous avez révélé. »

Épigraphie, étude des lieux, synbolique, fresques et sculptures, tout s'est, en effet, éclairci sous la main de l'habile antiquaire. Chaque débris a repris dans les âges son rang, méconnu jusqu'à cette heure par les explorateurs des catacombes ; la chaîne des temps s'est rattachée par des anneaux cette fois indissolubles : chacun peut maintenant reconnaître et signaler dans les hypogées de Rome les œuvres des âges de la paix, celles des périodes d'angoisses et de persécutions, celles des temps où l'Église triomphante put enfin décorer, réparer, élargir pour la foule des visiteurs les hypogées où se pressèrent les contemporains de saint Damase et les pèlerins du moyen âge. On s'est épris de ces vivants tableaux, de ce monument si durable que la science d'un seul a élevé à l'aide de si fragiles débris. Des souscriptions particulières se sont ouvertes pour subvenir aux fouilles que le gouvernement pontifical ne pouvait, dans sa pauvreté, faire marcher aussi rapidement que le réclamait l'importance des découvertes premières. La France, l'Angleterre, toujours prêtes lorsqu'il s'agit d'une œuvre généreuse, ont envoyé de riches subsides, puis ont voulu faire connaître les premières la source inépuisable que M. de Rossi avait fait reparaître.

C'est à ce dessein, je le répète, qu'ont en même temps concouru MM. Northcote et Brownlow et M. Paul Allard, leur traducteur, qui a si bien interprété, si judicieusement accru leur ouvrage.

Les éditeurs français ont tenu à honneur d'élever leur publication à la hauteur du sujet qu'elle éclaire. Des bois répandus à profusion dans le texte, des plans soigneusement exécutés, puis de belles et nombreuses chromolithographies reproduisent les types des fresques les plus belles, les plus démonstratives que l'on a rencontrées aux catacombes; tout concourt à faire de leur livre un élégant volume pour ceux que guide seul l'amour des publications brillantes et un instrument de première information pour quiconque veut étudier dans ses sources les plus pures et les plus nouvelles l'histoire de l'Église primitive.

EDMOND LE BLANT

DESCRIPTION GÉOGRAPHIQUE, HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE LA PALESTINE.

Accompagnée de cartes. — Première partie : *Judée*. — Par M. V. Guérin, agrégé et docteur ès lettres, membre de la Société de géographie de Paris et de la Société des antiquaires de France, etc.¹.

Le pèlerinage de Jérusalem était autrefois une œuvre périlleuse qui n'était entreprise que par de saints personnages que leur ardente piété conduisait aux lieux saints, ou par de grands pécheurs qui allaient implorer le pardon de leurs crimes aux lieux mêmes où le Christ est mort pour le rachat de nos péchés. Aujourd'hui, grâce aux bateaux à vapeur de la Compagnie des Messageries nationales qui sillonnent la Méditerranée, ce saint pèlerinage est devenu une entreprise facile, presque un voyage d'agrément; mais, pour le faire avec utilité, il faut s'y préparer par la lecture d'ouvrages analogues à celui dont nous rendons compte.

Afin de constater le mérite du guide que nous recommandons aux lecteurs du *Correspondant*, il n'est pas inutile de rechercher quel est l'auteur dont nous venons les entretenir : M. Victor Guérin est un savant connu depuis longtemps dans le monde de la science. Chargé en 1853 d'une mission scientifique dans les îles de Samos² et de Patmos, il a publié sur ces îles une étude très-complète. Deux ans après, il reçut une mission analogue pour l'île de Rhodes, si riche en souvenirs, et où la rue des Chevaliers montre encore l'ancien écusson aux trois fleurs de lys de la langue française, alors que les révolutions ont, dans la mère patrie, partout brutalement effacé les armes de nos rois. Je me rappelle qu'en parcourant cette rue avec M. l'abbé Baudoin, aumônier de la caravane, ces souvenirs

¹ 3 volumes grand in-8°, prix 30 francs, chez Challamel aîné, libraire-éditeur, 30, rue des Boulangers, et 27, rue Bellechasse.

² *Description des îles de Patmos et de Samos*, chez Durand, libraire-éditeur, 7, rue Cujas.

de l'ancienne France firent battre nos cœurs d'une patriotique émotion ; M. Guérin consigna les résultats de cette seconde mission dans un nouvel ouvrage qui renferme la description détaillée de cette île, appelée jadis la Bienheureuse (*Macaria*), et qui doit son nom actuel à l'abondance de ses roses (*Rhodon*)¹.

Plus tard, deux grandes expéditions furent entreprises par M. Guérin, l'une en Égypte et en Nubie, dont les résultats seront publiés ultérieurement, l'autre dans la Tunisie. Celle-ci fut l'objet d'une nouvelle publication faite sous les auspices de M. le duc de Luynes, ouvrage beaucoup plus considérable que les précédents. Ces deux beaux volumes² contiennent la description la plus détaillée qu'on possède sur la Régence, y compris l'île de Djerba, l'ancienne patrie des Lotophages, chantée par Homère.

I

Une œuvre plus capitale, celle dont nous avons à parler, devait bientôt occuper M. Victor Guérin, comme nous l'apprend l'avant-propos où il est dit :

« Après avoir, depuis une quinzaine d'années, étudié en Italie, en Grèce, dans l'Asie Mineure, en Égypte, en Tunisie et en Algérie, les principaux monuments et les vestiges les plus célèbres de l'antiquité profane, j'ai été attiré, comme invinciblement, vers l'antiquité biblique dont la Palestine possède les restes les plus précieux. Ces débris, sauf quelques-uns qui sont vraiment incomparables, sont loin, il est vrai, d'égaliser, soit en beauté, soit en grandeur, les ruines admirables de la Grèce ou les ruines gigantesques que les pharaons et les empereurs romains nous ont léguées ; mais, d'un autre côté, les souvenirs qui s'y rattachent exercent sur l'imagination un prestige dont le scepticisme lui-même ne peut guère se défendre, et qui dépasse singulièrement, à mon avis, celui que l'art, la mythologie ou l'histoire ont imprimé aux monuments des Grecs, des Égyptiens ou des Romains. En Palestine, on est envahi de tous côtés par le merveilleux, mais par un merveilleux vrai, et par là même d'autant plus saisissant. Toutes les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament se déroulent sous les yeux et devant l'esprit du voyageur. A mesure qu'il parcourt le pays, les grandes figures des patriarches et des prophètes, des juges et des rois, que dis-je ? celle du Messie lui-même, semblent lui apparaître tour à tour. Partout le doigt de Dieu qui, ailleurs, est plus caché et mystérieux, a laissé là une marque profonde que les siècles n'ont pu effacer. C'est ce qui communique à cette terre des prodiges un caractère tout particulier et ce qui la dis-

¹ *Description de l'île de Rhodes*, même éditeur.

² *Voyage archéologique dans la régence de Tunis*. 2 vol. grand in-8°, avec une carte développée. Henri Plou, rue Garancière.

tingue de toutes les autres ; c'est aussi ce qui captive si puissamment l'intérêt de tous ceux qui, en l'explorant, regardent la Bible comme leur guide le plus sûr et le plus fidèle, et s'inclinent, avec une respectueuse adhésion, devant les faits surnaturels qu'elle raconte. Grâce à la magie des noms et des souvenirs, des ruines peu importantes qu'on foulerait autrement d'un pied dédaigneux, arrêtent soudain au passage l'investigateur qui les contemple à travers le prisme des livres saints. »

Tel est l'esprit qui a conduit M. Guérin en Palestine et qui l'a dirigé dans son vaste travail. Les trois premiers volumes qui nous occupent comprennent seulement la Judée. Ils seront suivis de plusieurs autres qui traiteront de la Samarie et de la Galilée.

Sachant bien quel est notre guide, débarquons avec lui à Jaffa. L'impression qu'il a éprouvée est celle qu'a ressentie l'âme de tout chrétien qui a visité la Judée.

« Dès le lever de l'aurore j'étais sur le pont du navire, interrogeant au loin l'horizon. Mes yeux, mon imagination et mon cœur étaient tournés, avec une attente pleine de joie et d'émotion, vers la plage célèbre où nous allions aborder. Lorsque les premiers rayons du soleil eurent doré les sommets des monts de la Judée et de la Samarie, je saluai avec un pieux respect cette longue chaîne qui m'apparaissait presque tout entière et qui, avec les monts plus lointains de la Galilée, lesquels échappaient à ma vue, constituent, en quelque sorte, la charpente osseuse de la Palestine proprement dite ou Cis-Jordane. En les revoyant pour la troisième fois, bien que neuf ans se fussent écoulés depuis mon dernier voyage, je reconnus sans peine leur configuration générale, car elle était gravée dans mon souvenir à l'égal des images les plus chères. Personne ne peut oublier son pays natal ; or la Terre-Sainte, quand on l'a vue une fois, s'imprime aussitôt dans l'âme avec toute la puissance des lieux où nous sommes nés et où s'est passée notre enfance. C'est, en effet, l'une des premières contrées dont nous ayons entendu prononcer le nom ; nous avons été tous bercés avec les immortels souvenirs qui s'y rattachent, et elle est devenue ainsi comme la mystérieuse et commune patrie de notre jeune âge. »

Oui, trois fois béni le jour où il m'a été donné à moi-même d'aborder la terre sur laquelle j'allais chercher la trace des pas du Christ et de ses disciples, les saints apôtres !

Jaffa est remplie des souvenirs de saint Pierre, le prince des apôtres, et je voudrais qu'il me fût donné de revoir cette côte dont l'accès est si difficile, pour y suivre M. Guérin dans ses recherches méthodiques. Il fait connaître, sur chaque localité, le nom hébreu, grec, latin et arabe ; étudie minutieusement les restes d'antiquités ; constate son état actuel, et, remontant du présent au passé, évoque les souvenirs qu'elle rappelle, en donnant, comme de raison, la première place à ceux de l'Ancien et du Nouveau Testament, puis à ceux des croisades. Il discute les opinions

émises avant lui, exprime les siennes, éclaircit les points douteux ou obscurs et redresse les erreurs, le tout avec preuves en mains et textes à l'appui.

Nous ne pouvons suivre M. Guérin dans les détails précis qu'il donne sur les villes, bourgs et hameaux encore habités ou détruits que l'on rencontre en se rendant de Jaffa à Jérusalem.

Mais à la vue de la Ville sainte, suivant la tradition antique, fléchissons le genou ! « Avant nous, dit-il, que de millions de chrétiens, venus des quatre coins du monde, se sont agenouillés à cet endroit, remerciant le ciel de leur avoir accordé la faveur de voir de leurs yeux cette cité auguste, témoin jadis des plus grands mystères qui se soient accomplis ici-bas ! Je renonce à décrire l'impression qu'on éprouve alors ; elle a quelque chose de trop intime et de trop sacré pour la faire sortir, pard'indiscrètes et profanes paroles, des replis du cœur où elle se retranche et se recueille. Ceux qui croient me comprendront sans peine. Ceux qui ne croient pas souriront peut-être... ; mais s'ils se trouvaient en présence de Jérusalem... repassant dans le silence de l'esprit et du cœur ses destinées providentielles, ils ne pourraient eux-mêmes s'empêcher d'être émus et de s'avouer subjugués intérieurement, et à leur insu, par la force toute-puissante de pareils souvenirs. »

Pour moi, le 20 mars 1869, à trois heures du soir, quand je découvris la Ville sainte avec ses dômes, ses minarets et son enceinte crénelée, au comble de mes vœux, je m'écriai du fond de l'âme, avec le saint vieillard Siméon : « Nunc dimittis servum tuum, Domine, secundum verbum tuum in pace. »

Jérusalem doit faire l'objet d'un travail spécial de l'auteur. Dans son ouvrage d'aujourd'hui, il se borne à la circonscrire et démontre que le calvaire, actuellement dans l'enceinte de la ville, était bien hors des murs, au temps de Notre Seigneur.

Quittons donc Jérusalem et, sans nous arrêter sur la route suivie par M. Guérin, arrivons à Bethléem (la maison du pain) ; comme lui, nous dirons :

« Si l'aspect général de Jérusalem et les souvenirs que cette ville rappelle éveillent dans l'âme une grande et solennelle émotion, pleine de grandeur, mais en même temps pleine de tristesse, le pèlerin éprouve des sentiments différents à la vue de Bethléem. Je ne sais quelle sereine et douce gaieté plane au-dessus de cette gracieuse bourgade qui, au lieu d'avoir, comme la Cité sainte, à pleurer sur la mort et le tombeau d'un Dieu, renferme et montre encore, avec une religieuse allégresse, le lieu de sa naissance et l'emplacement de son berceau. C'est, en effet, la patrie de celui après lequel le monde antique avait soupiré si longtemps, et qui devait enfanter le monde moderne à une vie nouvelle. De là, l'éternelle auréole de joie qui semble ceindre, aux yeux du chrétien, le front de cette

petite ville..., et qui donne au fond du cœur un de ces contentements ineffables qui font tressaillir l'âme tout entière, parce qu'ils ne viennent pas de la terre mais du ciel. »

Ce sont bien là les sentiments que j'éprouvai lorsque, guidé par le vice-custode, le révérend père Bienvenu (M. Villiers de l'Isle-Adam, de son nom dans le monde), et accompagné de deux pieuses dames de la caravane, la bonne mademoiselle Cadol et madame Boizard, j'allai visiter la ville où naquit notre Sauveur.

Plus loin, M. Guérin revient en détail sur les lieux qu'on traverse pour arriver à Jérusalem, et, sur chaque point, il discute les traditions et les opinions des divers auteurs qui se sont occupés de la Terre-Sainte. C'est ainsi qu'à la page 512, il cite, en paraissant y adhérer, l'opinion du docteur Robinson, ministre protestant d'Amérique, qui place à Lathroun, l'ancienne Modin, patrie des Machabées. Mais, dans un quatrième voyage qu'il fit en Palestine, en 1870, l'auteur a découvert, par les fouilles qu'il fit exécuter au Khirbet-el-Medieh, les sept tombeaux que Simon fit construire pour son père, Mathatias, pour sa mère, ses frères et lui-même.

M. Guérin voulait acheter ce terrain au nom de la France ; mais les malheurs de la dernière guerre ont entravé ce projet à la fois pieux et patriotique. Puisse-t-il un jour répondre à son œuvre, et que la garde des tombeaux des Machabées soit confiée à la fille aînée de l'Eglise, quand elle aura repris son lustre et repris son influence en Orient !

II

M. V. Guérin, dans son second volume, nous conduit de Jérusalem à la frontière d'Égypte, en parcourant en tous sens l'immense plaine occupée jadis par les Philistins et appelée de leur nom Palestine ; mais il faut marcher à grands pas : Ekron, Jamnia, Azoth, Gath, Ascalon, Gaza sont tour à tour décrites par notre auteur qui les dépeint telles qu'il les a vues, délabrées, ruinées par le temps ou par les ravages des hommes, plus destructeurs que le temps.

Azoth, par exemple, si forte, si importante, où l'on adorait l'idole de Dagon, n'est plus qu'une pauvre bourgade comptant à peine dix-huit cents habitants. Les maisons grossières n'y sont plus bâties qu'en briques crues ; quelques-unes seulement sont en pierre. La colline voisine, dont le sommet était couronné par l'acropole de la ville antique, est maintenant livrée à la culture et plantée de figuiers et d'oliviers. Geth ou Gath, l'une des métropoles des Philistins, et patrie de Goliath, n'est plus qu'un amas de ruines confuses. Ascalon, ville des Kananéens, embellie par Hérode, et alors, la deuxième ville du royaume, plus tard fortifiée par les Croisés, bientôt reprise et rasée par Saladin, n'a conservé que des ruines gigantesques de son enceinte du moyen âge.

Après avoir franchi les ruines des anciennes fortifications, vous cherchez les traces de la vieille métropole et vous ne voyez qu'un vaste champ couvert d'une végétation luxuriante, due à la nature du sol et un peu à la culture des habitants de Djoura; pour retrouver quelques ruines des édifices de la ville antique, il faut, avec M. Guérin, franchir les haies de cactus épineux, ou les petits murs de séparation des héritages qui se partagent le sol entier de la cité. Après cette série d'escalades et d'études qui prirent à l'auteur une journée entière, il regagna sa tente : « Elle avait été dressée, dit-il, près d'une petite mosquée abandonnée, sur une colline qui forme le point le plus élevé des falaises, dans la partie occidentale de la ville. Tous les habitants de Djoura avaient quitté les jardins d'Askoulan (nom arabe d'Ascalon) pour se retirer dans leur village. Nous étions donc les seuls hôtes de la grande enceinte déserte où nous campions. Du monticule où nous étions placés, notre regard planait d'un côté sur la mer, dont les vagues agitées par une houle assez forte battaient la plage; de l'autre, il embrassait tout le périmètre d'Ascalon, et au delà, vers l'est, apparaissaient dans le lointain, à l'horizon, les monts de Juda. Les cimes de ces montagnes étaient en ce moment illuminées par les derniers feux du soleil couchant. Bientôt ces lueurs s'évanouirent et la nuit enveloppa tout de ses ombres. Un religieux et solennel silence régnait autour de nous; il n'était interrompu que par le bruit sourd et monotone des flots qui grondaient à nos pieds. J'évoquai alors, devant mon imagination, les grands souvenirs qui peuplent ces lieux à jamais célèbres. »

En effet, dans le chapitre suivant, M. Guérin retrace les principaux événements dont Ascalon fut le théâtre. Avec Diodore de Sicile, il indique d'abord l'éducation fabuleuse de Sémiramis, nourrie par des colombes, tandis que sa mère, qui s'est noyée pour cacher la honte du commerce adultère, source de sa maternité, est adorée sous le nom de Derketo, déesse à visage de femme et à corps de poisson. Hérodote, Eusèbe, les livres de l'Ancien et du Nouveau Testament et l'histoire de Josèphe sont, tour à tour, avec d'autres auteurs, mis à contribution. Puis, passant au temps des croisades, l'auteur rapporte en détail, d'après Guillaume de Tyr, les combats mémorables qui, de 1099 à 1270, à sept reprises différentes, se livrèrent sous les murs d'Ascalon. C'est le premier de ces combats qui a inspiré à Jean-Baptiste Rousseau l'une des strophes de son ode aux princes chrétiens :

La Palestine, enfin, après tant de ravages,
Vit fuir ses ennemis, comme on voit les nuages
Dans le vague des airs fuir devant l'aiglon;
Et des vents du Midi la dévorante haleine
N'a consumé qu'à peine
Leurs ossements blanchis dans les champs d'Ascalon.

Les chapitres xxxv, xxxvi et xxxvii sont consacrés à Gaza, dont les portes furent emportées par Samson, et qui fut témoin de la mort de l'Hercule

biblique qui s'ensevelit sous les ruines du temple où, avec lui, périrent trois mille Philistins.

Descendons jusqu'à El-Arich, l'antique Rinocoloura, puis dirigeons-nous vers les ruines de Gêrar, où vécurent si longtemps Abraham et Sarah. C'est là que naquit leur fils Isaac, et c'est de là ou de Bersabée que partit le père des croyants pour aller en trois journées sur le Moriah, afin d'immoler son fils à Dieu.

De Gêrar nous nous avançons dans le désert jusqu'aux ruines d'El-Khasalah, l'ancienne Elusa. D'Elusa nous remontons à Bir-es-Seba, la Bersabée des livres saints, et là nous aimons à suivre l'auteur dans ses réflexions : « J'errai jusqu'au soir, dit-il, dans cette antique localité dont le nom et les souvenirs toujours vivants me reportaient aux premiers âges de l'histoire, et j'éprouvai un charme indescriptible à les évoquer dans mon esprit. Les Bédouins que j'avais sous les yeux contribuaient, en outre, par leur vie pastorale, par la simplicité de leurs mœurs, par leur costume même, à faciliter pour moi cette réapparition d'un passé depuis si longtemps évanoui et auquel tant de siècles écoulés ajoutent un prestige indéfinissable. Ici, me disais-je, Abraham, Isaac et Jacob ont planté leurs tentes et ont fait paître leurs troupeaux. Ici, l'Éternel s'est manifesté à ces patriarches et leur a annoncé qu'un grand peuple devait sortir de leur race. C'est d'ici également qu'Ismaël a été chassé avec la pauvre Agar et a erré, mourant de soif, dans le désert qui s'étend vers le sud. Il devait, lui aussi, devenir le chef d'une nombreuse postérité, et ses descendants, dont quelques-uns sont devant moi, ont dépossédé à leur tour de leur patrimoine les petits-fils d'Isaac. »

Continuant à remonter vers le nord, nous parvenons à Beit-Djibria, l'antique Betogabra ou Éleuthéropolis, habitée jadis par un peuple troglodyte qui y creusa d'immenses cavernes dont trente subsistent encore et ont été visitées par M. Guérin. De là l'auteur revint à Jérusalem, à travers le plateau occidental des monts de la Judée, constatant la place de chaque ruine et en faisant une étude attentive.

La première partie du tome III est consacrée à l'examen détaillé du territoire occupé par la tribu de Benjamin, et ensuite l'auteur examine en détail tout le district d'Hébron.

Nous ne terminerons pas sans appeler d'un mot l'attention du lecteur sur les célèbres vasques de Salomon. Ce sont des réservoirs destinés à recevoir les eaux d'une fontaine renfermée dans une sorte de cave, à quelques cents mètres des vasques. Cette fontaine, dont les eaux abondantes et fraîches forment ce qu'on appelle dans les livres saints le *fons conclusus*, alimentait autrefois, par un aqueduc des puits placés à Jérusalem, sous le temple de Salomon.

J'ai parcouru à flanc de coteau la ligne de cet aqueduc et admiré la gracieuse vallée que formait jadis l'*hortus conclusus* (le jardin fermé) dont

est parlé dans le Cantique des Cantiques, et j'ai vérifié l'exactitude des descriptions de M. Guérin. Aujourd'hui, l'aqueduc est brisé non loin de Bethléem; d'ailleurs, dans tout son parcours, il est obstrué par les racines des plantes ou arbustes qui le bordent, et l'on voit l'eau s'échapper par des fissures imperceptibles. Pour le dégager, il suffirait d'employer les moyens usités pour rétablir le fonctionnement des conduites de drainage¹; mais, à Jérusalem, qui s'occupe, sous la domination turque, de réparations et d'améliorations?

M. Guérin, qui a été quatre fois en Judée, a vu disparaître, lors de son second et de son troisième voyage, des vestiges anciens qu'il avait d'abord reconnus. Où s'arrêtera la main destructive qui menace sourdement ce berceau de la religion chrétienne?

C'est là un motif de plus pour attacher un grand prix aux recherches consciencieuses et détaillées d'un savant éclairé et profondément religieux comme M. Guérin, dont, au premier abord, on est tenté de trouver le livre trop détaillé.

Le tome III se termine par un index alphabétique de tous les noms géographiques, anciens et modernes, mentionnés dans l'ouvrage; or, sur 636 noms compris dans l'index, combien y a-t-il de localités dénommées du mot arabe *khirbet*, qui signifie *ruines*? TROIS CENT QUATRE NOMS portent cette triste dénomination. Une carte à grande échelle termine le volume et nous permet de suivre facilement les marches et contre-marches de l'infatigable voyageur qui a entrepris d'ériger un véritable monument à la géographie biblique et sacrée. Nous attendons maintenant les autres ouvrages qu'il nous annonce sur Jérusalem, sur la Samarie et sur la Galilée.

Nous savons déjà qu'en Samarie il a découvert le tombeau fameux de Josué sur le mont Gaas, près du Khirbet-Tibneh. Tout récemment, ainsi que nous l'avons déjà dit, les fouilles pratiquées par M. Guérin ont constaté, près du Khirbet-el-Medich, l'antique Modin et le mausolée des Machabées.

Honneur à M. Victor Guérin, l'intrépide explorateur de la Palestine qu'il visita à quatre reprises différentes! A son dernier voyage, en 1870, il n'en

¹ Une chaîne d'arpenteur, armée d'un tire-bourre de forte dimension est introduite dans des drains ou aqueducs, et, poussée en avant, va attaquer et arracher les chevelus de racines qui s'y développent et les obstruent. Une fois arrivé au premier regard ménagé dans l'aqueduc, le tire-bourre est remplacé par une tête de loup, comme celles employées par les ramoneurs et, à l'aide d'une corde, un va-et-vient s'établit dans l'aqueduc qui est entièrement nettoyé.

J'ai indiqué ce moyen au pacha de Jérusalem; mais, l'ouvrier mandé et les explications données, la réparation n'a pas été faite, parce que l'on n'avait pas à Jérusalem, et qu'il eût fallu envoyer chercher, la longueur *maxima* qui sépare entre eux les divers regards ménagés sur le parcours de l'aqueduc. Voilà les obstacles qui suffisent pour empêcher une ville comme Jérusalem d'être alimentée d'eaux potables! Aussi, est-ce bien inutilement, je le crains, que M. l'abbé Richard a indiqué une meilleure direction à donner aux eaux de la source qui alimente les vasques de Salomon, avec une notice sur d'autres sources à rechercher.

revint que lorsque, déjà, les Prussiens bloquaient Paris. Mais, patriote non moins courageux que zélé catholique, à l'âge de cinquante ans, et quoique père de trois enfants, de Fontainebleau, où il avait retrouvé sa femme et ses enfants, il traversa les lignes prussiennes et alla s'engager, comme simple volontaire, dans l'armée de la Loire. Mais la fièvre, rapportée de la Terre-Sainte, trahit son courage, et, après les souffrances de la maladie et de la dignité nationale brisée, il revint à Paris à l'armistice, prit part à la manifestation pacifique de la rue de la Paix où la fusillade communale l'épargna heureusement, et revint dans le bataillon des gardes nationaux du quartier Saint-Sulpice qui cherchaient à maintenir l'ordre dans cette partie de Paris.

Maintenant qu'il est rendu au repos de la famille, puisse bientôt M. Guérin nous donner le résultat des explorations qu'il a faites, spécialement de la mer Morte aux sources du Jourdain dont il a suivi le cours entier jusqu'à la source dans le mont Liban.

Heureux ceux qui peuvent ainsi se consacrer à la vulgarisation, par une peinture fidèle, des lieux qui ont été témoins de la vie du Sauveur ! C'est quand on a aperçu en courant un coin du tableau qu'on comprend mieux le bonheur des écrivains qui, comme M. Victor Guérin, ont voué leur vie à la diffusion de l'histoire et de la géographie de la Palestine.

ALPHONSE DE PISTOYE.

GALERIE DE MÉTAPHYSICIENS CONTEMPORAINS

Par M. l'abbé L. Bossu, professeur de philosophie générale et d'histoire de la philosophie à l'université catholique de Louvain. Première série. — Louvain, typographie de Ch. Peters.

M. l'abbé Bossu a étudié, dans l'ouvrage que nous annonçons et qui en promet d'autres, les systèmes philosophiques de trois hommes bien inégaux par le talent : le docteur Büchner, qu'on ne voit pas sans quelque surprise figurer dans une galerie de métaphysiciens ; M. Vacherot, à qui nous ne contesterons pas certes une intelligence subtile et vigoureuse, et qui « creuse avant, mais dans le vide, » comme Bonald l'a dit de Rousseau ; enfin M. F. Ravaisson, dont la rare intelligence, toute nourrie d'Aristote, a eu selon nous le tort de s'emprisonner dans un système ambigu et incomplet. L'exposition de M. l'abbé Bossu est claire, exacte, facile ; la métaphysique est son domaine, et il s'y meut à l'aise. Il a eu la méritoire patience de suivre pied à pied les assertions de M. Büchner, et il a su montrer tout le faux, toute la risible inanité de ce matérialisme abject et puéril qui, hélas ! est une des hontes et un des périls de notre temps. M. Vacherot se plaignait, même après les triomphantes lettres du P. Gratry sur la *Sophistique con-*

temporaire, même après les solides et décisives réfutations dont son athéisme idéaliste a été l'objet, qu'on n'eût pas fait voir sur quelle analyse repose la distinction de l'être parfait et de l'être infini, laquelle est, dit-il, le point capital de sa doctrine. Cette analyse, M. Bossu l'a entreprise, et j'estime qu'il l'a excellemment faite. Mais il ne voulait pas ne s'occuper que de doctrines sophistiques. Ceux qui ont lu ici-même, en septembre 1868, l'élégant article de M. Amédée de Margerie sur la *Philosophie française au dix-neuvième siècle* de M. F. Ravaisson, pourront encore lire avec intérêt et avec profit l'étude que le professeur de Louvain a consacrée au même ouvrage. De part et d'autre, l'habile et docte interprète d'Aristote est jugé avec cette équité respectueuse dont ses travaux et son talent sont si dignes; mais de part et d'autre aussi, des réserves essentielles sauvegardant les droits de la méthode dialectique de Platon et de Descartes. M. Bossu, comme M. de Margerie avant lui, a rétabli contre un arrêt trop sévère de M. Ravaisson le vrai sens de l'analogie signalée par le P. Gratry entre le procédé infinitésimal des mathématiciens et l'induction platonicienne; il n'a pas craint non plus de relever chez l'éminent penseur une théorie de la création qui semble toucher de bien près au panthéisme. A ces critiques M. l'abbé Bossu aurait pu en joindre d'autres encore : il eût pu s'étonner, par exemple, que l'auteur de la *Philosophie spiritualiste de la nature*, M. Th.-H. Martin, arrière-cousin de Leibnitz par sa vaste érudition et son sens philosophique, n'ait pas même été nommé dans le rapport de M. Ravaisson.

Je n'ai rien dit encore du style de M. Bossu. Je goûte, au point de vue littéraire, certaines pages de son livre, et particulièrement celle où il apprécie avec finesse les mérites du style de M. Ravaisson; ailleurs on voudrait trouver dans la forme plus de souplesse et d'élégance. Ce sont là des qualités que le professeur de Louvain acquerra, sans nul doute, dans le commerce des grands philosophes du dix-septième siècle, qui ont su donner à leur langue tant de précision, de transparence et de vigueur.

AUGUSTIN LARGENT,
Prêtre de l'Oratoire.

Nous recevons de Fribourg en Brisgau la seconde édition d'un petit livre écrit dans notre langue et que nous voudrions voir se répandre chez nous, car nous n'avons rien d'aussi bien en ce genre. C'est une *Histoire sainte* à l'usage des tous petits enfants. Elle est charmante de simplicité et de grâce, mais sans aucune des mièvreries dont nos faiseurs en ce genre ont trop souvent alfadi le récit sacré. C'en est ici une réduction agréable, mais digne, qu'un artifice typographique bien entendu et d'excellentes figures intercalées dans le texte, contribuent encore à rendre attrayante. Le nom du savant docteur Schuster, qui est l'auteur de ce petit ouvrage, l'approbation dont l'a revêtu le vénérable archevêque de Fribourg, l'usage qui en est fait dans toutes les écoles du diocèse le recommandent mieux du reste que nous ne le pourrions faire auprès de nos établissements catholiques. C'est une provenance d'outre-Rhin dont il n'y a pas à se défier. — On le trouve à Paris, chez A. W. Schulgen.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Ils sont, cette année, plus nombreux et plus beaux peut-être que jamais, les livres que l'industrie littéraire offre aux parents, aux maîtres, aux amis, à tous ceux qui ont à récompenser, à encourager ou qui tiennent à laisser d'eux à une porte où ils aiment à frapper un témoignage plus durable et plus digne que les traditionnelles friandises consacrées par l'usage. Mais ces livres sont de ceux dont il faut dire avec Horace :

Non satis est pulchra esse,

Ou bien avec la Fontaine :

Que le bon soit toujours camarade du beau.

Nos lecteurs attendent naturellement de nous que nous les renseignions sur ce point. Nous aurions d'autant moins bonne grâce à refuser place ici à ces publications, qu'indépendamment de leur beauté typographique, plusieurs ont une réelle valeur littéraire et sont empreintes d'idées et de sentiments auxquels nous devons applaudir.

I

A ce titre, indépendamment des autres, saluons d'abord, ou plutôt, re-saluons, comme aurait dit Ronsard, le splendide volume de M. Francis Wey : *Rome. Description et souvenirs*¹, que nous avons déjà signalé l'an dernier, et qui, enlevé dès le premier jour, reparait aujourd'hui revu dans son texte, enrichi d'un important index analytique, et augmenté de plusieurs illustrations. Ces illustrations, les unes en dehors du texte, les autres intercalées dans le texte lui-même et faisant corps avec lui ont naturellement pour sujet les monuments et les sites que présente la Ville

¹ 1 vol. in-folio avec 352 gravures et un plan. Librairie Hachette.

éternelle. Pas n'est besoin d'ajouter que la fidélité en fait d'abord le mérite : qui oserait y manquer aujourd'hui que des milliers de crayons, sans compter la photographie, sont prêts à relever les erreurs ? La gravure sur bois y a mis, de son côté, tout ce dont elle est capable, et l'on sait qu'à cet égard, elle a fait ses preuves. A ces représentations du passé, s'en joignent du présent de très-vives et très-piquantes qui nous montrent, au milieu des grandes ruines ou des grands édifices encore debout, quelques échantillons de la population qui les habite aujourd'hui, population pittoresque qui, même sous ses haillons et ses attifements parfois grotesques, n'est pas, au point de vue plastique, indigne de celle d'autrefois.

Cette Rome qui se déroule ici à nos yeux, c'est la Rome d'hier, la Rome d'avant l'invasion piémontaise, la Rome des papes enfin dont la séduction était si forte, que, de quelque contrée qu'on y fût venu, à quelque croyance, à quelque opinion qu'on appartint, pour peu qu'on eût le sentiment du grand et du beau, on ne pouvait plus, après un mois de séjour, se résoudre à s'en éloigner. Par le charme de ses aspects et de ses souvenirs, par le calme religieux qui y régnait, par l'attrait des œuvres de l'intelligence et de l'art qu'y avaient rassemblés ses souverains, par la tolérance et la liberté qu'ils accordaient aux étrangers, par l'amenité des mœurs qu'ils y maintenaient, ils avaient fait de leur capitale le centre le plus noblement attractif du monde civilisé.

C'est dans cet état où elle se trouvait encore il y a quelques années et qu'elle devait surtout à ses trois derniers papes, que M. Francis Wey a eu le bonheur de voir Rome. Il ne l'a point visitée en catholique, et il serait même difficile de déterminer, après l'avoir lu, à quelle communion chrétienne il appartient. Son livre n'en a que plus d'intérêt, à nos yeux, car la sympathique admiration que toutes ses pages respirent est une preuve de plus du charme qu'exerçait la ville des papes. Ce que M. Francis Wey admire surtout dans leur œuvre séculaire, c'est ce persévérant et supérieur amour des lettres, de la science, de l'art, de tout ce qui fait la grandeur de l'homme, chez des souverains qu'auraient dû absorber, ce semble, des préoccupations d'un ordre tout abstrait et détourner de tels soucis leur position souvent précaire, les attaques auxquelles ils furent presque toujours en butte, les persécutions et les exils dont plusieurs furent victime.

Or les papes qui ont fait le plus pour Rome en ce genre, sont précisément ceux dont l'autorité a le plus souffert d'atteintes et dont l'existence a été la plus tourmentée. On ne s'étonne pas que Jules II et Léon X aient élevé Saint-Pierre ; ce qui confond, c'est la grandeur et la multiplicité des travaux qu'ont faits dans le même ordre et des sommes qu'y ont consacrées Pie VI, Pie VII et Pie IX. Combien, sous ce rapport et avec des ressources moindres, ils se sont montrés supérieurs aux rois leurs contemporains ! Relativement à cette partie de leur règne, on lira sur ces pontifes si éprouvés des détails admirables et touchants dans le livre de M. Francis Wey.

La forme qu'il lui a donnée est d'ailleurs agréable ; la narration en est le cadre habituel, l'anecdote s'y mêle à la description que relève parfois une pointe d'*humour* et de critique souriante.

Voici, entre autres, un joli tableau de certaines rues de la ville papale : « Dans les longues rues conventuelles où l'herbe pousse, sur le chemin de Sainte-Marie-Majeure au Latran, par exemple, d'amusants cortèges circulent sans bruit mêlés aux passants rares et discrets. Les écoliers des séminaires et collèges, originaires des cinq parties du monde, costumés en petits abbés de toutes les couleurs, suivant la nation, avec de volumineux tricornes sur des corps grêles et des minois enfantins, donnent un amusant spectacle. Les Allemands ont des soutanes rouges, les Anglais en ont de violettes ; le froc blanc des petits Américains contraste avec les jeunes têtes rembrunies des nègrillons et des peaux rouges enluminées par le soleil indien. »

Citons encore, à propos de ces costumes et de ces coiffures, bizarres reliques d'un autre siècle, ces lignes qui décèlent une fine observation : « Les fronts cornus et pensifs dont le siècle dernier peupla les décombres du *Campo Vaccino* symbolisent assez bien le complet oubli de soi-même où s'abandonne, au spectacle des ruines, la songeuse inaction romaine. Aucune ville n'est mieux organisée pour faire s'écouler en heures perdues les journées de l'existence ; l'étude même y est ralentie par des formalités multiples : tout semble concourir à vous retenir longtemps dans la Ville éternelle. Pour visiter la plupart des collections, il faut attendre bien des jours les cartes d'entrée. Ces permis, on les livre gratuitement, sans s'informer ni des qualités, ni des noms. Au reste les conditions sont égales pour tous : le privilège expire au seuil du Vatican, et le savant obscur n'arrivera pas plus lentement que le grand seigneur ou le prélat. »

Tout est dans cet esprit de pénétrante et bienveillante équité, tout y répond à la noble déclaration faite par l'auteur à sa première page : « On n'a pas à s'occuper de Rome, si l'on ne reconnaît en soi deux sentiments : le culte du beau, le respect de ce qui est grand. »

II

Plus splendide et d'un intérêt plus varié, quoique moins élevé sous certains rapports, est le troisième volume des *Mœurs et usages du moyen âge* que publie cette année M. Paul Lacroix¹. Ce volume fait suite à deux autres exécutés sur le même plan et avec le même luxe, dont nous avons rendu compte ici l'an dernier et il y a trois ans. Le premier avait

¹ *Vie militaire et religieuse au moyen âge et à l'époque de la renaissance.* — 1 vol. in-4°, illustré de 14 chromolithographies et 469 vignettes sur bois. Libr. Firmin Didot.

pour objet les institutions, le second les arts et la vie civile : la vie militaire et religieuse est le sujet de ce dernier. La féodalité et le clergé, les hommes de guerre et les hommes d'Église, voilà les deux classes que l'auteur fait passer sous nos yeux, accompagnées, mais à distance, du peuple auquel, sans doute, le savant conservateur de la Bibliothèque de l'Arsenal se réserve de consacrer un autre volume. Malgré l'étendue de l'ouvrage, on ne saurait espérer trouver un tableau bien développé de la vie de ces deux classes dans les diverses corporations entre lesquelles elles se partageaient et les différentes occupations auxquelles elles étaient livrées. Les recherches qui ont eu pour objet leur existence et les modifications qu'elle a subies dans le cours des siècles chez les différents peuples de l'Europe sont nombreuses, et les problèmes qu'elles ont soulevés ne sont pas tous résolus. M. Paul Lacroix n'a pas pu avoir la prétention de tout dire et de tout élucider. Son but a été, croyons-nous, d'exposer en les appuyant du témoignage des monuments, les résultats incontestés de l'érudition en cette matière.

L'auteur commence par la guerre et les hommes de guerre, c'est-à-dire les nobles, les seigneurs féodaux de tout rang : ce sont assurément ceux qui tiennent le plus de place et font le plus de bruit au moyen âge.

Nous qui sommes,
De par Dieu,
Gentilshommes
De haut lieu,
Il faut faire
Bruit sur terre;
Et la guerre
Est un jeu.

Ce jeu, même alors, avait ses règles qui varièrent à mesure que changea l'état de la société. En face de Rome tant qu'elle subsista, où que ses traditions de guerre se maintinrent, les barbares combattirent à peu près à la manière romaine, empruntant à leurs adversaires les moyens de les battre. Quand Rome eut complètement succombé, il y eut un moment de confusion dans les procédés de la guerre et comme une interruption de toute tactique. Mais ce moment fut court et avec l'organisation de la féodalité commença un art militaire nouveau fondé sur le principe de la force individuelle, qui alla se perfectionnant jusqu'à l'invention des armes à feu, dont l'apparition coïncide avec la fin du moyen âge quelle amène ou du moins précipite. A chacune de ces phases correspondent, dans les engins et les armes, des changements curieux et habilement raisonnés qui font le plus grand honneur aux hommes inconnus à qui en revient l'invention. Ces engins, ces armes, ces moyens d'attaque et de défense, passent ici sous les yeux, dans l'ordre chronologique de leur emploi, et fidèlement représentés d'après les originaux ou les des-

sins authentiques qui nous en sont restés. Les pages de M. Lacroix sont un musée dont il s'est fait le cicerone discret.

Il n'était pas possible de parler de la guerre au moyen âge sans faire une excursion dans l'histoire de la chevalerie et des ordres militaires. M. Lacroix a là-dessus deux chapitres un peu sommaires, mais dont de nombreux et riches dessins compensent la brièveté. Les croisades auxquelles il consacre également un chapitre, n'entraient peut-être pas aussi directement dans son sujet, mais son excuse, s'il en avait besoin, serait dans les pages qu'il consacre à la marine qu'appelait nécessairement le tableau des croisades et qui sont des plus neuves et des plus intéressantes.

Moins bruyant que le monde guerrier, le monde religieux au moyen âge, n'avait pas une moindre importance. En lui résidait la vie qui se dépensait ailleurs un peu à tort et à travers. La plus grande moitié du volume de M. Lacroix lui est consacrée, et cependant sa constitution, son organisation, son histoire et son rôle n'y sont que bien sommairement retracés. Ce qu'il faut chercher ici, ce sont des monuments historiques plutôt que de l'histoire proprement dite. Et ces monuments abondent ; le musée religieux de M. Lacroix n'est pas moins riche que son musée féodal, et il faut reconnaître qu'il met à l'expliquer au moins une aussi grande conscience. On ne saurait guère exiger plus d'un laïque qui n'a pas à faire profession de foi religieuse et n'entend pas trancher du théologien. C'est justice, d'ailleurs, en ce qui concerne M. Lacroix, de reconnaître qu'à mesure qu'il avance dans l'étude du moyen âge, il le comprend et l'apprécie mieux. Sous ce rapport, nous constatons dans ce troisième volume, un remarquable progrès sur les autres, où nous avons dû, dans le temps, dénoncer à nos lecteurs plus d'un passage louche et malsonnant. Il y a au contraire dans celui-ci des vues hautes sur l'ensemble de cet âge chrétien, contre lequel il se fait aujourd'hui une réaction haineuse, et sur certains points plus particulièrement en butte aux attaques, des jugements pleins de sens et de pénétration. Ainsi, en parlant de l'œuvre générale du christianisme, M. Lacroix dit fort bien : « Le christianisme civilisa les barbares ; par l'unité de la foi, il fonda l'unité politique au sein des peuples, divisés en races ennemies, résultat qui n'eût été obtenu dans l'antiquité, que par l'anéantissement des nationalités. L'histoire ne présente pas un spectacle plus digne d'attention que le travail lent et profond de ce nouveau principe de vie infusé à une société en dissolution. » A ses yeux, les papes en ont été les constants inspirateurs et les prêtres et religieux, les intrépides instruments. Aussi, quoique plus d'un lieu commun sur les désordres et les fautes du clergé se soit glissé sous sa plume, M. Lacroix ne professe-t-il aucune inclination pour ceux qui, durant les mille ans dont l'histoire l'occupe, contrarièrent, compromirent et finalement suspendirent cette sainte œuvre de l'unification fraternelle du genre humain dont l'idée dé-

coulait naturellement, comme le dit l'auteur, de l'unité de doctrine à la conservation de laquelle la papauté veilla toujours avec sollicitude.

Les pages de ce beau volume réjouiront donc les yeux sans blesser, du moins volontairement, l'esprit.

III

Si vous aimez les émotions de l'ordre purement physique, celles en particulier qui naissent des périls courus et des luttes volontaires de l'homme contre la nature, prenez le livre de M. Édouard Whymper : *Escalades dans les Alpes*¹. C'est d'abord un chef-d'œuvre de typographie qui fait le plus grand honneur aux presses de l'imprimerie Lahure. Jamais plus fines vignettes ne sont sorties plus pures de dessous un rouleau mécanique : on dirait de la taille-douce ; jamais pages ne sont « venues » plus égales, plus nettes et d'un ton plus harmonieux. La traduction française, à cet égard, rivalise avec l'original anglais.

L'original a eu un grand succès au delà de la Manche, où plait le genre d'exploits que raconte l'auteur. L'Anglais aime le danger pour le danger même ; il voit dans la difficulté quelle qu'elle soit une provocation. Il lui semble en particulier que, par leur hauteur inaccessible et sourcilieuse, les pics vierges des montagnes le bravent. Chaque année, quelque blond fils d'Albion se casse le cou pour répondre à ce défi muet de la nature. Ce n'est pas l'amour de la science, le désir d'expérimenter ou de découvrir quelque loi de la nature qui les pousse ; non, c'est le besoin de dépenser cette force musculaire dont leur chair surnourrie déborde. Comme Milon de Crotone, ils fendraient volontiers de leurs mains un chêne du haut en bas pour le plaisir de voir le roi de la forêt leur céder. Aussi ne remarquez-vous dans leurs bagages, au moins chez la gente grimpeuse qui escalade chaque été les glaciers des Alpes, ni boussole, ni thermomètre, ni hygromètre, ni rien qui puisse aider à des expériences scientifiques. Aussi les récits de leurs tentatives n'excitent-ils d'autre intérêt que celui de la curiosité.

Quoique littérairement supérieure à tout ce que nous avons lu de ses compatriotes en ce genre, la relation des escalades de M. Whymper nous semble fatigante et stérile pour l'esprit. Les premières scènes étonnent et saisissent, mais leur uniformité amoindrit peu à peu l'effet des autres. N'était la multiplicité et la perfection des dessins, dont les pages sont semées, et qui placent vivantes sous les yeux les péripéties de l'entreprise, on ne poursuivrait pas jusqu'au bout la lecture. Il n'y a rien là pour le

¹ *Escalades dans les Alpes*, de 1860 à 1869, ouvrage traduit de l'anglais par Adolphe Joanne. — 1 vol. gr. in-8, contenant 108 gravures et 6 cartes. Librairie Hachette.

cœur, et rien pour la science, excepté peut-être dans l'ascension du Cervin, où se rencontrent des observations qui nous semblent très-importantes sur la formation des moraines. Nous ne trouvons pas non plus, chez l'intrépide affronteur de glaciers, cette bonhomie humoristique qui caractérise assez souvent les récits de voyages anglais, ni, ce qui est plus fréquent encore, ce fond d'esprit religieux qui se retrouve toujours sous leur plume dans les aventures tragiques. M. Whymper, dans son chapitre xxii, en raconte une terrible et dont il faillit lui-même être victime, la mort de trois de ses compagnons précipités du haut d'un glacier dans un gouffre où ils trouvent la mort, sans qu'une exclamation religieuse lui échappe, sans que son regard se reporte de la crevasse où gisent les cadavres des voyageurs, vers le ciel où ils n'ont peut-être pas eu le temps de porter leurs pensées en roulant vers l'abîme. Pour lui, la seule chose importante à peindre, c'est l'attitude de deux guides ahuris de terreur qui ne reviennent à eux que pour pleurer leur salaire qu'ils croient perdu avec les voyageurs disparus.

Qu'on nous permette d'en faire l'observation, le *Correspondant* (V. le n° du 10 octobre dernier) a publié la relation d'une escalade de ces mêmes pics, escalade que M. Whymper mentionne lui-même (p. 237), mais avec une brièveté de mauvaise humeur, dirait-on, peut-être parce qu'elle a été faite par « un Français du nom de Vincent. » Cette relation sortait de la plume de ce même Français du nom de Vincent, et, qu'on nous permette de le dire sans vanité, pour l'entrain, la couleur, l'émotion, la vivacité et l'élévation des sentiments, elle valait bien la meilleure des *grimpades* (*scramble*) de M. Whymper.

IV

Les montagnes ont fourni à M. Dupaigne, agrégé des sciences physiques et professeur au collège Stanislas, le sujet d'un autre ouvrage magnifiquement édité aussi par la maison Mame, de Tours. C'est un travail savant et agréable, d'une lecture instructive, attrayante et saine : qualité que n'ont pas toujours, même dans ce genre de publications, les livres qui se présentent avec les séductions typographiques de celui-ci. L'auteur a su y réunir toutes les notions générales et une foule d'aperçus nouveaux relatifs à la géographie physique, à la géologie, à la configuration et à la constitution de cette partie de l'écorce terrestre qui n'est à l'ensemble, dit-on, que ce que sont à la surface entière de l'orange les rugosités de sa peau, et qui observée de près, offre cependant un spectacle si grandiose. En lisant ce volume on s'aperçoit que l'auteur n'est pas un naturaliste de cabinet, mais qu'il a vu les montagnes, les a gravies, et s'est enfoncé dans leurs gorges ; qu'il en a étudié les gisements et les revêtements, les mystères du dedans et les

beautés extérieures ; qu'en un mot il a porté sur elles le regard du savant et celui de l'artiste. Les scènes sublimes des Alpes et des Pyrénées, et les phénomènes imposants dont ces régions sont le théâtre élèvent toujours son esprit vers Dieu. Les sentiments qu'il éprouve, M. Dupaigne sait les communiquer. Il fait aimer les montagnes, il inspire le désir de les visiter et de les étudier. Et, en cela, la lecture de son livre nous semble particulièrement excellente. On lui ferait tort cependant si on le considérait comme un vulgaire encouragement aux touristes des deux sexes dont la foule diaprée, comme un essaim de papillons, prend chaque été son vol du côté des montagnes. Les excursions que M. Dupaigne recommande sont des excursions sérieuses, destinées à fortifier le corps, à élever l'âme et à élargir l'esprit. Aussi veut-il qu'on s'y dispose avec soin. « Ne craignons pas, dit-il, de conduire ou d'envoyer les jeunes gens aux montagnes. Mais que chacun d'eux soit bien prévenu que, pour retirer tout le fruit de sa peine, pour éviter d'être la proie d'hôteliers avides et de cicérones ignorants, pour doubler le plaisir, entretenir l'intérêt et fixer les souvenirs, il faut nécessairement avoir *préparé son voyage*, avoir acquis une foule de notions générales et spéciales sur la contrée que l'on visite. Ce sont ces notions générales que j'ai entrepris de mettre à la portée des voyageurs novices : je les offre à ces familles d'élite, à ces jeunes gens sérieux et pleins d'avenir qui, élevés dans les plaines, veulent visiter avec fruit les montagnes. Je m'estimerai heureux si, après avoir puisé dans ce livre le désir de se mettre en route, ils y trouvent les renseignements et les souvenirs qui rendront leur voyage plus instructif et plus agréable. »

Fidèle, pour son compte, au programme qu'il trace pour autrui, M. Dupaigne donne à ses lecteurs toutes les notions de géographie, de topographie, de géologie et d'histoire naturelle qui peuvent rendre leur voyage instructif. En outre son livre contient une foule d'observations, d'appréciations, de critiques qui le rendront utile à ceux qui le liront à leur foyer ; et, bien qu'ayant les montagnes seules pour objectif, il peut être considéré comme un traité complet de géographie physique. Les cartes, les vues, les dessins de toutes sortes, enfin les illustrations, comme on dit aujourd'hui, dont les éditeurs l'ont enrichi avec la libéralité qui les distinguent, concourent largement, de leur côté, au but que le texte poursuit et, ne peuvent manquer d'en assurer le succès.

V

Nos lecteurs n'ont pas oublié, nous en sommes sûr, l'intéressant tableau de la Russie contemporaine, par M. William Dixon, dont ils ont eu la première dans la traduction de notre bien-aimé et regretté collaborateur M. Émile Jonveaux.

Cet ouvrage, dont M. Jonveaux avait pris pour nous la fleur, mais qu'il avait traduit intégralement, du consentement de l'auteur et en quelque sorte sous ses yeux, vient de paraître en entier avec les cartes, vues et dessins qu'il contient dans l'original¹. Ceux qui ont lu les parties que nous en avons données doivent naturellement désirer en connaître le reste. Quant à ceux qui en entendent parler pour la première fois, il suffira, pour leur donner une idée de l'intérêt que cet ouvrage excite, de leur mettre sous les yeux, en leur garantissant qu'elle ne ment pas aux espérances qu'elle fait naître, la courte et nette préface du voyageur anglais : « Mes voyages viennent à peine de se terminer ; ils m'ont conduit de la mer Polaire aux monts Ourals, de l'embouchure de la Vistule au détroit d'Énikaléh, sans compter mes visites aux quatre pèlerinages les plus révérends dans le pays : Solavetsk, Petchersk, Saint-Georges et Troïtsa. Comme mon but est de faire vivre le peuple russe sous les yeux du lecteur, j'ai beaucoup à parler des pèlerins, des moines, des prêtres, des mendiants, des vagabonds, des sectaires ; des Cosaques, des Kalmouks, des Kirghiz ; des corporations, des droits de bourgeoisie, de la division du sol ; des révoltes des étudiants et des souffrances des soldats ; en un mot, de toutes les forces humaines qui constituent la politique sociale de notre temps. »

Ce vaste programme, M. Dixon l'a rempli, du moins en surface, dans toute son étendue. Qu'il ait « fait vivre » sous nos yeux le peuple russe, à nous qui le connaissons, ce peuple, et l'avons assez longtemps pratiqué, il nous semble que les tableaux qu'en fait le voyageur sont un peu trop ce qu'on appelle des *tableaux vivants*, c'est-à-dire des scènes arrangées pour l'effet. Loin de nous la pensée d'en accuser M. Dixon : c'est le Russe lui-même qui pose ainsi dès qu'on le regarde ; mais en cela même, et tenues pour ce qu'elles sont, ces peintures ont leur prix. Du reste il y a, dans le vaste empire des tsars, des choses qui ne jouent pas la comédie : ce sont les lieux, les monuments. Or le voyageur les décrit très-bien les uns et les autres. Ce qui donne, toutefois, une valeur plus grande à son livre, bien que ce n'en soit pas la partie la plus pittoresque, c'est le tableau des institutions politiques et sociales de la Russie : les croyances religieuses, les sectes, les associations ouvrières dont on ne connaît même pas le nom à l'étranger, ou dont, au moins, on ne soupçonne point le principe essentiellement socialiste et l'organisation toute démocratique. M. Dixon en a généralement bien saisi l'esprit et le jeu. Peut-être s'exagère-t-il un peu l'influence que peuvent avoir, sur leurs futures transformations politiques, ces restes bien altérés de la vieille constitution patriarcale des Slaves, car il croit voir déjà se lever chez eux l'aurore de la liberté. Néanmoins, et quoi qu'il en soit des illusions qu'il peut se faire

¹ *La Russie libre*, par William Hepworth Dixon, ouvrage traduit de l'anglais par Émile Jonveaux, et illustré de 75 gravures sur bois et d'une carte. Hachette.

à cet égard, M. Dixon n'en a pas moins trouvé là le secret de bien des coutumes de la vie russe et la cause de plusieurs des aspirations libérales qui, malgré les améliorations réalisées, se manifestent encore aujourd'hui dans l'empire toujours autocratique du successeur de Nicolas I^{er}.

VI

Le Correspondant annonçait, il y a quelques semaines, la publication prochaine du second volume de *l'Histoire de France, racontée à mes petits-enfants*, par M. Guizot. Ce volume vivement attendu vient de paraître¹, et nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en les en prévenant : c'est l'ouvrage le plus digne d'être offert en ce moment, tant pour la beauté de son exécution typographique que pour sa valeur intrinsèque. Sous ce dernier et plus important rapport, nous n'avons rien à ajouter à ce qu'en a dit ici récemment avec une admiration discrète et de bon goût notre collaborateur Léon Arbaud.

Plus l'illustre écrivain avance dans son entreprise, plus se développe le talent nouveau de narrateur qu'il y déploie, sans préjudice de ceux qui ont fait autrefois sa gloire et qui s'y montrent toujours dans la mesure que permet le genre auquel il se consacre aujourd'hui. Nous n'ajouterons qu'un mot qui sera pour les lecteurs de M. Guizot une bonne nouvelle : c'est que le présent volume, qui ne conduit les événements que jusqu'à la fin de Louis XII, n'est pas l'avant-dernier, ainsi qu'on l'avait annoncé, et que l'ouvrage aura quatre volumes, au lieu de trois.

VII

La science a sa part aussi dans ces livres si richement, si savamment ou si coquettement parés ; car aujourd'hui elle aspire, comme du reste toutes les branches du savoir humain, à franchir les limites de sa sphère propre et à se faire accepter dans le monde. L'une des tentatives les mieux faites pour réussir dans ce but nous semble être l'ouvrage que publie M. Paul Poiré, ancien élève de l'École normale, sous ce titre : *La France industrielle*². Ce livre, écrit dans une juste mesure, ni trop technique, ni trop littéraire, répond à un besoin réel et comble un des vides les plus incontestables de notre éducation. Il est certain en effet que ce qu'on ap-

¹ *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789, racontée à mes petits-enfants*. 1 vol. grand-8°, avec 60 gravures. Hachette.

² 1 vol. grand in-8 avec 432 gravures intercalées dans le texte. Librairie Hachette.

pelle en France les gens instruits ignorent, au moins pour la moitié, les industries qui enrichissent notre pays, ou n'ont que de très-incomplètes notions des matières qu'elles emploient et des procédés qu'elles suivent. Combien de gens, par exemple, savent de quoi et comment sont faits les vases dans lesquels ils mangent, les ustensiles dont ils se servent à tout instant, les tissus dont ils se revêtent tous les jours? C'est cette ignorance singulière et toutefois si commune que M. Poiré a voulu combattre en donnant de nos industries une idée sommaire et cependant complète, qui n'exigeât pas pour être comprise des connaissances spéciales et qui néanmoins laissât dans l'esprit des notions claires et précises. Il fallait pour cela beaucoup d'art et le secours de nombreux dessins. L'art d'exposer, M. Poiré le possède à un degré remarquable; les dessins, l'éditeur n'en a pas été économe. Le volume que nous signalons est, par suite, d'une lecture facile et très-instructive. Nous y avons appris, pour notre compte, énormément de choses dont nous étions loin de nous douter et qui nous ont inspiré, même pour les produits en apparence les plus vulgaires, une haute admiration. Peu de livres saisissent plus l'esprit et font plus penser que celui-ci. Il grandit singulièrement l'idée qu'on a de l'homme. Tout réaliste en apparence, c'est en réalité l'un des plus philosophiques... des plus spiritualistes, dirions-nous, si nous l'osions. Cet empire de l'homme sur la matière constaté par l'industrie, n'est-ce pas le meilleur démenti à opposer à ceux qui prétendent que l'homme n'est lui-même qu'une lente élaboration de la matière?

P. DOUHAIRE.

Le prince George Bibesco, officier supérieur dans l'armée française, attaché au 7^e corps, publie aujourd'hui la relation de la campagne de cette malheureuse armée qui de Belfort s'est repliée sur Châlons, pour aller par Reims se perdre à Sedan. Rien n'a été écrit sur nos désastres de plus émouvant, de plus poignant et de plus instructif. *Belfort, Reims, Sedan* paraît dans la belle série militaire de la librairie Henri Plon. Ce livre renferme d'excellentes notes stratégiques et des tableaux très-utiles pour bien suivre le récit.

QUINZAINES POLITIQUES

9 décembre 1872.

Trois maux inquiètent la France : elle n'a pas la frontière qui lui appartient, puisque une armée prussienne campe encore sur son territoire; elle n'a point de gouvernement définitif, puisque le pouvoir qui la régit a l'empire d'un fait, sans avoir la consécration d'un droit; elle n'a pas toute la paix sociale dont elle a besoin, puisque le radicalisme gronde sourdement dans ses multitudes. Telle est la situation de notre patrie : jamais Dieu ne tint le cœur d'une nation opprimée de plus de craintes à la fois. Faut-il la croire perdue pourtant ? la France a-t-elle commencé de devenir ou d'être l'Empire byzantin, la Pologne ou le Mexique ? ou bien va-t-elle retrouver dans son sein fécond et si souvent meurtri quelqu'un de ces grands génies qu'il lui faut pour être grande elle-même ? Se relèvera-t-elle comme au lendemain d'Azincourt, de Coutras, d'Utrecht et de Waterloo ? Questions douloureuses qu'au fond de son cœur anxieux, le patriote ose à peine se poser. Et pourtant, dussions-nous paraître téméraire dans notre espoir, il nous semble que les nécessités auxquelles nous sommes en proie ne sont pas encore supérieures à nos ressources ; il nous semble que la France est encore assez forte dans sa faiblesse pour ne pas vouloir et ne pas pouvoir périr. Qu'on regarde, en effet, qu'on regarde clairement dans son trouble, et l'on verra qu'elle a pris, pour se libérer de ses maux, le parti le plus prudent et le plus hardi : elle attend le départ de l'étranger, elle supporte le règne que l'événement lui a donné, mais elle lutte contre la démagogie qui la menace. Elle a compris qu'elle aurait un bon gouvernement, dès qu'elle se serait assuré le repos social ; elle a compris qu'au dehors elle reprendrait peu à peu possession de sa destinée, dès qu'elle sentirait en elle le double bienfait d'un pouvoir fort et d'une société tranquille. En un mot, des trois dangers aux-

quels elle doit faire face, ses conseillers les plus dignes d'être écoutés lui montrent d'abord le radicalisme à conjurer; ils ont raison : cette politique est un acte d'énergique et prévoyante sagesse, et comme nous savons dans l'histoire le prix des résolutions intelligentes, nous ajoutons que c'est un bon signe pour l'avenir de la France...

Oui, selon nous, la commission Kerdrel a nettement vu la nouvelle situation de la France. Elle a aperçu toutes les conséquences qu'entraîne la victoire, légale ou non, du radicalisme, c'est-à-dire le pays troublé dans ses droits, ses croyances et ses traditions; la terreur provoquant la résistance et la révolte; la discorde et la guerre civile; la ruine de nos finances; le mépris de l'Europe; l'audace de nos ennemis, l'invasion, la France mourant comme grande nation. Et ces dangers ne sont pas fictifs : personne ne peut se dissimuler que le radicalisme, prêt encore aujourd'hui à ses folles fureurs d'hier, n'ait fait, depuis six mois, qu'accroître sa force et son audace. Essayera-t-il, M. Thiers debout et vivant, de s'emparer du pouvoir? Non, sans doute. Mais si, sachant régler son ambition, il continue à la rendre plus redoutable dans ses délais; si, tournant de plus en plus à son profit la popularité présente de M. Thiers, il se prépare si habilement sa succession que, M. Thiers disparaissant, il n'ait qu'à occuper sa place, la France, pour avoir un peu plus attendu, en sera-t-elle perdue moins sûrement? De toute façon, à quelque heure, lointaine ou non, qu'il ajourne ses coups, le radicalisme est une menace effrayante qu'il faut écarter du regard ou du cœur de la France, afin qu'elle puisse, dans la sécurité sociale du lendemain, restaurer sa puissance nationale et réparer sa triste fortune. Or, comment contenir, arrêter, réprimer le radicalisme? Nous savons bien que M. Thiers, avec le concours de l'Assemblée, a pacifié la Commune; nous savons bien qu'à considérer son passé, ses doctrines et ses discours, on doit le compter aux rangs du parti conservateur, et nous présumons que sa clairvoyance, non moins nette que celle de personne, découvre dans l'avenir les calamités que le radicalisme réserve au pays. M. Thiers pourtant a-t-il devant les radicaux l'attitude d'un chef d'État suffisamment libre ou énergique? On voudrait s'en convaincre, mais on ne le peut. M. Thiers ménage les radicaux par une politique assez bénigne pour qu'ils s'encouragent de jour en jour à la hardiesse; il ne leur prouve point par des faits décisifs qu'il est disposé à réduire leur faction au silence, au calme, à l'impuissance; il tolère leurs excès; même il se sert d'eux comme il se servirait d'un parti honnête, digne d'être et de paraître, acceptable de la patrie. Est-ce confiance aveugle? est-ce modération pusillanime? est-ce perception exacte des difficultés? est-ce sagesse profonde, attente ou préparation d'un événement? est-ce industrie et art

subtil d'un politique qui se complait à manier les partis en maître ? Quelle qu'en soit la vraie cause, tout démontre que, depuis le 8 février 1871, les radicaux reprennent peu à peu l'avantage ; et, sans injustice, on peut dire qu'il y a dans les rapports de l'Assemblée et de M. Thiers quelque chose d'anormal, d'irrégulier et d'équivoque, qui favorise cet accroissement du radicalisme. L'Assemblée, en effet, mise en regard de M. Thiers, dont l'éloquence la tyrannise parfois, dont la puissance multiple l'opprime, et dont les services ont comme la force de la nécessité, l'Assemblée ne supporte pas cette comparaison sans quelque désavantage. Cède-t-elle, elle ne paraît que capable de docilité ; résiste-t-elle, elle paraît méconnaître en M. Thiers l'intérêt de la patrie ; répudie-t-elle sa volonté pour celle de M. Thiers, elle se discrédite. Or ce spectacle a permis à ceux qui calomnient l'Assemblée, radicaux ou autres, de diminuer dans le pays sa considération. Tantôt, au nom prétendu de M. Thiers, qu'ils feignent de venger de l'Assemblée, ils l'ont rendue impopulaire parmi les ignorants qu'ils trompent ; tantôt, signalant à l'attention envieuse de leur parti et du public les luttes, les hésitations et les doutes de cette honnête et patriotique Assemblée, ils l'ont montrée indigne de sa tâche ; et ils ont trouvé, dans ces injustes griefs, les premières raisons de la dissolution qu'ils réclament. De plus, M. Thiers, en prenant l'habitude de venir à la Chambre proposer des lois, dicter des amendements, discuter, voter, interrompre et fixer les ordres du jour, a été comme forcé, pour obtenir les suffrages qu'il avait à disputer, d'y agir et discourir autrement qu'en chef de l'État et même qu'en premier ministre d'un ministère responsable : avec une habileté infinie et toujours variée, il a cherché et trouvé le succès dans tous les groupes de l'Assemblée ; aux divisions naturelles des opinions qui s'y mêlent ou s'y heurtent, il a ajouté toutes les divisions dont sa tactique parlementaire avait besoin : il a cent fois composé, décomposé et recomposé la majorité ; et ainsi il a affaibli, devant la nation, l'autorité de ses représentants : il a comme démontré, au détriment de l'Assemblée, qu'elle ne pouvait rien sans son intervention personnelle. Enfin, gouvernant à la tribune, il lui a fallu offrir aux radicaux de l'Assemblée, pour gagner leurs votes, certains appâts et certaines satisfactions ; et ces actes d'indulgence ou de complaisance oratoire ont été, pour les radicaux, un avantage dont ils ont adroitement profité dans le pays. Eh bien, que faut-il faire pour prévenir ces abus ou ces inconvénients ? Il faut limiter la puissance parlementaire de M. Thiers par la responsabilité ministérielle. Non-seulement, un ministère responsable, homogène et solidaire, restituera à l'Assemblée une partie de sa force réelle et du respect dont elle est digne ; mais il pourra com-

battre le radicalisme, pour ainsi dire corps à corps, sans ces ménagements et ces concessions qui sont presque nécessaires au rôle actuel de M. Thiers. Si le ministère, en effet, est victorieux, M. Thiers, qu'il couvre de son bouclier et qu'il défend de son épée, ne perdra rien à cette victoire, et le pays y gagne; que le ministère soit battu, M. Thiers reste tout ce qu'il est devant la nation : dans l'un et dans l'autre cas, M. Thiers est au gouvernement, et l'ébranlement des choses dans le combat est moindre que si l'on venait renverser M. Thiers lui-même : la sécurité du pays se trouve donc mieux garantie. La responsabilité ministérielle procurant ainsi aux conservateurs des moyens plus rapides et plus efficaces de tenir tête aux radicaux, n'est-il pas vrai qu'ils avaient le devoir de la demander instamment et d'abord? Elle n'était, en des temps plus heureux, que l'arme de la liberté; elle devient aujourd'hui la protection de l'ordre.

Telle est la suite des raisonnements qui ont conduit la commission Kerdrel à cette résolution : « Une commission de quinze membres sera nommée dans les bureaux, à l'effet de présenter dans le plus bref délai, à l'Assemblée nationale, un projet de loi sur la responsabilité ministérielle. » M. Batbie, avec l'habile vigueur de sa dialectique, en a déduit les motifs dans un langage qu'à une époque où régnerait vraiment l'amour des institutions libérales et conservatrices, tout le monde eût trouvé naturel, juste, éloquent, comme il l'était. Certes, le rapport de M. Batbie rendait à M. Thiers les accommodements faciles. La commission négligeait, en effet, la véritable motion de M. de Kerdrel : de réponse directe au Message, elle n'en faisait point; la commission ne voulait pas non plus disputer sur le pacte de Bordeaux : elle se disait satisfaite des déclarations par lesquelles M. Thiers l'avait rassurée sur son pouvoir constituant; en outre, elle refusait tout débat sur la république et la monarchie : elle annonçait qu'elle se contentait du fait, à la condition que le gouvernement contraignit les radicaux à respecter l'ordre et à observer les lois. Le rapport réduisait la discussion à la question sociale. Ici M. Batbie décrivait l'armée du désordre telle que l'aperçoit le regard inquiet de la France : il indiquait à la sévérité de M. Thiers ces socialistes de 1848 et ces communeux de 1871, qui se déguisent aujourd'hui du nom de radicaux et qui forment toujours la ligue de la destruction; ces tribuns qui osent tout promettre au peuple sans pouvoir dire « ce qu'ils sont capables de tenir; » ces athées qui, dédaigneux des sentiments qui élèvent l'âme de l'homme et du citoyen, s'indignent qu'il y ait un ciel et un Dieu; ces impies qui ne veulent proscrire la religion de l'école que pour lui interdire un séjour de plus; ces publicistes haineux qui ne veulent séparer

l'Église de l'État que pour l'appauvrir dans ses œuvres ; ces philosophes oublieux du devoir commun, qui n'exaltent que le droit individuel ; ces sacrilèges historiens des révolutions, qui sanctifient les scélérats et insultent à la justice ; ces révolutionnaires insensés qui de la France en feu voudraient répandre la flamme dans le reste de l'Europe, au risque d'armer contre nous tous les peuples effrayés ; ces ennemis de l'ordre que M. Thiers pressait de ses lois rigoureuses sous le règne de Louis-Philippe, qu'il dénonçait au bon sens des honnêtes gens en 1848 et dont il étouffait la rage sous les murs de Paris en 1871 ; ces perfides qui aujourd'hui exploitent pour leur avantage sa popularité, se présentent comme les alliés de sa politique, et associent dans leurs éloges son nom qui rassure à celui de M. Gambetta qui épouvante. Assurément, M. Batbie n'a rien inventé dans cette description, comme l'ont prétendu certaines gens de trop courte mémoire : chacun de ces traits ne se vérifie-t-il pas dans l'histoire même de ces trois dernières années ? M. Batbie avait donc le droit de conclure qu'à « cette barbarie révolutionnaire » il fallait opposer un gouvernement de combat, c'est-à-dire un gouvernement qui sût organiser la résistance, un gouvernement qui, sans manquer de modération et de justice, ne manquât jamais d'énergie. Et, d'autre part, M. Batbie avait raison de demander aussi que ce gouvernement s'exercât dans l'Assemblée par l'intermédiaire d'un ministère responsable, auquel sa libre activité rendrait cette lutte plus personnelle, et par là hardie et plus aisée qu'elle ne l'est au chef de l'État.

Bien des négociations ont précédé le débat où la proposition de la commission allait être jugée par l'Assemblée. A quoi donc a-t-il tenu que l'accord se fit ? A un mot. Que M. Thiers vint dire à la Commission : « Je veux, par mes actes comme dans mes discours, rompre avec les radicaux, je veux les repousser et les isoler de moi ; » et cette simple parole terminait le différend : responsabilité ministérielle, création d'une seconde Chambre, prorogation de pouvoirs, toutes ces questions se résolvaient ensemble et promptement. Or ce mot, M. Thiers ne l'a pas dit. C'était tout le secret de son désaccord avec la Commission ; il ne faut pas l'oublier, si l'on veut comprendre bien la scène parlementaire du 28 novembre. Ce jour-là, M. Dufaure parait à la tribune. Il mérite de la droite un accueil bienveillant : on sait qu'il s'est efforcé d'incliner M. Thiers à la conciliation ; on sait même que M. Dufaure a un instant accepté la proposition Batbie. Celle qu'il apporte à l'Assemblée est-elle de nature à rebuter le bon vouloir de la commission ? Nullement. M. Dufaure demande « qu'une commission de trente membres soit nommée par l'Assemblée à l'effet de présenter un projet de loi pour régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité mi-

nistérielle. » Cette proposition ne porte en soi aucune menace dont la commission s'épouvante. On oubliera l'argument sophistique où M. Dufaure suppose d'abord qu'en voulant la responsabilité ministérielle, l'Assemblée refuse de rendre M. Thiers irresponsable ; on oubliera l'exemple erroné que M. Dufaure emploie en rappelant la dictature temporaire du général Cavaignac, délégué modeste et simple de l'Assemblée de 1848. La commission, même après ce discours et cette proposition de M. Dufaure, est prête à céder, si M. Thiers lui accorde la satisfaction qu'elle réclame pour la sécurité sociale du pays, c'est-à-dire la fin de l'équivoque dont les radicaux tirent parti si perfidement en faisant croire que M. Thiers est dans leur république comme une sorte de radical modéré. La séance est suspendue, et de nouveau des pourparlers ont lieu. L'heure est solennelle, la situation dramatique. M. Thiers qui peut, sans trahir une seule de ses grandes opinions, se rendre maître d'une majorité de près de cinq cents députés, M. Thiers, qui n'a ici rien à sacrifier ni de sa dignité, ni de son pouvoir, ni de la patrie, aura-t-il dit le mot attendu ? Les conservateurs espèrent ; les radicaux déjà déçus commencent à se plaindre et s'irriter. Eh bien, ce mot puissant, que M. Thiers sans doute a dans son âme et qu'il n'ose pas laisser remonter jusqu'à ses lèvres, il n'a pas été proféré. M. Batbie vient annoncer à l'Assemblée, profondément silencieuse, que la commission maintient ses conclusions.

Qui n'aura lu et relu, pour deviner la vérité, ce discours mémorable où, le jour suivant, M. Thiers a fait à l'Assemblée l'histoire de sa politique ? Oh ! Dieu nous défende d'insulter à cet homme illustre ! Dieu nous défende d'oublier surtout les services qu'il a rendus à la France, depuis la séance du Corps législatif, où il protestait contre ce crime de la guerre que l'Empire allait commettre aux dépens de notre patrie, jusqu'à cette séance de Bordeaux, où il recevait le pouvoir au milieu de tant d'acclamations, le pouvoir de signer la paix dans nos larmes et dans les siennes ; jusqu'à celle où, le 29 novembre, il jurait qu'il avait depuis deux ans rapporté tous ses actes au bien de la France ! Mais, quoi qu'il nous en coûte, nous ne pouvons pas ne pas regretter qu'à ce moment critique où l'Assemblée et le pays se divisaient en deux partis, M. Thiers n'ait pas porté son autorité et amené ses amis du côté où le poids de sa vie tout entière l'entraînait et où apparaissait la paix du pays. Car quelles raisons M. Thiers aurait-il pour se séparer de la droite ? Sont-ce les doctrines ? Il professe tous les principes du parti conservateur ; lui-même, dans son discours, réfute les théories des radicaux : il y parle magnifiquement du travail et du travail libre, du respect dû à la société, à Dieu et à la conscience. Sont-ce les opinions politiques ? Il déclare à la gauche qu'il

est en dissentiment avec ses membres les plus modérés eux-mêmes, car il ne pense comme elle, « ni sur l'impôt, ni sur l'armée, ni sur l'organisation sociale, ni sur l'organisation politique, ni sur l'organisation de la république. » Quels sont donc les points du litige, si M. Thiers, sur toutes les questions vitales, a les mêmes vues que la droite? Est-ce le pouvoir constitutif de l'Assemblée? Il le proclame et lui en demande un acte. Est-ce le pacte de Bordeaux? M. Thiers affirme qu'il continue de préférer la monarchie parlementaire; qu'il aime mieux le régime de l'Angleterre que celui de l'Amérique; qu'il aurait voulu assurer à la France la sagesse tutélaire de la royauté constitutionnelle, s'il en avait été libre; qu'il juge toutefois nécessaire, dans l'état actuel des choses, le fait qui nous gouverne et que la fatalité nous impose; et en même temps il se défend de le proclamer définitif et impérissable comme l'éternité, à la manière de la Convention. Or tous, ou presque tous les monarchistes qui l'écoutent, jaloux de leurs principes sans prétendre pourtant se rebeller contre la nécessité, ont la patience qu'il réclame d'eux, la patience de la république; et comme la commission l'a dit à M. Thiers, comme M. Batbie l'a répété, comme M. Ernoul et M. Lucien Brun le diront tout à l'heure, ils subordonnent à la question sociale la question politique. En vérité, quelle dissidence reste-t-il donc? Nous ne prendrons pas pour un motif sérieux de dissension le dépit que la droite aurait contre M. Thiers de l'entendre applaudir à gauche: cette puérile supposition a rendu facile à M. Thiers une petite comédie de bon sens et d'esprit qui n'était guère digne de son éloquence et de sa cause. Nous n'admettons pas non plus que la *politique de combat* dont parlait M. Batbie ait effrayé M. Thiers, comme il l'a simulé: M. Thiers s'est d'autant moins mépris sur cette expression qu'il y a quelque vingt ans, lui-même conseillait à Louis-Napoléon, président de la république, « la guerre du bien; » si M. Thiers fait du mot de M. Batbie un fantôme, ce n'est que pour remporter sur ce mot une victoire qui lui donne l'avantage près des simples. Que reste-t-il donc, que reste-t-il, dans ce débat, qui puisse à jamais séparer M. Thiers des représentants les plus dévoués et les plus illustres que le parti conservateur ait à la Chambre? M. Ernoul, qui lui répond avec les nobles accents d'une âme honnête et d'un esprit juste, M. Ernoul remet sous les yeux de l'Assemblée la question véritable: c'est un problème de vie sociale que la droite veut résoudre pour la France; que M. Thiers retire aux radicaux la force qu'ils usurpent à l'ombre de son nom et de sa popularité; pour la défense même de l'ordre, qu'il laisse l'Assemblée disposer plus hardiment de sa liberté en engageant davantage son initiative: elle ne profitera de la responsabilité ministérielle que pour la paix sociale. M. Lucien

Brun à son tour précise le débat dans les mêmes termes. C'est en vain. M. Thiers, par un coup de son art parlementaire, déplace la question et demande un vote de confiance : 372 députés répondent à son appel ; 335 autres, fidèles à la commission Kerdrel, votent contre lui et constituent dès lors l'opposition conservatrice.

Singulier phénomène et malheur étrange du temps présent ! M. Thiers appartient au parti conservateur, et néanmoins il n'ose pas se donner à lui tout entier. De son côté, le parti conservateur pourrait, en signe de transaction, accepter la proposition Dufaure, et il ne l'accepte pas. Pourquoi ? La raison en est restée dans le secret des cœurs, dissimulée, mais non pas invisible. Soit que M. Thiers, pour l'exercice de son pouvoir, trouve utile de faire avec les partis un jeu de bascule perpétuel ; soit qu'il ait peur de manquer à ces engagements que, comme il l'avoue, les amis de la Commune lui ont imposés, M. Thiers, qui répudie les doctrines des radicaux, ne peut se résoudre à repousser leurs secours intéressés et à bannir loin de lui leurs amitiés perfides. D'autre part, avec le sentiment de sa supériorité personnelle, les habitudes de sa vie parlementaire, le goût de la dictature oratoire, l'assurance et le souvenir de l'utile influence qu'il a eue dans l'Assemblée, M. Thiers, qui craint d'être « un commis, » craint aussi d'être prince constitutionnel ; il veut gouverner avec ses discours bien plus que régner avec un ministère ; il redoute la responsabilité ministérielle comme si la Chambre allait désigner un maire de palais et le réduire à l'oisiveté d'un roi fainéant. Il s'est dit peut-être qu'ayant, depuis deux ans, vécu, agi et parlé ainsi, il le continuerait sans dommage autrement grave pour la chose publique ; peut-être caresse-t-il dans son cœur le faux désir d'avoir devant la postérité, plus que l'Assemblée et plus que personne, l'honneur d'avoir relevé la France de son humiliation et de sa misère ; surtout il a dû se murmurer à lui-même dans sa conscience cette excuse trop familière à l'esprit de la France, à savoir que les circonstances sont exceptionnelles : prétexte de toutes les usurpations, que Pisistrate et César se donnaient à eux-mêmes comme Napoléon III et M. Gambetta. Apparemment, c'étaient là les arguments où se fondait M. Thiers. Les orateurs de la droite ont-ils eux-mêmes pu avouer toutes leurs pensées à la tribune ? Non, certes. Ils se disaient entre eux que cette équivoque, que M. Thiers dissipait si volontiers dans la sphère un peu nuageuse des idées élevées, il la laissait régner dans les faits, sans annoncer aucune intention contraire. Cette équivoque, qu'est-elle à leurs yeux ? C'est la tolérance avec laquelle on supporte dans les plus hauts emplois des fonctionnaires déshonorés, créatures de M. Gambetta, aujourd'hui encore ses amis, demain ses complices ; c'est cette cour d'agents serviles qui sont comme des entre-

metteurs entre le pouvoir et le radicalisme, de journalistes qui adulent le Président et insultent l'Assemblée, d'intrigants qui excitent l'opinion publique à des manifestations propres à intimider le Parlement; c'est cet usage d'un gouvernement épistolaire qui, par une sorte de duplicité banale, échappe au contrôle de la Chambre et remplit tous les offices illicites; c'est ce ministère d'une presse officieuse, qui ne semble occupée qu'à décrier devant le pays les contradicteurs de M. Thiers, et qui, à chaque élection, combat les conservateurs au profit des radicaux; c'est cet abandon qui permet aux démagogues de despotiser quinze ou vingt préfectures du Midi avec une toute-puissance occulte dont ils reçoivent la force et le droit à Versailles, comme s'il était juste et légitime de faire sa part au radicalisme; ce sont toutes ces liaisons plus ou moins mystérieuses qui, à la Présidence ou à l'Assemblée, rapprochent M. Thiers des radicaux pour certaines œuvres parlementaires; c'est cette politique indécise et molle, plus verbeuse qu'agissante, qui oublie que la France, en son état actuel, a besoin d'apercevoir dans le gouvernement le ressort principal de l'ordre. Voilà l'équivoque dont personne ne veut ni ne peut étaler le scandale à la tribune, mais à laquelle on songeait avec mécontentement dans la commission et à la droite de l'Assemblée. Or ce mécontentement s'est accru encore, quand M. Thiers a eu révélé les engagements pris par lui envers ces radicaux de Lyon et de Marseille, qui, devant les Prussiens et aux pieds de Paris ensanglanté, menaçaient d'abandonner leurs villes à l'incendie et de livrer la France à la révolution, si M. Thiers ne promettait pas de maintenir la république! Que l'histoire juge la nécessité affreuse de cette promesse: nous ne la ferons point parler pour nous. Mais on a le droit de dire, dès ce moment, que M. Thiers, en engageant ainsi avec sa parole celle de l'État tout entier, sans avoir ni consulté l'Assemblée ni même averti ses ministres, a fourni aux conservateurs la plus forte raison d'établir un ministère responsable; car il ne faut plus que l'Assemblée ni les ministres restent dans la sinistre ignorance de faits aussi graves, si jamais l'occasion en renaissait dans les événements; il ne faut plus que les radicaux croient possible d'assermenter M. Thiers aux pactes de leur politique; au contraire, il convient que la liberté plus ou moins aliénée de M. Thiers se trouve désormais protégée par celle d'un ministère qui s'accorde avec l'Assemblée et la nation. Telles sont les raisons qui, ce semble, ont maintenu, le 29 novembre, le débat de M. Thiers et des 335 dans les conditions où il était déjà: cachées au fond de la discussion, elles ont dominé les volontés de part et d'autre.

Cette majorité nouvelle, où M. Thiers a pour soldats M. Casimir Périer à côté de M. Littré, M. Victor Lefranc à côté de M. Naquet,

M. Roger (du Nord) à côté de M. Gambetta, que vaut-elle en réalité? Elle a, dit-on, pour se reconnaître et se rallier, le mot de république : or ce mot, si M. Thiers l'a pris pour enseigne de son gouvernement, le centre gauche n'en fait que sa devise provisoire, tandis que la gauche y voit une formule, l'extrême gauche un Credo. Ce mot suppléera-t-il longtemps l'unité de principes? tout l'art de M. Thiers suffira-t-il à garder dociles sous sa bannière des amis mêlés de tant d'ennemis, troupe où les uns le suivent comme leur général, et où les autres l'accompagnent comme leur prisonnier? Quand il s'agira, non plus seulement de prononcer tous d'une même voix le mot de république, mais de le définir et de l'inscrire sur une constitution, les 70 auxiliaires que M. Gambetta a mis au service de M. Thiers ne cesseront-ils pas d'être ses alliés? Ces questions se sont de suite élevées; et chacun a pu prévoir combien serait prompt l'impuissance de M. Thiers, s'il n'avait que la majorité nouvelle pour gouverner. L'événement justifiait ces prévisions, le lendemain même du jour où les 372 célébraient leur triomphe. La minorité, comme l'appelait avec une fierté éloquente son véhément et courageux orateurs, M. Raoul Duval, la minorité forçait M. Victor Lefranc à déposer son ministère : elle le condamnait pour avoir toléré ces adresses des conseils municipaux, communes sans doute à tous les régimes de tyrannie et de servilité, dénuées donc de toute autorité morale comme de toute force légitime, mais la plupart injurieuses à l'Assemblée, toutes irrespectueuses de sa souveraineté parlementaire, toutes illégales, et pourtant admises à la Présidence comme valables et même officielles, grâce à la casuistique bénévole de M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des lettres de la république. La minorité des 335 n'obtenait pas seulement avec cette victoire un succès d'honnêteté politique; elle redevenait la majorité, et sa revendication de la responsabilité ministérielle, elle la changeait en un fait réel et sensible. Sa fermeté a eu, dans le choix de la commission Dufaure, un avantage encore plus heureux : sur trente commissaires, la droite en a élu dix-neuf, et parmi les onze autres, cinq au moins sont des amis d'hier ou de demain, avec qui la dissidence n'est ni totale ni durable. A notre avis, c'est, dans l'histoire parlementaire de ce mois, l'acte le plus important du parti conservateur : la sagesse de M. Thiers et le patriotisme de l'Assemblée peuvent y retrouver leur accord : il suffit pour cela que M. Thiers se souvienne un instant du mal que, durant ce siècle, ont fait à notre patrie les violences et les obstinations des pouvoirs dans les Assemblées; il suffit que, de son côté, la droite se montre modérée dans l'usage de sa force, et qu'elle continue à garder pour politique l'unique cause du bien social, celle de l'ordre défendu à l'aide de la

iberté. A vrai dire, M. Thiers, plus que l'Assemblée, tient entre ses mains le moyen de la paix : il sait où se trouve la majorité, cette puissance sans laquelle il ne peut rien ; il sait donc où l'intérêt de la France, le devoir de l'État et le droit de la Chambre lui commandent de choisir ses nouveaux ministres ; et s'il fait ainsi ce qu'il sait évidemment utile et juste, il reverra près de lui, dévouée et fidèle, cette majorité qui a eu raison contre lui ou avec lui dans toutes les lois salutaires ou bienfaisantes, édictées pendant ces deux dernières années.

La crise est grave. On s'en aperçoit, dans les affaires, aux alarmes et aux plaintes des commerçants ; on s'en aperçoit à l'état de trouble où est l'opinion publique, que travaillent à la fois l'inquiétude, l'irritation, et surtout l'esprit de haine dont les journalistes officieux l'animent à l'envi contre l'Assemblée, comme si le désaccord de la majorité et de M. Thiers n'était pas un malheur pour la patrie, comme s'il était prudent et honnête de les exciter tous deux à des actes de vindicte dont la France pourrait périr, comme si ce soin coupable convenait à d'autres qu'à ces bonapartistes et à ces radicaux à qui la convoitise du désordre sert de calcul et devient une espérance politique. Cette crise cessera-t-elle bientôt ? Il y a un indice de conciliation dans le langage mesuré que les commissaires ont tenu dans les bureaux au moment de leur élection ; c'est le même sentiment qu'ils ont encore manifesté, en choisissant pour président un vieil et loyal ami de M. Thiers, le très-honorable M. de Larcy ; enfin des nouvelles de paix se répandent à Versailles depuis deux jours. Ah ! si aujourd'hui les choses humaines avaient en France leur logique ordinaire, on serait sûr que ces dissensions ne peuvent durer, à voir surtout comment la nécessité mêle et lie les pouvoirs, les services et les destinées de l'Assemblée et de M. Thiers !

Pour nous, qui voulons la liberté dans le Parlement comme l'ordre dans le pays, sans vouloir ni croire même possible que M. Thiers et la majorité se séparent dans le travail d'une si grande œuvre, nous les conjurons de n'épargner pour leur accord ni efforts pénibles ni sacrifices coûteux. Quand, dans le tumulte de nos partis et le bruit discordant de nos débats, nous écoutons les avis des sages effrayés, nous les entendons dire à l'Assemblée que M. Thiers représente la patrie devant l'Europe, comme son plus habile homme d'État ; qu'entre tous, il est le seul aujourd'hui près de qui nos querelles et nos inimitiés nous divisent le moins ; que, médiocre ou bon, son gouvernement est la seule possibilité politique du temps présent ; que ses services surpassent encore tous ses torts ; qu'il est bon de songer à la proportion du bien désiré et du mal possible ; que, pour toutes ces raisons, l'opposition qui contient ne doit pas devenir l'opposition qui renverse ; qu'il faut lutter, avec M. Thiers ou contre lui, pour l'ordre

et la liberté, et néanmoins porter dans ces combats plus de constance que de violence ; enfin, que la popularité de M. Thiers est une force que les conservateurs n'ont pas seulement le droit de réclamer pour eux, mais qu'ils ont le devoir de ranger de leur côté, en l'y attirant avec adresse et en l'y maintenant avec fermeté. Voilà les pensées que, loin de l'Assemblée, les modérés conçoivent dans leur prévoyance. Quant à M. Thiers, si jamais, dans la méditation sereine d'une vieillesse « proche des vérités éternelles, » il recueille son âme fatiguée de tant de peines, de passions et de discours, il entendra lui aussi ce cri que pousse vers lui la France laborieuse, honnête et paisible : « Vous m'avez aidée à me relever quand, sanglante et abattue, j'étais couchée sur mon dernier champ de bataille : vous m'y avez aidée avec ces mêmes amis dont des imprudents voudraient vous séparer aujourd'hui. Voici ma blessure qui guérit ; je retourne semer dans mon sillon, en attendant que Dieu me rende mon épée. Eh bien, aidez-moi maintenant à gagner le repos du cœur et de l'esprit ; écarterez les fous et les furieux qui viennent à moi qui suis la pauvre et bonne France, qui viennent avec l'injure, la menace, l'excitation perverse de l'envie et de l'impiété : je veux la santé et le travail, je veux m'instruire et prier ; mais ne souffrez pas que dans vos conseils leurs clameurs retentissent et me troublent ; n'envoyez vers moi que ceux qui savent me parler sagement, noblement, saintement. N'abusez ni de votre gloire, ni de mon amour. Soyez dans le bien mon serviteur fidèle, attentif et modeste ; et faites ainsi que, n'ayant pas douté de vos derniers services, je vous bénisse en vous remerciant, le jour où vous me quitterez avec la vie. »

Le gérant : CHARLES DOUNOL.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNOL.

UNE BIOGRAPHIE ANGLAISE

DU

COMTE DE MONTALEMBERT

DEUXIÈME ARTICLE¹

I

L'époque à laquelle nous sommes parvenus est, pour le comte de Montalembert, celle de l'apogée du bonheur, et, quelque rapide que semble le cours du temps lorsqu'il est écoulé, quelque douloureuses qu'aient été les épreuves de la fin d'une carrière si prématurément brisée, il faut reconnaître pourtant que cette phase heureuse pendant laquelle son existence embrassa la vie publique dans ce qu'elle a de plus enivrant, l'étude dans ce qu'elle a de plus noble, la vie domestique dans ce qu'elle a de plus doux, fut d'une durée plus longue que celle accordée d'ordinaire ici-bas à ces rares destinées qui réalisent, pour un temps, l'idéal du bonheur. Peut-être Montalembert lui-même ne comprit-il que plus tard à quel point alors il était heureux, car l'âme humaine est insatiable. Plus elle jouit, plus elle mesure le vide et l'abîme qui la sépare encore de la jouissance suprême qui seule peut la satisfaire, plus elle sent enfin que « *Dieu seul est plus grand qu'elle.* »

D'ailleurs, comme s'il fallait absolument que l'instabilité des joies de ce monde fût rappelée aux chrétiens, en 1842, la santé de madame de Montalembert s'altéra gravement et l'une de ces menaces qui, lors même qu'elles sont passagères, suffisent pour porter au

¹ Voir le *Correspondant* du 10 décembre 1872.

repos une profonde atteinte, vint obscurcir ce bonheur jusque-là sans nuages. Mais le danger fut conjuré par une résolution énergique, qui fut en même temps le sacrifice le plus grand que l'orgueil et l'ambition puissent faire à la tendresse. Cette activité politique à laquelle son talent croissant donnait chaque jour plus d'éclat ; ces travaux poursuivis à côté de sa vie publique dans l'intérêt des arts et dans celui de l'histoire ; ces amis qui l'entouraient et qui formaient autour de lui un cercle auquel toutes les notabilités européennes d'un certain ordre venaient se joindre, M. de Montalembert les abandonna résolument ; il sacrifia tous ces intérêts et brisa tous ces liens pour acheter, par un exil de deux ans à Madère, le bien précieux qui donnait leur prix à tous les autres.

En 1844, celle à laquelle il avait ainsi sacrifié une portion de sa vie revint en France radicalement guérie ; et nous pourrions dire que leur existence reprit son cours interrompu et redevint ce qu'elle était précédemment, si l'inquiétude et la souffrance, quelles qu'en soient les causes, une fois qu'elles ont touché le cœur humain, disparaissent sans laisser trace de leur passage.

La phase heureuse était toutefois loin d'être encore écoulée, mais dans les pages consacrées à la vie publique de M. de Montalembert et à la considération détaillée des sujets qu'il porta tour à tour à la tribune de la Chambre des pairs, nous ne suivrons souvent son biographe que de loin. Cette partie de la carrière de son héros étant la mieux connue du public français et notre but n'étant pas de refaire une narration déjà si bien faite dans ce Recueil par M. Foisset, nous ne voulons ici que continuer à rechercher, dans le livre de madame Oliphant, la peinture du caractère de M. de Montalembert et l'appréciation de ses actes. Il se trouve là quelques circonstances plus oubliées que d'autres que nous rappellerons chemin faisant. Parmi celles-ci nous citerons une lettre qui fut peut-être ignorée en France à l'époque où elle fut écrite et à laquelle les controverses de notre temps donnent un intérêt nouveau.

Nous sommes loin déjà, il est vrai, des premiers jours de cette *Renaissance anglicane*, laquelle date à peu près de l'année 1840, et poursuit encore son cours, sans s'être le moins du monde rapprochée du but chimérique qu'elle se propose, mais il est intéressant toutefois de se rappeler l'époque où elle prit naissance et les premières discussions qu'elle souleva. Pendant les trente années qui se sont écoulées depuis, l'école qui l'inaugura a vu ses plus illustres adhérents désertir sa cause imaginaire et, on le sait, embrasser la foi de l'Église qu'elle proclame et renie à la fois, à laquelle elle ne peut commander et ne veut obéir, et dont elle fait cependant des efforts inouïs pour partager le grand nom. Position semblable à celle

des membres coupables d'une illustre famille qui, ayant forfait à l'honneur de leur race, n'osent plus en prendre le nom en présence de ceux qui ont gardé le droit de le porter !

Madame Oliphant, qui évidemment appartient à une tout autre nuance du protestantisme, voit quelque chose de *comique* dans cette prétention et semble avoir peine à réprimer un sourire en citant une lettre adressée par M. de Montalembert à un révérend personnage appartenant à la *Société de Camden*, de Cambridge, lequel (sans l'avoir consulté) avait inscrit le nom de l'illustre orateur catholique parmi les membres honoraires de cette Société, vouée à la défense des doctrines du haut anglicanisme ou, comme ils l'appelaient, de l'*anglo-catholicisme*. Cette lettre fut écrite en anglais — M. de Montalembert parlait et écrivait cette langue comme la sienne — et nous croyons qu'elle n'a jamais été traduite. Quoi qu'il en soit, nous la reproduisons ici telle que nous la trouvons dans le livre que nous avons sous les yeux, non-seulement parce que ce document a conservé son intérêt et est fort caractéristique, mais aussi pour avoir l'occasion de corriger l'une des rares notes fausses qui se rencontrent dans ces deux volumes et font avec le reste une pénible dissonance.

« Je proteste » écrit M. de Montalembert au Rév. J. Mason Neale, « contre l'application du nom de *catholique* aux choses ou aux personnes qui appartiennent à l'Église actuelle d'Angleterre, la déclarant absolument inqualifiable et injuste. Il est facile de prendre un nom, mais il ne l'est point de faire accepter ce nom d'abord par l'autorité compétente, et ensuite par le monde entier. Tout homme peut sans doute prendre le nom de Montmorency ou de Howard et même jouir de la considération due aux possesseurs de ces noms, jusqu'à ce que les véritables Montmorency et Howard, apprenant cette usurpation, la dénoncent et fassent retomber cet homme plus bas qu'il ne se trouvait avant d'avoir ainsi cherché à s'élever.

« La tentative de nous dérober le titre glorieux de catholiques pour l'appliquer à une fraction de l'Église d'Angleterre est une usurpation prouvée par tous les monuments du passé et du présent ; par le serment que prêtent vos souverains en recevant la couronne ; par toutes les lois qui ont fondé l'établissement de votre Église ; par la récente réponse de votre Université d'Oxford elle-même à l'adresse des laïques contre le docteur Pusey, réponse dans laquelle l'Église anglicane est désignée, comme elle doit l'être, sous le nom d'*Église protestante réformée*. Une fraction considérable de votre Église repousse d'ailleurs le nom que vous voulez prendre avec une virulence égale à celle qui sépare de cette fraction, comme de la vôtre, la plus large moitié des habitants de la Grande-

« Bretagne. — En un mot vous en êtes dépossédés par le bon sens de
 « l'humanité, d'accord en cela avec le jugement de l'Église de Rome
 « et le sentiment de cent cinquante millions de ses enfants !

« L'Église d'Angleterre a renié sa mère, il est juste qu'elle n'ait
 « point de sœur. Elle a brisé le lien de l'obéissance et de l'unité.
 « Qu'elle se présente donc seule devant le jugement de Dieu et des
 « hommes ! L'Église russe elle-même, cette Église qui a permis au
 « despotisme de l'asservir, refuse cependant le nom de catholique
 « aux anglicans ; les hérétiques orientaux, malgré les avances dont
 « ils ont été l'objet de la part du docteur Pusey, traitent avec déri-
 « sion ce catholicisme fictif et nouveau.

« A tout prendre, les rationalistes protestants seraient, dans le sens
 « *étymologique* du mot, mieux venus à s'en servir, car eux, du moins,
 « ont le lien d'une négation commune avec ceux qui, en tous lieux,
 « nient à la fois l'existence de l'autorité de l'Église et celle d'une re-
 « ligion révélée. Mais que les *anglo-catholiques* dont le seul nom ré-
 « vèle l'usurpation, dont la liturgie, dont l'histoire tout entière les
 « sépare de tous, hormis de ceux qui sont Anglais de naissance et
 « de langage ; que ceux-là, uniquement en vertu de leur propre juge-
 « ment, prétendent être autre chose que ce qu'ils sont aux yeux du
 « genre humain tout entier, c'est une idée qui sera rangée au nombre
 « des plus grandes aberrations de ce siècle et qui ne pourrait être
 « acceptée que s'il plaisait à Dieu de renverser toutes les lois qui,
 « jusqu'à ce jour, ont régi le monde. Vous avez été libres de vous
 « détourner pendant trois siècles de la fontaine des eaux vivantes,
 « et vous serez libres d'en faire autant pendant trois siècles de plus ;
 « mais prétendre creuser de vos mains et pour votre seul usage un
 « étroit canal dans lequel ces eaux vivantes auraient un cours séparé
 « de celui où s'abreuvent les enfants fidèles et toujours obéissants
 « de l'Église ! voilà ce qui ne vous sera pas plus concédé qu'aux
 « Ariens, aux Nestoriens, aux Donatistes, ou à tout autre hérésie
 « triomphante ! Je proteste donc contre l'usurpation d'un nom sacré,
 « comme contre un acte inique : et je regarde comme absurde le
 « but que se propose cette Société et tous les efforts de l'Église angli-
 « cane pour le même objet. »

Si, après avoir cité cette lettre, madame Oliphant se bornait à dire que cette philippique est un peu vive, et à exprimer, comme elle le fait, une compassion doucement ironique pour les révérends docteurs qui la reçurent en réponse à leur malencontreuse politesse, nous n'aurions rien à dire — tout en trouvant que le sujet en question est l'un de ceux qui provoquent le plus l'impatience, parce qu'il semble être un défi donné à l'évidence et au bon sens. Nous reconnaitrions même volontiers que, bien que foncièrement vraie, la

lettre est, en somme, trop vive et peu courtoise. Mais lorsque madame Oliphant déclare que cette Lettre « *respire la flamme et le feu, et le San Benito, et toutes les tortures de l'Inquisition!* » nous lui demandons, et nous le demanderions aux docteurs de Cambridge eux-mêmes, si elle n'exagère pas ici mille fois plus encore que celui à qui elle applique ces paroles inattendues. En vérité, si nous rencontrions ces mots sous une autre plume, nous penserions qu'ils ont été choisis à dessein pour donner au lecteur une impression qui l'empêche de juger avec sang-froid le document dont elle parle. Mais un pareil soupçon ne peut naître lorsqu'il s'agit de madame Oliphant. Nous pensons donc qu'elle n'a voulu que plaisanter. Cette plaisanterie toutefois est mauvaise et semble, il faut l'avouer, singulièrement déplacée, à propos d'une lettre signée du nom de M. de Montalembert!

Nous avons encore un reproche à adresser à madame Oliphant, qui semble, dans cette page de son livre, s'être tout d'un coup départie de sa remarquable et impartiale perspicacité. En effet, dans le but de signaler, à ce qu'elle croit, un nouveau paradoxe, elle rapproche tout à coup la Lettre que nous venons de citer d'un passage extrait d'un écrit de M. de Montalembert, sur un tout autre sujet, et en tire des conclusions analogues à celles que nous avons réfutées, à propos de l'archevêque de Cologne. Que peut-elle cependant trouver de paradoxal, nous le lui demandons, à le voir soutenir, d'une part, que le nom de catholique appartient, de droit, à la seule Église à laquelle il est accordé par le consentement universel, et, d'autre part, à l'entendre rendre hommage au respect national de l'Angleterre pour la religion? Quelle inconséquence y a-t-il à trouver vaine et futile la tentative des Anglo-catholiques, et à approuver, en même temps, le cri d'indignation qui s'éleva, en Angleterre, contre le projet de restaurer les portes du temple de Somnauth? On regardait cet acte comme une concession à l'idolâtrie des Indiens et on le blâmait à ce titre. M. de Montalembert approuve ce blâme, et regrette hautement qu'il ne se soit pas produit avec la même énergie en France, lorsqu'un des fils du roi Louis-Philippe posa la première pierre d'une mosquée sur le sol où mourut saint Louis? Est-ce là être inconséquent ou intolérant? et comprend-on qu'un auteur, tel que le nôtre, puisse s'écrier à ce propos : « *Que c'est encore là un exemple du mélange singulier de tolérance et d'intolérance, si frappant chez cet homme remarquable!* » On dirait presque que, effrayée de son admiration pour le caractère qu'elle décrit, elle cherche à atténuer parfois l'effet de sa propre véracité, de crainte d'être accusée, par des lecteurs moins sincères qu'elle-même, de faire un panégyrique, au lieu d'écrire une histoire?

Au surplus, ces injustices sont rares et passagères, et c'est véri-

tablement sous cette plume qu'elles pourraient être taxées d'inconscience ; car, plus tard et lorsque l'attitude de Montalembert donnera véritablement à ce reproche un prétexte dont profiteront d'ingrats amis aussi bien que des adversaires acharnés, nous verrons madame Oliphant le défendre et pénétrer avec la plus étrange perspicacité dans sa pensée pour y découvrir la pure et noble raison de ses actes et le justifier avec autant de clarté que d'éloquence.

II

La période qui suivit immédiatement le retour de M. de Montalembert en France fut entièrement consacrée à sa lutte renouvelée et ardente en faveur de la liberté d'instruction ; lutte qu'il poursuivit sans relâche, jusqu'au jour où, en 1849, la victoire vint enfin couronner ses généreux efforts — victoire, non pas complète, comme il l'avait longtemps rêvée, mais telle cependant, qu'elle rendit à l'éducation chrétienne, en France, une liberté qu'elle ne connaissait plus depuis que la main du premier Empire s'était appesantie sur elle.

Dans toute cette partie nous n'avons plus qu'à suivre l'auteur, qui sait donner à cette glorieuse campagne son vrai caractère, avec autant de talent que de vérité. L'explication par laquelle elle débute, nécessaire pour le public auquel elle s'adresse, n'est pas sans intérêt pour le nôtre, car les curieux efforts qu'elle fait, les comparaisons auxquelles elle a recours pour faire comprendre à ses lecteurs anglais la nature du régime qui pesait alors, chez nous, sur l'instruction publique, démontrent à quel point une telle législation était éloignée de toutes les idées que, sur un pareil sujet, peut se faire un peuple libre. Elle cite, à l'appui de son exposé, un Rapport présenté à la Chambre, en 1847, par M. Liadières, où sont émises toutes les prétentions de l'État en matière d'instruction publique : prétentions fondées sur la plus énorme de toutes, à savoir le droit qu'aurait l'État de refuser aux pères de famille le privilège qu'ils réclament¹ ; *« parce qu'il sait mieux qu'eux ce qui convient à leurs enfants. »*

Elle demande si pareille théorie a jamais pu être admise ailleurs que dans un État purement despotique, et si elle n'est pas, de tous points, insoutenable sous toute autre forme de gouvernement.

¹ Celui d'envoyer leurs enfants aux écoles qui leur plaisent pour les préparer aux examens du baccalauréat.

Elle explique ensuite comment ceux qui voulaient échapper à cet asservissement étaient enserres de toutes parts ; et après être entrée à ce sujet, dans les détails les plus circonstanciés, elle s'écrie, à bon droit : « Jamais on ne vit d'esclavage plus complet et plus habilement combiné. Et il semble également inconcevable que de telles restrictions aient pu être supportées par un peuple, et qu'un gouvernement, fondé sur le principe de la liberté, ait osé les maintenir. »

L'espace nous manque pour citer tout ce qui mériterait de l'être, dans cette partie du récit où tout est intéressant. Mais, en évitant, comme nous l'avons résolu, le récit proprement dit des longues discussions dont elle retrace admirablement les péripéties, nous signalerons la vivacité et la clarté avec lesquelles elle remet sous les yeux du lecteur ce que fut ce grand combat. Quels intérêts étaient en jeu ? Quel devait être le prix de la victoire ? S'appuyant sur les discours de M. de Montalembert, et sur les documents cités par lui-même, elle prouve que c'était surtout l'éducation chrétienne et religieuse que le monopole universitaire environnait d'entraves, et que tel devait être le résultat de ce système, qu'elle s'étonne qu'on cherche ailleurs que dans cette influence empoisonnée la cause première des malheurs qui ont accablé la France. « Pourquoi, dit-elle, n'en point accuser ces doctrinaires, ces *bigots intellectuels*, qui ont fait de leur mieux pour priver la génération confiée à leurs soins de tout sentiment du devoir religieux, de toute foi chrétienne, de tout respect pour leur propre culte. Ceux qu'elle a élevés ainsi, ce sont précisément les hommes qui ont permis plus tard au monde de s'étonner de l'état social de la France et de sa dépravation apparente ; ce sont ceux qui ont rempli sa littérature légère d'abominations, et sa littérature sérieuse de blasphèmes, et qui l'ont enfin conduite à cette chute dont nous avons été les spectateurs. »

Lorsqu'on considère que ce sont de soi-disant libéraux qui furent les plus ardents à cette tâche d'asservissement, il n'est pas inutile de leur apprendre quelle est, à ce sujet, l'opinion d'un auteur qui ne peut être récusé comme *rétrograde* ou *ultramontain*, et aux yeux duquel les catholiques combattant, dans cette question, sous la bannière de Montalembert, apparaissent comme les vrais champions de la justice universelle aussi bien que de la liberté raisonnable et légitime.

Cette partie tout entière du second volume mérite l'attention de tous, et les jeunes catholiques eux-mêmes y liront avec fruit des passages tels que celui-ci :

« ... Peu de gens, nous le croyons en vérité, en dehors de ceux qui prirent eux-mêmes part à cette grande lutte, se rappellent

aujourd'hui le degré d'effort et de persévérance qu'il a fallu à Montalembert et à ses amis pour obtenir aux Français le privilège d'élever chrétiennement leurs enfants, lorsque telle était leur volonté.»

Puis, ramenant sa pensée sur son propre pays, madame Oliphant ajoute :

« Leur victoire fut peut-être trop tardive pour que les effets puissent en être encore sensibles. C'est là une question que je n'examinerai point ici, bien que c'en soit une qui, dans l'état actuel des esprits, en Angleterre, sur la question de l'éducation, nous intéresse profondément : ce serait, assurément, un sujet bien digne d'étude, que celui des résultats de la grande expérience qui s'est faite si près de nous, et nous devrions nous rendre bien compte de la part de responsabilité qu'il convient d'attribuer au système dont nous venons de parler, dans la fatale histoire d'une décadence nationale..... »

Le désir de l'auteur, c'est que cette expérience serve de leçon au parti qui s'agite en Angleterre pour y fonder, non point un régime semblable à celui dont il s'agit — il serait impossible de l'y introduire — mais un système toutefois qui, sous le nom d'éducation *séculière*, lui a emprunté son trait le plus repoussant et le plus funeste : l'absence de toute instruction religieuse.

Reprenant ensuite son récit, madame Oliphant décrit ainsi l'attitude de Montalembert au moment qui précéda immédiatement le commencement de la bataille :

« Tel était, dit-elle, l'effroyable système d'oppression spirituelle et intellectuelle contre lequel Montalembert avait mis sa lance en arrêt dès l'âge de vingt ans, et qu'il recommença à combattre en 1844, pour faire, de ce combat, l'œuvre de sa vie. Peu de champions eurent jamais à affronter un plus formidable géant. Heureusement, et grâce à ses persévérants efforts, un esprit nouveau s'était réveillé. L'épiscopat français était sorti de son silence par de nombreuses protestations, et il se trouvait maintenant, dans les deux Chambres, quelques membres assez hardis pour réclamer, en faveur des parents chrétiens et pieux, des privilèges égaux à ceux dont jouissaient les parents qui n'étaient ni l'un ni l'autre et pour lesquels la religion n'était rien. Montalembert avait alors presque atteint ce « *mezzo del cammin di nostra vita*¹, » qui est l'âge le plus propice aux efforts énergiques et efficaces, et il se plaça, sans hésiter, à la tête de la petite armée qui s'était consacrée, avec lui, à la même cause. C'était, en vérité, une poignée d'hommes qui semblaient destinés à lutter et à succomber, sans parvenir à rem-

¹ Cette moitié du chemin de notre vie. (DANTE, I, 2.)

porter la victoire, mais ils avaient tout le courage nécessaire pour faire partie d'une troupe dévouée de cette sorte, et ce fut dans les termes suivants que leur chef les rangea, pour la première fois, en bataille. Ces nobles et éloquentes paroles, que relève madame Oliphant et que nous reproduisons après elle bien que M. Foisset les ait déjà rappelées ici, sont à la fois un défi, une explication et un manifeste. Jusqu'à ce jour, le parti catholique n'avait été formé, dans les Chambres, que de quelques individus isolés. A l'avenir, il devint, quoique peu nombreux, un parti compact et vigoureux, animé de l'esprit et de l'héroïsme de leur chef¹ :

« Permettez-moi de vous le dire, messieurs, il s'est levé parmi
 « vous une génération d'hommes que vous ne connaissez pas.
 « Qu'on les appelle néo-catholiques, sacristains; ultramontains, le
 « nom n'y fait rien. La chose existe. Cette génération prendrait vo-
 « lontiers pour devise ce que disait au dernier siècle le manifeste
 « des généreux Polonais qui résistèrent à Catherine II : Nous ai-
 « mons la liberté plus que tout au monde, et la religion catholique
 « plus encore que la liberté ! Nous ne sommes ni des conspirateurs
 « ni des complaisants. On ne nous trouve ni dans les émeutes, ni
 « dans les antichambres; nous sommes étrangers à toutes vos coal-
 « tions, à toutes vos récriminations, à toutes vos luttes de cabinet
 « et de parti. Nés et élevés au sein de la liberté et des institutions
 « constitutionnelles, nous y avons trempé notre âme pour toujours.
 « On nous dit : Mais la liberté n'est pas pour vous, elle est contre
 « vous ; ce n'est pas vous qui l'avez faite. Il est vrai que la liberté
 « n'est pas notre œuvre, mais elle est notre propriété. A ceux qui
 « nous tiennent ce langage, nous répondrons : Mais vous, avez-vous
 « fait le soleil? Cependant vous en jouissez. Avez-vous fait la France?
 « Cependant vous êtes fiers d'y vivre.

« Eh bien, la liberté, c'est notre soleil. Il n'est donné à personne
 « d'en éteindre la lumière. La Charte, c'est le sol sur lequel nous
 « nous appuyons pour vous combattre quand il faudra ; il n'est
 « donné à personne d'arracher ce sol de dessous nos pieds. . . .

«
 « Dans cette France, accoutumée à n'enfanter que des gens de
 « cœur et d'esprit, nous seuls, nous seuls catholiques, nous consen-
 « tirions à n'être que des imbéciles et des lâches? Nous nous re-
 « connaîtrions à tel point abâtardis, dégénérés de nos pères, qu'il
 « faille abdiquer notre raison entre les mains du rationalisme, li-
 « vrer notre conscience à l'Université, notre liberté et notre dignité
 « aux mains de ces légistes dont la haine pour la liberté de l'Eglise

¹ Vol. II, p. 56.

« n'est égalée que par leur ignorance profonde de ses droits et de ses dogmes ?... Quoi ! parce que nous sommes de ceux qu'on confesse, croit-on que nous nous relevions des pieds de nos prêtres tout disposés à tendre nos mains aux menottes d'une légalité anti-constitutionnelle ? Quoi ! parce que la foi domine dans nos cœurs, croit-on que l'honneur et le courage y aient péri ?... Ah ! qu'on se détrompe. On vous a dit : Soyez implacables. Eh bien, soyez-le, faites tout ce que vous voudrez et tout ce que vous pourrez ! L'Église vous répond par la bouche de Tertullien et du doux Fénelon : NOUS NE SOMMES PAS A CRAINDRE POUR VOUS ; MAIS NOUS NE VOUS CRAIGNONS PAS. Et moi j'ajoute, au nom des catholiques comme moi, des catholiques du dix-neuvième siècle : Au milieu d'un peuple libre, nous ne voulons pas être des ilotes ; nous sommes les successeurs des martyrs, nous ne tremblons pas devant les successeurs de Julien l'Apostat. Nous sommes les fils des croisés, nous ne reculerons pas devant les fils de Voltaire¹ ! »

Nous nous étions promis de ne point céder à la tentation de citer les discours de M. de Montalembert ; mais, quoique celui-ci soit l'un des plus connus, nous n'avons pu résister au désir d'en reproduire ces fragments qui, ainsi que la célèbre péroraison qui le termine, ont été choisis par l'auteur pour compléter le tableau qu'elle fait de cette mémorable campagne. Ces citations, d'ailleurs, permettent d'apprécier la manière dont elle sait se servir des documents qu'elle consulte, et de rendre hommage une fois de plus à son intelligente sincérité.

III

Une fois la bataille engagée, voici le magnifique langage dans lequel madame Oliphant décrit la position et le maintien du champion catholique entre ses adversaires nombreux et acharnés et ses adhérents dévoués mais souvent inhabiles et incertains :

« Sans doute, il avait des auxiliaires dans la Chambre et dans le pays ; mais lui seul apparaît à nos yeux dans ce grand conflit, et l'attitude de ce seul homme entre la phalange serrée qu'il affronte et la masse flottante qui le suit est l'un des spectacles politiques les plus curieux et les plus intéressants qu'il soit possible de contempler. Il est là devant nous, allant de l'un à l'autre sans jamais se lasser, sans se décourager jamais. Soutenant le combat avec une éloquence toujours égale, tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, prompt

¹ Discours du 16 avril 1844.

à la réplique contre tout argument contraire, rapide comme l'éclair contre toute assertion fausse. Il se proclame le représentant des catholiques de France, et il défend leurs droits avec autant de véhémence, d'ardeur et de force que si un million d'entre eux le suivaient ; et l'instant d'après, il se retourne vers ces mêmes catholiques et les adjure dans un langage incisif où se mêlent, aux reproches et aux encouragements, parfois d'amers sarcasmes... Il combattit ainsi, seul, contre tous... Sa carrière, à cette époque, ressemble à un fleuve rapide et puissant, poursuivant son cours sans que rien puisse s'y opposer ou diminuer sa force entraînante et son incessante activité... Il allait donc, parfois impatient, parfois trop fougueux, non toujours parlementaire dans son langage et méritant peut-être le reproche que lui adressaient ses adversaires *d'oser tout dire*, mais jamais celui de leur imputer de vils motifs ou de se permettre contre eux une accusation fausse. Le fils des croisés maintenait ainsi les traditions de sa race. Nul plus que lui n'était vif à l'attaque et redoutable pendant le combat ; mais il ignorait l'usage d'une arme déloyale aussi bien que la lâcheté d'un coup frappé par derrière.

« Et cependant, poursuit-elle ¹ (et ces paroles n'ont pas cessé encore d'être applicables), il eut lui-même à subir un grand nombre de coups frappés de cette sorte, et ce n'est pas l'histoire de cette lutte qui nous apprend pour la première fois que, de toutes les formes d'étroite intolérance, il n'y en a pas d'égale à l'intolérance des hommes qui ne professent aucune religion, contre ceux qui en ont une et la professent hardiment. Dans toutes les circonstances où il fut question en France des droits les plus simples du parti religieux, les politiques laïques de cette époque dépassèrent en amertume et en violence tout ce qui a jamais été imputé en ce genre au langage ecclésiastique. La dénomination de *sacristains* était la plus douce de celles qu'ils appliquaient à un parti représenté par un homme tel que Montalembert ! Et cette épithète insultante était loin d'être la seule ; les termes injurieux pleuvaient sur leurs têtes, sans que jamais cependant on ait réussi à leur en adresser un aussi spirituel que l'était celui que leur appliqua, en retour, leur grand adversaire, le jour où il les affubla du nom de *mandarins*. »

Nous avons déjà bien longuement cité notre auteur, et cependant il nous faut encore ajouter ici les réflexions qui terminent le passage que l'on vient de lire, car elles apprennent et rappellent des choses qu'il est utile de savoir et de ne jamais oublier :

¹ Vol. II, p. 85.

« ... Il existe aussi assurément, chez nous (en Angleterre), beaucoup d'apathie et beaucoup d'impiété; cependant, ni dans le conseil, ni ailleurs, il ne serait permis à un ministre ou à un homme d'une importance politique quelconque, et parlant dans une situation officielle, d'oser, quelle que fût son opinion personnelle, tourner ouvertement en ridicule la religion ou même se hasarder à nier publiquement son importance.

« Le gouvernement français, tel qu'il était alors représenté par ses membres, depuis le ministre de l'instruction publique jusqu'aux professeurs enseignant en son nom, qui, à toute heure, attaquaient publiquement le christianisme, paraissait avoir mis de côté jusqu'aux moindres semblants d'impartialité et de justice. C'était un des membres du gouvernement qui, en exprimant l'avis de se refuser à faire droit aux réclamations des catholiques, s'était écrié : *Soyez implacables*; et l'esprit public était si étrangement faussé sur ce point, qu'il ne discerna pas la suprême absurdité aussi bien que l'étrange mauvais goût d'un semblable avis émanant d'un personnage dans cette situation¹. »

Cette première partie de la campagne, nommée à bon droit par M. de Montalembert le siège du monopole universitaire, se termina, on le sait, par ce qu'il appela aussi « *une sortie des assiégés* » sur la partie la plus noble, la plus illustre, mais aussi la plus faible de l'armée assiégeante. A l'heure même où dans la chaire de Notre-Dame un dominicain et un jésuite tenaient tour à tour Paris tout entier attentif à leur parole, le gouvernement proposa une loi dont le but était d'interdire l'instruction publique aux ordres religieux, et Montalembert put, du haut de la tribune, désigner, avec une fierté indignée, les deux hommes en qui renaissaient toutes les gloires de la chaire française, et s'écrier que c'était là ceux qui étaient déclarés par la loi incapables de remplir les fonctions d'instituteurs! ceux-là seuls, ou du moins pas d'autres avec eux, que les repris de justice et les galériens!...

La loi passa néanmoins, grâce à de vieux précédents exhumés du régime impérial, et à d'autres moyens encore, appropriés au but que se proposaient les législateurs.

« Ce fut par cet acte d'intolérance triomphante, dit madame Oliphant², que la discussion se termina cette année-là. Ce fut, par conséquent, avec l'apparence d'une victoire pour le parti laïque; mais les victoires ainsi obtenues ne durent guère : fermer de force la bouche aux adversaires, c'est un genre d'argument que les gouvernements aiment assez souvent à employer, et peut-être en France plus

¹ Vol. II, p. 85.

² Vol. II, p. 88.

encore qu'ailleurs ; mais c'en est un qui ne réussit jamais, même en France. Le champion de la liberté et de l'Église devait, en effet, savoir en tirer parti :

« La sortie a été faite, dit-il, et elle a réussi ; mais le siège du monde n'est pas encore dur et il durera longtemps... sachez-le, rien n'est fini... Nous resterons debout, une main sur l'Évangile et l'autre sur la Charte. Nous réclamerons tout ce que nous avons réclamé et nous ne diminuerons en aucune façon ni nos justes prétentions, ni le courage que nous y avons apporté. Nous vous attendons sur ce même terrain l'année prochaine¹. »

IV

La question fut ajournée néanmoins, on le sait, pour un temps plus long qu'il ne l'avait prévu, et de graves événements devaient s'accomplir avant qu'elle fût reprise. Pendant les trois années suivantes, cette discussion ne fut point renouvelée dans la Chambre. La voix éloquente de M. de Montalembert ne demeura pas muette cependant, car de nobles et malheureuses causes réclamaient son appui. Les chrétiens de Syrie, les malheurs persévérants de la Pologne, les noirs que la France n'avait pas encore achevé d'émanciper, furent tour à tour l'objet de ses ardents plaidoyers. En 1846, les massacres de Gallicie et l'annexion de Cracovie excitèrent au plus haut degré cette indignation, que sa parole savait transformer en traits de feu contre les oppresseurs ; mais ce qui porta cette indignation à son comble et fit jaillir de son cœur et de ses lèvres des paroles d'une éloquence prophétique que l'histoire n'oubliera pas, ce fut (au commencement de 1848) la lutte du Sonderbund.

« Jusqu'à ce jour, dit son historien, les discours de Montalembert avaient été reçus avec plus ou moins de faveur par la noble Assemblée à laquelle ils s'adressaient. Ils étaient tous étincelants d'éloquence, de sincérité profonde et de tous les dons que peut posséder la parole. Mais celui-ci fit son premier grand discours en ce sens, que, pour la première fois, sa parole retentit au même degré dans tous les cœurs et lui valut un de ces triomphes réservés aux seuls orateurs : une victoire sur tous les préjugés, et presque sur les convictions elles-mêmes, que l'éloquence a parfois le privilège de remporter, enlevant les auditeurs avec une irrésistible puissance et les

¹ Discours du 16 juillet 1845.

entraînant par une même émotion, avec une force qu'aucune autre influence humaine n'exerce au même degré¹. »

C'est bien ici assurément qu'il nous est difficile de résister à la tentation de reproduire en entier la longue citation de l'auteur, à l'appui de son assertion. Nous nous en abstenons cependant, ce mémorable discours étant plus présent que d'autres au souvenir de tout le monde, et nous nous bornerons au seul passage suivant dont on ne peut se lasser de rappeler l'éloquente et toujours opportune vérité :

« Qu'on ne vienne pas nous dire, comme certains esprits géné-
« reux mais aveugles, que le radicalisme est l'exagération du libé-
« ralisme. Non : c'en est l'antipode. C'est l'extrême opposé. La li-
« berté, c'est la tolérance raisonnée, volontaire; le radicalisme, c'est
« l'intolérance absolue qui ne s'arrête que devant l'impossible. La
« liberté n'impose à personne des sacrifices inutiles. Le radicalisme
« ne supporte pas une pensée, une parole, une prière contraire à sa
« volonté. La liberté consacre le droit des minorités, le radicalisme
« les absorbe et les anéantit. En un mot, et pour tout résumer : La
« liberté, c'est le respect de l'homme; le radicalisme, c'est le mépris
« de l'homme poussé à sa plus haute puissance. Non, jamais des-
« pote, jamais tyran, n'a plus méprisé ses semblables, que ne les
« méprisent ces clubistes radicaux qui bâillonnent leurs adversaires
« vaincus au nom de la liberté et de l'égalité !

« Je me crois plus que personne ce droit de proclamer cette dis-
« tinction. Car je défie qui que ce soit de plus aimer la liberté que
« moi... Je l'ai toujours défendue, toujours proclamée. Moi qui ai
« tant parlé, tant écrit (beaucoup trop, je le reconnais), je défie
« qu'on me cite une parole sortie de ma plume, ni tombée de mes
« lèvres qui ne soit pas destinée à la servir. La liberté ! ah ! je puis
« le dire sans phrase : elle a été l'idole de mon âme. Si j'ai quelque
« reproche à me faire, c'est de l'avoir trop aimée ! aimée comme on
« aime lorsqu'on est jeune, c'est-à-dire sans frein et sans mesure...
« Mais... je crois ne l'avoir jamais plus aimée, jamais mieux servie
« qu'en ce jour, et je m'efforce d'arracher le masque à ses ennemis
« qui se parent de ses couleurs, qui usurpent son drapeau pour la
« souiller et pour la déshonorer² ! »

On sait qu'à la fin de ce discours M. Guizot, chargé d'y répondre et de défendre la politique du gouvernement, déclara que, tout en déclarant les reproches qui lui étaient adressés, ce discours contenait de trop nobles vérités pour qu'il voulût alors élever un débat quelcon-

¹ Vol. II, p. 102.

² Discours du 14 janvier 1848.

que avec celui qui l'avait prononcé. « Je ne mettrai pas, dit-il, à la suite de tout ce qu'il vous a dit, une question politique et encore moins une question personnelle : j'attendrai que le débat ait continué et pris un autre tour. Je n'ai rien à répondre à M. de Montalembert. »

Si telle fut l'impression produite sur un adversaire, et le plus haut placé de tous, on peut se représenter ce que dut être l'effet de ce discours, non-seulement sur les adhérents et amis de l'orateur, mais sur la France et même sur l'Europe tout entière.

Ce fut au mois de janvier 1848 que furent prononcées les paroles qui devaient avoir ce retentissement sans égal. Peu de semaines après, la tempête prévue et prédite par l'orateur s'était levée en effet, violente et soudaine, et avait emporté, avec le trône, la tribune où elles avaient été prononcées et l'assemblée elle-même qui les avait entendues ! Ce fut une de ces secousses si profondes, qu'il semblerait impossible de croire qu'un même siècle pût les voir se renouveler, si la fatale évidence des faits n'était pas là pour nous en convaincre. Il faut même avouer que, la mémoire remplie de tant de cruels et récents souvenirs, nous avons peine à nous reporter à l'époque où eut lieu cette seconde répétition du tremblement de terre de 1830, et nous sommes presque tentés d'oublier ce qu'elle fut, aujourd'hui où notre sol, ébranlé par une troisième et plus formidable secousse, tremble encore autour de nous de toutes parts. Ah ! si du moins nous pouvions espérer maintenant ce repos qui est d'ordinaire accordé à la nature lorsqu'elle a par trois fois subi ainsi l'un de ces chocs mystérieux qui semblent la soulever tout entière !... Malheureusement les passions humaines qui, dans l'ordre moral, ont la puissance de les produire, n'ont jamais eu encore celle de les régler, et si le fatal pouvoir de déchaîner les tempêtes leur est laissé, c'est à une autre parole que la leur qu'est réservé celui de les maîtriser !

Quoi qu'il en soit, cette seconde catastrophe, pour celui qui n'avait peut-être pas assez mesuré la gravité de la première et qui ne devait pas voir la troisième, fut l'événement le plus grave et le plus douloureux de sa vie. Tout, pour un temps, fut bouleversé en lui, comme autour de lui, et les conditions de sa destinée changèrent de face, non moins que celles du pays tout entier. Mais de même que dans ces cataclysmes naturels auxquels il est impossible de ne pas toujours comparer les révolutions, quelque banal que ce puisse être ; lorsqu'un homme se retrouve au milieu des ruines, vivant, quoique meurtri, il se relève promptement et, s'il a le cœur vaillant, sa première pensée est pour ceux qui l'entourent et qui ont souffert comme lui, son premier effort est de soutenir ou de relever ce qui reste en-

core debout de l'édifice qui les abritait ; en tout cas, ce qu'il veut, c'est agir, et non point se croiser les bras pour regarder, immobile, s'accumuler les décombres.

Telle fut en effet la première impulsion de Montalembert dès qu'il fut possible de revoir quelque clarté après les sombres jours de confusion qui suivirent ce coup de foudre. Tout était menacé, le devoir était donc de tout défendre. Mais il fallait en avoir le moyen, et il n'en connaissait pas d'autre que celui dont il s'était déjà servi avec tant d'éclat. La tribune où sa voix s'était fait entendre était brisée, mais une autre lui était offerte, il accepta le mandat qui lui permettait d'y monter, c'est-à-dire de reprendre sa place sur la brèche, et au mois d'avril de la même année il devint membre de la nouvelle Assemblée nationale, comme représentant du Doubs.

Nous ne pouvons plus ici faire d'extraits, car il faudrait tout citer dans cette partie du second volume où l'auteur continue à faire plus que jamais preuve de justesse et de pénétration fine et profonde dans son appréciation des motifs qui guidèrent M. de Montalembert pendant et après la tourmente. Nous nous bornerons donc à résumer de notre mieux ces pages intéressantes.

Madame Oliphant observe donc d'abord que cette révolution qui, en un instant, envahit l'Europe et y alluma un incendie général, produisit sur l'esprit noble, droit et avant tout sincère, du comte de Montalembert, un double effet également marqué : d'une part, l'horreur et la haine des crimes commis, jusqu'au point de le faire reculer devant la liberté elle-même, dont les auteurs de ces excès avaient invoqué et profané le nom !... de l'autre, une consolante surprise, en remarquant la différence survenue, depuis 1830, entre les sentiments inspirés par le clergé et l'Église à cette première époque, et ceux que le peuple, même au milieu de son délire, leur témoignait en ce moment. En 1830, effectivement, les prêtres avaient dû prendre la fuite ou dissimuler les marques extérieures de leur sacerdoce ; en 1848, au contraire, non-seulement aucun d'eux n'avait à se cacher, mais on venait même de toutes parts les chercher et réclamer, jusqu'à l'abus, leur présence, dans le but singulier, mais non hostile, de faire donner par eux à la révolution nouvelle une sanction religieuse. Quelques années auparavant on avait hésité à laisser reparaitre, même dans la chaire de Notre-Dame, l'habit blanc de saint Dominique. Maintenant on voyait ce même habit porté sur les bancs de l'Assemblée nationale par celui-là même qui, plus que tous, avait su combattre et vaincre dans le cœur de la France d'indignes et stupides préjugés. Quelque chose avait donc été obtenu par ces courageux lutteurs, et ce n'était pas en vain que Montalembert lui-même avait, depuis dix-huit ans, si vaillamment combattu ?

Ces réflexions en amènent bientôt une autre. Avait-il toujours apporté à ce combat une modération suffisante?... Dans son ardeur à faire prévaloir ses justes désirs, et à assurer le triomphe de la cause sacrée à laquelle il s'était voué, avait-il assez réfléchi que quelques-uns des coups destinés aux gardiens de l'édifice étaient tombés sur l'édifice lui-même? Tandis que plusieurs symptômes consolants attestaient les progrès lents mais certains obtenus pendant les luttes des années précédentes, les hurlements révolutionnaires qui se faisaient entendre n'indiquaient-ils pas, de leur côté, la présence d'un ennemi, plus hideux mille fois que ceux qu'il avait combattus, déjà levé pour profiter de la brèche ouverte et venir s'emparer du terrain?... Il s'entendit signaler lui-même, par l'un des organes de ce parti, comme : « *Un orateur dont la conscience était vendue aux ennemis de la France ; qui avait indirectement conseillé le rétablissement de l'Inquisition... l'abrutissement de l'espèce humaine par l'ignorance, le rétablissement du bourreau dont la mission était de torturer des millions de victimes.* » Enfin, quelques mois plus tard, l'armée de l'ordre et celle du désordre furent en présence. Elles en vinrent aux mains, et Montalembert vit alors de ses yeux le sang français ruisseler dans les rues de Paris!...

A dater de ce jour, il ne changea rien aux opinions de toute sa vie, mais il comprit un fait que n'avait point admis jusque-là son âme ardente et naïve, qui n'avait jamais frappé son esprit plus droit, plus profond, plus élevé qu'il n'était habile, peut-être, à discerner les caractères. Il comprit qu'il pouvait être parfois utile et nécessaire pour le salut de tous, aussi bien que pour le succès de ses propres entreprises, de faire parmi ses adversaires de justes distinctions, et de ne pas les traiter tous en ennemis, comme depuis sa jeunesse il avait été plus ou moins enclin à le faire. En face du danger public, en face de la société menacée, en face du socialisme apparaissant, il tendit une main loyale aux hommes du camp opposé, avec lesquels il avait en commun, sinon les opinions, du moins l'honneur et la sincérité, et il conclut avec eux une trêve qui fut diversement jugée, mais à laquelle il dut la conquête des libertés précieuses pour lesquelles il avait si longtemps lutté sans succès. En revanche, il accorda son concours à ses anciens adversaires lorsque, sans transiger avec aucun principe, il crut pouvoir le faire avec utilité pour le bien public. Enfin pour nous servir de la juste distinction de madame Oliphant, « tandis que jusque-là sa devise avait été *Dieu et la liberté*, il prit maintenant celle-ci : *Dieu et la société* ; » oui, la société chrétienne, qu'il s'était juré de défendre contre les menaces d'un socialisme sauvage, et cela au prix de tous les sacrifices. Ces sacrifices, il les fit et il en recueillit des fruits dont la France et l'Église profitent en-

core. Malheureusement il goûta le fruit amer de l'ingratitude, et c'était dans sa victoire elle-même qu'il devait trouver la fin du repos de sa vie.

En attendant, cette nouvelle phase de sa vie politique fut non-seulement brillante, mais couronnée de succès inconnus jusqu'alors. Il avait sans doute mille fois forcé ses adversaires à admirer l'éloquence de ses plaidoyers. Jamais encore il n'avait su ce que c'était que d'obtenir gain de cause, il avait lutté avec le plus brillant éclat, il connut enfin la jouissance de vaincre. De l'aveu de tous, ennemis comme amis, son talent atteignit à cette époque son apogée. On lui appliqua cette parole de Pascal : « *La grandeur ne consiste pas à être dans l'un ou l'autre extrême, mais à savoir toucher l'un et l'autre et remplir tout l'intervalle.* » Cette condition (de l'aveu même du froid critique Sainte-Beuve), se trouva réalisée à cette époque par sa parole. Ce fut alors aussi que M. Berryer, comprenant ce qu'il sacrifiait de prédilections personnelles au grand but qu'il voulait atteindre, lui dit ces mots : « Je reconnais que vous n'êtes pas un esprit *absolu*, mais un esprit *résolu*. »

Madame Oliphant, après avoir analysé cette situation beaucoup mieux que nous ne venons de le faire, remarque que la première occasion dans laquelle il plaida ainsi victorieusement fut *digne du fils des croisés*, car c'était en faveur de ses adversaires les plus acharnés. Ces magistrats, parmi lesquels se trouvait celui qui avait prononcé contre lui cette parole : *Soyez implacables*¹, étaient menacés dans l'inamovibilité de leur charge. Il consacra à les défendre le nouvel éclat de sa parole, et ce fut celui qu'ils avaient si souvent désigné sous le nom de *jésuite* et de *sacristain* qui gagna leur cause et obtint que le sacerdoce de la justice (pour nous servir de son expression) demeurât inviolable.

Le matin de ce jour, comme madame Oliphant nous l'apprend, « il avait été prier à Saint-Germain des Prés, comme il le faisait d'habitude lorsqu'il prévoyait qu'il aurait un important discours à prononcer. Ce fait est noté dans son journal. Au retour de la séance, il ajoute ces simples mots : *Mon discours a réussi ; la cause est sapée.* » La solennité de l'effort se révèle, dit-elle, par la préparation au combat ; mais aucune fanfare n'accompagne la victoire.

¹ M. C. Dupin.

V

Le second triomphe de sa parole fut plus sanglant, car il ne put l'obtenir qu'en se servant d'armes qui n'avaient jamais été les siennes, et en les tournant pour ainsi dire contre lui-même et contre la plupart de ceux avec lesquels il avait jadis ardemment combattu. Une loi pour la répression de la presse était présentée à l'Assemblée. Pour la première fois de sa vie il allait se mettre en contradiction avec l'un des principes qu'il avait le plus souvent professés, en votant pour cette loi, et en montant hardiment à la tribune pour la défendre. Quoi qu'on puisse penser de ce changement, il est, en tous cas, évident que, lorsque la démagogie est triomphante, appuyer ainsi ouvertement une loi proposée contre elle, ce n'est pas faire acte de faiblesse, mais acte de courage. Ce n'était pas ici, toutefois, seulement ce courage qui lui était naturel vis-à-vis de toute cause victorieuse, c'était celui d'une conviction triste et profonde, dont il exposait les motifs par la comparaison suivante¹ :

« Supposons un médecin appelé et consulté sur le régime d'un homme robuste, d'un homme qui se livre à tous les travaux de la vie ordinaire, il est bien permis à ce médecin, en jugeant le tempérament de cet homme, de lui conseiller un régime substantiel, énergique, stimulant.

« Eh bien, c'est ce que nous avons fait quand nous voyions, quand nous étudions le tempérament de la France, il y a quinze ans. Nous l'avons crue alors robuste et capable de résister au régime de liberté absolue qui existait alors. Mais si le même médecin est rappelé, au bout de dix ans, auprès du même sujet, et qu'il le trouve épuisé par ses propres excès, qu'il le trouve en proie à la fièvre, au délire ! est-ce qu'il continuera à lui imposer le même régime ? S'il le faisait, ce ne serait plus un médecin, ce serait un ignorant, un assassin.

« Selon moi, la société française est profondément malade... il faut la sauver, messieurs, la sauver à tout prix, et avec elle sauver la liberté.

« Et comment sauver la liberté ? En la limitant² ; car l'expérience des dix-huit mois par lesquels nous venons de passer est là pour montrer que la liberté illimitée est l'ennemie de la liberté..... et

¹ Discours du 29 juillet 1849.

² Tout le monde comprend que les limites dont parlait ici M. de Montalembert et qu'il admettait, n'avaient rien de commun avec cette extinction totale de la liberté contre laquelle il protesta avec tant d'énergie après 1852.

« qu'il n'y a presque pas de transition entre la liberté illimitée et la dictature.

« Oui, dans mon âme et conscience, la liberté, telle qu'elle serait aujourd'hui.... si cette loi n'était pas votée, ce serait la dictature demain. d'abord la dictature de l'anarchie, cette dictature que nous connaissons tous.... dont les satellites sont partout enrégimentés, haletants après la spoliation et le pillage; et après cette dictature-là, savez-vous laquelle nous aurons? Non pas la dictature d'un Napoléon, d'un Charlemagne ou d'un saint Louis, mais la dictature du premier caporal qui vous apportera l'ordre matériel au bout de son sabre, et que vous bénirez tous! »

Et comme il s'élevait des réclamations sur plusieurs bancs, il répondit avec force : « Oui ! que vous accueillerez tous ! vous-mêmes qui m'interrompez ! »

Quelques mois plus tard, à Besançon¹, répondant, dans un banquet public, à un discours qui lui avait été adressé, il dit les paroles suivantes, que nous citerons encore, pour citer ensuite les réflexions qu'elles suggèrent à l'auteur :

« *Deo et Cesari fidelis perpetuo*². Au premier abord, je l'avoue, on peut trouver bizarre le maintien de cette devise sous le régime actuel.... Mais chacun doit comprendre que César ne veut pas dire tel empereur, tel roi ou tel président. Non ! César, c'est l'autorité ; César, c'est la loi, c'est l'ordre, c'est le pouvoir social, en un mot, c'est la société. Lorsque le Sauveur du monde prononça cette fameuse parole : *Rendez à César ce qui est à César*, sans doute il n'entendait pas parler seulement de l'empereur Tibère, sous lequel il vivait, mais bien de l'autorité en général, de cette autorité nécessaire, de ce respect des lois et des pouvoirs établis, sans lequel la société est impossible, et la liberté surtout n'est qu'une chimère sanglante !

« Ainsi donc : *Dieu et la société*, c'est là votre devise, et j'ose dire que c'est aussi la mienne. Elle est inscrite sur ce drapeau que vous m'avez chargé de porter pour vous, et que j'ai planté en votre nom sur la tribune nationale. Je l'y maintiendrai autant que mes forces me le permettront ; je ne le désertai jamais, et le jour où vous me retirerez votre mandat, ou bien le jour où, fatigué d'une carrière déjà remplie de bien des luttes, je sentirai que le moment de la retraite est venu, ce jour-là je déposerai ce drapeau entre vos mains, sans reproche pour moi et sans tache pour lui. »

¹ Discours prononcé à Besançon le 2 septembre 1848

² Devise de la ville de Besançon.

« Quelles vagues et étranges prophéties ! s'écrie ici madame Oliphant. Quelles prévisions exactes, bien qu'obscures, d'un avenir absolument différent de celui qu'il attendait, et cependant où un grand nombre des choses entrevues devaient s'accomplir !... Avant peu, cette noble bannière allait, en effet, être arrachée de la main qui l'avait si glorieusement portée ! mais avant peu aussi, ce nom de César devait acquérir une bien autre signification ! » Après cette réflexion, l'auteur poursuit en ces termes : « Sans doute, celui qui voudrait comparer la teneur des deux discours que nous venons de citer avec un grand nombre de passages extraits de ceux qu'il avait prononcés naguère, y trouverait plus d'une parole qui semblerait les contredire. Mais ce n'était pas là une considération qui pût l'arrêter. Il voyait le danger de son pays ; il ne pensait qu'à le sauver ; il ne pensait point à lui-même. Il avait porté avec ardeur, dans plus d'un laborieux combat, cette devise de sa jeunesse : *Dieu et la liberté* ! Et lorsqu'au-dessus de celle-là il inscrivit cette devise nouvelle : *Dieu et la société* ! ce fut dans la plénitude d'un cœur convaincu, et sans se donner la peine d'examiner si ses ennemis allaient s'écrier qu'il se contredisait. Que lui importait ce qu'on dirait de lui ? C'était à la France seule qu'il pensait, et nullement à la gloire de Charles de Montalembert.

« Il peut se trouver ainsi des inconséquences apparentes, qui sont plus nobles mille fois, plus vraies, plus généreuses, que l'adhérence obstinée à une tradition personnelle d'opinion ou d'attitude. L'inconséquence dont nous parlons (si elle exista) fut de ce nombre. Montalembert ne donna pas une pensée à son opinion personnelle ; tout fut absorbé en lui par celle de son pays. Au surplus, il n'y eut, par le fait, aucun changement véritable dans ses opinions. La liberté, qu'il s'était consacré à défendre depuis sa jeunesse, c'était cette liberté compatible, d'abord, avec l'amour de Dieu et du prochain, et animée pour les opinions d'autrui de considération et de charité ; c'était une liberté soumise aux lois de l'ordre et de la paix ; honnête et modérée, virile et incapable d'excès licencieux ou d'arrogance. Pour une liberté telle que celle-là, Montalembert savait qu'il n'existe pas de plus fatal ennemi que la licence. En sorte que, tout en changeant la forme de sa devise, il ne changea absolument rien à son principe, et jamais il ne servit mieux cette liberté, qui lui était si chère, que le jour où il devint ainsi le champion de l'ordre, de l'autorité et de la loi ! »

Pour confirmer cette appréciation et démontrer à quel point ce changement apparent laissait intacte la pensée primitive et dominante de sa vie, nous citerons ici quelques lignes d'une lettre datée du 20 décembre 1827, lorsqu'il n'avait pas encore dix-huit ans :

« ... Tant que la liberté ne sera pas entièrement garantie, » dit-

il, « Dieu sait, et la patrie saura, avec quelle ardeur et quel entier dévouement je combattrai pour elle. »

Mais presque aussitôt transporté, comme par une intuition soudaine, aux jours qui suivront cette victoire, et en voyant d'avance l'abus qu'on en fera, il ajoute : « Ce jour-là, mon rôle changera, ce ne sera plus la liberté qu'il faudra défendre, ce sera le christianisme, le catholicisme qui sera exposé aux attaques de l'impiété, du déisme, du protestantisme, enfin de tout ce qui est l'ennemi de la vraie religion. Je ne sais si Dieu appesantira sur la France le bras de sa colère, s'il lui fera acheter ses libertés par la perte de sa religion, ou s'il ne fera pas plutôt éclater sa grandeur et sa gloire en l'affranchissant et la sanctifiant en même temps. Tout ce que je sais, c'est que, dès ce moment, je me range du côté des défenseurs de la religion quels qu'ils soient. La vérité est encore plus pour moi que la liberté, et mon ardeur et mon dévouement croîtront, s'il est possible, avec l'importance de la cause qui les réclamera. Tout ce que j'espère, c'est qu'il me sera permis de montrer, avant cette crise fatale, combien je redoute peu le pouvoir et combien j'adore la liberté¹. »

Au delà de vingt années plus tard, cette situation, entrevue de si loin, se produisit en effet et fut amenée par des circonstances différentes de tout ce qu'il avait pu prévoir, et elle le trouva fidèle à ses convictions les plus hautes, et, par conséquent, à lui-même.

Ce qui semble à madame Oliphant plus difficile à expliquer, ce fut la faveur qu'au premier moment M. de Montalembert accorda à la candidature du prince Louis-Napoléon, et plusieurs seront tentés de penser, comme elle, que l'instinct prophétique dont il avait donné tant de preuves dans ses discours, l'abandonna totalement le jour où il eut cet imprudent accès de confiance. Quant à nous, nous acceptons l'explication à laquelle s'arrête l'auteur.

« Peut-être, » dit-elle avec ce tact où le cœur d'une femme se sent à côté de la sagacité d'un historien, « peut-être l'honneur a-t-il ses superstitions comme la foi : l'idée d'un Bonaparte consacrant le prestige de son nom au bien-être de la France, sans aucune pensée d'intérêt personnel, lui sembla chevaleresque et poétique, et elle ne lui sembla pas invraisemblable. » L'âme de Montalembert était en effet de celles qui croient naturellement aux choses dont elles seraient elles-mêmes capables. Quoi qu'il en soit, l'illusion fut partagée par la France tout entière, sauf une imperceptible minorité, et la République eut un Napoléon pour président. Mais l'Assemblée demeurait encore souveraine, et deux grands actes furent

¹ Lettre à un ami de collège. (*Contemporain*, juillet.)

accomplis peu après, dont la France garde encore le reconnaissant souvenir : le pape fut secouru et ramené à Rome, et l'instruction religieuse fut affranchie de ses dures entraves. M. de Montalembert prit à ces deux actes une part active et éminente ; il fut donné aux accents, presque les derniers de sa parole publique, de défendre les deux nobles causes auxquelles il s'était voué dès l'âge de vingt ans, et jamais cette parole ne retentit avec plus d'éclat à la tribune que la veille du jour où il devait lui être interdit de s'y faire entendre¹.

Madame Oliphant sait parfaitement saisir l'intérêt dramatique de ces deux discussions, et elle rappelle la fameuse séance où, défendant l'indépendance du souverain pontife, et répondant à M. Victor Hugo, qui était acclamé par l'extrême gauche, M. de Montalembert débute par ces mots :

« Messieurs, le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu le châtimement qu'il méritait, dans les applaudissements qui l'ont accueilli... »

Mais elle omet d'ajouter l'à-propos avec lequel, après avoir été bruyamment rappelé à l'ordre, pour ce début, il reprit le discours interrompu, en corrigeant ainsi la parole incriminée :

« Puisque le mot *châtiment* vous blesse, messieurs, je le retire, et je dis que le discours que vous venez d'entendre a déjà reçu sa *récompense* par les applaudissements de l'opposition. » Ce fut là une de ces occasions où il fit preuve du rare esprit de repartie qu'il possédait, et qui, stimulé par l'opposition violente de ses adversaires, mit si souvent les rieurs de son côté.

Ce discours est de ceux qu'il faut relire en entier, et nous ne pouvons ici donner place aux longs extraits de l'auteur. Nous rappellerons seulement que c'est dans ce discours que se trouve ce célèbre passage :

« Permettez-moi, messieurs, une comparaison familière. Quand un homme est condamné à lutter contre une femme, si cette femme n'est pas la dernière des créatures, elle peut le braver impunément. Elle lui dit : « Frappez ! mais vous vous déshonorerez et vous ne me vaincrez pas. » Eh bien, l'Église n'est pas une femme. Elle est bien plus qu'une femme : c'est une mère !

« C'est une Mère ! C'est la Mère de l'Europe, la Mère de la société, la Mère de l'humanité moderne. On a beau être un fils dénaturé, un fils révolté, un fils ingrat, on reste toujours fils, et il vient un moment, dans toute lutte contre l'Église, où cette lutte parricide devient insupportable au genre humain, et où celui qui l'a enga-

¹ 18 octobre 1848.

« gée, tombe accablé, anéanti, soit par la défaite, soit par la réprobation unanime de l'humanité! »

L'auteur s'interrompt ici pour écrire les lignes suivantes :

« Lorsque l'orateur prononça ces mots : « *L'Église, c'est une mère!* » tous les cris divers qui l'avaient assailli jusque-là se transformèrent en une seule acclamation. « *Une triple salve d'applaudissements suivit ces mots,* » dit le froid et exact *Moniteur* en rendant compte de la séance ; et le *Journal des Débats* lui-même, peu partisan de Montalembert en aucun temps, fut obligé de déclarer le lendemain « que ce discours avait été suivi d'acclamations telles, que jamais on n'en avait entendu de semblables dans aucune assemblée déli-

« *libérative.* »

Enfin se livra la bataille décisive qui devait couronner l'œuvre première et principale de sa vie. Au mois de janvier 1850, la nouvelle loi sur l'instruction publique fut présentée à l'Assemblée nationale — « amendée » (ainsi que l'exprimait M. de Montalembert) « pour amener une paix digne et féconde, où il n'y aurait de victoire que pour le bien et d'humiliation pour personne¹. » Et maintenant, celui qui avait si longtemps plaidé, sur ce sujet, pour une liberté illimitée, venait défendre un projet où, pour atteindre son but, plusieurs conditions étaient admises. Aussi était-il attendu à l'Assemblée avec une égale ardeur par amis et ennemis — les uns pour le soutenir, les autres pour l'attaquer à outrance, en cherchant à le mettre en contradiction avec lui-même. Mais ce fut en vain : il exposa courageusement, clairement et sincèrement ce qui avait été concédé et ce qui avait été obtenu. Il expliqua pourquoi, après avoir longtemps combattu pour obtenir la liberté tout entière, comme en Belgique et en Angleterre, il croyait aujourd'hui devoir appuyer par sa parole et son vote une liberté moins illimitée, mais telle, qu'en tout temps, si elle leur eût été offerte, les catholiques l'eussent acceptée avec empressement, puisqu'en tout cas elle suffisait, à ses yeux, pour affranchir l'instruction religieuse.

« Telle est ma conviction, dit-il ; et je pousserai jusqu'au bout ma sincérité devant vous, en ajoutant l'expression d'une crainte qui me domine, et que je formule ainsi : après le vote de cette loi, ce ne sera pas la liberté qui manquera aux catholiques ; ce seront plutôt les catholiques qui manqueront à la liberté². »

Cette crainte ne se vérifia pas. La victoire obtenue par l'ardeur déployée pendant le combat et par la sagesse qui présida au traité

¹ Discours prononcé à Saint-Brieux, 10 août 1849.

² Vol. II, p. 180.

de paix, donna aux catholiques en France une liberté dont tous surent profiter, dont tous profitent encore, mais dont tous ne furent pas également reconnaissants.

Les paroles suivantes (beaucoup plus tristement fondées), prononcées par M. de Montalembert dans le même discours, sont d'un intérêt saisissant et douloureux, surtout si on les considère comme la première expression d'une souffrance morale, destinée plus tard à dépasser parfois ses forces, et à triompher d'un courage qui, devant la souffrance physique, ne se démentit jamais :

« Il y a un an que nous travaillons à cette loi avec nos anciens adversaires. Nous sommes entrés dans ce labeur avec le souvenir de nos anciennes luttes ; mais nous n'avons gardé ce souvenir que pour nous encourager à traverser les ennuis, à surmonter les difficultés et les amertumes inséparables d'une œuvre de cette nature. Nous n'y avons sacrifié aucune de nos anciennes affections ou de nos anciennes convictions ; mais nous leur avons ajouté la conviction de la nécessité de l'union en présence de l'ennemi commun, et une affection ardente et sincère pour la paix de cette société sans cesse menacée. Nous n'avons sacrifié ni la vérité ni la justice ; nous n'avons sacrifié que l'esprit de contention, l'esprit d'amertume et d'exagération qui sont malheureusement inséparables des luttes même les plus légitimes, lorsqu'elles sont prolongées.

« C'est pourquoi je me suis associé du meilleur de mon âme à une œuvre dont je n'étais nullement responsable, et dont la gloire doit revenir au jeune et éminent ministre dont le nom est devenu en France le synonyme de la droiture, de l'éloquence et du courage¹.

« Eh bien, ce rôle que j'ai assumé, cette union que j'ai conclue, ce travail en commun avec mes ennemis de la veille, m'a valu (permettez-moi cet épanchement) m'a valu la plus grande épreuve de ma vie politique. J'ai vu se dissoudre l'armée que j'avais, j'ose le dire, formée pendant vingt années de lutte. J'ai vu se retourner contre moi les hommes que j'avais guidés et précédés dans cette lutte... Je les ai vus se retourner contre moi au moment où je croyais qu'elle allait cesser ; je les ai vus verser, comme ils le disent dans leurs journaux, des larmes sur ce qu'ils appellent mon suicide.

« ... Je n'incrimine pas ici, messieurs, les intentions des hommes dont je parle. J'accepte au contraire cette épreuve comme la plus grande de ma vie politique. Je l'accepte, voici comment : je ne

¹ M. de Falloux.

« sais si jamais j'ai méconnu dans d'autres temps les intentions de mes adversaires ; je ne crois pas l'avoir fait... Mais si jamais il a pu m'arriver à mon insu de méconnaître les lois de la justice vis-à-vis de mes adversaires d'autrefois, eh bien, j'expie cette faute ! Je sais désormais ce que c'est que d'être méconnu, non-seulement par ses adversaires, mais par ses amis. Si, au contraire, je n'ai, comme je le crois en vérité, rien à expier en ce genre, j'accepte encore cette épreuve, comme un dernier hommage et un dernier service à la cause de la liberté de l'Église.

« J'ai donné à cette cause ma vie, mon courage, vingt ans de persévérance et de dévouement. Je lui offre encore aujourd'hui, comme un dernier hommage, l'ingratitude, l'impopularité et l'injustice que cette loi m'a fait récolter au sein de mon propre parti. »

Madame Oliphant cite quelques-unes des invectives dont M. de Montalembert fut l'objet de la part des organes de l'opinion à laquelle il fait allusion dans ce discours ; puis elle poursuit :

« Montalembert, pour prix de son long combat, fut abandonné de ses partisans. Il demeura, à la fois vainqueur et vaincu, sur le terrain qu'il avait si longtemps et si vaillamment défendu. La victoire obtenue, le chef demeura seul sur le champ de bataille. Cet étrange succès ressemble au dénouement dramatique d'une tragédie. Il atteignit le but qu'il avait poursuivi pendant vingt ans ; mais en le touchant, il tomba frappé par les siens : en triomphant, il succomba. »

Pour compléter ce tableau, l'auteur rappelle ici qu'à l'occasion de cette même loi, décriée en France par un certain nombre de catholiques, la presse anglaise se déchaîna contre M. de Montalembert, comme le promoteur d'une mesure qui allait livrer la France pieds et poings liés au clergé ! »

« Au milieu de toutes ces clameurs, dit-elle, il demeura calme et ferme, et ne fut réellement atteint au cœur que par la désertion des siens. »

La carrière politique de Montalembert était, à son insu, presque achevée. Mais tandis qu'épuisé par la lutte dont il ne lui était pas même donné de goûter les fruits sans amerlume, quelques jours de repos lui étaient accordés, il en profita pour se rendre à Rome, et la réception qu'il reçut du souverain pontife le dédommagea du mécompte qui avait accompagné sa victoire. Il reçut pendant ce séjour la faveur, rarement accordée, du patriciat romain, et une médaille d'or fut frappée en son honneur : double et précieux témoignage décerné aux services rendus à l'Église par son courageux et infatigable champion. Ce fut pour lui un grand jour de consolation

et de récompense. Mais au retour, il mesura la réalité et l'importance des défections survenues autour de lui. Il se sentit seul, et le poids soulevé retomba sur son cœur plus lourd que jamais. L'heure approchait en même temps de son brusque réveil du rêve d'honneur qui lui avait inspiré dans le président de la république une illusoire confiance. Tandis que M. Thiers disait déjà : *L'Empire est fait !* Montalembert défendait encore celui qu'il jugeait incapable de trahir un serment récemment et publiquement prêté, et probablement il surprenait par là beaucoup celui-là même pour lequel il jetait ainsi aux vents les accents de sa loyale parole, et à qui il prêtait si gratuitement les sentiments chevaleresques qu'il empruntait à son propre cœur.

« Cette confiance, dit madame Oliphant, ressemble sans doute en ce cas à de la folie, et c'en était une en effet, mais une noble folie, car elle naissait de la foi d'une âme honnête dans l'honnêteté d'autrui, et de l'impossibilité de croire à l'égoïsme, à l'ambition et à la déloyauté. Un homme capable de cette confiance peut être trompé, mais son erreur vaut mieux souvent qu'une sagesse plus défiante. Telle fut la folie, l'erreur, l'illusion de Montalembert ! Nous nous demandons souvent, en vérité, qui oserait lui jeter la pierre, lorsqu'on le voit debout en face de cette Assemblée tumultueuse, défendant avec une candeur (qui ferait sourire, si elle ne causait pas un attendrissement involontaire) celui qui allait réduire son défenseur et l'Assemblée elle-même au silence, fermer pour toujours sa bouche éloquente, et l'envoyer, triste et muet, prendre sa place parmi ceux qui étaient destinés comme lui à assister, immobiles et inactifs, à l'asservissement et enfin à la ruine de leur patrie¹. »

Le coup d'État eut lieu trois mois plus tard. Un instant encore Montalembert hésita ; un instant il espéra ; un instant il attendit, pour voir si ce remède violent n'était pas une digue plus forte élevée contre l'anarchie, dans le but d'établir la liberté dans l'ordre sur une base plus large et plus solide. Mais cette fois, on le sait, l'illusion ne fut pas longue, et, une fois dissipée, on sait aussi avec quelle indignation, quelle énergie, quelle ferme et invariable détermination, il rompit avec celui qui l'avait fait naître. Peut-être même son horreur pour le régime qu'il vit inaugurer, au lieu de la constitution rêvée par sa bonne foi, alla-t-elle jusqu'à cet excès dans lequel tombe facilement une âme généreuse, lorsque sa confiance a été surprise et trompée.

Le talent et l'exacritude de madame Oliphant ne se démentent pas un moment dans sa narration des faits survenus pendant ce qu'elle nomme *les semaines obscures* qui suivirent le coup d'État. Elle sem-

¹ Vol. II, p. 209

ble avoir pénétré dans le cœur de la France aussi bien que dans l'âme de Montalembert pour tout comprendre, depuis le premier jour jusqu'à celui où les décrets de confiscation des biens de la maison d'Orléans¹, brisa publiquement et sans retour son dernier lien de solidarité avec le gouvernement.

« Ainsi, dit l'auteur, finit l'existence politique d'un des plus éminents patriotes et d'un des plus grands orateurs que la France ait possédés. Un silence de mort succéda aux luttes ardentes dans lesquelles il avait été engagé. Il garda néanmoins son siège dans la nouvelle Assemblée, *prétendue nationale*, jusqu'au jour où un candidat du gouvernement vint l'en déposséder. Mais il n'attachait plus alors aucun prix à le conserver : la vie politique de la France était arrêtée ainsi que celle de ses orateurs bâillonnés et de ses hommes d'État dispersés ; la France elle-même était devenue muette comme eux.

« Les années que j'ai passées au Corps législatif de 1852 à 1857, » écrivait-il peu de mois avant sa mort, « sont certainement les plus tristes et les plus méritoires de toute ma vie. Les douleurs matérielles que l'implacable maladie m'a fait connaître depuis lors ne sont rien auprès des angoisses morales que j'ai traversées pendant cette sombre et affreuse période. Je défendais seul alors, j'ose le dire, l'honneur et la liberté de la France, sans que personne m'en sût le moindre gré, sans que personne eût l'air de s'en apercevoir dans le public. Je combattais en désespéré dans une cave sans air ni lumière. »

« Dorénavant, ce fut donc dans un monde tout autre d'intérêts et d'occupations que se réfugièrent les pensées et les actes de celui qui sortait ainsi de l'arène politique trahi et vaincu. Oui, *vaincu*, mais ce qu'il ressentit ne fut pas seulement la douleur d'une défaite, ce fut surtout celle du plus amer mécompte et de la déception des plus chères espérances de sa vie, pour l'Église, pour la France et pour lui-même.

VI

Cette analyse a pris, malgré nous, des proportions qui dépassent de beaucoup celles que nous avions prévues, et nous sentons maintenant la nécessité de nous hâter. Le lecteur du livre, au contraire, suivra l'auteur avec plus de complaisance que jamais, au château de la Roche-en-Breny, où se retira, dans la force de l'âge et du talent, celui que la France permettait que l'on réduisit au silence.

¹ 23 janvier 1863.

Il devait, au surplus, retrouver dans la retraite une manière non moins efficace de la servir, et cette retraite elle-même, il avait appliqué à l'embellir la faculté dont nous avons parlé plus haut, et ce fut pour lui un autre moyen d'occuper utilement ces heures qui semblaient se multiplier pour lui, par l'emploi qu'il en savait faire. Madame Oliphant, après avoir fait une description aussi détaillée que gracieuse du paysage qui *aujourd'hui* entoure le château, après avoir dépeint les bosquets qui l'environnent, la forêt de pins qui apparaît au loin, et tous les traits divers qui le caractérisent, dit, avec le bonheur d'expression dont elle a si souvent fait preuve dans ce récit :

« Ce paysage appartient aussi directement à la biographie que nous écrivons, que les discours dont nous avons cité tant de fragments et les ouvrages qui auront leur place à jamais dans toutes nos bibliothèques, car ce paysage est l'œuvre du même génie et de la même main. Vingt ans auparavant, M. de Montalembert s'était établi dans un château dont la situation était triste, et qu'entourait de toutes parts une nature aride et dépouillée. Mais peu à peu, comme un homme se vélite, on vit les côtes environnantes se couvrir d'un manteau de verdure. Les lignes lointaines de l'horizon, ondulées gracieusement, mais tristes et grises, prirent la teinte sombre et harmonieuse des pins dont elles furent couvertes. Les étangs s'environnèrent de feuillage, et, avec le temps, toute cette verdure vint entourer la demeure de celui qui avait planté ces arbres, et qui les avait cultivés et soignés avec intelligence et avec amour. Jamais on ne vit plus de poésie dans l'ombrage des bois ! Partout l'on sent que ce n'est pas là la main d'un forestier vulgaire, mais celle, à la fois, l'un poète et d'un artiste... Vingt années y ont suffi, un peu plus de temps qu'il n'en mit à obtenir la liberté d'instruction religieuse en France. Mais si la nature est lente, elle est fidèle, et elle récompense mieux que l'homme, son patient cultivateur. »

Ce fut dans cette retraite, et au milieu de ce paysage créé par lui-même, que, retiré de la vie publique, Montalembert se livra à ses études toujours chères, et jamais délaissées. Ce fut là que, de temps en temps, ses écrits vinrent rappeler au monde la voix éloquente qu'il ne lui était plus donné d'entendre, et que, ne pouvant plus lutter à la tribune contre les fautes et les funestes erreurs des années suivantes, il les combattit avec une arme presque aussi puissante entre ses mains que celle de la parole¹. Ce fut aussi à la Roche qu'il pour-

¹ La place nous manque maintenant pour en énumérer les occasions diverses, mais tout le monde se souvient, entre autres, des pages sorties de sa plume, à l'époque où il vit l'indépendance du Saint-Siège menacée par l'unité de l'Italie. On n'a pas oublié non plus les procès que lui valurent ses courageux écrits, et surtout celui qui, en 1850, lui donna pour défenseurs M. Dufaure et M. Berryer.

suivit son grand ouvrage, *les Moines d'Occident*, dont la religion et l'histoire lui rendront grâces à jamais, et c'est là qu'il eût complété cette œuvre (demeurée, hélas ! inachevée), si la maladie lente, fatale, impitoyable, qui devait abrégier ses jours, n'avait pas, plusieurs années d'avance, diminué ses forces et affaibli sa main. Ce cruel ennemi s'approchait à pas lents et intermittents, lui laissant des mois entiers de répit, employés alors à faire des voyages qu'il continua peut-être au delà de ses forces. Il revenait, à chaque retour, chargé de notes dont l'intérêt était aussi varié qu'inépuisable, et peut-être un jour sera-t-il donné à une main amie de les recueillir au profit de ceux qui aiment, avec les descriptions extérieures des pays lointains, l'histoire de leur vie et aussi celle de leur âme. Il rapportait ce butin précieux dans le cher manoir où tant de cœurs et d'esprits dignes du sien savaient tout comprendre avec lui et tout partager — ce manoir, dont l'amitié, la piété, la science et le talent savaient si bien le chemin, et où jamais, ainsi que le dit si bien l'auteur, *l'ami n'était parvenu à pénétrer un seul jour !* Après cette remarque, madame Oliphant poursuit :

« L'âme toujours accessible à tout sentiment élevé, les yeux toujours ouverts pour voir et les oreilles pour entendre toute belle et noble chose, le maître de cette demeure la remplissait tout entière de sa présence, et y répandait une influence bienfaisante et virile, un intérêt toujours constant et toujours vivant ! »

Et elle termine par des lignes qui, bien que le lieu où nous écrivons ces pages ¹ n'ait pas été créé par lui, s'y appliquent non moins qu'à la Roche-en-Breny. Comme elle, nous pouvons dire ici : « Qu'il est partout présent encore : dans les chambres qu'il a habitées, dans les fauteuils qu'il a occupés, dans les chemins qu'il a traversés, et que tout y est encore rempli de sa présence et retentit encore du son de sa voix évanouie ². »

Mais « l'épreuve des derniers jours » approchait pour ce combattant de tant de bons combats. De plus en plus menaçantes, les crises de sa fatale maladie se rapprochaient, et le laissaient, dans les intervalles, plus faible, plus épuisé et moins libre d'utiliser, par d'imprudents excès de travail, le repos forcé auquel il avait été condamné. Il parla encore, dans quelques rares occasions, à l'Académie française, où il siégeait depuis 1852, et il le fit avec son talent et sa verve accoutumés. Mais ce fut à Malines, en 1863, qu'il prononça son dernier grand discours (discours célèbre dont madame Oliphant cite des extraits nombreux et bien choisis). L'altération de ses traits,

¹ Maiche, en Franche-Comté.

² Vol. II, p. 265.

les signes trop évidents de la maladie qui minait ses jours, ajoutèrent encore, ce jour-là, à l'impression produite par sa vue et à l'effet de sa parole. Il tint attentif pendant quatre heures un auditoire de quatre mille personnes, et, pour la dernière fois, il entendit, comme un écho des jours passés, les acclamations enthousiastes d'une assemblée nombreuse et illustre.

Dans le courant de cette même année, son cœur paternel avait été appelé à une souffrance imprévue et aussi à un insigne honneur. Sa fille la plus chérie (car c'est toujours ainsi qu'apparaît celle que Dieu vous enlève) le quitta, dans tout l'éclat de la jeunesse et du bonheur, pour embrasser la vie religieuse. Ce que fut pour lui l'angoisse de ce sacrifice, lui-même nous l'a appris dans des pages bien connues, citées encore une fois par madame Oliphant, et qui dépassent en éloquence déchirante et sublime toutes celles qui, à aucune époque, soient sorties de sa plume¹. Qui ne les a lues, qui ne les relira, ces pages, que nous sommes tentés de ranger parmi les plus belles, non-seulement de la langue française, mais de la langue humaine? Ce qu'il faut toutefois se hâter d'ajouter ici, c'est que de ce brisement même naquit sa suprême consolation. Celle qu'il avait pleurée avec des larmes trop humaines peut-être pour un aussi grand chrétien, il la retrouva à l'heure où l'épreuve s'appesantissait sur lui. Il la retrouva, non plus comme une enfant qui venait chercher son appui, mais comme un ferme et doux appui qu'il allait chercher lui-même, comme une âme forte et sereine près de laquelle il puisait le courage et la paix dont son âme avait besoin. Aucun de nous ne peut mesurer les secours et les consolations prodigués dans ces douces heures de réunion; aucun ne peut pénétrer les mystères de grâce qui s'accomplissent lorsque la souffrance et la faiblesse rencontrent ainsi le sacrifice et la tendresse d'un cœur qui, pour aimer et prier, s'appuie sur le cœur de Dieu même!

Mais hélas! bientôt vint l'heure où il fut condamné à subir les deux conditions les plus dures de la vie à ses yeux : l'inaction et la dépendance. Lorsque Dieu les lui infligea toutefois, il sut les accepter avec un impassible courage; il sut même les transformer, car, obligé de mesurer rigoureusement ses heures de travail, et ne pouvant presque plus se mouvoir sans assistance, il trouva moyen néanmoins de se créer dans ce cadre étroit et pénible une vie nouvelle, qu'il sut rendre, non-seulement supportable, mais utile et intéressante. Il en partagea régulièrement les heures entre ses lectures accoutumées sur tous les sujets, sur tous les pays et dans toutes les langues, et ses intimes et longues causeries avec celles qui ont reçu

¹ Les dernières pages des *Moines d'Occident*.

de l'esprit et de l'âme de leur père une si profonde, si touchante et si fidèle empreinte. Le reste du court loisir que lui laissait la souffrance aiguë, ou l'assujettissement, plus pénible encore, des soins prescrits, il le donnait à ses amis, fidèles et nombreux, pour lesquels son affection, sa sollicitude, son intérêt, ne se démentirent jamais. Il était toujours prêt aussi à accueillir ceux qui lui étaient présentés, par eux, comme des débutants dans la carrière qu'il avait lui-même si brillamment parcourue. Il aimait à les encourager, à les aider de ses conseils, à jouir de leurs succès; car jamais homme ayant, comme lui, excellé en tant de manières, ne vit avec un plus généreux plaisir ceux qui venaient après lui exceller à leur tour. On peut même dire qu'à cet égard il tomba dans l'excès, et attribua parfois trop vite à quelques-uns d'entre eux la vigueur de sa propre foi et l'inviolable fidélité de son dévouement. Ce fut encore là un effet de cette *superstition de l'honneur*, selon l'expression déjà citée de madame Oliphant, qui l'empêchait souvent de discerner chez autrui le germe des actions dont il était lui-même incapable. Ajoutons encore qu'une certaine candeur (singulier apanage d'un esprit si noble et si vaste), dont l'âge ni les mécomptes n'avaient pu le guérir, nuisait (nous l'avons indiqué ailleurs) à sa parfaite pénétration du caractère des autres, et permettait à sa bonne foi d'être facilement trompée.

Quoi qu'il en soit, ce n'est assurément pas ceux qui l'ont approché pendant cette phase douloureuse et dernière de sa vie; ce n'est pas ceux qui ont été témoins du spectacle de cette lutte, toujours victorieuse, de l'intelligence et de l'âme contre le corps défaillant et torturé de souffrances; ce n'est pas ceux qui ont rencontré autour de cette chaise longue où il était étendu tant de nobles esprits, tant d'amis jeunes et vieux, anciens et nouveaux, tant de saints religieux, tant de prêtres vénérables, et qui ont eu le triste bonheur d'y porter eux-mêmes leur dévouement ancien et fidèle : ce n'est aucun de ceux-là qui ont pu représenter Montalembert comme séparé, dans les derniers temps de sa vie, du monde d'élite auquel il appartenait, pour n'être plus entouré que d'un cercle vulgaire et suspect, au milieu duquel il épanchait un mécontentement maladif contre le monde entier et contre lui-même. Cette peinture est fautive, absolument fautive, il nous est permis de l'affirmer, et nous ne serons démenti par aucun de ceux qui, en parlant de ces tristes jours, consulteront, non leur imagination, mais leurs souvenirs.

Les jours passaient donc, ajoutant sans cesse aux souffrances du patient et courageux malade, sans parvenir à jamais vaincre, chez lui, l'indomptable régularité du travail, ou l'activité incessante de la pensée. Bientôt, cependant, il lui fallut quitter sa bibliothèque : écrire devint une fatigue; le nombre des occupa-

tions qu'il pouvait encore poursuivre se restreignit de plus en plus, et, en dépit de son énergie, il fallut allonger la durée du repos qui lui était imposé chaque jour. Pendant ces heures croissantes de silence et d'inaction, s'étonnera-t-on que le grand athlète, tombé avant l'heure, attachât encore, de loin, ses regards sur la lice où il avait si longtemps et si vaillamment combattu, et prit aux luttes qui s'y livraient encore, un intérêt ardent et souvent douloureux?... S'étonnera-t-on, ensuite, qu'en voyant les armes arrachées de ses mains, non-seulement devenir inhabiles à atteindre l'ennemi, mais tournées contre ses compagnons d'armes et contre lui-même, une amertume sans nom et sans mesure se soit emparée de son âme et se soit parfois exhalée en impétueuses paroles?... Il lui semblait, en effet, voir l'œuvre de sa vie tout entière annulée et détruite. Il avait aimé l'Église au delà de la liberté, au delà de la gloire, au delà de toute ambition humaine; avec tous les dons qu'un homme peut posséder pour parvenir aux honneurs et aux dignités de ce monde, il avait tout rejeté, tout refusé, tout méprisé, pour demeurer plus libre de se dévouer à cette mère souverainement aimée.

Un jour s'était levé, pendant ce siècle, où il avait cru voir revenir à elle tous les cœurs; un jour, à la fois d'élan et d'union, où l'immense et fatal malentendu, légué par la génération passée à la nôtre, avait semblé, au moment de s'éclaircir. Cette grande espérance avait été le soleil de sa jeunesse, et il avait marché, joyeux et courageux, à sa glorieuse lumière!

Et maintenant, tout s'était obscurci de nouveau! Les nuages menaçants s'amoncelaient de toutes parts. La haine, la méfiance mutuelle, l'invective cruelle et toujours inutile, l'injure personnelle redevenaient habituelles dans cette guerre dont la charité aurait dû régler tous les coups. D'autre part, et dans la même proportion, renaissaient les furieux préjugés d'un autre âge. Tous les vains fantômes, conjurés depuis vingt ans, reprenaient, aux yeux des peuples, le masque mensonger qui leur avait été arraché, et au lieu du grand avenir de paix religieuse et politique rêvé par le champion catholique, il n'avait plus l'âme remplie que de prévisions menaçantes et funestes, dont il lui fut accordé de ne pas vivre assez longtemps pour voir le trop complet et trop fatal accomplissement!

Le poids de cette épreuve aggravait, outre mesure, celui de ses souffrances physiques. Et, quoiqu'il n'appartienne qu'à un cœur catholique d'en apprécier la nature et d'en saisir toutes les nuances, M^{me} Oliphant a su les indiquer avec une pathétique éloquence.

Elle raconte fidèlement aussi une conversation dans laquelle Montalembert, peu de jours avant sa mort, exprimait la détermina-

tion (qui n'a étonné que ceux qui ne le connaissaient pas) de se soumettre au décret du concile, quel qu'il fût, dès qu'il serait promulgué. Mais lorsqu'elle ajoute : « Qu'une telle soumission étonne ceux qui pensent comme elle, qu'en *matière de doctrine*, la conviction seule doit commander, » elle a l'air de supposer, fort à tort, que, nous autres catholiques, nous obéissons à une autre loi. Elle a trop bien étudié cependant notre foi pour ignorer que la base même de cette foi c'est la conviction immuable que la vérité divine nous parle par l'autorité et la voix de l'Eglise.

Ce qui devrait donc paraître singulier aux protestants, comme à tous, c'est que, lorsque cette autorité a prononcé et que cette voix s'est fait entendre, la conscience de tous les catholiques ne soit pas convaincue et soumise.

Il nous semble superflu, maintenant, de protester, avec indignation, contre ceux qui, révoltés ou insoumis, oseraient prétendre qu'aujourd'hui ce fils illustre de l'Eglise pourrait être confondu dans leurs rangs ! Leur répondre, en vérité, serait à nos yeux une insulte à sa noble mémoire. Et lui-même, s'il nous était donné d'entendre sa voix, ne se bornerait-il pas à leur dire, sans émotion, quoique non sans dédain :

Examinez ma vie, et songez qui je suis !

Disons donc, encore une fois, avec son intelligent et impartial biographe, mais avec une conviction plus profonde encore et plus assurée que la sienne, « que cette âme fidèle, fut fidèle jusqu'à la mort : fidèle lorsque tout était conforme à ses vœux ; fidèle lorsque tout leur était contraire, et qu'aucune puissance humaine n'eût jamais pu porter atteinte à cette humble, courageuse et fidèle obéissance ! »

A l'appui de cette assertion, ajoutons en terminant les lignes suivantes, dans lesquelles Montalembert, au début de sa jeunesse, semble avoir résumé lui-même, d'avance, sa vie tout entière :

« La religion, la liberté, tels sont les fondements éternels de la vertu. Servir Dieu, êtres libres, voilà nos devoirs. C'est à les remplir que nous emploierons toutes les ressources, tous les moyens que la Providence mettra entre nos mains.

« *Nous aimerons Dieu de tout notre cœur, et notre prochain comme nous-mêmes.* Dans un siècle où l'on méconnaît les vérités sublimes du christianisme, où l'on se joue de ses mystères, nous sacrifierons toutes nos inclinations, nous surmonterons toutes les difficultés pour y rester fidèles. Nous observerons exactement ses lois divines, et le respect humain ne nous entraînera jamais à des complaisances coupables. Nous tâcherons de pratiquer une charité

universelle, et les malheureux seront toujours les objets de nos soins et de notre compassion.

« Sincèrement convaincus, nous bannirons de notre esprit les doutes que pourrait y élever une raison faible et orgueilleuse. Mais, courbés humblement devant le Dieu qui nous a créés, et qui nous a rachetés, nous résisterons aussi, avec une fierté légitime, à l'influence de ceux qui, sous le voile d'une religion d'indulgence et de paix, tenteraient de faire triompher leur ambition et leurs préjugés funestes.....

« En vivant pour notre patrie, nous aurons aussi vécu pour Dieu, et quand on a vécu pour Dieu et sa patrie, on peut mourir sans douleur comme sans honte¹. »

Ces paroles furent écrites à Sainte-Barbe, en 1827, lorsque Montalembert avait dix-sept ans. Elles prouvent sans réplique, ce nous semble, avec quel incontestable droit, le défenseur mourant de l'Église pouvait s'appliquer celles qu'il inscrivit, quarante ans plus tard, en tête de ses œuvres :

Qualis ab incepto!

En finissant ma tâche, je ne puis résister au besoin de tendre la main à celle que j'ai si longtemps suivie, et dont j'ai si souvent *traduit* les pensées, sans les avoir, je l'espère, jamais *trahies*. Française de sang et de cœur, je la remercie d'avoir rendu un si juste hommage à l'une des plus illustres mémoires de mon pays. Appartenant aussi par un lien puissant à l'Angleterre, je me réjouis de voir un monument élevé à la mémoire de Charles de Montalembert, dans la patrie de sa mère, dans le pays où il reçut les premières leçons de son aïeul, et dans la langue qu'il aima et cultiva toute sa vie, presque à l'égal de celle qu'ont illustrée sa parole et ses écrits.

P. LA F. CRAVEN.

Malche, le 17 octobre 1872.

¹ Lettres du comte de Montalembert à un ami de collège (Voy. *Revue contemporaine*, 1^{er} juillet 1872).

LA QUESTION PRÉHISTORIQUE

Les anciens croyaient à la très-haute antiquité de l'homme sur la terre. Il n'était pas rare de rencontrer des peuples, comme les Égyptiens, par exemple, ou les Ibères, faisant remonter leurs annales ou leurs traditions jusqu'à des âges prodigieusement reculés. Une opinion assez répandue, et dont le poète Lucrèce s'est fait l'écho, représentait l'homme primitif comme un être voisin de la bête, n'ayant pour armes ou pour instruments que ses dents et ses ongles : il n'arrivait que lentement et progressivement à améliorer sa condition, se faisait d'abord une massue à l'aide d'une branche d'arbre, puis l'armait d'une pierre dure qu'il avait imaginé de tailler en pointe ; longtemps après, il découvrait l'art de fabriquer le bronze, puis le fer ; son perfectionnement physique et moral s'accomplissait en même temps que le développement de son industrie. Au moyen âge, sous l'influence des idées chrétiennes, ces croyances furent abandonnées et reléguées dans le domaine de l'erreur. La Bible devint le livre par excellence, la source de toute vérité et de toute science. Elle servit de base à une chronologie qui assigne à la création de l'homme une antiquité de cinq à six mille ans, et réduit par conséquent à néant toutes les prétentions des peuples anciens à une plus haute antiquité. L'homme, au lieu de partir de la bête pour s'élever progressivement par son propre effort, procède d'un être créé dans un état de perfection physique et morale d'où le péché l'a fait déchoir, ce qui est le renversement des idées païennes. Au lieu de monter de très-bas, l'homme tombe de très-haut ; des races maudites vont se perdre dans la barbarie et la dégradation, pendant que d'autres, conservant le flambeau de la tradition et de la vérité, se maintiennent à un niveau supérieur et se transmettent une partie des dons originels de l'humanité. A plusieurs reprises, des écoles philosophiques tentèrent sans succès de faire revivre les idées an-

ciennes, par opposition à la tradition chrétienne. Mais voici que de nos jours, à la faveur de découvertes archéologiques récentes, ces vieilles idées reviennent à l'horizon sous une forme nouvelle, et s'imposent à l'examen en se retranchant derrière un vaste appareil scientifique. On proclame, au nom de la science, que l'homme est infiniment plus ancien dans le monde que ne le prétendent toutes les chronologies connues; qu'il n'est autre chose qu'un singe perfectionné et indéfiniment perfectible, appelé, dans un temps plus ou moins éloigné, à céder lui-même la place à un être supérieur issu de lui. Qu'y a-t-il de vraiment scientifique dans ces théories? Ne fait-on pas la science complice de conceptions purement chimériques? C'est ce que nous allons examiner. Nous ne discuterons pas les systèmes, cela nous conduirait à des considérations dogmatiques et philosophiques que nous ne voulons pas aborder pour le moment. Nous resterons exclusivement sur le terrain des faits positifs, nous appliquant autant que possible à les mettre dans leur vrai jour, sans reculer devant les conclusions qui nous paraîtront légitimement acquises à la question.

Trente siècles au plus nous conduisent au seuil de l'histoire et des traditions européennes. En vain cherche-t-on à remonter plus haut dans le cours des âges : la légende succède à l'histoire, la fable à la légende, et la nuit devient complète. Les peuples, comme les hommes, trouvent un terme à leur mémoire en scrutant leur passé. C'est que l'enfance des peuples, comme celle de l'homme, est inconsciente; c'est la barbarie, et la barbarie n'a pas d'annales. Seule, une race a échappé en partie à cette loi des sociétés humaines, éclairée dès son berceau par une lumière surnaturelle, et cette étonnante exception ne sert qu'à mieux confirmer la règle universelle.

Mais il est arrivé ce qu'on aurait pu prévoir. L'homme, partout où il a passé, et quel que fût son degré de barbarie ou de civilisation, a laissé des traces qui révèlent son existence : ses armes ou ses outils, ses œuvres artistiques ou ses productions industrielles, et enfin sa dépouille elle-même, ses ossements. A défaut de monuments écrits, ces indices ont servi à reconstituer lambeau par lambeau plus d'une page des temps antérieurs à l'histoire, et la science qui a leur étude pour objet a dû prendre le nom d'archéologie préhistorique ou anté-historique.

En Europe, il ne faut pas remonter à beaucoup plus de trois mille ans pour trouver la limite des temps historiques. Sur d'autres points, en Égypte, par exemple, cette limite recule plus haut dans le passé. Les traditions de l'Asie et de l'extrême Orient paraissent devoir nous conduire plus loin encore, quand elles seront mieux connues. En revanche, l'histoire américaine ne commence guère qu'avec l'immi-

gration européenne, ce qui est également le cas d'un grand nombre de points de la terre restés sans histoire jusqu'au jour où le premier explorateur vint y apporter la civilisation dans les plis de son pavillon national. Je ne parle pas des vastes régions qui sont encore plongées dans les ténèbres de la barbarie. La limite de l'histoire et des temps préhistoriques est donc extrêmement variable, suivant les lieux. Tantôt elle recule à d'énormes distances dans le passé, tantôt elle se rapproche de nous, pour atteindre même l'époque où nous vivons. En sorte que la question de temps et d'âge étant réservée comme une quantité variable, les traces préhistoriques du passage de l'homme doivent se trouver plus ou moins répandues sur toute la surface des terres habitées ou habitables. En effet, on a recueilli de tout temps, et un peu partout, des objets de cette nature, d'origine ignorée par conséquent, mais dont les formes, plus ou moins régulières et constantes, attirèrent l'attention. C'étaient surtout des hachettes en pierre, polies à la meule, connues dans toute l'Europe, en Asie et jusqu'en Chine, sous le nom de pierres de foudre, carreaux ou *cerauniz*. Le mystère qui enveloppait leur origine, laissant libre carrière à l'imagination des hommes, on leur attribua des propriétés merveilleuses que la crédulité confirma de siècle en siècle. Nos paysans les recueillent encore avec soin, parce que, disent-ils, elles guérissent le bétail de certaines maladies et protègent contre le tonnerre. Cette superstition est fort ancienne; les Romains y croyaient déjà, et pensaient que les pierres taillées et polies qu'ils appelaient du nom de *cerauniz* étaient un produit de la foudre. Pline le Jeune en distingue deux sortes : les unes, noires et rondes, appelées *bétyles*, protègent les villes et les flottes; les autres, allongées, s'appellent *cerauniz*. Il fait même allusion à une troisième espèce, à laquelle, dit-il, les Scythes attachaient un grand prix, et qu'on ne retrouve que dans les lieux que la foudre a frappés. Il existe au musée de Berlin un poignard en bronze, d'origine égyptienne, dont le manche est orné d'une hachette en pierre retenue sous une monture en or. Tant d'honneur fait à ce produit barbare n'indiquerait-il pas que le culte des pierres de foudre s'étendait jusque sur les bords du Nil? Ajoutons cependant que les lettrés, loin de partager l'opinion vulgaire, ont de tout temps attribué aux soi-disant pierres de foudre une origine moins merveilleuse. Suétone nous apprend qu'Auguste faisait rechercher dans les grottes ossifères de Capri des silex taillés qu'il considérait comme les armes des Héros. L'Italien Mercati, au seizième siècle, avait hasardé l'opinion que les armes en silex qu'il avait recueillies pouvaient bien provenir des hommes antédiluviens. En France, on les classait depuis longtemps dans les collections parmi les produits de l'industrie gauloise. Dans l'ency-

clopédie chinoise due à l'empereur Kong-hi, et publiée en 1662, on trouve au sujet des pierres de foudre des notions intéressantes qui tendent à combattre les superstitions ayant cours à leur endroit. « La forme et la matière des pierres de foudre, y est-il dit, varient suivant les lieux. Les Mongols nomades des côtes de la mer orientale ou voisins du Sha-mo les emploient en guise de cuivre ou de fer. Les unes ont la forme de hachettes ; d'autres ressemblent à des couteaux ou à des maillets. Elles sont noirâtres ou verdâtres. Une chanson contemporaine de Tang dit qu'il y avait à Yu-men-si un grand Miao dédié au tonnerre, et que les habitants du pays avaient l'habitude d'y faire des offrandes dans le but d'obtenir de ces pierres. Cette fable est ridicule. Les pierres de foudre étaient en métal, en pierre ou en cailloux que le feu du tonnerre a métamorphosés en les brisant, et en alliant inséparablement leurs différents éléments. Sur quelques-unes on peut observer des traces de vitrification. » Puisque l'auteur de l'encyclopédie connaissait les hachettes des Mongols, on a peine à comprendre qu'il fasse encore intervenir, bien qu'avec des restrictions, le tonnerre dans la fabrication des hachettes préhistoriques qu'on retrouve en assez grand nombre dans le Céleste-Empire. Les Japonais, qui n'ont pas eu les mêmes termes de comparaison, sont plus excusables, quand ils attribuent à Tengu, le gardien du ciel, les armes en pierre, ou pierre de tonnerre (rai-funo-seki), que les paysans ramassent abondamment dans les champs, surtout dans le voisinage des anciens cimetières¹.

Malgré l'opinion de quelques érudits et de lettrés qui, à différentes époques, comme on vient de le voir, ont acquis par le raisonnement des notions presque exactes sur l'origine de ces objets, il n'en est pas moins vrai que les idées erronnées du vulgaire à leur endroit suffisent à démontrer que partout, en Asie comme en Europe, elles se rapportent à un état de civilisation, ou plutôt de barbarie, tout à fait oublié, préhistorique par conséquent.

Si les savants n'arrivèrent que fort tard à des conclusions précises sur ces mystérieux produits des vieilles races humaines, c'est qu'il leur manquait une série d'informations nécessaires pour mettre en équation tous les éléments du problème. Sans la géologie, la question préhistorique était insoluble, et cette science ne date que de soixante ou quatre-vingts ans à peine. C'est qu'en effet, à défaut de documents écrits et de traditions précises, on ne pouvait interpréter le sens exact et déterminer la valeur des documents préhistoriques : armes, outils, produits industriels ou ossements, qu'en étudiant mé-

¹ Franks, *Stone implements in Japon in the Transactions of the international congress of Norwich, 1869.*

thodiquement leur position dans le sol. Puisqu'il était impossible de les dater en les rattachant aux révolutions humaines, on n'avait d'autre moyen de les mettre au moins à leur place et à leur distance relative, sinon à leur âge exact, que de chercher à les rapporter aux révolutions du globe. Les géologues seuls pouvaient tenter cette œuvre, mais à la condition cependant de faire appel à d'autres sciences, et de leur abandonner, suivant ce qui les concerne, l'étude critique des faits connus. Leur mission était d'abord de recueillir des matériaux, d'en former des groupes bien définis, et d'assigner à chacun sa position relative dans la série des phénomènes géologiques. C'est un premier travail de classification, ou, si l'on veut, un cadre de chronologie sans dates. L'anthropologie intervient ensuite pour interpréter chacun de ces groupes de documents, définir les races humaines auxquelles ils se rapportent, étudier l'état physique et moral dont ils sont les témoins. Il ne reste plus aux archéologues qu'à faire un travail de critique ou de comparaison, pour en tirer les caractères distinctifs de chaque phase industrielle. Nous allons examiner successivement quel contingent de renseignements et de lumières nous ont fourni ces trois sciences, associées dans un but commun.

I

Tout le monde sait que la terre n'a pas toujours été ce qu'elle est aujourd'hui, la Bible et la science nous l'apprennent. Il fut un temps où les continents actuels étaient en voie de formation au fond des mers, où la mer occupait la place des continents émergés depuis. C'est par une série de transformations successives, de mouvements et de dislocations qui ont abaissé les vallées et fait surgir les montagnes, que notre globe est devenu tel que nous le connaissons. Ces transformations successives correspondent à ce qu'on appelle en géologie des époques. Ces époques diffèrent entre elles, non-seulement par la conformation géologique du globe, par la distribution des mers et des terres, mais aussi par la variation des climats et des espèces animales et végétales propres à chacune d'elles. Si l'on pénètre dans les entrailles des montagnes et qu'on ouvre le flanc des rochers, on remarque qu'ils sont formés d'une succession de couches très-distinctes qui correspondent à des époques différentes ; les plus anciennes se trouvant au-dessous. Ces couches, formées au fond des mers, des lacs, des glaciers ou des rivières, sont composées de limons plus ou moins durcis, de sables plus ou moins agglutinés, et

renferment çà et là dans leur épaisseur les dépouilles des animaux et des plantes contemporains de leur formation. Chaque étage géologique a donc sa faune et sa flore propres, qui varient d'un étage à un autre et servent à différencier les couches géologiques et à les reconnaître partout où on les rencontre. C'est seulement dans les étages supérieurs, c'est-à-dire dans les plus récents, qu'on retrouve les restes d'animaux ou de plantes semblables à ceux qui vivent encore aujourd'hui. A mesure, au contraire, qu'on remonte dans le temps, c'est-à-dire à mesure qu'on descend dans les couches qui constituent l'écorce sédimentaire du globe, les faunes et les flores diffèrent davantage des faunes et des flores contemporaines. Sans aller bien loin, il n'est pas rare de rencontrer dans les terrains superficiels de nos campagnes des débris d'animaux qui n'y vivent plus, et qu'on ne se rappelle pas y avoir jamais vus, des éléphants et des lions, par exemple.

L'histoire européenne, aussi loin qu'elle pénètre dans le passé, nous montre les régions occidentales de notre continent sous l'aspect qu'elles présentent encore aujourd'hui : même configuration géologique, mêmes climats, mêmes animaux, ou à peu près. C'est-à-dire qu'elle ne remonte pas à une époque géologique antérieure à la nôtre. Est-ce à dire que l'homme n'est arrivé dans nos contrées qu'après les dernières grandes transformations qui leur ont donné leur physionomie actuelle ? N'a-t-on pas retrouvé de traces de l'homme dans des couches de formation ancienne, et associées à des débris d'animaux fossiles d'espèces éteintes ? A ces questions, longtemps débattues et controversées, la géologie est maintenant en mesure de répondre de la manière la plus affirmative.

Sans parler des recherches de l'empereur Auguste, de celles de Mercati, et de plusieurs autres encore, qui n'eurent ni suites ni retentissement, dès l'année 1715, un Anglais, Kemp, avait signalé aux savants de son temps des armes en pierre évidemment taillées de main d'homme, trouvées aux environs de Londres, mêlées à des dents d'éléphant. En 1774, un Allemand, Esper, et en 1794, un Anglais encore, John Frère, firent des trouvailles du même genre. Comme on ne put contrôler leurs assertions, on nia les faits. Il faut attribuer à un Français, M. Boué, l'honneur d'avoir pour la première fois en 1823 soumis à un examen scientifique des ossements humains découverts par lui dans les terrains anciens de la vallée du Rhin, et qu'il déclara être fossiles. L'illustre géologue Cuvier, devant qui la question fut portée, combattit les conclusions de M. Boué, en repoussant le fait, non pas comme impossible, mais comme insuffisamment démontré. Ce fut un précédent pour la science. En vain des trouvailles semblables à celles de M. Boué vinrent-elles se pro-

duire à des intervalles de plus en plus rapprochés, l'homme fossile était considéré comme une chimère, comme la pierre philosophale des géologues, et l'on se retranchait derrière l'opinion, mal comprise, de Cuvier, pour nier son existence et convaincre d'erreurs partisans.

Cependant, les découvertes se multipliaient. Des ossements humains et des armes taillées en pierre dure, confondus avec des débris d'animaux éteints, étaient de nouveau mis au jour. Citons, en passant, les fouilles de MM. Tournal et de Christol, en 1829, dans les cavernes de Bize, près de Narbonne, de Pondres et de Souvignargues (Gard) : celles de Schmerling, en Belgique, en 1833, de M. Joly, à la grotte de Nabrigas, en 1835; de M. Marcel de Serres, dans les cavernes de l'Aude, en 1839. Dès l'année 1838, un savant explorateur français, M. Boucher de Crèvecœur de Perthes, avait signalé et présenté à la Société des sciences d'Amiens des instruments taillés en pierre à fusil ou silex, trouvés par lui avec des os d'éléphant, d'hyène, d'ours, etc., dans les sables de l'époque quaternaire des environs d'Abbeville. C'est à ce savant français, à sa persévérance et à sa foi dans ses précieuses découvertes, qu'on doit la révolution qui finit par se produire dans la science en faveur de l'homme fossile. En 1847, M. Boucher de Perthes publiait son premier volume des *Antiquités celtiques et antédiluviennes*. On le traita d'abord de rêveur : nul n'est prophète en son pays! Et l'on ne daigna même pas venir constater la justesse ou l'inexactitude de ses affirmations. Cependant, en 1855, un solide mémoire du docteur Rigollot appela sérieusement l'attention sur les antiquités d'Abbeville et sur les travaux de M. Boucher de Perthes. Des savants anglais, MM. Ch. Lyell, John Evans, Prestwich, Falconer, vinrent sur les lieux et crurent. Peu de temps après, ils proclamaient leur adhésion aux conclusions du savant chercheur français, et M. Prestwich portait sa cause devant l'Académie des sciences. Comme l'écrivait, en 1860, M. l'abbé Cochet, ce sont les géologues anglais qui ont fini par élever à la dignité de fait scientifique la belle découverte de M. Boucher de Perthes. A partir de cette époque, les recherches se multiplient et les résultats s'accumulent. Il suffira de citer les travaux de M. Gosse, à Paris, et de M. le marquis de Vibraye, à Arcis-sur-Cure (Yonne), en 1860; les belles études de M. Éd. Lartet, de regrettable mémoire, sur la grotte d'Aurignac, en 1861; enfin, les fouilles si fécondes opérées, bientôt après, par MM. Garrigon et Filhol, dans l'Ariège; par MM. Brun, Peccadeau de Lisle et de Lastic, dans la Dordogne et le Tarn-et-Garonne; par MM. Lartet et Christy, dans la Dordogne; par MM. les abbés Bourgeois et Delaunay, dans la Charente, le Maine-et-Loire et le Loir-et-

Cher, etc.... Pendant que ce mouvement se produisait en France, les pays voisins se mettaient à l'œuvre : l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, eurent bientôt à enregistrer de nombreuses et importantes découvertes conduisant toutes invariablement aux mêmes résultats et se confirmant les unes les autres.

De l'ensemble des faits connus aujourd'hui, il résulte manifestement que l'homme n'est point aussi nouveau venu sur la terre, qu'on le pensait généralement, et qu'il a été le témoin des derniers grands changements qui s'y sont produits. M. l'abbé Bourgeois nous le montre d'abord vivant, dès le commencement de l'époque tertiaire, sur les bords d'un grand lac, où fut depuis la Beauce, au milieu d'une faune qui ne tarde pas à disparaître. Deux fois l'ensemble des êtres se transforme et se renouvelle, avant d'arriver à l'époque des grands mastodontes, qui caractérisent les derniers temps de l'époque tertiaire. On peut juger, par là, de la prodigieuse antiquité qu'il faudrait assigner à l'homme tertiaire, s'il a véritablement existé. Mais je dois dire, pour mettre ce fait dans son vrai jour, que, si quelques savants très-compétents et très-dignes de soi acceptent, comme démontrée, l'existence de l'homme tertiaire, il en est d'autres qui attendent, pour se prononcer, que des faits plus nombreux soient venus confirmer les observations de M. l'abbé Bourgeois.

Si, de l'époque tertiaire, on passe à l'étude des terrains dits quaternaires, qui constituent les formations géologiques les plus récentes, il n'est plus permis de faire les mêmes réserves. Deux mots d'abord, sur la nature même de ces terrains. Ils doivent leur origine, soit à l'action des grands cours d'eau, soit à des phénomènes glaciaires qui, à en juger par les traces qu'ils ont laissées, eurent, à cette époque, une intensité extraordinaire. Ici, sous la forme de sables ou de graviers, ces terrains couvrent les flancs des vallées et accusent le passage de cours d'eau d'une puissance inconnue aujourd'hui, à des niveaux que nos fleuves et nos rivières, faibles réductions des fleuves quaternaires, n'atteignent plus; là, ce sont d'épaisses couches de limons argileux, qui tapissent, comme d'un manteau, jusqu'à de grandes altitudes, les hauts plateaux des montagnes, remplissant leurs fissures et leurs crevasses, comme font encore aujourd'hui, dans des proportions plus modestes, les limons d'inondation de nos rivières; ailleurs, ils se montrent sous l'aspect de vastes moraines, attestant l'existence de grands glaciers disparus, comme, par exemple, le glacier du Rhône qui, passant par-dessus le lac de Genève et le Jura, couvrait une partie de la Bresse et s'avancait jusqu'à Lyon. Tout, dans ces effets, indique un climat

fort différent de celui qui règne maintenant aux mêmes lieux. L'étude de la faune, enfouie à travers les dépôts quaternaires, vient confirmer cette manière de voir et présente, au premier abord, la plus curieuse et la plus étrange association d'animaux qui se puisse voir. Cette faune, en effet, se compose de genres et d'espèces qui ne vivent plus maintenant que dans des climats tout à fait différents, le renne et l'éléphant, par exemple, et qui alors coexistaient dans les mêmes régions. La flore quaternaire présente les mêmes bizarreries. M. de Saporta, qui a fait, sur cette période géologique, et particulièrement sur la flore, de très-remarquables travaux, pense, avec raison, qu'un climat plus humide et plus égal, des hivers moins froids et des étés moins chauds que ne le sont les nôtres, suffisent à rendre compte de la physionomie générale de l'Europe à cette époque. D'énormes glaciers, alimentés par une extrême humidité atmosphérique, rendaient possible dans leur voisinage l'existence de plantes ou d'animaux qu'on ne retrouve plus aujourd'hui que dans l'extrême Nord ; tandis qu'au fond des vallées une température moyenne plus clémente favorisait le développement d'une faune plus méridionale et d'une flore correspondante. Le renne descendait au sud, jusque dans le voisinage des Pyrénées et des Alpes, qu'il ne paraît pas avoir dépassés ; et l'hippopotame, assez abondant dans le Sud et le centre de la France, ne remontait pas jusqu'en Belgique, où on ne le retrouve plus. L'éléphant à toison, qu'on appelle aussi le mammoth, le rhinocéros à narines cloisonnées, un grand lion, un ours colossal, un cerf gigantesque, le renne, l'aurochs, donnaient à la faune quaternaire sa physionomie si particulière. On a hasardé bien des hypothèses pour expliquer cette perturbation du climat normal à l'époque qui nous occupe. Les uns l'attribuent à des variations dans la constitution et la puissance calorifique du soleil, d'autres à la position de la terre dans l'espace, à sa distance par rapport au soleil, ou à l'influence des régions sidérales qu'elle traverse ; d'autres, enfin, à des modifications importantes dans la distribution des mers et des terres. Rien de tout cela n'est bien satisfaisant. On s'est demandé aussi, si les phénomènes diluviens ne pouvaient pas être assimilés au déluge de la Bible, et M. l'abbé Lambert vient d'écrire, sur ce sujet, un livre particulièrement intéressant. Il faut malheureusement reconnaître que, s'il est difficile de pénétrer dans la recherche mystérieuse des causes, l'examen des terrains quaternaires, considérés comme effets, n'est pas moins délicat, en raison de la confusion qui règne encore sur ce point dans nos connaissances géologiques. Non-seulement le classement stratigraphique des dépôts de cette époque est encore très-obscur, mais nous ne savons même pas au

juste où placer le commencement et la fin de l'époque quaternaire; à tel point, que des géologues ont pensé, non sans raison, que cette appellation était à supprimer, parce qu'elle ne représente aucune idée précise. C'est, en effet, plutôt une transition et un passage du régime tertiaire au régime actuel, qu'une époque à proprement parler, et ce passage est à peu près insensible. La perturbation glaciaire ne dure pas; le climat reprend peu à peu sa marche normale; moins chaud qu'à l'époque tertiaire, il devient aussi plus continental; c'est-à-dire que les saisons s'accroissent par des extrêmes de froid et de chaud, qui amènent des transformations notables : les glaciers reculent ou disparaissent; l'intensité des cours d'eau, conséquence probable de la fonte des glaces, va diminuant; la faune et la flore subissent des changements importants : des espèces, comme le mammouth, s'éteignent et disparaissent; d'autres, comme le renne, émigrent vers le Nord; les plantes boréales ne vivent plus que sur les hauts sommets des Alpes; tout, en un mot, s'achemine vers le climat actuel.

L'époque quaternaire fut de très-longue durée, à en juger par la puissance et l'importance des dépôts qui en proviennent. Or on rencontre, dans ces dépôts, les traces de l'homme, c'est-à-dire ses ossements et les produits abondants de son industrie, enfouis avec les débris des animaux contemporains. Les produits industriels sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir plus tard, sont loin d'être identiques pendant toute la durée du régime quaternaire; ils ont subi des variations et des transformations très-notables, dont la géologie va nous permettre de saisir l'enchaînement. En effet, la formation des dépôts quaternaires n'ayant point été instantanée, mais successive, il en résulte une série, une succession de couches superposées dans leur ordre de formation, les plus anciennes au-dessous, les plus récentes par-dessus. Tout ce qui y est contenu, ossements d'animaux, débris de végétaux, restes de l'industrie humaine, s'y trouve donc classé naturellement comme dans les tiroirs d'une vaste collection qu'il n'y a plus qu'à ouvrir et à étudier. C'est ce qu'ont fait les géologues. A l'aide de la stratigraphie, qui a précisément pour objet le rapport des couches entre elles, ils sont parvenus à établir une classification très-rigoureuse des différentes périodes industrielles correspondant aux temps quaternaires. On peut citer, comme types, les beaux travaux de M. Ed. Dupont, dans les grottes des environs de Dinan, où il a retrouvé, dans un ordre constant et régulier, toutes les phases de l'industrie primitive en Belgique.

Malheureusement, il est rare que l'observateur soit placé dans des conditions aussi favorables, et permettant d'appliquer la mé-

thode que nous venons de décrire. Dans la pratique, les terrains quaternaires se présentent le plus souvent sous la forme de lambeaux épars qu'il est très-difficile de classer dans leur ordre stratigraphique; et si l'on veut déterminer l'âge relatif des débris de l'industrie humaine qui peuvent s'y rencontrer, il faut recourir à un autre moyen de critique et de comparaison. On avait pensé, d'abord, que la paléontologie serait en mesure de combler ce desideratum, et M. Lartet avait proposé une classification basée sur la prédominance de telle ou telle espèce animale parmi les débris à déterminer. C'est ainsi que le savant professeur avait créé un premier âge du grand ours; puis l'âge du mammoth, et enfin l'âge du renne. Malheureusement, cette répartition des espèces n'existe réellement pas; et, dans le plus grand nombre de cas, la faune quaternaire se présente avec une identité à peu près absolue. On a donc réuni en un seul l'âge du grand ours et celui du mammoth. Si l'âge du renne subsiste encore dans le vocabulaire des archéologues français, c'est purement et simplement par une convention de langage; mais il ne diffère pas, paléontologiquement, des âges précédents, dont il est la suite. Cette terminologie me paraît d'autant plus irrationnelle, qu'elle varie suivant les lieux, et qu'en Belgique, par exemple, l'âge du renne est tout autre chose qu'en France.

Nous verrons plus loin qu'à défaut de la paléontologie et de la stratigraphie, l'archéologie fournit des éléments de critique aussi sûrs que suffisants. On est arrivé, en effet, à classer un certain nombre de stations humaines, dont les rapports stratigraphiques sont connus, et dont les produits industriels servent de types et de jalons. Ces produits deviennent alors comme les fossiles caractéristiques des couches où on les rencontre, et c'est à l'aide de ces données combinées, qu'on a pu distinguer quatre ou cinq niveaux archéologiques, qui sont les étapes de l'industrie humaine pendant l'époque quaternaire. Je n'ai pas besoin d'ajouter que la même méthode s'applique avec le même succès aux terrains de formation moderne. A la faune quaternaire succède la faune actuelle. L'industrie humaine poursuit son évolution. Les métaux apparaissent, et l'on arrive aux temps historiques, représentés par les couches superficielles.

Cette classification ne s'applique encore, avec quelques variantes, suivant les lieux, qu'à l'Europe occidentale. Elle reste à établir pour les autres parties du monde. Mais je dois ajouter que des observations déjà nombreuses, recueillies en Asie, en Afrique et en Amérique, permettent d'espérer des résultats de même nature. Les temps quaternaires s'y révèlent comme dans nos contrées, et ont fourni

des produits analogues. On a même signalé, en Amérique, des traces humaines dans des terrains que l'on croit appartenir à l'époque tertiaire. Quoi qu'il en soit, il est bon de ne pas aller trop vite, et d'attendre, pour généraliser, des informations géologiques plus complètes que celles que nous avons.

II

Jusqu'à présent, les débris de l'homme, qui vivait à l'époque tertiaire, au temps de la formation des faluns, des sables de l'Orléanais et des calcaires lacustres de la Beauce, ont échappé à toutes les recherches. Je ne crois pas, en effet, devoir insister sur la découverte d'un squelette humain dans le pliocène de Savone (Italie), présenté au monde savant par M. Issel, comme un type tertiaire, l'authenticité de ce squelette ayant été contestée. Je m'abstiendrai également de citer d'autres documents qui peuvent être tertiaires, mais n'ont pas acquis une autorité scientifique suffisante, pour servir de points d'appui à une discussion sérieuse. L'époque quaternaire proprement dite n'est guère plus riche. A l'âge dit du grand ours et du mammoth, on rapporte quelques pièces osseuses, notamment le trop fameux crâne de Néanderthal, trouvé auprès d'Elberfeld (Prusse), et lancé dans le monde sous le patronage du docteur Fulhrott, et le non moins fameux crâne d'Engis, découvert, en Belgique, dans une grotte de la province de Liège, par M. Schmerling. L'authenticité de l'un et de l'autre est fortement contestée. Il est certain que leur âge est tout à fait hypothétique, et que rien ne permet de dater avec une absolue certitude les gisements où ces deux crânes ont été rencontrés. Quoi qu'il en soit, les partisans du système transformiste se refusent à abandonner et à rejeter un document, comme le crâne de Néanderthal, qui, à leurs yeux, est le type de l'homme au temps du grand ours, et vient affirmer un état de dégradation physique, favorable au système de l'évolution. Il est incontestable, en effet, que le crâne de Néanderthal offre des caractères de bestialité telle, qu'il pourrait être, au dire de quelques anthropologistes, le crâne d'un idiot. Mais vouloir faire d'un type douteux, probablement accidentel et peut-être moderne, le type de l'humanité à une certaine époque, est, à coup sûr, une prétention exorbitante, qui ne peut s'expliquer que par des intérêts de système et de doctrine. Il y a longtemps qu'on l'aurait abandonné, s'il n'était utile pour les besoins de certaines thèses, beaucoup plus philosophiques que scientifiques, auxquelles le célèbre naturaliste anglais,

M. Darwin, a cru devoir prêter l'appui de sa vaste érudition. Bien qu'il soit d'usage de mêler l'étude des idées transformistes à la question préhistorique, je ne m'y arrêterai point ici, parce qu'il ne me semble pas que le darwinisme et les systèmes qui en sont issus, soient des rejets légitimes de la science. La preuve de leur filiation reste à faire. Jusqu'à nouvel ordre, il est impossible, je le répète, à un esprit impartial d'y voir dans le fond autre chose qu'une thèse philosophique. Revenons donc sur le terrain solide de la science positive. D'autres documents, malheureusement incomplets et mutilés, retrouvés à la Naulette (Belgique) par M. Dupont, à Arcis-sur-Cure (Aube) par M. de Vibraye, à Eguisheim, dans le lehm de la vallée du Rhin, par M. Faudel, et enfin la fameuse mâchoire de Moulin-Quignon (Somme), ont une authenticité beaucoup plus certaine. De savants anthropologistes ont cru reconnaître dès cette époque primitive les caractères généraux de la race dite mongoloïde, qu'on voit apparaître d'une façon plus certaine à l'âge suivant, qui est l'âge du renne. Mais ces rares documents sont trop défectueux, et il est trop difficile de les classer stratigraphiquement pour qu'on puisse en tirer des conclusions définitives.

Les hommes de cette primitive époque vivaient dispersés, le plus souvent dans des grottes qui leur offraient un abri naturel, rarement dans des campements en rase campagne. En lutte continuelle avec les redoutables animaux qui peuplaient les forêts sans limites, ils ignoraient l'agriculture, l'élevage des animaux domestiques, et ne vivaient que du produit de leurs chasses. Leur principale industrie consistait à détacher par percussion de longs éclats des blocs naturels de silex, et à les tailler grossièrement en pointes de lances et en casse-têtes. La rencontre d'instruments appelés par les archéologues des racloirs, employés encore aujourd'hui par les Esquimaux pour la préparation des peaux, fait supposer qu'ils savaient utiliser, pour s'en faire des vêtements, les fourrures des animaux qu'ils tuaient à la chasse. Ces considérations sont basées sur l'étude des stations de cet âge, où l'on ne trouve absolument pas autre chose que les pointes, les racloirs et les éclats de silex, les blocs d'où on les détachait, les marteaux qui servaient à cette opération. Les débris de repas consistent exclusivement en ossements d'animaux sauvages : mammouths, rennes, tigres, chevaux, ours, etc., généralement brisés d'une manière uniforme pour en extraire la moelle, ou portant des incisions faites par les couteaux de pierre. Enfin, des restes de foyers attestent la connaissance du feu. On rencontre aussi çà et là des objets de parure, analogues à ceux dont font encore usage les sauvages modernes ; des dents, trophées de chasse, ou des coquillages percés de trous pour les pendre. Quelques

fouilles ont révélé des traces douteuses de poterie. Mais leur rareté suffit pour démontrer que l'usage en était, au moins, fort peu répandu.

J'ai dit précédemment qu'il n'était pas toujours facile d'asseoir une classification des premiers temps de l'âge de pierre, sur les données fournies exclusivement par la stratigraphie et la géologie. Un des savants conservateurs du musée national de Saint-Germain-en-Laye, M. Gabriel de Mortillet, a proposé une classification très-rationnelle, basée sur l'étude comparée des produits de l'industrie humaine. Cette classification est adoptée et suivie au musée des Antiquités Nationales. Elle comprend quatre grandes divisions, qui portent les noms des localités les plus connues et les plus typiques. La première est l'*époque du Moustiers*¹, correspondant aux temps quaternaires les plus anciens, dont nous venons de parler. C'est l'ancien âge du mammoth et du grand ours. Ensuite vient l'*époque de Solutré*, qui est le premier âge du renne, de M. Ed. Lartet. La station de Solutré (Saône-et-Loire), située au pied d'un magnifique escarpement jurassique des environs de Mâcon, a fourni de riches documents anthropologiques sur le premier âge du renne. S'il était possible d'admettre que le type bestial de Néanderthal eût été jamais le type dominant d'une époque, ce type se serait singulièrement humanisé déjà à l'époque de Solutré, et il faudrait alors, suivant la théorie de l'école transformiste, supposer qu'un laps de temps énorme sépare l'âge du grand ours de celui du renne. Quoi qu'il en soit, tous les individus, exhumés de la nécropole de Solutré, sont bien constitués, parfaitement dignes du nom d'hommes, quoique offrant cependant, il faut le reconnaître, des caractères généraux, qui n'appartiennent aujourd'hui qu'aux races inférieures. M. le docteur Pruner-Bey les range tous dans cette famille humaine à face losangique, qu'il a baptisée pour cela du nom de mongoloïde. Le savant anthropologiste va plus loin, et croit pouvoir y distinguer quatre types principaux, qu'il assimile à des races encore représentées : le Lapon, à tête ronde, au squelette pauvre et grêle, et de petite taille ; le Finnois, sur la limite des têtes longues et des têtes rondes, au squelette massif, et de haute stature ; l'Esthonien, au crâne très-allongé, une race vigoureuse et puissante ; enfin, l'Esquimaud du détroit de Behring.

On a combattu, il est vrai, ces conclusions. L'école anthropologiste transformiste nie qu'il soit possible de donner la caractéristique des races humaines et, par conséquent, de rattacher les vieux

¹ La grotte du Moustiers, d'où cette époque tire son nom, est située dans la commune de Peyzac (Dordogne).

restes découverts dans des fouilles archéologiques, à tel ou tel groupe de familles humaines. Cette objection a-t-elle une valeur réelle? S'il s'agissait de races animales, de races de chien, par exemple, personne ne songerait à nier la possibilité de les distinguer avec certitude. Pourquoi toute détermination deviendrait-elle impossible, quand il est question de l'homme? Sans doute, fait observer M. de Quatrefages, la difficulté s'accroît pour l'homme, comme aussi pour le chien, quand les races sont plus voisines; mais le problème n'en reste pas moins exactement de la même nature, et les méthodes pour le résoudre ne changent pas. Inutile d'ajouter que M. de Quatrefages est un défenseur aussi habile que convaincu des conclusions et des idées de M. Pruner-Bey.

La diversité des types, dès l'époque de Solutré, nous conduit à une autre conclusion importante; c'est que la race primitive qu'ils représentent avait été déjà singulièrement brassée pendant les longues étapes qu'elle avait dû parcourir antérieurement à l'âge du renne. Cela ne doit point surprendre si, dès l'âge du grand ours ou du Moustiers, la même race d'hommes occupait déjà nos contrées, ce qui est probable. Deux causes puissantes ont, de tout temps, contribué à modeler le type humain : les modes d'existence et le climat. L'homme que nous retrouvons à cette époque n'est plus le sauvage grossier de l'âge précédent. Il ne vit plus comme ce dernier, isolé dans les cavernes. De petites peuplades, encore bien clairsemées, — il faut tant de place pour nourrir une tribu de chasseurs, — ont déjà pris possession des coteaux les mieux exposés, les mieux abrités, les plus faciles à défendre, le long des fleuves ou près des sources. Le campement de Solutré a fourni, sur le premier âge du renne, les plus curieux renseignements. Véritable Pompeï préhistorique, il fait connaître non-seulement l'industrie, mais le mode d'alimentation, d'habitation et les usages funéraires de cette époque. L'art de tailler le silex y est poussé à un degré de perfection très-remarquable. On y retrouve toute la faune dite quaternaire au grand complet. Aucun animal domestique, sans même en excepter le chien, n'est encore représenté. Le renne paraît avoir constitué, avec le cheval, à peu près toute l'alimentation de la tribu, ce qui justifie la dénomination d'âge du Renne donnée à cette période par M. Ed. Lartet; mais on pourrait dire tout aussi bien l'âge du Cheval, car ce solipède est plus abondant encore que le renne dans les débris de cuisine. Le grand intérêt du gisement de Solutré réside surtout dans les squelettes humains retrouvés en grand nombre au milieu même des huttes, et dans une relation si constante avec le foyer domestique devenu le foyer funéraire, qu'il est impossible d'élever aucun doute sérieux sur leur authenticité.

La troisième division de la classification dont nous parlions plus haut est l'*époque d'Aurignac*, où s'affirme déjà un certain progrès sur l'âge précédent. La grotte d'Aurignac (Haute-Garonne), explorée par M. Ed. Lartet, en est le type. Le beau gisement de Cro-Magnon (Dordogne), fouillé par M. Lartet fils; ceux de Chatel-Perron et de la Chaise complètent les documents qu'on n'avait retrouvés à Aurignac qu'incomplètes et bouleversés. Ce n'est plus seulement le silex, mais les os et la corne qui sont employés à la confection des instruments et des armes. Puis un nouveau progrès s'accomplit et l'on entre dans l'*époque de la Madeleine*, qui clôt la série de l'âge de la pierre aillée par éclats. Tandis que les gens de Solutré ne fabriquaient guère que des armes de chasse et des outils en pierre, s'essayant à peine à de rares et imparfaites ébauches de sculpture et d'ornementation; ceux de la Madeleine et des Eysies (Dordogne), de Bruniquel (Tarn-et-Garonne), de Furfooz (Belgique) ont des loisirs plus grands et les consacrent à des travaux qui accusent certaines préoccupations artistiques. Ils s'appliquent surtout à reproduire sur la corne, l'os ou la pierre la figure des animaux au milieu desquels ils vivaient. Les caractères distinctifs de chaque espèce sont très-heureusement rendus dans ces naïves ébauches, ce qui, à défaut d'autres preuves très-suffisantes, trancherait victorieusement la question de la contemporanéité de l'homme et de certains animaux de la faune dite quaternaire. J'ajouterai que la classification que je viens d'exposer à grands traits trouve sa justification et sa preuve géologique dans la stratigraphie des grottes explorées en Belgique, par M. Du-ront. Tous les équivalents de nos gisements français s'y sont en effet rencontrés dans un ordre rigoureusement conforme à celui qui est adopté au musée de Saint-Germain.

Le type humain que nous avons vu à Solutré persiste pendant les deux époques suivantes : à Cro-Magnon, à Furfooz¹. Les squelettes recueillis à Cro-Magnon, par M. Louis Lartet, ont particulièrement donné lieu à d'intéressants débats. Le savant docteur Broca a publié, dans les Mémoires de la Société d'anthropologie, une étude très-éclatante, où il analyse les principaux caractères de cette race. Par quelques-uns de ses traits, dit-il, elle atteignait les degrés les plus élevés et les plus nobles de la morphologie humaine; et par d'autres traits elle descendait même au-dessous des types anthropologiques les plus inférieurs de l'époque actuelle. M. Broca va plus

¹ Nous ne citons ici que les gisements pour ainsi dire classiques; mais tous les jours les catalogues s'enrichissent et se complètent. Récemment encore le docteur Vièvre à Menton, MM. Massénat, Lalande et Cartailhac, à Laugerie-Basse (Dordogne), découvraient des squelettes humains de l'époque quaternaire d'une authenticité incontestable.

loin et considère cette race comme entièrement distincte de toutes les races connues. Mais M. Pruner-Bey y retrouve le type dolichocéphale à grand cerveau de sa famille mongoloïde. De la dispersion du sang mongoloïde sur une aire géographique aussi étendue et déterminée par trois points qui seraient, par exemple, Aurignac, Solutré et Furfooz, on serait en droit de conclure que dès ces époques reculées une même famille humaine couvrait toute l'Europe occidentale.

On peut, sans trop de présomption, chercher à déterminer, en se servant des données que l'on possède, ce que devait être le climat de l'Europe à l'époque du renne. La température générale était vraisemblablement plus élevée que maintenant ; mais, comme nous l'avons vu précédemment, les neiges et les glaciers descendaient encore à des niveaux qu'ils n'occupent plus aujourd'hui, en sorte qu'on trouvait dans des localités très-voisines, comme encore aujourd'hui dans les Alpes, des plantes ou des animaux caractéristiques de climats très-différents. A une époque plus ancienne, l'extension des phénomènes glaciaires avait été bien plus accentuée encore. A l'âge du renne, le retrait des neiges se produisait depuis longtemps déjà, et ce mouvement de recul n'a pas cessé depuis. On croit pouvoir attribuer cette lente révolution à la diminution constante de l'humidité dans nos latitudes. La température devenait en même temps plus froide, plus continentale, et les saisons plus extrêmes. Pas plus que les animaux ou les plantes, l'homme n'a dû échapper à l'influence des milieux, et, comme nous le disions plus haut, les différents types de l'âge du renne en sont vraisemblablement la conséquence. M. Pruner-Bey, assimilant ces types à ceux que l'on rencontre encore de nos jours chez les Lapons, les Finnois, les Esthoniens, les Basques, certaines populations de l'Oural et de l'Amérique du Nord, est conduit à considérer ces races modernes comme les restes et les témoins de la grande alluvion mongoloïde primitive. La philologie vient sur ce point prêter son appui à l'anthropologie. M. Pruner-Bey et M. de Charencey ont démontré que les idiomes de ces diverses populations modernes sont reliés entre eux par des affinités linguistiques incontestables. Aussi, d'éminents anthropologistes, M. de Quatrefages est du nombre, ont-ils cru devoir les classer dans un seul et même groupe rattaché à la race blanche, sous le nom de blancs allophyles. Ici la philologie nous apporte encore quelques lumières. On sait que le basque, les langues finnoises, les dialectes de l'Oural, sans parler de ceux de l'Amérique du Nord, ont été réunis dans une même famille linguistique, qu'on appelle la famille touranienne à langues agglomérantes. Or, MM. Pott, en Allemagne ; Max Müller, en Angleterre ; Oppert, en France, ont cru pouvoir admettre un lien de parenté, une affinité probable entre la grande fa-

mille japhétique et certaines familles tartaro-finnoises ou touraniennes, qui ne sont autres que nos blancs allophyles.

Les langues agglomérantes, ainsi appelées par opposition aux langues à flexions, parce que les racines primitives s'y trouvent juxtaposées sans altérations importantes, représenteraient tout simplement une des évolutions du langage, à un degré de développement inférieur et antérieur à celui des langues à flexions qui en sont la forme la plus parfaite. Il résulte de là que le groupe humain à langues agglomérantes pouvait représenter un des rameaux détachés du tronc japhétique, à une époque antérieure à toutes les migrations connues, correspondant précisément à la phase linguistique à forme agglomérante. Voilà un fait bien digne de remarque. Deux sciences radicalement distinctes arrivent à la même conclusion par des procédés tout différents. D'une part la philologie nous apprend que des langues agglomérantes correspondent à un état embryonnaire du langage et que les populations qui les parlent ont dû se séparer les premières du tronc blanc ; de l'autre l'anthropologie rattachant ces mêmes populations au tronc blanc, croit pouvoir établir leur parenté avec les plus anciennes races humaines dont l'Europe garde la trace. De telles concordances ne peuvent pas être l'effet du hasard et justifient la théorie de M. Pruner-Bey.

Il n'est pas prouvé que la race mongoloïde ait seule et exclusivement régné en Europe à l'âge du renne. On a cru déjà reconnaître, dans quelques documents de cette époque, des traces du sang aryen ; mais la question restera irrésolue tant qu'on n'aura pas rencontré des indices plus concluants. L'époque de l'arrivée des premiers aryens dans nos pays est donc très-problématique. Il est certain qu'ils y étaient à l'époque de la pierre polie, — les sépultures de cet âge sont là pour l'attester, — mais il est à croire qu'ils y vinrent déjà antérieurement. En effet, il est difficile d'admettre que dans le monde primitif aient pu se produire de subites inondations humaines et de grandes migrations violentes ; elles n'avaient pas de raison d'être. Aucune cause ne pouvait déterminer à de grands déplacements toujours périlleux, des races à moitié sauvages, qui, entourées de vastes solitudes, de forêts sans limites, de pâturages déserts, mal armées et pourvues seulement d'une industrie rudimentaire, devaient au contraire, sans fatigues et sans dangers, s'étendre librement et progressivement de proche en proche. Si donc nous trouvons les populations aryennes très-denses déjà en Europe, à l'époque de la pierre polie, c'est que le mouvement ethnique qui les portait vers l'Occident était depuis longtemps commencé. Les générations se succédèrent les unes aux autres comme les flots d'une marée montante formant autant d'alluvions successives distinctes par leur industrie et

leur degré de culture intellectuelle. C'est ainsi que nous voyons apparaître tout à coup la civilisation dite de la pierre polie, importée, selon toute apparence, par une émigration cellique, ou transmise de proche en proche à travers la lande et la forêt.

La hachette polie est au vieux casse-tête quaternaire ce que serait le chassepot au fusil à pierre. C'est l'indice d'un progrès réalisé. Cette arme consiste en une pierre dure, généralement un galet affectant naturellement la forme cherchée, qu'on aiguise à la meule et qu'on emmanchait ensuite à l'extrémité d'une massue de bois par l'intermédiaire d'une gaine en corne de cerf. On ne l'a jamais retrouvée à l'époque du renne. Elle caractérise donc rigoureusement l'âge qui suit, appelé pour cela l'âge de la pierre polie. Cette phase nouvelle de la civilisation s'est en quelque sorte révélée à la suite de fouilles opérées en 1854 dans les lacs suisses. Une longue sécheresse ayant abaissé le niveau des eaux et mis à découvert dans le lac de Zurich des pilotis enfouis dans la vase, à quelque distance du rivage, des explorateurs, parmi lesquels il faut citer en première ligne M. Keller, puis MM. Desor, Troyon, Morlet, etc., reconnurent que ces pilotis avaient servi jadis à supporter des habitations analogues à celles des sauvages de la Nouvelle-Guinée ou des îles Carolines. On fouilla la vase, et l'on en retira tout un ensemble d'armes, d'instruments, d'objets divers, enfouis par suite de la destruction des huttes supérieures. Ces habitations sur pilotis ont reçu le nom de palafittes ou stations lacustres. Il y en a de plusieurs époques; nous n'avons à parler pour le moment que de celles de l'âge de pierre. Le mobilier de ces palafittes et des autres stations contemporaines est infiniment supérieur à celui des stations de l'époque du renne. L'armement s'est enrichi de la hachette polie décrite précédemment; les lances, les flèches en silex affectent des formes nouvelles et présentant tous les types possibles, depuis la simple lame triangulaire jusqu'à la pointe barbelée à ailerons, que l'on ne rencontre point aux époques précédentes. Les couteaux, les grattoirs, les ciseaux, les gouges, les scies, les marteaux, les polissoirs, abondent partout. Les os travaillés sont nombreux aussi, sous la forme d'épingles, d'aiguilles, de peignes, de hameçons ou de flèches. Enfin l'usage de la poterie prend un développement considérable; mais quelle poterie! Des vases grossiers, mal cuits, faits à la main, sans ornements, ou à peu près, très-reconnaissables à leur pâte grossière et à leurs contours frustes et irréguliers. Quelques-uns de ces vases, retrouvés intacts, contenaient encore des grains carbonisés, tels que le froment, l'épeautre, l'avoine, l'orge, qu'on cultivait déjà, ou bien des fruits, des pommes, des poires, des cerises, des prunes, etc. Les meules destinées à écraser le grain viennent attester les progrès de l'alimentation.

Dans certaines stations on a même retrouvé des pains et des gâteaux. On connaissait le lin, dont on fabriquait des cordes et des filets. Les débris de cuisine n'ont fourni que des animaux vivants encore aujourd'hui aux mêmes lieux, à l'exception du bison européen, autrement dit l'aurochs, qu'on ne retrouve plus qu'en Lithuanie. Le chien, le cochon, la chèvre et le mouton sont domestiqués.

Les stations de cette époque sont beaucoup plus nombreuses que celles des époques précédentes, et cela se comprend : les conditions de la vie ont changé. Au lieu de misérables peuplades de chasseurs de rennes, réduites à faire le vide autour d'elles et à maintenir l'intégrité du désert et l'inviolabilité de leurs territoires de chasse, nous rencontrons déjà des tribus de pasteurs et d'agriculteurs qui, sur de plus petits espaces, trouvent des ressources plus nombreuses, une existence plus facile, et des loisirs féconds en progrès industriels. On ne vit plus de la guerre et de la destruction, mais de la paix, en stimulant la fécondité de la nature. A la vie égoïste et isolée succède la vie collective et l'association des forces et du travail. Quelques familles, pauvres sans doute, continuent à demeurer dans les grottes ; mais des huttes, des campements, ou même de grands villages sur pilotis, s'élèvent nombreux sur les coteaux, dans les plaines, le long des fleuves ou sur les lacs. De vastes retranchements en terre ou en pierres brutes couronnent les montagnes, et servent d'asile, en cas d'attaque, aux populations du voisinage. Enfin il faut rapporter à cette époque les monuments vulgairement appelés druidiques ou mégalithiques, dolmens, menhirs, cromlechs, allées couvertes, etc., qui, dans l'Europe occidentale, ne sont pour la plupart que des tombeaux de l'âge de la pierre polie. Je dis : dans l'Europe occidentale, parce que dans tous les pays on a élevé, à des époques très-diverses, suivant les lieux, des monuments en pierre brutes qu'il serait inexact d'assimiler aux tombeaux des primitifs habitants de la Gaule. C'est tout au plus s'il est permis de classer dans une même série les monuments de la Grande-Bretagne, ceux de la Gaule occidentale, du Portugal et de l'Algérie, qui présentent de grandes analogies de construction, avec cette différence que les uns appartiennent à l'époque de la pierre polie ; les autres, ceux de l'Algérie, à l'époque du bronze, et même, paraît-il, à l'époque romaine. Des savants compétents sur cette question, et notamment M. Alexandre Bertrand, ont cru y reconnaître les traces d'une seule et même race qui, partie au temps de la pierre polie, des bords de la Baltique, aurait cheminé lentement le long des côtes de la mer jusqu'à l'Océan, et serait arrivée, en dernier lieu, en Afrique, où elle aurait conservé son autonomie et ses traditions jusqu'au temps de la conquête romaine.

Malgré les progrès réalisés depuis l'âge du renne, nous n'avons encore affaire, ne nous y trompons pas, qu'à des barbares, presque à des sauvages. Et cependant, sur certains points, l'industrie contemporaine des hachettes en pierre polie a laissé des traces révélant un état social bien supérieur. A l'île de Therasia (Santorin), par exemple, les hommes de l'âge de la pierre polie construisaient des maisons en pierre, protégées par des toits solides, et fabriquaient à l'aide du tour une poterie fine, décorée de peintures polychromes, qu'il est permis de comparer à certains vases grecs de la bonne époque. Pour ces hommes-là, les habitants de la Suisse ou des bords de la Saône, par exemple, n'étaient que de grossiers sauvages. Il ne faut donc pas juger l'âge de la pierre polie, en général, par ce qui se passait dans l'Europe occidentale; on risquerait peut-être de tomber dans une erreur aussi grave que si l'on prétendait caractériser le développement de l'humanité au dix-neuvième siècle par les mœurs des Australiens, des habitants du Groënland, de la Terre-de-Feu ou de l'Afrique centrale. Nous savons encore trop peu de chose des races primitives, pour hasarder des théories générales sur la marche de la civilisation et de l'humanité. Sans doute, il y a un progrès bien manifeste depuis l'âge du grand ours jusqu'à celui de la pierre polie; mais il reste de telles lacunes entre chacune des grandes époques dont nous avons tracé le tableau, qu'il est impossible d'en bien connaître l'enchaînement, si toutefois il existe. Ainsi, entre l'âge du renne et celui de la pierre polie, les archéologues de tous les pays signalent un abîme, une absence complète d'intermédiaires: on ignore donc comment a pu se produire le passage de l'un à l'autre. Il faut attendre, avant de conclure sur ces questions générales, que l'Orient nous ait livré tous les mystères de son obscur passé. Il est évident, en effet, que le développement de l'humanité s'y est produit beaucoup plus activement qu'en Occident, et avec des allures toutes différentes, que nous ne connaissons encore que très-imparfaitement. L'Asie centrale fut un foyer de lumières dont les rayons ne cessèrent pendant longtemps de se répandre en tous sens, s'affaiblissant à mesure qu'ils s'éloignaient de leur source, et finissant par se perdre tout à fait. Au delà d'une certaine sphère il n'y avait plus que barbarie, ténèbres et sauvagerie. On trouve la preuve de cette irradiation décroissante de la civilisation à partir d'un centre encore mal déterminé, à toutes les époques préhistoriques. Les inventions nouvelles devaient se répandre rapidement, plus rapidement que les races qui en avaient enrichi le patrimoine de l'humanité, et les inventions utiles, comme les armes, par exemple, prenaient le pas sur les objets de luxe. Voilà pourquoi, probablement,

les hachettes en pierre polie arrivèrent dans l'extrême Europe bien avant les beaux vases de Santorin, dont on n'avait que faire chez nous.

Les ossements humains de l'époque de la pierre polie sont assez abondants pour qu'on ait pu, sur un grand nombre de points, faire des études comparées des types existant à cette époque. Le type arien domine partout dans l'Europe occidentale, et le type celtique y est commun. La race mongoloïde, traquée, repoussée, disparaît en s'écoulant au nord et au midi, laissant çà et là quelques îlots, quelques témoins, que les siècles ont respectés, et qu'on retrouve encore de nos jours. Les peuples connus dans l'antiquité sous le nom d'Ibères et de Ligures furent, paraît-il, les derniers survivants en corps de nation des antiques et premiers possesseurs de la Gaule et des régions voisines.

On s'est préoccupé avec raison de la contradiction qui paraît exister entre les conclusions de l'archéologie et celles de la philologie, touchant l'arrivée des Aryens dans nos contrées. Il résulterait en effet, au premier abord, de l'étude comparée des langues indo-européennes et de l'identité des radicaux servant à désigner les métaux dans ces différentes langues, que la famille arienne connaissait déjà les métaux avant de quitter les plateaux de la haute Asie pour couvrir l'Europe, c'est-à-dire avant sa dispersion. Telle est l'opinion de MM. Ad. Pictet et Max Müller. Comment concilier cela avec l'apparition du type arien dans l'extrême Occident dès l'âge de la pierre polie? Je crois qu'il n'y a pas là de difficulté sérieuse, et que la contradiction est plus apparente que réelle. En effet, les langues connues ne nous révèlent que la dernière grande alluvion arienne correspondant à l'ère des métaux. Ce courant dut rencontrer en Europe d'autres populations ariennes qui l'y avaient précédé. Il y eut superposition de couches successives qui s'amalgamèrent d'autant plus facilement que leur parenté était plus proche. Tandis que l'anthropologie pouvait, à l'aide de ses moyens spéciaux d'investigation, pénétrer dans les profondeurs de ces couches ethniques, la philologie fut longtemps arrêtée à l'alluvion superficielle. Elle n'avait ni points de repère ni termes de comparaison pour aller au delà. Cependant on croit distinguer maintenant dans les langues indo-européennes un fonds correspondant à l'époque de la pierre polie, et l'on cherche à établir sur la linguistique les premières migrations aryo-celtiques postérieures à cette époque.

L'usage du bronze paraît avoir pénétré en Europe lentement, et de proche en proche. Sans doute, si l'on considère la civilisation de l'âge du bronze à son apogée, on est frappé des différences radicales qu'elle présente avec celle de la pierre polie à son aurore, indices

certains d'un progrès réalisé et de transformations sociales, et peut-être même ethniques, considérables. Mais si l'on s'attache à étudier les stations intermédiaires, on acquiert la certitude que sur un grand nombre de points il n'y a pas eu de révolution soudaine, mais une transition insensible; tellement qu'il est souvent impossible de dire où un âge commence et où l'autre finit. De plus, il résulte d'une manière certaine des faits connus, que la civilisation de l'âge de bronze ne s'est point développée partout en même temps, ni avec une égale importance. Les Égyptiens étaient déjà en plein âge de bronze, quand l'Europe occidentale ne connaissait vraisemblablement encore que la pierre; et l'apogée de l'industrie du bronze en Danemark correspond à l'âge du fer chez nous, et même à une époque relativement très-récente, puisqu'on ne la fait pas remonter au delà des premiers siècles de notre ère. Tous les progrès industriels, comme tous les déplacements ethniques, se sont opérés, par rapport à l'Europe, de l'est à l'ouest et du sud au nord. C'est une loi constante, que toutes les récentes découvertes ne font que confirmer, et qui se trouve d'accord avec les faits que je viens de mentionner.

Si le bronze a pu se répandre dans le principe de proche en proche et par voie d'échange, il n'en est pas moins certain que lorsque le métal nouveau devint d'un usage plus fréquent et plus répandu, les peuples qui le fabriquaient durent chercher à en favoriser l'exportation. Il arriva même que des émigrants apportèrent au milieu de peuplades moins civilisées de l'Occident, une industrie supérieure aux industries indigènes, et se firent les propagateurs des inventions nouvelles. Il est impossible, dans l'état actuel de la science, de dire quelles races ont le plus activement travaillé à la dispersion du bronze. Nous en sommes réduits sur ce point à de simples hypothèses, qu'éclaircit çà et là quelques lueurs.

Les peuples kouschistes des bords de l'Euphrate et les habitants de la vallée du Nil, connaissaient le bronze aussi loin qu'on peut remonter dans leur histoire. Ce sont, pour le moment, les plus anciens centres connus, pour qui veut suivre dans le passé la trace des civilisations de l'Occident. Mais un jour viendra peut-être où l'on pourra pénétrer plus loin encore. Il semble que les peuples touraniens des bords de la mer d'Aral aient joui d'une civilisation antérieure à toutes celles que nous connaissons. C'est eux qui importèrent à Babylone l'écriture cunéiforme, en même temps qu'un de leurs rameaux allait poser chez les Miao-Tseu les premières assises de la civilisation chinoise. La critique artistique a signalé un élément touranien dans les primitives conceptions plastiques des peuples européens; et l'on ne peut s'empêcher, à tort ou à raison, de rapprocher tous ces faits des curieux travaux d'art que les Tour-

tiens de l'âge du renne ébauchaient dans les cavernes de la France, aux temps quaternaires.

Il n'est donc pas impossible que les Touraniens aient connu le bronze avant les Aryens ou les peuples chamitiques. Mais à moins qu'ils n'aient directement propagé ce métal en Europe par les pays du Nord, il n'est pas nécessaire d'en aller chercher l'origine aussi loin. En effet, ce n'est que 1,800 ans ou 2,000 ans au plus avant notre ère, que le bronze fit son apparition dans l'extrême Occident.

Or, dès cette époque, la Géorgie et la Circassie étaient déjà des centres d'exploitation métallurgique. C'est de là que les peuples des bords de l'Euphrate tiraient la plus grande partie de leur bronze, et les Égyptiens eux-mêmes, avant qu'on ne connût les mines des Indes et de Ceylan, recevaient aussi leurs métaux du Caucase. Il ne serait donc pas impossible que le bronze nous fût venu de ce point.

Que la métallurgie primitive nous ait été, dès le principe, transmise d'un centre unique, cela paraît assez vraisemblable, lorsque l'on considère l'uniformité des types d'armes ou d'instruments de la première époque du bronze, répandus sur toute la surface de l'Europe. J'ai eu l'occasion, par exemple, de signaler ailleurs l'air incontestable de parenté qui établit un lien probable de filiation entre certains instruments des anciens Égyptiens et les mêmes objets appartenant à l'âge du bronze européen. Mais il ne faudrait pas en conclure cependant que les Égyptiens aient exercé directement leur influence sur l'Europe occidentale. Les habitants de la vallée du Nil étaient avant tout consommateurs et produisaient peu pour l'exportation. Si leur civilisation a rayonné au loin, c'est par l'intermédiaire de peuples commerçants et navigateurs qui s'en firent les propagateurs. Dès le seizième ou le dix-septième siècle, on trouve les rivages de la Méditerranée occupés par des populations aryo-pélasgiques qui, parties du berceau commun de la race aryenne, s'étaient avancées à l'occident par les côtes de la mer Caspienne, l'Helléspont et l'Asie Mineure. La critique historique croit pouvoir distinguer, au milieu des traditions assez confuses que nous ont léguées ces âges lointains, plusieurs grandes émigrations successives accomplies soit par terre, soit par mer. Les Pélasges formèrent des nations puissantes qui couvrirent de leurs barques la Méditerranée et ne cessèrent d'entretenir des relations avec l'Orient, à une époque où les Phéniciens, ces grands navigateurs de l'antiquité, faisaient à peine leurs premiers essais de cabotage sur les côtes de Syrie ou d'Égypte. Ces peuples pélasgiques eurent certainement une influence considérable sur le développement de l'industrie à l'âge de bronze, en Europe. Non-seulement ils pouvaient, par la mer Noire, aller chercher le bronze du Caucase et le transporter manufacturé sur tous les rivages de la Médi-

terranée, mais ils durent s'inspirer des arts assyrio-égyptiens, se faire fabricants à leur tour, et jeter dans la circulation des types différents de ceux que produisaient les ateliers indigènes de l'intérieur des terres. Une inscription recueillie à Karnak par M. Mariette et lue par M. de Rougé, nous apporte des révélations aussi curieuses qu'inattendues sur la puissance des nations pélasgiques au quatorzième siècle. Il y est en effet question d'une descente opérée en Égypte sous le règne de Menephtah, fils de Ramsès II, de la dix-neuvième dynastie, par des peuples « venus des îles et régions de la mer, » parmi lesquels on retrouve les noms des Lybiens, des Sardes, des Sicules, des Achéens, des Laconiens, des Lyciens et des Étrusques.

À partir du treizième et du quatorzième siècle, la puissance maritime et commerciale des Phéniciens se développe en Occident. L'industrie du bronze était alors très-importante déjà chez eux. Dès cette époque et antérieurement, ils connaissaient probablement aussi le fer, par suite de leurs rapports avec l'Assyrie et l'Égypte. Or il est historiquement établi qu'ils firent un grand commerce d'objets de bronze avec les peuples européens. Ils durent aussi leur apporter le fer, qui ne paraît pas avoir été connu en Occident beaucoup avant le treizième siècle.

Les faits connus viennent à l'appui de ces aperçus, et la civilisation de l'âge de bronze en Europe paraît avoir passé par trois phases successives. La phase primitive correspondrait à la dispersion des premiers types par voie d'échange ou autrement, à partir d'un centre probablement unique et qu'il faut placer sur les confins de l'Asie. Ensuite, les Pélasges avaient introduit des types nouveaux fortement empreints du caractère propre de leur race et des influences qu'elle recevait d'Orient. Enfin, les Étrusques et les Phéniciens seraient intervenus à leur tour sur la scène européenne à l'époque qui fait la transition entre l'âge de bronze et l'âge du fer.

Le congrès d'archéologie préhistorique qui s'est tenu il y a un an à Bologne, a jeté les plus vives clartés sur cette question, en démontrant, preuves en mains, que l'Italie du Nord fut un centre de dispersion à la seconde époque du bronze, ainsi qu'à la troisième, qu'on appelle aussi le premier âge du fer. Les objets recueillis en grand nombre dans les riches stations d'Italie, connues sous le nom de terramares, et dans les antiques nécropoles, comparés à ceux que l'on conserve dans les différentes collections européennes, ne peuvent laisser aucun doute à ce sujet. Les fouilles opérées en Italie ont permis de connaître exactement les produits de la civilisation étrusque et d'en faire comme un jalon posé à l'aurore des temps historiques. Du même coup on a pu suivre la dispersion de ces produits en Eu-

rope, et former une catégorie distincte de ce qui se rapporte aux temps immédiatement antérieurs et à la période pélasgique. Ces types et ces jalons, dont on doit la connaissance aux beaux travaux de MM. Gozzadini, Capellini, Stoppani, de Rossi, Nicolucci, Pigorini, etc., peuvent servir très-utilement pour la connaissance et le classement des antiquités de l'âge de bronze ; mais il est important d'y ajouter un dernier élément de critique. En effet, aux influences étrangères, pélasgiques, étrusques et phéniciennes, sont venues se joindre des influences locales qui, imprimant à chaque petit centre de civilisation une physionomie particulière, ont donné aux industries indigènes leur caractère spécial. Les ateliers métallurgiques étaient, dès cette époque, très-nombreux en Europe, et tout en adoptant dans leur ensemble certains types étrangers, ils les modifiaient dans les détails, selon les goûts et les besoins du pays.

C'est à partir du moment où le premier métal, bronze ou fer, fait son apparition, que commence pour chaque peuple une ère nouvelle, et que prend véritablement fin la barbarie primitive. Généralement, le fer ne fut connu que longtemps après le bronze. Mais l'âge de bronze peut néanmoins faire défaut sur certains points, et, par exemple, les Néo-Calédoniens passeront de l'âge de pierre à l'âge de fer sans intermédiaire. En Europe, les temps historiques commencent avec le premier âge du fer, et la tradition se taisait si bien sur les âges antérieurs, que nous les ignorerions encore sans les trouvailles des dernières années. C'est assurément là un grand résultat ; car, non-seulement il nous fait connaître des phases ignorées de l'industrie humaine, mais il nous laisse pressentir de nouvelles découvertes, bien plus importantes, en ce qui concerne les migrations des peuples et la composition ethnique de la vieille Europe. Par la comparaison des produits retrouvés en divers lieux, ainsi que des mœurs et des coutumes qu'ils révèlent, on arrivera certainement à rétablir un grand nombre des liens qui nous manquent pour reconstituer la filiation des populations primitives. De plus, ces connaissances nouvelles jettent de vives lumières sur des coutumes ou des traditions restées inexplicables jusqu'ici, parce que leur origine se perdait dans la nuit des temps. Ainsi, les autels en pierres brutes et vierges des atteintes du fer, qu'élevaient les Hébreux, et leurs couteaux de circoncision en silex, apparaissent comme un souvenir de l'âge de pierre. L'usage exclusif d'instruments de bronze dans les cérémonies du culte chez les anciens Romains, nous permet, comme l'a fait remarquer fort à propos M. Michel de Rossi, de rapporter l'origine de ces cérémonies à l'âge du bronze. Beaucoup d'histoires et de légendes mythologiques, et notamment celles qui concernent les animaux monstrueux de la fable, peuvent également s'expliquer par

un vague et lointain souvenir des temps primitifs. L'archéologue, s'élevant à des considérations d'un ordre supérieur, est parfois conduit à apprécier des faits qui se rattachent étroitement à l'état moral ou religieux des populations anciennes. On sait, par exemple, quelle influence profonde les croyances religieuses d'un peuple ont toujours eu sur ses coutumes funéraires. L'étude des tombeaux et des nécropoles est donc une source féconde de renseignements. Les sauvages de l'âge de pierre enterraient leurs morts dans le fond des huttes, dans des grottes ou sous de rudes mausolées en pierres brutes. A l'âge du bronze, un changement s'opère et l'on voit apparaître l'usage de brûler les corps. C'est bien vraisemblablement l'indice d'une révolution religieuse, peut-être de croyances nouvelles, amenées par des perturbations ethniques que nous ignorons, mais dont nous voyons les effets. Les livres védiques nous font assister à des transformations analogues parmi les Aryens. Primitivement ils enterraient leurs morts ; plus tard, ils prirent l'habitude de les brûler. Certaines hymnes du *Rig-Véda*¹ font clairement allusion à ces deux coutumes. A l'époque du fer, les Européens pratiquèrent de nouveau l'ensevelissement, dont l'usage se maintint chez les Gaulois, concurremment avec l'incinération, sans qu'il soit encore possible de savoir quelle était la cause déterminante de l'un ou de l'autre cérémonial. L'habitude de brûler les corps nous a privés à peu près complètement de renseignements anthropologiques sur les populations de l'âge de bronze, et il faut passer à l'époque suivante pour reprendre la suite de la série interrompue. Plus que jamais le type aryen se révèle de tous les côtés, modifié suivant les races, et plus ou moins mêlé au vieux sang mongoloïde.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur une série d'antiquités de l'âge de bronze pour constater qu'un progrès considérable s'est accompli depuis l'époque de la pierre polie. L'emploi d'un métal pour la confection des instruments de tout genre permet d'en multiplier les types et d'en varier la forme suivant les besoins d'une société déjà remarquablement organisée. On ne se contente plus d'avoir de bonnes armes et de bons outils. Le sentiment artistique se révèle par tout un système d'ornementation plus ou moins étudiée dans sa simplicité primitive. Chaque groupe de population imprime à ses produits un cachet et un style particuliers qui permettent de les reconnaître et d'en déterminer la provenance. Nous sommes loin de l'âge de pierre, qui semait des types si uniformes d'un bout du monde à l'autre. A mesure qu'on descend le cours des siècles ou qu'on suit les étapes de la civilisation, on voit se dessiner et se caractériser le

¹ *Rig-Véda*, traduct. Langlois, t. IV, p. 156 et 160.

génie propre de chaque race. A l'âge de bronze, le besoin de luxe et de confortable s'éveille sous toutes les formes. Des étoffes tissées au métier, plus souples et plus élégantes, sinon plus chaudes, que les fourrures, remplacent dans le costume les peaux de bêtes ; l'or et la verroterie entrent dans la circulation : des bracelets, des agrafes, des boucles d'oreilles et de ceinture, de longues et belles épingles à cheveux, des pendeloques et des chaînettes, très-variées de forme, attestent une recherche dans la toilette inconnue jusque-là. Les stations lacustres de la Suisse et de la Savoie, les terramares d'Italie, de nombreuses stations de terre ferme et surtout les tombeaux, ont enrichi les musées de documents très-importants, qui s'augmentent tous les jours. En sorte que, dans un temps prochain, on sera en possession d'éléments suffisants pour faire une étude comparée et complète des produits de l'âge de bronze et de la marche de l'industrie en Europe pendant cette période.

Si la connaissance du bronze fut un progrès, l'introduction du fer en Occident fut véritablement le point de départ de la civilisation. Non-seulement l'industrie reçoit son complément par l'emploi de cet indispensable auxiliaire, mais la société s'organise et un progrès moral très-sensible correspond au progrès matériel. L'heure du réveil a sonné pour les vieilles populations aryennes de l'extrême Europe ; les barrières de la barbarie sont renversées, et la lumière arrive de tous les côtés à la fois. La famille, le clan, la tribu, la peuplade ont constitué tour à tour autant de groupes de plus en plus importants, et les grandes nationalités surgissent enfin, par suite de la fusion et de l'agrégation de ces éléments divers. Nous entrons dans les temps historiques. Les Grecs d'Homère et les Romains, sous les rois, ne faisaient que toucher à ce premier âge du fer. Le bronze était encore parmi eux d'un usage vulgaire. On l'employait spécialement pour la fabrication des outils et des armes, réservant le fer, beaucoup plus rare et par conséquent plus précieux, pour les objets de luxe ou de parure. On le donnait en prix aux jeux olympiques. Cette période de transition est particulièrement intéressante à étudier, soit en Grèce, soit surtout en Italie, parce qu'elle s'éclaire déjà des premières lueurs de l'histoire, et qu'on risque moins de s'y égarer dans le champ obscur des hypothèses. Que n'en peut-on dire autant des autres contrées européennes, plongées pour de longs siècles encore dans les ténèbres de la barbarie.

III

Le rapide examen qui précède a, nous l'espérons, suffisamment éclairé l'esprit du lecteur pour qu'il nous soit permis de conclure.

Sur tous les faits que nous venons d'exposer il règne assurément encore beaucoup d'obscurité; mais quelques points du tableau brillent déjà de lumières assez vives, et l'on est en droit d'espérer pour un temps prochain des résultats plus complets. Dès maintenant, les faits véritablement acquis à la science se résument à ceci : l'homme est très-ancien dans l'Europe occidentale, plus ancien qu'on ne le croyait généralement, puisqu'il a vécu en même temps que les grands mammifères de l'époque quaternaire. Cette race humaine primitive, assurément très-inférieure, comme type et comme degré de culture, à celles qui suivirent, était *égale au moins aux races les plus déshéritées de l'époque actuelle*. C'étaient donc des *hommes*, dans toute l'acception du mot. Un progrès industriel constant s'est produit depuis l'âge du mammouth jusqu'aux temps historiques, et l'on est pleinement autorisé par les faits connus à admettre pour l'Europe les divisions proposées par les archéologues. Il est certain qu'il fut un temps où l'on ignorait dans nos contrées l'usage des métaux, et qu'elles ont eu leur âge de pierre. Il est également certain que le bronze y fut connu avant le fer, et qu'on est autorisé, par conséquent, à créer une période industrielle sous le nom d'âge de bronze. Il me paraît enfin non moins démontré que ces progrès ne furent pas le résultat du développement spontané des races européennes : les lumières leur vinrent d'ailleurs. Certaines lacunes, certaines apparitions subites de substances et d'industries nouvelles, accusent des révolutions et des relations ethniques encore fort obscures, mais qu'on peut espérer connaître un jour.

Aller au delà de ces considérations générales serait entrer dans le champ des hypothèses. Je crois cependant qu'on est dès maintenant autorisé à admettre que la race de l'époque du mammouth n'était pas la même que celle de l'époque de la pierre polie, ni des temps suivants. Il me semble aussi qu'on peut penser, sans témérité, que les Aryens firent leur première apparition en Occident au plus tôt vers l'âge de la pierre polie.

Voilà les faits. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer? Comment devons-nous les interpréter? Est-il possible, dès maintenant, d'en déduire scientifiquement une loi nouvelle du développement de l'humanité, comme se croient autorisés à le faire certains au-

teurs? La tradition est-elle attaquée, l'autorité de la Bible compromise? Je ne le pense pas. En effet, nos travaux ne portent guère que sur l'Europe, qui n'est guère qu'une très-petite partie du monde habité. De plus, si nous cherchons à remonter la filiation des races ou des industries humaines, tout nous conduit bien loin de l'Europe : tout gravite vers l'Orient et va se perdre dans les profondeurs de l'Asie, encore inexplorée. Tant que nous ne connaissons pas l'Asie comme nous connaissons l'Europe, nous ne pourrions asseoir que des conclusions provisoires et très-réservées sur toutes ces questions. Il n'est pas prouvé que l'homme quaternaire européen soit l'homme primitif, et rien ne permet d'affirmer que la barbarie de l'âge du grand ours ou du mammoth soit une des phases *normales* du développement général de l'humanité. La race européenne quaternaire était peut-être, *par rapport à des races contemporaines plus civilisées*, ce que sont aujourd'hui les Australiens ou les Néo-Calédoniens par rapport aux Européens. Je dois ajouter cependant que les faits observés en Asie, en Afrique, et ailleurs, ne permettent pas de douter qu'un grand nombre de régions aient eu leur âge de pierre, à peu près comme l'Europe. Plusieurs voyageurs ont pu visiter aux environs de Bethléem, sous la conduite de M. l'abbé Morétain, curé de Beth-Saour, de très-curieuses stations, offrant les caractères incontestables de l'âge de la pierre polie. En Égypte, sur les hauts plateaux de la vallée du Nil, ou sous les alluvions modernes du fleuve, j'ai recueilli, en compagnie de M. le vicomte de Murard, des couteaux en silex, des racloirs et une hachette polie, offrant des types identiques à ceux d'Europe. Sont-ce les traces d'une industrie préhistorique antérieure à l'antique civilisation égyptienne? Les apparences et les analogies porteraient à le croire ; aussi ai-je conclu dans ce sens avec toutes les réserves que comporte la question, et en faisant appel à une vérification ultérieure. Ce fait, bien démontré, aurait en effet trop d'importance dans l'étude des origines, pour qu'il soit permis de rien affirmer prématurément. Mais ce que je puis dès maintenant donner pour certain, c'est que, de l'avis de tous les hommes compétents, ces instruments en silex, taillés ou polis, à quelque âge qu'on les rapporte d'ailleurs, offrent les traces d'un travail humain parfaitement caractérisé, que des esprits prévenus ou ignorants peuvent seuls contester. J'ajouterai que nous manquons absolument d'éléments d'appréciation pour classer chronologiquement ces restes de l'âge de pierre en Asie et en Afrique, par rapport aux objets similaires recueillis en Europe. Je le répète donc, le moment n'est pas venu d'établir des théories générales, puisque nous n'avons que des groupes de faits isolés, et dont il est impossible de saisir l'enchaînement et la concordance.

Aussi me paraît-il prudent de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire tous les magnifiques systèmes éclos récemment autour de ces questions d'origine. Chaque fois qu'un fait nouveau vient à se produire dans la science, il arrive infailliblement que les adeptes des différentes doctrines philosophiques s'en emparent, pour en faire un argument en faveur de leurs idées. « C'est une chose curieuse, écrivait Cuvier dans un rapport à l'Académie des sciences sur le livre d'André de Gy, *la Structure de la terre*, de voir les auteurs des systèmes à l'affût des découvertes que font les observateurs, prompts à s'en emparer, à les arranger à leurs idées. Heureusement, ces châteaux aériens s'évaporent comme de vaines apparences; ils s'évaporent sans doute, mais ce n'est pas sans effort. » Que les savants dignes de ce nom parviennent à dissiper la fâcheuse impression qui en résulte. Beaucoup d'esprits droits, plutôt qu'éclairés, ne sachant démêler le vrai du faux, et poussés par une défiance que justifient les abus des hommes à systèmes dont parle Cuvier, rejettent à la fois le fait vrai et les déductions erronées qu'on en a tirées, les confondant dans la même réprobation, par crainte de se laisser égarer. Il faut du temps ensuite pour rendre à la vérité son éclat, la dégager des rêveries creuses dont on l'avait obscurcie, et lui assigner la place qu'elle mérite d'occuper parmi les connaissances humaines. Rien n'est plus fatal à la science que les systèmes préconçus. De toutes les nouveautés scientifiques qui ont préoccupé les esprits depuis quelques années, il n'en est peut-être pas qui aient trouvé plus de faveur auprès des hommes à systèmes, que la question préhistorique, et qui, par conséquent, ait soulevé plus d'opposition et même de répugnances de la part des esprits réservés, ennemis de la science d'aventure. A cela rien d'étonnant. Chaque fois qu'on touche à l'homme, à son histoire, à son passé, il n'est pas de problème scientifique qui n'éveille aussitôt des questions d'un ordre moral, philosophique ou religieux. L'occasion se présentant, les sectes philosophiques ne la laissent point échapper, et viennent se jeter dans la mêlée pour y construire leurs châteaux aériens. Ajoutez à cela, que de nos jours, la science, comme la politique, est encombrée de révolutionnaires qui vivent à ses dépens, y cherchent la popularité à tout prix, flattent les idées à la mode, tiennent boutique de nouveautés appropriées au goût du jour, et débitent avec grand tapage de réclames leurs produits frelatés. Pour eux, l'expérience, l'observation, l'analyse minutieuse, le labeur de chaque jour, sont des chemins trop longs. Ils prétendent arriver à la célébrité sans travail et sans étude, par la contradiction, par le renversement de ce qui est. Aussi les voit-on débiter par de grandes et merveilleuses synthèses. Tout cela est fort beau; mais comme un simple petit fait

bien établi fait mieux les affaires de la vraie science ! Malheureusement, les systèmes auront toujours pour les esprits légers, qui composent la grande masse du public, beaucoup plus de séductions que les faits.

Le principal danger des systèmes est de jeter dans la circulation une phraséologie spéciale qui, sous des apparences inoffensives, cache des pièges où se font prendre tous ceux qui ne réfléchissent pas, et le nombre en est grand. C'est ce que Montaigne appelait la grande *piperie* des mots. Ainsi toutes ces expressions : âge de pierre, temps préhistoriques, race primitive, développement progressif, qui appartiennent au nouveau vocabulaire archéologique, n'auraient jamais dû y entrer, parce qu'elles prêtent à l'équivoque. Aussi ne faut-il les accepter que sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire en les définissant comme je viens de le faire et en les dépouillant de leur sens abusif. Ces locutions ne s'appliquent point à l'humanité considérée dans son ensemble, à travers le temps et l'espace ; mais simplement à des races et à des localités déterminées, avec un sens restreint.

Je ne puis ni ne dois passer sous silence, en finissant, une question fort délicate qui s'impose à l'esprit et sur laquelle, d'ailleurs, on a recueilli déjà un certain nombre de données positives. Nous avons suivi le développement progressif des industries européennes en leur assignant leur situation relative dans le temps. Est-il possible d'aller plus loin et de dater chronologiquement les grandes époques préhistoriques ? Je ne puis entrer ici dans beaucoup de détails, mais je vais chercher à faire comprendre quels sont les éléments et les *difficultés* de la question.

J'ai dit précédemment que la berge d'un fleuve était comme un vaste musée, où les produits industriels de différents âges se trouveraient classés comme dans les tiroirs d'une collection, les plus anciens étant les plus profondément enfouis. Les fleuves, en effet, par le travail incessant de leurs eaux, apportent et déposent, sur certains points de leur vallée, des sables ou des limons d'inondations dont l'épaisseur croît avec le temps. Dans certains cas, où ces dépôts sont le produit d'inondations périodiques, comme sur les bords du Nil, par exemple, il est possible de les considérer comme une véritable échelle chronométrique. Étant connue en effet, la moyenne des dépôts effectués en dix ans, il est clair que dans l'espace de cent années, *toutes choses restant égales d'ailleurs*, la puissance ou l'épaisseur des dépôts aura décuplé. Or je suppose que dans la berge d'un fleuve on constate que des objets de l'époque romaine, datant des premiers siècles de notre ère, soient enfouis régulièrement à un mètre de profondeur, on pourra en déduire que dans l'espace de 1,500 à 1,800 ans le fleuve a déposé un mètre de

limon. Voilà notre unité chronologique trouvée. Que nous venions à rencontrer des objets enfouis à deux, trois ou quatre mètres, nous serons autorisés à leur assigner un âge proportionnel, c'est-à-dire de 3,000 à 7,200 ans.

Le cas que je viens de supposer s'est réalisé plusieurs fois sur des points très-différents. Il n'y a pas que les alluvions des fleuves qui aient fourni des données de cette nature. Tous les effets résultant de causes permanentes et régulières, les atterrissements des fleuves à leur embouchure, les oscillations du sol, les soulèvements ou les abaissements des cotes, les formations stalagmitiques des grottes, peuvent être interprétés dans le même sens. Les observations accomplies jusqu'à ce jour ont permis d'établir quelques dates *approximatives* qui concordent d'une façon assez remarquable, d'après lesquelles l'âge de bronze, dans l'Europe occidentale, aurait commencé vers l'an 1,800 ou 2,000 ans avant Jésus-Christ, tandis que l'âge de la pierre polie atteindrait une antiquité de quatre ou cinq mille ans avant notre ère. On n'a pas trouvé encore de termes d'évaluations pour les âges de la pierre taillée; mais il faudrait, si les chiffres qui précèdent sont exacts, leur assigner un minimum de 8 à 10,000 ans. Sur ce point encore l'imagination s'est donnée belle carrière. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin? quelques zéros de plus et voilà l'humanité vieillie au nom de la science de quelques centaines de mille ans!

La science ne démontre rien de pareil; elle ne dédaigne point assurément des tentatives d'évaluations chronologiques par la géologie, parce que c'est une voie nouvelle et que toute voie doit être explorée, mais les chiffres proposés jusqu'à présent n'ont *aucune valeur absolue*: ils sont basés sur un trop petit nombre d'observations, et, de plus, *les phénomènes géologiques n'étant pas soumis à des causes régulièrement constantes, ces phénomènes peuvent, dans des temps égaux, varier d'intensité dans des proportions considérables.*

Quoi qu'il en soit, un grand nombre de géologues très-sincères admettent sans difficulté, en présence des phénomènes qui se sont accomplis à la surface du globe, depuis que l'homme y a laissé ses traces, qu'il y a lieu d'étendre notablement le vieux cadre chronologique. Quand, en effet, on a présents à l'esprit les changements énormes survenus dans la topographie des vallées, les accumulations de matériaux produites sur certains points, toute cette longue période glaciaire et diluvienne dont on retrouve les traces partout, la transformation de la faune et de la flore européennes, quand on compare ces effets immenses aux modifications à peu près insignifiantes survenues depuis les temps historiques, on est saisi d'étonnement, et sans remonter plus haut que l'homme quaternaire on comprend, si l'on est géologue, la difficulté de renfermer tout cela dan

une période de cinq à six mille ans. La géologie n'est pas seule aux prises avec cette difficulté chronologique. Toutes les sciences signalent la disproportion qui existe entre l'ampleur des phénomènes, objets de leurs investigations, et la brièveté du temps supposé pour leur accomplissement.

L'astronomie essaye des calculs sur l'évolution des climats à la surface du globe, qui ne sont point en désaccord avec ceux des géologues; les philologues réclament du temps, et beaucoup de temps, pour expliquer la genèse des langues humaines; les naturalistes invoquent l'action des siècles pour rendre compte des variations des races humaines ou animales, en démontrant que depuis les temps historiques elles n'ont pas notablement changé; la chronologie égyptienne de Manéthon, si longtemps tenue en suspicion, prend tous les jours plus d'autorité à mesure que l'étude des monuments s'achève et se complète. Il est impossible de ne pas tenir compte de ces coïncidences, et le hasard seul ne peut pas faire que par suite d'une erreur commune, des sciences tout à fait étrangères à la géologie, arrivent par des voies absolument distinctes à des résultats analogues.

L'opposition que l'on fait à l'extension de la chronologie a pour origine un scrupule très-respectable assurément, mais qui nous paraît mal justifié, et que nous allons examiner. A une époque où la science n'avait pas encore à se prononcer sur cette question, la chronologie biblique avait tous les caractères d'autorité suffisants pour être acceptée sans contestation à défaut d'autre. Au temps où nous sommes, la situation est changée. En face des doutes de la science, il y a lieu d'examiner la valeur de la chronologie ancienne; et si nous nous enquerons de l'opinion des théologiens les plus autorisés, ils nous répondent tous qu'il n'y a pas à proprement parler de chronologie biblique, mais des systèmes fort différents les uns des autres, et *sans aucun caractère dogmatique*, ce qui nous met fort à l'aise pour la discussion. « S'arrêter à de pareilles questions, écrivait saint Jérôme¹, à propos des recherches des chronologistes relatives aux faits bibliques, c'est moins le propre d'un homme studieux que d'un oisif. » Saint Augustin se prononce dans le même sens, en parlant de la négligence avec laquelle les dates sont écrites quand elles n'éveillent pas l'attention sur une vérité d'une utilité évidente². Le P. Pétau avoue qu'on ne peut connaître que par conjectures les années qui se sont écoulées depuis le commencement du monde jusqu'à l'ère chrétienne, parce que l'Écriture, qui est le seul endroit d'où l'on puisse tirer cette connaissance ne marque pas exactement le temps.

¹ Hieron. Epist. ad Vitalem.

² August. *De civitate Dei*, lib. XV, cap. xiiii.

LA BIBLE EST DONC HORS DE CAUSE. Elle demeure inattaquée et inattaquable quoiqu'on veuille tenter pour l'attirer sur le terrain de la controverse. M. l'abbé Lambert a récemment développé ces idées dans un excellent livre où il est beaucoup question des temps préhistoriques à propos du déluge mosaïque¹. Le savant théologien montre que la Bible, n'étant point destinée à nous fournir un enseignement scientifique, mais seulement à établir parmi les hommes les bases du dogme et de la morale, il reste dans le récit inspiré de Moïse un grand nombre de points obscurs que la science est légitimement en droit d'éclaircir sans crainte de se heurter à des contradictions entre la voix de la nature et la voix de Dieu qui sont même chose. « Moïse, dit M. l'abbé Lambert, n'a pas voulu établir une chronologie exacte et méthodique des faits. Ce sont les hommes qui, supputant mathématiquement les générations énumérées par l'auteur sacré, ont supposé que le nombre de ces générations était exact, qu'il n'y en avait aucune d'omise et qui, ainsi, sont arrivés à établir une table systématique de chronologie accueillie et adoptée par tous leurs successeurs... Si donc Moïse n'a pas été l'auteur du tableau chronologique, ce système, œuvre des hommes, n'est pas de foi ; rien ne nous oblige à incliner notre croyance, et on peut même, sans témérité, le considérer comme erroné. Admettons comme de foi ce qui est de foi, et ne faisons pas à notre gré, par un mélange téméraire, une confusion imprudente des choses divines et des choses humaines, au gré de notre vanité. »

Il ne m'appartient pas d'intervenir dans une question de cette nature. J'ai cru simplement devoir citer ces paroles autorisées pour répondre à certains scrupules et montrer que pas plus sur la question chronologique que sur la question archéologique, il ne peut y avoir conflit entre la science préhistorique, la Bible et la théologie catholique. Assurément les œuvres humaines elles-mêmes ont droit à notre respect quand elles ont reçu la consécration du temps et l'adhésion de générations nombreuses, et ce n'est pas sans des raisons très-graves qu'il faut y toucher. Or je crois, avec beaucoup d'érudits plus compétents que moi, qu'en ce qui concerne cette question de chronologie, les raisons les plus graves existent pour autoriser la science à éprouver la solidité du vieil édifice. D'ailleurs, quoi qu'on fasse ou qu'on dise, l'enquête est ouverte et la question posée. Il serait maintenant aussi téméraire de l'éluder que de la résoudre prématurément, si tant est qu'elle puisse être jamais résolue d'une façon satisfaisante.

ADRIEN ARCELIN.

¹ *Le déluge mosaïque*, par M. l'abbé Lambert, docteur en théologie, p. 166-

MADAME RÉCAMIER

Souvenirs et correspondances tirés des papiers de madame Récamier. 2 vol. in-8°. — Madame Récamier, les amis de sa jeunesse et sa correspondance intime. 1 vol. in-8°. Michel Lévy.

Des deux plaisirs d'esprit réservés à la vieillesse, se souvenir et prévoir, il en est un que notre temps ne comporte plus. L'horizon est si sombre, les fantômes qui le peuplent se révèlent sous des formes si menaçantes ou si étranges, qu'on ne cherche guère aujourd'hui pour ses tristesses, de délassement dans les prévisions de l'avenir. Aussi nous rejetons-nous avec une ardeur, trop bien expliquée par nos mécomptes, vers un passé dans lequel la Providence voulut accumuler toutes les gloires de la guerre et de la paix, comme pour rendre plus amère la coupe qu'elle nous condamne à épuiser. Aucune période historique ne fut en effet, plus féconde dans sa perpétuelle mobilité, que le demi-siècle ouvert par le consulat et terminé par la bourrasque du 24 février 1848. C'est tout d'abord une suite de triomphes militaires remportés par la nation devant laquelle semble se taire le monde ; puis, après que la France, devenue contre l'Europe l'instrument passif d'une ambition toute personnelle, a payé sa dette à la justice de Dieu et des hommes, c'est une série d'entreprises pacifiques qui l'élèvent, dans l'opinion des peuples, au-dessus du point où l'avaient portée ses victoires. Sous l'influence d'institutions libres, appuyées sur des pouvoirs réguliers, le génie national s'épanouit dans une floraison magnifique : aux chefs de ces armées, si longtemps invincibles, succèdent des chefs de parti et des chefs d'école dont les noms, répétés par tous les échos, ne tardent pas à remplir le monde. Jamais transformation ne fut plus complète dans les idées et dans les hommes ; jamais pays ne constata, par des

preuves plus irrécusables, la diversité de ses aptitudes et son indestructible vitalité.

Sur cette scène, où chaque année amène des personnages et des incidents nouveaux, il s'est rencontré un centre d'influence à peu près immuable au milieu des révolutions, mystérieuse oasis vers laquelle se dirigent tour à tour les acteurs qui ont achevé leur rôle et ceux qui se préparent à le commencer. Ce n'est donc ni sans profit ni sans plaisir qu'on pénètre dans ce champ d'asile ouvert aux vaincus de toutes les causes, terrain neutre sur lequel aucune opinion ne parvient à planter son drapeau, mais où les antagonistes les plus ardents se retrouvent sans colère, comme si les passions les plus implacables se fussent apaisées en présence de la douce initiatrice dont la main semblait porter le rameau d'or.

Une personne qui ne fut ni reine ni favorite, ni femme de lettres ni femme d'intrigue, que nul n'accusa d'ambition, quoiqu'elle vécût entourée des ministres du jour comme de ceux du lendemain, et qu'on savait irréprochable dans sa conduite, au milieu de tous les enivrements auxquels elle semblait se laisser aller, eut à ses pieds, durant cinquante ans, l'élite des hommes politiques et de la société mondaine. Après avoir passé pour la femme la plus élégante de l'Europe, elle vit s'affermir sa puissance sur ses plus illustres contemporains lorsqu'elle eut perdu le lustre de la fortune, et que l'âge eut projeté des ombres sur sa beauté; et s'il est une assertion que ne contestera aucun d'entre ceux qui ont eu l'honneur de connaître madame Récamier à cette époque, c'est que l'hiver de sa vie a dépassé l'éclat de son radieux printemps.

Cette exception à l'ordre naturel des choses, qui ne s'est rencontrée dans l'histoire d'aucune autre femme, présente une sorte de problème sur lequel il n'est pas hors de propos de s'arrêter quelques moments. Je saisis donc, pour parler de cette noble personne à ceux qui ne l'ont point connue, la publication récente d'un nouveau volume de correspondances, que madame Lenormant, sa fille d'adoption, vient d'encadrer de la manière la plus heureuse dans la charmante histoire où elle occupa elle-même une si grande place.

Née dans cette grave bourgeoisie lyonnaise, à laquelle M. Sainte-Beuve attribue un tour d'esprit particulier, mademoiselle Juliette Bernard participa tout au moins à ce génie du terroir par un dévouement inépuisable pour tous ses concitoyens. Camille Jordan, Lemon-
tey, Dugas-Monthel, Degérando, Ballanche, et plus tard J.-J. Ampère, cet ami des dernières années dont l'attachement passionné revêtit d'une seconde jeunesse la femme à laquelle il consacra sa vie, toutes ces figures se succèdent dans la longue carrière de ma-

dame Récamier, comme les anneaux d'une chaîne d'acier fortement rivée aux quais du Rhône.

Fixée à Paris avec sa famille, fort peu de temps avant la Révolution de 1789, Juliette, alors âgée de douze ans, fut admise en curieuse, avec sa mère, au grand couvert du roi, à Versailles. A la veille de l'invasion de son palais, un dernier sourire de Marie-Antoinette s'arrêta sur la belle enfant qui contemplait, avec l'étonnement de son âge, ces magnificences assombries déjà par l'orage, et la reine la fit introduire dans ses appartements afin de comparer sa taille à celle de Madame Royale, qui était à peu près du même âge. Étrange jeu de la fortune, douloureux rapprochement opéré par le hasard, entre la fille des rois, qu'attendait une couronne d'épines, et l'enfant obscure, sous les pas de laquelle allaient éclore toutes les fleurs !

Au plus fort de la Terreur, cette jeune fille, à peine sortie de l'adolescence, devint l'épouse d'un honorable ami de sa famille, qui avait près de trois fois son âge. Ce fut sans répugnance comme sans hésitation qu'elle unit son sort à celui de M. Récamier. Ayant elle-même de la fortune, elle l'épousa de son plein gré, non parce qu'il était un fort riche banquier, mais parce que, très-bon et très-affectueux pour elle, il avait soigné et quelquefois gâté son enfance ; elle le fit surtout parce qu'elle ne soupçonnait dans le mariage aucun devoir qui pût dépasser la limite de ceux que lui commandait déjà une affection véritable. Cette union, demeurée le grand mystère de la vie de madame Récamier, fut pleinement acceptée, paraît-il, par la déférence de son époux, dans le sens étrange où elle avait été comprise par la naïve ignorance d'une enfant. M. Récamier, heureux de voir luire, sur le couchant de sa vie, les premiers rayons de cet astre charmant, prodigua, sans plainte et sans regret, à celle qui était l'ornement de son foyer, les trésors d'une complaisance paternelle, et ceux d'une fortune dont la perte permit plus tard de constater combien l'âme de sa compagne demeurait supérieure à l'éclat emprunté que lui avait assuré l'opulence.

Après le 9 thermidor, la société française, décimée par l'échafaud et dispersée par l'exil, commença à se reconstituer dans ce pêle-mêle original dont M. de Chateaubriand nous a laissé la description la plus pittoresque et la plus fidèle. M. Récamier ouvrit sa maison à tous les proscrits affamés de revoir la patrie, en même temps qu'à toutes les jeunes renommées qui servaient déjà d'escorte au futur maître du monde. L'Europe diplomatique et la noblesse émigrée retrouvèrent avec bonheur le chemin de Paris ; et des points les plus opposés de l'horizon politique on afflua dans l'hôtel de la rue du Mont-Blanc et dans la fraîche retraite de Clichy, où la reine

de beauté tenait alternativement sa cour. Des noms popularisés par la victoire se mêlaient dans ce cercle d'enthousiastes admirateurs aux plus grands noms de la monarchie, sans qu'une bienveillance parfaitement égale pour tous laissât jamais soupçonner une préférence personnelle, et bien moins encore une préférence de parti. Les parents du premier consul y parurent revêtus de l'auréole attachée à leur naissante fortune, mais sans prendre alors aucun pied dans cette maison, plus accessible au malheur qu'à la puissance. Ce fut seulement après la chute de l'Empire que madame Récamier nona, avec plusieurs membres de la famille Bonaparte, des relations affectueuses qui, sous le gouvernement de la maison de Bourbon, ne surprirent aucun de ses nobles amis, parce qu'ils savaient d'expérience qu'en présence de l'infortune, nulle considération politique ne pouvait arrêter l'élan de son cœur.

L'un des frères de Napoléon osa poursuivre de ses indiscrets hommages la belle jeune femme, dont la situation domestique et la renommée chaque jour plus éclatante parloient à toutes les imaginations en éveillant tous les désirs. Lucien Bonaparte avait alors vingt-cinq ans. violemment épris de madame Récamier, il lui exprima sa passion dans des *Lettres de Roméo*; dont, après les avoir fait lire à son époux, Juliette ne se faisait faute d'amuser sa société intime, à la grande humiliation de l'écrivain. Ces amplifications de rhétorique n'amuseront pas moins les lecteurs des *Souvenirs et correspondances*, car ces lettres d'amour sont curieuses à lire aujourd'hui comme spécimen de la sensibilité déclamatoire mise à la mode par la *Nouvelle Héloïse*. Elles font d'ailleurs peu d'honneur au goût du personnage emphatique et gourmé dont l'indulgence de l'histoire a transformé l'ambition inassouvie en désintéressement républicain.

Dans les salons de la rue du Mont-Blanc se pressaient la plupart des généraux que l'Empire, déjà facile à pressentir, était à la veille de donner pour chefs à la nouvelle féodalité militaire, sous laquelle Napoléon se proposait d'écraser simultanément et la démocratie révolutionnaire et l'aristocratie de naissance. Au premier rang de ces illustrations se faisait remarquer Moreau, d'un cœur trop fier pour aller au-devant du joug déjà préparé, mais d'un esprit beaucoup trop incertain pour se mettre jamais en mesure de le briser. Durant le cours du procès, dont s'émut si vivement l'opinion au commencement de 1804, madame Récamier donna au malheureux vainqueur de Hohenlinden un premier témoignage de cette commisération qui revêtit constamment, chez elle, le caractère d'un entraînement généreux, sans jamais prendre celui d'une solidarité politique. Liée, dès l'enfance, avec la femme du général, elle apprit par celle-ci que Moreau avait éprouvé quelque tristesse en ne l'apercevant pas au nombre

des femmes du monde pressées dans l'enceinte de la salle où se décida le sort de quarante accusés dont dix portèrent, avec Georges Cadoudal, leur tête sur l'échafaud.

« Depuis l'arrestation de son mari, je voyais sans cesse madame Moreau, dit-elle dans un fragment conservé de ses Mémoires. Elle me dit qu'au milieu du public si nombreux qui remplissait la salle de justice, Moreau m'avait cherchée parmi ses amis. Je me fis un devoir d'aller au tribunal le lendemain de cette conversation. Un magistrat, proche parent de M. Récamier, M. Brillat-Savarin me fit entrer par la porte qui s'ouvre sur l'amphithéâtre, en face des accusés dont j'étais séparée par toute la longueur de la salle. D'un regard ému et rapide, je parcourus les rangs de cet amphithéâtre pour y chercher Moreau. Au moment où je relevai mon voile, il me reconnut, se leva et me salua. Je lui rendis son salut avec émotion et respect, et me hâtai de descendre les degrés pour arriver à la place qui m'était destinée... La séance terminée, le magistrat qui m'avait amenée vint me reprendre. Je traversai le parquet du côté opposé à celui par lequel j'étais entrée, en suivant ainsi dans toute leur longueur les gradins des accusés. Moreau descendait en ce moment, suivi de ses deux gendarmes et des autres prisonniers ; il n'était séparé de moi que par une balustrade ; il me dit en passant quelques paroles de remerciement que, dans mon trouble, j'entendis à peine : je compris cependant qu'il me remerciait d'être venue. Cet entretien si fugitif entre deux gendarmes devait être le dernier. Le lendemain, à sept heures du matin, je reçus un message de Cambacérès. Il m'engageait, dans l'intérêt même de Moreau, à ne pas retourner au tribunal. Le premier consul, en lisant le compte rendu de la séance, ayant vu mon nom, avait dit brusquement : « Qu'allait faire là madame Récamier ? »

Lorsque six ans plus tard, l'empereur Napoléon, que la gloire n'avait guéri d'aucune des faiblesses de la vanité, s'abaissait à poursuivre madame de Staël dont le génie refusait de se taire devant le sien ; quand il apprenait la présence à Coppet de la femme qui avait osé venir apporter à Moreau prisonnier la consolation d'un regard compatissant, il répétait à Savary le mot dit à Cambacérès : Qu'est allée faire là madame Récamier ? Mais les principes avaient eu leurs conséquences : prononcé en 1811, le mot de 1804 fut suivi d'un ordre d'exil.

Les tendances très-féminines de l'esprit de madame Récamier la laissaient à peu près étrangère aux luttes dont elle ne s'occupait que pour en recueillir les victimes. Fort éloignée d'une opposition systématique à l'Empire, rare à cette époque, et absolument incompatible avec les intérêts de sa famille, cette jeune femme, sans appui

contre le pouvoir qui l'enlaçait par tant de liens, opposa pourtant à l'offre d'une place de dame du palais, formellement faite au nom de l'empereur, un refus que n'avaient point osé de grandes dames, dont l'adhésion importait, il est vrai, bien davantage à l'orgueil jaloux de la dynastie nouvelle. Ce qui pour la duchesse de Chevreuse eût été un crime aux yeux du maître, ne fut pour la généreuse amie de madame de Staël qu'une mauvaise note de plus.

Mais la position de celle-ci dans le monde en devint encore meilleure. Elle appartenait à cette aristocratie que Dieu fait sans le secours des parchemins, et cette femme sans aïeux se trouva placée partout au premier rang, comme par une sorte de droit naturel. L'attrait d'un accueil affectueux que chacun croyait réservé pour soi seul, quoiqu'il fût à vrai dire le partage un peu banal de tous, fit donc de la maison d'une personne chez laquelle la bienveillance primait encore la beauté, le centre de la haute société française, lorsque celle-ci se releva, à l'ombre du nouvel empire, en se défendant, assez mollement d'ailleurs, de se laisser absorber par lui. De cette époque datent les premières relations de madame Récamier avec MM. Adrien et Mathieu de Montmorency, deux noms que devaient suivre ceux de Ballanche, de Chateaubriand, du duc de Noailles et d'Ampère, sur la liste de ces fortes amitiés auxquelles la mort seule met un terme. M. Mathieu de Montmorency surtout occupa, durant vingt ans, la première place dans un cœur dont son principal souci avait été de protéger la pureté.

Le duc de Montmorency a une page honorable mais fort courte dans l'histoire de son pays. Son passage au ministère des affaires étrangères en 1822, sa présence au congrès de Vérone, la remise de son portefeuille provoquée par quelques hésitations dans la politique de M. de Villèle relativement à l'intervention française en Espagne, une pieuse retraite dans laquelle il s'ensevelit sans regret : enfin l'appel de Dieu venant chercher ce grand chrétien au moment où mêlé, le vendredi saint, à la foule des fidèles, il s'incline pour approcher ses lèvres de la croix du Sauveur, voilà à peu près tout ce que le monde connaît de la vie d'un homme que l'éclat de son nom traîna comme malgré lui sur la scène des affaires publiques.

Cet ascète dont le noble front semble éclairé d'un nimbe, cet homme austère dégagé de toutes les préoccupations mondaines, fut lié pourtant, par l'attachement le plus constant comme le plus tendre, à la femme la plus à la mode de son temps, et durant vingt années cet attachement conserva le caractère d'une tutelle presque jalouse. Aucune mère n'entoura d'une sollicitude plus inquiète l'expérience de son enfant ; aucune ne lui fit mieux comprendre le danger de poursuivre le plaisir avec une sorte d'ardeur fébrile afin

de combler le vide de son cœur. Pour ne point voir se dégarnir les rangs pressés de ses admirateurs en leur ôtant toute espérance, madame Récamier dépensait en petite monnaie le trésor d'une tendresse dont elle était fort résolue à n'accorder l'entière possession à personne. Elle était dès lors conduite à pousser une confiance, fondée sur le seul respect d'elle-même, jusqu'aux limites de la plus dangereuse présomption. Rien n'était en effet plus naturel pour le public que de douter un peu de la solidité d'une vertu qui n'avait subi l'épreuve d'aucun orage, et n'avait eu qu'à se défendre contre l'ennui provoqué par la monotonie des succès et la continuité des mêmes hommages.

« Le phénix, oiseau merveilleux mais solitaire, s'ennuyait beaucoup, dit-on. Il se nourrissait de parfums et vivait dans la région la plus pure de l'air, et sa brillante existence se terminait sur un bûcher de bois odoriférants dont le soleil allumait la flamme. Plus d'une fois sans doute, il envia le sort de la blanche colombe, parce qu'elle avait une compagne semblable à elle. Je ne veux point vous faire meilleure que vous n'êtes ; l'impression que vous produisez, vous la sentez vous-même, et vous vous enivrez des parfums que l'on brûle à vos pieds. »

L'inquiétude exprimée par Ballanche dans ce mythe gracieux, touchait bien davantage encore M. Mathieu de Montmorency. Suivant chaque jour madame Récamier dans le tourbillon de ce monde où toutes les puissances du mal lui semblaient conspirer contre son amie, il était inspiré, et comme obsédé par une seule pensée, conduire la femme condamnée à ne jamais connaître ni les joies de l'épouse ni celles de la mère à se donner à Dieu afin d'échapper à elle-même ; l'amener à retremper dans la pratique des œuvres chrétiennes les enseignements d'une adolescence religieuse sans doute, mais écoulée en pleine désorganisation de l'Église et de la société. Agé de trente-six ans, lorsqu'il se lia avec elle, l'expérience lui avait appris que la coquetterie est une arme encore plus dangereuse pour soi que pour autrui ; il savait, comme tous les hommes qui ont traversé la vie, que la foi est la seule garantie solide pour les devoirs difficiles, et que les vertus naturelles ne sont jamais que des vertus d'occasion.

Cette ardente conviction, exprimée avec une naïveté charmante déborde dans toute la correspondance de M. Mathieu de Montmorency, et les inspirations de la plus suave tendresse y sont associées aux conseils pratiques de la plus solide piété. Ces lettres sont, à mon avis, la partie la plus originale des correspondances réunies dans *Les souvenirs de madame Récamier*, car elles révèlent au public un grand cœur ignoré, et laissent deviner les mœurs étranges de ce temps, où

l'air du Directoire avait commencé à s'épurer dans Paris sous les bénédictions de Pie VII.

Un nom beaucoup plus éclatant sans doute a fourni à cet ouvrage un contingent de lettres plus considérable, mais je doute que celles-ci servent à la renommée de M. de Chateaubriand autant que profiteront certainement à la mémoire du duc de Montmorency ces modestes billets qu'on dirait écrits sur un prie-Dieu, quoiqu'ils soient adressés par un homme marié à une personne du monde dont l'attitude était, à coup sûr, moins innocente que la vie. Se peut-il rien de plus piquant que de tels conseils, donnés chaque matin par le premier baron chrétien, à la femme d'un banquier de la Chaussée-d'Antin au sortir de ces fêtes somptueuses dont elle était toujours, où l'ordonnatrice ou l'ornement ?

Parmi ces nombreuses lettres, j'en prends une à tout hasard pour donner l'idée des autres, car dans cette correspondance la tonique reste la même de 1803 à 1811, et c'est précisément là ce qui en constitue l'originalité :

« Soyez sûre qu'il est impossible de mesurer d'avance les infinies miséricordes de celui à qui vous voulez vous adresser sincèrement, et les changements merveilleux et tout à fait imprévus qu'il opère dans une âme régénérée par une piété vraie. Je compte les jours qui vous séparent encore de cette régénération tant désirée par vos plus vrais amis. Je compte aussi tout bonnement les jours qui se passeront sans vous voir, et j'accepte le rendez-vous de mardi. Permettez-moi de vous rappeler jusque-là les livres que j'ai eu le bonheur de vous prêter. Ne négligez pas d'en lire quelques pages chaque matin. Il me semble que je vous parlai aussi des *Réflexions sur la miséricorde de Dieu*, par madame de la Vallière, qui auraient pour vous le double intérêt des sentiments et de l'auteur. Votre cœur touché s'adresse souvent à Dieu, vous me l'avez dit : conservez cette excellente habitude. J'espère que nos pensées se rencontrent déjà et se rencontreront souvent dans ce chemin. Mon dernier vœu, que vous me pardonneriez, c'est que vous ayez toujours un peu d'ennui de vos soirées, et de bien des personnes qu'on appelle aimables. N'est-ce pas là un souhait bien méchant ? Je ne suis pas sans crainte sur les effets journaliers de cet entourage de futilités qui ne vaut rien pour vous, et vaut bien moins que vous. Quand vous n'avez rien lu de sérieux dans votre journée, que vous avez trouvé à peine quelques moments pour réfléchir, et que vous passez le soir trois ou quatre heures dans une certaine atmosphère, contagieuse de sa nature, vous vous persuadez alors que vos idées ne sont pas arrêtées, qu'il faudrait recommencer un examen, qui doit avoir été fait une fois, et

être ensuite posé comme une base fixe qu'il n'est plus question d'ébranler ; vous vous découragez, vous vous effrayez vous-même. Ah ! je vous supplie, au nom de ma triste et trop personnelle expérience de ne pas vous laisser aller à cette mauvaise disposition. Gardez-vous de reculer, vous en seriez un jour inconsolable. Cela ne suffit même pas : n'avancez pas bien vite, si vous ne vous en sentez pas la force, mais au moins quelques pas en avant. Croyez aux vœux les plus tendres et en même temps aux conseils les plus sages. J'espère que vous n'avez pas oublié la promesse d'une demi-heure par jour de lecture suivie et sérieuse. Ces deux conditions sont indispensables, et celle aussi de quelques moments de prière et de recueillement. Est-ce trop demander pour le plus grand intérêt de la vie, on pourrait dire l'unique ? »

A côté de ce directeur de sa conscience mondaine, aussi doux mais aussi ferme que Fénelon, madame Récamier rencontrait un autre ami d'une clairvoyance non moins sûre. Aux premières années du siècle, Camille Jordan et Mathieu de Montmorency vivaient dans la plus étroite amitié. Rapprochés au début de la révolution par leurs aspirations politiques, et, plus tard, poursuivis par le despotisme impérial, ces deux hommes, éminents à des titres divers, portaient un attachement égal à leur amie commune. Camille Jordan, Lemonney et M. de Laharpe furent auprès de celle-ci les introducteurs naturels des Lyonnais et des gens de lettres ; à côté de M. de Montmorency se faisaient remarquer la plupart des membres de la famille de la Rochefoucauld, mademoiselle d'Osmond, devenue comtesse de Boigne, madame de Chevreuse, à la veille de commencer sa longue agonie, enfin toutes ces grandes existences déjà relevées, sous l'égalité du sabre, par l'indestructible prestige de l'esprit et des souvenirs. Au second plan venait se placer la foule des adorateurs de tous les pays, depuis l'ardent baron de Vogt jusqu'au chevaleresque prince de Prusse, cavaliers servants toujours tenus à une distance égale de la confiance et du désespoir, correspondants empêtrés qu'on ne veut ni encourager ni congédier, et dont les lettres n'ont guère d'autre mérite que celui de conjuguer le verbe aimer à tous ses temps et dans toutes les langues. L'amour est un *vrai recommenceur* ; il y a fort longtemps que le comte de Bussy l'a dit ; mais il a eu soin d'ajouter que cela n'est guère amusant que pour ceux qui recommencent.

Madame Récamier n'était d'ailleurs que la plus brillante planète de ce monde d'élite presque ignoré par le public de l'Empire ; madame de Staël seule en était l'âme. Il gravitait tout entier, comme un humble satellite, autour de l'astre de feu qui lui imprimait le mouvement et la vie. Qu'elle fût établie à Paris ou exilée à Coppet, qu'elle quittât même cette résidence pour aller remplir toutes les ca-

pitales de l'Europe des protestations éloquentes de son génie et de sa passion, l'auteur de *Corinne* dominait, ou par sa conversation ou par ses nombreuses correspondances, cette petite société à part que tourmentaient de vagues aspirations vers la liberté de la pensée humaine, alors indignement opprimée. Madame Récamier n'avait ni les ambitions d'esprit, ni les grandeurs, ni les tristes faiblesses de cette femme illustre, et ne souhaitait rien de ce que sa noble amie poursuivait avec tant d'ardeur. Nature calme et tempérée, trop accoutumée aux succès faciles pour chercher jamais à les emporter de haute lutte, elle poursuivait bien moins dans la conversation le plaisir de la dominer que celui de la suivre en devinant tout à demi-mots. Ayant sur la plupart des questions des convictions trop flottantes pour beaucoup tenir à les faire prévaloir, et se mêlant aux controverses les plus animées autant par le regard que par la voix, elle croyait avoir rempli sa tâche envers ses interlocuteurs lorsqu'elle les laissait, en se séparant d'elle, heureux et satisfaits d'eux-mêmes.

Madame Récamier, que l'admiration avait prédisposée à la tendresse, éprouvait pour madame de Staël un attachement profond qui, selon son invariable habitude, revêtait, au jour du malheur, la forme d'une protestation presque imprudente. Lorsqu'un second arrêt d'exil eût frappé l'auteur de l'*Allemagne* et que la police impériale eût fait mettre au pilon l'œuvre principale de sa vie, madame de Staël vit accourir près d'elle sa douce amie. Elle l'accueillit avec une effusion de larmes, car elle prévint immédiatement l'effet d'une pareille démarche, ne se faisant nulle illusion sur la haine implacable qui la poursuivait jusque dans ses travaux inoffensifs et dans ses plus innocentes amitiés. Cette courte apparition à Coppet était à peine connue que M. Récamier, alors ruiné par un refus de concours de la Banque dans une crise décisive pour ses opérations financières, recevait l'ordre de notifier à sa femme l'interdiction de séjourner à moins de quarante lieues de Paris; odieuse mesure que Napoléon, dont la haute fortune rétrécissait le cœur au lieu de le dilater, maintint, dans toute sa rigueur, durant les quatre années pendant lesquelles la France épuisée de sang attendit encore sa délivrance.

Coppet n'était point un Coblenz : on n'y tramait aucune coalition, on n'y formait aucun projet pour l'invasion du territoire, et les seuls émigrés qui s'y montrassent avaient tous émigré par ordre. Et pourtant, Napoléon qui couchait alors dans les palais de tous les rois de l'Europe, et n'entendait que le bruit de son char de triomphe roulant sans obstacle depuis Lisbonne jusqu'à Berlin, avait sans cesse l'oreille tendue pour écouter ce qui se disait dans ce petit château, au milieu de l'universel silence. Le lendemain de la bataille de

Wagram il s'informait de ce qui se passait sur les bords du lac Léman. C'est que la vie qu'on menait là, quoique ne pouvant en rien menacer sa puissance, était une protestation de la dignité humaine contre l'abaissement général des âmes ; c'était une réserve prise pour le maintien des droits éternels de l'intelligence contre les succès toujours passagers de la force. Le maître de l'Europe redoutait moins les armes de ses ennemis que l'idée dont ce petit coin du monde était alors le centre.

Les *Souvenirs de madame Récamier* sont l'un des livres où se révèlent avec le plus de vérité cette opposition des nobles âmes à l'Empire, résistance rarement signalée par les historiens de Napoléon, tant ce travail de termites semblait alors peu redoutable pour le trône dont il sapait les fondements. La plupart des correspondances adressées à la belle exilée de 1811 à 1814, à Chaumont, à Lyon, en Italie, partout enfin où la conduisit son errante fortune, portent jusque dans les mutilations qu'elles subissent et les voiles sous lesquels la pensée est contrainte de s'envelopper, la trace de cette révoltante oppression, à la veille de n'être plus recouverte par le vernis trompeur de la victoire. L'intelligence étouffée dans cette lourde atmosphère où la parole n'appartient plus qu'au canon. L'impression qui résulte de cette lecture devient plus vive encore lorsqu'on étudie dans ses très-curieux détails statistiques l'importante annexe que madame Lenormant vient de joindre à cette correspondance sur les exilés, les internés et les nombreux prisonniers d'État du premier Empire. La dernière catégorie seule s'élève, de l'aveu même du duc de Rovigo, à plus de six cents, et les deux premières comprennent des noms appartenant à presque toutes les maisons ducaltes de la monarchie ; enfin, l'Église en deuil largement représentée dans cet annuaire de la tyrannie, voit ses chefs les plus illustres proscrits ou prisonniers avec Pie VII, pendant que la nation, condamnée au silence, ne sait rien et ne soupçonne rien !

La France mise en coupe réglée pour grandir une famille qui lui était aussi étrangère par le sang que par le génie, se trouva délivrée en une heure, par la chute de Napoléon, d'un despotisme non moins impitoyable que celui dont elle avait été l'involontaire instrument contre l'Europe. Tandis que Paris, débarrassé du cauchemar qui l'étouffait, poussait ses premiers cris de liberté, madame Récamier assistait à Rome à la plus solennelle réparation que la Providence ait jamais donnée à la conscience humaine. Elle voyait l'auguste captif de Fontainebleau monter les degrés de Saint-Pierre porté sur les bras d'un peuple en délire pendant que son persécuteur s'acheminait vers un premier exil. L'Italie lui avait été douce et hospitalière. Elle y fut suivie, malgré la perte de sa fortune, de tout l'éclat

de sa renommée, et les artistes y consacrèrent, par des chefs-d'œuvre, l'immortel souvenir d'une beauté à laquelle la maturité de l'âge n'avait encore rien ôté de sa persistante jeunesse. Dans la patrie du soleil, elle conduisait une enfant dont la famille de M. Récamier avait eu la bonne inspiration de lui confier la tutelle lors de l'exil qui venait de briser sa vie; elle connut donc pour la première fois les devoirs et les jouissances qui lui avaient si longtemps manqué. Cette adoption lui révéla les joies de la maternité, et les nombreuses lettres adressées à sa nièce, ne servissent-elles qu'à révéler ce que son cœur contenait de délicates sollicitudes, qu'il faudrait savoir gré à madame Lenormant de les avoir publiées. Montrer ce que valait cette femme sensée, supérieure par la droiture de ses instincts au rôle frivole que lui avaient fait les mœurs de son temps, était un devoir pour celle qui bénéficia si heureusement de ses soins comme de sa tendresse.

Lorsque madame Récamier rentra dans Paris, la France respirait à pleins poumons, et la plupart de ses amis occupaient déjà, ou étaient à la veille d'occuper de grandes positions à la cour ou dans le gouvernement de la Restauration. Ici commence dans l'existence de cette enfant gâtée de la fortune une autre période. L'on y voit succéder à l'enchaînement de plaisirs vides et périlleux une action continue, dont la trace utile se révèle sous les deux branches de la maison de Bourbon dans l'histoire littéraire et dans celle de la société polie, entre lesquelles le salon de madame Récamier servit comme de trait d'union.

Les splendeurs oubliées de la rue du Mont-Blanc sont remplacées par la vie tranquille, réglée et semi-claustrale de l'Abbaye-au-Bois. Plus de fêtes, plus de bals, plus de veillées; à peine quelques courtes apparitions dans le monde; de temps en temps une soirée passée au théâtre afin d'y suivre le grand mouvement littéraire qui, concurremment avec le mouvement parlementaire, agitaient alors toutes les intelligences; telle fut cette vie, fort remplie mais fort cachée, durant les grandes luttes dont l'écho se répercutait chaque matin dans le petit salon de la rue de Sévres. Visité quotidiennement par les hommes engagés avec le plus d'éclat dans le double travail qui touchait la fondation de nos institutions constitutionnelles et à la réforme de nos vieilles traditions littéraires, ce salon ne tarda pas à devenir, comme par l'effet d'une irrésistible attraction, le point de mire de toutes les ambitions et de tous les amours-propres.

L'austère et doux Ballanche qui, attaché depuis 1811 aux pas de madame Récamier, aurait suivi sa divinité jusqu'aux enfers, semblait garder le seuil de cet asile comme l'orphique symbole d'une inviolable fidélité. A côté de Mathieu de Montmorency s'y retrouvait encore

Camille Jordan ; mais déjà des divergences d'opinion, de jour en jour plus profondes, séparaient le chevalier d'honneur de madame la duchesse d'Angoulême de l'ardent orateur engagé au plus fort de l'opposition, et ce n'était pas pour leur amie un mince labeur que d'adoucir ces aspérités. A côté du contingent fourni au salon de madame Récamier par le faubourg Saint-Germain se trouvait celui des amis de madame de Staël, demeurés après la mort de cette femme illustre fidèle à toutes ses aspirations politiques comme à toutes ses amitiés. Le duc de Broglie, alors très-séparé du pouvoir, s'y rencontrait avec le duc de Doudeauville, ministre de la maison du roi, et le spirituel duc de Laval essayait, sans beaucoup de succès, l'effet de quelques épigrammes sur l'ironique impassibilité de M. Benjamin Constant.

Enfin parut, dans ce monde d'élite où le jeu des contre-poids maintenait une sorte d'harmonique équilibre, l'homme que son éclatante supériorité appelait à y régner en maître. M. de Chateaubriand n'avait eu, pendant longtemps, que des rapports rares et indirects avec madame Récamier. En entrant, vers 1820, dans l'intimité de celle-ci, il y porta la vivacité de ses préoccupations personnelles et l'amertume de ses antipathies, si contraires qu'elles fussent à la modération naturelle de la femme qui l'avait subjugué. Un tel homme ne pouvait se montrer sur la scène sans la remplir bientôt tout entière, car devant lui l'égalité n'était pas plus possible dans l'amitié que dans la gloire. Avoir conquis, sans y compromettre sa pureté, l'attachement vrai et profond du premier écrivain de son siècle était un honneur que madame Récamier mit sans hésiter au-dessus du soin de son bonheur et de son repos. Peut-être cependant ne prévint-elle pas tout d'abord ce qu'une conquête qui lui avait été si facile à faire lui coûterait à conserver. Ce n'est calomnier ni la bonté de son cœur, ni la sagacité de son esprit que de se demander si elle n'aurait point reculé, au début de cette liaison, en découvrant par avance à quelle œuvre de patience et d'abnégation elle allait consacrer désormais le reste de sa vie.

C'est une justice à rendre à madame Récamier que, malgré la subordination absolue de ses propres convenances à celles de M. de Chateaubriand, elle demeura toujours étrangère de cœur et d'esprit à ses illusions comme à ses haines de parti. Sans idées arrêtées et sans colère contre personne, elle jouissait de tous les succès de ses amis en ne s'associant jamais à leurs passions ; situation délicate qu'elle ne put maintenir qu'en y déployant la plus rare dextérité. Il serait impossible de dire à quelle opinion politique elle appartenait, car la seule trace d'une immixtion personnelle dans les affaires qui se rencontre sous le gouvernement dirigé par les hommes de son intimité, consiste à peu près dans son intervention, plus d'une fois efficace, pour arracher à l'échafaud ou à la prison quelques impru-

dentes victimes de nos discordes. Dans la plupart des lettres politiques que lui adresse M. de Chateaubriand, de 1822 à 1825, on trouve ces mots : *Vos amis les libéraux* ; mais je gage que si madame Lenormant parvient jamais à se procurer et à nous donner la correspondance de Benjamin Constant avec sa tante, nous y lirons plus d'une fois : *Vos amis les ultras*.

A part la liberté intime de jugement qu'elle se réserve toujours, madame Récamier s'efface et s'oublie complètement pour ses amis. Dieu sait si, durant vingt-cinq ans, le plus illustre d'entre eux se fit faute d'exploiter ce dévouement sans bornes ! A Berlin, où il s'ennuie dans le brillant exil d'une ambassade, M. de Chateaubriand lui écrit à chaque courrier afin qu'elle concoure à lui faire obtenir un congé dont il hâte et poursuit l'expédition avec une sorte d'impatience fébrile ; de Londres, il n'arrive pas aux affaires étrangères un portefeuille, sans qu'il ne porte à l'Abbaye-au-Bois des menaces contre le cabinet, si M. de Montmorency n'envoie au congrès de Vérone l'ambassadeur qui convoite son ministère ; de Rome, d'où sa pensée se reporte tour à tour des fouilles exécutées aux bords du Tibre à la succession ministérielle ouverte aux bords de la Seine par la retraite de M. de la Ferronnays, il tend ses filets sur la presse de la droite comme sur celle de la gauche ; et madame Récamier est conduite à accepter, sans aucun goût, la charge de concilier au ministre en expectative, qui s'ennuie à Rome presque autant qu'à Berlin, la bienveillance des journaux, en accueillant chez elle leurs principaux rédacteurs. Une autre mission lui est imposée à laquelle son tact exquis répugne visiblement, c'est de faire, en l'absence de l'auteur, jouer *Moïse* au Théâtre-Français, au risque de compromettre l'homme politique dans un échec, au moins possible, pour le poète. René a entrepris d'orner du laurier de Sophocle sa tête grisonnante, déjà chargée de tant de couronnes, et sa docile amie n'échappe à la chanceuse épreuve qu'elle désapprouve sans oser le lui dire, que par un heureux concours de circonstances imprévues.

Le début de ces relations avait été très-difficile. Le tendre attachement que madame Récamier portait de si vieille date à M. de Montmorency, rendait en effet fort délicate la position respective de ces deux hommes, qu'une rivalité d'ambition concourut d'ailleurs à séparer encore davantage. J'ajoute que M. de Chateaubriand, gâté durant cette période de sa vie politique par le succès, n'accepta pas tout d'abord sans trouble et sans résistance le caractère et les limites que sa brillante amie entendait maintenir à la liaison dans laquelle elle s'était engagée. Mais le dévouement de chaque jour ne tarda pas à dominer les entraînements d'une personnalité orageuse, vaincue plus tard par une douce mais inaltérable fermeté. Au retour d'un se-

cond voyage en Italie, entrepris à la fin de 1823, au plus fort de ces pénibles agitations, madame Récamier put mesurer toute l'étendue de sa victoire. Le terrain conquis ne fut conservé sans doute qu'à force de soins et au prix d'une abnégation quotidienne dont peu d'autres femmes auraient, à coup sûr, été capables. Mais la reconnaissance avait enfin éveillé la vraie tendresse dans un cœur qui ne l'avait pas encore connue ; et lorsque, rejeté par la révolution de 1830 hors des affaires publiques, M. de Chateaubriand eut ressenti les premières atteintes de cette vieillesse qui allait peser si lourdement sur lui, il se prit à bénir avec un accent de sincérité que n'avait pas jusqu'alors rencontré le grand artiste, la main secourable qui, au terme de sa carrière, en adoucissait les plus terribles aspérités.

Les lettres écrites à la fin de sa vie à la femme qui lui tient lieu de tout lorsque tout vient à lui manquer, ont une simple et imposante grandeur. L'auteur ne pose plus ni pour le public ni pour la postérité ; il les écrit sous la dictée d'un cœur tout rempli de reconnaissance. Le ton s'est élevé à mesure que se rapproche l'ins'tant suprême, et que tous les bruits de la terre ont fait silence autour de celui qui les écouta si avidement, sans parvenir jamais à se distraire de l'inexorable ennui « qui fait le fond de la vie humaine ». Les plus belles pages de ses Mémoires ont été consacrées par M. de Chateaubriand à celle qui, après avoir été son Égérie, était devenue son Antigone. Aucune main ne saurait aspirer à l'honneur d'ajouter un fleuron à une pareille couronne.

Les dernières années de madame Récamier viennent se résumer dans une perpétuelle immolation. Occuper M. de Chateaubriand, le distraire par tous les moyens dans la retraite que lui commandent son âge et son honneur politique, en faisant miroiter sans cesse sa gloire devant ses yeux, cette œuvre de longue haleine fut accomplie avec une sérénité dont il faut avoir été témoin pour en comprendre tout le mérite. A une personne qui lui parlait, lorsqu'elle touchait à cinquante ans, de l'effet produit par son éclatante beauté, madame Récamier répondit un jour en souriant : « Non, non ; je sais fort bien que c'est fini depuis que les petits Savoyards ont cessé de me regarder quand je passais dans la rue, et je m'en console fort bien. » Elle n'avait pu, ni pour son bonheur, ni pour celui de son illustre ami, suggérer à celui-ci la même philosophie : M. de Chateaubriand ne se consola jamais de n'être plus regardé par les *petits Savoyards*.

C'est à cette époque que je fus introduit dans le salon où madame Récamier, déjà menacée de cécité et placée dans une sorte de demi-jour, en face des œuvres d'art qu'avait inspirées sa triomphante beauté, tempérait par la constante aménité de son accueil l'humeur morose du dieu auquel ce petit temple semblait consacré.

Se mêlant parfois à la conversation avec une gaiété charmante, M. de Chateaubriand ne manquait jamais de *reprandre son masque de grand homme* à la vue de chaque figure inconnue ou peu sympathique, et plus d'un visiteur en demeurait singulièrement interloqué. Il s'en serait suivi d'interminables silences, si l'entrain de ce brillant et inépuisable Ampère n'avait rompu la glace et raffermi le terrain, qui semblait manquer quelquefois sous les pieds des causeurs, comme dans ces cercles royaux d'où la liberté est absente. Cet incorrigible vagabond, comme le qualifiait son ami M. de Tocqueville, arrivait toujours de quelque part. En revenant de Suède, d'Italie, d'Égypte, des États-Unis ou du Mexique, ses portefeuilles étaient mieux garnis que ses malles; aussi débattait-il à l'Abbaye-aux-Bois les anecdotes les plus variées et les plus piquantes, comme des *ex-voto* rapportés à travers les mers pour être offerts à la femme que lui aussi, s'il avait vécu dans la Grèce antique, n'aurait pas manqué de faire proclamer *déesse de quelque chose*. A ce cercle intime, dont la famille de madame Récamier et quelques vieux amis formaient la base, venaient, à l'heure de M. de Chateaubriand, se joindre la plupart des illustrations contemporaines, au milieu desquelles le duc de Noailles semblait attester la perpétuité de nos plus grandes traditions. Sa présence assidue en ce lieu, où tant d'efforts furent dépensés pour alléger le fardeau d'une pesante vieillesse, ramenait involontairement la pensée vers madame de Maintenon et les dernières années de Louis XIV. Analogie des moins exactes d'ailleurs, car ni dans sa vieillesse, ni dans ses malheurs, Louis XIV n'eut besoin d'être soutenu par une autre force que la sienne propre. Si l'attachement de madame de Maintenon fut aussi profond pour le monarque qui l'avait élevée jusqu'à lui, celui de madame Récamier eut quelque chose de plus désintéressé. Personne n'ignore aujourd'hui qu'elle refusa le seul legs que put lui faire la reconnaissance de M. de Chateaubriand, en déclinant l'honneur de l'épouser et de porter son grand nom. On a quelque peine sans doute à s'expliquer et la force et la pureté de son âme, lorsqu'on met ces grandes qualités en regard de la frivolité de sa longue jeunesse; mais, entrée dans le monde durant une anarchie sociale à peu près complète, ses habitudes et ses torts furent surtout ceux de son temps, qui valait beaucoup moins qu'elle. Dieu permit qu'elle ne succombât point sous un don fatal, dangereux accessoire de qualités plus solides. Toutes les personnes qui l'ont bien connue ont toutes répété le mot de la duchesse de Devonshire, et ce mot formerait l'épigraphe naturelle de sa vie : « Madame Récamier est bonne, puis elle est spirituelle; ensuite, elle est belle. »

Comte de CARNÉ.

SCÈNES

DE

LA VIE MILITAIRE EN RUSSIE¹

I

L'ARRIVÉE.

La vieille cité d'Ouglitch, jadis capitale d'une principauté souveraine, aujourd'hui chef-lieu d'un district (oujezd) du gouvernement de Jaroslaff, dormait en paix sur la hauteur où elle est assise et qui domine le Volga. C'était dans l'hiver de 1857. Le froid était vif, la neige couvrait la terre et les toits des maisons, et le fleuve, pris par les glaces, était immobile et silencieux.

Vers neuf heures du matin, un traîneau entra dans la ville par la porte de Moscou. Trois petits chevaux de poste qui, au son des clochettes pendues à leur cou, couraient comme le vent, faisaient voltiger sur la chaussée inégale le léger véhicule auquel ils étaient attelés. Le visage du cocher était rouge, et de durs et minces glaçons se formaient continuellement sur sa longue barbe qu'ils allongeaient démesurément. Il cinglait d'impatients coups de fouet ses chevaux, qui, à chaque coup, redoublaient de vitesse. La sueur se figeait sur leurs flancs amaigris. Hommes et chevaux avaient hâte d'arriver.

Dans le traîneau, enveloppés de fourrures, mais la figure aux prises avec le froid, deux hommes étaient assis côte à côte.

Le premier de ces hommes était âgé de quarante ans environ. Sous de gris et épais sourcils, deux yeux ternes semblaient ne pouvoir faire passer leur rayon visuel au delà du bout d'un nez large, gras et rougi par l'eau-de-vie et le froid. Ses traits ennuyés et apathiques n'exprimaient qu'une profonde et constante indifférence. Cet homme

¹ Nous reprendrons, après les *Scènes de la vie militaire en Russie*, la troisième et dernière partie de *Thermidor*, par M. Ch. d'Iléricault, dont le manuscrit entier est dans nos mains.

n'éprouvait ni impatience ni curiosité. Il redressait de temps en temps, d'une main courte et grasse, sa casquette militaire, ornée d'une cocarde noire et jaune, que dérangeait continuellement les cahots du traîneau ; à elle seule, la régularité automatique du mouvement, pouvait donner l'idée du caractère de l'individu : l'obéissance passive aux ordres de ceux que Dieu avait placés au-dessus de lui. C'était un feldjaguer (courrier). Porteur obligé des ordres de l'empereur ou des ministres dans toutes les parties de l'immense empire russe, il passait sa vie, l'été en charrette, l'hiver en traîneau. C'était sa seule fonction, l'unique but de son existence. Quant à son compagnon, ses traits nobles et réguliers où la race avait laissé sa marque indélébile exprimaient une vague appréhension. C'était un tout jeune homme. Sa figure était d'une pâleur de cire ; une fine moustache brune tranchait sur le blanc mat de sa peau ; son œil profond, à l'expression hautaine et franche, sa narine ouverte et continuellement agitée par un tremblement nerveux, laissait deviner une nature fière et passionnée.

La ville d'Ouglitch était évidemment destinée à jouer un rôle important dans la vie de ce jeune homme, car il regardait devant lui avec une impatience fébrile et anxieuse et étudiait avec attention les rues que le traîneau parcourait ; son regard investigateur essayait d'explorer les maisons jusque dans leur intérieur, et comptait fièvreusement les clochers des églises. La ville n'offrait pas, sans doute, beaucoup d'éléments de satisfaction aux yeux du jeune voyageur, car il laissait de temps en temps échapper un geste de dédain et de lassitude. Il était enveloppé d'une capote de simple soldat, et une casquette sans visière couvrait sa tête. Des soubresauts nerveux, dont son compagnon ne s'apercevait même pas, témoignaient de son impatience. A chaque moment il tournait un œil interrogateur vers le feldjaguer. A la fin, fatigué de son mutisme :

— Ylia Andreitch ? dit-il.

— *Vuché Siatelstwo !* (altesse !)

— Pourrez-vous me dire où nous allons ?

— Certainement, Altesse ; les ordres dont je suis porteur me prescrivent de vous remettre au colonel Schwartz, qui commande le régiment cantonné ici.

— Je le sais ! mais après, que fera-t-on de moi ?

— Ah ! cela ne me regarde plus. Ma mission finit à la porte du colonel.

Le prince Alexandre Palensky (c'était le nom du jeune soldat), laissa, avec un profond soupir de découragement, retomber sa tête sur sa poitrine.

Fils unique d'un très-grand seigneur, il avait été élevé à Saint-Pé-

tersbourg au corps des pages. Pendant son séjour dans cet établissement, il s'était distingué par un esprit frondeur, insubordonné, et un caractère hautain fort désagréable à ses chefs. Arrivé à la classe supérieure, il s'apprêtait à passer un dernier examen, indispensable à sa promotion au grade d'officier de la garde, lorsqu'il eut une altercation avec un des officiers surveillants. La discussion dégénéra en dispute, et l'officier, jeté hors des gonds par les réponses dédaigneuses du prince, le menaça d'une correction. Un soufflet fut la réponse à cette menace.

L'infraction à la discipline était trop forte pour rester impunie. Les chefs du corps des pages s'assemblèrent, mais la faute dépassant le pouvoir pénal du comité, on décida d'en référer au souverain.

L'empereur voulut faire un exemple. Il ordonna de dégrader le jeune homme et de l'envoyer servir comme simple soldat dans un des régiments de l'infanterie de la ligne. Comme Sa Majesté daignait s'intéresser à la famille Palensky, elle fit remettre le coupable, de la part de l'empereur, au colonel Schwartz, qui commandait le régiment de Toulâ. Le quartier général de ce régiment se trouvait à Ouglitch. Le colonel était chargé de corriger dans l'ancien page l'esprit d'insubordination dont il n'avait donné que de trop fréquentes preuves.

Ce changement subit dans sa vie, qu'il commençait ainsi par un rude apprentissage, surtout après avoir débuté par l'existence fastueuse du corps des pages, aurait dû servir de leçon au jeune homme. Il n'en fut rien. Il allait à Ouglitch avec des idées de grandeur, d'orgueil et d'impunité, peu en rapport avec sa nouvelle situation.

Le traîneau, après avoir traversé plusieurs rues, s'arrêta devant le perron de la maison occupée par le chef du régiment. Le courrier, suivi de son prisonnier, en descendit. L'antichambre où ils pénétrèrent était spacieuse; quelques *ordonnances* en grande tenue, assis sur des bancs de bois, y attendaient les ordres de leur colonel. Le sous-officier qui les commandait s'approcha du courrier pour le questionner. Le feldjeaguer lui répondit de cette voix administrative qui est la même pour tout, hommes, bêtes, dossiers :

— J'amène de Saint-Petersbourg, par ordre impérial, le soldat prince Palensky, pour le remettre au colonel lui-même.

Le sous-officier alla faire son rapport à son chef. Il revint quelques instants après.

— Veuillez entrer, dit-il au courrier. Vous, continua-t-il en s'adressant rudement au prince, attendez là !

Le jeune homme pâlit de rage. Un soldat lui adresser la parole sans le nommer *altesse* ! Tout son orgueil aristocratique lui monta au cerveau.

— Je m'appelle le prince Palenski, insolent ! s'écria-t-il.

— Silence ! riposta froidement le sous-officier, il n'y a pas de prince ici, il y a un soldat et son chef, un sous-officier. Le colonel vous a dit d'attendre, attendez et ne causons pas !

— Vous êtes des insolents ! vous et votre colonel...

Le sous-officier ébaucha un geste suppliant ; mais d'une voix brève et dure il cria :

— Taisez-vous ! Je vous l'ordonne !

La fureur du prince ne connut plus de bornes.

— Les lâches ! dit-il d'une voix sifflante, ils osent m'insulter. Tu es un coquin ! un misérable ! Je m'en vais te châtier !

Et déjà, la main haute, le prince s'avavançait sans remarquer les signes de son interlocuteur, lorsqu'en levant son regard sur celui de ce militaire, il y lut une telle expression de douceur, de déférence et de pitié, qu'il s'arrêta net.

— Retournez à votre place ! s'écria le sous-officier d'une voix tonnante, mais en l'accompagnant d'un geste si humble que la colère du prince se changea en un immense éclat de rire.

— Ce n'est qu'un fou ! dit-il en revenant sur ses pas.

Une porte latérale s'ouvrit alors, et le colonel Schvartz, suivi du feldjeaguer, apparut sur le seuil sans paraître remarquer la présence du prince.

— Où est le soldat que monsieur m'a amené ? demanda-t-il brusquement.

— Le voici, votre Haute Noblesse !

— Ah ! c'est celui-là ! j'avais cru entendre des éclats de voix ; aurait-il déjà fait preuve d'insubordination ?

Le sous-officier, n'osant mentir mais ne voulant pas charger le prince, se tut.

— Je te demande, Kyrillo, continua le colonel d'un ton sévère, si ce soldat ne t'a pas manqué de respect ?

— Ces jeunes gens, votre Haute Noblesse, ne s'habituent pas facilement aux exigences de notre discipline militaire, et c'est excusable...

— Je ne te demande pas si c'est ou non excusable, je te demande si ce soldat a été insolent envers toi ?

— Colonel, répondit Kyrillo persuadé que son chef avait tout entendu, je ne me rappelle que confusément les termes, et...

— Pardon, monsieur, fit le prince en s'avavançant, vous demandez à ce brave homme si je lui ai manqué de respect. Je ne suppose pas que le prince Palensky en doive à un sous-officier. Pour ce qui est de l'avoir remis à sa place, je l'ai fait, et vertement. Je le regrette, car je vois qu'il vaut mieux que beaucoup d'autres.

Le colonel Schwartz fronça le sourcil.

— Ah ! ah ! vous vous croyez encore à Saint-Petersbourg.

— Monsieur !...

— On n'appelle pas « monsieur » son colonel, on l'appelle Votre Haute Noblesse. Je vous prie de ne point l'oublier à l'avenir. Pour vous être permis d'être insolent avec un sous-officier à qui j'avais exprès donné l'ordre de vous traiter durement, afin de vous accoutumer à la discipline, vous commencerez votre vie de soldat par une punition exemplaire : les arrêts au corps de garde pendant un mois.

— Votre Haute Noblesse, puisque Haute Noblesse il y a, répondit le prince ironiquement, me donne un triste avant-goût...

Les yeux de Schwartz étincelèrent :

— Prenez garde, ce n'est pas ainsi que l'on parle à son colonel. Sa Majesté l'empereur m'a permis de faire de vous ce qu'il me plaira. Ah ! vous croyez, vous autres princes, élevés à Saint-Petersbourg, servant toujours dans la garde, toujours en vue et au premier rang, avoir le droit de nous mépriser, nous, les vrais défenseurs de la Russie, et vous pensez que l'heure de la revanche ne sonnera jamais pour nous ?

— Votre Haute Noblesse a raison, répondit en ricanant le prince.

Le ton de la réplique fut tellement méprisant que Schwartz bondit.

— Silence ! Écoutez-moi et ne répondez que quand je vous interrogerai ! Rappelez-vous une seule chose, prince Palensky, c'est que vous n'êtes ici qu'un soldat. J'ai le droit de vous envoyer à la corvée, de vous faire servir comme ordonnance, comme domestique — entendez-vous ? comme domestique. — Prenez donc garde d'exciter ma colère, je ne suis déjà pas si bien disposé pour vous.

Le prince était livide. Il se contenait cependant, comprenant enfin combien la colère du colonel pouvait être dangereuse pour lui.

— Entrez dans mon cabinet, lui dit alors le colonel, vous y connaîtrez mes ordres, auxquels vous voudrez bien vous conformer à l'avenir. Toi, continua-t-il en s'adressant à Kyrillo, tu vas attendre ici pour conduire ce soldat au corps de garde.

Schwartz, suivi de Palensky, entra dans le cabinet.

— Attendez, dit-il quand ils furent entrés, que je lise ma correspondance. Je m'occuperai ensuite de vous.

Et froidement, sans daigner faire au jeune homme le moindre signe de politesse, le colonel s'approcha d'une table encombrée de papiers, prit une lettre, la décacheta, la lut, puis en prit une autre, puis une autre encore. Pendant ce temps, le prince debout, pâle, écumait de fureur. Plusieurs lettres passèrent ainsi sous les yeux de

Schvartz, qui les ouvrait et les lisait sans détourner la tête. Une colère sourde grondait dans le cœur du jeune soldat. Il était d'ailleurs visiblement harassé de fatigue : son teint, ordinairement pâle, était devenu livide, un tremblement convulsif agitait tous ses membres. Une chaise se trouvait à côté de lui, il s'y laissa choir.

Le colonel, cependant, était arrivé à un pli cacheté aux armes impériales ; il l'ouvrit, le parcourut des yeux, puis le lut avec une attention plus soutenue. Sa figure exprima alors un désappointement réel. La teneur de ce pli lui déplaisait, c'était évident : deux ou trois haussements d'épaules, accompagnés de quelques *hums !* énergiques, dénotaient son profond mécontentement. Il plia enfin la lettre, la mit dans sa poche, et, le sourcil froncé, se retourna vers le prince, auquel tout le temps de sa lecture il avait tourné le dos. En le voyant assis, la large face d'ours du colonel Schvartz s'empourpra de colère. Il fit quelques pas :

— Qui vous a permis de vous asseoir en ma présence ? demanda-t-il.

Le prince eut assez de pouvoir sur lui-même pour ne point répondre, mais son cœur battait de toutes ses forces dans sa poitrine.

— Je vous demande, jounker¹ Palensky, vociféra Schvartz exaspéré, qui vous a permis de vous asseoir en présence de votre colonel ? Palensky se leva d'un bond.

— Jounker ! s'écria-t-il, vous avez dit jounker, colonel ?

— Oui, rugit Schvartz, Sa Majesté l'empereur vient de vous gracier, à la condition de servir deux ans dans mon régiment en qualité de jounker.

— Oh ! alors ! s'écria le prince tout joyeux, je...

Schvartz l'interrompit d'un geste furibond.

— Silence ! cria-t-il. Je lève vos arrêts pour insubordination, car Kyrillo est votre égal, et je n'ai pas à me mêler de disputes entre subalternes ; mais je maintiens la punition pour votre manque de respect à mon égard. Allez ! jounker Palensky, et rendez-vous de suite au corps de garde.

— Merci, Votre Haute Noblesse ! je ne doute pas que les deux années que je dois passer dans votre régiment ne soient pour moi un fier purgatoire ; mais vous me donnez aujourd'hui une si bonne nouvelle, que je vous pardonne à l'avance toutes vos futures persécutions de caste.

Le mot *caste* mordit le colonel au cœur ; il s'écria :

¹ Sous-officier gentilhomme.

— Rendez-vous aux arrêts à l'instant même, ou je vous y fais conduire par mes ordonnances.

— Oh ! j'y vais, j'y vais, répondit Palensky presque en riant.

Il se dirigea vers la porte. Tout à coup, une idée qui lui passa par la tête lui fit faire volte-face.

— Qu'y a-t-il encore ? demanda Schwartz.

— Votre Haute Noblesse me permettra-t-elle de faire venir au corps de garde mes gens, qui doivent être ici demain avec mes voitures ?

— Mes gens ! mes voitures ! Vous arriviez destiné à servir en qualité de simple soldat, escorté de vos gens et de vos voitures ! Et votre imagination allait jusqu'à croire que je vous aurais permis de faire usage de tout cet attirail ! Maintenant, faites ce qu'il vous plaira chez vous ; mais au corps de garde, c'est autre chose, le règlement s'y oppose. On adressera vos effets, quand ils seront arrivés, au capitaine de votre compagnie.

Cette fois-ci le prince fut réellement désespéré.

— Mais, colonel, fit-il piteusement, je n'ai que la chemise que je porte. Comment ferai-je pour changer de linge ?

— Vous n'en changerez pas ! Cela vous accoutumera à la discipline !

— Ah ! la discipline, dans votre régiment, consiste à ne point changer de linge, ne put s'empêcher de dire le prince.

Schwartz trépigna.

— Aux arrêts ! aux arrêts ! Sortez ! hurla-t-il.

Le prince sortit. Le colonel, resté seul, murmura :

— Ces muscadins de Pétersbourg ! ça change de linge tous les jours ! Puis d'une voix sourde :

— Oh ! je le briserai !

II

LE CORPS DE GARDE.

Ouglitch ressemble à toutes les villes de province de la Russie centrale : des rues larges, tirées au cordeau, des maisons en bois ou en briques, propres mais d'une uniformité désespérante : c'est à croire que toutes les villes de la grande Russie ont été rebâties par quelque Haussmann au petit pied. Il est dix heures. Les rues sont désertes, les fenêtres toujours fermées. La neige profonde et dure forme une épaisse couche sur les toits des maisons, les trottoirs, sont d'un blanc terne, la chaussée d'un gris sale. De la neige partout. Si

parfois une rue latérale permet de distinguer la campagne, les yeux sont comme brûlés de ne voir qu'une immense plaine d'une blancheur uniforme où le Volga se déroule comme une ligne tortueuse et blanche, tracée en spirale sur un fond blanc.

Le prince était triste. Toute sa joie s'était enlue à l'aspect morne et désolé de la vieille cité moscovite. Kyrillo marchait à côté de lui, au pas réglementaire, les mains sur les coutures de son pantalon. Le visage du vieux soldat portait l'empreinte d'une profonde préoccupation; visiblement, il torturait dans sa tête une idée qui voulait sortir de son cerveau, mais se refusait obstinément à passer par la bouche. Tous deux cheminaient en silence. Tout à coup, Kyrillo fit un brusque mouvement de corps; il se secoua comme un chien qui sort de l'eau. Ce mouvement lui fit probablement du bien, car il se décida à parler. Après avoir toussé bruyamment pour se donner une contenance, il toucha du doigt la capote militaire de son compagnon.

— *Vaché Siatelsvo !* dit-il.

Le prince tressaillit à l'attouchement.

— Hein ! fit-il.

— Altesse, balbutia le sous-officier, j'ai quelque chose à vous dire.

— Parlez ! qu'y a-t-il ?

— Je suis tout honteux... voyez-vous, Altesse... Mais enfin il faut que je vous dise...

Palensky l'interrompit avec impatience.

— Quoi ! expliquez-vous !

— Je suis un soldat... un être ignorant et grossier, mais je sais compatir au malheur, et je vois que vous n'êtes pas né pour notre métier. Ce que j'en ai dit à Votre Altesse chez le colonel, c'était par ordre de mon chef. L'idée aurait pu lui venir de s'assurer par lui-même de mon obéissance. Je ne pouvais agir autrement. Dans tout autre cas, je ne me serais jamais départi, en m'adressant à Votre Altesse, du respect qui lui est dû.

— Je ne vous en veux nullement, mon brave ! Je me suis aperçu de votre bonne volonté, et je vous en remercie ; votre gredin de colonel est seul coupable.

— ... Pardonnez-moi si je vous interromps, dit doucement Kyrillo, mais je ne puis permettre à un simple soldat de s'exprimer de cette façon sur le compte de mon colonel. Ce que je vous en dis, croyez-le, Altesse, c'est pour votre bien ; un autre sous-officier pourrait vous entendre... et... Pardon encore... mais prenez-y garde ! le colonel : tout pouvoir sur un soldat de son régiment.

Le prince lui frappa amicalement sur l'épaule.

— Je ne suis plus soldat, mon ami ! Je suis votre égal, ajouta-t-il en souriant, l'empereur vient de me faire *younker*.

A ces mots la bonne et franche figure du soldat s'illumina d'un sourire bienveillant ; ses yeux bleus et clairs exprimaient une satisfaction si visible, que le prince le regarda, étonné.

— Oh ! quel bonheur ! s'écria le sous-officier. C'est que, voyez-vous, Altesse, un younker est un subalterne, il est vrai, mais il jouit de quelques privilèges, tandis qu'un simple soldat n'en possède aucun ; il dépend de tout le monde, et le moindre caporal peut lui infliger les corvées les plus désagréables. Je comprends ce que cette situation avait de dur, pour vous, prince, si jeune, si distingué. Oh ! je vous jure que je suis bien heureux de la nouvelle que vous me donnez là ! Altesse !... Oui ! bien heureux ! ajouta-t-il.

Pendant tout le discours du soldat, Palensky le regardait avec attention. La franchise de Kyrillo se peignait sur sa figure ouverte, une véritable sympathie, spontanée, non réfléchie, avait germé dans le cœur du sous-officier pour le pauvre exilé :

— Comment vous appelez-vous, mon brave ? demanda le prince.

— Kyrillo Ivanovitch Viskoff, mon prince !

— Eh bien ! Kyrillo Ivanovitch Viskoff, voulez-vous me serrer la main ?

C'est une chose si inusitée en Russie qu'un gentilhomme tendant la main à un soldat¹, que le brave Kyrillo resta comme hébété de la proposition. Sa contenance fit sourire le prince.

— Vous me gardez rancune ! Vous ne voulez pas me serrer la main, Kyrillo ! Voyez, j'attends ?

— O Altesse ! s'écria le sous-officier en tendant à Palensky une main qu'il avait préalablement arrangée comme pour faire le salut militaire, vous êtes vraiment un brave jeune homme, et dès aujourd'hui je suis tout à vous.

— Ainsi, c'est convenu, vous voulez bien devenir mon ami ?

— Dites : votre serviteur, prince.

— Je vous remercie, mon brave, dit le prince ému jusqu'aux larmes, j'accepte votre amitié et votre dévouement et je prévois que j'en aurai grand besoin ici !

Ils marchèrent encore un quart d'heure pour arriver à une place immense, comme celles de toutes les villes de province en Russie. La place ne manque pas en Russie, et la beauté de toutes les villes consiste en un énorme espace de terrain qu'on ménage toujours au centre. La place d'Ouglitch est grande et imposante. La *Douma* (le tribunal) et la Municipalité (hôtel de ville), d'une architecture assez belle et d'une élévation de plusieurs étages, la bordent du côté de

¹ Les soldats en Russie étaient, en ce temps, presque toujours recrutés parmi les serfs

l'ouest. Le Volga en baigne le pied et longe la place perpendiculairement à ces deux constructions. Un jardin anglais, en forme de square, en occupe le milieu. En face du fleuve se trouve la cathédrale adossée à la maison du tzarewitch Dimitri, assassiné à Ouglitch vers la fin du seizième siècle par Boris Godounoff. Quelques maisons élégantes s'élèvent le long du Volga de l'autre côté de la place et vont se réunir à la cathédrale. Quatre églises grecques aux flèches interminables surmontant de sveltes constructions orientales, se détachent parmi les maisons. Le tout est beau, grandiose, sévère. Le Volga aux bords escarpés et pittoresques, qui se laisse deviner, mais qu'on n'aperçoit que des fenêtres des maisons ; l'antique cathédrale, chef-d'œuvre d'un artiste byzantin du quatorzième siècle, les coupoles des églises dont l'or étincelait de mille rayons, grâce à la neige qui s'y était attachée, et qui miroitait au soleil, l'immensité imposante de la place étonnait et charmait à la fois.

Le prince sourit à cette vue.

— C'est beau, dit-il, c'est encore l'antique Russie ! Je n'ai jamais rien vu de pareil.

Kyrillo le regarda avec stupéfaction.

— Ah ! vous trouvez cela beau, Altesse ? dit-il. Eh bien tant mieux, car vous contemplez ce spectacle pendant un mois. Le corps de garde se trouve précisément dans une des maisons que vous voyez derrière les églises.

— J'espère bien que je pourrai ensuite me loger sur cette place, c'est, je pense, le seul endroit supportable de tout Ouglitch.

Ils traversèrent la place et arrivèrent en face d'une maison où une plate-forme en bois, ornée de seize petits poteaux badigeonnés de raies blanches et noires, indiquait la présence des militaires. Une sentinelle faisait sur cette plate-forme sa promenade lente et monotone. Kyrillo se fit reconnaître et après avoir adressé quelques paroles au factionnaire, il se dirigea avec son compagnon vers l'intérieur du corps de garde.

A peine la porte gluante et vermoulue eut-elle cédé sous la pression des doigts de Kyrillo ; à peine le prince eut-il jeté un coup d'œil dans la chambre où se tenait l'officier commandant le peloton de service, qu'il recula avec un geste de dégoût. C'était une grande salle basse et lézardée. Le plafond noirci par la fumée et le plancher boueux et d'une humidité huileuse semblaient confondre leurs sombres couleurs. Un air chaud, méphitique et exhalant une odeur âcre prenait à la gorge dès le seuil. Les fenêtres étaient hermétiquement closes, une épaisse couche de glace interceptait presque totalement la lumière. La neige s'y était cristallisée en dehors, et les floraisons bizarres qu'elle formait sur les carreaux tranchaient

en blanc sur la poussière sale qui les couvrait à l'intérieur. Des miasmes nauséabonds, émanations d'hommes, de bois brûlé, de vieille encre moisie, de cuir mal tanné, s'exhalaient de tous les côtés. Chaque coin de cette chambre avait une odeur à part, et chaque odeur asphyxiait. Une table de bois blanc, noircie par son long service, branlait sur trois pieds entre les deux fenêtres. Des coups de couteaux, de larges entailles, creusées probablement par quelque prisonnier impatient, l'ébréchaient en tous sens. Le sable, l'encre, la graisse des victuailles accumulées dans ces entailles y formaient des marbrures sans nom. On entrevoyait tout auprès quelque chose qui ressemblait à un lit de camp. La principale pièce de l'ameublement consistait en un énorme canapé tapissé de maroquin vert ; le cuir avait une large échancrure au milieu et des bouquets de crins gris et noirs en sortaient en désordre. Des punaises y folâtraient avec des légions de puces. Sur le plancher quelques gros tarakanes (cancres) appelés *Proussaki* (Prussiens), noirs, velus, hideux, se promenaient mélancoliquement. Des deux côtés de l'immense poêle, d'épaisses toiles d'araignées chargées d'une triple couche de poussière brune et marquetées çà et là par des cadavres de mouches de l'an passé qui y pendaient tristement.

— Avancez, jeune homme, dit la voix affable d'un officier qui était assis sur le canapé au milieu insectes sans paraître s'apercevoir de leur présence.

Surmontant son dégoût, mais sans le dissimuler, le prince avança.

— Ce n'est pas beau ici ! j'en conviens, ajouta l'officier, mais qu'y faire ? Votre qualité d'younker vous permet de partager ma chambre...

Palensky frémit. A en juger par celle de l'officier, que devait être la pièce réservée aux soldats ?

— Vous coucherez sur ce canapé continua l'officier.

Le prince recula derechef.

— ...A moins que vous ne préféreriez faire apporter ici votre lit de camp, si vous en possédez un, ce qui est encore possible.

— Oh ! oui, mon officier. Kyrillo, mon bon Kyrillo, si tu veux me prouver ton amitié, tiens ! voici de l'argent ! va ! achète-moi un lit, du linge, tout ce qu'il faut...

Le sous-officier sourit doucement :

— C'est bon ! c'est bon ! j'y vais dit-il. Et il sortit en murmurant :

— C'est égal ce sera un rude apprentissage pour ce pauvre jeune homme, que notre vie de garnison !

L'officier et le prince se mirent à causer ; bientôt leur conversation prit une tournure amicale. Ignorant, grossier, mais brave homme au fond, le lieutenant plut à Palensky malgré sa nullité. C'était un de ces militaires qui, ne connaissant que leur consigne,

ne comprennent d'autres plaisirs, une fois leur service fini, qu'une partie de cartes accompagnée de nombreux verres de thé et de pipes de tabac Joukof plus nombreuses encore. Aucune intelligence, aucune initiative, mais un grand fond d'honneur militaire, tel était l'officier commandant le corps de garde, tels on en voit par centaines dans l'armée russe.

Vers six heures du soir, Kyrillo apporta les emplettes. Après avoir changé de linge, Palensky mangea à la hâte un bifteck apporté sur une assiette ébréchée du *traktir* (restaurant) voisin. Il s'étendit ensuite sur son lit de camp en demandant à l'officier, qu'il traitait déjà en ancienne connaissance, la permission de dormir.

Le tambour battant la diane réveilla à peine le prince le lendemain. Le peloton allait être relevé ; le lieutenant, casque en tête, s'apprêtait déjà à quitter le corps de garde. Voyant que son compagnon ouvrait les yeux, il alla à lui, et lui tendant amicalement la main :

— Vous avez bien dormi ! hein ? Cela va-t-il mieux ? demandait-il.

— Merci.

— Adieu, prince, charmé d'avoir fait votre connaissance.

— Et moi également, lieutenant. Seulement je vous avoue que j'aurais préféré qu'elle se fit dans un autre endroit.

— Ne vous plaignez pas trop, jeune homme : à quelque chose, malheur est bon. Toutes les vingt-quatre heures, un nouvel officier vient faire ici son service. Pendant le mois que vous passerez aux arrêts, vous aurez ainsi occasion de faire ample connaissance avec tout le régiment, et ma foi ! si vous plaisez autant à mes camarades qu'à moi, vous compterez bientôt parmi nous de nombreux amis. Que diable ! tout le monde n'est pas Schwartz, après tout !

Le lieutenant avait dit vrai. Le prince connut chaque jour un nouvel officier. Naturellement poli et affable, si on ne le froissait pas dans son orgueil, il n'eut qu'à se louer des procédés de ses futurs chefs. D'un autre côté, comme son immense fortune était connue — et la richesse est appréciée dans toutes les classes de la société comme chez tous les peuples — et qu'on était enchanté de le posséder dans le régiment, il se fit bientôt de nombreuses et agréables relations. Pendant sa détention, il apprit qu'il était incorporé dans la 4^e compagnie du premier bataillon. Le capitaine chef de cette compagnie vint le visiter. Malgré la politesse presque obséquieuse que cet homme affecta envers Palensky, il lui déplut profondément. Cette répulsion augmenta encore quand l'officier lui donna à entendre qu'il pouvait facilement s'affranchir des servitudes attachées au grade d'younker, au moyen d'une rétribution pécuniaire que lui, le capitaine, s'empresserait d'accepter.

Le prince accueillit d'abord froidement les ouvertures de son chef ; mais dans la suite, conseillé par ses nouveaux amis, il les accepta et s'en trouva bien.

Son mois de reclusion fini, Palensky fut mis en liberté ; Kyrillo, devenu son instructeur, son factotum fidèle et son serviteur dévoué, s'était occupé de l'installer dans une des plus belles maisons de la ville, située, suivant le désir du prince, sur la place principale. Les officiers le traitaient avec affabilité ; le capitaine, son chef immédiat, rétribué grassement et devenu son ami et son commensal ordinaire, l'avait exempté de tout service. On citait sa maison pour le luxe qui y régnait, les officiers s'y rendaient journellement. Il tenait table ouverte, et le soir chaque habitant d'Ouglitch était sûr de trouver chez lui un verre d'excellent thé. Des tables de jeu, où l'on pouvait faire la partie de *préférence* jusqu'au souper, et passer même la nuit à jouer au *chtoss* traditionnel, étaient en permanence dressées dans son salon.

Le prince s'était peu à peu habitué à cette vie. Flatté, adulé par les officiers qui avaient fini par admettre sa supériorité, tranquille et n'ayant à s'occuper de rien, son orgueil se complaisait dans cette existence. Se sentant par sa position, son nom et sa fortune, infiniment supérieur aux pauvres diables qui l'entouraient, il se trouvait heureux. Il avait oublié Saint-Petersbourg, le monde de ses égaux où il avait vécu auparavant, la cour et sa place dans la société. Les menaces du colonel Schwartz étaient sorties de sa mémoire, ainsi que le souvenir des premiers jours de son entrée au régiment, si tristes cependant et si remplis de cruelles appréhensions. Il s'endormit au milieu de ces jouissances de la vanité satisfaite.

Le réveil fut terrible.

III

LYDIE

Quelques mois s'étaient écoulés. Mai, avec ses fleurs, sa verdure et sa douce chaleur, avait succédé aux sombres mois d'hiver. La ville d'Ouglitch semblait sortir d'un long sommeil. Les habitants, qui connaissent la courte durée de l'été, abandonnaient en masse leurs maisons, pour respirer un peu d'air tiède, si rare dans ces parages. Un soleil radieux brillait à l'horizon ; le Volga charriait d'immenses glaçons ; un vent frais et imprégné des parfums du printemps venait caresser doucement les sens. Les coupoles d'or

des églises scintillaient au soleil ; les arbres bourgeoñaient ; toute la nature souriait. La ville avait presque l'air gai.

Palensky avait ouvert sa fenêtre, et, accoudé à la balustrade, il aspirait voluptueusement l'air pur qui venait de la campagne par bouffées odoriférantes. Son regard, surchargé de sommeil, errait paresseusement dans le vide.

Un coup frappé à la porte le tira de cette douce rêverie.

Kyrillo parut sur le seuil ; derrière lui un soldat, portant un fusil, un casque, un sac, en un mot tout l'attirail du militaire russe.

— Qu'est-ce que tout cela ? demanda le prince étonné.

— C'est un soldat chargé par le capitaine Yvanof de vous apporter votre équipement de soldat.

— Que diable le capitaine veut-il que j'en fasse ?

— Que vous l'essayiez.

— Pourquoi faire ?

Le soldat messenger s'avança.

— Pour vous en revêtir ce soir, dit-il. Le colonel passe la revue de notre compagnie, et le capitaine me charge d'informer Votre Altesse qu'il ne peut se dispenser de vous faire assister à l'inspection.

— Diantre ! c'est différent.

Le soir, à cinq heures, le sac au dos, le casque en tête et le fusil à la main, Palensky se rendit à l'inspection de sa compagnie. Une petite irrégularité dans sa tenue fut remarquée par le colonel, qui l'envoya séance tenante aux arrêts.

C'était la seconde fois que Palensky et lui se rencontraient depuis l'arrivée du prince au régiment. Le younker passa quelques jours au corps de garde, et revit l'ignoble chambre où il avait déjà fait un premier mois de prison. Tous les officiers vinrent l'y visiter. Cette fois la punition lui fut moins sensible. Cependant, le moment des grandes manœuvres était venu. Chaque jour le prince devait se rendre soit à l'inspection de son bataillon, soit aux exercices du régiment entier. Parfois il était obligé d'endosser l'uniforme deux fois par jour ; son exemption du service ne dépendait plus du capitaine Yvanof : le chef du bataillon ou le colonel assistaient en personne aux manœuvres. Plusieurs de ces petites infractions disciplinaires, si faciles à commettre, lui échappèrent et furent inexorablement châtiées par Schvartz, qui semblait le prendre de plus en plus en grippe. Dès le renouvellement de leurs relations, la mauvaise volonté du colonel devint visible pour tout le monde ; les officiers, qui dépendent presque complètement, en Russie, du chef de leur régiment, voyant l'aversion que Schvartz affichait pour le prince, commencèrent à ne plus oser publiquement lui témoigner leur amitié. Le capitaine Yvanof reçut du colonel plusieurs réprimandes fort

sévères à son sujet. Yvanof prétendit alors que, comme les réprimandes n'étaient pas comprises dans leur marché, le prince devait les lui payer à part. Palensky s'exécuta en haussant les épaules, ce qui, naturellement, amena d'autres exigences de la part du rapace officier.

Bientôt l'existence du prince changea complètement. Occupé toute la journée, à peine avait-il le temps de se reposer et de manger. Heureux encore quand, après l'exercice, il n'avait pas à se rendre aux arrêts. Le soir seulement quelques officiers continuèrent à s'assembler chez lui, où les parties de cartes allaient toujours leur train.

Un jour, Palensky, après avoir, avec sa compagnie, passé la matinée sur le champ de manœuvres, rentrait à pied chez lui pour déjeuner. En passant sous les fenêtres de la maison voisine de la sienne, il leva machinalement la tête. Une apparition inattendue le fit tressaillir. Au deuxième étage une jeune fille se tenait accoudée à la balustrade du balcon. Cette jeune fille était charmante. Une forêt de cheveux blonds se déroulait en masses ondoyantes des deux côtés de son visage d'un galbe pur, d'une carnation digne du pinceau du Titien. Ses cheveux venaient parfois jouer dans l'air, au soleil. Deux yeux bleus, languissants, noyés, d'une expression de douceur angélique, un nez correct, une bouche admirable, complétaient cet ensemble ravissant.

De temps en temps elle repoussait, d'une main blanche et soignée, — chose rare en Russie, — quelques cheveux rebelles, ou bien elle tapotait du bout de sa pantoufle mignonne sur le rebord du balcon, que son pied avait dépassé en se fourvoyant entre deux barreaux. Une robe montante de mousseline blanche lui couvrait chastement les épaules, et un foulard bleu, qu'elle portait en guise de cravate, tranchait en azur sur son cou, d'une blancheur de cygne.

Cette jeune fille aurait paru adorable à tout le monde ; le prince, en la voyant, oublia sa fatigue, et s'arrêtant court, se mit à la contempler en extase.

La petite coquette se laissa un moment admirer ; puis ouvrant la porte de sa chambre, elle disparut vivement.

Rentré chez lui, Palensky ne put ni dîner ni dormir, et finalement oublia l'heure de l'exercice du soir, ce qui lui valut quelques jours de consigne. Il ne pensait plus qu'à l'apparition du balcon voisin. Il passait, repassait vingt fois par jour devant la maison ; mais la fenêtre ne s'ouvrit plus. Quand, d'un regard curieux, le prince essayait de sonder à travers les rideaux l'intérieur de l'appartement, il n'apercevait rien. Une fois seulement, il entrevit une silhouette barbuë. Il désespérait. Enfin, un jour que Kyrillo l'aidait à se débarrasser de son uniforme, Palensky lui demanda timidement :

— Savez-vous qui demeure dans la maison à côté ?
— Certainement, Altesse ! C'est le vieil Yline, marchand de costumes au Gostinnoïdevor (la halle).

— Il est marié ?

— Non !

— Pourtant j'ai cru voir une femme aux fenêtres.

— Il n'y a pas de femme dans la maison... Si ! j'oubliais ! mademoiselle Lydie, sa nièce, arrivée récemment de Moscou. Oui, même que c'est un beau brin de fille, ma foi !

— Vous la connaissez ?

— Certes ! Je la vois tous les jours. Le cabinet où je brosse vos habits se trouve en face de sa chambre.

Le prince saisit le bras de Kyrillo.

— Quel cabinet ?

— Vous ne connaissez pas la petite chambre qui est derrière la cuisine, et dont les fenêtres donnent sur la ruelle qui sépare notre maison de celle d'Yline ? Je l'ai accaparée pour y nettoyer votre four-nement et pour m'y reposer pendant le jour.

Le prince ne parvint pas à cacher son impatience.

— Où est ce cabinet ? demanda-il précipitamment à Kyrillo.

— Oh ! oh ! vous avez vu mademoiselle Lydie, et vous voulez en tâter. Ne faites pas cela mon prince, c'est une brave et honnête fille.

— Je ne lui veux pas de mal, bien au contraire...

Kyrillo hocha la tête.

— Cela ne vous servira à rien. Vous ne connaissez pas ces filles de marchands : elles sont sauvages et se défient surtout des militaires. Ma foi, ajouta le vieux soldat avec conviction, elles ont raison !

— Montre-moi le cabinet, Kyrillo, et tais-toi.

— Altesse, n'y allez pas. Cela ne vous servira à rien, et cela compromettra la pauvre enfant.

Palensky frappa du pied avec impatience.

— Te tairas-tu enfin, bavard ! s'écria-t-il. Montre-moi le cabinet, ou je saurai le trouver moi-même.

Kyrillo précéda son maître, visiblement à contre-cœur.

— Mon prince, disait-il en chemin, croyez-moi, oubliez cette jeune fille. Je me suis attaché à vous depuis que je vous sers ; je ne voudrais pas vous voir commettre une mauvaise action.

— Je ne veux nullement en commettre une ; tranquillise-toi, mon bon Kyrillo.

— Une plus ample connaissance entre vous et cette jeune fille ne peut mener à rien de bon. Enfin, voici le cabinet.

Depuis ce jour, le prince, sous un prétexte quelconque, annonça à ses gens stupéfaits qu'il choisissait le cabinet pour son lieu de

retraite. Il en expulsa Kyrillo et ses fusils, et s'y installa définitivement.

Deux jours durant, il observa obstinément la fenêtre d'en face, qui, à son grand désespoir, resta aussi obstinément close. Le troisième jour, enfin, une main légère ouvrit la croisée, et la jeune fille, la vision de ses rêves, apparut enfin. Le prince se recula vivement, et, n'osant s'avancer de peur d'effaroucher l'enfant, il se blottit dans le coin de la chambre en regardant, inaperçu, la croisée de la maison d'Yline avec une attention extatique.

La jeune fille s'assit à la fenêtre ouverte et commença un travail de tapisserie. Comme la ruelle qui séparait les deux maisons était large à peine d'un mètre, Palensky pouvait facilement suivre ses moindres mouvements. La première journée se passa entière dans une muette contemplation. Le lendemain, le prince ayant pris un livre qu'il ouvrit par contenance, s'enhardit à se montrer. La jeune fille ne l'aperçut pas d'abord ; mais en levant les yeux de dessus son travail, elle le vit et rougit légèrement. Depuis ce jour, comme d'un commun accord, ils se faisaient un léger signe de bonjour et d'adieu, se regardaient de temps en temps, mais ne s'adressaient jamais le moindre mot. Une ou deux fois Palensky fut retardé par l'exercice, qu'il n'avait garde de manquer maintenant, de peur d'être privé du bonheur de contempler Lydie. Un observateur eût pu voir de l'inquiétude, du dépit dans les yeux de la jeune fille. Cet état de choses dura quelque jours ; Palensky aurait bien désiré avancer ses affaires, mais, trop jeune pour être audacieux, il ne savait comment s'y prendre. Lydie n'aurait jamais songé à lui parler la première,

Un dimanche, la musique militaire jouait dans le jardin public d'Ouglitch. Le prince s'y rendit accompagné de quelques officiers. Il y avait foule ; toute la ville s'y était donné rendez-vous. Des robes de soie de couleurs diverses, mais toutes voyantes, des chapeaux de Paris ornés de plumes d'une longueur démesurée, des gants de toutes nuances où cependant le rouge et l'orange prédominaient, tranchaient en nuances ridicules sur la verdure des allées. Toute la fashion marchande de la ville, revêtue de ses plus beaux atours, s'y promenait bruyamment. Le jardin, d'ordinaire silencieux, résonnait de bruits plus discordants les uns que les autres.

Après avoir fait d'un air distrait quelques tours, Palensky avisa un groupe d'officiers de sa plus intime connaissance. Leur conversation, dont il crut saisir quelques mots, l'intéressa vivement.

— C'est que la petite Yline est charmante, disait un des causeurs.

— C'est vrai. Regardez : quelle grâce ! quelle élégance de bon goût ! répondait un autre.

— Comme elle se distingue de toutes les commères qui l'entourent !

— Adorable, fit un jeune officier. C'est la première fois que j'en vie le sort de ce soursnois de Garine.

Le prince, en entendant ces paroles, devint blême.

— Pardon, cher ami, dit-il en s'approchant, de qui parliez-vous ?

Les mains de tous les officiers se tendirent amicalement vers lui.

— Bonjour, mes amis, dit-il. Mais dites-moi, Olénine, que disiez-vous au sujet de Garine et de mademoiselle Yline ?

— Je disais que Garine était beaucoup plus heureux qu'il ne méritait, pardieu ! En qualité de locataire du vieux Yline, il peut faire la cour à sa nièce.

Palensky respira.

— Ah ! c'est vrai, j'oubliais. Comme nous ne nous connaissons que fort peu, l'adresse du lieutenant m'était complètement sortie de la tête.

Ce Garine était un officier que ses relations beaucoup trop amicales avec le chef du régiment avait fait suspecter d'espionnage. Son caractère était sombre, taciturne et peu communicatif. Une figure agréable, une certaine éducation unie à une véritable distinction de manières, aurait dû cependant prévenir en sa faveur. Mais sa vanité effrénée, son arrogance et sa fausseté, après lui avoir valu maints désagréments, avaient fini par l'isoler. On ne pouvait rien alléguer de positif contre lui, mais personne au régiment ne l'aimait, et il semblait, de son côté, se soucier fort peu de l'amitié de ses camarades. Il avait plu dans les premiers temps au prince, qui lui avait fait des avances ; mais le lieutenant n'y avait répondu que par une politesse froide et contrainte.

Au moment où nous parlons, Garine pérorait au milieu d'un cercle de femmes. Ses paroles doucereuses, polies, parfois flatteuses, s'adressaient presque toujours à Lydie Yline. Quand Palensky s'approcha du groupe des officiers, il n'avait pas remarqué celui des femmes ; mais lorsque son attention fut attirée de ce côté, il rougit de plaisir de rencontrer parmi elles Lydie, et de dépit de ne pouvoir causer avec elle comme le faisait le lieutenant Garine. Mademoiselle Yline l'aperçut de son côté, et, s'adressant au lieutenant avec une innocente franchise :

— Connaissez-vous le prince Palensky ? demanda-t-elle.

— Certainement ; nous appartenons au même bataillon.

— Ah ! Vous êtes amis ?

— Non ; nous nous connaissons, voilà tout.

— Voulez-vous m'être agréable, cher locataire ? dit-elle.

— Vous savez, Lydia Vassilievna, que je suis tout à vos ordres.

— Eh bien ! présentez-moi le prince.

— Bon Dieu ! pourquoi faire ? s'écria Garine étonné de la requête.

— Pour faire sa connaissance. En qualité de proches voisins, nous nous voyons quelquefois quand nous ouvrons nos fenêtres, mais sans jamais nous parler, ce qui est ennuyeux. Je voudrais pouvoir causer avec lui.

— Quelle folie ! Lydia Vassilievna ! Dans quel but ?

La jeune fille sourit.

— On dit le prince fort amusant. Il n'y a déjà pas tant de distractions dans votre Ouglitch pour en négliger une quand elle se présente.

— Songez-y, mademoiselle, fit Garine à bout d'objections ; ce n'est peut-être pas convenable, et votre oncle...

— Bah ! bah ! dit Lydie en se tournant vers une vieille dame placée à ses côtés, la bonne Agrippina Savichna, à qui mon oncle m'a confiée pour la promenade, me le permettra bien.

— Oui, mon enfant, répondit la vieille dame ; je n'y vois pas d'inconvénient.

— Andréi Ivanowitch ! s'écrièrent alors plusieurs marchandes du même groupe, amenez-nous le prince.

Garine hésitait encore.

— Monsieur Garine, ajoute Lydie avec une nuance d'impatience, voulez-vous, oui ou non, me faire le plaisir que je vous demande ?

— Si vous le désirez absolument, je me conformerai à votre volonté, mademoiselle. Mais je dois vous prévenir que ce prince tant désiré est parfois... impertinent...

Mademoiselle Yline eut un fin sourire :

— Impertinent ! je ne le crois pas. D'ailleurs, je ne crains pas les impertinents, continua-t-elle avec une assurance adorable, quoique je ne les aime pas, ... et les désobéissants non plus, monsieur mon locataire. Prenez garde, je ne vous aimerai plus, je n'écouterai plus vos lectures, si vous n'allez à l'instant même chercher le prince.

Le lieutenant haussa les épaules d'un air mécontent, et, avec un dépit visible, il s'achemina vers le groupe d'officiers où se trouvait le younker.

Palensky, en le voyant s'approcher, se douta du motif de sa démarche. Il pâlit légèrement. Cette pâleur n'échappa point à Garine.

— Je viens vers vous en ambassadeur, prince, dit-il d'une voix dont il essayait en vain de dissimuler l'aigreur.

— De quoi s'agit-il ?

— Ces dames désirent faire votre connaissance. Voulez-vous que je vous présente ?

Le prince ne parvint pas à cacher sa joie :

— Avec plaisir. Je vous remercie de tout cœur pour l'immense service que vous me rendez, dit-il étourdiment.

— Un immense service ! Quel service ? demanda Garine avec hauteur.

— Mais celui de me présenter à une charmante personne comme mademoiselle Yline, par exemple.

— Ah ! fit l'officier. Ah ! ah !

La présentation eut lieu. Le prince eut de l'esprit, de la verve ; mais il adressa la parole à Lydie, de préférence aux autres dames, et d'une manière si visible que la jeune fille en éprouva de la gêne, et qu'elle résolut d'y mettre un terme.

— Mesdames, dit-elle à cet effet, pourquoi n'irions-nous pas faire un tour dans les allées ?

— Elles sont trop étroites, objecta une voix. Nous ne pourrions jamais y tenir toutes ensemble,

— Eh ! promenons-nous deux à deux, nous nous suivrons. J'accapare le prince, qui me donnera le bras. M. Garine voudra bien donner le sien à Agrippina Savichna !

Je ne sais si l'arrangement était du goût de tout le monde, mais on eut l'air d'y acquiescer. On se leva, et on se mit en marche.

Alexandre et Lydie cheminèrent quelque temps silencieux. La timidité du prince le rendait stupide : il n'osait ouvrir la bouche. Lydie vint à son aide.

— Dites-moi, prince, demanda-t-elle, quel est le livre que vous lisez si assidûment à votre fenêtre depuis un mois ?

— Je ne sais pas.

Mademoiselle Yline partit d'un éclat de rire.

— Vous ne savez pas ?

Palensky, alors, prit son courage à deux mains.

— Non, dit-il. Vous êtes là, je ne lis pas ; je vous regarde, ou je pense à vous.

Lydie rougit.

— Alors pourquoi tenez-vous toujours votre livre devant vos yeux ?

— Pourquoi ? parce... parce... Tenez, mademoiselle, ne m'intimidez pas. Je voudrais vous parler à cœur ouvert, et si vous voulez me le permettre, je le ferai. Mais ne m'interrompez pas, de grâce, car jamais je n'oserais arriver à la fin.

Lydie sourit avec indulgence.

— Je suis donc bien terrible ? dit-elle. Parlez, prince, parlez. Je vous promets de ne pas me fâcher.

— Oh ! pardonnez-moi, mais depuis qu'en levant machinalement les yeux j'ai aperçus un jour votre adorable silhouette à la fenêtre, je

ne songeai qu'à vous revoir. Quand ensuite je sus que je pouvais vous admirer de mon cabinet, j'y passai mes journées à vous contempler avec extase. Je craignais que mon admiration ne vous déplût. J'avais peur de paraître trop audacieux, si je vous adressais la parole. Je tenais mon livre pour...

— Je vous plais ! fit Lydie avec une naïveté de pensionnaire. Tant mieux, car j'aime à plaire.

— Dites que je vous aime !... Vous me le permettez ?

— Mais oui. Pourquoi pas ? Garine m'aime bien.

— Garine ? fit Palensky avec dépit.

— Oui, le locataire de mon oncle.

— Ah !... Vous le voyez souvent ?

— Tous les jours. Il me tient compagnie quand je suis seule. Cela m'arrive constamment ; mon oncle est toute la journée dans sa boutique. Il me fait la lecture : il lit fort bien... Ensuite ses livres sont si intéressants. Nous lisons maintenant un roman d'Alexandre Dumas.

— En russe ?

— Malheureusement, je ne sais pas le français... Vous le savez donc ?

— Naturellement.

— Oh ! que je voudrais l'apprendre !

— Je vous l'apprendrai si vous voulez, Lydia Vassilievna, dit Palensky en riant.

— Vraiment, vous prendriez cette peine ? Ah ! que ce serait charmant ! Je voudrais tant connaître le français !

— Cette peine !... Pouvez-vous parler ainsi ?... Mais ce sera un plaisir, un bonheur pour moi ! Malheureusement, c'est presque impossible.

— Pourquoi ?

— Nous nous connaissons si peu.

— N'est-ce que cela ? nous nous connaissons mieux.

— Que je serais heureux !... Vous êtes si belle, que je passerais ma vie...

Lydie l'interrompit en souriant :

— Voilà ce que tout le monde me dit, que je suis jolie, que je plais... J'en suis ravie : c'est agréable de faire naître de bons sentiments... Ainsi, c'est convenu, nous voilà bons amis. Vous m'apprendrez le français.

— Oh ! vous êtes adorable !

— Eh bien ! eh bien ! fit tout à coup la voix de Garine derrière les amoureux. Le jardin est désert ; il faut partir, mesdames... Retrons, mademoiselle Lydie.

— Oui, oui, il est temps, dit la vieille Akoulina Savichna.

La jeune fille soupira.

— Rentrons, dit-elle.

Et, abandonnant le bras de Palensky pour lui tendre sa main mignonne :

— A bientôt, n'est-ce pas ? fit-elle.

— Oh ! oui, Lydia Vassilievna, à bientôt !

Ce soir-là, le prince rentra chez lui, heureux, ravi.

IV

LE LIEUTENANT GARINE.

A peine l'exercice du lendemain fut-il terminé que le prince se rendit à son poste d'observation. La fenêtre de la maison d'Yline était déjà ouverte, et Lydie, matinale, travaillait à la croisée. Dès que Palensky se fut installé à sa place de prédilection elle le vit et le salua d'un bonjour amical.

— Oh ! que vous êtes belle aujourd'hui ! fut la première parole de Palensky.

— Mais comme tous les jours. Vous n'êtes pas laid non plus. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit : j'ai songé toute la nuit à votre proposition de m'apprendre le français, parliez-vous sérieusement ?

— Très-sérieusement.

La jeune fille battit des mains.

— Oh ! quel bonheur ! quand commencerons-nous ?

— Aujourd'hui ! si vous voulez.

— Vraiment ! je veux bien.

Le prince se gratta le front.

— Malheureusement, j'oubliais une difficulté... une leçon donnée par la fenêtre, c'est impossible !

Lydia éclata de rire.

— Vous êtes bien bon de trouver là une difficulté. Nous ne sommes pas obligés de crier par la fenêtre ! Venez chez moi.

— Dans votre chambre ?

— Oui.

— Mais je ne connais pas votre oncle, que dira-t-il ?

— Mon oncle ! il a bien autre chose à faire que de s'occuper de moi. Est-ce qu'il se mêle de mes affaires ; il a bien assez des siennes. Hier, quand je lui ai dit que j'avais fait votre connaissance dans le jardin : « — Lui as-tu proposé de se fournir chez moi ? » me demanda-t-il. « — Par exemple, non ! » répondis-je en riant. « — Voilà

ce que c'est que les petites filles, grommela-t-il, elles ne comprennent rien aux intérêts. Il fallait le lui dire. C'est la meilleure pratique d'Ouglitch et il se fournit chez Balabine qui le vole comme dans un bois. »

— Lydia Vassilievna, je change d'épicier ! s'écria le prince. Je donnerai dès ce soir mes ordres à Kyrillo pour qu'il se fournisse chez votre oncle.

— Oh ! cela m'est indifférent quant à moi... Allons, venez.

— Vraiment ! je peux monter dans votre chambre ; il n'y trouvera rien à redire ?

— Garine y vient bien tous les jours.

— Ah ! Garine !

— C'est notre locataire ! Ne l'aimeriez-vous pas, par hasard ?

— Depuis que je sais qu'il vous voit tous les jours, je suis jaloux.

— Jaloux ! Qu'est-ce que cela ? dit Olga naïvement.

— J'ai peur que vous ne l'aimiez.

— Oui, certainement je l'aime ; mais je crois que je vous aime mieux ! Avec tout cela, nous disons des folies. Venez donc, j'ai hâte de commencer ma leçon.

— J'accours ! s'écria le prince.

Quelques instants après, il était dans la chambre de mademoiselle Yline.

La retraite de la jeune fille exhalait un parfum d'innocence et de virginité qui inspirait le respect à ceux qui en passaient le seuil. Un papier blanc à grandes fleurs bleues tapissait les murs. Une cloison en bois divisait la chambre en deux parties. Une petite porte entr'ouverte, ménagée dans la boiserie, permettait à un œil curieux de voir dans la chambre à coucher de la jeune fille. On y apercevait, comme dans toutes les maisons de la classe marchande en Russie, un lit long, large et haut. Une dizaine d'oreillers de diverses grandeurs superposés les uns aux autres étaient empilés sur une couverture d'une blancheur éclatante. Dans le coin principal de la première pièce, des images saintes ornées de cadres dorés, étaient posées sur une étagère devant laquelle une lampe d'argent brûlait suspendue nuit et jour ; quelques chaises et un canapé, recouverts de housses d'une blancheur de neige, quelques gravures d'une simplicité antique et une immense armoire vitrée complétaient l'ameublement.

Les fenêtres étaient à demi-ouvertes ; le soleil entraînait en plein et un rayon coupant transversalement la chambre y laissait sa trace d'or parsemée de grains de poussière microscopiques, qui formaient comme une auréole au-dessus du front de Lydie.

— Oh ! que c'est joli, ne put s'empêcher de s'écrier le prince en passant le seuil du sanctuaire.

— N'est-ce pas que ma chambre est gentille ? Maintenant, vile ma leçon.

Palensky obéit.

Lydie écoutait avec attention les premières notions de la langue française, lorsque un léger coup frappé à la porte fit tressaillir le prince.

— Ce doit être Garine ! Entrez ! fit Lydie.

En effet, l'officier parut sur le seuil. Il salua mademoiselle Yline ; puis, apercevant le jeune younker, il fronça le sourcil.

— Déjà ! fit-il.

— Oh ! répondit Lydie, j'ai tellement hâte d'apprendre le français...

Garine l'interrompt :

— Vous avez été bien imprudente, Lydia Vassilievna. Que dira votre oncle s'il apprend que le prince vient ici ?

— Que voulez-vous qu'il dise ? Vous y venez bien, vous !

L'officier se mordit les lèvres.

La conversation à trois ne marcha pas. On se sépara bientôt.

Grâce aux leçons de français, l'intimité des jeunes gens augmenta de jour en jour. Mais elle diminua avec Garine. Lydie s'était visiblement refroidie pour lui. Celui-ci en prit de l'humeur. Bientôt, ne pouvant plus cacher son mécontentement, il devint maussade, exigeant, ce qui naturellement le rendit encore plus désagréable aux yeux de mademoiselle Yline. Le prince et Garine ne pouvaient, de leur côté, se souffrir. Quand ils se rencontraient ils ne se parlaient pas, mais leurs regards exprimaient une colère sourde et prête à éclater. Une explication était inévitable.

Un jour Palensky rencontra en ville le lieutenant qui alla à lui.

— Prince, deux mots, dit-il.

— A vos ordres, lieutenant.

— Vous savez que j'aime Lydia Vassilievna, dit Garine, sans autre préambule.

— Ah ! Eh bien, moi aussi !

— C'est possible, mais je suis le premier ; vous êtes venu chez elle quand j'étais déjà son ami.

— Que voulez-vous que j'y fasse ?

— N'allez plus chez mademoiselle Yline.

— Vous devenez fou, lieutenant.

Garine pâlit.

— Je vous en prie, dit-il.

— Lieutenant, demandez-moi ce qu'il est en mon pouvoir de faire, je le ferai ; mais ceci est impossible.

Garine fut saisi de rage.

— Vous refusez, dit-il en scandant chaque syllabe.

— Oui ! Que voulez-vous ? je ne trouve pas de raisons suffisantes pour me retirer devant vous.

— Ainsi, malgré mes prières, vous persistez à vouloir aller dans cette maison.

— Ah ça, mais vous moquez-vous de moi à la fin ? s'écria le prince impatienté.

Garine se contenait, mais, visiblement furieux, il dit d'une voix menaçante :

— Je peux trouver le moyen de vous empêcher de voir mademoiselle Yline.

— Essayez.

— C'est votre dernier mot ?

Palensky eut un rire insultant :

— Pardieu ! murmura-t-il d'une voix sifflante.

— C'est donc la guerre ?

— Comme vous voudrez.

Le lieutenant s'éloigna en murmurant de sourdes menaces, et Palensky, en haussant les épaules, se rendit chez Lydie.

Deux jours après cette scène, quand il vint faire sa visite quotidienne à la jeune fille, celle-ci, dès qu'elle l'aperçut, lui dit :

— Vous êtes donc définitivement brouillé avec Garine ?

Comme le prince lui avait caché son altercation avec le lieutenant, il fut passablement étonné de la voir si bien instruite.

— Comment le savez-vous ? vous l'avez donc vu ? demanda-t-il.

— Oui. Hier soir, au moment où nous prenions le thé avec mon oncle, Garine entra. « — Ylia Yilitch, dit-il en s'asseyant, j'en demande pardon à Lydia Vassilievna, mais j'ai quelque chose de très-grave à vous communiquer. — Bon ! bon ! répondit mon oncle, prenez auparavant un verre de thé. — Savez-vous, Ylia Ylitch, continua Garine en appuyant sur les mots, que le prince Palensky vient tous les jours dans votre maison. — Je crois bien que je le sais ! dit mon oncle, il se fournit chez moi, ma Lidienka l'a enjôlé. — C'est lui qui l'enjôlera si vous n'y prenez garde, s'écria Garine en éclatant. — Bah ! bah ! Lydia est une fille d'esprit, elle a été élevée à Moscou, elle saura se défendre. N'est-ce pas, petite, que tu ne te laisseras pas tromper par le prince ? — Il n'a pas les sentiments que vous lui prêtez, répondis-je avec des larmes dans la voix. Mon oncle haussa les épaules. — Allez, allez, André Ivanowitch, dit-il au lieutenant qui pâlisait de colère, ma Lidienka n'est pas fille à se laisser enjôler.

— Le misérable ! s'écria le prince,

— Ce n'est pas bien, en effet, dit Lydie, ce qu'il a fait là ! Mais

aussi pourquoi vous disputer toujours? c'est mal aussi, et je vous le défends! Comme si vous ne pouviez pas vous aimer, puisque vous prétendez m'aimer tous deux!

— Vous êtes un ange, mais vous n'y comprenez rien! dit le prince en baisant la jolie main qu'Olga lui abandonna en rougissant.

Dans la rue, Palensky rencontra Garine qui se dirigeait vers la maison d'Yline.

— Votre petite délation ne vous a pas réussi! lui dit-il ironiquement.

Le lieutenant lui répondit en passant brusquement :

— Oui! mais j'ai d'autres moyens!

Cependant les jeunes gens continuaient à se voir.

Lydie faisait de rapides progrès dans la langue française, mais Palensky de plus rapides encore dans le cœur de Lydie. Le prince était heureux; cet amour pur suffisait à son bonheur. Les visites de Garine devenaient de jour en jour moins fréquentes; visiblement, il évitait de se rencontrer avec son heureux rival.

Les deux amoureux étaient un jour occupés à se contempler mutuellement. Lydia travaillait, Palensky, à ses côtés, la regardait. Tout à coup la porte s'ouvrit, et Garine parut sur le seuil. La jeune fille le salua; le prince fit semblant de ne pas le remarquer et ne détourna pas la tête. Garine s'avança au milieu de la chambre, et, apostrophant le prince d'une voix stridente :

— Est-ce qu'un sous-officier reste assis quand un officier entre? s'écria-t-il. Debout, younker Palensky! Ayez plus de respect pour vos supérieurs, si vous ne voulez pas qu'on vous y force.

Le prince fut tellement abasourdi par cette agression brutale qu'il se leva machinalement. Son visage pâle, marbré de taches livides, ses dents serrés mordant avec frénésie ses lèvres, où apparaissaient quelques gouttelettes de sang, son silence même, dénotaient une colère tellement épouvantable, que Lydie en fut effrayée. Le lieutenant s'en aperçut aussi; mais probablement que cette colère servait ses desseins, car, comme pour l'activer :

— Est-ce ainsi que l'on sort, younker? continua-t-il de la même voix agressive. Sans épée, sans casque, avec un uniforme débou-tonné? Vous ne savez même pas vous habiller!... Je ferai mon rapport.

Lydie, toute tremblante, s'était cramponnée aux bras du prince, qui ouvrait déjà la bouche pour proférer quelque sanglante injure. L'officier ne lui en laissa pas le temps :

— Silence, subalterne! Si mademoiselle veut bien vous recevoir chez elle, c'est à condition de respecter les officiers que vous pouvez

avoir l'honneur d'y rencontrer ! La faiblesse de mes camarades vous a fait oublier votre position subalterne. Comment avez-vous osé me manquer ? Répondez !

Palensky, pâle, mais occupé à soutenir Lydie terrifiée, ne répondit rien. Ce n'était évidemment pas le compte du lieutenant.

— Sortez à l'instant d'ici, et allez vous vêtir convenablement, younker, dit-il. Je vais faire mon rapport. N'essayez pas de me supplier ; je vois à votre contenance que vous avez déjà peur...

Le prince se dégagea brusquement de l'étreinte de Lydie.

— Peur ! vociféra-t-il. Je te tuerai, misérable, si tu ne me demandes grâce à l'instant... laquais !

Et comme le lieutenant défiait Palensky du regard, celui-ci se précipita en furieux sur lui, et lui eût fait une offense mortelle, si la jeune fille ne s'était jetée sur son bras, en l'étreignant avec force :

— Vous êtes fou, Alexandre ! dit-elle, en lui donnant pour la première fois ce nom. Vous ne voyez donc pas que cet homme veut que vous l'insultiez ? Sortez, puisqu'il vous le dit ; sortez, je vous en prie. Vous m'obéirez bien à moi ?

Le prince voulut repousser la jeune fille.

— Laissez-moi corriger cet infâme ! criait-il en se débattant.

Lydie se redressa.

— Sortez, je vous l'ordonne, dit-elle. Je suis chez moi, messieurs, vous l'oubliez un peu trop !... Allez vous habiller, Alexandre, je le veux... Vous, monsieur, continua-t-elle, s'adressant à Garine, sortez aussi, et ne revenez jamais ici. Je vous chasse de ma chambre !

Garine trembla de colère et de dépit.

— Mais, Lydie Vassilievna, ... voulut-il dire.

— Je vous défends de remettre ici les pieds avant que le prince ne me le demande, sinon jamais ! Faites votre rapport, mais nous ne nous reverrons plus.

Et comme les deux rivaux restaient tous deux indécis, se mesurant de l'œil, mais immobiles et muets :

— Sortez, sortez tous deux ! dit-elle impérieusement.

Elle était magnifique, les cheveux déroulés, la main étendue, les yeux fulgurants. Elle domina les deux hommes, qui s'inclinèrent.

— Vous êtes officier, monsieur Garine, à vous le pas, poursuivait-elle. Adieu, Alexandre, à demain.

— Veuillez me permettre, ... essaya encore de dire l'officier.

— Rien... Vous ne passerez ce seuil qu'en donnant le bras au prince ! Adieu.

Elle se détourna de lui.

L'officier, anéanti, franchit la porte. Alors Lydie s'écria en saisissant la main du prince :

— Allez, Alexandre. Habillez-vous d'après le règlement, je vous en prie ; cet homme peut vous nuire.

— Vous m'aimez donc ? s'écria Palensky, au comble du bonheur.

— Je n'en sais rien ; mais je crois que je mourrais s'il vous arrivait malheur. Allez !... mais partez donc !

Et elle le poussa dehors.

V

EXPLICATIONS.

Le lendemain était un dimanche. Lydie venait de se lever. Assise sur une chaise, bien loin de la fenêtre, elle songeait à la scène de la veille et s'en rappelait toutes les péripéties.

— J'ai pourtant beaucoup aimé ce Garine, pensait-elle. Il avait été toujours si bon, si prévenant avec moi. Pourquoi a-t-il fait hier cette sortie ? Il est jaloux, dit-il. De quel droit ? Alexandre, indépendant, fier — trop fier même — orgueilleux, a une position bien difficile dans ce régiment.

Elle songea longtemps.

— Mais qu'est-ce qui se passe en moi ? se dit-elle. J'ai envie de pleurer. L'aimerais-je d'amour ? A quoi cela me mènera-t-il ? Garine dit vrai : envoyé ici en punition, destiné à vivre à la cour, près de l'empereur, il oubliera bientôt Ouglitch et ses habitants. Peut-être est-ce Garine qui m'aime véritablement ?

Lydie s'abîma dans ses réflexions.

— Non, non ! Quel mal faisons-nous, après tout ? Il est trop bon, trop noble, pour vouloir me nuire ! Que craindrais-je ? Son oubli ? Ce n'est pas une raison pour cesser de le voir.

Ainsi Lydie sentait elle-même le danger de sa situation, et malgré cela elle s'efforçait de trouver des biais pour ne pas être obligée de rompre des relations déjà indispensables à son bonheur.

Un léger coup, timidement frappé à la porte, vint la tirer de ses pensées.

— Qui est là ? demanda-t-elle.

— Moi, répondit la voix du prince derrière la porte.

— Mon Dieu ! pourquoi venir à une heure si matinale ? s'écria Yline en ouvrant la porte avec précipitation. Oh ! que vous voilà pâle ! Qu'avez-vous, mon ami ?

Le prince lui baisa la main respectueusement.

— Soyez sans inquiétude, Lydie, dit-il, aucun malheur ne nous

menace. Ma bien-aimée, après ce que vous m'avez dit hier, j'ai passé ma nuit à faire des rêves de bonheur ineffable, de félicités infinies; et le matin, j'ai vu que j'avais tant de choses à vous dire, que j'ai senti ne pouvoir attendre plus longtemps.

— Bon Dieu! qu'avez-vous de si pressé à m'annoncer?

— Écoutez-moi, Lydie. Hier, vous m'avez avoué que vous m'aimiez. Le répéteriez-vous aujourd'hui?

— Certainement, Alexandre, je vous aime, et je le répète, sans comprendre ce qui là dedans peut vous rendre si heureux. Nous nous aimons depuis longtemps, et je n'ai jamais songé à cacher mon affection pour vous.

— Oh! votre aveu...

— Pourquoi mon aveu, comme vous l'appellez, vous émeut-il autant, et qu'y a-t-il de changé?

— Ce qu'il y a de changé? Mais je vous aime à la folie; mais je veux que vous soyez à moi, à moi seul!

— Je ne vous comprends pas. Vous voulez donc m'empêcher de voir mon oncle, mes amis?

Le prince se leva, et, ému, solennel, il s'avança vers la jeune fille, qui le regardait étonnée.

— Lydie, dit-il d'une voix tremblante, Lydie, mon âme, ma vie, voulez-vous être ma femme?

La nièce du marchand recula stupéfaite.

— Vous épouser, Alexandre! moi une simple marchande?

— Une marchande! qu'est-ce que cela fait? Où trouverai-je autre part tant de grâces, de charmes et de beauté? Si vous consentez à vous unir à moi, je vous remercierai à genoux, après avoir remercié Dieu!....

Des larmes de bonheur sillonnèrent la joue de la jeune fille. Avec une émotion indicible, frissonnante de bonheur, elle lui tendit sa main en murmurant :

— O Alexandre! je suis heureuse, bien heureuse,

Et, silencieuse, elle s'appuya avec tendresse sur l'épaule du jeune homme.

Tout à coup Lydie se retirant et couvrant son visage de ses deux mains, se mit à pleurer.

— Qu'avez-vous, Lydie? demanda le prince. Vous pleurez?

— Nous sommes deux fous, mon pauvre ami. Ce sont des chimères irréalisables. Vous oubliez votre position, Alexandre, vous êtes prince, vous êtes riche à millions.

Palensky l'interrompit.

— Qu'est-ce que cela fait encore? Pourquoi me dites-vous cela?

ne vous ai-je pas déclaré que si vous m'aimiez le reste m'est indifférent. N'avez-vous plus confiance en moi ? Ne me croiriez-vous plus ?

— Je vous crois, Alexandre ! Oh ! je vous crois ! Mais songez-y vous-même. Younker, vous ne pouvez vous marier sans la permission de vos chefs ; mineur, vous ne pouvez disposer de votre fortune sans le consentement de vos parents.

— Bientôt, je ne serais plus younker ; ma présentation au grade d'officier va partir dans quelques jours pour Saint-Petersbourg. Mes parents, je n'ai que ma mère, qui ne s'opposera jamais au moindre de mes désirs. Tant que je suis mineur, je dépends il est vrai de mon tuteur, mais le grade d'officier consacre ma majorité ! Je serai seul alors maître de ma personne comme de ma fortune, et nul n'aura rien à voir dans mes actions. Croyez-moi, Lydie, quand je promets quelque chose, c'est que je peux tenir ma promesse et que personne ne peut m'en empêcher.

— O Alexandre, si cela pouvait être vrai !...

— Mais c'est vrai, mon ange. D'ailleurs dans quel but vous mentirais-je. Est-ce que je vous demande quelque chose ? Est-ce que je n'ai pas l'intention de vous respecter ? Répondez, Lydie, m'accordez-vous votre main ?

— Je vous promets d'être votre femme, Alexandre, dit alors la jeune fille, d'une voix profonde et sérieuse. Je fais plus.

Et d'un pas lent, solennel, imposant, elle se dirigea vers le coin de la chambre, où devant les images de la Vierge et des saints, une lampe brûlait jour et nuit. Alors, étendant la main :

— Prince Alexandre Palensky, dit-elle, Lydie Yline jure de n'être jamais à personne autre qu'à vous. Faites donc comme il vous plaira. Elle ne sera jamais parjure. Vous la trouverez toujours prête à vous suivre.

Palensky alors s'avança à son tour. Et d'une voix tremblante d'émotion :

— Je jure devant Dieu et la Vierge, sur ma religion et devant vous, Lydie, sur mon honneur de prince et de gentilhomme, de vous prendre pour femme et de vous respecter jusqu'à ce jour.

— Merci, mon ami. Maintenant, écoutez ma prière, Alexandre. Ce jour est trop sacré pour le profaner par des paroles terrestres. Il existe dans notre contrée une croyance qui ordonne aux fiancés, une fois leurs vœux engagés, de ne plus se parler dans la journée. On espère que Dieu, qui voit tout, se gravera plus facilement leurs paroles dans la mémoire, s'il n'en entend pas d'autres sortir de leur bouche le même jour. Et on croit que le bonheur futur des fiancés

dépend de ce silence. Rentrez chez vous, Alexandre. Moi, je vais remercier le Dieu miséricordieux qui me donne une si grande part de félicité ici-bas.

Et comme le prince souriait de cette crédulité.

— Allez, mon ami, partez, continua Lydie, je vous conjure de ne plus me dire un mot. Cela pourrait nous porter malheur.

— Nous sommes trop heureux pour rien craindre, et....

Lydie pâlit de terreur.

— Alexandre! je vous ai supplié de ne point me parler. Le son de votre voix m'a fait mal. C'est une superstition, si vous voulez; mais j'y tiens. Pourvu que cette seule parole ne nous ait pas déjà porté malheur! J'ai un pressentiment, je tremble....

Et comme Palensky voulait encore parler.

— Ne parle pas, dit-elle, avec des larmes dans la voix. Adieu! pars! continua-t-elle avec un geste si suppliant, que Palensky sortit un sceptique sourire aux lèvres.

Restée seule, Lydie se jeta à genoux devant les images.

— Sainte Vierge, protectrice des bons, dit-elle, protège-nous, car nous ne sommes pas méchants. Seigneur, pardonnez-lui son incrédulité. Je vais à l'église prier pour lui!

Elle se leva, s'habilla, et descendit avec l'intention de se rendre à l'église voisine. Sur l'escalier elle rencontra Garine. Le lieutenant la salua profondément.

— Lydie Vassilievna! lui dit-il en s'approchant, casquette bas, je suis venu pour vous demander pardon.....

La jeune fille voulut passer outre. Mais l'officier l'arrêta d'un geste suppliant.

— Je vous aime tant! continua-t-il en tremblant, que je crains de devenir fou. Depuis que vous connaissez le prince, je remarque un si grand refroidissement en vous à mon égard; et j'en souffre tant, que la colère amassée de longue date dans mon cœur s'est fait jour malgré moi. J'ai eu tort, je le confesse, je me repens. Mon rapport n'est pas fait; je n'y songe même plus. Pardonnez-moi, Lydia Vassilievna.

Yline se sentit émue des accents humbles et repentants que le lieutenant avait su prendre.

— Je vous pardonne de tout cœur! dit-elle, mais vous avez insulté le prince!...

— Pourvu que vous m'excusiez! je me moque pas mal du prince...

Lydie se redressa, froissée.

— Vous avez tort, car c'est mon meilleur ami, dit-elle, durement. Adieu Andréi Ivanovitch.

Et la jeune fille voulut poursuivre son chemin. Garine l'arrêta encore une fois.

— M'autorisez-vous, Lydie Vassilievna, à revenir chez vous comme par le passé? N'osant enfreindre votre défense, je vous ai attendue, ce matin, sur l'escalier...

— Si le prince le permet, oui.

— Mademoiselle...

— Comme il vient me voir tous les jours, je ne veux plus, à l'avenir, assister à des scènes comme celle d'hier

— Ainsi vous exigez que je m'humilie devant un rival?

— Rival! et en quoi, s'il vous plait? Si vous voulez que je vous rende mon amitié, faites vos excuses au prince. C'est mon dernier mot.

Et Lydie, sans vouloir rien écouter, se dirigea vers l'église.

— J'irai chez ce prince maudit, murmura Garine quand elle se fut éloignée. Je m'humilierai pour la revoir, car je l'aime et je veux l'épouser; mais je finirai bien par trouver une occasion de vengeance.

★ ★ ★

La suite prochainement.

LA POÉSIE POPULAIRE EN ITALIE

II

CHANTS DES PROVINCES MÉRIDIONALES ET DE LA SICILE¹.

Il y a plusieurs années qu'un littérateur toscan, Tigri, publia les chants populaires des environs de Florence. Le recueil qui les contient reçut un accueil des plus favorables, non-seulement en Italie, mais dans toute l'Europe, et certes, beaucoup de nos lecteurs ont lu et relu les gracieuses stances connues sous le nom de *rispetti*; mais ces stances ne sont pas propres seulement à la Toscane, et, sous des titres différents, on les retrouve dans presque toute l'Italie.

Si leur forme, leur rythme, sont à peu près les mêmes dans toute la péninsule, en Sicile et dans les îles Lipari, le fond n'y varie pas non plus considérablement. L'amour, ses espérances, ses peines, ses joies, ses craintes; les femmes, leur beauté, leurs grâces et quelquefois leurs défauts; la jalousie et ses angoisses, les obstacles que rencontrent des sentiments partagés, les souvenirs et les regrets, tel est le thème que la poésie populaire italienne couvre de variations charmantes souvent, mais dont une traduction est inhabile à rendre l'éclat et la fraîcheur. Les grâces natives de ces chants disparaissent même tellement dans une langue étrangère, que le lecteur s'étonnera peut-être de nos éloges, et que la crainte de le lasser m'empêchera de multiplier les citations.

Cette difficulté de traduire convenablement en prose des vers lyriques n'est pas la seule que je rencontre. L'unité d'inspirations dont je parlais tout à l'heure est encore un autre embarras. Elle est si grande, que si je voulais m'occuper successivement des chants des provinces méridionales publiés par MM. Casetti et Imbriani, de ceux

¹ Voir le *Correspondant* du 10 juillet 1872.

de la Sicile, recueillis récemment par MM. Giuseppe Pitrè, Salvatore Salomone Marino et Lizio Bruno, des stances que ce dernier a récoltées ensuite dans les îles Éoliennes et d'autres contrées de la Sicile, les citations que je ferai, les observations dont j'aurai sans doute à les entourer quelquefois, présenteraient d'inévitables redites. Ne vaut-il pas mieux prendre, sans distinction, quelques fleurs dans tous ces odorants bouquets? C'est ce que je pense, et cependant il y a là un inconvénient : cette poésie qui, au premier coup d'œil, peut sembler d'une même teinte, a des nuances assez variées qu'il faudrait distinguer peut-être. Les chants siciliens ¹, par exemple, ne paraissent pas, comme caractère général, fort différents des stances toscanes; plusieurs d'entre eux sont même les originaux ou les copies de nombreux *rispetti*. On peut toutefois remarquer dans beaucoup de poésies siciliennes quelque chose de plus ardent comme pensée, de plus énergique comme expression, que dans les autres productions parallèles de l'Italie, et supposer que celles de ces inspirations où le sentiment est le plus exalté, où le style est le plus coloré, ont dû naître dans l'île de feu, l'*isola di fuoco*. Ce sont les mêmes fruits; mais, à mesure que l'on s'avance sous le soleil, ils ont encore plus de saveur et de parfum.

L'amour, je l'ai dit, est le grand inspirateur des chants italiens; il l'est aussi de beaucoup de nos poésies populaires. Mais malgré ce mobile identique, les uns ressemblent bien peu aux autres. Chez nos poètes rustiques, le sentiment peut quelquefois être vrai, mais la langue est pauvre, les images sont rares. Dans nos villages, l'amant semble à peine avoir regardé sa maîtresse; il ne parle pas de sa beauté, il ne cherche pas à conserver dans ses vers abrupts le souvenir d'un regard, le charme d'un sourire, à retracer les traits de celle qu'il aime. Il n'a nulle tendance à idéaliser l'amour; il ne lui demande souvent que le refrain grivois d'une ronde joyeuse, ou, si son cœur est sérieusement atteint, il se rend à la mairie et à l'église, et bien vite la maîtresse n'est plus qu'une bonne ménagère qui, dans sa pauvre maison et entourée d'enfants pleurards, regrette, pendant que son mari boit au cabaret, le bon temps où elle était à marier.

En Italie, le sentiment est ardent, bien qu'il s'enflamme peut-être autant dans la tête que dans le cœur. Chez ses poètes il y a excès de

¹ Ils sont devenus, pour M. Pitrè, le sujet d'une étude fort intéressante d'abord imprimée isolément, et jointe, depuis, au recueil qu'il a publié. J'ai souvent profité de cet excellent travail, ainsi que de la préface dont M. S. S. Marino a fait précéder la *Baronessa di Carini*. Je ne laisserai pas échapper cette occasion de remercier les deux écrivains siciliens de la courtoisie avec laquelle ils ont tant de fois cité mes recherches sur la poésie populaire.

ce qui chez les nôtres fait défaut : il y a surabondance d'enthousiasme, de métaphores, d'hyperboles. L'amant célèbre les yeux, la bouche, le teint brun de sa maîtresse; rien ne lui coûte pour la peindre, la louer, la magnifier. Si chez nous le poète populaire, comme pour se consoler par les fictions des misères de la réalité, se plait à étaler des trésors, des titres pompeux, à bâtir des châteaux d'or et d'argent, à faire intervenir des fils de roi et des reines. En Italie, c'est bien autre chose encore, surtout lorsqu'il s'agit de glorifier la femme aimée; les noms les plus grands, toutes les splendeurs que l'amant a entrevues ou rêvées, les anges, le soleil, la lune, les étoiles, remplissent les stances qui lui sont consacrées. Dans le sentiment qu'elle inspire il y a comme un souvenir de l'amour chevaleresque. Du reste — et c'est un fait à noter — ce ne sont pas les jeunes hommes seuls qui s'expriment avec cette exaltation; l'amour qu'ils provoquent, les jeunes filles osent le redire avec non moins de véhémence; elles l'osent, parce que ces passions ont quelque chose de chaste et d'élevé. Il y a du Pétrarque dans toute cette poésie populaire. Pétrarque a béni l'année, le jour, le mois, l'heure où Laure lui est apparue pour la première fois. Un poète sicilien, imité par beaucoup de ses confrères, n'est pas moins prodigue de ses bénédictions : « Bénis soient le Dieu qui t'a créée, la mère qui t'a mise au monde, le père qui t'a engendrée, le parrain, la marraine qui t'ont tenue sur les fonts, le prêtre qui t'a baptisée, l'eau, le sel dont il s'est servi; béni qui t'a élevée, car tu fus élevée pour mon bonheur. »

Il faut voir de quels prodiges a été entourée la naissance de toutes les belles chantées par ces poètes enthousiastes. L'un d'eux dira que quand sa maîtresse naquit, la soleil et la lune firent fête; que Rome, et Naples, et Messine se réjouirent; qu'elle eut pour marraine une reine, pour parrain un roi; qu'elle naquit dans l'octave du Seigneur. Un autre dira que trois aigles prirent leur vol pour annoncer au monde la naissance de son amie; que Dieu l'envoya du ciel pour consoler le monde. Dante a exprimé la même idée dans sa *canzone* :

Donne ch'avete intelletto d'amore.

dont on retrouve — remarquons-le en passant — le premiers vers dans un chant sicilien.

Les cheveux de la femme aimée sont d'un or filé par les anges; son front est un diamant; ses yeux ont été faits pour regarder le paradis; ses sourcils sont des arcs de triomphe, sa peau est de soie d'Amalfi. La terre tremble à l'endroit où elle passe et se couvre de fleurs; l'église resplendit quand elle y entre; le soleil est jaloux de

son éclat; quant à la lune, elle serait bien audacieuse, si elle voulait se comparer à elle :

« La lune est blanche, vous êtes un peu brune; elle est d'argent, vous êtes d'or; elle reçoit la lumière, vous la donnez. La lune décroît, vous croissez toujours; elle s'éclipse, vous ne vous cachez jamais... Vous triomphez de la lune : c'est soleil, et non pas lune, que vous vous appelez. »

Vous êtes un peu brune... bien des chants italiens, et siciliens surtout, sont en l'honneur des joues dorées par le soleil, et se rapprochent de certaines *coplas* andalouses : « La neige est blanche, mais on la foule aux pieds; le poivre est noir, mais il est en grande estime; la terre noire est celle qui produit les plus belles récoltes. » On retrouve cette dernière idée dans un de nos vieux poètes, Remy Belleau :

Il est brun, mais la terre brune
Tousiours porte les beaux épis.

Comment la nature a-t-elle pu donner à leurs maîtresses tant d'attraits? Voilà ce que se demandent bien des amants italiens, et entre autres un poète de Chieti :

« Dis-moi, Cupidon, à quelle école es-tu allé? Comment as-tu pu former cette belle? Dis-moi, avec quel pinceau l'as-tu peinte? Où as-tu pris ces fraîches couleurs? Où as-tu pris ce beau visage? Comment as-tu pu faire ces yeux noirs? Tu as composé ma maîtresse des plus charmantes choses, mais tu lui as donné un cœur trop dur. »

On pense bien qu'au milieu de toutes ces hyperboles, les cheveux qui deviennent des chaînes, les yeux qui volent des cœurs, et les cœurs échangés, ne manquent pas. S. S. Marino a rapporté le songe d'un amant qui se voit dans une église mort, ainsi que sa bien-aimée. Des chirurgiens font la dissection de son corps, et sont fort surpris de ne pas lui trouver un cœur; mais ils en trouvent deux dans la poitrine de sa maîtresse. Ce chant bizarre existe aussi en Sardaigne. A Naples, un amant reproche à sa maîtresse de lui avoir pris son cœur. Il ne peut vivre sans en avoir un : il est juste qu'elle lui donne le sien. Une poésie andalouse roule sur le même sujet : « Comme j'ouvris sans précaution ta lettre, maître chéri, ton cœur en tomba; mais il tomba dans mon sein, et je lui donnai asile. Je ne puis pourtant avoir deux cœurs : je t'envoie le mien, et le tien reste avec moi. »

Ces échanges de cœurs sont du reste bien vieux en Sicile. Un des plus anciens poètes de cette contrée, Marco da Richio, écrivait, au treizième siècle, à sa dame : « Je vous envoie mon cœur; il part et reste avec vous, il ne veut pas revenir; je vous le recommande. Ne

lui faites ni tort ni mal, ma dame, mais envoyez-moi votre cœur, amoureux comme le mien. »

Mais voilà assez d'exagérations. Passons à quelques vers d'un ton plus simple. Le lecteur voudra bien se rappeler que chaque strophe forme un tout :

« Quand je te vois à la fenêtre avec cette bouche souriante, tu me fais devenir fou au point que cela étonne tout le monde. Plus je te regarde, plus tu me sembles belle, car tu es comme une étoile à l'Orient. Si je pouvais te parler une seule fois, je serais heureux toute ma vie. »

« Je suis devenu amoureux de votre pied quand, dans un bal, je vous ai vu danser. Avec votre petite main vous teniez votre tablier, et quels mouvements vous sâviez faire ! O Dieu ! si je vous avais pour femme, toujours au bal je voudrais vous mener ! »

« Je l'ai laissée gémissant et pleurant, triste elle était assise devant sa porte ; quand je touchai sa main blanche, elle l'avait froide comme la neige et elle était absorbée. Elle me dit ensuite : — Est-ce vrai que tu pars ? Mes peines, à présent, qui les soulagera ? Long est le chemin, qui sait quand tu reviendras ? A ton retour, je ne te verrai plus, je serai morte ! »

« O Dieu ! quelle peine vous me donnez ! J'ai une langue et je ne puis parler, je passe devant ma maîtresse, je la vois et ne la puis saluer ! O Dieu du ciel, ô Vierge Marie, dites-moi ce que j'ai à faire ! Je la regarde, elle me regarde ; ni elle, ni moi, ne pouvons nous parler. »

Une strophe des environs de Rome, que l'on retrouve dans les chants des provinces méridionales, exprime une pensée souvent redite depuis et avant la délicieuse pièce de Ronsard :

Mignonne, allons voir si la rose...

« Souviens-toi que tu es mortelle, toi qui es si fière de ta beauté. Le printemps l'emporte sur toutes les saisons, c'est vrai, mais il dure peu. La rose est bien belle, elle est sans pareille, mais dans un tour du soleil il faut qu'elle périsse. »

Puisque nous en sommes aux roses, citons encore cette jolie strophe connue en Sicile comme dans d'autres parties de l'Italie, et à laquelle nous ne garantissons pas d'ailleurs une origine tout à fait populaire :

« La rose, respirée par beaucoup de personnes, perd l'odeur et change de couleur, de sorte qu'elle se voit abandonnée et que celui qui l'estimait tant la repousse ; la beauté est plus estimée quand elle est possédée par un seul amant ; mais quand, pour beaucoup, elle se montre agréable, elle perd son prix et n'a plus de valeur. »

Cela ne rappelle-t-il pas une charmante comparaison dont l'Arioste a fait deux octaves : « La jeune fille est semblable à la rose... »

La Verginella è simile alla rosa...

Quelquefois, mais fort rarement, on trouve dans les poésies lyriques italiennes quelques vagues ressemblances avec nos chansons rustiques ; sans doute ces ressemblances prouvent seulement que les beaux esprits ne sont pas seuls à se rencontrer. Quand un amant sicilien déclarait que si on voulait le faire roi et lui prendre sa maîtresse, il répondrait :

Vogghiu a Turridu nun vogghiu curuna.

« Je veux Turridu, je ne veux point de couronne », il ne se doutait certainement pas qu'un Français avait dit mieux que lui au seizième siècle :

Je dirai au roi Henri :
Reprenez votre Paris,
J'aime mieux ma mie,
O gué !
J'aime mieux ma mie

Un poète des îles Éoliennes a dit :

Non pozzu amari a iautra si no a tia
Ritradieddu di tia mi vogghiu fari
Mi mi lo portu lo jornu cu mia.
Quannu cu tia non pozzu raggiunari
Varda la to' ritrattu e su' cu tia.

(*Canti delle isole eolie*, p. 117.)

« Je ne puis aimer un autre que toi. Je me veux faire de toi un petit portrait que je porterai tout le jour. Ne pouvant te parler, je considérerai ton portrait et me trouverai avec toi. » C'était à son insu que ce poète répétait ce qui se chante ou se chantait dans bien des villages de France, et avec non moins de grâce :

Je ferai faire un' belle image,
Semblable à vous, mes chers amours,
Je la mettrai dans ma pochette,
Je la bais'rai cent fois par jour.

Quand un autre Sicilien désirait être petit oiseau pour se poser sur l'épaule de sa maîtresse et lui murmurer de douces paroles à l'oreille, il ne pensait guère qu'un paysan de l'Angoumois avait fait un souhait semblable :

Si j'étais petit oiseau
Que je saurais voler...

Quelques stances sur les mal mariés sont celles qui se rapprochent le plus de nos chants populaires. Là, on ne peut guère croire non plus à une imitation, on doit penser plutôt qu'une situation identique a produit quelquefois des vers presque semblables. On trouve aussi, dans les poésies italiennes, quelques pièces sur les petits hommes, en général elles sont apologétiques : le petit homme se console de l'exiguïté de sa taille en parlant de choses petites et qui ont du prix. Une stance toscane est cependant écrite dans le ton satirique de notre *Petit mari*, vieille chanson citée déjà comme ancienne dans le *Roman comique*. Les petites femmes ont aussi inspiré plus d'une stance; mais là l'inspiration est tout élogieuse :

« Petit est l'œillet et il répand tant d'odeur; plus petite la rose et elle a tant de parfum. Petite est la lune et elle donne tant de clarté, plus petites sont les étoiles et elles brillent tant. Tu es petite et tu aimes, plus petit je suis encore et mon amour est si grand. Petit est le pinceau du peintre, et il a reproduit toute ta beauté si grande. »

Tous ces poètes sont trop galants pour répéter une facétie souvent redite au moyen âge, débitée, dit-on, dans l'antiquité, par Archidamus, roi de Sparte, et dont l'archiprêtre de Hita fit son profit. Le joyeux poète espagnol a terminé un éloge de petites femmes en disant que des maux il fallait choisir le moindre.

Il y a des choses, des noms, des pays pour lesquels la poésie populaire a une affection particulière. Dans beaucoup de nos chants rustiques, il est fait mention de la Flandre, de l'Angleterre, de Londres. Pour la Sicile, autres sont les préoccupations. C'est Marseille, c'est Rome, c'est l'Orient qui reviennent souvent dans ses vers. C'est à Rome que le pèlerin va demander l'absolution de ses fautes, c'est à Rome qu'est le palais dont il veut faire cadeau à sa maîtresse, c'est à Rome qu'habite le peintre chargé de faire le portrait de sa bien-aimée. L'Ésclavonie a aussi frappé les poètes siciliens. Ils y placent trois fontaines dont les eaux confondues forment un puissant philtre amoureux. Le sultan apparaît au Sicilien comme le type de la toute-puissance. Les réminiscences chevaleresques sont peu nombreuses : Maugis, Morgane, Roland sont cependant rappelés dans le recueil de M. Pitre; dans celui de MM. Caselli et Imbriani, il est fait mention de Morgane aussi, d'Iseult-la-Blonde et de Blanchefleur auxquelles un amant compare sa maîtresse. Il cite une autre belle, Camiola, qui n'appartient pas au monde chevaleresque. Quelle était cette Camiola mise en si bonne compagnie? Une noble dame de Messine. Elle racheta de la captivité Roland d'Aragon, à condition qu'il la prendrait pour femme. Celui-ci ne voulait plus tenir sa pro-

messe et ne s'y décida que sur une sentence du roi son frère ; mais Camiola, indignée, refusa l'inconstant devant l'autel même.

Quelques chants siciliens conservent la trace d'anciens usages, du baptême par immersion, de cérémonies usitées jadis à l'occasion des noces. Les nombres impairs, comme partout dans des productions analogues, apparaissent fréquemment dans les chants siciliens. Un amant veut faire trois fois le tour du monde, un autre veut que son cœur soit divisé en trois morceaux, trois fontaines d'amour coulent, trois roses pendent à un rosier, trois ans le prisonnier est privé de soleil. Une jeune Sicilienne a été baptisée dans neuf fontaines, elle demande que neuf torches éclairent la messe de son mariage ; neuf sont les fées qui lui obéissent, neuf sont les sœurs qui la servent. Dante avait remarqué l'influence que le nombre neuf avait sur la destinée de Béatrice et s'était livré à ce sujet aux recherches les plus subtiles. En tête des *Siete partidas*, don Alphonse X s'efforce de prouver la bonté du nombre sept dont saint Augustin s'est aussi occupé dans la *Cité de Dieu*, et sur lequel, dans sa *Philosophie occulte*, Agrippa a écrit tout un chapitre. On peut sans doute faire remonter à une origine érudite le goût que, comme les dieux, la poésie populaire éprouvait pour les nombres impairs.

Quels furent les auteurs de tous ces chants ? Ils sont restés inconnus et appartenrent aux basses classes. Cependant il semblerait que, plus d'une fois, ils subirent l'influence de poètes plus érudits, et, à ce sujet, je laisserai parler un excellent juge, M. Milà y Fontanals, qui a examiné dernièrement un des recueils qui nous occupent ici : « M. Pitre, par quelques-unes de ses observations, confirme le doute qui nous est venu en parcourant pour la première fois les poésies siciliennes. Il dit, par exemple, que certains *rispetti* toscans sont le produit de la lecture, ce qui amène à supposer une même influence, peut-être moins directe, dans quelques-uns des chants siciliens... » Des allusions mythologiques, qui cependant n'ont rien de très-décisif dans une contrée aussi imprégnée de l'antiquité, la régularité du rythme, font encore pencher vers cette opinion M. Milà y Fontanals qui conclut ainsi : « De tout cela, sans nier en aucune façon que la forme des *canzoni* ou une autre approchant soit originaire du peuple, qu'un grand nombre de ces *canzoni* sont dues à des personnes peu ou point lettrées et contiennent des éléments franchement populaires, on peut, à notre avis, avancer sans témérité, qu'elles forment dans leur ensemble un genre mixte qui n'est pas pour cela moins digne d'attention, d'étude et parfois d'admiration¹. »

¹ *Diario de Barcelona*, numéro du 29 juin 1871.

Cette opinion a été combattue d'une manière toute courtoise, d'ailleurs, par M. G. Pitre ; mais il ne peut entrer dans notre plan d'exposer les arguments qui font le sujet d'une lettre très-intéressante adressée par ce dernier écrivain à M. Milà y Fontanals, et qui a paru dans la cinquième livraison de la *Rivista filologico-letteraria*, et ensuite dans un nouveau volume de M. Pitre : *Studj di poesia popolare*. L'auteur, dans un autre livre : *Le lettere, le scienze e le arti in Sicilia negli anni 1870-71*, s'est trouvé encore ramené à la question des influences littéraires sur la poésie populaire sicilienne, c'est à propos de l'impression d'un ancien poète, Paolo Maura. On rencontre dans ses œuvres des vers, des stances que chantent encore aujourd'hui les paysans de la Sicile. « Mais qui peut assurer que ces vers aient passé de Maura au peuple, dit M. Pitre, ne peut-on pas croire aussi bien qu'ils ont passé du peuple à Maura. » Et c'est ce que M. Pitre semble disposé à admettre d'autant mieux que parmi les poésies de Maura on remarque une strophe de Veneziano, mort plus de vingt ans avant la naissance du poète dont les œuvres ont provoqué cette observation.

Un autre point difficile à expliquer, c'est la ressemblance très-grande qui existe entre beaucoup de *rispetti* toscans et un grand nombre de chants siciliens. Lequel des deux peuples a été imitateur ?

endant longtemps la Sicile a été considérée comme ayant eu l'honneur de produire les plus anciens poètes de la langue italienne :

..... I Siciliani
Che fur' già primi...

disait Pétrarque. Durant bien des années les critiques, Muratori, Tiraboschi, Ginguené, Diez, Ozanam, ont adopté cette opinion et l'ont souvent étayée de quelques lignes empruntées au *De vulgari eloquio* de Dante ; mais, de nos jours, Fauriel a cherché à donner à ce passage un sens moins explicite. Suivant lui, Dante aurait seulement voulu dire que les premières compositions poétiques en langue italienne qui firent école, furent composées à la cour de Sicile, et non que l'Italie n'avait pas alors déjà produit des poètes. Cette opinion, très-honorable encore pour la Sicile, a été combattue récemment par M. Vincenzo di Giovanni¹. Il tient à prouver que les troubadours siciliens furent les premiers en date comme en mérite. Il pense qu'ils précédèrent et qu'ils guidèrent les Toscans, que leur langue dérivait de l'osque, le plus ancien dialecte de l'Italie ; qu'il existait entre l'osque et l'étrusque de grandes analogies, et que beaucoup des imi-

¹ *Filologia e letteratura siciliana*.

tations qui nous frappent remontent sans doute bien loin. Une influence sur laquelle M. di Giovanni a écrit des pages fort intéressantes et dont on retrouve en Sicile des traces très-réelles, c'est l'influence orientale. On se l'explique parfaitement en se rappelant l'histoire de la Sicile. La poésie arabe y fleurit même après l'expulsion des Sarrasins, même à la cour des rois normands ; Ibn Kalakis vint offrir ses vers à Guillaume II et au prince Abul' Kasim, qui résidait près de ce dernier. La poésie populaire sicilienne, comme la poésie populaire andalouse, avec laquelle elle a souvent des ressemblances, a donc pu retenir quelque chose des inspirations orientales. M. G. Paris a cité dans la *Revue critique*, d'après M. Lafuente, un chant recueilli dans le Maroc :

« Tes cheveux sont la nuit, tes sourcils des croissants de lune, ton visage un miroir ineffable ; il n'y a point de bouche comme la tienne. La douceur de ta bouche est la douceur du miel, et dans tes lèvres riantes est l'ambre, l'ambroisie et le sucre. »

Cela ne paraît-il pas traduit de stances siciliennes ou de *coplas* andalouses ? Il semble, du reste, qu'en dehors de cette source orientale où les deux peuples ont pu puiser, il y a entre leurs poésies populaires d'autres ressemblances encore, et il serait peut-être facile de saisir aussi dans les chants siciliens des traces de l'occupation espagnole. J'ai eu l'occasion de signaler déjà quelques-unes de ces similitudes, et il y a quelque temps j'en faisais remarquer d'autres encore dans une revue de Palerme¹. J'y disais que les Italiens, comme les Espagnols, mêlent souvent à l'expression de passions toutes mondaines, des allusions, des comparaisons qui nous sembleraient sacrilèges à nous, hommes du Nord, mais qui chez eux, comme chez beaucoup d'écrivains du moyen âge, révèlent plutôt une préoccupation constante de toutes les choses qui tiennent à la religion, et, malgré leur inconvenance, dénotent moins l'impiété que la foi.

Nombreuses sont, dans les chants italiens, les confessions d'amants à des papes, à des cardinaux, et les réponses souvent plus qu'indulgentes des confesseurs. On trouve la même donnée en Andalousie.

El querer que te tengo,
Lo he confesado,
Y el confesor me ha dicho
Que no es pecado.

« L'amour que j'ai pour toi, je l'ai confessé ; le confesseur m'a dit que ce n'est pas un péché. »

¹ RIVISTA SICULA. Agosto 1871. *Della letteratura popolare dell' Andalusia*, p. 186.

Un prédicateur, — et suivant MM. Caselli et Imbriani ce serait Savonarole, dont la poésie populaire aurait gardé le souvenir, — est toutefois un peu plus dans la dignité de son caractère que les prêtres trop faciles inventés dans des chants composés sur cette donnée. Les paroles qu'on lui prête sont, ailleurs, mises dans la bouche d'un voyageur tantôt venant de Florence, tantôt venant de France :

L'amor comincia con suoni e canti,
E poi finisce con dolori e pianti.

« L'amour commence avec la musique et les chants, il finit avec la douleur et les larmes. »

Ce voyageur aurait pu aussi venir d'Espagne ; on y chante :

Yendo e veniendo,
Fuime enamorando,
Empeze riendo,
Y acabe llorando.

« Allant et venant, je devins amoureux ; je commençai en riant, je finis en pleurant. »

Au nombre des chagrins causés par l'amour, et des plus cuisants, on doit compter la jalousie. Elle a, ainsi que le dépit qui en est la suite, inspiré en Sicile de nombreux chants où la femme, ailleurs tant glorifiée, est en butte à de rudes attaques dans lesquelles plus d'un poète s'amuse à jouer sur les mots *donna*, *dannu*, dame, dam. Juvénal n'a pas plus malmené le beau sexe que ne le fait la muse rustique sicilienne ; mais elle ne cite pas Juvénal, que sans doute elle ne connaît pas ; elle s'appuie cependant sur le nom de Cicéron, resté très-populaire dans l'île de feu. Pourquoi ? *Chi lo sa* ? Peut-être, dit M. Pitre, pour avoir pris la défense des habitants de cette île contre Verrès. S'il en est ainsi, les Siciliens sont bien le peuple le plus reconnaissant de la terre.

La satire, du reste, ne s'arrête pas aux femmes ; elle est très-vive contre les médisants dont les indiscretions troublent les amants ; elle s'attaque très-âprement aussi à certains métiers. Ailleurs, elle est quelquefois politique. Je ne m'arrêterai pas aux vers divers écrits sous cette inspiration acrimonieuse ; je dirai cependant que le recueil des chants méridionaux offre une pièce assez curieuse contre notre Charles VIII.

De chants vraiment historiques, il n'y en a que de modernes dans les poésies du midi de l'Italie ; mais, dans les chants siciliens, les allusions à des hommes ou à des événements du passé sont assez fréquentes. Sont-elles toujours les contemporaines de ces personnages et de ces faits ? Faut-il penser, avec M. Pitre, qu'une strophe où sem-

ble être rappelée une loi de Robert Guiscard remonte au temps de ce roi ? qu'une autre strophe, où se trouve le mot *Cicari*, appartienne à l'époque même des Vêpres siciliennes ? On ne peut guère, sur ce point, se livrer qu'à des conjectures ; mais quel que soit le tact critique dont M. Pirè a donné tant de preuves, il est permis de se mêler un peu d'un certain amour-propre national. L'opinion de cet écrivain est toutefois celle que M. Salvatore Salomone Marino a émise aussi dans une intéressante étude : *La Storia nei canti popolari siciliani*. L'auteur dit que si, dans sa patrie, les chants réellement historiques font défaut à peu près, on possède beaucoup de pièces qui, par un vers, un mot touchant à d'anciennes lois, à de vieilles coutumes, révèlent leur antique origine, qui ont pu être altérées par la transmission orale, mais qui semblent venir de fort loin, de l'époque sarrazine, de la domination normande. Si j'ai, je l'avoue, des doutes à l'égard de dates aussi reculées, je suis tout disposé à admettre qu'une petite pièce où il est question de l'affaire de Sciacca a pu être composée peu de temps après un sanglant épisode dont les Siciliens ont été assez frappés pour y trouver le sujet d'une expression proverbiale. Deux Siciliens se disputent pour une chose de peu d'importance ; survient un homme plus calme. « Allons, leur dit-il, de pures niaiseries vous faites une affaire de Sciacca. » Quel événement a donné lieu à cette locution ? M. Marino nous l'apprend. Un baron nommé Perollo était seigneur de Sciacca, il avait pour ennemi le comte de Luna di Castabellotta. Celui-ci, à la tête d'une bande de malandrins, vint attaquer Perollo, le fit prisonnier, le tua, piller et brûler Sciacca. Après cet acte barbare, Luna se réfugia à Rome, près de son oncle Clément VII ; mais il ne put obtenir sa grâce de Charles-Quint et se jeta dans le Tibre.

Cette affaire de Sciacca eut lieu en 1527. La pièce qui y fait allusion peut fort bien être contemporaine de l'événement. Un autre épisode qui a causé en Sicile une grande émotion, c'est le mort de la baronne, ou, comme dit le peuple, de la princesse de Carini. Le 4 décembre 1563, Pietro Vincenzo II, seigneur de Carini, tua sa fille Catarina La Grua Talamanca, coupable d'une liaison amoureuse avec son cousin Vincenzo Vernagallo, appelé aussi don Asturi. On voit encore, dans une tour du château de Carini, l'empreinte d'une main sanglante qu'en fuyant Catarina appliqua sur la muraille. Ce meurtre a fourni le sujet d'un poème dont 262 vers nous sont parvenus. L'auteur de ce poème est resté inconnu ; mais divers passages indiquent qu'il était attaché au service de la baronne, et qu'il dut composer son œuvre peu après la catastrophe. Cette œuvre, bien que fort répandue dans le peuple sicilien, n'est pas d'une facture tout à fait populaire. Si son auteur était habitué à vivre dans les basses classes,

si même il écrivait pour elles, il n'était pas dépourvu de toute érudition. En plusieurs endroits, il laisse deviner qu'il connaissait les classiques latins et italiens, et qu'il tâchait de les imiter. La réputation de ce petit poème est grande en Sicile. L'homme du peuple à qui vous en parlez, — raconte M. S. S. Marino, — vous répond : « C'est la chose la plus belle, la plus émouvante qu'on ait jamais entendue. » Malgré cette vogue, M. Marino, premier éditeur de la *Baronessa di Carini*, a eu beaucoup de peine à se procurer les fragments qu'il a réunis. Ces difficultés s'expliquent par la longue crainte d'offenser une famille puissante et par une espèce de commisération étrange. Bien des jeunes filles, interrogées par M. Marino, lui murmuraient de mauvaise grâce les vers où l'on peint Catarina en enfer ; elles ne voulaient pas, disaient-elles, augmenter les douleurs de cette pauvre âme condamnée au feu éternel.

Analysons sans trop nous presser, ce poème resté si célèbre chez le peuple sicilien.

« Palerme pleure, Syracuse pleure, à Carini le deuil est dans chaque maison. Celui à qui arrive la nouvelle douloureuse ne peut plus avoir de paix. J'ai l'esprit bouleversé, de cœur me manque, tout le sang s'y porte. Je voudrais, dans un petit chant respectueux, pleurer le soutien de ma famille, la meilleure étoile qui sourit au ciel, âme innocente et sans voile, la meilleure étoile des séraphins, la pauvre baronne de Carini ! »

Les beaux yeux de Catarina sont fermés pour jamais. Ce qu'elle est les auditeurs du poète le seront bientôt ; qu'ils pensent à elle, qu'ils fassent des aumônes, ils ne tarderont pas à la rejoindre. Suit une apostrophe aux montagnes, au soleil, à la lune. Que tout prenne le deuil. Mais aux larmes doit se mêler un espoir, l'espoir de la vengeance. Ce sang qui est resté sur la muraille crie à Dieu.

Le récit commence par quelques vers fort plats et nullement dans le style un peu emphatique du reste de l'œuvre. Ils semblent une interpolation plus populaire. Le poète parlant de l'amour qui unit Catarina et son cousin D. Asturi, dit ensuite : « Cette fleur naquit avec les autres fleurs, au moment où le mois de mars entr'ouvre tous les bourgeons. » Les deux amants étaient heureux, mais leur sort devait bien vite changer. Pietro Vincenzo, le père de Catarina, venait de rentrer à Palerme, fatigué par la chasse, il se reposait, quand un méchant moine se présenta à lui et, avec un mauvais sourire, lui raconta ce qui se passait à Carini. Vincenzo furieux monta aussitôt à cheval et suivi d'une nombreuse escorte se dirigea vers le château habité par sa fille.

« Une splendeur incarnate descendait sur la mer et le sommet d'Istria. L'hirondelle vole et gazouille et s'élève vers le soleil pour

le saluer, mais un épervier lui barre le passage. Craintive elle regagne son nid et à grand' peine échappe à l'oiseau de proie. Une terreur semblable, un pareil effroi saisissent la baronne de Carini. Elle était appuyée sur un balcon où elle prenait plaisir et passe-temps, les yeux au ciel et l'esprit tout à l'amour, terme constant de ses désirs : — Je vois venir des cavaliers, c'est mon père qui vient pour moi ; je vois venir des cavaliers, c'est mon père qui vient peut-être pour me tuer : Seigneur mon père, que venez-vous faire ici ? — Madame, ma fille, je viens pour vous tuer. — Seigneur mon père, attendez un peu que j'appelle mon confesseur. — Il y a tant d'années que tu ne t'es confessée et à présent tu veux chercher un confesseur. Ce n'est pas le moment de se confesser et moins encore de recevoir des amants. Et en disant ces amères paroles il tira son épée et lui traversa le cœur. »

La nouvelle du meurtre se répand partout et cause une émotion que le poète éprouve plus que tout autre et qu'il voudrait mieux peindre : « Et je n'ai pu t'orner de fleurs ! et je n'ai pu voir ton visage ! et je n'ai pu m'agenouiller devant ton cercueil ! Mon pauvre esprit, prends des ailes et peins toutes ces amères douleurs. » A la fin de cette lamentation arrivent quelques vers faits pour indiquer quelle protection l'auteur du poème trouvait chez la baronne : « Ma barque reste hors du port, sans pilote au milieu de la tempête, ma barque reste hors du port, la voile déchirée et le pilote mort. » Il revient ensuite à la scène même de l'assassinat : « O douleur amère de cette pauvre malheureuse ! Quand elle ne trouva d'aide nulle part : éperdue elle cherchait des amis, elle courut de salle en salle criant : Au secours ! habitants de Carini, au secours ! au secours ! on veut me tuer. — Toute la Sicile fut en rumeur, la nouvelle battit des ailes dans tout le royaume, mais elle recula devant don Asturi. Qui eût voulu lui donner un tel coup dans la poitrine ? » Il erre la nuit sous le balcon, mais tout est silencieux. Il s'étonne de voir les fenêtres fermées, il pense que sa maîtresse est malade, la mère de celle-ci apprend à don Asturi que Catarina est morte. Cette situation fait le sujet de nombreuses variantes tant en Sicile que dans le reste de l'Italie. Don Asturi rencontre ensuite la Mort, elle lui demande où il va, il répond qu'il cherche sa bien-aimée. La Mort lui dit, ce qu'il doit savoir déjà, que Catarina n'existe plus. Don Asturi se rend au monastère de San Francisco à la Biata où sa maîtresse a été enterrée. Il s'adresse au sacristain et le prie de lui laisser revoir une fois encore la baronne.

Une lacune interrompt le poème, quand il reprend nous voyons don Asturi en enfer et ce qui suit se retrouve non-seulement en Italie, mais encore dans une chanson normande, un chant breton et une

chanson messine. Il est probable pourtant qu'avec ces trois dernières pièces, le hasard seul a créé des ressemblances qui sont toutefois très-grandes. C'est toujours don Asturi qui parle : « Tout alentour, tout alentour, le feu était allumé et au milieu mon amante brûlait et le vent qui souffle là continuellement¹ ne suffisait pas à la rafraîchir, elle me dit : — Cœur scélérat, voilà la peine que j'endure pour toi ! Que ne t'ai-je fermé la porte quand je te dis : entre, ma chère âme. — Et je lui répondis : Si je ne t'avais pas tant aimée, le monde ne serait pas mort pour moi, ouvre ma poitrine et tu y verras gravé le doux nom de Titidda (diminutif de Catarina). »

La dernière partie du poème est fort incomplète. Nous y voyons seulement, en dépit des lacunes, que don Asturi se propose de se retirer dans la solitude et de mener une vie de pénitence, que Carini abandonné devient la résidence favorite des fantômes et des bandits et que Pietro Vincenzo, le père de Catarina, éprouve les plus affreux remords.

Telle est la marche de ce poème dont quelques passages ont de réelles beautés. Un critique italien, M. de Gubernatis, a prétendu qu'un événement véritable ne faisait pas le fond de ce chant ; que cette histoire prétendue n'était qu'une légende propre à toute l'Italie, mais M. S. S. Marino qui avait déjà fait suivre le poème d'éclaircissements historiques peu contestables, a découvert, depuis la publication de son livre, de nouvelles preuves de la réalité des personnages qui eurent un rôle dans ce tragique épisode et entre autres documents, le testament de don Asturi daté du 22 septembre 1582 et qui est aujourd'hui entre les mains du baron Vernagallo, prince de Palti, de la famille à laquelle appartient l'amant de Catarina. Don Asturi, comme le faisait pressentir le poème, avait embrassé la vie religieuse et mourut dans un couvent de Madrid.

Ce chant m'a entraîné loin des stances lyriques, j'aurais pourtant voulu parler de quelques-unes encore, de celles que chantent les prisonniers entre autres, j'aurais voulu aussi citer quelques *ciuri* (fleurs) sortes d'improvisations qui n'ont que deux ou trois vers et que d'ailleurs on rencontre sur d'autres points de l'Italie, mais il est trop tard pour retourner sur mes pas et puisque me voici arrivé à la poésie narrative, je vais ouvrir le second volume du beau recueil de M. Pitre où elle est largement représentée. Ce volume ne lui est cependant pas consacré tout entier. Il débute par des berceuses, par des chants enfantins, tels que l'amour des mères en invente dans tous les pays. Viennent ensuite sous le titre d'*Orazioni*, de Ru-

La bufera infernal che mai non resta.

Inferno, c. V.

sarii, de *Coase di Dio*, des petites pièces qui malgré l'un de leurs titres ne sont pas tout à fait des choses de Dieu et indiquent souvent des préoccupations fort terrestres. Telle est l'invocation qu'une jeune fille adresse à saint Antoine pour qu'il s'occupe de son mariage, à saint Pascal pour que ce mariage se fasse promptement, au puissant saint Onufre pour qu'il trouve à la postulante un jeune et beau mari. La Sicilienne irritée contre son amant, s'adresse particulièrement aux saints dont la tête a été tranchée et leur demande, non la mort du coupable, mais un châtiment qui le lui ramène repentant. La jeune fille qui a besoin d'une dot prie saint Pantaléon de lui révéler quels numéros elle doit prendre à la loterie. Cette curieuse série se termine par des conjurations propres à éloigner les voleurs, les infirmités et toutes sortes de maux. Les *minimi* qui suivent sont des énigmes, des *devinailles*, comme les appelaient nos vieux écrivains. M. Pitre n'en a pas donné un grand nombre, il a reculé devant les équivoques grossières que ces énigmes offrent souvent, mais un de ses savants amis, M. F. Liebrecht, a pu sans craindre les inconvénients que ces devinailles auraient présenté dans un livre d'un accès trop facile, en publier une certaine quantité dans un recueil spécialement destiné aux érudits, le *Jahrbuch für romanische Literatur*.

Les *arii* qui succèdent aux énigmes peuvent très-exactement être comparés à nos chansons. Le rythme en est rapide; ils n'ont que peu de couplets, roulent sur l'amour surtout, daubent les vieilles gens. Les *arii* ne sont évidemment pas d'origine sicilienne; ils pourraient être venus de la Provence, mais empruntent quelquefois le ton propre aux inspirations indigènes de l'île de feu. Quelques-uns de ces *arii*, comme beaucoup de nos chansons, se coupent en dialogues et cessant de s'inspirer simplement de sentiments, roulent sur un fond épisodique, et se confondent avec ce que les Siciliens nomment des *storii*. La fille qui veut un mari rappelle la chanson du *Rémouleur*, publiée par M. Champfleury; le *Retour de l'amant prisonnier* fait songer à toutes les arrivées intempestives de fiancés et de maris dont abonde la poésie populaire de tous les pays. A cette catégorie de chants appartient encore la pièce, *les Pirates*. Mais là, la couleur locale — comme on aurait dit il y a quelques années — est beaucoup plus prononcée. Ce sont les plaintes d'un pauvre amant à qui de maudits Turcs ont enlevé sa maîtresse. Il appelle à l'aide; il crie : Vengeance contre les ravisseurs !

Les chants épiques véritables, les *storii*, ne ressemblent pas aux petits poèmes narratifs du nord de l'Italie. Ces petits poèmes, dont plusieurs semblent fort anciens, auraient pu cependant être transmis à la Sicile par une colonie de Lombards fixée, il y a des siècles,

dans une partie de cette contrée. Les descendants de ces Lombards ont, chose curieuse! conservé le dialecte de leurs ancêtres. Les habitants de Pizzo, de San Fratello, de Nicosia, d'Aidone, s'expriment encore entre eux dans cette langue, ce qu'ils appellent parler *dum-bard*, et savent, avec leurs voisins qui auraient de la peine à la comprendre, employer le *latin*, comme ils disent, en donnant le nom de latin à l'idiome de la Sicile. Ces Lombards ont leurs chants populaires, dont les pensées et le rythme sont imités des poésies aborigènes: mais M. Pitre n'a pu, parmi eux, arriver à la découverte d'aucun chant épique dans le genre de ceux qu'a réunis M. Ferraro, et dont nous nous sommes occupé dans un premier article.

Ces petits poèmes épisodiques ne semblent, du reste, propres qu'au nord de l'Italie. On ne les rencontre déjà plus en Toscane. Là, des productions, qui cependant sont dans les mains du peuple, offrent des récits vrais ou fabuleux, l'histoire de brigands célèbres, les aventures de Guérin le Meschin, la mort de Buondelmonte; mais selon Tigri, ils ont été composés à des époques récentes, par des rimeurs de profession, et n'ont rien d'une inspiration primitive vraiment populaire. Ce que je connais de la campagne de Rome est dans le même goût. On y répète des histoires de bandits qui débutent avec autant de pompe que la *Jérusalem délivrée*, et Orphée, Attila, Tan-crède, Roland, y sont devenus les héros d'œuvres quasi artistiques.

Il paraît que la Sicile a eu aussi des œuvres de ce genre, composées sous une inspiration chevaleresque. M. Pitre cite un fragment en octaves où figurent Renaud et Angélique, et qui, au dire d'un vieux paysan, appartenait à un poème sur les paladins de France. Un ancien livre où il est parlé de beaucoup d'entre eux, *I Reali di Francia*, est encore lu en Sicile par les chanteurs populaires, et l'un d'eux se vantait même de connaître le *Polei* (Pulci).

Quant aux *storie* dont nous parlions tout à l'heure, ils sont presque toujours aussi l'œuvre de poètes de profession, mais paraissent avoir un caractère un peu plus populaire que les compositions dont nous venons de dire un mot. On les chante avec accompagnement de violon, de guitare, de sistre ou de triangle. Ce sont ordinairement des aveugles qui les inventent et les colportent. A Palerme, ces poètes forment une société qui a ses lois et sa hiérarchie, et dont les membres, dès leur enfance, s'adonnent à la musique et à la poésie. Conduits par de jeunes garçons, ils parcourent les villes et les campagnes, improvisent sur des sujets vieux ou nouveaux, se rappelant les vers de leurs prédécesseurs, les modifiant, les intercalant à leur gré. Point de fêtes pour le peuple, sans ces Homères inconnus. Aucun événement intéressant pour leur

pays ne leur échappe. Ils ont raconté l'inondation de 1851, comme leurs devanciers avaient raconté celle de 1666. Une tempête, un tremblement de terre, le choléra, deviennent pour eux la matière de chants avidement écoutés. Murat, Fra Diavolo, se mêlent, dans leur répertoire, à *l'Enfant prodigue*, aux *Rois mages*, à *Sainte Lucie*, à *Sainte Rosalie*. Pour beaucoup de ces chants, la donnée est tout à fait italienne; pour quelques autres, elle vient d'ailleurs. Nous retrouvons là l'histoire, tant de fois redite, de Geneviève de Brabant: la légende, si répandue au moyen âge, du palmier auquel l'enfant Jésus ordonna d'abaisser ses rameaux, pour que la Vierge et saint Joseph pussent en cueillir les fruits. Nous retrouvons là encore un récit que le roi de Castille, don Sancho el Bravo, a mis dans son curieux ouvrage : *El libro de los Exemplos*, qui a fourni le sujet d'une *moralité* à notre vieux théâtre : *Du chevalier qui donna sa femme au dyable*, et dont les Allemands ont fait une ballade, l'histoire de cet homme ruiné qui obtient du diable la promesse de son assistance, en s'engageant à lui livrer sa femme. Celle-ci, emmenée par son mari, rencontre sur son chemin une chapelle, et s'y arrête pour prier la Vierge. Sainte Marie, voyant le danger que court la pauvre femme, prend sa ressemblance et sa place. L'esprit du mal reconnaît la Mère de Dieu et s'enfuit.

Quant aux légendes profanes, comme les appelle M. Pitré, on pense bien que les bandits y ont un grand rôle; ils y ont même souvent un beau rôle. Ici, ce sont deux brigands qui s'enfuient de forêt en forêt, poursuivis par la haine d'un seigneur, dont l'un d'eux a osé aimer la fille. Là, un bandit erre de contrées en contrées, échappant à toutes les perquisitions. Ailleurs, deux frères, brouillés avec la société, et près d'être capturés par les soldats, préfèrent la mort à la perte de la liberté. Un chant est consacré à un bandit illustre qui se venge d'un seigneur, lequel s'était refusé à lui remettre une certaine somme. Nino Martino, le brigand en question, comme d'autres de ses confrères, se montre très-généreux envers les pauvres gens : avec l'argent qu'il vole il soulage des malheureux qui le comblent de leurs bénédictions.

Des poésies de genres différents, des chants religieux et moraux, des satires, des *contrastî*, complètent l'excellent recueil de M. Pitré. Les *contrastî* rappellent les *débats*, les *tensons* de nos poètes du moyen âge. Tel est le *contrasto* : *i Due amanti*, qui lui-même remonte à une fort ancienne chanson sicilienne, ayant pour auteur un poète du treizième siècle, Ciullo d'Alcano. Les deux pièces ont une si grande ressemblance, que, suivant M. Pitré, on peut dire qu'elles sont une même œuvre.

Les divers chants que j'indique trop rapidement pourraient four-

nir des citations intéressantes, provoquer peut-être quelques curieuses observations; mais il faut s'arrêter et mettre fin à un travail qui s'est allongé beaucoup plus que je ne le prévoyais. Il est loin d'être complet cependant, et il est probable que quand il paraîtra, de nouvelles publications italiennes seront venues s'ajouter à celles dont je me suis servi¹. En effet, les amis de la poésie populaire au delà des Alpes montrent une très-grande activité, et, courant derrière eux, le critique essoufflé est tenté de leur crier :

Vous marchez d'un tel pas, qu'on a peine à vous suivre.

Tout défectueux que soit cet article, je crois cependant y avoir donné une idée des derniers travaux dont la poésie populaire italienne a fourni les matériaux. Cette poésie, on a pu le deviner, est des plus riches, surtout dans les chants inspirés par de rustiques Béatrices. Celui qui lira ces derniers chants dans leur langue ne réclamera pas contre les paroles dont M. Lizio-Bruno a fait une épigraphe à son volume de stances éoliennes, et que l'Amour prononce dans l'*Aminta* : « C'est pour moi une grande gloire, et j'ai fait un prodige, en rendant les chalumeaux champêtres semblables aux lyres les plus savantes. »

..... E questa è pure
Suprema gloria e gran miracolo mio
Render simili alle più dotte lire
Le rustiche sampogne...

Mais non, ces chalumeaux champêtres, pour parler le langage figuré du Tasse, ne sont pas semblables aux lyres les plus savantes : ils ont des sons délicieux ; mais ils plaisent surtout, parce qu'ils ne rappellent ni la science, ni l'étude ; parce qu'ils ont une harmonie qui leur est propre, et que les doctes lyres ne sauraient pas produire, fussent-elles pincées par tous les académiciens de la Crusca.

Comte DE PUTMAIGRE.

AOÛT 1872.

¹ Nous n'avons pas profité du deuxième volume des *Canti delle provincie meridionali*, dont la publication ne nous a été connue que quand cet article était terminé et déjà remis au *Correspondant*.

LES ŒUVRES ET LES HOMMES

COURRIER DU THÉÂTRE, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

Théophile Gautier : l'homme et l'œuvre, le poète, le romancier, le voyageur, le critique dramatique et le critique d'art. Du pastiche dans les écrits de Th. Gautier. Son œuvre type : *Fortunio*. Pourquoi Gautier ne fut pas de l'Académie. De la différence qu'il y a entre une statue et un homme. — **Théâtres**. Les théâtres de musique. Deux écoles opposées : *Madame Turlupin*, de M. Guiraud, et *Don César de Bazan*, par M. J. Nassenet. Les Italiens, et les *Deux reines*, de MM. Legouvé et Gounod. L'Odéon et la Comédie-Française : *Hélène*, par M. Pailleron. *La vraie farce de maître Pathelin* et la reprise de *Britannicus*. Ce qu'il faut penser du réveil de la tragédie. — Coup d'œil sur les envois de Rome, et *desiderata*. L'an 1872 et l'an 1873.

1

Y a-t-il deux mois, y a-t-il deux ans, que Théophile Gautier est mort ? Il y a juste deux mois aujourd'hui. Tout Paris, suivant la formule employée par les feuilletonistes pour désigner les trois cents personnes qui ne manquent jamais une première représentation, l'accompagnait au cimetière Montmartre à l'heure juste où paraissait notre dernière chronique. On n'a pas oublié quelles larges fumées d'encens s'élevèrent sur cette tombe changée en autel et devant cette idole transformée en vrai Dieu. Pendant quinze jours, il ne fut pas permis de voir un défaut à son talent, une tache à son œuvre, une faiblesse dans son caractère. Sa personne devenait l'objet des mêmes dithyrambes que ses écrits, et l'on en faisait le type idéal de la beauté, de la bonté, de toutes les vertus civiques, morales et domestiques. Le front de Gautier disparaissait sous un nimbe et dans une auréole de feu. Critiques littéraires, critiques dramatiques, chroniqueurs, *échoiers* eux-mêmes — pour parler la belle langue du journalisme contemporain — tout ce qui tient une plume et même tout ce qui manie les ciseaux du coupeur de *faits divers*, se

sentaient atteints par cette mort, et voulaient payer au maître leur tribut d'oraisons funèbres. Les poètes se couvraient d'un cilice, et, le front sous la cendre, drapés dans leur manteau, comme des pleureuses antiques, poussaient vers le ciel des plaintes harmonieuses et des sanglots sonores dont l'écho devait se prolonger toujours. Je ne sais si l'on n'a pas pleuré la mort de Théophile Gautier avec plus de larmes — du moins avec des larmes plus bruyantes — que celle de Lamartine, et je me croyais sûr au moins que cette immortalité de regrets promise à sa mémoire durerait bien deux mois. Mais tout à coup un grand silence s'est fait ; après avoir joué son grand concert de lamentations, de regrets et d'admiration, tout Paris est passé à d'autres spectacles, et voici qu'en prenant la parole à mon tour, je m'effraye presque du bruit de ma propre voix dans la solitude.

J'ai mis du moins à profit ces deux mois d'attente forcée pour relire l'œuvre à peu près entière de l'écrivain célèbre dont le nom restera parmi ceux des plus étonnants arrangeurs de syllabes, ciseleurs de phrases et orfèvres de style, des artistes qui ont le mieux su pétrir, dompter, manier, assouplir notre langue comme une cire molle, la forçant à se plier à tous les caprices, à revêtir toutes les formes, à subir tous les jougs, à exprimer même l'inexprimable. J'en voudrais parler impartialement, en me tenant à égale distance de l'apothéose et du dénigrement, en homme qui ne l'a connu que par ses écrits, et qui n'a d'autre intérêt que celui de la vérité¹.

Théophile Gautier débuta en 1830, à l'âge de dix-neuf ans, par un volume de *Poésies* dont la seconde édition parut en 1833, augmentée d'*Albertus*, « légende théologique. » Théophile Gautier est déjà là tout entier, avec son amour de la forme, de la couleur, de la draperie chatoyante, du détail rare, sa versification souple et riche, mêlée néanmoins de lourdeurs et de prosaïsmes, son penchant au bizarre, son goût pour le fantastique, et toutes ses qualités de peintre qui a échangé la brosse contre la plume, mais qui est resté *rapin*. Il possède dès lors à merveille tout le matériel poétique, et il n'ira guère au delà. Mais, au fond, le poème d'*Albertus*, qui établit sa renommée, n'est qu'un pastiche où l'imitation se déguise sous une allure cavalière. Il serait facile de montrer

¹ Voici les principaux ouvrages de Théophile Gautier que j'ai sous les yeux en écrivant cette étude, et auxquels je renvoie le lecteur : *Premières poésies* (*Albertus*, la *Comédie de la mort*, etc.). — *Émaux et camées*. — *Nouvelles*. — *Romans et Contes*. — *Mademoiselle de Maupin*. — *Théâtre : mystère, comédies et ballets*. — *Le capitaine Fracasse*. — *Tableaux de siège*. — *Tra los Montes*. (Tous ces ouvrages ont paru dans la Bibliothèque Charpentier, où chacun forme 1 vol. in-12). — *Constantinople*. — *Les Grottes*. (Tous deux chez Michel Lévy.) — *Italia*. — *Caprices et zigzags*. — *Miliona* (Chez Hachette.) Etc.

qu'il en est ainsi de presque tous ses ouvrages. Théophile Gautier ne fut jamais que le premier des disciples. Il avait une merveilleuse imagination de forme; mais, dénué de la faculté inventive, il allait emprunter partout les thèmes sur lesquels il brodait, avec une incomparable souplesse, ses étincelantes fantaisies. Il semble avoir mis son amour-propre à calquer les types les plus divers, en portant toutefois dans ces reproductions, qui seraient l'ornement du musée des copies, une manière unique qui les distingue des pastiches vulgaires, donne à l'imitation un cachet magistral, et les fait reconnaître du premier coup. L'originalité de Théophile Gautier est une originalité factice, composite, et tout extérieure. Qu'on ne s'arrête point aux illusions de surface et qu'on écarte l'enveloppe, on trouvera un esprit sans assiette, flottant à tous les souffles, vibrant à tous les chocs, amoureux de parfums, de lumière, de couleurs, de tout ce qui brille, de tout ce qui résonne, propre à recevoir toutes les empreintes et à les transmettre à son tour, mais ayant besoin d'être mis en branle par un esprit voisin, et cherchant toujours à prendre un mot d'ordre que tant d'autres sont venus lui demander ensuite: bref, semblant redouter d'avoir une personnalité morale fixe et arrêtée, et s'absorbant tout entier à faire successivement du chinois, de l'hindou, du grec, de l'espagnol, du moyen âge, du seizième siècle, du Louis XIII et du Louis XV, du *rococo* et du romantique.

Albertus porte à chaque page la trace d'une double imitation, tout au moins d'une double réminiscence. Il tient de Victor Hugo par le côté descriptif et pittoresque, l'abus de l'énumération, la recherche excessive du relief dans la peinture; par l'allure déhanchée, le scepticisme cavalier, les longues digressions, l'invasion fréquente de la personnalité du poète à travers la trame du récit, le mélange continu du lyrisme et du badinage, il relève directement d'Alfred de Musset, dont les *Contes d'Espagne et d'Italie* et le *Spectacle dans un fauteuil* avaient déjà paru. Que les curieux relisent *Albertus*, ils verront à quel point cette dernière imitation, sur laquelle j'insiste, parce qu'on n'a pas assez mis en lumière ce côté *subalterne* de l'œuvre de Th. Gautier, est patente et quelquefois criarde. Par moments, on dirait que le poème est calqué sur *Mardoche* ou sur *Namouna*, et l'on y retrouve même çà et là jusqu'aux images et jusqu'aux apostrophes les plus fameuses de Musset, tellement reconnaissables dans leur incarnation nouvelle, que lorsque l'auteur, nous parlant de ses amours et du temps qu'il y a perdu, s'écrie :

Sans cela, l'univers aurait eu mon poème
En mil huit cent vingt-neuf, et beaucoup plus tôt même.

on sourit, comme d'une diversion maladroitement opposée aux soup-

cons du lecteur. Quant à la licence de ses peintures, Théophile Gautier n'avait pas besoin de modèle. Une sensualité toute païenne éclate dans ce conte, qui est une légende théologique comme *Une larme du diable* est un mystère. Ce n'est pas seulement le nu que chante ce poète de la beauté physique, c'est le déshabillé, et il y poursuit en vingt strophes, avec la fougue e'frontée de ses vingt ans, cet hymne à la Volupté qui résume toute la philosophie, tout l'enseignement moral de son œuvre, et qu'on retrouvera plus ardent encore dans *Fortunio* et *Mademoiselle de Maupin*.

Cependant ce voluptueux avait aussi des pensées tristes et graves; cet épicurien couronné de fleurs ne craignait pas de placer sur sa table, ne fût-ce que comme le repoussoir du tableau, comme un contraste piquant, fertile en poétiques antithèses, comme un objet qui faisait bien dans le savant bric-à-brac de sa poésie, la tête de mort empruntée aux banquets des anciens. Plusieurs de ses amis affirment que, malgré les apparences, le fond de son âme a toujours été plein de mélancolie. A voir passer lentement par les rues, dans les dernières années de sa vie, ce gros homme indolent et doux, rêveur, taciturne, machonnant son éternel cigare, tandis que son œil, éteint sous sa paupière boursoufflée, semblait poursuivre dans le vide, sans espoir et même sans désir, les rêves évanouis d'un fumeur d'opium, on sentait bien qu'il y avait un grand vide au fond de cet esprit blasé, qui avait abusé de la poésie et de l'art comme un sultan de ses favorites, sans jamais s'inquiéter de savoir si elles avaient une âme, et sans y trouver même la jouissance qu'il s'en promettait. Mais déjà à vingt-cinq ans, tout en écrivant *les Jeunes-France, romans goguenards*, il était travaillé par des idées tristes, ou il les travaillait pour en faire des poèmes comme *Melancolia* et la *Comédie de la Mort*.

On a souvent reproché à Théophile Gautier de manquer de sentiment. Le reproche est assez vraisemblable, et même assez vrai dans son ensemble, pour demeurer légitime. Le sentiment est rare dans son œuvre, où il tourne presque toujours à la sensation; on l'y rencontre néanmoins, pourvu qu'on se contente de le prendre tel qu'il est, tantôt léger et à fleur de peau, comme le son vague d'une mélodie lointaine, tantôt au contraire matérialisé, et poussé, par l'abus des couleurs, à un excès qui, au lieu de l'accuser davantage, le dérobe en le dénaturant. Le sentiment n'est jamais pour lui qu'un thème pittoresque où le pittoresque domine, et qui finit par disparaître à demi sous la curiosité du détail, comme Galatée sous les saules, ou sous la froide perfection de la forme. S'il arrive par hasard à Théophile Gautier de verser une larme, au lieu de nous la laisser voir tout humide et brûlante, il la cristallise pour en faire un diamant, vrai ou faux, qu'il taille en facettes. Rien n'est plus cu-

rieux à cet égard, et ne le caractérise mieux, que son dernier livre, dont le titre même est significatif : les *Tableaux de siège*. Ce ne sont pas les douleurs, les tristesses, pas même les impressions, mais les tableaux, et l'on dirait qu'il ne s'agit même pas du siège de Paris, mais que l'auteur a voulu généraliser ses peintures, pour les dépouiller de tout élément qui aurait pu en troubler l'intérêt artistique et en déranger l'harmonie. De ces pages écrites jour par jour, au bruit du canon prussien, dans toutes les angoisses de la capitale envahie, il a voulu faire, il a fait un musée peint de la palette la plus riche, de la main la plus ferme et la plus reposée, avec une sérénité vraiment olympienne. Jamais Grec du temps de Périclès n'a moins permis à une émotion de déranger la draperie de son style et l'harmonieuse symétrie de sa métaphore. Aucun coup ne peut l'atteindre à fond, à travers la cuirasse d'or pur où il s'est enveloppé; et si parfois il laisse saigner la blessure, c'est lentement et goutte à goutte, comme s'il ne voulait qu'obtenir un effet nouveau, en dessinant des fleurs de pourpre sur son armure finement ciselée.

Mais c'est là la dernière manière de Th. Gautier. Il n'est pas encore arrivé à cette forme magistrale, calme et contenue; il ne la cherche même pas dans la *Comédie de la Mort*, où il s'abandonne tout entier au sentiment triste et sombre qui s'est emparé de lui. Le *Portail* de son monument funèbre, taillé d'un ciseau si ferme, si savant, et qui serait un chef-d'œuvre parfait avec quelques strophes de moins; la *Vie dans la mort*, la *Mort dans la vie*, où l'on pourrait glaner tant de beaux vers, d'un jet large et dru, sculptés dans le marbre ou coulés dans l'airain, sont imprégnés d'un sentiment vrai, quelquefois profond. Mais le poète ne sait pas s'arrêter à temps; il outre et prolonge ses peintures; l'idée première tourne à l'étrange, pousse à l'horrible, tombe dans le macabre. Le côté artificiel apparaît, et l'on finit par se trouver en présence d'un virtuose qui exécute des fantaisies lugubres dans un caveau mortuaire, avec un luth pour archet.

La *Comédie de la Mort* est d'une inspiration à la fois plus élevée et plus originale que le poème d'*Albertus*. Néanmoins il y a là un reflet de la poésie fatale, maudite et byronienne des *Antony*, des *Werther*, des *Manfred* et des *René*. Il ne serait pas impossible d'y signaler encore quelques réminiscences directes. L'influence de Victor Hugo domine toujours dans l'ensemble; celle de Musset même n'est pas encore entièrement absente, ne fût-ce que dans les stances de *Don Juan*. Il en est une autre que j'hésitais à reconnaître, tant elle me paraissait invraisemblable, lorsqu'une rencontre a fixé mes doutes. En lisant la strophe qui commence par ce vers typique :

Dans ma chambre, où tremblait une jaune lumière...

comment ne pas songer à Sainte-Beuve et aux *Rayons jaunes*? Il y avait déjà huit ans que le public était en possession des poésies de *Joseph Delorme*; mais les pièces dont se compose la *Comédie de la Mort* avaient été écrites pour la plupart, et quelques-unes publiées isolément, bien avant d'être réunies sous cette étiquette sépulcrale.

Parcourez les *Poésies diverses* de Th. Gautier : c'est une collection d'échos répétant les voix de tous les pays et de tous les siècles; c'est un clavier fourmillant et multiple, où chacun vient jouer un air tour à tour. Avec l'indifférence superbe de l'homme pour qui les formes sont tout et qui se sent maître de toutes les formes, il parcourt le monde entier, depuis l'Inde jusqu'à l'Espagne, pour y recueillir les motifs qu'il transpose sur son merveilleux instrument, — et, loin de s'en cacher, il le proclame nettement dans ses titres : *Rocaille, Pastel, Séguidille, Chinoiserie, Pantoum*, etc. Il ressuscite la villanelle, soupire des sérénades et des barcarolles, coule son vers ductile dans les vieux moules oubliés, se complait aux tours de force, aux recherches et aux coquetteries du rythme. Il fait du Latour, du Watteau, du Goya, de l'Albert Dürer, du Goethe, du Zurbaran, tout ce que vous voudrez, et il le fait à merveille.

Cette persistance dans le pastiche et la prodigieuse habileté qu'il y porte finissent par lui constituer une originalité poétique, — l'originalité d'un maître ouvrier qui exécute les travaux les plus divers, les plus compliqués, avec une manière à lui, et une sûreté de main tenant de la prestidigitation. Il a, en ce genre, de petits bijoux très-précieux, où apparaissent déjà les *Émaux et Camées*. Je préfère même ces pastiches, où il se contient et se surveille, aux pièces ambitieuses dans lesquelles il se livre, sans contrainte, au luxe oriental d'images, au fracas de rimes, au tapage de métaphores, aux débauches d'enluminure et de badigeonnage poétique. Rien n'égale l'exubérante prodigalité de ses couleurs, et jamais peintre n'abusa, à ce point, de l'ocre, de l'outremer et du vermillon. On est ébloui, mais on est choqué. Il faudrait lire ces poésies rutilantes avec un abat-jour et des lunettes vertes. Th. Gautier n'a pas plus le sentiment de la mesure dans le dessin que dans le coloris, et, de même qu'il recherche les teintes voyantes, il aime les formes excessives, il chante avec prédilection l'hippopotame, Béhémoth, Léviathan, l'oiseau Rock, dans des vers énormes comme eux.

A ce point de vue, les *Émaux et Camées* marquent un grand progrès chez Th. Gautier. C'est toujours le même poète, qui n'a rien perdu de son amour pour la bizarrerie et pour le tour de force, qui n'a rien acquis en pensée, mais qui s'est mûri et perfectionné dans le maniement de son outil. Il ne se borne pas à

faire de la poésie une peinture, suivant le mot d'Horace, pris en son sens vulgaire; il en fait une sculpture, une gravure en médailles, une musique, une orfèvrerie.

Il prend à tâche d'enfermer tous les arts dans le sien, de montrer qu'il peut les suppléer tous, et il chante la *Symphonie en blanc majeur*, il intitule une de ses pièces *Contralto*; il inscrit fièrement, en tête de son *Poème de la femme*, comme au socle d'une statue : *Marbre de Paros*; il exécute des variations sur le *Carnaval de Venise* avec le brio de Paganini. Pour mériter vraiment leur titre de *Camées*, il ne manque à quelques-unes de ces pièces, d'un dessin si charmant, d'un trait si net et si sûr, qu'un peu plus de brièveté. Comme tous les poètes de pure forme, qui se complaisent aux bagatelles descriptives et que n'arrête aucune difficulté d'expression, — comme son maître Victor Hugo, — Th. Gautier a un penchant à faire long. Dans ses *Premières poésies*, il lui arrivait fréquemment de gâter une pièce admirable, les *Ténèbres* par exemple, pour ne savoir pas s'arrêter à temps. Dans *Émaux et Camées*, il lui arrive encore de pousser le développement d'un motif poétique jusqu'à la fatigue et la monotonie. Mais, du moins, il sait mieux discipliner sa verve, apaiser sa couleur, mettre un frein à la tougue de ses métaphores. Il s'est débarrassé des audaces mal réglées de sa jeunesse et des scories bouillonnantes du vieux romantisme, comme un métal qui se purifie. Et, en même temps que le métal se raffinait, il y gravait, d'une pointe plus délicate, plus incisive et plus ferme, ces figures d'un contour si rare et si recherché, mais d'un si merveilleux fini. Théophile Gautier est arrivé là à une certitude souveraine. Il taille ses odelettes en plein marbre, il frappe ses strophes en médailles, il cisèle les caprices de son imagination comme un poète de l'Anthologie grecque, comme un Benvenuto Cellini de la rime. Sous ce titre expressif et bien choisi, il avait trouvé le cadre qui convenait à son talent exquis, mais de courte haleine, à ses aptitudes de virtuose incomparable, ayant, au plus haut point, à défaut des grands élans et des larges coups d'aile, de tout ce qui élève l'esprit ou fait battre le cœur humain, le mécanisme et ce qu'on pourrait appeler le doigté de la poésie. C'est surtout dans les *Émaux et Camées* que ce magicien du style, arrivé enfin à l'indifférence suprême où il s'acheminait depuis si longtemps, et parvenu, sans grand effort peut-être, à écarter de son intelligence tout ce qui n'avait pas rapport à son art, pareil au fakir indien qui ne veut pas être distrait dans la contemplation de son nombril, s'est montré le grand prêtre de l'école des Impassibles, et, comme l'a dit Baudelaire, en lui dédiant les *Fleurs du mal*, — le poète im-
peccable !

Je me suis attardé à étudier cette face du talent multiple de Théophile Gautier, parce qu'elle a été souvent rejetée dans l'ombre et qu'elle reste pourtant la plus importante et la plus digne d'attention. Le poète se retrouve encore, çà et là, dans son *Théâtre*, dont il est à peine nécessaire de parler. La nature d'esprit de Gautier, toute portée à la fantaisie, impropre à l'observation de la nature humaine, à la création et au développement des caractères, dépourvue des qualités positives qu'il faut pour arranger une action, la mettre en scène, nouer l'intrigue et la dénouer suivant toutes les règles de l'art scénique, ne pouvait réussir au théâtre, et ne s'y est essayé qu'en passant. Un jour, pourtant, il s'associa avec un vaudevilliste, et de cette collaboration bizarre résulta le *Tricorne enchanté*, « bastonnade en un acte et en vers, mêlée d'un couplet, » que l'Odéon a reprise l'autre jour avec un succès tempéré. A force d'être poussé à outrance, le comique y perd son effet, et la puérilité du fond ressort mieux encore par la savante et presque laborieuse précision de la forme. Il est difficile de déterminer quelle peut avoir été la part de M. Siraudin dans cette bluette conçue en dehors de toute réalité, et qui n'a pour elle qu'une versification très-souple et un style singulièrement savoureux. Elle est strictement coulée dans le moule de la vieille comédie. Frontin, Marinette, Gêronte et Valère reproduisent trait pour trait, quelquefois phrase pour phrase, en les exagérant, les valets fripons, les amoureux et les dupes de Molière, de Regnard, de Dancourt. Quant au sujet de la pièce, c'est la mise en œuvre d'une des mystifications jouées à Poinciset, ou, plus simplement, la réduction d'une comédie de Brécourt, *le Jaloux invisible*. — Pastiche encore, pastiche toujours !

Théophile Gautier n'aimait, du théâtre, que le côté plastique, les splendeurs du décor et de la mise en scène. Il préférerait hautement la féerie à la tragédie, et je suis étonné qu'il n'ait point essayé d'en faire une. Mais ce qu'il aimait le mieux, après la féerie, c'était le ballet, et il a laissé, en *Giselle* et en quelques autres, les chefs-d'œuvre du genre. On ne mentionne qu'une œuvre posthume de Th. Gautier, et c'est un ballet : *le Preneur de rats* ! Rien de plus naturel et de plus caractéristique. Sa fantaisie était à l'aise dans ce cadre complaisant, qui se prête aux caprices vagues du rêve, qui ne veut, de l'idée, que la surface, du sentiment que la fleur, où tout s'arrange en tableau, prend la couleur, le mouvement, la forme pittoresque et vivante, où l'esprit est sacrifié aux yeux, où l'on ne s'arrête, enfin, qu'à ce qui peut être traduit par les séductions combinées de la grâce féminine et les deux arts les plus voluptueux du monde : la musique et la danse.

Th. Gautier réussit mieux dans la nouvelle et le roman que dans la comédie. Son œuvre de conteur est considérable, mais on n'y trouve pas davantage les qualités de penseur et d'inventeur, et il n'y montre guère que l'originalité du style et l'invention de détail. Là, encore, l'imitation apparaît à chaque pas, et l'écrivain pousse jusqu'au décalque le zèle de la couleur locale. Nul ne s'entend mieux à évoquer, par la magie du style, les mondes disparus, à les faire revivre dans les moindres particularités de leurs mœurs, de leur langage, de leur ameublement, de leurs modes. *Le Roman de la Momie* et *une Nuit de Cléopâtre*, pastiches égyptiens; *le Roi Candale*, pastiche semi-grec et semi-barbare; *Arria Marcella*, pastiche romain; *le Capitaine Fracasse*, pastiche Louis XIII; *Omphale* et *le Petit chien de la marquise*, pastiches Pompadour! Il saute d'Hérodote à Grébillon fils, et de Pen-tha-our à Scarron. On dirait une gageure. Si c'en est une, il l'a gagnée haut la main.

Même dans les récits où le pastiche est moins voulu et moins apparent, Gautier subit toujours une impulsion et reflète encore une image. En 1853, suivant l'exemple tracé avec une verve si cruelle par Henri Heine, il débute par *les Jeunes-France*, parodie du romantisme, dont il était pourtant le champion et dont il devait rester l'un des grands pontifes. Th. Gautier s'était montré l'un des plus bouillants athlètes d'*Hernani*, et ses poings formidables, — les poings dont il était aussi fier que de ses plus belles rimes, — avaient aplati bien des chapeaux et bossué bien des crânes de Philistins dans la mémorable soirée du 26 février 1830. Mais il avait trop d'esprit, — et trop de scepticisme, — pour ne pas rire de ces enthousiastes folies. Comme il se moquait de lui en même temps que de ses amis, ceux-ci n'osèrent lui en vouloir, et ils ne virent dans son livre qu'un recueil de contes d'un style *abracadabrant*, d'une verve gauloise et d'une gaieté de haut goût.

Deux ans après parut *Mademoiselle de Maupin*. Dans l'œuvre de Th. Gautier, où le nu abonde, où l'auteur, digne d'ambitions plus hautes, cherche un facile succès dans la caresse des sens, où, en croyant peut-être étudier les passions humaines, il ne met en scène que les fantaisies du libertinage et le raffinement de la corruption, ce roman mérite une réprobation spéciale. *Mademoiselle de Maupin* est, dans toute la force du terme, un mauvais livre, un des plus mauvais assurément qu'aucune plume ait jamais écrits, et l'accès en devrait être pour le moins interdit aux mineurs comme on leur ferme la porte d'un musée secret. Dans l'explosion d'hyperboles tirées comme des feux d'artifice autour de la tombe de Gautier, j'ai vu le moment où des amis aussi maladroits que zélés allaient faire de *Mademoiselle de Maupin* un livre édifiant. Pas un, du moins, n'a

voulu convenir que le roman fût immoral, comme le répètent ces bourgeois qui, à ce qu'il paraît, ne savent pas ce qu'ils disent. Immoral ! quel est le pleutre, le cuistre, l'idiot, le calomniateur infect, l'absurde et infâme sycophante, le hâlétre odieux et bouffon qui ose se servir de cette expression démodée, tombée en désuétude avec les ailes de pigeon ? Qu'est-ce que cela veut dire, immoral ? Est-ce que l'art est jamais immoral ? Est-ce qu'il n'est pas sa moralité à lui-même ? Dans ce livre, — écoutez bien, M. Jourdain, c'est de la prose, — « l'idéal domine et triomphe ; les nudités se transfigurent sous la lumière d'un style rayonnant ; l'infini du désir est tel, que la sensualité s'évanouit, » etc., etc. Ainsi s'exprime, dans le grave *Moniteur*, — qui, heureusement, n'est plus officiel, — le plus brillant disciple du maître. Il y a trop de brouillamini et de tintamarre là-dedans, dirons-nous comme M. Jourdain. Quant à nous, bonnes gens, nous croyons qu'il existe des choses morales et des choses immorales, et que les choses immorales ne sont jamais morales ; nous ajouterons que l'art, loin de les atténuer, les rend à la fois plus dangereuses et plus inexcusables.

On juge bien que nous ne perdrons pas notre temps à soutenir cette thèse. Si nous ne préférons écarter au plus vite ce malheureux ouvrage, triste souvenir à rappeler sur une tombe, nous pourrions montrer que là aussi Th. Gautier n'est venu qu'après quelqu'un. *Fragoletta*, de Latouche, et d'autres ouvrages encore plus oubliés aujourd'hui, mais qui faisaient grand bruit alors, avaient frayé la voie au jeune écrivain, et la fameuse préface par laquelle il aggrava les torts de son livre n'était qu'une riposte exaspérée aux attaques de la critique vertueuse contre les frères aînés de *Mademoiselle de Maupin*. Mais il est impossible de quitter ce roman aussi vite que nous l'aurions voulu. Il n'est pas, en effet, un accident isolé dans l'œuvre de Th. Gautier, un de ces péchés de jeunesse qui pèsent sur toute une vie littéraire, dont on peut cependant détourner les yeux lorsque l'auteur s'est efforcé de les faire oublier. Sans excuser une œuvre impardonnable, nous l'aurions, s'il en était ainsi, écartée d'un seul mot. Nous en avons tant vus depuis qui n'avaient même pas le mérite du style, et s'adressaient simplement aux appétits les plus bas et les plus malsains de la bête humaine, sans rien garder pour l'esprit ! Les *Femmes de feu* semblent faites tout exprès pour rendre la critique presque indulgente envers les *Demoiselles de Maupin*. Mais, loin de désavouer ce livre, Th. Gautier le refit pour ainsi dire toute sa vie, et le retentissement du scandale n'était pas encore apaisé qu'il le renouvelait, sur une moindre échelle, dans son roman de *Fortunio*.

Par beaucoup de côtés, *Fortunio* est l'œuvre type et tout à fait caractéristique de Th. Gautier, que nous pouvons étudier ici avec

un peu moins d'embarras : « *Fortunio*, dit-il dans sa préface, est un hymne à la beauté, à la richesse, au bonheur, les trois seules divinités que nous reconnaissons ». Mais à quoi bon s'arrêter à la préface ? Le livre n'en a pas besoin. La nature épicurienne, aristocratique et orientale de Gautier s'y affiche sans aucune hypocrisie. *Fortunio* est un rêve de sensualité délirante où il a voulu peindre son idéal : on y trouve le mélange de toutes les jouissances de la vie barbare avec les raffinements de la civilisation la plus avancée, les richesses et les mœurs des *Mille et une Nuits*, le luxe et le despotisme asiatiques transportés au milieu de Paris par un jeune prince qui unit en lui le satrape au fashionable. L'auteur prend un plaisir de dilettante à étaler la corruption élégante, exquise et froide de ses héros, et il pose dans ce rôle avec une volupté qui se double du plaisir d'indigner le plat bourgeois et le critique eunuque. Il refait presque à chaque page la profession de scepticisme de Musset, en tête de la *Coupe et les lèvres*, sur un ton de raillerie paradoxale et d'ironie blasée où il a l'air de se moquer de soi en même temps que du lecteur. Il cherche sans cesse à étonner, à inquiéter, à révolter les idées reçues. Foin des professeurs d'écriture et de civilité puérile qui composent des romans pour prouver qu'il ne faut pas se mettre les doigts dans le nez ! Quant à lui, il célèbre l'or, le marbre et la pourpre, trois belles et bonnes choses très-positives. Il professe hautement que les roses sont plus utiles que les choux. Il hait toutes les platitudes prétentieuses, les illusions de l'âme, les mélancolies du cœur, le spiritualisme qu'on professe en Sorbonne, la politique et l'économie politique, la philanthropie, le progrès, la démocratie, les vertus malingres et les maigres pudeurs. Il est excédé de tout ce qu'il y a d'étriqué, de mesquin et de convenu dans l'époque actuelle ; écœuré de cette atmosphère de mélasse et de gaz hydrogène, de cette promiscuité banale avec les marchands de chandelles. Il voudrait vivre dans les temps et dans les pays où les individualités originales pouvaient se mouvoir librement. Sur ce matérialisme *pachalesque* plane un fatalisme non moins oriental. Je ne voudrais pas attacher une importance philosophique exagérée à des phrases en l'air ; mais quand Th. Gautier justifie son héroïne Musidora en écrivant ceci : « Il est des natures de diamant qui en ont l'éclat sans chaleur et l'invincible dureté ; rien ne mord sur elles... Le monde les accuse de barbarie et de cruauté ; elles ne font qu'obéir à une loi fatale qui veut que, de deux corps mis en contact, le plus dur use et ronge l'autre. Pourquoi le diamant coupe-t-il le verre et le verre ne coupe-t-il pas le diamant ? Voilà toute la question. Ira-t-on accuser le diamant d'insensibilité ? » je ne puis m'empêcher de me souvenir qu'il a employé

sans cesse ce genre d'argument, et que, dans son étude sur Baudelaire, réfutant les objections adressées aux *Fleurs du mal*, il disait : « Toutes ces niaiseries font hausser les épaules à l'artiste vraiment digne de ce nom, qui est fort surpris lorsqu'on lui apprend que le bleu est moral et l'écarlate indécent. C'est à peu près comme si l'on disait : « la pomme de terre est vertueuse, et la jusquiame est criminelle. »

Avec de semblables principes, la courtisane elle-même n'est pas plus coupable que telle plante exotique et vénéneuse qui empoisonne les gens en leur procurant des rêves agréables. Th. Gautier triomphe dans le tableau de cette créature mignonne, voluptueuse et cruelle comme la chatte, qu'il aime presque autant et qu'il peint à l'occasion avec le même amour. La description est la forme naturelle de son talent tout plastique : il décrit sans cesse, il décrit toujours, meubles, objets d'art, vaisselle, draperies, robes, diamants, et dès qu'il se met sur le chapitre de la beauté féminine, c'est avec des termes de connaisseur, des appréciations de dilettante, des raffinements de parfait maquignon, qui donnent une couleur profondément sensuelle à ses plus chastes peintures. Il a le goût et l'érudition de tout ce qui est bizarre, inconnu, compliqué, en dehors du grand courant vulgaire, dans les choses comme dans les mots : des sciences occultes, des parfums étrangers, des fleurs tropicales, des bêtes fabuleuses, et sa science de vocabulaire le pousse encore à ces exercices dont il se tire à merveille. On prétend que la bibliothèque de Th. Gautier se composait surtout de dictionnaires, dont il faisait sa lecture favorite, qu'il apprenait par cœur, et où il s'était formé le glossaire le plus opulent, le plus pittoresque, le plus coloré, le plus fourni d'expressions techniques, d'épithètes imprévues, de tournures inusitées, pour rendre avec un relief extraordinaire les nuances les plus insaisissables du rêve. Un étranger qui croirait savoir le français jetterait des cris d'angoisse en essayant de le comprendre. Lisez ses contes fantastiques : *Avatar*, *Jettatura*, *le Pied de momie*, *la Pipe d'opium*, *Spiritite*, etc. Le burin de Gautier y sculpte dans le granit cette fumée des songes et anime d'une vie presque effrayante les cauchemars d'un cerveau malade. *Le Club des Hachichins* se termine par vingt-cinq pages à donner le vertige, comme si, en les lisant, on mâchait la pâte verte du Vieux de la Montagne. Toutes les nouvelles de Gautier sont ainsi remplies de morceaux qui ressemblent à des placages et qu'on croirait faits tout exprès pour être découpés dans les anthologies. Mais en ayant les avantages de cette manière, il en a aussi les inconvénients. Son style savant et armé de toutes pièces manque de légèreté, même dans sa souplesse ; il a plus de coloris que de chaleur, plus de relief que de vie véritable ; l'ampleur de la période y dégé-

nère souvent en lourdeur, et la phrase y tombe avec les plis un peu roides d'une robe de brocart ou de velours. Purement extérieur, et par là même superficiel, ce n'est pas l'âme qu'il peint, mais le corps ; pas même le visage, mais le masque ; pas la nature, la fantaisie ; pas l'attitude et l'expression, la grimace et la gambade ; et quand il croit ressusciter une époque, il n'en ressuscite que le décor.

Th. Gautier devait réussir surtout dans les récits de voyages. C'est là qu'il est véritablement un classique : ses pages sont, dans toute la force du terme, des tableaux dont aucun peintre n'a dépassé la magie. Son instinct l'entraînait surtout vers les régions de la couleur et de la lumière, et l'on peut regarder comme ses trois chefs-d'œuvre *Italia*, *Tra los Montes* et *Constantinople*. On raconte qu'en partant pour la Crimée, le maréchal Saint-Arnaud avait emporté ce dernier volume dans sa valise. En vue du Bosphore, un de ses aides de camp, remarquant qu'il gardait le silence tandis que ses officiers ne pouvaient contenir leur enthousiasme, lui dit : « Mais, maréchal, est-ce que vous avez déjà vu l'Orient ? — Oui, répondit-il : je l'ai vu dans le livre de Gautier. » L'Orient, c'était la vraie patrie de ce poète indolent et fataliste, endormi dans le kief de l'art pour l'art, comme un pacha dans son harem ; il n'en aimait pas seulement le climat, les paysages, les villes, les costumes, il en aimait la civilisation et les mœurs. Il se plaisait à y séjourner, et, au retour, à se promener sur les boulevards, vêtu en fils du Prophète. En dehors de ces pays du soleil, et comme en guise d'antithèse, il a décrit le pays des neiges, la Russie, avec la même sûreté de main et la même puissance de pinceau. Chaque monument, chaque pan de mur, avec ses moindres lézardes et ses plus fugitifs effets de lumière, se gravent sur la rétine de son œil visionnaire et se reflètent dans son imagination comme sur la paroi d'une chambre noire. Rien ne lui échappe, — excepté l'homme : « C'est bien beau, disait une femme d'esprit en fermant *Tra los Montes*, mais il paraît qu'il n'y avait pas d'Espagnols en Espagne quand M. Th. Gautier y est allé. » Et lui-même nous a livré le mot de son talent en écrivant dans les *Caprices et zigzags* : « L'homme est de trop presque partout, et les figures ne valent presque jamais le paysage. »

Un pareil tempérament littéraire devait faire de Th. Gautier l'homme le moins apte à la critique. Il l'avait en profond mépris, et dans sa préface de *Mademoiselle de Maupin*, il n'est pas d'injures, de sarcasmes et de quolibets dont il n'ait criblé ceux dont il allait devenir et rester plus de trente ans le confrère. C'est ainsi : on passe la première partie de sa vie à écrire contre la critique ou contre l'Académie, et la deuxième à essayer de devenir

critique ou d'entrer à l'Académie. Pendant les trente à quarante ans que Th. Gautier fit péniblement à *la Presse*, à *l'Artiste*, au *Moniteur*, au *Journal officiel*, son métier de critique, le souvenir de ses anciennes diatribes semble avoir pesé sur lui, et l'on eût dit qu'il écrivait poursuivi sans cesse par la honte et l'embarras du démenti qu'il se donnait à lui-même.

C'était, du reste, une idée bizarre d'avoir été demander l'exercice de la critique à un esprit aussi inconscient, aussi dépourvu de toutes les qualités et de toutes les facultés du juge. Son principal titre en ce genre, *les Grotesques*, ne prouve qu'en faveur de l'écrivain, et il ne faut pas chercher l'ombre d'une sérieuse étude littéraire ou morale dans ce curieux musée de médaillons grimaçants où Th. Gautier, cherchant des ancêtres et des congénères à cette époque de Louis XIII, vers laquelle il se sentait si vivement attiré et dont il devait faire encore le cadre de son *Capitaine Fracasse*, a évoqué, comme les figures d'une de ses nouvelles fantastiques, un petit monde de difformités littéraires, de déviations poétiques, d'illustrations extravagantes et de gloires éclopées. De même, la critique ne fut pour lui qu'un prétexte à tableaux, et, en réalité, on ne lui demandait pas autre chose. Le théâtre et les livres fournissaient à son génie descriptif un aliment sans cesse renouvelé. Il se substituait à l'écrivain et reprenait le thème pour le traiter à sa manière, ou pour y broder, comme sur un canevas, d'éblouissantes arabesques. Dans la critique d'art surtout, où ses premières études lui donnaient une compétence spéciale, et où sa connaissance des termes techniques, sa science étonnante du vocabulaire pittoresque, le servaient autant que ses aptitudes exclusives pour tout ce qui était sensation, forme, couleur et contour; dans ces *Salons*, qu'il poursuivait flegmatiquement six mois après la fermeture de l'exposition, il rivalise tour à tour, et comme sans effort, avec les Decamps, les Fromentin, les Diaz, les Ziem, les Regnault, les Delacroix, et si l'on comparait leur palette à sa plume, ce n'est pas toujours celle-là qui aurait l'avantage.

Avec une bienveillance universelle qui n'était, au fond, qu'une universelle indifférence, il jetait la pourpre de son style sur des pauvretés dont il faisait un moment quelque chose et qui ne vivaient que par lui. C'est surtout depuis douze ou quinze ans, lorsqu'il fut devenu en quelque sorte le critique officiel de l'empire, que cette bienveillance banale s'était exagérée jusqu'à l'effacement le plus absolu. Le Gautier rutilant, rugissant et flamboyant d'autrefois, éteint par l'âge et la fatigue, la prospérité et les convenances officielles, endormi dans sa grasse préhension du *Moniteur*, occupé à ne choquer personne pour n'être pas troublé lui-même, tournait au gros bourgeois littéraire; le vieux lion, appesanti par un narcotique, ressemblait maintenant,

selon une comparaison pittoresque, à l'éléphant blanc du roi de Siam. Il frayait avec la cour, il était invité à Compiègne ; M. Duruy lui demandait un rapport sur les progrès de la poésie. On l'avait fait officier de la Légion d'honneur : c'était un demi-fonctionnaire et presque un écrivain d'État. Dans ce rôle si nouveau pour lui, Gautier s'était rangé jusqu'à devenir moral, autant qu'il pouvait l'être. Toujours païen, mais païen décent, il vivait en termes respectueux avec toutes les institutions qu'il avait bafouées au temps de ses folies de jeunesse, et il faisait même profession d'un certain faible d'artiste pour le catholicisme, à cause des chants de l'orgue, de la lumière des cierges, du parfum de l'encens, et aussi par dégoût de la grosse et *pataude* impiété des démocrates en souliers sales. Seul, dans cette transformation universelle, son style était resté le même : s'il avait perdu de sa fougue, il avait gardé sa couleur, avec plus de calme, et sa perfection magistrale. Jusqu'à sa dernière heure, Gautier resta un *écrivain* impeccable, et on peut dire qu'il n'y a pas une page négligée dans son œuvre.

Ce fut alors aussi que l'ambition lui prit d'entrer à l'Académie française, pour couronner cette évolution classique du vieux romantique engraisé plutôt que converti. Son échec souleva des *clameurs*, car il en est de l'Académie comme de l'Église : quand il lui arrive de fermer ses portes à un mécréant, ceux-là mêmes qui font profession de la mépriser et de n'y jamais mettre les pieds, se récrient avec une indignation probablement peu sincère et, en tout cas, très-injuste. S'il n'y avait au monde que des questions d'art et de style, certes l'auteur de *Militona* et des *Émaux et Camées* méritait d'y siéger dans les premiers rangs. Mais l'Académie, qui est une école de respect et une grande institution nationale, a coutume de s'inquiéter aussi de la dignité des œuvres et de la vie : à supposé qu'elle l'ait oublié quelquefois, il faut la louer du moins de ne point l'oublier toujours. Mérimée seul eût pu répondre au récipiendaire en faisant l'éloge de *Mademoiselle de Maupin*. N'insistons pas ; concluons seulement qu'il a manqué à Th. Gautier, pour être un de ces écrivains dont l'œuvre est l'honneur d'une époque et le patrimoine d'un pays, d'avoir la passion des grandes idées et le culte des grandes choses. Ce fut un artiste extraordinaire, ce ne fut pas un grand esprit. Après avoir modelé avec amour les Galatées de marbre dont il peuplait ses œuvres, ce Pygmalion incomplet ne s'inquiétait pas de leur souffler une âme. Ses phrases étaient si belles qu'en s'y mirant, comme Narcisse, dans une contemplation stérile, il oubliait d'y renfermer une idée. C'est un reflet, qui double et quelquefois décuple l'éclat de l'image qu'il a reçue, mais ce n'est qu'un reflet. A quelle pensée éclatante a-t-il attaché son nom ? Quel mouvement généreux a-t-il soulevé, ou sim-

plement suivi? Quelle noble et salubre influence a-t-il exercée? Quelle erreur a-t-il combattue? Quelles bassesses a-t-il flétries? Quelle grande cause a-t-il épousée? Éprouvera-t-on jamais le besoin de relire une seule de ses pages pour s'associer à la vie morale de son temps, pour y retrouver un écho de ce qu'ont cru, senti, aimé, souffert ses contemporains? Non : il restera comme un curieux phénomène littéraire, en dehors du courant général de l'humanité. Parfois on relira son œuvre, comme on regarde ces tableaux chinois et japonais qui figurent dans quelques-uns de nos musées. Ce qui n'est pas *humain* n'intéresse pas longtemps l'humanité : Gautier est une statue grecque, la statue de Memnon, si l'on veut, doublée d'une idole hindoue ; il n'est pas *un homme* !

II

Théophile Gautier nous a retenu beaucoup plus longtemps que nous ne le supposons. C'est à peine si nous pourrions effleurer rapidement les autres sujets dont nous voulions parler. Il nous faudra surtout opposer une digue au débordement du théâtre, dont les grandes eaux, pendant ces deux mois, ont rivalisé avec celles de la Seine. Il s'est produit une véritable inondation de pièces nouvelles. Jusqu'à ces dernières semaines, le flot montait toujours, mais il commence enfin à baisser, et le fleuve rentre dans son lit.

Les théâtres de musique nous ont révélé, ou peu s'en faut, deux nouveaux musiciens, tous deux prix de Rome, mais appartenant à des écoles différentes et représentant bien les traditions opposées qui se disputent pour le moment la domination de l'école française. Au Théâtre-Lyrique, M. Guiraud, qui s'était déjà fait connaître par quelques petits opéras et par ses *suites d'orchestre*, exécutées aux Concerts populaires de M. Pasdeloup, a donné *Madame Turlupin*; à l'Opéra-Comique, M. Jules Massenet, après des *antécédents* analogues à ceux de son confrère, a fait jouer *Don César de Bazan*.

Du livret de *Madame Turlupin*, nous n'avons pas grand'chose à dire. C'est une succession de tableaux au milieu desquels on démêle à peine une action suivie. Cela est gai, facile, agréable et sans aucune portée. L'auteur ne paraît même pas soupçonner tout ce qu'il eût pu grouper, dans ce cadre facile et commode comme ceux de la *commedia dell' arte*, de scènes et de types empruntés à nos vieux tréteaux. Autour du joyeux compère qui a eu la gloire de donner son nom à un substantif, à un adjectif et à un verbe adoptés par le dictionnaire de l'Académie, et d'inspirer quelques vers à l'auteur de l'*Art*

podtique, Théophile Gautier, par exemple, eût voulu faire graver, comme autour de l'astre de la vieille farce ganloise, les figures burlesques et enfarinées des Pantalon, des Gilles le Niaïs, des Brighelle, des Tabarin, et surtout des Gauthier-Garguille et des Gros-Guillaume, qui complétaient avec lui le fameux trio comique de la porte Saint-Jacques et de l'hôtel de Bourgogne. M. Cormon n'a point songé à tout cela, et il s'est borné à découper au hasard, en le saupoudrant de thèmes pour le compositeur, un chapitre du *Roman comique*.

Là-dessus, M. Guiraud, avec une abondance qui va jusqu'à la prodigalité, a semé les perles de sa musique. Elle est d'un caractère bien français, cette musique : elle a, en effet, l'esprit dont notre école nationale a toujours partagé le privilège avec l'école italienne, et que les Allemands, malgré leur science supérieure et leur vaste imagination, n'ont jamais pu atteindre, — la grâce légère, et aussi cette distinction qui tient en égale horreur les grossièretés de la charge et la banale facilité du pont-neuf. M. Guiraud n'accepte pas toutes les idées qui lui viennent entre le déjeuner et le diner, comme disait Mozart. Ce qui domine dans son œuvre, c'est le sentiment mélodique, mais il cherche ses mélodies et les contrôle avec sa science. Auber est son modèle, et il semble qu'il ait voulu, en écrivant *Madame Turlupin*, se proposer pour un des héritiers du maître qui n'est pas encore remplacé. A tout prendre, l'opéra qui vient d'amener enfin la foule dans la solitude de cette cave lyrique qu'on appelle l'Athénée, vaut bien la *Bergère châtelaine*; mais, entre ce premier succès et la *Muette* ou le *Domino noir*, il restait un long intervalle à franchir. Que M. Guiraud soigne toujours son style musical comme dans l'ouverture, le duo des jeunes amants, qu'on dirait inspiré par Grétry, et surtout la marche finale du premier acte; qu'il trouve souvent des couplets de table d'une allure aussi nette et aussi franche que ceux du même acte, des cavatines d'une élégance aussi fine et aussi délicate que son *Bouton d'or*; qu'il s'assure des interprètes pareils à mademoiselle Daram, dont la voix, encore un peu acide comme un fruit vert, a de l'éclat, de la sûreté, de la force et un charme étrange dans son originalité; mais qu'il évite les à peu près de son air de ténor, de sa romance de soprano et même de son chœur d'introduction, d'une facture connue, presque commune, et il marquera d'une façon brillante dans l'école dont il offre déjà toutes les qualités en germe.

Avec M. Massenet, nous changeons complètement de terrain. M. Massenet semble dominé par une préoccupation excessive de la musique allemande, et en un sujet qui demandait surtout de l'esprit, de la légèreté, de la verve, il n'a guère mis que de la science. Dans sa hâte de faire voir tout ce qu'il a appris, il étouffe à plaisir la na-

ture sous le procédé, et cache un talent réel derrière l'échafaudage laborieux à l'aide duquel il croit le faire valoir. Ce qui manque le plus à la musique de ce jeune homme, à peine âgé de trente ans, c'est la jeunesse : il a déjà l'expérience d'un vieux routier, blasé par une longue pratique, et qui se bat les flancs pour remplacer par des artifices divers une inspiration absente. Sauf peut-être dans les premiers couplets de la Bohémienne, qui ont de la couleur, dans la *berceuse* qui ouvre le deuxième acte, et que madame Galli Marié soupire avec tant de finesse et de charme, dans le duo des deux basses et dans quelques phrases isolées, on lui demanderait vainement un peu de fraîcheur et de mélodie. L'orchestration est traitée avec un soin qui va jusqu'à la recherche : nous avons remarqué surtout le charmant morceau du deuxième entr'acte, coupé d'une façon très-habitable et encadrant un motif d'une allure populaire, mais d'un rythme piquant, le seul peut-être qui soit franchement empreint de couleur locale. C'est une trouvaille ; il est fâcheux qu'il n'y en ait pas davantage dans sa partition, très-touffue pourtant. M. Massenet est un harmoniste fort habile, quoique son dessin soit parfois bien confus. Mais je ne me sens aucun faible pour cette école qui transforme la musique en casse-tête, en problème d'algèbre où les initiés seuls peuvent se reconnaître, et « d'un divertissement nous fait une fatigue. » Il y a là-dedans bien du tapage stérile, bien des combinaisons laborieusement cherchées et n'aboutissant à rien. Le sujet de *Don César de Bazan* se prêtait admirablement à l'opéra-comique : peut-être s'y prêtait-il trop, et la popularité du drame dans sa forme primitive a-t-elle contribué à écraser la pièce actuelle. Quoi qu'il en soit, en sortant de l'œuvre de M. Massenet, on donnerait beaucoup pour entendre une romance de Bieldieu.

Le Théâtre-Italien nous a révélé l'Albani, une cantatrice d'origine française, malgré son nom étranger, toute jeune et de frêle apparence, mais dont le chant dramatique, la voix, d'un volume assez mince, dirigée avec une méthode très-savante et assouplie par une énergique volonté, annoncent une artiste déjà formée presque complètement. Il nous a montré, dans une soirée mémorable où les fauteuils d'orchestre coûtaient vingt-cinq francs, et où l'on vit des princesses assis sur des strapontins et des marquis grimpés sur des tabourets, la cantatrice illustre qui s'appelle aujourd'hui madame la vicomtesse Vigier. Dix-sept ans passés, la voix de Sophie Cruvelli a gardé son timbre éclatant, sa justesse et sa longue passionnée, sa largeur et son étendue, et, quoiqu'elle eût compromis son triomphe par le choix de quelques morceaux qui convenaient plutôt à une cantatrice brillante qu'à une cantatrice dramatique comme elle, les bouquets et les applaudissements qu'elle a recueillis l'ont récom-

pensée de la royale aumône que faisait son talent à la caisse de secours des Alsaciens-Lorrains.

Après ces deux fêtes, le Théâtre-Italien a voulu nous en donner une troisième en nous conviant à une pièce d'un genre particulier, peu connu en France, mais qui a produit ailleurs, notamment en Allemagne, quelques chefs-d'œuvre auxquels se rattachent les noms de Mozart, de Goethe, de Schiller, de Weber et de Beethoven, — à un véritable mélodrame, dans le sens étymologique du mot : *les Deux reines de France*, paroles de M. Legouvé, avec des chœurs, des intermèdes et des *solis*, par M. Charles Gounod. Certes, le programme était alléchant, et ce n'est pas la faute du théâtre s'il n'a réussi qu'à demi : je dis à *demi*, par politesse pure.

Nous ne nous étendrons pas sur l'ouvrage de M. Legouvé. Il y a sept ans déjà que l'auteur, ne pouvant obtenir l'autorisation de le produire à la scène, en avait lu des fragments dans une séance solennelle de l'Académie et l'avait fait imprimer. En assistant à sa tardive représentation, nous nous sommes demandé avec stupeur ce qui, dans cette œuvre parfaitement inoffensive, dont la plus grande malice est une tirade d'un jongleur contre l'impôt, avait pu effrayer la censure impériale. Hélas ! c'est que l'empire se croyait alors d'excellentes raisons pour boudier le pouvoir temporel, et que M. Legouvé, peu suspect de cléricisme pourtant, avait poussé l'esprit d'opposition jusqu'à vouloir rester fidèle à l'histoire dans un sujet âgé de bientôt treize siècles.

Il faut le dire, en effet, à l'éloge de l'impartialité et de l'intelligence du poète : tout en ne cherchant probablement, comme Ponsard, qu'un thème dramatique dans la lutte d'Agnès et d'Ingeburge, il a entrevu nettement la grande et salutaire influence de la papauté au moyen âge, le rôle admirable de cette puissance morale, protectrice du faible contre le fort, dépositaire de la seule autorité qui pût opposer une barrière à la puissance matérielle et brutale, gardienne du droit contre l'iniquité triomphante, du devoir et de la chasteté conjugale contre les caprices de la passion souveraine, et qu'ayant entrevu cette vérité, il a voulu lui rendre hommage, au risque d'indisposer, après la censure, beaucoup de spectateurs. Le malheur est qu'il a gâté ça et là cette histoire en y introduisant un élément romanesque. Comment l'auteur dramatique a-t-il pu être assez aveuglé par l'habitude des petites habiletés scéniques pour ne point s'apercevoir qu'en faisant du légat chargé de lancer l'interdit sur le royaume de France un ancien amoureux d'Ingeburge, il courait risque de donner à ce grand acte les apparences d'une vengeance personnelle ? Pourquoi, rabaisant un souverain comme Philippe Auguste au delà de ce que demandaient peut-être l'intérêt de la vérité

et certainement les nécessités du drame, en avoir fait une sorte de Barbe-Bleue de la royauté ? Pourquoi, enfin, avoir donné partout et toujours le beau rôle à Agnès, comme s'il voulait opposer la pitié du spectateur à la sévérité du droit et à la réalité de l'histoire ?

Malgré la beauté de quelques situations et la grandeur d'un sujet si bien en rapport avec son style naturellement grave et religieux, *les deux Reines* ont assez pauvrement inspiré M. Gounod. Sa partition se superpose à la pièce plutôt qu'elle ne s'y fonde, et il est permis de lui reprocher, dans l'ensemble, un peu de froideur et de monotonie. Compositeur savant, d'un style à la fois délicat et noble, élégant et fort, M. Gounod manque parfois, dans l'invention de ses motifs, de cette facilité merveilleuse et de cette abondante imagination qui brillent jusque dans les œuvres les plus sévères de Rossini. Sans être un fanatique de la musique allemande, il s'en rapproche plutôt que de l'art italien, et lorsqu'on l'écoute, après les opéras de l'école de Rossini et d'Auber, on pourrait croire qu'il prolonge la lutte des Gluckistes contre les Piccinistes, avec toutes les ressources nouvelles de l'orchestre et plus de développement dans les formes musicales. S'il écrit une introduction comme dans *les Deux reines*, elle éclate, vibre, retentit et nous étonne plus qu'elle ne nous charme ; s'il compose une prière, il la met dans la bouche austère d'un vieillard, et cette basse unique et toujours grave cesse de nous émouvoir à force d'uniformité ; s'il veut rendre le désespoir d'un peuple sur lequel pèse l'interdit et qui voit toutes les églises se fermer devant lui, de ses lamentations orchestrales, toutes puissantes et variées qu'elles soient, il ne se dégage pas un de ces chants colossaux et entraînants comme ceux qui animent les deux *finales* du Moïse, ou touchants et sublimes à la fois, comme le chœur des femmes à la fin du premier acte de *Guillaume Tell*. Et pourtant M. Gounod sait chanter quand il veut, il est mélancolique et pur dans les adieux d'Ingeburge ; plein de verve, de couleur et de *brio* dans la *bataille des vins*, au deuxième acte : là, les rythmes originaux, les accompagnements de l'orchestre, la variété piquante et légère des modulations aident et soutiennent un chœur d'hommes dont le dessin est net et le motif franc et facile. Que M. Gounod ne se borne donc pas à nous prodiguer ses richesses harmoniques, ces belles phrases musicales qui des violoncelles passent aux violons, pour revenir, plus amples encore et plus majestueuses, aux instruments d'où elles sont parties ; qu'il fasse plus souvent un sacrifice nécessaire à la mélodie, et se souvienne que l'auteur du *Freyshütz* n'est pas moins admirable dans le chant du ténor, dans la romance de la haute-contre et dans le duo des deux femmes que dans les chœurs des chasseurs et des démons.

Si la musique des *Deux reines* ne remontait à plusieurs années, on pourrait croire que les brouillards de la Tamise ont déjà déteint sur le talent de l'auteur de *Faust*. Une partition de M. Gounod, surtout après un si long silence, à peine interrompu par sa symphonie de *Gullia*, eût dû être un événement musical ; elle ne l'a pas été plus que la représentation des *Deux reines* un événement dramatique. L'accouplement du poète et du musicien n'a produit qu'une œuvre hybride qu'on pourrait définir : l'opéra-comique appliqué à la tragédie.

En dehors de quelques bluettes que nous abandonnons sans regret aux feuilletonistes du lundi, la Comédie-Française et l'Odéon sont les seuls théâtres qui aient convoqué la critique à de nouvelles œuvres. S'il suffisait des intentions les plus honnêtes pour suppléer à l'intérêt, tous nos éloges seraient acquis au *Gilbert* de M. Paul Ferrer, un jeune auteur déjà connu par quelques succès en miniature sur nos premières scènes. Nous étions si heureux de ne point voir le personnel de gredins et de coquines, de vulgaires séducteurs, de femmes adultères et de courtisanes, qui compose le répertoire habituel de la comédie moderne, que nous nous sentions tout disposé à applaudir des deux mains. L'auteur nous y aidait d'abord. A défaut de nouveauté — car le sujet de sa pièce est banal et les incidents n'ont rien d'imprévu — il avait mis dans plusieurs scènes des deux premiers actes une délicatesse ingénieuse et une finesse charmante ; mais bientôt cette bonne veine s'arrête court, et, dès l'arrivée du père viveur et ruiné, nous tombons, pour n'en plus sortir, au fond des ornières battues et rebattues par les pieds de tous les dramaturges. *Gilbert* rentre dans la catégorie des bonnes et braves pièces de la vieille roche, qui ne remuaient aucune thèse sociale et ne se proposaient rien de plus que de marier Arthur avec Caroline, en suscitant à leur bonheur tout juste autant d'obstacles qu'il en faut pour avoir le plaisir de les lever. Dès la première scène, on devine si bien que tout finira pour le mieux, comme dans les contes de fées, et que le notaire, cheville ouvrière de cette comédie — qui semble avoir été écrite sur le pupitre d'une étude par un maître-clerc homme d'esprit — aura bientôt à intervenir d'une façon plus active encore, qu'on s'impatiente d'attendre ce dénouement pendant trois actes.

Le Théâtre-Français n'a guère été plus heureux avec *Helène*, comédie en vers de M. Pailleron. Malgré les nombreuses coupures qui, dès la deuxième représentation, ont allégé la marche du drame et atténué la violence de quelques scènes, je ne crois pas que la nouvelle œuvre de l'auteur des *Faux ménages* soit destinée à fournir une bien longue carrière. M. Pailleron a voulu rajeunir un sujet banal,

en transportant cette fois l'adultère avant le mariage ; mais tout son talent ne pouvait venir à bout d'une situation mal posée et sans issue. Les emportements du mari quand il a découvert la faute, le désespoir de la femme, se tordant pendant quatre actes sous le mépris de l'homme qui lui a donné son nom, et sous une honte que rien ne fera disparaître de son passé, peuvent bien troubler, mais non intéresser le public, fourvoyé avec l'auteur dans un véritable impasse. La complication du rôle principal, où le mari se double d'un frère dont la tendresse et les devoirs se jettent sans cesse à la traverse de ses explosions de vengeance conjugale, et lui imposent, pour ne pas compromettre le mariage de sa jeune sœur, un masque de réserve et de dissimulation toutes diplomatiques, la contradiction perpétuelle et les perpétuelles alternatives de cette indignation bouillonnante et de cette flegmatique attitude, cet homme qui tantôt prêche comme un ministre méthodiste et tantôt éclate en imprécations furieuses, qui, dans ses accès de rage, débite toutes les maximes de la Rochefoucauld et tous les apophthegmes de la science des nations, qui déclame sans cesse et qui n'agit jamais ; ce comte Paul, qui semble une doubleure de *l'Irrésolu* de Destouches, et qui passe son temps à vouloir épouser Blanche, puis à ne plus vouloir, puis à vouloir encore, tous ces éléments composent une pièce nerveuse, incohérente, ballottée, qui s'adresse aux nerfs plus qu'à l'esprit.

M. Pailleron a pris des situations forcées pour des situations fortes. Il laisse trop voir sa main dans l'accumulation excessive des incidents. Dès le premier vers de la première scène, la corde est tendue jusqu'à rompre, et le drame entre par escalade, sous la forme d'une lettre enveloppant une pierre — *lettre chargée*, disait un plaisant de l'orchestre — qu'un homme jette à Hélène par la fenêtre, et que celle-ci lui renvoie avec plus d'indignation que de prudence. A partir de ce moment, les complications s'entassent avec une abondance et un redoublement qui trahissent trop le parti pris pour produire un effet sérieux.

L'auteur a cru devoir versifier sa tragédie bourgeoise. Sauf dans quelques scènes agréables, comme celle de la déclaration du comte Paul à sa fiancée Blanche — un très-joli rôle de poupée ingénue — et dans quelques situations dramatiques, la vraie langue de ces personnages était la prose. La poésie convient peu à la comédie moderne, presque toujours si réaliste, toute peuplée de médecins, d'ingénieurs, de consuls en congé, et où l'action se laisse envahir par l'analyse et par la thèse. Aussi le vers de M. Pailleron flotte-t-il continuellement de l'éclat lyrique au prosaïsme le plus absolu. Tout à coup il ouvre l'aile pour s'envoler, puis il retombe et rampe comme un cul-de-jatte. Parfois même c'est dans les moments les plus passionnés

qu'il ressemble le plus à de la prose rimée. Écoutez, par exemple, cette apostrophe du mari à l'amant :

Oh ! vrai !
Je te tuerai, je te tuerai, je te tuerai !

Ce sont des alexandrins ! Et cette phrase de la femme coupable :

Moi, je me juge, et me condamne, et m'exécute.

N'est-ce pas le cas d'ajouter avec M. Émile Augier, l'un des créateurs de ce genre bizarre :

Elle est charmante ! elle est charmante ! elle est charmante !

Voilà ce que l'école moderne entend par assouplir le rythme et le dérober au joug pesant et monotone de la césure. C'est là tout ce qu'on voudra, excepté des vers, et j'aimerais à croire que le mari et la femme ont été poussés par l'accablement de la situation à cet oubli coupable des lois de la prosodie, si les autres rôles n'offraient malheureusement vingt exemples pareils.

Depuis quelque temps, le Théâtre-Français est plus heureux avec ses reprises qu'avec ses œuvres nouvelles. Il vient d'en faire deux surtout qui méritent une mention spéciale, et qui, dans les genres les plus opposés, ont obtenu toutes deux un égal succès. *Maitre Pathelin* n'est, au fond, qu'une reprise de la farce joyeuse et récréative du quinzième siècle, rendue enfin à la scène telle que l'a conçue l'auteur anonyme qui peut se vanter d'être l'aïeul de Molière ; on en a seulement rajeuni le langage dans la proportion nécessaire pour le faire comprendre aux spectateurs actuels. Un érudit, homme d'esprit et poète lui-même à ses heures, M. Édouard Fournier, s'est chargé de cette tâche, et l'on pouvait d'avance s'en remettre à son goût, ainsi qu'à son amour de notre vieille littérature, pour le soin diligent et respectueux qu'il y a porté. Aux dix-septième et dix-huitième siècles, du temps de l'abbé Brueys, on ne croyait pas qu'il fût possible de présenter au public, sans l'arranger à la mode du jour, une œuvre du moyen âge. Le mépris de la Renaissance pour nos origines littéraires et nos sources poétiques s'était encore accru pendant le règne de Louis XIV. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et les nombreuses études sur la grande époque d'où est sorti le monde moderne avaient préparé les esprits à comprendre, dans toute sa vérité scrupuleuse, la *restitution* de M. Fournier.

Mais ce n'est plus le grand moyen âge qui revit en *Pathelin*, œuvre de progrès littéraire et de décadence morale. *Pathelin* n'est pas seu-

lement une farce, comme on l'intitule, c'est bel et bien une vraie comédie, ingénieuse et naïve à la fois, pleine de gaieté et de verve, pleine aussi d'observation; une comédie où l'on trouve une action nettement posée, des combinaisons scéniques, des situations créées par le développement naturel des caractères, un dénouement tiré des entrailles mêmes du sujet. On sait de combien de types, de dictons, de proverbes et de mots il a enrichi notre littérature et notre dictionnaire. Mais, hélas! la chevalerie est bien morte; elle a cédé la place à l'esprit *gaulois* et très-positif des vieux fables. Avec sa riche collection de fripons — car le drapier lui-même, qui se félicite d'avoir vendu vingt-quatre sols l'aune, à force de serments, un drap qui n'en vaut pas vingt, mérite d'être mis à côté de l'avocat, de Guillemette et de Thibault l'Aiglelet, — *Pathelin* n'est guère plus moral qu'une de nos comédies modernes. L'auteur se complait évidemment à nous montrer les finesses, subtilités et bons tours de son héros, frère aîné des Scapin et des Mascarille : quoique le trompeur soit au dénouement, par un excellent trait de comédie, victime de ses propres ruses, et dupé par un autre drôle encore plus fin que lui sous sa niaise apparence, sa défaite, en punissant le vice, ne venge pas du tout la cause de la vertu. Ressuscitée sur la scène par le talent de Got et de ses camarades, par le soin respectueux du décor, des costumes et de toute la mise en scène, la vieille farce nationale, née du sol et produit du pur esprit français, comme le rappelle M. Fournier en un prologue spirituel et mordant qui, comme toutes les apologies, dépasse seulement un peu la mesure, a fait rire les contemporains de M. Thiers aussi bien que jadis les sujets de Louis XI, de l'une à l'autre oreille.

La reprise de *Britannicus* présentait un intérêt exceptionnel; car, à côté de M. Mounet-Sully, qu'on était impatient de voir dans un nouveau rôle, le Théâtre-Français devait nous montrer une débutante, mademoiselle Sarah Bernhardt, et une artiste dès longtemps éprouvée, mais qu'on ne se souvenait pas d'avoir jamais vue dans la tragédie classique.

Mademoiselle Sarah Bernhardt s'est montrée fort touchante dans le personnage de Junie. Son jeu pur et correct et son excellente diction lui ont valu un succès des plus honorables. Madame Arnould-Plessy a étonné ses admirateurs par la souplesse d'un talent longtemps atteint d'afféterie et de *préciosité*, mais qui, par une étude et une pratique assidues, déploie chaque jour des ressources nouvelles. Elle est presque aussi à l'aise avec Racine qu'avec Marivaux ou Musset, et elle incarne Agrippine comme Araminte ou Célimène. Trop portée à détailler et à souligner d'abord, jouant, dans les premiers actes, avec plus de finesse que de largeur, mais

toujours avec une intelligence et un art incontestables, elle s'est élevée, dans la grande scène du quatrième acte, à la hauteur de la situation, et elle a dit son imprécation finale avec une énergie et un éclat extraordinaires. Il y a là une explosion superbe qui a arraché des applaudissements à toute la salle. Mais M. Mounet-Sully n'a pas encore retrouvé dans le rôle de Néron le triomphe qu'il avait rencontré du premier coup sous les traits d'Oreste. La critique suit avec un intérêt presque passionné les débuts de ce jeune homme, aux lèvres duquel sont suspendues, pour ainsi dire, les destinées du théâtre contemporain, bien qu'il n'ait joué jusqu'à présent que du Corneille et du Racine. Son succès définitif peut rendre à la scène, et y maintenir comme des modèles, ces œuvres d'un art noble et élevé, où le goût public, corrompu à plaisir par le théâtre contemporain, a besoin de se retremper souvent. Parce que la victoire n'a pas été aussi rapide que nous l'avions pensé peut-être, il n'y a pas lieu de désespérer. Ce n'est pas à trente ans, et en un premier essai, qu'on peut rendre dans ses nuances multiples ce redoutable rôle de Néron, que Talma creusa toute sa vie, et que, de son propre aveu, il ne commença à bien jouer que vers sa cinquantième année. Il manque à M. Mounet-Sully la longue expérience et l'étude approfondie qu'il faut pour ce rôle complexe. Il en a l'intelligence et le sentiment, mais surtout par les côtés extérieurs et superficiels. Il en a aussi le physique : masque expressif et mobile, voix vibrante, yeux ardents, corps agile, tout ce qu'il faut enfin pour représenter au naturel ce jeune tigre impatient qui s'éveille ; mais il le représente avec trop d'empportement, de bonds et de cris. La mesure et la nuance lui font défaut. Dans l'excès mal compris de son zèle, il lui arrive de bredouiller impétueusement les plus beaux vers, et d'en manquer absolument l'effet, à force d'avoir voulu l'exagérer. Si jeune qu'il soit encore, M. Mounet-Sully a dû voir Rachel, et il eût pu apprendre d'elle ce que la sobriété et la concentration ajoutent à la force, et comment, avec un clin d'œil, une contraction de lèvres, une inflexion de voix, un froncement de sourcil, un artiste au jeu savamment gradué produit souvent des effets plus tragiques que ses rivaux avec des roulements d'yeux, des gestes frénétiques et des poumons de bronze. Quoi qu'il en soit, M. Mounet-Sully a tant de chaleur et de si beaux éclats, la tragédie est jouée avec tant d'ensemble et le public est si bien disposé que *Britannicus* fait beaucoup d'argent. On voudrait y voir un signe du retour de l'esprit public à des œuvres plus saines et plus hautes ; mais, sans contester ce qu'il y a d'heureux dans cet accident et l'excellente occasion, le point d'appui précieux qu'il fournit aux auteurs et aux directeurs désireux de relever, avec l'assentiment du caissier, le niveau abaissé de l'art, la vérité toute

pure est que le réveil de la tragédie n'a rien changé à l'état habituel du théâtre. Tandis que *Britannicus*, après le *Cid* et *Andromaque*, va attirer la foule aux Français pendant une trentaine de représentations, *la Timbale*, en plus de deux cents soirées, n'a pu encore épuiser son succès ; les Variétés et le Vaudeville pimentent leurs affiches de pièces égrillardes, M. Labiche, en pleine décadence, — car Labiche a sa décadence comme Corneille, — donne au Palais-Royal une *grasse* bouffonnerie carnavalesque saupoudrée de sel gris ; le Gymnase reprend *la Dame aux Camélias*, que vient de commenter le drame honteux, mêlé de sang et de boue, de la rue de Chaillot ; le nouveau théâtre de la Renaissance, qui n'est pas encore achevé, annonce qu'il va ouvrir avec *la Femme de feu*, la Gaité demande « deux cents jeunes filles pour les suspensions aériennes » dans *la Poule aux œufs d'or*, et le premier bal masqué de l'Opéra réalise 29,000 fr. de recette. Tout est comme autrefois ; j'avais, dans mes premières chroniques, la candeur de m'en étonner et de m'en émuouvoir : je ne suis plus si naïf.

Nous avons dépassé nos limites sans épuiser notre sujet. Combien de choses dont il nous restait encore à parler, et que nous pouvons à peine énumérer pêle-mêle maintenant, à la façon d'une table de matières, en les notant d'un trait sommaire au passage : les débuts, dans la chaire de Notre-Dame, du P. Matignon, prédicateur à la parole grave, lucide et substantielle, de la famille des Bourdaloue ; la réouverture des cours de la Sorbonne et du Collège de France ; l'inauguration de l'École libre des hautes études, qui, après avoir eu le courage de se fonder, a eu la vaillance plus vulgaire, mais non moins étonnante, d'ouvrir un vendredi et un 13, et cela lui portera bonheur ; l'exposition tardive des envois de Rome qui n'a pas suffisamment racheté par son intérêt les longueurs de l'attente. Les seuls ouvrages originaux dignes d'une mention honorable étaient : parmi les statues, un *Enfant des Abruzzes*, modelé d'une main très-souple par M. Allar, et surtout la *Gallia* de M. Soldi, graveur en médailles qui s'est révélé sculpteur d'un talent large et fier dans ce beau profil de guerrière assombrie, dont le casque porte pour ornement un coq à la crête hérissée, aux ailes frémissantes, aux griffes recourbées et prêtes pour le combat ; parmi les tableaux, *la Vision* de M. Olivier Merson, très-habile enluminure archaïque, pastiche ombrien plus maniéré que naïf, et *l'Invasion*, toile colossale où M. Blanc avait essayé de traduire un sentiment tout moderne dans un souvenir antique, comme Racine en ses tragédies et Casimir Delavigne en quelques-unes de ses *Messéniennes*, mais où l'effet ne répondait pas à

l'ambition de l'artiste, et qui paraissait bien froide en face de la réalité toute saignante encore rappelée par son titre.

Et maintenant, que nous réserve l'année qui va commencer ? C'est le secret de Dieu et des radicaux. L'an 1872 a vu renaître l'activité artistique et littéraire, et, à défaut de l'influence politique, la domination intellectuelle de la France ; s'il plaît à ces messieurs, l'an 1873 la verra grandir. Paris, après le double cataclysme qui semblait devoir l'anéantir, a repris comme sans effort, du milieu de ses ruines, son rang de capitale du monde, et Berlin, qui n'a vaincu que ses soldats sans parvenir à détrôner ses modistes, reste l'un de ses faubourgs. C'est de lui que part encore, c'est encore à lui que revient aboutir le mouvement de la « machine ronde ». Rien n'a pu éteindre ce foyer vivace, qui communique l'incendie avec la lumière. Les boulevards ont gardé leur suprématie, et ce grand axe de l'élégance, de la mode et du plaisir ne s'est point déplacé. La quintessence de la civilisation la plus raffinée tient toujours entre la rue Montmartre et la chaussée d'Antin. L'article de Paris et le courrier de Paris sont deux monnaies cosmopolites qui ont gardé cours sur tous les marchés. Paris réserve bien des pages nouvelles, gaies ou tristes, légères ou terribles, à ses historiographes. Souhaitons du moins qu'il ait renoncé pour jamais à cet article de Paris qu'on appelle une révolution : c'est le modeste *bon an* du chroniqueur à la ville séduisante et redoutable dont Montaigne aimait jusqu'aux taches et aux verrues, mais dont les accès de fièvre chaude l'eussent épouvané.

VICTOR FOURNEL.

LA POLITIQUE FINANCIÈRE

EN FRANCE

DEPUIS L'ANNÉE 1870

L'année 1872 va finir, et le budget pour l'exercice prochain vient d'être voté juste assez à temps pour que nos finances reprennent à partir du 1^{er} janvier 1873 une voie régulière. Depuis trente mois, nous avons vécu à l'aventure, sous des budgets remaniés ou façonnés au jour le jour ; nous voici rentrés dans l'ordre : en 1873, les recettes de l'État seront perçues et les dépenses ordonnancées d'après un budget voté avant l'ouverture de l'exercice.

C'est le moment de faire l'inventaire de nos actes financiers pendant la crise, c'est-à-dire de 1870 à 1872, afin de reconnaître où nous en sommes et de voir où l'on nous conduit.

L'historien qui voudrait découvrir l'esprit des lois financières votées dans ces deux dernières années resterait en grande peine ; il serait obligé de s'avouer que l'Assemblée nationale a montré plus de cœur que de tête : animée d'un grand patriotisme, mais d'un patriotisme peu éclairé, elle a voté les impôts déclarés nécessaires sans discernement, quelquefois sur l'heure et sans débat, n'ayant aucun plan d'ensemble, négligeant toute prévoyance scientifique et ne calculant ni l'incidence des taxes nouvelles, ni leurs effets économiques sur la production, sur le travail, sur le commerce intérieur, sur le commerce extérieur, ni les modifications sociales que devait produire la répartition de six cents millions et plus de surtaxes.

Pas un chef de parti, dans l'Assemblée nationale, n'a paru se douter en effet qu'avec ces six cents millions de nouvelles contributions à répartir, un véritable homme d'État pouvait se donner l'in-

strument le plus puissant pour transformer la société française suivant tel ou tel principe politique; pas un n'a compris combien il serait habile de laisser aux politiques le jeu des manœuvres parlementaires ou populaires, et de préparer sagement et discrètement, par le maniement de l'impôt, les nations à tel ou tel régime politique voulu.

Les hommes d'État qui, en 1815, acceptèrent la tâche de relever la France dans un ordre nouveau, comprirent bien mieux leur œuvre financière, et se souvinrent en grands politiques des enseignements de Montesquieu.

I

En 1871 et 72 on a voté au hasard toutes les taxations imaginables, comme un enfant qui prend dans le coffre d'un jardinier des poignées de graines inconnues, et qui les jette à la volée dans un carré de jardin sans savoir ce qui sortira de ces semailles à l'aventure.

Dans certains votes, quelques partis politiques ont poussé l'indifférence ou l'ignorance jusqu'à soutenir, par seule raison de manœuvre parlementaire, des impôts qui répugnaient à leurs instincts, je n'ose dire à leurs doctrines.

Dès aujourd'hui on commence à constater les conséquences de cette conduite aveugle de nos législateurs. Plusieurs des nouveaux impôts, à peine essayés ou simplement édictés, sont reconnus impraticables ou fatals à la vie économique de la France. La simple réflexion, l'expérience, ou le bon sens public, les a condamnés si évidemment, que l'Assemblée nationale vient de supprimer l'impôt sur les créances hypothécaires (en oubliant toutefois par une inconcevable distraction les obligations hypothécaires du Crédit foncier, grevées comme valeurs dites mobilières), l'aggravation de la taxe des permis de chasse, l'aggravation de la taxe des envois d'argent par la poste.

Ainsi, l'on réagit contre le système postal, ruineux pour le commerce et inutile au fisc, que M. Pouyer-Quertier avait si étrangement intronisé en France, au mépris de l'expérience de tous les États du monde; on revient à ce principe : qu'en fait de postes, et, en général, en fait de services publics, les tarifs doux sont les plus rémunérateurs pour l'entrepreneur en même temps qu'ils favorisent le développement de la richesse nationale; et, en attendant que le prix de transport des lettres et des échantillons soit ramené à l'ancien tarif, on a admis les cartes-poste, ces petites lettres à découvert qui ont si bien réussi en Angleterre depuis deux ans, à la satisfaction du Trésor et du public.

Ainsi l'Assemblée nationale, cet honnête parlement et le plus

honnête qui jamais peut-être ait exercé la souveraineté d'un grand pays, n'hésite pas à reconnaître aujourd'hui ses erreurs financières, qui ne sont le plus souvent que des ignorances ou des entraînements irréfléchis, et c'est pourquoi nous espérons qu'après le nouvel an, quand elle reprendra ses travaux pour le budget de 1874, elle profitera des leçons de sa propre expérience, elle appellera la science financière à son aide, et, par une étude ainsi élucidée et attentive, elle revisera l'assiette de nos deux milliards et demi d'impôts.

Nous essayerons de la seconder dans cette œuvre, la plus considérable pour notre réorganisation nationale. Et peut-être nos efforts seront-ils accueillis, par cela surtout qu'en fait d'impôts, l'Assemblée nationale n'a révélé jusqu'ici aucune idée de politique financière. En est-il de même pour les emprunts?

II

Depuis 1870, notre trésorerie d'État a exécuté les opérations les plus extraordinaires qui aient jamais été faites en un si court espace de temps chez une grande nation, sans excepter l'Angleterre, malgré ses vingt-deux milliards empruntés de 1792 à 1818, sans excepter même les États-Unis, malgré leurs treize milliards empruntés pendant la guerre de la sécession.

Depuis la déclaration de guerre jusqu'à la fin de juillet 1872, en vingt-quatre mois et demi, nous avons emprunté plus de huit milliards de francs : 804 millions par l'emprunt Magne, du 23 août 1870 ; 250 millions par l'emprunt Morgan, du 27 octobre 1870 ; 1,350 millions par des avances successives obtenues de la Banque de France depuis le 18 juillet 1870 ; 2,226 millions par l'emprunt Pouyer-Quertier, du 27 juin 1871 ; et enfin 3,500 millions par l'emprunt Goulard, du 29 juillet 1872.

Cette campagne financière a été prodigieusement féconde en succès, pendant et après une campagne militaire désastreuse, et malgré les troubles d'une guerre civile : comment expliquer ce phénomène? Les trois ou quatre gouvernements qui ont dirigé les affaires depuis 1870 auraient-ils eu simplement bonne chance financière, ou faut-il leur reconnaître du génie financier? auraient-ils agi sous les inspirations constamment heureuses du hasard, maniant la baguette magique du crédit de la France avec l'audace qui séduit la fortune, et faisant jaillir de terre les millions et les milliards, au grand étonnement de ceux-là mêmes qui opéraient ces miracles? ou bien devons-nous leur faire honneur d'un système savamment raisonné, d'une politique financière définie et résolue? Et que vaut

cette politique, au point de vue de la situation actuelle de la France, au point de vue de la transformation qui se produit dans l'équilibre économique de l'Europe par le versement à l'Allemagne de notre colossale rançon ?

On le voit, cette question n'est pas de simple curiosité historique : et si elle intéresse l'avenir de la France, elle touche aussi aux forces vives de plusieurs autres grandes nations.

Si nos cinq milliards et demi comptés à l'Allemagne soutirent à la France une forte partie de son capital flottant et de son outillage monétaire métallique, ils déterminent en même temps en Europe un déplacement de richesses inouï, le plus énorme et le plus brusque qu'aient jamais éprouvé les sociétés humaines : en quatre années, une nation, l'Allemagne, va se voir enrichie de plus de cinq milliards ; et une autre nation, voisine, la France, peut être appauvrie de la même somme : soit un écart de onze milliards dans le rapport de richesse des deux nations.

Et ce changement est d'autant plus sensible en Europe, que notre rançon de cinq milliards et demi versée aux Allemands, cette étrange fortune pour eux tombée des nues, ne trouve pas sur l'heure un utile emploi, et reste là-bas, en Allemagne, à peu près stérile, privant ainsi tout le commerce du monde d'une partie de son outillage de capitaux.

La question financière de la France est devenue une question européenne, et presque universelle. La politique de nos finances importe donc aux peuples nos voisins : une fausse mesure de notre trésorerie d'État peut affecter toutes les places financières de l'Europe, et causer à l'étranger autant que chez nous de déplorables crises. Aussi bien, notre ministre des finances n'est plus seulement responsable devant le peuple français, mais encore devant les corporations commerciales de plusieurs pays étrangers, ainsi de l'Angleterre. Et c'est pourquoi il convient que nos finances soient conduites avec une hauteur de vues, avec une largeur de conception, qui domine et embrasse, pour les combiner, les forces financières de ces divers pays.

Et cette grande politique financière, qui nous est imposée par les circonstances, est la seule bonne pour le salut de notre pays. La France ne peut pas aujourd'hui s'isoler du reste du monde : épuisée par sa terrible rançon, n'ayant plus chez elle, sur les lieux, les capitaux suffisants à commanditer sa production, elle est obligée d'aller prendre au dehors les capitaux qui lui manquent ; elle ne peut pas se replier sur elle-même pour se « recueillir, » après ses malheurs, comme a fait la Russie après la guerre de Crimée, à la suite du traité de Paris, qui n'imposait au vaincu ni la cession d'un pouce

de territoire, ni le paiement d'un rouble de rançon. Nous sommes condamnés à entretenir et à développer même nos relations extérieures, pour nous procurer au dehors une aide nécessaire : vouloir vivre en nous-mêmes, par nous-mêmes, ce serait nous vouer à la consommation, à une anémie peut-être mortelle, et que le pays au moins ne souffrirait pas sans convulsion violente. Gardons-nous d'oublier un instant ou de méconnaître la dure condition où la guerre de 1870-71 nous a réduits ; car nous serions bientôt cruellement rappelés à la réalité. Le garnisaire est encore là, baraqué dans quatre départements français ; pour libérer le territoire, il nous faut, et dans les termes prescrits, continuer les paiements des milliards exigés, c'est-à-dire mettre en mouvement par le crédit de la France des masses énormes de valeurs, dont le déplacement affecte par de brusques saignées l'économie d'une partie du monde.

Nous avons encore deux milliards à déplacer ainsi : ces deux milliards, nous les prendrons sur l'emprunt du 29 juillet dernier. Or cet emprunt n'est pas encore classé : ses titres, pour une grande part, sont encore dans les portefeuilles des banquiers, étrangers ou français, qui les ont acquis en gros à la souscription, pour les revendre peu à peu en détail aux capitalistes de placement.

Comment se fait ce classement ? comment l'emprunt a-t-il été négocié et souscrit ? quelle est la politique financière du gouvernement dans cette opération européenne ?

Reprenons les choses d'un peu plus haut, car nous avons à noter ici un retour à la politique financière de la Restauration et de la monarchie de Juillet, sous les formes, conservées, du second Empire.

III

Pendant trente-trois ans, de 1815 à 1848, la haute banque a rempli dans les affaires publiques un rôle considérable, et de plus en plus important ; en 1830, elle s'est élevée au plus haut, et l'on a pu dire qu'elle devint alors un des pouvoirs de l'État. Dès 1816, elle fut puissance reconnue, ayant pour apanage la rente, et pour privilège les emprunts d'État. Elle seule gouvernait la rente, c'est-à-dire commandait à la Bourse, qui n'avait guère alors d'autre champ d'opération que la rente. Elle seule souscrivait en gros les emprunts d'État, dont elle revendait ensuite les titres en détail aux capitalistes ses clients. Et ceux qu'on nommait alors capitalistes, possesseurs des rentes et du très-petit nombre d'autres valeurs mobilières alors cotées, étaient tous des propriétaires ou des industriels d'une classe assez riche. Le 1^{er} janvier 1848, il n'y avait, en effet, que 292,000 rentiers, tandis qu'à la fin du second Empire on en comptait plus de 1 million.

Le premier Empire n'a pas usé du crédit, faute de crédit : un chef d'État qui, d'un mot, peut donner ou briser des couronnes, changer les lois des nations, et disposer de la vie et de la fortune des peuples, ce souverain maître, par le fait même de sa toute-puissance, ne saurait avoir de crédit. Napoléon I^{er} vécut de ses conquêtes.

Et, lorsque après 1815, la Restauration entreprit de se procurer, par des emprunts, les milliards nécessaires, elle commença par un acte de soumission à la loi commune; sur les sages conseils du baron Louis, le roi de France reconnut comme nationales les dettes de tous les gouvernements précédents : et le crédit d'État de la France fut fondé. Il lui fallait un instrument : elle le trouva, ou le créa, dans les grandes maisons de banque qui s'organisèrent alors comme tant d'autres institutions d'une ère de paix, et qui se formèrent, en partie, avec des étrangers de vieille et haute réputation commerciale.

On sait les services intelligents et puissants que la haute banque rendit, à cette époque, pour relever la France épuisée. Au titre de ces services, elle se constitua une sorte de droit régalien sur les emprunts d'État, et se montra désormais fort jalouse de ce privilège. En deux circonstances, en 1818 et en 1831, on essaya d'opérer sans son aide, en émettant des emprunts par souscription publique; mais elle revendiqua et reprit brusquement ce qu'elle appelait son droit, qui fut ainsi, par ces épreuves mêmes, consacré.

Un tiers de siècle de grands services et de privilège avaient rendu la haute banque si puissante, que le second Empire la jugea redoutable; et que, dans son plan politique, il se promit de se passer d'elle et de la tenir à l'écart.

En 1854, survient la guerre d'Orient : le nouveau gouvernement va faire son premier emprunt; et il annonce que l'emprunt sera émis par souscription nationale. Plus de banquiers d'État; tous les citoyens seront admis à traiter directement avec leur gérant national, qui veut gouverner, comme il règne, par la volonté nationale, sans intermédiaires.

Le 4 mars 1854, la première souscription nationale est ouverte dans toute la France. Il faut avoir assisté de près, comme nous avons eu lieu de le faire, à cette opération, pour se faire une idée de l'élan qui se produisit alors. L'or et l'argent sortaient de terre en bonnes espèces sonnantes, en vieux écus, en vieux louis; et c'était merveille, en province surtout, que ces foules de paysans qui se pressaient aux guichets des receveurs des finances pour y verser, de leurs sacoches de grosse toile, ou de leurs solides paniers de campagne, leurs épargnes longtemps enfouies en trésors improductifs.

Voilà mes banquiers, disait le nouveau gouvernement.

Ainsi furent émis, et presque aussitôt classés, les trois emprunts pour la guerre d'Orient, de 250 millions, 500 millions et 750 millions; et, en 1859, l'emprunt de 500 millions, pour la guerre d'Italie.

Au premier emprunt, les souscripteurs avaient offert deux fois la somme demandée; aux quatre emprunts suivants, ils offrirent de quatre à cinq fois : comme par un accord instinctif, la proportion entre la somme demandée et la somme offerte se continue, devient comme normale, et prend un cours régulier, comme tous les phénomènes sociaux où se révèle la loi des grands nombres.

Telle était la souscription nationale, dans sa vraie force et la pureté de son expression. Mais les choses vont bientôt changer.

Dans les premières années, les budgets du second Empire, allégés d'abord par l'excellente conversion Bineau, avaient puisé des suppléments de ressources dans les reliquats des emprunts de guerre. Mais, en 1863, les déficits s'étaient accumulés jusqu'à déterminer, dans nos finances, une crise des plus graves. M. Fould, appelé au ministère pour sauver la situation, eut recours d'abord à des aggravations d'impôts, puis à un emprunt dissimulé, à la fameuse conversion par soulte, et enfin à un emprunt franchement déclaré. On ne pouvait compter sur un élan patriotique, que rien ne motivait, et que la crise même eût paralysé : il s'agissait, cette fois, de couvrir des excès de dépenses abusives, et non plus de soutenir une de ces entreprises glorieuses qui enflèvent un peuple.

Or la souscription nationale semble faite uniquement pour les circonstances patriotiques; et peut-être M. Fould l'avait-il compris, lorsqu'il disait, en novembre 1862 : Plus d'emprunts en temps de paix; le grand-livre ne doit s'ouvrir que pour la guerre.

Mais la nécessité était devenue telle en 1863, qu'on se vit obligé d'oublier cette règle, de faire un emprunt de paix, l'emprunt des déficits; et, en bonne logique, on douta de la souscription nationale.

Tout en conservant les apparences de ce mode d'emprunt, on s'arrangea pour assurer en dessous le succès de l'opération par d'autres appuis; on sollicita le secours de la haute banque.

La haute banque répondit de grand cœur et de très-bonne grâce à la démarche presque solennelle du pouvoir. La réconciliation se fit le mieux du monde; tout se passa comme il convient entre gens bien élevés, sans explications sur le passé : et l'empereur planta le cèdre de Ferrières.

Mais cependant, au fond, la haute banque aurait bien eu le droit d'avoir quelque rancune, de se plaindre un peu, et de dire ceci :

A votre avènement, vous avez eu peur de ma puissance, qui fut grande, en effet, sous les deux derniers règnes, et qui garde encore sa valeur; mais on ne s'est pas contenté, depuis dix ans, de me repousser des grandes affaires, de me rejeter dans des voies étroites, on a voulu m'anéantir. Pour cela, on s'est imaginé d'improviser une nouvelle haute banque, sans réfléchir qu'une maison financière ne s'improvise pas.

Vos taillis, aux pousses hâtives, sont tombés aux premiers coups de vent, et sans que vous ayez eu même la pensée au moins généreuse de les étayer et de les défendre. Je dure, moi, et plus vivante que jamais, car les institutions financières ont cela de particulier qu'une fois bien formées, elles ne s'usent pas à vivre; mais qu'elles acquièrent, au contraire, par la force du temps, une vigueur de crédit chaque jour plus solide. Vous auriez pu sagement comprendre cela dès vos débuts et ne point me décréter de mort. Et d'ailleurs, c'est la grande habileté de l'homme d'État de faire concourir à l'œuvre publique toutes les forces utiles du pays, sans mettre hors la loi personne.

La haute banque put penser cela, mais n'en dit rien; elle reprit, fière et digne, son tabouret à la cour, après avoir, d'un trait de plume, enlevé, absorbé l'emprunt des déficits.

Dorénavant, la souscription nationale ne sera conservée que pour la forme : la haute banque sera l'adjudicataire réel des emprunts d'État; il suffira que le ministre des finances lui permette de forcer le chiffre nominal de sa souscription, et de donner une simple parole pour l'effectif du premier versement.

Aussi, l'emprunt Fould de 300 millions, de 1864, est couvert par des souscriptions seize fois plus fortes que la somme demandée : pour 300 millions, il est offert 4 milliards 847 millions. L'emprunt fut ainsi souscrit, mais non classé.

Et le classement, la revente en détail aux rentiers par les acheteurs en gros, fut assez difficile; et M. Fould dut s'y employer par tous les moyens d'administration et de publicité, ainsi en ajoutant de nouveaux avantages aux avantages et aux privilèges dont jouissait déjà la Rente française : arrérages trimestriels et concordant avec les termes des loyers, au lieu des arrérages semestriels et qui ne se rattachaient qu'à des phénomènes astronomiques; création de rentes mixtes, nominatives quant au capital, et au porteur quant aux revenus.

A M. Fould succède M. Magne, qui hérite, lui aussi, d'une situation grevée de déficits budgétaires; il faudra encore faire un emprunt de paix, un emprunt de déficit. M. Magne suit les errements de son prédécesseur; même il renchérit sur l'opération de 1864.

L'emprunt de 300 millions de M. Fould avait été couvert seize fois ; l'emprunt de M. Magne de 1868 sera couvert trente-quatre fois : pour 450 millions demandés, on chiffrera 15 milliards de souscriptions. La haute banque a forcé jusqu'à l'in vraisemblable le chiffre nominal de ses souscriptions, pour s'adjuger la presque totalité des 450 millions de l'emprunt. Et cela est si évident, que la province, depuis les souscriptions nationales des guerres de Crimée et d'Italie, souscrit constamment dans les mêmes proportions tandis que les souscriptions à Paris s'émargèrent en 1864 et en 1868, c'est-à-dire par la haute banque.

Nous en étions là de notre politique financière en 1870, et le gouvernement impérial ne semblait pas trop regretter la pure souscription nationale, au prix même du rôle important qu'il restituait à la haute banque. Il trouvait même un certain charme dans ces souscriptions fantastiques, qui faisaient miroiter dans son ciel comme des pluies d'or. Le second Empire aimait les effets de théâtre, et c'est un goût qui n'est peut-être pas encore passé de mode. Dans un pays à suffrage universel, où l'opinion publique est par moments la voix souveraine, chez un peuple de race latine, où l'imagination est plus forte que la raison, ces coups de théâtre, tantôt par un grand mot sonore, tantôt par un gros chiffre éblouissant, sont des moyens de gouvernement politique assez naturels ; ils produisent toujours pour quelques instants une heureuse impression dont on a pu tirer quelque avantage ; mais il y a aussi un inconvénient.

En finances, a écrit un financier d'État des plus experts, tout doit être réel et positif ; les fictions les plus ingénieuses et les mieux intentionnées ne peuvent rien contre la force des choses.

Or il arrive bientôt qu'après ces merveilleuses souscriptions par milliards, la force des choses met à nu la réalité ; et alors, le public est aussi prompt à la méfiance qu'il l'a été à la foi naïve ; et la méfiance le fait réagir parfois jusqu'à la désaffection.

En 1850, en parlant des bases du crédit de l'État, M. Thiers disait qu'il ne faut jamais promettre que le possible. On pourrait ajouter qu'il ne faut jamais montrer que le réel. C'est ainsi qu'un gouvernement s'assure la confiance publique dans son pays et affermit son crédit dans le monde.

Voyons ce qui s'est fait pour les emprunts de la dernière guerre, et comment la haute banque a servi notre malheureux pays, comment elle peut et doit le servir encore.

A. DE MALARCE.

REVUE SCIENTIFIQUE

NÉCROLOGIE SCIENTIFIQUE. — *Jacques Babinet.* — Notice biographique. — Ses travaux, ses découvertes, ses inventions. — Sa popularité, comparée à celle de François Arago. — M. Babinet chez lui. — Un Diogène moderne. — Babinet vulgarisateur et prophète. — La queue de la Comète. — La marée Babinet. — Le télégraphe sous-marin. — F. A. Pouchet. — Sa vie, ses travaux. — L'hétérogénie. — Ouvrages de ce savant. — Charles Daremberg. — Son enfance. — Exemple de piété filiale. — Comparaison avec d'Alembert. — Ses ouvrages. — *La médecine ; histoire et doctrines.*

BIBLIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE. — *Physiologie du système nerveux cérébro-spinal*, par le docteur Édouard Fournié. 1 vol. grand in-8. Adrien Delahaye, éditeur. — *Le Dictionnaire de chimie*, de M. A. Wurtz. Hachette et C^{ie}, éditeurs. — *La Vie des animaux illustrée*, par A.-E. Brehm : *les Mammifères et les Oiseaux*. 4 vol. in-4^e. J. B. Baillière et fils, éditeurs. — *La France industrielle, ou Description des industries françaises*, par Paul Poiré. 1 vol. grand in-8 illustré. Hachette et C^{ie}, éditeurs. — *Bibliothèque des merveilles* : — *les Harmonies providentielles*, par Ch. Lévêque (de l'Institut). 1 vol. in-18. Hachette et C^{ie}, éditeurs ; — *les Plantes vues au microscope*, par Jules Girard. 1 vol. in-18. Mêmes éditeurs ; — *la Vapeur*, par Am. Guillemin. 1 vol. in-18. Mêmes éditeurs.

Nous avons raconté, dans notre dernière revue, la mort si funeste et si prématurée de Charles Delaunay. Nous avons cette fois à enregistrer encore deux pertes nouvelles que l'Académie des sciences vient de faire : celles de Jacques Babinet et de F.-A. Pouchet. Ces deux derniers, du moins — le premier surtout, — sans avoir atteint à beaucoup près la limite extrême de la vieillesse, sont de ceux auxquels peut s'appliquer cette belle expression du langage antique, dont le nôtre n'offre point l'équivalent : *Vita defuncti sunt* : Ils se sont acquittés de la vie, ils ont fourni leur tâche. Leur mort est un malheur, sans doute ; ce n'est pas une catastrophe.

Jacques Babinet était né à Lusignan (Vienne), le 5 mai 1794. Il vint terminer au lycée Bonaparte ses études classiques, commencées en province, et entra en 1810 à l'École polytechnique, d'où il passa à l'École d'application de Metz en 1812. Il était encore dans cette ville en 1814, avec le grade de sous-lieutenant d'artillerie, et prit part aux travaux de défense lorsque la place fut investie par les alliés. A la paix, il quitta la carrière militaire pour entrer dans celle de l'enseignement, où il débuta par le modeste

emploi de professeur de physique et de mathématiques au collège de Fontenay-le-Comte (Vendée). Il fut envoyé bientôt après à Poitiers, et il vint, en 1820, occuper la chaire de physique au collège Saint-Louis, qui venait d'être fondé. Il ne tarda pas à être examinateur de physique, puis de géométrie descriptive, d'analyse appliquée et de géodésie à l'École polytechnique. Il fit avec succès à l'Athénée, de 1825 à 1828, un cours — ou, comme on dirait aujourd'hui, des conférences — sur la météorologie, science alors nouvelle. Vers la même époque, il suppléa Savart au Collège de France, et plus tard Pouillet à la Faculté des sciences. La mort de Dulong ayant laissé une place vacante à l'Académie dans la section de physique, Babinet fut élu à cette place le 17 février 1840.

Les travaux scientifiques de Babinet sont nombreux et témoignent de la profondeur et de la variété de son savoir, en même temps que d'une faculté d'invention qui touche de bien près au génie. Tous ceux qui ont suivi des cours de physique savent qu'on lui doit l'introduction, dans la machine pneumatique, d'un perfectionnement qui, en faisant communiquer entre eux, à un moment donné, les deux corps de pompe, permet d'obtenir presque le vide absolu. Son appareil pour démontrer les conditions d'équilibre des liquides de densités différentes, son hygromètre à fil de soie, d'une marche plus régulière que l'hygromètre à cheveu de de Saussure, son polariscope, son photomètre, son compensateur, son goniomètre sont devenus classiques. Ce dernier instrument a rendu de très-grands services à la spectroscopie, en facilitant dans une large mesure l'étude spectrale des flammes. Jusque-là l'observation des raies du spectre solaire, suivant la méthode de Fraunhofer, était une expérience d'une installation délicate. Babinet eut l'heureuse idée de remplacer la mire éloignée dont on se servait antérieurement par une lunette fixée sur l'appareil, c'est-à-dire par un collimateur. Ce goniomètre était d'ailleurs destiné, dans la pensée de son inventeur, à mesurer non-seulement les angles des cristaux et leur indice de réfraction, mais encore leur angle de polarisation, les diamètres des anneaux colorés, et même les éléments de la double réfraction. « Par le fait, dit M. Edmond Becquerel, cet instrument, perfectionné depuis, est devenu comme le *laboratoire de l'optique physique*. »

Babinet avait, du reste, une prédilection particulière pour l'optique, et cette partie de la physique, si délicate, si difficile — j'allais dire si obscure, bien qu'il s'agisse de la lumière, — est celle qui lui a fourni la matière de ses recherches les plus importantes. Nous citerons entre autres celles qui sont relatives aux interférences, aux couleurs des réseaux, aux propriétés optiques des minéraux cristallisés... Mais si de semblables travaux devaient placer leur auteur au premier rang des physiciens de notre époque, ils n'étaient certes point de nature à lui donner la popularité. Si Babinet n'avait eu d'autres titres à la célébrité que ses recherches sur les lois des phénomènes lumineux, il serait mort tout aussi

inconnu de la masse du public que tant de savants très-illustres, dont les noms servent aujourd'hui à désigner, dans Paris, un certain nombre de rues, sans que les habitants desdites rues soupçonnent le moins du monde ce que purent être, de leur vivant, les personnages sous l'invocation desquels on les a placées. Or Babinet eut ce privilège, exceptionnel pour les savants : la popularité. Un seul avant lui, en notre siècle, avait vu sa renommée pénétrer jusque dans la bourgeoisie et dans le peuple. C'était François Arago. Mais Arago n'était pas seulement un grand savant, un professeur aimé du public, un écrivain disert et lucide : c'était encore un chef de parti, un tribun. Il avait été mêlé de bonne heure aux luttes politiques. Il siégeait à la Chambre des députés sur les bancs de l'extrême gauche ; il fut, en 1848, membre du gouvernement provisoire. Rien d'étonnant donc à ce que son nom fût dans toutes les bouches. La presse s'en était emparée, et si, pour quelques-uns, le savant faisait valoir l'homme d'État et de tribune, aux yeux du plus grand nombre, c'était plutôt l'orateur de la gauche qui faisait valoir le savant. Les journaux de son parti reproduisaient avec empressement ses Éloges académiques et ses remarquables Notices de l'*Annuaire du bureau des longitudes*. On le lisait, on le comprenait, et on disait : « A la bonne heure ! voilà un savant qui n'est pas savant pour lui seul ou pour ses confrères, mais qui sait être savant pour tout le monde ! » Rendons au peuple cette justice : il n'est pas ingrat pour ceux qui veulent bien se donner la peine de l'instruire. Il les écoute, il les croit et il les aime ; seulement, il faut « savoir le prendre. »

Babinet aussi « sut prendre » le public. Il se tint toute sa vie, avec grand soin, à l'écart de la politique soit par scepticisme, soit par défaut d'ambition, soit par prudence, — ou plutôt, je crois, par ces trois motifs à la fois. La politique n'était point dans son tempérament. C'était un fantaisiste, un artiste, j'allais dire un bohème ; je dirai, si l'on veut, un Athénien, mais un Athénien de la race de Diogène¹. Il ne logeait point dans un tonneau ; mais on peut dire que, eu égard à nos mœurs et à nos usages, il avait réduit au minimum les préoccupations du *confortable* et des soins de sa personne. On m'a dit que, vers la fin de sa vie, il s'était décidé à louer un appartement et à le faire meubler d'une façon convenable. Il n'en est pas moins certain — et j'en puis témoigner *de visu* — qu'il vécut pendant plusieurs années dans un logement tout à fait misérable, avec un lit de fer, deux ou trois tables boiteuses et quelques chaises très-détériorées pour tout mobilier. C'est là qu'il recevait, en camisole de laine grise, en chaussons, la chevelure ébouriffée, ses nombreux visiteurs. On s'asseyait où l'on pouvait : sur des bûches, à défaut de chaises, mais non pas toutefois sur les tables, qui étaient surchargées de livres et de paperasses, — et l'on

¹ On me fera peut-être remarquer que Diogène était né à Sinope. Je le sais, mais ce fut à Athènes qu'il vécut et *philosopha*.

causait, ou plutôt on écoutait causer Babinet. Car s'il se rapprochait de Diogène, comme on vient de le voir, par certains côtés, il en différait notablement par ses qualités sociables. Il était accessible, poli, bienveillant, serviable, et surtout il aimait à causer ; voilà le vrai secret de sa popularité. Arago était un orateur de talent ; Babinet fut un causeur, et un causeur incomparable. Il causait avec la parole et avec la plume. Il jetait ses idées à tous les vents de la publicité, sous toutes les formes : en mémoires, en articles de revues, en articles ou en feuilletons de journaux, en conférences, en conversations familières. On lui a reproché, non sans raison, de savoir trop de choses et d'éparpiller son génie sur trop de sujets ; mais on a dit aussi, avec non moins de raison, ce qu'on n'avait pu dire avant lui de nul autre, si ce n'est de Fontenelle : qu'il était le plus spirituel des savants et le plus savant des hommes d'esprit. Sa mémoire était prodigieuse, et son érudition littéraire pouvait faire envie à bien des gens de lettres. Il avait, comme écrivain, la pure tradition du bon style gaulois, vif, sobre, net, élégant. L'anecdote et la citation abondaient et venaient toujours à propos.

Avec de telles qualités, on comprend que Babinet ait réussi mieux que personne à rendre la science attrayante ; qu'il ait été le prince de la vulgarisation. On comprend aussi qu'il ait eu les défauts de ses qualités. C'était, ai-je dit, un fantaisiste, un artiste. Il lui arriva plus d'une fois de résoudre *a priori*, par de spécieuses formules et par des affirmations tout au moins hasardées, les plus difficiles problèmes. Lorsqu'il se trompait, il ne se déconcertait pas pour si peu. Sur tout phénomène, sur tout événement scientifique passé, présent ou futur qui occupait l'attention publique, Babinet disait son mot ; et ce mot, pour bien des gens, était un oracle infailible. En fait, il était souvent juste, ou tout au moins soutenable ; et il était à coup sûr ingénieux, neuf et hardi. A une époque où la théorie du feu central était fort contestée par quelques savants anglais, Babinet proposa, pour mettre d'accord les partis et résoudre directement cette grave question, de constituer une société en commandite, qui s'appellerait la *Société du Trou*, et qui aurait pour but le percement d'un puits pénétrant jusqu'au centre du globe... Au fait, serait-ce impossible?... Qu'en France on n'ait pas donné suite à cette idée, il fallait s'y attendre ; mais ce qui m'étonne, c'est que l'entreprise n'ait pas été tentée en Angleterre ou en Amérique.

Il y a quelques années, le public s'émut jusqu'à l'inquiétude de l'apparition d'une immense comète qui devait, disait-on, passer très-près de notre globe, peut-être même le heurter avec son énorme queue, et dans ce cas le réduire en poussière ou en cendres. Babinet prit alors la plume, et il établit, par raison démonstrative, que ce qui était poussière, et poussière impalpable, c'était la queue de la comète ; qu'en conséquence la Terre n'avait rien à craindre de la rencontre de cette vapeur cosmique,

trop peu dense pour pénétrer seulement dans notre atmosphère, et que, si cette rencontre se réalisait par hasard, nous ne nous en apercevions seulement pas. Cette rassurante théorie fit promptement son tour de France. Les peureux reprirent confiance, et de pied ferme attendirent la comète, qui passa à distance très-respectueuse de notre globe.

Dans une autre circonstance, Babinet ne fut pas aussi bon prophète. Il avait annoncé, pour le mois de mars 1860, une formidable marée, dont il précisait le jour et l'heure, et qui devait se faire sentir principalement dans nos ports de la Manche. Il fallait s'attendre, selon lui, à voir les eaux de l'Océan franchir leurs digues, envahir les rues des villes situées sur la côte nord-ouest, et causer des dégâts considérables. L'émotion, la crainte, la curiosité allèrent grandissant jusqu'au moment fatal; on multiplia les mesures de sûreté. Tandis que les habitants du littoral cédaient d'avance la place aux flots de l'Océan, les Parisiens se portaient en foule au Havre, à Dieppe, à Fécamp, pour assister au majestueux et terrible phénomène. Mais le moment venu, grands furent le désappointement des uns et le soulagement des autres, en voyant que l'inondation prédite se réduisait à une marée des plus ordinaires. On parla longtemps de cette marée manquée, qu'on appela la *marée Babinet*, et l'erreur commise par le savant physicien compromit assez gravement son autorité, dont il semblait faire, du reste, assez bon marché. Plus tard, il ne craignit pas d'affirmer que la télégraphie sous-marine était une entreprise sans avenir, et qu'aucun câble électrique, si habilement construit qu'il fût, ne résisterait au delà de quelques mois à l'action corrosive de l'eau de mer. Sur ce point encore, et fort heureusement, l'expérience a donné tort à sa théorie.

Babinet n'a point écrit de livre; il a seulement réuni, sous le titre d'*Études et lectures sur les sciences d'observation*, un certain nombre d'articles, de mémoires et de notices publiés par lui, au jour le jour, dans divers recueils. Il est mort le 22 octobre.

Félix-Archimède Pouchet, qui l'a suivi à quelques semaines d'intervalle, était né à Rouen, le 26 août 1800. Le singulier nom d'Archimède, qu'il reçut en naissant, semblerait indiquer que son père, honorable négociant, avait rêvé pour lui de hautes destinées scientifiques. Mais les goûts du jeune Pouchet le portaient bien plutôt vers les sciences naturelles que vers les sciences mathématiques, et lorsqu'il sortit du collège de sa ville natale, ce fut pour se livrer, dans cette ville d'abord, puis à Paris, à l'étude de la médecine. Il eut pour maître, à Rouen, le chirurgien Flaubert, père de l'auteur de *Madame Bovary* et de *Salammbô*. Reçu docteur en 1827, il revint à Rouen, et fut bientôt nommé professeur d'histoire naturelle au Muséum qui venait d'y être fondé, et qui plus tard, sous sa direction, est devenu l'un des établissements scientifiques les plus considérables et les mieux ordonnés de nos départements. C'est là que, pendant plus de trente ans, il a enseigné la zoologie, et qu'il a exécuté ses

nombreux et importants travaux. En 1838, il fut nommé, en outre, professeur à l'École de médecine de Rouen, et en 1849, il devint correspondant de l'Académie des sciences de Paris, pour la section d'anatomie et de zoologie. Les recherches les plus originales de ce savant ont eu pour objet l'anatomie et la physiologie des animaux inférieurs, notamment des mollusques et des infusoires, l'ovologie et l'embryogénie des mammifères et de l'homme. Sa *Théorie positive de l'ovulation spontanée et de la fécondation des mammifères et de l'espèce humaine*, basée sur l'observation de toute la série animale, obtint, en 1847, à l'Académie des sciences, le prix de physiologie expérimentale. Il s'est occupé aussi de botanique, et l'on a de lui une monographie de la famille des solanées et un *Traité élémentaire de botanique appliquée*. Mais ce qui a surtout attiré sur lui l'attention du monde savant et du public, c'est l'ardeur avec laquelle il a soutenu la doctrine célèbre, et si controversée, de la génération spontanée, ou hétérogénie. Ce fut en 1858 qu'il reprit avec éclat cette thèse, à peu près abandonnée après les expériences, réputées décisives, des panspermistes Schultze et Schwann. Je n'ai pas à revenir ici sur les débats auxquels la question des générations spontanées a donné lieu depuis cette époque, et dont j'ai, à plusieurs reprises et longuement, entretenu nos lecteurs. Pouchet a publié, pour l'exposé de ses expériences et la défense de sa doctrine, deux brochures intitulées : la première, *Hétérogénie, ou Traité de la génération spontanée* (1859) ; la seconde, *Nouvelles expériences sur la génération spontanée et la résistance vitale* (1863). A propos de la *résistance vitale*, il n'est pas sans intérêt de rappeler que Pouchet fut un adversaire énergique de la doctrine relative aux animaux ressuscitants », et que, tandis que les panspermistes, partisans de cette doctrine, l'accusaient de matérialisme à cause de sa croyance à l'hétérogénie, il déclarait, à son tour, entachée du même vice la théorie des réviviscences. Outre les écrits que je viens de citer, Pouchet a laissé une *Zoologie classique, ou Histoire naturelle du règne animal* (1841) ; des *Recherches sur l'anatomie et la physiologie des mollusques* (1842) ; une *Monographie du genre nérite* (1847) ; des *Recherches sur les organes de la circulation, de la respiration et de la digestion des animaux infusoires* (1849) ; une *Histoire naturelle et agricole du hanneton et de sa larve* (1853) ; une *Histoire des sciences naturelles au moyen âge* (1853) ; enfin, un ouvrage de vulgarisation, intitulé *l'Univers, les infiniment grands et les infiniment petits*, publié d'abord en format in-18 (1865), puis en format grand in-8°, avec de nombreuses gravures (1867). Cette dernière édition contient les dessins de la remarquable collection de nids d'oiseaux que Pouchet a réunie au Muséum d'histoire naturelle de Rouen.

Je ne puis terminer ce triste chapitre de nécrologie scientifique sans payer un juste tribut de regrets à un savant, à un érudit, à un critique éminent, qui, pour n'appartenir à notre Institut national ni

comme membre titulaire, ni comme correspondant, n'en a pas moins occupé, dans le monde de l'intelligence et du savoir, une place considérable. Je veux parler du docteur Daremberg, emporté, il y a deux mois, par une maladie de cœur dont il souffrait depuis longtemps, et dont il prévoyait la prochaine et fatale terminaison. Victor-Charles Daremberg était né à Dijon, le 14 avril 1817, de parents inconnus. Le malheur de sa naissance extra-légale, qu'il connut trop tôt et qui affecta cruellement la vive sensibilité de son cœur, montre bien quelle souffrance inflige à une âme élevée la privation de ce premier aliment moral de l'enfance : l'affection d'une mère. Élevé par un honorable médecin aux mains duquel il avait été remis en naissant, Charles, tout jeune encore, apprit que sa mère vivait. La rejoindre, la voir et, s'il se pouvait, obtenir d'elle un regard, une caresse, fut dès lors l'unique et constante préoccupation du pauvre enfant. Il n'eut pas ce bonheur. En 1836, après de bonnes études faites en province, il vint à Paris, où à l'aide d'une modique pension qui devait lui être servie jusqu'à vingt-cinq ans, il passa ses examens et suivit les cours de l'École de médecine où il se lia avec tout ce qu'il trouva de jeunes gens studieux et chrétiens comme lui. Il gagna ainsi l'amitié d'un honorable professeur, le docteur Descuret, qui fut pour lui un vrai père. Il réussit, Dieu sait comment, à découvrir la demeure de sa mère. Il n'osa se présenter chez elle ; mais s'étant mis à épier son passage, il la vit sortir en voiture. Il lui tendit les bras sans pouvoir — ou sans vouloir l'appeler. Elle passa sans le voir. Il éclata alors en sanglots, puis il revint tristement chez son protecteur, et se résigna à n'avoir pas d'autre famille. Il fut, dans la suite, légalement autorisé à porter le nom de Daremberg. On ne peut s'empêcher de remarquer l'analogie de ce nom avec celui de d'Alembert, abandonné, lui aussi, par ceux qui lui avaient donné le jour, et déposé sur les marches de la petite église Saint-Jean le Rond, dans la Cité. On sait que d'Alembert fut élevé par la femme d'un pauvre vitrier et qu'il lui voua une tendresse toute filiale qui ne se démentit point ; on sait aussi que lorsque, plus tard, la mère, regrettant par orgueil de ne pouvoir se parer de la célébrité de son fils, essaya de l'attirer à elle, de le séduire par des offres et des promesses indirectes, il repoussa des avances dont le mobile égoïste n'était que trop évident.

Je reviens à Charles Daremberg. Il suivit d'abord la carrière médicale ; mais l'inclination de son esprit ne l'entraînait pas moins vers les recherches d'érudition et la connaissance des langues anciennes que vers les sciences naturelles ; il sut faire en sorte d'obéir à la fois à ces deux penchants, qui l'éloignaient également de sa profession ; et ce fut dans la voie de l'érudition et de la philosophie spéculative qu'il poursuivit, avec une patiente et laborieuse ardeur, ses premières études. Il s'appliqua particulièrement à traduire, à analyser, à commenter et à comparer les anciens maîtres de la physiologie, de l'anatomie et de l'art médical, et à suivre à

travers l'antiquité, le moyen âge et les temps modernes, les développements de ces branches si intéressantes de la science. Il débuta en 1843 par la traduction des *Œuvres choisies d'Hippocrate* (1 vol. in-8°). De 1853 à 1860, il donna, en collaboration avec M. Bussemaker, une traduction, en 6 volumes in-8°, des *Œuvres complètes d'Oribase*, avec texte grec en partie inédit, table et planches. On lui doit aussi la traduction et la publication des *Œuvres médicales et philosophiques de Galien* (1854 et suiv., avec une Introduction et des études scientifiques et littéraires); du *Traité sur la gymnastique, de Philostrate* (in-8°, 1859); des *Œuvres médicales de Rufus d'Éphèse* (in-8°, 1860). A ces travaux du plus sérieux mérite, il faut ajouter la traduction de quelques ouvrages allemands, notamment de l'*Histoire et critique des maladies de la peau*, de Rosenbaum (in-8°, 1846); la part considérable que prit Daremberg à l'édition napolitaine de la *Collectio Salernitana*; les rapports adressés par lui au ministre de l'instruction publique, à la suite de plusieurs missions ayant pour but de rechercher en Italie, en Allemagne et en Angleterre les manuscrits intéressant l'histoire médicale (Rapports insérés dans les *Archives des missions scientifiques*); enfin, de nombreux articles, — disons mieux, des études d'érudition scientifique, publiées dans le *Journal de l'instruction publique*, dans la *Gazette médicale*, et surtout dans le *Journal des Débats*. Plusieurs de ces derniers ont été réunis et publiés en 1 volume in-8°, à la librairie académique de Didier, sous le titre de : *la Médecine; histoire et doctrines*.

Les notices très-savantes et très-curieuses qui composent ce volume ont pour sujets : la Médecine dans les poètes latins (Ennius, Plaute, Térence, Horace, Martial); Galien et ses doctrines philosophiques; Paul d'Egine, et les médecins compilateurs dans le Bas-Empire; l'École de Salerne, son histoire, ses doctrines; Albert le Grand et l'histoire des sciences au moyen âge; Louis XIV, ses médecins, son tempérament, son caractère et ses maladies; les Merveilles du corps humain, coup d'œil sur l'anatomie, la physiologie et les causes finales; l'histoire de la circulation du sang, celle de l'anatomie pathologique et de la pathologie générale; l'Hygiène des gens de lettres et celle des malades. L'ouvrage se termine par un appendice contenant des considérations et des notes sur l'école de Salerne, sur les hôpitaux et hospices, sur les entozoaires, etc. Il est, en outre, précédé d'une excellente introduction, où l'auteur expose avec autant de netteté que de sagesse ses vues sur l'état présent des doctrines scientifiques et particulièrement des doctrines médicales. J'allais oublier de rappeler que M. Daremberg est un des auteurs de l'excellent *Dictionnaire des sciences médicales et vétérinaires*, publié, il y a peu d'années, chez l'éditeur Asselin, sous la direction de M. Raige-Delorme. Il travaillait depuis longtemps à un *Dictionnaire des antiquités grecques et latines* qui doit être bien avancé, et à des recherches médicales très-piquantes dans la Vie et les miracles des saints, source, selon lui, très-précieuse pour l'Histoire des maladies au

moyen âge. Charles Daremberg avait été nommé, en 1844, bibliothécaire de l'Académie de médecine, d'où il passa, en 1850, à la bibliothèque Mazarine. Il fut élu, en 1860, correspondant de l'Académie royale de médecine de Belgique. Il est difficile, on le voit, de trouver une vie mieux occupée, une carrière plus utilement remplie, et l'on peut dire que Charles Daremberg fut un type accompli de l'homme de cœur et de l'homme d'étude.

Si Charles Daremberg était encore vivant, il eût certainement lu avec intérêt et apprécié avec sa haute compétence l'ouvrage que vient de faire paraître un de ses jeunes confrères, le docteur Edouard Fournié, médecin adjoint à l'Institut national des sourds-muets, et déjà connu par des travaux d'une grande valeur sur les organes de la voix et de la parole, sur les affections qui les atteignent et sur les nouvelles méthodes appliquées au traitement de ces affections. L'ouvrage dont je veux parler, *Physiologie du système nerveux cérébro-spinal, d'après l'analyse physiologique des mouvements de la vie*, est en effet une œuvre scientifique d'abord, historique aussi, mais surtout critique et philosophique. C'est, de plus, dans la pensée de l'auteur, une œuvre essentiellement française, où il se vante de n'avoir rien emprunté aux étrangers, et aux Allemands moins qu'à tous autres. Il proteste avec une énergie très-patriotique contre « l'envahissement ambitieux et la prépondérance du germanisme dans toutes les questions de science, » et contre l'humilité par trop naïve avec laquelle beaucoup de nos savants se sont, pour ainsi dire, mis à la remorque des savants allemands ; et il cite ces paroles d'un de ses jeunes amis : « Pendant dix ans, j'ai cherché partout ce qu'on appelle la science allemande ; je l'ai cherchée dans les salles de dissection, sur l'objectif du microscope ; et en définitive, je ne l'ai trouvée que dans la lecture de nos bons auteurs anciens et modernes. »

Il est très-vrai qu'à l'*anglomanie*, qui eut jadis ses beaux jours en France, mais plutôt, à la vérité, parmi les gens du monde que parmi les hommes de science, avait succédé, dans ces dernières années, une *germanomanie* scientifique et philosophique qui était devenue passablement agaçante, car elle tendait à développer chez nous outre mesure, dans toutes les branches de l'activité intellectuelle, la culture du genre ennuyeux, transcendantal et incompréhensible. Une réaction très-vive et très-légitime en elle-même se produit aujourd'hui contre cette manie, comme on devait s'y attendre, et, ainsi qu'on devait le prévoir aussi, cette réaction dépasse le but. Repousser l'invasion des idées tudesques, c'est fort bien ; mais aller jusqu'à dire que la science allemande n'existe pas, et qu'il n'y a, par conséquent, rien à lui emprunter, rien à lui accorder, c'est peut-être aller un peu loin. Où j'irais, au contraire, quant à moi, beaucoup plus loin que M. Ed. Fournié, c'est lorsqu'il s'élève contre l'abus de la méthode expérimentale en physiologie.

Pour l'école aujourd'hui dominante, et dont MM. Claude Bernard,

Ch. Robin, Paul Bert, Brown-Sequard, etc. sont les principaux représentants après leur maître à tous, Magendie, la méthode expérimentale n'est pas simplement un procédé d'investigation ou de vérification, c'est un dogme exclusif, en dehors duquel il n'y a point de progrès, point de découvertes, point de salut possible pour la physiologie. De cette belle science qui jadis, entre les mains des premiers et des vrais maîtres, était avant tout une science d'observation, dans laquelle l'*expérimentation artificielle* n'intervenait que secondairement et sobrement pour compléter, ou plutôt pour contrôler les résultats de l'*expérience naturelle*, ces messieurs ont fait une science expérimentale. M. Claude Bernard et ses adhérents se persuadent qu'ils peuvent manipuler les tissus et les organes dans l'animal vivant, tout comme un chimiste manipule les corps simples et composés dans des matras, des cornues et des éprouvettes, et qu'il n'y a rien de plus légitime que de conclure de ce qui se passe chez les malheureuses bêtes soumises à leurs habiles opérations à ce qui a lieu chez l'homme dans l'état normal. Assurément, s'il est un cas où cette prétention soit inadmissible, c'est surtout lorsqu'il s'agit des fonctions du cerveau et des autres centres nerveux. M. Ed. Fournié a donc cent fois raison de vouloir « arracher la physiologie à l'exclusivisme de la méthode expérimentale. » Il ne veut pas non plus la livrer à « l'incapacité de la méthode psychologique, » qui non-seulement dédaigne l'expérience, mais consent à peine à tenir compte des résultats de l'observation, ne fait cas que des théories spéculatives et n'est, en définitive, autre chose qu'une forme ou un cas particulier de l'idéalisme *a priori*, doctrine germanique s'il en fut jamais. Quant à la méthode suivie par notre auteur, elle consiste : 1° dans l'observation analytique et synthétique des faits naturels, des faits pathologiques et des faits de l'expérimentation, que *les partisans exclusifs de la méthode expérimentale nous fournissent en grand nombre*, dit-il en soulignant cette phrase ; 2° dans la logique du sens commun appliquée à l'ensemble de la physiologie. C'est l'union de ces deux éléments que M. Ed. Fournié appelle *analyse physiologique*.

Après s'être ainsi créé une méthode intermédiaire entre la méthode expérimentale et la méthode psychologique, M. Ed. Fournié a voulu essayer une classification nouvelle des phénomènes physiologiques. Il établit une distinction un peu subtile, et qui me semble trop absolue, entre la *vie organique* et la *vie fonctionnelle*, et c'est d'après cette distinction qu'il étudie successivement les propriétés et les fonctions du système nerveux, et en particulier du cerveau. Mais la partie la plus étendue et la plus nouvelle de son livre est la partie philosophique. Cette partie, qui est en dehors de ma compétence, a été jugée, il y a quelques jours, à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Ad. Franck. D'après cet éminent psychologue, la préoccupation dominante de M. le docteur Fournié est de trouver une position intermédiaire entre le spiritualisme et le matéria-

lisme. Il les réfute l'un et l'autre, principalement le premier, et c'est là, dit M. Franck, qu'il réussit le mieux. Il réfute également les doctrines médicales connues sous les noms d'animisme, de vitalisme, d'organicisme. Après avoir établi que le principe de la vie, et *a fortiori* le principe de la pensée, n'est pas et ne peut pas être dans la matière, il déclare qu'il serait téméraire aussi de considérer ce principe comme indépendant de l'organisme. L'âme, selon lui, reçoit ses besoins de l'organisme, sur lequel elle réagit. D'où M. Franck croit pouvoir conclure que M. Ed. Fournié, qu'il le veuille ou non, est spiritualiste, car il n'y a pas de milieu entre le spiritualisme et le matérialisme, « et l'on est spiritualiste, selon M. Franck, dès que « l'on considère le principe de la pensée et de la volonté comme extérieur et « supérieur à la matière. » Il ne m'appartient point de décider jusqu'à quel point cette conclusion est conforme à la logique ; mais il me semble, sauf correction, que les matérialistes pourraient aussi bien revendiquer pour un des leurs M. Ed. Fournié, en se fondant sur cette proposition, très-soutenable, qu'on est matérialiste dès que, s'abstenant de prononcer sur l'essence et la nature du principe pensant, on le considère comme *dépendant de l'organisme*, c'est-à-dire *de la matière* ; car, ou je me trompe, ou le spiritualisme affirme que non-seulement l'âme est extérieure à la matière, non-seulement qu'elle en est indépendante, mais que de plus la matière lui est absolument soumise...

Mais le moment où nous sommes m'invite à signaler au moins rapidement à nos lecteurs quelques ouvrages récemment parus, et d'un caractère moins grave. Il s'agit, on le devine, des livres que l'on peut offrir comme cadeaux d'étrennes. Ce n'est point, sans doute, qu'il ne puisse être fort à propos de donner à un chimiste — on en peut avoir dans sa famille — un ouvrage tel que le grand *Dictionnaire de chimie*, dont la publication se poursuit sous la savante direction de M. A. Wurtz. Mais, outre que cette œuvre magistrale est loin encore d'être achevée (le dernier fascicule paru est le douzième, qui s'arrête à la lettre L), il faut convenir que ce n'est point là un livre auquel puisse s'appliquer la qualification bourgeoise de livre d'étrennes. Il en est tout autrement de *la Vie des animaux illustrée*, publiée par la librairie J.-B. Baillière et Fils. J'ai déjà recommandé, il y a une couple d'années, à nos lecteurs, cet excellent ouvrage. Je le leur recommande de nouveau, en toute sûreté de conscience, quand même l'auteur du texte original est un Allemand, M. A.-E. Brehm ; d'autant que, sans être initié aux secrets de la traduction, je soupçonne fort cette traduction d'être une nouvelle rédaction, beaucoup plus française qu'allemande, si j'en juge au moins par le nombre et l'étendue des emprunts faits aux meilleurs naturalistes et observateurs français. Quoi qu'il en soit, *la Vie des animaux illustrée* me paraît réunir toutes les qualités requises dans un livre d'étrennes, — sans parler de la *quantité*, qui n'est pas à dédaigner. L'ouvrage forme déjà, en effet, quatre forts volumes in-4°, imprimés

sur deux colonnes, avec profusion de gravures intercalées dans le texte, et de planches tirées à part sur papier de Chine. Les deux premiers volumes sont consacrés aux mammifères ; les deux autres aux oiseaux. La méthode d'exposition est on ne peut mieux entendue. Pour chaque famille, chaque genre, chaque espèce, l'auteur donne : 1° les caractères zoologiques ; 2° la distribution géographique — trop négligée, soit dit en passant, dans la plupart des livres classiques ; 3° les mœurs, les habitudes, le régime ; 4° la manière d'être de l'animal en domesticité ou en captivité ; 5° s'il y a lieu, la chasse, l'exploitation industrielle, agricole, commerciale dont il peut être l'objet. On trouve donc, dans l'ensemble de ces divers paragraphes, tout ce qui peut intéresser et, de plus, amuser, non pas un public spécial et restreint, mais l'universalité des lecteurs. Pour mon compte, je déclare que non-seulement je lis, avec plaisir et profit, *la Vie des animaux*, mais que j'y ai fait — honnêtement, bien entendu, avec citation et guillemets, — plus d'un emprunt dont je me suis bien trouvé.

Non moins utile, dans un autre ordre de connaissances, est *la France industrielle*, description des industries françaises, par M. Paul Poiré, professeur au lycée d'Amiens. J'ai été devancé par un de nos collaborateurs, dans l'appréciation de ce livre. M. Douhaire a dit à peu près tout le bien que j'en pense. Je me contenterai donc d'ajouter qu'il faut féliciter la maison Hachette d'offrir au public, au lieu de compilations où manque l'originalité, où les erreurs fourmillent, mal déguisées par la surabondance des gravures, comme les rides d'une vieille coquette par la profusion des bijoux, un livre consciencieusement et méthodiquement écrit par un auteur qui, du moins, s'est donné la peine d'apprendre ce qu'il veut enseigner aux autres.

D'autres volumes de moindre format, parus à la même librairie dans les dernières semaines de l'année, appartiennent à la jolie et inépuisable collection de la *Bibliothèque des Merveilles*.

Ce sont, d'abord, *les Harmonies providentielles*, par M. Lévêque, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Le savant philosophe s'est proposé de donner une nouvelle démonstration de l'existence de Dieu, en se servant précisément du procédé le plus en faveur aujourd'hui : l'observation et l'analyse des phénomènes de la nature. Il s'est inspiré de ces paroles de M. Ch. de Rémusat :

« L'antique vérité doit être sans cesse redite, sans cesse accommodée aux nouveaux besoins, aux infirmités nouvelles de l'humanité, sans cesse retournée sous toutes ses faces, repourvue de toutes ses armes, justifiée par de nouvelles expériences, par de nouvelles découvertes. »

Le volume de M. J. Girard, intitulé *les Plantes vues au microscope*, est d'abord, comme ce titre l'indique suffisamment, un traité de ce qu'on peut appeler l'anatomie, la physiologie et l'histologie intimes des plantes ; c'est aussi une étude des végétaux microscopiques et des poussières de

l'atmosphère. L'auteur est ainsi conduit forcément à s'occuper de l'inévitable question des générations spontanées et des fermentations. Il fait remarquer qu'en tout cas ces productions d'organismes vivants, animalcules ou plantules, de quelque façon qu'elles s'accomplissent, supposent toujours la préexistence d'êtres ayant vécu, c'est-à-dire une création antérieure, et que, loin d'y voir, comme l'ont voulu quelques hétérogénistes, *le commencement de la vie*, il serait beaucoup plus logique de les considérer comme marquant *la fin de la vie* des êtres supérieurs de l'un et de l'autre règne. M. Girard déclare, du reste, sagement, qu'en présence des expériences indéfiniment contradictoires que les hétérogénistes opposent aux panspermistes, et les panspermistes aux hétérogénistes, on est en droit d'assimiler ce problème à ceux que les alchimistes agitaient au moyen âge, et dont la solution était précisément là où ils ne songeaient point à la chercher.

L'ouvrage de M. Amédée Guillemin, *la Vapeur*, est encore de ceux dont le titre dit, à lui seul, le contenu. Dans une Introduction d'une trentaine de pages, l'auteur jette un rapide coup d'œil sur les forces motrices dont l'homme a fait usage avant de recourir à celle de la vapeur. Ces forces sont de trois sortes : les moteurs animés, les moteurs hydrauliques, la force du vent. Mais M. Am. Guillemin montre en même temps que ces forces ont, entre elles et avec la vapeur elle-même, un principe commun : la chaleur. Le corps de l'ouvrage est consacré, naturellement, à l'histoire, à la description et à l'explication des divers modes d'emploi de la vapeur d'eau comme force motrice et de ses principales applications. Ce sujet a été déjà bien des fois traité ; mais il est de ceux qui restent toujours nouveaux, parce que chaque jour vient y ajouter. M. Guillemin est d'ailleurs, comme M. Poiré, un écrivain qui ne parle que de ce qu'il sait, et qui en parle toujours simplement et de façon à être compris.

Ajoutons, ce qui ne gâte rien, que le volume est orné de très-jolies gravures, et que les dessins de machines y sont surtout exécutés avec le plus grand soin.

ARTHUR MANGIN.

MÉLANGES

DE L'EXPLOITATION DES CHEMINS DE FER PAR L'ÉTAT

S'il n'est, en général, manifestement utile de connaître les détails d'une industrie que pour le public directement intéressé à se rendre compte soit au point de vue technique, soit au point de vue commercial, des progrès de cette industrie, il n'en est cependant pas ainsi dans tous les cas. En ce qui concerne l'industrie des chemins de fer, par exemple, il est certain que l'intérêt de la nation tout entière exigerait que chaque citoyen eût, à un degré plus ou moins approximatif, des notions bien nettes sur les conditions économiques de ces voies perfectionnées de communication. Quoi ! me dira-t-on, tout le monde en parle précisément ! Oui, répondrai-je, chacun se croit en droit de dire au besoin son mot sur ce mode de transport, quand il s'agit de quelque accident qui émeut l'opinion publique ou quand il est question de démontrer imperturbablement la nécessité prétendue d'abaisser les tarifs du transport des personnes ou des choses ; mais j'ai émis le vœu que le discoureur eût pris la peine d'acquérir une certaine compétence, c'est tout autre chose ! Sur ce sujet, devenu banal, bien que restant obscur, on trouve fort difficilement, en dehors des compagnies et de l'administration des travaux publics, des hommes en état de formuler une opinion rationnelle sur les problèmes qu'il comporte. Quoi d'étonnant pour quiconque veut bien réfléchir à l'extrême complexité du sujet ! Celui qui l'embrasse, avec un égal succès, dans tous ses détails, doit rarement se rencontrer ; qu'on en juge par la sèche énumération des principaux de ces détails.

Quel gigantesque spécimen de la puissance de l'industrie collective nous montre ce perfectionnement inouï de l'industrie des transports, qui restera vraisemblablement (dans l'ordre pacifique, bien entendu) le fait le plus saillant du dix-neuvième siècle ! Quelle énorme superficie de notre territoire occupe ce réseau d'étroits rubans de fer, dont la longueur totale

exploitée est à peu près exclusivement répartie entre six grandes compagnies! quel exorbitant capital que celui immobilisé par une seule des branches de l'activité nationale, qui, il est vrai, les intéresse toutes! quel innombrable personnel occupé! quel matériel considérable employé! quelle masse de personnes ou de choses annuellement transportées! quelles dépenses! quelles recettes! quels dividendes servis aux contribuables de ces petits gouvernements industriels! quels intérêts payés aux prêteurs! quelle besogne donnée à la justice, par les litiges incessamment engendrés par les relations multiples entre les compagnies et le public voyageur, expéditeur ou destinataire! quelle besogne aussi donnée à l'administration, pour surveiller la mise en application de ce monopole légal, en apparence d'autant plus irritant qu'il fonctionne au milieu d'une nation parfaitement étrangère à toute saine notion d'économie politique!

Si cet aperçu rapide ne suffit pas à convaincre de l'étendue considérable de ce sujet, dont on parle en France avec la désinvolture légère qui préside aux conversations politiques, qu'on parcoure les deux excellents et substantiels volumes de M. Jacquemin¹, consacrés — non à la voie, ce théâtre où s'opère le mouvement vertigineux des voyageurs et des marchandises; — non au matériel, qui est l'instrument à l'aide duquel s'opère ce mouvement; — mais aux détails de l'exploitation technique, c'est-à-dire aux moyens de produire ce mouvement dans les meilleures conditions de sécurité, de rapidité, de régularité, d'économie, ainsi qu'aux détails de l'exploitation commerciale, c'est-à-dire à la mise en action de l'entreprise industrielle au point de vue du rendement. A coup sûr, on ne pourrait choisir, pour se retrouver dans ce dédale, un guide plus compétent que le nouveau directeur de la compagnie des chemins de fer de l'Est. C'est en ce moment surtout qu'il serait bon que les profanes lussent les considérations didactiques où cet auteur a condensé les résultats de sa grande expérience, à l'usage des jeunes camarades du corps dont il est un des membres les plus distingués. Sous le coup de l'effroyable perturbation causée par l'invasion allemande, l'industrie des chemins de fer est restée longtemps impuissante à donner satisfaction au public. Toutes les idées les plus fausses ont alors été remises en circulation. Pour les combattre, il faudrait les exposer, ce qui exigerait des développements hors de proportion avec la dose d'attention que peut accorder le public à un sujet aussi aride.

Quiconque douterait de la vérité de cette assertion n'a qu'à prendre la peine de me suivre dans l'examen d'une des panacées volontiers préconisées dans notre pays aux instincts socialistes. Il verra, par la longueur même de cette simple esquisse d'économie industrielle, peut-être incomplète, combien on doit aborder de points de vue divers, pour y envisager

¹ *De l'Exploitation des chemins de fer. Leçons faites à l'École des ponts et chaussées.* — Garnier frères.

un problème sous toutes ses faces. Ensuite il se rendra compte de la prudence avec laquelle on doit choisir ses arguments, en pareille occurrence, sous peine de ne pas se servir de ceux réellement topiques. Ainsi je suis tout à fait de l'avis de M. Jacqmin quand il repousse l'exploitation des chemins de fer par l'État¹, mais pour d'autres motifs que les siens, à certains égards. Par exemple, les « dangers économiques » ne me semblent point effrayants ; je ne vois pas bien pourquoi les errements d'une compagnie gigantesque seraient très-différents de ceux de l'État. Dans l'un et l'autre cas, j'aperçois des hommes dépensant l'argent d'autres hommes, sans contrôle sérieux, et ne le ménageant pas le moins du monde comme ils ménageraient le leur ; or tout est là. Avec l'État, l'argent sera fourni plus ou moins involontairement par des contribuables, dépensé par des fonctionnaires, employé sous les yeux d'une assemblée législative ; — avec les compagnies, fourni volontairement, il est vrai, par des actionnaires, cet argent sera dépensé par des administrateurs, que surveillent ces mêmes actionnaires. J'ai beau regarder, je ne vois aucune différence entre les situations faites aux bailleurs de fonds, qu'ils s'appellent *actionnaires* ou *contribuables*, entre les manières dont ces fonds sont jetés dans la circulation. Je trouve même une certaine analogie entre les procédés dont se servent les mandataires pour rendre leurs comptes à leurs mandants : même solennité, même obscurité, même liberté d'allures finalement des uns vis-à-vis des autres ; sans doute, d'un côté, il y a le suffrage restreint, puisque tout actionnaire n'est pas membre de l'assemblée générale et annuelle à laquelle est soumise une sorte de plébiscite, tandis que, de l'autre côté, il y a le suffrage universel ; mais, des deux côtés, l'ignorance et l'impuissance des mandants marchent réellement de pair. Qu'on le croie bien, si je ne pousse pas plus loin ce parallèle scabreux, ce n'est pas que je sois à bout d'arguments ; c'est que je ne veux pas m'écarter de la partie essentielle du sujet. A coup sûr, n'est actionnaire que qui le veut et est contribuable qui ne le veut pas ; néanmoins, quiconque se pique d'être foncièrement libéral ne doit pas être plus sympathique à la grande industrie collective qu'à l'omnipotence de l'État.

« Les gares seront des monuments immenses, — dit M. Jacqmin, abordant l'hypothèse de l'État exploitant. Quant au développement des recettes et à la recherche du trafic, il n'en sera pour ainsi dire pas question... Les agents secondaires ne porteront aucun intérêt à une augmentation de transport, dont la première conséquence sera une augmentation de travail. » (Tome I^{er}.)

Cette question ne s'est pas seulement posée en France ; elle vient d'être discutée, à la fin du mois de juin dernier, au Congrès commercial de Leipsig. La conclusion du comité permanent, adoptée par le Congrès, a été celle-ci : « Tout en s'abstenant d'établir une comparaison entre les lignes de l'État et celles des compagnies particulières, et, dans le cas même où la balance serait en faveur des lignes de l'État, il ne faut pas s'attendre à une amélioration, le jour où l'État deviendrait exploitant de toutes les lignes. »

p. 33.) Est-il bien sûr que cette critique ne soit applicable qu'aux agents secondaires de l'État? ne l'est-elle pas tout autant au personnel des compagnies? Où se trouve donc, dans l'un ou l'autre cas, l'œil investigateur et économe du patron dont se dépense l'argent? Je ne vois, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, que des fonctionnaires et des agents recevant des appointements et des salaires puisés dans la caisse d'un être collectif et impersonnel, dont les intérêts ne peuvent pas être mieux défendus dans un cas que dans l'autre. Pourquoi les fonctionnaires des compagnies ne seraient-ils pas disposés, comme ceux de l'État, à se laisser tenter par le côté artistique « des monuments immenses? » pourquoi les agents des compagnies reculeraient-ils moins que les agents de l'État devant une augmentation de travail, parce qu'elle serait la conséquence d'une augmentation de trafic? L'équilibre ainsi constaté de ce côté, je me fais fort de montrer que, d'un autre, il se rompra en faveur de l'État exploitant.

A mon avis, lorsque l'État est amené, par un motif quelconque, à exercer une industrie, il ne doit le faire que dans un intérêt général, c'est-à-dire à un tout autre point de vue que l'initiative privée. Or ce serait une grave erreur de croire que les buts à atteindre, par le particulier et par l'État, dans l'exercice de l'industrie des transports, par exemple, soient identiques, et c'est une face de la question que M. Jacquin me paraît avoir négligé d'envisager. Le premier doit se proposer d'obtenir le plus grand bénéfice possible. Le second ne doit songer qu'à faire circuler le plus grand nombre de personnes et la plus grande quantité de choses. Le premier doit donc chercher le tarif qui lui procurera ce maximum de bénéfice. Le second ne doit donc, dans le choix de son tarif, se préoccuper que d'équilibrer, au bout de l'exercice, ses recettes et ses dépenses; il n'y a, j'insiste encore sur cet axiome économique, aucune raison pour supposer ces dépenses supérieures à celles qui seraient à la charge d'une compagnie. Il s'en faut de beaucoup que, dans les deux cas, les deux tarifs soient identiques. Si je ne puis me permettre ici la rigueur d'une démonstration mathématique, je puis du moins essayer de faire comprendre l'exactitude du résultat important auquel je fais allusion.

Il me suffira de prier le lecteur de se représenter la série croissante des tarifs qu'aurait à parcourir le marchand de transport, s'il pouvait à loisir faire ses expériences *in anima vili*, depuis le zéro (ce grand *desideratum* du public français, peu économiste, je le répète) jusqu'au maximum de cherté qui supprime toute circulation; — de m'accorder que les nombres de voyageurs (je suppose, pour fixer les idées, qu'il s'agisse du transport des personnes) correspondants aux termes de cette série décroîtront successivement, depuis le maximum que donne le zéro, jusqu'au zéro que donne le maximum; qu'en effet, sans aucun jeu de mots, si l'on ne payait rien pour aller d'un point à un autre, il est permis d'affirmer que le nombre des voyageurs qui effectueraient le voyage serait aussi grand

que possible ; qu'à mesure que le prix de ce voyage augmentera, le nombre de ceux qui l'entreprendront diminuera et que, si le trajet de Paris à Asnières, par exemple, coûtait plusieurs dizaines de francs, il n'est point absurde de supposer que personne¹ ne se livrerait à cette dépense exorbitante ; — de reconnaître enfin que le produit afférent à l'ensemble d'un tarif et de la circulation correspondante croîtra d'abord, puis décroîtra jusqu'à redevenir nul. Il n'est point en mon pouvoir de simplifier cet énoncé d'une règle, pourtant élémentaire, et je compte nécessairement beaucoup sur l'intelligence du lecteur. Je l'aiderai seulement en résumant, par trois lignes numériques (dont la troisième seule n'est pas hypothétique et se déduit des deux autres), le raisonnement que je viens d'indiquer :

TARIF. . . .	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 francs.
CIRCULATION.	1.000	900	800	700	600	500	400	300	200	100	0 voyageurs.
RECETTE. . .	0	900	1.600	2.100	2.400	2.500	2.400	2.100	1.600	900	0 francs.

Ce petit tableau montre, de suite, que le maximum de recette (2,500 francs) correspond au tarif 5 francs, que la compagnie de chemin de fer doit, dans l'intérêt bien entendu de ses actionnaires, imposer au public, bien que la circulation correspondante soit de 500 voyageurs seulement ; — que l'État, uniquement désireux de ne point être en perte, peut se contenter du tarif 3 francs, qui, s'il ne correspond qu'à une recette de 2,100 francs, procure une circulation de 700 voyageurs ; — que cette même recette serait fournie par le tarif 7, mais que, la circulation correspondante n'étant que de 300 voyageurs, l'État manquerait à tous ses devoirs en adoptant cette solution du problème, quoiqu'elle donnât moins de peine à ses agents : une compagnie, au contraire, ne serait pas tenue au même scrupule.

Qu'on ne dise donc pas qu'au point de vue économique, il y a parité entre l'État et l'industrie privée, pour la fixation des tarifs d'une exploitation de chemins de fer : cette assertion banale est complètement erronée. Qu'on ne dise pas non plus qu'en abaissant ses tarifs, une compagnie recouvrera nécessairement, par l'augmentation de la circulation, la perte que subiront ses recettes : cette autre assertion vulgaire est également fausse. Si elle use du droit (que lui confère son acte de concession) de prendre le tarif 7, par exemple, c'est qu'elle n'est point encore parvenue à trouver le tarif qui lui assure son bénéfice maximum et qu'elle le dépasse. Si elle a

¹ Je devrais dire *presque personne*, pour être tout à fait exact, puisque nos grands financiers ne se laisseraient vraisemblablement point arrêter par un obstacle pécuniaire, ne fût-ce que pour affirmer la puissance de leur richesse. Mais une semblable clientèle n'est pas, on le conçoit, de nature à alimenter une industrie quelconque. On le voyait bien naguère sur une de nos scènes lyriques, où le prix des places atteignait, lorsque chantait telle virtuose trop vantée, des proportions économiquement inattaquables (la question de subvention mise à part), mais moralement ridicules ; qui ne sent qu'en pareille circonstance, l'amour-propre des spectateurs constitue la plus forte partie de l'engouement, fort peu artistique, qu'ils montrent pour de simples roulades ?

pu déterminer ce précieux tarif 5, par un tâtonnement intelligent, tout tarif inférieur ne lui procurera qu'une recette moindre que celle qu'elle a su atteindre. Ce tâtonnement intelligent comporte, du reste, de grandes difficultés, auxquelles je crois utile de m'arrêter un instant, parce qu'elles vont accuser encore la supériorité économique de l'exploitation d'un chemin de fer par l'Etat sur l'exploitation par une compagnie.

Je ne veux pas parler de cette opinion, répandue dans le public, que tout relèvement de tarif est un acte blâmable. Elle n'est qu'une des mille et une conséquences de l'ignorance française en toute matière économique, mais une compagnie ne se souciera pas de braver l'impopularité, même injuste, et s'efforcera naturellement de ne se tromper que dans le sens qui, aussi défavorable à elle qu'au public, empêche néanmoins celui-ci de crier. En un mot, elle prendra d'emblée un tarif 8, de peur de tomber sur un tarif 4, et redescendra à 5, par 7 et 6.

Je veux parler de ce qui se passerait entre le conseil d'administration d'une compagnie et les actionnaires, si celui-là venait tenir le langage suivant à ceux-ci : « Cédant à un vœu unanime de nos compatriotes, nous allons tenter une expérience fort intéressante. Nous allons diminuer, dans une proportion considérable, nos tarifs des voyageurs ; nous verrons si l'augmentation de la circulation ne viendra pas, dans un avenir plus ou moins éloigné, compenser la réduction immanquable de notre recette. » Entendez-vous le concert des protestations de ces actionnaires : « Mais, si vous n'êtes pas sûr de réussir, s'écrieront les uns, nos titres vont subir une telle dépréciation qu'il nous sera impossible de les négocier désormais, sans réaliser une perte certaine. — Savez-vous, diront les autres, combien d'années se sont écoulées, lors de la réforme postale de 1847, avant que la recette brute ait repris le niveau qu'elle avait au moment où a été appliquée cette mesure, surtout avant qu'elle ait atteint le niveau que lui garantissait un développement progressif et continu des produits de ce monopole administratif ? Écoutez ! En 1847, la recette était de 53,295,676 francs et, en 1854 seulement, elle s'est élevée à 53,707,833 francs ; si les choses se passent ainsi, comment ceux qui ne vivent que du revenu de leurs actions seront-ils pour vivre durant les sept années de déficit ? Quant à la plus-value de revenu sur laquelle ils étaient légitimement en droit de compter, pourquoi voulez-vous qu'ils l'attendent pendant dix-huit ans, quand ils pourraient commencer à en jouir immédiatement ? Je choisis cette période de dix-huit ans, parce que, dans l'hypothèse d'une identité de résultats pour les réformes des tarifs du transport des lettres et du transport des personnes par chemin de fer, ce n'est qu'en 1865 que les recettes brutes, réelle et probable, sont enfin devenues les mêmes (78,700,366 et 77,995,000 francs). »

Au contraire, s'il s'agit de l'Etat, la difficulté n'existe plus. Il lui est loisible de faire l'expérience d'un abaissement de tarif, sans se trouver aux prises avec les réclamations légitimes des intéressés ; tant que le déficit réel

durera, il le comblera avec un impôt, qui, répandu sur une grande masse de contribuables, sera modique pour chacun et ne compromettra le sort de personne. Quant à l'accroissement progressif, il est sans intérêt, puisque l'Etat ne doit rationnellement songer qu'à compenser ses dépenses par ses recettes, en obtenant le maximum de circulation. Ce n'est pas ce qui arrive pour l'exploitation du monopole des postes, qui est à tort transformé en machine à impôt, dans un état à situation financière normale, bien entendu.

En ce moment même et depuis le 1^{er} mai 1866, l'État belge essaye, sur ses 850 kilomètres de voies ferrées, un abaissement des tarifs de voyageurs tant réclamé en France. Le ministre des travaux publics avait adressé au Parlement un *Exposé des résultats de la réforme*, où l'on peut voir ce qu'elle a produit en 1868. Si le comité des ponts et chaussées et des chemins de fer (auquel a été adjoint, dans cette circonstance, le directeur général des chemins de fer, postes et télégraphes) a été unanime pour constater une augmentation de 4 à 500,000 voyageurs sur 15,000,000 environ, il s'est partagé dans l'appréciation de la diminution de recettes. La majorité ne l'évalue qu'à 600,000 francs, tandis que la minorité, à l'avis de laquelle je me rangerais volontiers, estime que cette diminution est de 1,500,000 francs. Comment une telle divergence (du simple au double, on le remarquera) peut-elle se manifester? Par une raison bien simple. Il s'agit de déterminer ce que devrait être la recette, si la réforme n'avait point été introduite, et le champ des hypothèses est ouvert, car la progression antérieure des recettes est due à des causes, multiples et complexes, dont il faut tenir compte avec beaucoup de prudence et de sagacité. En ce qui concerne la réforme postale de France, j'ai admis l'hypothèse modérée de M. Jacquemin (tome 1^{er}, p. 345), qui, partant de l'augmentation constatée des recettes de 1831 à 1846, estime à 1,500,000 francs la progression annuelle; elle pourrait être contestée et évaluée aisément plus haut. En tout cas, cette réforme postale, — si elle a diminué, de 1847 à 1865, les recettes brutes de 162,000,000 francs, — a parfaitement réussi, puisqu'elle a porté le nombre des lettres de 126,500,000 à 313,500,000; aurait-elle pu être seulement entreprise par tout autre que l'État?

Mais, me dira-t-on, n'êtes-vous donc pas adversaire de l'exploitation des chemins de fer par l'État? Si certainement, mais non par des raisons d'économie politique. Je ne suis d'accord avec M. Jacquemin que quand il dit: « Libre de manier les tarifs à son gré, un gouvernement résistera difficilement à la tentation de s'en faire une arme dans les luttes électorales. Substituer l'action de l'État à l'initiative privée, c'est arriver rapidement à la réalisation de certaines idées socialistes; l'État, répartiteur des transports, deviendrait répartiteur de la production et de la consommation. » J'ajouterai que, surtout préoccupé de ce point de vue de l'initiative privée, capital pour une nation minée comme la nôtre par la fièvre

de la sollicitation et de la mendicité, je redoute particulièrement cette augmentation exorbitante du nombre des fonctionnaires publics et cette distribution affligeante des permis de circulation gratuite¹, qui viendraient accroître encore l'influence du gouvernement. Ne voit-on pas combien cette abusive centralisation, des liens de laquelle nous cherchons à nous retirer, serait développée par le seul fait de l'exploitation des voies ferrées confiée à l'État? ne pressent-on point quel regrettable pas en arrière nous ferions sous ce rapport, si le gouvernement disposait encore des places innombrables que comporte l'armée pacifique de cette branche immense de l'industrie moderne? « Quant aux moyens de favoritisme que l'exploitation des chemins de fer pourrait mettre dans les mains du gouvernement, dit M. Amand Le Mire, dans une brochure², consciencieusement étudiée, sur le rachat des chemins de fer par l'État, — nous laissons à chacun le soin d'apprécier cet inconvénient, étant, d'ailleurs, du grand nombre de ceux qui, dans l'espèce, ne redoutent pas ce genre d'influence. » A la bonne heure! mais moi, qui suis du petit nombre de ceux qui le redoutent, dans un intérêt supérieur, j'ai bien le droit de trouver que c'est traiter légèrement une aussi lourde objection. Au surplus, M. Amand Le Mire s'est proposé de prendre l'initiative d'une solution, « peut-être un peu radicale » de la difficulté que présentent les « anomalies qui fourmillent » dans le régime actuel de nos chemins de fer; ce sera donc compléter l'examen économique de la question que nous étudions, lui et moi, que de montrer qu'il n'atteindrait pas son but. Ce ne sera pas malaisé, attendu que nous sommes d'accord sur ce point de départ que le régime critiqué est l'exercice d'un droit concédé aux compagnies, qui doivent jouir de leur liberté d'action, en se renfermant dans les limites de leur concession, et avant tout chercher à servir les intérêts de leurs actionnaires. Alors pourquoi, par amour d'une simplification qui serait contraire à ces intérêts, proscrire les tarifs *spéciaux* et les tarifs *différentiels*, qui sont un puissant et indispensable élément de trafic? pourquoi reprocher aux compagnies de ne point adopter le même système de classification des marchandises? Telle compagnie transporte beaucoup de houille, telle autre beaucoup de vins : faut-il les obliger toutes deux à offrir des conditions identiques aux houilles et aux vins? Pourquoi appeler « confusion, puérilité, arbitraire, » cette recherche délicate (où se montre le génie commercial du chef d'exploitation) du bénéfice maximum que peut produire le transport d'une marchandise déterminée, dans toutes les conditions de détail imaginables? pourquoi vou-

¹ « On sait que les membres de la Chambre des députés d'Italie ont le privilège de voyager gratuitement sur toutes les lignes de chemins de fer. C'est le seul profit matériel qu'ils retirent de leur mandat législatif. On assure même que quelques-uns ne se font pas élire pour autre chose. » (Lettre écrite, le 1^{er} mars dernier, par le correspondant romain du *Journal des Débats*.)

² *Question des chemins de fer français*. Centralisation et unification administrative de ces voies de transport. — Rouen, H. Boissel.

loir détruire la concurrence des compagnies avec des entreprises rivales et entre elles, alors que cette concurrence est et sera toujours l'âme du commerce et la route la plus sûre du bon marché?

Que M. Amand Le Mire ne se fasse point illusion ! si l'État adoptait son idée d'une administration spéciale des chemins de fer, expropriés pour cause d'utilité publique et rachetés, d'une *direction générale* ou d'un *ministère* ayant pour *chefs de division* les six directeurs actuels de nos grandes compagnies, l'État ne procéderait point autrement que celles-ci, afin d'obtenir le maximum de circulation en personnes et en choses, pour peu qu'il ne méconnût pas ses devoirs les plus élémentaires d'exploitant, vis-à-vis du public et du trésor. Il ne pourrait se passer ni des tarifs *spéciaux*, ni des tarifs *différentiels*; il n'adopterait pas cette « taxe uniforme pour tout le monde, par tonne et par kilomètre; » il serait obligé d'adopter une classification minutieuse et nécessairement compliquée des marchandises, il ne pourrait point se contenter de deux classes de marchandises, simplement issues de la considération des soins nécessités dans le transport et ne comprenant que les colis, quelle que soit leur nature et leur valeur, devant être transportés à *couvert* ou pouvant l'être à *découvert*.

« Pour que l'État reprît l'exploitation des lignes actuelles, il faudrait qu'il prit à sa charge le payement du capital consacré à la construction, environ *huit milliards*. » Ainsi s'exprimait M. Jacqmin, avant la guerre, et il passait outre. Après la guerre, qui a ajouté *dix milliards* à notre dette publique, je crois que je puis faire comme lui et laisser à un autre écrivain, qui appartiendra à une autre génération, le soin de traiter, au point de vue financier, la question que j'ai abordée.

E. LAMÉ FLEURY.

ENCYCLOPÉDIE PRATIQUE DE L'AGRICULTEUR

Publiée par Firmin Didot, sous la direction de MM. L. Moll et Eug. Gayot. — 13 vol. in-8, édition compacte. Paris, Firmin Didot.

Une œuvre aussi vaste, on peut dire sans exagération aussi monumentale, qu'une encyclopédie agricole ne saurait être un travail de courte haleine. Il y faut les labeurs d'un grand nombre d'hommes spéciaux, tant les spécialités particulières sont nombreuses dans cette spécialité plus générale qu'on nomme l'agriculture !

Celle-ci compte d'abord plusieurs branches fort distinctes.

La culture des champs, des prés, de la ferme ne ressemble point à la

culture des vignes, qui n'a que de lointains rapports avec celle des jardins et des arbres à fruits, laquelle aussi diffère considérablement du traitement des arbres que l'on élève en massifs en vue de la production du bois.

Chacune de ces branches se subdivise encore.

Dans les bois le traitement des taillis s'éloigne sensiblement de celui des futaies, et tel aménagiste éminent pourrait n'avoir qu'une compétence plus restreinte dans les questions relatives au reboisement des montagnes et à l'extinction des torrents. En horticulture, le plus habile pépiniériste sera parfois un fleuriste médiocre, et celui-ci, amateur d'orchidées ou de fougères, par exemple, s'entendra moins bien que cet autre à la culture des rosiers ou des tulipes. Tel fermier enfin, excellent producteur de grains, de fourrage et de bétail, se trouverait absolument dépaycé dans une houblonnière ou dans un établissement séricicole.

A ces spécialités résultant de la variété des natures de culture, il faut ajouter celles qui proviennent de la différence des sols et des climats. Autre sera la grande culture dans le Nord ou la Somme, autre en Bretagne ou en Normandie, autre en Lorraine, en Comté, en Provence ou dans le pays toulousain.

Certaines productions, locales ou régionales, sont absolument inconnues en dehors des contrées qui les alimentent.

Au Piémont et à la Lombardie les vastes rizières ; au littoral méditerranéen, l'olivier et l'oranger. Les départements du Sud-Ouest ont l'extraction des résines et du goudron, ceux du Nord-Ouest la culture des pommiers et des poiriers à cidre. L'élevage des moutons est plus particulièrement pratiquée dans le Berri, celle des races bovines dans le Nivernais. Le système de la transhumance apporte, pour la ruine d'un avenir prochain, un bénéfice individuel et passager aux habitants des Pyrénées et des Alpes, tandis que dans les montagnes du Jura, le pâturage des bêtes à cornes, sagement équilibré avec la culture des forêts et des sapinières, procure aux populations un double et permanent élément de richesse et d'avenir.

Une variété aussi indéfinie, à peine esquissée à traits rapides dans les lignes qui précèdent, dépasse nécessairement la compétence absolue d'une seule intelligence.

Pour réunir dans un ouvrage unique et sous l'ordre inflexible de la lettre alphabétique toutes les notions, sans une seule exceptée, de l'art agricole dans toutes ses parties et dans tous les cas particuliers de chacune de ces parties, il a fallu le concours d'un grand nombre d'hommes éminents par la pratique aussi bien que par la théorie. Il a fallu du temps, plusieurs années ; car chaque auteur avait à fournir une œuvre originale, fruit de sa propre expérience éclairée par des connaissances théoriques, non une simple compilation d'écrits existants. Enfin il fallait éviter les répétitions, les

redites, les confusions, et établir au contraire l'unité et l'harmonie dans cette multitude d'articles jetés à la suite les uns des autres en ce désordre logique et apparent qui est la conséquence forcée de l'ordre alphabétique. Pour cela une direction d'ensemble était nécessaire. Elle a été confiée à l'homme qui réunissait le mieux les qualités propres à assurer la perfection de cette délicate partie du travail, à un praticien, à un fermier, un vrai fermier; mais un fermier dont l'instruction théorique est au niveau de l'expérience, un fermier qui est membre de la Société centrale d'agriculture, membre du Conseil général d'agriculture et professeur d'agriculture au Conservatoire des arts et métiers : on a nommé M. L. Moll. — Aidé de la collaboration d'un agronome non moins distingué, M. Eugène Gayot, ancien directeur de l'Administration des haras, M. L. Moll a imprimé à l'*Encyclopédie de l'agriculteur* cet ensemble, cet esprit de suite, cette unité de vues qui, sans exclure la variété d'aperçus et de forme qu'amène nécessairement le concours d'un grand nombre d'hommes spéciaux, donne cependant à une œuvre le cachet d'unité qui seule peut la rendre en quelque sorte monumentale.

Il a fait plus encore.

Il a introduit dans l'œuvre qu'il a dirigée toutes les notions, tous les renseignements qui, sans appartenir à la science agricole, peuvent cependant intéresser l'homme des champs ou lui être utiles. Si l'on ouvre, par exemple, le onzième volume à la lettre P, l'on trouvera au mot *Poids* un exposé très-complet du système légal des poids et mesures en France, avec toutes les figures géométriques nécessaires aux démonstrations. Ce n'est pas là de la science culturale, — cette science présuppose la connaissance du système métrique, — c'est un document que tout cultivateur peut éprouver le besoin de consulter. Au mot *Fer*, au mot *Acier*, au mot *Fonte*, on lit de très-intéressantes notices sur ces métaux d'un emploi journalier dans l'outillage agricole, et par là se trouve traitée la partie de la métallurgie qui a quelques rapports avec l'objet principal de l'*Encyclopédie*.

La comparaison des méthodes pratiquées en différents pays est incontestablement l'un des éléments nécessaires du progrès en agriculture. Le rapprochement des divers modes d'opérer, avec la connaissance de leurs différentes raisons d'être est, on le comprend, le plus sûr moyen d'arriver à améliorer la méthode que l'on pratique soi-même. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris si l'on trouve à leurs lettres respectives, dans les volumes de l'*Encyclopédie* tous les départements de la France... (de la vraie, non de cette France temporairement réduite que nous ont faite nos implacables ennemis, ou de celle, plus réduite encore, que, pour le triomphe de leurs convoitises, nous feraient volontiers les républicains radicaux). Chacun de nos départements a ainsi sa notice spéciale consacrée à un exposé large et complet de son agriculture. Il en est de même de chaque État de l'Europe.

On a ainsi tous les éléments d'une géographie agricole très-complète de l'Europe et de la France.

Au surplus, de quel corps d'études, de quel ordre de connaissances se rattachant ou pouvant se rattacher à la culture du sol ne trouve-t-on pas un traité complet quelque part dans ces treize in-octavos ? S'agit-il, par exemple, du cheval, ce type le plus accompli des forces animales appropriées au service de l'homme ? Non-seulement une notice spéciale en 182 pages lui est consacrée à son rang alphabétique, dans le tome V, pour retracer son histoire, faire connaître ses différentes races dans les types supérieurs et dans les types secondaires et indiquer les qualités propres à chacune d'elles, depuis le pur sang anglais ou arabe jusqu'à la plèbe des races communes, — mais encore chaque mot technique s'appliquant à telle partie, à telle fonction, à telle maladie du cheval, à telle pratique dont il peut être l'objet, donne lieu à un article étendu. Ainsi, à chacun des mots *Paturon*, *Jarret*, *Molette*, *Monte*, *Entraînement*, *Part*, etc., etc., on trouve une dissertation savante et méthodique soit particulière au cheval, soit commune à lui et à d'autres animaux, comme au mot *Age* (des animaux), par exemple, où les dentures du cheval, de l'âne, du mouton, du bœuf, du porc, du chien, sont successivement décrites. Au mot *Aplomb*, ce sont les jambes du cheval qui sont prises pour type ; au mot *Locomotion*, l'anatomie du cheval, traitée avec tous ses détails essentiels, amène le lecteur ou le chercheur à se rendre un compte exact de l'un des éléments les plus indispensables de toute exploitation agricole. Au mot *Respiration* (animale), c'est l'appareil respiratoire du cheval qui est pris encore comme matière d'exposition et de démonstration. La signature de M. Eug. Gayot, qui clôt chacun de ces articles, est une indication suffisante de leur haute valeur.

Toutes les figures ou gravures utiles appuient le texte chaque fois qu'il en est besoin. L'article *Cheval* ne contient pas moins de 44 gravures de page entière. Des figures d'égale ou moindre dimension accompagnent presque chacune des autres notices signalées plus haut : L'édition est correcte et soignée, les marges suffisantes, aussi larges en tout cas que le comporte une édition compacte avec texte à deux colonnes.

L'exemple emprunté ici au cheval est pour ainsi dire choisi au hasard. En ouvrant l'un quelconque des treize tomes composant l'*Encyclopédie pratique de l'agriculteur*, on reconnaîtrait aussitôt que chaque sujet y est traité, relativement à son importance, avec le même soin et d'une manière aussi complète. Un compilateur industrieux pourrait, armé simplement d'une paire de ciseaux, y tailler, pour chaque branche, sous-branche ou rameau de l'art agricole, un manuel sans lacune : il lui suffirait de rapprocher et de classer, suivant leur ordre logique, les fragments qu'il aurait successivement découpés dans ce substantiel recueil.

Commencée en 1859 et terminée seulement depuis quelques mois, cette œuvre, que l'on peut vraiment estimer colossale, a donc coûté douze an-

nées de travail à un grand nombre d'hommes éminents ayant tous une compétence particulière dans les sujets qu'ils ont traités. Nommons au hasard, en agriculture générale, MM. Gossin et Isidore Pierre; en économie rurale, MM. Lavallée, Morière, Barral; — MM. Du Breuil, Naudin, le vicomte de Charny en horticulture; Frézard, Delbet, Serval pour les questions de sylviculture et d'exploitation des bois; Pouriau, Houzeau en chimie agricole. Nous en passons, et des plus distingués: le docteur Jules Guyot, dont le monde agricole déplore la perte récente, est de ceux qu'il aurait fallu nommer en première ligne. Citons, pour terminer, le début de l'article en 25 colonnes qu'il consacre à la vigne: ce passage fera connaître l'esprit que respire plus d'une page de l'*Encyclopédie* du monde rural:

« Les traditions les plus reculées nous montrent la vigne, sa culture et ses produits associés à la vie humaine dans la satisfaction de ses besoins, dans ses aspirations sociales et dans ses institutions religieuses. Le paganisme avait ses dieux, ses déesses de la vigne et du vin. Les livres sacrés nous montrent la vigne et le vin à côté de Noé, surgissant avec l'homme choisi et régénéré par Dieu. Jésus-Christ, le divin rédempteur, transforme l'eau en vin aux noces de Cana, consacre le vin comme le sang de l'Homme-Dieu dans la Cène suprême, et le catholicisme, qui embrasse l'humanité tout entière dans ses dogmes révélés, ne peut célébrer son rite fondamental sans l'existence de la vigne et sans le pur jus fermenté de ses fruits... » (Dr Jules Guyot.)

II

MANUEL DE L'AMATEUR DES JARDINS

Traité pratique d'horticulture, par MM. J. Decaisne et Ch. Naudin. — 4 forts vol. in-12. Paris, Firmin Didot.

Peu de temps avant la publication du tome XIII et dernier de l'*Encyclopédie de l'agriculteur*, la maison Firmin Didot terminait par un quatrième volume la publication du *Manuel de l'amateur des jardins* qui, dans un cadre plus spécial et plus restreint, peut soutenir sans désavantage la comparaison avec l'œuvre considérable dont il vient d'être parlé.

Le *Manuel* est un peu pour l'horticulture ce que l'*Encyclopédie* est pour l'art agricole tout entier, avec cette différence toutefois que les matières n'y sont pas rangées suivant l'ordre alphabétique et que deux auteurs seulement ont ici collaboré à la tâche. Tous deux membres de l'Institut et tous deux employés au Muséum d'histoire naturelle, l'un comme professeur de culture, l'autre comme aide-naturaliste, MM. Joseph Decaisne et Charles Naudin ont mis dans ce traité le résultat de leurs études professionnelles et de leurs travaux journaliers.

Les principes essentiels de la physiologie végétale, de la botanique et de

la culture horticole forment comme le portique, non pas de ce petit monument, le mot serait peut-être un peu prétentieux, mais de ce pavillon de jardin ou, si l'on veut, de ce kiosque élégant. C'est le premier tome. La culture charmante des fleurs des divers climats de la France, et, au moyen des serres, des climats subtropicaux eux-mêmes ; celle, intéressante sous d'autres rapports, des arbrisseaux et des arbres paysagers et agrestes, nous représentent les deux ailes de la construction principale. Enfin le couronnement du gracieux édifice nous est donné par le tome IV, qui s'occupe de cette partie moins brillante, mais assurément la plus utile et la plus pratique de l'art horticole, la culture des arbres à fruits et des plantes alimentaires de pleine terre et de serre chaude.

Il est à peine besoin de dire qu'une extrême variété de dessins, feuillages, fleurs, arbres et fruits, émaillent les pages comme de véritables fleurs une plate-bande. Ces figures, dessinées par Riocreux, s'encadrent dans une impression soignée, conforme, du reste, aux traditions sur ce point de la maison Didot. Les caractères, un peu plus forts et un peu plus espacés que ceux de l'*Encyclopédie*, donnent à l'aspect extérieur du *Manuel* quelque chose de moins austère, de plus élégant, comme il convient à un ouvrage qui traite d'un sujet moins sévère lui-même et plus gracieux.

Douce et salubre occupation, celle de la culture des fleurs et des fruits ! forte et vivifiante existence, celle des bois et des champs ! Utile et fructueuse lecture, par conséquent, celle qui peut en donner le goût, en inspirer l'amour ! Et n'est-ce pas surtout dans des temps troublés et incertains comme les nôtres que l'on est porté à s'écrier avec le poète de l'antiquité :

O fortunatos nimium sua si bona norint
Agricolas !

CH. DE KIRWAN.

L'UNION DE LA PAIX SOCIALE

PAR F. LE PLAY.

Lorsqu'un oiseau de proie se dessine dans l'horizon, on voit aussitôt les volatiles qu'il convoite s'entr'appeler et se grouper ; lorsque l'orage est près d'éclater, les animaux, l'instant d'aparavant, épars et querelleurs, descendent précipitamment la colline et semblent s'être concertés d'avance pour se serrer sous un feuillage. Un instinct identique rapproche les hommes aux époques de trouble ; aussi aurions-nous à signaler *l'Union de la paix sociale* comme un signe du temps si nous pouvions être insensibles à ce qui tombe des lèvres de son fondateur, érudit plein d'honneur et de patriotisme.

On sait la méthode d'observation monographique qu'il a inventée. On n'apprécie pas encore assez la féconde révolution qu'il a introduite dans la science sociale en prouvant mathématiquement ses relations intimes, indestructibles avec la loi divine. En exposant les faits, en les disséquant, en n'en omettant, en n'en atténuant aucun, M. Le Play est devenu un moraliste irréfutable, un prophète malgré lui. Cette situation lui a naturellement attiré, du midi comme du septentrion, une foule variée qui s'est écriée : « Puisque vous avez si exactement prédit nos malheurs, indiquez-nous le moyen de les réparer. » Un faux savant, un faux patriote, se serait hâté de dire : « Il n'y a, en effet, que moi seul qui le possède, » — et il aurait imaginé une étiquette nouvelle pour couvrir un spécifique de rebut. L'auteur de *la Réforme sociale* n'a pas hésité, au contraire, à répondre à ses nombreux consultants que le remède était entre leurs mains, qu'il était aussi vieux que le monde, aussi clair que l'astre du jour, qu'il consistait simplement, uniquement dans l'observation de la loi divine. « S'il fallait, — n'a-t-il cessé de répéter, — indiquer la force qui, en agissant à chaque extrémité de l'échelle sociale, suffit, à la rigueur, pour rendre le peuple prospère, nous n'hésiterions pas à signaler : au bas, la prévoyance, au sommet, la religion. Que la science multiplie ses découvertes, que la liberté déploie ses ressources, et l'autorité son pouvoir, que la société tout entière accumule ses grandeurs et ses merveilles, leur labeur ne sera qu'impuissance si, sans rien abandonner des droits de la raison, elles ne maintiennent fermement, dans les âmes, la loi de Dieu. En analysant les faits et en remuant les chiffres, la science sociale ramène toujours les vrais observateurs aux principes de la loi divine. La vérité suprême, sous toutes ses formes, dérive d'une source unique; et la pensée humaine, dans tous ses efforts, revient sans cesse vers le souverain principe du juste et du bien! »

Jamais parole plus sensée et plus belle n'a été exprimée, de notre temps, par une autorité laïque. C'est notre doctrine, qui ne fait pas du christianisme un accident dans l'humanité, mais une source d'où tout découle et où tout refoule.

Il s'agit de la mettre en pratique. C'est à cet effet qu'a été formée, sans bruit, comme les choses solides, *l'Union de la paix sociale*, qui n'attend son triomphe que de l'accord fondé sur la pénitence et sur la prière. Ce programme n'a pas effrayé des esprits très-divers. Déjà, s'y sont ralliés : un ancien sénateur, un nouveau député et un membre distingué du clergé de France, qui n'a jamais été en retard pour monter sur la brèche¹. Il nous paraît de notre devoir de saluer ces généreux efforts,

¹ *L'Union* publie une série de brochures, à Tours chez Mame, éditeur, à Paris chez Dentu, libraire. Trois ont déjà paru : elles ont pour auteurs le comte de Butenval, M. Lucien Brun et Mgr Isoard. L'éditeur, avec son désintéressement habituel, livre à un prix

d'être attentif à cet échange d'idées, d'où il résulte déjà, au point de vue politique, « qu'en prenant la France, dans sa disposition la plus habituelle, — comme l'a si parfaitement dépeinte M. Thiers, — on la trouvera voulant, avec persévérance, une liberté tempérée, qui la garantisse à la fois des égarements d'un homme et des désordres de la multitude¹. »

AUGUSTIN GALITZIN.

LES DOCTRINES POSITIVISTES EN FRANCE

Par M. l'abbé GUTLIN, professeur de philosophie au Gymnase catholique de Colmar².

Mgr l'évêque d'Orléans vient d'adresser la lettre suivante à l'auteur de ce savant volume de philosophie religieuse dont nous rendrons compte prochainement :

« Mon cher ami,

« Je viens vous féliciter du livre que vous publiez en ce moment contre *le Positivisme*.

« Vous avez compris que, sous ce nom, c'est l'athéisme et le matérialisme le plus grossier qui osent bien aujourd'hui offrir à la jeunesse leurs plus honteux enseignements.

« Le Positivisme prétend supprimer Dieu, l'âme, la liberté, l'immortalité, les principes absolus de la loi morale, toutes les vérités, non-seulement de la religion, mais de la raison elle-même; et puisant une force redoutable dans le matérialisme des mœurs qui est devenu le trait caractéristique de notre époque, il s'annonce impudemment comme l'expression rigoureuse de la vérité contemporaine, comme le terme le plus élevé du progrès social, comme le dogme définitif de l'avenir.

« Vous avez donc pensé qu'il fallait lui arracher, non-seulement le masque dont il se couvre, mais tous les faux titres qu'il fait valoir; et ces titres, vous les avez examinés à la lumière de ces principes primordiaux, de ces lois éternelles et immuables sur lesquelles tout repose, et sans lesquelles rien ne se conçoit, rien ne tient, rien ne saurait demeurer debout ici-bas.

« Amenant tour à tour cette erreur monstrueuse de notre temps sur le terrain de la logique, de la science, de la morale, de l'art, de l'his-

insignifiant ces brochures aux comités de propagande. Les libraires les livrent au prix de 25 centimes.

¹ *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII, p. 421.

² 1 vol. in-8° ou 1 vol. in-18 Jésus, chez Bray et Retaux, à Paris.

toire, de la religion, vous n'avez pas eu de peine à montrer qu'au regard de ces grandes choses qui sont le tout de l'homme et de l'humanité, le Positivisme s'offre à l'esprit comme la négation la plus impie de tous les principes et de toutes les certitudes qui portent l'édifice du savoir humain.

« Dans l'ordre logique, il se montre en contradiction avec son propre principe, renouvelle, en l'exagérant, le scepticisme métaphysique de Kant, et se voit repoussé de négation en négation, de défaillance en défaillance, jusqu'aux dernières limites du scepticisme absolu.

« Dans le domaine de la science, les solutions qu'il est réduit à donner au triple problème de l'origine des choses, du mouvement des êtres, et de la vie, sont en opposition formelle avec les lois les mieux constatées de la science elle-même, et c'est sur le terrain qu'il choisit de préférence, sur le terrain des expériences *positives*, que vous lui faites subir sa plus humiliante condamnation.

« Malgré ses vains efforts pour maintenir ce qu'il appelle la *morale indépendante*, le Positivisme anéantit, du même coup, la responsabilité morale et la liberté, érige le fatalisme en loi suprême de la volonté, enveloppe dans la même négation le principe des mœurs et la sanction morale, et professe de la sorte le code de l'immoralité, avec non moins de témérité que la logique de l'absurde.

« Dans sa théorie esthétique, il ramène les principes éternels du Beau aux procédés vulgaires d'un réalisme sans noblesse et sans vie, tarit les sources de l'inspiration en niant tout idéal, et dépose ainsi au sein des lettres et des arts le germe d'un abaissement irremédiable.

« Le régime de la fatalité qu'il établit dans l'ordre moral, il le transpose, par une inévitable conséquence, dans l'ordre social et politique, brise le ressort de l'autorité, non moins que celui de la liberté, anéantit le principe du droit aussi bien que celui du devoir, et ne laisse subsister, sous une forme ou sous une autre, que les alternatives du despotisme et de l'anarchie, les violences de l'oppression ou de la révolte, le règne de la tyrannie et de la force.

« Méconnaissant enfin tous les enseignements de l'histoire et toutes les conditions morales de l'humanité, il supprime, avec une sacrilège audace, tout ce dont les générations humaines ont vécu jusqu'à ce jour, tue l'espérance et la prière dans les cœurs, et croit avoir fondé la *religion de l'avenir*, en étouffant les plus nobles aspirations de l'âme sous le poids de la matière, et anéantissant au seuil du tombeau cet élan vers l'infini, cet amour de l'immortalité qui est le fond de notre vie et le principe de toute notre grandeur.

« Il poursuit donc la science *positive* et ne rencontre que la négation des plus hautes réalités, tandis que le Christianisme, en nous montrant la vérité divine et *absolue*, incarnée dans un fait sensible et *réel*, nous

offre à la fois toutes les certitudes de la raison et de l'expérience, de la logique et de l'histoire, et répond supérieurement aux exigences du problème que le Positivisme pose sans pouvoir le résoudre.

« Tel est, mon cher ami, le cadre que vous vous êtes tracé, et qui vous a permis de poursuivre le Positivisme dans toutes ses aberrations les plus cachées, comme les plus éclatantes. Vous l'avez fait avec une force dans vos raisonnements, avec une clarté dans vos déductions, avec une sobriété et une vigueur de style, qui placent votre livre au premier rang des livres de polémique religieuse. Je vous en fais de nouveau mon compliment le plus sincère.

« Tout à vous bien affectueusement en Notre Seigneur.

« † FÉLIX,
« Evêque d'Orléans. »

Quoiqu'on en ait un peu abusé, c'est, en matière d'histoire, une bonne méthode que celle qui consiste à grouper autour d'un nom d'homme tous les événements d'une époque, tous ceux du moins auxquels se rattache ce nom. Il en résulte une unité vivante et dramatique qui donne aux faits couleur et physionomie et leur aide à se graver dans la mémoire. C'est ce qu'a compris l'auteur d'un grand et savant ouvrage que nous venons de recevoir et de parcourir : *Abraham du Quesne et la marine française de son temps*, par M. Jal¹.

La vie du célèbre marin, éclairée elle-même par des détails très-neufs, est devenue pour l'auteur le centre d'une étude, très-neuve, des commencements de notre marine de guerre, dont la création remonte comme tant d'autres à Henri IV, qu'activa Richelieu, qui se fit grand amiral « sans gages, » que développa Mazarin et que Colbert mit en position de rivaliser avec celles de l'Angleterre et de la Hollande, les plus fortes que connût alors l'Europe. Dans quel état se trouvait chez nous cette arme, qui devait avoir une part si grande dans nos exploits militaires, quand du Quesne y entra à l'âge de quinze ans? qu'était et d'où venait cet enfant appelé à y jouer un si grand rôle? de quel secours fut-il, avec ses qualités brillantes et ses insupportables défauts de caractère, aux différents ministres sous lesquels il servit? de quelle nature fut son génie? quelles qualités, outre sa bravoure et son intrépidité connues, déploya-t-il dans les nombreuses campagnes où nous le voyons figurer? quels développements prit de son temps notre marine, et en quoi y contribua-t-il? dans quelle mesure notre flotte concourut-elle aux glorieuses opérations de notre armée de terre? En un mot, quelle est la place qui revient à du Quesne dans l'histoire de la marine française, et à la marine française elle-même dans l'histoire de la grandeur de la France au dix-septième siècle? Voilà ce que M. Jal a recherché dans les documents de l'époque. Nous dirons un jour à quels résultats il est arrivé; mais dès aujourd'hui nous pouvons garantir que les glorieux souvenirs que cette enquête éveille n'en sortent point obscurcis ni diminués.

P. D.

¹ 2 vol. grand in-8. — Henri Plon, édit.

LIVRES D'ÉTRENNES

I

Il y a une industrie qui tient de près à l'art, et qui en est souvent : c'est la céramique. De tout temps, en effet, même dans les âges les plus grossiers, les hommes, en confectionnant avec l'argile les vases nécessaires à leurs besoins, ont cherché à leur donner quelque ornement, et y ont ainsi spontanément laissé des traces de leur génie, de leurs croyances et de leurs sentiments. La série chronologique de ces vases, si on la possédait, pour chaque peuple, aurait, au point de vue de l'histoire, une valeur inappréciable. Quoique incomplètes à tous égards, les collections qui en existent ont, notamment pour l'antiquité, le plus grand prix. Ce sont des monuments aussi, plus fragiles seulement que d'autres. L'esprit des civilisations diverses s'y lit également.

C'est ce dont se doutent ou s'inquiètent peu, en général, les amateurs qui recherchent aujourd'hui avec tant de passion ces frêles reliques du passé, dont le mérite, aux yeux du plus grand nombre, réside dans la forme ou dans la rareté. Les livres, déjà assez nombreux, dont ils sont l'objet ne les ont pas, du moins chez nous, envisagés par ce côté : ce n'en sont guère que des classifications et des descriptions plus ou moins esthétiques. D'histoire proprement dite, la céramique n'en avait pas, que nous sachions, avant le riche et savant ouvrage que nous donne aujourd'hui M. Albert Jacquemart¹.

Une esquisse de cet ouvrage a déjà paru dans la collection des *Merveilles* destinées à la jeunesse ; mais l'auteur a refondu ici son travail quant au texte, et l'a enrichi quant aux figures de belles eaux-fortes représentant les types les plus curieux de la céramique chez tous les peuples. C'est aujourd'hui un livre. Ce livre, d'un savoir spécial très-solide, est aussi d'une

¹ *Histoire de la céramique*, étude descriptive et raisonnée des poteries de tous les temps et de tous les lieux, ouvrage contenant 260 figures sur bois, par MM. Catenacci et A. Jacquemart, 12 planches gravées à l'eau-forte et 1,000 marques et monogrammes. 1 vol. gr. in-8. Librairie Hachette.

doctrine artistique très-élevée. « L'art vit de spiritualisme, » dit M. Jacquemart. Une œuvre d'art ne vaut, selon lui, qu'en proportion de l'idée morale et religieuse qu'elle exprime. Il fait remarquer, en décrivant les poteries du moyen âge, que le progrès ne s'est jamais manifesté plus vite et que le génie n'a jamais rayonné de plus d'éclat que là où le spiritualisme a le plus largement régné. Aussi, dans la céramique historiquement considérée, la vraie beauté se rencontre-t-elle plus souvent dans les œuvres anciennes, plus grossières mais plus religieuses, que dans les œuvres modernes, d'une exécution plus parfaite, mais d'une inspiration moins haute.

Ces œuvres primitives de la céramique sont de la part de M. Albert Jacquemart l'objet d'une étude attentive et de prédilection, semble-t-il. Il en fait à la fois l'histoire et la description, en commençant par où tout commence dans l'antiquité, par l'Égypte, qui tenait ces produits en grande estime, ainsi que le constatent les nombreuses et riches découvertes qu'on en fait chaque jour dans les hypogées, au milieu des plus délicieux travaux de verrerie, d'émail et de bijouterie ! La céramique a eu là, comme ailleurs, son âge religieux, et c'est à cet âge qu'appartiennent ses plus admirables échantillons. « Dans cette fine poterie qualifiée de « porcelains d'Égypte, » les objets ciselés avec le plus de soin et pour lesquels l'artiste semble réserver toute sa verve et sa liberté individuelle, paraissent, dit M. Jacquemart, être certains emblèmes sacrés, dissimulés sous une forme réelle, tels que le vautour, symbole de la maternité divine, l'épervier royal, des fruits, des fleurs, l'œil d'Horus, etc. Rien, en effet, n'est indifférent dans cette contrée, où la pensée philosophique et morale cherche à s'imposer sous toutes les formes et à pénétrer dans toutes les classes, ... où la religion, parlant à des masses encore peu cultivées, doit tout symboliser, afin de faire remonter la pensée, de la manifestation du phénomène naturel à la cause productrice. ... Malheureusement, ajoute l'auteur, cette pensée bien-faisante, qui imprimera aux ouvrages qu'elle inspire ce caractère grandiose et idéal, finira par immobiliser le génie, en le soumettant au canon religieux, et arrêtera dès lors la marche du progrès. »

La poterie égyptienne a en effet, après son âge religieux, son âge de décadence ; mais elle offre d'ailleurs les types des deux branches mères de la poterie européenne : la terre siliceuse, qui, d'abord répandue dans les contrées asiatiques, devait être ramenée par les Persans et les Arabes et nous fournir le modèle de nos faïences émaillées et de nos porcelaines tendres ; la terre cuite vernissée, que perfectionnèrent les Grecs et les Romains, et d'où, au seizième et au dix-septième siècle, nous vinrent les pâtes dures, d'une ornementation plus fine et d'un meilleur usage.

Sur ce point, nous retrouvons donc encore dans l'Égypte la mère féconde, et, en contemplant la magnificence de nos produits de Sèvres, nous pouvons nous écrier comme Hérodote : *Ἀδρον τοῦ Νεῖλου* : Présent du Nil !

Autant en aurait pu dire, et avec plus de raison encore, la Palestine, qui n'eut pas de céramique à elle, et dont l'art fut l'une des branches de la souche égyptienne, modifié dans ce sens qu'il lui fallut éviter toute figuration pouvant incliner à l'idolâtrie; mais il en est autrement de la Chine, qui occupe dans l'art de la céramique une si grande et si belle place. Plus ancienne comme nation que l'Égypte, la Chine ne lui a rien emprunté, en céramique moins encore qu'en autre chose. L'art de la poterie est indigène là, ainsi que presque tous les autres. Il y fut et il y est resté longtemps symbolique et religieux. « La Chine offre cette particularité, que les vases ont leur part dans les cérémonies publiques et privées, des noms spéciaux tirés de leur destination et des configurations déterminées suivant leur rôle officiel. » Même dans la vie civile et dans l'existence journalière, leur forme, leur décoration, leur emploi, a quelque chose de rituel qu'il faut savoir pour les bien apprécier. On trouvera, à cet égard, dans M. Jacquemart, des détails aussi curieux qu'importants.

Il ne faut pas s'attendre cependant à voir l'auteur faire l'exégèse de cette théologie en bibelots. Classer et décrire ce monde rigoureusement hiérarchisé de théières, de tasses, de soucoupes et de potiches multiformes et multicolores, tel devait être et tel a été son but. Le lecteur suivra dans ces pages, non sans sourire peut-être mais à tort assurément, le long défilé de ces tribus d'ustensiles céramiques divisés en familles, ni plus ni moins que les races royales : *famille verte*, *famille rose*, *famille chrysantémo-pæoniennne*, etc., avec les dessins de leurs plus beaux représentants. Est-il vrai que ces vases couverts, selon M. Jacquemart, de peintures et d'inscriptions si orthodoxes, soient cependant quelquefois de vrais chansonniers, et qu'au lieu d'hymnes pieuses ils portent sur leurs flancs arrondis des couplets dignes de Panard ou de Désaugiers? Nous n'en savons rien, quant à nous, et nous ne voudrions pas nous exposer, pour notre compte, à calomnier les bons adorateurs de Fohi; mais cela a été dit ici autrefois très-spirituellement.

Des porcelaines de la Chine, M. Jacquemart passe naturellement à celles du Japon, dont il montre aussi les rapports avec la religion, les lois et les mœurs du pays, et dont il trace les caractères propres et les distinctions spéciales avec des détails et des soins dont lui sauront gré tous les connaisseurs.

Quant à la céramique assyrienne, M. Jacquemart n'en parle que pour mémoire, ne s'occupant que de ceux de ses produits qui étaient affectés à la décoration des édifices, et négligeant par suite ces précieuses briques gravées qui faisaient office de livres sur les bords de l'Euphrate et dont les inscriptions en caractères cunéiformes nous apprennent aujourd'hui l'histoire vraie des rois de Babylone et de Ninive. En revanche, le chapitre relatif à la Grèce et à Rome, qui, dans cette branche de l'art plus que dans les autres encore, fut son tributaire, est très-développé. M. Jacquemart

relève là, en passant, quelques erreurs traditionnelles assez piquantes, notamment celle qui fait écrire par les Athéniens, sur des coquilles, la condamnation d'Aristide. Selon lui, et nous croyons qu'il est dans le vrai, ce serait sur des tessons de terre cuite que les juges de l'Agora traçaient ou faisaient tracer le *oui* ou le *non* qui leur était demandé.

Arrivé à cette période dans l'histoire de la céramique, M. Jacquemart abandonne les considérations de l'ordre élevé auxquelles il s'était attaché jusque-là. A partir de la fin du moyen âge, époque à laquelle il ne touche en quelque sorte qu'en passant, l'art de la poterie n'est plus envisagé par l'auteur qu'en lui-même, dans ses origines, ses écoles, ses procédés. De ses rapports avec les mœurs, les goûts, les sentiments des contrées où il est exercé, il n'en est plus guère question. Et cependant il y aurait, à ce point de vue, des observations curieuses à faire. En revanche, sur l'histoire, la succession, la filiation, la caractérisation, les signatures, les chiffres, les emblèmes des fabriques de faïence et de porcelaine de la Renaissance et de l'époque moderne, l'ouvrage de M. Jacquemart est de beaucoup le plus complet et le plus exact de ceux qu'a inspirés la passion un peu exagérée peut-être, mais fort louable en elle-même, dont nous nous sommes pris depuis quelque temps pour celle des industries de l'homme où son immortel instinct du beau s'est le plus constamment joint au sentiment écrasant de ses besoins.

II

Nous parlions tout à l'heure de la *Bibliothèque des Merveilles* de la librairie Hachette. Cette publication, dont l'idée était bonne et à laquelle nous avons applaudi dans l'origine, continue toujours avec la même élégance typographique, mais, il faut le dire, toujours aussi très-mêlée, et, à côté d'excellents ouvrages, en offre de médiocres et même de mauvais.

Il n'est guère facile en effet, quand on considère à quelle classe de lecteurs ces productions s'adressent, de qualifier autrement, par exemple, l'un des derniers volumes publiés, celui qui a pour titre : *l'Héroïsme*, suite de récits historiques et légendaires des actes de dévouement les plus célèbres, affectant, dans leur ensemble, des prétentions à l'épopée philosophique, et visant, pour conclusion morale, à la déification de l'humanité, mais heureusement plus ridicules encore peut-être que dangereux, par suite du style emphatique dont ils colorent leurs ambitieuses billevesées.

Un volume d'une science plus réelle et, en somme, plus sain, est celui qui a pour titre : *les Merveilles de la chimie*, par M. Martial Deherrypon. On y trouve sur la chimie au moyen âge et sur la chimie à notre époque des révélations très-curieuses et très-importantes, qui n'exigent pour être

comprises aucune étude préalable. Ce qu'était, pour nos pères, un alchimiste et un *souffleur*, et ce qu'est pour nous un chimiste ; ce qu'était jadis le secret de la pierre philosophale et ce qu'est aujourd'hui celui des terribles ou merveilleux engins mis par la science à notre disposition ; d'où viennent ou comment se fabriquent les produits dont nous usons tous les jours : le fer, l'acier, le verre, les allumettes, la bougie, le gaz, ainsi que ceux contre lesquels nous nous tenons prudemment en garde et n'employons qu'avec prudence et dans l'extrême nécessité : la poudre sous toutes ses variétés, les poisons sous toutes leurs formes, voilà ce qu'avec une foule d'autres notions que nous ne pouvons énumérer, on trouve très-clairement et très-agréablement exposé dans *les Merveilles de la chimie*.

Nous croyons pouvoir recommander aussi, mais sous le bénéfice des réserves faites plus haut dans l'article sur *la Question préhistorique*, un autre volume intitulé : *L'Homme sauvage*, dernier travail d'un laborieux et modeste écrivain emporté prématurément par la mort, M. de Lanoye, à qui la jeunesse est redevable d'intéressantes vulgarisations historiques et géographiques. *L'Homme sauvage* est un travail du même genre, qui a pour objet de mettre à la portée de la jeunesse, en les coordonnant autant qu'il est permis de le faire, les notions acquises sur l'état de l'homme, tel que le révèlent les vestiges de son passage sur la terre antérieurs aux véritables monuments historiques. Nous n'entendons pas assurément prendre la défense de toutes les opinions de M. Lanoye, mais nous devons lui rendre au moins la justice de reconnaître qu'il se sépare hautement des darwinistes, qui font de l'homme une variété supérieure du singe ; qu'à ses yeux l'homme constitue, dans la série des créatures, un genre à part ; qu'il est originellement *un*, et que, par son intelligence, il est roi sur la terre.

Nous ne saurions parler de cet ouvrage sans rappeler le livre de M. Louis Figuiet, *les Races humaines*, dont la même librairie publie une seconde édition et que nous avons recommandé à nos lecteurs lors de son apparition.

Une autre publication qui paraît sous la même direction que la *Bibliothèque des Merveilles*, mais qui se soutient mieux, c'est le *Tour du monde*, recueil de voyages et d'explorations géographiques où la narration est largement et habilement secondée par la gravure. Nous avons eu à blâmer autrefois, dans ce recueil, quelques légèretés de plume et de crayon. Depuis quelques années, il s'y est fait, à cet égard, une amélioration notable ; texte et illustrations y sont devenus plus réservés, plus sérieux, sans, pour autant, diminuer d'intérêt. Les deux volumes de cette année, qui est la douzième de l'existence du *Tour du monde*, se distinguent en particulier par la solidité et la gravité des relations qu'ils contiennent.

Nous manquerions à nos habitudes et peut-être tromperions-nous quelques attentes si, après avoir parlé du *Tour du monde* et de la *Bibliothèque des Merveilles*, nous ne disions rien de la *Bibliothèque rose*, qui a ses fidèles aussi. Le silence à cet endroit serait d'autant moins juste d'ailleurs, cette année, que cette collection toujours bienvenue se soutient admirablement. Elle a perdu, il est vrai, sa plus brillante étoile, comme on dit dans le monde élégant, l'inimitable et longtemps inépuisable auteur des *Mémoires d'un âne* et des *Malheurs de Sophie* ; mais elle a conservé les plumes aimées auxquelles on doit les *Mémoires d'une poupée* et la *Maison roulante*. Mademoiselle Gouraud et madame de Stolz lui ont encore apporté leur contribution de récits gracieux et moraux, en compagnie de madame de Sannois, leur digne émule, ainsi que de M. Belin de Launay, l'habile rédacteur de tant de voyages, qui a su mettre cette année à la portée des enfants le récit des courses de MM. Milton et Cheadle, de l'Atlantique au Pacifique, l'excursion du lieutenant Mage dans le Soudan, et la savante exploration de M. et de madame Agassiz au Brésil.

Puisque nous nous occupons des enfants, ne finissons pas sans leur annoncer une bonne nouvelle : ils vont, comme les grandes personnes, avoir leur *Illustration*. C'est encore la maison Hachette qui la leur promet, et la promet charmante : tout le monde sait qu'elle a de quoi tenir ses engagements. Cette *Illustration* portera le sous-titre de *Journal de la jeunesse* pour indiquer que, tout en s'occupant des matières générales d'enseignement et d'éducation, elle ne négligera rien de ce qui, dans les choses du temps, pourra être utile à ses lecteurs spéciaux. Trois livraisons de cette revue à part ont déjà été publiées. Ce n'est pas assez pour la juger, mais cela suffit du moins pour en faire bien augurer.

III

Nous sera-t-il permis de placer ici, à la suite de ces livres en grande tenue de fête, quelques mots sur une publication également sévère pour la forme et le fond ? Nous voulons parler de l'édition complète des *Œuvres* du P. Lacordaire, que donne en ce moment la librairie Poussielgue¹. Quoique l'entente en soit belle, ce n'est pas là sans doute un livre d'étrénnes. Et pourtant quel plus honorable présent à faire, au début d'une année, à un jeune homme sérieux, quel livre plus digne de la bibliothèque d'une mère chrétienne et occupée de l'éducation de ses enfants, que ce recueil des écrits et des discours du plus éloquent et plus sympathique des prêtres

¹ *Œuvres* du R. P. H.-D. Lacordaire, des Frères prêcheurs, membre de l'Académie française. 9 vol. in-8°.

que Dieu ait donnés dans ce siècle à son Église, de l'homme qui a le plus fait pour rapprocher son siècle de Dieu ? On trouve ici, classé pour la première fois dans un ordre logique, tout ce que Lacordaire a adressé, du haut de la chaire ou par la voie de la presse, de vérités, d'exhortations, de conseils ou de consolations religieuses à ses contemporains ; tous les livres et tous les discours qui ont pendant quinze ans tenu attentif à sa parole ce qu'il y a eu durant cette période, en France, d'esprits élevés et de cœurs généreux, opérant sans le chercher, dans l'éloquence religieuse, une révolution profonde et, victoire remarquable entre toutes, triomphant, sur plus d'un point, à la fois des préjugés de la foule et des aversions du pouvoir. Cette édition s'ouvre par la *Vie de saint Dominique*, ouvrage d'une valeur historique considérable. Les *Conférences de Paris* et les *Conférences de Toulouse*, brillante apologie du christianisme et la mieux appropriée à notre époque, remplissent les cinq volumes suivants. Les autres contiennent les *Panégryriques*, les *Œuvres politiques et philosophiques*, entre autres la réfutation curieuse, et peu connue aujourd'hui, du système de l'abbé de Lamennais, et la belle *Lettre sur Rome* ; enfin, sous le titre de *Mélanges*, le *Mémoire sur le rétablissement des Frères Prêcheurs en France*, courageux et habile plaidoyer qui montre ce que Lacordaire eût été au barreau s'il fût resté avocat, et le poème légendaire de *Marie-Madeleine*, une des dernières productions du grand orateur, qui s'y montre poète et aussi jeune qu'il le fut jamais d'intelligence et de cœur.

P. DOUHAIRE.

QUINZAINÉ POLITIQUE

24 décembre 1872.

Ce n'est pas avec un sentiment de curiosité ordinaire que la France assiste aux débats de l'Assemblée. Nous sommes loin de ces temps où l'esprit public s'adonnait avec une passion toute parlementaire au spectacle de la tribune : vingt années d'oppression et de paix égoïste nous ont ôté cette ardeur et cette science des libertés constitutionnelles que, de 1815 à 1848, nos pères employèrent au noble profit de la France. Nous sommes bien encore, il est vrai, ce peuple, amoureux d'éloquence, qui bat des mains si vite à tous les beaux discours ; qui, pour une harangue, livre à l'abandon sa popularité et donne son gouvernement. Mais là n'est pas le secret de l'attention haletante avec laquelle la France écoute aujourd'hui tout entière les orateurs de l'Assemblée. Son intérêt vient de son inquiétude : voilà la vérité. Qu'un seul jour cette Assemblée succombe à l'effort des démagogues, et la France, en proie à elle-même comme à l'étranger, perd la paix, se ruine, et périt. Sa dette effrayante, les provinces arrachées à son amour, à sa force et à son histoire ; les misères qu'elle répare ; le pénible travail d'essai où elle réorganise tout en elle ; les dangers qu'elle aperçoit à sa frontière et dans ce fond fangeux des grandes villes où s'agitent les envies sociales, tout l'avertit que ses destinées résident dans l'Assemblée. D'habitude, le bien ou le mal que fait une Assemblée est chose relative dans l'avenir d'une nation : en ce moment, le salut ou la mort est là. Un bon citoyen ne peut donc accorder à demi son aide, son respect et ses vœux à une Assemblée qui contient en elle le gouvernement de la France, à une Assemblée qui, dès sa première heure, a libéré notre patrie de la Prusse et de la Commune, et qui pourrait, à la dernière, la rendre aux ambitions de l'une et aux fureurs de l'autre.

Dissoudre l'Assemblée, telle est pourtant aujourd'hui la tentative de ces prétendus amis du peuple qui lui reconnaissent le droit des

révolutions, et qui, au nom de sa souveraineté, lui enseignent le devoir de la révolte. Aucune raison n'éclaire ces aveugles. Leur rappelle-t-on les services de l'Assemblée? vient-on leur dire qu'après avoir créé un gouvernement, fini la guerre étrangère et pacifié la guerre civile, ramené dans Paris et la France l'ordre et les affaires, rétabli notre crédit, formé des budgets, régularisé nos finances, contracté un emprunt de 5 milliards, remis nos administrations dans leur voie, réorganisé l'armée, accéléré l'évacuation du territoire, et, de plus, édicté vingt lois bienfaisantes et libérales, l'Assemblée a mérité l'honneur laborieux de continuer une œuvre si efficace? Cette mention, qui déjà est celle de l'histoire, les radicaux n'en tiennent aucun compte. Essaye-t-on de leur indiquer avec une juste anxiété les périlleuses circonstances où nous sommes et où nous pourrions être? assure-t-on qu'il faut s'abstenir de toute agitation, alors que, la Prusse occupant encore une portion du sol français, le moindre trouble servirait de prétexte à son avidité ou à sa haine mal satisfaite? Cette sagesse circonspecte, les radicaux en sourient. Ils songent à leur faction plus qu'à la patrie, à la république plus qu'à la France, à leurs victoires démagogiques plus qu'à nos défaites nationales : on en a eu la preuve à Tours et à Bordeaux. Prouve-t-on qu'ils nous exposent au danger de l'anarchie? leur démontrons-nous qu'il y a sophisme à distinguer le gouvernement et l'Assemblée dans leur projet de dissolution; que le gouvernement n'étant que le pouvoir exécutif de l'Assemblée, détruire en elle le pouvoir législatif, c'est détruire du même coup le gouvernement; que, par conséquent, ils demandent un changement total, où la France court tous les hasards de l'inconnu; enfin, qu'il n'y a aucune proportion entre le malaise dont ils prétendent nous épargner la souffrance et le mal où nous entraîne la ruine de l'Assemblée? Ces considérations leur paraissent vaines. Leur ambition est impitoyable autant qu'impatiente. Leur sentiment, c'est qu'ils sont le peuple, et qu'une Assemblée où ils ne dominent pas n'a ni titre ni droits. Leur pratique habituelle, c'est d'anéantir les Assemblées qui règnent sans eux. Leur moyen, c'est le bruit et la force, c'est l'apparence du nombre ou l'emploi de la violence, c'est l'émeute ou le pétitionnement.

Cette fois, ils ont eu recours au pétitionnement. Le droit de pétition est une liberté : ils ont compris l'abus qu'on en pouvait faire. Ils ont remarqué que, dans l'état actuel de notre législation politique, cette liberté est illimitée, par un privilège dont aucune autre ne jouit. Rien de plus étrange, en effet, que cette licence. Un journaliste ou un orateur propose au public la suppression du gouvernement existant : on le punit. Que quatre ou cinq citoyens, par une lettre adressée à l'Assemblée, formulent la même propo-

sition, leur audace paraît légale; on la tolère! Certes, on conçoit que ce droit de pétition s'exerce à propos de toutes les questions débattues dans l'Assemblée : c'est un libre moyen, pour les électeurs, de lui communiquer leurs opinions; mais les pétitionnaires doivent-ils et peuvent-ils discuter ce que l'Assemblée elle-même ne peut ni ne doit mettre en doute? C'est un point dont un jour le législateur décidera. Il est certain qu'un pétitionnaire n'a pas plus qu'un journaliste, un clubiste ou un député même, le droit de contester un gouvernement établi : en Angleterre, on n'autorise personne à demander, par pétition, le changement de la monarchie, ni aux États-Unis celui de la république. Pour le temps où nous sommes, c'est-à-dire dans un moment où l'Assemblée est le seul pouvoir institué et où le gouvernement est son mandataire, convient-il qu'on puisse, dans une pétition, en nier l'autorité et même l'existence? Ni l'Assemblée, ni le gouvernement, n'avaient déterminé, à cet égard, la latitude des citoyens. Les radicaux ont donc pétitionné. Quant à leurs motifs, on les a sans peine devinés. La majorité qu'ils détestent s'était reconstituée dans l'Assemblée; elle venait de renverser un ministre; elle avait pu, dans les bureaux, choisir la commission des Trente presque tout entière; cette commission paraissait animée du désir de concilier M. Thiers et la droite, et le bruit de cet accord courait déjà; enfin, dans les nominations des nouveaux ministres, dans celles de M. de Fourtou et de M. de Goulard principalement, les radicaux croyaient apercevoir certains indices d'une politique plus favorable aux conservateurs. Dès lors ils ont songé, pour mieux réclamer la dissolution de la Chambre, à rassembler certain million traditionnel d'illISIBLES signatures, illégales ou non. Et c'est ainsi qu'a commencé, sur les tables des cabarets, dans tous les débits de vin et de politique radicale, ce pétitionnement que le gouvernement a jugé décent et raisonnable d'y interdire.

Ah! personne ne s'étonnera que M. Gambetta préside à une telle entreprise! Nous le reconnaissons : il a eu le pouvoir et il garde le goût de la destruction, Oui, naguère, sous sa main despotique, tout s'est dissous dans la patrie, quand il l'a touchée. Le droit, les lois, la liberté, tout ce qui est la dignité et le dernier honneur d'une nation malheureuse, il l'a supprimé ou profané. Il a fait disparaître les conseils généraux; il a substitué aux conseils municipaux des commissions de son choix; les magistrats inamovibles, il les a renversés de leur siège; les élections de l'Assemblée, il les a ajournées ou entravées; les excès populaires, il les a tolérés sous le drapeau rouge de Lyon; les marchés et les emprunts ruineux, il les a autorisés; les administrations, il les a désorganisées; tous les pouvoirs, il les résumait

dans sa dictature. Dans l'armée même il a exercé cette puissance sinistre du désordre et de la ruine : à son gré il annulait les plans, les commandements, les règles, la discipline. Puis quand, au Mans, dans les neiges de l'Est, à Saint-Quentin et sous les murs de Paris, il voit la patrie abattue, il ne lui suffit pas qu'elle soit mourante : il veut poursuivre cette œuvre d'anéantissement ; elle est blessée, il demande qu'elle se batte jusqu'à ce que le vainqueur la tue ! Les radicaux ont donc eu bien raison de choisir, pour diriger leurs coups contre l'Assemblée, cet homme qui n'a paru dans notre histoire que pour doubler nos calamités. C'est un bon choix ! M. Gambetta est vraiment capable aujourd'hui de perdre sa patrie : il a l'expérience de tous ces actes de dissolution où, avec l'ordre et la paix, la France pourrait périr !

« Catilina vient au Sénat ; il y prend part aux conseils de la république !... Les portes sont ouvertes, Catilina ; va-t'en et emmène avec toi tous les tiens... Quoi ! tous ces hommes, dont tu blesses l'esprit et les yeux, tu hésites à te soustraire à leur vue et à leur présence !... Retire-toi, Catilina !... Qu'ils se retirent, les pervers ! qu'ils cessent de tendre des pièges au consul dans sa maison, d'entourer la maison du prêteur urbain et d'assiéger le sénat ! » Ainsi, il y a deux mille ans, Cicéron apostrophait Catilina au milieu du sénat romain. Nous ne disons pas que de même, au 14 décembre, quelqu'un — consul ou autre — eût dû se lever dans l'Assemblée pour montrer ouvert à M. Gambetta le chemin de la retraite et de l'exil, celui de ces beaux rivages de Saint-Sébastien où il a respiré déjà, avec le parfum des orangers, l'oubli de la patrie et de lui-même. Non. Mais il nous semble bien que M. Gambetta, siégeant dans cette Assemblée qu'il veut détruire, étonne la bonne foi et le bon sens, la raison et l'honneur, autant que les étonnait dans l'âme de Cicéron Catilina s'asseyant parmi les sénateurs, dont sa conjuration préparait le meurtre ou la ruine. Quoi ! M. Gambetta affirme que cette Assemblée n'a plus de mandat, qu'elle a perdu toute autorité légitime et légale, et que, par conséquent, la puissance qu'elle exerce encore, elle la dérobe à la nation et l'usurpe ! Il le dit partout, et pourtant il vient à l'Assemblée, il y discute, il y vote, il prend sa part dans les lois qu'elle fait, et cette part, il la garde, même après qu'elle a une fois de plus affirmé son droit d'être et de rester ce qu'elle est ! A Bordeaux, il était sorti de la Chambre, et, la paix à peine conclue avec la Prusse, il est revenu s'asseoir sur les bancs de cette Assemblée, dont il déclarait la force épuisée et l'œuvre finie ! Que de contradictions ! M. Gambetta ne s'aperçoit pas qu'en siégeant dans l'Assemblée, il permet que sa présence serve de sanction au droit dont elle se prévaut. Ou il est sin-

cère en lui déniait tout pouvoir légitime et légal, et alors il ne lui sied, ni à lui ni à ses amis, de discourir et de légiférer avec ces députés qu'il a jugés un jour impuissants comme des morts, nuls comme des « cadavres ; » ou il n'est pas sincère, et alors nous pouvons le suspecter de ne décrier et de ne haïr l'Assemblée que par dépit de n'y pas régner en maître.

Quand M. Lambert de Sainte-Croix, avec une courageuse habileté, demandait que l'Assemblée prononçât sur les pétitions des dissolutionnistes, était-il prudent à M. Gambetta d'accepter la discussion ? L'Union républicaine et la gauche avaient-elles bien envisagé l'intérêt de leur parti, en publiant ces manifestes où elles encourageaient le pétitionnement ? Non, en vérité. Des républicains, sinon libéraux, du moins clairvoyants, loin de recommander ce mode violent et trompeur de souveraineté, devraient en bannir l'idée de l'esprit populaire. Le mot de république, en effet, signifie-t-il pour la foule pouvoir de tout changer et droit de tout renverser, au jour le jour ? s'imagine-t-on que l'état républicain permette ces variations populaires qui, selon le gré des multitudes, modifient assemblées, gouvernement, lois et administration ? la république, est-ce l'instabilité de toutes choses devenant légitime, la révolution perpétuelle et paraissant légale ? On soupçonne trop déjà que tel est le dogme du commun des républicains, quand on observe que, dans nos républiques françaises, les violents s'arrogent toujours le droit de dissolution, comme si ce droit était naturel à la république. Et d'où vient, sous le régime républicain de 1793, de 1848 et de 1871, cette hardiesse et cette habitude ? De deux raisons. L'une est dans l'instinct des masses une fois émues : le populaire se croit le maître en république, maître de la loi et des Parlements ; la foule se juge souveraine, et, ne s'apercevant pas qu'elle est changeante, frivole, passionnée, ignorante, elle s'adjuge le droit de dominer les assemblées et de les renverser. La seconde raison est dans notre histoire : c'est une des traditions vulgaires de nos républiques que le mépris des assemblées ; la multitude en envahit l'enceinte en prairial de l'an III, le 24 février et le 15 mai 1848, le 4 septembre 1870 ; elle y vient faire et défaire les gouvernements ; elle y vient jeter à ses députés ces mots entendus un jour de M. Jules Favre : « Vous n'êtes que nos commis. » Sous l'empire de ces idées, comment le droit de dissoudre ne paraîtrait-il pas facile et légitime aux radicaux de notre temps ? Mais si ceux qui sont vraiment d'honnêtes et sincères républicains réfléchissaient aux funestes effets qui en résultent, ne devaient-ils pas être les premiers à défendre le droit de l'Assemblée ?

Il n'en a pas été ainsi. Les radicaux n'ont pas compris que, par ce pétitionnement aussi téméraire que pernicieux, ils offraient eux-

mêmes au gouvernement l'occasion de rompre avec eux, et à la majorité celle de s'unir contre eux avec le gouvernement. Car M. Thiers, à moins de manquer à toutes ses déclarations et de faillir à ce qui est pour lui la politique nécessaire, pouvait-il devant la France, devant l'Europe et la Prusse, demander ou approuver la dissolution de l'Assemblée? Il a donc eu lieu, ce mémorable débat du 14 décembre, dont, trois jours auparavant, M. Baragnon avait éloquemment annoncé l'arrêt. Nous avons entendu M. Gambetta. Nous en avons cette pénible et longue harangue où l'embarrassait le soin d'une habileté calculée et la contrainte d'une modération impropre à son caractère. Qu'a-t-il dit? Il a invoqué « *l'instinct infailible du suffrage universel*, » content d'un mot dont l'histoire conteste la vérité, content d'un mot qui peut servir d'excuse à toutes les tyrannies populaires, à tous les coups d'Etat ratifiés sur la place publique ou par les plébiscites. Il a cherché dans la volonté du vainqueur, dans le texte de l'armistice, il a cherché, ce farouche patriote d'autrefois, la limite qui restreint le droit de l'Assemblée, celle qui aurait restreint la souveraineté des électeurs. Il a voulu voir à ses côtés, réclamant la dissolution de la même voix que lui, la plupart des députés élus depuis le mois de juillet 1871 dans les renouvellements partiels de l'Assemblée; et il se trouve qu'à la fin de la séance, la majorité de ces députés a voté contre lui. Il explique la pensée qu'il aurait eue, pour sa part, en convoquant les électeurs du 8 février 1871; et il oublie que, dans le décret, signé par lui aussi, où le gouvernement de la défense nationale nous appelait au scrutin du 16 octobre 1870, le dessein notifié, c'était celui de créer une Assemblée constituante. Il cite en sa faveur les adresses illégales d'un petit nombre de conseils généraux ou municipaux, expression incomplète ou fausse de l'opinion publique. Il raille ses collègues de ce qu'ils s'accordent « pour ne pas mourir; » et il ne remarque pas que dans cet accord même ils forment une majorité. Il définit les radicaux « des républicains qui pensent qu'il n'y a pas de compatibilité entre toute forme de gouvernement autre que la République et le suffrage universel; » et il oublie qu'à Grenoble il vantait en eux toutes les coupables vertus du socialisme. La dernière ressource de sa dialectique, c'est enfin de confondre à dessein dans le débat les questions de monarchie et de république avec celui de la dissolution. Voilà ses arguments. Ses deux champions, M. Louis Blanc et M. Leroyer n'y ont rien ajouté. Nous nous trompons : M. Louis Blanc y a ajouté l'accablante fatigue d'une rhétorique ennuyeuse; et tout au plus a-t-il prononcé un mot digne d'attention : « Le socialisme, c'est la république. »

M. d'Audiffret-Pasquier et M. Raoul Duval ont répondu les premiers. Écoutez-les. Qui demande surtout la dissolution de l'Assem-

blée? Les radicaux, ces politiques qui, s'inclinant devant la souveraineté du nombre, n'hésitent pas à prendre pour gouvernement « le despotisme inconstant et brutal de la multitude; » ces démagogues qui distinguent les classes, pour tyranniser l'une au profit de l'autre; ces théoriciens hardis qui comptent parmi leurs maîtres des philosophes cyniques comme M. Naquet, et parmi leurs sectaires les misérables de la Commune. Et quel est le motif réel des dissolutionnistes? L'envie de la domination. Ce mouvement de pétitions est un mouvement révolutionnaire : il date du jour où l'Assemblée s'est réunie à Bordeaux; il a continué avec un appareil fastueux dans le Var, à Angers, au Havre, en Savoie et dans le Dauphiné. Et, certes, M. Gambetta, moins que personne, pouvait se faire le patron des pétitionnaires : à Tours, il a interdit le droit de pétition à ceux qui demandaient la convocation d'une Assemblée. Ce pétitionnement, d'ailleurs, est une atteinte au droit de délégation en vertu duquel l'Assemblée existe : c'est un procédé de violente intimidation : c'est une pratique inadmissible dans un État parlementaire. Pourquoi? Parce qu'une Assemblée, toujours assiégée par la menace populaire, ne délibère ni en sécurité ni en liberté; parce qu'une autorité dont on suspecte et dont on conteste la légitime puissance perd sa force, et n'est même pas sûre de l'effet de ses lois : or pour délibérer, il faut qu'un Parlement soit libre; il faut, pour décréter ses lois, qu'il soit obéi; il faut, pour exister, qu'il soit respecté; sinon il n'est pas souverain. Une Assemblée où, chaque jour, entrent des clameurs de haine et des cris de mort; une Assemblée, qui n'est jamais certaine du lendemain, n'est qu'une Assemblée tyrannisée, une Assemblée impuissante. Ou plutôt, ce n'est pas une Assemblée : car, n'ayant pas de destinées propres, elle ne peut prendre, même à ses propres yeux, que des mesures provisoires et douteuses : il lui manque cette paix et cette assurance du législateur qui croit et doit croire à la durée de ses lois. Les révolutionnaires seuls peuvent vouloir d'une Assemblée, si sensible au vent orageux de l'opinion populaire, qu'elle change à tous les souffles de la foule, changeante pour subsister et mobile pour rester : une telle Assemblée ressemble à ces clubs où, d'un jour à l'autre, tout varie, discours, jugements, applaudissements. Quel est donc ce genre de pouvoir qui, investi du droit supérieur de faire les lois et de régler les intérêts où se débat la vie de la nation, se trouve pourtant si misérable, si précaire, si faible et si nul, qu'il ne sait pas le temps de sa durée, et que son existence n'est pas même déterminée pour un certain intervalle de jours, de mois ou d'années? D'ailleurs, M. d'Audiffret et M. Raoul Duval, et avec eux M. Dufaure, l'ont dit avec raison : Une fois munie de sa

souveraineté par les électeurs, l'Assemblée ne la partage plus avec eux dans l'exercice de son mandat. Sans doute, ce mandat n'est pas indéfini : la loi ou les circonstances le limitent ; mais permettre que les mandants, ou partie d'entre eux, le modifient sans cesse, ce n'est pas seulement empêcher toute fixité politique, c'est s'exposer à avoir une révolution chaque jour et pour chaque question. Et puis le bon sens le dit : trente-huit millions d'êtres, représentés par une Assemblée, ne pouvant discuter et pour chaque objet intervenir dans les délibérations, il faut que leur délégation reste intacte et qu'aucune minorité ne la puisse violer ; il faut que cette délégation s'achève comme elle a commencé, dans la confiance des uns et dans la soumission des autres.

Quant à la mission de l'Assemblée, les orateurs de la droite l'ont nettement indiquée : les élections ont été libres ; sans doute, la paix en formait l'objet principal, mais le mandat fut illimité : la volonté de la nation l'étendait à l'entière réorganisation du pays. Ce fut un mandat de confiance pour le salut de la patrie. Or l'œuvre de l'Assemblée est-elle terminée ? Nullement. Le territoire n'est pas même libéré ; la France attend une loi sur l'instruction publique, une autre sur l'armée, une loi communale et une loi électorale ; il reste à achever les grandes enquêtes commencées ; il y a même des lois organiques à concerter avec le gouvernement, qui expressément y a invité l'Assemblée.

Les discours où ces excellentes raisons ont prévalu devaient convaincre l'Assemblée et le pays. M. Raoul Duval avait parlé avec cet accent de franchise résolue qui frappe hardiment l'adversaire ; on sentait dans l'éloquence de M. d'Audiffret-Pasquier ces rapides élans d'une âme qui s'élève impétueusement à la justice et à la vérité. Toutefois, M. d'Audiffret-Pasquier a fait plus que répondre victorieusement à M. Gambetta : son discours, par certaines déclarations, était un acte politique. Il avait prononcé ces mots, écoutés par M. Dufaure avec une jalouse attention, entendus au cœur de tous ceux qui en France connaissent les périls extraordinaires de la patrie et de la société : « Vous sentez qu'à la fin nous sommes tous lassés de ces malentendus. Et vous savez bien que chacun, puisant aujourd'hui dans son patriotisme les forces nécessaires, fera les concessions qu'il doit faire pour qu'il n'y ait plus que deux partis dans cette Assemblée, les conservateurs et les radicaux... Oui, je suis monarchiste constitutionnel ; je suis de ceux qui pensent qu'à cause du passé de mon pays, qu'à cause de sa situation dans la famille européenne, la solution de la monarchie constitutionnelle serait celle qui assurerait le mieux les intérêts présents et les intérêts dans l'avenir. Je suis aussi de ceux qui pensent que de pareilles

opinions doivent être dominées par un sentiment bien autrement élevé et fort : par le patriotisme... Ne pouvons-nous pas, faisant taire nos préférences, et respectant la trêve des partis, accepter l'état de choses actuel, et entrer loyalement et franchement dans la discussion qui nous est offerte sur certaines lois organiques qui pourraient le perfectionner et le consolider?... Ne nous demandez ni le reniement du passé, ni un acte de foi qui nous ferme l'avenir, et résolument, loyalement, nous soutiendrons l'état actuel... Mais vous êtes d'accord avec nous, puisque avec nous vous voulez qu'en définitive les doctrines socialistes ne triomphent pas ; avec nous, vous voulez que ce parlement ait les libertés nécessaires pour marquer dans la politique intérieure la part d'influence qui, dans tout pays libre, appartient à la majorité, pour que sa voix soit entendue dans la politique intérieure et la politique extérieure, dans la proportion où tous les parlements font le droit de la faire entendre... Eh bien, si vous pensez cela comme nous, je vous le disais en commençant : la grande majorité conservatrice est faite, elle n'est pas à faire. Oui, nous sommes d'accord sur ces questions : ceux qui ne nous suivront pas n'auront pas le droit de nous reprocher nos divisions, car nous avons fait tous les sacrifices que nous pouvions faire ; pour les effacer, nous avons ajourné nos espérances. »

Sans doute, M. Dufaure avait ces promesses de concorde présentes à l'esprit, quand, au nom du gouvernement, il a prononcé le discours, admirable de bon sens et de haute raison, de force et d'esprit ironique, où il a condamné les coupables demandes des pétitionnaires. Entendez, ô pétitionnaires crédules, entendez ces paroles adressées par M. Dufaure à tous les députés : « Lorsqu'il s'agit de déclarer si le mandat illimité qui vous a été remis doit prendre fin, il n'y a qu'un pouvoir au monde qui puisse le décider : c'est l'Assemblée elle-même. Je n'en connais aucun autre. » Entendez-le, pauvres citoyens abusés, à qui on dépeint la France troublée par l'Assemblée jusqu'à la détresse, entendez-le raconter comment M. Gambetta lui-même et « les autres personnalités voyageuses » de son parti ont agité le pays par leurs excitations démagogiques. Entendez-le, officieux qui, tous les jours, aigrissez à plaisir la dispute du gouvernement et de la majorité, entendez-le présager « une résolution favorable à la pacification de l'Assemblée ; » entendez-le affirmer que, dans la dissolution, le gouvernement et l'Assemblée cesseront d'être ensemble, leurs destinées se trouvant liées par la loi du 31 août 1871. Entendez-le, vous qui considérez la dissolution comme un événement ordinaire : « La perspective d'élections nouvelles ne me rassure en aucune manière... J'y aperçois un trouble profond. » Entendez-le, républi-

cains outrecuidants qui identifiez avec vous, d'un côté le pays, de l'autre la république, entendez ce conseil de modestie et de modération : « Ce qui nous crée une difficulté pour le gouvernement même provisoire que nous exerçons sous le nom de la république française, le voici : ce n'est pas la forme de gouvernement ; c'est le nom de république. Dans notre histoire, il a toujours paru accompagné d'agitations permanentes, de prétentions toujours nouvelles, d'ambitions sans cesse croissantes... » Entendez-le, vous tous, braves ouvriers et bonnes gens des campagnes dont on va échauffer les esprits et suspendre le travail, entendez ces derniers mots : « La nation entière a besoin de repos : dissolution est synonyme d'agitation ; nous voterons l'ordre du jour ; » entendez, et, comme l'Assemblée, acclamez l'éloquent honnête homme qui les a prononcés : cette conclusion, l'Assemblée la ratifie par le vote triomphant de 485 députés contre 196 ; et, par son ordre, ce discours aura été affiché dans toutes les communes de France.

Ce discours de M. Dufaure, les honnêtes gens l'ont accueilli avec un sentiment de joie. Ils y ont vu le commencement de cette paix de la majorité et de M. Thiers, si nécessaire, si désirée, et cherchée si ardemment jusque dans le désaccord même. Enfin, se disaient-ils, le gouvernement a publiquement séparé sa cause de celle des radicaux, et la rupture est manifeste. Vainement, revenue de sa surprise et de sa colère, la gauche a-t-elle essayé de recommencer l'équivoque, en prétendant que M. Dufaure avait outré le sentiment réel du gouvernement : cette mesquine habileté n'a pas réussi : M. Thiers a déclaré à qui voulait l'entendre qu'il approuvait complètement M. Dufaure ; le public a maintenu son jugement, et l'amélioration produite dans les esprits a pleinement continué. Partout règne en ce moment l'apaisement de la conciliation ; plus d'un des insulteurs officieux de l'Assemblée en est réduit à célébrer maintenant les bienfaits de la concorde et de la bienveillance. Dans l'Assemblée, la gauche ne s'est pas relevée de sa défaite ; le centre gauche, qui s'est divisé dans le vote du 14 décembre, ne sait comment retrouver son douteux équilibre d'autrefois, et, dans cette oscillation, plus d'une volonté va reprendre ou même a déjà repris sa direction vers la droite. Quant à la majorité, elle a profité de sa victoire pour s'unir de plus en plus au gouvernement : elle a donné un gage parlementaire bien important, dans la discussion relative aux 93 millions comptés éventuellement comme produit de l'impôt des matières premières ; elle avait là l'occasion et le droit de faire échec au gouvernement ; mais, par esprit de ménagement et d'accommodement, elle ne l'a pas voulu. De son côté, le gouvernement a pratiqué une politique plus résolument conservatrice : sur un signe de défense, les faiseurs

d'adresses ont, comme par enchantement, compris l'illégalité de leurs manifestes, et déjà plus d'un conseil municipal en a expié le tort. M. de Goulard, qui avait énergiquement réprimé le pétitionnement dans les cabarets, n'a pas hésité non plus à destituer le maire de Nantes, dont la tolérance avait si facilement permis les sévices soufferts dans cette ville par les pèlerins de Lourdes. Ces actes de fermeté complètent celui que M. Dufaure, pour son honneur et la satisfaction du pays, avait accompli à la tribune. Félicitons-nous-en ; et ajoutons sans malignité que M. Thiers n'a rien perdu à laisser ces heureux résultats s'opérer sans son intervention personnelle. C'est un double bien, dans un État, que le bien qui se fait parlementairement ; car c'est la liberté jointe à l'ordre.

Les signes de l'heureuse conciliation qui s'est préparée dans le vote du 14 décembre s'aperçoivent surtout dans la commission des Trente. Le discours que, deux jours après, M. Thiers lui a fait entendre n'a plus ce caractère d'agressive impatience qu'on a souvent pu reprocher à l'illustre orateur : il a vivement recommandé l'institution d'une seconde Chambre, mais non plus avec cette insistance impérieuse et un peu menaçante qu'on sentait dans le Message. La commission, pour sa part, a montré un grand esprit de modération, comme en témoigne le langage tenu à diverses reprises par M. de Larcy, M. Batbie, M. Ernoul et M. de Broglie. Ces sentiments influenceront certainement sur les travaux des deux sous-commissions qu'elle a chargées d'examiner la question de la seconde Chambre et celle de la responsabilité ministérielle. Toutefois, on ne saurait déjà prévoir avec exactitude comment elles définiront leurs projets dans les conférences qu'elles auront avec M. Thiers et M. Dufaure. Les questions ne se présentent pas à elles dans leur simplicité absolue. Si on pouvait égaler un moment la république d'aujourd'hui à une monarchie parlementaire, en attribuant à l'une toutes les institutions libérales de l'autre, et si M. Thiers voulait et pouvait se résoudre à devenir modestement un prince constitutionnel ; si, enfin, l'Assemblée vivait dans les conditions d'une sécurité régulière, certes, on pourrait nettement résoudre ces questions de seconde Chambre et de responsabilité ministérielle dans le sens qu'indiquent la sagesse des nations libres, l'exemple même de notre histoire et la vérité du régime parlementaire. Mais écarter de M. Thiers les séductions de la tribune n'est pas chose aisée ; et constituer aujourd'hui une Chambre de pairs républicains n'est pas non plus une œuvre sans inconvénients. Les nécessités de la situation et du temps interviennent ici, et voilà pourquoi la science des transactions, autant que celle des principes, sont nécessaires dans le travail à la fois si noble et si pénible de la commission des Trente. Elle ne peut ni tout imposer

ser ni tout céder à M. Thiers ; quel sera, dans les concessions, le point où l'accord sera possible ? Telle est la difficulté.

Voici l'année qui s'achève. Le budget voté, l'Assemblée a suspendu ses séances jusqu'au 6 janvier. Mais, ces heures de silence et de paix, où l'esprit public pourrait se recueillir et le pays se reposer, l'activité révolutionnaire des radicaux permettra-t-elle que la France en jouisse au moins comme d'une trêve ? A peine osons-nous l'espérer. L'agitation du pétitionnement continue ; les députés de la gauche y excitent les électeurs, et déjà M. Gambetta, dans les journaux où sa voix retentit, menace en marquant le terme de sa longanimité, en fixant les délais de sa patience. Qu'importe, si l'Assemblée et M. Thiers restent unis ! M. Dufaure, par son discours, a vraiment changé la situation : il a rendu l'un à l'autre le gouvernement et l'Assemblée ; et la majorité a emporté l'espoir de retrouver avec M. Thiers, dans une alliance complète et définitive, cette force libre et puissante de l'ordre qui sauvera la France. Pauvre France ! son repos n'est pas seulement le vœu le plus cher de ses enfants : c'est aussi l'un des souhaits du monde.

AUGUSTE BOUCHER.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

Librairie L. HACHETTE et C^e, Boulevard Saint-Germain, 79, Paris.

EN VENTE

La 30^e et dernière Livraison (15^e du Tome second et dernier) du

DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PAR E. LITTRÉ

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

OUVRAGE COMPLET

Contenant : 1^o **Pour la nomenclature** : Tous les mots qui se trouvent dans le Dictionnaire de l'Académie française et tous les termes usuels des sciences, des arts, des métiers et de la vie pratique ; — 2^o **Pour la Grammaire** : La prononciation de chaque mot figurée et, quand il y a lieu, discutée ; l'examen des locutions, des idiotismes, des exceptions, et, en certains cas, de l'orthographe actuelle avec des remarques critiques sur les difficultés et les irrégularités de la langue ; — 3^o **Pour la signification des mots** : Les définitions ; les diverses acceptions rangées dans leur ordre logique, avec de nombreux exemples tirés des auteurs classiques et autres ; les synonymes, principalement considérés dans leurs relations avec les définitions ; — 4^o **Pour la partie historique** : Une collection de phrases appartenant aux anciens écrivains depuis les premiers temps de la langue française jusqu'au seizième siècle, disposées dans l'ordre chronologique à la suite des mots auxquels elles se rapportent ; — 5^o **Pour l'étymologie** : La détermination ou du moins la discussion de l'origine de chaque mot établies par la comparaison des mêmes formes dans le français, dans le patois et dans l'espagnol, l'italien et le provençal ou langue d'oc.

Un dictionnaire doit être un enregistrement très-étendu des usages de la langue, enregistrement qui, avec le présent, embrasse le passé, partout où le passé jette quelque lumière sur le présent, quant aux mots, à leurs significations, à leur emploi. Il doit avoir pour éléments fondamentaux un choix d'exemples empruntés à l'âge classique et aux temps qui l'ont précédé, l'étymologie des mots et la classification rigoureuse des significations d'après le passage de l'acception primitive aux acceptions détournées et figurées. Si l'on considère l'ensemble et la connexion de ces éléments, on reconnaît qu'ils donnent précisément l'idée d'un dictionnaire qui, usant de la part d'histoire inhérente à toute langue, montre quels sont les fondements et les conditions de l'usage présent, et par là permet de le juger, de le rectifier, de l'assurer. Certaines personnes seront peut-être disposées à penser qu'un dictionnaire où intervient l'histoire est principalement une œuvre destinée à l'érudition. Il n'en est rien. L'érudition est ici, non l'objet, mais l'instrument, et ce qu'elle apporte d'historique est employé à compléter l'idée de l'usage, l'idée ordinaire trop restreinte.

Telle est l'idée et le but de ce dictionnaire. Voici maintenant comment l'arrangement des parties a été conçu. Cet arrangement n'est point indifférent, si l'on veut d'une part que le lecteur trouve la clarté par l'ordre, et d'autre part qu'il mette sans retard la main sur ce qu'il cherche. La disposition commune à tous les articles est la suivante : le mot ; la prononciation, la conjugaison du verbe, si le verbe a quelque irrégularité ; la définition et les divers sens classés et appuyés, autant que faire se peut, d'exemples empruntés aux auteurs des dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles ; des remarques, quand il y a lieu, sur l'orthographe, sur la signification, sur la construction grammaticale, les fautes à éviter, etc. ; la discussion des synonymes en certains cas, l'historique, c'est-à-dire la collection des exemples depuis les temps les plus anciens de la langue jusqu'au seizième siècle inclusivement, exemples non plus rangés suivant l'ordre chronologique ; enfin, l'étymologie.

Le *Dictionnaire de la langue française* se compose de 30 livraisons, qui forment 2 volumes grand in-4^e. Chaque livraison comprend 20 feuilles d'impression (160 pages) et coûte 3 fr. 50.

L'Ouvrage complet est en vente.

Tome I^{er}, première partie A-C. Un volume grand in-4^e de 1194 pages. Broché, 22 fr. 50 ; relié, 27 fr. 50. — Deuxième partie D-H. Un volume grand in-4^e de 1136 pages. Broché, 22 fr. 50 ; relié, 27 fr. 50.

Tome II^e, première partie I-P. Un volume grand in-4^e de 1396 pages. Broché, 32 fr. 50 ; relié, 36 fr. 50. — Deuxième partie Q-Z. Un volume grand in-4^e de 1232 pages. Broché, 28 fr. ; relié, 33 fr.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME QUATRE-VINGT-NEUVIÈME

(CINQUANTE-TROISIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE¹)

NOTA.— Les noms en capitales grasses sont ceux des collaborateurs du Recueil dont les travaux ont paru dans ce volume; les autres, ceux des auteurs ou des objets dont il est question dans les articles. ABBRÉVIATIONS : — C. R., compte rendu; — Art., article.

- | | |
|--|---|
| <p>Allard (Paul). <i>Rome souterraine</i>. 971.</p> <p>Allemagne (l') et les germanisants français. V. F. Colincamp. 26.</p> <p>Angleterre. V. comte de Ludre.</p> <p>ARBAULT (Léon). La conquête de Constantinople, <i>par Ville-Hardouin</i>. Art. 784.</p> <p>ARCELIN (Adrien). La question préhistorique. Art. 1052.</p> <p>Ascension (une) aux pics du Dauphiné. V. H. Vincent. 114.</p> <p>Assemblée (l') nationale en 1872. V. C. de Meaux. 5.</p> <p>Beulé. <i>Le drame du Vésuve</i>. 584.</p> <p>Biographie (une) anglaise du comte de Montalembert. V. P. La F.-Craven.</p> <p>Bismark (M. de) orateur. V. René La-vollée. 909.</p> | <p><i>Bonaparte (les) et les frontières de France</i>. C. R. 587.</p> <p>Bossu (abbé L.). <i>Galerie des métaphysiciens contemporains</i>. 984.</p> <p>BOUCHER (Auguste). V. Quinzaine politique. 25 décembre. 1228.</p> <p>Bréal. <i>Quelques mots sur l'instruction publique en France</i>. 579.</p> <p>Bulletin des cercles catholiques d'ouvriers. 378.</p> <p>CARNÉ (comte de), de l'Acad. fr. Madame Récamier. Art. 1037.</p> <p>Cercles catholiques d'ouvriers. 378.</p> <p>CHAMPAGNY (F. de), de l'Acad. fr. La question des pèlerinages. Art. 326.</p> <p>COLINCAMP (F.). L'Allemagne et les germanisants français. Art. 26.</p> |
|--|---|

¹ Cette table et la suivante doivent se joindre au numéro du 25 décembre 1872.

- Conquête (la) de Constantinople. *par Ville-Hardouin*. V. Léon Arbault. 784.
- Couliés chinois. V. A. Langlois.
- GRAVEN** (P. La F.). Une biographie anglaise du comte de Montalembert. 1^{er} art. 10 décembre. 809. — 2^e art. 25 décembre. 1017.
- Décadence (de la) des lettres à la fin du seizième siècle. V. Ernest Lalond. 844.
- Décainse et Th. Naudin. *Manuel de l'amateur des jardins*. 1215.
- Description géographique, historique et archéologique de la Palestine*, par M. Guérin. C. R. 976.
- Détachement (le) de la patrie. V. E. Le Blant, de l'Institut. 310.
- Doctrines (les) positivistes en France*. C. R. 1218.
- DOUHAIRE** (P.). 10 octobre. — *L'État maître de pension*, par le P. Lescœur. 2^e édition. 168.
- 10 novembre. — *La vie dans l'esprit et dans la matière*, par M. l'abbé Méric. 571. — *De l'instruction du peuple*, par M. Fmîle de Laveleye 576. — *Quelques mots sur l'instruction publique, en France*, par N. Bréal. 579. — *Les études classiques et l'enseignement public*, par M. Mil-and. 581. — *Le drame du Vésuve*, par M. Beulé. 584. — *L'héritage du croisé*, par mademoiselle Gabrielle d'Éthamp-s. 585. — *Les Bonaparte et les frontières de la France*, par M. Félix Oger. 587.
- 10 décembre. — *L'éducation libérale*, par M. Victor de Laprade. 966. — *Les livres d'étrennes*. 986.
- 25 décembre. — *Les livres d'étrennes*. 1221.
- DOUMIOL** (Charles). V. Quinzaine politique. — 10 octobre. 172. — 25 octobre. 380. — 10 novembre. 589. — 25 novembre. 796. — 10 décembre. 997.
- Drame (le) du Vésuve*, par M. Beulé. 584.
- Draperon et Seligmann (MM.). *Les deux folies de Paris*. 576.
- DUPONT-WHITE**. Le suffrage universel. 4^e art. 25 novembre. 601.
- Éducation (l') libérale*, par M. Victor de Laprade. C. R. 966.
- Émigration (l') européenne dans les deux Amériques*. V. comte de Gobineau. 208.
- Encyclopédie pratique de l'agriculture*, par MM. L. Moll et E. Gayot. C. R. 1211.
- Essai (un) de bon socialisme. V. abbé d'Huylst. 565.
- État (l') maître de pension*, par le P. Lescœur. 2^e édition. C. R. 168.
- Éthampes (mademoiselle Gabrielle d'). *L'héritage du croisé*. 585.
- Études (les) classiques et l'enseignement public*, par M. Milsand. C. R. 581. — V. Nisard. 601.
- Europe (l') et la Révolution française. V. A. Grancolas. 86.
- ÈVÈQUE D'ORLÈANS** (Mgr l'). *Les doctrines positivistes en France*. C. R. 1218.
- Exploitation (de l') des chemins de fer par l'État. V. E. Lamé Fleury. 1203.
- FALLOUX** (comte de), de l'Acad. f. Du scepticisme politique. Art. 595.
- Folies (les deux) de Paris*, par MM. Draperon et Seligmann. C. R. 376.
- FOISSET**. La question genevoise. Art. 159. — Le comte de Montalembert. 4^e art. 10 novembre. 401.
- Fortune (la) publique et privée, en Angleterre. V. comte de Ludre. 220.
- FOURNEL** (Victor). Les œuvres et les hommes. Art. 25 octobre. 535. — 25 décembre. 1154.
- Funérailles (les) des études classiques. V. Auguste Nisard. 6:5.
- Galerie des métaphysiciens contemporains*, par M. l'abbé Bossu. C. R. 984.

- GALITZIN** (Augustin). *L'union de la paix sociale*, par F. Le Play. C. R. 1216.
- GOBINEAU** (comte de). *L'émigration européenne dans les deux Amériques*. Art. 208.
- GRANCOLAS** (A.). *L'Europe et la Révolution française*. Art. 86.
- Guérin. *Description géographique, historique et archéologique de la Palestine*. 976.
- HAULLEVILLE** (P. de). *Pape et empereur*. Art. 657.
- MÉRICAULT** (Ch. d'). *Thermidor. Deuxième série*. 10 octobre. 45. — 25 octobre. 245. — 10 novembre. 427. — 25 novembre. 719. — 10 décembre. *Fin de la deuxième série*. 872.
- Héritage (l') du croisé*, par mademoiselle Gabrielle d'Éthampes. C. R. 585.
- HULST** (abbé d'). *Un essai de bon socialisme*. Art. 565.
- INDY** (Wilfrid d'). *La musique à l'église et la musique de l'Église*. Art. 698.
- Instruction (de l') du peuple*, par M. Émile de Laveleye. 570.
- KIRWAN** (Ch. de). *Manuel d'agriculture pratique. — Manuel de l'amateur des jardins*, par MM. Decaisne et Ch. Naudin. C. R. 1215.
- LAFOND** (Ernest). *De la décadence des lettres à la fin du seizième siècle*. Art. 844.
- LAMÉ FLEURY**. *De l'exploitation des chemins de fer par l'État*. Art. 1203.
- LANGLOIS** (Anatole). *La traite des coulis chinois*. Art. 453.
- Laprade (Victor de). *L'éducation libérale*. 966.
- LARGENT** (Augustin), de l'Oratoire. *Galerie des métaphysiciens contemporains*, par M. l'abbé Bossu. C. R. 984.
- Laveleye (Émile de). *De l'instruction du peuple*. 576.
- LAVOLLÉE** (René). *M. de Bismark, orateur*. Art. 909.
- LE BLANT** (E.), de l'Institut. *Le détachement de la patrie*. Art. 310. — *Rome souterraine*, par M. Paul Allard. C. R. 971.
- LEFÈVRE** (I.). *Officiers et soldats tués à l'ennemi*. Art. 569.
- Le Play (F.). *L'union de la paix sociale*. 1216.
- Lescœur (le P.). *L'État maître de pension*. 2^e édition. 168.
- LEVALLOIS** (Jules). *Les poètes nouveaux*. Art. 508.
- Livres d'étrennes*. C. R. 986 et 1224.
- LOMÉNIE** (Louis de), de l'Acad. fr. *Les Mirabeau*. 8^e art. 10 novembre. 525.
- Lorraine (la) au 1^{er} octobre. V. Marsault. 185.
- LUDE** (comte de). *La fortune publique et privée, en Angleterre*. Art. 280.
- MALARCE** (A. de). *La politique financière en France, depuis 1870*. Art. 1181.
- Malte. V. Quesnel.
- MANGIN** (Arthur). *Revue scientifique*. 25 octobre. 556. — 25 décembre. 1190.
- Manuel de l'amateur des jardins*, par MM. Decaisne et Th. Naudin. C. R. 1215.
- MARSJAULT**. Le 1^{er} octobre en Lorraine. Art. 185.
- MEREAUX** (C. de). *L'Assemblée nationale en 1872*. Art. 5.
- Mélanges. — V. P. Douhaire. 168, 966. — V. J. Lefèvre. 569. — V. 376. — V. 378. — V. l'abbé d'Hulst. 565. — V. E. Le Blant, de l'Institut. 971. — V. Alphonse de Pistoye. 976. — V. Augustin Largent, de l'Oratoire. 984. — V. E. Lamé Fleury. 1203. — V. 1211. — V. Ch. de Kirwan. 1215. — V. Augustin Galitzin. 1216. — V. Mgr l'évêque d'Orléans. 1218.

- Méric (l'abbé). *La vie dans l'esprit et dans la matière*. 571.
- Milsand. *Les études classiques et l'enseignement public*. 581.
- Mirabeau (les). V. Louis de Loménie.
- Moll (L.) et E. Gayot. *Encyclopédie de l'agriculteur*. 1211.
- Montalembert (le comte de). V. Foisset. — V. P. la F.-Craven.
- Musique (la) à l'église et la musique de l'Église. V. Wilfrid d'Indy. 698.
- NISARD** (Auguste). *Les funérailles des études classiques*. Art. 601.
- Octobre (le 1^{er}) en Lorraine. V. Marsault. 185.
- Œuvres (les) et les hommes. V. Victor Fournel.
- Officiers et soldats tués à l'ennemi. V. J. Lefèvre. 369.
- Pape et empereur. V. P. de Haulleville. 657.
- Paris capitale, pendant la Révolution française. V. Paul Thureau Dangin. 465.
- Pèlerinages (la question des). V. F. de Champagny. 326.
- PISTOYE** (Alphonse de). *Description géographique, historique et archéologique de la Palestine*, par M. Guérin. C. R. 976.
- Poésie (la) populaire en Italie. V. comte de Puymaigre.
- Poètes (les) nouveaux. V. Jules Levallois. 508.
- Politique (la) financière, en France, depuis 1870. V. A. de Malarce. 1181.
- Principe (du) immatériel dans les êtres vivants. V. H. Thiercelin. 936.
- PUYMAIGRE** (comte de). *La poésie populaire en Italie*. 2^e art. 25 décembre. 1135.
- Quelques mots sur l'instruction publique en France*, par M. Bréal. C. R. 579.
- QUESNEL** (L.). *Souvenirs de Malte*. Art. 752.
- Question (la) genevoise. V. Foisset. 159.
- Question (la) des pèlerinages. V. F. de Champagny. 326.
- Question (la) préhistorique. V. Adrien Arcelin. 1052.
- QUINZAINE POLITIQUE**. 10 octobre. — Les embarras de la France. 172. — Les radicaux, pendant cette quinzaine. 173. — Caractère de l'armée. 174. — MM. Edgar Quinet, Louis Blanc et Victor Hugo. 175. — Le discours de M. Gambetta, à Grenoble. 176. — Urgence de l'union de tous les conservateurs. 179. — La situation des nations de l'Europe, comparée à celle de la France. 181.
- 23 octobre. — La réforme, dans l'enseignement, par M. Jules Simon. 580. — M. Louis Blanc et le programme des radicaux. 584. — M. Thiers à la commission de permanence, le 10 octobre. 585. — Le prince Napoléon en France. 586. — Impérialisme et radicalisme. — Les élections du 20 octobre. 588. — Les bonnes œuvres du patriotisme. 590.
- 10 novembre. — Les prières des peuples. 589. — La pensée des législateurs ingénieux. 591. — Quel sera le sentiment de la majorité? 592. — Le principal remède à la situation. 593. — L'opinion de Benjamin Constant. 594. — Les incidents de la quinzaine. 596.
- 25 novembre. — La rentrée de l'Assemblée et le message de M. Thiers. 796. — M. Thiers et le pacte de Bordeaux. 798. — La loi sur le jury. 799. — Les doctrines de M. Gambetta. 800. — La motion de M. de Kerdrel. 801. — Les États-Unis à leur origine, et la France d'aujourd'hui. 802. — La république et la présidence élective. 805.
- 10 décembre. — Les trois maux qui inquiètent la France. 997. — L'importance de la commission Kerdrel. 998. — Le rapport de M. Balbie. 1000. — Le mot qu'avait à dire M. Thiers. 1001. — Le discours,

- de M. Thiers. 1002. — M. Thiers vis-à-vis le parti conservateur. 1004. — La majorité nouvelle. 1005. — Gravité de la crise. 1007.
- 25 décembre. — L'Assemblée et la France. 1228. — Le droit de pétition. 1229. — M. Gambetta. 1230. — Les réponses de MM. d'Audiffret-Pasquier et Raoul Duval. 1233. — Le discours de M. Dufaure. 1236. — M. Thiers à la commission des Trente. 1238.
- Récamier (madame). V. comte de Carné. 1087.
- REVUE CRITIQUE. V. P. Douhaire.
- REVUE SCIENTIFIQUE. V. Arthur Mangin.
- Rome souterraine, par M. Paul Allard. C. R. 971.
- Scènes de la vie militaire en Russie, Nouvelle. 1^{er} art. 25 décembre. 1103.
- Scepticisme (du) politique. V. comte de Falloux. 393.
- Socialisme (un essai de bon). V. abbé d'Hulst. 565.
- Souvenirs de Malte. V. L. Quesnel. 752.
- Suffrage (le) universel. V. Dupont-White.
- Thermidor, Nouvelle. *Deuxième série*. V. Ch. d'Héricault.
- THIERCELIN** (H.). Du principe immatériel dans les êtres vivants. Art. 936.
- THUREAU DANGIN** (Paul). Paris capitale pendant la Révolution française. Art. 463.
- Traite (la) des couliés chinois. V. Anatole Langlois. 135.
- Union (l') de la paix sociale, par M. F. Le Play. C. R. 1216.
- Vésuve. V. Beulé.
- Vie (la) dans l'esprit et dans la matière, par M. l'abbé Méric. C. R. 571.
- Ville-Hardouin. V. Conquête de Constantinople.
- VINCENT** (H.). Une ascension aux pics du Dauphiné. Art. 114.

TABLE

DU TOME CINQUANTE-TROISIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE

(QUATRE-VINGT-NEUVIÈME DE LA COLLECTION)

1^{re} LIVRAISON — 10 OCTOBRE 1872

L'Assemblée nationale, par M. C. DE MEAUX.	5
L'Allemagne et les germanisants français, par M. F. COLINCAMP.	36
Thermidor. — Deuxième série (suite), par M. CH. D'HÉRICAULT.	45
L'Europe et la Révolution française, par M. A. GRANCOLAS.	86
Une ascension aux pics du Dauphiné, par M. H. VINCENT.	114
La traite des coulies chinois, par M. ANATOLE LANGLOIS.	133
La question genevoise, par M. FOISSET.	159
Mélanges : L'État maître de pension, par le P. Lescœur, 2 ^e édition, par M. P. DOUHAIRE.	168
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	173

2^e LIVRAISON — 25 OCTOBRE 1872

Le 1 ^{er} octobre en Lorraine, par M. MARSULT.	185
L'émigration européenne dans les deux Amériques, par M. le comte DE GOBINEAU.	208
Thermidor. — Deuxième série (suite), par M. CH. D'HÉRICAULT.	245
La fortune publique et privée en Angleterre, par M. le comte DE LUDRE.	280
Le détachement de la patrie, par M. EDMOND LE BLANT, de l'Institut.	310
La question des pèlerinages. — Lourdes, la Salette, etc., par M. F. DE CHAMPAGNY, de l'Académie française.	326
Les œuvres et les hommes. — Courrier du théâtre, de la littérature et des arts, par M. VICTOR FOURNEL.	555
Revue scientifique, par M. ARTHUR MANGIN.	556

TABLE DES MATIÈRES.

1247

Mélanges : Officiers et soldats tués à l'ennemi, par M. J. LEPÈVRE.	369
— Les deux folies de Paris, par MM. Drapeyron et Seligmann.	376
— Bulletin des cercles catholiques d'ouvriers.	378
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	380

3^e LIVRAISON — 10 NOVEMBRE 1872

Du scepticisme politique, par M. le comte DE FALLoux, de l'Académie française.	393
Le comte de Montalembert. — IV (fin), par M. FOISSET.	401
Thermidor. — Deuxième série (suite), par M. CH. D'HÉRICAULT.	427
Paris capitale pendant la Révolution française, par M. PAUL THUREAU DANGIN.	463
Les poètes nouveaux, par M. JULES LEVALLOIS.	508
Les Mirabeau. — VIII, par M. LOUIS DE LOMÉNIE, de l'Académie française.	523
Mélanges : Un essai de bon socialisme, par M. l'abbé D'HULST.	565
Revue critique, par M. P. DOCHAIRE.	571
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	589

4^e LIVRAISON — 25 NOVEMBRE 1872

Le suffrage universel. — IV, par M. DUPONT-WHITE.	601
Les funérailles des études classiques, par M. AUGUSTE NISARD.	623
Pape et empereur, par M. P. DE HAULLEVILLE.	657
La musique à l'église et la musique de l'église, par M. WILFRID D'INDY.	698
Thermidor. — Deuxième série (suite), par M. CH. D'HÉRICAULT.	719
Souvenirs de Malte, par M. L. QUESNEL.	752
La conquête de Constantinople, par Ville-Hardouin, par M. LÉON ARBAULT.	784
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	796

5^e LIVRAISON — 10 DÉCEMBRE 1872

Une biographie anglaise du comte de Montalembert. — I, par M. P. LA F.-CRAVEN.	809
De la décadence des lettres à la fin du seizième siècle, par M. ERNEST LAFOND.	844
Thermidor. — Fin de la deuxième partie, par M. CH. D'HÉRICAULT.	872
M. de Bismark orateur, par M. RENÉ LAVOLLÉE.	909
Du principe immatériel dans les êtres vivants, par M. H. THIÉRCÉLIN.	936

Mélanges : L'éducation libérale, par M. Victor de Laprade, par M. P. DOUHAIRE.	966
— Rome souterraine, par M. Paul Allard, par M. E. LE BLANT, de l'Institut.	971
— Description géographique, historique et archéologique de la Palestine, par M. Guérin, par M. ALPHONSE DE PISTOYE.	976
— Galerie des métaphysiciens contemporains, par M. l'abbé L. Bossu, par M. AUGUSTIN LARGENT, de l'Oratoire.	984
Livres d'étrennes, par M. P. DOUHAIRE.	986
Quinzaine politique, par M. CHARLES DOUNIOL.	997

6^e LIVRAISON — 25 DÉCEMBRE 1872

Une biographie anglaise du comte de Montalembert. — II, par madame CRAVEN.	1017
La question préhistorique, par M. ADRIEN ARCELIN.	1052
Madame Récamier, par M. le comte DE CARNÉ, de l'Académie française.	1087
Scènes de la vie militaire en Russie, par M. ***.	1103
La poésie populaire en Italie. — II, par M. le comte DE PUTMAIGRE.	1155
es œuvres et les hommes. — Courrier du théâtre, de la littérature et des arts, par M. VICTOR FOURNEL.	1154
La politique financière en France, depuis 1870, par M. A. DE MALARCHÉ.	1181
Revue scientifique, par M. ARTHUR MANGIN.	1190
Mélanges : De l'exploitation des chemins de fer par l'État, par M. E. LAMÉ FLEURY.	1203
— Encyclopédie pratique de l'agriculteur, par MM. L. Moll et E. Gayot.	1211
— Manuel de l'amateur des jardins, par MM. Decaisne et Th. Naudin, par M. CH. DE KIRWAN.	1215
— L'union de la paix sociale, par M. Le Play, par M. AUGUSTIN GALITZIN.	1216
— Les doctrines positivistes en France, par Mgr L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS.	1218
Livres d'étrennes, par M. P. DOUHAIRE.	1221
Quinzaine politique, par M. AUGUSTE BOUCHER.	1228



